

**UNIVERSITÉ PARIS I PANTHÉON SORBONNE**  
**ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE**

Laboratoire de rattachement : UMR 8138-Sirice

THESE

Pour l'obtention du titre de docteur en histoire contemporaine  
Présentée et soutenue publiquement  
le 12/12/2019 par  
**Witold GRIOT**

**Pouvoir communiste, histoire et discours national :  
la question de l'appropriation des territoires recouverts  
par la Pologne (1945-1961)**

Volume I

**Sous la direction de : M. Antoine MARÈS et Mme Marie-Pierre REY**

Professeurs à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

**Membres du Jury :**

M. Étienne BOISSERIE, professeur à l'INALCO

Mme Justine FAURE, professeur à l'Université de Lille

M. Antoine MARÈS, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Mme Marie-Pierre REY, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

M. Tomasz SCHRAMM, professeur à l'Université de Poznań









## Résumé

La présente thèse de doctorat étudie la place du mouvement historiographique de la « pensée occidentale polonaise » dans le système de pouvoir de la Pologne communiste de 1945 à 1961. Elle resitue d'abord cette école historiographique dans le temps long, en remontant à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle cherche à comprendre ensuite les contextes de fabrication du discours occidental qui légitime le « retour » des territoires recouverts à la Pologne après 1945 : sortie de guerre de la Seconde Guerre mondiale, Guerre froide, stalinisme et dégel de Gomułka après l'Octobre polonais de 1956. Elle met en avant les différentes générations de spécialistes et d'universitaires ainsi que le réseau scientifique occidental qui contribuent à forger l'argumentaire polonais. Ce dernier est d'une très grande diversité, de sorte que l'on peut en fait parler de trois discours occidentaux. Un discours occidental national entend montrer la polonité des territoires recouverts en s'appuyant sur des arguments historiques ou géographiques, tandis qu'un discours occidental plus pragmatique s'attache surtout à démontrer les bénéfices de ce changement territorial pour la Pologne et l'Europe. Enfin, un discours occidental communiste insiste avant tout sur les bienfaits de la translation de la Pologne vers l'Ouest pour la construction du communisme en Pologne et pour le Bloc de l'Est. Dans un dernier temps cette thèse permet de préciser la nature des liens entre communisme et nationalisme dans le cadre de la République populaire de Pologne en examinant l'utilisation de ce discours par le pouvoir communiste et son influence sur les pratiques de pouvoir communistes. C'est aussi l'occasion d'étudier les modalités de diffusion de ce discours vers la société polonaise en se penchant sur les différents relais à disposition du pouvoir. Cette thèse se veut ainsi une contribution à l'histoire des historiographies centre-européennes et des mécanismes de légitimation des autorités au sein des démocraties populaires.

## Summary

The present doctoral dissertation studies the place of the historiographical movement of the « Polish western thought » within the system of power of communist Poland between 1945 and 1961. It first looks at this historiographical school over a long period of time by tracing it back to the middle of the 19<sup>th</sup> century. It then intends to shed the light on the

circumstances of the birth of the western discourse which legitimates the « return » of the recovered territories to Poland after 1945 : the ending of the Second World War, the Cold War, Stalinism and the thaw of Gomułka after the Polish October of 1956. It highlights the different generations of specialists and scholars as well as the western scientific network who contribute to forging the Polish rationale. The latter being very diverse, one may actually distinguish three western discourses. First, a western national discourse aims at proving the Polishness of the recovered territories by relying on historical or geographical arguments. Secondly, a more pragmatic western discourse focuses on demonstrating the advantages of this territorial change for Poland and Europe. Finally, a communist western discourse insists on the benefits of Poland's translation toward the West for the building of communism in Poland and for the Eastern Bloc. Lastly, this doctoral dissertation specifies the nature of the links between communism and nationalism in relation to the Polish People's Republic by looking at how this discourse is used by communist power and how it influences on communist power practices. At the same time, this gives us the opportunity to study the ways in which this discourse spreads in Polish society by taking a closer look at the different relays available for the power. This doctoral dissertation is meant to contribute to the history of central-Europe historiographies and that of legitimation mechanisms used by authorities in popular democracies.

## **Mots-clés**

Historiographies – pensée occidentale polonaise – pouvoir – discours occidental – sortie de guerre – Guerre froide – stalinisme – dégel de Gomułka - universitaires – réseau scientifique occidental – communisme – nationalisme – République populaire de Pologne – légitimation

## **Keywords**

Historiographies – polish western thought – power – western discourse – war ending – Cold War – stalinism – thaw of Gomułka - scholars – western scientific network – communism – nationalism – Polish People's Republic – legitimation

## Remerciements

Au terme de ce long travail de six années, je tenais à remercier quelques personnes sans lesquelles la présente thèse n'aurait pu être réalisée.

Je veux tout d'abord remercier mes directeurs de thèse, Mme la professeure Marie-Pierre Rey et M. le professeur Antoine Marès. Ils m'ont aidé à formuler le sujet définitif de la thèse et ont apporté toute leur expérience pour corriger, reprendre, réorganiser ce travail, clarifier mes idées parfois confuses, me suggérer des pistes de réflexion. J'ai beaucoup appris d'eux, notamment la rigueur scientifique toute particulière d'un ouvrage comme la thèse.

Mes remerciements vont également aux membres du jury qui ont accepté de prendre connaissance et d'évaluer ma thèse : Mme la professeure Justine Faure, M. le professeur Tomasz Schramm et M. le professeur Étienne Boisserie. Qu'ils soient remerciés pour leur engagement et leur travail.

Je désire également exprimer toute ma gratitude à mes parents, pour lesquels cette thèse représente en quelque sorte l'aboutissement des efforts et des sacrifices qu'ils ont faits et font encore pour moi. Je les remercie tout particulièrement pour le goût de l'histoire et le sens de l'effort qu'ils m'ont transmis. La fibre historique est bien présente dans notre famille. Remercier tous ceux parmi mes proches qui m'ont soutenu ou inspirés serait trop long. Je voudrais néanmoins citer ma tante Maria Zientara, historienne de l'art au Musée historique de Cracovie, qui elle aussi m'a prodigué de bons conseils.

Je réserve une place toute particulière dans ces remerciements à ma chère Justine : je la remercie pour son soutien sans faille et pour ses relectures, ainsi que pour sa patience face à l'omniprésence de la thèse dans ma vie, notamment ces derniers mois.

Tout au long de ce parcours du combattant, un certain nombre de chercheurs m'ont guidé dans mes réflexions. Je voudrais exprimer ma reconnaissance en particulier aux chercheurs de l'Institut occidental de Poznań, feu M. le professeur Zbigniew Mazur, M. le professeur Andrzej Sakson, à la bibliothécaire-archiviste Mme Iwona Bykowicz. Je remercie également pour les discussions et les conseils reçus M. le professeur Andrzej Chwalba, M. le docteur



habilité Krzysztof Daszyk de l'Université Jagellonne, Messieurs les professeurs Tomasz Schramm de l'Université de Poznań et Grzegorz Strauchold de l'Université de Wrocław ainsi que l'archiviste des Archives du PAN à Poznań M. le maître Michał Boksa. En France je tiens notamment à remercier pour leurs remarques et leurs critiques Mmes la maîtresse de conférences Ségolène Plyer, la directrice de recherches Catherine Goussef et M. le maître de conférences Paul Gradvohl.

J'adresse mes chaleureux remerciements à mes collègues et amis doctorants qui ont goûté et goûtent encore pour certains aux joies de la thèse, mais qui connaissent aussi les difficultés et les fatigues qu'elle procure. Je veux nommer en tout premier lieu les collègues de l'Atelier de doctorants « Carrefour des mondes est-européens » que j'ai malheureusement dû abandonner cette dernière année à cause de la surcharge de travail. Je n'oublie pas mes vieux amis de l'ENS Raphaël, François et Clément qui ont soutenu ou sont eux aussi sur le point de soutenir. Mes pensées vont également à mes collègues de lycée Arthur qui a relu certains de mes chapitres et qui lui commence l'aventure de la thèse, ainsi qu'à Jean qui a corrigé le résumé de ma thèse en anglais. Plus généralement, je remercie tous mes amis qui, par leur fidélité malgré mes silences prolongés, m'ont permis de respirer dans la dernière ligne droite.

Je terminerai en évoquant mes anciens maîtres et professeurs qui ont renforcé ma passion pour l'histoire et sans lesquels je n'aurais pas réalisé le parcours qui est le mien. Que soient tout particulièrement remerciés : M. Marc Pierrefeu, M. Pierre Besana, M. Philippe Fortin, Mme Brigitte Cazeaux et M. Philippe Rocher, M. Éric Darrasse, et tout particulièrement mes professeurs de spécialité histoire-géographie de Khâgne, Mme Sylvie Fichet et M. Gérard Fabre ; de manière générale, tout le personnel éducatif de l'Institution Lyonnaise des Maristes. J'espère que ce travail sera digne de leurs connaissances, de leur passion et de leur dévouement.

# Sommaire

Résumé .....	- 5 -
Summary .....	- 5 -
Remerciements .....	- 7 -
Sommaire .....	- 9 -
Table des abréviations .....	- 11 -
Introduction .....	- 15 -
Première partie : les Territoires recouverts à travers l’histoire .....	39
Chapitre introductif. La question occidentale, un enjeu multiséculaire .....	41
Deuxième partie : Contextes et auteurs du discours occidental .....	81
Chapitre 1 : le contexte international- la Pologne de la Seconde Guerre mondiale à la Guerre froide .....	83
Chapitre 2 : La Pologne de 1944 à 1961 : les contextes politiques et économiques de l’intégration des territoires recouverts.....	151
Chapitre 3 : Les enjeux de territoires recouverts dans la nouvelle Pologne.....	217
Chapitre 4 : les foyers de la pensée occidentale polonaise .....	279
Troisième partie : Le discours légitimant le rattachement à la Pologne .....	341
Chapitre 5 : des terres revendiquées comme polonaises .....	343
Chapitre 6 : une Pologne dépendante de ses nouveaux territoires .....	411
Chapitre 7 : une polonité des territoires recouverts stabilisant les relations internationales européennes.....	453
Quatrième partie : Un discours national communisé .....	505
Chapitre 8 : la principale arme idéologique de la République populaire de Pologne .....	507
Conclusion.....	563
Annexes .....	573

Sources .....	577
État des lieux historiographique .....	629
Bibliographie .....	649
Table des illustrations.....	713
Table des cartes .....	719
Index des noms propres.....	721
Table des matières .....	727

## Table des abréviations

AAN (*Archiwum Akt Nowych*)- Archives des actes nouveaux  
ADTO (Association pour le développement des terres occidentales)  
AIZ (*Archiwum Instytutu Zachodniego*)- Archives de l'Institut occidental  
AK (*Armia Krajowa*)- Armée de l'Intérieur  
AL (*Armia Ludowa*)- Armée populaire  
AMSZ (*Archiwum Ministerstwa Spraw Zagranicznych*)- Archives du ministère des Affaires étrangères  
APAN-Po (*Archivum Polskiej Akademii Nauk w Poznaniu*)- Archives de l'Académie polonaise des sciences à Poznań  
APP (*Archivum Państwowe w Poznaniu*)- Archives étatiques à Poznań  
APS (*Archiwum Państwowe w Szczecinie*)- Archives étatiques à Szczecin  
APW (*Archiwum Państwowe we Wrocławiu*)- Archives étatiques à Wrocław  
BC (*Bataliony Chłopskie*)- Bataillons paysans  
BOW (*Biuro odszkodowań wojennych*)- Bureau des reconstructions de guerre  
CDU (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*)- Union chrétienne-démocrate d'Allemagne  
CDHS (Comité de défense de la Haute-Silésie)  
CSP (Comité slave en Pologne)  
CZJN (*Chrześcijański Związek Jedności Narodowej*)- Union chrétienne d'unité nationale  
DRSW w Gdańsku (*Delegacja rządu w sprawach wybrzeża w Gdańsku*)- Délégation du gouvernement pour les affaires du littoral à Gdańsk  
IM (Institut mazure)  
IPN (*Instytut Pamięci Narodowej*)- Institut de la Mémoire nationale  
IS (Institut silésien)  
IZ (*Instytut Zachodni*)- Institut occidental  
JO (Journal officiel)  
KPD (*Komunistische Partei Deutschlands*)- Parti communiste d'Allemagne  
KPP (*Komunistyczna Partia Polski*)- Parti communiste de Pologne  
KRN (*Krajowa Rada Narodowa*) Conseil national de l'intérieur  
KS w Polsce (*Komitet słowiański w Polsce*)- Comité slave en Pologne (voir aussi CSP)  
KSZZO (*Komisja dla spraw zagranicznych Ziem Odzyskanych*)- Commission pour les affaires extérieures des Territoires recouverts  
LM (*Liga morska*)- Ligue maritime  
MAP (*Ministerstwo Administracji Publicznej*)- ministère de l'Administration publique  
MIP (*Ministerstwo Informacji i Propagandy*)- ministère de l'Information et de la propagande  
MO (*Milicja Obywatelska*) Milice citoyenne  
MPK (*Ministerstwo Prac Kongresowych*)- ministère des Travaux pour le Congrès  
MZO (*Ministerstwo Ziem Odzyskanych*)- ministère des Territoires recouverts  
NSZ (*Narodowe Siły Zbrojne*)- Forces armées nationales  
ONR (*Obóz Narodowo-Radykalny*)- Camp national radical  
O/S (*Oberschlesien*)- Haute-Silésie  
PAN (*Polska Akademia Nauk*)- Académie polonaise des sciences

PAU (*Polska Akademia Umiejętności*)- Académie polonaise des sciences  
 PGR (*Państwowe Gospodarstwo rolne*)- Exploitation agricole d'État  
 PISM (*Polski Instytut Spraw Międzynarodowy*)- Institut polonais des relations internationales  
 PKWN (*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego*) Comité polonais de libération nationale  
 PPR (*Polska Partia Robotnicza*)- Parti ouvrier polonais  
 PPS (*Polska Partia Socjalistyczna*)- Parti socialiste polonais  
 PRL (*Polska Rzeczpospolita Ludowa*)- République populaire de Pologne (voir aussi RPP)  
 PSL (*Polskie Stronnictwo Ludowe*)- Mouvement populaire polonais  
 PTTK (*Polskie Towarzystwo Turystyczno-Krajoznawcze*) Association polonaise de tourisme  
 PUR (*Państwowy Urząd Repatriacyjny*)- Bureau étatique de rapatriement  
 PWN (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe*)- Éditions scientifiques d'État  
 PWRNS (*Prezydium wojewódzkiej rady narodowej szczecińskiej*)- Présidium du Conseil national de la voïévodie de Szczecin  
 PZPR (*Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*)- Parti ouvrier unifié polonais  
 PZWS (*Polski Związek Wydawnictw Szkolnych*)- Union polonaise des éditions scolaires  
 PZZ (*Polski Związek Zachodni*)- Union occidentale polonaise (voir aussi UOP)  
 RPP (République populaire de Pologne)  
 RSP (*Rolnicza Spółdzielnia Produkcyjna*)- Coopérative agricole de production  
 RTRP (*Rząd Tymczasowy Rzeczypospolitej Polskiej*)- Gouvernement provisoire de la République polonaise  
 SB (*Służba Bezpieczeństwa*)- Service de sécurité  
 SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*)- Parti socialiste unifié d'Allemagne  
 SL (*Stronnictwo Ludowe*)- Mouvement populaire  
 SN (*Stronnictwo narodowe*)- Mouvement national  
 SP (*Stronnictwo pracy*) Mouvement du travail  
 SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*)- Parti social-démocrate d'Allemagne  
 TPPC (Towarzystwo Przyjaźni Polsko-Czechosłowackie)- Association pour l'amitié polono-Tchécoslovaque  
 TRJN (*Tymczasowy Rząd Jedności Narodowej*)- Gouvernement provisoire d'unité nationale  
 TRZZ (*Towarzystwo Rozwoju Ziem Zachodnich*)- Association de développement des terres occidentales (voir aussi ADTO)  
 TZZ (*Tydzień Ziem Zachodnich*)- Semaine des terres occidentales  
 UB (*Urząd Bezpieczeństwa*)- Office de sécurité  
 UDCO (Union de défense des confins occidentaux)  
 UOP (Union occidentale polonaise)  
 UPA (*Ukrains'ka Povstans'ka Armia*)- Armée insurrectionnelle ukrainienne  
 UTSK (*Ukrainskie Towarzystwo społeczno-kulturalne*)- Association socio-culturelle ukrainienne  
 UWP (*Urząd wojewódzki poznański*)- Office de voïévodie de Poznań  
 UWS (*Urząd wojewódzki szczeciński*)- Office de voïévodie de Szczecin  
 UWW (*Urząd wojewódzki wrocławski*)- Office de voïévodie de Wrocław  
 WHW (*Wybitni Historycy Wielkopolscy*)- les grands Historiens de Grande-Pologne  
 WiN (*Wolność i Niezawisłość*)- Liberté et Indépendance  
 WP (*Wydawnictwo Poznańskie*)- Édition de Poznań

WUIP (*Wojewódzki Urząd Informacji i Propagandy*)- Office d'information et de propagande de voïévodie

WZO (*Wystawa Ziem Odzyskanych*)- Exposition sur les Territoires recouvrés

ZMP (*Związek Młodzieży Polskiej*) Union de la jeunesse polonaise

ZOKZ (*Związek Obrony Kresów Zachodnich*)- Union de défense des confins occidentaux (voir aussi UDCO)

ZNiMO (*Zakład Narodowy imienia Ossolińskich*)- Institut national des Ossliński

ZOW (*Związek Osadników Wojskowych*)- Union des colons militaires

ZAP (*Zachodnia Agencja Prasowa*) Agence de presse occidentale

ZSL (*Zjednoczone Stronnictwo Ludowe*) Mouvement populaire unifié

Remarque : la plupart des abréviations sont celles des langues d'origine. Les seules fois où les abréviations ont été francisées correspondent soit à des abréviations françaises déjà existantes soit à des termes dont l'usage nous a paru si répétitif qu'il semblait plus pertinent d'en donner une abréviation immédiatement transposable en français.



## Introduction

« Une nation qui perd la mémoire cesse d'être une nation, elle devient un simple amas de personnes occupant temporairement un territoire donné » : cette phrase, attribuée au maréchal Piłsudski, exprime bien la situation des populations polonaises nouvellement installées, à partir de 1945, sur les territoires recouverts. Quelle que soit l'origine géographique de ces Polonais, qu'ils viennent des grandes villes des confins orientaux cédés aux Soviétiques, des campagnes surpeuplées de Petite-Pologne ou des cités minières du Nord de la France, tous doivent, à leurs arrivées dans leurs nouveaux lieux de vie, faire face à un monde inconnu et surmonter un choc culturel. Déracinés de leurs terres, privés de leurs repères familiaux, ils doivent affronter un paysage architectural, culturel, linguistique totalement différent de ce qu'ils ont connu jusqu'alors. Le citadin de Lwów ou de Wilno, habitué à l'ambiance de villes polonaises et multiculturelles, où se mêlent alphabets latin, hébraïque et cyrillique, doit apprendre à vivre dans des cités portant la marque d'une grande homogénéité culturelle comme Breslau ou Stettin, depuis longtemps germanisées et où l'écriture gothique prédomine. Le paysan de Volhynie, de Polésie, voire de Galicie, quittant ses parcelles étroites, exploitées de manière archaïque, ses maisons souvent en bois, s'installe dans des campagnes aux maisons en brique et aux champs plus conséquents. Qu'ont-ils de commun, d'ailleurs, ces paysans de la Pologne centrale, avec les ruraux des confins orientaux, et ces derniers avec leurs compatriotes citadins habitant dans les mêmes régions ? La foi catholique sans doute, mais pas bien plus, à une époque où les différences entre les dialectes de Pologne sont encore assez importantes, qui impliquent des différences culturelles marquées entre les différents groupes polonais. Qu'ont-ils de commun avec les membres des *Polonia* que l'on fait revenir des divers pays de l'émigration polonaise ?<sup>1</sup> Ces Polonais de l'étranger, qui se sont déjà en partie faits aux codes occidentaux, que l'on pourrait supposer rompus aux migrations, mais qui vont non seulement devoir s'adapter à un nouvel espace de vie inconnu, et également apprendre à vivre avec des personnes inconnues, qui n'ont souvent en commun que le fait

---

<sup>1</sup> Le terme *Polonia* désigne l'ensemble des communautés polonaises à l'étranger qui maintiennent des liens avec la nation polonaise.



d'avoir le même passeport, celui de la République de Pologne. Loin de leurs terres d'origine, de leurs terroirs familiers sur lesquels l'histoire polonaise s'est développée des siècles durant, loin des cimetières de leurs aïeux, tous ces Polonais font la connaissance de territoires où la langue, la culture allemandes sont omniprésentes, où les rues portent le nom de personnes inconnues ou de figures historiques trop connues car souvent honnies, et où les cimetières contiennent les dépouilles de morts étrangers. Rassemblés à partir de 1945 dans les territoires recouverts, ces Polonais, « rapatriés » de l'Est, transférés, réémigrés de l'Ouest, font l'amère expérience du déracinement, et courent donc le risque, puisqu'ils ont été artificiellement réunis par les aléas de l'histoire, de subir une certaine aliénation en vivant sur un territoire sur lequel ils se sentent perpétuellement étrangers. Cette aliénation pourrait devenir altération, en raison des solidarités et les liens traditionnels rompus, de sorte qu'au lieu de reformer une nation polonaise en terre étrangère, ou de servir de prototype à une nouvelle nation polonaise, ces Polonais pourraient très bien ne former qu'une société atomisée, un agrégat de populations comme disait le Maréchal Piłsudski, occupant par hasard, et pour un temps seulement, la terre qui leur a été dévolue.

Le problème du déracinement des populations polonaises des territoires recouverts est au fondement de la réflexion qui m'a conduit à me lancer dans cette thèse. Partant de la situation historique décrite précédemment, et me fondant aussi sur ma propre expérience de l'altérité que j'ai pu ressentir, en tant que « Polonais de Cracovie », en visitant ces « nouvelles » terres pourtant intégrées depuis maintenant plus de soixante-dix ans à la Pologne, j'ai voulu savoir comment les territoires recouverts avaient été réintégrés dans l'histoire nationale après des siècles d'absence parfois, et comment, pour les populations polonaises installées sur ces terres, les liens d'appartenance historique brutalement tranchés en 1945-1946 avec leurs terroirs d'origine avaient pu être retissés avec des régions aussi différentes que sont les territoires recouverts par rapport aux confins orientaux et même par rapport aux terres de la Pologne centrale. Au gré de mes recherches et de mes lectures, il m'est apparu rapidement que l'histoire, à la fois en tant que discipline historique et en tant que discours sur l'histoire, a eu un rôle fondamental à jouer pour intégrer les territoires recouverts à la Pologne, et pour aider leurs nouveaux habitants à s'approprier des terres qui n'étaient pas les leurs. Des historiens polonais, par conviction comme par idéologie, ont pris leur plume après 1945 pour livrer non seulement une histoire renouvelée et polonisée de ces territoires, mais aussi une nouvelle vision de la nation polonaise : la réalité idéale d'un peuple est étroitement liée à la

réalité géographique du territoire sur lequel il vit. Le peuple et les historiens ne sont cependant pas les seuls acteurs dans ce processus de réécriture, qui va traiter les territoires recouverts comme un palimpseste, effaçant, modifiant, réécrivant l'histoire de ces régions. Dans la Pologne d'après 1945, le parti communiste va bien entendu prendre une part active à ce processus, qui se révèle être une des clés de voute de l'instauration de son monopole. L'intérêt du sujet proposé est d'articuler l'étude d'un courant historiographique polonais élevé au rang d'histoire nationale en l'articulant avec son utilisation par un pouvoir politique qui a une vision de l'histoire assez éloignée de l'histoire traditionnelle nationale polonaise. L'étude du discours sur la place des territoires recouverts dans l'histoire polonaise, permet de comprendre à la fois le processus d'appropriation de ces territoires par les Polonais, mais aussi de proposer une étude originale des rapports entre les historiens et le pouvoir au sein d'un régime communiste. Autrement dit, étudier la place des territoires recouverts en Pologne entre 1945 et 1961, c'est voir comment le pouvoir se sert de l'histoire pour redéfinir la nation, dans un sens à la fois traditionnel et novateur.

La question des territoires recouverts est au cœur de la sortie du second conflit mondial. Dans le contexte d'un énième remaniement des frontières en Europe, et en particulier en Europe médiane, le rattachement à la Pologne de la majeure partie de la Poméranie, de la Silésie et d'une partie de la Prusse orientale apparaît comme l'un des principaux changements de frontière consécutifs à la Seconde Guerre mondiale. Suite à cette dernière, environ 600 000 kilomètres carrés de territoires passent d'un État à l'autre, du territoire de Petsamo, cédé par la Finlande à l'Union soviétique, aux micro territoires alpins italiens qui deviennent français et à l'Istrie italienne rattachée à la Yougoslavie, en passant par les pays baltes annexés par l'URSS, pour ne citer que quelques exemples. Les territoires recouverts, dans ce phénomène européen de modifications de frontières, se distinguent doublement : d'une part, par leur taille, puisqu'avec près de 100 000 kilomètres carrés, ils représentent une proportion notable des territoires passant d'un pays à l'autre, et ce d'autant plus qu'ils sont les plus densément peuplés parmi ces régions. Ce sont eux qui fournissent la majeure partie des flux des « réfugiés » allemands qui partent ou sont expulsés des multiples zones de l'Europe médiane.<sup>2</sup> D'autre part, ce sont les seules régions dont le statut n'est pas

---

<sup>2</sup> Sur un total estimé entre 12 et 14 millions de personnes, les territoires recouverts polonais en fournissent, selon les estimations, entre 7 et 8 millions, soit plus de la moitié à eux seuls. Confère entre autres (les estimations variant selon les ouvrages), INGRAO Charles, SZABO Franz A. (dir.), *The Germans and the East*, Purdue University Press, 2008, p. 355 et suivantes.

fixé officiellement et définitivement au sortir de la guerre. Si le transfert de presque tous les autres territoires évoqués est acté par le Traité de Paris<sup>3</sup> du 10 février 1947, l'absence de paix conclue avec l'Allemagne, due aux divergences entre les alliés occidentaux et l'URSS concernant ce pays, laisse en suspens, du moins du point de vue du droit international, la question de la souveraineté des territoires recouverts. Arrachée au dernier jour de la conférence de Potsdam par un Staline qui voyait en la polonisation des territoires recouverts une garantie supplémentaire pour la sécurité de son régime, voulant à la fois affaiblir l'Allemagne et avoir un outil de pression supplémentaire sur la Pologne, l'administration polonaise des territoires recouverts n'est reconnue par les États-Unis et le Royaume-Uni qu'à titre provisoire, en attente d'un traité de paix avec l'Allemagne qui ne va jamais être signé. C'est alors tout l'enjeu, pour la diplomatie polonaise, que de faire accepter le fait accompli de l'annexion de ces territoires par la Pologne alors que cette dernière a perdu, au profit de l'URSS, les 180 000 kilomètres carrés des confins orientaux. La germanité majoritaire de ces territoires et l'absence de règlement diplomatique officiel de cette question poussent les autorités polonaises à bâtir un discours de légitimation du nouvel ordre territorial, dont les ressorts sont au fondement de la réflexion qu'on se propose de mener. Cette double présentation du sujet permet de saisir ainsi la portée à la fois intérieure et extérieure du discours historique polonais sur les territoires recouverts : justifier le rattachement de ces territoires auprès des pays étrangers, aider les Polonais, habitant ou non ces terres, à se les approprier.

## **I Explicitation du sujet**

La réalité culturelle et historique de ces territoires en 1945 est celle d'une germanité quasi intégrale. En témoigne cet extrait d'une lettre du Plénipotentiaire du Gouvernement polonais pour la ville de Wrocław écrite le 31 octobre 1945 au Plénipotentiaire du Gouvernement polonais pour le district de Basse-Silésie. Il s'y déclare contre le port de brassards distinctifs par les Allemands pour les raisons suivantes :

Je suis contre l'introduction de l'obligation du port du brassard par les Allemands sur le territoire de la ville de Wrocław, car leur nombre est quatre à cinq fois supérieur au nombre des Polonais. En

---

<sup>3</sup> Lors de ce traité est signée la paix entre les alliés et les États européens alliés de l'Allemagne : l'Italie, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et la Finlande.

conséquence de quoi on verrait au premier coup d'œil l'écrasante prépondérance des Allemands et cela donnerait un caractère allemand à la ville. <sup>4</sup>

Cet aveu de germanité de la ville est d'autant plus significatif qu'il a été écrit sur une machine à écrire que l'administration polonaise a récupérée à l'ancienne administration allemande, machine ne permettant pas de faire les signes diacritiques polonais, qui ont dû être ajoutés ou tout simplement ignorés. Cette citation montre ainsi une distorsion entre le discours généré par le gouvernement polonais et une large part des élites intellectuelles polonaises, et la réalité du terrain qui infirme tant la prétendue polonité des territoires recouverts que l'exclusive germanité de ces mêmes régions. Dans ce contexte, le rattachement de ces terres à la Pologne nécessite explication, à la fois légitimation au plan international et justification pour rendre possible l'appropriation au niveau intérieur. Ainsi se dessine le premier axe de réflexion du travail entrepris, à savoir les ressorts scientifiques et idéologiques mobilisés par les élites gouvernementales ainsi que par les savants polonais, qui leur sont de plus en plus subordonnés, pour s'approprier symboliquement ces territoires recouverts. Autrement dit, à quel arsenal rhétorique la nouvelle élite polonaise d'après-guerre a-t-elle eu recours pour faire siens des territoires dont les liens avec la Pologne ont été, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, des plus lâches ? Un spectre argumentatif large, s'étendant de l'étude scientifique à la pure propagande politique, nous permettra de répondre à cette question.

Dans ce travail d'appropriation de terres étrangères, à la fois difficile et original, le pouvoir communiste polonais a recours aux argumentaires d'avant 1945, à la fois d'avant-guerre et de la Seconde Guerre mondiale. Cette entreprise d'assimilation intellectuelle, mentale et idéologique d'un objet au départ étranger, dans le but d'en faire une région polonaise dans les mentalités des Polonais, a mobilisé diverses disciplines. L'histoire nous intéressera avant tout ici, certaines sciences auxiliaires de l'histoire mobilisées ponctuellement dans les travaux étudiés, comme l'archéologie, la linguistique historique, la géographie historique, et des sciences humaines et sociales autres que l'histoire mais en interactions constantes avec elle<sup>5</sup>. Nous nous intéresserons particulièrement à leur utilisation dans le cadre de certains travaux historiques. Ces sciences humaines sont comprises au sens

---

<sup>4</sup> APW (*Archiwum Państwowe we Wrocławiu*- Archives étatiques de Wrocław)/ UWW (*Urząd Wojewódzki Wrocławski*- Office de Voïévodie de Wrocław )/ VI/265, p. 39.

<sup>5</sup> La linguistique historique sera distinguée de la linguistique en tant que telle. Ce sont les rameaux de la linguistique appliqués au domaine historique, et parmi lesquels on peut citer : l'onomastique, la toponymie, la dialectologie.

large ; dans l'ordre décroissant de mobilisation : la géographie, la géopolitique, l'économie, l'ethnologie, la linguistique, de manière moindre, le droit et la sociologie. Leur inclusion, plus en tant que thématique qu'en tant qu'outil méthodologique, permettra d'esquisser une approche pluridisciplinaire de la question, et rendra toute la richesse de l'argumentaire polonais concernant les territoires recouverts. Dans la Pologne de l'entre-deux-guerres déjà, ces sciences sociales et humaines sont mobilisées, voire instrumentalisées, pour légitimer un discours politique sur les territoires recouverts cherchant à les rattacher au roman national polonais après qu'elles sont restées en marge de l'État polonais pendant parfois des siècles. Ce courant, à la fois scientifique et politique, est appelé par l'historiographie polonaise la « pensée occidentale polonaise », terme qui sera spécifié par la suite<sup>6</sup>. Se pose alors la question du rapport des sciences sociales à la sphère politique au sens large : dans le contexte polonais d'après 1945, doublement politisé, marqué à la fois par la construction d'un pouvoir communiste et par l'omniprésence d'un discours national, quel lien le monde scientifique peut-il entretenir avec le pouvoir politique ? Le deuxième grand axe de réflexion de ce travail est donc de mettre à jour la relation entre science et idéologie dans le contexte de la Pologne communiste : y a-t-il inclusion du scientifique dans le politique, influence du second sur le premier ou influence mutuelle ? Nous tenterons alors, autant que possible, de discerner ce qui, dans les travaux des scientifiques, relève de l'objectivité scientifique et de la subjectivité politique, en mettant en avant les différences d'utilisation des diverses sciences sociales et humaines par le politique, et de saisir l'évolution du groupe, à la fois socio-professionnel et politique, des spécialistes de la question dans le contexte de la communisation de la Pologne<sup>7</sup>.

L'étude de la formation d'un discours national dans tel contexte permet enfin de s'interroger sur la nature des liens entre l'idéologie marxiste, la question nationale et l'idéologie nationaliste. Si le marxisme s'est intéressé à la question nationale, c'est en tant que discours sur la nation, ne prétendant pas porter un discours nationaliste. Internationaliste par essence, le communisme n'est censé s'intéresser à la question nationale que du point de vue de l'advenue de la révolution : tout mouvement national qui ne peut servir la cause révolutionnaire est à combattre. S'il n'y a pas une opposition de principe entre communisme et discours national, il y a une très nette subordination du national à la lutte des classes, et une condamnation unanime de tout nationalisme. Néanmoins, la rhétorique marxiste se

---

<sup>6</sup> Cf. chapitre introductif, IIC, « la théorisation de la pensée occidentale polonaise ».

<sup>7</sup> Nous utiliserons le terme de « réseau scientifique occidental » pour parler de l'ensemble des individus et des institutions générateurs de ce discours. Cf. chapitre 4, IIC.

complexifie sur ce point au cours du temps : confrontés à la réalité historique, la majorité des penseurs marxistes tendent à opposer un nationalisme impérialiste à un nationalisme de résistance, un nationalisme expansif des grandes nations qu'il faudrait combattre à tout prix, et un nationalisme défensif des petites nations qui est tolérable, surtout s'il peut être récupéré pour la lutte révolutionnaire<sup>8</sup>.

Marx se montre assez changeant sur la question, développant le concept de classe nationale, identifiée à la bourgeoisie, mais qui après la révolution doit se confondre avec le prolétariat. Par un souci d'efficacité révolutionnaire, il soutient d'abord les grandes nations, avant d'appuyer certains mouvements indépendantistes de petites nations par souci de lutte contre l'impérialisme. À chaque génération de nouveaux penseurs marxistes, les débats sont renouvelés sur les questions touchant à la nation, que ce soit sur le bien-fondé du terme de nation en lui-même, ou la définition du rapport, pragmatique ou hostile, du mouvement révolutionnaire par rapport aux mouvements nationaux. Le premier terme du débat oppose Otto Bauer et Karl Kautsky<sup>9</sup>. Bauer donne plus de teneur au concept de nation, qu'il interprète selon le modèle organiciste d'une communauté de destins, là où Kautsky ne fonde la nation que sur la langue, et valorise ainsi le caractère internationaliste des identités ouvrières souvent marquées par le plurilinguisme. Le second terme du débat oppose Rosa Luxembour et Lénine<sup>10</sup>. Face à une Rosa Luxembour, antinationale, qui prétend que la seule solution à l'oppression des peuples réside non en la résolution de la question nationale mais en la révolution prolétarienne, Lénine adopte une vision plus pragmatique de la question nationale, visant à l'intégrer dans la lutte pour la révolution. Il y a donc pluralité des positions, et absence de ligne de conduite clairement définie du marxisme vis-à-vis de la question nationale, mise à part la primauté donnée à l'internationalisme, primauté affirmée avec force mais selon des modalités vagues, ce qui laisse une assez grande liberté d'interprétation. Ainsi, Lénine est assez déçu et souvent en désaccord avec la brochure sur la question dont il a confié la rédaction à Staline<sup>11</sup>. Ce dernier lui-même évolue sur la question, et mène une politique assez souvent contraire à celle qu'il a préconisée dans cet ouvrage, avec l'identification

---

<sup>8</sup> Nous pouvons renvoyer à la correspondance entre Marx et Engels sur le mouvement national irlandais, compris dans un sens de lutte contre l'impérialisme britannique.

<sup>9</sup> Par l'intermédiaire de deux ouvrages, *la Question des nationalités et la social-démocratie*, Vienne, 1907 pour le premier, et *la Libération des nations*, 1917.

<sup>10</sup> Par l'intermédiaire, entre autres, de deux publications : *du Droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1914 pour le premier, *la Crise de la démocratie socialiste* (ou *Brochure de Junius*), 1916, pour la seconde.

<sup>11</sup> *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, 1913.

progressive et de plus en plus poussée à partir de 1936 des intérêts de la révolution mondiale avec ceux d'un seul État, l'Union soviétique, ouvrant grand la voie de la convergence entre communisme et nationalisme. C'est ainsi que Milovan Djilas, un temps révolutionnaire yougoslave, peut écrire en 1947 : « Aujourd'hui, le national-communisme est un phénomène général du communisme ; [...] à des degrés divers tous les mouvements communistes [...] sont marqués par le national-communisme »<sup>12</sup>. Ce questionnement paraît tout à fait pertinent pour l'étude présente, de sorte que sera examiné le degré de justesse de l'hypothèse selon laquelle le discours historique national sur les territoires recouverts, encouragé par le pouvoir communiste polonais, s'insère dans ce « national-communisme ».

Le troisième axe de réflexion de ce travail consistera à voir, dans la Pologne postérieure à Yalta, les liens qui se nouent entre les communistes polonais et un discours national polonais en partie fondé sur le travail d'appropriation idéologique des territoires recouverts par la Pologne. Est-ce le contexte historique de l'après 1945 et la force de certaines revendications nationalistes en Pologne qui ont déteint sur les communistes polonais, ou le rapport particulier que le communisme polonais d'après 1945 entretient avec les territoires recouverts qui ont engendré une sorte de communisme à la polonaise, synthèse locale du dogme marxiste-léniniste ?

Concernant les termes du sujet, il s'agit d'abord de justifier l'utilisation du terme de « territoires recouverts ». Il traduit, en français, le terme polonais de *ziemie odzyskane*. Soit très littéralement, « terres récupérées ». Si cette traduction a été choisie, c'est pour deux raisons. « Territoires » renvoie à un terme de la géographie humaine signifiant l'espace vécu par les sociétés qui l'habitent, et par là-même fait écho au terme d'appropriation<sup>13</sup>. Au regard du sujet étudié, il nous a aussi paru mieux rendre la problématique que le terme « terre », expression plus banale et géologique. En ce qui concerne la traduction de « *odzyskane* », nous avons finalement opté pour le mot « recouverts » et non « récupérés » car le premier terme désigne plus spécifiquement le fait de rentrer en possession de quelque chose de perdu, ce qui

---

<sup>12</sup> *the New Class*, New York, 1947, p. 181, cité dans CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, « Communisme et nationalisme » in *Revue française de science politique*, n° 3, p. 466-498, 1965.

<sup>13</sup> Très précisément, nous pouvons faire référence à une des définitions géographiques données : « Le territoire peut être défini comme la portion de la surface terrestre, appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux. C'est une entité spatiale, le lieu de vie du groupe, indissociable de ce dernier » in LE BERRE Maryvonne, « Territoires », in BAILLY Antoine, FERRAS Robert, PUMAIN Denise (dir.), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 1995 cité dans PAQUOT Thierry, « Qu'est-ce qu'un territoire ? » in *Vie sociale*, n° 2, p. 25-26, 2011.

est bien l'idée principale de l'argumentaire polonais. Concernant l'expression générale de territoires recouverts, nous avons choisi finalement de l'utiliser par rapport à d'autres expressions signifiant la même réalité, pour deux raisons principales. La première tient au sujet choisi : en se référant à des « territoires recouverts », il est plus facile de traiter de l'appropriation idéologique de ces terres par les Polonais. La seconde est indépendante du sujet, et regroupe en fait une gamme d'arguments justifiant la dénomination polonaise de *ziemie odzyskane*, au détriment d'autres appellations polonaises coexistant avec elles. Ce choix peut se légitimer scientifiquement en se fondant notamment sur un article écrit par Janusz Jasiński<sup>14</sup> dans lequel il fait d'abord remarquer que le terme de « territoires recouverts » est un terme historiquement daté, puisqu'il apparaît pour la première fois officiellement le 12 mars 1945, lorsqu'un plénipotentiaire du Gouvernement polonais est nommé pour les territoires recouverts. Il s'agit donc d'une dénomination historique et officielle. Par la suite, sont rejetés des arguments qui dénigrent la légitimité d'une telle affirmation, avançant notamment que c'est une expression connotée et artificielle, et qu'il faudrait mettre des guillemets, voire utiliser la périphrase, lourde au demeurant et toute aussi connotée, de territoires « soi-disant » recouverts. Jasiński répond à cela que d'autres appellations artificielles, et par conséquent contestables, non seulement ne sont pas critiquées, mais sont entrées dans l'usage. On peut ainsi citer l'appellation de « Royaume de Galicie et de Lodomérie », utilisée par les Autrichiens pour dénommer les terres prises par l'Autriche lors du premier partage de la Pologne, terme dénué de toute réalité historique et forgé pour l'occasion à partir des noms de deux villes de la région<sup>15</sup>. Or il a été adopté, non seulement par les Autrichiens qui l'ont inventé, mais par les Polonais. Ainsi, le terme de territoires recouverts n'est pas moins légitime que d'autres à désigner la réalité étudiée, d'autant qu'il a l'avantage supplémentaire de ne pas laisser d'ambiguïtés géographiques sur la réalité des régions concernées. En effet, deux autres appellations ont été promues en Pologne pour désigner cette contrée. Il s'agit d'une part de *ziemie zachodnie*, d'autre part de *ziemie*

---

<sup>14</sup> « Kwestia pojęcia « Ziemia Odzyskana » (la Question du concept de « Territoires recouverts ») in SAKSON Andrzej (éd), *Ziemia Odzyskana/ Ziemia Zachodnie i Północne 1945-2005. 60 lat w granicach państwa polskiego (les Territoires récupérés/ Les terres occidentales et septentrionales, 1945-2005. 60 ans à l'intérieur des frontières de l'État polonais)*, IZ, Poznań, p. 15-26, 2006.

<sup>15</sup> Les villes aujourd'hui ukrainiennes de Halicz et Włodzimierz Wołyński (graphie polonaise). Nous les citons pour montrer la distorsion dans la graphie et le degré d'idéologie de ces termes, puisque la seconde ville ne fait même pas partie de la Galicie, mais a l'avantage d'évoquer une principauté ukrainienne médiévale indépendante, ce qui montre bien que les Autrichiens légitiment leur présence en s'appropriant un héritage politique qui n'est pas le leur. Le terme de « Galicie », malgré toutes ses implications politiques, est pourtant passé dans l'usage courant et s'est banalisé.



*zachodnie i północne*. La première signifie les « terres occidentales », la seconde les « terres occidentales et septentrionales ». Des deux, la première est sans doute celle qui a le plus de réalité historique, car elle est employée dès les années 1920 pour parler de l'essentiel de ce qui va devenir par la suite les territoires recouverts.<sup>16</sup> Néanmoins, tant géographiquement qu'historiquement, le terme de « territoires occidentaux » ne désigne que l'Ouest de la Pologne actuelle, laissant de côté la Varmie-Mazurie à laquelle les nationalistes polonais et la population polonaise dans son ensemble prêtaient une attention moindre durant l'entre-deux-guerres. Or, cette région fait bien partie intégrante des territoires recouverts. Enfin, la notion de territoires occidentaux et septentrionaux, qui essaie justement de pallier l'absence de la Varmie-Mazurie, outre le fait qu'elle a une profondeur historique moindre, introduit une confusion en même temps qu'elle essaie de remédier à l'oubli de ladite région<sup>17</sup>. En effet, la Pologne septentrionale comprend la Poméranie Occidentale et la Varmie-Mazurie, mais aussi la Poméranie de Gdańsk, terre qui n'a pas appartenu aux territoires recouverts car elle fait partie de la Pologne indépendante dès 1919, et a eu traditionnellement des liens bien plus forts avec la Pologne que les régions des territoires recouverts. Nous parlerons donc, en souscrivant à la démonstration de Jasiński, de territoires recouverts, à défaut de toute dénomination plus satisfaisante, en étant conscient qu'elle aussi peut être contestable. Enfin, cette appellation a l'avantage pratique de ressembler à la traduction anglaise de « recovered territories », ce qui permet une plus grande lisibilité internationale du terme français aux yeux de chercheurs étrangers, notamment anglo-saxons.

---

<sup>16</sup> Dans l'entre-deux-guerres, on parle même plus largement de « confins occidentaux » (*kresy zachodnie*), en témoigne le nom d'une organisation socio-politique polonaise spécialisée dans la popularisation des informations et des savoirs concernant ces régions, l'Union de défense des confins occidentaux (1921-1934), *Związek Obrony Kresów Zachodnich* en polonais. Nous reviendrons dans le chapitre introductif sur ce terme de terres occidentales/ confins occidentaux. Nous reviendrons sur l'évolution des appellations des territoires nouvellement polonais en 1945 durant la période communiste, qui est révélatrice en elle-même de l'évolution du discours polonais sur ces régions.

<sup>17</sup> Elle apparaît au cours des années 1950, en remplacement progressif du terme de « territoires recouverts », dont la connotation apparaît trop nationaliste aux staliniens polonais, puis même aux communistes réformateurs groupés autour de Gomułka.



Carte représentant les territoires recouverts (en grisé à l’Ouest et au Nord de la Pologne) dans l’Europe de la sortie de guerre<sup>18</sup>

Dans l’intitulé du sujet, il est question d’étudier l’appropriation de ces territoires du point de vue du « pouvoir communiste ». Même si formellement ce régime n’est mis en place que progressivement après 1945, et ne s’impose définitivement que le 15 décembre 1948 avec l’avènement du PZPR comme parti unique, dès la fin de la libération du territoire polonais en 1945, les postes clés du pouvoir sont aux mains des communistes<sup>19</sup>. De 1945 à 1948, c’est le PPR qui domine la vie politique polonaise, jusqu’à son union, en réalité l’absorption du PPS au sein du nouveau PZPR. « Pouvoir communiste » sera compris au sens large. Il s’agira à la fois de pouvoir au sens d’autorité et de régime. L’autorité met en avant les liens verticaux de

<sup>18</sup> La carte est extraite de KRAKOVSKY Roman, *l’Europe centrale et orientale. De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Armand Colin, Collection U, Paris, 2017, p. 134.

<sup>19</sup> Tout du moins parti unique du point de vue de l’exercice du pouvoir, des partis politiques non communistes perdurant mais sans pouvoir ni indépendance réelle. Cf. chapitre 2, IIA.

pouvoir entre les dirigeants communistes, les élites scientifiques et l'ensemble de la population polonaise. Cette notion est importante, car l'utilisation de la question des territoires recouverts est une manière pour le pouvoir communiste d'imposer son autorité à une population polonaise majoritairement réticente. En mettant constamment en scène l'appropriation des territoires recouverts et en soulignant le rôle majeur que le parti joue dans cette appropriation, question à laquelle les Polonais sont sensibles, il cherche à gagner en légitimité pour construire une autorité autrement que par la seule force. La deuxième nuance de ce terme renvoie au terme de « régime ». Le régime communiste ne se réduit pas au seul État communiste polonais, à ses dirigeants, à ses membres et à ses administrations. La caractéristique du système politique communiste est de s'immiscer dans toutes les sphères de la société, de manière plus ou moins intense selon les périodes, ce terme de « pouvoir » qui inclue donc d'autres catégories socioprofessionnelles. Autrement dit, sera utilisée une définition plus sociale que politique du mot régime, au sens où il ne s'agit pas seulement de l'appareil d'État, mais du régime comme corps social, intégrant des catégories plus ou moins éloignées de son cœur strictement administratif. Ainsi, sur la question des territoires récupérés, certains savants et notamment des historiens, voire certains journalistes polonais, sont intégrés de fait, par leur discours, dans le milieu du pouvoir<sup>20</sup>. Ils agissent d'abord comme des collaborateurs, puis comme des auxiliaires, finalement comme des subordonnés du PPR puis du PZPR. Avec la phase de stabilisation politique puis la soviétisation des structures de l'État et de la société en Pologne, trois périodes peuvent être esquissées dans les rapports entre les milieux intellectuels et la presse d'un côté, et l'État de l'autre. De 1945 à 1948-1949, les cercles intellectuels et les journalistes sont des collaborateurs, puis peu à peu des auxiliaires du régime communiste polonais, relayant et développant le discours tenu par le PPR sur la question des territoires récupérés. À partir de 1949 et la stalinisation de l'État et de la société, ils en deviennent des subordonnés et sont eux-mêmes en quelque sorte intégrés dans le régime sociopolitique voulu par le PZPR. À partir de 1956, avec la déstalinisation et l'éphémère dégel de Gomułka, peut s'observer, notamment dans les milieux scientifiques, une libéralisation des rapports avec le politique. Progressivement, les scientifiques, de subordonnés, redeviennent des auxiliaires, sans pouvoir revenir totalement au statut de collaborateurs indépendants qu'ils pouvaient encore avoir en 1945. Il sera intéressant

---

<sup>20</sup> Cette intégration peut être directe (inscription au parti ou à toute autre organisation sociopolitique qui lui est reliée) ou indirecte, par l'action publique de tel ou tel savant dans une institution publique en faveur de la polonité des territoires recouverts.

d'étudier s'il y a des adaptations ou des changements de discours de la part de ces milieux à partir du moment de leur totale sujétion au PZPR, et ce sur quoi ils portent. Dans l'optique de la thèse, notre intérêt se portera donc non seulement sur les commanditaires du discours officiel sur les territoires recouverts, quand il y en a, mais bien entendu aussi sur ses auteurs que sont les historiens. Les journalistes seront également évoqués en tant que médiateurs de ce discours. Nous étudierons aussi les modulations du discours historique selon la finalité voulue, en prenant en compte la diversité des textes ou des documents produits : travaux universitaires, manuels scolaires, écrits engagés voire politiques.

S'agissant du terme d'appropriation, il sera ici compris avant tout dans son sens d'appropriation intellectuelle. Dans la partie contextuelle du travail, seront étudiées les autres interprétations de ce terme : mise en valeur de ces terres (appropriation économique), processus de rattachement de ces terres au reste de la Pologne (appropriation politique et administrative), peuplement de ces terres par des Polonais devant s'habituer à leurs nouveaux lieux d'habitation (appropriation sociale ou humaine), pour donner corps à un sujet qui restreint à la seule idéologie serait par trop abstrait. L'« appropriation intellectuelle » signifie l'ensemble des processus argumentatifs de légitimation de la présence polonaise sur ces terres. La manière dont les élites politiques et scientifiques polonaises ont fait leurs des terres depuis longtemps coupées de la Pologne, dont elles ont forgé un discours de légitimation à destination de leurs propres populations, sera étudiée. Cette appropriation relève à la fois d'un discours scientifique et politique, la frontière entre les deux étant ténue, à la fois pour des raisons nationales qui tiennent tant aux spécificités de l'histoire polonaise qu'au contexte de la Pologne d'après 1945. Car cette légitimation intellectuelle du rattachement des territoires recouverts à l'État polonais par le scientifique et le politique renvoie en fin de compte à la formulation d'un discours national : justifier le « retour » de ces terres à la Pologne, c'est formuler une certaine vision de ce qu'est la nation.

Par « discours national », nous entendons à la fois discours sur la nation et discours nationaliste. Le discours sur la nation est la tentative, dominante et officielle, mais variable selon les époques, de définir ce qui constitue une nation. Le discours nationaliste est une forme que peut prendre le discours sur la nation : une rhétorique nationale exacerbée, qui met en avant de manière radicale, souvent exagérée, voire violente, telle ou telle nation. Si ce terme a été adjoint à l'intitulé de la thèse, c'est pour deux raisons. D'une part, il paraît intéressant d'étudier quel a été le rapport du communisme, et dans ce cas précis du

communisme polonais, à la question nationale. Nous tenterons de voir dans quelle mesure le communisme polonais est national, voire nationaliste, et s'il s'avère nationaliste, de définir sa nature, afin de pouvoir le catégoriser selon la distinction précédemment évoquée de nationalisme impérialiste/ nationalisme de résistance. D'autre part, la deuxième raison d'adjoindre le terme de « discours national » au sujet tient, à travers les territoires recouverts, à la perception d'une tentative de redéfinition de ce qu'est la nation polonaise, aussi bien chez les dirigeants communistes que chez les savants qui s'intéressent à ces questions. En effet, la perte des confins orientaux de la Pologne à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et le rattachement des territoires recouverts à la Pologne ne signifient pas un simple bouleversement géographique qui se traduirait sur les cartes par une translation vers l'ouest. Par la nouvelle configuration territoriale de la Pologne, c'est la nature même de cette dernière qui change : la Pologne, d'État avant tout continental, devient un pays à la fois maritime et continental. D'un pays de transition entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, et c'est un paradoxe compte tenu du contexte géopolitique de l'époque, elle est plus ancrée dans l'Europe centrale, et donc, dans l'Europe de l'Ouest au sens civilisationnel du terme, qu'auparavant.

S'agissant des bornes chronologiques du sujet, la date de 1945 a été retenue puisque c'est en mars de cette année qu'est utilisée pour la première fois, de manière officielle, le terme de « territoires recouverts » par le gouvernement de Lublin<sup>21</sup>. Les structures du gouvernement en exil de Londres et leurs équivalents en Pologne occupée utilisent le terme de « terres occidentales »<sup>22</sup>. Cette date n'empêchera pas d'étudier la période antérieure, fondamentale pour la genèse du discours polonais sur ces régions. En outre, le propos étant d'étudier le rapport des communistes polonais à ces régions, ces derniers n'ont que très peu écrit sur la question avant 1944, il semble plus judicieux de commencer l'étude dans les derniers mois de la guerre. La date de fin d'étude a fait l'objet de nombreuses réflexions, 1950 et 1956 ayant d'abord été envisagés, avant de finalement adopter 1961. Le 6 juillet 1950, le gouvernement de la RDA finit par reconnaître, sous la pression de l'URSS, la frontière sur l'Oder et la Neisse par le traité de Görlitz (Zgorzelec en polonais), qu'il signe avec la Pologne. Ce traité n'est pas reconnu par la RFA. Cette date pourrait laisser croire que la question de l'intégration des territoires recouverts est largement résolue en 1950, ce qui est d'ailleurs l'essence de la propagande stalinienne qui s'exprime de 1950 à 1955 en Pologne. Prendre cette date aurait été

---

<sup>21</sup> Cf. chapitre 2 IC, 1.

<sup>22</sup> Notons ainsi la présence, dans la Délégation du gouvernement pour le pays d'un Bureau des terres occidentales (*Biuro Ziemi Zachodnich*). Cf. chapitre 2, 1a (avril 1943-décembre 1943).

adopter le point de vue stalinien sur la question, alors que le silence entourant les territoires recouverts pendant la première partie des années 1950 est rien moins que trompeur, et est en lui-même très signifiant, d'où l'intérêt de rattacher la première partie des années 1950 au sujet. Pour ce qui est de l'extension de la période d'étude après 1956 et jusqu'en 1961, nous y reviendrons dans la partie consacrée à la période réformiste de Gomułka<sup>23</sup>.

Quel est le but général de ce travail ? Nous chercherons à voir si et comment l'argumentaire officiel, prouvant d'une part la légitimité du rattachement des territoires recouverts et d'autre part la polonité de terres considérées comme injustement prises par les Allemands aux Polonais, s'intègre dans le système de pouvoir du communisme polonais. Il s'agira de reconstituer la panoplie des arguments employés par les élites politiques et intellectuelles polonaises pour justifier la fixation de la frontière germano-polonaise sur l'Oder et la Neisse pour ensuite, explorer les relations entre politique et histoire et, au-delà, entre nationalisme et communisme dans la Pologne d'après-guerre. Ces relations ont-elles été pragmatiques, intéressées, inconscientes ou assumées ? Pour répondre à ce questionnement, un important corpus bibliographique et des sources nombreuses ont été mobilisés.

## **II Problématiques générales de l'historiographie et des sources**

Outre les questionnements évoqués précédemment, l'historiographie concernant les territoires recouverts nous a poussé vers le présent sujet. Il convient de distinguer les travaux selon les nationalités de leurs auteurs, car les approches ont longtemps été très différentes selon leurs origines, même si un rapprochement progressif des problématiques de recherches peut se constater, notamment depuis la chute du communisme en Europe centrale et orientale. Dans l'introduction seront seules abordées les problématiques générales de recherches sur les territoires recouverts de manière la plus transnationale possible ; pour l'analyse plus complète de l'évolution des diverses historiographies sur la question, nous renvoyons à la partie bibliographique, en tête de laquelle on propose une réflexion plus développée sur ces différences d'approches nationales<sup>24</sup>.

Les territoires recouverts peuvent être pris eux-mêmes comme objet d'étude, ce qui a été souvent le cas dans l'historiographie polonaise, dans une moindre mesure dans l'historiographie allemande. Leur étude peut aussi s'insérer dans des problématiques plus

---

<sup>23</sup> Cf. chapitre 2, introduction du III.

<sup>24</sup> Cf. Annexes.

larges, qui ne sont pas spécifiques aux seuls territoires recouverts. Concernant les problématiques des recherches sur les territoires en eux-mêmes, elles ont été pendant longtemps teintées d' *a priori* nationaux : du point de vue allemand, il s'agissait de mettre en avant la germanité des diverses régions de ces territoires, en minorant largement leur caractère slave originel<sup>25</sup>. Du point de vue polonais, à l'inverse, il s'agissait de prouver la polonité des territoires recouverts, en faisant souvent l'impasse sur des siècles de leur histoire, notamment la période moderne, période la plus objectivement germanique de l'histoire de ces territoires<sup>26</sup>. À l'époque médiévale, un substrat slave encore important des populations peut être en effet mis en avant, quand ce ne sont pas les liens politiques avec la Pologne, à l'époque contemporaine, à travers les mouvements de renaissance nationale qui ont lieu dans les populations slaves de ces régions<sup>27</sup>.

Au-delà de ces aspects plus nationalistes qu'historiographiques, une fois que l'idéologie régresse dans les travaux, les problématiques de recherches impartiales ont souvent consisté, côté allemand, en une histoire sociale des réfugiés, la collecte de leurs mémoires et leurs expériences de guerre, leurs trajectoires dans l'Allemagne d'après-guerre, avec leur degré d'insertion dans la nouvelle société allemande, l'ensemble rendant possible une sorte d'ethnologie des groupes régionaux allemands des territoires recouverts<sup>28</sup>. Du côté polonais, l'approche marxiste du matérialisme historique favorise des recherches portant sur l'histoire socio-économique contemporaine de ces territoires, postérieure à 1945, qui se fondent sur l'étude de l'évolution de la démographie de ces territoires, leur insertion dans les structures socio-économiques polonaises, les politiques d'aménagement régionales, l'étude sociologique de la formation d'une société à partir de groupes sociaux très divers<sup>29</sup>. Les premières études

---

<sup>25</sup> C'est tout l'enjeu du courant de l'*Ostforschung*. Cf. Annexes/Sources/Analyse du corpus documentaire/II/1. L'historiographie allemande.

<sup>26</sup> MĘCLEWSKI Edmund, *Ziemie Zachodnie i północne: historia, osiągnięcia, perspektywy (les Terres occidentales et septentrionales: histoire, réalisations, perspectives)*, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej (Editions du Ministère de la Défense Nationale), Varsovie, 1970.

<sup>27</sup> Pour la période médiévale : OLEJNIK Karol, *Obrona polskiej granicy zachodniej. Okres rozbicia dzielnicowego i monarchii stanowej (1138-1385), (la Défense de la frontière polonaise occidentale. La période de la partition en provinces et de la monarchie d'états 1138-1385)*, IZ, Poznań, 1970. Pour la période contemporaine : PATER Mieczysław, *Ruch polski na Górnym Śląsku, (le Mouvement polonais en Haute-Silésie)*, ZNimO, Wrocław, 1969.

<sup>28</sup> SCHOENBERG H. W., *Germans from the East: a study of their migration, resettlement and subsequent group history since 1945*, Springer, 1970.

<sup>29</sup> Notamment DZIEWOŃSKI Kazimierz, *Rozmieszczenie i migracje ludności a system osadniczy Polski ludowej (la Répartition et les migrations de population et le système de peuplement de la Pologne populaire)*, ZNimO, Wrocław, 1977. Et MARKIEWICZ Władysław, *Przemiany społeczne na Ziemiach Zachodnich : praca zbiorowa (les Transformations sociales sur les Terres occidentales: oeuvre collective)*, IZ, Poznań, 1967.

historiques qui ne se fondent pas exclusivement sur l'étude univoque de ces territoires, quand bien même celles-ci seraient impartiales, sont à chercher du côté ouest-allemand. Certes, des travaux polonais avaient, à partir des années 1970, cherché à inclure le point de vue allemand sur l'histoire de ces territoires, mais c'était des initiatives isolées<sup>30</sup>. Contrairement à ce qui se passe en Allemagne de l'Ouest à la fin des années 1970, avec la formation du groupe de recherches interdisciplinaires *Germania slavica*, qui sera présenté plus en détails ultérieurement<sup>31</sup>. Les bouleversements politiques postérieurs à 1989 ont leurs pendants historiographiques, plus profonds d'ailleurs en Pologne qu'en Allemagne. Les historiens polonais s'emparent alors de thèmes jusqu'alors restés tabous, et systématisent ce qui n'était alors que le fait d'initiatives plus ou moins isolées dans les années 1970 et 1980 : la réécriture systématique de l'histoire de ces territoires en prenant en compte tous les points de vue, sans se focaliser sur le seul point de vue polonais : l'histoire régionale prend alors son envol, avec un développement de l'histoire de telle ou telle région des territoires recouverts antérieure à 1945<sup>32</sup>. En outre, les sujets plus ou moins interdits sont à nouveau étudiés : un ensemble de travaux qui portent sur la problématique de recherches des autochtones, les populations des confins germano-polonais tels que les Silésiens, les Varmiens, les Mazures ou les Cachoubes, fleurissent<sup>33</sup>. Cette histoire socio-culturelle se développe intensément, ainsi qu'une réflexion plus générale sur les zones frontières et les confins. De même, commence véritablement l'étude de la politique de l'État communiste polonais envers ces régions, et notamment sa politique répressive, jusque-là inexplorée<sup>34</sup>.

Ce retour vers l'histoire politique est peut-être ce qui est le plus commun à toutes les historiographies, ce qui nous permet d'évoquer rapidement les problématiques de recherches qui ne se focalisent pas sur les territoires recouverts, mais abordent des phénomènes plus

---

<sup>30</sup> LIPPÓCZY Piotr, WALICHNOWSKI Tadeusz, *Przesiedlenie ludności niemieckiej z Polski po II wojnie światowej (le Transfert de la population allemande hors de la Pologne après la 2ème guerre mondiale à la lumière des documents)*, PWN, Varsovie, 1982.

<sup>31</sup> FRITZE Wolfgang H., *Germania Slavica I*, Berlin, 1980. Cf. Chapitre 7, IIIA.

<sup>32</sup> Par exemple : JASIŃSKI Janusz, *Między Prusami a Polską: rozprawy i szkice z dziejów Warmii i Mazur w XVIII-XX wieku (Entre la Prusse et la Pologne: discours et esquisses de l'histoire de la Warmie et de la Mazurie du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle)*, Wydawnictwo Littera (Édition Littera), 2003.

<sup>33</sup> Entre autres : de WRZESIŃSKI Wojciech, « the Problem of the indigenous Polish population in the territories postulated by Poland during WWII » in *Polish Western Affairs*, Volume XXXI, 1-2, IZ, Poznań, 1990 à FILIP Mariusz, *od Kaszubów do Niemców. Tożsamość Słowińców z perspektywy antropologii historii (de Cachoubes à Allemands. L'Identité des Slovincs de la perspective de l'anthropologie historique)*, Wydawnictwo Nauka i Innowacje (Édition Science et innovation), Poznań, 2012.

<sup>34</sup> STRAUCHOLD Grzegorz, *Autochtoni polscy, niemieccy, czy... : od nacjonalizmu do komunizmu (1945-1949) (les Autochtones polonais, allemands... : du nationalisme au communisme 1945-1949)*, A. Marszałek cop., 2001.



généraux. Il s'agit avant tout de l'histoire des transferts de population, à l'échelle du XX<sup>e</sup> siècle européen, et de ce qu'ils impliquent souvent : des changements de frontières<sup>35</sup>. L'histoire devient ici socio-politique : les transferts de population y sont étudiés non seulement pour eux-mêmes (réalités des migrations, groupes humains concernés), mais aussi pour ce à quoi ils renvoient : les politiques et les idéologies qui les impliquent<sup>36</sup>. On distingue très nettement, notamment dans l'historiographie anglo-saxonne, un courant étudiant la politique des nationalités utilisée comme outil de légitimation par les partis communistes des pays d'Europe médiane<sup>37</sup>. Cela implique des questionnements sur les régimes communistes, particulièrement valables pour le cas polonais : dans quelle mesure les démocraties populaires sont en rupture avec les régimes politiques qui les ont précédés, et jusqu'à quel point peut-on parler d'une certaine continuité, malgré tout, avec la société et la politique d'avant-guerre. Les modalités selon lesquelles est analysé le passage vers le communisme sont particulièrement importantes pour les problématiques abordées dans ce travail, qui se situe plus particulièrement dans le courant historiographique dernièrement évoqué.

Pour nourrir la réflexion entamée dans cette thèse, on se fondera sur un certain nombre de sources, présentées de manière très générale ici, et qui sont plus détaillées, notamment d'un point de vue institutionnel, dans le chapitre présentant les archives et les sources<sup>38</sup>. Il s'agit quasiment exclusivement de sources tirées de fonds d'archives polonais : ce choix est dû tant à la définition du sujet, qui se propose d'étudier le point de vue polonais sur les territoires recouverts, que par le fait que les archives diplomatiques polonaises recèlent un certain nombre de documents dans des langues autres que le polonais, notamment l'anglais, le français et l'allemand. Ces derniers documents, dont le nombre n'est au demeurant pas très élevé, peuvent servir ponctuellement de points de comparaison pour évaluer l'originalité du discours polonais sur les territoires recouverts et les différences avec des discours concurrents ou étrangers. Les sources utilisées sont généralement de deux types : soit des livres ou des

---

<sup>35</sup> THER Philipp, SILJAK Ana, *Redrawing nations : ethnic cleansing in East-Central Europe, 1944-1948*, Rowman & Littlefield publishers, Lanham, 2001

EBERHARDT Piotr, OWSIŃSKI Jan (trad.), *Ethnic Groups and population changes in Twentieth century Central-Eastern Europe : History, Data, Analysis*, 2003.

<sup>36</sup> DEMSHUK Andrew, *The Lost German East: Forced Migration and the Politics of Memory, 1945-1970*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

<sup>37</sup> FLEMING Michael, *Communism, Nationalism and ethnicity in Poland, 1944-1950 (Communisme, Nationalisme et ethnicité en Pologne, 1944-1950)*, Routledge, New-York/Londres, 2012, SERVICE Hugo, *Germans to Poles. Communism, nationalism and ethnic cleansing after the Second World War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

<sup>38</sup> Cf. Annexes/Sources.

brochures historiques ou à dominantes historiques sur les territoires recouverts, soit des archives. Ces dernières sont avant tout des archives institutionnelles, notamment pour la période allant de 1945 à 1950, et proviennent de l'administration nationale, régionale ou locale de la Pologne. Outre des documents purement administratifs, s'y trouvent aussi des correspondances, publiques ou privées, des documents organisant des commémorations et, ce qui nous intéresse le plus dans le sujet, des expertises des spécialistes polonais sur tel ou tel aspect de la thématique des territoires recouverts, des documents émanant de diverses instances du parti, que ce soit des discours officiels, des résolutions. Ont été également consultés, dans ces archives, les fonds d'associations socio-politiques engagées de près ou de loin, dans le processus d'appropriation de ces territoires. Nombre des documents de ces fonds ont un caractère de propagande marquée. Dans toutes ces archives, d'assez nombreuses coupures de presse ont été trouvées : même si cette dernière n'est pas l'objet principal de notre thèse, il peut apparaître intéressant de recourir ponctuellement à ce type de documents afin de mettre en perspective notamment le devenir de la connaissance produite par les spécialistes des territoires recouverts, les canaux de sa diffusion à des sphères plus larges de la société, et les modalités de ces transferts de connaissances. Enfin, plus laborieusement, quelques recherches ont été effectuées dans les fonds du parti communiste polonais, pour saisir le point de vue des dirigeants communistes sur cette question.

### **III Problématiques et annonce du plan**

Ce travail de recherche entend croiser plusieurs approches. La dominante du sujet est l'histoire politique, comprise à la fois comme l'histoire des idéologies, l'histoire des institutions politiques et les liens entre histoire et politique. Cette dernière thématique est en quelque sorte le fil conducteur de nos recherches en histoire : les liens entre histoire et politique, la possibilité et les modalités de faire de l'histoire appliquée. Elle permet de faire le lien entre le présent travail et celui réalisé dans le cadre du Master 2<sup>39</sup>. La thèse s'intègre dans une problématique plus large qui est l'instauration du régime communiste en Pologne, le paroxysme communiste qu'est le stalinisme, et la réorientation éphémère du régime lors du dégel de Gomułka. Elle entend montrer l'adaptation de la discipline historique aux exigences

---

<sup>39</sup> Confère mon mémoire, rédigé sous la direction du Pr. Marie-Pierre Rey, et soutenu en 2012 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne: *Le Règne de Stanisław August Poniatowski et le débat sur les causes de la chute de l'État polonais dans l'historiographie polonaise de 1864 à 1914.*

scientifiques et idéologiques que lui impose le matérialisme historique marxiste ou, du moins, la vision communiste de l'histoire de la Pologne.

Mais le sujet entend aussi poser certaines questions sur l'histoire de l'histoire, à travers l'étude d'une historiographie particulière, l'historiographie polonaise sur les territoires recouverts, avec les institutions et les vecteurs de connaissances que sont les revues scientifiques. S'il est impossible de toutes les étudier dans le cadre d'une thèse, nous nous sommes focalisés sur les revues parmi les plus représentatives, en essayant de privilégier la diversité : revue académique nationale, revue spécialisée, bulletin d'information interne à une institution ou journal dédié à des colons destinés à peupler les territoires recouverts. Le courant historiographique étudié, la pensée occidentale polonaise, est un objet protéiforme sur lequel il conviendra de revenir. L'étudier dans la Pologne d'après-guerre implique avant tout de rétablir la continuité avec la période précédente. La pensée occidentale polonaise ne naît pas en 1945 : c'est même l'une des quelques continuités entre la Pologne d'avant 1939 et celle qui naît après la Seconde Guerre mondiale. La guerre, pour ce courant de pensée et cette école historiographique, n'est pas un moment de rupture, mais un facteur catalyseur de ce mouvement. On verra sur quels fondements se reconstituent les centres producteurs de la pensée occidentale polonaise en 1945, et leur évolution jusqu'en 1961, au gré des aléas politiques de la Pologne populaire.

Par ailleurs, nous essaierons de mettre en perspective ces problèmes politiques et historiographiques, en partant d'une histoire de l'idéologie pour aller vers une histoire des hommes en ayant recours, ponctuellement, à l'histoire sociale et culturelle : histoire sociale des experts engagés dans la formulation de la pensée occidentale, sociologie et racines politiques des élites chargées de mettre en œuvre cette pensée occidentale. Il s'agira d'aboutir à une prosopographie du groupement politico-scientifique qui se fait le héraut de la question des territoires recouverts en Pologne et de voir quels sont les liens entre les personnes travaillant sur ces questions : origine sociale, dans une moindre mesure, mais surtout opinions politiques et philosophiques<sup>40</sup>, type et teneur de la formation. Cette esquisse de typologie des personnels scientifiques qui travaillent, de 1945 à 1961, sur la question des territoires

---

<sup>40</sup> Ce terme entend développer les opinions politiques, qui ne concernent avant tout que l'appartenance, la proximité ou non à un parti politique. Les opinions philosophiques peuvent se comprendre comme la structure mentale métapolitique encadrant les opinions politiques : les croyances religieuses, en lien avec ou à défaut d'une présence d'une philosophie de l'histoire, dans tous les cas une vision de ce qu'est la nation ou l'identité polonaise.

recouverts, permettra de mettre en avant les différenciations qui existent entre elles, de comprendre leurs motivations, voir en quoi elles pouvaient rejoindre le projet communiste ou au contraire s'y opposer. Elle éclairera la nature des liens entre communisme et nationalisme dans la Pologne populaire, en voyant la réception du communisme chez les élites universitaires et politiques spécialistes des territoires recouverts et, le cas échéant, son interprétation. Enfin, l'histoire sociale et culturelle de ces spécialistes resituera ce groupe humain de manière plus large, dans les rapports entretenus par la société polonaise dans son ensemble au communisme, selon la typologie que nous esquisserons dans le chapitre 2<sup>41</sup>.

Cette mise en perspective sera aussi l'occasion d'avoir recours à l'histoire socio-culturelle, en s'intéressant au groupe socio-ethnique majeur qu'est celui des autochtones polonais, groupe remarquable qui concentre bon nombre de problématiques liées aux territoires recouverts<sup>42</sup>. Il est en effet au croisement de diverses politiques et de diverses conceptions, non seulement de l'histoire de ces territoires, mais aussi du débat sur ce qu'est l'identité polonaise et son rapport aux minorités régionales et/ ou nationales. Seront ainsi interrogées la place théorique et la place réelle accordée aux autochtones dans la nouvelle Pologne, en essayant de dessiner une typologie de l'éventail identitaire de ces populations qui va de la quasi-polonité à la quasi-germanité. Ces réalités se révèlent décisives pour le degré de réussite ou d'échec des politiques d'intégration qui visent ces populations. L'aspect symbolique de la question des autochtones sera aussi mis en avant, puisqu'ils incarnent l'histoire des territoires recouverts, et l'entre-deux-identitaire qu'ils ont constitué. L'histoire des mentalités et des représentations sera mobilisée pour étudier les phénomènes identitaires complexes qui se jouent dans les territoires recouverts. Elle rendra aussi possible une prise de distance par rapport aux sources, pour ne pas s'enfermer dans le seul point de vue des théoriciens et des activistes de la pensée occidentale polonaise, et insérer l'étude de leur discours dans les réalités socio-économiques de la Pologne. Ces réalités expliquent en effet aussi les évolutions de ce discours. Cette intervention du facteur humain dans une histoire des idées pourra faire prendre conscience de l'écart, inhérent et dans ce cas souvent important du fait de l'idéologisation extrême du problème, entre les volontés politiques et la réalité. La question des autochtones servira ainsi à

---

<sup>41</sup> Sans entrer dans les détails, on essaiera de distinguer ce qui, chez ces personnes, relève de la posture d'un ralliement résigné, par défaut, au régime, ou au contraire de l'entreprise d'une coopération, voire d'une collaboration enthousiaste à la nouvelle réalité.

<sup>42</sup> Cf. chapitre 1, IIIB pour la définition des autochtones.

étudier le problème plus large de la réception du discours par les populations polonaises vivant sur ces territoires, en variant les points de vue.

Comment la question des territoires recouverts dans la Pologne communiste de 1945 à 1961 est-elle l'occasion d'étudier à la fois des rapports entre milieux scientifiques et le pouvoir politique polonais, mais aussi les modalités de coexistence de deux courants de pensée, l'un national, l'autre communiste, au sein d'une démocratie populaire ? Quelles sont les fonctions du discours qui légitime le rattachement des territoires recouverts à la Pologne ? Il agit comme fondement de la politique étrangère polonaise, mais aussi comme modalité d'appropriation de ces territoires par les groupes socio-culturels qui composent la population polonaise, et surtout il est l'occasion de la formulation d'une nouvelle théorie de la nation. La question des territoires recouverts serait alors un élément visant à parvenir à un consensus minimal, alors même que deux visions radicalement différentes de la nation s'opposent alors en Pologne : une vision nationale et catholique, et une vision populaire et communiste. Comment l'argumentaire de la pensée occidentale permet-il ainsi d'étudier les rapports entre historiens et pouvoir communiste et de préciser la nature et les particularités du communisme polonais par rapport à la question nationale ?

La réflexion suivra un plan composé de dix chapitres, subdivisé en quatre moments principaux. Tout d'abord, dans un chapitre introductif, l'histoire des territoires recouverts et la genèse de la pensée occidentale polonaise seront retracées : une remise en perspective pour montrer, d'une part, une histoire politique bien plus compliquée que des schémas réducteurs en faisant une histoire allemande ou polonaise, et la profondeur historique de la pensée occidentale polonaise pour réincorporer ces territoires dans l'imaginaire national polonais.

Les cinq chapitres suivants analysent le contexte dans lequel se développe la pensée occidentale polonaise après-guerre. Le premier chapitre (chapitre 1) restituera l'objet d'étude dans le contexte international des origines de la Guerre froide, en mettant en avant les spécificités de la situation de la Pologne dans ce conflit et la place importante des territoires recouverts dans certains de ses pics de tension. Le chapitre 2 traitera du contexte économique et socio-politique de 1945 à 1961, son évolution entraînant des modulations et des transformations dans l'expression de la pensée occidentale polonaise. Le chapitre suivant (chapitre 3) comporte quant à lui une réflexion sur la place contradictoire accordée aux territoires recouverts dans les premières années suivant la guerre, centrale par le discours qui

les érige en terres originellement polonaises, marginale par la réalité rappelant l'exclusion relative de ces terres de l'histoire polonaise et des politiques communistes d'aménagement du territoire. Le dernier chapitre de cette partie (chapitre 4), enfin, insistera sur la diversité des producteurs du discours qui légitime le rattachement de ces territoires à la Pologne : les historiens, les institutions scientifiques dans lesquelles ils travaillent, les associations sociopolitiques spécialisées dans les thématiques de la pensée occidentale polonaise.

Le troisième moment de la démonstration est constitué par les trois chapitres suivants, qui présentent l'argumentaire polonais concernant les territoires recouverts en mettant en valeur les liens entre discours scientifique et construction idéologique. Le chapitre 5 montre l'essentialisation des territoires recouverts comme intégralement polonais, par la mobilisation de l'argument géographique, historique, ethnique, et du fait accompli. Le chapitre 6 explique l'intérêt qu'il y a, pour la Pologne, à posséder ces terres, et la plus grande logique qu'il y aurait à intégrer ces terres à la Pologne plutôt que de les laisser à l'Allemagne. Sont ici mobilisées une philosophie de l'histoire antiallemande, l'économie, la géopolitique, et une vision souverainiste de la Pologne. Le chapitre 7 élargit l'argumentaire précédent en montrant l'intérêt qu'il y a, pour l'Europe, à accepter définitivement l'annexion des territoires recouverts à la Pologne. Cette européanisation de la question se fait, entre autres, au nom de la défense de la paix dans la région et en jouant sur la solidarité slave, puis entre démocraties populaires. Le dernier moment de la réflexion est constitué par le dernier chapitre, qui essaiera de définir la nature des liens unissant communisme et nationalisme, communistes et nationalistes, dans la Pologne d'après-guerre. Le chapitre 8 étudiera plus spécifiquement les étapes de production, transmission, réception du discours et les transformations qu'il subit au gré des événements intérieurs et extérieurs qui affectent l'histoire de la République populaire de Pologne.



**Première partie :**  
**les Territoires recouverts à travers l'histoire**





## Chapitre introductif.

### La question occidentale, un enjeu multiséculaire

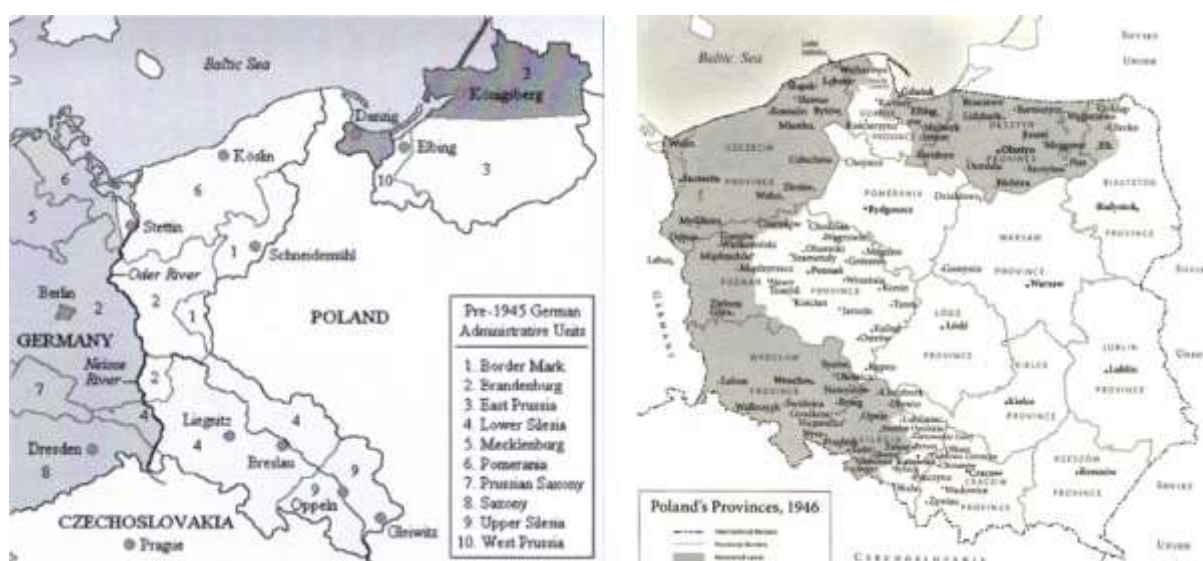
#### I Les territoires recouverts au fil des siècles

Ces territoires recouverts regroupent des anciennes provinces allemandes très diverses. Cet ensemble comprend cinq régions principales, selon la terminologie allemande d'avant 1939. Tout d'abord, au nord-ouest de la Pologne, séparée de la masse de l'Allemagne par l'ancien corridor de Dantzig (la Poméranie de Gdańsk pour la Pologne), se trouvent les deux tiers méridionaux de la Prusse orientale (*OstPreußen*). Au nord-ouest, sur les rivages de la Baltique, s'étend la Poméranie (*Pommern*), dont l'essentiel est donné à la Pologne en 1945. Au Sud-Est de la Poméranie, coincés entre cette dernière et la Grande-Pologne, se trouvent les restes du Grand-Duché de Poznań et de l'ancienne Prusse occidentale qui n'ont pas été rattachés à la Pologne à l'occasion du Traité de Versailles. Au temps de la République de Weimar, cette petite région est appelée *Grenzmark Posen-WestPreußen* (Marche Frontière de Poznań et de la Prusse occidentale). À l'ouest de ce qui forme les territoires recouverts se trouve le quart du Brandebourg situé entre l'Oder et la Grande-Pologne, appelé *Neumark* ou *Mark Brandenburg* soit la Nouvelle Marche ou la Marche du Brandebourg. Au sud-ouest se trouve la partie la plus notable des territoires recouverts, la Silésie, divisée dans l'entre-deux-guerres entre la Basse-Silésie (*Niederschlesien*) centrée sur Wrocław, et la Haute-Silésie (*Oberschlesien*) centrée sur Opole. Cette dernière rassemble les deux tiers occidentaux de la Haute-Silésie d'origine qui n'ont pas été rattachés à la Pologne en 1921. Enfin, à cet ensemble des territoires recouverts peut se rattacher une dernière entité, qui n'a appartenu ni à l'Allemagne ni à la Pologne dans l'entre-deux-guerres : la Cité Libre de Gdańsk pour les Polonais ou Ville Libre de Dantzig (*Freie Stadt Dantzig*). Comme des processus semblables à ceux se déroulant dans le reste des territoires recouverts s'y observent, il ne semble pas utile de la rattacher aux « territoires recouverts » pour les besoins de notre étude.

Comme ce travail se propose, entre autres, d'exposer le point de vue polonais sur l'histoire de ces régions, ces dernières seront désignées par leurs noms polonais et non allemands, rappelés dans le tableau ci-dessous.

Zones géographiques	Prusse	Région de Gdańsk	Poméranie à l'est de l'Oder	Est du Brandebourg	Silésie
Noms allemands	<i>Ostpreußen</i> <sup>1</sup>	<i>Westpreußen</i>	<i>Pommern</i>	<i>Neumark Mark Brandenburg</i>	<i>Niederschlesien</i> <i>Oberschlesien</i>
Noms polonais	<i>Prusy książęce/ Prusy królewskie Warmia i Mazury</i>	<i>Pomorze Gdańskie</i>	<i>Pomorze Zachodnie</i> <sup>2</sup>	<i>Ziemia Lubuska</i>	<i>Dolny-Śląsk</i> <i>Górny-Śląsk</i>
Traductions françaises retenues	Varmie-Mazurie	Poméranie de Gdańsk	Poméranie occidentale	Terre de Lubusz	Basse-Silésie Haute-Silésie

Tableau de concordance des noms allemands et polonais des régions des territoires recouverts



Carte représentant les régions des territoires recouverts durant la période allemande (1) et polonaise (2)<sup>3</sup>

### A. La Poméranie occidentale et la région de Lubusz

La région ayant gardé le moins longtemps des liens forts avec la Pologne est sans doute la Poméranie. Si elle fait partie du premier État polonais vers l'An Mil, elle garde des

<sup>1</sup> Ainsi dénommée par les Allemands pour la distinguer de la Prusse occidentale constituée par la Poméranie de Gdańsk.

<sup>2</sup> Par rapport à la Poméranie de Gdańsk, en quelque sorte Poméranie orientale pour les Polonais.

<sup>3</sup> Les cartes sont tirées de : CLARCK Peter B., *The Death of East Prussia*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2013, p. XXIX et KULCZYCKI John J., *Belonging to the nation. Inclusion and exclusion in the Polish-German Borderlands, 1939-1951*, Harvard University Press, Cambridge/Londres, 2016, pages non numérotées avant l'introduction.

particularités qui la distinguent du reste de la Pologne : elle a une langue slave occidentale, qui n'est pas à proprement parler du polonais. Contrairement à la Pologne christianisée à partir de 966, les Poméraniens restent plus longtemps fidèles à leurs cultes païens. Après une courte période de rattachement à la Pologne, la Poméranie s'émancipe au début du XI<sup>e</sup> siècle. Dès la fin de ce siècle sans doute, une dynastie slave gouverne la Poméranie, les « Griffon ». Un État poméranien indépendant commence à émerger au début du XII<sup>e</sup> siècle, avant qu'il ne soit occupé par la Pologne de Boleslas III Bouche-Torse en 1121, duc de Pologne qui christianise la Poméranie en 1124, en invitant un évêque allemand pour baptiser le prince poméranien. Cette domination polonaise est éphémère et la Poméranie se dégage vite de la tutelle polonaise, qui ne conserve par la suite qu'une suzeraineté théorique sur la région. En 1181, la Poméranie devient vassale du Saint-Empire : il s'agit de la première terre située majoritairement à l'est de l'Oder à passer sous la suzeraineté de l'Empire. À la fin du XII<sup>e</sup> siècle, ce sont les Danois qui imposent leur influence avant que la Poméranie, qui s'émiette en quelques principautés, ne passe sous l'influence brandebourgeoise dans le courant du XIII<sup>e</sup> siècle. Dans le dernier quart du XV<sup>e</sup> siècle, Bogusław X de Poméranie parvient, à réunifier la principauté. La Réforme achève de distendre les liens relativement faibles que la Pologne catholique avait gardés avec la Poméranie<sup>4</sup>. En 1534, la Poméranie devient donc un pays luthérien. Le XVI<sup>e</sup> siècle apparaît comme l'âge d'or de la région. La germanisation de la partie orientale du pays, restée assez largement slave, se poursuit. En 1637, Bogusław XIV meurt, et avec lui s'éteint la dynastie des Griffon. À partir de ce moment, la Poméranie perd toute autonomie politique et les derniers liens avec la Pologne, sont tranchés. À la paix de Westphalie en 1648, l'ancien duché est partagé, l'essentiel de la Poméranie allant au Brandebourg ; le reste est rattaché à la Suède. En 1618, le Brandebourg et la Prusse ont fusionné. Après la création du royaume de Prusse en 1701, la région de Szczecin finit par être achetée par la Prusse en 1721. Le reste de la Poméranie antérieure est donné par la Suède à la Prusse en 1815. La Poméranie occidentale est alors une partie de la province prussienne *Pommern* jusqu'à 1945. Jusqu'à cette date, la Poméranie a été intégrée pendant une petite soixantaine d'années à la Pologne, alors que si l'on considère qu'en 1648, l'essentiel de la Poméranie est déjà entre les mains du Brandebourg, elle a fait partie d'un État germanique pendant près de trois siècles.

---

<sup>4</sup> La Pologne a été de nouveau suzeraine du Duché de Poméranie ou de certaines de ses parties lors de quelques brefs épisodes à la fin du Moyen-âge.

Si la terre de Lubusz a été sans doute la province restée le plus longtemps sous domination allemande, elle a été plus liée à la Pologne que la Poméranie car sa population était originellement de langue polonaise. Proche du berceau de la Pologne qu'est la Grande-Pologne, c'est une région stratégique pour ses voies de communication, ce qui l'a exposée à être très tôt l'objet de conflits divers, surtout après la partition de la Pologne (1138). Les divers princes polonais qui se disputent le trône cracovien la prennent tour à tour. L'un d'eux, Boleslas II le Chauve place en 1250 la région en hypothèque à l'archevêque de Magdebourg. Incapable de rembourser ses dettes, il perd la terre de Lubusz, qui passe en 1252 sous l'autorité du Brandebourg. Ce dernier entreprend alors de mettre en valeur de la région, ce qui passe par une intense colonisation allemande. À la fin du Moyen-Âge, le caractère ethnique de la région est totalement changé, puis ses caractéristiques confessionnelles au XVI<sup>e</sup> siècle, avec la Réforme. La Nouvelle Marche du Brandebourg devient ainsi un territoire allemand, d'abord sous l'égide du Brandebourg puis de la Prusse. Elle perd toute réalité administrative jusqu'en 1945 au sein de l'Allemagne, et ce n'est qu'en 1950 qu'une voïévodie de Lubusz est créée au sein de la Pologne. Si l'État ou des princes polonais ont contrôlé directement la région de Lubusz au début de son histoire pendant près de trois siècles, cette dernière a été intégrée par la suite directement au Brandebourg, donc à un territoire allemand, pendant sept siècles.

### ***B. La Varmie-Mazurie et Gdańsk***

La Prusse a gardé plus longtemps des liens plus conséquents avec la Pologne. Certes, la région a la particularité de ne pas avoir fait partie de la Pologne pendant la majeure partie du Moyen-Âge. En outre, les populations de cette région ne sont d'origine ni allemande, ni polonaise. Il s'agit de Baltes, nommés Borusses ou Pruthènes, ou encore *Prusowie* (vieux-prussiens) en polonais, par rapport aux *Prusacy* (les Prussiens). Ces populations restent païennes longtemps, et ne sont évangélisées qu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle à l'initiative des Chevaliers teutoniques et non de la couronne polonaise. C'est donc un ordre religieux allemand qui conquiert, jusqu'en 1283, la Prusse, l'évangélise et la met en valeur. La Prusse est ensuite prise dans la tourmente des relations belliqueuses entre les Polonais et les Teutoniques. La défaite de ces derniers à Grunwald en 1410 est un tournant pour l'histoire de la Prusse. En 1454, une Union prussienne, regroupant un certain nombre de villes de l'État teutonique et aidée par de nombreux nobles locaux, polonais et allemands, se soulève contre la politique fiscale de l'Ordre, rigoureuse depuis 1410. Elle trouve un allié immédiat dans la

Pologne, et c'est ainsi qu'éclate la guerre de Treize ans. À la paix de Toruń en 1466, la Pologne récupère la Poméranie de Gdańsk, mais aussi l'évêché de Varmie, partie de la Prusse. Ces deux territoires, administrés directement par la Pologne, deviennent la Prusse royale. Le reste de la Prusse devient la Prusse ducale lorsque le dernier maître de l'Ordre teutonique, Albert Hohenzollern, vaincu par la Pologne, sécularise en 1525 l'État, devient vassal de la Pologne et adopte la religion luthérienne. C'est de cette époque que date la diversité religieuse et ethnique de la région. En effet, si la Prusse ducale devient entièrement protestante, la Prusse royale, dont la Varmie, reste très largement catholique. Au XVI<sup>e</sup> siècle avant tout, la population de l'ancien État teutonique commence à changer. Presque entièrement germanisée au début du XVI<sup>e</sup> siècle, la population se diversifie avec l'incorporation du nouveau Duché dans la mouvance polonaise. Dans la moitié méridionale, de nombreux Polonais de Mazovie s'installent : ce sont les ancêtres des Mazures. Si les liens étatiques entre la Pologne et la Prusse ducale perdurent seulement jusqu'en 1657, date à laquelle le roi de Pologne Jean Casimir renonce à la suzeraineté sur la Prusse, ceux de la Varmie et du reste de la Prusse royale avec la Pologne perdurent jusqu'en 1772, date du premier partage de la Pologne qui voit ces régions passer dans l'orbite prussienne. La montée en puissance de la Prusse au XIX<sup>e</sup> siècle fait que ces régions prennent une place de plus en plus symbolique dans l'histoire allemande en tant que berceau de la Prusse. Néanmoins, les populations mazures subsistent le long de la frontière avec la Pologne malgré les politiques de germanisation successives. Ce n'est que dans l'entre-deux-guerres que la proportion de personnes parlant le dialecte polonais s'effondre. Pour les Polonais, le lien politique avec ces régions n'est rétabli qu'en 1945. En termes de durée de possession de ces terres, il faut distinguer le cas de la Varmie de celui de la Mazurie. Avant 1945, la Varmie a appartenu à l'État polonais pendant trois siècles alors que la Mazurie, pendant deux siècles seulement, et de manière indirecte. La Varmie a été intégrée à un organisme étatique allemand pendant un peu moins de quatre siècles alors que la Mazurie l'a été pendant environ cinq siècles.

### *C. La Basse et la Haute-Silésie*

De toutes les régions des territoires recouverts, celle dont les liens avec la Pologne sont les plus évidents, est la Silésie. À la fin du X<sup>e</sup> siècle, la Silésie, contrairement aux autres régions évoquées précédemment, est dès le début de l'histoire polonaise une entité fondatrice de cet État. Terre aux multiples richesses, tant agricoles que minières, c'est une région bien administrée et mise en valeur. Après la partition de la Pologne en 1795, elle est une des pièces

majeures de l'échiquier politique polonais. C'est de cette province que partent plusieurs tentatives de reconstitution d'un État polonais centralisé au long du XIII<sup>e</sup> siècle. Certes, comme les autres terres occidentales polonaises, la région est peu à peu germanisée à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, mais cette germanisation est moins marquée et la région est, de loin, la plus diverse ethniquement de tous les territoires recouverts tout au long de l'histoire. En outre, ce sont toujours des princes issus de la lignée des Piast polonais qui contrôlent l'essentiel de la région. Profitant de l'affaiblissement prolongé de la Pologne, le Royaume de Bohême essaie, à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, de s'implanter durablement en Silésie. Ces tentatives sont couronnées de succès et les années 1320 voient le passage de la majeure partie des petits comtés silésiens sous la suzeraineté tchèque. En 1335, le dernier roi Piast, Casimir III le Grand, finit par renoncer aux droits de la Pologne sur la Silésie. La date est symbolique, car elle est reconnue comme le tournant de la politique extérieure polonaise, qui passe d'une politique d'expansion à l'ouest menée par un État strictement polonais d'un point de vue ethnique à une politique d'expansion à l'est, prélude à la constitution d'un immense État polono-lituanien, très divers ethniquement. La géopolitique piastienne est alors remplacée par la géopolitique jagellonne<sup>5</sup>. Jusqu'au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, des princes silésiens continuent cependant de se reconnaître vassaux de la Pologne et on trouve des Princes Piast à la tête d'entités politiques silésiennes jusqu'au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, alors que la région est passée sous suzeraineté tchèque. La Réforme protestante atteint moins la Silésie. Passée en 1526 sous administration des Habsbourg, la Silésie est une ligne de front pour la contre-Réforme catholique. Au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, le paysage religieux et, dans une moindre mesure, ethnique, de la Silésie, est fixé : la Basse-Silésie est majoritairement protestante mais avec une minorité catholique notable, et des populations très largement allemandes ; la Haute-Silésie reste largement catholique, et assez nettement polonaise. La Silésie aiguise ensuite la convoitise du souverain prussien Frédéric II (1740-1786) qui, au terme de la Guerre de Succession d'Autriche (1740-1748), l'annexe. C'est donc seulement au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle que la Silésie devient une terre politiquement allemande. La politique de germanisation entreprise alors ne fait pas bouger significativement la frontière ethnolinguistique, de sorte que la région est au début du XX<sup>e</sup> siècle un foyer de mouvements en faveur d'un rattachement à la Pologne. De semblables courants politiques existent aussi en

---

<sup>5</sup> Sur la conception piastienne de la géopolitique polonaise dans l'historiographie cf. le chapitre de GALOS Adam « Piastowie w historiografii polskiej XIX-XX w. » (les Piast dans l'historiographie polonaise du XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) in HECK Roman (éd.), *Piastowie w dziejach Polski (les Piast dans l'histoire de la Pologne)*, ZNimO, Wrocław, 1975.

Varmie-Mazurie, mais ils sont bien plus faibles. À la fin de la Première Guerre mondiale, la Haute-Silésie est la seule partie des territoires recouverts à réclamer son rattachement à la Pologne. Après trois insurrections de Silésiens pro-polonais entre 1919 et 1921 et un référendum qui donne 40 % de voix à la Pologne, un petit tiers oriental mais très industrialisé de la Haute-Silésie est donné à la Pologne. Dans l'entre-deux-guerres, la minorité polonaise de Haute-Silésie demeure. Le reste de la Silésie attend 1945 pour être annexé par la Pologne. La Silésie est au cours de l'histoire demeurée polonaise pendant environ trois siècles et demi, alors qu'elle n'est intégrée dans un État véritablement allemand qu'en 1748. La domination allemande directe sur la région n'a été que de deux siècles, ce qui est relativement peu au regard des autres composantes des territoires recouverts.

Ce rappel historique a permis de mettre en évidence le fait que, même pour des Polonais de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ces territoires ne sont pas perçus comme intrinsèquement polonais. À l'étréouesse des liens politiques entretenus entre ces régions et la Pologne, correspond la faiblesse des connaissances que les Polonais ont sur les territoires. Bien souvent, ces derniers ne figurent pas sur les cartes mentales des Polonais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup> et du premier XX<sup>e</sup> siècle ; c'est pourquoi, bien avant 1945, certains activistes ou scientifiques polonais se sont lancés dans un long travail de vulgarisation sur ces territoires pour les rattacher à l'imaginaire national.

## **II Naissance et développement de la question occidentale (milieu du XIX<sup>e</sup> siècle-1944)**

La question occidentale est, dans l'histoire polonaise, un terme assez polysémique qu'il convient de préciser. En se fondant sur un article d'Antoni Czubiński<sup>7</sup>, la « question occidentale » est à distinguer de la « pensée occidentale ». Si la pensée occidentale est une certaine vision historique et géopolitique de la Pologne, portée par des historiens, des hommes politiques polonais, la question occidentale est un problème de la géopolitique polonaise auquel la pensée occidentale est une réponse parmi d'autres. La question occidentale renvoie à la détermination de la frontière occidentale du futur État polonais. Elle peut se subdiviser en

---

<sup>6</sup> Cf. ci-après, les œuvres de Wojciech Kętrzyński.

<sup>7</sup> CZUBIŃSKI Antoni, « la Pensée occidentale polonaise des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles » in *Polish Western Affairs*, n° 1/1985, p. 29-54. Czubiński (1928-2003), est un historien polonais de l'Université de Poznań, lié également à l'Institut occidental, spécialiste entre autres de l'histoire de la Grande-Pologne.



deux interrogations principales : quelles sont les régions qui, au sein de la Prusse sont ethniquement ou linguistiquement polonaises ? - Puis, au-delà de ces régions indéniablement polonaises par la langue et la culture, quelle est la frontière germano-polonaise optimale qui servirait le mieux les intérêts de l'État polonais ? Les territoires recouverts sont au cœur de ces questionnements. Cette appellation de territoires recouverts n'est pas utilisée avant 1945 : avant ils sont désignés sous le terme de « confins occidentaux »<sup>8</sup>. Si cette appellation a été choisie pour cette sous-partie, c'est pour bien mettre en avant le but des spécialistes de la question occidentale : intégrer les confins occidentaux dans l'imaginaire national polonais à un niveau similaire que les « confins orientaux », considérés comme intrinsèquement polonais. Par confins occidentaux, on entendra deux types de régions. Dans une acception ethnolinguistique, il s'agit pour l'essentiel de deux régions majoritairement polonaises ayant appartenu à la Pologne avant 1772, la Grande-Pologne et la Poméranie de Gdańsk, et de deux régions ne faisant pas partie de la Pologne en 1772 mais qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, sont peuplées majoritairement de Polonais ou de Slaves apparentés aux Polonais. Ces dernières régions sont la Haute-Silésie et la Mazurie. Dans une conception plus géopolitique, les confins occidentaux sont étendus à des régions qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, ne sont plus polonaises par la population ou par la langue, mais sont considérées comme telles par l'histoire ou comme nécessaires d'un point de vue stratégique à la Pologne. Il s'agit de terres comme la Poméranie occidentale, le Brandebourg oriental, la Basse-Silésie, le Nord de la Prusse orientale, donc de ce qui pour l'essentiel constitue l'ossature des futurs territoires recouverts.

---

<sup>8</sup> En témoigne l'appellation de l'association chargée de promouvoir les terres occidentales de la Pologne, « l'Union de défense des confins occidentaux » (*Związek obrony kresów zachodnich*) fondée à Poznań en 1921. Cf. chapitre 4, IIIA.



**Cartes représentant les confins occidentaux ethnolinguistiques (en rouge), géopolitiques (en jaune) et les territoires recouverts (1945)**

La question occidentale polonaise, problème géopolitique dont l'enjeu est de rattacher à la Pologne des confins occidentaux aux contours fluctuants, ne date donc pas de 1945. Elle prend de plus en plus d'ampleur à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

### *A. Le temps des partages (XIX<sup>e</sup> siècle- 1914)*

#### 1. Des années 1820 aux années 1870 : des confins occidentaux oubliés et progressivement germanisés

Dans la période romantique, la question des confins occidentaux est presque entièrement éludée par les élites polonaises, obnubilées par la question orientale de la Pologne. Les mouvements indépendantistes polonais réclament une Pologne dans les frontières de 1772. Le sort des confins occidentaux, situés en Prusse, désintéresse très largement les élites polonaises, qui considèrent que le principal ennemi de la Pologne est l'Empire russe, qui détient à lui seul plus de 80 % des terres polonaises de 1772. À une époque où les États-nations se renforcent, les Polonais de Prusse semblent ainsi longtemps abandonnés à leur sort, de telle sorte que la germanisation progresse peu à peu dans les anciennes régions occidentales de la République nobiliaire. Il est difficile de l'évaluer alors que les statistiques ne sont pas encore employées de manière systématique, mais l'on peut pointer des instruments de germanisation efficace mis en place, de plus en plus consciemment, par l'État prussien : un système d'enseignement performant et la conscription, alors que le polonais ou toute autre langue slave apparentée sont de plus en plus repoussés dans la sphère privée. De même, l'État prussien fait de plus en plus pression sur les Églises, et notamment l'Église

luthérienne, pour qu'elles utilisent la langue allemande dans les sermons. Cet éventail de moyens conduit à une germanisation des villes des confins occidentaux dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et à une hausse de l'utilisation de l'allemand dans des campagnes encore très majoritairement slaves.

Face à l'absence d'intérêt des élites polonaises pour la question occidentale et au recul de la polonité dans nombre de ces confins occidentaux, des éveilleurs de conscience polonais essaient de sensibiliser leurs compatriotes, et notamment les élites qui sont jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle quasiment les seules à avoir une conscience nationale développée, à la question occidentale. Dans un premier temps, il s'agit de voyageurs qui parcourent ces confins occidentaux, dans la vogue du voyage pittoresque ou initiatique romantique. Leurs écrits ne sont donc pas scientifiques : ce sont plutôt des témoignages, souvent teintés de nostalgie ou alarmistes, quant à la polonité menacée de ces confins.

Un exemple de cette prose romantique aux tonalités émotives est fourni par Jan Ursyn Niemcewicz<sup>9</sup>. En 1858 paraissent de manière posthume *les Voyages d'un historien à travers les terres polonaises réalisés entre 1811 et 1828*. Un des voyages relatés est réalisé à travers la Grande-Pologne et la Silésie. Particulièrement saisissante est la description du passage de la frontière entre l'ancienne Pologne et la Silésie, dans laquelle on retrouve nombre de topoï régulièrement employés par la suite pour décrire les confins occidentaux et l'action germanisatrice des Allemands :

Tout, de l'autre côté, est comme chez nous ; la même langue, le même costume, les mêmes coutumes et paysages, tout cela témoigne, que la Pologne et la Silésie sont une seule nation, et qu'elles ont été un seul pays. Malgré tant d'efforts séculaires entrepris par les Allemands, la langue polonaise est restée, particulièrement parmi le peuple, telle qu'elle était aux temps des Piast. Et qui donc l'a maintenue ? Sans doute pas la noblesse, qui se transforme aussi facilement, selon les ordres et les modèles de ceux desquels les faveurs proviennent, pas le sexe masculin, se mouvant, servant sous les armes, apprenant l'artisanat chez les étrangers, mais bien le sexe féminin, destiné à vivre dans la ferme familiale dans laquelle vivaient ses ancêtres<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> 1757-1841. Homme de lettres et historien, mort en exil à Paris, il est connu entre autres pour ses *Chants historiques* (*Śpiewy historyczne*), ensemble d'odes racontant de manière poétique des fragments de l'histoire polonaise qu'il a souvent transformés en images d'Épinal. Ce recueil est l'un des livres les plus célèbres du XIX<sup>e</sup> siècle polonais, et a fortement contribué à façonner l'imaginaire national polonais.

<sup>10</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł* (*Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources*), Tom I, *O ziemię Piastów i polski lud 1795-1918* (*de la Terre des Piast et du peuple polonais 1795-1918*), (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 49.

À côté de stéréotypes romantiques, comme un lyrisme et une empathie appuyée envers le peuple, perçu comme réceptacle d'une polonité en danger face à des élites l'ayant trahi, apparaissent également des stéréotypes appelés à un long avenir : sous-estimation voire effacement total des différences culturelles, voire linguistiques, entre terres polonaises d'Autriche et de Russie et confins occidentaux, topos du Polonais des confins occidentaux héroïsé dans sa lutte face à l'envahisseur germanique.

Un des apôtres de la question occidentale naissante est Wojciech Kętrzyński. Né en 1838, à Lötzen, aujourd'hui Giżycko, dans l'Est de l'ancienne Prusse orientale, de son nom originel Adalbert von Winkler, il est issu d'une famille de la noblesse cachoube germanisée. Contrairement à la plupart de ses pairs, il redécouvre les origines polonaises de sa famille et décide, en 1861, de poloniser son état civil en Wojciech Kętrzyński. Après avoir été brièvement emprisonné par les autorités prussiennes au moment de l'Insurrection de janvier (1863-1864), il finit ses études à Königsberg où il soutient sa thèse de doctorat en 1866. Il écrit par la suite divers articles et œuvres popularisant la question occidentale, et notamment cherche à sensibiliser les Polonais à l'existence des Mazures, Slaves apparentés aux Polonais mais protestants, vivant dans le Sud de la Prusse orientale. S'il commence en 1873 à travailler au célèbre Institut national des Ossoliński à Lwów, il continue de se passionner pour les confins occidentaux et leurs populations. Considéré comme un des défenseurs de la polonité de ces régions, et notamment de la Mazurie, sa mémoire a été honorée en 1946 en donnant à la ville mazure de Rastembork le nom de Kętrzyn. Ses premiers écrits sont encore empreints d'un regret face à l'ignorance de la grande majorité de ses compatriotes concernant le sort des Polonais de la Prusse. En 1868, il publie dans le *Quotidien de Poznań* un article au titre révélateur : « La Mazurie, une terre oubliée des Polonais ».<sup>11</sup> Il y décrit une population mazure marginalisée et en proie à des tentatives de plus en plus importantes de germanisation, accentuant sa marginalité si elle refuse d'abandonner sa langue maternelle. Dans un premier temps, Kętrzyński présente les Mazures comme des alter ego des Polonais : « À l'intérieur de ces frontières habite le peuple aujourd'hui dénommé mazure, qui a le même sang, bien que pas la même foi, que ses voisins de l'autre côté de la frontière. »<sup>12</sup>. Le même procédé qui

---

<sup>11</sup> « Mazury, ziemia przez Polaków zapomniana » in *Dziennik Poznański*, 1868.

<sup>12</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom I, O ziemię Piastów i polski lud 1795-1918 (de la Terre des Piast et du peuple polonais 1795-1918)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 88.

cherche à assimiler les populations frontalières aux Polonais se retrouve. Kętrzyński décrit par la suite très précisément la politique assimilationniste de l'État prussien, conduisant les Mazures insoumis à une marginalisation sociale :

Le niveau d'éducation de tout le peuple mazure, comme tout le monde le devine, est le plus bas. Les tentatives de germanisation du gouvernement en sont une des causes, et non des moindres, gouvernement qui marche ici vers son but silencieusement, petit à petit, mais avec une volonté de fer. Le moyen principal pour atteindre ses projets est l'école et le service militaire, et ce que la première néglige, le deuxième le réalisera sûrement.<sup>13</sup>

Cette politique a pour conséquence une germanisation évoluant en tâches d'huiles, des grandes villes vers les petites villes, puis de manière diffuse dans les campagnes mazures. Cette dichotomie monde urbain germanisé/ monde rural encore majoritairement slavisant n'est pas le seul fait des Mazures, mais est particulièrement observable chez eux. Kętrzyński donne l'exemple de sa ville natale, qui est parvenue rapidement au stade ultime de la germanisation :

Dans les villes la germanisation a déjà complètement atteint son but ; aujourd'hui il n'y a plus là-bas de Mazures parlant polonais, mis à part les pauvres artisans et le prolétariat urbain. Et cette germanisation s'est produite dans un laps de temps très court, de mémoire d'homme. Je me souviens bien qu'il y a encore vingt ans, presque dans chaque maison de ma ville d'origine on parlait polonais, et les habitants étaient de riches bourgeois, des propriétaires immobiliers et fonciers. Leurs enfants connaissent encore aujourd'hui en majorité la langue polonaise- mais elle ne leur sert que de moyen de communication avec les paysans au marché ou avec les ouvriers ; l'allemand l'a évincée à la maison et en famille. »<sup>14</sup>

Ces propos reflètent bien les processus linguistiques en cours dans les franges méridionales de la Prusse orientale. Plus largement, ils sont significatifs d'une époque où les rares spécialistes de la question occidentale semblent pessimistes quant aux chances de la polonité de perdurer durablement sur ces terres. Face à la germanisation plus ou moins avancée des confins occidentaux et au tropisme oriental de l'immense majorité des élites et de la population polonaise, les spécialistes de la question occidentale semblent être réduits à n'être que des voix clamant dans le désert, dans l'attente d'un improbable renouveau national.

---

<sup>13</sup> *Idem.*

<sup>14</sup> *Idem.*, p. 89.

## 2. Des années 1880 aux années 1910: des confins occidentaux (re)découverts et résistant largement au Kulturkampf

Ce renouveau national se produit cependant au moment du passage entre la période romantique et la période positiviste dans l'histoire polonaise<sup>15</sup>. Il est compris à la fois comme prise de conscience de leur polonité par une partie importante des populations des confins occidentaux et comme prise de conscience par la nation polonaise de l'existence de la question occidentale. La raison principale de sa survenue est la métamorphose de la conception de la nation chez les Polonais. Les années 1870 correspondent en effet au passage d'une conception sociohistorique de la nation à une conception ethnolinguistique. Pour les élites polonaises de la première moitié du siècle, la nation se fonde avant tout sur une classe, la noblesse. Cette conception, héritière de la nation nobiliaire de la République de Pologne-Lituanie, veut que partout où la noblesse est polonaise s'étende le territoire polonais. Ainsi, jusqu'à l'Insurrection de janvier, l'intégralité des élites polonaises considèrent les frontières de 1772 comme étant les frontières historiques, faisant fi de la situation très minoritaire des Polonais dans certaines régions orientales. Si l'on applique cette conception aux confins occidentaux, des régions comme la Haute-Silésie, ou la Prusse orientale, où il existe des zones où les Polonais sont majoritaires, mais où la noblesse est presque uniquement allemande, sont exclues de ce projet de reconstitution territoriale. À partir de l'échec de l'insurrection de janvier, cette conception n'est plus la seule, et face à elle apparaît puis se renforce une conception ethnolinguistique de la nation, qui veut que là où le peuple est majoritairement de langue et de culture polonaises, le territoire en question est polonais. Si cette conception intègre bien une portion plus importante des confins occidentaux au futur État polonais, notamment la Varmie, la Mazurie, la Basse-Silésie, elle conduit logiquement à l'abandon de la majorité des confins orientaux, option qui n'est guère envisageable au sein de l'opinion publique polonaise en formation.

Parallèlement à l'évolution des conceptions de la nation apparaissent des projets de reconstitution territoriale se fondant sur des théories scientifiques. La constitution d'une science géographique polonaise rend cela possible et avant la Grande Guerre certains des plus grands noms de la géographie polonaise se penchent sur la question. Leurs travaux contribuent aussi à populariser, à des degrés divers, la question des confins occidentaux de la

---

<sup>15</sup> Dans les années suivant la défaite de l'insurrection de janvier (1863-1864).

Pologne<sup>16</sup>. Parmi les plus grands géographes polonais de la période, Waclaw Nałkowski et Eugeniusz Romer<sup>17</sup>, malgré leurs conceptions différentes de la Pologne et des opinions politiques fortement divergentes, dessinent des cartes de Pologne relativement semblables. La Pologne existe selon eux en tant que territoire géographique particulier ; ses frontières sont déterminées géographiquement par une sorte d'essentialisme géographique. Nałkowski, notamment dans ses *Matériaux pour la géographie de l'ancienne Pologne*<sup>18</sup>, expose sa théorie de la Pologne, pays intermédiaire entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Pour lui, toutes les terres qui sont des transitions entre Ouest et Est de l'Europe sont des terres intrinsèquement polonaises, la polonité étant comprise comme identité de transition. Ainsi, on passe d'une Pologne majoritairement allemande (les confins occidentaux au sens large) à une Pologne centrale, majoritairement polonaise, puis à une Pologne majoritairement ruthène (les confins orientaux). Son interprétation territoriale dessine donc une Pologne qui va de l'Oder au Dniepr et à la Dvina occidentale. Il se défend dans ses écrits de toute visée politique, soutenant que ce sont des territoires géographiquement, et donc objectivement, polonais. De telles frontières sont aussi dessinées par Romer, bien que ce dernier aborde la question de manière différente, notamment dans ses *Fondements naturels de la Pologne historique*<sup>19</sup>. Pour Romer, la Pologne est plus qu'une simple transition, c'est un pont entre Occident et Orient, pour l'Occident un bastion avancé face à l'Orient, pour l'Orient une porte vers l'Occident. La Pologne se caractérise par sa fonction de passage entre Ouest et Est, identifiant son territoire à l'isthme entre Mer baltique et Mer noire. Là aussi, à l'est, la Dvina occidentale et le Dniepr sont les frontières à atteindre, puisque ces fleuves séparent pour Romer les terres de civilisation occidentale des terres de civilisation orientale. La Pologne doit donc s'étendre selon lui dans ses frontières de 1772, avec quelques aménagements possibles à l'ouest. Ces deux théories géographiques, la Pologne comme transition ou la Pologne comme passage, bâtissent un territoire qui s'étend largement au-delà de la Pologne ethnolinguistique et s'apparente à celui de la Pologne historique. Ces visions d'un potentiel territoire national

---

<sup>16</sup> Pour l'étude de l'évolution des conceptions territoriales polonaises: EBERHARDT Piotr (réd), *Polska i jej granicy : z historii polskiej geografii politycznej, (la Pologne et ses frontières : à propos de l'histoire de la géographie politique polonaise)*, Éditions de l'Université Marie Curie-Skłodowska, Lublin, 2004 a été particulièrement précieux.

<sup>17</sup> Waclaw Nałkowski (1851-1911), géographe positiviste lié plutôt aux courants de gauche. Eugeniusz Romer (1871-1954), géographe, géopoliticien, homme politique lié à la Démocratie-Nationale.

<sup>18</sup> *Materiały do geografii ziem dawnej Polski*, 1913.

<sup>19</sup> *Przyrodzone podstawy Polski historycznej*, 1912.

contribuent à sensibiliser l'opinion publique polonaise à la question des confins occidentaux, considérés au moins en partie comme des terres polonaises.

Avec l'essor des statistiques et la parution des premiers recensements dans les trois puissances copartageantes, les Polonais ont une vision de plus en plus claire de leur nombre et de leur répartition territoriale<sup>20</sup>. Un écart se creuse entre la Pologne historique de 1772, sorte de territoire national idéal, et la réalité de ce qui est appelé la Pologne ethnique, c'est-à-dire les terres peuplées en majorité de Polonais. La prise en compte du facteur ethnolinguistique progresse peu à peu dans les élites politiques et scientifiques polonaises, comme dans la population. Si ce facteur dessert la frontière orientale traditionnelle, qui ne s'appuie pas sur le critère ethnique, il permet cependant de populariser de plus en plus la question des confins occidentaux. Malgré des soupçons plus ou moins avérés de manipulation statistique de la part des Allemands à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle concernant le nombre de Polonais, qui tend à être systématiquement minoré, les recensements allemands ne peuvent gommer la présence, dans les confins occidentaux, de larges zones où la population polonaise est largement majoritaire<sup>21</sup>. Le recensement allemand de 1910 indique ainsi 61,5 % de Polonais dans le Grand-Duché de Poznań, 35,5 % en Prusse occidentale, et dans le district d'Olsztyn en Prusse orientale, près de 48 %. Les Polonais font remarquer que ces chiffres globaux sont à nuancer du fait de falsifications, mais surtout du fait des découpages administratifs, qui font baisser artificiellement la proportion des Polonais au sein de certaines entités. Le district d'Opole, équivalent de la Haute-Silésie, en est un exemple : 53 % de Polonais face à 40 % d'Allemands s'y trouvent, mais en se fondant sur les statistiques scolaires allemandes, le pourcentage de Polonais augmente considérablement. De même, le chiffre de 53 % concerne toute la Silésie d'Opole, mais si l'on ne prend en compte que les territoires situés à l'est de l'Oder, les taux de Polonais dépassent officiellement les 70, voire les 80 %. L'essor de la science statistique met peu à peu en évidence une Pologne ethnique, concept forçant les penseurs et les hommes politiques polonais à revendiquer de plus en plus de terres à l'ouest, y compris des terres qui en 1772 n'appartenaient pas à la Pologne.

---

<sup>20</sup> Dans l'Empire allemand les recensements ont lieu à partir de 1871, puis à partir de 1875 tous les cinq ans jusqu'à celui de 1910. Dans l'Empire austro-hongrois, ils ont lieu à partir de 1869, puis à partir de 1880 tous les dix ans jusqu'à celui de 1910. Dans l'Empire russe, il n'y a eu qu'un seul recensement, en 1897.

<sup>21</sup> Cf. notamment les débats entre le Bureau de statistique prussien et les autorités locales chargées de la mise en œuvre du recensement dans LABBÉ Morgane, « Dénombrer les nationalités en Prusse au XIX<sup>e</sup> siècle : entre pratiques d'administration locale et connaissance statistique de la population » in *Annales de la démographie historique*, Volume 105, n° 1, p. 52-53, 2003.



L'un des premiers penseurs à adopter le concept de Pologne ethnique est Bolesław Wysłouch<sup>22</sup>. Il présente sa version du territoire polonais dans ses *Esquisses de programme*, paraissant en 1886 dans *la Revue sociale*. Il s'y montre un des rares partisans d'une stricte application du critère ethnique pour fixer les limites du futur État polonais. Fidèle au principe en vogue à la période de développement des nationalismes, fixant les frontières politiques sur les frontières ethniques, il remet en cause les frontières de 1772 et propose un abandon pur et simple des confins orientaux selon une ligne suivant approximativement la future Ligne Curzon. Il annexe toutefois à la Pologne certains confins occidentaux ne lui appartenant pas avant 1772. Ainsi, il s'en prend au mythe de la nation nobiliaire :

Que le noble polonais rêvant d'une patrie puisse penser seulement aux frontières de 1772- c'est une chose du reste compréhensible. [...] Où était la noblesse, là était la nation ; là où le noble était polonais- là par là-même le pays était considéré comme polonais. Cet idéal ne prenait pas en compte le peuple. Que le paysan était autre à Poznań, autre en Ukraine ou vers Vitebsk- il ne le regardait pas du tout.<sup>23</sup>

Après avoir fait remarquer que les confins orientaux ne sont pas peuplés majoritairement de Polonais, il contre le contre-argument des partisans de la Pologne historique qui veut que ces terres, où les Polonais ne sont pas majoritaires, doivent tout de même revenir à la Pologne pour les bienfaits civilisateurs qu'elle y a prodigués. Wysłouch esquisse alors un parallèle entre la manière dont les Allemands justifient leurs prétentions sur les confins occidentaux malgré leur infériorité numérique en maints endroits et la manière dont les Polonais justifient leurs revendications à l'égard des confins orientaux :

Pour fonder les droits de la Pologne sur les pays ruthènes et sur la Lituanie, on montrait également les mérites civilisationnels des Polonais dans ces pays, comme si la supériorité de la culture [...] était une raison suffisante à la domination d'une nation sur une autre. Nous entendons aujourd'hui la même chose des institutions culturelles des bords de la Spree ; les Allemands aussi pourraient mettre en avant la colonisation intensive des XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> siècles, lorsque la Pologne a été en grande partie mise en valeur et construite par des mains allemandes. Ils pourraient alors avec autant de droit faire valoir leurs prétentions sur les terres polonaises,<sup>24</sup>

---

<sup>22</sup> 1855-1937. Chimiste et homme politique polonais, il est agrarien, cofondateur du Mouvement paysan polonais en Galicie (*Polskie Stronnictwo Ludowe*).

<sup>23</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom I, O ziemię Piastów i polski lud 1795-1918 (de la Terre des Piast et du peuple polonais 1795-1918)*, (Éditions de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 123.

<sup>24</sup> *Idem*, p. 123-124.

Ces principes posés, il dresse un programme territorial précis qui par sa radicalité et son originalité ne pouvait que heurter les sensibilités polonaises de l'époque :

- a) dans la partie russe : le Royaume du Congrès sans la partie septentrionale de la gubernia de Suwałki, les districts occidentaux de la gubernia de Grodno avec les villes de Grodno, Białystok, Bielsk ; b) dans la partie autrichienne : la Galicie occidentale jusqu'au San, le Duché de Cieszyn, Spisz en Hongrie ; c) dans la partie prussienne : la partie sud-est de la Silésie, la Poznanie, la Prusse occidentale et orientale<sup>25</sup>

On peut ainsi observer que Wysłouch dresse, pour la partie orientale, un programme territorial assez semblable à la frontière de 1945. Quant à l'Ouest, Wysłouch reste majoritairement fidèle à son critère ethnique, à ceci-près qu'il inclut la totalité de la Prusse orientale, sans doute pour des raisons stratégiques. La Pologne ainsi dessinée est une Pologne quasiment intégralement ethnique, qui replace la plupart des confins occidentaux à l'intérieur des frontières polonaises. Ce programme passe alors inaperçu et n'est guère critiqué que par les spécialistes de la question. Ce ne sont cependant pas les théories géographiques ou les programmes politiques qui vont le plus populariser les confins occidentaux auprès de l'opinion publique polonaise, mais la résistance des populations polonaises et apparentées à la politique de germanisation de l'État allemand.

---

<sup>25</sup> *Idem*, p. 125. En polonais: « a) w zaborze rosyjskim : Królestwo Kongresowe z wyjątkiem północnej części gub. Suwalskiej, powiaty zachodnie gub. Grodzieńskiej z miastem Grodnem, Białymstokiem, Bielskiem ; b) pod rządem austriackim : Galicja Zachodnia po San, Księstwo Cieszyńskie, Spisz na Węgrzech ; c) pod rządem pruskim : południowo-wschodnia część Śląska, Poznańskie, Prusy Wschodnie i Zachodnie. [...] Natomiast liczne kolonie polskie pozostają i poza tymi granicami (w gub. Wileńskiej, mińskiej, na Podolu ruskim galicyjskim, na Pomorzu). Chodzić może poniekąd o granice naturalne, jak Morze Bałtyckie od północy, Bug i San na wschodzie od Rusi. Absolutnej ścisłości etnograficznej nigdy osiągnąć się nie da. ».



Carte représentant le concept de « Pologne ethnique »<sup>26</sup>

Dès la constitution de l'Empire allemand en 1871, Bismarck se lance dans la politique de *Kulturkampf*. À l'échelle de l'État allemand, cette politique vise plus particulièrement l'Église catholique et le parti catholique du *Zentrum*. Mais face aux résultats limités et à la nécessité de former un front uni contre les Socialistes en progression, cette politique est abandonnée à l'échelle nationale dès la fin des années 1870. En revanche, elle se poursuit à l'échelle régionale, dans les confins occidentaux polonais, où l'Église catholique est visée car elle soutient la polonité. La répression engagée à l'égard du clergé polonais sont complétées par des séries de mesures de germanisation<sup>27</sup>. Le *Kulturkampf* est alors une politique poursuivant et couronnant les actions anti-polonaises initiées dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans la première moitié des années 1870, la langue polonaise est presque entièrement bannie des écoles des confins occidentaux. En 1876, la seule langue administrative reconnue est l'allemand, le polonais étant interdit dans les tribunaux et administrations dans lesquels il était encore utilisé. La germanisation prend alors l'apparence d'une véritable colonisation : en

<sup>26</sup> Zones avec une majorité absolue polonaise telle qu'elle paraît dans l'ouvrage de JANOWSKI Aleksander, *Ziemia rodzinna (la Terre familiale)*, Varsovie, 1913, in EBERHARDT Piotr (réd), *Polska i jej granicy : z historii polskiej geografii politycznej, (la Pologne et ses frontières : à propos de l'histoire de la géographie politique polonaise)*, Éditions de l'Université Marie Curie-Skłodowska, Lublin, 2004, p. 70. Aleksander Janoski (1866-1944) est un explorateur et voyageur polonais.

<sup>27</sup> Les informations exposées par la suite sont tirées du chapitre « Logique d'intégration, logique d'exclusion » in SERRIER Thomas, *entre Allemagne et Pologne, Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Belin, Paris, 2002.

1885, tous les Polonais ne possédant pas la nationalité allemande sont expulsés d'Allemagne. En 1886 est fondée la Commission de colonisation<sup>28</sup>, largement subventionnée par le gouvernement impérial pour acheter des terres aux Polonais et y installer des Allemands, voire y fonder de nouveaux villages. Face à ces actions, les Polonais s'organisent, de sorte que, bientôt, les terres polonaises de Prusse apparaissent comme le modèle du « travail organique » auquel appellent les positivistes polonais. Autour des paroisses, des cours de polonais plus ou moins clandestins et des unions de coopératives agricoles sont créés, afin de protéger les deux biens nécessaires au maintien de la polonité : la possession de la terre par des Polonais et la langue polonaise. Les Unions de coopératives agricoles permettent aux Polonais de contrer au mieux les achats de terre faits par les Allemands, tandis que sont formées en 1872 des Associations d'éducation populaire, puis après la suppression de ces dernières les Associations de bibliothèques populaires<sup>29</sup> en 1880, permettant aux paysans polonais d'élever leur niveau d'instruction tout en continuant à pratiquer leur langue maternelle. Les témoignages des répressions allemandes affluent de plus en plus, dans les années 1880. Mais ce sont deux affaires qui vont finir par familiariser définitivement l'opinion publique polonaise avec la problématique des confins occidentaux. Purement locales en premier lieu, elles prennent par la suite une portée hautement symbolique qui leur a permis de retentir non seulement au niveau de toute la nation polonaise, mais aussi dans d'autres pays européens. La première est la grève scolaire des enfants de Września, dans les environs de Poznań. En 1901-1902, une partie des enfants scolarisés dans cette école décident de protester contre les décisions récentes du gouvernement prussien d'enseigner le catéchisme en allemand. Malgré le soutien populaire, nombre de ces enfants sont condamnés à diverses peines de prison, ce qui provoque l'indignation généralisée. La deuxième affaire est symbolique de la résistance des Polonais au système administratif prussien visant à coloniser les confins occidentaux, tout en cherchant à décourager au maximum les Polonais y habitant. Il s'agit de l'affaire de la roulotte de Michał Drzymała, paysan polonais qui a acheté une terre pour y bâtir une maison. N'ayant pas eu les autorisations administratives nécessaires, il décide en signe de protestation de vivre sur ce terrain avec une roulotte. Pour contrer l'article du droit foncier considérant que vivre dans une roulotte dans un même lieu plus de vingt-quatre heures revient à édifier une maison, Drzymała bouge sa roulotte chaque jour de quelques dizaines de

---

<sup>28</sup> *Königlich Preußische Ansiedlungskommission in den Provinzen Westpreußen und Posen.*

<sup>29</sup> *Towarzystwa Oświaty ludowej et Towarzystwa Czytelni ludowych.*

centimètres. Après quatre ans de procès avec l'administration allemande, de 1904 à 1908, il est forcé de revendre son terrain et rachète une ancienne maison sur une autre parcelle.

Ces affaires, malgré leur issue défavorable aux Polonais, les mobilisent encore davantage et popularisent la question des confins occidentaux. Elles marquent un coup d'arrêt des progrès de la germanisation. C'est à ce moment-là que les processus démographiques et linguistiques s'inversent et que le gouvernement allemand, pour ne pas avoir à admettre l'échec de sa politique de germanisation, commence à falsifier certaines statistiques. Malgré la formation, en 1894, de l'Union allemande de la Marche orientale<sup>30</sup>, association chargée d'encourager les Allemands à acheter des terres polonaises pour s'y installer, et de soutenir la politique de germanisation de Berlin, la colonisation des confins occidentaux ne fait s'installer que de 100 à 150 000 Allemands sur ces territoires, entre 1886 et 1918, et surtout ne parvient pas à inverser la tendance des processus démographiques, désormais favorables aux Polonais. Les confins occidentaux sont désormais des territoires-clés qui, s'ils ne parviennent pas à dépasser les confins orientaux en termes d'attachement sentimental, font désormais jeu égal avec eux. En témoigne le poème de l'écrivaine Maria Konopnicka, *Rota*, inspiré directement par les événements mentionnés précédemment, commençant par les vers : « *Nous ne donnerons pas la terre d'où est issue notre lignée, Nous ne laisserons pas enterrer notre langue* »<sup>31</sup>. Ce poème, devenu vite populaire sous sa forme chantée, montre bien que les Allemands font désormais jeu égal avec les Russes en tant que principaux ennemis. Cette réorientation partielle de l'attention des Polonais vers l'ouest trouve aussi une transcription dans le domaine politique, avec l'apparition en Galicie en 1887 de la Ligue nationale, qui devient dix ans plus tard le Mouvement national-démocrate. Son principal idéologue est Roman Dmowski, un des hommes politiques polonais majeurs de la fin de la période des partages et de l'entre-deux-guerres. Il bâtit progressivement une théorie géopolitique faisant de l'Allemagne le principal adversaire à la restauration de la Pologne, et préconise une coopération limitée et stratégique avec la Russie. Il explicite cette idée dans un texte de 1903 : « Notre position par rapport à l'Allemagne et à la Russie », publié dans *la Revue panpolonaise*, organe de la Démocratie-nationale<sup>32</sup>. L'argumentaire de Dmowski se fonde sur deux idées : l'Allemagne est plus menaçante que la Russie : les confins occidentaux et la polonité de ces derniers sont plus

---

<sup>30</sup> *Deutscher Ostmarkenverein*.

<sup>31</sup> « Nie damy ziemi skąd nasz ród, nie damy pogrześć mowy ».

<sup>32</sup> « nasze stanowisko wobec Niemiec i Rosji » in *Przegląd Wszepolski*.

menacés par la germanisation que les confins orientaux et leur polonité ne le sont par la russification. Pour Dmowski, « *les terres de la partie prussienne de la Pologne représentent le territoire national le plus important, sans lequel la future Pologne ne pourrait pas exister de manière autonome,* »<sup>33</sup> ; ces terres sont ainsi étroitement liées à l'existence même d'une Pologne indépendante, sans doute pour des motifs stratégiques et pour leur degré de développement socio-économique et culturel. Dmowski fait le choix stratégique de l'alliance russe, les Russes pouvant moins se permettre de mener une politique anti-polonaise que les Allemands, dont l'expansion est dirigée vers l'est :

Pour la Prusse [...] la question la plus importante est le maintien, et donc la germanisation de la Poznanie et de la Prusse occidentale, la Russie en revanche a plus d'une affaire bien plus importante que la russification du Royaume, et ses devoirs d'État les plus importants commencent à se concentrer en Asie.<sup>34</sup>

L'idée sous-jacente est que la Russie, entraînée dans de multiples expansions, affaiblie par des pressions internes de plus en plus fortes, doit fournir un effort bien plus important pour russifier des Polonais, plus nombreux à l'intérieur de ses frontières que ceux qui vivent en Allemagne<sup>35</sup>. Au contraire, l'expansion allemande est dirigée avant tout vers l'est, c'est celle d'un État devenu la première puissance industrielle du continent. Cette vision géopolitique nationale-démocrate met ainsi à l'honneur des confins occidentaux qui s'ancrent définitivement dans le paysage politique et polémique des terres polonaises d'avant-guerre.

La dernière étape de cette redécouverte des confins occidentaux est l'intérêt grandissant manifesté aux populations slaves des confins occidentaux. Assimilées jusqu'alors entièrement aux Polonais, des études scientifiques mettent en valeur leurs caractéristiques propres même si elles restent polonaises aux yeux des savants et des hommes politiques. Il s'agit avant tout des Cachoubes de Poméranie, et des Varmiens et Mazures du Sud de la Prusse orientale. Cette

---

<sup>33</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom I, O ziemię Piastów i polski lud 1795-1918 (de la Terre des Piast et du peuple polonais 1795-1918)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 169. En polonais: « *ziemie zaboru pruskiego stanowią najważniejsze terytorium narodowe, bez którego niemożliwe byłoby w przyszłości samoistne państwo polskie,* ».

<sup>34</sup> *Idem*: La mention „Royaume” désigne l'ancien Royaume du Congrès, représentant les principales terres polonaises de l'Empire russe.

<sup>35</sup> Selon le recensement de 1897, les Polonais seraient près de 8 millions en Russie, un peu plus de deux fois plus nombreux que les Polonais en Allemagne au même moment.

vogue pour les populations locales a lieu parallèlement à l'essor de l'ethnologie, prenant le relais d'une ethnographie qui reste le fait des voyageurs. Les récits des journalistes, des publicistes et d'hommes politiques continuent à nourrir abondamment l'imaginaire polonais. Ainsi, Bernard Chrzanowski<sup>36</sup> rédige en 1910 un ouvrage, *Sur le Littoral cachoube*<sup>37</sup> dans lequel, s'il parle des particularités des Cachoubes, il les assimile à des Polonais. Il y relate le réveil de la conscience nationale polonaise cachoube, similaire et parallèle à celui qui a lieu en même temps en Haute-Silésie, en ces termes : « *C'est seulement la lutte de ces derniers temps, la lutte contre la langue, contre la terre du peuple cachoube et les textes imprimés en polonais, qui ont véritablement commencé à éveiller les âmes et les cœurs à la prise de conscience de la vie nationale.* »<sup>38</sup>. Chez Chrzanowski apparaît un argument utilisé de manière récurrente par la suite, et qui permet de couper court à toute distinction entre Polonais et Cachoubes : la mise en avant des particularités des Cachoubes serait une stratégie mise en place par les Allemands afin d'isoler les Cachoubes des Polonais et par conséquent les germaniser plus facilement. Il en va ainsi du débat sur la langue cachoube, assimilée par Chrzanowski à un dialecte du Polonais : « *Parmi les savants, pas seulement étrangers, mais aussi parmi les nôtres, existe un débat pour savoir si c'est une langue distincte du polonais, [...], ou simplement un de ses dialectes, [...] Aujourd'hui les activistes sociaux en Cachoubie sont de ce dernier avis.* »<sup>39</sup>. Les populations frontalières sont ainsi devenues, parallèlement à l'essor des nationalismes, un enjeu entre Allemands et Polonais. Pour ces derniers, c'est un des arguments qu'ils avancent pour récupérer ou acquérir les confins occidentaux. La question occidentale est donc devenue, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une question de premier plan dans la politique et le débat public polonais, qui va trouver une réponse partielle dans la Grande Guerre.

---

<sup>36</sup> 1861-1944. Avocat, activiste social et homme politique proche de la Démocratie-nationale. Il est sénateur sous la II<sup>ème</sup> République polonaise.

<sup>37</sup> En polonais : *na Kaszubskim brzegu*, ouvrage paru à Poznań en 1910.

<sup>38</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom I, O ziemię Piastów i polski lud 1795-1918 (de la Terre des Piast et du peuple polonais 1795-1918)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 187.

<sup>39</sup> *Idem.*

## ***B. La Première Guerre mondiale et la lutte pour les frontières occidentales (1914-1921)***

### 1. les projets territoriaux de la Première Guerre mondiale (1914-1918)

La Première Guerre mondiale se caractérise par une floraison de travaux sur les futures frontières à donner à l'État polonais reconstitué. Si les limites orientales de la Pologne varient souvent d'un auteur à l'autre, le consensus est plus évident s'agissant des frontières occidentales. La ligne directrice des différents cercles de spécialistes polonais est de revendiquer non seulement les terres prussiennes polonaises d'avant 1772 : la Grande-Pologne et la Poméranie de Gdańsk, mais également les terres ne faisant pas partie de l'État polonais avant 1772 : la Haute-Silésie et tout ou partie de la Prusse orientale. Divers projets territoriaux sont ainsi bâtis, par des savants, notamment des géographes, des hommes politiques, voire des militaires. Quelques projets territoriaux seront ici présentés, en insistant sur les spécificités de chacun d'eux et leur contexte.

Czesław Jankowski<sup>40</sup> est l'un des premiers à formuler un programme territorial, qu'il expose dans *la Nation polonaise et sa patrie*<sup>41</sup>. Le fondement de ce projet est le pari sur la victoire de la Russie, d'où les accents résolument panslaves et prorusses de son projet. La Pologne ne pouvant prélever des terres sur la Russie, elle doit avoir une expansion territoriale vers l'ouest. L'éventuel futur État, uni à la Russie, est perçu comme un bastion avancé de la slavité face à l'Allemagne. Si Jankowski est prêt à faire de très larges concessions à la Russie, allant jusqu'à renoncer à intégrer à la Pologne la province de Chełm<sup>42</sup>, il propose des expansions polonaises conséquentes à l'ouest, intégrant la Silésie de Cieszyn, la Haute-Silésie, une partie de la Basse-Silésie, la Poméranie de Gdańsk et les parties polonaises de la Prusse orientale.

Si les projets de formation d'un État polonais en union personnelle avec la Russie s'estompent peu à peu, cela n'empêche pas les activistes polonais de formuler des projets de plus en plus ambitieux quant aux frontières occidentales de la future Pologne. Il en est ainsi du projet territorial proposé par Adam Szelański<sup>43</sup>. Rédigé quelques mois après celui de Jankowski, il se fonde sur la distinction entre les frontières naturelles et ethniques de la Pologne, et

---

<sup>40</sup> (1857-1929). Poète, historien, et activiste social polonais.

<sup>41</sup> *Naród polski i jego ojczyzna*, 1914.

<sup>42</sup> Région orientale de la Lublinie bordant le Bug, elle est érigée en gubernia en 1912 pour y favoriser les processus de russification en profitant de l'existence en son sein d'une minorité ukrainienne.

<sup>43</sup> 1873-1961. Historien, professeur à l'Université de Lwów.



considère que les premières doivent être privilégiées par rapport aux secondes. Szełagowski dessine alors une sorte de pré carré polonais, où les frontières naturelles doivent être au nord la Baltique, au sud les Carpates, à l'ouest et à l'est des rivières. S'agissant de la frontière occidentale, il se prononce en faveur d'une frontière établie sur le cours moyen de l'Oder, la Noteć et la Brda, de sorte qu'elle engloberait toute la Silésie, une partie notable de la Terre de Lubusz, la Poméranie de Gdańsk mais sans la Poméranie occidentale. Au nord-est, il établit également la frontière avec la Lituanie sur le cours inférieur du Niémen, rattachant toute la Prusse orientale à la Pologne. La carte ainsi dessinée n'est plus très éloignée, à l'ouest, des frontières de 1945.

C'est justement pendant la Première Guerre mondiale qu'apparaît, pour la première fois, le projet d'une frontière occidentale polonaise sur l'Oder et la Neisse de Lusace. Il a été formulé par Bolesław Jakimiak, publiciste polonais, qui fait paraître en 1917 à Moscou puis en 1918 en Pologne le livre *la Frontière occidentale de la Pologne*<sup>44</sup>. De nombreux argumentaires sont repris par la suite pour défendre, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, l'idée d'une frontière germano-polonaise sur l'Oder et la Neisse de Lusace. Jakimiak part du principe que les territoires allemands à l'est de ces deux cours d'eau sont historiquement polonais et qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, ils ne sont germanisés que superficiellement. Ainsi proclame-t-il : « *Nous ne réclamons pas des terres étrangères, mais nous voulons que les terres polonaises, qui étaient sous la domination de la Pologne sous les Piast, reviennent à la Pologne. Nous voulons que la Pologne ait ses frontières naturelles, et ces dernières sont constituées par l'Oder et la Neisse de Lusace.* »<sup>45</sup>. Il précise même, dans une surinterprétation historique manifeste, que la frontière sur l'Oder et la Neisse de Lusace serait encore un acte magnanime de la part des Polonais. Selon lui, les terres polonaises, celles des premiers Piast, vont même au-delà de l'Oder et de la Neisse de Lusace. En cela aussi, Jakimiak annonce certains projets postérieurs à la Seconde Guerre mondiale<sup>46</sup>. Si Jakimiak renonce à revendiquer les deux dernières, il se prononce en faveur de l'établissement d'un État sorabe indépendant. Ses propositions de frontières sont précises et reprennent en grande partie le tracé de 1945 :

---

<sup>44</sup> *Zachodnia Granica Polski*. Le livre est écrit sous le pseudonyme de Mściwój Łahoda.

<sup>45</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (réd), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom I, O ziemię Piastów i polski lud 1795-1918 (de la Terre des Piast et du peuple polonais 1795-1918)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 223.

<sup>46</sup> Cf. chapitre 2, 1b.

À l'ouest la frontière de la Pologne (et de toute manière une partie des terres, appartenant jadis à la Pologne sur la rive gauche de l'Oder et Rügen resteraient en Prusse), naturelle, doit être située entre les îles de Wolin, qui doit appartenir à la Pologne, et Usedom, qui doit rester en Prusse. Ensuite la frontière doit traverser le delta de l'Oder, entre ces deux principales embouchures [...] L'embouchure de droite à l'est doit appartenir à la Pologne, la gauche avec Szczecin doit rester en Prusse. [...] Par la suite la frontière doit suivre le cours de l'Oder, dont le cours inférieur doit être neutralisé pour la navigation [...] L'Oder doit être la frontière entre la Pologne et la Prusse jusqu'à la confluence avec la Neisse.<sup>47</sup>

La Première Guerre mondiale apparaît ainsi comme le moment originel du projet de fixation de la frontière germano-polonaise sur l'Oder et la Neisse de Lusace.

Ce projet est cependant isolé et ne rencontre guère d'écho dans l'opinion publique polonaise, un peu plus sans doute chez les spécialistes de la question. D'autres projets fleurissent encore pendant la Grande Guerre. Celui de Włodzimierz Wakar<sup>48</sup> est original pour son traitement de la question de la Prusse orientale, qui préfigure certains projets polonais ultérieurs. S'il rattache à la Pologne la plupart des régions déjà citées précédemment : la Haute-Silésie, la Grande-Pologne, la Poméranie de Gdańsk, il effectue dans son programme territorial datant de 1917 un partage original de la Prusse orientale entre la Pologne, la Lituanie, laissant la Sambie et Königsberg en dehors de ces deux États : « *Il faudrait supprimer cette marge non seulement temporaire, mais même absurde. [...] la Pregolia devrait devenir la frontière polono-lituanienne avec la transformation éventuelle de Królewiec en Ville-Libre* »<sup>49</sup>. Deux points sont à signaler : la volonté de se ménager la Lituanie, afin de lui faire mieux accepter l'annexion de la Wilno/Vilnius à la Pologne en lui donnant cette compensation territoriale, une certaine lucidité quant à la capacité du futur État polonais à pouvoir mettre en valeur et peupler toute la Prusse orientale, d'où la solution d'ériger Königsberg en Ville-Libre.

Il convient maintenant de présenter la position officielle des représentants du mouvement national polonais concernant les frontières occidentales, précisée à maintes reprises par Dmowski entre 1917 et 1919. Dans divers documents, notamment un Mémoire remis en 1918 au Président Wilson et dans une note officielle de la Délégation polonaise à la Conférence de paix de Versailles adressée à Jules Cambon, un argumentaire complet concernant la frontière

---

<sup>47</sup> *Idem*, p. 222.

<sup>48</sup> (1885-1933). Économiste et statisticien.

<sup>49</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom I, O ziemię Piastów i polski lud 1795-1918 (de la Terre des Piast et du peuple polonais 1795-1918)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 215. *Królewiec* est le nom polonais de Königsberg.

occidentale réclamée par les Polonais est présenté. Les revendications polonaises à l'égard de l'Allemagne sont modérées au regard de la plupart des projets présentés précédemment. De fait, la Délégation polonaise à Versailles demande le rattachement à la Pologne de la Haute-Silésie, de la Grande-Pologne, de la Poméranie de Gdańsk et des régions méridionales de la Prusse orientale, la Varmie et la Mazurie. S'agissant du reste de la Prusse orientale, présentée comme un danger pour l'existence même d'une Pologne indépendante, une solution de compromis est présentée entre la solution polonaise (annexion totale ou partage avec la Lituanie) et la solution allemande (maintien en Allemagne) :

Si la Pologne doit véritablement être une nation libre, indépendante de l'Allemagne, deux solutions sont seulement envisageables pour résoudre la question de la Prusse orientale : soit la province de Królewiec [...] doit être rattachée à la Pologne sous forme d'autonomie, soit elle doit devenir une petite république indépendante, liée à la Pologne par une union douanière.<sup>50</sup>

À la fin de la Première Guerre mondiale, et avant même l'issue de la Conférence de paix, les écrivains, politiques et activistes polonais tendent à mettre en avant les confins occidentaux. De la sorte, ces derniers s'ancrent durablement dans la conscience nationale polonaise. De tous les projets présentés, quelques tendances se dégagent : des territoires sont identifiés comme étant sans conteste polonais, d'autres comme polonais mais dont on ignore si les revendications vont pouvoir être satisfaites, d'autres enfin dont la possession est envisagée mais très peu certaine. Le tableau suivant synthétise ces projets :

Projets	Silésie de Cieszyn	Haute-Silésie	Basse-Silésie	Terre de Lubusz	Grande-Pologne	Poméranie occidentale	Poméranie de Gdańsk	Varmie-Mazurie	Reste de Prusse orientale
Jankowski	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	Nord de l'Oder	<b>Non</b>	<i>oui</i>	<b>Non</b>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<b>non</b>
Szelągowski	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	Nord de l'Oder	<i>Oui</i>	<i>oui</i>	<b>Non</b>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>
Jakimiak	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>Oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	En partie
Wakar	En partie	<i>Oui</i>	<b>Non</b>	<b>non</b>	<i>oui</i>	<b>Non</b>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	En partie
Dmowski	En partie	<i>Oui</i>	<b>Non</b>	<b>non</b>	<i>oui</i>	<b>Non</b>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<b>non</b>

**Tableau synthétisant les différents projets territoriaux polonais**

<sup>50</sup> *Idem*, p. 228.

Une sorte de gradient de priorité des diplomates polonais concernant les régions des confins occidentaux peut être tiré de ce tableau. Il ressort que les objectifs principaux de la Pologne sont avant tout la Grande-Pologne et la Poméranie de Gdańsk, perçues comme terres historiques de la Pologne puisque lui appartenant avant 1772. Dans une moindre mesure, les terres identifiées pareillement à la Pologne sont la Haute-Silésie, la Silésie de Cieszyn et la Varmie-Mazurie, même ces terres n'ont pas appartenu à la Pologne avant les partages. Enfin, les terres convoitées mais avec une conviction moindre sont la partie septentrionale de la Basse-Silésie et la région de Lubusz, tandis que la Poméranie occidentale et le Nord de la Prusse orientale sont assez peu mentionnées. Le sort de l'appartenance politique des confins occidentaux se joue en trois ans, et d'abord à la Conférence de la paix à Versailles.

## 2. Gagner la paix : la longue lutte pour les confins occidentaux (1918-1921)

Les négociations pour finaliser le Traité de Versailles sont longues, et l'un des points d'achoppement est la question des modifications territoriales affectant l'Allemagne. Deux attitudes s'opposent : la France est partisane d'un affaiblissement maximal de l'Allemagne tandis que le Royaume-Uni est plus indulgent envers l'Allemagne pour des raisons d'équilibre géopolitique. Alors que les Français sont plus enclins à approuver les revendications polonaises, les Britanniques se montrent bien plus réticents. La résolution de la question occidentale se complique davantage par la question de l'accès de la Pologne à la Mer baltique, treizième proposition des Quatorze points pour la paix présentés par Wilson le 8 janvier 1918. Après d'âpres négociations, le Traité de Versailles, signé le 28 juin 1919 une double solution de compromis : un tracé de la frontière qui ne donne pas autant de territoires à la Pologne qu'elle le voudrait mais fait perdre à l'Allemagne plus de territoires que ce qu'elle était capable d'accepter, et l'organisation de plébiscites pour sceller le sort de certains territoires faisant l'objet d'un contentieux. Le Traité prévoit la rétrocession à la Pologne de l'essentiel du Grand-Duché de Poznań et de la Prusse occidentale. La frontière, pour ces deux régions, est fixée selon des critères ethniques. S'agissant des autres territoires, aux populations mêlées, le Traité de Versailles s'en remet aux critères démocratiques : c'est ainsi qu'il est décidé que deux plébiscites vont se tenir, l'un en Haute-Silésie, l'autre en Varmie-Mazurie, pour déterminer l'appartenance de ces deux territoires.

Le temps séparant la fin des négociations de Versailles des plébiscites<sup>51</sup> est mis à profit par les deux parties pour faire campagne pour le maintien ou le rattachement de ces régions et pour essayer, en publiant livres et articles, de gagner à sa cause l'opinion publique et politique internationale. Côté polonais, deux types d'actions relevant à la fois des domaines scientifiques et idéologiques sont réalisées. Il s'agit de faire face au discours pro-allemand émanant de diverses institutions scientifiques qui sont mobilisées afin de démontrer la germanité des confins occidentaux en défendant le point de vue polonais à travers un certain nombre de brochures, de livres ou d'articles.

Un certain nombre de spécialistes polonais cherchent à institutionnaliser les recherches concernant les confins occidentaux. Prenant modèle sur l'Allemagne, qui possède de nombreux instituts chargés d'écrire l'histoire de ces régions du point de vue allemand, comme l'*Osteuropa Institut* à Breslau ou l'*Ostland Institut* de Dantzig, ces spécialistes polonais profitent de la création de l'Université de Poznań, en mai 1919, pour développer des structures de recherches analogues. Cette université a pour but entre autres la production des savoirs sur les territoires revendiqués comme polonais et non-rattachés à la Pologne. C'est au sein de l'Université de Poznań que va se rassembler toute une génération de chercheurs en sciences humaines et que va se former, dans l'entre-deux-guerres, une nouvelle génération sensibilisée à ces thématiques qui arrive à maturité pendant et après le second conflit mondial. Un exemple de spécialiste se donnant la tâche de défendre la polonité des confins occidentaux sera cité. Il s'agit de Mikołaj Rudnicki<sup>52</sup>. Il fonde en 1921 un Institut slave occidental au sein de l'Université de Poznań, disposant d'une revue, *Slavia occidentalis*<sup>53</sup>. Le but de cette dernière est l'étude des traces de la langue et de la culture slave sur un territoire allant à l'ouest jusqu'à l'Elbe et la Saale, programme de recherches dont les résultats peuvent aisément être mobilisés à des fins politiques.

Dans un contexte de guerre polono-bolchévique qui n'est pas favorable à la question occidentale, paraissent cependant un assez grand nombre de publications qui se concentrent sur deux thématiques : celle des régions où sont prévus les plébiscites, sur laquelle on reviendra ultérieurement car elle est largement développée dans la période de l'entre-deux-guerres, et la question du statut de Gdańsk. Selon les clauses du Traité de Versailles, une

---

<sup>51</sup> Le plébiscite a eu lieu le 11 juillet 1920 en Varmie-Mazurie et le 20 mars 1921 en Haute-Silésie.

<sup>52</sup> Pour sa biographie, cf. plus en détails le chapitre 4, IA.

<sup>53</sup> Revue paraissant de 1921 à 1939, puis depuis 1960.

solution de compromis a de nouveau été trouvée : l'Allemagne faisant valoir que la population de Gdańsk est à près de 95 % allemande, la Pologne faisant valoir que la possession de la ville et surtout de son port est cruciale pour sa survie économique, le Traité de Versailles finit par ne donner la ville à personne et l'érige en Ville Libre de Dantzig, avec des facilités pour la Pologne pour se servir de son port. Cette solution ne convient à aucun des deux pays, et les spécialistes polonais essaient de démontrer le tort porté à la Pologne par cette solution. L'une des personnes qui a le plus écrit sur ces questions est Antoni Chołoniewski<sup>54</sup>. Ses intérêts journalistiques symbolisent à eux seuls la réorientation partielle de l'opinion publique polonaise des confins orientaux vers les confins occidentaux. Après un voyage effectué avant-guerre dans les confins occidentaux, il devient un des plus ardents défenseurs de leur polonité. Après avoir écrit en 1913 *au Bord de la mer polonaise*, il écrit en 1919 *Gdańsk et la Poméranie*<sup>55</sup>, dans lequel il défend le rattachement à la Pologne de toute la Prusse occidentale allemande. Ainsi, dans la brochure précédemment citée concernant la Poméranie, sont synthétisés les arguments polonais quant à la possession de Gdańsk :

Premièrement, pour entretenir librement et directement des contacts avec le monde, deuxièmement, pour gérer ses routes maritimes, [...] troisièmement pour contrôler l'embouchure de son artère fluviale, la plus importante et plutôt l'unique, qu'est la Vistule. [...] Pour satisfaire ces postulats, existentiels, importants et élémentaires, nous ne voulons ni n'avons besoin de mettre la main sur la propriété de quelqu'un d'autre. Il suffit que l'on nous redonne nos propriétés historiques, géographiques et nationales. Ces propriétés sont Gdańsk et la Poméranie de Gdańsk.<sup>56</sup>

Ces remarques sont révélatrices de deux grands types d'arguments qui vont être constamment utilisés par la suite : des arguments émotifs, catégoriques, qui ne souffrent en soi d'aucune discussion possible, assumant un parti pris (ici la polonité de Gdańsk du fait de sa longue appartenance à l'État polonais), plutôt destinés aux Polonais, d'autre part des arguments plus objectifs, destinés à des non-Polonais, qui essaient de convaincre du bien-fondé, voire de la logique du rattachement de ces territoires à la Pologne. Il s'agit ici des premiers arguments présentés, soit géographiques (Gdańsk débouché de la Vistule, colonne vertébrale de la

---

<sup>54</sup> (1872-1924). Journaliste et publiciste, sympathisant de la Démocratie-nationale.

<sup>55</sup> En polonais : *nad polskim Morzem et Gdańsk i Pomorze*. La deuxième, qui nous intéresse plus particulièrement ici, a pour titre complet (ce qui est révélateur) : *Gdańsk et la Poméranie. Justification de nos droits à la Baltique*.

<sup>56</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), SMOLKA Leonard, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom II, Między listopadem a wrześniem w Polsce Niepodległej (1918-1939) (Entre novembre et septembre dans la Pologne indépendante, 1918-1939)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 23.

Pologne), soit économiques (Gdańsk fenêtre de la Pologne sur le monde), soit enfin stratégique (gage d'indépendance économique par rapport à l'Allemagne). Si ces argumentaires ne débouchent sur aucune avancée concrète, ils contribuent à ancrer davantage les confins occidentaux dans l'imaginaire des Polonais, et ce au moment même où une série d'événements vont détacher les regards des Polonais de la situation à l'est du pays.

Face à la répression des autorités allemandes, et dans l'espoir d'être rattachés à la Pologne, une partie des Silésiens se soulève le 16 août 1919. Il s'agit de la première insurrection silésienne, rapidement matée par les forces allemandes, et qui prend fin dès le 24 août 1919. La deuxième insurrection silésienne, qui a lieu du 19 au 25 août 1920, est déclenchée pour des motifs similaires ; légèrement mieux organisée que la première, elle s'étend sur des territoires plus importants mais est encore plus rapidement contenue que la première. Parallèlement se met en place une Commission interalliée de gouvernement et de plébiscite de Haute-Silésie. L'État polonais, préoccupé par la guerre polono-bolchévique n'a pas les moyens de soutenir les insurgés efficacement. Un peu avant la deuxième insurrection silésienne a eu lieu le premier plébiscite, concernant la Varmie-Mazurie, le 11 juillet 1920, alors que les troupes polonaises refluent vers Varsovie et que l'existence de l'État polonais, au moins comme entité indépendante, est pour le moins compromise. La victoire allemande est sans appel, puisque seuls 3,5 % des votants ont voté pour le rattachement de la Varmie-Mazurie à la Pologne. Seules huit communes limitrophes de la Pologne et ayant voté majoritairement en faveur de la Pologne sont par la suite rattachées à la Pologne. Concernant la Silésie en revanche, les puissances alliées s'efforcent d'intervenir au mieux afin de garantir le bon déroulement du scrutin (celui en Varmie-Mazurie s'est déroulé dans une atmosphère de pression de la part des Allemands). Sur l'avis de Romer, le gouvernement polonais demande à ce que ceux que l'on appelle les émigrés, Hauts-Silésiens n'habitant plus dans la région, puissent prendre part au vote. La demande est acceptée, mais contrairement à ce que le gouvernement pensait, ces électeurs, qui représentent près de 20 % du corps électoral, votent à près de 90 % pour l'Allemagne. Leur participation change complètement la signification du résultat du scrutin : avec ces émigrés, le résultat officiel du plébiscite du 20 mars 1921 est de 40 % de voix en faveur de la Pologne, 59,5 % en faveur de l'Allemagne. Si les émigrés n'y avaient pas participé, le vote en faveur de la Pologne l'aurait emporté de peu. La Commission interalliée finit par proposer un partage de la Haute-Silésie, mais celui-ci est considéré comme inadmissible pour la Pologne, cette dernière ne récupérant qu'une petite extrémité méridionale

de la Haute-Silésie, sans aucune ville ni industrie importante. La proposition alliée met de nouveau le feu aux poudres, et le 2 mai 1921 se déclenche la troisième insurrection silésienne, qui se poursuit jusqu'au cessez-le-feu du 5 juillet 1921. Après des succès initiaux, les Polonais ont commencé à reculer et sont sur la défensive. Une nouvelle phase de délibérations s'ensuit, à l'issue de laquelle la Pologne récupère, courant 1922, un petit tiers de la Haute-Silésie, mais 65 % des industries du Bassin houiller et sidérurgique. Ce compromis ne règle rien, car de nombreux Polonais demeurent dans la partie de la Haute-Silésie non rattachée à la Pologne, tandis que dans les villes annexées par la Pologne habite un nombre important d'Allemands.

Malgré le rattachement de régions importantes comme la Grande-Pologne et une partie de la Poméranie de Gdańsk, l'échec du plébiscite en Varmie-Mazurie, la non-annexion de Gdańsk et enfin le demi-échec en Haute-Silésie, font naître un fort courant, au sein de la population comme des élites polonaises, remettant en cause l'ordre né à Versailles.

### *C. L'entre-deux-guerres : le révisionnisme polonais à l'égard de Versailles (1921-1939)*

#### 1. Les aléas de la politique de la II<sup>ème</sup> République et la question occidentale

La question occidentale est, dans l'entre-deux-guerres, assez fortement tributaire de l'évolution de la vie politique de la jeune république polonaise. Selon les partis au pouvoir, la thématique des confins occidentaux est plus ou moins mise en avant ou encouragée par le pouvoir politique. Quatre périodes peuvent être identifiées. La première correspond à la période parlementaire de la II<sup>ème</sup> République de Pologne (1919-1926). Le pouvoir est dominé par les conservateurs, les démocrates-chrétiens et les agrariens, qui sont majoritairement sensibles à la question occidentale. En revanche, après le coup d'État du maréchal Piłsudski en 1926, les choses changent progressivement. S'ouvre alors une deuxième période, durant laquelle la question occidentale est reléguée au second plan. En effet, le Maréchal et les milieux qui le soutiennent se désintéressent assez largement de ces territoires. La signature du pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie, en janvier 1934, réoriente la politique étrangère polonaise. S'ouvre alors une troisième période pendant laquelle le gouvernement pro-Piłsudski, tout à son idée de rapprochement avec l'Allemagne, essaie de ne pas évoquer les sujets sensibles, dont font partie les confins occidentaux. Ces derniers sont donc négligés par le gouvernement polonais, et les discussions autour de cette question se font sous contrôle étroit de l'autorité gouvernementale. Cette période se poursuit jusqu'à la fin de 1937. Enfin, le



quatrième temps est celui des deux dernières années précédant la guerre : parallèlement à un durcissement du régime polonais, qui évolue vers un autoritarisme de plus en plus nationaliste, les relations germano-polonaises se tendent à nouveau, ce qui est favorable à une remise au goût du jour de la question occidentale.

Ces rapports compliqués au politique n'empêchent pas l'institutionnalisation de la question occidentale. Dans la Pologne de l'entre-deux-guerres, un ensemble d'institutions se met en place pour traiter de l'histoire, la géographie, l'ethnographie des confins occidentaux, ceux qui sont déjà en Pologne comme la Grande-Pologne ou la Poméranie de Gdańsk, ou ceux qui n'y sont pas pour l'instant, comme la majorité de la Haute-Silésie ou la Varmie-Mazurie. L'Université de Poznań devient rapidement une pépinière de futurs chercheurs s'intéressant à ces thématiques. Outre Mikołaj Rudnicki, déjà cité, deux autres personnes ont joué un rôle important dans l'institutionnalisation et la popularisation de la question des confins occidentaux. Le premier de ces précurseurs est Teodor Tyc<sup>57</sup>. En 1922, il fonde un périodique qui se veut à la fois scientifique et engagé dans la défense de la polonité des confins occidentaux de la Pologne, qui porte le nom, significatif, de *la Tour de guet occidentale*<sup>58</sup>. En parallèle, il est l'un des cofondateurs de l'Union de défense des confins occidentaux (UDCO), association fondée l'année précédente, et donc les buts principaux sont la popularisation des savoirs sur les confins occidentaux auprès de la population polonaise, et la lutte contre le révisionnisme allemand. La deuxième figure de proue des spécialistes des confins occidentaux est Józef Kostrzewski<sup>59</sup>, archéologue organisateur de l'école d'archéologie de Poznań qui mène dans les années 1920 et 1930 de nombreuses fouilles dans les régions de Grande-Pologne et de Poméranie de Gdańsk. Le résultat de ces recherches est la formulation de la théorie de l'autochtonie des populations slaves dans les bassins de l'Oder et de la Vistule, afin de démontrer l'antériorité du peuplement slave de ces territoires par rapport au peuplement germanique. Autour de l'Université de Poznań se constitue ainsi un pôle scientifique centré sur l'Institut occidental, ayant une résonance certaine dans les débats scientifiques, grâce aux revues précédemment citées. Toujours dans la même université

---

<sup>57</sup> 1896-1927. Jeune historien spécialisé, entre autres, dans le droit, il fait partie du mouvement indépendantiste polonais.

<sup>58</sup> *Strażnica zachodnia*. Revue de l'Union de Défense des confins occidentaux paraissant de 1922 à 1933.

<sup>59</sup> Cf. chapitre 4, IA.

Stanisław Popławski<sup>60</sup> fonde un Institut de géographie. Popławski rassemble autour de lui tout un groupe de géographes intéressés par la thématique des confins occidentaux et des relations germano-polonaises. C'est notamment lui qui est à l'origine d'une conception de la Poméranie qui en fait une région géographique allant de l'embouchure de l'Oder à celle du Niémen, ouvrant la voie à une revendication de l'ensemble du territoire par la Pologne. Deux instituts de recherches destinés à des parties des confins occidentaux sont également fondés dans les années ultérieures : l'Institut baltique en 1925 à Toruń, spécialisé dans l'histoire de la Poméranie et l'histoire maritime de la Pologne, et l'Institut silésien fondé en 1935 à Katowice, spécialisé dans l'histoire de la Silésie. Si un dispositif scientifique important a été fondé pendant l'entre-deux-guerres pour étudier les confins occidentaux, son développement a été dépendant des relations entretenues avec le pouvoir politique. Ainsi, en 1934, l'UDCO, considérée comme trop germanophobe par le gouvernement, est transformée en Union occidentale polonaise (UOP), plus neutre. De même, les milieux liés à la question occidentale désirent fonder une nouvelle Université à Toruń, dont le rôle serait de soutenir celle de Poznań dans les recherches sur les confins occidentaux. Après des hésitations, le gouvernement de la Sanacja refuse finalement la création de cette université, ce qui montre la relative marginalisation de la question occidentale par le pouvoir politique durant la majeure partie des années 30.

Malgré les aléas en termes de moyens et de soutien étatique, l'Université de Poznań, ainsi que dans une moindre mesure les Instituts baltique et silésien, ont non seulement contribué à ancrer encore davantage les territoires occidentaux dans les mentalités polonaises, mais aussi à former toute une génération de jeunes chercheurs qui vont se révéler précieux après 1945. Ces chercheurs seront présentés plus en détails postérieurement, mais on peut en faire une rapide synthèse.<sup>61</sup> Le centre universitaire de Poznań a ainsi formé Zdzisław Kaczmarczyk, futur directeur de l'Institut occidental, fortement engagé dans le combat pour la polonité des confins occidentaux, puis dans leur aménagement sous le nom de territoires recouverts après la Seconde Guerre mondiale. Un autre étudiant en droit de Poznań qui s'est lui aussi reconverti dans l'histoire, Michał Sezaniecki, est formé dans les années 1930. De même, Maria Kiełczewska, géographe, a été formée dans l'entre-deux-guerres à l'Institut de géographie de Poznań. On pourrait encore citer Zygmunt Wojciechowski, l'un des plus grands spécialistes

---

<sup>60</sup> 1882-1940. Géographe lié à la Démocratie-nationale. Recteur de l'Université de Poznań en 1932-1933, il est fusillé par les Allemands le 6 janvier 1940.

<sup>61</sup> Cf. chapitre 4, I (notamment le IB).

des confins occidentaux polonais, qui s'il n'a pas fait ses études à Poznań mais à Lwów, a débuté sa carrière universitaire à l'Université de Poznań : c'est lui qui donne l'impulsion majeure à une théorisation de la pensée occidentale telle qu'elle se réalise sous la II<sup>ème</sup> République polonaise.

## 2. La théorisation de la pensée occidentale polonaise

L'entre-deux-guerres est un moment majeur pour les sciences sociales polonaises, et notamment pour la thématique de la question occidentale. Jusqu'alors, les savoirs consacrés à cette dernière étaient forgés de manière isolée, par des personnes aux professions très diverses, et qui n'avaient pas une perception unifiée de ce thème. L'entre-deux-guerres est le moment où de la question occidentale émerge une « pensée occidentale polonaise ». Trois définitions peuvent être données d'elle : il s'agit d'un programme de revendications territoriales, discours visant à légitimer le rattachement à la Pologne des territoires revendiqués, d'un mouvement politique et historiographique porteur de ce programme et de ce discours, et de l'ensemble des connaissances sur ces territoires en termes de sciences sociales. Pour synthétiser, elle est un courant géopolitique qui, au nom d'une conception piastienne de la nation, promeut une réorientation de la Pologne vers les confins occidentaux<sup>62</sup>. La pensée occidentale systématise et idéologise les savoirs occidentaux, et donne une réponse unifiée non seulement au dilemme géopolitique existentiel de la Pologne : se tourner vers l'est ou vers l'ouest, mais répond d'une manière claire à la question occidentale : la Pologne doit se tourner résolument vers l'ouest, avec ou sans les confins orientaux, et ses frontières doivent aller le plus loin possible à l'ouest, indépendamment de la nationalité des populations habitant les confins occidentaux.

La pensée occidentale a été théorisée par de nombreux chercheurs qui ont apporté leur pierre à la perception de la Pologne comme État slave originellement et résolument ancré à l'ouest et qui ne peut réellement exister sans ses confins occidentaux. Le penseur qui a théorisé de la manière la plus aboutie le programme territorial de la pensée occidentale, est Zygmunt Wojciechowski. Deux ouvrages parus en 1939 synthétisent son point de vue sur la question occidentale et donne la version la plus complète de la pensée occidentale polonaise d'avant-guerre. Le premier, plus scientifique, est *La Pologne sur la Vistule et l'Oder au X<sup>e</sup> siècle*, le

---

<sup>62</sup> Cf. précédemment, au début du présent chapitre.

second, plus politique, est *l'Intégrité de la raison idéologique, fondement de l'unification*<sup>63</sup>. Dans ces deux livres, Wojciechowski bâtit un projet territorial centré sur la conception des terres maternelles de la Pologne<sup>64</sup> ; qui correspondent à la Pologne du X<sup>e</sup> siècle et des Piast, d'où la conception piastienne portée par la « pensée occidentale polonaise ». Wojciechowski considère que la cause principale du déclin puis de la disparition de la Pologne est d'avoir abandonné aux Allemands les confins occidentaux. Le programme territorial de Wojciechowski, à l'ouest, est similaire à celui de la Démocratie-nationale, mouvement dont il est proche, mais il s'en distingue par sa conception des frontières orientales et septentrionales : il les calque en effet radicalement sur celles de l'État des Piast du X<sup>e</sup> siècle, excluant une partie de la Lublinie en fixant la frontière dans le secteur sur le Wieprz et non sur le Bug et excluant aussi la Prusse. Il lie étroitement la possession des confins occidentaux à la puissance étatique : tant que la Pologne des Piast a possédé ces terres, elle a été puissante, à partir du moment où la Prusse a mis la main sur tous ces territoires, cette dernière est devenue une grande puissance européenne. Cette idée se retrouve dans le chapitre du livre mentionné *l'Intégrité de la raison idéologique, fondement de l'unification*, « Remarques sur le rôle des terres occidentales dans l'organisme étatique polonais » :

durant tout le début de l'époque des Piast, que nous pouvons faire aller jusqu'au XII<sup>ème</sup> siècle, la frontière occidentale de la Pologne était formée par l'Oder ainsi que par les rivières s'y déversant, le Bóbr<sup>65</sup> et la Kwisza (vers le sud). Pour l'Empire, la question de la domination de la Pologne revenait essentiellement au problème de franchissement de l'Oder.<sup>66</sup>

Cette relecture idéologique de l'histoire établit donc un parallèle entre recul et affaiblissement polonais et avancée vers l'est et renforcement allemands vers l'est. La pensée occidentale ne se contente pas de privilégier un développement de l'État polonais vers l'ouest, elle cherche à le réorienter et à le recentrer, en mettant fin à toute expansion orientale, pensée rare et originale chez les Polonais de l'époque.

---

<sup>63</sup> En polonais, respectivement : *Polska nad Wisła i Odrą w X wieku* et *Pelnia racji ideowej, podstawą zjednoczenia*. Le second livre est paru à Poznań, dans la collection „l'Avant-garde de l'État national”, titre particulièrement significatif de l'un des présupposés de la pensée occidentale polonaise.

<sup>64</sup> *Ziemie macierzyste*. On pourrait également traduire par originelle.

<sup>65</sup> Il s'agit d'une rivière affluent gauche de l'Oder, dont le cours est parallèle à celui de la Neisse de Lusace, mais qui est situé à une cinquantaine de kilomètres plus à l'est que cette dernière.

<sup>66</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (réd.), SMOLKA Leonard, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom II, Między listopadem a wrześniem w Polsce Niepodległej (1918-1939) (Entre novembre et septembre dans la Pologne indépendante, 1918-1939)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 170.

La pensée occidentale regroupe un ensemble de thématiques peu à peu étoffées ; seront recensées ici seulement les trois directions de recherches de l'entre-deux-guerres : la problématique des confins occidentaux et en premier lieu la question de la Haute-Silésie, la question de l'accès de la Pologne à la mer et à travers elle, celle de la Poméranie, enfin, le problème de la Prusse orientale.

La question des confins occidentaux non rattachés à la Pologne, en particulier de ceux qui sont ethniquement polonais, comme la Haute-Silésie, est le fondement du révisionnisme polonais à Versailles. La Haute-Silésie tient un rôle particulier dans le discours revendicatif des Polonais car c'est la plus grande zone de concentration de Polonais en dehors des frontières de la Pologne. De même, elle est particulièrement visée par le révisionnisme polonais pour sa richesse économique et, dans une moindre mesure, sa valeur stratégique. On trouve un exemple de cette pensée dans l'ouvrage de Czesław Romuald Klarner, *la Silésie et la Poméranie comme symboles de notre indépendance*<sup>67</sup>. Dans cette œuvre, avant tout destinée à contrer le révisionnisme allemand, Klarner fait de la possession par la Pologne de la Haute-Silésie et la Poméranie de Gdańsk, la condition de l'existence de la Pologne :

À quoi ressemblerait la Pologne sans la Haute-Silésie et sans la parcelle de sa propre mer ? L'espace de la République se réduirait d'à peine 2 %, et sa population baisserait de 6 %, mais la structure subirait un changement notoire. Nous perdriions environ 40 % de notre industrie et nous deviendrions un pays purement agraire. En même temps nous serions privés d'autonomie dans nos exportations. La perte des ports en faveur de l'Allemagne provoquerait un encerclement économique total de la Pologne par une nation qui lui est éternellement hostile ;<sup>68</sup>

L'auteur réclame même que toute la Haute-Silésie, ou du moins tout le bassin industriel, soit rattaché à la Pologne.

Conjointement à cette problématique, les publicistes et les scientifiques polonais soulignent la nécessité pour la Pologne d'avoir un large accès à la mer. Le corridor polonais ne garantit pas à leurs yeux l'indépendance de la Pologne face à l'expansionnisme allemand. De telles

---

<sup>67</sup> *Śląsk i Pomorze jako symbole naszej niezależności*, Toruń, 1932. Czesław Klarner (1872-1957) est un ingénieur, économiste, entrepreneur. Il a été ministre de l'industrie et du commerce, ainsi que ministre des finances pendant la II<sup>ème</sup> République.

<sup>68</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), SMOLKA Leonard, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom II, Między listopadem a wrześniem w Polsce Niepodległej (1918-1939) (Entre novembre et septembre dans la Pologne indépendante, 1918-1939)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 139.

pensées se retrouvent dans le travail de Stanisław Grabski *l'État national*<sup>69</sup>. Grabski y critique l'étroitesse du corridor de la Poméranie polonaise : « *Nous n'avons aucune bonne raison de prétendre, alors que les Allemands disent que le corridor poméranien est un non-sens, qu'il est parfait. Il est réellement un non-sens, car il est trop étroit, trop difficile à défendre contre une attaque allemande, car il est trop étroit comme accès à la mer,* »<sup>70</sup>. La pensée de l'auteur est ici développée de manière originale, car l'auteur semble tomber d'accord avec les Allemands sur un point important : l'absurdité des frontières héritées de Versailles. La non possession de Gdańsk est constamment critiquée dans l'entre-deux-guerres, et les publicistes comme les scientifiques polonais n'arrêtent pas d'indiquer l'insignifiance du petit littoral baltique, 140 kilomètres. Face aux possibilités limitées pour la Pologne de profiter économiquement de la Ville Libre de Gdańsk, notamment à partir de la guerre douanière germano-polonaise de 1925, le port de Gdynia est certes construit à partir de 1922, mais cette nouvelle fenêtre polonaise sur le monde est quasiment isolée de la Pologne, à l'extrémité nord du corridor poméranien. La question de la modestie de l'ouverture de la Pologne sur la Baltique est reliée à un autre problème, celui de la Prusse orientale.

Le problème de l'enclave de la Prusse orientale n'est pas seulement perçu comme tel par les Allemands, qui mettent en avant l'absurdité ou l'injustice de la division territoriale de l'Allemagne, il est également traité ainsi par les Polonais. Pour ces derniers, la Prusse orientale est un bastion avancé de l'expansion allemande. Ce problème est lié étroitement à la question des Varmiens et des Mazures, toujours soulevée malgré les résultats du plébiscite de 1920. Les deux arguments principaux des spécialistes polonais pour justifier les revendications polonaises sur cette région sont d'une part la minoration de l'importance de ces territoires pour l'Allemagne, qui apparaissent comme un poids économique, et le risque stratégique qu'ils représentent pour la Pologne en cas de guerre avec l'Allemagne. Ces arguments ne seront ici qu'évoqués pour montrer que, dès avant 1939, se mettent en place des schémas argumentatifs qui vont être développés et encore enrichis pendant et après la guerre. Concernant la thèse de l'arriération économique de la Prusse orientale, on peut citer par

---

<sup>69</sup> *Państwo narodowe*, Lwów, 1929. Stanisław Grabski (1871-1949) est un économiste et un député lié à la Démocrati-nationale. C'est le frère de Władysław Grabski, qui a été le premier ministre polonais et fondateur du *złoty*

<sup>70</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), SMOŁKA Leonard, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom II, Między listopadem a wrześniem w Polsce Niepodległej (1918-1939) (Entre novembre et septembre dans la Pologne indépendante, 1918-1939)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 129-130.

exemple le travail d'Antoni Plutyński *La Prusse orientale. Passé et présent*<sup>71</sup>. Ainsi, Plutyński déclare :

L'essence du déclin de la Prusse orientale réside dans son lien économique avec le Reich allemand, obligeant cette pauvre contrée à vivre dans un état de dépendance vis-à-vis des subventions étatiques. Ce lien économique rend impossible l'exploitation de la seule grande opportunité de développement de la Prusse orientale, son littoral maritime et ses ports. »<sup>72</sup>

Non seulement la Prusse orientale est présentée comme une charge économique pour l'Allemagne, qui est censée la maintenir sous perfusion économique par des subventions, mais le développement même de la Prusse orientale est entravé par l'Allemagne. Implicitement, un nouvel argument est apporté en faveur de l'annexion de cette région par la Pologne, la conviction que seule la Pologne peut assurer un développement économique durable à la Prusse orientale, puisqu'elle représente son arrière-pays naturel. L'habileté des spécialistes polonais est de lier la question de la Poméranie de Gdańsk à celle de la Prusse orientale, en faisant remarquer que la seule solution cohérente est que ces deux régions fassent partie de la même entité politique : comme l'Allemagne ne peut plus se passer de la Prusse orientale que la Pologne de la Poméranie de Gdańsk, il faudrait donc que la Prusse orientale soit rattachée à la Pologne. Un pareil raisonnement se voit dans une œuvre de Michał Howorka *la Lutte pour la Grande Pologne*<sup>73</sup>. Howorka y précise que :

Nous devons nous convaincre que la direction de notre expansion politique, que le but de notre politique extérieure est le recouvrement de la Prusse orientale. La Poméranie ne sera jamais sécurisée d'une invasion allemande, si la Prusse orientale ne revient pas à la Pologne. La paix en Europe ne sera jamais certaine et restera toujours une illusion, tant qu'à l'Est existera un nid de tensions et de guerre éternels, comme l'ont été l'Ordre Teutonique et par la suite l'État prussien.<sup>74</sup>

---

<sup>71</sup> *Prusy Wschodnie. Przeszłość i teraźniejszość*, Poznań, 1932. Plutyński (1880-1965) est un publiciste, industriel et économiste, lié à la Ligue nationale, puis à la Démocratie-nationale.

<sup>72</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), SMOŁKA Leonard, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom II, Między listopadem a wrześniem w Polsce Niepodległej (1918-1939) (Entre novembre et septembre dans la Pologne indépendante, 1918-1939)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 136.

<sup>73</sup> *Walka o wielką Polskę*, Poznań, 1934. Howorka (1900-1942) est un juriste et homme politique lié à la Démocratie-nationale. Il meurt le 10 mars 1942 à Auschwitz.

<sup>74</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), SMOŁKA Leonard, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom II, Między listopadem a wrześniem w Polsce Niepodległej (1918-1939) (Entre novembre et septembre dans la Pologne indépendante, 1918-1939)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 143-144.

La comparaison entre la Prusse orientale et l'Ordre teutonique, épouvantail de la mémoire polonaise, est faite à dessein pour rehausser encore plus le danger d'une Prusse orientale allemande.

À partir de 1938, les relations diplomatiques se tendent entre la Pologne et l'Allemagne. Cette atmosphère de quasi avant-guerre est favorable à la thématique des confins occidentaux. Pour la première fois sans doute de l'histoire polonaise, cette question prend le pas sur celle des confins orientaux. Les écrits d'Artur Górski<sup>75</sup> révèlent ce tournant par la critique ouverte du tropisme oriental de la Pologne, l'accusant d'avoir été la cause de bien des maux polonais. Ainsi, dans *le Malaise de notre époque*<sup>76</sup>, Górski place la résolution de la question occidentale avant celle de la question orientale, le Traité de Versailles n'ayant réglé ni l'une, ni l'autre : « *L'ouest ou l'est, c'est le dilemme polonais. [...] Le règlement de la question occidentale entraînerait avec lui en son temps la résolution de tout l'ensemble de nos problèmes à l'Est. Le règlement politique à l'Est ne changerait pas notre situation à l'ouest, et ce faisant ne permettrait même pas de profiter à l'Est d'une conjoncture favorable.* »<sup>77</sup>. Plus largement, l'œuvre de Górski est un bon résumé de la pensée occidentale telle qu'elle est formulée à la veille de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte où le principal ennemi n'est plus l'URSS, mais l'Allemagne nazie :

Renonçant à la Silésie, ne prenant pas soin de la polonisation de Gdańsk, nous avons commencé à pousser vers l'est, à le parcourir confusément. Nous avons énormément dépensé en hommes et en ressources dans ces domaines au-delà du Niemen et du Bug. [...] Cependant quel est le résultat final après tant de difficultés avec l'épée et la charrue ? où en est-on aujourd'hui ? Les manoirs, les gentilhommières, les villages polonais sont au-delà du Zbrucz détruits, rasés presque complètement. Alors que la Silésie, la Poznanie, la Poméranie, étaient et demeurent polonaises. Arrachée pendant 600 ans, une partie de la terre silésienne revient à la République comme le fils prodigue à son père. »<sup>78</sup>

---

<sup>75</sup> (1870-1959). Écrivain, critique littéraire et publiciste.

<sup>76</sup> *Niepokój naszego czasu*, Varsovie, 1938.

<sup>77</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), SMOŁKA Leonard, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom II, Między listopadem a wrześniem w Polsce Niepodległej (1918-1939) (Entre novembre et septembre dans la Pologne indépendante, 1918-1939)*, (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, p. 165-166. En polonais: « Zachód i wschód- to polski dylemat. [...] Rozstrzygnięcie sprawy na zachodzie pociągało za sobą w danym czasie rozwiązanie całego kompleksu spraw naszych na wschodzie. Rozstrzygnięcie polityczne na wschodzie nie zmieniało położenia na zachodzie, a tym samym nie pozwalało na wykorzystanie pomyślnej koniunktury nawet i na wschodzie. ».

<sup>78</sup> *Idem*, p. 166.



À la veille de la Seconde Guerre mondiale, une partie non négligeable de la population polonaise, particulièrement celle liée au Mouvement national<sup>79</sup>, si elle ne veut pas renoncer aux confins orientaux encore possédés par la Pologne, considère que l'expansion de la Pologne vers l'est et la réalisation de l'idée jagellonne a causé plus de problèmes que de succès. Se constitue alors une nostalgie de l'État piastien, perçu comme État-nation intégralement polonais, seule structure étatique à même d'assurer puissance et stabilité à la Pologne, doublée d'un désir d'expansionnisme à l'ouest. La Seconde Guerre Mondiale, après bien des revers de fortunes, va permettre de réaliser cette idée, même si cela aura été au prix de l'abandon forcé des confins orientaux.

---

<sup>79</sup> *Stronnictwo narodowe*, le principal parti continuateur de l'idéologie de la Démocratie-nationale.

**Deuxième partie :**  
**Contextes et auteurs du discours occidental<sup>1</sup>**

---

<sup>1</sup> Par discours occidental, nous entendons le discours historique et politique polonais sur les territoires recouverts.



# **Chapitre 1 : le contexte international- la Pologne de la Seconde Guerre mondiale à la Guerre froide**

Le problème des territoires recouverts est une donnée importante, sinon fondamentale, d'une question géopolitique plus vaste : la question polonaise, qui tend régulièrement les relations entre les trois Grands pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette dernière comporte plusieurs dimensions : la question du tracé des frontières polonaises, celle de l'ancrage géopolitique de l'État polonais, et la question du régime politique de ce dernier. Aucune de ces trois composantes n'est définitivement réglée en 1945-1947, mais l'ordre établi à la faveur de la Guerre froide met le problème géopolitique polonais entre parenthèses pour près d'un demi-siècle, jusqu'à l'organisation d'élections partiellement libres le 4 juin 1989, la transition démocratique des années 1989-1990 et la signature du traité de Varsovie du 14 novembre 1990 reconnaissant définitivement la frontière germano-polonaise sur la Ligne Oder-Neisse. La période 1945-1961 est ici élargie à la Seconde Guerre mondiale pour une nécessaire contextualisation plus large. La Pologne va être étudiée dans un premier temps comme un problème en soi, en se demandant notamment si après 1945 la question polonaise joue encore un rôle fondamental dans la Guerre froide. Ensuite, les territoires recouverts seront évoqués en tant que problème géopolitique à part entière, pour voir enfin comment les régions anciennement allemandes influent sur les relations entre la République populaire polonaise et les deux États allemands. La question des territoires recouverts est ainsi l'occasion d'examiner à la fois un segment des relations Est-Ouest et permet de renseigner, derrière l'unanimité de façade de la fraternité socialiste, sur la réalité des relations internes au Bloc de l'Est.

## **I Le problème polonais dans la géopolitique de la Guerre froide**

La question des limites du territoire national polonais et de son régime politique est un des problèmes qui ont contribué à donner naissance à l'équilibre des forces qu'est la Guerre froide. Enjeu brûlant de la Seconde Guerre mondiale, le problème polonais tend à passer au

second plan dès la seconde moitié des années 1940, pour ressurgir ponctuellement à l'occasion des tensions chroniques de la politique intérieure de la République populaire polonaise.

### *A. Un enjeu de tensions pendant la Seconde Guerre mondiale*

La Pologne, son régime, sa situation géopolitique et surtout ses frontières sont l'un des principaux, sinon le principal enjeu de tensions entre Alliés pendant la guerre. Une lettre de l'ambassadeur britannique à Moscou envoyée à Eden en juillet 1945 décrit la question polonaise comme « la plus grande source particulière de friction entre l'Union soviétique et les alliés occidentaux »<sup>2</sup>. L'évolution de la question polonaise suit d'assez près l'évolution des relations entre le gouvernement polonais de Londres et l'Union soviétique entre 1939 et 1945. Les acteurs principaux de ce problème géopolitique sont le gouvernement de Londres puis celui, rival, de Lublin, et les trois Grands que sont l'URSS, le Royaume-Uni et les États-Unis. Pour retracer les changements dans les débats internationaux sur la Pologne, nous nous fonderons sur la trame chronologique de l'introduction du livre de Polonsky<sup>3</sup> qui, s'il est dépassé par son ancienneté notamment sur la question du rapport soviétique à la Pologne du fait du manque d'accès aux archives soviétiques, nous paraît rendre compte fidèlement de la chronologie des relations soviéto-polonaises. Les rapports entre les deux pays sont bien le fondement des débats sur la question polonaise, l'apport britannique, puis américain étant secondaire. Ils subissent en quelque sorte les alternances de tensions et de détente entre le gouvernement polonais en exil et celui de l'URSS.

#### 1. Septembre 1939- juin 1941 : un état de guerre de fait entre la Pologne de Londres et l'URSS

Malgré l'accord de non-agression signé en janvier 1932 entre la Pologne et l'URSS, cette dernière, conformément au protocole secret du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939 envahit les confins orientaux de la Pologne le 17 septembre. Bon nombre de malentendus entre Polonais et Soviétiques pendant la guerre proviennent de l'interprétation radicalement différentes de l'événement que les deux parties ont eue. Pour l'immense majorité des Polonais et leur gouvernement, il s'agit d'une déclaration de guerre implicite, qui

---

<sup>2</sup> POLONSKY Antony, *Great powers and the polish question, 1941-1945 : Documentary studies in Cold War origins*, London School of Economics and Political Science, Londres, 1976, p. 11.

<sup>3</sup> POLONSKY Antony, *op. cit.*

vient bafouer des accords internationaux, et met l'URSS sur un pied d'égalité avec l'Allemagne nazie : les deux pays sont considérés comme également ennemis. Pour les Soviétiques, l'explication officielle est celle d'une protection des minorités slaves orientales des confins pour les prémunir des affres de la guerre. L'opposition et l'hostilité à l'URSS est l'un des rares points d'accord de la classe politique polonaise durant toute la guerre. Anita Prazmowska, dans son livre sur la guerre civile en Pologne, met en avant l'hétérogénéité du gouvernement en exil de Londres, qui n'est guère cimenté que par l'hostilité envers l'Union soviétique et l'Allemagne<sup>4</sup>. Mis en place le 2 octobre 1939 par le général Sikorski, opposant au Maréchal Piłsudski et au régime autoritaire qu'il a contribué à mettre en place, c'est un gouvernement de compromis. Il repose avant tout sur les quatre partis opposants au régime de la *Sanacja* : le Parti socialiste polonais (PPS), le Mouvement populaire polonais (PSL), le Mouvement national (SN) et le Mouvement du travail (SP)<sup>5</sup>. Sont agrégés à ce gouvernement d'union nationale quelques piłsudskistes. Les différents acteurs de la scène diplomatique internationale essaient au cours de la guerre de jouer de cette diversité pour parvenir à leurs fins en politique étrangère, ce qui fait que même sur la question des rapports à l'URSS, le gouvernement ne parle pas toujours comme un seul homme.

## 2. Juin 1941- avril 1943 : un rapprochement pragmatique et limité entre Polonais et Soviétiques

L'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne bouleverse les relations diplomatiques entre pays occidentaux en guerre contre le régime nazi et l'URSS. Cette dernière, en devenant ennemie de l'ennemi du Royaume-Uni et de la Pologne, devient de fait leur alliée. Cela ne va pas de soi pour le gouvernement polonais de Londres ; Sikorski a des difficultés à faire accepter à son gouvernement les termes de l'accord Sikorski-Maïski. Signé le 30 juillet 1941, ce texte rétablit les relations diplomatiques entre la Pologne et l'URSS, et prévoit la création d'une armée polonaise en Union soviétique ainsi qu'une amnistie pour les Polonais qui y résident. Néanmoins, une partie du gouvernement de Londres, notamment les piłsudskistes, critiquent le fait qu'aucune garantie n'ait été donnée quant au maintien des anciennes frontières orientales de la Pologne. Durant cette période, des efforts sont faits de part et d'autre pour améliorer les relations, mais d'autres questions géopolitiques viennent entraver le

---

<sup>4</sup> PRAŽMOWSKA Anita, *Civil War in Poland 1942-1948*, Palgrave MacMillan, New York, 2004. Nous nous sommes surtout servis de l'Introduction, contextualisant notamment les rapports de forces au sein du gouvernement polonais.

<sup>5</sup> Dans l'ordre, il s'agit de partis : socialiste, agrarien, nationaliste, démocrate-chrétien.

processus. Ainsi, le projet d'union polono-tchécoslovaque déplaît grandement à l'URSS, qui s'efforce d'en limiter la portée et de le rejoindre. Un article de Tadeusz Kisielewski ainsi que les travaux de Wandycz<sup>6</sup> montrent les controverses politiques de ce projet. Pour le gouvernement de Sikorski, il doit s'agir d'une fédération, destinée à préserver l'Europe centrale de l'Allemagne et de l'Union soviétique, pour celui de Beneš, la formule confédérale conviendrait mieux, et cette union doit être dirigée contre l'Allemagne seule, pas l'Union soviétique perçue par Beneš comme le seul pays qui peut garantir la reconstitution de la Tchécoslovaquie dans ses frontières de 1938, quitte à acter la cession de la Ruthénie subcarpathique à l'URSS. Sans s'étendre sur les projets de cette union qui culminent en 1941-1942 et qui sont devenus en Pologne des sujets d'études courants ces dernières années<sup>7</sup>, il est intéressant de noter que l'échec de ce rapprochement tient autant à l'hostilité de l'URSS à ce projet dans les termes voulus par la Pologne qu'à l'incapacité de la Tchécoslovaquie et de la Pologne à s'entendre. L'absence du sens du compromis chez certains acteurs principaux a joué un rôle majeur dans la non-réalisation de cette union. Ainsi, côté tchécoslovaque, Beneš n'a su se départir de ses préjugés négatifs envers les Polonais, et assimile de manière trop rapide le gouvernement en exil à Londres à celui d'avant septembre 1939, ce qui rend difficile le compromis vers lequel certains membres de son gouvernement le poussaient. Il critique en outre la méfiance de la Pologne envers les Soviétiques. Côté polonais, si Sikorski se montre plus enclin au compromis, concernant le rapport à l'URSS et la question des confins orientaux, pour peu que des garanties soient données sur le maintien en Pologne de Lwów et Wilno et des compensations territoriales au détriment de l'Allemagne, sa marge de manœuvre est réduite par l'inflexibilité de la majeure partie de son gouvernement sur la question des frontières orientales. Enfin, les tensions polono-tchécoslovaques au sujet de la Silésie de Cieszyn, d'une manière moindre sur la question slovaque, ont rendu ce rapprochement encore plus difficile ; elles seront évoquées plus tard<sup>8</sup>. Dans une relation diplomatique compliquée, il n'est pas difficile à l'URSS de faire pression sur la Tchécoslovaquie, et Staline fait

---

<sup>6</sup> KISIELEWSKI Tadeusz, « Polski punkt widzenia w stosunkach polsko-czechosłowackich w okresie II Wojny Światowej » (le Point de vue polonais dans les relations polono-tchécoslovaques pendant la Seconde Guerre mondiale) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 32/3, pp. 135-157, 2000. Cf. notamment pour Wandycz : WANDYDZ Piotr, Stefan, *Czechoslovak-Polish Confederation and the Great Powers 1940-1943*, Greenwood Press, Westport, 1979. Les gouvernements en exil polonais et tchécoslovaques n'ont pas la même conception de ce que devrait être cette union.

<sup>7</sup> Cf. KOLENDO Ireneusz T., *Unia polsko-czechosłowacka (l'Union polono-tchécoslovaque)*, Księży Młyn, Dom Wydawiczy, Łódź, 2015.

<sup>8</sup> Cf. chapitre 7, IIA.

comprendre à Beneš qu'un projet d'union politique polono-tchécoslovaque pourrait avoir des conséquences négatives sur les relations soviéto-tchécoslovaques. L'URSS propose comme plan alternatif une union militaire entre les deux pays, à laquelle la Pologne se joindrait, ce que précisément elle refuse de faire. Le projet ne résiste pas à la fin de l'année 1942, et joue un rôle de plus en plus important dans la dégradation des relations entre Polonais et Soviétiques. Ainsi, le 16 janvier 1943 par exemple, l'URSS cesse de reconnaître les Polonais des confins orientaux comme des citoyens polonais, marquant une rupture nette avec la politique conciliatrice permettant aux Polonais, et notamment à ceux des régions annexées à l'URSS en 1939, de rejoindre l'Armée d'Anders.

### 3. Avril 1943- décembre 1943 : une rupture définitive entre la Pologne de Londres et l'URSS

La rupture dans les relations entre le gouvernement polonais de Londres et le pouvoir soviétique intervient en avril 1943, au moment des découvertes des fosses de Katyń par l'armée allemande. L'appel du gouvernement polonais à la Croix-Rouge pour mener une enquête sur ce massacre donne aux Soviétiques le prétexte pour rompre leurs relations diplomatiques avec les Polonais le 25 avril, ce qui leur permet de marginaliser le gouvernement de Sikorski au sein de la Grande Alliance. Depuis 1941-1942, avec les entrées en guerre successives contre l'Allemagne de l'URSS puis des Etats-Unis, le gouvernement polonais a perdu de l'importance comme allié aux yeux des Britanniques. Dans ce contexte, la rupture polono-soviétique est un coup dur supplémentaire porté au gouvernement de Londres, encore plus mis à l'écart. La mort de Sikorski dans des circonstances non éclaircies le 5 juillet 1943 porte implicitement le coup de grâce à la fois à l'audience du gouvernement polonais auprès des Alliés ainsi qu'aux espoirs des Anglo-saxons de pouvoir réconcilier Polonais et Soviétiques : « Sikorski était probablement le seul individu à la stature suffisante pour persuader les Polonais de l'émigration d'accepter des concessions plus grandes dans le but de parvenir à une sorte de *modus vivendi* avec les Soviétiques. »<sup>9</sup>. À partir de ce moment, de manière définitive, les Alliés occidentaux vont systématiquement privilégier et soutenir l'URSS face à la Pologne dans les conflits qui opposent ces deux pays. Les événements de la première moitié de 1943 convainquent définitivement Staline qu'aucun compromis ne peut être établi avec le gouvernement de Londres ; il va rechercher et, de fait, se fabriquer, un

---

<sup>9</sup> POLONSKY Antony, *op. cit.*, p. 26.



interlocuteur politique polonais qui serait capable de répondre à ses exigences, notamment en terme territorial et géopolitique : ce sera le futur gouvernement de Lublin. Dans l'immédiat, la diplomatie soviétique se raidit systématiquement envers le gouvernement de Londres, et repousse toutes les possibilités de compromis, notamment d'un point de vue territorial, refusant toute version alternative à la Ligne Curzon comme frontière entre l'URSS et la Pologne. Le gouvernement polonais, confié à Stanisław Mikołajczyk, chef du parti paysan, garde une position toujours aussi ferme sur la question des confins orientaux, au moins publiquement ; intérieurement, les débats vont bon train, notamment à cause de la personnalité de Mikołajczyk, plus enclin à faire des compromis envers les Soviétiques. Dans la seconde moitié de 1943 se multiplient les projets concernant la frontière orientale de la Pologne dans les ministères des Affaires étrangères des trois Grands : tous la fixent peu ou prou sur la Ligne Curzon.

#### 4. Décembre 1943- novembre 1944 : la forge par les Soviétiques d'un interlocuteur docile : l'entrée en scène du gouvernement de Lublin

La Conférence de Téhéran entérine chez les alliés occidentaux le choix d'une des versions de la Ligne Curzon comme tracé oriental de la frontière polonaise. Le 12 décembre 1943 est signé un traité d'amitié entre la Tchécoslovaquie et l'URSS, un protocole prévoyant que ce traité peut être étendu à la Pologne. Ce traité est en quelque sorte le prototype des accords diplomatiques que l'URSS entend signer avec les pays de la région. Pour le gouvernement de Londres, le sort réservé à la Pologne d'après-guerre se dessine de plus en plus, ce qui renforce l'inflexibilité de la classe politique polonaise à l'égard des frontières orientales polonaises, mais aussi un regain de revendications à l'égard des frontières occidentales ; bon nombre d'hommes politiques polonais se rendent compte que pour compenser les pertes territoriales à l'est, il va falloir obtenir les compensations les plus larges possibles à l'ouest. Face aux refus répétés des Polonais de reconnaître la Ligne Curzon, le gouvernement soviétique commence à demander, début 1944, la réorganisation du gouvernement de Londres dans un sens plus favorable aux intérêts soviétiques comme préalable à toute discussion avec ce dernier. Mikołajczyk, tout en gardant une main tendue vers les Soviétiques, fonde ses espoirs d'un retournement de la conjoncture géopolitique en faveur de la Pologne sur l'Armée de l'Intérieur, mais il doit bien vite déchanter : au fur et à mesure de l'avancée des Soviétiques dans les confins orientaux, l'Armée rouge désarme les groupes de l'AK, quand elle n'en vient pas aux mains avec eux. L'été 1944 voit encore des tentatives de compromis avec l'URSS de

la part de Mikołajczyk, mais elles sont sapées par deux événements : d'une part la constitution du Comité polonais de libération nationale mis en place à Lublin le 22 juillet 1944, d'autre part l'attentisme des Soviétiques devant Varsovie insurgée en septembre 1944<sup>10</sup>. Le gouvernement polonais se montre inflexible à toute négociation dans ces conditions, Mikołajczyk, sous la pression des Britanniques notamment, finit par accepter la Ligne Curzon comme ligne de démarcation, mais il n'est pas suivi par son gouvernement qui le met en minorité et le remplace le 24 novembre 1944 par un socialiste intransigeant envers l'Union soviétique, Tomasz Arciszewski. Dès lors, le gouvernement en exil polonais est définitivement hors-jeu, et les alliés anglo-saxons commencent à se demander s'il ne faudrait pas changer d'interlocuteur politique.

##### 5. Décembre 1944- août 1945 : Marginalisation de Londres et officialisation de Lublin

L'évolution des rapports de force sur les champs de bataille avec l'avancée de l'Armée rouge vers l'ouest, au sein des Alliés mêmes avec la marginalisation des Polonais de Londres et des Britanniques, alliés les plus proches des Polonais, et sur la scène politique polonaise, l'émergence d'un gouvernement rival à celui de Londres<sup>11</sup> actent le sort de la frontière orientale de la Pologne, mais ouvre, notamment pour les alliés occidentaux, la question de la frontière occidentale de la Pologne. Cette dernière est au cœur des préoccupations des Polonais depuis le début de la guerre<sup>12</sup> et des Soviétiques depuis le premier semestre 1944, afin de rendre plus acceptable aux Polonais la cession des confins orientaux. Parallèlement, le principal souci des Alliés occidentaux devient de garantir des conditions démocratiques à la vie politique polonaise en se bornant à assurer que des élections libres puissent se tenir en Pologne. La conférence de Yalta reconnaît des ajustements de 5 à 8 kilomètres au profit de la Pologne concernant la Ligne Curzon, et renvoie à la conférence de paix pour les frontières occidentales, se contentant d'une formule vague demandant « des compensations substantielles de territoires au nord et à l'ouest »<sup>13</sup>. La question politique pose plus de problèmes, les Alliés occidentaux étant partisans d'un nouveau gouvernement provisoire, quand les Soviétiques préféreraient agréger des personnalités du gouvernement de Londres à

---

<sup>10</sup> Cf. chapitre 2, IIC 2.

<sup>11</sup> Le gouvernement provisoire de la République polonaise, formé le 31 décembre 1944, cf. la sous-partie précédemment citée.

<sup>12</sup> Cf. le présent chapitre, partie II, « les territoires recouverts : des régions au statut incertain ».

<sup>13</sup> POLONSKY Antony, *op. cit.*, p. 40.

celui de Varsovie. C'est finalement l'option soviétique qui l'emporte, en échange de l'acceptation de l'entrée de Mikołajczyk au gouvernement, alors même que le PPR n'est pas disposé à l'intégrer dans l'équipe gouvernementale. La question de savoir si Yalta a été une transaction entre alliés abandonnant de fait la Pologne à l'Union soviétique semble avoir été résolue, notamment par les travaux de Krystyna Kersten<sup>14</sup>. Elle refuse deux thèses caricaturales : l'identification de Yalta comme cause principale de la Guerre froide, ou que c'est l'irrespect de ses clauses qui aurait été à l'origine de ce conflit géopolitique au long cours. Sans remettre en cause l'étape fondamentale dans l'évolution des relations entre les Grands que cette réunion représente, Kersten met en avant le caractère vague, modulable dans ses interprétations, des décisions qui y sont prises concernant l'avenir politique de l'Europe centrale en générale et de la Pologne en particulier. Elle considère que « La politique réalisée par Moscou tendait de manière conséquente à une limitation de la souveraineté polonaise, perçue par les dirigeants soviétiques comme menaçant la sécurité de l'URSS. L'étendue et le caractère de cette limitation restait, comme il semble, une question ouverte au début. »<sup>15</sup>. Si la souveraineté totale de la Pologne a été perdue, elle l'a été avant Yalta. Après Yalta, une finlandisation de la Pologne et donc une autonomie intérieure de la Pologne demeure possible. Wojtech Mastny est moins catégorique, même s'il minore lui aussi la portée de cette conférence<sup>16</sup>. Pour lui, Yalta est un malentendu : les Alliés occidentaux ne peuvent imaginer que l'URSS cherche à étendre son influence malgré l'absence de représentativité des gouvernements centre-européens, alors que l'URSS ne peut envisager d'autre solution que celle-là en l'absence d'interlocuteurs politiques dans certains pays de la zone. Quoiqu'il en soit, la conférence marque bien la mort politique du gouvernement de Londres. Dans les mois qui suivent, des tractations vont bon train pour trouver la formule politique qui convient le mieux aux trois Grands. Le Gouvernement provisoire d'unité nationale formé en juin 1945 intègre finalement six hommes politiques londoniens, dont Mikołajczyk : ils restent minoritaires par rapport aux quinze ministres communistes et alliés<sup>17</sup>. La Conférence de Potsdam règle provisoirement le problème des frontières occidentales, dans l'attente d'une conférence de paix, et ne joue plus aucun rôle dans l'évolution de la politique intérieure

---

<sup>14</sup> KERSTEN Krystyna, *Jalta w polskiej perspektywy (Yalta du point de vue polonais)*, Aneks, Londres, 1990.

<sup>15</sup> *Idem*, p. 12.

<sup>16</sup> Cf. MASTNY Wojtech, *the Cold War and soviet insecurity*, Oxford University Press, Oxford, 1996, Chapitre 1 la quête de la sécurité soviétique par Staline, paragraphe b la formation d'un Empire.

<sup>17</sup> Cf. chapitre 2, IIC, 1.

polonaise<sup>18</sup>. Il reste à voir si la question polonaise a été un catalyseur de la Guerre froide, autrement dit si l'évolution politique polonaise a eu un impact sur les relations entre les Grandes puissances.

### *B. Un catalyseur de la Guerre froide ?*

Répondre à cette question revient à essayer de clarifier les responsabilités respectives des grandes puissances, et en premier lieu celle de l'URSS, dans les changements politiques intervenus en Pologne et en Europe médiane à la fin de et après la guerre. Le but n'est pas ici de refaire le débat entre l'historiographie traditionaliste et révisionniste de la Guerre froide<sup>19</sup>, mais de s'interroger sur la place de la Pologne dans la genèse de la Guerre froide, en examinant notamment la teneur des plans soviétiques à son égard. Nous insisterons notamment sur une certaine exceptionnalité de la situation polonaise par rapport au reste de l'Europe centrale.

En écartant les positions caricaturales des réalistes mettant en avant l'URSS comme unique facteur déclencheur de la Guerre froide ou au contraire celle des révisionnistes qui voient dans les États-Unis les responsables principaux de son déclenchement, il convient d'insister sur le pragmatisme et l'opportunisme de la politique étrangère soviétique poursuivie sous Staline. Après avoir considéré le nazisme et le fascisme comme les ennemis principaux du mouvement communiste international, l'URSS tire profit des tensions grandissantes entre États capitalistes. La grille marxiste des relations internationales permet de comprendre le revirement qu'est la signature du Pacte de non-agression germano-soviétique : Staline entend

---

<sup>18</sup> Ce problème sera étudié plus en détail au IIA. de ce chapitre.

<sup>19</sup> Pour les **traditionalistes**, aussi appelés les « classiques » ou « réalistes », la Guerre froide est avant tout le fait des Soviétiques et de Staline. Ils ont une vision « kremlinocentrée » de l'État soviétique, qui aurait annihilé toutes les interactions sociales au sein de la société de l'URSS. Au sein de ce courant historiographique anglo-saxon, nous pouvons citer : FEIS, Herbert, *Churchill Roosevelt Stalin*, Princeton University Press, 1957, MOSELY Philip E., *The Kremlin and World Politics*, New York, Vintage Books, 1960, MOSELY Philip E. (éd.), *The Soviet Union, 1922-1962: a foreign affairs reader*, F. A. Praeger 1963., ULAM Adam, *Expansion and Coexistence, The History of Soviet Foreign Policy, 1917-67*, 1968, BORKENAU Franz, *World communism: A History of the Communist International*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1962. Pour les **révisionnistes**, la Guerre froide est davantage le fait des menées impérialistes des États-Unis que de l'État stalinien. Ce courant historiographique qui fleurit à l'époque de la Guerre du Vietnam remet en cause le manichéisme dans les représentations anglo-saxonnes entre un camp du bien (occidental) et un camp du mal (soviétique) et cherche également à étudier la société soviétique, qui pour ses historiens existe bien et possède un degré d'autonomie par rapport à l'État-parti communiste. Parmi les ouvrages majeurs citons : WILLIAMS William Appleman, *The Tragedy of American Diplomacy*, 1959, WILLIAMS William Appleman, *The Roots of the Modern American Empire: A Study of the Growth and Shaping of Social Consciousness in a Marketplace Society*, 1969, NOVE Alec, *Was Stalin Really Necessary?*, George Allen & Unwin, Londres, 1964, HAIMSON Leopold Henri, *The Mensheviks: From the Revolution of 1917 to the Second World War*, University of Chicago Press, 1975

tirer parti des tensions entre capitalistes pour faire avancer la cause du socialisme. La clause secrète du pacte et la guerre généralisée en Europe lui permettent en 1939-1940 de recouvrer l'essentiel des territoires cédés par Lénine à Brest-Litovsk, et toute sa politique étrangère pendant la guerre va tendre à conserver ses acquis issus de l'alliance avec l'Allemagne nazie. La défense de ces gains territoriaux constitue l'un des paramètres majeurs pour comprendre le déclenchement de la Guerre froide quelques années plus tard, selon la thèse défendue par Vojtech Mastny dans un de ses ouvrages majeurs<sup>20</sup> : c'est le sentiment d'insécurité ressenti par Staline voyant en l'URSS une citadelle assiégée qui l'aurait poussé à chercher une sphère d'influence à l'Est de l'Europe. Ce sentiment a été renforcé par l'attaque allemande du 22 juin 1941. Elle surprend un Staline qui ne s'attendait pas à une volte-face si rapide d'Hitler, et le renforce dans sa volonté de constituer à l'ouest des frontières soviétiques un glacis militaire pour se prémunir contre toute tentative d'agression, notamment allemande. Il apparaît assez clairement que Staline, sans vouloir nécessairement constituer un empire communiste près des marges occidentales de l'URSS, projetait l'installation d'une zone d'influence soviétique. Les relations privilégiées entre l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie pendant la guerre reflètent assez bien le modèle de relations internationales poursuivi alors par Staline : celui d'un pays qui viendrait de lui-même se placer dans l'orbite soviétique, non comme un pays asservi à un pouvoir d'occupation, mais comme une sorte d'allié subordonné à la puissance protectrice qui prendrait en charge sa politique étrangère et militaire. Afin de parvenir à cet idéal, le Komintern a mis en place une stratégie dès le 7 juillet 1941. Elle est définie dans une de ses directives : celle des « fronts nationaux »<sup>21</sup>. Elle dresse les contours d'une politique « réactive et opportuniste »<sup>22</sup> en quatre points : formation d'une coalition de partis autour des forces communistes ou socialistes révolutionnaires rassemblant les partis agrariens, les sociaux-démocrates et les partis de la classe moyenne, jouer la carte du nationalisme antiallemand, appel à des réformes socio-économiques non révolutionnaires comme des réformes agraires et des nationalisations modérées, respect enfin des rouages de la démocratie libérale. Ce programme va être par la suite mis en place point par point dans les pays libérés du nazisme par l'Armée rouge, notamment en Pologne<sup>23</sup>. Le PPR s'y allie avec le PPS soviétisé, le Mouvement populaire (SL, le PSL soviétisé) et le Mouvement démocratique

---

<sup>20</sup> MASTNY Vojtech, *The Cold War and soviet insecurity*, Oxford University Press, Oxford, 1996.

<sup>21</sup> Rapportée dans MARK Eduard, « Revolution by degrees. Stalin's National-Front Strategy for Europe 1941-1947 » in Cold War International History Projet, *Working Paper* n° 31, Washington, 2001.

<sup>22</sup> *Idem*, p. 5.

<sup>23</sup> Pour la Pologne, cf. chapitre 2, IC, &.

(SP), ses partis satellites, joue à fond la carte de la germanophobie post-traumatique polonaise, réalise une réforme agraire prudente et instaure une économie mixte<sup>24</sup>. En ce sens, le sort de la Pologne ne diffère pas de celui des autres pays de l'espace régional. Néanmoins, là où elle se distingue par rapport à ses voisins, c'est dans l'importance que Staline accorde à la couleur politique du gouvernement polonais : il s'agit de faire en sorte qu'aucun parti hostile à l'Union soviétique ne puisse y parvenir au pouvoir. Ainsi, il déclare à la conférence de Yalta : « les problèmes stratégiques les plus importants de l'État soviétique sont liés à la Pologne [...] La question de la Pologne- c'est une question de vie ou de mort pour l'État soviétique. »<sup>25</sup>. La méfiance stalinienne envers les élites polonaises est bien plus grande qu'envers celle des autres pays car leur potentiel de nuisance pour la cause de la révolution est bien plus élevé : la Pologne est le seul pays de la zone dont les élites ont subi un traitement aussi radical de la part des Soviétiques, comme en témoignent les massacres de Katyń. Dès le 1<sup>er</sup> avril 1945, un traité d'amitié, d'entraide mutuelle et de coopération est signé entre le Gouvernement provisoire et l'URSS, alors même que ce gouvernement n'est pas encore reconnu officiellement par le concert des nations. Malgré son appellation, il jette les fondements de la vassalisation de la Pologne à l'URSS en orientant notamment sa politique étrangère en direction de l'est. Contrairement aux Anglo-Saxons, la question polonaise revêt une importance bien plus importante aux yeux des Soviétiques que l'Allemagne<sup>26</sup>. En effet, si Staline se montre conciliant un temps vis-à-vis de l'Allemagne, il ne veut prendre aucun risque en Pologne. Là où dans d'autres pays d'Europe de l'Est, des élections libres ont été organisées, comme cela a été le cas en Hongrie dès 1945, dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne et en Tchécoslovaquie, en 1946, la Pologne ne connaît pas de scrutin démocratique. Partout, même avec des pressions politiques, les communistes n'ont jamais eu la majorité des voix<sup>27</sup>. L'opinion anticommuniste étant bien plus forte en Pologne, le gouvernement dominé par les communistes sait ce qu'il risque à tenter des élections libres. Les Soviétiques eux-mêmes sont conscients de la faible représentativité du gouvernement de coalition de façade mis en place autour du PPR, ce qui explique l'organisation tardive des

---

<sup>24</sup> Cf. chapitre 2, IC, 3.

<sup>25</sup> LABUDA Gerard, MICHOWICZ Waldemar, *Historia dyplomatyczna Polski X-XX wiek (Histoire diplomatique de la Pologne X<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles)*, ministère des Affaires étrangères/ Institut d'études politiques du PAN, Wydawnictwo sejmowe, Varsovie, 2002, p. 552.

<sup>26</sup> Cf. notamment MASTNY Wojtek, *op. cit.*, Chap. 1, b., la formation d'un Empire.

<sup>27</sup> Aux élections locales allemandes, les Soviétiques ont même subi un cruel désaveu à Berlin, seul endroit de leur zone où le SPD peut se présenter. Ce dernier arrive largement en tête devant le KPD.

élections, en janvier 1947, et leur nature, qui ne peut être qualifiée de démocratique. Comme le souligne Eduard Mark : « Nulle part en Europe orientale ces fronts n'ont atteint une masse critique suffisante de soutien politique pour permettre aux Communistes d'atteindre et prendre le pouvoir sans recourir ouvertement à des méthodes dictatoriales fatales à la poursuite de l'alliance entre l'Union soviétique, les États-Unis et le Royaume-Uni »<sup>28</sup>. L'échec de la stratégie des fronts nationaux est ainsi un tournant dans la politique étrangère soviétique. N'ayant pas reçu « d'invitation »<sup>29</sup> semblable à celle dont ont pu bénéficier les Américains de la part des populations et des gouvernements d'Europe occidentale, les Soviétiques n'ont pu bâtir leur Empire que par la force. Ainsi, « Staline a réussi à installer le socialisme en Europe orientale, mais plus tôt qu'il ne l'avait prévu, par des méthodes différentes de celles qu'il aurait voulu, et à un coût qu'il n'aurait pas voulu payer. »<sup>30</sup>. Il convient de remarquer ainsi que le « vide de pouvoir »<sup>31</sup> en Europe après la fin de la Seconde Guerre mondiale a été comblé à contre-cœur. En outre, selon V. Mastny<sup>32</sup>, ce n'est pas tant un plan soviétique prédéfini d'expansion en Europe centrale que le laisser-faire des Occidentaux qui explique l'installation de régimes communistes au pouvoir. En effet, notamment en ce qui concerne la Pologne, la diplomatie anglo-saxonne y a déjà renoncé en reconnaissant le gouvernement provisoire d'unité nationale communiste le 5 juillet 1945. La diplomatie américaine n'aurait pas été dupe des intentions soviétiques, mais d'une part une finlandisation de la Pologne lui semblait toujours possible, d'autre part le pays ne faisait pas partie des zones stratégiquement sensibles pour les intérêts occidentaux, notamment américains. En ce sens, il est révélateur que les premiers soubresauts de la Guerre froide ont eu lieu sur d'autres terrains : en Iran en janvier 1946 avec l'occupation soviétique de l'Azerbaïdjan iranien, en Grèce avec le soutien américain de plus en plus prononcé à partir de la fin de 1946 au gouvernement royaliste face à la guérilla communiste, en Allemagne enfin avec le traité de paix sans cesse retardé du fait de l'amoncellement de difficultés de part et d'autres. Un événement montre le peu d'intérêt ou plutôt la résignation de la diplomatie américaine à voir la Pologne ancrée dans le camp soviétique, avec un régime communiste anti-américain. Le 6 septembre 1946, lors du discours

---

<sup>28</sup> MARK Eduard, *op. cit.*, p. 22.

<sup>29</sup> Ce terme est tiré d'une analyse de Geir Lundestad présente dans le chapitre « la nouvelle histoire de la Guerre froide : premières impressions » in GADDIS John Lewis, *We now know. Rethinking Cold War history*, Oxford University Press, Oxford, 1997.

<sup>30</sup> MARK Eduard, *op. cit.*, p. 42.

<sup>31</sup> « *power vacuum* » in GADDIS John Lewis, *op. cit.*

<sup>32</sup> MASTNY Vojtek, *op. cit.*, même chapitre que précédemment.

de Stuttgart, quelque temps après celui de Churchill à Fulton, le secrétaire d'État Byrnes qualifie la frontière Oder-Neisse de provisoire. Le qualificatif est juste d'un point de vue strictement juridique, mais Byrnes ne pouvait ignorer la réaction, violemment hostile, du gouvernement polonais face à ce terme, et les conséquences politiques qui en découleraient. Selon Borodziej, « Les discours de Churchill et de Byrnes ont donné à la propagande du bloc le prétexte rêvé pour caricaturer l'opposition comme traîtres aux intérêts nationaux et agents de l'impérialisme. »<sup>33</sup>. Déjà accusé d'être le parti de l'étranger, le PSL, par ses liens avec les Anglo-saxons, est violemment pris à parti par la propagande étatique qui vise à le discréditer puisqu'il garde des liens avec des personnalités anglo-saxonnes agissant contre la raison d'État polonaise. Le discours de Stuttgart rend ainsi la tâche plus difficile encore pour le PSL, à quelques mois d'élections législatives décisives. Byrnes a ici agi en pragmatique ; le gouvernement américain a résolument décidé de sacrifier son dernier allié en Pologne communiste pour renforcer sa popularité auprès de la population d'Allemagne occidentale.

Si la Pologne a bien tenu une place centrale dans les plans d'après-guerre de Staline, elle n'a au contraire pas joué un rôle majeur chez les Anglo-saxons, ce qui fait qu'elle ne peut guère être considérée comme catalyseur de la Guerre froide. Elle a tendu plus d'une fois les relations entre Alliés pendant la guerre, mais n'a joué qu'un rôle secondaire dans la dégradation des rapports Est-Ouest après-guerre. Cela peut être également une raison expliquant le fait que les dirigeants communistes ont eu encore moins de scrupules à agir dans l'illégalité que dans les autres pays de la région. Après 1947, elle devient un des maillons du Bloc de l'Est, aux avant-postes de la Guerre froide en Europe sans toutefois jouer de rôle majeur, sauf en 1956 et dans les premières années du pouvoir de Gomułka.

### *C. Un point chaud potentiel des lignes de front Est-Ouest*

Durant la période 1947-1956, la Pologne apparaît davantage comme une partie du décor de la Guerre froide que comme un acteur des relations internationales partie prenante du conflit Est-Ouest. S'il devait y avoir un moment réellement bipolaire durant la Guerre froide, ce serait bien celui de la période stalinienne, où les capacités d'action, notamment des pays de l'Est, ont été réduites quasiment à néant et leur politique étrangère calquée sur celle du Grand frère soviétique. Non seulement la Pologne n'est pas actrice des relations internationales, mais elle fait en outre assez peu parler d'elle.

---

<sup>33</sup> BORODZIEJ Włodzimierz, *Od Poczdamu do Szklarskiej Poręby (de Potsdam à Szklarska Poręba)*, Aneks, Londres, 1990, p. 353.



La perte de la souveraineté diplomatique se voit notamment à l'occasion de la Conférence de Paris débutant le 27 juin 1947. Alors même que les gouvernements polonais et tchécoslovaques étaient enclins à accepter l'aide proposée par Marshall lors de son discours de Harvard du 5 juin, Molotov impose à l'ensemble des pays de l'Est de refuser cette aide, perçue comme un acte d'impérialisme américain. L'étape suivante de mise au pas des pays de la zone d'influence soviétique est la réunion des partis communistes d'Europe centrale ainsi que des PCF et des PCI à Szklarska Poręba en Pologne le 22 septembre. À l'issue de la réunion, le 27 septembre, le Kominform est créé, nouvel avatar du Komintern dissout en 1943. Le Bureau d'information communiste est un moyen pour le centre soviétique d'institutionnaliser le contrôle sur la périphérie en voie d'intégration que sont les démocraties populaires naissantes, par l'intermédiaire des divers partis communistes. La politique étrangère polonaise devient le prolongement de celle de l'URSS pour bon nombre d'années. Borodziej donne ainsi l'exemple<sup>34</sup> de la Mission militaire polonaise à Berlin. Jusqu'en octobre 1947, elle a mené une politique originale, multipliant les contacts avec des interlocuteurs internationaux divers. À partir de la formation du Kominform, elle devient une simple caisse de résonance de la machine diplomatique du Bloc de l'Est, dénonçant le révisionnisme allemand et l'impérialisme américain.

La Pologne apparaît certes comme une composante majeure du Bloc de l'Est, tout en étant très majoritairement privée de toute initiative diplomatique. La réconciliation forcée à l'occasion du Traité de Görlitz du 6 juillet 1950 entre la Pologne communiste et la toute nouvelle République démocratique allemande est à comprendre comme une sorte de mise en scène diplomatique orchestrée par l'URSS. Au sein d'un Bloc de l'Est qui s'organise avec à chaque fois un temps de retard par rapport au Bloc de l'Ouest, aucune dissension nationaliste ne saurait être tolérée. Si la Pologne aspirait à signer un semblable traité, la reconnaissance de la Ligne Oder-Neisse allant dans le sens de sa raison d'État, il a fallu à l'URSS se montrer plus persuasive pour convaincre les Allemands de l'Est de signer<sup>35</sup>. Ce traité mis à part, la Pologne reste relativement discrète sur la scène internationale durant la période stalinienne, les foyers actifs du conflit se situant ailleurs, notamment en Asie, avec la Guerre d'Indochine (1946-1954) et la Guerre de Corée (1950-1953). Elle revient brièvement sur la scène internationale à l'occasion de la fuite d'un transfuge de la police politique polonaise à l'Ouest,

---

<sup>34</sup> *Idem*, p. 349.

<sup>35</sup> Cette question sera abordée plus loin, en IIIA.

fin 1953. Le passage à l'Ouest de Józef Światło révèle à la fois les pratiques du communisme stalinien et le degré de stalinisation de la Pologne, même après la mort de Staline. En 1955, la Pologne communiste est certes un des piliers du Pacte de Varsovie, signé dans la capitale polonaise, mais demeure passive, l'initiative en revenant avant tout à l'Union soviétique. La déstalinisation, amorcée à partir de la fin de l'année en Pologne, change le paradigme des relations internationales tant au niveau mondial qu'à celui des relations internes au Bloc de l'Est.

Le dégel poststalinien ouvre en effet, notamment au sein du Bloc de l'Est, la voie à une sortie d'un monde quasiment bipolaire. À l'Ouest, la construction de la communauté européenne depuis 1951 avait déjà entamé cette bipolarité. À l'Est, c'est la libéralisation de certains régimes communistes qui fait émerger une « multidimensionnalité » des relations internationales au sein de la Guerre froide<sup>36</sup>. Avant même le Grand Bond en avant (1958-1960), certains régimes communistes d'Europe de l'Est dont la Pologne manifestent une velléité d'indépendance accrue au sein du Bloc de l'Est. Un article d'Antoine Marès permet de nous interroger à la fois sur la signification à donner sur l'année 1956 pour le Bloc de l'Est en général et la Pologne en particulier<sup>37</sup>. Ainsi, 1956 peut être comprise comme un point d'arrivée, un point de départ, ou au contraire comme un simple point d'inflexion dans le contexte plus large de l'histoire du système soviétique (1917-1991). Si 1956 est le point d'arrivée d'un ensemble de politiques, qui remontent à la fin de la Seconde Guerre mondiale voire pour certaines aux années 1930, 1956 entame aussi un processus nouveau, celui de l'élaboration de voies nationales vers le socialisme. Le degré de vassalisation des démocraties populaires se réduit partiellement ; ainsi est signé le 17 décembre 1956 un accord entre la République populaire de Pologne et l'URSS qui établit le statut juridique de la présence des forces de l'Armée rouge en Pologne, après plus de dix ans de présence illégale. S'agissant de la Pologne, il nous semble que 1956 est davantage un nouveau point de départ<sup>38</sup>. Le pays redevient à l'occasion acteur des relations internationales. S'il ne pousse pas la transgression de l'ordre établi aussi loin que la Hongrie, il n'en agit pas moins de sa propre initiative face à un Khrouchtchev dubitatif dans une premier temps. À l'occasion, le pays développe une

---

<sup>36</sup> Cf. entre autres WESTAD Odd Arne, *Reviewing the Cold War*, Frank Cass, Londres/Portland, 2000, chap. 5, « Les années de crise (1958-1963) » (James G. Hershberg) et GADDIS John Lewis, *We now know. Rethinking Cold War history*, Oxford University Press, Oxford, 1997, chap. 10, « la nouvelle histoire de la Guerre froide ».

<sup>37</sup> MARÈS Antoine, « De la relativité des grands événements : l'année 1956 en Europe centrale et la révolution hongroise » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Volume 3, n° 83, p. 4-11, 2006.

<sup>38</sup> Pour plus de détails, cf. chapitre 2, III, introduction.

diplomatie propre, court-circuitant les canaux soviétiques officiels. Ainsi, pour peser face à l'URSS, les réformateurs et Gomułka n'hésitent pas à se rapprocher de la Chine. Ils attendent en retour que cette dernière fasse pression sur l'URSS pour qu'elle donne son aval aux réformes entamées en Pologne. Ainsi, les relations sino-soviétiques sont renforcées avec la visite de Zhou Enlai en janvier 1957 à Varsovie puis le voyage du 1<sup>er</sup> ministre Cyrankiewicz en Chine quelques mois plus tard. En septembre 1957, le parti communiste polonais n'hésite pas à envoyer une délégation à Belgrade pour rencontrer les représentants du régime titiste, pourtant excommunié par Staline. Les initiatives polonaises sont à remettre dans le contexte d'une multiplication des acteurs autonomes, sans toutefois être pleinement indépendants, au sein du Bloc de l'Est, comme en témoigne les demandes pressantes de la RDA qui aboutissent à la construction du Mur de Berlin en 1961.

Dans les années suivantes, la Pologne occupe une place de choix dans le système des relations internationales lors d'une période cruciale, celle précédant la construction du Mur de Berlin. Si l'attention est certes braquée avant tout sur l'Allemagne avec des tentatives pour la réunifier, la Pologne participe activement aux tentatives de résolution du problème allemand. Dans un contexte de tensions croissantes liées au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest à partir de 1954-1955, l'URSS tente au minimum d'enrayer le renforcement de l'OTAN. Le 20 septembre 1955, elle reconnaît la pleine souveraineté de la RDA. La diplomatie polonaise se distingue alors en proposant lors d'une session de l'ONU le 2 octobre 1957 le « Plan Rapacki<sup>39</sup> », plan précisé dans un mémorandum du gouvernement polonais du 14 février 1958. Il s'agit à la fois pour la Pologne d'enrayer le réarmement allemand et de faire progresser la détente entre les deux blocs en proposant une zone dénucléarisée en Europe centrale<sup>40</sup>. Cette initiative montre le degré d'autonomie bien plus élevée qu'auparavant de la diplomatie polonaise et aussi une baisse, relative et ponctuelle, du degré d'idéologie présente dans les relations Est-Ouest. Si le plan est favorablement accueilli à l'Est, notamment par l'URSS, il rencontre la méfiance de la plupart des gouvernements occidentaux, qui y voient un stratagème soviétique pour affaiblir les défenses du Bloc de l'Ouest. La détente qu'il laisser augurer ne dure pas longtemps, puisque le problème allemand réémerge. Le 27 novembre 1958, Khrouchtchev somme les États-Unis de signer un traité de paix avec

---

<sup>39</sup> Du nom du ministre des Affaires étrangères polonais de l'époque, Adam Rapacki (1909-1970), qui a supervisé la politique étrangère polonaise de 1956 à 1968.

<sup>40</sup> Elle aurait couvert l'espace de quatre États : la RFA, la RDA, la Pologne, la Tchécoslovaquie.

l'Allemagne sous six mois, faute de quoi il déclare signer une paix séparée avec la RDA, ce qui serait une étape supplémentaire dans l'institutionnalisation de la division de l'Allemagne.

La Pologne a une importance stratégique pour le Bloc de l'Est, ce qui se voit notamment par la valeur stratégique des territoires recouverts. Par l'importance numérique de l'armée polonaise<sup>41</sup> et la présence de nombreuses troupes soviétiques sur son sol, la République populaire polonaise est une pièce majeure du système de défense soviétique face à l'Ouest. Legnica, ville de Basse-Silésie, est le siège du quartier-général du groupe d'Armées nord du Pacte de Varsovie. Les territoires recouverts concentrent en effet l'essentiel des effectifs polonais. Dès l'occupation des territoires allemands, une des deux armées polonaises se battant aux côtés des Soviétiques, la 2<sup>ème</sup> Armée polonaise, est transformée en force de contrôle de la nouvelle frontière polono-allemande. Les soldats des 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> divisions d'infanterie se muent en douaniers qui contrôlent les passages frontaliers et participent activement à l'expulsion des populations allemandes des régions frontalières avant la Conférence de Potsdam<sup>42</sup>. Dans les années suivantes, les forces polonaises sont avant tout stationnées dans les voïévodies frontalières, mais plus particulièrement dans la façade ouest du pays, dans les voïévodies de Szczecin, Lubusz et Wrocław. C'est là aussi que se concentrent la grande majorité des forces soviétiques. Le groupe d'Armées nord compte encore près de 600 000 soldats en 1945, pour se stabiliser vers 1956 à environ 62 000<sup>43</sup>. Les Soviétiques, comme les troupes de l'Armée populaire polonaise, réutilisent les anciennes infrastructures allemandes des territoires recouverts, régions hautement militarisées à l'époque allemande. Lors de la sortie de guerre, l'Armée rouge compte en Pologne 7 armées, 1 armée aérienne, des éléments navals assez importants, 6 corps d'armée autonomes<sup>44</sup>. Ces quinze unités connaissent des réorganisations, notamment à la fin des années 1940 et après 1956. Leur ampleur se réduit mais leur localisation géographique reste la même. Sur ces quinze groupements militaires, sept sont situés sur les territoires recouverts, sachant que la plupart

---

<sup>41</sup> Entre 1948 et 1955, elle passe de 131 à 289 000 hommes. (KAJETANOWICZ Jerzy, *Wojsko polskie w systemie bezpieczeństwa państwa 1945-2010, (l'Armée polonaise dans le système de sécurité de l'État, 1945-2010)*, Éditions de l'Académie Jan Długosz, Częstochowa, 2013), p. 131.

<sup>42</sup> DOMINICZAK Henryk, *W walce o Polskę ludową (Udział Wojska polskiego przeobrażeniach ustrojowo-społecznych i gospodarczych 1944-1948)* (la Lutte pour une Pologne populaire. La participation de l'Armée polonaise dans les transformations systémiques, sociales et économiques de 1944 à 1948), Éditions du ministère de la Défense nationale, Varsovie, 1980, p. 192.

<sup>43</sup> DĄBROWSKI Stanisław, JAWORSKA Kazimiera, SZETELNICKI Waclaw, *Wojska radzieckie w Polsce 1939-1993 (les Troupes soviétiques en Pologne de 1939 à 1993)*, Éditions de l'École supérieure publique professionnelle Witelton à Legnica, Legnica, 2013, p. 33.

<sup>44</sup> *Idem*, p. 63.

d'entre eux sont ceux qui ont la plus grande force de frappe. La 4<sup>e</sup> armée aérienne est dispersée sur des terrains d'aviation allant de Basse-Silésie à la Poméranie en passant par la région de Poznań. Les bases de lancement de missiles, dont certains sont nucléaires, se situent majoritairement sur la côte de la Poméranie occidentale. Enfin, Świnoujście, avant-port de Szczecin, est l'une des bases navales soviétiques principales. La concentration des troupes polonaises et soviétiques dans la moitié occidentale de la Pologne, montre également l'incertitude quant à leur statut juridique.

## **II Les territoires recouverts : des régions au statut incertain**

Les territoires recouverts détiennent une place de choix dans les actions diplomatiques du gouvernement polonais durant toute la période d'étude. Cette insistance sur cette thématique vient du statut incertain de ces territoires, laissé en suspens à Potsdam. Cela conduit les Polonais à déployer une argumentation soutenue sur le bien-fondé du rattachement de ces régions à la Pologne durant la période de guerre et la sortie de guerre en vue de la conférence de paix. Même après l'échec de l'organisation du traité de paix avec l'Allemagne, les territoires recouverts demeurent une question récurrente de la politique étrangère polonaise.

### *A. Les territoires recouverts de la guerre aux conférences interalliées*

#### 1. La lutte nazie contre la polonité dans les confins occidentaux pendant la guerre<sup>45</sup>

L'incertitude quant au statut de ces territoires se voit par l'énième changement d'appartenance nationale des confins occidentaux au début de la guerre, qui a une conséquence aussi sur les territoires recouverts et les minorités slaves qui s'y trouvent, puisque ces derniers sont intégrés plus étroitement à l'État allemand et les populations polonophones ne vivent plus sur des territoires à la marge du Reich. Les confins occidentaux de la II<sup>e</sup> République polonaise ont été directement rattachés au III<sup>e</sup> Reich en 1939 : il s'agit de toutes les terres jadis prussiennes annexées par la Pologne en 1919, auxquelles s'ajoutent certaines terres n'ayant jamais fait partie du Royaume de Prusse. Toute la Haute-Silésie, la Grande-Pologne, la Poméranie de Gdańsk deviennent ainsi des provinces du III<sup>e</sup> Reich, dans le but d'être colonisées par les Allemands. Plus précisément, la voïévodie polonaise de

---

<sup>45</sup> Les confins occidentaux sont à prendre au sens large : cf. chapitre introductif, II. Ils comprennent à la fois les confins occidentaux ethnolinguistiques (les anciennes terres prussiennes qui retournent à la Pologne en 1919) et les confins occidentaux géopolitiques (la majorité des territoires recouverts).

Poméranie est agrandie de quelques territoires allemands pour former le *Reichgau Dantzig-Westpreußen* (Province de Gdańsk et de Prusse occidentale), la Grande-Pologne s'étend aux dépens de la région de Łódź pour devenir le *Reichgau Wartheland* (Province du pays de la Warta), la Haute-Silésie et les extrémités occidentales de la Petite-Pologne forment le *Reichgau Oberschlesien* (Province de Haute-Silésie), enfin, les régions de Ciechanów (Mazovie) et de Suwałki (Podlachie), rejoignent *Reichgau Ostpreußen* (Province de Prusse orientale). En tout, ce sont près de 90 000 kilomètres carrés et environ 10 millions de Polonais qui sont rattachés directement au III<sup>e</sup> Reich. Le reste du territoire polonais est partagé entre le Gouvernement général et les territoires occupés par les Soviétiques, puis, après 1941, en des zones aux divers statuts d'occupation allemande. C'est le sort des terres polonaises directement rattachées à l'Allemagne qui nous intéressera ici particulièrement, parce que leur sort incarne le mieux la politique nazie envers la nation polonaise et parce qu'elles correspondent majoritairement à la notion de confins occidentaux polonais telle que nous l'avons présentée dans le chapitre introductif.



Carte représentant l'organisation administrative allemande et soviétique de la Pologne occupée (1939-1941)<sup>46</sup>

<sup>46</sup> SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Dzieje Polski. Atlas ilustrowany (Histoire de la Pologne. Atlas illustré)*, Demart, 2008, p. 384. En rose foncé sont figurées les frontières polonaises d'avant-guerre, en gris foncé les frontières des nouvelles provinces allemandes.

Ces terres sont soumises à une politique de germanisation dictée par les directives du *General Plan Ost*. Ce dernier met en œuvre la théorie nazie du *Lebensraum*, voyant dans les régions situées à l'est, notamment la Pologne, un « espace vital » pour le développement et l'expansion de la « race » germanique. Le but est de germaniser le plus possible les territoires polonais, puis slaves, selon un gradient Ouest-Est<sup>47</sup>. Les territoires rattachés directement à l'Allemagne sont promis à une germanisation totale à court terme, le Gouvernement général à une germanisation partielle et de longue durée<sup>48</sup>. Cette germanisation s'effectue en trois temps dans les territoires annexés par le Reich : destruction des élites polonaises, déportation des Polonais de ces régions, colonisation de ces mêmes régions par les Allemands. La destruction des élites polonaises, considérées comme inutiles pour un peuple considéré comme inférieur par les nazis, et dangereuses car ferments potentiels de résistance, est ainsi organisée dans le cadre de l'*Intelligenzaktion*. À la suite des troupes allemandes entrent dès septembre 1939 dans ces régions des unités de la Gestapo possédant des listes d'environ 80 000 Polonais à tuer<sup>49</sup>. Y figurent les membres des élites polonaises de ces régions, connus pour leur patriotisme. Il s'agit d'enseignants, de professeurs, de prêtres, de membres des professions libérales. Jusqu'en avril 1940, environ 40 000 personnes sont tuées, et environ 30 000 emprisonnées dans des camps de concentration<sup>50</sup>, dont seule une minorité reviendra. Une fois ces terres purgées des élites polonaises, il convient de les germaniser, en expulsant d'abord tous les Polonais y résidant, ce qui représente en tout plus de neuf millions de personnes, ces régions étant les plus homogènes de la II<sup>ème</sup> République et comptant très peu de minorités ethniques. Ces expulsions sont réalisées avant tout de 1939 à 1941, mais dans certains cas elles se poursuivent jusqu'en 1944. Près d'un million de Polonais sont expulsés vers le Gouvernement général, tandis presque trois millions de Polonais sont déportés en

---

<sup>47</sup> DAVIES Norman, *God's playground, (le Terrain de jeu de Dieu)*, Znak, Cracovie, 2010, p. 90 et KRAKOVSKY Roman, *l'Europe centrale et orientale. De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Armand Colin, Collection U, Paris, 2017, p. 121-122.

<sup>48</sup> Sur les projets allemands concernant la Pologne, cf. plus particulièrement MARÈS Antoine, SOUBIGOU Alain, *l'Europe centrale dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions Ellipses, Paris, 2017, p. 163-165.

<sup>49</sup> DAVIES Norman, *God's playground, (le Terrain de jeu de Dieu)*, Znak, Cracovie, 2010, p. 88. Plus précisément concernant l'*Intelligenzaktion*, cf. BRZOZA Czesław, SOWA Andrzej Leon, *Historia Polski 1918-1945, (Histoire de la Pologne de 1918 à 1945)*, Wydawnictwo literackie (Editions littéraires), Cracovie, 2009, p. 557. Un nombre précis de victimes de cette action y est établi : 30 000 en Poméranie de Gdańsk, 10 000 en Grande-Pologne, environ 1 500 en Haute-Silésie, soit en tout un peu plus de 40 000 personnes.

<sup>50</sup> *Idem*.

Allemagne<sup>51</sup>. Pour ceux qui restent, tout est fait pour leur rendre les conditions de vie les plus difficiles possibles, afin de les inciter à partir d’eux-mêmes. Dans cette optique, on interdit entre autres aux Polonais (comme dans le Gouvernement général) d’aller au-delà de l’école primaire, et les métiers manuels les plus pénibles leur sont réservés. Enfin, la germanisation se fait par la colonisation de ces terres par les Allemands.

## 2. La Volkslist et la redéfinition des Volksdeutsche

La grande majorité des Allemands présents dans la Pologne dans ses frontières provisoires de Potsdam appartient aux *Reichsdeutsche*, à la population allemande citoyenne de l’État allemand dans ses frontières d’avant 1937. Il s’agit des habitants des provinces orientales du Reich, la Silésie, le Brandebourg oriental, la Poméranie à l’est de l’Oder, les Allemands de Prusse orientale. À ceux-ci, il faut rajouter les près de 370 000 Allemands de la Ville libre de Dantzig, qui s’ils ne sont plus citoyens allemands depuis 1919, peuvent difficilement être considérés, historiquement et culturellement, comme des *Volksdeutsche*. Ces derniers, quant à eux, sont les populations de langue allemande, assimilés par les autorités allemandes à des Allemands mais qui, ne vivant pas dans l’État allemand, n’en sont pas des citoyens mais des États dans lesquels ils vivent. Le recensement de 1931 indique qu’environ 750 000<sup>52</sup> citoyens polonais de langue allemande vivent alors en Pologne, dans leur grande majorité sur les terres des confins occidentaux ayant fait partie de l’Empire allemand avant 1918<sup>53</sup>. Mais la politique hitlérienne a complexifié le paysage ethnique allemand en Pologne même. Durant la guerre en effet, dans le cadre de l’opération *Heim ins Reich*, environ 850 000 Allemands ont été déplacés des confins occidentaux d’Union soviétique, des régions orientales de la Pologne et de la Roumanie pour être réinstallés, dans leur grande majorité (près de 650 000)<sup>54</sup> dans les

<sup>51</sup> SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) Dzieje Polski. Atlas ilustrowany (Histoire de la Pologne. Atlas illustré), Demart, 2008, p. 390. 2,5 millions de Polonais ont été déportés pour réaliser des travaux forcés, 200 000 ont été emprisonnés dans les camps de concentration, et 200 000 enfants polonais ont été enlevés à leurs parents pour les germaniser.

<sup>52</sup> 2<sup>ème</sup> recensement de la République polonaise du 9 décembre 1931, Tableau 10, p. 15.

<sup>53</sup> C’est-à-dire dans trois voïévodies : la Silésie, la Grande-Pologne, la Poméranie, où ils constituent des minorités nationales restreintes. En se fondant sur le critère de la langue maternelle, le recensement de 1931 établit que les Allemands représentent respectivement environ 7, 10 et 7 % de la population de ces trois régions.

<sup>54</sup> D’après EBERHARDT Piotr, *Political Migrations in Poland 1939-1948 (les Migrations politiques en Pologne 1939-1948)*, Didactica, Varsovie, 2006, p. 37. Plus précisément, voici les données chiffrées :

	Pays baltes	Pologne orientale	Lublinie	Bessarabie	Bucovine	Dobroudja	Roumanie	Ukraine du Sud	Bosnie	Alsace	Total
Nombre d’Allemands transférés	86371	109336	25475	88022	64024	11201	1975	241194	3287	600	631485



territoires occidentaux polonais annexés directement au III<sup>ème</sup> Reich, dans le cadre du *General Plan Ost* prévoyant la colonisation de la Pologne par les Allemands à plus ou moins long terme. Quelques dizaines de milliers d'autres Allemands ont été réinstallés dans d'autres régions polonaises, notamment plus de 50 000 dans la région de Zamość. La région polonaise la plus concernée par l'installation de ces Allemands est-européens est la Grande-Pologne (le *Wartheland*), où plus d'un demi-million<sup>55</sup> d'Allemands s'installent. Ces transferts de population montrent que le processus de disparition des minorités germanophones de l'Est européen a commencé pendant la guerre même, et sur l'instigation de l'État allemand nazi. Ils doublent le nombre d'Allemands faisant partie de la minorité allemande de Pologne, qui s'établit à environ 1 500 000 dans les derniers mois de la guerre.

Le terme *Volksdeutsche* connaît une évolution sémantique à la fin des années 1930. À partir de l'annexion des territoires tchèques puis polonais à l'État allemand, il ne désigne plus seulement les minorités allemandes, mais toutes les populations au lien plus ou moins important à la germanité. Dans l'optique de la germanisation des territoires polonais annexés dès 1939, ces nouveaux *Volksdeutsche*, citoyens polonais, souvent anciens citoyens allemands d'avant 1918, connaissant l'allemand et dont certains ont des identités nationales complexes, sont aux avant-postes de la politique de germanisation. À partir d'un décret de mars 1941, une nouvelle classification des populations de citoyenneté polonaise résidant dans les territoires annexés par l'Allemagne est réalisée. Elle se fonde sur des enquêtes à remplir obligatoirement, sous peine de déportation dans un camp de concentration : cette précision est importante, car ce caractère forcé d'inscription à la *Deutsche Volkslist*, la « Liste nationale allemande » va être un des critères principaux pour pouvoir être réhabilité à la fin de la guerre.

---

<sup>55</sup> Voici d'autres données statistiques, tirées de SIENKIEWICZ Witold, HRYCIUK Grzegorz et alii, *Wysiedlenia, wypędzenia i ucieczki 1939-1959 Atlas ziem Polskich (Déplacements, expulsions et fuites 1939-1959, Atlas des terres polonaises)*, Demart, Varsovie, 2008, p. 160, concernant le déplacement des Allemands, en mettant en avant la Grande-Pologne comme destination privilégiée de ces flux :

	Estonie/Lettonie	Lituanie	Confins soviétiques	Pologne orientale	Lublinie	Bucovine	Bessarabie	Dobroudja	Roumanie	Croatie	Total
Territoires annexés	77 000	51 000	249 000	137 000	33 000	64 000	93 000	11 000	2 000	3 000	720 000
Dont <i>Wartheland</i>	56 000	23 000	244 000	85 000	19 000	34 000	40 000	1 000	2 000	3 000	507 000

L'administration nazie classe les populations allemandes ou d'origine allemandes sur les territoires directement annexés au Reich dans quatre groupes selon un gradient décroissant de germanité ; cette classification va être reprise après-guerre par l'administration polonaise pour statuer sur le sort des différents *Volksdeutsche*. Ces quatre groupes sont, des plus au moins germanisés, les *Volksdeutscher*, personnes de nationalité allemande actives politiquement dans l'entre-deux-guerres en faveur de l'État allemand, les *Deutschstämmige*, personnes possédant une conscience nationale allemande développée, parlant allemand, mais politiquement passives, les *Eingedeutsche*, l'équivalent allemand des autochtones polonais, personnes plus ou moins polonisées, ainsi que les Polonais d'origine allemande, enfin les *Rückgedeutsche*, personnes d'origine allemande mais plus ou moins totalement polonisées, et qui ont coopéré avec les pouvoirs polonais dans l'entre-deux-guerres. Chacun de ces groupes a été soigneusement enregistré et répertorié sur cette *Volksliste*. Pour donner un aperçu de leur importance démographique respective, on reprend dans le tableau ci-dessous le nombre des *Volksdeutsche* selon les régions et les groupes de la *Volksliste* tel que présenté par Ryszard Kaczmarek dans un de ses ouvrages<sup>56</sup>. Les données de 1942 ont été choisies car ils sont plus représentatifs. Ultérieurement en effet des centaines de milliers de *Volksdeutsche* ont été enrôlés dans la Wehrmacht pour faire face à l'avancée soviétique et ne figurent donc pas forcément sur les listes.

Reichsgau	Groupe 1 (nb)	Group e 1 (%)	Groupe 2 (nb)	Group e 2 (%)	Groupe 3 (nb)	Group e 3 (%)	Groupe 4 (nb)	Group e 4 (%)	Total (nb)	Total ½ (%)
Prusse orientale	9	<b>19</b>	22	<b>48</b>	14	<b>30</b>	2	<b>3</b>	45	<b>67</b>
Danzig- Prusse occidentale	150	<b>13</b>	125	<b>10</b>	870	<b>76</b>	8	<b>1</b>	1 153	<b>23</b>
Wartheland	209	<b>44</b>	191	<b>40</b>	56	<b>12</b>	20	<b>4</b>	476	<b>84</b>
Haute-Silésie	120	<b>8</b>	250	<b>17</b>	1 020	<b>70</b>	60	<b>4</b>	1 450	<b>25</b>
Total	488	<b>15.5</b>	588	<b>19</b>	1 960	<b>63</b>	90	<b>3</b>	3 124	<b>34</b>

**Tableau représentant le nombre de Volksdeutsche selon le groupe et la région de vie (en milliers)**

L'une des différences entre les groupes 1 et 2 de *Volksdeutsche* d'une part, et les groupes 3 et 4 d'autre part, réside dans le degré de germanisation ; il est limité et va de pair avec une

<sup>56</sup> KACZMAREK Ryszard, *Górny-Śląsk podczas II Wojny Światowej. (la Haute-Silésie pendant la 2ème Guerre mondiale)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Śląskiego, (Éditions de l'Université de Silésie), Katowice, 2006, p. 194.

polonité importante dans les deux derniers groupes. Dans les deux premiers, la germanité est nettement dominante voire exclusive. Le nombre total de *Volksdeutsche* dans les territoires polonais rattachés au Reich<sup>57</sup> est d'un peu plus de trois millions de personnes, ce qui dépasse de loin la minorité nationale allemande des années 1930, d'un peu plus de 700 000 personnes. Pour comprendre cet écart, il faut prendre en compte à la fois l'état d'esprit des occupants allemands et celui des populations concernées par cette *Volksliste*. Pour l'administration allemande nazie, tout « autochtone » à l'identité floue est susceptible de devenir, ou de revenir un Allemand. Pour les populations visées, l'inscription à cette liste nationale, souvent sous la contrainte, est une stratégie de défense, le sort des Polonais non germanisables vivant dans cette zone étant peu enviable. L'inscription se fait alors pour éviter d'être déporté, rumeurs que l'occupant allemand favorise pour avoir le maximum d'inscrits. Il peut s'agir aussi de stratégie plus réfléchie, dans le but de profiter des privilèges donnés par ce statut juridique. Tout le travail de l'administration polonaise, à la fin de la guerre, est de distinguer ceux qui ont été contraints à s'inscrire sur cette liste et qui sont malgré tout restés fidèles à la cause polonaise, et ceux qui s'y sont inscrits par opportunisme, voire par volonté politique de collaborer avec l'Allemagne nazie.

Avec les confins orientaux, les régions occidentales de la Pologne d'avant 1939 ont été au cœur des préoccupations de la Délégation du gouvernement pour le pays<sup>58</sup>, qui rédige régulièrement des rapports sur la situation de ces terres. Face à la politique nazie de germanisation des confins occidentaux, la « pensée occidentale<sup>59</sup> » gagne de plus en plus en popularité dans la société polonaise. La Seconde Guerre mondiale, notamment les exactions allemandes, sont des facteurs catalysant les réflexions sur la future frontière occidentale optimale à donner à la Pologne après-guerre. Les nombreuses victimes polonaises des Allemands contribuent ainsi à tourner l'opinion publique polonaise vers les territoires recouverts.

---

<sup>57</sup> Il y a eu aussi des *Volksdeutsche*, quoiqu'en nombre bien moins important, dans le Gouvernement général. Leur nombre est plus difficile à établir, notamment du fait des migrations incessantes des populations. Ils étaient de l'ordre de quelques dizaines de milliers.

<sup>58</sup> *Delegacja Rządu na kraj*. Il s'agit de la structure administrative suprême de la résistance polonaise représentant le gouvernement polonais en exil à Londres.

<sup>59</sup> Ici plus particulièrement, il faut comprendre par pensée occidentale le courant d'opinion voyant dans les terres allemandes limitrophes de la Pologne le débouché naturel de l'expansionnisme polonais.

### 3. Les incertitudes juridiques des conférences de la fin de la guerre

Les accords de Potsdam, signés le 2 août 1945, sont le fondement juridique sur lequel s'appuient les Polonais et les Allemands pour donner leur interprétation du statut de ces régions. Concernant la Pologne, ils sont rien moins qu'imprécis, ce qui explique les tensions diplomatiques ultérieures avec l'Allemagne. Ce sont avant tout des questions territoriales qui sont au cœur de la polémique, et pour cause : s'ils prévoient assez nettement le transfert définitif de la région de Königsberg à l'URSS, rien de tel n'est prévu pour les territoires recouverts. Après avoir indiqué vaguement la limite entre la Prusse orientale soviétique et la Prusse orientale sous administration polonaise, le titre VI précise que : « La Conférence a accepté le principe de la proposition soviétique concernant le transfert définitif à l'Union des républiques socialistes soviétiques de la ville de Königsberg et de la région limitrophe »<sup>60</sup>. Il semble donc bien y avoir transfert de souveraineté de la région de Königsberg à l'URSS à Potsdam. Pour les territoires allemands confiés à la Pologne, le texte renvoie explicitement à la conférence de paix pour tracer leur limite précise : « la délimitation définitive de la frontière polonaise occidentale doit être ajournée jusqu'au moment du règlement de la paix.<sup>61</sup> ». La ligne de démarcation établie par les accords devient de fait la future frontière officielle de la Pologne ; elle correspond à une Ligne Oder-Neisse améliorée :

l'État polonais administre, en attendant le tracé définitif de cette frontière, les anciens territoires allemands qui sont situés à l'est d'une ligne partant de la mer Baltique, immédiatement à l'ouest de *Swinemünde*, pour descendre le long de l'Oder jusqu'au confluent de la Neisse occidentale, puis longer celle-ci jusqu'à la frontière tchécoslovaque, y compris la partie de la Prusse orientale qui n'est pas placée sous l'administration soviétique en vertu de l'accord intervenu à la présente conférence, de la région de l'ex-ville libre de Dantzig<sup>62</sup>

Le texte précise que ces territoires sont à distinguer de la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, ce qui leur donne un statut particulier, non clairement défini, mais différent à la fois de la zone d'occupation soviétique en Allemagne centrale et de la zone annexée directement par l'URSS qui devient par la suite la région de Kaliningrad.

Les accords de Potsdam posent de nombreuses questions de droit international : ont-ils acté un transfert de souveraineté de ces terres en faveur de la Pologne ? si oui, les puissances

---

<sup>60</sup> Déclaration finale de la Conférence de Potsdam, consultée le 25/10/2018 sur <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1945potsdam.htm>.

<sup>61</sup> *Idem*.

<sup>62</sup> *Ibidem*.

victorieuses avaient-elles le droit de prendre de semblables décisions ? quelle a été l'influence exacte de Potsdam sur les évolutions ultérieures de la question allemande, notamment la problématique de l'Allemagne unie ? enfin, si le transfert de souveraineté n'a pas eu lieu au moment de la conférence de Potsdam, quand et selon quelles modalités a-t-il été réalisé ? À partir de ces interrogations, deux doctrines étatiques sont élaborées : l'interprétation ouest-allemande et polonaise des décisions prises en août 1945. Elles sont exposées dans un chapitre du livre de Witold Góralski sur l'évolution des relations germano-polonaises depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>63</sup>. La doctrine officielle qui va prévaloir en RFA est celle du maintien du III<sup>ème</sup> Reich en tant qu'entité de droit internationale même après la capitulation du 8 mai 1945. Ses frontières sont celles du 31 décembre 1937. De ce point de vue, la RDA est bien un État, mais non-étranger, un État à l'intérieur d'une Allemagne perçue comme unie. Les relations entre RFA et RDA sont ainsi comprises comme des relations intraétatiques, comme si la RDA était une région du III<sup>ème</sup> Reich puis de son héritière juridique qu'est la RFA. Selon cette interprétation, les territoires recouverts font bien partie intégrante de l'Allemagne, ce qui se voit notamment par le fait que longtemps, les atlas allemands ont fait figurer les territoires recouverts comme des zones placées sous administration polonaise mais qui n'appartiennent pas réellement à l'État polonais, la frontière de 1937 étant tracée en plein cœur du territoire polonais. La RFA ne reconnaît aucun caractère constituant à la conférence de Potsdam, puisque ses représentants n'y ont pas été invités. De la sorte, les décisions prises concernant l'Allemagne sont considérées comme nulles et seul un traité international pluripartite peut régler définitivement les questions juridiques, politiques, administratives et territoriales issues de la Seconde Guerre mondiale et touchant à l'État allemand. Pour les Allemands de l'Ouest, la gestion et l'administration de terres n'implique pas de souveraineté sur les terres en question.

La position polonaise est diamétralement opposée. Pour le gouvernement polonais et les penseurs de la pensée occidentale polonaise chargés de forger l'argumentaire polonais, les accords de Potsdam ont bien un caractère constitutif et sont bien le synonyme d'un transfert de souveraineté. Les Polonais insistent bien sur le fait qu'une frontière, ou du moins une ligne de démarcation, a bien été tracée à Potsdam, en accord avec la définition internationale de la

---

<sup>63</sup> CZAPLIŃSKI Władysław, « les positions polonaises envers les Allemands d'après Potsdam du point de vue du droit international » in GÓRALSKI Witold M., *Polska-Niemcy 1945-2007. Od konfrontacji do współpracy i partnerstwa w Europie (la Pologne et l'Allemagne 1945-2007. De la confrontation à la coopération et au partenariat en Europe)*, Polski Instytut spraw międzynarodowych, Varsovie, 2007.

frontière. L'administration territoriale est ici comprise comme non seulement une gestion, mais également une véritable souveraineté territoriale. Aux Allemands insistant sur le caractère « provisoire » de la frontière sur l'Oder-Neisse et de l'administration polonaise sur les territoires recouverts, les Polonais répliquent en mettant en avant le fait que ces régions sont décrites comme « anciennement » allemandes. S'agissant de la continuité juridique de l'État allemand et de la question de l'absence des Allemands à Potsdam, les Polonais la comprennent autrement. Pour eux, par la déclaration de Berlin du 5 juin 1945 qui instaurent le Conseil de contrôle des alliés, les Alliés ont pris le pouvoir en Allemagne, de sorte que toutes les décisions prises par ce Conseil engagent les États allemands postérieurs, y compris en ce qui concerne les décisions territoriales. Ces deux conceptions antagonistes du droit international et de l'interprétation à donner à Potsdam montrent ainsi le statut incertain de ces territoires, et le fait que nombre d'acteurs internationaux n'arrivent pas à prendre de position claire sur la question. C'est le cas de la France par exemple, dont la position sur la question évolue assez nettement, en suivant les tensions et les détente de la Guerre froide. Eloi Piet trace ainsi une périodisation du rapport français à l'Oder-Neisse dans les années 1940<sup>64</sup>. Il distingue trois périodes dans l'analyse que fait la France de la nouvelle frontière germano-polonaise. Durant la guerre, la France libre soutient les différents projets territoriaux du gouvernement de Londres, quelles qu'en soient les extensions. Entre 1945 et 1947, les diplomates français établissent un parallèle entre la ligne Oder-Neisse et celle du Rhin. De même que les Polonais ont réussi à repousser leur frontière avec l'Allemagne sur une ligne naturelle et plus aisément défendable, de même la politique étrangère française cherche à placer la Rhénanie au moins dans l'orbite française, voire à la détacher entièrement de l'Allemagne. Le soutien à la nouvelle frontière germano-polonaise est alors total de la part du Quai d'Orsay, notamment de ses agents sur place en Pologne. De 1948 à 1950 enfin, les débuts de la Guerre froide et le refroidissement parallèle des relations franco-polonaises entraînent un changement net de position. La diplomatie française ouvre les yeux sur les problèmes liés au traitement des Allemands restés en Pologne, et considère la gestion polonaise des territoires recouverts comme catastrophique, ce qui la force à réenvisager son rapport à la question des frontières occidentales de la Pologne. Jusqu'à la fin du stalinisme, parallèlement au rapprochement progressif franco-allemand, les diplomates français sans être ouvertement opposés au tracé de la nouvelle frontière, émettent des doutes, avant que le dégel

---

<sup>64</sup> PIET Eloi, « le Regard de la diplomatie française sur le déplacement de la frontière germano-polonaise de 1940 à 1950 » in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* n° 35, 2012.

et l'arrivée au pouvoir de Gomułka ne viennent réchauffer les relations franco-polonaises. La frontière Oder-Neisse apparaît de nouveau comme une évidence pour le gouvernement français. Sous l'égide du général de Gaulle, il la reconnaît de fait fin 1958. Ce dernier pousse à partir de 1959 la RFA à la reconnaître et en fait une condition *sine qua non* de la réunification allemande.

Les incertitudes juridiques et internationales qui pèsent autour de la frontière sur l'Oder-Neisse poussent les Polonais à insister grandement sur ces territoires dans leurs multiples projets de paix avec l'Allemagne élaborés entre 1940 et 1948. Ils se retrouvent ainsi constamment dans les diverses revendications territoriales avancées par les gouvernements polonais pendant la période, même si ces dernières n'ont pas été d'emblée aussi importantes et que plusieurs variantes ont été envisagées.

### ***B. Des régions au cœur des projets de paix polonais***

Si les territoires recouverts finissent par se retrouver au cœur des projets de paix polonais, les projets territoriaux polonais ont connu des évolutions assez marquées en fonction de la période ou des auteurs qui les ont formulés. Après avoir présenté les structures principales officielles forgeant ces projets, nous exposerons les développements divers qu'ils ont connus.

#### **1. Les principaux lieux d'élaboration des revendications territoriales polonaises**

Dès le transfert du gouvernement polonais de la Pologne à la France après la campagne de septembre, des structures ont été mises en place pour élaborer les buts de guerre<sup>65</sup>. Ainsi, dès octobre 1939, un Bureau des buts de la guerre est formé, chargé avant tout de la problématique allemande. Après la défaite de la France face à l'Allemagne lors de la Bataille de France, le bureau est transféré avec le reste du gouvernement polonais à Londres. Il devient alors en août 1940 un des Départements du ministère de la Justice confiée à Marian Seyda sous le nom du Département des buts de la guerre. Lorsque Seyda abandonne le portefeuille de la justice pour celui des affaires étrangères, il transfère ce département dans son nouveau ministère, et diversifie ses buts. Il s'agit non plus seulement de s'intéresser aux questions allemandes, mais d'élargir son action à l'ensemble des questions concernant la Pologne

---

<sup>65</sup> L'histoire des institutions préparant le traité de paix pour la Pologne a été précisément développée dans : KAÇKA Katarzyna, « Polska wobec pokoju z Niemcami- rozwiązania instytucjonalne: Ministerstwo Prac Kongresowych oraz Biuro Prac Kongresowych 1939-1948 » (la Pologne face à la paix avec l'Allemagne, solutions institutionnelles: le Ministère des Travaux pour le Congrès et le Bureau des Travaux pour le Congrès 1939-1948) in *Toruńskie Studia Międzynarodowe (Études internationales de Toruń)*, n° 1 (5), 2012.

posées par la fin de la guerre. Le département redevient alors un simple Bureau du ministère des Affaires étrangères à l'existence semi-officielle sous le nom de Bureau des travaux politiques, économiques et juridiques. En août 1941, son existence est officialisée, son statut juridique affiné jusqu'à ce qu'il devienne un ministère à part entière. Ainsi, alors que les événements commencent à tourner en faveur des Alliés et que la perspective d'une issue heureuse au conflit semble se dessiner, le gouvernement polonais érige le bureau au rang de ministère des Travaux pour le Congrès en juillet 1942. Il convient d'insister sur le fait que malgré son appellation, ce dernier est davantage une structure scientifique que politique, même si les experts y travaillant réalisent des travaux qui ont une portée politique certaine. La période 1943-1945 est la plus prolifique de la structure londonienne ; c'est à cette période que sont rédigés la majeure partie des rapports d'expertise demandés par le gouvernement polonais et qui sont étudiés pour certains dans la suite de ce travail. Près de 465 rapports ont ainsi été rédigés par ce ministère<sup>66</sup>. La perte de reconnaissance internationale du gouvernement de Londres provoque la disparition du ministère en tant que tel et son intégration dans d'autres structures du gouvernement réorganisé à partir de l'automne 1945. À partir de cette date, ils se tourne davantage vers la question des confins orientaux, contrairement à la structure apparaissant au même moment en Pologne soviétisée. Il est définitivement supprimé en août 1948 et ses attributions transférées au ministère des affaires étrangères du gouvernement de Londres.

Courant 1945 s'organise le pendant varsovien du ministère des Travaux pour le Congrès londonien : le Bureau des Travaux pour le Congrès<sup>67</sup>. Il convient de souligner la continuité au niveau des personnels et idéologique, pendant un certain temps, entre les deux structures, ce qui nuance sur ce point les différences entre le gouvernement de Londres et celui issu de Lublin. Cette continuité se voit par le fait qu'une bonne partie des experts du ministère londonien rentrent en Pologne et mettent leur savoir-faire au service du nouveau pouvoir. Cela permet d'insister également sur l'unité idéologique au sein de la classe politique polonaise de l'époque concernant la question des territoires recouverts, puisque les communistes et leurs alliés n'hésitent pas à faire appel à des hommes qui ont travaillé pour leurs ennemis idéologiques. En mai 1945 le Bureau des Travaux pour le Congrès est instauré au sein du ministère des Affaires étrangères varsovien. Ses travaux servent la diplomatie

---

<sup>66</sup> KĄCKA Katarzyna, *op. cit.*

<sup>67</sup> *Ministerstwo Prac Kongresowych et Biuro Prac Kongresowych.*



polonaise et sont élaborés de concert avec les autres parties du réseau scientifique occidental qui se mettent en place à l'époque : les différents instituts occidentaux notamment<sup>68</sup>. C'est un des diplomates clé du gouvernement de Londres, Józef Winiewicz<sup>69</sup>, qui organise le bureau, même si certains de ses plans ne sont pas suivis par le gouvernement varsovien qui préfère souvent sa vision des choses. Pour Winiewicz, il est de la plus haute importance que le bureau soit indépendant politiquement, pour qu'il puisse être considéré comme fiable par les interlocuteurs occidentaux, et qu'il ouvre une filiale à Londres, pour assurer la transmission de l'argumentaire polonais concernant les territoires recouverts et plus largement les revendications polonaises vis-à-vis de l'Allemagne aux alliés occidentaux. Début 1947, en prévision de la conférence de paix et en parallèle aux réunions régulières des ministres des Affaires étrangères des quatre principales puissances européennes, l'activité du bureau s'intensifie. Un compromis est trouvé entre Winiewicz et les acteurs gouvernementaux ; contre une politisation limitée de ses objectifs, le bureau peut ouvrir une filiale à Londres à partir d'avril 1947 pour renforcer l'expansion de l'argumentaire polonais dans les cercles diplomatiques. Néanmoins le durcissement des relations Est-Ouest à partir de l'été 1947, la perspective de plus en plus éloignée d'une paix avec une Allemagne unifiée remettent progressivement en cause la raison d'être du bureau, qui devient de moins en moins actif dans la seconde moitié de 1947. Il est finalement supprimé le 15 mars 1948 et ses prérogatives transférées aux départements adéquats au sein du ministère des Affaires étrangères. Le parallélisme est frappant avec le ministère des Travaux pour le Congrès londonien, à ceci près que le gouvernement varsovien semble avoir acté plus tôt que son homologue londonien le déclenchement de la Guerre froide et la fin d'une résolution rapide du problème allemand.

Une autre structure officielle chargée de populariser le point de vue polonais sur les territoires recouverts apparaît à la suite des déclarations de Byrnes à Stuttgart : le Comité pour les Affaires étrangères des territoires recouverts, créé le 26 septembre 1946 par résolution du Conseil des ministres<sup>70</sup>. D'abord rattaché au ministère des Territoires recouverts, il est transféré le 1<sup>er</sup> juillet 1947 sous la juridiction du ministère des Affaires étrangères, qui coordonne alors l'ensemble des organes s'occupant de la question allemande et des territoires

---

<sup>68</sup> Ils seront présentés plus en détail au chapitre 4, IIC.

<sup>69</sup> (1905-1984). Conseiller du ministre des Travaux pour le Congrès du gouvernement de Londres, il coorganise le Bureau des Travaux pour le Congrès à Varsovie, avant d'être envoyé comme ambassadeur aux États-Unis entre 1947 et 1956. Après l'Octobre polonais, il est nommé vice-ministre des Affaires étrangères, poste qu'il occupe jusqu'en 1972.

<sup>70</sup> *Komitet dla Spraw Zagranicznych Ziem Odzyskanych*.

recouvrés. Ce sont en effet là aussi les attributions du Comité : « La sphère d'activité du Comité comprend la conduite d'action de propagande à l'étranger concernant la problématique des territoires recouvrés, des frontières occidentales de la Pologne ainsi que des problèmes de l'Allemagne actuelle qui lui sont liés. »<sup>71</sup>. Un autre document émis par le Comité précise encore ses buts : « une préparation générale et scientifique des matériaux et des réclamations pour le Traité de paix avec l'Allemagne. »<sup>72</sup>, ce qui le place explicitement dans la lignée du ministère et du bureau des Travaux pour le Congrès : affiner l'argumentaire de la Pologne en vue de la paix avec l'Allemagne.

Ces structures ont grandement contribué à développer et à fixer la pensée occidentale polonaise à la faveur de la Seconde Guerre mondiale et de la sortie de guerre<sup>73</sup>.

## 2. Les divers avatars de la pensée occidentale polonaise pendant la guerre

La pensée occidentale connaît ainsi une période de développement sans précédent, selon la chronologie suivante : de 1939 à 1941, les confins occidentaux font jeu égal avec les confins orientaux dans les préoccupations des représentants et des résistants polonais. Après 1941, avec la fin de l'occupation soviétique des confins orientaux, le regard des élites et de la société polonaise est plus particulièrement tourné vers les confins occidentaux. À partir de 1943 enfin, du fait des rumeurs de plus en plus intenses rapportant l'obligation imposée à la Pologne de céder ses confins orientaux à l'URSS, l'opinion publique et une large partie des élites polonaises s'intéressent de plus en plus à la question orientale. Cependant, de 1943 à 1945, les confins occidentaux et les futurs territoires recouvrés ne sont pas oubliés pour autant, puisqu'avec l'avancée des troupes soviétiques vers l'ouest, la perspective d'annexion de ces territoires devient de plus en plus probable. En outre, l'idée de rattacher des territoires allemands à la Pologne pour compenser d'éventuelles pertes territoriales à l'est fait son chemin. Ainsi, en reprenant largement les travaux de la pensée occidentale d'avant-guerre<sup>74</sup> et en les développant encore, un ensemble de savants, d'hommes politiques, de journalistes et de militaires mettent au point pendant la guerre divers projets de revendications territoriales vis-à-vis de l'Allemagne.

---

<sup>71</sup> AAN/KSZZO/1/p. 28.

<sup>72</sup> AAN/KSZZO/1/p. 75.

<sup>73</sup> La liste établie n'est pas exhaustive, seules les institutions véritablement gouvernementales ayant une portée internationale et diplomatique ont été évoquées. Les institutions destinées avant tout à l'opinion publique polonaise ou spécifiquement scientifiques sont évoquées plus loin. Cf. notamment chapitre 4, II.

<sup>74</sup> Cf. chapitre introductif, IIC.

Ces projets, établis pour certains dès la fin de 1939 sont très divers dans l'extension des revendications territoriales, et leur diversité répond à un triple, voire à un quadruple gradient d'intensité<sup>75</sup>. L'importance des revendications territoriales dépend tout d'abord des opinions politiques : en règle générale, plus les partis politiques ont des idéologies extrêmes, plus ils ont des projets d'extension territoriaux importants : si les partis centristes, comme le SD ou le SP<sup>76</sup> ont des projets modérés, le PPS et le PSL sont plus revendicatifs vis-à-vis de l'Allemagne. Enfin, le SN<sup>77</sup> et, dans une moindre mesure, le PPR, ont les visions d'extension les plus importantes, la frontière sur l'Oder et la Neisse. Le SN va même parfois au-delà. Si bon nombre d'activistes du SN ont en tête la Ligne Oder-Neisse dès les premiers mois de la guerre<sup>78</sup>, il n'en va pas de même pour les communistes qui subordonnent leur vision de la future frontière occidentale polonaise aux conceptions soviétiques.<sup>79</sup> Le deuxième gradient d'intensité des revendications traverse les partis précédents : il se fonde sur l'opposition entre les hommes politiques de l'émigration et ceux restés en Pologne. Les seconds sont plus enclins à présenter des revendications importantes que les premiers. Témoins directs des exactions nazies, l'annexion de territoires importants dont il faudrait expulser des millions d'Allemands n'est pas un cas de conscience pour eux. À l'inverse, les hommes politiques de l'émigration, conscients de la perception, longtemps peu favorable des Alliés occidentaux à l'égard d'une frontière occidentale repoussée très loin à l'ouest, font preuve d'un plus grand réalisme politique et présentent des revendications territoriales moindres<sup>80</sup>. Le troisième gradient d'intensité est constitué par la chronologie : plus le temps passe, plus les exactions nazies croissent, plus le scénario d'un abandon forcé des confins orientaux aux Soviétiques

---

<sup>75</sup> Pour tous les projets territoriaux polonais que l'on va désormais évoquer, on se fonde sur une anthologie de textes relatifs à la « pensée occidentale polonaise » : WRZESIŃSKI Wojciech (red), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Edition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990. Cette anthologie compte quatre tomes, le troisième (consacré à la Seconde Guerre mondiale) nous intéressera ici particulièrement. Les sources ne seront citées que si le projet est explicitement évoqué.

<sup>76</sup> Le SD est le *Stronnictwo demokratyczne*, (Mouvement démocratique, parti d'obédience libérale). Le SP est le *Stronnictwo pracy* (Mouvement du travail, parti démocrate-chrétien).

<sup>77</sup> Le SN est le *Stronnictwo narodowe* (Mouvement national, parti héritier de la Démocratie-Nationale, parti nationaliste).

<sup>78</sup> Dans le numéro 49 du 20 décembre 1940, l'article « nos buts de guerre » propose comme frontière occidentale de la Pologne la Ligne Oder-Neisse : « Nous fixons comme revendication minimale les terres situées à l'est de la Neisse de Lusace et de l'Oder, , de fait pour des raisons de défense la frontière doit comporter ces deux rivières, et même une bande défensive sur leur rive gauche, occidentale » In WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Mirosław/ DERWIŃSKI Zdzisław, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources)*, Tom III, p. 19.

<sup>79</sup> Cf. l'analyse faite de la position communiste p. 32 de ce chapitre.

<sup>80</sup> Cf. l'analyse faite de la position du gouvernement de Londres p. 30-31 de ce chapitre.

devenant vraisemblable, plus les projets d'agrandissement de la Pologne à l'ouest prennent de l'ampleur. Enfin, dans une moindre mesure car la situation est moins nette dans les sources, émerge un quatrième gradient d'intensité fondé sur l'opposition entre les militaires et les civils. Les premiers présentent souvent des projets d'expansion à l'ouest plus importants, se fondant sur des critères stratégiques mettant en évidence que la meilleure frontière polono-allemande serait l'Oder-Neisse, alors que les seconds sont plus conscients de l'immense difficulté d'annexer tous les territoires à l'est de l'Oder-Neisse du fait des immenses transferts de population qu'ils impliqueraient.

Quatre conceptions des projets territoriaux existent : la première est une conception minimaliste (que l'on appellera aussi officielle), défendue par le gouvernement en exil à Londres, qui ne demande, officiellement du moins, que la Haute-Silésie ou Silésie d'Opole, la ville de Gdańsk, et tout ou partie de la Prusse orientale<sup>81</sup>. La deuxième est la conception que nous qualifierons de médiane, dessinant une frontière entre celle de la conception minimaliste (la frontière de 1939 aménagée) et la Ligne Oder-Neisse de Lusace. Souvent, cette conception médiane défend une frontière occidentale sur l'Oder et la Neisse de Kłodzko, laissant de la sorte la majorité de la Basse-Silésie à l'Allemagne<sup>82</sup>. La troisième est la conception faisant de l'Oder-Neisse la frontière occidentale de la Pologne, avec quelques variantes (inclusion ou non de Szczecin et de toutes les îles du delta de l'Oder). Enfin, nous qualifierons de maximaliste la conception qui envisage une frontière au-delà de l'Oder-Neisse (sans qualificatif, il s'agira toujours de la Neisse de Lusace, et non de celle de Kłodzko), en incluant tour à tour, plus rarement ensemble, la Lusace, la Poméranie antérieure et l'île de Rügen, dans le territoire polonais. Ces différentes conceptions sont plus ou moins populaires au fil du temps et selon les caractéristiques politiques et professionnelles de leurs auteurs. Vingt-six projets que l'on a étudiés sont représentés dans les deux tableaux suivants<sup>83</sup>:

---

<sup>81</sup> Cf. p. 30-31 et 33-34.

<sup>82</sup> Cf. p. 33 et suivantes.

<sup>83</sup> Il s'agit des projets présentés dans le troisième tome du recueil de sources. Nous n'avons pas compté dans l'étude les articles qui ne présentaient pas de projet territorial concret, ou les articles de synthèse qui reprenaient diverses conceptions, sans prendre ouvertement parti. Ces tableaux donnent une idée générale de l'évolution des projets territoriaux polonais concernant la frontière occidentale de l'État polonais, ils ne sont pas une étude systématique de tous les projets politiques, administratifs, scientifiques, journalistes, militaires de la période.

Voici les sources mobilisées pour réaliser les deux tableaux suivants. Elle sont toutes extraites de *W stronę Odry i Bałtyku* WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Mirosław/ DERWIŃSKI Zdzisław, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom III, O Odrę, Nysę Łużycką i Bałtyk (1939-1944), (Pour l'Oder, la Neisse de Lusace et la Baltique 1939-1944), Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990 :*

- 
1. Opracowanie Oddziału III Sztabu Naczelnego Wodza pt. Studium przyszłej granicy polsko-niemieckiej z punktu widzenia wojskowego, (Projet de la 3<sup>ème</sup> section de l'État-major général intitulé la future frontière polono-allemande d'un point de vue militaire), Paris, 1940, p. 12-19
  2. « Oczy na Zachód » in Szaniec, pierwszy w polskiej prasie konspiracyjnej artykuł wysuwający postulat granicy na Odrze i Nysie (« les Yeux vers l'ouest in *Szaniec (le Bastion)* premier article de la presse clandestine qui revendique la frontière sur l'Oder et la Neisse), 1940, p. 19-20
  3. Fragment Memoriału rządu polskiego dla ministra Bevina (Fragment du Mémorandum du gouvernement polonais pour le ministre Bevin), Londres, 1940, p. 20-22
  4. Fragment opracowania Biura prac politycznych pt. Projekt zarysu nowych granic RP dotyczące granicy polsko-niemieckiej, (Fragment du projet du Bureau des travaux politiques intitulés esquisse des nouvelles frontières de la République concernant la frontière polono-allemande), Londres, 1940, p. 22-31
  5. PRAGIER Adam, Uwagi do projektu nowych granic RP opracowanego przez Biuro Prac Politycznych, (Remarques sur le projet des nouvelles frontières de la République préparé par le Bureau des travaux politiques), Londres, 1940, p. 32-33
  6. ŻÓŁTOWSKI A. (Prof.) Uwagi do projektów granic RP lansowanych przez Biuro Prac politycznych, (Remarques sur le projet des frontières de la République présentés par le Bureau des travaux politiques), Londres, 1940, p. 34-35
  7. POPIEL Karol, « Polskich celów wojny Nr. 1 » in *Polska walcząca. Żołnierz Polski na obczyźnie*, (« Le But de guerre polonais n° 1 » in *la Pologne combattante. Le soldat polonais à l'étranger*), p. 46-48
  8. NEYMAN Lech. Fragment broszury pt. *Polska po wojnie*, (Fragment de la brochure intitulée *la Pologne après-guerre*), Varsovie, 1941, p. 55-61
  9. DZIEŚLEWSKI W. (rotmistrz/capitaine de cavalerie), « Gdzie leży nasza granica strategiczna na zachodzie ? » (Où se trouve notre frontière stratégique à l'ouest), Londres, 1942, p. 66-74
  10. Komitet zagraniczny Obozu narodowego w sprawie granic zachodnich Polski in *Myśl polska*, (le Comité de l'étranger du Camp national concernant les frontières occidentales de la Pologne in *Pensée polonaise*), Londres, 1943, p. 102-103
  11. « Straż nad Odrą » in *Młoda Polska*, (« la Garde sur l'Oder in *Młoda Polska (Jeune Pologne)*), Varsovie, 1943, p. 130-133
  12. « Polskie terytorialne cele wojny z punktu widzenia obronności państwa ». Dokument programowy Komendy Głównej Armii Krajowej zawierający postulaty w stosunku do granicy zachodniej Polski, (« Les Buts territoriaux de guerre de la Pologne du point de vue des potentialités défensives de l'État ». Programme de l'État-major général de l'AK présentant les revendications concernant la frontière occidentale de la Pologne), Varsovie, 1943, p. 135-141
  13. « Wytoczne programu politycznego w odniesieniu do Ziemi nowych », Dokument programowy Biura Ziemi Zachodnich, (« Lignes directrices du programme politique par rapport aux terres nouvelles » Programme du Bureau des terres occidentales), Varsovie, 1943, p. 143-150
  14. « Sprawa ustroju i podziału administracyjnego Ziemi nowych ». Dokument programowy Biura Ziemi Zachodnich, (la Question du régime et de la division administrative des terres nouvelles » Programme du Bureau des terres occidentales), Varsovie, 1943, p. 150-153
  15. « Przez ziemie zachodnie ku Bałtykowi i Odrze » in *Ziemie zachodnie RP*, (« À travers les terres occidentales vers la Baltique et l'Oder » in *les Terres occidentales de la République*), Varsovie, 1943, p. 153-156
  16. Tezy uchwalone przez Radę Ministrów w sprawie inkorporacji orak okupacji wschodnich obszarów Niemiec, (Thèses votées par le Conseil des ministres concernant l'incorporation et l'occupation des espaces orientaux de l'Allemagne), Londres, 1943, p. 156-158
  17. « Możliwe programy graniczne Polski na zachodzie », Memorial konspiracyjny w zbiorach Biura Ziemi Zachodnich, (« les Programmes possibles de frontières de la Pologne à l'ouest » Mémorandum clandestin dans les fonds du Bureau des terres occidentales), Varsovie, 1943, p. 168-173
  18. WOJCIECHOWSKI Zygmunt, SZAJNOCHA Karol, « Kostrzyń i Szczecin. Studium historyczne i wojskowe granicy zachodniej Polski » (« Kostrzyn et Szczecin. Étude historique et militaire de la frontière occidentale de la Pologne »), Varsovie, 1943, p. 173-175
  19. « Problem granic polskich » in *Głos Warszawy*, organ PPR omawiający sprawę wschodniej i zachodniej granicy Polski (« le Problème des frontières polonaises » in *la Voix de Varsovie*, organe de presse du PPR évoquant la question de la frontière orientale et occidentale de la Pologne), Varsovie, 1944, p. 184-185

Année	Projet minimal	Projet médian	Projet Oder-Neisse	Projet maximal
1940	<b>3</b>	2	1	
1941	1		1	
1942			<b>2</b>	
1943	<b>3</b>	<b>3</b>	1	<b>2</b>
1944	<b>2</b>	2	<b>2</b>	<i>1</i>
Total	9 (35 %)	7 (27 %)	7 (27 %)	3 (11 %)
Moyenne par an :	1.8	1.4	1.4	0.6

**Tableau représentant l'évolution de la fréquence des divers projets territoriaux polonais selon le temps<sup>84</sup>**

À partir de ce tableau, c'est le projet minimal, celui qui réclame des aménagements de frontières limités, qui est le plus souvent présenté pendant la guerre. Cependant, plus de la moitié des projets présentés (54 % à eux deux) réclament des annexions plus importantes que le rattachement de la seule Prusse orientale, de la Haute-Silésie dans son entier, sans compter la part des projets maximalistes. Le projet minimaliste est, en fait, loin de susciter le consensus. La majorité des spécialistes polonais travaillant sur ces questions veulent des annexions plus importantes, sans toutefois forcément aller jusqu'à revendiquer tous les territoires à l'est de la Ligne Oder-Neisse. Si un projet se maintient avec constance et de manière notable pendant toute la guerre, c'est le projet officiel minimaliste. En revanche, semblent se renforcer, à partir de 1942, des tendances plus revendicatives : on note

20. NEJMANN Lech, Wstęp do broszury wyd. Szaniec *Dziedzictwo Piastów* (Introduction à la brochure éditée par Szaniec « L'Héritage des Piast », Varsovie, 1944, p. 189-191

21. Manifest Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego (Manifeste du Comité polonais de libération nationale), Moscou, 1944, p. 210

22. « Granice nasze staną na Odrze i Nysie. Ostateczne klęska niemieckiego *Drang nach Osten* » in *Zwyciężymy. Gazeta żołnierza*, (« nos Frontières sont sur l'Oder et la Neisse. La défaite définitive du *Drang nach Osten* allemand » in *Nous vaincrons. Gazette du soldat*, Londres, 1944, p. 213-214

23. Fragment opracowania Ministerstwa Prac Kongresowych *Pomorze nadodrzańskie* (wstępne dane i argumenty w sprawie północnej części zachodniej granicy Polski), (Fragment du travail du ministère des Travaux pour le Congrès *la Poméranie de l'Oder* (données introductives et arguments concernant la partie nord-ouest de la frontière occidentale de la Pologne), sans date, p. 214-218

24. WIENIEWICZ Józef, « Granica polsko-niemiecka » in *Polska walcząca. Żołnierz Polski na obczyźnie*, (« la Frontière polono-allemande » in *la Pologne combattante. Le Soldat polonais à l'étranger*, Londres, 1945, p. 218-220

<sup>84</sup> Les chiffres en gras montrent le/ les année(s) de plus forte incidence pour chaque projet, les chiffres en italique indiquent les années où le nombre d'incidence est supérieur à la moyenne par an sur les cinq ans.

l'augmentation du nombre et de la proportion des projets de frontières sur l'Oder-Neisse, et l'apparition nette des projets maximalistes. Dans un second tableau, la présentation des auteurs permet de faire des liens entre orientation politique, origine professionnelle et projets :

Auteurs des projets	Projet minimal (officiel)	Projet médian	Projet Oder-Neisse	Projet maximal	Nombre
Gouvernement de Londres <sup>85</sup>	<b>5</b>	2	1		8
Cercles militaires <sup>86</sup>	<b>2</b>	1	<b>2</b>		5
Presse liée à l'AK		<b>1</b>		<b>1</b>	2
Mouvement national (SN)	1		<b>2</b>	<b>2</b>	5
Délégation du gouvernement <sup>87</sup>		<b>2</b>	<b>2</b>		4
Communistes	<b>1</b>	<b>1</b>			2

**Tableau représentant le nombre et la proportion des divers projets territoriaux polonais selon l'origine politique et professionnelle de leurs auteurs<sup>88</sup>**

Ces résultats confirment majoritairement les hypothèses antérieures. Ils appellent toutefois quelques commentaires. La préférence du gouvernement de Londres pour le projet minimal est toujours marquée, posture qui relève à la fois du réalisme politique et de la tactique diplomatique. En effet, pour maintenir la possibilité de garder les confins orientaux à l'intérieur des frontières de la Pologne, le gouvernement de Londres ne veut pas présenter de revendications trop étendues à l'ouest, qui pourraient servir à justifier la cession des confins orientaux à l'URSS. Les cercles militaires sont eux tenaillés entre une fidélité aux revendications officielles, et un souci de garantir une réelle sécurité à la Pologne, sécurité qui ne peut pour eux être atteinte que par la fixation de la frontière sur la ligne la plus aisément défendable, celle de l'Oder-Neisse. Le nombre de projets présentés par la presse liée à l'AK

<sup>85</sup> Dans cette catégorie, on considérera autant les projets issus des organes centraux du gouvernement que les rapports réalisés pour le MPK.

<sup>86</sup> Il s'agit de projets émanant d'État-major, ou des articles de la presse militaire.

<sup>87</sup> Il s'agit ici autant des projets issus du Bureau des terres occidentales, une des structures de cette Délégation, que de la presse liée à ce Bureau.

<sup>88</sup> Les chiffres en gras montrent le(s) projet(s) favori(s) selon les auteurs. Les sources sont identiques que celles du tableau précédent.

est ici trop peu important pour que l'on puisse en tirer une conclusion valable. En revanche, la tentation maximaliste est confirmée pour le Mouvement national, dont la quasi-totalité des projets fixe la future frontière germano-polonaise sur l'Oder et la Neisse. Les résultats de la Délégation du gouvernement pour le pays sont intéressants : subordonnée au gouvernement en exil, ses projets devraient refléter ceux de Londres. Or l'importance du gradient évoqué précédemment et fondé sur l'opposition entre émigration et personnes restées au pays se manifeste ici, puisque les projets de la Délégation du gouvernement vont plus loin, voire bien plus loin, que les revendications officielles. Enfin, les résultats ayant trait au parti communiste sont peu exploitables, comme pour l'AK, avec cette différence que cette modestie du nombre de projets semble confirmer que le PPR reste longtemps muet sur la question, ou qu'il ne s'y intéresse que tardivement, dans une perspective qui n'est pas d'emblée un soutien inconditionnel à la frontière sur l'Oder-Neisse<sup>89</sup>. Dans les faits, le PPR attend la prise de position officielle de l'URSS concernant la frontière occidentale, qui n'intervient pas avant la fin 1944. Ces tendances générales rappelées, la présentation de quelques projets territoriaux significatifs permettent d'illustrer les grandes évolutions de la pensée occidentale polonaise pendant la Seconde Guerre mondiale.

Dans un premier temps, c'est le projet minimaliste qui est le plus mis en avant. L'une des formulations les plus abouties de ce projet est un ensemble de thèses du conseil des ministres du gouvernement de Londres daté de 1943 et concernant les nouveaux statuts prévus pour les territoires allemands orientaux à l'issue de la guerre. Il esquisse ainsi une différenciation entre ces territoires (annexion ou occupation plus ou moins contraignante), et met en évidence des revendications minimalistes, considérées comme non négociables pour la partie polonaise, tout en se gardant la possibilité de trouver une marge de manœuvre afin d'accroître davantage la Pologne à l'ouest. Ainsi, le but est de :

obtenir l'accord des puissances anglo-saxonnes pour intégrer sans condition à l'État polonais la Prusse orientale et Gdańsk ainsi que la Silésie d'Opole. Il convient en outre de tendre à obtenir un accord analogue des deux gouvernements évoqués en faveur de notre postulat d'une modification du tracé de la frontière avec l'Allemagne vers l'ouest, de sorte que cette frontière soit raccourcie<sup>90</sup>

---

<sup>89</sup> Il convient de remarquer toutefois que le PPR n'a été fondé qu'en 1943, ce qui explique le fait qu'il n'y ait pas de projets territoriaux communistes avant cette date.

<sup>90</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Mirosław/ DERWIŃSKI Zdzisław, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom III, O Odrę, Nysę Łużycką i Bałtyk (1939-1944), (Pour l'Oder, la Neisse de Lusace et la Baltique 1939-1944), Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Edition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, T III, p. 157, ».*



Pour garantir la sécurité de la Pologne face à l'Allemagne, le document prévoit différents types d'occupation des territoires allemands. Une première zone serait constituée de territoires occupés, mentionnés dans la précédente citation, dans le but de les annexer au moment du Traité de paix. Une deuxième zone, celle d'une occupation stricte, serait installée sur tous les autres territoires allemands à l'est de l'Oder, et une troisième zone d'occupation polonaise, plus lâche, serait envisagée à l'ouest de l'Oder, sans que ses modalités et son extension soient précisées. Cette conception rappelle la logique des plans d'occupation français de la Rhénanie à la suite de la Première Guerre Mondiale, s'en distinguant juste par une plus notable proportion de territoires annexés. L'argumentaire du gouvernement de Londres concentre ainsi ses revendications territoriales sur trois régions, la Prusse orientale, le territoire de la Ville Libre de Dantzig, et la Silésie d'Opole, partie de la Haute-Silésie qui n'a pas été rattachée à la Pologne après 1919. Pour étayer ses revendications, il fait paraître régulièrement une série de rapports et d'expertises sur ces régions, défendant le point de vue polonais. Ces rapports rassemblent et développent bon nombre d'arguments utilisés par les partisans de la pensée occidentale polonaise pendant l'entre-deux-guerres<sup>91</sup>. Un Rapport rédigé par le Ministère des Travaux pour le Congrès remis au gouvernement de Londres en 1943 insiste ainsi sur la nécessité pour la Pologne de posséder la Prusse orientale et Gdańsk. Parmi la batterie d'arguments présents dans ce rapport en faveur du rattachement de ces deux territoires à la Pologne, deux principaux arguments sont mobilisés, concernant l'un la Prusse orientale, l'autre la ville de Gdańsk. S'agissant de la première, l'argument est que cette exclave<sup>92</sup> allemande est un danger important, voire mortel, pour l'intégrité et l'indépendance polonaises, non seulement par sa proximité avec le cœur politique du pays, mais parce qu'elle remet en cause l'accès de la Pologne à la mer :

La frontière de la Prusse orientale est située en ligne droite à 100 kilomètres de la capitale de la Pologne- Varsovie. [...] La frontière de la Prusse orientale par un arc recourbé de 607 kilomètres passe en plein cœur de l'État polonais. [...] Elle domine le cours de la Vistule, principale artère fluviale de communication de la Pologne et jouxte les seules liaisons ferroviaires liant tout le pays à la Baltique.<sup>93</sup>.

---

<sup>91</sup> 1. Circulaire du ministre A. Zaleski aux chefs des organes diplomatiques concernant les buts de guerre de la Pologne, 19 février 1940, Angers. In WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Miroslaw/ DERWIŃSKI Zdzisław, *op. cit.*, p. 12.

<sup>92</sup> On justifie ce terme par le fait que, si la Prusse orientale est coupée du territoire principal de l'Allemagne, elle n'est pas une enclave au sens propre du terme, car elle ouvre sur la Mer baltique, d'où l'emploi du terme d'exclave, plus précis que celui d'enclave.

<sup>93</sup> *Idem*, p. 115.

L'argument stratégique est très souvent mobilisé pour la Prusse orientale, étayé par l'expérience de la campagne militaire de septembre 1939, qui a fait de cette région une base de départ pour les troupes allemandes ayant pris à revers les défenses avancées varsoviennes. Concernant Gdańsk, c'est son importance économique qui est mise en avant mais ici l'argument est encore plus subtil : il s'agit de montrer non seulement que la Pologne a besoin de Gdańsk, mais encore plus de démontrer que la santé économique de cette ville dépend très largement de son rattachement à la Pologne :

Le lien économique de Gdańsk à la Pologne se manifeste encore plus par des faits marquants. À partir du moment où Gdańsk a été à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle arraché à la Pologne, le nombre de navires jetant l'ancre dans ce port a tout de suite baissé. Jusqu'en 1919 la politique des transports de la Prusse, et ensuite du Reich, a sous-estimé de manière manifeste les intérêts de Gdańsk. Les ports de Szczecin et de Królewiec<sup>94</sup> ont été privilégiés. [...] Le renouveau économique de Gdańsk date de 1922, quand il a été rattaché à l'espace douanier polonais.<sup>95</sup>

S'appuyant sur une lecture partielle de l'histoire, le rapport entend lier la prospérité économique de la ville à son appartenance à la Pologne, en s'appuyant certes sur des faits exacts, mais en oubliant, notamment pour la situation économique de la ville après 1919, d'autres éléments qui viendraient fortement nuancer la portée de cet argument, comme le statut particulier de la ville ou la situation économique difficile généralisée à l'époque.

Si nous comparons la portée géographique de ces revendications territoriales officielles du gouvernement de Londres avec celles présentées dans un premier temps par les communistes, force est de constater que la défense de la frontière sur l'Oder-Neisse n'a pas été d'emblée la priorité des communistes, qui présentent des revendications territoriales vagues concernant l'ouest, tout en étant en revanche bien plus clairs sur leur position quant à la frontière orientale de la Pologne. Dans le manifeste du Comité national de libération polonaise<sup>96</sup> du 22 juillet 1944 figure cette apostrophe : « Levez-vous pour la lutte pour la liberté de la Pologne, pour le retour à la mère-patrie de la vieille Poméranie polonaise et de la Silésie d'Opole, de la Prusse orientale, pour un accès large à la mer, pour fixer les bornes-frontières sur l'Oder. »<sup>97</sup>.

---

<sup>94</sup> Nom polonais de Königsberg.

<sup>95</sup> *Idem*, p. 118-119.

<sup>96</sup> *Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego* (on utilisera par la suite le sigle PKWN). Il s'agit de l'organe exécutif de l'embryon de gouvernement communiste polonais qui se met en place à Lublin à l'été 1944.

<sup>97</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Mirosław/ DERWIŃSKI Zdzisław, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom III, O Odrę, Nysę Łużycką i Bałtyk (1939-1944), (Pour l'Oder, la Neisse de Lusace et la Baltique 1939-1944), Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Edition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990, T III, p. 210, « Stawajcie do*

La formulation est particulièrement ambiguë : certes, il est bien fait mention de l'Oder comme frontière, mais nulle mention de la Neisse de Lusace, de sorte que la frontière dessinée apparaît comme incomplète. En outre, les régions explicitement mentionnées sont les mêmes que celles revendiquées par le gouvernement de Londres : la Prusse orientale et la Silésie d'Opole. La formulation concernant la Poméranie est encore plus difficilement interprétable : s'agit-il de la Poméranie historiquement polonaise, c'est-à-dire Gdańsk et sa région, auquel cas les revendications communistes rejoindraient ici celles de Londres, ou de toute la Poméranie occidentale, comme peut également le laisser supposer la mention de l'Oder ? Cultivant le doute, le texte du PKWN donne des gages aussi bien à la population polonaise, tentée par une expansion importante à l'ouest, qu'à l'URSS, dont la position n'est pas encore totalement arrêtée sur le sujet. Ce faisant, il esquisse un projet de revendications médian, projet qui revient très souvent pendant la guerre.

Ce projet médian résulte en fait d'un grand nombre de propositions dessinant tout un ensemble de frontières germano-polonaises possibles entre la frontière de 1939 aménagée selon les revendications polonaises minimales et l'Oder-Neisse. Il s'agit de dépasser le projet officiel du gouvernement de Londres, souvent critiqué pour le fait qu'il ne garantit pas une pleine sécurité à la Pologne, tout en prenant en compte les difficultés qui résulteraient d'une annexion de tous les territoires jusqu'à l'Oder-Neisse. Il s'agit ainsi de jouer sur la marge de manœuvre existante à l'égard des gouvernements alliés occidentaux, sans aller trop loin. Le projet médian qui revient le plus souvent est celui d'une frontière occidentale de la Pologne établie sur l'Oder et la Neisse de Kłodzko, laissant la majeure partie de la Basse-Silésie à l'Allemagne. Une telle vision est majoritairement présente dans le projet territorial présenté par la III<sup>ème</sup> section de l'État-Major de l'Armée polonaise en France en 1940. Fondé avant tout sur la prise en compte du critère stratégique, il voit dans une ligne proche de celle de la Ligne Oder-Neisse de Kłodzko la meilleure garantie de défense de la Pologne face à l'Allemagne, du fait que cette ligne raccourcisse grandement la ligne de front, et qu'elle l'établisse majoritairement sur une frontière naturelle, un cours d'eau. Ce projet est ainsi présenté et défendu :

Une telle fixation du tracé de la frontière à l'ouest de la Pologne donne la série suivante d'avantages : a) le raccourcissement de notre frontière avec l'Allemagne à environ 550 kilomètres ; b) l'appui de la frontière sur la moitié de sa longueur, c'est-à-dire environ 275 kilomètres sur les lignes de terrain

---

walki o wolność Polski, o powrót do matki-ojczyzny starego polskiego Pomorza i Śląska Opolskiego, o Prusy Wschodnie, o szeroki dostęp do morza, o polskie słupy graniczne nad Odrą.».

naturelles, faciles à défendre, que sont l'Oder et la rive de la lagune de Szczecin ; c) l'élimination du danger de la réalisation par l'Allemagne d'une attaque double par les ailes <sup>98</sup>.

Concernant la fixation de la frontière sur la Neisse de Kłodzko, le document de l'État-major polonais développe l'argumentaire général et officiel du gouvernement de Londres concernant la Silésie d'Opole, la fixation de la frontière sur ce cours d'eau revenant à annexer la majorité de la région à la Pologne, tout en laissant à l'Allemagne les parties de cette région les plus germanisées :

Les frontières de 1921, partageant d'une manière artificielle et compliquée non seulement un seul organisme économique et ethnique, mais également un espace ayant une cohérence géographique, ont été la cause de conditions extraordinairement difficiles de défense de la partie polonaise de la Haute-Silésie. Pour éviter une menace constante de nos intérêts dans cette partie du pays, il est nécessaire de repousser la frontière allemande sur la Neisse de Kłodzko. La Silésie d'Opole se retrouverait alors à l'intérieur des frontières polonaises.<sup>99</sup>.

De semblables revendications sont proposées dans un document de 1943, programme territorial du quartier-général de l'Armée de l'intérieur<sup>100</sup>. Sa conception générale rejoint le projet médian, mais fixé de manière moindre sur l'Oder et la Neisse de Kłodzko que le précédent. Il est moins guidé par une volonté d'appuyer la frontière sur des limites naturelles que sur la volonté de raccourcir au maximum l'arc de cercle dessiné par la frontière occidentale polonaise, sans toutefois la porter sur l'Oder-Neisse, ce qui engloberait trop de territoires non-polonais dont la polonisation pourrait s'avérer trop difficile à mener. En effet, ce projet établit un décompte, pour chacun des territoires convoités, entre les populations indéniablement polonaises, celles qui pourraient être polonisées, et celles qui, du fait de leur incapacité à se poloniser, devraient être transférées en Allemagne. Le document examine de plus près la situation de la Silésie et de la Poméranie occidentale allemandes, pour lesquelles il préconise des amputations territoriales, donnant un certain nombre de districts frontaliers à la Pologne, afin de raccourcir au maximum la frontière. Pour la Silésie, il avance des revendications très précises :

Le minimum de nos exigences doit être d'avancer le rattachement de la partie minière et industrielle ainsi que des espaces à fort pourcentage de population polonaise, [...] seraient sujets à revendication

---

<sup>98</sup> *Ibidem*, p. 17.

<sup>99</sup> *Idem*. p. 16.

<sup>100</sup> « Les buts territoriaux de guerre de la Pologne du point de vue de la défense de l'État ». Document programme de l'État-major général de l'Armée de l'intérieur, août 1943, Varsovie. *op. cit*, p. 135-141.

quasi totale les districts suivants, les plus occidentaux [parmi ceux revendiqués] : Wschowa (Fraustadt), Góra (Guhrau), Milicz (Militsch), Syców (Gr. Wartenberg), Namysłów (Namslau), Opole (Oppeln), Niemodlin (Falkenberg), Nysa (Neisse).<sup>101</sup>

Le projet revient à revendiquer la quasi-totalité de la Silésie d'Opole, et les districts septentrionaux de la Basse-Silésie, ce qui revient à tronquer la partie la plus avancée vers l'est de la Silésie. La même conception est proposée concernant la Poméranie occidentale :

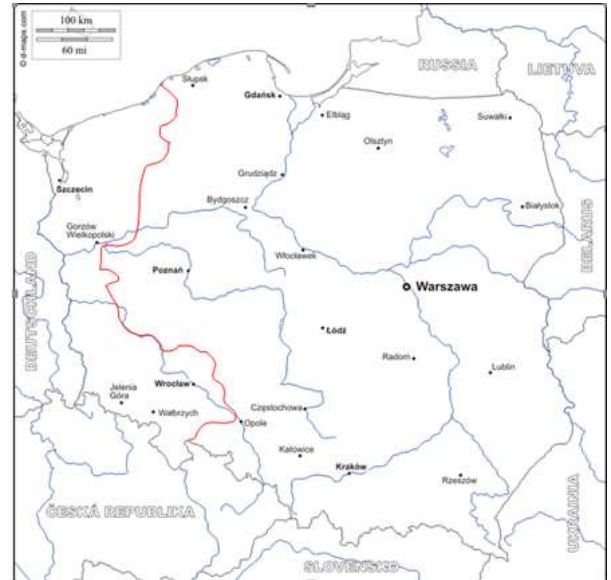
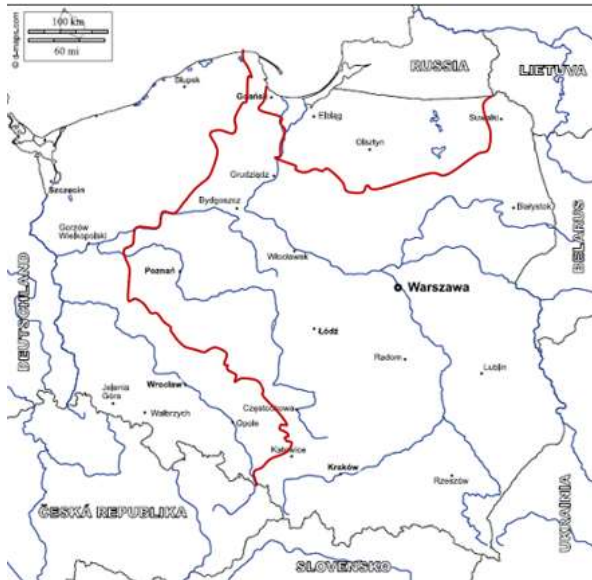
En outre, un petit report vers l'ouest de la frontière de la Grande-Pologne permet de lui donner un plus grand caractère défensif, en lui rattachant une bande de terres facile à fortifier [...]. Cela signifie [d'inclure] [...] les districts suivants ou une partie de ces derniers : Sławno (Schlawe) en partie, Szczecinek (Neustettin), Wałcz (Deutsche Krone), Trzcianka (Schönlanke), Skwierzyna (Schwerin), Międzyrzecz (Meseritz), Babimost (Bomst), Zielona Góra (Grünberg) sa partie orientale, Kozychowo (Freystadt) sa partie orientale, Głogów (Glogau) sa partie septentrionale.<sup>102</sup>

Ces propositions reviennent à annexer une petite moitié de la Poméranie et la frange orientale du Brandebourg, à la fois pour éloigner la frontière des centres régionaux importants, voire vitaux pour la Pologne que sont la région du cours inférieur de la Vistule, la Grande-Pologne, et le bassin industriel de la Haute-Silésie, et pour raccourcir cette frontière. Ces propositions, si elles relèvent bien d'un projet médian, sont toutefois faites dans un esprit similaire à celui du gouvernement de Londres : elles sont présentées comme un minimum du point de vue polonais, mais un maximum de ce que les Alliés occidentaux peuvent accepter, revendications que le quartier général de l'AK pourrait vouloir augmenter. Le projet médian revient donc souvent dans les divers cercles polonais qui préparent les revendications territoriales polonaises, et ce à tel point que pendant longtemps il fait presque figure de projet territorial polonais officieux. Officiellement, le gouvernement en exil présente un projet minimal, mais en même tolère voire encourage diverses études prévoyant un projet médian, dans la mesure où les négociations permettraient de pouvoir espérer plus.

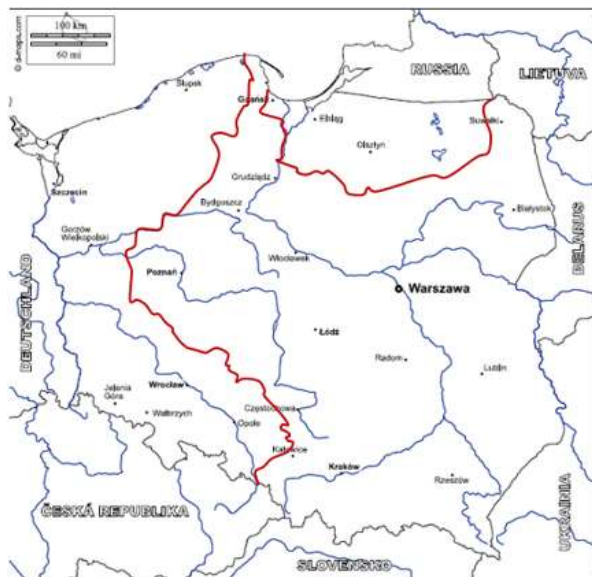
---

<sup>101</sup> *Idem*, p. 139.

<sup>102</sup> *Ibidem*, p. 139-140.



Cartes représentant la frontière occidentale polonaise en 1939 et le projet médian de nouvelles frontières d'après le document de l'AK (août 1943).



Cartes représentant la frontière occidentale polonaise en 1939 et le projet médian de nouvelles frontières d'après un document du Bureau des terres occidentales (13 octobre 1943)<sup>103</sup>.

Néanmoins, le projet médian, comme le minimal, apparaissent vite insuffisants à bon nombre de spécialistes polonais de la question, qui leur préfèrent le projet sur l'Oder-Neisse

<sup>103</sup> *Op. cit.*, p. 143-150.

de Lusace. En effet, ils sont nombreux à montrer que le projet médian, en laissant à l'Allemagne l'essentiel de la Basse-Silésie, étire non seulement la frontière germano-polonaise, mais aussi continue de faire peser un danger sur la Pologne<sup>104</sup>. Il sépare notamment la Pologne de la Tchécoslovaquie, alors que les projets de fédération polono-tchécoslovaque vont bon train jusqu'au début de l'année 1942. L'alternative la plus adaptée du point de vue de la sécurité devient alors la ligne sur l'Oder-Neisse, et ce d'autant plus que l'argument du nombre d'Allemands à éventuellement expulser est de moins en moins pris compte. Nous ne sous attarderons pas sur les débats sur le tracé exact de la frontière sur l'Oder-Neisse, notamment dans la région, controversée, de Szczecin, nous contentant d'une synthèse de ce projet. Il est bien résumé dans une brochure écrite par un capitaine de cavalerie de l'armée polonaise à Londres, W. Dzieślewski, en 1942<sup>105</sup>. Il s'agit d'un long développement argumentatif, fondé sur une mise en récit historiosophique des relations germano-slaves, sur une vision panslaviste des relations entre les pays slaves, qui étaye l'argument stratégique, le principal en faveur de la frontière Oder-Neisse. Dans une optique faisant de la frontière un front à défendre potentiellement, l'Oder-Neisse est la meilleure solution pour réduire au minimum la longueur de la frontière :

L'atteinte de la plus courte frontière défensive est donc une question d'honneur slave et le devoir le plus saint de la Pologne et de la Bohême en premier lieu. [...] l'unique frontière naturelle la plus avantageuse à tous points de vue est la ligne courant des sommets de la Forêt tchèque et des Karkonosze, puis le long de la vallée de la Neisse de Lusace et de l'Oder. Cela signifie pour la Tchéquie un raccourcissement de sa frontière dangereuse de 1/3, et pour la Pologne (dans les frontières du traité de Versailles) des 3/4, c'est-à-dire à 300 kilomètres en ligne droite<sup>106</sup>.

En même temps qu'elle réduit au maximum la frontière germano-polonaise, la Ligne Oder-Neisse est considérée comme un acte de justice historique pour reconstituer la communauté slave occidentale des origines. Ce document est également intéressant car il

---

<sup>104</sup> Entre autres, on peut citer :

1. Remarques d'Adam Pragier concernant le projet des nouvelles frontières de la République polonaise préparé par le Bureau des Travaux politiques, 25 novembre 1940, Londres, *op. cit.*, p. 32-33.
2. Rapport du capitaine de cavalerie Dzieślewski « où se situe notre frontière stratégique à l'ouest ? », juillet 1942, Londres, *op. cit.*, p. 66-74.
3. « du Dogme de la vie polonaise » in *Ziemie Zachodnie Rzeczypospolitej (les Terres occidentales de la République)*, il s'agit d'une des publications du Bureau des terres occidentales, formé au sein de la Délégation du gouvernement au pays), novembre 1942, Varsovie, *op. cit.*, p. 74-77
4. « à travers les terres occidentales vers la Baltique et l'Oder » in *Ziemie Zachodnie Rzeczypospolitej*, novembre-décembre 1943, Varsovie, *op. cit.*, p. 153-156.

<sup>105</sup> Elle est intitulée « Où se situe notre frontière stratégique à l'ouest ? » (*Gdzie leży nasza graniczna strategiczna na Zachodzie ?*).

<sup>106</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Mirosław/ DERWIŃSKI Zdzisław, *op. cit.*, p. 68.

justifie de manière précise l'option d'une frontière sur la Neisse de Lusace par rapport à l'option de la Neisse de Kłodzko :

Si nous reculons la frontière de la Neisse de Lusace jusqu'au cours supérieur de l'Oder et sur la Neisse de Kłodzko dans la région au sud de la ville de Nysa, le front polonais se rallongerait de plus ou moins 300 kilomètres, et le front tchèque de 200 kilomètres, en ligne droite. [...] le cours supérieur de l'Oder est un obstacle opérationnel plus faible<sup>107</sup>.

Ici, les considérations stratégiques et militaires l'emportent totalement sur celles d'ordre civil et humanitaire, montrant que la frontière avec l'Allemagne n'est perçue plus que sous l'angle d'un conflit à venir avec ce pays. Cet argument stratégique est l'un des principaux, sinon le principal, qui a contribué à radicaliser les revendications territoriales polonaises. Outre la sécurité que ce projet semblait garantir, il avait aussi l'avantage d'être simple, s'appuyant sur sa totalité sur une frontière naturelle. Le seul point de débat pouvait porter sur le tracé de la frontière dans la région de Szczecin et de l'embouchure de l'Oder.

Ultime projet territorial polonais, la version maximaliste des revendications territoriales polonaises : plus encore que le projet de la ligne Oder-Neisse, il se fonde d'une part sur des arguments de type stratégique et d'autre part, surtout, sur une vision géopolitique de ce que doit être la Pologne. Ainsi, le projet maximal tire son origine du discours politique et historique de groupes de chercheurs à la pointe de la pensée occidentale de l'entre-deux-guerres, dont un nombre non négligeable sont liés au mouvement polonais de la démocratie-nationale. Il n'est donc pas étonnant que le héraut de cette conception soit majoritairement le SN. De tels projets émanent parfois aussi de militaires non liés au SN. La brochure *l'Héritage des Piast*<sup>108</sup>, éditée en 1944 par Leszek Prorok en est un exemple frappant, et particulièrement son introduction, rédigée par Lech Karol Neyman<sup>109</sup>. Ce dernier milite pour une frontière occidentale polonaise qui serait calquée sur l'Oder et la Neisse de Lusace, mais qui ne se confondrait pas avec elle, incorporant à l'État polonais toute la rive gauche de l'Oder et de la Neisse, et annexant même la majeure partie de la Poméranie antérieure, à l'ouest de l'Oder :

---

<sup>107</sup> *Idem*, p. 68-69.

<sup>108</sup> *Dziedzictwo Piastów*. Cette brochure est éditée par le journal clandestin *Szaniec, (le Rempart)*, journal des *Narodowe Siły Zbrojne (Forces armées nationales)*, la résistance polonaise liée à la Démocratie-nationale.

<sup>109</sup> Leszek Prorok (1919-1984) est un écrivain et essayiste polonais qui a occupé des fonctions importantes durant la guerre dans les structures de commandement du NSZ. Lech Karol Neyman (1908-1948) est un capitaine du NSZ, un des théoriciens de la pensée occidentale polonaise pendant la guerre. Après la guerre, il continue la résistance contre les communistes, est arrêté en 1947, condamné à mort et exécuté en 1948.



La frontière nécessaire de la Pologne à l'ouest court le long du réseau hydrographique à l'ouest de l'Oder et de la Neisse de Lusace (et non pas de la Neisse de Silésie). La bande de terre sur la rive gauche de la rivière frontière s'élargit du sud au nord. Entre les montagnes des Sudètes et Zgorzelec et Gubin, le long de la Neisse, elle est large de seulement quelques kilomètres, du confluent de la Neisse et de l'Oder jusqu'au canal des Hohenzollern (la ville d'Eberswalde) d'environ 30 kilomètres. Plus loin au nord, la bande frontière à l'ouest de l'Oder s'élargit à quelques dizaines de kilomètres, incorporant les villes d'Anhermünd, Przemysław (Prenzlau), Pozdawilk (Pasewalk), Gryfia (Greifswald), Strzałów (Stralsund) et l'île de Rügen.<sup>110</sup>

Les revendications territoriales, parfois poussées très loin, comme celles concernant Rügen, île située pourtant non loin du Danemark, pourraient sembler totalement fantaisistes du point de vue du réalisme politique, si Neyman<sup>111</sup> ne tentait pas de les justifier tant d'un point de stratégie qu'historiosophique, voulant reconstituer dans l'après-guerre l'assise territoriale de la Pologne des Piast, qui s'est effectivement étendue quelques fois au-delà de l'Oder. Certains projets maximaux entendent même inverser la situation qui a longtemps prévalu entre la Pologne et l'Allemagne : de même que l'Allemagne a longtemps pris en tenaille la Grande-Pologne par la Poméranie et la Silésie, la Pologne devrait prendre en tenaille le Brandebourg en incorporant la Poméranie antérieure et la Lusace. Ces projets maximalistes, développements de la logique qu'il pouvait y avoir à fixer la frontière sur l'Oder-Neisse, ont eu un écho assez important en Pologne même, mais leur formulation en Europe occidentale ne pouvait que soulever nombre d'objections, à une époque où la frontière sur l'Oder-Neisse était elle-même sujette à caution.

### *C. Une question récurrente de la politique étrangère polonaise*

La période allant de 1945 à 1948 est marquée par une activité intense de formulation de l'argumentaire polonais en faveur de la polonité des territoires recouverts. Deux raisons principales expliquent cette frénésie argumentative : l'attente d'un traité de paix imminent avec l'Allemagne, pour lequel il s'agit d'affûter ses arguments, la volonté pour le nouveau pouvoir en Pologne de se présenter comme polonais en se livrant à une surenchère nationaliste proclamant la polonité des territoires recouverts et le retour aux frontières de la Pologne idéalisée des premiers Piast.

---

<sup>110</sup> WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Mirosław/ DERWIŃSKI Zdzisław, *op. cit.*, p. 190.

<sup>111</sup> NEYMANN Lech, (*Polska po wojnie*), *la Pologne après-guerre*, Varsovie, 1941 in WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Mirosław/ DERWIŃSKI Zdzisław, *op. cit.*, p. 58.

Le début de la Guerre froide éloigne la perspective d'une résolution du problème allemand et celle de la frontière occidentale polonaise. Cela explique pourquoi le statut des territoires recouverts demeure une question récurrente de la politique étrangère polonaise. À l'époque stalinienne, la frontière occidentale de la Pologne, nouvellement reconnue par la RDA le 6 juillet 1950, est rebaptisée du nom de « frontière de la paix », dans un argumentaire prosocialiste faisant du Bloc soviétique le héraut de la paix face à une alliance atlantique et des États-Unis supposément impérialistes et fauteurs de troubles. Cet aspect ne va pas être étudié plus précisément ici<sup>112</sup>. Il mérite cependant d'être souligné dès à présent pour montrer la permanence de ces questions au-delà des évolutions marquées de la politique intérieure polonaise pendant la première quinzaine d'années du régime communiste.

La question des territoires recouverts ressurgit logiquement au moment de l'arrivée de Gomułka au pouvoir en octobre 1956. Avec pour l'objectif de poursuivre une voie polonaise vers le socialisme, Gomułka libère la presse polonaise d'un respect trop strict de l'internationalisme marxiste. La politique étrangère institutionnelle polonaise aborde plus directement la question de la frontière occidentale polonaise. C'est le cas également pour la diplomatie polonaise informelle, qui peut être étudiée à travers la presse destinée à l'opinion publique spécialisée étrangère. Ainsi, l'Association pour le développement des territoires occidentaux<sup>113</sup> fait paraître régulièrement des articles sur la défense des territoires recouverts et de leurs frontières décidées en 1945 avec en corollaire la dénonciation du révisionnisme ouest-allemand à son égard. Ces articles sont édités dans des *Bulletins d'information de l'Agence de presse occidentale*<sup>114</sup>, qui sont rédigés en polonais, puis traduits en anglais et en français. Les *Bulletins* qui paraissent en langue étrangère sont bien des pièces constitutives d'une diplomatie polonaise informelle visant à convaincre les lecteurs étrangers, notamment le personnel diplomatique anglophone et francophone et au-delà les cercles de pouvoir occidentaux, du bien-fondé du maintien de la frontière Oder-Neisse et des territoires recouverts en Pologne. Ainsi, parmi les 57 bulletins que nous avons pu consulter, près de seize articles<sup>115</sup> traitent de près ou de loin, entre 1957 et 1961, de la question de la défense de la

---

<sup>112</sup> La propagande ne faveur de la frontière de la paix sera abordée plus précisément au chapitre 7, IV.

<sup>113</sup> Cf. chapitre 4, IIIC.

<sup>114</sup> *Zachodnia Agencja Prasowa (ZAP)*.

<sup>115</sup> *Bulletin de la ZAP* n° 1, 1957 (1 article), n° 2, 1957 (1), n° 16, 1958 (1), n° 1, 1959 (1), n° 4, 1959 (1), n° 8, 1959 (1), n° 11, 1959 (1), n° 9, 1960 (1), n° 13, 1960 (1), n° 1, 1961 (1), n° 5, 1961 (1), n° 6, 1961 (1), n° 8, 1961 (2 articles), n° 10, 1961 (2). Ils proviennent de la Bibliothèque des Slaves de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Ladite bibliothèque ne possède pas tous les bulletins parus entre 1957 et 1961, seulement un certain

Ligne Oder-Neisse et du révisionnisme ouest-allemand. Il semblerait même que, loin de décroître avec le temps, la fréquence de ces articles se renforce parallèlement à l'affermissement du pouvoir de Gomułka. La question de la frontière occidentale avec la Pologne est traitée de manière différente. L'Agence de presse occidentale insiste sur l'unanimité nationale polonaise au-delà des divisions politiques quant à la défense de cette frontière, notamment dans le numéro 16 de 1958 :

tous les centres politiques polonais à l'étranger ont pris dès le premier moment la même attitude dans cette question- unique peut-être. Non seulement ils ont appuyé sans réserve les nouvelles frontières occidentales sur l'Odra et la Nysa, mais ils ont combattu activement par tous les moyens disponibles-toutes attaques contre les droits de la Pologne à ces territoires.<sup>116</sup>

À côté de ces manifestations d'unité et d'arguments plus classiques justifiant le tracé, qui seront étudiés plus tard<sup>117</sup>, la presse polonaise se plaît à rappeler l'isolement grandissant de la RFA sur cette question, et à la caricaturer en repère de révisionnistes et de militaristes :

Tout le monde a conscience qu'étant donné le système d'alliance existant, toute tentative de révision de la frontière sur l'Odra et la Nysa aboutirait à la guerre. Rien d'étonnant dès lors que tous les États y compris les pays membres de l'alliance atlantique, à l'exception de la RFA, reconnaissent de facto la frontière polono-allemande.<sup>118</sup>

La question de la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et de la souveraineté sur les territoires recouverts pèse lourdement sur les relations polono-allemandes, que ce soit dans les relations diplomatiques entre la République populaire de Pologne et la République fédérale d'Allemagne mais aussi, de manière plus inattendue, sur celles avec la République démocratique allemande. La résolution de la question allemande dans un sens favorable aux intérêts polonais est ainsi au cœur de la politique étrangère polonaise de l'après-guerre.

### **III La question allemande, cœur de la politique étrangère polonaise**

S'agissant de la politique étrangère polonaise, nous pouvons un moment nous interroger sur la pertinence d'une telle appellation dans le contexte d'une inféodation de plus en plus

---

nombre, qui permettent cependant d'avoir une idée assez précise de la récurrence de certains thèmes dans cette presse.

<sup>116</sup> *Bulletin de la ZAP* n° 16, 1958, p. 37. Les approximations linguistiques ne sont pas dues à la traduction ; elles figurent telles quelles dans le texte original en français.

<sup>117</sup> Cf. les chapitres 5 et 6 notamment.

<sup>118</sup> *Bulletin de la ZAP* n° 5, 1961, p. 4.

marquée de la Pologne à l'URSS<sup>119</sup>. De quelle marge de manœuvre les diplomates polonais disposent-ils entre 1944 et 1961 ? L'histoire du tracé de la frontière polono-soviétique dans l'ancienne Prusse orientale est particulièrement significative des rapports polono-soviétiques dans une première période qui irait jusqu'en 1956. En février 1945, les Soviétiques présentent au gouvernement provisoire de Varsovie un premier projet de partage, fixant la limite entre les deux pays sur les rivières Pregolia et Pissa, laissant Königsberg en URSS, mais établissant une frontière plus septentrionale de près de trente kilomètres et laissant à la Pologne l'essentiel de la Lagune de la Vistule. Ce premier projet est remis en cause par un document polono-soviétique du 15 août 1945<sup>120</sup>, qui établit la nouvelle frontière polono-soviétique le long des frontières des anciens districts allemands, ce qui fait déjà reculer vers le sud cette frontière d'environ une dizaine de kilomètres. Dans les mois qui suivent, et notamment de septembre à novembre 1945, l'administration soviétique de la région de Kaliningrad repousse de manière unilatérale et arbitraire, la frontière polono-soviétique vers le sud d'une vingtaine de kilomètres, supprimant de fait trois districts polonais constitués ou en cours de constitution, alors que quelques milliers de Polonais s'y étaient déjà installés. Malgré les protestations du plénipotentiaire de la Région IV, ces corrections de frontière apparaissent bien vite comme définitives, et en avril 1946, un nouvel accord est signé entre la Pologne et l'URSS. Dans les années ultérieures, un certain nombre de corrections sont encore apportées, toutes en faveur de l'URSS, et ce n'est que le 5 mars 1957 qu'un véritable traité frontalier donne un caractère officiel et définitif au tracé de la frontière polono-soviétique dans la région.

La question de l'autonomie de la RPP par rapport à l'Union soviétique, notamment en matière de politique étrangère, revient en fait à poser celle de sa nature, qui a fait l'objet de nombreux débats dans l'historiographie polonaise des années 1990 et 2000. La Pologne communiste est-elle un État souverain/ à souveraineté limitée ou est-ce un simple protectorat soviétique ? Un article d'Andrzej Friszke permet de poser les termes du débat<sup>121</sup>. Il semblerait que de 1944 à 1956, il y ait un quasi consensus chez les historiens polonais pour considérer la RPP comme un protectorat polonais : « Presque tous s'accordent à dire que jusqu'en 1956, la souveraineté

---

<sup>119</sup> Cf. chapitre 2,

<sup>120</sup> Traité du 15 août 1945, promulgué dans le Journal officiel 1947/ n° 25/ rubrique 167.

<sup>121</sup> FRISZKE Andrzej, « La République populaire de Pologne (PRL) telle qu'on la voit aujourd'hui (1989-2001) in Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 61-62, 2001, la Pologne d'Est en Ouest, 1945-2001 : nouveaux voisinages et état des lieux, p. 69-75.

de la Pologne était si limitée qu'elle faisait penser à un pays sous protectorat. »<sup>122</sup>. Si un protectorat a bien une politique étrangère, cette dernière est strictement calée sur la diplomatie du pays protecteur. De fait, il semble que la marge de manœuvre de la politique étrangère polonaise entre 1944 et 1956 ait été quasiment nulle. 1956 est ici aussi un tournant important : « Tous s'accordent aussi à dire qu'après 1956, la Pologne obtint une plus grande autonomie. Mais les limites de cette autonomie sont encore l'objet d'un débat. »<sup>123</sup>. Depuis une dizaine d'années, certains historiens vont même jusqu'à octroyer une liberté d'action à la politique étrangère de la Pologne communiste postérieure à 1956 bien plus grande que ce qu'elle a dû être, dans un but d'accroître encore davantage la responsabilité des dirigeants communistes s'agissant des erreurs de la RPP<sup>124</sup>. S'il est difficile encore aujourd'hui d'évaluer avec précision le degré d'inféodation et surtout les modalités de subordination de la politique étrangère polonaise à celle des Soviétiques, il est possible d'esquisser une périodisation de l'évolution de l'influence de l'URSS sur la RPP. Celle d'Andrzej Werblan<sup>125</sup> semble satisfaisante :

- juillet 1944-mai 1945 : occupation réelle de la Pologne par les commandants soviétiques, sous la protection desquels se forme la nouvelle administration
- juin 1945- été 1948 : soutien soviétique aux communistes polonais dans leur lutte pour le pouvoir total, en leur laissant une grande liberté d'action intérieure
- été 1948-octobre 1956 : uniformisation totale sur le modèle soviétique
- octobre 1956-décembre 1970 : indépendance relative, avec obligation de rester dans les structures militaires du bloc et de soutenir la politique étrangère de l'URSS
- décembre 1970-août 1980 : démonstrations de loyauté de la RPP envers l'URSS et en même temps développement des relations avec les pays occidentaux
- août 1980-décembre 1981 : pression politique et économique exercée par l'URSS, sans précédent depuis 1956
- état de guerre : relâchement partiel de la pression<sup>126</sup>

Si une politique étrangère polonaise a bien existé entre 1944 et 1989, cette dernière semble avoir été totalement fonction de la politique étrangère soviétique entre 1944 et 1956. Après 1956, sa marge de manœuvre s'élargit, en témoignent l'attitude de Gomułka face à Khrouchtchev en 1956 et le Plan Rapacki en 1958. Si elle se doit de respecter quelques

---

<sup>122</sup> FRISZKE Andrzej, *op. cit.*, p. 70.

<sup>123</sup> *Idem.*

<sup>124</sup> Par exemple, NOWAK Andrzej, *History and geopolitics. A contest for Eastern Europe*, Éditions du PISM, Varsovie, 2008

<sup>125</sup> (1924- ). Historien communiste étroitement liée à la RPP.

<sup>126</sup> FRISZKE Andrzej, *op. cit.*, p. 71.

fondamentaux (Pacte de Varsovie, soutien général à l'URSS, fraternité socialiste), elle gagne le droit de développer des relations multilatérales qui dépassent le cadre strict du Bloc de l'Est. À l'intérieur même de ce dernier, les relations avec les pays frères ne suivent pas forcément la logique d'unité sans faille affichée par la propagande soviétique, ce qui peut se voir avec l'étude des relations polono-allemandes.

La question allemande, comprenant à la fois le problème de la division de l'Allemagne, des relations de la Pologne avec chacun des États allemands, la problématique de la reconnaissance de la frontière occidentale de la Pologne par la RDA et la RFA et du statut des territoires recouverts, ainsi que celle de la minorité allemande en Pologne, est le principal problème de la diplomatie polonaise entre 1945 et 1970. Pour la période qui nous intéresse, deux périodes sont à distinguer : celle pendant laquelle l'État allemand n'existe plus jusqu'en 1949, puis celle commençant avec la constitution de deux États allemands antagonistes. Les relations avec la RDA seront distinguées de celles avec la RFA.

### *A. Le temps de l'incertitude*

Le rapport polonais à la question allemande ne peut être compris sans préciser son influence dans le déclenchement de la Guerre froide. Contrairement à ce qui a longtemps été pensé, la division de l'Allemagne n'était pas une fatalité dès 1945 ou plutôt, ce n'était pas une fatalité pour les acteurs principaux des relations internationales. Il convient en effet de distinguer entre les attitudes des acteurs de la scène politique allemande et celles des grandes puissances. Pour les premiers, dans les zones occidentales comme dans la zone orientale, il apparaît très rapidement que non seulement la division de l'Allemagne est inévitable, mais qu'elle est souhaitable. Ainsi, selon les analyses de Wilfried Loth, Adenauer et Ulbricht comprennent dès 1945 que l'évolution des rapports internationaux ne pourrait déboucher que sur une division de l'Allemagne et ne mettent rien en œuvre pour l'empêcher<sup>127</sup>. Pour le leader des démocrates-chrétiens, un État allemand unifié signifie au mieux un risque de retour au nationalisme allemand, au pire celui d'une extension du communisme à l'Allemagne toute entière. Le chef des communistes est-allemands est quant à lui conscient de la précarité de sa situation politique : sans soutien soviétique et au sein d'une Allemagne unifiée, il n'a aucune chance d'instaurer l'État soviétique auquel il aspire. L'unification signifie donc pour lui la

---

<sup>127</sup> LOTH Wilfried, « l'Allemagne dans la Guerre froide : stratégies et décisions » in WESTAD Odd Arne, *Reviewing the Cold War*, Frank Cass, Londres/Portland, 2000.

marginalisation politique et le fait de laisser passer une chance, unique peut-être, d'instaurer un véritable État socialiste en Allemagne.

À l'échelle internationale cependant, les alliés occidentaux comme les Soviétiques ne souhaitent pas de division de l'Allemagne. La neutralisation d'une Allemagne unie semble réalisable et est en tous cas souhaitée des deux côtés. C'est une mauvaise interprétation des actions menées de part et d'autre, et non les actions elles-mêmes, qui amène les deux camps à se résoudre à la division de l'Allemagne. Cette interprétation des origines de la Guerre froide en Europe met l'accent sur la dimension européenne des facteurs qui ont aggravé les relations entre les trois Grands<sup>128</sup>. Les origines de la division de l'Allemagne sont à chercher dans la décision des Américains et des Britanniques de fusionner leurs zones d'occupation à l'été 1946. Cette décision n'est pas motivée par des raisons idéologiques, mais économiques, afin de mutualiser les coûts de l'occupation et pour les Britanniques notamment, les réduire. Elle est interprétée par les Soviétiques comme une volonté de relever trop rapidement l'Allemagne et d'en faire un État pour contrer l'expansion de l'influence informelle des Soviétiques en Europe. Malgré la méfiance accrue, rien n'est encore joué, et c'est un enchaînement de causes avant tout économiques qui aboutissent au tournant et à la rupture que représente pour l'Union soviétique et les pays qu'elle est en train de satelliser le Plan Marshall. Malgré la constitution de la bizonie au 1<sup>er</sup> janvier 1947, le Royaume-Uni, dont la politique économique reste encore impériale et au-dessus de ses moyens réels, est frappé par une crise économique à partir de février. Cette dernière commence à s'étendre à l'Allemagne occidentale et à d'autres pays d'Europe occidentale. Pour éviter une déstabilisation des pays occidentaux qui pourraient avoir des répercussions politiques indésirables, les États-Unis interviennent en proposant le Plan Marshall le 5 juin<sup>129</sup>. À partir de ce moment, l'URSS interprète de plus en plus la fusion des zones d'occupation comme le préliminaire à une extension de l'influence économique américaine dans sa sphère d'influence. Si elle n'arrête pas officiellement de militer pour une réunification de l'Allemagne, elle le demande à des conditions garantissant la survie de la position privilégiée du SED, conditions que les États-Unis ne peuvent accepter.

---

<sup>128</sup> Nous nous appuyons ici particulièrement sur le chapitre de REYNOLDS David, « la dimension européenne de la Guerre froide » in PAINTER David S., LEFFLER Melvyn P. (éd.), *Origins of the Cold War*, Routledge, New York/ Londres, 2<sup>ème</sup> édition, 2005, p. 167-177.

<sup>129</sup> Un accroissement démesuré de l'influence politique des forces d'extrême-gauche à l'occasion d'élections notamment. Tout cela intervient dans un contexte politique tendu, avec la multiplication de grèves en France et en Italie notamment, tandis que les grandes chaleurs de l'été font craindre une pénurie alimentaire dans une Europe déjà soumise à un strict rationnement.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'examiner la politique étrangère polonaise vis-à-vis de l'Allemagne occupée entre 1945 et 1949. Le gouvernement polonais s'oppose à toute division de l'Allemagne, et donc à la fusion des seules zones occidentales. Contrairement à la position française qui veut affaiblir au maximum l'Allemagne en en détachant la Sarre et la Ruhr, la Pologne préfère une Allemagne unie afin de s'assurer sur toute son étendue qu'une dénazification semblable à celle menée dans la zone soviétique est bien mise en œuvre<sup>130</sup>. L'Allemagne unie semble pour la Pologne une garantie pour neutraliser tous les ferments nazis et nationalistes qui viendraient remettre en cause le *statu quo* territorial issu de la Seconde Guerre mondiale. Les territoires recouverts sont ainsi le paramètre principal pris en compte dans l'établissement de la politique étrangère polonaise à l'égard de l'Allemagne. Après les échecs successifs des différentes conférences des ministres des Affaires étrangères des quatre, la perspective grandissante d'une division de l'Allemagne et de la reconstitution d'une Allemagne occidentale impérialiste, militariste et révisionniste, inquiète de plus en plus le gouvernement polonais. Ainsi, alors même que s'ouvre en février 1948 à Londres une conférence des pays occidentaux établissant les fondements d'une politique occidentale vis-à-vis de l'Allemagne, une conférence est organisée sur l'initiative polonaise et avec l'aval des Soviétiques à Prague. Elle rassemble les 17 et 18 février 1948 les ministres des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Yougoslavie. Une « Déclaration concernant l'Allemagne » est publiée suite à cette conférence, qui met en garde les gouvernements occidentaux contre les conséquences d'une division de l'Allemagne pour la paix et la sécurité en Europe. Parallèlement, les relations entre Alliés se dégradent encore davantage : la perspective d'une convergence politique et économique des trois zones occidentales entraîne le 20 mars 1948 le retrait des Soviétiques du Conseil de contrôle allié. La dissolution de fait de cet organe symbolise l'échec d'un compromis politique entre les quatre puissances occupant l'Allemagne et marque la fin définitive d'une politique commune menée à l'échelle de l'ensemble du territoire allemand. Dès lors, les Alliés occidentaux mettent en œuvre leur plan de convergence de leurs zones d'occupation. Après bien des réticences, et contre l'internationalisation de la Ruhr, les Français se décident à rallier les Anglo-Saxons, et le 3 juin 1948 est formée la trizone, qui donne une assise territoriale au futur État ouest-allemand. Les Soviétiques décident alors de réagir en mettant en place le 23 juin le

---

<sup>130</sup> Le gouvernement polonais pense alors, par idéologie et/ou ignorance, que la dénazification a été menée à bien dans la zone soviétique, alors même que rétrospectivement, il apparaît que nombre de membres du SED étaient d'anciens nazis.



Blocus de Berlin. Le même jour est lancée une offensive diplomatique, sur l'initiative de l'URSS : une conférence de tous les ministres des Affaires étrangères des pays sous influence soviétique se tient à Varsovie. Au terme de cette réunion, un programme en cinq points est établi, concernant l'Allemagne et afin de maintenir son unité : accélération de la démilitarisation du territoire allemand, contrôle de son industrie lourde par les grandes puissances, formation d'un gouvernement uni démocratique, conclusion d'un traité de paix, retrait des forces d'occupation un an après la signature dudit traité. Cette rencontre est intéressante à analyser du point de vue de l'évolution des relations internationales au sein même du Bloc soviétique en formation. Autant la réunion de Prague avait eu lieu sur initiative polonaise, et était relativement indépendante de la volonté soviétique, autant celle de Varsovie a été organisée par l'URSS pour appuyer sa politique belliciste à l'égard de Berlin-Ouest. Ainsi, en l'espace de quelques mois, la transformation d'États encore relativement souverains en États satellites est actée. Il est toutefois difficile, dans cette période préliminaire, de distinguer entre ce qui relève d'une réelle initiative diplomatique polonaise et ce qui relève d'une politique établie à Moscou et imposée aux pays sous influence. En effet, concernant la question allemande, les intérêts polonais et soviétiques sont similaires ; les deux pays tendent à vouloir faire reconnaître la même interprétation des accords de Potsdam, celle d'un transfert de souveraineté définitif des anciens territoires orientaux de l'Allemagne à l'URSS et à la Pologne. En outre, contrairement à la France qui s'oppose par conviction à une Allemagne unie et à des Anglo-Saxons qui s'y sont ralliés par résignation, sous le coup de l'évolution des rapports de force internationaux, tant l'URSS que la Pologne veulent une Allemagne unie, neutre, sur laquelle une influence diffuse favorable à leurs intérêts pourrait s'étendre. Cette position explique le retard d'organisation de l'État est-allemand, son statut longtemps précaire au sein même du Bloc de l'Est. La République populaire polonaise développe des relations de plus en plus importantes avec la RFA, pourtant son ennemie idéologique, alors que celles avec la RDA ont pendant un certain temps été plus laborieuses.

### *B. Les relations avec la RFA*

Deux périodes sont à distinguer concernant l'évolution des relations entre la Pologne et la République fédérale d'Allemagne entre 1949 et 1961 ; à une période de gel quasi-total des relations jusqu'en 1955 succède un lent réchauffement des relations avec paradoxalement, des moments de plus grande affinité de la Pologne avec la RFA qu'avec la RDA. Dans un premier temps cependant, ces rapports sont résumés pour la période allant de 1948 à 1955 par le

discours de gouvernement d'Adenauer au Bundestag le 20 septembre 1949 : « Nous ne pouvons accepter, indépendamment des circonstances, la séparation de ces terres réalisée par l'URSS et la Pologne. [...] Nous n'arrêterons pas de manifester nos prétentions sur ces territoires avec l'aide de moyens juridiques appropriés. »<sup>131</sup>. Les deux interprétations divergentes de Potsdam tendent d'emblée les relations entre les deux pays : la RFA ne reconnaît pas les changements de frontières réalisés *de facto* par l'URSS et surtout la Pologne, et demande le retour aux frontières de 1937<sup>132</sup>. La République populaire de Pologne ne veut bien entendu pas entendre parler d'une quelconque révision de frontières et assimile la possession des territoires recouverts à la survie de l'État polonais. Les cessions territoriales concédées à l'est en faveur de l'URSS ainsi que la mise en valeur des régions occidentales lui empêchent toute position de compromis. La RFA voit en la Pologne un régime liberticide, dictatorial communiste, répressif à l'égard de la minorité allemande, enjeu important des relations germano-polonaises, un pays enfin qui viole le droit international par son appropriation illégale de territoires qui seraient toujours allemands. La Pologne populaire, quant à elle, voit en l'Allemagne de l'Ouest un État capitaliste bourgeois, continuateur de l'Allemagne impériale, impérialiste à l'égard de la Pologne, un régime fondé sur le nationalisme, le révisionnisme et qui n'aurait pas encore tiré de trait sur son passé nazi. Ce double antagonisme, issu d'un passé lointain pour sa composante nationale et doublé d'un antagonisme idéologique depuis la constitution des Blocs de l'Ouest et de l'Est, explique le fait que les relations entre l'Allemagne de l'Ouest et la Pologne sont très mauvaises et limitées. L'ombre de la Seconde Guerre mondiale et de la politique de l'État allemand à l'égard de la Pologne pèse de tout son poids : les Polonais de l'époque ne font guère de distinction entre « allemand » et « nazi ». En outre, les victoires de la CDU, foncièrement anti-communiste, aux élections législatives depuis 1949, renforce encore les tensions. Les relations ne sont pas officielles ; dans un premier temps, jusqu'en 1948, elles se limitent à des contacts avec les pouvoirs allemands locaux et passent toutes par la Mission militaire polonaise à Berlin. Face à l'évolution politique, les missions militaires consulaires deviennent en 1948-1949 des consulats polonais dans les zones occidentales. En 1951-1952, apogée de la Guerre froide, les Alliés occidentaux retirent leurs droits diplomatiques aux agents consulaires

---

<sup>131</sup> GÓRALSKI Witold M., *Polska-Niemcy 1945-2007. Od konfrontacji do współpracy i partnerstwa w Europie (la Pologne et l'Allemagne 1945-2007. De la confrontation à la coopération et au partenariat en Europe)*, Polski Instytut spraw międzynarodowych, Varsovie, 2007, p. 37.

<sup>132</sup> Cf. le présent chapitre,IIA.

polonais en Allemagne de l'Ouest, ce qui rend encore plus difficile les rapports entre Pologne et RFA. La Pologne réagit en outre de manière déterminée et hostile à chaque fois que la RFA se voit dotée d'un nouvel attribut qui fait d'elle un véritable État : le 11 mai 1950 lorsqu'elle reçoit la possibilité de mener sa propre politique étrangère, puis régulièrement dans les années 1954-1955 avec la remilitarisation progressive de l'Allemagne de l'Ouest. C'est le cas notamment en mai 1955 quand la RFA intègre l'OTAN.

Un autre motif de tensions entre la République populaire polonaise et la République fédérale d'Allemagne est la question de la minorité allemande de Pologne. Elle est particulièrement caractéristique du rapport véritable entre les deux pays. Comme nous le verrons plus loin, tous les Allemands n'ont pas été transférés en Allemagne<sup>133</sup>. Selon un rapport du bureau politique du Comité central du PZPR du 10 octobre 1955, il resterait encore 65 000 Allemands en Pologne<sup>134</sup>. Leur nombre est sujet à débats, les Allemands de l'Ouest considérant qu'il est bien plus élevé ; de fait, ils comptent aussi parmi les membres de la minorité allemande de Pologne ceux que l'État polonais appelle les « autochtones »<sup>135</sup>, c'est-à-dire les anciens citoyens du III<sup>e</sup> Reich aux origines slaves. Ces derniers passent massivement pendant la période stalinienne d'une autodéfinition nationale polonaise ou incertaine à une autodéfinition de plus en plus nettement allemande. Le gouvernement polonais écarte jusqu'à la fin de 1955 toute possibilité de rapatriement tant à destination de l'Allemagne de l'Ouest que d'autochtones. Depuis la fin de 1951, des pourparlers ont été engagés avec la RDA afin de procéder à des actions de « réunions de familles »<sup>136</sup>, sorte de regroupement familial avant l'heure visant à réunifier des familles allemandes habitant en Pologne et en Allemagne. La RFA est tenue à l'écart de ces accords<sup>137</sup>. En théorie, ce sont les groupes familiaux minoritaires qui sont censés rejoindre la majorité de la famille dans l'État où elle réside ; dans les faits, la Pologne en profite pour faire partir même des familles allemandes restées majoritairement en Pologne. Le but est de réduire au minimum la minorité allemande pour ainsi ôter tout argument aux révisionnistes ouest-allemands. La RDA se satisfait de ces transferts qui permettent de réduire au minimum, même si le flux est réduit,

---

<sup>133</sup> Cf. chapitre 3, IA.

<sup>134</sup> AMSZ/10-238/p. 69-76. Plus précisément p. 69 pour les nombres. Ils sont situés presque intégralement sur les territoires recouverts : 39 000 dans la voïévodie de Wrocław, 22 000 dans celle de Koszalin, 3 500 dans celle de Szczecin, 1 000 dans celle de Zielona Góra.

<sup>135</sup> Cf. chapitre 3, IIIB.

<sup>136</sup> *akcja łączenia rodzin*.

<sup>137</sup> Cf. sous-partie suivante.

son important solde migratoire négatif à l'époque. Les relations diplomatiques entre Pologne et RFA expliquent que ces premières opérations de rapatriement excluent presque entièrement l'Allemagne de l'Ouest.

La situation change avec l'amélioration progressive de ces relations à partir de 1955, parallèlement à la déstalinisation. Suivant l'URSS, la Pologne met fin en février à l'état de guerre avec l'Allemagne. Le premier signe de cette détente intervient dans le domaine du regroupement familial. Comme les relations entre les deux États restent informelles, ce sont les Croix-Rouge des deux pays qui signent un accord en décembre 1955 pour rapatrier des membres de la minorité allemande en RFA. À partir de ce moment, un double changement se produit: le nombre de départs vers la RFA devient plus important que vers la RDA, et les autochtones deviennent majoritaires. Ainsi, pour la seule année 1956, les chiffres d'une note du ministère des Affaires étrangères polonais de novembre 1956<sup>138</sup> montrent une inversion des tendances : seules 3 593 personnes partent dans le cadre des accords de transfert vers la RDA, alors que grâce aux accords signés par la Croix-Rouge, ce sont 8 858 personnes qui s'installent en RFA. La tendance s'accroît encore après l'arrivée de Gomułka au pouvoir, avec la libéralisation partielle entre 1957 et 1959. De 250 à 300 000 personnes partent alors vers l'Allemagne, majoritairement vers la RFA<sup>139</sup>. L'exemple de la Varmie-Mazurie est particulièrement significatif avec une véritable hémorragie de la communauté des autochtones de cette voïévodie. Ne se reconnaissant pas dans l'État polonais, ils choisissent en majorité d'émigrer vers la RFA :

---

<sup>138</sup> AMSZ/10-238/p. 120. Les chiffres seront précisés dans la sous-partie suivante.

<sup>139</sup> Pour les sources de ces estimations, cf. également la sous-partie postérieure.

Années	1952-1955	1956	1957	1958	Total 1956-1958	Total 1952-1958
Départs officiels vers l'Allemagne	1990	2 892	15 574	13 467	31 933	33 923
Changement de résidence pour une destination inconnue (départs non-officiels)		3 972	11 173	12 461	27 606	27 606
Départs totaux potentiels vers l'Allemagne	1990	6 864	26 747	25 928	59539	61 529

**Tableau des départs d'Allemands et d'autochtones de la voïévodie de Varmie-Mazurie vers la RFA ou la RDA entre 1952 et 1958<sup>140</sup>**

Le tableau indique d'une part l'importance du départ des autochtones vers l'Allemagne après 1956 ; en se fondant sur le nombre de 100 000 autochtones en Varmie-Mazurie en 1945<sup>141</sup>, en considérant que leur nombre est resté à peu près stable jusqu'en 1955 du fait de l'impossibilité d'émigrer en Allemagne et des caractéristiques démographiques de la population (une faible natalité du fait du déséquilibre entre les sexes et de la proportion importante de personnes âgées), ce sont donc environ 60 % des autochtones de la voïévodie d'Olsztyn qui partent en Allemagne, légalement et de plus en plus illégalement, entre 1956 et 1959. L'afflux de population autochtone en Allemagne de l'Ouest permet d'entamer un rapprochement entre la RFA et la Pologne. Le gouvernement polonais entend tirer parti de sa libéralité dans la délivrance des autorisations de départ des autochtones pour avancer sur d'autres dossiers. Une note du directeur du Département IV du ministère des Affaires étrangères polonais datée du 20 septembre 1957<sup>142</sup> indique les buts poursuivis par la diplomatie polonaise : obtenir de l'Allemagne de l'Ouest la reconnaissance de la frontière sur l'Oder-Neisse et renforcer les liens économiques entre les deux pays, dans une période économique difficile pour la Pologne. Dans cette perspective, l'émigration des autochtones et des Allemands de Pologne est un élément de la stratégie diplomatique polonaise afin de normaliser ses relations avec la

<sup>140</sup> AAN/TRZZ/966/p. 63-66

<sup>141</sup> Cf. chapitre 3, IIIB.

<sup>142</sup> AMSZ/10-106. In JAROSZ Dariusz, PASZTOR Maria (réd.), *Polskie dokumenty dyplomatyczne 1957, (Documents diplomatiques polonais)*, PISM, Varsovie, 2006, p. 666-671. Le Département IV est plus particulièrement chargé, jusqu'à la réorganisation de 1960, de s'occuper des relations de la Pologne avec les deux États allemands.

RFA et d'assurer sa sécurité. Les relations se réchauffent donc progressivement entre les deux pays, même si aucune étape majeure n'est franchie entre 1957 et 1961 et que les relations se tendent au gré de telle déclaration révisionniste en Allemagne de l'Ouest ou de telle plainte des autochtones en Pologne. Paradoxalement cependant, la tendance globale dans les relations bilatérales semble à la fin des années 1950 bien plus positive qu'avec la RDA. Il convient en définitive de nuancer partiellement l'antagonisme entre les deux pays. Les deux gouvernements surinterprètent plus ou moins consciemment les actions hostiles de part et d'autre à des fins politiques. En RFA, le révisionnisme affiché d'Adenauer est en partie une posture électoraliste pour faire le plein de voix auprès des organisations de réfugiés, encore puissantes dans le paysage politique ouest-allemand. En Pologne, le révisionnisme est également exagéré à dessein pour justifier l'intangibilité de l'ordre politique issu de la Seconde Guerre mondiale et notamment l'alliance privilégiée mais de fait inégale entre la République populaire de Pologne et l'Union soviétique. Cette dernière intervient régulièrement dans les relations entre la Pologne et la RDA qui ne sont pas aussi simples qu'aurait pu le laisser présager le statut de démocraties populaires de ces deux pays.

### *C. Les relations avec la RDA*

L'étude des relations diplomatiques entre la Pologne et la RDA est intéressante car elle permet de briser une vision trop monolithique des relations internationales au sein des pays du Bloc de l'Est, où tout devrait passer nécessairement par l'URSS qui assurerait par sa domination sans partage la cohérence du Bloc et des relations cordiales et fraternelles entre démocraties populaires<sup>143</sup>. Les rapports entre la République démocratique de Pologne et la RDA peuvent se subdiviser en trois périodes. Avant même la fondation de la RDA, les rapports sont globalement mauvais entre le gouvernement polonais et le SED fraîchement formé. Jusqu'en 1948-1949, la direction du SED est assez largement révisionniste à l'égard de la frontière germano-polonaise. Pendant la période stalinienne, paradoxalement, intervient un renforcement des relations entre les deux pays, notamment suite à la signature du Traité de Görlitz ; il ne serait même pas incongru de présenter cette période comme la période la plus apaisée des relations entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est. Enfin, à partir de 1955, se succèdent des phases de tensions et de détentes, mais la tendance est à la dégradation des relations, notamment du fait de l'évolution politique intérieure de la Pologne, du rapport de

---

<sup>143</sup> Nous nous appuyons notamment sur l'ouvrage ANDERSON Sheldon R., *a Cold War in Soviet Bloc : Polish-East German relations : 1945-1962*, Routledge, New York, 2018. Le titre est à lui seul évocateur.

cette dernière à la question allemande en générale et à la RFA en particulier et de la question de la minorité allemande de Pologne.

La situation politique des deux partis communistes explique les relations mauvaises qu'ils entretiennent dans un premier temps. Le PPR est contraint à se livrer à une surenchère nationaliste pour essayer d'apparaître légitime auprès du peuple polonais, et se pose ainsi en défenseur de la Ligne Oder-Neisse. Pour cela, il se verrait bien prendre la thèse d'un front panslaviste d'union des pays slaves contre l'Allemagne. Le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale est encore proche, et les communistes polonais se méfient d'autant des communistes allemands que même le KPD d'Allemagne occidentale demande la révision de la Ligne Oder-Neisse. Le SED quant à lui est pris en tenaille entre une double légitimité. Soutenu par l'Union soviétique à qui il doit sa conquête progressive du pouvoir en Allemagne de l'Est, il est censé suivre la politique étrangère soviétique de reconnaissance de la nouvelle frontière et prôner le dépassement des conflits nationalistes en affichant l'internationalisme marxiste de rigueur. Idéologiquement, il doit reconnaître la nouvelle frontière orientale de l'Allemagne de l'Est. Politiquement cependant, notamment durant les années 1946-1947 où il cherche une assise populaire à son pouvoir, il est prisonnier de sa nature allemande. Comme la grande majorité de l'opinion est-allemande est contre la cession des territoires recouverts à la Pologne, il ne peut défendre cette frontière sans apparaître comme traître aux intérêts de la nation allemande. Ainsi, dans sa course à la légitimité politique avec le SPD, ouvertement révisionniste, il adopte lui aussi une attitude révisionniste à l'égard de la frontière germano-polonaise. Cette posture n'est pas seulement pragmatique, elle est aussi idéologique : les cadres du SED et l'immense majorité des militants de l'époque pensent non seulement qu'il faut soutenir une révision de la frontière pour gagner le cœur des Allemands de l'Est, mais qu'une RDA sans territoires recouverts n'est pas économiquement viable, coupée d'une bonne partie de ses approvisionnements en matières premières. De fait, la direction du parti adopte une position résolument offensive, notamment après le discours de Byrnes à Stuttgart. Ce n'est qu'à partir de 1947 que le révisionnisme est-allemand commence à être tempéré par l'Union soviétique, qui se trouve dans une situation complexe : à la fois garantir à la Pologne l'intangibilité de la nouvelle frontière occidentale tout en ne critiquant pas officiellement le révisionnisme du SED. Toutefois, lorsque la délégation est-allemande menée par Pieck, Grotewohl et Ulbricht arrive en janvier 1947 à Moscou dans le but d'obtenir au moins des corrections partielles de la frontière en faveur de la zone soviétique de l'Allemagne, elle se

heurte à un refus clair de Staline. À partir de ce moment, parallèlement à l'éloignement de la perspective d'élections générales allemandes qui signeraient la fin du quasi-monopole politique du SED en Allemagne de l'Est, la direction du parti prend conscience de la durabilité de la frontière et commence à faire une campagne interne pour changer le rapport du SED à la frontière. En mars 1948, Pieck annonce pour la première fois officiellement que la frontière germano-polonaise doit rester en l'état. La stalinisation du parti s'accompagne d'une purge des éléments les moins dociles ; l'un des critères majeurs de tri est le rapport des militants à l'Oder-Neisse : les révisionnistes sont plus touchés par la purge que ceux qui acceptent le nouvel ordre territorial. Malgré cela, en privé, de nombreux membres du SED, notamment les anciens militants du SPD, sont opposés à la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse comme nouvelle frontière entre la Pologne et ce qui devient en 1949 la RDA.

L'acceptation officielle de la frontière Oder-Neisse par la RDA, signifiée par le Traité de Görlitz, marque une phase de net réchauffement des relations entre Polonais et Est-Allemands. Ce rapprochement se concrétise autour de la minorité allemande de Pologne et de son rapatriement éventuel en Allemagne de l'Est. Des notes de discussions entre membres du PZPR et du SED menées le 11 octobre 1956 à Varsovie résument les domaines de relation entre les deux pays pour la période allant de 1950 à 1956.

- a) la réunion des familles
- b) la visite mutuelle des proches
- c) l'aide pour la RPP dans le domaine de l'enseignement pour la minorité nationale allemande
- d) la question des fournitures en charbon et en coke<sup>144</sup>

La question de la minorité allemande en Pologne constitue ainsi l'essentiel des relations entre RDA et Pologne, les considérations économiques ne sont que brièvement évoquées et viennent après ; ce classement montre alors le peu de contenu de la coopération économique censée avoir lieu entre membres du COMECON. La RDA devient ainsi jusqu'en 1955 l'unique réceptacle de l'émigration des Allemands de Pologne. Une loi du Conseil des ministres polonais du 7 avril 1951 prévoit un regroupement familial pour les familles séparées par l'Oder-Neisse<sup>145</sup>. L'accord effectif est signé le 1<sup>er</sup> février 1952, sous la pression de l'URSS. La coopération semble fonctionner entre les deux États dans ce domaine-là.

---

<sup>144</sup> AMSZ/10-238/p. 170-173.

<sup>145</sup> AMSZ/10-238/p. 2-3.



Néanmoins, là aussi, des tensions ont lieu périodiquement, les deux gouvernements se renvoyant la responsabilité du caractère lent et modeste des transferts de population opérés entre 1952 et 1956. Un peu moins de 15 000 personnes<sup>146</sup> ont pu bénéficier de ce dispositif ; la RDA reproche à la Pologne de ralentir sciemment le rapatriement voire d'empêcher certains volontaires au départ de partir, quant à la Pologne, elle refuse de laisser partir des autochtones pendant la période stalinienne et met en cause la bureaucratie de la RDA et les problèmes dans les listes de candidats au départ fournies.

Les années 1954-1955 amorcent un nouveau tournant dans les relations entre la République populaire de Pologne et la République démocratique allemande. Un ensemble d'éléments vient progressivement remettre en cause le fragile équilibre trouvé dans les relations entre les deux États. Au fur et à mesure que les échecs partiels de la politique économique stalinienne dans la reconstruction des territoires recouverts deviennent patents, le sentiment anti-polonais ne fait que s'accroître au sein de la population est-allemande, malgré la propagande fraternelle orchestrée par le SED<sup>147</sup>. Il est particulièrement prégnant chez les populations qui vivent à proximité de la frontière germano-polonaise : de l'autre côté de l'Oder, et notamment dans les villes situées de part et d'autre de la frontière, les ruines s'amoncellent encore souvent, donnant au corps aux arguments révisionnistes selon lesquels la Pologne n'est pas capable de mettre en valeur ces régions qui doivent ainsi revenir à l'Allemagne. L'accord entre les Croix-Rouge polonaise et ouest-allemande sur le rapatriement des membres de la minorité polonaise allemande remet en cause le monopole de la RDA dans la captation des flux des Allemands de Pologne. L'orientation de ces flux devient un baromètre supplémentaire, en complément de la fuite de ses propres ressortissants, de la popularité de l'État est-allemand. Les nombres sont ici éloquents, la grande majorité des Allemands/ autochtones de Pologne décidant de partir pour l'Allemagne de l'Ouest ; la RDA voudrait récupérer les Allemands de Pologne pour compenser la saignée démographique qu'elle subit, et en même temps elle ne peut ignorer leurs attitudes souvent très nationalistes et antisocialistes. Le ministère des Affaires étrangères tient régulièrement des décomptes des convois ferroviaires spécialement affrétés pour les départs les deux Allemagne et ainsi du nombre d'émigrés à destination soit de la RDA, soit de la RFA. Des notes du ministère de l'Intérieur polonais de mars 1959 établissent un bilan total

---

<sup>146</sup> AMSZ/10-238/p. 120-123.

<sup>147</sup> Cf. chapitre 3, IVB.

chiffré des opérations de transfert pour les années 1922-1959 et 1956-1959, qui est présenté dans les deux tableaux suivants<sup>148</sup> :

Périodes	Transports vers la RDA	Transférés vers la RDA	% pour la période donnée	Transports vers la RFA	Transférés vers la RDA	% pour la période donnée	Transports vers RDA/RFA	Transférés vers RDA/RFA
1951-1955	0	10 800	<b>93.6 %</b>	0	737	<b>6.4 %</b>	0	<b>11 537</b>
1956	24	5 605	<b>27.3 %</b>	60	14 945	<b>72.7 %</b>	84	<b>20 551</b>
1957	69	22 962	<b>20.3 %</b>	183	90 385	<b>79.7 %</b>	252	<b>113 347</b>
1958	23	2 483	<b>2.1 %</b>	241	110 753	<b>97.8 %</b>	264	<b>119 236</b>
01-02/1959	11	515	<b>4.8 %</b>	20	10 311	<b>95.2 %</b>	21	<b>10 626</b>
TOTAL	117	<b>48 166</b>	<b>17.5 %</b>	504	<b>227 131</b>	<b>82.5 %</b>	621	<b>275 297</b>

**Tableau représentant l'évolution des émigrés/ transférés allemands et/ou autochtones vers la RDA et la RFA entre 1952 et 1959**

Le tableau indique nettement une inversion des courbes à partir de l'accord de fin 1955. Durant la période stalinienne, les seuls départs tolérés sont ceux vers la RDA, à quelques exceptions près ; certains départs vers la RFA ayant lieu dans l'illégalité. La nouveauté de l'année 1956 tient dans la répartition du flux et son importance. Cette dernière double, et en 1956-1957 la grande majorité des membres de la minorité allemande de Pologne se dirigent vers la RFA. Pour les années 1958-1959, c'est même une majorité écrasante. L'arrêt de ces opérations de transfert dans le cadre du regroupement familial est en lien avec la fin du dégel de Gomułka et un resserrement des liens avec la RDA. S'il n'y avait pas eu d'intervention de la part de l'État polonais, le rythme de sorties du territoire polonais se serait vraisemblablement maintenu : le rythme des départs des deux premiers mois de 1959 augurait un courant migratoire d'au moins quelques dizaines de milliers de personnes supplémentaires. La RDA reproche à partir de 1956 à la Pologne de contrôler l'enregistrement des Allemands sur les listes est-allemandes, ce qui expliquerait le nombre restreint des départs à destination

<sup>148</sup> Pour le premier tableau, la source est : AMSW/ 704/7 in JANKOWIAK Stanisław, *Wyjazdy Niemców z Polski w latach 1950-1959 (les Départs des Allemands de Pologne durant les années 1950-1959)*, WP, Poznań, 2010, p. 413.

Pour le second tableau, la source est : AIPN/ MSW II 885 in JANKOWIAK Stanisław, *op. cit.*, p. 602-603.

de l'Allemagne de l'Est. Dans les faits, la grande majorité des autochtones veut partir pour l'Allemagne de l'Ouest, et le régime de Gomułka laisse faire pour des raisons pragmatiques : améliorer les relations avec le gouvernement d'Adenauer pour bénéficier d'une aide économique. Du point de vue de la communauté autochtone les années 1956-1959 sont celles d'une saignée, qui montre l'ampleur de l'échec de la politique de polonisation et de l'opposition de cette communauté au régime communiste. Dans le tableau suivant figurent les nombres des départs dans les voïévodies particulièrement peuplées par les autochtones. Il n'est pas mentionné explicitement dans les documents consultés que les émigrés sont des autochtones ; mais par la structure de la population de ces régions ils ne peuvent qu'en constituer une très large part.

Voïévodies	Départs vers la RDA	% départs vers la RDA	Départs vers la RFA	% départs vers la RFA	Total des départs	Nombre d'autochtones dans la voïévodie <sup>149</sup>	% de la communauté autochtone touchée par les départs
Białystok	273	13.1 %	1 804	86.9 %	2 077	Environ 3 000	Environ 2/3
Gdańsk	1 122	7.2 %	14 384	92.8 %	15 506	Environ 60 000	Environ 1/4
Katowice	7 797	12.3 %	55 563	78.8 %	63 360	Environ 470 000	Environ 10 %
Olsztyn	3 947	12.9 %	26 565	87.1 %	30 512 <sup>150</sup>	Environ 100 000	Environ 1/3
Opole	4 093	8.0 %	47 185	92.0 %	51 278	Environ 500 000	Environ 10 %
Zielona Góra	456	25.7 %	1 318	74.7 %	1 774	Environ 8 000	Environ 20 %
Total voïévodies autochtones <sup>151</sup>	17 688	10.8 %	146 819	89.2 %	164 507	1 141 000 <sup>152</sup>	Environ 15 %
Koszalin	6 202	23.9 %	19 783	76.1 %	25 985		
Wrocław <sup>153</sup>	9 897	17.3 %	47 190	82.7 %	57 087		
Autres voïévodies	3 596	22.2 %	12 851	77.8 %	16 177		
Total général	37 383	14.2 %	226 373	85.8 %	263 756		

**Tableau représentant les départs vers la RFA/RDA, notamment des autochtones, en fonction des voïévodies entre 1956 et 1959**

Le tableau précédent montre qu'au moins 60 % des personnes liées d'une façon ou d'une autre à l'Allemagne qui sont parties entre 1956 et 1959 sont des autochtones. Il essaie de présenter un bilan des réductions des communautés autochtones selon les voïévodies. Elles

<sup>149</sup> Les estimations du nombre d'autochtones pour chaque voïévodie sont fournies par une note du Comité central du PZPR d'octobre 1957 : AAN/KC PZPR/ 237/ XIV-153, p. 3639 in JANKOWIAK Stanisław, *op. cit.*, p. 469-471.

<sup>150</sup> Ce nombre est, nous l'avons vu précédemment, à prendre avec des précautions. En effet, l'émigration non-officielle double potentiellement le nombre de départ.

<sup>151</sup> Les voïévodies comptabilisées comme « voïévodies autochtones » sont celles où nous considérons que la grande majorité des transférés vers les deux États allemands sont des autochtones. La proportion exacte autochtones/allemands n'étant pas connue, nous nous contentons de donner des ordres de grandeur pour estimer la proportion d'autochtones partis de chaque voïévodie.

<sup>152</sup> Ce nombre semble surévalué, ce qui implique que la proportion des communautés autochtones touchée par l'émigration vers l'Allemagne peut être un peu supérieur à celui estimé.

<sup>153</sup> Ces deux voïévodies ont été mises à part au sein des territoires recouverts car dans ces deux régions la majorité des départs vers l'Allemagne, vu la modestie des communautés autochtones et l'importance des flux migratoires, doit être constituée de membres de la minorité nationale allemande comprise au sens restreint (excluant les autochtones).

sont toutes notablement touchées, perdant entre 10 et 30 % de leurs membres, la plus concernée étant la communauté autochtone de Varmie-Mazurie déjà fortement réduite dès la fin des années 1950. Ce tableau permet en outre de montrer que les autochtones sont encore plus hostiles à la RDA que les non-autochtones partant vers les Allemagne. Le rapport RDA/RFA est de toute manière quelle que soit la population très défavorable, ce qui nuit aux relations entre la RDA et la Pologne.

La troisième et principale raison du regain de tensions entre les deux États communistes réside dans le déclenchement de l'Octobre polonais et dans les transformations qu'elle implique en Pologne. Walter Ulbricht, partisan de l'orthodoxie stalinienne, se pose en champion d'un communisme soviétique face à la tentation des voies nationales vers le communisme, et notamment celle qui semble choisie par Gomułka. Plus que les transformations politiques, ce sont les réformes économiques engagées par l'équipe réformiste de Varsovie qui inquiète Berlin-Est. La RDA accuse ainsi la Pologne de trop penser en termes nationaux et de négliger les échanges au sein du COMECON. Ainsi, pour pouvoir tenir son rang de vitrine du socialisme et développer son industrie, elle demande des livraisons toujours plus grandes de charbon de Haute-Silésie, ce que le gouvernement polonais refuse de lui fournir, prétextant la situation économique délicate du pays après les échecs du Plan sexennal. La Pologne réclame quant à elle la livraison des biens de consommation prévus, et de meilleure qualité. Les accusations de la RDA envers la République populaire polonaise se doublent d'accusations de privilégier les relations économiques avec la RFA. L'ouverture économique de la Pologne de Gomułka à l'Ouest, notamment la RFA, est désapprouvée par le gouvernement est-allemand. Pour compenser la baisse des relations commerciales avec la Pologne, il développe ses relations commerciales avec l'URSS et essaie de dynamiser ses échanges au sein du COMECON. La politique commerciale des deux démocraties populaires, leurs stratégies divergentes, montrent ainsi des divisions naissantes au sein du Bloc de l'Est. Cela est particulièrement visible pour la Pologne entre 1957 et 1961. Les tensions économiques entre Pologne et RDA sont particulièrement vives en 1957-1958, et rejoignent le problème existentiel de la RDA : apparaître comme un partenaire fiable des relations internationales, qui demande à être traité sur un pied d'égalité avec la RFA. Les livraisons privilégiées de charbon polonais vers la RFA à cause des meilleurs tarifs du marché sont ainsi critiquées et produisent jusqu'en 1960 une mini Guerre froide au sein du Bloc de l'Est. Les Allemands de l'Est, pour résoudre la fuite de leur population en RFA et obtenir des garanties

de maintien du *statu quo* territorial et étatique, essaient d'entraver la stratégie de la détente portée par les Polonais avec le Plan Rapacki<sup>154</sup>. À l'occasion éclate au grand jour le caractère partiellement pragmatique du ralliement du SED à la frontière Oder-Neisse malgré la signature du Traité de Görlitz : les communistes est-allemands n'hésitent pas alors à faire du chantage envers leurs homologues polonais, liant leur attitude envers la ligne Oder-Neisse à l'évolution des réformes menées en Pologne suite à l'Octobre polonais : « Les Allemands de l'Est ont informé le PZPR que le cours de la politique en Pologne pourrait influencer leur attitude positive à l'égard de la frontière. »<sup>155</sup>. Ces menaces n'ont pas été bien sûr suivies d'effet, mais elles montrent l'importance stratégique de la frontière germano-polonaise en tant qu'enjeu de la politique étrangère est-allemande. Le regain de tensions entre l'Est et l'Ouest au début des années 1960 et la normalisation de Gomułka, qui revient à un communisme plus fidèle à un modèle soviétique, apaisent les tensions. Néanmoins, les arrière-pensées demeurent entre les deux pays, de sorte que selon Sheldon Anderson : « le principal problème [...] était le refus du SED de reconnaître la revendication historique de la Pologne au territoire allemand. [...] Les Polonais soupçonnaient le SED de vouloir maintenir toutes les options ouvertes pour une révision des frontières en cas de réunification de l'Allemagne. »<sup>156</sup>. Ceci montre en définitive que bien souvent, c'était davantage le pragmatisme qui dominait dans les politiques étrangères des démocraties populaires que les doctrines idéologiques. De même que la Pologne n'hésite pas, pour le bon développement de son économie et pour parvenir à une reconnaissance de l'Oder-Neisse, à privilégier les rapports commerciaux avec la RFA par rapport à la RDA, négligeant les circuits officiels du COMECON, la RDA déroge à l'internationalisme marxiste et à un alignement strict sur les positions soviétiques concernant la frontière Oder-Neisse. Malgré son communisme affiché, le SED pense toujours en cette matière selon les catégories nationales allemandes. Il n'affiche qu'un support de façade, plus ou moins convaincant, à la nouvelle frontière germano-polonaise, tout en se permettant de l'utiliser dans les discussions avec la partie polonaise.

Ce n'est donc pas la Pologne en tant que telle qui a pu être ferment d'instabilité majeure au cours de la première période de la Guerre froide, s'étendant du refus soviétique du Plan Marshall à la crise de Cuba (1947-1962). L'importance stratégique de la Pologne aux

---

<sup>154</sup> Cf. le présent chapitre, IC.

<sup>155</sup> ANDERSON Sheldon R., *op. cit.*, p. 147.

<sup>156</sup> *Idem*, p. 262.

yeux de Staline, la résignation des Anglo-saxons, l'absence de force politique polonaise majeure pour coopérer avec les communistes imposés par Moscou, la dégradation des rapports entre les Grands au sujet de l'Allemagne forment le faisceau causal qui a mené à la satellisation de la Pologne. Une fois la présence de la Pologne dans ce Bloc actée, la question des territoires recouverts devient une partie du problème géopolitique majeur de la Guerre froide européenne : le statut de l'Allemagne. En ce sens, une partie du sort des territoires recouverts réside dans les relations entretenues entre la République populaire de Pologne d'une part et les Allemagne d'autre part. La question de l'appartenance nationale de ces régions établit un point commun intéressant entre deux Allemagne que presque tout oppose. Dans les deux États, tant au niveau de l'opinion publique que des gouvernements, le révisionnisme à l'égard de l'Oder-Neisse semble rester majoritaire durant les années 1950. Dans le cas ouest-allemand, ce révisionnisme est ouvert, mais en partie pragmatique, puisqu'Adenauer est conscient que le temps joue contre le retour de ces régions à l'Allemagne et qu'il n'est pas soutenu sur ce point par ses alliés. Dans le cas est-allemand, le révisionnisme est implicite et refoulé, mais des retours du refoulé existent, avec des utilisations pragmatiques de la reconnaissance de la frontière pour peser dans les relations germano-polonaises. Le chapitre nous montre donc à la fois la question des territoires recouverts comme objet actif des relations internationales au cœur de la Guerre froide et la permanence de stratégies nationales au sein d'un groupe de pays censés agir collectivement et favoriser les solutions internationales.

## **Chapitre 2 : La Pologne de 1944 à 1961 : les contextes politiques et économiques de l'intégration des territoires recouverts**

Dans ce chapitre seront abordés les multiples bouleversements de la Pologne d'après-guerre, aussi bien d'un point de vue politique que social et économique, qui font d'elle une démocratie populaire. À l'intérieur de ces dix-huit premières années de pouvoir communiste, trois périodes seront distinguées : la première s'étend de 1944 à 1948, époque de l'installation au pouvoir du parti communiste. La deuxième va de 1949 à 1955, et traite de la stalinisation de la Pologne : dans presque tous les domaines, le pays s'aligne sur le modèle soviétique. Cette période est le prolongement et l'amplification des phénomènes observés dans la période précédente.

Après cette première phase de soviétisation et de stalinisation de la Pologne, l'année 1956 ressort comme césure qui, pour le pays, coïncide avec un nouveau départ. Après l'Octobre polonais, s'étend la dernière période d'étude (1956-1961). La politique communiste polonaise est réorientée : si la Pologne reste bien une démocratie populaire, on observe un arrêt de la politique de soviétisation dans tous les domaines voire, dans certains cas, un retour en arrière. Après la fermeture totale du système communiste polonais qu'on pourrait qualifier de phase totalitaire, le régime s'ouvre relativement et se stabilise en un système politique, certes autoritaire, mais qui a perdu ses caractéristiques totalitaires. Quelles ont été les incidences générales de ces évolutions sur les territoires recouverts ?

### **I La sortie de guerre de la Pologne (1944-1948)**

Après avoir esquissé un bilan humain et matériel de la guerre, seront présentées les modalités de reconstitution de l'État polonais après-guerre. Enfin, la sortie de la guerre correspond politiquement et économiquement à un pluralisme de façade : plusieurs partis sont au gouvernement mais ce sont bien les communistes qui ont les principaux ministères et qui



contrôlent la majorité des forces politiques tolérées, tandis qu'en économie, un secteur privé coexiste avec un secteur public toujours plus important.

### A. *Un pays ruiné par la guerre, des territoires recouverts exsangues*

La Pologne, tant d'un point de vue matériel qu'humain a été l'un des pays les plus marqués par la Seconde Guerre mondiale. Transformée deux fois en champ de bataille, d'abord en 1939, puis en 1944-1945, elle présente un bilan très lourd, évalué par une structure mise en place en 1944 pour estimer les pertes polonaises de la Seconde Guerre mondiale, le Bureau des réparations de guerre<sup>1</sup>. Tant d'un point de vue matériel qu'humain, elles sont difficiles à estimer précisément. Sur le plan matériel, du fait que près de la moitié du territoire polonais d'avant 1939 a été annexée par l'URSS, ce qui rend impossible la comptabilité des destructions sur ces terres, d'un point de vue humain, les estimations diffèrent selon que l'on considère le nombre de Polonais ou de citoyens polonais tués pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>2</sup>. Les estimations du BOW, s'agissant des pertes matérielles, se concentrent donc avant tout sur les territoires de la Pologne centrale, dans une moindre mesure sur les territoires recouverts nouvellement rattachés à la Pologne. Les chiffres donnent néanmoins une idée des destructions dues à la guerre. Certains pourcentages généraux sont particulièrement parlants<sup>3</sup>. La Pologne, pendant la Seconde Guerre mondiale, a perdu 38% de ses biens nationaux (l'ensemble des biens polonais, publics comme privés, mobiliers comme immobiliers), 62 % de son industrie, 50% de son bétail, 43 % de ses biens culturels<sup>4</sup>. Deux domaines sont particulièrement sinistrés : les tissus urbains et les biens culturels mobiliers. Ainsi, certaines grandes villes polonaises ont été quasiment anéanties pendant la Seconde Guerre mondiale : c'est le cas de Varsovie, détruite successivement en 1939, 1943 et 1944, qui a perdu de 80 à 90 % de ses bâtiments. D'autres villes ont connu des destructions notables, comme Poznań qui lors de son siège en février 1945 a été détruite à près de 50 %. Les destructions urbaines

---

<sup>1</sup> *Biuro Odszkodowań Wojennych*. Il est mis en place dès la formation du Comité polonais de libération nationale, dans le but d'obtenir des réparations de guerre à l'occasion du traité de paix avec l'Allemagne qui était particulièrement attendu par les Polonais.

<sup>2</sup> Il faudrait voir si un inventaire précis des pertes matérielles et humaines de guerre dans les confins orientaux a été fait du côté soviétique et s'il a été versé au total des pertes de guerres subies par les Soviétiques.

<sup>3</sup> On tire ces chiffres de deux livres :

BRZOZA Czesław, SOWA Andrzej Leon, *Historia Polski 1918-1945 (Histoire de la Pologne 1918-1945)*, Wydawnictwo literackie, Cracovie, 2009, p. 697

PERSAK Krzysztof, MACHCEWICZ Paweł, *PRL od lipca 44 do grudnia 70 (la RPP de juillet 44 à décembre 70)*, Bellona, Varsovie, 2010, p. 9-10.

<sup>4</sup> *Idem*.

sont encore plus massives sur les territoires recouverts, où la grande majorité des villes ont été défendues avec acharnement par les soldats allemands : des trois villes principales des territoires recouverts, Gdańsk, Szczecin et Wrocław, aucune n'a eu de pertes inférieures à 50 %, et, dans le cas de Wrocław, on atteint des niveaux de destruction similaires à ceux de Varsovie. Dans le domaine culturel, la volonté du régime nazi de détruire la culture polonaise s'est traduite par le sort réservé aux bibliothèques et aux archives : on estime que 66 % des collections des bibliothèques polonaises ont été perdues pendant la guerre ; de même, les archives ont été très durement touchées, et dans certains cas, quasiment disparu: les Archives des actes anciens<sup>5</sup> ont perdu 94 %<sup>6</sup> de leurs fonds, notamment pendant la destruction de Varsovie consécutive à l'insurrection de 1944. Les archives allemandes des territoires recouverts n'ont pas eu de meilleur sort : les fonds d'archives ont été dans le meilleur des cas mis à l'abri dans d'autres régions d'Allemagne ; bien souvent toutefois, ils sont perdus dans les différents transferts quand ils ne disparaissent pas à la faveur des bombardements ou des combats. La valeur totale des biens matériels polonais perdus pendant la Seconde Guerre mondiale équivaut à quatre fois le revenu national polonais de 1938<sup>7</sup>, ce qui donne une idée de l'échelle des destructions.

Les pertes ont été tout aussi grandes s'agissant de la population polonaise. Elles sont difficiles à chiffrer avec exactitude. Elles divergent selon les décomptes officiels : 6 millions de morts polonais pendant la Seconde Guerre mondiale selon le BOW<sup>8</sup>, 5,8 millions selon l'ONU. Surtout, ces chiffres peuvent être remis en question selon la définition que l'on donne au terme de Polonais. Les morts polonais sont les citoyens polonais de nationalité polonaise ou juive<sup>9</sup>. Mais d'un point de vue civique, le nombre de Polonais, compris comme citoyens polonais de 1939, est encore plus élevé. Dans ce cas-là, s'y adjoindraient les citoyens polonais de nationalité biélorusse, ukrainienne, lituanienne, voire allemande, tués au cours de la Seconde Guerre mondiale. L'adjonction de ces citoyens au bilan des pertes de la Pologne n'est pas une tentative partisane pour grossir le nombre des pertes polonaises, mais elle

---

<sup>5</sup> *Archiwum Akt Dawnych*. Elles rassemblent les archives nationales polonaises du Moyen-Âge jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>6</sup> *Idem* que précédemment pour la source.

<sup>7</sup> PERSAK Krzysztof, MACHCEWICZ Paweł, *PRL od lipca 44 do grudnia 70 (la RPP de juillet 44 à décembre 70)*, Bellona, Varsovie, 2010, p. 10.

<sup>8</sup> Le rapport final des pertes polonaises est publié par le BOW en janvier 1947. BRZOZA Czesław, SOWA Andrzej Leon, *op. cit.*, p. 694.

<sup>9</sup> On estime que 2,6 millions de Polonais non-juifs sont morts, et entre 3,2 et 3,4 millions de Polonais juifs.

répond au souci scientifique de parvenir au plus près de la réalité des pertes d'un territoire donné dans ses frontières de 1939. Pour parvenir à une estimation plus exacte, il faut additionner les pertes subies par ces populations au moment de l'occupation soviétique des confins orientaux de 1939-1941, celles de l'occupation allemande de 1941-1944, enfin celles des personnes enrôlées et mortes au combat au sein de l'Armée rouge ou tuées par cette dernière lors des années 1944-1945. Il faut aussi y adjoindre les morts de la minorité allemande de Pologne qui avaient la citoyenneté polonaise en 1939. D'estimations partielles<sup>10</sup>, on arrive assez sûrement au nombre d'un million. Le bilan total humain pourrait être synthétisé dans le tableau suivant :

Différentes catégories de Polonais	Nombre de morts	Population de 1939	% de morts
Polonais ethniques+ Polonais Juifs	5.8-6.0 millions	27.3 millions	21.2-22.0
Citoyens polonais	Au moins 6.8-7.0 millions <sup>11</sup>	35.3 millions	19.3-19.8

**Tableau représentant des estimations du nombre de morts et du taux de perte polonais selon une définition ethnolinguistique et civique de la population polonaise**

Ainsi défini, le pourcentage de pertes humaines subies par la Pologne oscille entre environ 19,5 et 21,5 % de la population : un Polonais sur cinq a donc perdu la vie. Ces proportions importantes s'élèvent encore lorsque l'on regarde en détail les pertes subies par certaines catégories de population : du fait de la politique menée, tant par l'occupant soviétique que par l'occupant nazi, à l'égard des élites polonaises, ces dernières ont été décimées. 30 % des chercheurs polonais ont perdu la vie pendant la guerre, 40 % des médecins, et jusqu'à 57 % des avocats<sup>12</sup>. Le pays sort donc fortement amoindri humainement de la guerre, passant d'une population estimée à 35,3 millions d'habitants en 1939 à 23,9 millions d'habitants selon le

<sup>10</sup> Un chapitre de livre de HRYCIUK Grzegorz, « Represje niemieckie na Kresach Wschodnich II Rzeczypospolitej 1941-1944 » (les Répressions allemandes dans les Confins orientaux de la IIème République 1941-1944). Disponible à cette adresse : [file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/79-112%20Hryciuk%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/79-112%20Hryciuk%20(2).pdf) (consulté en août-septembre 2016).

<sup>11</sup> Pierre Buhler, dans l'ouvrage déjà cité auparavant (*Histoire de la Pologne communiste*, Karthala, 1997), avance le nombre de 7,6 millions de citoyens polonais tués pendant la Seconde Guerre Mondiale (p. 155). Un autre ouvrage, SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Dzieje Polski. Atlas ilustrowany (Histoire de la Pologne. Atlas illustré)*, Demart, 2008 évoque le chiffre de 7,5 millions de personnes (cf. p. 390). Dans PERSAK Krzysztof, MACHCEWICZ Paweł, *op. cit.*, p. 85, les pertes en nombre de citoyens polonais se montent à au moins 7 millions.

<sup>12</sup> PERSAK Krzysztof, MACHCEWICZ Paweł, *op. cit.*, p. 9.

recensement du 14 février 1946. Cela correspond à un recul de près d'un tiers avec la perte des confins orientaux au profit de l'URSS<sup>13</sup>. Les territoires recouverts, vidés en outre de leurs populations allemandes, ne peuvent compenser ces pertes démographiques.

Dernier point concernant les pertes humaines : le poids relatif des pertes occasionnées par les Soviétiques et les Allemands. Comme la majorité des terres polonaises de 1939 a été uniquement occupée par les Allemands entre 1939 et 1944, les Soviétiques ayant été, officiellement du moins, alliés de la Pologne entre 1941 et 1943, la grande majorité des pertes de guerre polonaises a été provoquée du fait des actions allemandes. En termes de proportions, on estime qu'environ 80 % des pertes polonaises sont dues à l'Allemagne nazie, 20 % à l'Union soviétique<sup>14</sup>. Cette remarque est importante pour comprendre l'état d'esprit polonais à l'égard de l'Allemagne, et notamment le développement des projets territoriaux polonais. L'expérience de guerre des Polonais, majoritairement marquée par les exactions allemandes, conditionne en outre largement leur représentation des problèmes politiques liés à la guerre. Dans ce contexte, les populations des confins orientaux ont une vision qui contraste vivement avec celle du reste des Polonais, ces premiers ayant plus eu à souffrir des Soviétiques que des Allemands, et ces seconds ne se heurtant à la réalité soviétique qu'à partir de 1944, voire de 1945. À l'autre extrémité de la Pologne d'avant-guerre, les populations polonaises des confins occidentaux directement rattachés au III<sup>e</sup> Reich sont marqués par une violence inouïe, similaire à celle des Polonais des confins orientaux entre 1939 et 1941. Les uns comme les autres voient leurs vies bouleversées à la fin de la guerre par les changements territoriaux qui affectent la Pologne en 1944-1945, à la faveur de la reconstitution de l'État polonais.

### ***B. La reconstruction de l'État polonais***

Ce ne sont pas les nombreux argumentaires polonais écrits et exposés pendant la guerre qui ont permis d'établir la nouvelle frontière occidentale polonaise, mais avant tout la volonté de l'URSS de faire subir à la Pologne une translation vers l'ouest. Si le principe de la frontière orientale polonaise est adopté par les trois Grands dès la Conférence de Téhéran en 1943, la

---

<sup>13</sup> Le recul de la population serait encore plus conséquent si l'on avait pris en compte le fait qu'en 1946 demeurent encore de nombreux Allemands en Pologne, destinés à être rapatriés en Allemagne, et ce en nombre plus importants que les Polonais des confins orientaux non encore rapatriés en Pologne.

<sup>14</sup> Même référence que précédemment : *l'Atlas illustré*, même page. Dans l'ouvrage de Buhler, la proportion est de 70/30, sachant qu'il s'agit de la proportion de citoyens polonais et non de population polonaise et juive polonaise.

fixant sur la Ligne Curzon<sup>15</sup>, ces derniers ne sont pas d'accord quant au tracé de la frontière occidentale polonaise. Si le Royaume-Uni et les États-Unis étaient acquis à la cause d'aménagements de frontières au profit de la Pologne s'agissant de sa frontière occidentale, longtemps, les puissances occidentales ont refusé d'accepter une frontière sur l'Oder-Neisse. Tout au plus certains hommes politiques, notamment britanniques, étaient d'accord pour favoriser le projet médian, celui d'une frontière sur l'Oder et la Neisse de Kłodzko. Il semblerait que pendant un certain temps, Staline ait partagé cette vision, avant de proposer nettement, à la Conférence de Yalta, que la frontière occidentale polonaise suive le tracé de la Neisse de Lusace, et non de celle de Kłodzko. Le début de l'année 1945 est crucial pour la réalisation des projets territoriaux polonais. Le Comité polonais de libération nationale, devenu entre-temps, le 31 décembre 1944, le gouvernement provisoire de la République de Pologne, dominé par les communistes, se rallie à la Ligne Oder-Neisse et la promeut avec d'autant plus de détermination qu'il a longtemps laissé cette question de côté et qu'il défend la Ligne Curzon, très majoritairement réprouvée par l'opinion publique polonaise. Conscient que cette position lui coûte cher en termes de popularité, mais qu'en revanche les puissances occidentales ne sont guère satisfaites d'une frontière polonaise sur l'Oder-Neisse, le gouvernement provisoire décide de prendre les devants et d'utiliser la politique du fait accompli. Elle consiste, à la suite de l'offensive de l'Armée rouge de janvier 1945, à établir une administration polonaise sur ces terres afin de les revendiquer. Le premier pas de cette politique est la résolution prise par le Conseil des ministres polonais le 14 mars 1945<sup>16</sup>. Elle subdivise administrativement ces terres, les incorpore de fait, symboliquement plus que réellement, dans l'État polonais. Les provinces et les districts allemands, dont un certain nombre sont encore tenus par les troupes allemandes, sont remplacés par des régions et des districts polonais provisoires, confiés à des plénipotentiaires du gouvernement polonais communiste. Ainsi, la Silésie d'Opole devient la Région I, la Basse-Silésie la Région II, le Brandebourg oriental et la Poméranie allemande de 1939 à l'est de l'Oder devient la Région III, le Sud de la Prusse orientale la Région IV. Alors que la guerre n'est pas encore finie, le gouvernement de Varsovie publie le 30 mars 1945 un premier décret fondant une voïévodie sur des territoires dont certains ne faisaient pas partie de la Pologne d'avant-guerre. Il s'agit

---

<sup>15</sup> La question de la frontière orientale de la Pologne ne figure pas dans le communiqué final de la conférence. Néanmoins, elle a bien été évoquée lors des discussions, et les trois Grands sont tombés d'accord pour la fixer sur la Ligne Curzon. Cf. DAVIES Norman, *God's playground, (le Terrain de jeu de Dieu)*, Znak, Cracovie, 2010, p. 97-98 et CHURCHILL Winston, *Mémoires*, Volume V, 2, Plon, Paris, 1952, p. 34-37.

<sup>16</sup> AAN/MAP/2387/p. 9-11.

du décret instituant la voïévodie de Gdańsk, rattachant de fait la Ville-Libre de Dantzig à la Pologne, promulgué le 7 avril<sup>17</sup>. La nouvelle voïévodie est fondée par l'union des terres septentrionales de l'ancienne voïévodie de Poméranie et les terres de l'ancienne ville libre. Ces actes juridiques ne permettent cependant ni de régulariser le rattachement de ces terres à la Pologne, ni de régler les questions quant à la ligne départageant les territoires encore officiellement allemands sous occupation polonaise (dans bien des cas, effectivement soviétique) à l'est de l'Oder-Neisse des territoires allemands, sous occupation soviétique à l'Ouest de ces cours d'eau. L'exemple même du caractère provisoire de cette ligne qui, à la fin de la guerre le 8 mai 1945, n'est encore qu'une ligne de démarcation, est la situation dans la région de Szczecin. Selon l'interprétation stricte de la ligne Oder-Neisse, la ville de Szczecin, par sa situation sur la rive occidentale de l'Oder, aurait dû rester sous occupation soviétique. Cependant, peu après la prise de la ville par les troupes soviétiques, une administration municipale polonaise s'y met en place le 30 avril. Du fait de la protestation des États-Unis, cette administration polonaise est supprimée le 16 mai et les premiers fonctionnaires polonais se retirent de la ville, dont l'administration est de nouveau entièrement confiée au commandement militaire soviétique qui s'appuie sur une structure municipale allemande. Le 9 juin, avec la permission du maréchal Rokossovski, l'administration polonaise revient à Szczecin, pour en être de nouveau expulsée dix jours plus tard, du fait d'une nouvelle protestation diplomatique des puissances occidentales. Ce n'est qu'après d'âpres négociations et la transformation entre temps du gouvernement provisoire polonais en gouvernement provisoire d'unité nationale<sup>18</sup>, que le 5 juillet a lieu la remise de Szczecin aux Polonais. Mises à part quelques corrections en septembre 1945, la frontière occidentale de la Pologne est fixée. Les difficultés de l'après-guerre n'empêchent pas le processus de rattachement administratif des territoires recouverts de se poursuivre. Par décret du 25 septembre 1945<sup>19</sup>, les voïévodies de Gdańsk, de Poméranie et de Poznań s'étendent sur des fragments des territoires recouverts, mais il faut encore attendre le décret du 29 mai 1946 et sa promulgation le 28 juin<sup>20</sup>, pour avoir une administration définitive et formée des territoires recouverts. Outre quelques modifications territoriales, la Région I est rattachée à la Voïévodie de Silésie, la Région II devient la Voïévodie de Wrocław, une partie de la Région

---

<sup>17</sup> APS/UWS/1/p. 3-25.

<sup>18</sup> À l'occasion, certains hommes politiques de l'émigration sont intégrés au gouvernement. Le 5 juillet, ce gouvernement en apparence pluraliste est reconnu par le Royaume-Uni et les États-Unis.

<sup>19</sup> Journal officiel 1945/ n° 29/ rubrique 77.

<sup>20</sup> Journal officiel 1946/ n° 28/ rubrique 177.

III (la Terre de Lubusz) est rattachée à la Voïévodie de Poznań, la Région III devient la Voïévodie de Szczecin, la Région IV devient la Voïévodie d'Olsztyn. Cette date de juin 1946 marque ainsi la fin du processus administratif d'entrée en possession des territoires recouverts par la Pologne, processus couronnant des dizaines d'années de pensée occidentale.



Cartes représentant les modifications administratives des territoires recouverts et de l'ancienne Ville Libre de Gdańsk entre le 14 mars 1945 et le 28 juin 1946 (en rouge l'ancienne frontière germano-polonaise)<sup>21</sup>.

L'appropriation administrative des territoires recouverts est importante pour pouvoir lancer le projet social communiste concernant ces régions : il s'agit de pour les autorités d'intégrer le plus rapidement possible ces régions pour pouvoir s'en servir comme base pour réaliser leur programme social, indispensable pour acquérir la légitimité qui leur fait défaut. Les anciens territoires allemands de l'Est sont ainsi une gigantesque réserve foncière pour calmer la « faim de terre » des paysans polonais<sup>22</sup>. La Pologne ainsi reconstruite du point de vue territorial et administratif est bien différente de celle d'avant 1939. Ayant subi une translation vers l'ouest, elle ne correspond pas, au moins à l'est, à la vision dominante de la Pologne de la société polonaise. Amputée des confins orientaux, perçus comme intrinsèquement polonais malgré leur diversité nationale, le rattachement de territoires certes moins étendus mais plus développés à l'Ouest fonctionne, quoiqu'imparfaitement, comme un exutoire au désarroi

<sup>21</sup> D'après SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944. Najnowsza historia (la Pologne depuis 1944, Histoire contemporaine)*, Demart, Varsovie, 2012, p. 12 et 14.

<sup>22</sup> Cf. le présent chapitre, IC, 3 et chapitre 3, IB.

provoqué par la perte de la moitié orientale du territoire de 1939. Si les projets territoriaux polonais occidentaux sont bien réalisés, au-delà de toute espérance même si en théorie certaines revendications polonaises allaient plus loin, ce rattachement présenté comme un recouvrement n’efface pas entièrement la douleur d’avoir perdu les confins orientaux. Dans les faits, il n’y a guère que les communistes et certains cercles nationalistes défenseurs de la conception piastienne de la Pologne et de sa politique étrangère qui sont pleinement satisfaits de la nouvelle configuration territoriale de la Pologne<sup>23</sup>. Parallèlement à la reconstitution territoriale et administrative de l’État polonais, un nouveau gouvernement, pluraliste en apparence, instaure son pouvoir.

### C. Un pluralisme de façade

La Pologne de la sortie de guerre se présente officiellement comme la continuation de la II<sup>e</sup> République. Aucune nouvelle république n’est proclamée et en théorie, la constitution d’avant-guerre a toujours cours puisque jusqu’en 1947 aucune loi fondamentale nouvelle n’est promulguée. Cette période (1944-1948) est en fait mise à profit par le PPR pour renforcer son pouvoir et éliminer ses concurrents, alors que le pays connaît une guerre civile larvée. Dans le domaine économique en revanche, les communistes vont moins vite et maintiennent une économie mixte, jouant sur l’illusion d’une poursuite de la politique étatiste d’avant-guerre.

#### 1. Un gouvernement provisoire dominé par les communistes

La problématique de la sortie de guerre polonaise, pour le parti ouvrier polonais<sup>24</sup>, est de parvenir à prendre le pouvoir dans un pays qui ne compte que très peu de communistes, et où le communisme, assimilé à l’Union soviétique depuis la guerre polono-bolchévique de 1919-1920, est perçu par une large majorité de la population comme un ennemi de la nation polonaise. La politique des Soviétiques envers les Polonais des confins orientaux de 1939 à 1941, la cession forcée de ces mêmes confins à l’Union soviétique en 1945, sont autant de contentieux qui rejaillissent sur le rapport entretenu par nombre de Polonais avec le communisme et qui font que le PPR, en 1944-1945, apparaît comme illégitime pour prendre la direction du pays. Le gouvernement perçu comme légitime est alors celui de Londres, qui

---

<sup>23</sup> Pour les communistes, l’annexion des territoires recouverts permet, pensent-ils, de faire oublier la perte des confins orientaux. Pour certains nationalistes, l’expansion de la Pologne vers l’est dilue l’énergie nationale pour des résultats concrets peu importants, en abandonnant des territoires bien plus stratégiques et développés aux mains des Allemands. Ils pensent que seule la possession des territoires recouverts, avec ou sans les confins orientaux, permet de bâtir une Pologne puissante et cohérente ethniquement.

<sup>24</sup> *Polska Partia Robotnicza*, ou PPR. On le désignera selon ce sigle.



représente la vraie continuité politique par rapport à la II<sup>e</sup> République. Pourtant, de 1944 à 1948, le PPR parvient à s'imposer à la tête du pays, grâce à l'appui soviétique, à la tolérance, dans un premier temps, des gouvernements occidentaux à l'égard du gouvernement dominé par les communistes, et à une certaine habileté politique des communistes eux-mêmes.

La faiblesse du communisme polonais est criante en 1944-1945. Déjà peu important dans l'entre-deux-guerres, il souffre d'une pénurie de cadres dirigeants à cause des purges des années 1930 qui ont conduit à la suppression du KPP<sup>25</sup> par Staline en 1938. En 1943 est créé le Parti ouvrier polonais, le PPR, qui compte en son sein de nombreux Soviétiques pour densifier des rangs particulièrement dégarnis. Avant juillet 1944, le PPR ne compte guère qu'une quinzaine de milliers de membres<sup>26</sup>. C'est à l'été 1944 qu'est lancée l'offensive politique pour installer le communisme en Pologne, profitant des avancées militaires soviétiques, qui mènent à la conquête d'une large moitié du territoire polonais de 1939. Le 22 juillet, un Comité polonais de libération nationale (PKWN<sup>27</sup>) est mis en place à Lublin. Parallèlement, un embryon de parlement polonais est mis sur pied au cours de l'année 1944, le Conseil national de l'intérieur (KRN)<sup>28</sup>, dont les communistes se servent pour faire croire à un pluralisme démocratique. Pour lui faire prendre une autre dimension et le présenter comme une alternative crédible au gouvernement de Londres, Staline transforme le PKWN dans la nuit de la Saint-Sylvestre 1944 en Gouvernement provisoire de la République de Pologne (RTRP<sup>29</sup>). Il est significatif que le nom de ce gouvernement reprenne le terme de « République de Pologne », nom de la II<sup>e</sup> République. Contre une vague promesse de pluralisme politique, ce gouvernement provisoire, devenu le 28 juin 1945 Gouvernement provisoire d'Unité nationale (TRJS<sup>30</sup>), obtient la reconnaissance des alliés occidentaux le 5 juillet. À ce moment, pour se donner des apparences démocratiques, le KRN, jusqu'alors largement dominé par le PPR et les partis qui lui sont plus ou moins liés<sup>31</sup>, intègre un certain

---

<sup>25</sup> *Komunistyczna Partia Polski*, le Parti communiste de Pologne.

<sup>26</sup> KERSTEN Krystyna, *Narodziny systemu władzy, Polska, 1943-1948 (la Naissance d'un système de pouvoir, Pologne, 1943-1948)*, 1986, p. 118. Dans BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 126, on trouve des nombres à peine supérieurs, près de 20 000 en juillet 1944.

<sup>27</sup> *Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego* ou PKWN. On utilisera désormais ce sigle.

<sup>28</sup> *Krajowa Rada Narodowa* ou KRN. On utilisera ce sigle.

<sup>29</sup> *Rząd Tymczasowy Rzeczypospolitej Polskiej*. (RTRP).

<sup>30</sup> *Tymczasowy Rząd Jedności narodowej*. (TRJN).

<sup>31</sup> Il s'agit entre autres du PPS, le Parti socialiste polonais créé en 1944 qui reprend le nom traditionnel du parti socialiste polonais officiel, faisant parti du gouvernement de Londres, le SL (*Stronnictwo Ludowe*), parti agrarien créé de toutes pièces par les communistes pour faire concurrence au PSL de Mikołajczyk, et le SD, microparti centriste créé en 1939 et reconstitué en 1944 par les communistes.

nombre de membres représentant le gouvernement de Londres : quelques membres du PSL, mouvement agrarien polonais avec à sa tête Stanisław Mikołajczyk<sup>32</sup>, et quelques démocrates-chrétiens du Mouvement du travail (SP). Il convient toutefois de noter que la place qui leur est accordée au sein du KRN est minime (pas plus de 15 % des sièges à eux deux)<sup>33</sup>. La majorité des membres du PSL et du SP de Londres refusent de participer dans ces conditions à un gouvernement dirigé *de facto* par les seuls communistes. Ces derniers, s'ils n'ont qu'environ un tiers des voix au sein du KRN, se sont réservés les postes-clefs au sein du gouvernement, l'armée et l'intérieur en premier lieu<sup>34</sup>. Une fois reconnus comme interlocuteurs privilégiés des puissances, les communistes et leurs alliés au sein du gouvernement provisoire cherchent la légitimité qui leur fait défaut au sein de la population polonaise.

Se met alors en place une parodie de démocratie en trois actes visant en fait à établir le pouvoir absolu du parti communiste et à lui éviter un désaveu électoral. La première étape est celle du référendum populaire du 30 juin 1946. Les réponses positives valent approbation de la nouvelle ligne politique imposée à la Pologne par les communistes et leurs alliés. Trois questions sont posées :

- Es-tu pour la suppression du Sénat ?
- Veux-tu inscrire dans la future Constitution la garantie du système économique introduit par la réforme agraire, la nationalisation des principales branches de l'économie nationale, tout en maintenant des autorisations juridiques pour l'initiative privée ?
- Veux-tu maintenir les frontières occidentales de l'État polonais sur la Baltique, l'Oder et la Neisse de Lusace ?<sup>35</sup>

Les questions posées portent sur des sujets consensuels, comme c'est le cas pour la dernière question, puisqu'*a priori* on ne pourrait penser que les Polonais refusent massivement la nouvelle frontière sur l'Oder et la Neisse de Lusace, ou de manière suffisamment vague pour que l'électeur ne sache pas en définitive de quoi il retourne. Il en va ainsi de la deuxième question, dont la construction syntaxique complexe ne provient pas d'un effet de traduction mais a bien été posée en ces termes, obscurs, semblant promettre à la fois d'importantes

---

<sup>32</sup> 1901-1966. Un principaux responsables du mouvement agrarien polonais, 1<sup>er</sup> ministre du gouvernement de Londres entre juillet 1943 et novembre 1944.

<sup>33</sup> SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944. Najnowsza historia* (la Pologne depuis 1944, Histoire contemporaine), Demart, Varsovie, 2012, p. 396.

<sup>34</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 135. Le gouvernement de la Pologne en 1945 est composé de sept ministres communistes sur dix-sept.

<sup>35</sup> Journal officiel de la République polonaise 27/04/1946, n° 15, rubrique 104.

transformations socio-économiques, tout en maintenant un droit à l'initiative privée. Cette deuxième question a une valeur rhétorique : le référendum a lieu le 30 juin 1946, or la réforme agraire est déjà mise en œuvre depuis la fin de 1944, et la nationalisation des principales branches de l'économie nationale a été acquise par la loi du 3 janvier 1946. Enfin, la première question a une portée plus symbolique que réelle, puisque le Sénat, dans le système de la II<sup>e</sup> République, surtout après le tournant autoritaire de 1926, n'avait que peu d'attributions ; il s'agit plus de supprimer une institution symbolique d'un certain ordre social traditionnel que les communistes abolissent à partir de 1944-1945. L'insertion de la question sur les territoires recouverts montre à la fois la place centrale de ces derniers dans le système de légitimation du pouvoir communiste, tandis qu'au niveau international elle leur permet de montrer que des votes démocratiques ont lieu en Pologne et que le rattachement des territoires recouverts a reçu l'onction populaire du suffrage universel. Les communistes manipulent les résultats, de sorte à donner le oui vainqueur à toutes les questions. Mais, dans les faits, les résultats sont tout autres. Rétrospectivement, des estimations des résultats réels ont été réalisées<sup>36</sup>. Des résultats collectés soit par les communistes polonais, soit par les antennes du NKVD, il résulte que la proportion de personnes ayant voté oui aux trois questions n'excède pas le quart des électeurs, malgré les moyens de pression importants dont disposaient les communistes et leurs alliés. De fait, près des trois quarts des électeurs polonais, ont voté non à au moins une des questions, suivant plus ou moins les instructions des partis d'opposition<sup>37</sup>. Ainsi, le PSL de Mikołajczyk avait demandé de voter non au moins à la première question, plus pour marquer son opposition par rapport à la politique menée par les communistes que par désaccord sur la question en elle-même. Paradoxalement, un certain nombre de Polonais votent non à la question sur la frontière occidentale, là encore plus par opposition aux communistes et pour protester contre la perte des confins orientaux, que pour marquer leur refus de rattacher les territoires recouverts à la Pologne. Quoiqu'il en soit, le référendum falsifié, en proclamant la « victoire » de la position du « bloc démocratique » formé par les communistes et leurs alliés, sert à donner une apparence de légitimation au pouvoir communiste polonais.

---

<sup>36</sup> Cf. notamment à ce sujet le chapitre du livre : « PACZKOWSKI Andrzej, *Od sfałszowanego zwycięstwa do prawdziwej klęski: szkice do portretu PRL, (d'une Victoire falsifiée à une véritable défaite : esquisses d'un portrait de la RPP)*, Cracovie, 1999 », consacré au référendum populaire de 1946.

<sup>37</sup> PACZKOWSKI Andrzej, *Referendum z 1946. Przebieg i wyniki. Dokumenty do dziejów PRL (le Référendum de 1946. Réalisation et résultats. Documents pour l'histoire de la RPP)*, PAN, Varsovie, 1993, p. 159. Cf. aussi PERSAK Krzysztof, MACHCEWICZ Paweł, *op. cit.*, p. 62.

La deuxième étape de la prise du pouvoir par les communistes est l'organisation d'élections pour l'Assemblée constituante, qui doivent permettre de sortir du système provisoire du gouvernement de la Pologne par l'entremise du KRN. Dans un climat de répression policière croissante, s'engage alors la campagne pour ces élections qui ont lieu en janvier 1947. Les partis de droite étant exclus de la vie politique, la principale force d'opposition au bloc démocratique dirigé par le parti communiste polonais est le PSL, force centriste. De nombreuses intimidations et agressions sont utilisées à son encontre. Là encore, ces mesures sont insuffisantes, et le pouvoir falsifie les élections du 19 janvier 1947 pour pouvoir avoir la majorité des suffrages. Le PSL se voit adjuger 10 % des voix et 6 % des députés<sup>38</sup>, mais le PPR continue de maintenir l'illusion d'un pluralisme démocratique, en s'octroyant un nombre de députés à peu près similaire à celui du PPS : environ un quart des députés pour chacun des partis<sup>39</sup>, donnant ainsi aux deux partis les plus à gauche la majorité absolue à eux deux. Il est difficile de savoir, même aujourd'hui, le résultat exact de ces élections, du fait d'une insuffisance ou d'une méconnaissance des sources qui pourrait nous en donner une idée exacte. Il est sûr en tous cas, vu la popularité du PSL, et le fait qu'il était considéré comme le seul véritable parti d'opposition suffisamment fort pour tenter au moins de résister au « Bloc démocratique », qu'il a remporté bien plus de voix que celles que lui attribuent les résultats officiels.

La dernière étape de la prise de pouvoir consiste en la fusion du PPR et du PPS. Le PPS, héraut traditionnel de la gauche polonaise, subit en 1947-1948 une communisation forcée. Son programme politique est aligné de force sur celui du PPR, par l'exclusion notamment des éléments les plus opposés à la politique du PPR et à sa position hégémonique. La dynamique de développement est ainsi en faveur du PPR, qui atteint en 1948 plus d'un million de membres<sup>40</sup>. Dans le même temps, le Parti socialiste polonais voit ses effectifs diminuer régulièrement : de 700 000 environ en 1947 à un peu plus de 500 000 en 1948<sup>41</sup>. En position de force, le Parti ouvrier polonais a alors beau jeu de proposer une union des deux partis au PPS, ce qui est chose faite lors du Congrès d'union qui se tient à Varsovie en décembre 1948.

---

<sup>38</sup> KRAKOVSKY Roman, *l'Europe centrale et orientale. De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Armand Colin, Collection U, Paris, 2017, p. 161 et MARÈS Antoine, SOUBIGOU Alain, *l'Europe centrale dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle*, Ellipses, Paris, 2017, p. 202.

<sup>39</sup> SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944. Najnowsza historia (la Pologne depuis 1944, Histoire contemporaine)*, Demart, Varsovie, 2012, p. 396. Le PPS compte 116 députés (un peu plus de 26 % de l'Assemblée), le PPR 114 (un peu moins de 26 %).

<sup>40</sup> *Idem*, p. 156.

<sup>41</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 217.

Est alors créé le Parti ouvrier unifié polonais (PZPR<sup>42</sup>), au sein duquel dominant les membres de l'ancien PPR, et qui dispose, au sein de la Diète polonaise issue des élections de 1947, de la majorité absolue des sièges à lui tout seul. Cette conquête illégale du pouvoir ne s'est pas fait sans heurts ; elle va même jusqu'à déclencher une guerre civile larvée.

## 2. Une guerre civile larvée épargnant les territoires recouverts

Les opposants intransigeants<sup>43</sup> sont ceux qui, dès avant la fin de la guerre, parfois même dès la fin de 1944, s'opposent, souvent par les armes, à l'installation du communisme en Pologne. S'ils sont minoritaires dans le camp de l'opposition : le seul parti politique appelant ouvertement à la résistance armée est le Mouvement national<sup>44</sup>. Les opposants intransigeants sont ainsi soit des anciens résistants nationalistes des NSZ qui, avant même la mise en place de la politique communiste en Pologne, font le choix de se battre contre l'instauration du soviétisme en Pologne, ou des personnes, souvent résistantes pendant la guerre qui, voyant la réalité de l'exercice du pouvoir en Pologne, rejoignent les maquis en cours de constitution. Parmi ces dernières, de nombreux combattants de l'AK qui, voyant la manière dont sont traités certains de leurs anciens frères d'armes par les organes de la Sécurité publique, deviennent des opposants actifs. C'est ainsi que débute, dès les premiers mois de 1945, ce que l'on peut appeler une « guerre civile larvée » entre les résistants anti-communistes et les partisans du nouvel ordre socio-économique.

Avant d'aller plus loin dans la présentation de ce courant, il faut d'abord justifier le terme employé pour qualifier ces luttes : non seulement il ne fait pas l'unanimité chez les historiens polonais, mais il a suscité de nombreux débats. Deux visions de l'opposition armée au régime communiste s'opposent dans l'historiographie et l'opinion publique polonaise actuelle : d'une part ceux qui interprètent les conflits armés entre communistes et non-communistes comme une véritable guerre civile, d'autre part ceux qui préfèrent parler d'insurrection anticommuniste. Ce débat a été surtout présent dans les années 1990, et s'est cristallisé lors d'une session historique organisée en 1997 au château de Varsovie sous le titre de « Guerre civile ou nouvelle occupation ? La Pologne après 1944 »<sup>45</sup>. Une majorité des participants se

---

<sup>42</sup> *Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*. On utilisera le sigle PZPR.

<sup>43</sup> Cf. ce chapitre, IIC 1.

<sup>44</sup> Dans les faits, même dans ce parti, tous les cadres n'appellent pas à la résistance armée.

<sup>45</sup> Les interventions et les débats de cette session ont fait l'objet d'une publication : AJNENKIEL Andrzej (réd.), *Wojna domowa czy nowa okupacja. Polska po roku 1944 (Guerre civile ou nouvelle occupation. La Pologne après 1944)*, ZNimO, Wrocław, 1998.

sont alors opposés à l'emploi du terme de « guerre civile », la minorité le reprenant tel quel ou le nuancant. Ainsi Janusz Tazbir<sup>46</sup> parle d'une guerre civile *sui generis*, en comparant les affrontements ultérieurs à 1945 à la confédération de Bar (1768-1772). Krystyna Kersten reprend elle aussi à son compte cette notion, tout en la nuancant, position qu'on retrouve dans ses ouvrages sur la sortie de guerre polonaise<sup>47</sup>. Les historiens coopérant ultérieurement avec l'Institut de la mémoire nationale (IPN) sont très majoritairement opposés à ce terme. Les partisans de l'emploi du terme « insurrection anticommuniste » se recrutent donc particulièrement dans les rangs de cette institution où coopèrent avec elle ; citons entre autres : Marek Jan Chodakiewicz, Stanisław Łach, Tomasz Strzembosz, Jarosław Szarek, Krzysztof Szwagrzyk<sup>48</sup>. D'autres essaient de sortir de ce débat complexe et polémique, en proposant d'autres dénominations pour qualifier les combats fratricides entre Polonais après 1945. C'est le cas de Henryk Słabek, prototype de l'historien de l'époque communiste<sup>49</sup>, qui préfère, dans un article<sup>50</sup>, parler de « guerre paysanne », en mettant en avant le fait que les paysans sont l'enjeu et les acteurs principaux des combats qui se déroulent dans la seconde moitié des années 1940<sup>51</sup>. Cet article est précieux parce qu'il donne des critères pour qu'un conflit puisse être qualifié de « guerre civile » : la présence de formations régulières nationales des deux côtés, des forces et des potentialités militaires similaires de chaque côté, une durée du conflit de plus de trois ans et un nombre important de victimes<sup>52</sup>. Si l'on applique cette définition, qui peut toutefois être contestable, ce qui se passe en Pologne entre

---

<sup>46</sup> (1927-2016), historien moderniste, spécialiste de la culture polonaise de l'époque de la Réforme et contre-Réforme.

<sup>47</sup> Cf. le chapitre « considérations sur la clandestinité 1944-1947 » in KERSTEN Krystyna, *między Wyzwoleniem a zniewoleniem, Polska, 1944-1956 (entre Libération et asservissement, la Pologne de 1944 à 1956)*, Éditions Aneks, 1993.

<sup>48</sup> Marek Jan Chodakiewicz (1962- ), spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et des relations polono-juives. Stanisław Łach (1938- ), spécialiste de l'opposition anticommuniste de la Poméranie occidentale. Tomasz Strzembosz (1930-2004), spécialiste de la résistance polonaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Jarosław Szarek (1963- ), Président de l'IPN depuis 2016, contemporain se spécialisant dans l'histoire du communisme polonais et de l'Église polonaise. Krzysztof Szwagrzyk (1964- ), spécialiste de l'appareil répressif de la Pologne communiste pendant le stalinisme, de la Basse-Silésie et des résistants anticommunistes. Vice-président de l'IPN depuis 2016.

<sup>49</sup> 1928- , historien membre du parti communiste et spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier en Pologne.

<sup>50</sup> SŁABEK Henryk, « W związku z problematyką sesji i publikacji „Wojna domowa czy nowa okupacja” : uwagi » (En lien avec la problématique de la session et de la publication « Guerre civile ou nouvelle occupation » : remarques ») in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 31/1, p. 103-109, 1998.

<sup>51</sup> Henryk Słabek (1928- ), historien membre du parti communiste et spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier en Pologne.

SŁABEK Henryk, « W związku z problematyką sesji i publikacji « Wojna domowa czy nowa okupacja » : uwagi » (En lien avec la problématique de la session et de la publication „Guerre civile ou nouvelle occupation » : remarques ») in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 31/1, p. 103-109, 1998.

<sup>52</sup> *Idem*, p. 105.

1945 et le début des années 1950 ne pourrait être qualifié de « guerre civile ». Parmi les historiens travaillant à l'étranger, si Marek Jan Chodakiewicz n'emploie pas ce terme de guerre civile, d'autres le reprennent à leur compte. Norman Davies l'emploie tel quel, parlant même de « guerre civile acharnée »<sup>53</sup>, et Anita Prażmowska allant jusqu'à en faire l'idée directrice de son ouvrage éponyme<sup>54</sup>.

Pour les partisans de la guerre civile<sup>55</sup>, il existe dans la Pologne de l'époque deux camps disposant de relais importants dans la société qui s'opposent sur la vision de ce que doit être la Pologne. Cette interprétation sous-estime selon moi la disproportion dans les soutiens des deux camps et la nature des deux camps : les résistants anti-communistes ont pu se maintenir longtemps parce qu'ils bénéficiaient du soutien des populations au milieu desquelles ils agissaient, alors que les forces de l'ordre communistes agissaient dans le cadre de ce qui pouvait ressembler à des opérations de maintien de l'ordre, et ne bénéficiaient pas d'un tel soutien. L'autre vision de ces conflits est portée par les partisans de l'insurrection anti-communiste, la datant de 1945 à 1953, sachant que le dernier résistant anti-communiste a été tué en 1963<sup>56</sup>. Cette interprétation de l'histoire polonaise est fondée sur la perception des autorités communistes non pas comme émanation d'une partie de la société polonaise, mais

---

<sup>53</sup> DAVIES Norman, *Histoire de la Pologne*, Fayard, Paris, 1986, p. 24.

<sup>54</sup> PRAŻMOWSKA Anita, *Civil War in Poland 1942-1948 (la Guerre civile en Pologne 1942-1948)*, Palgrave MacMillan, New York, 2004.

<sup>55</sup> Pour synthétiser : la thèse de la guerre civile a été longtemps soutenue par les historiens de l'époque communiste, pour renforcer le soutien populaire dont aurait supposément bénéficié les communistes lors de leur installation au pouvoir et donc accroître la légitimité du régime. S'ils n'utilisent pas forcément la notion de « guerre civile », l'interprétation de la prise du pouvoir par les communistes en Pologne comme relevant de la lutte des classes revient au même. On trouve cette perspective dans les travaux d'un certain nombre d'historiens faisant partie de l'Association des historiens marxistes (*Marksistowskie zrzeszenie historyków* : Marian Malinowski (1925-1993), spécialiste de l'histoire du PPR pendant la Seconde Guerre mondiale et immédiatement après, Żanna Kormanowa (1900-1988), vulgarisatrice de l'histoire du mouvement ouvrier, Józef Sieradzki (1900-1960) spécialiste d'histoire médiévale puis des premières années de la République populaire de Pologne .

<sup>56</sup> Depuis la chute de la Pologne populaire, les débats continuent sur la qualification à donner à ces conflits postérieurs à la Seconde Guerre mondiale. Il semble que, dans les débats historiographiques en cours, la tendance est à l'emploi de plus en plus fréquent et officiel (par l'Institut de la mémoire nationale notamment) du terme de « insurrection anticommuniste ». Pour ma part, avec les réserves apportées à l'expression guerre civile, je pense que les deux termes peuvent parfaitement coexister, l'opposition entre les deux me paraissant relever davantage d'un conflit idéologique que d'un débat purement scientifique. Les partisans d'une utilisation exclusive du terme « insurrection anticommuniste » sont souvent les partisans d'une histoire réduite à un roman national, tandis que les tenants de l'utilisation exclusive de « guerre civile » surestiment à mon sens les appuis au régime dans la Pologne d'après 1945 et ont souvent trop tendance à banaliser l'expérience communiste polonaise.

Il s'agit du sergent Józef Franczak, qui est resté dans la clandestinité après l'amnistie de 1956, même s'il n'était guère actif, et qui est tué lors d'une opération menée par la Milice en octobre 1963. Il est considéré officiellement comme le dernier soldat inflexible.

comme corps plus ou moins totalement étranger à la Pologne, imposé par l'URSS et réalisant les intérêts de cette dernière en Pologne. Ces opposants armés au communisme, appelés les « soldats maudits » ou les « soldats inflexibles »<sup>57</sup> ne sont pas perçus de manière neutre comme un des deux camps en présence dans une lutte fratricide, mais comme représentants, souvent magnifiés, de l'intérêt national polonais écrivant une page supplémentaire de l'histoire insurrectionnelle polonaise. Cette vision est aussi réductrice, en ce qu'elle nie la polonité des adversaires des « soldats maudits », faisant du système communiste un régime totalement hors-sol qui ne bénéficierait d'aucun soutien dans la population polonaise. D'où le terme que l'on a choisi d'employer : si la lutte des opposants intransigeants à bien un caractère indubitablement insurrectionnel, par son ampleur et parce qu'elle se situe dans la lignée des grandes insurrections nationales polonaises de lutte pour la liberté et l'indépendance du pays, elle est aussi guerre civile. Ses acteurs ne s'opposent pas, la plupart du temps, à un ennemi extérieur, mais à un adversaire qui est perçu, par nombre de ces résistants anti-communistes, comme un ennemi intérieur, les membres des forces de sécurité communistes étant considérés comme des traîtres à la patrie. La rhétorique de la trahison est d'ailleurs souvent symptomatique d'une situation de guerre civile. Toutefois, cette dernière n'est pas aboutie et ne possède pas toutes les caractéristiques d'une guerre civile classique. Elle demeure à l'état embryonnaire, premièrement du fait de son origine : elle a été suscitée par une intervention extérieure, l'arrivée de troupes soviétiques en Pologne<sup>58</sup> ayant exacerbé des tensions qui pouvaient exister au sein de la société polonaise. Deuxièmement du fait de son échelle : les affrontements ponctuels sont plus ou moins régulièrement répartis sur le territoire polonais mais ne sont pas de grande ampleur ; Troisièmement du fait de la disproportion dans les soutiens respectifs des forces en présence : les anti-communistes disposent de bien plus de soutiens auprès de la population que les forces de l'ordre du gouvernement communiste. Enfin dernièrement par la nature des combattants : ce sont pour la plupart des soldats professionnels, et non des civils qui auraient pris les armes comme on en trouve aussi dans les guerres civiles classiques. Sur ce dernier point, le conflit armé entre anti et pro communistes en Pologne s'apparente plus à une sorte de conflit collatéral à la prise illégale du pouvoir par les communistes, une sorte de règlement de compte *a posteriori* des

---

<sup>57</sup> *żołnierze wyklęci* ou *żołnierze niezłomni*.

<sup>58</sup> En considérant que dans les guerres civiles classiques ou abouties, l'ingérence extérieure n'est pas au fondement de la guerre civile. Elle peut intervenir, mais après le déclenchement des hostilités. Ici, sans intervention soviétique, il est peu probable qu'il y ait eu déclenchement d'un conflit entre Polonais.



tensions existant pendant la guerre entre les résistants polonais anti-communistes et la très modeste résistance communiste polonaise. Toutes ces raisons justifient l'emploi du terme de « guerre civile larvée ».

Les effectifs de la résistance armée croissent rapidement, tout en demeurant modestes<sup>59</sup> : de moins de 3 000 à la fin de 1944, ils atteignent leur maximum fin 1945 avec environ 15 000 hommes. Jusqu'au début 1947, les résistants anti-communistes se maintiennent à 10 000 hommes. Le désarroi provoqué par les élections falsifiées de janvier 1947, et la mobilisation de forces gouvernementales plus importantes démantèlent peu à peu les maquis anti-communistes, surtout présents à l'est de la Pologne. Il est intéressant de noter que les territoires recouverts ne sont presque pas du tout concernés par ces affrontements, mis à part quelques espaces reculés de la Poméranie. Cela donne un premier indice de l'originalité de ces régions qui ne fonctionnent pas au diapason des « terres anciennes ». Plusieurs raisons peuvent expliquer cette spécificité : situation troublée, déracinement et désarroi des populations nouvellement installées dont les problématiques relèvent bien plus de la survie que de la couleur des autorités politiques, présence bien plus importante et donc dissuasive des unités de l'armée populaire, autant de raisons potentielles pour expliquer que cette guerre civile larvée n'ait pas pris racine, d'autant que le mouvement s'essouffle relativement vite.

---

<sup>59</sup> Là encore, les chiffres sont sujets à discussion, selon que l'on se réfère aux combattants armés ou à l'ensemble des personnes engagées dans la lutte anti-communiste. On a choisi une définition restrictive du combattant, en se fondant sur SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Ilustrowany Atlas Historii Polski T. 6, PRL i Polska współczesna*, (Atlas illustré de l'histoire de la Pologne, Tome 6, la République Populaire de Pologne et la Pologne contemporaine), Demart, 2007, p. 136-140.



Carte représentant les principaux combats entre les résistants polonais anti-communistes et les forces de sécurité, l'armée populaire ainsi que les détachements du NKVD (1945-1949)<sup>60</sup>

En 1948 les résistants sont en effet à peine plus de 3 000, et leur nombre ne fait que baisser pour devenir insignifiant au début des années 1950. La guerre civile polonaise larvée prend alors fin, la principale date symbolique retenue étant le 1<sup>er</sup> mars 1951<sup>61</sup>, jour de l'exécution des membres du 4<sup>ème</sup> comité de direction de l'organisation anti-communiste WiN, même si des combats continuent encore après. Après l'élimination de l'opposition intransigeante, l'élimination ou le ralliement de l'opposition légale, au début des années 1950, il ne reste en Pologne que deux grands groupes sociopolitiques : les opposants implicites ou ralliés, tolérant plus qu'acceptant le régime communiste, et les partisans du régime, ces derniers devenant moins nombreux au fur et à mesure que s'amplifient les vagues de répression staliniennes. D'un point de vue économique, la sortie de guerre est celle d'une transition plus en douceur ponctuée par de réels succès dans la reconstruction de la Pologne.

<sup>60</sup> D'après SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944. Najnowsza historia (la Pologne depuis 1944, Histoire contemporaine)*, Demart, Varsovie, 2012, p. 143.

<sup>61</sup> Cette date est devenue en 2011 un jour de commémoration officielle reconnu par l'État polonais sous le nom de Jour national du souvenir des « Soldats maudits ». En polonais : *Narodowy Dzień pamięci « żołnierzy wyklętych »*.

### 3. Une économie encore mixte

Le Plan triennal est le couronnement des efforts entrepris dès 1944 pour relancer une machine économique durablement affectée par la guerre. Il répond à une double logique : reconstruire le pays, objectif suscitant l'unanimité, et entamer le passage de l'économie capitaliste à l'économie socialiste, objectif controversé.

Cette politique économique se manifeste principalement par deux mesures : la réforme agraire, entamée dès 1944, et la nationalisation des principales branches de l'industrie au début de 1946. Les représentants du gouvernement de Lublin, puis du gouvernement provisoire d'unité nationale, ont une marge de manœuvre au départ très réduite du fait de leur légitimité quasi inexistante. Ils prennent donc d'abord des décisions faisant l'unanimité, puis de plus en plus controversées. Ainsi, le décret du 6 septembre 1944 sur la réforme agraire est un exemple de mesure consensuelle<sup>62</sup>. L'ensemble des partis polonais opposés au gouvernement piłsudskiste d'avant 1939 étant d'accord sur le principe de cette réforme<sup>63</sup>. La date de parution de ce décret explique la modération des mesures prises, relativement à ce que l'on pourrait attendre d'un gouvernement dominé par des communistes. En effet, les terres destinées à être confisquées et redistribuées font, assez largement, unanimité : il s'agit avant tout des biens fonciers des Allemands de Pologne, de celles de la strate supérieure des grands propriétaires terriens tandis que, pour ne pas heurter une opinion très catholique, les biens ecclésiastiques ne sont pas mentionnés. Le texte est clair sur ces divers points :

Art. 2 (1) Les propriétés foncières à caractère agricole concernées par la réalisation de la réforme agraire sont :

- a) les propriétés appartenant au Trésor public à n'importe quel titre
- b) les propriétés des citoyens du Reich allemand et des citoyens polonais de nationalité allemande
- c) les propriétés de personnes condamnées légalement pour haute trahison, pour aide apportée aux occupants ayant entraîné des torts pour l'État ou les populations locales [...]
- d) les propriétés confisquées pour une quelconque autre raison juridique
- e) les propriétés ou les copropriétés de personnes physiques ou morales, si leur superficie totale est supérieure à 100 hectares, ou 50 hectares de terres arables [...]

L'Assemblée constituante légifèrera sur la situation juridique des propriétés foncières appartenant à l'Église catholique ou aux communautés religieuses des autres confessions.<sup>64</sup>

---

<sup>62</sup> La question agraire est un problème structurel de l'économie et de la société polonaises d'avant-guerre. Toutes les options politiques s'accordent sur la nécessité de le régler, mais s'opposant sur les moyens à employer.

<sup>63</sup> Pour rappel, il s'agit, de gauche à droite de l'échiquier politique, du PPS (parti socialiste polonais), du PSL (mouvement populaire polonais, le parti agrarien), du SP (Mouvement du travail, démocrate-chrétien) et du SN (Mouvement national, national-catholique et nationaliste).

<sup>64</sup> Journal Officiel de 1944, n° 4, rubrique 17, en polonais : « Art. 2 (1).

Les terres concernées ne représentent pas une surface très grande, les biens fonciers allemands sur les territoires de la Pologne de 1939 n'étant pas très nombreux. Si les territoires recouverts ne sont pas concernés dans un premier temps, ils deviennent très vite une réserve foncière de première importance pour le gouvernement provisoire polonais. Ainsi, après les succès de la grande offensive soviétique de janvier 1945, le gouvernement polonais, par le décret du 23 mars 1945<sup>65</sup> sur le « peuplement des terres occidentales », étend les clauses de la réforme agraire aux nouvelles terres et organise leur peuplement.

La réforme prévoit aussi la création d'un Fonds public foncier<sup>66</sup>, chargé de la mettre en œuvre, en établissant d'abord l'inventaire des terres à saisir, puis en effectuant les saisies, et enfin en les redistribuant. C'est au moment de la redistribution, qui s'effectue à partir de 1945, que les débats s'enveniment. Ils portent non seulement sur les bénéficiaires privilégiés de cette redistribution, mais aussi sur les modalités de cette dernière. Concernant les bénéficiaires, le texte peut être interprété comme une tentative pour le gouvernement communiste polonais de se constituer une clientèle politique afin d'accroître sa popularité et sa légitimité. L'Article 10, alinéa 1, par ses formulations, montre assez bien qui sont les bénéficiaires privilégiés de la redistribution :

Il convient d'avoir à l'esprit que les candidats prioritaires sont les soldats de l'Armée polonaise, les invalides de la présente guerre et les membres ayant participé aux luttes partisans contre les Allemands pour l'établissement d'une Pologne démocratique. En revanche seront exclus des bénéfices de la réforme agraire ceux qui ont refusé ou se refusent à remplir leurs devoirs élémentaires envers l'État ou ont été au service de l'occupant.<sup>67</sup>

Là encore, les groupes explicitement visés pour être les bénéficiaires de la réforme agraire ne peuvent manquer de provoquer l'unanimité, mais les formulations peuvent être sujettes à des interprétations restrictives de la part du gouvernement de Lublin ; cela se voit notamment dans la mention « établissement d'une Pologne démocratique » : que signifie, pour le gouvernement de Lublin, le terme de démocratique ? Faut-il inclure les résistants polonais qui

---

<sup>65</sup> AAN/MZO/648a/p. 3-4.

<sup>66</sup> *Państwowy Fundusz Ziemi*.

<sup>67</sup> Journal Officiel de 1944, n° 4, rubrique 17, Art. 10-1 : « Należy przy tym mieć na uwadze, że pierwszeństwo spośród uprawnionych kandydatów przysługuje żołnierzom Wojska Polskiego, invalidom obecnej wojny i uczestnikom partyzanckich walk z Niemcami o Polkę demokratyczną. Wyłączeni natomiast będą od korzystania z dobrodziejstw reformy rolnej ci, którzy uchylili się lub uchylają się od dopełnienia zasadniczych obowiązków wobec Państwa lub wysługiwali się okupantowi. ».

se sont battus pour instaurer une démocratie libérale, comme la majeure partie des troupes de l'Armée de l'intérieur (AK) ou des Bataillons paysans (BC), ou est-ce ici une démocratie comprise dans le sens socialiste du terme ? De même, concernant les exclus du bénéfice de la réforme agraire, les termes sont encore plus sujets à débat ; qui faut-il mettre derrière « ceux qui ont refusé ou se refusent à remplir leurs devoirs élémentaires envers l'État »<sup>68</sup> Cette formulation, dans son interprétation large, pourrait très bien s'appliquer aux résistants polonais non-communistes qui, dans ces derniers mois de 1944, font le choix de s'opposer aux agissements des communistes de manière légale. La propagande communiste qualifiant les soldats de l'AK de réactionnaires dès 1945 donne déjà un élément de réponse.

Un autre problème relatif à la redistribution des terres est constitué par les modalités de cette redistribution. Ce débat oppose ouvertement les communistes et les agrariens. Les premiers optent pour une approche quantitative de la redistribution, quand les seconds ont une approche plus qualitative. Ainsi, un des articles du texte indique que la redistribution des terres se fera par une parcellisation importante des terres, puisqu'il n'est pas prévu de créer des parcelles supérieures à 5 hectares<sup>69</sup>. Ce problème est un des grands débats de l'année 1946, où les agrariens, avec Mikołajczyk à leur tête, se font les partisans d'une réforme qui concernerait moins de personnes, mais qui permettrait de constituer des parcelles plus grandes, plus aptes à moderniser l'agriculture polonaise, alors que les communistes privilégient le nombre de bénéficiaires à la taille des exploitations. L'option défendue par les communistes a l'avantage de concerner plus de personnes, mais ne laisse pas de possibilité à l'agriculture polonaise de sortir à court terme de son archaïsme. La réforme agraire ne devient conséquente qu'après son extension aux territoires recouverts. Elle conduit à l'expropriation de près de 14 millions d'hectares de terre, dont 6 millions seulement sont redistribués aux paysans, alors que du fait du choix de répartition minimaliste du gouvernement dominé par les communistes, ce sont près de 1,1 million exploitations nouvelles qui sont créées.

Les modalités de répartition des terres apparaissent cependant comme plus généreuses sur les territoires recouverts que sur les terres anciennes, parce qu'il y a bien plus d'espace à redistribuer et aussi sans doute, à des fins politiques, afin d'attirer des colons des terres anciennes vers les nouvelles terres de l'Ouest. Le décret du 6 septembre 1946<sup>70</sup> prévoit ainsi

---

<sup>68</sup> Cf. ci-dessus, note 76.

<sup>69</sup> *Idem*, art. 13-2.

<sup>70</sup> Journal officiel de la République de Pologne, 1946, n° 49, rubrique 279.

des exploitations plus grandes dans les anciens territoires allemands que les parcelles de 5 hectares créées dans les terres de la Pologne centrale: « La superficie des terres arables dans les exploitations agricoles, accordées par le présent décret, selon les conditions des sols, des régions, du climat et de l'économie, devrait aller de 7 à 15 hectares. »<sup>71</sup>. L'article 10 prévoit quant à lui la création de jardins ouvriers d'une superficie similaire à celle prévue par la réforme agraire. Des mesures incitatives sont ainsi prises à la fois pour relever l'agriculture des territoires recouverts, mais aussi pour attirer des colons.

La loi sur la nationalisation des principales branches de l'industrie du 3 janvier 1946<sup>72</sup> est la deuxième étape de transformation économique de la Pologne, et prépare le Plan triennal en posant les nouvelles fondations d'une économie étatique. Les grandes différences de cette mesure par rapport à la réforme agraire sont son statut et son domaine d'application. À la différence de la réforme agraire, qui n'est qu'un décret, promulgué par un comité qui n'est pas encore gouvernemental et qui n'est pas reconnu par la plupart des pays, le texte juridique du 3 janvier 1946 est une loi mise en place par le gouvernement provisoire d'unité nationale. En outre, le texte est élaboré à une époque où la Pologne a déjà pris possession des territoires recouverts. Ces derniers ne sont pas encore officiellement reconnus comme annexés par la communauté internationale mais ils font partie intégrante du territoire national pour le gouvernement polonais. L'intégration des territoires recouverts à l'État polonais facilite grandement le processus de nationalisation : tous les biens s'y trouvant sont d'emblée nationalisés. De même, la possession des territoires recouverts est un moyen pour l'État polonais d'agrandir avantageusement son patrimoine, fortement réduit par le second conflit mondial :

Art. 2 1. Les entreprises industrielles, minières, de transport, bancaires, d'assurances, commerciales suivantes passent sans dédommagement sous le contrôle de l'État :

- a) les entreprises du Reich allemand et de la Ville Libre de Gdańsk,
- b) les entreprises des citoyens allemands et de l'ancienne Ville Libre de Gdańsk, à l'exception de celles des personnes de nationalité polonaise, ou de personnes d'autres nationalités persécutées par les Allemands,
- c) les entreprises de personnes morales allemandes ou de Gdańsk à l'exception des personnes morales de droit public,
- d) les sociétés contrôlées par les citoyens allemands ou de Gdańsk ou par les administrations allemandes ou de Gdańsk,

---

<sup>71</sup> *Idem*, article 9.

<sup>72</sup> Elle a été préparée et présentée devant le Conseil national d'État (en polonais *Krajowa Rada narodowa*, parlement informel dominé par le parti communiste et ses parti-satellite) par Hilary Minc (1905-1974), ministre de l'industrie et économiste communiste.

e) les entreprises de personnes étant passées à l'ennemi<sup>73</sup>

Cette nationalisation est plus qu'une expropriation : c'est une confiscation, puisqu'il n'est prévu aucun dédommagement. Cet acte juridique permet à l'État polonais de faire main basse sur un appareil industriel impressionnant, même s'il est très endommagé par la guerre et réduit par les démontages soviétiques, sans engager aucun frais. Ce premier ensemble de nationalisations renforce grandement la position de l'État, mais les mesures importantes sont également prises dans les territoires centraux de la Pologne. Le texte dresse une liste, impressionnante, des domaines concernés par la nationalisation, indépendamment de la taille des entreprises concernées. Elle serait trop longue à citer<sup>74</sup>, mais les nationalisations concernent les principales branches de l'industrie : les entreprises d'extraction, les usines métallurgiques, l'énergie, les entreprises agro-alimentaires et textile les plus notables, enfin et surtout les imprimeries, ce qui s'avère crucial dans la mise en place d'un contrôle de la presse. Le seul domaine non concerné par les nationalisations est le secteur du bâtiment : on peut supposer que les réorganisations induites par les nationalisations pouvant gêner l'expansion de ce secteur-clé pour la reconstruction, le gouvernement dominé par les communistes a préféré temporiser sur ce point. La détermination et la volonté de socialiser l'économie polonaise se voient particulièrement par le fait que le gouvernement se réserve le droit de nationaliser des entreprises de taille plus réduite encore, si « l'intérêt général » le demande, formulation vague sujette à diverses interprétations.

Comme la réforme agraire, la nécessité de réaliser des nationalisations pour faire repartir l'économie polonaise fait consensus dans la société polonaise, seul change le degré de nationalisation selon les partis politiques, Mikołajczyk et les agrariens préférant des nationalisations moins importantes, concernant les seules entreprises au-delà de 100 employés par relève. La portée de cette loi est importante, mais elle n'est majeure qu'au niveau de la production industrielle : à la fin de 1946, 80 % des effectifs et 86 % de la production industrielle sont nationalisés<sup>75</sup>. À l'échelle de l'économie dans son entier, ses effets sont bien moins importants : à l'aube du Plan triennal, au début de 1947, on estime que le secteur privé produit encore 63 % de la richesse nationale, contre 32 % pour le secteur public. Ces

---

<sup>73</sup> Journal officiel de la République de Pologne, 1946, n° 3, rubrique 17.

<sup>74</sup> Cf. *Idem*, Art. 3-1 A.

<sup>75</sup> BUHLER Pierre, *Histoire de la Pologne communiste*, Éditions Karthala, Paris, 1997, p. 164.

pourcentages montent même à 83 %<sup>76</sup> pour le commerce de détail. Dans cette réalité, les territoires recouverts apparaissent comme le paradis du commerce. Ils sont en effet le centre de vastes trafics qui visent à répartir les nombreux biens laissés par les Allemands entre les nouveaux habitants polonais. Les marchés se multiplient dans les villes en ruines des anciennes régions allemandes de l'Est et sont autant de plaques tournantes d'un commerce qui redistribue de nombreux biens de consommation à destination des terres anciennes.

C'est dans ce contexte de lancement de la reconstruction et de pose des premiers fondements d'une économie socialiste qu'est mis en œuvre le premier plan de la Pologne populaire, le Plan triennal, défini explicitement par la loi du 2 juillet 1947 comme étant un « plan de reconstruction économique ». Il se distingue de tous ses successeurs par le fait qu'il repose encore explicitement sur une économie mixte, et qu'il vise, avant tout autre objectif, à l'élévation du niveau de vie de la population. Si les plans ultérieurs ont bien aussi cet objectif, dans leurs cas, l'élévation du niveau de vie est un objectif secondaire qui dépend de l'accomplissement de l'objectif premier, l'élévation du niveau de production industrielle. Dans le cas du Plan triennal, c'est d'emblée l'amélioration des conditions de vie qui constitue, directement, une priorité, dans un contexte socio-économique compliqué : « Le but élémentaire de l'économie nationale durant la période 1947-1949 est l'élévation du niveau de vie des classes laborieuses de la population au-dessus du niveau d'avant-guerre. »<sup>77</sup>. En outre, on peut voir une grande diversité dans les buts détaillés du plan : certes la transformation socio-économique du pays est mise en exergue (Art. 4-a), le plan doit aussi servir à effacer les destructions de guerre (Art. 4-b), intégrer les territoires recouverts au reste du pays (Art. 4-c), contribuer au retour des Polonais partis du pays de 1939 à 1945 (Art. 4-e) et améliorer le rendement et la productivité de l'économie polonaise (Art. 4-f), autant de points qui font du Plan triennal un plan équilibré. En effet, il désire métamorphoser la structure socio-économique du pays, sans pour autant tout sacrifier à l'industrie lourde et met l'accent sur l'agriculture :

« Le renforcement du système et la transformation de la structure socio-économique du pays se réaliseront par la voie de l'agrandissement de la participation de l'industrie et des services dans la production nationale, créant les fondements à l'accroissement de l'emploi des réserves de travail rurales »<sup>78</sup>.

---

<sup>76</sup> PERSAK Krzysztof, MACHCEWICZ Paweł, *op. cit.*, p. 20.

<sup>77</sup> Journal Officiel de la République de Pologne, 02/07/1947, n° 53, rubrique 285, Partie II, Art. 3.

<sup>78</sup> *Idem*, Art. 5.



L'espace rural n'est pas vu seulement comme un réservoir de main-d'œuvre potentiel pour l'industrie, mais comme un espace doté de problématiques propres qu'il convient de développer indépendamment de la politique suivie dans l'industrie. Il est ainsi significatif que, dans les objectifs détaillés secteurs par secteurs, ce soit l'agriculture qui soit mentionnée en premier. Le plan en fait ainsi la condition *sine qua non* du relèvement de la production nationale et surtout du niveau de vie, lui assignant des objectifs exigeants mais relativement modérés et surtout réalisables : l'accroissement de 10 % de la production agricole en 1949 par rapport à 1938 en parvenant à l'autosuffisance alimentaire pour la plupart des produits alimentaires de base. En ce domaine, le plan est un succès, le rationnement étant levé en janvier 1949. Concernant l'industrie, qui n'est pas encore la priorité absolue, c'est le seul plan de la Pologne communiste qui favorise explicitement les biens de consommation par rapport aux biens de production ou d'investissement<sup>79</sup> :

« La production des biens de consommation sera augmentée [...] notamment les produits de base de l'industrie alimentaire, textile, des vêtements, des chaussures, des médicaments et des produits utilisés dans les foyers. »<sup>80</sup>.

Toutefois, il prévoit une transition progressive vers une économie plus soviétique, puisque parallèlement au relèvement de l'économie polonaise et à la reconstruction doit s'effectuer une socialisation de l'économie, par l'accroissement de la part du secteur public et des biens de production dans le total des biens produits :

« Le passage de la priorité de production des biens de consommation vers les biens de production sera effectué selon la réalisation du Plan dans sa phase finale. »<sup>81</sup>.

Là encore, les objectifs chiffrés sont raisonnables : il n'est pas envisagé, en trois ans, de bouleversement de la production par secteur : la part du secteur secondaire dans le revenu national ne doit passer que de 40 à 42 %, tandis que le secteur public de 2,7 à 3,1 millions d'emplois, en augmentation certes mais encore loin derrière le secteur privé, qui doit lui stagner à 8,5 millions d'emplois<sup>82</sup>. Ce plan est considéré comme le seul plan de la Pologne

---

<sup>79</sup> Les plans quinquennaux de 1956-1960 et de 1971-1975 sont des plans n'effectuant que des réajustements au profit des biens de consommation, mais donnant toujours la priorité à l'industrie, et notamment l'industrie lourde.

<sup>80</sup> Journal officiel de la République polonaise de 1947, n° 53, Rubrique 285, Partie III Chap. 3, Art. 21.

<sup>81</sup> *Idem*, Art. 22.

<sup>82</sup> Ces chiffres sont issus du Chapitre 10 du Plan triennal.

populaire à avoir été couronné de succès, au moins d'un point de vue comptable, puisqu'à peu près tous les objectifs chiffrés qu'il s'était fixé sont remplis. La clé du succès réside sans doute dans la vraisemblance même de ses objectifs, et dans le caractère mixte de l'économie polonaise de l'époque, reposant tout autant sur le secteur public que sur le secteur privé, deux caractéristiques que n'a pas eu le Plan sexennal qui lui succède.

La Pologne de 1948 est donc encore dans bien des cas un régime hybride, qui n'a pas effectué entièrement sa mue vers le socialisme et la dictature du prolétariat. La conquête du monopole politique par le PZPR en décembre 1948 fait définitivement d'elle une démocratie populaire qui prend résolument la voie de la stalinisation.

## **II Le stalinisme polonais (1949-1955)**

Le stalinisme polonais se manifeste pas une mainmise quasi-totale du PZPR sur le pays ; seule l'Église catholique résiste, quoique affaiblie. L'économie polonaise est très largement socialisée, avec la mise en place du plan sexennal. Malgré la poussée totalitaire du régime, ses quelques succès initiaux et la mise au pas de l'opposition, le régime politique n'a jamais vraiment été accepté, et demeure fragile même au cœur de la toute-puissance stalinienne.

### *A. La mainmise du PZPR sur le pays*

Cette période de l'histoire polonaise peut se subdiviser en deux: la finalisation de l'instauration de l'ordre communiste en Pologne de 1949 à 1952, puis l'apogée du stalinisme polonais et un début de déclin de 1953 à 1956.

De 1949 à 1952, le pouvoir finit de conforter le système communiste qui va diriger la Pologne pendant près de quarante ans. Ce dernier est en fait la transposition, en Pologne, du régime stalinien soviétique. Le premier but des dirigeants communistes, à partir du congrès de fusion du PPR et du PPS, est de sortir du régime provisoire instauré par la « petite constitution », votée par l'Assemblée constituante le 19 avril 1947<sup>83</sup>. Très brève et peu précise, elle sert, par ses ambiguïtés, à la fois de plate-forme pour préparer le passage à un système politique stalinien, et à la fois de faire-valoir pour continuer d'entretenir auprès de la population polonaise l'illusion d'une continuité par rapport à la II<sup>e</sup> République.

---

<sup>83</sup> Journal officiel de la République polonaise de 1947, n° 18, rubrique 71.

L'instauration d'un système juridique stalinien se fait en plusieurs étapes, dont la Constitution de 1952 instaurant la République populaire de Pologne est le couronnement. Dans un premier temps, le PZPR continue l'épuration dans le mouvement de gauche révolutionnaire, devenu hégémonique. Après avoir écarté les membres du PPS trop peu communistes à son goût avant la fusion, la purge se poursuit au sein même du PZPR. Dans un contexte général des démocraties populaires qui est la chasse à la « déviance » titiste, le parti communiste polonais se lance dans la répression de son aile « droite », représentée par l'ancien secrétaire général du PPR, Władysław Gomułka, et des siens. Entre décembre 1948 et novembre 1949, un quart des effectifs du PZPR sont épurés. Lors du III<sup>e</sup> Plenum, Gomułka est mis en accusation et attaqué par Bolesław Bierut et la majorité des membres du comité central, partisan d'un strict alignement sur les positions staliniennes. À l'issue du Plénum, Gomułka et deux proches, Zenon Kliszko et Marian Spychalski, sont exclus du comité central du PZPR. La ligne stalinienne dure triomphe tandis que l'alignement de la Pologne sur l'Union soviétique est pouvoir. Le pouvoir est détenu de manière despotique par Bolesław Bierut, qui cumule les fonctions de président de la République polonaise et de 1<sup>er</sup> secrétaire du Comité central du PZPR. Il s'entoure de staliniens, dont les plus représentatifs sont Jakub Berman, qui coordonne l'appareil de répression de la Sécurité publique, et Hilary Minc, vice-président du conseil des ministres et chargé de la réalisation du Plan sexennal. C'est ce trio et Bierut, qui constitue le groupe le plus influent dans la Pologne stalinienne.

Dans un deuxième temps, le PZPR achève ainsi de clarifier le paysage politique polonais, afin de contrôler au maximum les partis politiques alliés en les alignant le plus possible sur son idéologie, tout en continuant de donner l'illusion d'un pluralisme démocratique. Quatre partis politiques subsistent officiellement en Pologne : les restes du PSL de Mikołajczyk qui n'ont pas été encore été épurés, le SL, parti agrarien satellite du parti communiste, sont les deux premiers. Ils fusionnent lors du congrès les 27 et 28 novembre 1949. Le résultat de cette fusion est la création d'un nouveau parti, le ZSL<sup>84</sup>, le Mouvement populaire unifié. En théorie continuateur des traditions agrariennes, très importantes dans la politique polonaise, dans les faits il est l'officine du PZPR auprès des paysans. Deux autres partis sont encore en lice : le Mouvement démocratique (SD) et le Mouvement du travail (SP), démocrate-chrétien. C'est ce dernier qui est, dans les faits, supprimé, en étant incorporé au sein du SD lors d'un nouveau congrès en juillet 1950. Le SD est la courroie de transmission de l'idéologie marxiste entre le

---

<sup>84</sup> *Zjednoczone Stronnictwo Ludowe.*

parti communiste et les professions libérales. C'est autour de ces trois partis, le PZPR, le ZSL et le SD que se construit la vie politique de la Pologne communiste, mais ce pluralisme est en fait un règne sans partage du PZPR.

Il reste à organiser administrativement la Pologne selon le modèle communiste. Entre 1949 et 1952, on assiste à l'instauration de la traditionnelle bipartition administrative caractéristique des régimes communistes : les structures étatiques officielles et, les doublant et détenant dans les faits le vrai pouvoir, les structures du parti communiste. Le PZPR polonais est ainsi organisé selon le modèle soviétique, avec une structure pyramidale, allant des cellules de base structurées selon le critère professionnel, puis des comités reprenant les structures administratives, avec des comités de commune, de district, de voïévodie, enfin le comité central, organe suprême du parti. Le centralisme démocratique est appliqué dans la droite ligne léniniste. L'administration étatique est réformée, soviétisée et épurée de nombre de ses éléments non communistes, par la loi du 20 mars 1950<sup>85</sup>. Elle substitue aux anciens échelons administratifs de la II<sup>ème</sup> République, la traditionnelle tripartition commune/ district/ voïévodie, des conseils nationaux. Les présidiums des conseils nationaux communaux, de districts et de voïévodies qui sont mis en place à partir de mars 1950 ne sont plus que les courroies de transmission des décisions politiques qui sont prises par leurs équivalents ou leurs supérieurs dans l'administration du PZPR. Bien que la loi de réforme de l'administration souligne l'aspect décentralisé de la nouvelle organisation, dans les faits, l'administration communiste est étroitement centralisée, et subordonnée au PZPR, les présidents des conseils nationaux appliquant les directives communistes. Une loi ultérieure<sup>86</sup> a aussi une incidence sur les territoires recouverts, qui sont réorganisés d'un point de vue territorial, puisque l'on note la création de nouvelles voïévodies. Si les voïévodies de Wrocław, de Szczecin et d'Olsztyn sont maintenues, la voïévodie de Szczecin est scindée en deux, sa partie orientale devenant la nouvelle voïévodie de Koszalin, de même que l'ancienne voïévodie de Silésie, le bassin houiller et les territoires attenants devenant la voïévodie de Katowice, tandis que l'Ouest de la région devient la voïévodie d'Opole. Enfin, la terre de Lubusz est détachée de la voïévodie de Poznań pour devenir la voïévodie de Zielona Góra. Cette loi, qui multiplie les centres administratifs sur les territoires recouverts, aurait pu s'avérer efficace, notamment en

---

<sup>85</sup> Journal officiel de la République polonaise, 20/03/1950, n° 14, Rubrique 130.

<sup>86</sup> La loi du 28 juin 1950. Journal officiel de la République polonaise, 28/06/1950, n° 28, Rubrique 255.

termes de décentralisation, si elle n'avait abouti à la formation de voïévodies souvent trop petites et non viables économiques pour certains d'entre elles.



Carte représentant les territoires recouverts après la réforme administrative de 1950<sup>87</sup>

Une fois l'administration, réorganisée sur le modèle soviétique et mise sous le contrôle d'un parti communiste omnipotent et purgé, il ne reste plus qu'à donner à la Pologne une nouvelle constitution.

C'est chose faite le 22 juillet 1952, date à laquelle est promulguée la Constitution de la République populaire de Pologne, de manière symbolique le huitième anniversaire de la promulgation du Manifeste du Comité polonais de libération nationale. La genèse de cette Constitution est lente et laborieuse, des travaux préparatoires ayant lieu à partir de mai 1951, les communistes polonais et notamment Bierut, s'entretenant régulièrement avec Staline pour fixer tel ou tel point. Le résultat est une copie fidèle de la Constitution soviétique de 1936, avec près de 50 articles sur les 91 qui sont une reprise partielle ou totale des articles de cette constitution<sup>88</sup>. Toutefois, si on y parle de socialisme, de Pologne populaire, nulle référence n'est faite à la dictature du prolétariat, ni au rôle dirigeant du parti communiste, qui ont

<sup>87</sup> D'après SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944. Najnowsza historia (la Pologne depuis 1944, Histoire contemporaine)*, Demart, Varsovie, 2012, p. 16.

<sup>88</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 234.

pourtant été bien instaurés. Ce texte s'insère toutefois parfaitement dans la rhétorique communiste, glorifiant le système soviétique :

Le fondement du pouvoir populaire actuel en Pologne est l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie laborieuse. Dans cette alliance le rôle directeur est détenu par la classe ouvrière en tant que classe sociale d'avant-garde, s'appuyant sur l'héritage révolutionnaire polonais et celui du mouvement ouvrier international, sur les expériences historiques victorieuses de la construction socialiste en Union des Républiques socialistes soviétiques, premier État des ouvriers et des paysans.<sup>89</sup>

La planification économique et la priorité donnée à l'industrie lourde sont ainsi intégrées à la constitution, montrant bien le rôle directeur de l'État dans la conduite de l'économie<sup>90</sup>. Si le système économique décrit dans la constitution est bien communiste, la particularité polonaise est d'y introduire des exceptions, du moins des divergences par rapport à l'orthodoxie marxiste. Ainsi, dans un contexte où la collectivisation peine à porter ses fruits, un article ménage l'agriculture et reconnaît l'existence d'une propriété privée individuelle agricole, ce qui normalement est impensable dans un système économique socialiste :

« La République populaire de Pologne apporte sa protection aux exploitations agricoles individuelles des paysans travailleurs, et leur apporte de l'aide, dans le but de les protéger contre l'exploitation capitaliste, d'augmenter leur production »<sup>91</sup>.

Cette reconnaissance s'accompagne, pour contrebalancer cette concession, dans l'alinéa suivant, de la mise en avant de la structure de production voulue et favorisée par le nouveau régime, la très impopulaire coopérative.

Derrière une apparence démocratique et neutre, le système politique polonais est verrouillé de toutes parts par le parti communiste, à cette époque par sa fraction stalinienne. La Constitution a beau alors garantir, dans son chapitre sept, une liste impressionnante de droits, dont certains sont inédits pour la Pologne de l'époque, comme l'égalité homme-femme garantie par l'article 66, la théorie est loin de la pratique, alors qu'en 1952 on s'approche de l'apogée du stalinisme polonais et que les répressions se déchaînent sur les opposants, réels,

---

<sup>89</sup> Journal officiel de 1952, n° 33, Rubrique 232, Préambule. En polonais : « Podstawę obecnej władzy ludowej w Polsce stanowi sojusz klasy robotniczej z chłopstwem pracującym. W sojuszu tym rola kierownicza należy do klasy robotniczej jako przodującej klasy społeczeństwa, opierającej się na rewolucyjnym dorobku polskiego i międzynarodowego ruchu robotniczego, na historycznych doświadczeniach zwycięskiego budownictwa socjalistycznego w Związku Socjalistycznych Republik Radzieckich, pierwszym państwie robotników i chłopów. ».

<sup>90</sup> Journal officiel de 1952, n° 33, Rubrique 232, Chapitre. 2, Art. 7-1.

<sup>91</sup> *Idem*, Chapitre. 2, Art. 10-1.

ou supposés, malgré le droit à l'immunité individuelle garantie par l'article 74. Même concernant les droits des femmes, la loi du 26 février 1951<sup>92</sup>, par une conception abstraite de l'égalité homme/femme, abolit la législation d'avant-guerre protectrice du travail féminin, autorisant les femmes à travailler dans les mêmes conditions que les hommes, provoquant dans les faits une dégradation des conditions de travail des femmes.

Le dernier acte de réorganisation du régime, découlant de la mise en place de cette Constitution, est la fin de la législature de l'Assemblée constituante et « l'élection » de la Diète de la RPP. Selon la tactique du « bloc démocratique » utilisée en 1947, le PZPR forme, avec le ZSL et le SD, un « front national », face auxquels sont sensés pouvoir se présenter des candidats sans-étiquettes. Les élections législatives s'effectuent dans un contexte de répressions politiques accrues et de propagande hégémonique du PZPR. Elles se déroulent le 26 octobre 1952 et, après les falsifications opérées par les services de sécurité, les candidats du Front national sont censés avoir obtenu 99,8 % des voix<sup>93</sup>.

Comme tout régime à prétentions totalitaires, du moins autoritaires, la Pologne populaire cherche à avoir une large influence sur la jeunesse, en créant des organisations de jeunesse contrôlées par le parti. L'Union des scouts polonais est communisée et déchristianisée, puis insérée de force en octobre 1950 dans l'Union de la jeunesse polonaise, le ZMP<sup>94</sup>, créée en 1948 sur le modèle soviétique des Komsomols et qui rassemble en 1955 près de deux millions de membres. Au sein de cette organisation, la jeunesse est éduquée selon les idéaux socialistes et les dogmes marxistes, en rupture avec l'éducation traditionnelle, souvent catholique, des jeunes Polonais de l'époque. Ces actions amènent tout droit le pouvoir stalinien à une lutte pour les esprits polonais avec l'Église catholique, seule force d'opposition encore structurée. Après une période de tolérance de l'Église par le système, notamment pour son rôle d'enracinement de la polonité dans les territoires recouverts, une offensive est lancée par le pouvoir à son encontre à partir de 1949. En septembre de cette année sont nationalisés les institutions sociales de l'Église, entre autres les hôpitaux et les orphelinats tenus par elle<sup>95</sup>.

---

<sup>92</sup> Journal officiel de la république de Pologne, 26/02/1951, n° 12, Rubrique 94.

<sup>93</sup> Le PZPR répartit par la suite arbitrairement les sièges au sein de la Diète, prenant le soin d'avoir à lui seul la majorité absolue avec 273 députés sur 425 (soit près de 64 % des mandats), tandis que le ZSL en obtient 90 (21 %) et le SD 25 (à peine 6 %)<sup>93</sup>. Une petite quarantaine de députés ne sont affiliés à aucun parti, représentant un peu moins de 10 % des mandats.

<sup>94</sup> *Związek Młodzieży Polskiej*.

<sup>95</sup> Le fondement juridique est le décret du 26 avril 1949 fixant les conditions des nationalisations et expropriations. Journal officiel de la République polonaise, 1952, n° 4, Rubrique 31.

L'État accentue alors la pression sur l'Église, en restreignant peu à peu le régime d'exception dont elle bénéficie par rapport aux autres organisations non-communistes qui, en 1950, ont toutes été supprimées ou inféodées au PZPR. À partir de cette année, des centaines de prêtres sont arrêtés pour propagande anti-étatique. En mars 1950<sup>96</sup>, l'Assemblée constituante étend l'application de la réforme agraire de 1944 aux biens fonciers de l'Église, qui y avaient longtemps échappé. Tous les domaines de plus de 50 hectares sont ainsi confisqués, aboutissant à un transfert de propriété de près de 375 000 hectares<sup>97</sup>.

Après ces premières tensions, le Primat de Pologne, le Cardinal Stefan Wyszyński<sup>98</sup>, essaie de trouver un terrain d'entente avec le PZPR, en signant le 14 avril 1950 un accord avec l'État communiste. Critiqué par le Saint-Siège, qui y voit une tentative de créer une Église nationale en rupture avec lui, il s'agit d'un compromis provisoire. L'Église polonaise s'engage à être loyale envers l'État polonais sauf pour les points de la politique communiste contraires à l'enseignement de l'Église. Elle doit notamment reconnaître la polonité des territoires recouverts. Ces derniers ne sont en effet pas reconnus comme faisant partie de la République de Pologne par le Saint-Siège. La position neutre et juridique du Vatican sur la question, qui refuse jusqu'en 1972 de nommer des évêques polonais dans les évêchés des territoires recouverts, est exploitée par la propagande communiste qui voit dans la position pontificale une preuve de l'asservissement de l'Église au camp occidental. De fait, les structures ecclésiastiques catholiques sur ces terres sont provisoires jusqu'après les accords entre Schmidt et Gomułka de 1970, ce qui contribue à une moindre catholicité de ces territoires par rapport aux terres polonaises avant 1939<sup>99</sup>. La hiérarchie catholique polonaise a cependant bien pris soin de souligner, dès 1945, la polonité de ces territoires, pour ne pas être traitée comme une agence de pouvoirs étrangers en Pologne et perdre le combat de la légitimité à incarner le peuple polonais qu'elle entreprend alors avec le pouvoir communiste. Ainsi, le primat de Pologne August Hlond se voit autorisé dès 1945 par le Pape Pie XII à former des

---

<sup>96</sup> Journal officiel de la République polonaise, 20/03/1950, n° 9, Rubrique 87.

<sup>97</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 279-280.

<sup>98</sup> 1901-1981, prêtre catholique (1924), résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, il devient évêque de Lublin (1946) puis à la mort du Primat August Hlond (1948), archevêque de Varsovie et de Gniezno et nouveau Primat de Pologne. Jusque dans les années 1960, c'est la principale figure de résistance spirituelle catholique au régime communiste, ce pourquoi il est détenu en résidence surveillée (1953-1956).

<sup>99</sup> Cf. les statistiques de pratiques religieuses des diocèses polonais, établis depuis les années 1980. Cf. SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944. Najnowsza historia (la Pologne depuis 1944, Histoire contemporaine)*, Demart, Varsovie, 2012, p. 286. En 1980, la pratique dominicale s'établit à environ 40 % pour les territoires recouverts, 45 % pour l'ancienne Pologne prussienne, 45 à 50 % pour l'ancien Royaume du Congrès, plus de 65 % pour la Galicie.



Administrations apostoliques tout en ne nommant que des vicaires apostoliques, les anciens évêques allemands restant en théorie titulaires de leur charge<sup>100</sup>. Dans les faits, le Primat donne à ces vicaires des pouvoirs épiscopaux et développe un tissu de paroisses polonaises qui ont été un élément moteur de l'intégration de ces territoires à la Pologne et des populations polonaises à ces territoires.

En échange de ces déclarations de fidélité, l'Église maintient une partie de son influence dans la société, ses aumôneries continuant d'exister, les couvents n'étant pas fermés. Elle obtient même le droit de maintenir ouverte l'Université catholique de Lublin et un certain nombre d'écoles confessionnelles. L'État stalinien relance cependant vite les hostilités, essayant de diviser l'Église et de la brouiller avec Rome sur la question des territoires recouverts. Ainsi, en janvier 1951, le gouvernement expulse les administrateurs apostoliques provisoires des sièges épiscopaux des territoires recouverts nommés par Rome et les remplace par des vicaires capitulaires qui lui sont favorables, et qu'il fait élire par les chapitres diocésains. Il cherche à provoquer une scission au sein de l'Église polonaise, en promouvant des organisations comme PAX<sup>101</sup> et les « prêtres patriotiques », soutenant la politique communiste en Pologne et servant souvent d'indicateurs à la police politique polonaise. La mort de Staline, en mars 1953, ne met pas un terme à la politique anticléricale du gouvernement. Par un décret du 9 février de cette même année,<sup>102</sup> le gouvernement communiste s'arroge le droit d'annuler la nomination d'un évêque ou d'un prêtre à son poste si elle ne lui convient pas. Violant l'accord de 1950, et la Constitution de 1952 qui stipule la séparation de l'Église et de l'État, ce texte provoque une réaction vive de l'Église polonaise, qui contre-attaque le 8 mai 1953<sup>103</sup>. La lettre de remontrance envoyée aux autorités communistes aboutit à l'arrestation et la mise sous résidence surveillée du Cardinal Wyszyński en septembre 1953, tandis que se poursuivent les arrestations arbitraires de prêtres : on estime à un peu moins de 20 % la proportion de prêtres diocésains emprisonnés en 1955. En août 1954 enfin a lieu l'opération

---

<sup>100</sup> Pour toutes ces questions, on se fonde sur l'article intéressant quoique daté de PIETRAZ Jerzy, « Działalność Kardynała Augusta Hlonda jako wysłannika papieskiego na Ziemiach Odzyskanych w 1945r. » (l'Activité du Cardinal August Hlond en tant qu'émissaire pontifical sur les Territoires recouverts en 1945) in *Nasza Przeszłość (notre Passé)*, Cracovie, 1974, p. 195-249

<sup>101</sup> Association de laïcs catholiques fondée en 1947 par Bolesław Piasecki, ancien membre de la fraction radicale du Mouvement national polonais d'avant-guerre. Son but est de jeter des ponts entre l'Église catholique et le parti communiste. Dans les faits, cette organisation est plus ou moins manipulée à des fins politiques par le PZPR, pour sa politique religieuse.

<sup>102</sup> Journal officiel de la République populaire de Pologne, 10/02/1953, n° 10, Rubrique 32.

<sup>103</sup> Il s'agit du célèbre mémorial de l'épiscopat polonais « *Non possumus* ».

X-2, au terme de laquelle tous les convents féminins des territoires recouverts sont fermés, officiellement pour y contrer les influences allemandes du fait de l'origine allemande de nombre de sœurs ; dans les faits, il est difficile de penser que cet argument n'était pas un prétexte quelconque pour avoir l'occasion de restreindre l'influence de l'Église dans ces régions. Les territoires recouverts sont donc un terrain de lutte privilégiée entre l'État communiste et l'Église polonaise dans la quête du magistère spirituel sur les Polonais. L'Église la mène dans une position un peu moins favorable que dans le restant des terres polonaises. La communisation est aussi presque totale dans le domaine économique, dans lequel les communistes cherchent à rattraper le temps perdu par les temporisations du Plan triennal.

### *B. Le plan sexennal (1950-1955) et la construction du socialisme*

La genèse du Plan sexennal remonte à 1949. Cette année est mise en place une Commission étatique de la planification économique<sup>104</sup>. Elle est chargée de préparer un plan de collectivisation et d'industrialisation, fondé explicitement sur le modèle soviétique. Les objectifs de ce plan sont très ambitieux, puisqu'il prévoit de faire passer la Pologne d'un pays à l'économie majoritairement agraire à une économie dont le moteur serait une industrie lourde. Non seulement l'agriculture est, en termes d'investissements, dévalorisée par rapport à l'industrie lourde, non seulement la production de biens de consommation est sacrifiée à celle des biens de production, mais, à l'intérieur même des biens de production, les Soviétiques demandent une spécialisation encore plus poussée dans les domaines ayant trait à l'armement, dans le contexte de la Guerre de Corée. Même après l'adoption de la loi définissant le Plan sexennal, des ajustements sont encore imposés à la Pologne pour augmenter les objectifs et répartir de manière encore plus inégalitaire les investissements.

Le Plan sexennal est défini par la loi du 21 juillet 1950. Considérant que la reconstruction de la Pologne est largement terminée (ce qui, majoritairement dans les territoires recouverts, est encore dans les faits loin d'être le cas), ce plan n'a pas pour objectif la reconstruction, et s'inscrit donc quelque peu en rupture par rapport au Plan triennal. Le titre de la loi du 21 juillet 1950 est ici sans équivoque, il s'agit de commencer « la construction des fondements du socialisme »<sup>105</sup>. De fait, le plan sexennal est une transposition polonaise des plans

---

<sup>104</sup> *Państwowa Komisja Planowania Gospodarczego*.

<sup>105</sup> Journal Officiel de la République de Pologne, 1950, n° 37, rubrique 344. En polonais : « budowy podstaw socjalizmu ».

d'industrialisation privilégiant l'industrie lourde comme on en trouve en URSS, et fixant des objectifs de croissance très ambitieux : « 1. En 1955, dernière année du plan sexennal, la valeur de toute la production industrielle socialiste devra atteindre 43,8 milliards de zlotys en prix constant, c'est-à-dire une augmentation de 158 % par rapport à 1949. »<sup>106</sup>. Assez rapidement cependant, le Plan sexennal s'avère difficile à mettre en œuvre, du fait de l'importance des objectifs à atteindre, des carences en matériaux, du manque de main-d'œuvre. L'immensité des investissements consentis demande un accroissement du budget de l'État, et ce dernier en est réduit à chercher par tous les moyens de nouvelles rentrées de numéraire dans le Trésor public.

Malgré tout, dans un premier temps, le Plan sexennal ne rencontre pas de grandes difficultés d'un point de vue industriel. En revanche, d'un point de vue agricole, le Plan rencontre d'emblée des problèmes. Sa réalisation dans l'agriculture commence en automne 1950, moment où est lancée la collectivisation des campagnes. Les objectifs du plan y sont tout aussi démesurés que dans l'industrie, avec une prévision de croissance de 50 % de la production agricole. La collectivisation des terres est censée moderniser en profondeur l'agriculture polonaise et entraîner cette forte croissance de la production. La transformation socialiste de l'agriculture polonaise entraîne la formation de deux structures de propriété et d'exploitation de la terre, fortement distinctes de l'exploitation agricole traditionnelle et individuelle : les Coopératives agricoles de production<sup>107</sup>, et les Exploitations agricoles d'État<sup>108</sup>. La première forme conduit au transfert de la propriété de la terre du paysan à la coopérative qu'il rejoint et qu'il forme avec d'autres paysans. Dans ce cadre de production, le paysan est rémunéré en fonction de ce qu'il produit. La seconde forme ne remet pas en cause la propriété de la terre par le paysan, qui reçoit de l'État l'outillage nécessaire pour la culture et un salaire fixe, indépendamment de ce qu'il produit. Les RSP sont l'équivalent polonais des kolkhozes, tandis que les PGR sont l'équivalent polonais des sovkhoses. Le pouvoir communiste fait pression sur les paysans pour qu'ils rejoignent les RSP plus que les PGR, favorisant les coopératives dans les livraisons de matériel par rapport aux fermes d'État. C'est sur ces fondements que le régime entend bâtir une économie rurale socialiste.

---

<sup>106</sup> *Idem*, Chapitre 2, Art. 2.

<sup>107</sup> *Rolnicza Spółdzielnia Produkcyjna*. On utilisera le sigle RSP.

<sup>108</sup> *Państwowe Gospodarstwo Rolne*. On utilisera le sigle PGR.

Toutefois, ces nouvelles structures de production révèlent vite leurs limites, et sont même dans certains cas moins productives que les parcelles individuelles traditionnelles malgré leurs limites structurelles. Les paysans s'opposent résolument, surtout dans les terres de la Pologne centrale, à rejoindre les coopératives, dans un degré moindre les sovkhozes. Le nombre maximum de coopératives créées est atteint en 1954, avec en tout près de 10 000 unités formées depuis la fin de 1950<sup>109</sup>. Mais ce résultat, au demeurant relativement modeste, est acquis au prix d'une politique brutale qui a des effets fâcheux sur l'ensemble de l'économie polonaise et sur le niveau de vie de la société polonaise. La production agricole stagne, alors que dans le même temps la population polonaise s'accroît de manière importante<sup>110</sup>. Cette stagnation, jointe au sacrifice des biens de consommation au profit des biens de production, conduit à la réinstauration du rationnement à partir de 1951.

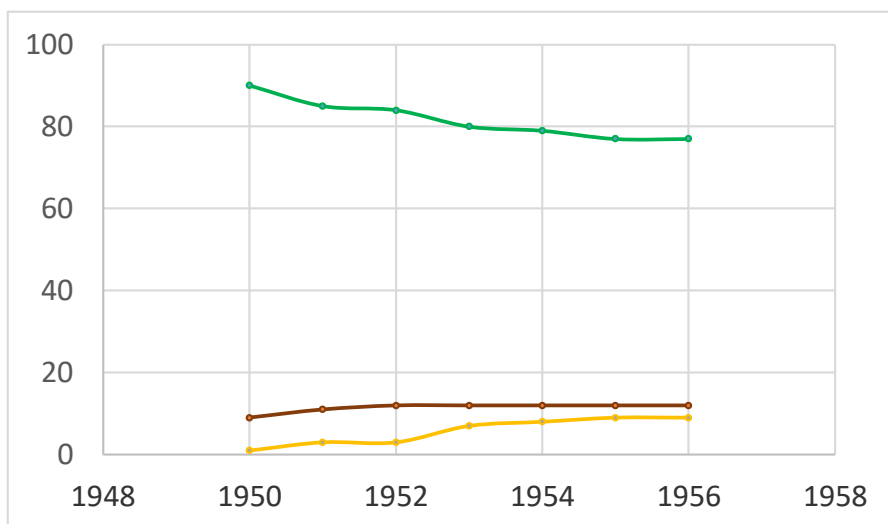
La tentative de collectivisation de l'agriculture ne provoque donc pas seulement de graves problèmes dans les campagnes, elle accentue aussi, en quelque sorte, les déséquilibres inhérents du plan. Par les conséquences négatives qu'elle a sur la production agricole, la collectivisation rend encore plus difficile la réalisation des objectifs dans les autres branches de l'économie. Dans ce contexte, les travailleurs affaiblis peinent encore plus à tenir une cadence de travail effrénée dans les mines et les usines. Le seul succès probant, du point de vue du plan, est la liquidation du secteur privé non agricole : dès 1951, ce dernier ne représente plus que 4 % de la production nationale, tandis que le commerce privé constitue 7 % des transactions<sup>111</sup>. Si le régime communiste parvient à étatiser presque tout le secteur secondaire et tertiaire, il n'en va pas de même avec le secteur primaire (hors industries extractives), qui reste largement privé, et qui va être le tendon d'Achille et l'originalité de l'économie socialiste polonaise. Entre 1950 et 1956, on passe de 1 à 9 % de la surface agricole polonaise exploitée par des coopératives, et de 9 à 12 % pour les fermes d'État. On peut retracer l'évolution de ces proportions dans le graphique ci-dessous :

---

<sup>109</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 264.

<sup>110</sup> La population polonaise passe de 25 à 28 millions d'habitants pendant la durée du Plan sexennal.

<sup>111</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 259.



Graphique représentant l'évolution de la proportion des structures de production agricoles en Pologne populaire entre 1950 et 1955 (vert propriété privée, marron fermes d'État, jaune coopératives agricoles)<sup>112</sup>

Ainsi, malgré les pressions exercées sur les paysans, les exploitations agricoles individuelles et privées n'ont pas reculé de manière significative pendant la collectivisation, passant de 90 à 77 % de la surface agricole, et donc représentant encore une large majorité des modes de culture. En revanche, les mesures de collectivisation révèlent leur échec, puisqu'à partir de 1952, la proportion de fermes d'État reste quasiment stable, que les coopératives ne se développent pas de manière spectaculaire, et connaissent, elles aussi, à partir de 1955, une stagnation. De manière générale, ce graphique concernant l'agriculture retrace assez bien la situation du Plan sexennal dans son entier : à partir de 1954, on note un essoufflement certain. Au fur et à mesure que le plan s'écoule apparaît de plus en plus l'étendue des échecs, notamment dans les territoires recouverts où l'opposition à l'application du plan, notamment dans les campagnes, est bien moindre: non seulement les objectifs ne sont pas atteints quant aux diverses productions, malgré les communiqués officiels criant victoire, mais surtout, indice qui ne trompe pas, le plan n'a pas entraîné d'amélioration du niveau de vie, qui s'est même plutôt dégradé pendant ces cinq ans<sup>113</sup>. Ce contexte d'échec économique dégradé est un

<sup>112</sup> Les données proviennent de SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944 (la Pologne depuis 1944)*, Demart, Varsovie, 2012, p. 224.

<sup>113</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 310.

facteur supplémentaire de discrédit pour le pouvoir communiste polonais, alors que ce dernier n'a en fait jamais été vraiment accepté par la majorité des Polonais.

### *C. Un régime jamais vraiment accepté*

La question du rapport de la société polonaise au régime communiste est complexe : s'il est certain qu'il n'y a jamais eu d'acceptation franche de la part de la majorité de la population, les relations entre société et pouvoir ont été dynamiques et ont évolué, notamment dans la première quinzaine d'années du pouvoir communiste. Une genèse de la conflictualité chronique de la RPP peut alors s'observer.

#### 1. Opposition, résignation, acceptation

Quelles sont les diverses attitudes des Polonais envers l'État-parti ? Comment ont-elles évolué au fil des années ? C'est ce à quoi la présente sous-partie répondra, en faisant une typologie des rapports des Polonais au PZPR.

Il est difficile, dans les années d'après-guerre, de dresser un tableau véritablement représentatif et précis des opinions politiques des Polonais, et notamment de leur rapport au nouveau pouvoir qui s'instaure : absence d'élections démocratiques, contrôle de la société par des structures de répression, propagande hégémonique des communistes et de leurs alliés. Tout cela brouille les pistes et empêche d'avoir une idée nette des opinions des Polonais. Néanmoins, en se fondant sur la période de guerre et d'avant-guerre, en extrapolant par rapport à ces périodes antérieures, il est possible d'esquisser une sociologie politique de la population polonaise, à partir des positions adoptées par les partis politiques polonais, au moins durant la période non-stalinienne du régime communiste. On se fondera ici sur les travaux de Krystyna Kersten<sup>114</sup>, reprenant la terminologie qu'elle utilise pour caractériser les rapports des Polonais au nouveau régime.

Il convient d'emblée d'exclure deux visions extrêmes des rapports société/ État dans la Pologne populaire : le mythe fondateur communiste qui voudrait que le peuple polonais ait accueilli en libérateur les troupes soviétiques et le nouveau régime mis en place à partir de 1944, mais également son pendant inverse, qui voudrait que la société polonaise se soit

---

<sup>114</sup> Notamment cet ouvrage : KERSTEN Krystyna, *między Wyzwoleniem a zniewoleniem, Polska, 1944-1956 (entre Libération et asservissement, la Pologne de 1944 à 1956)*, Editions Aneks, 1993. Dans une moindre mesure : KERSTEN Krystyna, *Narodziny systemu władzy, Polska, 1943-1948 (la Naissance d'un système de pouvoir, Pologne, 1943-1948)*, 1986.

unanimement et activement dressée contre le pouvoir communiste, notamment dans ces premières années.. La société polonaise, en 1945, est dans un état d'anomie : durement éprouvée par la guerre, ses liens sociaux, régionaux, interethniques, familiaux, ont été particulièrement distendus lors du conflit. Les millions de morts et de déportés, les nombreux changements de lieux de vie (notamment dans les territoires recouverts), sont des phénomènes qui ont fortement fragilisé le tissu social<sup>115</sup>. C'est donc à une société affaiblie que le parti communiste a affaire en 1945, situation qui facilite non seulement l'instauration de son pouvoir, mais son acceptation par un peuple très majoritairement hostile au communisme soviétique. Le PPR joue la carte du nationalisme polonais par la reconstruction d'une Pologne homogène ethniquement. Des conditions matérielles difficiles, la lassitude par rapport à la guerre et aux conflits, l'espérance en la reconstruction sont autant de facteurs socio-économiques qui, sur le court terme, expliquent une acceptation de l'état de fait en Pologne. Cette acceptation est d'ailleurs plutôt une tolérance qu'une adhésion idéologique au projet communiste. De même, sur le moyen et le long terme, si l'après-guerre est considéré comme une nouvelle occupation, elle peut être analysée selon les concepts de l'histoire politique polonaise : tentations d'aller vers « l'insurrectionnisme », mais aussi acceptation de façade d'un pouvoir perçu comme étranger, tout en s'y opposant implicitement par un « travail organique »<sup>116</sup>. Cette stratégie politique issue de l'idéologie historique polonaise explique aussi des ralliements partiels au régime communiste, tout comme la désillusion de parts notables de la société envers les dirigeants d'avant 1939 de n'avoir su protéger le pays en 1939. Enfin, la trahison des Alliés occidentaux en 1944-1945, laissant la Pologne dans la sphère soviétique sans possibilité réelle d'en sortir, favorise des sentiments panslavistes faisant jouer, par défaut, une solidarité slave face à un Occident trompeur : le soldat soviétique est mieux toléré par les Polonais si on voit d'abord en lui un Russe et pas seulement un simple agent de propagation du communisme. Cette vision se retrouve dans le rapport de la première assemblée générale du Comité slave en Pologne<sup>117</sup> qui a eu lieu les 22 et 23 août 1945 à Varsovie. Parmi les buts assignés à l'organisation, on trouve :

---

<sup>115</sup> Cf. chapitre 4, IB.

<sup>116</sup> L'expression de „travail organique” renvoie à une stratégie de résistance polonaise, particulièrement mise en œuvre dans les régions prussiennes et russes de la Pologne, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, suite à l'échec des insurrections nationales. Il s'agit de poursuivre le combat pour l'indépendance polonaise, non plus de manière politique, mais en se concentrant sur la sphère socio-économique, favorisant l'éducation et l'alphabetisation polonaises, et le développement d'entreprises à capitaux polonais.

<sup>117</sup> Cf. chapitre 7, 3A, 2.

Un travail politique fondé sur la fraternisation entre les nations slaves, en premier lieu avec les nations d'URSS, et sur le rapprochement maximal et la collaboration la plus étroite possible entre les mouvements démocratiques de ces pays en ce qui concerne la défense contre les crimes futurs du fascisme germanique

La carte du nationalisme panslave est ainsi explicitement jouée dans cette citation : l'URSS n'est pas considérée comme le foyer de la Révolution mondiale, mais comme un territoire où vivent des nations slaves, sœurs de la nation polonaise, avec assez explicitement l'idée qu'il faut faire front commun contre la germanité, assimilée au fascisme.

Au vu de ce contexte, on peut dessiner trois attitudes des Polonais face au nouveau régime : l'opposition, le ralliement, l'adhésion<sup>118</sup>. La première attitude peut se subdiviser en deux stratégies : l'intransigeance ou la conciliation ; l'intransigeance prend la forme d'une opposition ouverte, parfois armée<sup>119</sup>, la conciliation est la tentative d'opposition légale afin de parvenir au meilleur compromis possible avec les communistes, qui sera explorée plus particulièrement ici. Le ralliement, c'est l'attitude de la partie fataliste de la population polonaise : il s'agit d'opposants à l'Union soviétique qui considèrent que toute résistance ne sert à rien, la Pologne étant déjà inféodée, et pour longtemps, à l'URSS. Mais ce ralliement est plus une résignation qu'une acceptation de l'état de fait, ce en quoi il se distingue radicalement de l'adhésion, dernière posture possible dans la Pologne de l'après-guerre. Cette adhésion, là aussi, peut se subdiviser en deux sous-groupes : d'une part une adhésion idéologique : un communiste ou une personne de gauche souhaitant véritablement l'instauration d'un régime communiste en Pologne, d'autre part une adhésion plus conjoncturelle, qui peut relever de l'opportunisme. Le ralliement peut être considéré comme moyen de promotion sociale. Il peut aussi s'agir d'un calcul politique : la personne se ralliant

<sup>118</sup> On s'inspire librement du travail de Kersten qui donne trois catégories d'attitudes face au pouvoir communiste : l'intransigeantisme, l'opposition, le défaitisme. L'intransigeantisme correspond à notre opposition ouverte, l'opposition à l'opposition légale voire à la conciliation, le défaitisme au ralliement par résignation ou intérêt. La classification de Paczkowski (citée dans FRISZKE Andrzej, « La République populaire de Pologne (PRL) telle qu'on la voit aujourd'hui (1989-2001) in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 61-62, 2001, la Pologne d'Est en Ouest, 1945-2001 : nouveaux voisinages et état des lieux, p. 74) est également intéressante, mais ne nous semble pas suffisamment précise pour l'intransigeantisme et le terme « adaptation » semble trop vague. Elle nous a en revanche inspiré dans sa distinction acceptation/approbation.

Classification de Kersten	Intransigeantisme	Opposition	Défaitisme
Classification personnelle	<b>Opposition ouverte/ intransigeante</b>	<b>Opposition légale</b>	<b>Ralliement Adhésion par intérêt</b>
Classification de Paczkowski	résistance	adaptation	Acceptation/approbation

Il faudrait encore rajouter l'adhésion par idéologie, plus haut degré de soutien au nouveau pouvoir.

<sup>119</sup> Cf. sous-partie suivante.



au régime considère qu'il est dans l'intérêt de collaborer avec le régime pour en tirer le meilleur parti pour la Pologne. Opposition intransigeante, opposition conciliante, tolérance, qui va de l'opposition implicite à l'indifférence résignée, adhésion calculée, adhésion par principe, tel est l'éventail des postures des Polonais face à la Pologne populaire. Il est difficile d'établir les proportions entre ces différentes postures, et ce d'autant plus qu'elles changent au gré des évolutions politiques. Une tendance apparaît néanmoins : en 1945-1948, le camp des soutiens plus ou moins affirmés des communistes en Pologne a rarement été plus important, profitant de la lassitude de la guerre et de l'enthousiasme suscité par la reconstruction. Le communisme polonais ne va jamais par la suite retrouver de tels niveaux de popularité, sauf peut-être pendant la période du dégel de Gomułka, et dans une moindre mesure dans la première moitié des années 1970, alors que l'expérience Gierek semble réussir. Si cette typologie est appliquée aux représentants de la pensée occidentale polonaise, nous pouvons faire l'hypothèse que plus le spécialiste polonais des territoires recouverts est jeune, plus il aura de chance d'accepter le nouveau pouvoir, que ce soit un ralliement ou une adhésion. Selon la typologie esquissée au chapitre 4<sup>120</sup>, les experts de la 1<sup>ère</sup> génération sont majoritairement dans une opposition conciliante voire une tolérance au régime, ceux de la 2<sup>ème</sup> génération sont soit résignés, soit montrent une adhésion calculée ; rares sont ceux qui s'opposent ouvertement aux communistes. Enfin, ceux de la 3<sup>ème</sup> génération adhèrent encore plus, et pour un certain nombre par principe.

La période allant de 1945 à janvier 1947 est celle de l'apogée de l'opposition conciliante, de l'opposition légale. La majorité, au moins relative, de la population polonaise, semble alors se rassembler autour de Stanisław Mikołajczyk<sup>121</sup>, incarnant non seulement l'espoir d'un compromis possible avec les communistes, mais la possibilité d'empêcher ces derniers de s'emparer de tous les leviers possibles du pouvoir, sauvegardant ainsi la démocratie, au moins partiellement. La falsification de ces élections porte le coup de grâce à l'opposition légale au régime communiste. 1946, mais surtout 1947, sont les années pendant lesquelles on peut voir une évolution des rapports des Polonais au nouveau régime, avec un passage en masse du camp des opposants légaux à celui des tolérants, des ralliés. Une toute petite minorité de ces anciens opposants légaux rejoint alors le camp des opposants intransigeants qui ont, eux, adopté une autre stratégie face au pouvoir communiste.

---

<sup>120</sup> Cf. chapitre 4, I.

<sup>121</sup> Concernant Mikołajczyk, cf. chapitre précédent, note 113.

Le cas des territoires recouverts est cependant différent, du fait des particularités socio-culturelles de ces régions, notamment de sa grande diversité humaine. La transposition des catégories évoquées ci-dessus peut se révéler intéressante : on se fondera sur un chapitre de Paweł Bartnik et Kazimierz Kozłowski d'un livre consacré à la Poméranie occidentale<sup>122</sup>. Contrairement à ce qui se passe dans les terres polonaises avant 1939<sup>123</sup>, il semble qu'il y ait eu dans un premier temps, le second semestre de 1945, une sorte d'union nationale entre les diverses tendances politiques présentes chez les Polonais s'installant en Poméranie occidentale. Les dures conditions de vie, le chaos administratif, l'incertitude sur la destinée définitive de la région font que les divergences politiques passent au second plan. L'administration polonaise embryonnaire est, si on exclut les postes stratégiques, composée en majorité de Polonais venant de Posnanie et à près de 50 % de personnes issues de la démocratie-nationale d'avant-guerre, alors que les communistes (PPR) ne sont pas plus de 5 %. Ces anciens démocrates-nationaux sont donc de bons exemples d'adhésion par intérêt, alors même que d'un point de vue idéologique, ils devraient être les plus féroces opposants au parti communiste. Ils n'hésitent pas à collaborer avec le système communiste en cours de constitution dans l'espoir d'infléchir au maximum la ligne du parti et parce que le SN est le parti qui a le plus développé en son sein la « pensée polonaise occidentale ». Durant cette première période, la majeure partie de la population, sans être communiste, fait sans conteste partie des ralliés voire des adhérents au nouveau pouvoir. Les autorités communistes et, fait extraordinaire, l'Armée rouge, jouissent d'une certaine popularité. En effet, ces deux institutions représentent les seules garantes de la présence polonaise sur ces terres. La résistance polonaise et les réseaux d'administrateurs du gouvernement de Londres n'ayant pas existé dans cette région anciennement allemande, le pouvoir communiste soutenu par les troupes soviétiques apparaît comme le seul interlocuteur possible. La situation change peu à peu au cours de l'année 1946. Il s'agit pour le parti communiste de préparer le terrain pour les élections législatives de janvier 1947. Le PSL concentre les attaques du PPR et ses partisans deviennent des opposants au système qui se met en place, sans même l'avoir voulu la plupart

---

<sup>122</sup> KOZŁOWSKI Kazimierz, « Formowanie się i konsolidacja totalitarnego systemu władzy na Pomorzu Zachodnim »(1945-1956) (la Formation et la consolidation du système de pouvoir totalitaire en Poméranie occidentale (1945-1956) in BARTNIK Paweł, KOZŁOWSKI Kazimierz (éd), *Pomorze Zachodnie w tysiącleciu: praca zbiorowa (la Poméranie occidentale lors du Millénaire: travail commun)*, Polskie Towarzystwo Historyczne (l'Association Historique Polonaise), Wydawnictwo Archiwum Państwowego „Dokument” (Éditions des Archives d'État „Document”), Szczecin, 2000, p. 279-288.

<sup>123</sup> Par la suite, on emploiera le terme de « terres anciennes » pour qualifier les terres polonaises avant 1939, c'est-à-dire les voïévodies de la Pologne de 1939 sans les confins orientaux.

du temps. L'opposition se concentre sur le parti communiste, mais à l'époque l'URSS a encore assez bonne presse en Poméranie occidentale. Selon des rapports de l'UB et en se fondant sur les résultats négatifs à la première question du référendum populaire<sup>124</sup>, 50 à 60 % de la population de Poméranie occidentale soutient le PSL, unique opposition légale, ce qui permet de dire que la majorité de la population est passée dans l'opposition, même si un infime minorité a basculé dans l'opposition intransigeante. Le reste se partage entre ralliés et adhérents. L'opposition légale est cependant moins forte que dans les « terres anciennes » : les événements d'avril-mai 1946<sup>125</sup> se retrouvent en Poméranie occidentale et notamment à Szczecin, mais dans un degré moindre que dans les anciens territoires<sup>126</sup>. Les attitudes politiques recourent les origines géographiques : les plus opposés au pouvoir communiste et les plus hostiles aux Soviétiques sont les « rapatriés » des confins orientaux, les plus enthousiastes envers les nouvelles autorités les réémigrés, tandis que le groupe le plus divers du point de vue politique est celui des transférés. Chez ces derniers, on retrouve certes des opposants, d'ailleurs plutôt légalistes et conciliants, mais aussi des ralliés voire des adhérents, souvent par intérêt, leur installation dans les territoires recouverts correspondant à une attente de promotion sociale. Un nombre non négligeable des transférés placent ainsi leur espoir dans le régime, y adhèrent dans l'espoir qu'il va être à même d'améliorer leur niveau de vie.

Les élections de janvier 1947 s'avèrent être aussi un tournant en Poméranie occidentale, le PSL étant éliminé, le PPR s'en prend alors ouvertement au PPS dont il n'a plus besoin de l'appui face aux agrariens. La stalinisation accélérée de la Pologne rejette la grande majorité de la population dans le groupe des ralliés, les « défaitistes » de Kersten, même s'il faut noter que parmi ces défaitistes, on a une proportion plus grande d'adhérents au régime que dans les « terres anciennes ». La population est fataliste face au parti ; elle change peu à peu vis-à-vis de l'URSS, au fur et à mesure que le statut international des territoires recouverts se normalise. En avril 1951, elle devient franchement hostile, lorsqu'à la suite du meurtre d'un Polonais par un lieutenant soviétique, des milliers de manifestants défilent à Szczecin. La stalinisation se

---

<sup>124</sup> Le PSL était le seul parti politique polonais à demander le maintien du sénat.

<sup>125</sup> Des manifestations d'opposants au pouvoir communiste ont eu lieu, notamment à l'occasion de la fête nationale polonaise le 3 mai, pour s'opposer à la commémoration en grande-pompe du 1<sup>er</sup> mai voulue par le pouvoir et au tournant de plus en plus autoritaire pris par le régime.

<sup>126</sup> Cf. PTASZYŃSKI Radosław, *Trzymamy straż nad Odrą. Propagandy- Fakty- Dokumenty (Nous montons la garde sur l'Oder. Propagande- Faits- Documents)*, IDG Poland, 2007. Ce livre montre comment un certain nombre de participants à la grande manifestation de propagande en faveur de la polonité des territoires recouverts les 13 et 14 avril 1946 ont détourné ce qui devait être une démonstration de force en faveur du régime en manifestation d'opposition à la politique gouvernementale.

fait néanmoins sentir encore plus rigoureusement en Poméranie occidentale que dans les « terres anciennes », et les embryons d'opposition réapparaissant à partir de 1955 sont en règle générale plus modestes que dans la Pologne d'avant 1939. À partir de l'exemple de la Poméranie occidentale, assez représentatif du reste des territoires recouverts<sup>127</sup>, on peut synthétiser le rapport des Polonais des nouveaux territoires au nouveau régime. Par intérêt ou idéologie, on y compte bien plus d'adhérents ou de ralliés à la Pologne communiste ; l'opposition y existe et y est même majoritaire, mais elle est moins entreprenante et surtout moins intransigente que dans les « terres anciennes ». Enfin, le désenchantement envers le régime est plus marqué dans les territoires recouverts, puisque leurs populations ont placé plus d'espoirs en lui. Néanmoins, la proportion d'adhérents au régime y est encore plus élevée en 1956 et dans les années suivantes qu'en Pologne centrale. C'est dans le contexte d'imposition forcée d'un gouvernement majoritairement impopulaire qu'il faut voir la genèse de la conflictualité chronique de la RPP.

## 2. Genèse de la conflictualité chronique de la RPP

Elle prend sa source dans le conflit de légitimité entre les deux groupements politiques prétendant, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, diriger la Pologne : le gouvernement pluraliste en exil de Londres, et le gouvernement dominé par les communistes et leurs alliés à Lublin. Rappeler l'importance de ce conflit est fondamental pour comprendre l'importance des territoires recouverts aux yeux des communistes polonais : pour ces derniers, ils vont apparaître comme symboles de la soi-disant réussite socio-économique de la RPP .

La majorité des Polonais perçoivent le nouveau pouvoir communiste comme une autorité étrangère, imposée par un pouvoir étranger et honni : l'URSS. Aux yeux de la majorité de la population polonaise, ce pays est en effet l'avatar de l'Empire tsariste qui, est alors souvent perçu comme le bourreau principal de la Pologne au temps des partages<sup>128</sup>. Le second conflit mondial et la mémoire de certains de ses événements, tabous à partir de 1945, renforcent définitivement l'hostilité polonaise à tout régime communiste et soviétique : l'agression de la Pologne par l'URSS le 17 septembre 1939 sans déclaration de guerre préalable et la politique de répression et de déportation des Polonais des confins orientaux annexés à l'URSS en sont de bons exemples. Durant cette période, plus d'un demi-million de Polonais ont été déportés

---

<sup>127</sup> On laisse de côté les districts peuplés d'autochtones dont l'opposition est bien plus nette au régime.

<sup>128</sup> Cf. KRAKOVSKY Roman, *l'Europe centrale et orientale. De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Armand Colin, Collection U, Paris, 2017, p. 159.

par vagues successives au Kazakhstan et en Sibérie, provoquant de nombreuses pertes humaines<sup>129</sup>.

Néanmoins, c'est le tabou de Katyń qui est le préjudiciable aux relations polonaises-soviétiques. Les agents du NKVD liquident au printemps 1940, à Katyń et ailleurs, plus de 20 000 officiers polonais pris en 1939<sup>130</sup>. Le mensonge de Katyń est, dès 1945, un poids qui ne va cesser de discréditer le pouvoir communiste polonais, qui par son silence et sa négation du crime apparaît comme complice. Enfin, l'attitude des Soviétiques à l'égard de la résistance polonaise non-communiste, achève de monter les Polonais contre les Soviétiques et leur idéologie. L'épisode de l'insurrection de Varsovie abandonnée, en août-septembre 1944, à son propre sort, frappe notamment les esprits. Les Soviétiques sont perçus comme coresponsables des 200 000 morts qu'elle occasionne<sup>131</sup>. Tout est alors réuni pour donner une coloration conflictuelle, parfois sanglante, à la confrontation entre la majorité polonaise hostile au communisme et le pouvoir du PPR, puis du PZPR.

La République populaire polonaise est donc un système en état de conflit chronique constant ; structurellement fragile, elle repose plus que les autres démocraties populaires sur la garantie militaire des troupes du Pacte de Varsovie et l'Armée populaire polonaise. Le régime mis en place par les communistes en Pologne est ainsi décrit par Pierre Buhler :

Mandataire de l'URSS pour les territoires polonais, ce pouvoir de fait, dûment assisté et conseillé par son *mentor*, met en place les fondements de sa pérennité : un appareil policier et judiciaire répressif, la politisation de l'armée, le contrôle de l'information et de la propagande, l'intégration à la Pologne de vastes territoires pris aux Allemands.<sup>132</sup>

Contrairement à d'autres pays communistes d'Europe centrale, où le régime d'inspiration soviétique a pu être plus ou moins accepté par une majorité de la population à une certaine période, la majorité de la société polonaise n'a au mieux que toléré le régime. En témoigne, dans l'histoire ultérieure de la RPP, l'alternance de phases d'accalmies et de regains de

---

<sup>129</sup> DAVIES Norman, *God's playground/Boże Igrzysko, (le Terrain de jeu de Dieu)*, Znak, Cracovie, 2010, p. 1023.

<sup>130</sup> Les chiffres exacts sont difficiles à établir. Le nombre de 20 000 rassemble non seulement les officiers de l'armée polonaise, mais aussi les autres gradés des forces de police, des douanes polonaises. On le trouve chez DAVIES Norman, *God's playground/Boże Igrzysko, (le Terrain de jeu de Dieu)*, Znak, Cracovie, 2010, p. 914, BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 57.

<sup>131</sup> MARÈS Antoine, SOUBIGOU Alain, *l'Europe centrale dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions Ellipses, Paris, 2017, p. 167.

<sup>132</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 9.

tensions d'un conflit qui ne parvient véritablement à son terme qu'en 1989, après avoir connu de multiples soubresauts dont l'un des plus marquants est « l'Octobre polonais » de 1956, qui va nous intéresser plus particulièrement désormais.

### III Le dégel de Gomułka (1956-1961)

La phase abordée été décrite comme le « dégel » de Gomułka, déstalinisation accélérée et même recul limité sur certains points fondamentaux du système communiste. Néanmoins, la période allant de 1956 et 1961 est à la fois celle du dégel, puis celle de son reniement. 1961 a été choisie comme borne chronologique car c'est à cette date que sont gelées les dernières réformes acquises en 1956. Rétrospectivement, l'Octobre polonais apparaît comme un moment tactique qui n'est pas, ou pas seulement, une adaptation du communisme aux réalités polonaises, mais une simple pause dans la marche polonaise vers le communisme. Dans deux domaines seulement le pouvoir ne revient pas, ou presque, sur les concessions de 1956 : les politiques religieuse et agricole. Les réformes dans ces domaines apparaissent alors comme les seuls acquis durables du bref épisode réformiste de Gomułka. Il faut d'abord retracer les origines directes de la multiplication des tensions en 1954-1955 qui aboutissent, en plus des causes profondes liées à la conflictualité chronique de la RPP, à l'Octobre polonais. Ce dernier sera analysé comme un moment particulier de la vie politique de la Pologne communiste. Enfin, sera rapidement évoqué le passage du réformisme à la normalisation. Ce bref renouveau de la Pologne coïncide également et plus clairement encore avec un retour des territoires recouverts sur le devant de la scène politico-économique polonaise.

#### *A. La multiplication des tensions*

La déstalinisation est donc lente à venir, même si certains indices sont perceptibles à partir de 1954 : le II<sup>ème</sup> Congrès du PZPR, en mars, réoriente très légèrement le Plan sexennal vers l'agriculture et l'industrie légère. Elle commence véritablement par l'affaire Światło, du nom d'un officier de la Sécurité publique passé à l'Ouest et qui révèle les méthodes expéditives, du maintien de l'ordre communiste en Pologne. En décembre 1954, le ministère de la Sécurité publique est supprimé et les méthodes de la police politique un peu adoucies<sup>133</sup>. La mort de Bierut, survenue le 12 mars 1956, dans un contexte de stupeur due aux révélations du

---

<sup>133</sup> BUHLER, *Op. cit.*, p. 292.

XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, catalyse le mouvement de déstalinisation, qui va aboutir au remplacement de l'équipe des staliniens conservateurs par des communistes plus réformistes, processus qui sera analysé dans la partie consacrée au dégel de Gomułka.

À la suite de ce décès, c'est Edward Ochab<sup>134</sup> qui devient le 1<sup>er</sup> secrétaire du PZPR. Il a la difficile tâche d'arbitrer les dissensions de plus en plus fortes qui éclatent entre les différentes ailes du PZPR. Deux groupes se font face en effet : d'un part les réformateurs, d'autre par les conservateurs, partisans de l'orthodoxie stalinienne, Ochab représentant les tenants d'une position à mi-chemin de ces deux extrêmes<sup>135</sup>. La divulgation du Rapport Khrouchtchev, largement diffusé en Pologne et connu du monde occidental justement par la médiation polonaise, provoque en effet de fortes tensions au sein du parti, doublées de désaccords sur la marche à suivre concernant le rythme et l'ampleur de la déstalinisation.

Le déclenchement des émeutes à caractère insurrectionnel de Poznań en juin 1956 agit comme un catalyseur de ces tensions. Les causes directes de cet événement sont avant tout socio-économiques, l'élément politique ne faisant qu'aggraver le terreau social de la crise. La ville de Poznań concentre en effet plus particulièrement les symboles de l'échec du plan sexennal. Appartenant à la Prusse avant 1919, elle passe dans l'entre-deux-guerres pour l'une des villes les mieux aménagées, administrées et développées de la Pologne d'avant-guerre. Se fondant sur ce constat, les communistes font le choix délibéré de moins y investir dans le cadre du plan sexennal : en dix ans, la ville voit son niveau de vie passer de l'un des plus développés de la Pologne urbaine à l'un des plus bas. Il n'est pas exclu également que les communistes se méfiaient de cette ville, berceau de la pensée occidentale polonaise fortement liée à la démocratie-nationale, et ont donc consciemment voulu la marginaliser. C'est dans ce faisceau causal qu'il faut voir les causes de la grève générale du 28 juin 1956. Parti de l'usine Cegielski, le mouvement de grève générale, le premier de l'histoire de la Pologne populaire, se répand rapidement dans toute la ville. Des manifestations spontanées s'organisent, qui dégénèrent en émeutes aux abords du bâtiment de la Sécurité publique. Des coups de feu échangés transforment l'émeute en combats de rue, qui sont particulièrement intenses le 28 juin, et qui se poursuivent sporadiquement les 29 et 30 juin. Les forces blindées de l'Armée populaire polonaise écrasent sans ménagement ce soulèvement. On relève quelques dizaines

---

<sup>134</sup> (1906-1989). Membre du KPP dès 1929, il est 1<sup>er</sup> secrétaire du POUP de manière éphémère en 1956.

<sup>135</sup> Les réformateurs sont désignés sous le nom de groupe de « Puławska », du nom de la rue de Varsovie où nombre d'entre eux habitent. Similairement, les conservateurs du PZPR sont désignés par un autre terme géographique, Natolin, du nom d'un quartier de Varsovie.

de morts. Si le PZPR contrôle la situation, c'est au prix de son image, qui est encore plus ternie. Les meneurs de la révolte sont jugés, mais la situation à l'intérieur du parti devient intenable, précipitant les changements dans la direction. En juillet, à l'occasion du VII<sup>e</sup> Plénum du PZPR, les contacts entre le pouvoir et Gomułka se multiplient, ce dernier étant réintégré dans le parti le 1<sup>er</sup> août. En août, Ochab fait un premier geste concret en direction du monde du travail et de la société : il augmente les salaires de 30 %<sup>136</sup>. Gomułka juge insuffisantes tant les réformes proposées que les modalités de sa réintégration, visant de plus en plus explicitement le poste de 1<sup>er</sup> secrétaire. Les événements se précipitent : en octobre, l'agitation se renforce dans les comités locaux du parti, tandis que les grèves se propagent dans les usines. Tous ces mouvements de protestation réclament de plus en plus le retour de Gomułka au pouvoir. Ce dernier, grâce au traitement répressif auquel il a eu droit pendant la période stalinienne, et par son intransigeance envers Ochab et l'aile dure du parti, apparaît de plus en plus comme un recours. On oublie alors son comportement des années d'après-guerre alors que, à la tête du PPR, il est au cœur des processus de communisation de la Pologne, soviétisant la Pologne d'une main de fer. Des manifestations antisoviétiques se multiplient en Pologne, demandant le retour des confins orientaux, le départ des troupes de l'Armée rouge, dénonçant les accords commerciaux avec l'URSS, défavorables pour la Pologne. Dans les écoles, des élèves désertent les cours de russe et détruisent leurs manuels, tandis que ça et là les prières réapparaissent ainsi que les crucifix. C'est dans cette ambiance explosive qu'a lieu le changement d'équipe dirigeante, au terme d'une période de tensions de plus d'une semaine durant laquelle la Pologne aurait pu prendre le chemin insurrectionnel de la Hongrie.

### *B. L'Octobre polonais*

Les changements décisifs interviennent à l'occasion du VIII<sup>e</sup> Plénum du PZPR, débutant le 17 octobre 1956. L'URSS essaie de faire pression sur son issue, craignant le caractère réformateur de Gomułka. Le 19 octobre, accompagné de la direction soviétique, Khrouchtchev arrive à Varsovie, tandis que les troupes soviétiques présentes en Pologne font mouvement vers la capitale. Ces menaces à peine voilées n'empêchent pas le 21 octobre l'élection d'un nouveau bureau politique consacrant la victoire des réformateurs et, en premier lieu, celle de Gomułka, qui devient le 1<sup>er</sup> secrétaire du PZPR. Le soutien populaire dont

---

<sup>136</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 316.



bénéficie Gomułka, les pressions exercées par Pékin, proche des communistes réformateurs polonais, sur le gouvernement soviétique ont joué sur la décision de Khrouchtchev d'entériner les changements politiques, en échange de garanties sur l'essentiel. Gomułka parvient à réaliser le tour de force d'être accepté à la fois par l'essentiel de la nation polonaise, qui voit en lui le garant du respect de la souveraineté polonaise face aux ambitions soviétiques, et par les dirigeants soviétiques, les convainquant que le socialisme ne serait pas remis en cause en Pologne. Il réussit là où l'insurrection hongroise qui se développe au même moment échoue : donner au moins l'impression d'un changement réel à la nation polonaise, tout en donnant des gages du maintien du régime communiste en Pologne au reste du monde socialiste<sup>137</sup>. L'Octobre polonais est un des rares moments, voire le seul, où il y a eu communion entre le peuple polonais et le pouvoir communiste, et où la majorité des Polonais a pu vouloir tenter la construction d'un socialisme non-soviétique et respectueux de la souveraineté et des traditions nationales. Si un certain nombre de Polonais s'approprient le régime communiste dans la mesure où ce dernier peut se réformer dans une direction plus libérale et nationale, l'habileté de Gomułka est de promettre des réformes sans remettre en cause le principe même du socialisme en Pologne, jouant de l'ambiguïté sur l'étendue de ces réformes. Le discours qu'il prononce le 24 octobre sur la place des défilés à Varsovie devant des centaines de milliers de Polonais est ainsi un modèle du genre. Il s'y livre à une sévère autocritique du stalinisme polonais, le présentant comme un régime n'ayant pas grand-chose à voir avec le socialisme réel, et à la fois lance un appel à la population pour l'aider à bâtir ce socialisme réel. Le problème ne réside donc pas selon lui dans le socialisme en lui-même, mais dans la manière dont ce dernier a été réalisé :

Ces dernières années beaucoup de choses mauvaises et illégales, beaucoup de désillusions douloureuses se sont accumulées dans la vie de la Pologne. Les idéaux du socialisme, imprégnés de l'esprit de liberté et de respect des droits du citoyen, ont dans les faits été profondément dévoyés. Les mots ne se retrouvaient pas dans la réalité. Le dur labeur de la classe ouvrière et de la nation entière n'a pas donné les fruits escomptés. Je crois profondément, que ces années sont passées sans retour.<sup>138</sup>

---

<sup>137</sup> DAVIES Norman, *Histoire de la Pologne*, Fayard, Paris, 1986, p. 30 : « Il prouva que les communistes de ce pays pouvaient diriger leurs affaires sans la supervision directe de leurs conseillers soviétiques- tout en restant fidèles à l'URSS. ».

<sup>138</sup> La citation est une traduction du texte du discours consulté sur le site <http://www.przemowienia.com/przemowienia-znanych-osob/wladyslaw-gomulka-przemowienie-na-wieczu-w-warszawie/409-wladyslaw-gomulka-przemowienie-na-wieczu-w-warszawie> le 29 décembre 2016. En polonais : « W ciągu ubiegłych lat nagromadziło się w życiu Polski wiele zła, nieprawności i bolesnych rozczarowań. Idee socjalizmu, przeniknięte duchem wolności człowieka i poszanowania praw obywatela, w praktyce uległy głębokim wyczerpieniom. Słowa nie znajdowały pokrycia w rzeczywistości. Ciężki trud klasy robotniczej i całego narodu nie dawał oczekiwanych owoców. Wierzę głęboko, że te lata minęły bezpowrotnie w przeszłość. ».

Le malentendu entre le peuple polonais et Gomułka réside cependant déjà dans ces phrases ambivalentes : non seulement le nouveau 1<sup>er</sup> secrétaire du PZPR ne remet pas en cause le socialisme, mais il ne critique pas non plus le modèle soviétique, prônant une voie polonaise dans le cadre d'un socialisme soviétique, là où la majorité des Polonais veulent au moins un socialisme véritablement non-soviétique, voire un modèle non-socialiste. Mais sur le moment, ces déclarations sont fortement ovationnées par les auditeurs présents sur la place ou écoutant la radiodiffusion du discours, ces derniers préférant retenir les promesses de réformes et d'amélioration des conditions de vie.

### *C. Du réformisme à la normalisation*

#### 1. La multiplication des projets de réforme

Les premiers mois suivant l'Octobre polonais sont ceux d'une frénésie réformatrice, pendant lesquels la société polonaise est assez largement convaincue de la réalité de la mise en place d'une voie polonaise vers le communisme en s'inspirant du modèle yougoslave, notamment dans l'économie.

Les premières mesures de l'ère réformiste de Gomułka sont hautement symboliques, et sont prises pour ramener le plus vite possible le calme au sein de la société polonaise, tout en étant relativement peu coûteuses en termes de pouvoir pour le parti communiste. Ainsi, le 26 octobre, le brouillage des stations de radio occidentales est réduit, pour être totalement supprimé le 25 novembre. Au départ du maréchal Rokossovski, incarnant l'assujettissement de la Pologne à l'URSS qui est démis le 13 novembre de son poste de vice premier-ministre et de ministre de la Défense, correspond le retour le 28 novembre du cardinal Wyszyński de son lieu de détention. Plus significative encore est l'amnistie dont bénéficient plusieurs milliers de détenus politiques, qui vient compléter celle qui avait déjà été promulguée par l'équipe d'Ochab.

Pendant de ces dernières mesures symboliques, on observe une purge relative des structures de pouvoir du parti communiste polonais de ses éléments les plus staliniens. Si elle ne touche pas tous les conservateurs du PZPR, elle s'effectue de manière assez généralisée dans tous les organes du pouvoir. Plusieurs milliers de membres de la police politique sont limogés, tandis que les structures administratives de la police politique sont réorganisées : les attributions du

Comité pour les affaires de la Sécurité publique<sup>139</sup>, supprimé, sont transférées au ministère des affaires Intérieures, et le nom de la police politique changé de UB en SB<sup>140</sup>. Le changement de nom est plus symbolique que réel, même si dans l'immédiat, la police politique se fait plus discrète et infiltre moins la société. Dans l'Armée populaire polonaise, les officiers soviétiques, à la suite de Rokossovski, regagnent l'URSS<sup>141</sup>. Les noms les plus notables de la période stalinienne sont écartés, comme Hilary Minc, auquel on impute l'échec du plan sexennal, directement responsable de l'agitation de la société durant l'année 1956.

Les chantiers de réformes les plus importants se situent cependant dans le domaine économique, cause directe de la crise de 1956. Dès son accession au pouvoir, Gomułka prend une mesure hautement symbolique, et qui a des conséquences immédiates pour nombre de Polonais : la possibilité de supprimer les coopératives agricoles. Très impopulaires, elles sont désertées en masse par les paysans, de sorte qu'au bout de quelques semaines, près de 85 % des coopératives agricoles sont supprimées<sup>142</sup>. Débute alors une décollectivisation qui est un phénomène unique dans le monde socialiste. Si dans le cadre de la déstalinisation, les collectivisations sont interrompues dans les autres démocraties populaires, il ne s'agit que d'un arrêt avant une reprise ultérieure. Dans le cas de la Pologne, les coopératives agricoles disparaissent presque entièrement : elles passent de 9 % des terres arables à la fin de 1956 à 1,5 % en 1958. À cette date, 12,5 % des terres appartiennent aux fermes d'État<sup>143</sup>, tandis que plus de 85 % des terres sont privées<sup>144</sup>. Cas unique dans le bloc soviétique, c'est aussi l'un des rares acquis de la période réformiste de Gomułka à n'avoir pas été remis en cause. On ne revient pas en détail sur cette décollectivisation, dont on reparlera dans le chapitre suivant lorsque l'on s'intéressera à la structure agraire des territoires recouverts, concernés au premier chef par la collectivisation puis par la suppression des fermes collectives<sup>145</sup>.

---

<sup>139</sup> *Komitet do Spraw Bezpieczeństwa Publicznego*. Il a été mis en place en décembre 1954 suite aux révélations de l'affaire Światło.

<sup>140</sup> Il s'agit du *Ministerstwo Spraw Wewnętrznych*. Parallèlement, *Urząd Bezpieczeństwa* (Bureau de la sécurité) devient *Śłużba Bezpieczeństwa* (Service de la sécurité).

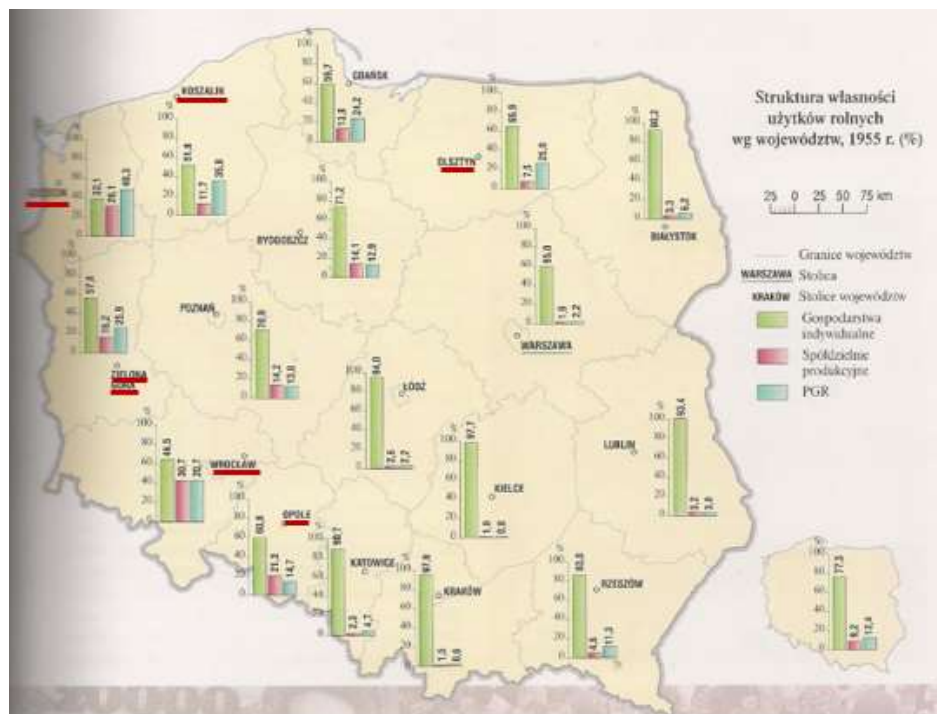
<sup>141</sup> On passe ainsi de 32 généraux soviétiques dans l'armée polonaise à la mi 1956 à 5 à la fin de 1957. SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Ilustrowany Atlas Historii Polski T. 6, PRL i Polska współczesna*, (Atlas illustré de l'histoire de la Pologne, Tome 6, la République Populaire de Pologne et la Pologne contemporaine), Demart, 2007, p. 199.

<sup>142</sup> 8 900 sur 10 700, cf. BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 362.

<sup>143</sup> SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.), *op. cit.*, p. 225-227.

<sup>144</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 362

<sup>145</sup> Cf. le présent chapitre, IIIC, 1.



Carte représentant la répartition des parcelles individuelles (vert clair), des coopératives de production (rose) et des fermes d'État (vert foncé) selon les voïévodies (celles des territoires recouverts sont soulignées)<sup>146</sup> en 1955

La réforme économique la plus importante est la loi sur les conseils ouvriers, qui doit être la première pierre de l'édification d'un système économique d'autogestion inspiré du modèle yougoslave. Les conseils ouvriers, réclamés dans les grèves d'ouvriers et les troubles agitant la Pologne populaire au cours de l'année 1956, apparaissent comme le pendant dans le domaine économique de la démocratie politique. Ils sont aussi acceptables pour le pouvoir, pouvant être interprétés comme moyen de revenir à un socialisme authentique après la période stalinienne qui aurait été un reniement du socialisme. Ces conseils ouvriers sont mis en place par la loi du 19 novembre 1956, mais selon des modalités qui peuvent être utilisées pour les contourner, malgré des attributions nombreuses et étendues en apparence. Leurs buts sont ainsi de :

- 1) émettre une opinion concernant les indicateurs annuels des exigences du plan ;
- 2) le vote des plans annuels de l'entreprise en se fondant sur les indicateurs extraits du plan économique national ;
- 3) le vote de plans opératoires de l'entreprise [...]
- 5) la détermination de la direction du développement de l'entreprise ;

<sup>146</sup> SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.), *op. cit.*, p. 225.

- 6) la détermination des lignes directrices principales pour améliorer la production, et particulièrement rationaliser les processus technologiques, améliorer la qualité et l'esthétique de production, augmenter l'efficacité du travail, améliorer les conditions de sécurité et d'hygiène au travail [...]
- 7) l'évaluation de l'activité économique de l'entreprise [...]
- 10) la décision de transférer une partie du profit généré par l'entreprise dans des buts liés avec l'activité économique de l'entreprise ;
- 11) la décision de partager le fonds de l'entreprise ou une partie du profit attribuée aux travailleurs ;
- 12) la détermination des règlements intérieurs de l'entreprise<sup>147</sup>

L'autogestion est ici esquissée, mais toujours subordonnée à l'exécution des directives du plan, les conseils ouvriers apparaissant comme de simples rouages de son exécution, chargés de rendre plus efficaces la réalisation de ce dernier. La formule des conseils ouvriers remporte rapidement un succès : en quelques semaines, ce sont près d'un quart des entreprises habilitées à avoir des conseils ouvriers, regroupant près de 40 %<sup>148</sup> des ouvriers, qui forment leurs conseils ouvriers. Les changements sont réels, mais limités, et on est encore loin du modèle yougoslave. Dans ce dernier, c'est le conseil ouvrier qui élit le directeur de l'entreprise, alors que dans le cas polonais, les conseils ouvriers sont explicitement subordonnés aux directeurs qu'ils ne nomment pas : « Art. 15 1. Le Directeur de l'entreprise a l'obligation de suspendre l'exécution d'une résolution votée par le conseil ouvrier si elle contredit les règlements de la loi ou le plan en cours »<sup>149</sup>.

Tirant les conséquences de l'échec du plan sexennal, l'équipe de Gomułka apporte des modifications au projet de 1<sup>er</sup> Plan quinquennal (1956-1960). Dans le préambule de ce plan, le

---

<sup>147</sup> Journal officiel de la République populaire de Pologne, 19/11/1956, n° 53, rubrique 238, Art. 3. En polonais : « 1) opiniowanie projektów rocznych wskaźników zadań planowych.

2) uchwalenie planów rocznych przedsiębiorstwa na podstawie wskaźników wynikających z narodowego planu gospodarczego;

3) uchwalenie operatywnych planów przedsiębiorstwa; [...]

5) ustalenie kierunków rozwoju przedsiębiorstwa;

6) ustalanie zasadniczych wytycznych w kierunku usprawnienia produkcji, a w szczególności racjonalizacji procesów technologicznych, polepszania jakości i estetyki produkcji, podnoszenia wydajności pracy, polepszania warunków bezpieczeństwa i higieny pracy [...]

7) ocena działalności gospodarczej przedsiębiorstwa [...]

10) decydowanie o przeznaczeniu części zysku przypadającej przedsiębiorstwu na cele związane z działalnością gospodarczą przedsiębiorstwa;

11) decydowanie o podziale funduszu zakładowego lub części zysku przypadającej załodze;

12) ustalanie wewnętrznych regulaminów przedsiębiorstwa.».

<sup>148</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 361.

<sup>149</sup> *Idem*, Art. 15 1. En polonais: « Dyrektor przedsiębiorstwa ma obowiązek wstrzymać wykonanie uchwały podjętej przez radę robotniczą, jeżeli jest sprzeczna z przepisami prawa lub obowiązującym planem».

Plan sexennal est présenté comme globalement un succès, même si des échecs partiels, parfois notables, sont mis en avant :

Il a réduit la distance séparant du point de vue du niveau économique la Pologne des pays les plus industrialisés d'Europe [...] En même temps, durant la réalisation du plan sexennal sont apparues une série de freinages et de disproportions dans le développement de l'économie nationale, liées aussi bien à des difficultés objectives qu'à des fautes dans la politique économique, ce qui a entraîné que les projets du plan sexennal n'ont pas été exécutés bien dans tous les domaines.<sup>150</sup>

Malgré le ton très positif de cette analyse, il est difficile d'expliquer comment un même texte peut d'un côté mettre en avant un rattrapage économique par rapport à l'Europe occidentale et plus largement le monde capitaliste, et reconnaître à demi-mot la stagnation du niveau de vie. Sont laissées aussi de côté les inégalités de développement économique que le plan sexennal a accentué dans la Pologne, inégalités dues à la centralisation qu'implique toute planification. Assez peu de choses ont été faites pour réduire le surinvestissement dont bénéficient trois voïévodies, celles de Varsovie, de Cracovie et de Katowice du point de vue industriel, au détriment du reste du territoire (15 voïévodies) qui jusqu'en 1956 ne reçoit que 40 % des investissements (47 % à partir de 1957)<sup>151</sup>.

Pour élever de manière durable, et non pas conjoncturelle par des relèvements artificiels de salaires, le niveau de vie, le 1<sup>er</sup> Plan quinquennal réoriente une partie des investissements prévus pour l'industrie lourde vers l'industrie légère et l'agriculture, favorisant un peu plus que le Plan sexennal les biens de consommation. La priorité est encore donnée aux biens de production, mais deux domaines négligés auparavant sont particulièrement mis en avant :

Le plan pour les années 1956-1960 concentre les moyens disponibles non seulement pour augmenter la consommation des biens, mais aussi dans le domaine des conditions de logement, qui du point de vue de l'élévation du niveau de vie compris de façon large, représentent un problème non moins brûlant que le niveau de consommation encore insuffisant.<sup>152</sup>

---

<sup>150</sup> Journal officiel de la République populaire de Pologne, 12/07/1957, n° 40, rubrique 179, I Introduction. En polonais : « Zmniejszył się dystans dzielący Polskę pod względem poziomu gospodarczego od najbardziej uprzemysłowionych krajów Europy. [...] Jednocześnie w toku realizacji planu sześciolatniego wystąpił szereg zahamowań i dysproporcji w rozwoju gospodarki narodowej, związanych zarówno z trudnościami obiektywnymi, jak i z błędami w polityce gospodarczej, co spowodowało, że zadania planu sześciolatniego nie na wszystkich odcinkach zostały wykonane pomyślnie. ».

<sup>151</sup> *Idem*, IV. Objectifs finaux. Pour les investissements totaux, les voïévodies de Katowice, Varsovie, Cracovie rassemblent près de 48% des investissements pour 1956. Le plan prévoit encore 47% d'investissements pour ces trois voïévodies en 1957, mais seulement 39% pour 1960. Il y a donc bien une meilleure répartition des investissements prévue par le plan.

<sup>152</sup> *Idem*, II, 3. En polonais : « Plan na lat 1956-1960 koncentruje dostępne środki nie tylko na rzecz zwiększenia konsumpcji dóbr, lecz również w dziedzinie warunków mieszkaniowych, które z punktu widzenia szeroko

En donnant des objectifs économiques moins précis, le but est de laisser plus de liberté aux entreprises. Cette mesure rejoint les travaux d'Oskar Lange<sup>153</sup>, qui de 1957 à 1961 est le directeur de la Commission pour le plan économique, les budgets et les finances.<sup>154</sup> À la tête de cette commission, il dépose un projet de réforme de l'économie polonaise en mai 1957 qui irait dans le sens de l'autogestion yougoslave. C'est l'une des premières apparitions de la notion de socialisme de marché dans les pays du bloc soviétique, système économique fondé sur l'indépendance des entreprises, grâce notamment au critère de la rentabilité réintroduit dans le canon économique polonais. À terme même, Lange prévoit la libéralisation des prix et des salaires. L'ironie de l'histoire veut que ce projet économique n'ait pas été réalisé en Pologne, mais justement dans le pays qui semble avoir tout perdu en 1956 : la Hongrie.

Un autre domaine notable de réformes concerne les relations entre l'Église et l'État. L'Octobre polonais provoque une détente dans leurs relations, qui sont rapidement normalisées. Le 7 décembre 1956, un accord est trouvé, rétablissant les clauses de l'accord signé en 1950, et abrogeant le décret du 9 février 1953<sup>155</sup>. Seul le choix des évêques doit obtenir l'aval du pouvoir. La politique religieuse concernant les territoires recouverts fait aussi partie des discussions. Le catéchisme peut de nouveau être enseigné dans les écoles, et près de 95 %<sup>156</sup> des parents choisissent alors d'y inscrire leurs enfants. L'État et l'Église parviennent aussi à un accord pour la nomination des vicaires apostoliques sur les territoires recouverts, question brûlante qui dans les années antérieures avait causé de nombreux problèmes dans leurs relations. Le cardinal Wyszyński profite de ce qui apparaît bientôt comme un simple répit pour réorganiser l'Église polonaise en la purgeant des éléments communistes infiltrés, notamment en mettant à l'écart les prêtres patriotes et en nommant de nouveaux vicaires apostoliques pour les territoires recouverts<sup>157</sup>. L'Association PAX<sup>158</sup>, favorisée par le régime à

---

zrozumianego wzrostu stopy życiowej stanowią niemniej pałacy problem anizeli niedostateczny jeszcze poziom spożycia. ».

<sup>153</sup> 1904-1965. Économiste polonais, député de la diète de la République populaire de Pologne et un temps membre du comité central du PZPR.

<sup>154</sup> *Komisja Planu gospodarczego, budżetu i finansów*.

<sup>155</sup> Cf. le présent chapitre précédent, IIA.

<sup>156</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 363.

<sup>157</sup> *Idem*, p. 364.

<sup>158</sup> DAVIES Norman, *God's playground/Boże Igrzysko, (le Terrain de jeu de Dieu)*, Znak, Cracovie, 2010, p. 1039/1045. Plus encore que des communistes polonais, l'association PAX aurait été la pièce maîtresse de la politique du NKVD, puis du KGB contre l'Église polonaise. En témoigne le fait qu'après 1956, alors que PAX perd la faveur du pouvoir gomulviste, l'association perdure, sans doute sur volonté soviétique.

l'époque stalinienne et seule partie de l'Église à trouver grâce auprès des communistes, est moins en vue, tandis qu'elle est marginalisée au sein même de l'Église.

Le jeu électoral de la Pologne communiste est aussi légèrement amendé. Si bien entendu il n'est pas question d'avoir des élections réellement pluralistes, les électeurs peuvent désormais choisir leurs candidats sur les listes du Front d'unité nationale. Ainsi, aux élections législatives du 20 janvier 1957<sup>159</sup>, le PZPR garde la majorité absolue (239 sièges), mais la nouveauté vient du nombre de sans-partis, (63), le plus important de toute la Pologne populaire, parmi lesquels un certain nombre de Catholiques, issus des Clubs de l'intelligence catholique<sup>160</sup>. Le groupe Znak, explicitement catholique, ne compte que 5 membres officiellement. Les deux autres partis présents à la Diète sont les partis satellites du PZPR, le ZSL (118 sièges) et le SD (39 sièges). Ces clubs et mouvements non-communistes fonctionnent comme un groupe de représentants des catholiques acceptant, au nom d'une stratégie néopositiviste, de coopérer avec le pouvoir communiste pour obtenir de lui le plus de concessions, tout en reconnaissant le système politique malgré leur opposition à ce dernier.

Ce moment de libéralisation du régime, de communion éphémère entre de larges pans de la nation et du système politique incarné par Gomułka, est intéressant à étudier en termes d'histoire politique. L'Octobre polonais ouvre de nouveau un espace politique pour une attitude plus nuancée à l'égard du pouvoir. À l'époque stalinienne, si on reprend la typologie que l'on a esquissée dans la sous-partie IA. (opposition, ralliement, adhésion), il est difficile de parler d'opposition : seule est officiellement tolérée l'adhésion. La déstalinisation laisse un espace pour un « ralliement critique » ou une « opposition critique », autrement dit pour un mouvement politique qui, en l'échange de sa reconnaissance du régime et de sa collaboration avec lui, possède une certaine indépendance vis-à-vis du PZPR. On étudiera plus particulièrement ici la posture dite « néopositiviste » en se fondant sur le groupe politique des catholiques ralliés au régime et intégrés, au moins en apparence après 1957, aux structures du pouvoir. On s'appuiera pour ce faire sur l'article de Rafał Matyja<sup>161</sup> « le Réalisme de *Znak* et de *Tygodnik powszechny* », montrant la réaction d'une partie des intellectuels polonais à la

---

<sup>159</sup> Pour les résultats des élections : SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944. Najnowsza historia (la Pologne depuis 1944, Histoire contemporaine)*, Demart, Varsovie, 2012, p. 397.

<sup>160</sup> Ces clubs sont fondés dans les semaines suivant les changements d'octobre 1956.

<sup>161</sup> « Realizm „Znaku” i „Tygodnika powszechnego” » in *Ośrodek Myśli politycznej*. Consulté sur le site <http://www.omp.org.pl/stareomp/index6c5e.html?module=subjects&func=viewpage&pageid=355> le 30/04/2018.



main tendue par Gomułka. Le néopositivisme fait référence au positivisme<sup>162</sup> du XIX<sup>e</sup> siècle ; dans l'histoire politique polonaise, il s'agit d'une posture politique, plus que d'une idéologie clairement définie d'ailleurs, se développant durant des périodes d'asservissement de la Pologne à un système politique étranger. Contrairement à une posture qualifiée de « romantique », menant à des insurrections et à une lutte active et armée contre l'occupant étranger, le positivisme (au temps des partages par les puissances copartageantes), puis le néopositivisme<sup>163</sup> (au temps de la Guerre froide et de l'inféodation à l'Union soviétique) prônent une attitude plus attentiste. Il s'agit d'accepter, du moins de tolérer, l'état de fait (une privation plus ou moins directe de liberté de la nation polonaise), pour retirer le maximum de bénéfices possible dans le cadre politique imposé à la nation. Cette posture politique est assez élastique, elle va de la collaboration active avec les autorités à des actions indirectes en faveur des intérêts réels de la nation polonaise (conçus comme fondamentalement différents de ceux du système communiste). On est ainsi à la limite d'un certain opportunisme politique, puisqu'il s'agit, pour les députés à la Diète communiste issus de ce mouvement, d'entériner à peu près toutes les actions gouvernementales, en échange de la liberté intellectuelle permettant le développement de la maison d'édition Znak et la parution du célèbre *Tygodnik Powszechny*<sup>164</sup>. Le fondement de ce néopositivisme est l'acceptation d'un état de fait : le constat réaliste de la situation géopolitique imposée à la Pologne en 1945 : une appartenance politique au camp soviétique qui, contrairement à ce que pensent certains opposants, va être durable. Il est cependant difficile de préciser davantage les contours de cette posture politique, car elle est par essence plurielle : si tous les néopositivistes fondant leur action politique sur un réalisme reconnaissent les réalités du nouvel ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale, cette reconnaissance n'implique pas forcément celle des réalités institutionnelles (la République populaire polonaise), et encore moins une collaboration active avec les instances du parti. Rafał Matyja propose une typologie de réalismes<sup>165</sup> répondant à tout le spectre des

---

<sup>162</sup> Cf. BUHLER Pierre, *Histoire de la Pologne communiste*, Editions Karthala, Paris, 1997, p. 10. Le terme de positivisme y est défini comme une « doctrine utilitariste exaltant le progrès scientifique et la révolution industrielle ». Ici, le positivisme est un utilitarisme idéologique et un opportunisme politique.

<sup>163</sup> Le terme est employé entre autres par Rafał Matyja dans ces articles, dans un souci de distinction avec le positivisme politique polonais de la seconde moitié de l'époque des partages.

<sup>164</sup> Hebdomadaire catholique paraissant depuis 1945, fondé par le cardinal archevêque de Cracovie Adam Sapieha. Suspendu entre 1953 et 1956, il est l'un des rares journaux polonais de la période communiste qui ponctuellement se permet des critiques, souvent implicites, de la politique du régime. La contrepartie de cette relative liberté d'action est un positionnement assez libéral, parfois en porte-à-faux par rapport à la position officielle plus rigide de la hiérarchie ecclésiastique polonaise, notamment du cardinal Wyszyński.

<sup>165</sup> Pour plus de précisions, cf. : MATYJA Rafał, « Myśl polska wobec cywilizacji komunizmu. Antykomunizm lat 1956-1980 » (la Pensée polonaise par rapport à la civilisation du communisme. L'anticommunisme des

postures néopositivistes. Il distingue ainsi un « réalisme d'opposition », se manifestant par une opposition silencieuse permettant de faire perdurer, aux marges extrêmes de la légalité, une alternative politique implicite, en l'occurrence ici, conservatrice, d'un « réalisme de collaboration ». Ce réalisme de collaboration se manifeste par la croyance en la possibilité d'agir dans le sens des intérêts nationaux en participant au jeu politique du système, ce qui implique une certaine loyauté envers ce dernier et une reconnaissance d'une forme de légitimité des institutions de la République populaire. Enfin, il parle d'un « réalisme de capitulation » ou de « persuasion »<sup>166</sup>, fatalisme face à une quelconque posture d'opposition qui pousse à se résigner à collaborer avec le régime, faute de mieux. Les postures sont ainsi variées et, parfois, contradictoires, mais partent d'un fond commun, l'opposition à toute politique hasardeuse, « romantique », comme le signifie l'historien Adam Friszke : « Le néopositivisme entendait signifier l'opposition au romantisme politique, à l'idéologie insurrectionnelle, à la politique émotionnelle. Il manifestait un attachement aux règles de la modération, de la prudence, de l'art de faire des compromis, du pragmatisme, de l'évaluation des possibilités selon les forces à disposition. »<sup>167</sup>. Cette définition se retrouve également, de manière plus précise, dans l'article manifeste de ce néopositivisme, écrit par le juriste catholique Stanisław Stomma<sup>168</sup> dans le *Tygodnik Powszechny*<sup>169</sup>. Il y établit quatre fondements de ce positivisme appliqué aux réalités de la Pologne communiste : la reconnaissance de la nécessité d'une alliance avec l'URSS, vu le contexte géopolitique global, la remise en cause de toute attitude romantique, et donc la culture de vertus opposées comme

---

années 1956-1980) in *Ośrodek myśli politycznej*,  
<http://www.omp.org.pl/stareomp/index6562.html?module=subjects&func=viewpage&pageid=353>, consulté le 14/07/2018, publié en septembre 2005.

L'auteur y donne des définitions intéressantes des réalisme qu'il distingue :

- Réalisme d'opposition : « le refus de rejoindre le monde officiel du pouvoir, tout en refusant les formes d'opposition violent ».
- Réalisme de collaboration : « attitude de participation à la vie politique officielle, en espérant recevoir des concessions concrètes de la part des autorités ».
- Réalisme de capitulation/ de persuasion : l'affirmation de l'état de fait, non seulement sa reconnaissance mais l'appel à renoncer à de quelconques ambitions indépendantistes ou libératrices.

<sup>166</sup> En polonais (les trois termes) : *realizm oporu*, *realizm kolaboracyjny*, *realizm kapitulacyjny/perswazyjny*.

<sup>167</sup> FRISZKE Andrzej, *Opozycja polityczna w PRL w 1945-1980 (l'Opposition politique en RPP 1945-1980)*, Londres, 1994, p. 94, cité dans : *Ośrodek Myśli politycznej*, 19 septembre 2005 (consulté le 30/04/2018)

<http://www.omp.org.pl/stareomp/index6c5e.html?module=subjects&func=viewpage&pageid=355>.

« Neopozytywizm miał oznaczać przeciwstawienie się romantyzmowi politycznemu, ideologii powstańczej, polityce emocjonalnej. Deklarowano przywiązania do zasad umiaru, ostrożności, kompromisowości, pragmatyzmu, mierzenia sił na zamiary.».

<sup>168</sup> (1908-2005). Il a longtemps été député à la Diète communiste sous l'étiquette du *Znak*.

<sup>169</sup> « Le Positivisme d'un point de vue moral », in *Tygodnik Powszechny*, 14/01/1957.

la prudence, le rejet de toute politique de prestige et grandiloquente, et un rapport critique envers les épisodes héroïques du passé polonais. Ce faisant, Stomma et les néopositivistes catholiques du *Znak* réalisent le tour de force idéologique d'être à la fois, sur de nombreux points, les lointains héritiers des conservateurs cracoviens<sup>170</sup> de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et des partenaires possibles des communistes, puisque d'un point de vue géopolitique ils reconnaissent l'état de fait postérieur à la Seconde Guerre mondiale et d'un point de vue institutionnel, ils se déclarent prêts à faire preuve d'une certaine loyauté envers le PZPR.

Si on a insisté si longuement sur le courant néopositiviste, qui renaît fortement à l'occasion de 1956, c'est parce que les cercles de la « pensée occidentale polonaise » sont dans la même veine idéologique, et au plus fort de la répression staliniste, un certain nombre de représentants de ce courant, malgré leurs idées politiques souvent très à droite, ont pu échapper à l'arrestation parce que, dès 1945, ils ont su se positionner politiquement de sorte à pouvoir survivre dans le nouveau régime politique, tout en travaillant dans le sens de ce qu'ils interprétaient comme étant l'intérêt national polonais : l'appropriation des territoires recouverts par la nation polonaise. La stratégie néopositiviste a donc été employée, on le voit, par plus d'un groupe sociopolitique de l'ancienne Pologne pour survivre dans la nouvelle, et pour essayer de tirer les meilleurs profits possibles d'un système politique auquel la plupart étaient opposés<sup>171</sup>. La suite de l'Octobre polonais permet de s'interroger sur l'efficacité politique de cette stratégie. Les néopositivistes sont-ils parvenus à faire autre chose que se ménager un espace de liberté encadrée au sein d'un système dictatorial ? La normalisation de la Pologne qui se met peu à peu en place dans les années suivant l'Octobre polonais semble remettre en question leur capacité à infléchir la politique de la Pologne communiste, sachant que leur indépendance relative au sein du régime était assez fortement liée à leur obligation d'entériner la politique du parti. S'ils ont survécu à la normalisation, cela n'a pas été le cas des réformes qu'ils ont soutenues et que Gomułka a mis en place, dans un premier temps.

---

<sup>170</sup> Les *Stańczyk* qui, tirant les conséquences de l'échec de l'insurrection de janvier, ont prôné un loyalisme envers les Habsbourg et une collaboration avec l'État autrichien afin d'exploiter au mieux, dans le sens des intérêts nationaux, la situation de domination autrichienne de la Galicie.

<sup>171</sup> On étudiera plus en détails les dilemmes moraux et la situation idéologique des cercles de la « pensée occidentale polonaise » dans le chapitre 4.

## 2. Les prémices de la normalisation

Quelle est la nature profonde de la normalisation de Gomułka : est-ce une trahison de l'Octobre polonais de 1956 ou sa conséquence logique ? Le terme même d'Octobre polonais est ici à discuter, car par le symbole auquel il se réfère, la Révolution bolchévique de 1917, il porte un message politique mettant en avant les espoirs immenses qu'une partie notable de la population polonaise éprouve en lien avec ce changement politique. Le changement d'équipe dirigeante a été synonyme d'espoir, pour beaucoup, d'une révolution, réelle, juste, polonaise, qui viendrait sortir la Pologne de l'ornière et panser définitivement les plaies de la Seconde Guerre mondiale, qu'une reconstruction hâtive n'a pas encore totalement fait disparaître. Il est aussi sibyllin, car il peut avoir une double signification. Pour de larges pans de la société polonaise de l'époque, il évoque une révolution instaurant un communisme national débarrassé de la tutelle soviétique, en suivant une voie d'indépendance yougoslave ou chinoise. Les élites politiques y voient plutôt le pendant polonais de la révolution de 1917, l'Octobre 1956 serait la fondation d'une voie polonaise vers le communisme en la limitant en fait à une adaptation du modèle soviétique aux réalités polonaises. La seconde option va se révéler être celle de Gomułka. Si la normalisation de Gomułka, a été perçue par ceux des Polonais qui avaient placé dans le nouveau 1<sup>er</sup> secrétaire de nombreux espoirs de changements radicaux, notamment au niveau géopolitique et économique, comme une trahison, dans l'esprit des dirigeants, et de Gomułka en premier lieu, n'a été rien d'autre qu'une conséquence logique de l'Octobre polonais. Selon cette interprétation, l'année 1956 en Pologne serait plus à comprendre comme un « point de départ »<sup>172</sup>, une seconde chance pour le communisme polonais. Dans le but final des cinq ans s'écoulant entre 1956 et 1961, on peut voir, toutes proportions gardées, un certain parallélisme avec la NEP léniniste : il s'agit de faire une pause dans la marche forcée vers le socialisme, le temps de restructurer l'économie et de reprendre le pays en main.

À peine quelques mois après le changement de l'équipe au pouvoir, les premières remises en question des réformes apparaissent, selon une triple périodisation : dès 1957 on met fin au climat de relative liberté de pensée, jusqu'en 1959 le parti est purgé de ses éléments libéraux et les réformes économiques sont vidées de leur contenu ; jusqu'en 1961 enfin, le pouvoir revient sur la majeure partie des concessions accordées à l'Église en 1956. 1961 est aussi,

---

<sup>172</sup> Un point de départ plutôt qu'un point d'arrivée, selon les problématiques posées par : MARÈS Antoine, « De la relativité des grands événements : l'année 1956 en Europe centrale et la révolution hongroise » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Volume 3, n° 83, p. 4-11, 2006.

pour le sujet qui nous intéresse plus particulièrement, la fin de la politique spécifique menée par l'équipe de Gomułka à l'égard des territoires recouverts.

Gomułka louvoie entre les réformateurs de la rue Puławska et les conservateurs du quartier Natolin. Il s'appuie en fait sur un groupe restreint de collaborateurs, avant d'élargir son équipe gouvernementale vers des personnalités plus conservatrices, ce dont témoigne un ensemble de mesures. Ainsi, dès mai 1957, on observe la remise en cause de l'esprit de liberté et de souveraineté qui animait l'Octobre polonais. Lors du IX<sup>e</sup> Plénum du PZPR, c'est cet esprit justement qui est dénoncé comme « révisionniste ». Gomułka, qui s'est toujours méfié des intellectuels, critique ceux qui remettent trop en cause le parti. Une offensive est lancée contre la presse qui, journal après journal, est purgée des éléments les plus explicitement critiques. Au bout de quelques mois, la liberté de la presse n'est de nouveau qu'apparente ; l'apogée de ce mouvement est la suppression, début octobre 1957, de l'hebdomadaire *Po prostu*, périodique des jeunes intellectuels qui s'était permis de critiquer l'association catholique pro-gouvernementale Pax et auquel on reproche un antisocialisme. Le même mois se réunit le X<sup>e</sup> Plénum du PZPR provoque l'exclusion de près de 15 % de ses membres, accusés de « révisionnistes ». Début 1958, le PZPR ne compte plus qu'un peu plus d'un million de membres, le plus bas niveau de toute son histoire<sup>173</sup>.

Dès 1957, les autorités communistes commencent à remettre en cause les réformes économiques, et courant 1958, la politique religieuse libérale. Les conseils ouvriers sont privés de leur caractère représentatif, les directeurs d'entreprise, en accord avec les autorités, y nommant nombre de membres de partis et des syndicats officiels. D'organes qui devaient être des contrepoids aux décisions économiques arbitraires imposées d'en haut, ils se muent en simples relais de la politique économique du PZPR. En décembre 1958, ils sont transformés en conférences de l'autogestion ouvrière. Dans le domaine religieux, courant 1958, les arrestations reprennent à l'égard des prêtres les plus opposés au régime communiste. Le III<sup>e</sup> Congrès du PZPR, organisé du 10 au 19 mars 1959, entérine la tendance. L'équipe dirigeante est reconduite et, si les derniers stalinistes sont exclus du Comité central, il en va de même des plus réformistes.

En septembre 1959, une nouvelle défection ébranle les services secrets communistes polonais : un agent de renseignement, Paweł Monat, lié au groupe des réformistes, passe à

---

<sup>173</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 374.

l'Ouest. Elle donne le prétexte au pouvoir d'épurer les milieux du renseignement de tous les libéraux et, pour la première fois, les Juifs qui y sont présents. À partir de 1960, les tensions se multiplient avec l'Église catholique. En avril 1960, des émeutes éclatent dans la ville communiste modèle de Nowa Huta, faubourg ouvrier de Cracovie. Les autorités municipales s'opposent à la construction d'une église dans ce qui doit être une ville sans Dieu. L'érection d'une croix par des ouvriers et la tentative de la milice citoyenne d'enlever cette croix ouvrent l'affrontement direct entre l'Église et le pouvoir. Ce dernier réactive au même moment les prêtres patriotes, soutenant l'organisation pro-gouvernementale des « Cercles de prêtres Caritas ». Cette fois-ci, le cardinal Wyszyński, plus libre de ses mouvements, réagit d'emblée avec fermeté, obtenant de ces prêtres l'autodissolution de cette organisation en mars 1961. En juillet, le pouvoir supprime par mesure de rétorsion la principale concession qu'il avait faite à l'Église en 1956 : la possibilité d'enseigner le catéchisme dans les écoles. Entre temps, les élections législatives d'avril 1961 marginalisent définitivement les quelques députés catholiques qui subsistent à la diète.

D'un point de vue économique, dès 1958, on observe une réorientation des investissements vers l'industrie lourde. Le deuxième Plan quinquennal (1961-1965)<sup>174</sup> confirme ce retour à une politique économique classique : les biens de consommation sont toujours autant sacrifiés au profit des biens de production. Du point de vue agricole, si les coopératives agricoles sont presque inexistantes, le pouvoir favorise dans ses investissements les fermes d'État par rapport à l'agriculture privée. Cette dernière ne reçoit qu'un tiers des investissements agricoles, alors qu'elle représente plus de 85 % des terres arables<sup>175</sup>. En ce qui concerne les territoires recouverts, 1961 marque aussi la fin d'une époque : le dégel de Gomułka s'était accompagné de changements dans ce domaine. Une commission extraordinaire pour les terres occidentales<sup>176</sup> avait été mise en place le 22 mars 1957, prenant acte des problèmes des territoires recouverts, et chargée de préparer des projets de lois pour mieux prendre en compte les particularités de ces régions. L'Octobre 1956 est ainsi également la manifestation d'une certaine prise de conscience du pouvoir par rapport aux problèmes spécifiques des territoires recouverts. Ainsi, le compte-rendu de la première séance de cette commission, après l'éloge de rigueur sur les réalisations de la Pologne populaire sur les territoires recouverts, indique assez clairement les échecs de la politique poursuivie jusqu'alors :

---

<sup>174</sup> Journal officiel de la République populaire de Pologne, 17/02/1961, n° 11, Rubrique 58.

<sup>175</sup> BUHLER Pierre, *op. cit.*, p. 387.

<sup>176</sup> *Komisja nadzwyczajna Ziem Zachodnich.*

Nous avons cependant, à côté de réussites indéniables, des manques et des problèmes importants, nous avons commis beaucoup d'erreurs. Nous les avons commis envers la population autochtone [...] Nous avons à résoudre d'importants problèmes économiques, de développement économique des villes et des petites villes, de développement dans le domaine agricole<sup>177</sup>.

Les problèmes de la marginalisation économique et sociale des territoires recouverts, étudiés plus en détail dans le chapitre suivant sont davantage pris en compte<sup>178</sup>. Le pouvoir central se rend compte que ces territoires ont été trop traités à part, quand ils n'ont pas été marginalisés sous le stalinisme. L'évolution de la perception des territoires recouverts peut se lire dans les modifications administratives. Après les réformes de 1945-1946 et de 1950, toujours fondées sur les anciennes subdivisions administratives allemandes, les subdivisions en districts commencent à changer à partir de la fin du stalinisme<sup>179</sup>. De nouveaux *powiat*<sup>180</sup> fusionnent, montrant ainsi une étape supplémentaire dans l'appropriation de ces territoires par la Pologne.

La suppression de la commission extraordinaire pour les terres occidentales, le 20 février 1961, marque un certain retour à la période antérieure à 1956 en considérant l'intégration de ces territoires à la Pologne pour acquise et en niant ou négligeant les caractères particuliers de ces régions par rapport au reste du pays. Symboliquement enfin, la période réformiste de Gomułka se termine par l'affaire Holland, du nom d'un journaliste polonais d'origine juive, Henryk Holland. Communiste réformiste, déçu par le tournant autoritaire du régime de Gomułka, il est arrêté en décembre 1961 par la police politique. À l'occasion de la perquisition de son domicile, il se suicide selon la version officielle, tandis qu'officieusement il pourrait s'agir d'une défenestration et donc d'un meurtre politique. Ses obsèques, le 28 décembre, sont l'occasion d'une manifestation des milieux de gauche réformistes qui avaient espéré beaucoup du dégel. L'enterrement du communiste réformiste, peut-être tué par la police politique, résonne symboliquement comme l'enterrement symbolique des réformes de 1956-1957. De cette période d'espairs déçus, deux acquis réformistes restent : la fin des coopératives agricoles et l'indépendance totale retrouvée de l'Église, acquis fragiles et en butte aux remises en cause périodiques des autorités communistes. C'est dans cette Pologne,

---

<sup>177</sup> Bibliothèque de la Diète, compte-rendus de la Commission extraordinaire pour les terres occidentales, BPS/24, p. 2. En polonais : „Mamy jednakże- obok niewątpliwych osiągnięć- poważne braki i niedomagania, popełniliśmy wiele błędów. Popelniliśmy je w stosunku do ludności rodzimej [...] Mamy do rozwiązania poważne zagadnienia gospodarcze, zagadnienia aktywizacji gospodarczej miast i miasteczek, aktywizacji na odcinku rolnictwa.”

<sup>178</sup> Cf. chapitre 3, IIIB et IVB.

<sup>179</sup> Cf. sous-sous partie précédente.

<sup>180</sup> Pour rappel, les districts, subdivisions des voïévodies.

ancrée dans le bloc soviétique mais avec une place particulière, que se pose, dès la fin de la guerre, la question de la place à accorder aux territoires recouverts au sein d'un État-nation recomposé. 1956, encore plus pour eux que pour les « terres anciennes », est une renaissance.





## **Chapitre 3 : Les enjeux de territoires recouverts dans la nouvelle Pologne**

L'originalité des territoires recouverts dans la nouvelle Pologne en cours d'édification est qu'ils occupent une position paradoxale : ils sont à la fois au cœur de la politique menée par le gouvernement communiste et à la fois marginalisés par ces mêmes autorités. En effet, ce sont les régions polonaises les plus concernées par les politiques migratoires de grande ampleur menées à la fin du Second conflit mondial et par la politique agricole socialiste de réformes agraires puis de collectivisation. En ce sens, leur centralité aux yeux des dirigeants polonais est évidente. Cependant, ces territoires sont aussi marginalisés : d'un point de vue social, des politiques d'exclusion puis d'expulsion de minorités sont menées, et les populations restant ou arrivant sur ces territoires ne tardent pas à ressentir une aliénation inhérente aux changements qu'ils occasionnent. D'un point de vue économique, le Plan sexennal subit sur ces territoires un échec plus flagrant que dans les « terres anciennes »<sup>1</sup> ; ce n'est qu'après l'Octobre polonais que des mesures sont prises en faveur d'un développement économique plus harmonieux et intense de ces territoires. Néanmoins, après 1956, c'est bien l'importance de ces territoires qui prévaut aux yeux des communistes : régions où les processus de communisation ont été poussés le plus loin, ce sont avant tout ces terres qui servent d'étalon pour établir le bilan de la première décennie du communisme en Pologne.

### **I Au cœur des migrations postérieures au Second conflit mondial**

Les transferts massifs de population sont une des caractéristiques principales de la sortie de guerre du Second conflit mondial, conséquence du ressentiment profond créé par les politiques menées par le III<sup>ème</sup> Reich à l'encontre des peuples d'Europe centrale et orientale et pendant démographique des multiples modifications territoriales des années 1944-1947. On estime la population concernée par ces transferts à environ 30 millions de personnes, pour les

---

<sup>1</sup> Pour la signification de « terres anciennes », se reporter au chapitre précédent, IIC, 1.

seules années 1944-1950, sans compter les populations déplacées pendant la majeure partie de la guerre, et celles qui l'ont été durant les années 1950, notamment après les débuts de la déstalinisation<sup>2</sup>. L'une des conséquences de cet intense brassage humain est la raréfaction des États multinationaux, qui constituaient la règle avant-guerre dans la région qui nous intéresse. À la fin des années 1940, la Pologne et la partie tchèque de la Tchécoslovaquie sont devenues des États-nations à part entière, avec des taux de population appartenant à la nationalité majoritaire dépassant les 95 %. Partout ailleurs, même là où se sont maintenues des minorités nationales significatives, le nombre de leurs représentants a fondu, notamment en Roumanie. Un seul État véritablement multinational subsiste dans la région, la Yougoslavie. Les transferts qui nous intéressent plus particulièrement, à destination ou au départ de la Pologne, représentent dans cette masse de populations près de 16 millions de personnes pour la seule période allant des derniers mois de la guerre à 1950, soit environ la moitié du total des personnes déplacées<sup>3</sup>. La très grande majorité de ces 16 millions concerne les territoires recouverts, montrant bien l'importance de ces régions dans ces processus migratoires de sortie de guerre. Les populations touchées par ces transferts seront appelées comme « déplacés », terme neutre faisant abstraction du caractère volontaire ou forcé de la migration. Ce n'est qu'en examinant de plus près chaque déplacement que peuvent être distingués expulsés et déportés. Sans compter les Allemands qui ont fui la Pologne devant l'arrivée des Soviétiques, et sans prendre en compte les déplacements de population à l'intérieur des frontières polonaises, Andrzej Sakson<sup>4</sup> établit une chronologie du solde des arrivées/sorties de population en Pologne pour l'ensemble de la période de la thèse, qui est saisissant et permet de mieux saisir les flux migratoires de la période. La sortie de guerre se remarque par un pic migratoire ; la période stalinienne par un arrêt quasi-total des migrations, puis on assiste à une reprise partielle de ces phénomènes lors de la déstalinisation.

---

<sup>2</sup> En se référant à MAGOCSI Paul Robert, *Historical Atlas of central Europe (Atlas historique de l'Europe centrale)*, University of Washington Press, 2002, p. 193, on arrive à 31 millions, rien que pour la période allant de 1944 à 1948. Dans l'introduction de l'ouvrage de THER Philipp, SILJAK Ana, *Redrawing nations : ethnic cleansing in East-Central Europe, 1944-1948*, Rowman & Littlefield publishers, Lanham, 2001, il est fait mention de près de 30 millions de personnes déplacées, durant « l'après-guerre ». On peut donc considérer ce nombre de 30 comme assez exact, et plutôt comme une estimation basse de la réalité, le nombre exact pouvant être légèrement supérieur.

<sup>3</sup> Selon SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (éd.) *Dzieje Polski. Atlas ilustrowany (Histoire de la Pologne. Atlas illustré)*, Demart, 2008, p. 446.

<sup>4</sup> Cf. SAKSON Andrzej, *Migracje w XX wieku (les Migrations au XX<sup>e</sup> siècle)*, Towarzystwo Historyczne Historia Iagellonica (Association Historique Historia Iagellonica), 2004.

Période	Nombre d'entrées	Nombre de sorties	Solde migratoire
1944-1950	3 600 000	3 800 000	- 200 000
1951-1955	17 000	18 000	- 1 000
1956-1960	250 000	360 000	- 110 000
1944-1960	3 867 000	4 178 000	- 311 000

**Tableau représentant le solde migratoire de la Pologne entre 1944 et 1960<sup>5</sup>.**

S'agissant des territoires recouverts, deux groupes nationaux ont avant tout fait l'objet de ces transferts : les Polonais et les Allemands, migrations se faisant en parallèle. On s'intéressera d'abord au cas des Allemands, puis à celui des Polonais, avant de voir que malgré la volonté d'homogénéisation ethnique de la population, il reste encore en Pologne, à la fin des années 1940, quelques minorités nationales, ce qui explique la dénomination utilisée pour la dernière sous-partie de « melting-pot relatif ».

### *A. L'expulsion des Allemands*

L'expulsion des Allemands est le principal phénomène migratoire de l'après-guerre, tant par le nombre de personnes concernées que par l'étendue des régions concernées par ces expulsions. Les années 1944-1950 sont marquées par la désintégration quasi intégrale des multiples diasporas allemandes présentes en Europe centrale, et dont l'installation de certaines remontent au XIII<sup>e</sup> siècle. Dans ce contexte, il s'agit de saisir ce que l'expulsion des Allemands résidant sur les territoires recouverts peut avoir d'original, et en même temps quelles sont les similitudes que l'on peut observer, d'un pays à l'autre.

Avant de se pencher sur les processus d'expulsion et la vie quotidienne des Allemands dans l'État polonais, il convient tout d'abord de s'interroger sur la réalité que recouvre le terme général d'« Allemands » et de montrer son insuffisance pour rendre compte des grandes différences culturelles voire linguistiques du groupe humain germanophone résidant en Pologne et dans les territoires recouverts à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, les populations dites allemandes expulsées de Pologne à la fin de la Seconde Guerre mondiale ne

---

<sup>5</sup> Ce tableau ne montre des migrations concernant les territoires polonais qui ne concerneraient que 8 millions de personnes. Précédemment, on avait parlé de près de 16 millions de personnes déplacées concernant la Pologne. Le solde est constitué par les transférés de régions polonaises aux territoires recouverts (environ 3 millions), non comptabilisés puisque correspondant à une migration intérieure, et par les Allemands ayant fui devant l'Armée rouge, non comptabilisés dans le solde des entrées-sorties (environ 4 millions).

sont pas homogènes. Il convient de distinguer selon les régions. Dans l'introduction de l'ouvrage dirigé par Charles Ingrao et Franz Szabo<sup>6</sup>, la distinction, classique, entre *Reichsdeutsche* et *Volksdeutsche* peut constituer un bon point de départ pour une réflexion sur ce thème.

Dans la lignée du *Drang nach Osten* et de l'*Ostsiedlung*, considérant que ces territoires sont destinés historiquement à être peuplés d'Allemands, l'administration nazie rapatrie entre 1939 et 1944 près de 850 000 Allemands<sup>7</sup> des Pays baltes, d'Ukraine et de Roumanie, dans un premier temps dans le cadre du partage de l'Europe orientale entre l'Allemagne et l'URSS ébauché lors du Pacte germano-soviétique. Les confins occidentaux de la II<sup>ème</sup> République de Pologne ont été ainsi les régions les plus durement touchées par ces chamboulements. À la fin de la guerre, environ 1,5 million d'Allemands vivent sur les terres polonaises d'avant 1939, principalement sur les anciens confins occidentaux<sup>8</sup>

C'est donc à une réalité plurielle que l'on fait référence lorsque l'on parle de l'expulsion des Allemands de Pologne, ce terme regroupant en fait quatre sous-groupes de population, aux caractéristiques spécifiques, et dont le départ de la Pologne a pu s'effectuer selon des modalités différentes selon leur statut. On ne parlera pas ici de *Reichsdeutsche/Volksdeutsche*, ce dernier terme étant utilisé dans les années d'après-guerre par les Polonais dans un sens différent de l'originel<sup>9</sup>, pour se référer plutôt à une distinction citoyenneté/nationalité. Ces quatre sous-groupes sont, dans l'ordre décroissant d'importance démographique : la population de nationalité et de citoyenneté allemande habitant dans les territoires recouverts (plus de 7,5 millions d'habitants avant-guerre<sup>10</sup>), la population de citoyenneté allemande des territoires recouverts, mais dont l'identité nationale est confuse ou plutôt polonaise (ceux qui vont devenir après-guerre les « autochtones », au nombre d'un peu plus d'un million avant-

---

<sup>6</sup> INGRAO Charles, SZABO Franz A. (dir.), *the Germans and the East (les Allemands et l'Est)*, Purdue University Press, 2008, p. 3.

<sup>7</sup> L'opération est nommée « *Heim ins Reich* » (le retour au Reich). Environ 650 000 ont été rapatriés en Pologne et notamment dans les confins occidentaux annexés au Reich. Pour plus de précisions, on renvoie à EBERHARDT Piotr, *Political Migrations in Poland 1939-1948 (les Migrations politiques en Pologne 1939-1948)*, Didactica, Varsovie, 2006, p. 37.

<sup>8</sup> Cf. chapitre 1, IIA.

<sup>9</sup> D'un point de vue juridique polonais (et allemand pour la période de la Seconde Guerre mondiale), le terme de *Volksdeutsche* est ambiguë car il inclut de nombreux citoyens polonais, voire bon nombre de citoyens polonais de nationalité polonaise. On reviendra sur ce terme en 3.a.

<sup>10</sup> MAGOCSI Paul Robert, *Historical Atlas of central Europe (Atlas historique de l'Europe centrale)*, University of Washington Press, 2002, p. 53. Magocsi y donne le nombre d'Allemands ayant dû quitter les territoires allemands de l'Est. En incluant Dantzig, on arrive à environ 7,6 millions.

guerre), les 700 à 800 000 allochtones de nationalité allemande transférés pendant la guerre de l'Est européen en Pologne, et la population de nationalité allemande mais de citoyenneté polonaise de la Pologne de 1939 (minorité allemande d'environ 700 000 personnes). Ce sont ainsi en tout près de 10 millions d'Allemands qui sont concernés ou menacés pas les transferts de population en provenance des terres polonaises.

Ces transferts de population se sont faits selon des temporalités diverses. Ils peuvent être distingués en fonction des dates de départ de ces groupes humains. Trois grandes phases de départ des populations allemandes des territoires polonais en 1939 ou qui le deviennent à partir de 1945 se repèrent. Dans un premier temps, face à l'avancée des soldats de l'Armée rouge, notamment à partir de l'offensive de janvier 1945, des millions d'Allemands quittent leurs terres pour fuir devant l'avancée soviétique. Ces opérations de transferts de population, souvent peu ou mal organisées, peuvent être qualifiées de fuites. Leur nombre est difficile à estimer, d'autant plus qu'une partie des fugitifs ont pu, à la faveur de l'arrêt des hostilités, profitant de la porosité de la nouvelle frontière sur l'Oder, rentrer chez eux. Les estimations varient de 3,5 à 4,5 millions de personnes, avec des situations très différentes selon les régions<sup>11</sup>. Les provinces les plus touchées par la guerre ou les plus proches de l'Union soviétique, comme la Prusse orientale, la Ville Libre de Gdańsk, dans une moindre mesure la Poméranie et le Brandebourg oriental, sont celles qui ce sont le plus vidées de leur population, alors que la Silésie, longtemps plus éloignée du théâtre des opérations a, pour sa partie

<sup>11</sup> 3,5 millions dans l'ouvrage de SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Dzieje Polski. Atlas ilustrowany (Histoire de la Pologne. Atlas illustré)*, Demart, 2008, p. 446 à 5 millions dans la conclusion de l'ouvrage SERVICE Hugo, *Germans to Poles. Communism, nationalism and ethnic cleansing after the Second World War (D'Allemands à Polonais. Communisme, nationalisme et purification ethnique après la Seconde Guerre Mondiale)*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014. Il convient de noter que les 5 millions incluent tous les Allemands ayant fui, dont ceux qui sont revenus par la suite, et que l'on peut estimer à quelques centaines de milliers, d'où la fourchette donnée de 3,5-4,5 millions de personnes ayant fui, personnes que l'administration polonaise n'a pas eu à expulser. Pour donner une idée de l'ampleur des fuites des populations avant même le début des opérations d'expulsion, on peut se référer à ces statistiques : AAN/MZO/1513/p. 21. Certes, elles indiquent le nombre d'Allemands pour février 1946 dans les diverses régions, et non celui de mai 1945, mais dans l'ambiance de chaos de l'immédiat après-guerre, il n'est pas possible d'avoir des estimations fiables. On en est réduit à donner les nombres pour février 1946, en prenant en compte que près d'un million d'Allemands ont déjà été expulsés de Pologne entre mai 1945 et la fin de l'année, moment où commence la trêve hivernale qui met fin aux expulsions. La répartition des populations allemandes par régions donne cependant une idée valable des disparités entre les régions concernant la fuite des populations allemandes.

voïévodies	Białystok (Prusse orientale)	Olsztyn (Prusse orientale)	Gdańsk	Bydgoszcz (Poméranie)	Szczecin (Poméranie occidentale)	Poznań (Brandebourg oriental)	Wrocław (Basse-Silésie)	Opole (Silésie)	Total
Nombre d'Allemands au 14/02/1946	2 000	99 000	262 000	22 000	282 000	25 000	1 254 000	146 000	2 070 000

méridionale au moins, servi jusqu'aux derniers jours de la guerre de refuge, drainant des populations considérables.

Après cette première phase surviennent les expulsions à proprement parler, réalisées en deux temps. Entre la fin des hostilités et le début de la Conférence de Potsdam, notamment en juin-juillet 1945, a lieu une première série d'expulsions parfois qualifiées de « sauvages », tant d'un point de vue de la légalité que de celui des modalités de réalisation de ces expulsions que nous pouvons qualifier de *manu militari*. Dans la bande de terres situées le long de la nouvelle frontière entre la Pologne et l'Allemagne, dans une vingtaine de districts, des unités de l'Armée populaire polonaise expulsent sans ménagement et en ayant souvent recours à la violence, près de 500 000 Allemands des parties les plus occidentales de la Silésie, du Brandebourg oriental et de Poméranie occidentale<sup>12</sup>. Les soldats polonais et des membres de la Milice citoyenne (MO) ratissent méthodiquement les villes et villages situés à proximité de l'Oder et de la Neisse, opérations s'accompagnant d'exactions (meurtres, vols et viols). Il s'agit d'une part d'imperméabiliser la frontière (qui n'est en fait à l'époque qu'une ligne de démarcation au regard du droit international) afin de prévenir le retour des réfugiés de guerre allemands, de sécuriser ce qui est perçu comme une nouvelle frontière étatique par les Polonais et surtout, dans la perspective de Potsdam, de renforcer la position polonaise en imposant le rattachement des territoires recouverts comme un fait accompli : moins il y aura d'Allemands dans les territoires recouverts, plus les Alliés occidentaux seront enclins à reconnaître la souveraineté polonaise sur ces régions. Le but est de montrer que les territoires recouverts sont à peu près vides d'Allemands, et donc qu'il n'y aura pas lieu de procéder à de nombreuses expulsions. Alors que la conférence de Potsdam débute, et face à la réaction négative de l'opinion internationale à ces expulsions illégales, ces dernières cessent. Après Potsdam, on entre dans la troisième et dernière phase du déplacement des populations allemandes hors de Pologne, celle qui est censée se dérouler de manière « ordonnée et humaine »<sup>13</sup>. Les Allemands concernés par ces mouvements de population peuvent être qualifiés de déplacés ou d'expulsés. Le premier terme se justifie car ces migrations sont le

---

<sup>12</sup> SIENKIEWICZ Witold, HRYCIUK Grzegorz et alii, *Wysiedlenia, wypędzenia i ucieczki 1939-1959 Atlas ziem Polskich (Déplacements, expulsions et fuites 1939-1959, Atlas des terres polonaises)*, Demart, Varsovie, 2008, p.

<sup>13</sup> Pour paraphraser le début d'un titre d'ouvrage majeur sur cette thématique : DOUGLAS R. M., *Orderly and humane: the expulsion of Germans after the Second World War, (de Manière ordonnée et humaine: l'expulsion des Allemands après la Seconde Guerre Mondiale)*, Yale University Press, 2012, reprenant lui-même une expression du communiqué final de Potsdam.

résultat d'une décision internationale, et se distinguent des précédentes parce leur légalité. Le second peut aussi s'employer, car même si elles sont réalisées dans des conditions bien meilleures que les expulsions de juin-juillet, elles sont bien souvent émaillées d'irrégularités et d'incidents. Entre Potsdam et la trêve hivernale, ce sont près d'un demi-million<sup>14</sup> d'Allemands qui sont expulsés de Pologne, dans des conditions souvent précaires. Ce n'est qu'à partir de 1946 qu'on note véritablement une amélioration des conditions de transport des déplacés.

En attendant leur transfert, les conditions de vie des Allemands dans la Pologne de l'après-guerre sont encore plus dures que celles de la population polonaise. Toutefois, ces conditions varient fortement selon le statut des Allemands : d'exécrables pour les Allemands internés dans les camps, à mauvaises pour la masse de la population allemande de Pologne et à correctes pour les spécialistes retenus en Pologne pour leurs compétences techniques. Si les traitements et les méthodes d'expulsion des Allemands se ressemblent d'un pays à l'autre, les projets initiaux et les situations à la fin de la guerre varient. Il est intéressant d'esquisser un parallèle entre la Tchécoslovaquie et la Pologne<sup>15</sup>. Dans un premier temps, en Tchécoslovaquie, certains projets, notamment communistes, ainsi que le programme de Košice, prévoient de ne pas expulser toute la population allemande des Sudètes, mais de garder les Allemands aux opinions ouvertement antifascistes, voire plus largement de gauche. Ces positions sont bien vite balayées tant par le président Beneš que par l'ensemble des partis politiques, communistes compris, lorsqu'ils prennent conscience de la germanophobie ambiante. En Pologne, l'expulsion à grande échelle des Allemands est déjà prévue par le gouvernement de Londres, et c'est un des paramètres pris en compte dans la modulation des projets de revendications territoriales polonaises (plus les terres revendiquées sont importantes, plus il faut expulser d'Allemands, avec toutes les conséquences négatives au niveau international et les difficultés matérielles que cela suppose). Un mémoire sur le transfert des populations datant de juin 1944 est très clair sur la question :

---

<sup>14</sup> Il est difficile d'établir le nombre exact du fait du chaos régnant encore en Pologne et notamment dans les territoires recouverts à l'époque. Les statistiques sont donc incomplètes.

<sup>15</sup> On s'appuie ici particulièrement sur le chapitre « the expulsion of Germans from Poland and Czechoslovakia » in NAIMARK Norman, *Fires of hatred. Ethnic cleansing in Twentieth Century Europe (Feux de haine. Le nettoyage ethnique dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle)*, Harvard University Press, Cambridge, 2001, p. 108-138.



Il est important que la question des règlements induits par les transferts soit réglée très vite, [...] On doit être guidé avant tout par la volonté de réaliser notre but principal : le transfert des Allemands hors de Pologne <sup>16</sup>.

Autre différence majeure entre le cas polonais et le cas tchécoslovaque : le statut des Allemands. Dans le cas polonais, les Allemands posent moins de problèmes juridiques en tant que tels, car dans leur grande majorité ils ne sont pas citoyens polonais, donc il n'y a pas lieu de les déchoir de leur citoyenneté pour pouvoir les expulser, à la différence du cas tchécoslovaque, puisque les Allemands des Sudètes étaient citoyens tchécoslovaques avant 1938. Enfin, dernière grande différence : les conditions de vie des Allemands en Pologne et en Tchécoslovaquie. La Bohême-Moravie n'a presque pas constitué un théâtre d'opération militaire, les Allemands y résidant sont presque tous restés sur place, et ont pu bénéficier jusqu'à la fin de la guerre de conditions d'existence correctes au regard des autres populations touchées par la guerre. Dans le cas de la Pologne, les Allemands des territoires recouverts ont fui pour une proportion notable, et les conditions de vie de ceux qui sont restés se sont déjà notablement dégradées par les combats qui ont ravagé ces régions. Ces différences expliquent que malgré une population allemande initialement très différente, huit millions dans le cas des territoires recouverts, un peu plus de trois millions dans le cas des Sudètes, le nombre des expulsés est finalement assez proche : environ 3 millions de Tchécoslovaquie, environ 3,6 millions de Pologne<sup>17</sup>. Pour le reste, l'histoire des Allemands dans la Pologne et la Tchécoslovaquie d'après-guerre est sensiblement la même, avec une germanophobie très prononcée du fait des expériences de guerre, s'exprimant dans divers actes de violence<sup>18</sup> et une discrimination omniprésente, allant parfois jusqu'au port de brassards distinctifs pour les Allemands<sup>19</sup>.

La vie quotidienne des Allemands dépend du statut qui leur est accordé. Une minorité, notamment les collaborateurs nazis ou, dans le cas des Polonais, les membres de la minorité nationale, sont enfermés dans des camps de travail, qui dans un certain nombre de cas n'ont

---

<sup>16</sup> AAN/MPKwL/65/p. 9, « *Jest rzeczą ważną, aby sprawa rozrachunków wynikających z przesiedleń, była przeprowadzona bardzo szybko [...] Trzeba się przede wszystkim kierować dążeniem do osiągnięciem głównego naszego celu tzn. usunięcia Niemców z Polski* ».

<sup>17</sup> Selon les nombres cités dans la conclusion de SERVICE Hugo, *op. cit.*

<sup>18</sup> On peut ici mentionner l'exemple, exceptionnel, du pogrom antiallemand perpétré le 31 juillet 1945 par les Tchèques dans la ville Ústí nad Labem, qui a fait au moins quelques centaines de victimes. On ne retrouve pas de semblables actes côté polonais, du moins pas à cette échelle.

<sup>19</sup> Les Allemands devaient porter des brassards avec la lettre « N » pour *Niemiec*, « Allemand », inscrite dessus.

rien à envier aux camps de concentration de la guerre. On compte une cinquantaine de camps de rétention d'Allemands en Tchécoslovaquie, plus de 200 en Pologne, regroupant environ 105 000 prisonniers<sup>20</sup>. Ces camps fonctionnent bien au-delà de l'immédiate après-guerre, et les conditions de vie et de travail y sont déplorables, comme en témoigne ce rapport daté du 15 mars 1949 sur la situation dans le camp de Potulice-Bydgoszcz : « Ils sont souvent forcés de vivre et de travailler dans des conditions désespérées. C'est pourquoi le nombre de morts est très élevé et il arrive souvent que les gens abrègent leur vie en se suicidant. »<sup>21</sup>. De fait, les taux de mortalité peuvent atteindre 20 à 25 % de la population carcérale. Ces conditions extrêmes ne concernent qu'une minorité. Pour la majeure partie des Allemands, elles sont bien meilleures, même si elles sont moins bonnes que celles des Polonais du fait d'une politique discriminatoire visant à décourager les Allemands de rester sur place et à hâter les processus de transfert. Les autorités ne le cachent pas, et vont même parfois jusqu'à le justifier, comme on peut le voir dans la lettre du Voïévode de Szczecin au ministère de l'Administration publique le 16 novembre 1949:

S'agissant des conditions de logement, les ouvriers allemands en ont des pires, car ils considèrent leur séjour en Pologne comme temporaire, et n'ont donc aucun mobilier [...] Les Polonais, en revanche, se sont installés, se sentent des habitants définitifs [...] Les Allemands de la propriété de Wołkowo reçoivent pour leur travail 75% du salaire des ouvriers polonais <sup>22</sup>

On a presque l'impression, en lisant ces lignes, que la situation matérielle des Allemands est le résultat d'un choix personnel, alors qu'elle est bien souvent due, sinon à une décision administrative ou politique, du moins à un consensus social. Au-delà de cette masse de la population allemande, on peut citer quelques rares privilégiés, aux conditions de vie non seulement meilleures mais qui sont protégés de l'expulsion, du moins tant que leurs compétences sont irremplaçables : ce sont les spécialistes. Un document du ministère des Territoires recouverts en date du 26 janvier 1946 insiste ainsi sur le fait que ces spécialistes doivent être exclus des opérations de transfert<sup>23</sup>. Pour ce faire, ils sont munis de certificats qui les classent en trois catégories : des certificats de couleur blanche, pour les personnes nécessaires pour assurer la continuité de la ligne de production ou l'existence d'une institution

---

<sup>20</sup> NAIMARK Norman, *Fires of hatred. Ethnic cleansing in Twentieth Century Europe (Feux de haine. Le nettoyage ethnique dans l'Europe du XXème siècle)*, Harvard University Press, Cambridge, 2001, p.

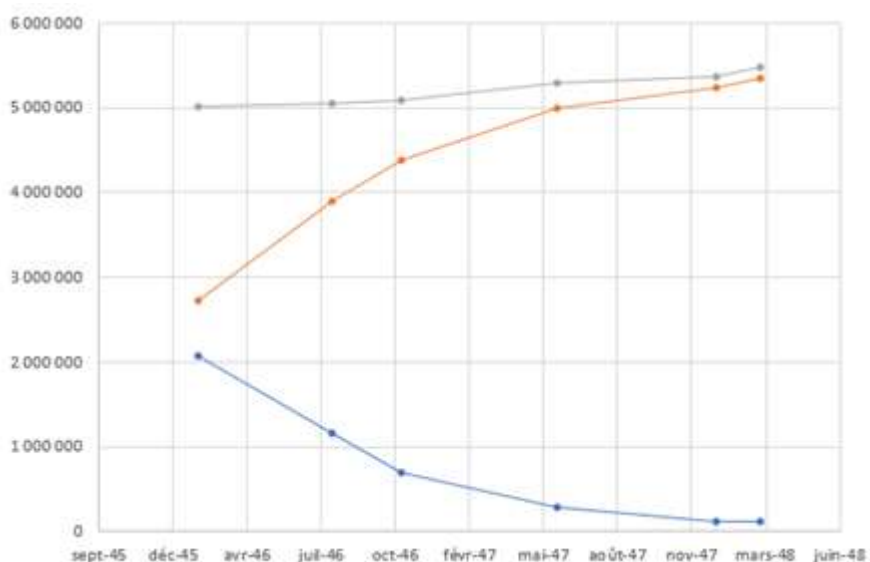
<sup>21</sup> AAN/MAP/758/p. 106.

<sup>22</sup> AAN/MAP/761/p. 166.

<sup>23</sup> AAN/MAP/758/p. 21-22.

publique, de couleur bleue, pour le personnel qualifié qui ne peut pas être remplacé tout de suite par des Polonais, enfin, de couleur rouge, pour les excellents spécialistes. Ces personnes bénéficient ainsi d'une suspension provisoire de leur expulsion de Pologne, pour elles et leur famille proche (parents, époux et enfants), dans l'attente de la formation de spécialistes polonais capables de les remplacer à leur poste de travail (souvent dans l'industrie, notamment les ingénieurs). Ainsi, la vie quotidienne des Allemands en Pologne est très variée pendant la période des grands transferts de population, même si elle est globalement peu enviable.

Dans ce contexte, il est dans l'intérêt des Allemands et des Polonais que le transfert de population se fasse dans les délais les plus rapides, tout en essayant de respecter les engagements pris à Potsdam. Si la trêve hivernale est respectée, les conditions de transfert laissent à désirer, par mauvaise volonté parfois, par manque de moyens souvent, la Pologne étant encore largement dans les années 1946-1947 dans une situation de pénurie, bénéficiant elle-même d'une aide alimentaire. Dans ces conditions, alors que les Polonais subissent eux-mêmes encore les conséquences, notamment alimentaires, de la guerre, les conditions de transfert des Allemands sont souvent très éprouvantes. Il est réalisé essentiellement en 1946 et 1947, l'essentiel des Allemands encore présents en Pologne au début de 1946 ayant déjà été expulsé fin 1947. À partir de 1948, les expulsions ralentissent grandement, et courant 1948, elles ne concernent plus guère que les spécialistes, qui commencent à être congédiés.



Graphique représentant l'évolution du nombre d'Allemands (bleu), de Polonais(orange) et d'habitants (gris) en général sur les territoires recouverts entre février 1946 et mars 1948<sup>24</sup>

Dans ce graphique réalisé à partir des statistiques du ministère des Territoires recouverts, on observe bien, en bleu, la chute marquée de la population allemande durant l'année 1946, puis la baisse moins notable mais sensible de l'année 1947. Vers 1950, il n'y a presque plus d'Allemands en Pologne (du moins au sens strictement national et linguistique de ce terme)<sup>25</sup>. Leur nombre officiel oscille autour de quelques dizaines de milliers, qu'il s'agisse de spécialistes non encore expulsés ou de quelques Allemands mariés à des Polonais. À la même époque, les Allemands de l'Ouest considèrent au contraire qu'il y a encore bien plus d'Allemands en Pologne que les statistiques officielles ne l'indiquent. Il est certain toutefois que le nombre de citoyens allemands de nationalité allemande ne dépasse pas les 100 000. Ce nombre peut être grossi en incluant les autochtones. Le graphique présenté montre aussi que le processus d'expulsion des Allemands se fait en parallèle et au même rythme que le

<sup>24</sup> AAN/MZO/1512b/p. 39.

<sup>25</sup> Piotr Eberhardt, dans sa brochure *Political Migrations in Poland 1939-1948 (les Migrations politiques en Pologne 1939-1948)*, Didactica, Varsovie, 2006, dresse un bilan régional et global intéressant pertes et des transferts des Allemands de Pologne-Lituanie pendant la Seconde Guerre mondiale :

Régions	Lituanie	Prusse orientale	Poméranie occidentale	Brandebourg oriental	Silésie	Pologne de 1939	Ville libre de Gdańsk	Total
Pertes allemandes	65 600	489 400	461 900	214 000	727 100	293 000	111 900	2 362 900
Populations allemandes transférées (fuites+ expulsions)	169 500	1 984 400	1 464 600	430 000	3 228 600	688 000	290 800	8 255 900

peuplement de ces territoires par les Polonais, leur population n'augmentant guère pendant ces deux années d'intenses migrations.

### ***B. La diversité des Polonais s'installant sur ces terres***

Dès septembre 1944, des accords de transferts de populations sont signés entre le gouvernement de Lublin et les autorités des trois républiques socialistes soviétiques occidentales ainsi que le gouvernement central soviétique<sup>26</sup>. Ils stipulent l'échange des populations entre la Pologne et ses anciens confins orientaux cédés par le gouvernement d'obédience communiste à l'URSS<sup>27</sup>. Commencés dès cette époque, les transferts de populations polonaises en provenance de l'étranger vers la Pologne se terminent dès 1947. Mais ces derniers ne fournissent qu'une part des nouveaux habitants des territoires recouverts.

Dans les faits, la statistique polonaise d'après-guerre a coutume de distinguer trois sortes de Polonais venus s'installer dans les nouvelles régions polonaises : les rapatriés, Polonais originaires des anciens confins orientaux et de l'Union soviétique plus généralement, les transférés, Polonais qui sont partis de la Pologne centrale<sup>28</sup> pour s'installer dans les territoires recouverts, et les réémigrés<sup>29</sup>, anciens immigrés polonais dans les pays d'Europe occidentale revenus pour peupler les territoires recouverts. Les trois termes ont vite eu un statut officiel, même si le terme de « rapatrié » pour les déplacés « d'au-delà du Bug » est critiquable, car il efface le caractère plus ou moins forcé de ce flux de population et donne l'illusion, par souci de propagande, que ces populations revenaient dans leur patrie. Il s'agissait alors de signifier, pour aller dans le sens soviétique, que les confins orientaux n'étaient pas des terres polonaises, et de montrer, selon l'idéologie de la « pensée occidentale polonaise », que les territoires recouverts étaient des terres intrinsèquement polonaises. Or il est évident, et encore plus pour les Polonais des confins que pour ceux des régions centrales, que des terres où ils n'avaient jamais habité, et qui avaient été perdues par la Pologne depuis parfois plusieurs siècles, ne pouvaient être qualifiées de « patrie ».

---

<sup>26</sup> Les RSS de Lituanie, Biélorussie et d'Ukraine.

<sup>27</sup> Cf. notamment l'ouvrage suivant : GOUSSEF Catherine, *Échanger les peuples. Le déplacement des minorités aux confins polono-soviétiques (1944-1947)*, Fayard Histoire, Paris, 2015.

<sup>28</sup> La Pologne centrale est une notion qui revient souvent dans les documents officiels et publics de l'époque : il s'agit de la partie de la Pologne d'avant 1939 qui fait toujours partie du pays après 1945. Elle est de plus en plus souvent appelée « vieilles terres » ou « terres anciennes », par opposition aux « nouvelles terres » que sont les territoires recouverts.

<sup>29</sup> Le terme réémigré traduit le polonais *reemigranci*, les deux autres termes polonais étant *repatrianci* pour les rapatriés et *przesiedleńcy* pour transférés.

Cette diversité de l'origine géographique rejoint une autre problématique, celle du statut de ces Polonais et des types de migration les concernant. Des migrants ont un statut officiel, leur déplacement est pris en charge par des institutions officielles ou des administrations ; d'autres ont un statut officieux : leur déplacement fait suite à leur propre décision même s'il a pu être dans un certain nombre de cas encouragé et favorisé par les autorités polonaises. Les migrants officiels sont avant tout les rapatriés des confins orientaux de la Pologne, dont le déplacement, d'un point de vue strictement juridique, ou l'expulsion, du point de vue des populations concernées, est organisé par le Bureau étatique du rapatriement<sup>30</sup>. Les réémigrés entrent aussi, majoritairement, dans cette catégorie. Les transférés, en revanche, ont souvent eu l'initiative de leur migration, notamment ceux des anciens territoires limitrophes de l'Allemagne, qui s'installent dans les districts allemands frontaliers dès les premières semaines qui suivent l'arrêt des hostilités. Leur migration a certes été encouragée et favorisée par des organisations comme l'Union occidentale polonaise ou l'Union d'entraide paysanne<sup>31</sup>, mais ce type de migration se distingue fondamentalement de celle des rapatriés par ses motivations. Contrairement aux rapatriés, plus ou moins forcés à partir<sup>32</sup>, les transférés ont eu sinon l'initiative, du moins le choix de leur départ. Cette différence de situation explique la différence de perception des territoires recouverts par les Polonais venus s'y installer. Pour les rapatriés, ils vont être avant tout synonyme d'exil forcé, et ce sont eux en premier lieu qui

---

<sup>30</sup> *Państwowy Urząd Repatriacyjny (PUR)*. Ce bureau est instauré par un décret du Comité polonais de libération nationale en date du 7 octobre 1944 (Journal officiel de la République polonaise, 07/10/1944, n° 7, Rubrique 32). Il est avant tout destiné au transfert des Polonais des confins orientaux vers les territoires recouverts, mais a servi aussi au rapatriement d'Allemagne des travailleurs forcés polonais et, par extension, à la réémigration d'au moins une partie des émigrés polonais rentrant au pays après la Seconde Guerre mondiale.

<sup>31</sup> *Związek Samopomocy Chłopskiej*, il s'agit d'une organisation sociopolitique fondée en 1944 par le PPR et le SL pour élargir l'influence des communistes auprès des paysans. Il a joué un rôle important dans la mise en œuvre de la réforme agraire, le peuplement et la mise en valeur des territoires recouverts, puis dans la collectivisation de l'agriculture.

<sup>32</sup> Il faudrait distinguer selon les zones de provenance des rapatriés : en Ukraine, les transferts de Polonais vers la Pologne sont compris par les autorités communistes ukrainiennes comme une continuation des opérations de purification ethnique initiées pendant la Seconde Guerre mondiale par les mouvements nationalistes ukrainiens. Elles ne laissent pas le choix aux Polonais qui, d'ailleurs, sont peu enclins à rester pour la plupart vu l'antagonisme existant entre les deux nations. En revanche, dans les RSS de Lituanie et de Biélorussie, les autorités se révèlent plus souples, et mis à part dans les grands centres urbains, les Polonais peuvent rester, à condition qu'ils prennent la citoyenneté soviétique. On ne peut donc pas vraiment parler d'expulsion directe dans ce dernier cas, mais de choix restreint (pour bon nombre de Polonais, le fait de prendre la nationalité soviétique, sans parler du changement de frontières, était inimaginable). Cette note synthétise le chapitre « Eastern Europe, 1944-1949. Communism, nationalism, expulsion » in SERVICE Hugo, *Germans to Poles. Communism, nationalism and ethnic cleansing after the Second World War (D'Allemands à Polonais. Communisme, nationalisme et purification ethnique après la Seconde Guerre Mondiale)*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

vont être le plus frappés par le « syndrome du temporaire »<sup>33</sup>. En revanche, pour nombre de transférés, ces territoires représentent une chance de promotion sociale. Les paysans sans terre, y voient une possibilité inédite d'acquérir une parcelle. Les transférés rentrant dans cette catégorie sont surtout ceux qui sont partis les premiers, de leur propre initiative. Plus le temps passe, plus le rêve d'un « Ouest lointain »<sup>34</sup> polonais s'atténuant, plus il est nécessaire que l'État prenne le relai d'une motivation personnelle à l'émigration intérieure de plus en plus réduite, en faisant la promotion des territoires recouverts.

Ce terme de « Ouest lointain » permet de nous interroger sur la nature profonde de ce mouvement de population vers les territoires recouverts. Comment faut-il qualifier ces migrations ? Un terme revient sans cesse en polonais dans les documents officiels, pour qualifier ces flux de population vers les territoires recouverts : l'*osadnictwo*. Les problèmes de traduction en français permettent de formuler une autre grille de lecture de ce phénomène migratoire. Ce mot polonais peut se comprendre, dans un sens plus général et plus neutre, comme un « peuplement » ; dans un contexte plus précis et plus partial, il peut s'agir d'une « colonisation ». Il est souvent employé en lien avec le terme d'*osadnik*<sup>35</sup>, qui signifie plus spécifiquement « colon ». Cette polysémie est intéressante, montrant cette migration comme processus démographique neutre de peuplement d'un territoire et comme un processus politique de prise de possession d'un territoire, ce qui reflète la pensée polonaise de l'époque. Il est surprenant de voir à quel point on peut réutiliser les analyses exposées dans l'introduction de *Germans, Poland and colonial expansion to the East : 1850 through the Present*<sup>36</sup> par Richard Nelson pour le cas des territoires recouverts au sein de la Pologne d'après 1945. Dans l'introduction de cet ouvrage dont il est l'éditeur, Nelson analyse le rapport entre l'Empire allemand et ses territoires orientaux peuplés partiellement ou majoritairement de Polonais comme relevant d'un rapport de « colonisation intérieure » ou de

---

<sup>33</sup> Cf. le présent chapitre, IIIC.

<sup>34</sup> Le terme traduit le polonais *dziki zachód*, calé sur le *Far West*. Littéralement, il signifie « Ouest sauvage », mais on choisira de traduire par « Ouest lointain » pour mettre en évidence la référence anglo-saxonne. On se réfère notamment à l'ouvrage de HALICKA Beata, *Polski Dziki Zachód. Przymusowe migracje i kulturalne osvajanie Nadodrza (1945-1948), (le Farwest polonais. Migration forcée et appropriation culturelle des territoires de l'Oder, 1945-1948)*, Universitas, Cracovie, 2015.

<sup>35</sup> Un bulletin d'information du département du peuplement du ministère des Territoires recouverts reprend d'ailleurs ce terme dans ce titre. Il s'agit du *Osadnik na Ziemiach Odzyskanych (le Colon sur les territoires recouverts)*, paraissant à Varsovie entre 1946 et 1948.

<sup>36</sup> NELSON Richard (éd.), *Germans, Poland and colonial expansion to the East: 1850 through the Present (les Allemands, la Pologne et expansion colonial vers l'est: de 1850 à nos jours)*, Palgrave MacMillan, Paris, 2014, p. 1-2.

« colonisation adjacente »<sup>37</sup>. Cette notion se développe en trois idées principales, permettant de dire si une situation historique relève bien de cette colonisation : le thème de l'expérience du pionnier à la frontière, avec l'idée qui lui est reliée, celle du « vide » qu'il faut coloniser et mettre en valeur, le passage d'un chauvinisme culturel envers le colonisé à un racisme biologique, enfin la notion de laboratoire colonial. Ces trois thèmes ne se retrouvent pas tels quels dans le rapport polonais aux territoires recouverts, mais des parallèles assez nets peuvent être établis. S'agissant des territoires recouverts, le thème du pionnier apparaît souvent : les premiers Polonais à s'installer sur ces territoires, surtout de leur propre initiative, sont qualifiés régulièrement de « pionniers », notamment dans les villes. La mise en exergue de la valeur symbolique de la frontière sur l'Oder-Neisse relève bien de la mythologie coloniale de la frontière, les territoires recouverts étant souvent perçus comme un vaste front pionnier dont la ligne Oder-Neisse est l'avant-poste. Pour ce qui est du rapport à l'autre, il y a bien entendu une germanophobie polonaise, renforcée par l'expérience traumatique de la Seconde Guerre mondiale et nourrie des multiples luttes pour l'indépendance menées contre la Prusse et sa politique anti-polonaise. Celle-ci repose avant tout sur un chauvinisme culturel, l'entremêlement des populations polonaises et allemandes dans les anciens confins occidentaux ne permettant guère de se fonder sur des critères ethniques (au demeurant discutables) pour distinguer Allemands et Polonais, même s'il y a eu quelques tentatives en ce sens. Enfin, la notion de laboratoire colonial, si elle n'est bien entendu pas présentée telle quelle par les autorités polonaises, peut être très éclairante pour comprendre le rapport polonais aux territoires recouverts. En effet, le thème de « laboratoire colonial » est en rapport avec des projets d'ingénierie sociale, qui se retrouvent dans la Pologne communiste vis-à-vis des territoires recouverts : il s'agit de constituer, sur ces territoires, une société plus juste, plus moderne, une société typiquement socialiste qui doit être le modèle de transformation pour la société ancienne de la Pologne centrale.

Du fait de ce triple apport démographique, la composition nationale de ces terres évolue rapidement. Entre 1945 et 1947 se déroule l'essentiel des échanges de population. Une brochure de l'Agence de presse occidentale rédigée en anglais indique la révolution démographique réalisée dans ces territoires entre 1939 et 1947. Dans ce tableau figurent les

---

<sup>37</sup> *inner colonization* ou *adjacent colonization*.



nombre de Polonais et d'Allemands selon le découpage administratif polonais d'après-guerre <sup>38</sup>:

Districts	Polonais V.1939	Allemands V.1939	Polonais II.1946	Allemands II.1946	Polonais VI.1947	Allemands VI.1947
Białystok	56	69	31	2	53	1
Olsztyn	281	655	253	98	452	31
Gdańsk	146	606	233	104	380	18
Szczecin	39	1748	414	468	833	116
Terre de Lubusz	31	630	247	24	361	1
Wrocław	18	3014	701	1234	1576	113
Haute-Silésie	911	606	1050	146	1330	9
Total	1482	7328	2929	2076	4985	289

**Tableau présentant le nombre de Polonais et d'Allemands (en milliers) dans les différentes voïévodies des territoires recouverts (découpage administratif de 1946) en 1939, 1946, 1947**

Les nombres donnés pour 1939 sont exagérés pour les Polonais et minorés d'autant pour les Allemands ; cette différence s'explique par la surestimation du nombre d'« autochtones » polonais<sup>39</sup>. Les Polonais sont en nombre important en février 1946, à la fois parce que sont comptés comme Polonais les autochtones polonais, vérifiés ou en cours de vérification (près d'un million), parce que nombre de transférés se sont déjà installés sur les territoires recouverts et que les opérations de rapatriement des Polonais des confins ont déjà commencé. L'essentiel du peuplement polonais est déjà réalisé en juin 1947 : à partir de ce moment-là la population des territoires recouverts croît avant tout par un solde naturel très positif du fait de la jeunesse de ces populations, et de moins en moins par le solde migratoire. Ce dernier va d'ailleurs connaître des fluctuations : dès 1947-1948, dans certains districts des territoires recouverts, on note un reflux de la population en raison du chaos et de l'anarchie qui y règnent. Ces phénomènes sont ponctuels et assez restreints dans le temps, mais ils existent néanmoins. Dès la fin de 1945, un professeur de l'Université Adam Mickiewicz de Poznań, Stanisław Kubiak, alerte les autorités dans un rapport sur la situation chaotique et les difficultés

<sup>38</sup> APP/PZZ/737/p. 334.

<sup>39</sup> Il est difficile de dire de combien ce nombre est exagéré ; on ne sait pas si les saisonniers polonais des régions orientales du Reich qui ont fini par s'établir dans ces régions sont comptés. D'autre part, on ne sait pas combien de Varmiens et de Mazures gardent encore, à cette époque, une conscience nationale polonaise, du moins une conscience distincte de celle du reste de la population allemande. Il est possible que le nombre de ces habitants de Prusse orientale à la conscience polonaise ait été exagéré de 2 à 300 000.

auxquelles se heurtent les opérations de repeuplement sur les territoires recouverts. Il dénonce :

des problèmes d'organisation mal résolus ont entraîné :

- un chaos
- une recherche arbitraire de lieux de travail, ce qui en conséquence a entraîné un pillage généralisé des biens publics
- un arbitraire des autorités locales qui se sont constituées accidentellement
- une dispersion d'appareils techniques<sup>40</sup>

Certaines régions des territoires recouverts accumulent les difficultés : destructions de guerre, démantèlements sauvages d'installation industrielle par l'Union soviétique, pillages des troupes de l'Armée rouge puis des bandes de maraudeurs polonais, les *szabrownicy*, désorganisation totale de l'économie. Toutes ces causes provoquent le retour de certains Polonais vers les « terres anciennes », notamment des transférés, qui peuvent revenir dans leurs familles. Les Polonais des confins quant à eux n'ont pour la plupart pas de famille en Pologne centrale et ne peuvent que rester sur place. Ces reflux ponctuels sont masqués par un dynamisme démographique et migratoire certain, mais au début des années 1950 apparaissent des soldes migratoires négatifs dans certaines voïévodies à cause de la politique de collectivisation forcée, notamment dans les voïévodies de Wrocław et d'Olsztyn. Selon Stanisław Osękowski<sup>41</sup>, de 1951 à 1956, ce sont près de 27 000 exploitations agricoles qui auraient été abandonnées par des paysans refusant de rejoindre les Coopératives agricoles de production. Le phénomène n'est pas massif, mais il est suffisamment important pour alerter les autorités locales qui essaient, sans succès, de sensibiliser les échelons supérieurs du pouvoir communiste à ce problème. Durant la période stalinienne de manière générale, peu d'opérations de peuplement ont lieu sur les territoires recouverts, parfois même ce sont des reflux qui interviennent. Il faut attendre l'Octobre polonais pour voir s'inverser durablement

---

<sup>40</sup> APP/PZZ/953, p. 207, « złe rozwiązane zagadnienie organizacyjne stworzyło:

1. chaos
2. samowolne poszukiwanie warsztatów pracy, co w konsekwencje przerodziło się w pospolite rozkradanie mienia państwowego,
3. samowola tamtejszych, przypadkowo zawiązanych władz, i
4. Dekompletacje urzędów technicznych itp. ».

<sup>41</sup> Chapitre de TOCZEWSKI Andrzej, « les migrations de population en Pologne occidentale et septentrionale dans les années 1949-1956 » in OSEKOWSKI Stanisław (éd), *Ziemie Zachodnie i Północne Polski w okresie stalinowskim (les Terres Occidentales et Septentrionales de la Pologne pendant la période stalinienne)*, Wyższa Szkoła Pedagogiczna im. Tadeusza Kotarbińskiego (Ecole Supérieure Pédagogique Tadeusz Kotarbiński), Zielona Góra, 1999.

la tendance. De 1956 à 1959, on assiste à une nouvelle phase de peuplement assez intense de ces territoires. Suite à la déstalinisation, la Pologne populaire rapatrie encore près de 250 000 Polonais d'Union soviétique<sup>42</sup>. Un peu plus de 200 000, soit près de 80 % du total, sont installés sur les territoires recouverts<sup>43</sup>. À la fin de la période de transferts de ces populations, un *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* dresse un bilan du peuplement polonais des territoires recouverts, en insistant sur l'ancrage de plus en plus profond des populations polonaises sur ces terres : « 3,5 millions d'autochtones environ vivent aujourd'hui dans les Territoires Occidentaux polonais. 2,6 millions d'entre eux c'est (sic) sont les enfants qui y sont nés en effet après la guerre. »<sup>44</sup>. D'après la même source, ce sont près de 7,5 millions de Polonais qui habitent les territoires recouverts, un nombre presque similaire à celui des Allemands habitant dans ces territoires avant 1945 (8 millions environ). Les populations allochtones à ces territoires représentent alors environ 4 millions de personnes<sup>45</sup>, ce qui est relativement stable par rapport à la fin des années 1940, en tenant compte du solde arrivée/départ et de la mortalité. En tout, ce sont près de 5 millions de Polonais qui sont venus s'installer sur ces territoires dans la période 1945-1960.

La quantification de ces différents flux n'est pas chose aisée. Les transférés sur les territoires recouverts sont sans doute ceux dont le nombre a été le mieux établi : près de 2,9 millions de personnes entre 1945 et 1950, soit l'essentiel de l'apport démographique polonais<sup>46</sup>. Le nombre des réémigrés est également bien connu, environ 300 000 durant la même période, nombre conséquent, même si les autorités polonaises en attendaient bien plus. Ils viennent avant tout d'Europe occidentale, d'Allemagne (50 000) et de France (40 000)<sup>47</sup> en premier lieu ; pour la France, il s'agit pour un certain nombre de mineurs du Nord de la France réinstallés majoritairement dans le bassin houiller des Sudètes. Plus difficile est l'évaluation du nombre de Polonais rapatriés d'URSS et, parmi ceux-ci, le nombre effectivement réinstallé

---

<sup>42</sup> Le mouvement commence en fait en 1955, mais le nombre de personnes rapatriées cette année est peu important, de l'ordre de 6 000. En tout, les nombres de rapatriés par subdivision soviétique sont les suivantes : 47 000 personnes de la RSS de Lituanie, 101 000 de la RSS de Biélorussie, 76 000 de la RSS d'Ukraine, et 22 000 d'autres régions de l'URSS.

<sup>43</sup> SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Ilustrowany Atlas Historii Polski T. 6, PRL i Polska współczesna, (Atlas illustré de l'histoire de la Pologne, Tome 6, la République Populaire de Pologne et la Pologne contemporaine)*, Demart, 2007, p. 40.

<sup>44</sup> ZAP n° 13, 1959, p. 6.

<sup>45</sup> *Idem.*

<sup>46</sup> On retrouve ces chiffres aussi bien chez SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.), *op. cit.*, p. 40 que dans EBERHARDT Piotr, *op. cit.*, p. 84.

<sup>47</sup> Cf. OSEKOWSKI Stanisław (réd.), *op. cit.*, le même chapitre que précédemment cité.

dans les territoires recouverts. Des estimations variables existent, oscillant entre 1,3 et 1,6 millions de rapatriés d'URSS pour la période 1944-1947 (auxquels il faut ajouter les 250 000 de 1956-1959)<sup>48</sup>. Les différences entre ces estimations peuvent provenir de la difficulté de savoir le nombre exact de rapatriés des confins orientaux qui ont été effectivement installés sur les territoires recouverts. Sachant l'état de surpopulation des anciennes terres polonaises, les destructions de guerre, l'existence de nombreux foyers vides à l'ouest, l'essentiel des rapatriés de l'Est a été réinstallé sur les territoires recouverts, soit au moins 1,5 million de personnes<sup>49</sup>. À celles-ci, on peut rajouter les 200 000 de la période du réformisme de Gomułka. On arrive assez certainement à près de 1,7 million de Polonais des confins qui se sont installés sur les territoires occidentaux. Les différents flux peuplent ainsi les nouvelles voïévodies polonaises :

Lieux de vie avant 1939	V. Olsztyn	V. Koszalin	V. Szczecin	V. Zielona Góra	V. Wrocław	V. Opole
Dans la voïévodie (notamment autochtones)	28.6	8.9	Négligeable	0.1	5.1	54.3
Rapatriés (des confins orientaux et d'autres pays)	20.2	24.9	30.8	44.4	40.4	25.1
Transférés de Galicie	6.5	8.8	6.5	7.5	14.3	8.2
Transférés de la Pologne russe	40	36.8	37	18.5	25.3	5.4
Transférés de la Pologne prussienne	4.8	20.5	21	32.5	10.7	6.9
Total transférés <sup>50</sup> (de la Pologne centrale)	51.3	66.1	64.5	58.5	50.3	20.5

**Tableau représentant les proportions d'autochtones, rapatriés/réémigrés et transférés dans les différentes voïévodies des territoires recouverts en 1950<sup>51</sup>**

<sup>48</sup> Ces estimations vont de 1,282 million chez SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.), *op. cit.*, p. 39, à 1, 507 million chez EBERHARDT Piotr, *op. cit.*, p. 64 et 1,620 million chez SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Dzieje Polski. Atlas ilustrowany (Histoire de la Pologne. Atlas illustré)*, Demart, 2008.

<sup>49</sup> Autre raison qui nous fait considérer que l'immense majorité des rapatriés de l'Est ont été dirigés vers les territoires recouverts, et qui explique pourquoi nous choisissons plutôt les fourchettes hautes des estimations : l'existence, en 1944-1945, de très nombreux passages clandestins de Polonais des confins orientaux en Pologne. Ainsi, le nombre total de rapatriés des confins pour la période de fin de guerre ou d'après-guerre ne serait pas de 1,6 million. En prenant en compte des fuites de population polonaises à partir de 1943 des territoires où sévit l'UPA, et des mouvements s'effectuant en dehors du rapatriement officiel, Eberhardt parvient, dans la brochure déjà citée (p. 65), à 2,2 millions de rapatriés des confins orientaux, soit 600 à 700 000 personnes supplémentaires par rapport aux chiffres officiels. Ces migrations ayant été faites de manière non officielle et/ou pendant la guerre, la grande majorité d'entre elles s'est dirigée vers les territoires adjacents aux confins orientaux, et non les territoires recouverts. Il est difficile de savoir, pour ce groupe, le lieu d'installation final (peut-être certains ont été comptés parmi les transférés).

<sup>50</sup> Indication pour les calculs des proportions de transférés selon les régions de la Pologne centrale. La Galicie regroupe les voïévodies (d'après-guerre) de Cracovie et de Rzeszów, la Pologne dite russe les voïévodies de Kielce, Lublin, Varsovie, Łódź, Białystok, et les deux villes à statut de voïévodie, Varsovie et Łódź. La Pologne prussienne regroupe les voïévodies de Haute-Silésie (appelée à l'époque voïévodie de Silésie-Dąbrowa), de Poznań, de Bydgoszcz et de Gdańsk.

Ce tableau fait émerger de forts contrastes entre les voïévodies des territoires recouverts : celles où se sont maintenues de fortes concentrations d'autochtones et où les brassages de population ont donc été moindres, celle d'Olsztyn et d'Opole, et les autres, où le changement de population a concerné la quasi-intégralité de la population d'avant 1945. Parmi ces dernières voïévodies, on peut distinguer les voïévodies du Nord-Ouest, Koszalin, Szczecin et Zielona Góra, où les transférés constituent une majorité absolue nette de la population, de celles de Wrocław et d'Olsztyn ont été peuplées de manière moindre par les transférés (« seulement » une moitié de la population). Le peuplement par les transférés s'est fait selon des logiques régionales : la Pologne prussienne, et avant tout la Grande-Pologne qui a fourni la majorité des transférés au sein de cet ensemble, a peuplé les voïévodies du Nord-Ouest en priorité. Ces régions étaient en effet les mieux placées géographiquement pour peupler ces territoires, du fait de leur caractère limitrophe aux territoires recouverts (la Grande-Pologne par rapport à Koszalin et Zielona Góra, la Haute-Silésie par rapport à la Silésie d'Opole). La Pologne russe a elle aussi grandement contribué au peuplement, dans une logique semblable. Les transférés de cet ensemble se retrouvent ainsi prioritairement dans la région d'Olsztyn, dans des proportions notables mais moindres dans celles de Koszalin et Szczecin. Enfin, la Galicie a moins participé dans l'absolu par sa taille plus restreinte que les autres ensembles, mais on retrouve une logique géographique, avec des proportions de Galiciens bien plus importantes en Silésie, région la plus proche d'elle.

Le peuplement des territoires recouverts par les Polonais a donc été un processus s'étalant sur le moyen terme (une quinzaine d'années en comptant les transferts soviétiques d'après 1955-1956). Il a varié énormément selon les populations concernées : migrations organisées et fortement encadrées pour les rapatriés, migrations bien plus spontanées dans le cas des transférés. Malgré les problèmes logistiques évidents, du fait de la masse des populations concernées et de l'état des infrastructures de transport dans la Pologne d'après-guerre, la Pologne a réussi à repeupler les territoires recouverts presque entièrement en une quinzaine d'années, avec des ressources démographiques bien moindre que celles dont pouvait disposer l'Allemagne. Dès 1947, des territoires presque entièrement vidés de leurs

---

<sup>51</sup> APP/PZZ/953/p. 206-209.

populations d'origine ont été repeuplés à près de 60 %, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous<sup>52</sup> :

Districts	Pop. 1939	Pop. 1946	Pop. 1947
Białystok	100	28.8	43.2
Olsztyn	100	37.5	51.6
Gdańsk	100	46.7	55.1
Szczecin	100	49.2	53.1
Terre de Lubusz	100	41	54.8
Wrocław	100	63.2	55.2
Haute-Silésie	100	78.8	88.3
Total	100	56.8	59.9

**Tableau représentant le repeuplement des territoires recouverts par la Pologne en 1946/1947, par rapport à une base 100 pour 1939**

Frappe l'insistance, voire l'acharnement avec lesquels la Pologne veut repeupler le plus vite possible ces territoires, afin de couper court aux prétentions irrédentistes allemandes. En témoigne la grande diversité des Polonais rapatriés de l'étranger, toutes les Polonia étant mises à contribution, même si ce n'est pas avec autant de succès qu'escompté souvent. En 1946-1947, près de 6 000 Polonais sont rapatriés de Bucovine, descendants des colons envoyés par les Habsbourg pour repeupler cette lointaine région de leur Empire qu'ils ont acquise en 1775<sup>53</sup>. De même, en 1956-1957, 1 000 Polonais reviennent de Mandchourie<sup>54</sup> ; il s'agissait des descendants des ouvriers et ingénieurs envoyés par l'Empire russe pour construire un tronçon du Transsibérien. Le repeuplement de ces territoires revêt aux yeux des autorités polonaises une si grande importance qu'elles acceptent même d'y implanter des populations non-polonaises, qui fait des territoires recouverts la seule région polonaise (ou presque) à maintenir une relative diversité nationale après 1945.

<sup>52</sup> APP/PZZ/737, p. 335.

<sup>53</sup> AAN/MZO/1478/p. 66-69 et SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (éd.) *Ilustrowany Atlas Historii Polski T. 6, PRL i Polska współczesna*, (Atlas illustré de l'histoire de la Pologne, Tome 6, la République Populaire de Pologne et la Pologne contemporaine), Demart, 2007, p. 39.

<sup>54</sup> AAN/TRZZ/399/p. 14-17.

### C. *Un melting-pot relatif*

Dans le cadre d'un pays désormais homogène ethniquement, les territoires recouverts ont conservé la plus grande diversité nationale, avec des ambiguïtés qui renvoient à l'obscurité du terme « minorité nationale ». Doit-on le prendre dans un sens restreint : celui de populations ayant une identité, une culture, une langue distincte de celles de la population majoritaire, ou dans un sens large, incluant aussi des populations qui, sans être étrangères, présentent des traits culturels distincts comme un dialecte ? Cela revient ici à poser la question de l'intégration des autochtones aux minorités nationales. Dans un premier temps les anciens citoyens allemands de langue polonaise ou apparentée (qui sont d'ailleurs bilingues polono-allemands) ne sont pas considérés comme faisant partie de minorités nationales, la doctrine officielle étant que ce sont des Polonais revenant à la patrie. Les difficultés d'intégration de ces populations conduisent cependant les autorités à les considérer peu à peu comme des minorités. De notre point de vue, les « autochtones » seront exclus des minorités nationales ; si leur auto-identification reste indécise ou polonaise, ils restent Polonais et sont à distinguer des autres minorités nationales. Si cette dernière devient allemande, ils passent alors automatiquement dans la catégorie « allemands » et deviennent donc une minorité nationale. Dans la plupart des cas ils demandent alors à partir en RDA ou RFA, et à partir de 1956 obtiennent l'autorisation de quitter la Pologne, ce qui les exclut aussi des minorités nationales, puisqu'ils ne sont plus sur le sol polonais. Les « autochtones » qui s'identifient aux Allemands, règlent ce problème statistique en partant de Pologne.

Les seules minorités nationales examinées sont celles qui se distinguent clairement : les Allemands (officiellement reconnus comme tels), les Russes, les Biélorusses, les Ukrainiens, les Litvaniens, les Tchèques, les Juifs, les Tsiganes et les Grecs. Cette liste recensant les principales nationalités n'entend pas être exhaustive. Il peut paraître incongru de parler de minorités nationales dans un État-nation devenu très majoritairement homogène après les transferts de population que nous avons étudiés précédemment. En effet, la tendance démographique polonaise de la période communiste est à une homogénéisation de la population, en témoignent ces statistiques<sup>55</sup> :

---

<sup>55</sup> Ces données sont celles des recensements officiels de 1950 et 1960, tirées de l'ouvrage SIENKIEWICZ Witold, HRYCIUK Grzegorz et alii, *Wysiedlenia, wypędzenia i ucieczki 1939-1959 Atlas ziem Polskich (Déplacements, expulsions et fuites 1939-1959, Atlas des terres polonaises)*, Demart, Varsovie, 2008, p. 20-21. Pour les chiffres concernant les Allemands, on ne compte pas les autochtones, ce qui peut expliquer la modestie du nombre d'Allemands en 1960, même s'il est sans doute sous-estimé.

Date du recensement	Population polonaise totale	Allemands	Ukrainiens	Biélorusses	Juifs	Tsiganes	Litوانيens	Autres	Total minorités
1950	25 035 000	160 000	200 000	150 000	80 000			100 000	690 000
1960	29 795 000	3 000	210 000	180 000	31 000	17 000	15 000	65 000	511 000

**Tableau représentant l'évolution numérique des principales minorités nationales de Pologne entre 1950 et 1960**

Ces nombres montrent bien le caractère modeste des minorités nationales en Pologne communiste : 2,8 % de la population en 1950, 1,7 % en 1960. Ils indiquent aussi la dynamique négative des minorités nationales par rapport au total de la population polonaise. Dans la décennie 1950, les minorités slaves ont un dynamisme démographique moindre que le reste de la population polonaise. Les minorités allemandes et juives quant à elles, baissent en valeur absolue et relative.

Les territoires recouverts concentrent une partie notable des minorités nationales après 1945 ; le but n'est pas ici de faire l'histoire générale des groupes minoritaires en Pologne communiste mais de dégager quelques traits saillants. La politique du régime vis-à-vis des nationalités peut se subdiviser en trois phases jusqu'en 1961. De 1945 à 1949, dans un contexte de recherche d'une légitimité par le pouvoir et dans le contexte des grands transferts de population, les communistes reprennent des slogans nationalistes en ayant pour but la construction d'un État-nation intégralement polonais. Néanmoins, tous les non-polonais ne sont pas chassés de Pologne : ainsi, plus de 100 000 Biélorusses sont laissés à la frontière polono-soviétique (district de Hajnówka et avoisinants), environ 10 000 Litوانيens dans le district de Sejny<sup>56</sup>. Relativement peu conscients nationalement, surtout les Biélorusses, ils ne sont pas considérés comme posant des problèmes pour l'État central polonais. Il n'en va pas de même pour les Ukrainiens, qui malgré les grands échanges de population de l'après-guerre sont encore plus de 150 000 dans une bande étroite de territoires allant du Sud de la voïévodie de Lublin jusqu'à l'Est de celle de Cracovie, en passant par les bordures de celle de Rzeszów, et dont certains posent des problèmes<sup>57</sup>. En effet, dans la continuité de l'antagonisme polono-

<sup>56</sup> SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, *op. cit.*, p. 375/381.

<sup>57</sup> *Idem*, p. 345-346.



ukrainien de la Seconde Guerre mondiale, des groupes de partisans de l'UPA continuent à se battre à la fois contre l'Armée populaire polonaise et les résistants polonais anti-communistes. De même qu'en Volhynie et en Galicie orientale pendant la guerre, certains villages polonais sont encore attaqués et brûlés. D'abord hésitant face à la conduite à tenir, le gouvernement polonais finit par décider de transférer l'immense majorité des Ukrainiens de ces régions, ainsi que les groupes apparentés comme les Lemkos, vers les territoires recouverts. Le prétexte de ce transfert a été le guet-apens tendu par l'UPA dans lequel est mort, le 28 mars 1947, le général Karol Świerczewski, l'un des généraux polonais majeurs du début de la Pologne communiste. Suite à cet assassinat, le pouvoir de Varsovie forme un corps militaire d'un peu moins de 20 000 hommes qui expulse, entre le 28 avril et le 31 juillet 1947, près de 140 000 Ukrainiens vers les territoires recouverts<sup>58</sup>. Cette situation rappelle le sort réservé par Staline à certains peuples accusés d'avoir collaboré avec les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale : le but est de déraciner une population, et de la disperser dans un territoire qui lui est totalement étranger pour pouvoir mieux la contrôler et l'assimiler. Les documents du ministère des Territoires recouverts qui coordonne cette Action « Vistule »<sup>59</sup> ne laissent pas de doute sur ces intentions : « Le but principal du transfert des colons « W » est leur assimilation au nouveau milieu polonais [...] Ne pas utiliser concernant ces colons le terme d'«Ukrainiens»<sup>60</sup>. Si le but de la manœuvre est certes similaire au cas soviétique, les raisons invoquées, sont partiellement plus fondées que dans le cas de certaines populations d'URSS, le gouvernement central n'arrivant pas à rétablir l'ordre dans le Sud-Est de la Pologne. L'Action « Vistule » est ainsi exemplaire de la politique des nationalités menée par le gouvernement polonais durant la première période de la République populaire de Pologne : la négation de l'existence de minorités nationales et leur assimilation forcée.

Cette politique ne change pas dans un premier temps durant l'époque stalinienne, même si la rhétorique nationaliste disparaît. Pour le gouvernement stalinien, il n'y a dans un premier

---

<sup>58</sup> Les nombres exacts, que l'on trouve dans l'ouvrage SIENKIEWICZ Witold, HRYCIUK Grzegorz et alii, *op. cit.*, p. 213, sont les suivants : 140 662 personnes, 85 339 de la voïévodie de Rzeszów, 44 278 de celle de Lublin, 10 510 de celle de Cracovie. Ils sont répartis dans les voïévodies des territoires recouverts, à hauteur de 55 089 pour celle d'Olsztyn, 48 465 pour celle de Szczecin, 21 237 pour celle de Wrocław, 8 042 dans celle de Poznań ( en fait dans la Terre de Lubusz qui lui est alors rattachée) 6838 dans celle de Gdańsk, 991 dans celle de Białystok.

<sup>59</sup> *Akcja « Wisła »*.

<sup>60</sup> Instruction du ministère des Territoires recouverts concernant les règles d'installation des familles ukrainiennes en date du 10 novembre 1947, cité dans SIENKIEWICZ Witold, HRYCIUK Grzegorz et alii, *op. cit.*, p. 227. En polonais : « Zasadniczym celem przesiedlenia osadników « W » jest ich asymilacja w nowym środowisku polskim [...] Nie używać w stosunku do tych osadników określenia „Ukrainiec” ».

temps pas de minorités nationales. Cependant, devant la persistance de problèmes nationaux, notamment posés par les autochtones et les Ukrainiens, la question des nationalités redevient actuelle. Les autorités utilisent de nouveau le terme à partir de 1952-1953. Elles cherchent au sein de ces groupes minoritaires des relais pour leur pouvoir ; en devenant membres du parti communiste, ces derniers s'inscrivent ainsi dans la politique d'intégration dans la nation polonaise. Il faut cependant attendre 1956 pour que l'État polonais commence à reconnaître officiellement l'existence de minorités nationales en leur octroyant le droit de former des associations culturelles. Avant même le tournant d'octobre 1956, l'Association socio-culturelle ukrainienne est fondée lors de son premier congrès des 16-18 juin 1956<sup>61</sup>. Elle est un exemple du rôle joué par ces associations dans le système sociopolitique de l'État communiste polonais. Comme la grande majorité des associations reconnues officielles, elle servait tout autant à préserver les intérêts des personnes dont elle était la représentante, éventuellement à présenter des revendications limitées au pouvoir, que moyen de contrôle du parti sur le segment de population représentée par l'association. Une note de 1963 de l'Association pour le développement des territoires occidentaux, concernant sa coopération avec l'UTSK, montre bien son ambivalence<sup>62</sup>. Elle distingue, dans l'action de l'UTSK, deux périodes. La première est qualifiée de « nationaliste » : l'association met alors en avant des revendications nationales : retour des populations ukrainiennes sur leurs terres d'origine, critique de l'exogamie avec des Polonais. La seconde correspond à une normalisation progressive, avec réorientation du discours vers une intégration au sein des structures économiques et politiques polonaises pour sortir de la marginalisation sociale. Cette réorientation est en fait une reprise en main de l'association par le parti : « grâce à une action politique et clarificatrice, on a éliminé majoritairement les influences des éléments nationalistes, »<sup>63</sup>. Cette action politique correspond à la normalisation entamée par Gomułka au niveau national à partir de 1958 : de fait, en 1963, le bureau général de l'UTSK, sur 31 membres, compte 19 membres du PZPR, 2 du ZSL, et seulement 10 sans-partis<sup>64</sup>. Ces statistiques montrent ainsi la mainmise du parti sur l'appareil de l'UTSK, qui lui permet de canaliser le nationalisme ukrainien et de l'orienter vers une action d'intégration par l'édification commune d'une Pologne socialiste. Néanmoins, l'ouverture vers les minorités est

---

<sup>61</sup> *Ukraińskie Towarzystwo Społeczno-Kulturalne*. On utilisera le sigle UTSK.

<sup>62</sup> AAN/TRZZ/987.

<sup>63</sup> *Idem*, p. 119: « wyeliminowano w znacznym stopniu wpływy elementów nacjonalistycznych, osłabły tendencje do opuszczania gospodarstw na ziemiach zachodnich i północnych. ».

<sup>64</sup> *Idem*, p. 122.

réelle au temps de Gomulka ; l'intégration minorités, très partielle et individuelle jusque-là, est envisagée à plus large échelle. Un autre marqueur de cette intégration est la présence, nouvelle et relativement significative, d'Ukrainiens dans les exécutifs locaux, notamment au niveau des communes. Ces derniers sont avec les Allemands la principale minorité des territoires recouverts. Pour en donner une idée de leur diversité nationale, les tableaux suivants donnent les statistiques ethniques de trois voïévodies des territoires recouverts : celles d'Olsztyn, de Koszalin et de Wrocław.

Districts	Biélorusses	Tchèques ou Slovaques	Tsiganes	Grecs	Litvaniens	Allemands	Russes	Ukrainiens	Juifs	Total	Pop. district	%
Białogard	5	0	130	0	0	77	56	700	9	977	41782	2.3 <sup>65</sup>
Bytów	0	0	0	1	4	17	10	2000	4	2036	34995	<b>5.8</b>
Człuchów	20	0	0	0	20	54	45	4000	0	4139	37908	<b>10.9</b>
Drawsko	0	0	0	0	4	45	23	1280	3	1355	37668	3.6
Kołobrzeg	30	1	0	0	70	110	80	2850	30	3171	40167	<b>7.9</b>
Koszalin	3	0	0	0	0	105	55	3200	0	3363	41632	<b>8.1</b>
Miastko	0	0	1	0	3	228	25	3200	0	3457	32004	<b>10.8</b>
Szczecinek	0	0	20	0	1	201	64	3000	30	3316	72147	<b>4.6</b>
Sławno	5	0	27	0	3	44	22	3000	0	3101	55226	<b>5.6</b>
Słupsk p.	14	1	0	1	8	265	65	1870	0	2225	57391	3.9
Świdwin	12	0	80	0	0	110	48	550	10	810	41969	1.9
Wałcz	4	0	0	0	8	7	142	2240	0	2401	58885	4.1
Złotów	2	0	73	0	6	2	15	130	0	228	38348	<b>6.0</b>
Koszalin miasto	3	1	10	1	2	23	37	210	30	317	44410	0.7
Total	103	3	411	3	136	1357	754	28330	156	31253	687915	4.5

Tableau représentant les minorités nationales dans la voïévodie de Koszalin<sup>66</sup>

<sup>65</sup> Code graphique : les pourcentages inférieurs à la moyenne nationale (1,7 %) en caractères normaux, les districts avec une proportion de minorités supérieures à la moyenne nationale mais inférieure à la moyenne de celle de la voïévodie en italique, les districts avec une proportion supérieure à celle de la voïévodie en gras.

<sup>66</sup> AAN/983, p. 95-96 pour la voïévodie de Koszalin, p. 90 pour celle d'Olsztyn. Les données datent de 1957-1958.

Districts	Soviétiques	Allemands	Ukrainiens	Juifs	Grecs	Tchèques	Tsiganes	Total minorités	Pop powiat	% minorités
Bolesławiec	35	130	594	15	5	5	0	784	64628	1.2
Bystrzyca	174	151	7	3	2	17	11	365	44927	0.8
Dzierżonów	150	152	0	1356	300	0	37	1995	100376	2.0
Góra Śl.	80	1	630	0	0	0	0	711	36608	1.9
Jawor	93	385	161	68	39	0	6	1463	47968	3.0
Jelenia Góra	376	388	11	12	56	33	0	876	82877	1.1
Kamienna Góra	227	220	1	34	1	10	161	654	47323	1.4
Kłodzko	399	614	0	182	18	229	93	1535	69989	2.2
Legnica	90	400	1800	0	100	0	0	2390	35856	6.7
Lubań	37	126	0	8	186	9	75	441	62070	0.7
Lubin	20	10	3174	0	0	0	0	3204	33425	9.6
Lwówek	88	120	0	10	15	3	0	236	52648	0.4
Milicz	265	3	592	0	0	0	0	860	45395	1.9
Nowa Ruda	152	1544	19	17	2	23	5	1762	52265	3.4
Oleśnica	160	12	850	0	0	0	8	1030	60972	1.7
Oława	149	56	947	4	0	0	13	1169	45721	2.6
Strzelin	27	85	275	6	15	420	1	829	43790	1.9
Syców	346	1	33	0	0	0	10	391	24840	1.6
Środa Śląska	325	82	1258	3	0	4	68	1740	47046	3.7
Świdnica	56	106	26	95	96	0	72	451	86505	0.5
Trzebnica	50	13	580	0	0	1	0	644	50433	1.3
Wałbrzych	118	3428	3	86	74	34	6	3749	68304	5.5
Wołów	12	34	1600	0	8	0	16	1670	57082	2.9
Wrocław	230	93	0	0	0	2	0	325	66582	0.5
Ząbkowice	473	68	0	634	32	0	43	1250	73681	1.7
Zgorzelec	95	26	0	2388	2305	9	62	4876	68533	7.1
Złotoryja	127	400	673	23	170	6	24	1423	66377	2.1
Jelenia Góra miasto	90	60	0	100	220	6	18	494	49617	1.0
Wałbrzych miasto	0	4690	16	712	263	31	70	5782	117209	4.9
Legnica miasto	30	600	400	3500	1200	0	80	5810	64185	9.1
Świdnica miasto	77	146	0	508	318	0	8	1057	39078	2.7
Wrocław miasto	500	300	500	6000	2000	0	150	9450	430522	2.2
Total	4931	15104	14250	13478	7425	852	957	56997	1806310 +430522 2236832	2.6

Tableau représentant les minorités nationales de la voïévodie de Wrocław<sup>67</sup>

<sup>67</sup> AAN/TRZZ/983, p. 90.

Districts	Pop. Totale	Nb d'autochtones	% d'autochtones	Nb d'Ukrainiens	% d'Ukrainiens
Bartoszyce	22807	609	2.7	2758	<b>12.1</b>
Braniewo	37700	750	2	5678	<b>15</b>
Barczewo	40999	30167	<b>73.6</b>	336	0.9
Działdowo	38393	4	0	0	0
Górowo Iławskie	15064	290	1.9	5520	<b>36.6</b>
Giżycko	35880	5395	15	3584	0.7
Kętrzyn	44032	2860	6.4	5324	<b>12.1</b>
Lizdbank Warmiński	41632	1463	3.5	2896	<b>9.1</b>
Morąg	44214	1957	4.4	4634	<b>10.5</b>
Mrągowo	39858	22603	<b>59</b>	749	1.8
Nowe Miasto	44090	65	0.1	0	0
Niedzica	23681	2643	11.1	1320	5.5
Olsztyn miasto	54600	3619	6.6	0	0
Ostróda	55518	8823	15.9	1775	3.2
Pasłęk	31419	435	1.2	6016	<b>19</b>
Pisz	32460	3482	10.7	573	1.8
Reszel	35635	7570	21.2	2983	<b>8.4</b>
Susz	50270	1450	2.7	2978	5.9
Szczytno	47129	12000	25.5	784	1.8
Węgorzewo	28679	1414	4.9	5500	<b>19.2</b>
Total	764060	105599	13.8	53408	6.9

**Tableau représentant les minorités nationales de la voïévodie d'Olsztyn<sup>66</sup>**

D'après ces tableaux, la proportion de minorités nationales est supérieure à la moyenne nationale (1,7 % en 1960) dans chaque voïévodie : 2,6 % pour celle de Wrocław, 4,5 pour celle de Koszalin, et jusqu'à 6,9 % pour celle d'Olsztyn. Les Allemands, autochtones ou non, sont avant tout présents dans les villes, et dans la voïévodie d'Opole et celle d'Olsztyn. Les Ukrainiens sont dispersés dans un certain nombre de districts, avec pour seules restrictions des zones qui leur sont interdites : une bande de 30 kilomètres le long des frontières terrestres, de 10 kilomètres le long des rivages, et de 20 kilomètres autour des chefs-lieux de voïévodies,

preuve de la méfiance qu'ils inspirent aux autorités polonaises<sup>68</sup>. La région la plus diverse d'un point de vue des minorités nationales est sans doute la voïévodie de Wrocław, même si ces dernières sont assez peu importantes numériquement. La Basse-Silésie a été en effet la région où nombre de Juifs polonais se sont installés après-guerre. Environ 40 000<sup>69</sup> Juifs y ont élu domicile, pour de multiples raisons : volonté de commencer une nouvelle vie dans les territoires recouverts, surpopulation des villes de la Pologne centrale du fait des destructions, perte de leurs propriétés. Ils s'établissent dans les villes du Piémont des Sudètes, comme Świdnica, Dzierżoniów, Bielawa, voire dans les Sudètes, comme à Wałbrzych. Ces villes, relativement épargnées par la guerre, contiennent de nombreux logements intacts. Toutefois, ces populations juives commencent à fondre après octobre 1956 et l'ouverture relative de la Pologne. Elles ont alors tendance à partir pour Israël, ce qui explique pourquoi en 1958 il ne reste guère plus que 14 000 Juifs dans la région. Le second pôle de présence juive importante des territoires recouverts, Szczecin, connaît la même évolution. Ce port de la Baltique a été une sorte de domicile transitoire pour les Juifs cherchant, dès 1946-1947, à rejoindre le futur État d'Israël. Des dizaines de milliers de Juifs ont transité par cette ville, un peu moins d'une dizaine de milliers en a fait leur nouveau lieu de vie.

Hormis les Ukrainiens, les Juifs et les Allemands, d'autres minorités, moins nombreuses, sont concentrées sur certains territoires. 3 000 Tchèques vivent dans l'immédiat après-guerre dans les districts de Głubczyce et de Kłodzko, bordant la Tchécoslovaquie. Des tensions nationales s'y produisent : certains Tchèques se plaignant d'être traités comme des Allemands, et les autorités polonaises se plaignant d'un certain activisme politique tchèque qui aurait été mené dans un but irrédentiste<sup>70</sup>. La particularité de cette population tchèque est d'être une des rares minorités des territoires recouverts à être historique, déjà présente avant-guerre. Enfin, dernière minorité nationale que l'on peut mentionner car assez originale : les Grecs et

---

<sup>68</sup> Cf. APW/UWW/ VI-743, Instruction du MZO retranscrite dans DROZD Roman, HAŁAGIDA Igor, *Ukraińcy w Polsce 1944-1989. Walka o tożsamość (les Ukrainiens en Pologne de 1944 à 1989. Un combat pour l'identité)*, Varsovie, 1999. (on dispose des données pour les Ukrainiens seulement, les autres étant négligeables. Le nombre d'« autochtones » est laissé en regard, pour donner une idée de l'importance numérique de ces derniers localement).

<sup>69</sup> GAWRYSZEWSKI Andrzej, *Ludność Polski w XX wieku (la Population de la Pologne au XXème siècle)*, Instytut Geografii i Przestrzennego Zagospodarowania im. Stanisława Leszczyckiego PAN (Institut de géographie et d'Aménagement du territoire (S. Leszczycki) de l'Académie polonaise des Sciences), Varsovie, 2005, p. 299-300. La population juive dans la voïévodie de Wrocław passe de près de 70 000 en 1946 à 46 000 en 1948. En 1961, elle n'est plus que d'environ 8 500 personnes. Pour Szczecin, la communauté juive passe de 13 000 résidents permanents en 1946 à 6 800 en 1948, et à 2 400 en 1961.

<sup>70</sup> APW/UWW/ VI 262/ p. 16.

Macédoniens. Il s'agit de 13 à 14 000 réfugiés politiques arrivés en Pologne à partir de 1948 et jusqu'au début des années 1950, combattants communistes lors de la Guerre civile grecque (1946-1949)<sup>71</sup>. Ils sont d'abord concentrés, pendant la majeure partie de la période stalinienne, en Basse-Silésie, particulièrement dans les environs de Zgorzelec. À cause du manque de travail, ils sont dispersés dans d'autres régions, tandis qu'une partie notable (3 000) est envoyée dans le district de Lesko<sup>72</sup>, qu'on peine à repeupler depuis l'expulsion des Ukrainiens en 1947. Les territoires recouverts sont donc majoritairement homogènes d'un point de vue national, mais ils comptent tout de même des minorités qui ne sont pas négligeables, ce qui les distingue des anciennes régions. La question de la propriété des terres les en distingue également.

## II Un laboratoire du socialisme agraire polonais

Les territoires recouverts se distinguent par les deux grandes politiques agraires de la Pologne communiste qui y sont menées prioritairement : la réforme agraire et une tentative de collectivisation des terres. Ces opérations d'ingénierie sociale façonnent non seulement la structure économique, mais aussi sociale, des territoires recouverts, leur donnant un caractère propre dont des traces perdurent jusqu'à nos jours.

### A. Une réforme agraire signant la fin des grands domaines prussiens

Dans le cadre de la République de Weimar, les régions allemandes de l'Est se caractérisent par une structure agraire distincte du reste de l'Allemagne. En effet, les territoires recouverts sont les bastions d'un système agraire archaïque : y dominent les latifundia des grands propriétaires prussiens, les *junkers*<sup>73</sup>. Ces grandes exploitations agricoles détenues par ces aristocrates, dépassant les 50 hectares voire souvent les 100 hectares, sont situées surtout dans les régions septentrionales : la Prusse orientale, la Poméranie, et dans une moindre mesure, la Marche du Brandebourg et la Basse-Silésie. En Silésie d'Opole, les petites exploitations dominent largement. L'importance des terres arables présentes explique

---

<sup>71</sup> GAWRYSZEWSKI Andrzej, *op. cit.*, p. 317.

<sup>72</sup> À l'extrémité sud-est de la Pologne, aux frontières avec la Tchécoslovaquie et la RSS d'Ukraine.

<sup>73</sup> ŁACH Stanisław, *Przekształcenia ustrojowo-gospodarcze w rolnictwie Ziemi Zachodnich i Północnych w latach 1945-1949 (les Transformations dans l'agriculture des Terres occidentales et septentrionales 1945-1949)*, Studium Historyczne, Słupsk, 1993, p. 61. La structure allemande agraire de ces terres est dominée par les grandes propriétés. Les exploitations entre 5 et 20 hectares (43 % du total) et de moins de 5 hectares (41 %) s'étendent sur 28 % des terres arables, alors que les exploitations des riches paysans (14 %) et des junkers (presque 2 %) représentent 72 % des terres disponibles.

pourquoi les territoires recouverts sont particulièrement concernés par la réforme agraire : 6,2 millions d'hectares selon un rapport anonyme réalisé pour le ministère des Territoires recouverts à la fin de 1947<sup>74</sup>.

L'importance des territoires recouverts pour la réalisation de la réforme agraire devient un des arguments employés pour justifier leur annexion<sup>75</sup>. Il s'agit de montrer que les territoires recouverts permettent de régler l'essentiel de la question sociale polonaise, le manque de terres pour une population paysanne très nombreuse. En effet, l'équation de la pression démographique et de la faim de terres, insoluble dans le cadre territorial d'avant 1939, a conduit des centaines de milliers de Polonais, principalement des paysans, à émigrer temporairement ou définitivement. Entre 1918 et 1938, l'émigration polonaise se maintient à un niveau élevé durant les années 1920 avant de chuter voire de devenir négative dans les années 1930, avec la crise économique complexifiant les possibilités de migrations et le retour d'un certain nombre d'immigrés polonais dans leur pays d'origine. Ainsi, si près de 2,2 millions de citoyens polonais émigrent dans l'entre-deux-guerres, principalement en Amérique et en Europe occidentale<sup>76</sup>, près de la moitié d'entre eux reviennent en Pologne, que ce soit dans le cadre d'une réémigration, pour un certain nombre d'émigrés polonais en France, ou dans le cadre d'une émigration saisonnière, comme dans le cas d'ouvriers agricoles polonais en Allemagne. Ainsi, un certain nombre de saisonniers polonais viennent travailler périodiquement dans certaines régions allemandes, notamment à l'est dans les grands domaines prussiens.

C'est dans ce contexte de tradition polonaise d'émigration économique comme exutoire au problème agraire que les Polonais présentent le rattachement des territoires recouverts comme unique possibilité de réaliser la réforme agraire nécessaire. Au début de la période, les plans gouvernementaux, s'ils prévoient déjà une industrialisation poussée, souhaitent un important secteur agricole dans l'économie polonaise. Cela apparaît comme le seul moyen de résoudre la question du manque de terres. Une note du docteur Kazimierz Rakowski<sup>77</sup> destinée au ministère des Affaires étrangères polonaises, et intitulée « les territoires recouverts,

---

<sup>74</sup> AAN/MZO/793/p. 300-308.

<sup>75</sup> Cf. chapitre 6, IIIC.

<sup>76</sup> GAWRYSZEWSKI Andrzej, *Ludność Polski w XX wieku (la Population de la Pologne au XX<sup>e</sup> siècle)*, Instytut Geografii i Przestrzennego Zagospodarowania im. Stanisława Leszczyckiego PAN (Institut de géographie et d'Aménagement du territoire (S. Leszczycki) de l'Académie polonaise des Sciences), Varsovie, 2005, p. 421.

<sup>77</sup> (1874-1952). Historien, publiciste et homme politique polonais. Il joue un rôle important dans la vie politique polonaise de l'entre-deux-guerres, au niveau régional, dans la région de Haute-Silésie.



unique région d'organisation de la réforme agraire » défend cette thèse<sup>78</sup>. Selon lui, la Pologne n'a pas vraiment entrepris de réforme agraire avant 1939, par manque de volonté politique mais surtout du fait de l'impossibilité technique de la réaliser. La structure agraire polonaise se caractérise par une parcellarisation à l'extrême du terroir agricole, et donc un manque de réserves foncières à redistribuer aux paysans sans-terre ou aux propriétaires de microfundia (exploitations inférieures à deux hectares). Les changements de frontières subis par la Pologne ne simplifient en outre pas la tâche : avec la cession à l'URSS des confins orientaux, la Pologne a perdu ses plus grandes propriétés foncières. En effet, si l'on considère que toute exploitation agricole supérieure à 50 hectares relève de la grande propriété, Rakowski met en avant que des 3,9 millions hectares disponibles pour la réforme agraire en 1939, il n'en reste plus que 2,8 millions en 1945<sup>79</sup>. En outre, il faut trouver des exploitations pour les paysans polonais revenant des confins orientaux. Toutes ces données sont accumulées pour prouver que sans les immenses réserves foncières des territoires recouverts, la Pologne ne peut mener à bien la réforme agraire :

La situation serait sans issue, si les territoires occidentaux n'avaient pas été rattachés sur décision du Traité de Potsdam. Ce fait a ouvert à l'organisme économique de la Pologne la seule possibilité de réalisation de l'œuvre prévue, décidant non seulement de l'avenir de l'agriculture en Pologne : c'est en effet dans ces régions [les territoires recouverts] que se trouve la solution aux problèmes élémentaires du système économique de la Pologne, qui dans son entier forme le fondement d'une structure sociale normale.<sup>80</sup>

Cet argumentaire sert ainsi à faire de l'aménagement des territoires recouverts le principal théâtre de la réforme agraire. Cela se voit nettement d'un point de vue juridique : les décrets statuant sur la structure agraire des territoires recouverts ne cessent de renvoyer au décret sur la réforme agraire, étudié au chapitre 2, faisant ainsi du peuplement et de la mise en valeur agraire des territoires recouverts un prolongement de la réforme agraire initiée dès la fin de 1944 dans les territoires orientaux de la nouvelle Pologne. Ainsi, dès la promulgation du décret prévoyant le peuplement des territoires recouverts par les colons polonais, le 23 mars

---

<sup>78</sup> AMSZ/18-315/p. 1-17. Le document n'est pas daté, on peut supposer qu'il a été composé dans la seconde moitié de 1945. En polonais : « *Ziemie odzyskane jako jedyny teren reformy rolnej* ».

<sup>79</sup> La définition est sujette à débat dans la Pologne d'après-guerre, notamment entre les agrariens de Mikołajczyk, plus modérés, et les communistes du PPR, voulant une réforme plus radicale.

<sup>80</sup> AMSZ/18-315/p. 5. En polonais : « *Sytuacja byłaby bez wyjścia, gdyby nie przyłączenie Ziemi Zachodnich, dokonane na mocy układu w Poczdamie. Fakt ten otworzył przed organizmem gospodarczym Polski jedyną możliwość wykonania zamierzonego dzieła, decydującego nie tylko o przyszłości rolnictwa w Polsce : na tym terenie bowiem znajdują prawidłowe swe rozwiązanie zasadnicze problemy gospodarczego ustroju Polski, które w całości swej tworzą podwalinę normalnej struktury socjalnej.* ».

1945, la mise en valeur agraire et démographique des territoires recouverts est explicitement conçue comme une partie intégrante de la réforme agraire<sup>81</sup>. Les personnes concernées par décret sont les mêmes que celles concernées par la réforme agraire : petits paysans avec peu ou pas de terres, militaires démobilisés et, particularité des territoires recouverts, rapatriés de l'Est. Les exploitations agricoles prévues par ce texte sont de même taille que celles prévues par la réforme agraire : 5 hectares en cas de terres de bonne qualité, 10 hectares pour les terres moins fertiles, deux hectares pour les jardins ouvriers<sup>82</sup>. Enfin, la mise en œuvre de cette redistribution des terres se fait dans le cadre des mêmes structures que celles de la réforme agraire : les paysans s'installant sur les territoires recouverts peuvent bénéficier de subventions étatiques et de facilité de prêts de la part du Fonds public foncier<sup>83</sup>. La propagande communiste organise souvent des manifestations pendant lesquelles des paysans reçoivent des titres de propriété, insistant ainsi sur le caractère bienfaiteur et libérateur du nouveau régime par rapport à la Pologne d'avant-guerre. Sur les territoires recouverts cependant, l'accès à la propriété va être pour un certain nombre de paysans éphémère, puisque si ces régions se retrouvent à l'avant-garde de la réalisation de la réforme agraire, elles vont être le laboratoire de la collectivisation polonaise.

### ***B. Des territoires visés prioritairement par la collectivisation***

La collectivisation, tout comme l'industrialisation à marche forcée est l'entreprise phare de la soviétisation de la Pologne à partir de 1949. Prévue à partir de la seconde moitié de 1948 suite à la réunion des membres du Kominform à Bucarest le 20 juin 1948, elle ne peut se réaliser qu'à partir du moment où le PPR a pris le contrôle du PPS lors de la fondation du PZPR<sup>84</sup> et qu'il lance en 1950 le plan sexennal. D'emblée, l'opposition des paysans à la collectivisation est importante, surtout dans les « terres anciens ». En ce qui concerne les territoires recouverts, un ensemble de facteurs expliquent que la collectivisation a pu y être menée de manière bien plus poussée, que ce soit sous la forme de Coopératives agricoles de production ou d'Exploitations agricoles d'État<sup>85</sup>. Cette caractéristique des territoires recouverts se voit dès 1950, puisque sur les 911 RSP mis en place, on en trouve 835 sur les terres

---

<sup>81</sup> Nous avons trouvé deux exemplaires de ce décret dans : AAN/MZO/648a/p. 1-4.

<sup>82</sup> AAN/MZO/648a/ Art. 3, p. 1.

<sup>83</sup> Cf. chapitre 2, IC, 3.

<sup>84</sup> Cf. chapitre 2, IC, 1.

<sup>85</sup> Les RSP et les PGR en polonais. Par la suite on utilisera ces sigles.

anciennement allemandes<sup>86</sup>. On se fondera, pour l'étude de la collectivisation polonaise, sur une synthèse de l'étude de cas particulièrement éclairante de Marcin Markiewicz sur trois districts de Prusse orientale rattachés à la voïévodie de Białystok<sup>87</sup>. À l'échelle de cette voïévodie composite mais constituée pour l'essentiel de terres déjà polonaises en 1939, l'essentiel de ces coopératives agricoles se forment dans les trois districts appartenant aux territoires recouverts, ainsi que dans un autre district, peuplé majoritairement de Biélorusses, bien plus enclins que les Polonais à former des coopératives.

La structure agraire des territoires recouverts rend plus simple l'organisation de fermes d'État ou de coopératives : un certain nombre de grands domaines de junkers ont été préservés de la parcellarisation pour former ces exploitations collectives. De même, l'Armée rouge a saisi un certain nombre de ces grands domaines, y faisant travailler des Allemands prisonniers ou des civils. Au fur et à mesure qu'elle cède ces domaines à la Pologne, de nouvelles réserves foncières sont disponibles pour la collectivisation. En outre, la sociologie des nouveaux habitants polonais, en majorité des ouvriers agricoles ou des petits paysans, favorise l'acceptation chez ces derniers de la renonciation à la propriété individuelle de la terre : quelqu'un qui n'a jamais été propriétaire ou qui a été propriétaire de biens réduits aura moins de difficultés à ne rien posséder en propre par rapport à des paysans propriétaires d'une terre familiale qui les a fait vivre des années durant. Une autre raison vient du « syndrome du temporaire »<sup>88</sup>, et qui implique que les nouveaux habitants de ces terres ne se considèrent pas comme définitivement installés sur ces terres. Même s'ils deviennent propriétaires de parcelles agricoles individuelles, l'incertitude et l'insécurité ambiantes, (peur de brigandages ou crainte d'un nouveau conflit international), font qu'un certain nombre de paysans préfèrent perdre une part d'une propriété collective bien abstraite à leurs yeux qu'un lopin de terre individuel bien concret.

Bien vite cependant, du fait de la réalité morose de la vie dans une ferme collective, ainsi que des pressions de plus en plus fortes exercées par les autorités pour obliger les paysans à rejoindre ces coopératives, les foyers d'opposition se multiplient, y compris dans les territoires recouverts. Les premiers à s'y opposer sont les rapatriés des confins orientaux et les déportés d'Union soviétique qui, traumatisés par les kolkhozes soviétiques, ne veulent pas

---

<sup>86</sup> Marcin Markiewicz, *Komunikaty Warmińsko-mazurskie*, n° 1, p. 57, p. 1.

<sup>87</sup> MARKIEWICZ Marcin, *Komunikaty Warmińsko-mazurskie*, n° 1, p. 57-69, 2005. Il s'agit des districts de Ełk, Giżycko et Olecko, les trois districts les plus à l'est de la Prusse orientale rattachée à la Pologne.

<sup>88</sup> Cf. le présent chapitre, IIIC.

connaître l'équivalent polonais. Les « autochtones » constituent d'autres opposants : pour eux, la collectivisation est une mesure supplémentaire de marginalisation et de destruction de leur cadre de vie antérieur : déjà victimes d'un certain nombre d'abus concernant les biens dont ils étaient propriétaires, la collectivisation est souvent la goutte qui fait déborder le vase et qui les décide à partir de Pologne. Les femmes sont un autre foyer d'opposition, un certain nombre d'entre elles, davantage sous l'influence du clergé farouchement opposé à la collectivisation, interdisent à leurs maris de rejoindre les coopératives. Paradoxalement, on trouve aussi un certain nombre d'opposants chez les cadres locaux du parti. N'ayant pas reçu la formation nécessaire pour bien entreprendre cette dernière, ils préfèrent ne pas la commencer que mal la faire. Ce mouvement d'opposition, très varié et généralisé, se renforce à un tel point qu'à partir de 1952-1953, il devient difficile de trouver des candidats pour former de nouveaux RSP : la peur d'être rejeté par ses voisins hostiles à la collectivisation, qui agressent voire parfois incendient les fermes des candidats à la collectivisation, l'emporte sur la peur inspirée par la police politique (SB) et sa répression, notamment les peines de prison et les amendes. Dans les territoires recouverts comme dans le reste du pays, la collectivisation marque le pas dès les années 1952-1953, même si certaines coopératives sont encore créées en 1954-1955.

L'Octobre polonais met un terme à la collectivisation en Pologne ; Gomułka, conscient du discrédit pesant sur le régime, décide de sacrifier la partie la plus impopulaire de cette collectivisation, les coopératives de production. À peine arrivé au pouvoir, il donne la possibilité aux paysans de quitter les RSP<sup>89</sup>. En quelques semaines, les coopératives disparaissent presque entièrement. Les chiffres sont particulièrement parlants au niveau de la seule voïévodie de Białystok : au 31 décembre 1955, on compte 327 coopératives : un an plus tard, à peine 22<sup>90</sup>. Ils recourent largement les chiffres au niveau national, présentés dans les deux tableaux suivants, qui donnent une idée de l'ampleur de l'arrêt de la collectivisation, au point que l'on peut même parler d'une décollectivisation<sup>91</sup>.

---

<sup>89</sup> Cf chapitre 2, IIIC.

<sup>90</sup> MARKIEWICZ Marcin, *Komunikaty Warmińsko-mazurskie*, No. 1, p. 69.

<sup>91</sup> SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (éd.) *Ilustrowany Atlas Historii Polski T. 6, PRL i Polska współczesna, (Atlas illustré de l'histoire de la Pologne, Tome 6, la République Populaire de Pologne et la Pologne contemporaine)*, Demart, 2007, p. 225-227.

Voïévodies	% d'exploitations individuelles	% de d'exploitations agricoles d'Etat	% de coopératives agricoles
Opole	59.8	15.5	21.8
Wrocław	45.2	21.6	31.7
Zielona Góra	57.1	25.4	16.8
Szczecin	31.8	40.7	26.5
Koszalin	50.4	37.0	13.6
Gdańsk	58.5	24.5	14.3
Olsztyn	64.7	26.3	7.8
Cracovie	96.8	0.6	1.6

**Typologie des exploitations agricoles en 1956 avant l'arrivée de Gomułka au pouvoir**

Voïévodies	% d'exploitations individuelles	% de d'exploitations agricoles d'Etat	% de coopératives agricoles
Opole	80.3	18.8	0.6
Wrocław	77.7	22.6	0.5
Zielona Góra	75.0	24.7	0.3
Szczecin	57.9	41.6	0.3
Koszalin	62.7	37.1	0.2
Gdańsk	74.4	23.2	1.4
Olsztyn	72.7	26.9	0.4
Cracovie	98.4	1.4	0.2

**Typologie des exploitations agricoles en 1958**

Les voïévodies mentionnées font toutes partie des territoires recouverts, sauf la dernière, celle de Cracovie, qui a été choisie comme témoin pour souligner la spécificité des territoires recouverts. Ces deux tableaux montrent l'ampleur des structures collectives de propriété de la terre dans les territoires recouverts. Dans toutes les voïévodies, les formes collectives de propriété des terres constituent soit une grande minorité, soit la majorité des terres arables. Les proportions sont plus réduites dans les régions, comme Olsztyn ou Opole, où les « autochtones » constituent un pourcentage significatif de la population régionale, ou pour les voïévodies comme celle de Zielona Góra qui ont été peuplées rapidement par des colons de Grande-Pologne. Dans la plupart des cas, les coopératives agricoles sont moins importantes

que les fermes d'État. À partir de la fin 1956, on observe une disparition rapide et quasiment totale des RPS, et une dispersion des terres leur ayant appartenu entre les PGR ou les exploitations individuelles privées. La redistribution se fait nettement au bénéfice de la propriété privée, de sorte qu'en 1958 dans tous les territoires recouverts, cette dernière domine assez nettement. Les PGR ont augmenté leur part dans la structure agraire totale, mais ont bénéficié d'une manière moindre de la redistribution des terres, témoignant bien du fait qu'une grande partie du monde paysan polonais ne s'oppose pas seulement aux coopératives, mais à la collectivisation en elle-même. Cette expérience plus poussée de la collectivisation sur les territoires recouverts laisse des séquelles après 1956, avec notamment des difficultés pour reconvertir en lopins individuels les champs jadis collectifs. L'échec de la collectivisation forcée dans ces régions a catalysé les processus de marginalisation des territoires recouverts dans la première partie des années 1950.

### III Des populations marginalisées

Les territoires recouverts ont certes été au cœur d'importantes opérations d'ingénierie sociale mais ont aussi été des terres de marginalisation sociale pour un certain nombre de personnes : *Volksdeutsche* qui lors de la sortie de la guerre doivent être réhabilités, autochtones qui doivent passer le test de la vérification nationale, populations de ces territoires dans l'ensemble qui font face, à des degrés divers, au syndrome du temporaire.

#### A. La traque des *Volksdeutsche*

Les *Volksdeutsche*<sup>92</sup> vont être doublement marginalisés après 1945. Un certain nombre d'entre eux doit rendre des comptes à l'État polonais de leur conduite pendant la guerre. Ils sont rejetés par bon nombre de Polonais. Le terme de *Volksdeutsche* prend alors une connotation encore plus péjorative, jusqu'à devenir une insulte désignant toute personne dont on soupçonne qu'elle pourrait devenir un agent de la 5<sup>ème</sup> colonne allemande en Pologne. Contrairement aux « autochtones », qui n'ont jamais été citoyens polonais, les *Volksdeutsche* l'ont été, et leur comportement pendant la guerre est assimilé à de la trahison. Le traitement réservé à certains d'entre eux rappelle celui réservé aux collaborateurs dans les autres pays d'Europe : contrôle, le cas échéant sanction, en tous cas marginalisation sociale. C'est la loi du 6 mai 1945<sup>93</sup> qui fixe le sort des *Volksdeutsche*, notamment les conditions de leur

---

<sup>92</sup> Cf. chapitre 1, IIA, 2.

<sup>93</sup> Journal officiel de la République polonaise, 06/05/1945, n° 17, Rubrique 96.

réhabilitation, montrant par là-même que leur retour dans la communauté nationale polonaise ne va pas de soi et que l'État polonais veut s'assurer de la fidélité de cette population. Son titre est parlant en lui-même, puisqu'il s'agit d'une loi sur « l'exclusion des éléments ennemis de la société polonaise »<sup>94</sup>. Cette loi reprend la distinction entre les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> groupe de la *Volksliste*, et les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup>. Les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> groupes peuvent être réhabilités, moyennant certaines conditions : « Les citoyens de l'État polonais, inscrits après le 31 août 1939 [...] dans le troisième ou quatrième groupe de la liste nationale allemande [...] possèdent pleinement les droits civiques s'ils ont été inscrits contre leur volonté ou sous la contrainte sur cette liste, et s'ils ont montré par leur comportement leur particularisme national polonais. »<sup>95</sup>. La procédure pour être réhabilité est la suivante : pour les personnes de ces catégories habitant les territoires annexés au Reich (où l'inscription était en principe obligatoire), remettre à l'administration locale une déclaration de fidélité, pour les *Volksdeutsche* des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> groupes des territoires du Gouvernement général, il fallait joindre en plus de cette déclaration des preuves tangibles du caractère forcé de l'inscription. À la suite des vérifications nécessaires leur était remis un certificat provisoire de réhabilitation, valable six mois. Ce certificat devenait définitif au bout de ces six mois si aucune plainte n'avait été déposée à leur encontre. C'est en effet une des autres caractéristiques de cette loi que d'organiser un système de délation (Art. 3) : toute personne possédant des éléments à l'encontre de certains *Volksdeutsche* concernant son comportement pendant la guerre pouvait se manifester aux autorités locales. La procédure passait alors du ressort de l'administration à celui de la justice. Cette loi, très précise sur la marche à suivre pour bénéficier d'une réhabilitation, l'était moins sur les critères permettant d'affirmer que telle ou telle personne avait été *Volksdeutsche* de son plein gré. Elle prévoit aussi une réhabilitation pour les *Volksdeutsche* de la 2<sup>ème</sup> catégorie ; elles peuvent être réhabilitées dans des conditions similaires à celles des *Volksdeutsche* du Gouvernement général, mais la procédure est d'emblée judiciaire pour eux.

Les déclarations de fidélité sont individuelles, et concernent toutes les personnes âgées de plus de 14 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1945. Voici la trame du formulaire de déclaration de fidélité :

Je soussigné (nom) (prénom) (pour les femmes mariées le nom de jeune fille)

---

<sup>94</sup> « wyłączenie wrogich elementów od społeczeństwa polskiego ».

<sup>95</sup> JO 1945/17/96, Art. 1. En polonais: « Obywatele Państwa Polskiego, wpisani po dniu 31 sierpnia 1939r. [...] do trzeciej lub czwartej grupy niemieckiej listy narodowej [...] posiadają pełnię praw obywatelskich, jeżeli wciągnięci zostali na tę listę wbrew swojej woli lub pod przymusem, a swoim zachowaniem wykazali polską odrębność narodową. ».

Fils/fille de (prénom du père) (prénom et nom de jeune fille de la mère)

Né le... à district de

Habitant à département

Au moment de l'inscription sur la liste nationale j'habitais à

Déclare avoir été inscrit(e) par les autorités d'occupation allemandes contre ma volonté (sous la contrainte) en (année) dans le groupe

III Volksliste

IV Volksliste

Conscient(e) de mon appartenance nationale polonaise je jure solennellement de rester fidèle à la Nation et à l'État démocratique polonais ainsi que de remplir scrupuleusement mes devoirs de citoyen.

Lieu date

Signature<sup>96</sup>

Au-delà de la précision des éléments demandés, cette déclaration a un double objectif : un but explicite, national, vérifier le degré d'attachement de tel individu à la nation polonaise, un but implicite, politique, de légitimer le pouvoir en place. En effet, les *Volksdeutsche* en instance de réhabilitation doivent jurer fidélité non seulement à la nation polonaise, mais aussi à « l'État démocratique polonais », forçant ainsi non seulement les intéressés à reconnaître que l'État polonais de l'époque est démocratique, mais aussi en un certain sens à le légitimer en proclamant leur attachement à lui. Le processus encore plus précis et détaillé pour les *Volksdeutsche* militaires, enrôlés souvent de force dans la Wehrmacht. Pour un certain nombre d'entre eux, retenus prisonniers à l'étranger, ce sont les agents consulaires polonais des pays dans lesquels se trouvent les camps de prisonniers qui recueillent leurs déclarations de fidélités, auxquelles on joint le formulaire suivant à remplir, afin de sonder leurs rapports à la nation polonaise et la nature profonde de leur engagement :

Prénom et nom

Preuves de la nationalité polonaise (documents administratifs)

Citoyenneté avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939

Citoyenneté après le 1<sup>er</sup> septembre 1939

Lieu et date de l'obtention de la citoyenneté allemande

Inscription sur la *Volkslist* : catégorie de la *Volkslist*

Localité d'inscription sur la *Volkslist*

Service dans l'armée polonaise

Service dans l'armée allemande

Date et lieu d'incorporation dans l'armée allemande

Participation aux combats et à l'occupation

---

<sup>96</sup> AAN/MAP/766/p. 123.



Grade dans l'armée allemande

Ce qu'il fait dans l'armée allemande

Distinctions et décorations allemandes

Appartenance à des organisations avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939

Appartenance à des organisations après le 1<sup>er</sup> septembre 1939

Appartenance aux SS, SA, NSDAP ou *Hitler Jugend* et de quand à quand

Date lieu signature<sup>97</sup>

Les *Volksdeutsche* sont donc soumis à une vérification précise de leur passé pour s'ils peuvent être réhabilités. Le processus dure quelques années, jusqu'en 1948, et le sort des *Volksdeutsche* non réhabilités pousse les autres à obtenir à tout prix leur réhabilitation. Les *Volksdeutsche* du 1<sup>er</sup> groupe, et un certain nombre du 2<sup>ème</sup> groupe, sont en effet mis dans des camps de travail, en conformité avec la loi du 6 mai 1945, qui dans son article 16 stipule que les *Volksdeutsche* convaincus d'intelligence avec l'ennemi, sous quelque forme que ce soit, y compris la simple inscription opportuniste sur la *Volksliste*, sont passibles d'être mis en détention, soumis au travail forcé, condamnés à la privation définitive de leurs droits civiques et à la perte de tous leurs biens. Un certain nombre de camps, pour la plupart hérités des camps nazis, sont donc réouverts pour eux, comme les camps de Jaworzno, à la frontière orientale de la Haute-Silésie ou Potulice, à l'ouest de Bydgoszcz en Poméranie. Dans ces camps se poursuivent les opérations de réhabilitation, pour s'assurer que dans la précipitation et le chaos de l'après-guerre, il n'y ait pas eu des *Volksdeutsche* internés pour de mauvaises raisons. La lecture des rapports de la Commission interministérielle<sup>98</sup> pour les affaires des *Volksdeutsche* rédigés pour ces deux camps sont particulièrement intéressants, car ils permettent de préciser les critères pris en compte par l'État polonais pour juger de l'attachement et de la fidélité des *Volksdeutsche* à la nation polonaise. Voici un extrait du rapport concernant le camp de Jaworzno, en date du 9 juillet 1948 :

Les critères généraux suivis par la Commission dans son examen étaient : la connaissance de la langue polonaise, la volonté de l'interné, la situation familiale, dans ce dernier cas ce critère était assez important en cas de grand nombre d'enfants, la profession du demandeur, l'examen de son activité (en

---

<sup>97</sup> AAN/MAP/766/ p. 154.

<sup>98</sup> Cette commission compte trois membres principaux, chacun étant délégué d'un des ministères impliqués dans la procédure de réhabilitation. Il est intéressant de voir de quels ministères il s'agit, cela permettant de se faire une idée de la manière dont l'État polonais envisage cette réhabilitation. Il s'agit donc des délégués du ministère de la Justice, de la Sécurité publique et de l'Administration publique. La réhabilitation a donc bien une nature judiciaire, en un sens punitive.

se fondant sur les interrogatoires, les actes juridiques, les organes de la Sécurité publique [...] avant-guerre et pendant l'occupation.<sup>99</sup>

À côté de critères objectifs et relativement simples (niveau de langue, activités pendant l'Occupation) sont pris aussi en compte des critères plus subjectifs (la volonté de la personne) ; surtout, sont pris en compte des critères ne concernant pas le rapport du *Volksdeutsche* à l'État polonais, mais la valeur que ce dernier peut représenter pour cet État. En effet, le critère familial et professionnel permet de nuancer l'approche rigide, parfois impitoyable, des critères objectifs. On peut supposer que dans certains cas, un *Volksdeutsche* pas entièrement irréprochable a pu bénéficier d'une certaine clémence lors de la réhabilitation car il avait une famille nombreuse pouvant permettre de renforcer la démographie polonaise, ou des qualités professionnelles utiles à la reconstruction de la Pologne. L'écart entre le discours officiel, volontairement sévère pour répondre à une demande sociale de vengeance et/ou de justice de la part de la société polonaise, et une réalité un peu plus nuancée est donc ici perceptible. Cependant, bien des *Volksdeutsche*, même les plus irréprochables, ont eu à affronter, parfois longtemps après la guerre, le regard suspicieux de leurs compatriotes polonais. Cela va être aussi le cas du pendant des *Volksdeutsche* de l'autre côté de l'ancienne frontière d'avant 1939 : les « autochtones ».

### ***B. Des « retrouvailles » manquées avec les autochtones polonais***

Les « autochtones » polonais sont, dans la terminologie de l'après-guerre, les populations de citoyenneté allemande mais d'origine slave voire polonaise habitant dans les confins orientaux de l'Allemagne d'avant-guerre. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils sont évalués à environ 1 million de personnes, réparties dans les territoires frontaliers de l'Allemagne d'avant 1939<sup>100</sup>. Au nord-est, dans le sud de la Prusse orientale, habitent les Varmiens et les Mazures, au nombre d'environ 300 000. Au nord-ouest, dans l'est de la Poméranie occidentale, se trouvent quelques milliers de Cachoubes et quelques centaines de Slovincs. Au sud-ouest enfin, en Haute-Silésie, habitent les Silésiens qui sont près de 800 000. De nombreux Silésiens et Cachoubes habitaient déjà en Pologne avant 1939. Outre

---

<sup>99</sup> AAN/MAP/766/p. 157. En polonais: « Ogólne kryteria, jakimi Komisja kierowała się przy tej ocenie były: znajomość języka polskiego, wola internowanego, stan rodzinny, przyczym kryterium to było dość istotne np. przy dużej ilości dzieci, zawód petenta, ocena jego działalności (na podstawie przesłuchań, akt sądowych, wład bezpieczeństwa publicznego [...]) w okresie przedwojennym i w czasie okupacji. ».

<sup>100</sup> SAKSON Andrzej, « National minorities in Northern and western Poland » (les Minorités nationales dans la Pologne septentrionale et occidentale) in Institute for Western Affairs, [www.iz.poznan.pl](http://www.iz.poznan.pl), après 2008, p. 3.

ces trois foyers principaux, quelques milliers de Polonais sont dispersés sur le pourtour de la Grande-Pologne. Ce sont donc ces populations, souvent majoritaires localement mais minoritaires à l'échelle de l'ensemble des territoires recouverts, qui sont considérées comme étant les autochtones par excellence, descendants des populations originelles des territoires recouverts, alors que les Allemands, dans l'idéologie polonaise de l'époque, sont considérées comme des allochtones à ces territoires, non germaniques vers l'an 1000.

Les autochtones sont érigés en symboles de la polonité des territoires recouverts par le pouvoir communiste et les intellectuels polonais, mais sont bien vite perçus par les populations polonaises allochtones comme des étrangers et finissent, pour un certain nombre d'entre eux, par se sentir étrangers à la nouvelle société dans laquelle ils vivent. L'histoire des autochtones des territoires recouverts semble alors se résumer en un paradoxe : une sédentarité qui devient marginalité puis extranéité. La polonité prétendue des autochtones est en effet rapidement remise en question. Peu d'autochtones parlent la langue polonaise commune, ce qui est problématique puisque la langue est mise en avant comme principal critère distinctif. Si les autochtones du pourtour de la Grande-Pologne parlent bien le polonais, ils sont très minoritaires. S'agissant des trois composantes principales au sein des autochtones, tous parlent soit une langue slave apparentée au polonais, soit un dialecte du polonais plus ou moins proche du polonais littéraire. Les populations les plus étrangères selon le critère linguistique sont les Cachoubes et les Slovincs, dont le parler a fini par être reconnu comme une langue à part entière, quoique très proche du polonais. Les Varmiens et les Mazures parlent un dialecte du polonais, le mazovien, qui a évolué séparément et a adopté en outre de nombreux germanismes. Enfin, les Silésiens parlent un dialecte du polonais, moins perméable à la germanisation que le parler des Mazures. Les différences linguistiques, les accents parfois allemands des dialectes employés par les autochtones entraînent dans nombre de cas leur assimilation aux Allemands.

La religion joue aussi un rôle dans la formation d'une extranéité. Dans la mentalité polonaise de l'époque, il y a une identification quasiment automatique entre catholicisme et polonité, alors que les confessions chrétiennes autres sont regardées comme preuve d'extranéité, le protestantisme étant par exemple assimilé à la germanité. Or il se trouve que certains autochtones ne sont pas de confession catholique. Ainsi, si les Cachoubes sont catholiques, les Slovincs sont luthériens. La même distinction existe entre Varmiens, catholiques, et Mazures, luthériens. Le protestantisme de certains des autochtones est ainsi

vecteur de distinction et source de méfiance de la part des Polonais allochtones arrivant sur ces terres. La prise de conscience de différences entre Polonais et autochtones influe sur la politique menée par les autorités polonaises à l'égard des autochtones.

L'État communiste polonais en formation lance alors une politique d'intégration à leur égard, qui est décrite comme une « repolonisation ». Ce terme fait partie intégrante du discours selon lequel les territoires recouverts sont intégralement polonais, terres auxquelles il suffirait de rendre leur polonité effacée par l'expansion allemande. Il reconnaît en même temps les limites à la polonité des autochtones. D'où la mise en place de cours de repolonisation qui, dans certains cas, sont des cours de polonisation. Ils concernent un nombre non négligeable de personnes, plusieurs dizaines de milliers en 1946 ; l'étude comparative du pourcentage d'autochtones adultes assistant à ces cours par rapport à la population totale d'autochtones selon les voïévodies peut donner une idée du degré d'extranéité selon les régions.<sup>101</sup>

Voïévodies	Nombre d'autochtones en novembre 1946	Nombre d'élèves en mai 1946	% par voïévodies
Wrocław	24 326	6 542	26.9
Silésie	691 372	28 927	4.1
Szczecin	25 575	1 200	4.7
Gdańsk	18 841	1 800	9.6

**Tableau montrant le pourcentage de personnes assistant à des cours de « repolonisation » en 1946**

De ce tableau, nous pouvons déduire que les autochtones les plus germanisés se trouvent dans les voïévodies de Gdańsk et de Wrocław et, en se fondant sur ce seul critère, en déduire un plus grand degré d'extranéité des autochtones de ces deux voïévodies.

La repolonisation se fait aussi par le processus de vérification nationale, qui transforme les autochtones en citoyens polonais. S'il est présenté comme le processus juridique de réintégration des autochtones au sein de la nation polonaise, il peut aussi être lu comme l'expression d'une certaine défiance de l'État à l'égard des populations autochtones. En effet, pour devenir citoyen polonais, l'autochtone doit en faire la demande auprès de la commission de vérification de son district de résidence. Cette dernière examine alors la demande, en regardant notamment l'attitude de cet autochtone pendant la guerre, son appartenance éventuelle aux organisations nazies. Sont examinées aussi le degré de polonité

<sup>109</sup> AAN/MZO/1472/p. 68 et AAN/MZO/B-107/p. 28.

linguistique du demandeur, et surtout sa volonté d'apprendre ou de perfectionner son polonais. Une fois la demande validée par la commission, l'autochtone doit encore prêter serment de fidélité à la nation et à l'État polonais. L'écart entre les discours et la réalité des traitements provoque alors un désenchantement, voire parfois un rejet de la Pologne chez certains autochtones, qui se retranchent alors dans une sorte d'extranéité de défense ou d'opposition.

La repolonisation est dans un premier temps mal vécue. La plupart du temps, elle est prise pour une assimilation menaçant leur identité locale. L'opposition la plus visible à cette politique est le refus de certains autochtones à faire la demande de citoyenneté polonaise, à se soumettre à la procédure de vérification nationale. Nous disposons de statistiques qui permettent de mesurer l'ampleur diverse prise par le mouvement d'opposition à la vérification nationale, en novembre 1946, après qu'a expiré le délai pour déposer les demandes de vérification<sup>102</sup>.

Voïévodies	Vérifiés	Non-vérifiés	% de non-vérifiés
Silésie	684 872	6 500	0.9
Gdańsk	17 944	897	0.5
Szczecin	19 585	5 990	23.4
Poznań	6 318	5 161	45.0
Wrocław	16 254	8 072	33.2
Olsztyn	69 470	33 869	32.8
Territoires recouverts	824 443	57 789	7.0

**Tableau montrant le pourcentage d'autochtones non-vérifiés par voïévodies en 1946**

Les résultats diffèrent de ceux présentés dans le tableau précédent. Selon le critère linguistique, les autochtones les plus étrangers étaient ceux des voïévodies de Wrocław et de Gdańsk, alors que selon le critère de prise de position par rapport à une assimilation à la nation polonaise, les autochtones les plus réticents à la polonisation, donc les plus étrangers, seraient les habitants de la Voïévodie de Poznań, pourtant très polonisés, ceux des Voïévodies d'Olsztyn (les Varmiens et les Mazures), de Szczecin. L'extranéité est confirmée pour la seule Voïévodie de Wrocław.

Le véritable critère d'extranéité n'est donc pas tant la langue, la religion, le patronyme d'un autochtone, que le degré de conscience nationale, autrement dit la représentation mentale qu'il se fait de son appartenance à une nation plutôt qu'à une autre. Ce critère est ainsi le

<sup>102</sup> AAN/MZO/B-107/p. 28.

facteur important, confirmant ou infirmant les critères précédant. C'est le cas par exemple pour les Mazures, dont la conscience identitaire est ainsi décrite dans un exposé intitulé le « Problème Mazure » prononcé lors de la 3<sup>ème</sup> session du Conseil scientifique pour les problèmes des territoires recouverts (16-19 juin 1946) : « [une population] qui n'a jamais appartenue directement auparavant à la Pologne, mais qui a cependant gardé sa langue, avait une conscience faible, et qui consiste avant tout en un sentiment de distinction mazure au sein d'un milieu germanique. <sup>103</sup> ». Ainsi, l'autodéfinition des autochtones est le facteur principal limitant leur polonité, puisque certains autochtones s'identifient, malgré certains caractères distinctifs, avec l'Allemagne (Slovinces) quand d'autres ont une identité régionaliste, à mi-chemin entre les identités allemandes et polonaises (Mazures et Varmiens). Cette extranéité est renforcée par la marginalisation sociale qui frappe la majeure partie des autochtones.

Pour les Polonais arrivant dans les régions habitées par les autochtones, et encore marqués par les crimes de guerre allemands, les autochtones, notamment les plus germanisés, sont d'emblée assimilés aux Allemands. Les populations polonaises allochtones sont méfiantes, voire hostiles, à l'égard des autochtones, attitudes qui se manifestent par de nombreux abus. Issus avant tout des classes populaires, puisque majoritairement paysans voire ouvriers, les autochtones voient leurs conditions de vie se dégrader encore davantage après-guerre. Les questions foncières sont au cœur des problèmes envenimant les relations entre les deux communautés, les Polonais s'installant sur les territoires recouverts justifient souvent la confiscation d'une ferme à une famille autochtone par le fait que cette dernière, même si elle a été vérifiée positivement et reconnue comme polonaise, ne le serait en fait pas vraiment.

Les rapports de l'administration locale font souvent état de ces abus ; les administrations régionales et nationales tentent d'y remédier en promulguant des décrets de protection des autochtones, insistant sur leur polonité. Ainsi, dans son *Bulletin d'information interne* de 1947, le PZZ se fait l'écho de ces discriminations et de l'étrangéisation des autochtones, notamment en Varmie-Mazurie : « L'assimilation de cette population, particulièrement celle de confession évangélique, aux Allemands, est devenu pratiquement un phénomène chronique ; un fait digne de mépris est que cette atmosphère est avant tout créée

---

<sup>103</sup> AAN/MZO/1695/p. 75. En polonais: « [ludność] która bezpośrednio do Polski nigdy nie zależała, jednak mowę swą zachowała, uświadomienie posiadała słabe, a polegającego głównie na poczuciu odrębności mazurskiej wśród otoczenia germańskiego. ».

par des colons désirant voler les biens de cette population<sup>104</sup>». Est ainsi condamnée la mauvaise foi de certains Polonais exagérant les caractères distinctifs des autochtones. Ce problème socio-économique est le principal responsable de l'échec relatif de l'intégration des autochtones à la nation polonaise. Cet échec varie selon les groupes mentionnés, de quasi-total pour les Slovincs à relativement faible pour les Silésiens. Dès lors, certains autochtones font des demandes de rapatriement vers l'Allemagne, notamment à partir des années 1947-1948, puis à partir de 1955-1956. L'extranéité est alors double : c'est non seulement une partie non négligeable des autochtones qui se perçoit comme étrangère à la Pologne, mais encore la majorité des Polonais allochtones qui les perçoivent comme tels. Il s'agit alors pour un certain nombre d'autochtones d'une marginalisation intégrée, voulue et entretenue, dans le but de pouvoir un jour partir de Pologne et émigrer en Allemagne. Elle frappe en fait toute la population des territoires recouverts ce que l'on va voir avec le « syndrome de l'éphémère ».

### C. *Le syndrome du temporaire*

L'une des caractéristiques principales de la marginalisation de l'ensemble de la population habitant les territoires recouverts est ce que l'on pourrait appeler le « syndrome du temporaire ». Il ne s'agit pas d'un concept formellement défini, mais le terme revient souvent sous la plume des spécialistes de la société polonaise des territoires recouverts<sup>105</sup>. La traduction est imparfaite, car le terme exact correspondant en français n'existe pas : en polonais, *syndrom tymczasowości* peut se traduire littéralement par « syndrome de ce qui est temporaire »<sup>106</sup>. Il désigne l'état psychologique dans lequel ont vécu une bonne partie des

---

<sup>104</sup> APP/PZZ/962/p. 32. En polonais : « utożsamienie tej ludności, zwłaszcza wyznania ewangelickiego, z Niemcami stało się już prawie nagminnym zjawiskiem, przy czym pożałowania godnym faktem jest, iż atmosfera ta stworzona jest głównie przez osadników pragnących zagrabienie mienie tej ludności ».

<sup>105</sup> Entre autres **Andrzej Makowski** (« Pomorze Zachodnie w polityce gospodarczej Polski w latach 1945-1960 » (la Poméranie occidentale dans la politique économique de la Pologne entre 1945 et 1960) in KOZŁOWSKI Kazimierz (réd), *Pomorze Zachodnie w latach 1945-2005 : wybrane problemy polityczne, administracyjne, demograficzne i ekonomiczne (la Poméranie Occidentale de 1945 à 2005 : problèmes politiques, administratifs, démographiques et économiques choisis)*, Książnica Pomorska (la Librairie Poméranienne), Szczecin, 2005), **Antoni Czubiński** (« Polska i Pomorze Zachodnie w latach 1945-1995 » (la Pologne et la Poméranie occidentale dans les années 1945-1995 in KOZŁOWSKI Kazimierz (réd.), *Pomorze Zachodnie, 50 lat w granicach Polski, (la Poméranie occidentale, 50 ans à l'intérieur des frontières de la Pologne)*, Kuratorium oświaty w Szczecinie/ Polskie Towarzystwo historyczne/ Archiwum Państwowe w Szczecinie (Office de l'éducation de Szczecin/ Association historique polonaise/ Archives d'Etat de Szczecin), Szczecin, 1996) **Kazimierz Kozłowski** (KOZŁOWSKI Kazimierz, « Nastroje społeczne na Pomorzu Zachodnim na tle procesów osiedleńczych (1945-1947) » ( Les réactions sociales en Poméranie occidentale par rapport aux processus colonisateurs 1945-1947) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 37/4, p. 151-176, 2005.

<sup>106</sup> *tymczasowy* signifie temporaire. Le substantif, s'il existe en anglais, *temporariness*, n'existe pas en français ; on utilisera donc l'adjectif « temporaire » sous une forme substantivée.

nouveaux habitants des territoires recouverts, notamment ceux qui ne sont pas nés sur ces terres. Les définitions sont nombreuses, mais on peut rapporter les paroles d'un philologue polonais, Stanisław Kolbuszewski, citées dans un chapitre de l'ouvrage de référence présentant les études sociologiques consacrées aux territoires recouverts<sup>107</sup> : « l'Homme ne peut vivre durablement au milieu de choses qui lui sont étrangères, il ne peut vivre avec une conscience éternelle d'un caractère éphémère et sans soutien de la part du passé et de la tradition ; la vie cependant prend les formes de durabilité seulement quand il possède son propre toit, quand il se sent chez lui ». Autrement dit, le « syndrome du temporaire » est une aliénation entraînant un état psychologique d'incertitude. L'extranéité physique et culturelle du nouveau cadre de vie des populations, l'incertitude géopolitique quant au sort définitif de ces territoires entraînent chez les populations polonaises peuplant ces régions le sentiment que leur présence n'est que temporaire, et donc retarde d'autant plus l'appropriation de ces régions et l'agrégation des groupes humains divers en une seule société.

En effet, le problème du « syndrome du temporaire » pose la question de l'adaptation des nouvelles populations à leurs nouveaux lieux de vie. Dans la plupart des cas, jusqu'à la fin des années 1950 au moins, il est difficile de parler d'intégration, notamment dans les générations plus anciennes, et particulièrement dans les populations des confins orientaux, qui espèrent retourner sur leurs terres. Dans le chapitre précédemment cité, Władysław Jacher distingue trois étapes de l'adaptation des populations à leurs nouveaux cadres de vie, parallèlement à la formation de liens sociaux, indispensables pour pouvoir parler de sociétés régionales et non plus de communautés vivant simplement côte à côte<sup>108</sup>. Sur le court terme, les allochtones s'adaptent aux nouvelles conditions géographiques et aux conditions socio-économiques (en général une affaire de mois). Sur le moyen terme, on assiste à la création de liens locaux par le mariage, la fondation de familles, le rapprochement avec les voisins. À l'endogamie intra-communautaire est peu à peu substituée une exogamie inter-communautaire. Cette deuxième étape prend plusieurs années ; d'un point de vue sociologique la borne chronologique de fin d'études prend tout son sens car à la fin des années 50, au début des années 60, cette deuxième phase est dans l'ensemble terminée. Enfin, sur le long terme, une identité locale se crée. Il a fallu du temps pour qu'émerge une communauté régionale créant un rapport affectif

---

<sup>107</sup> JACHER Władysław, « le problème de l'adaptation socioculturelle de la population polonaise sur les Terres occidentales et septentrionales après 1945 » in MICHALAK Andrzej, SAKSON Andrzej et alii, *Polskie Ziemie Zachodnie : studia socjologiczne (les Terres Occidentales Polonaises : études sociologiques)*, IZ, Poznań, 2011.

<sup>108</sup> JACHER Władysław, *op. cit.*, p. 67-78.



entre l'habitant et ce qu'il considère désormais comme sa petite patrie, son « *heimat* ». Ce processus de régionalisation, au sens de création d'une communauté socio-culturelle régionale consciente de ses traits distinctifs par rapport aux autres régions n'a pu, à cause du « syndrome du temporaire » et des aléas de la géopolitique, commencer réellement qu'à partir de l'année 1970, et a pris un tournant décisif dans les années 1990.

Dans les années 1940 et 1950 cependant, une appropriation pleine et entière des territoires recouverts n'est pas encore à l'ordre du jour. Beaucoup ressentent ce « syndrome du temporaire », qui laisse de nombreuses traces dans les enquêtes sociologiques. L'essor de la sociologie polonaise donne en effet aux chercheurs polonais des outils intéressants pour pouvoir étudier le degré d'intégration des Polonais allochtones à leur nouvel environnement à l'Ouest et au Nord de la Pologne<sup>109</sup>. Ces enquêtes sont réalisées à la suite de l'Octobre polonais ; elles sont partie intégrante du programme lancé par l'équipe de Gomulka pour permettre un rattrapage socio-économique des territoires recouverts. Leurs résultats vont dans le sens d'une adaptation partielle des populations allochtones à leurs nouveaux lieux de vie. Quelques enquêtes sociologiques intéressantes nous montrent à la fois la réalité de la vie des populations, leur degré d'attachement à leurs habitats, la présence ou l'absence de liens entre les communautés diverses fondant la société des territoires recouverts. Trois ont retenu notre attention : une enquête réalisée en 1958 auprès des élèves du lycée pédagogique de Mrągowo, en Varmie-Mazurie, qui se concentre avant tout sur les relations entre autochtones et allochtones, une réalisée la même année auprès de diverses personnes, d'horizons socio-professionnels différents, dans la ville de Gubin, ville-frontière de la voïévodie de Lubusz<sup>110</sup>. Cette dernière est la plus complète, à la fois par l'échantillon de personnes interrogées et par l'ampleur des questions posées. Enfin, la dernière date de 1959, elle a été faite à Kostrzyn sur l'Oder, là aussi ville-frontière du Nord de la voïévodie de Lubusz ; elle reprend les principes de la précédente quant à l'échantillon de personnes interrogées, mais est moins complète que la précédente dans le questionnement, puisqu'il s'agit avant tout de souvenirs d'habitants sans questions précises. Les grandes idées de la deuxième enquête, la plus complète, seront restituées.

---

<sup>109</sup> Voici quelques sociologues qui se sont intéressés aux territoires recouverts pendant la période d'étude : Rajmund Buławski, Kazimierz Dobrowolski, Paweł Rybicki, Andrzej Kwilecki, Zygmunt Dulczewski. Le chapitre 4 s'intéressera plus en détails aux spécialistes polonais des territoires recouverts.

<sup>110</sup> Respectivement, des archives de l'Institut occidental de Poznań : AIZ/121-6, AIZ/121-7 et AIZ/121-10.

La représentativité de l'enquête pourrait être sujette à caution : Gubin est une ville-frontière particulière, constituée de la partie orientale de l'ancienne Guben, située au bord de la Neisse de Lusace. À l'extrémité des territoires recouverts, marquée par une forte présence militaire, elle est jusqu'en 1956 une ville fermée. La teneur des réponses peut avoir été influencée par ce contexte, pouvant amener à des phénomènes exceptionnels qui ne se rencontreraient pas dans le reste des territoires recouverts. On ne pense pas qu'il en soit ainsi. En effet, d'une part, si distorsion il y a, c'est dans les proportions, non dans la nature des phénomènes en eux-mêmes. La lecture d'autres documents<sup>111</sup>, plus ponctuels, permet de voir que les phénomènes sociologiques observés à Gubin semblent être les mêmes que dans le reste des territoires recouverts ; peut-être sont-ils tout au plus amplifiés par la présence de la frontière et la nature militaire de la ville. D'autre part, l'enquête a eu lieu en 1958, près de deux ans après la suppression du statut militaire de la ville, une normalisation est en cours, présente dans certains témoignages. Cette enquête se divise en deux grandes parties : elle se compose tout d'abord des témoignages d'un certain nombre de personnalités de la ville. Nous ignorons si des questions ont été posées à ces personnes pour influencer leurs récits ; nulle trace n'en a été trouvée. La seconde partie est composée d'une liasse de questionnaires sociologiques remplis par des habitants ordinaires de la ville.

Le processus d'adaptation des populations à Gubin, longtemps gelé par le stalinisme, particulièrement rigoureux dans cette ville, est en cours en 1957-1958, et pour un certain nombre de personnes il est même terminé. Néanmoins, particulièrement dans les témoignages, le « syndrome du temporaire » se trouve parfois, même si certaines personnes notent que la ville est devenue depuis peu plus vivable. Deux témoignages ont particulièrement retenu notre attention : celui du directeur du lycée technique, et celui d'un ingénieur, récemment arrivé dans la ville. Les deux font part de ce sentiment de ne pas être chez soi, d'être plongé dans une incertitude, comme si leur vie sur place ne devait s'écrire qu'en pointillés. Ainsi le directeur de dire : « Il existe ici un certain caractère éphémère. Tout le monde traite tout de manière temporaire et ce sentiment s'empare de moi également, je ne sais même pas si je resterai ici définitivement. »<sup>112</sup>. L'envie de repartir montre bien à quel point l'adaptation est

---

<sup>111</sup> Notamment TROSIAK Cezary, « O Tożsamości regionalnej na Ziemiach Zachodnich i północnych » (De l'Identité régionale dans les terres occidentales et septentrionales), in *Siedlisko*, Volume 5, p. 1-7, IZ, Poznań, 2008.

<sup>112</sup> AIZ/ 121-6. En polonais : « Tutaj istnieje jakaś tymczasowość. Wszyscy traktują wszystko za czasowe i mnie ogarnia to uczucie i ja sam nie wiem czy tutaj zostaną na stałe. ».

difficile. Pour expliquer ce sentiment, il met en avant le manque total de lien social, notamment chez les intellectuels, et l'atomisation de la société gubinienne en petits groupes cloisonnés n'entretenant que très peu de relations entre eux : « Les faibles contacts entre intellectuels, leur niveau faible et les préjugés envers eux ont pesé sur sa vie. Cela entraîne le fait que les personnes se replient sur des groupes. »<sup>113</sup>. L'ingénieur n'est pas en reste, parlant de sa réaction et celle de sa femme lorsqu'il a appris la nouvelle de sa mutation dans la ville : « J'ai pris la nouvelle du transfert avec calme, mais ma femme ne voulait pas s'installer sur la frontière, près de l'Allemagne. »<sup>114</sup>. La concision de cette phrase est lourde de sous-entendu, comme si être muté dans les territoires recouverts, et dans ce recoin particulièrement, était synonyme d'épreuve. La proximité avec l'Allemagne renvoie à la peur, encore bien présente malgré les accords de Görlitz de 1950, d'un retour des Allemands sur ces terres, catalysant le syndrome du temporaire.

À la lecture des questionnaires, le portrait est bien plus nuancé, même si certaines idées se retrouvent. Pour des raisons techniques, on n'a pu prendre connaissance que de 31 questionnaires, mais les réponses qu'ils nous apportent sont assez éclairantes en elles-mêmes. Il s'agit de pages recto-verso dactylographiées comportant 31 questions, assez précises, et qui permettent de donner une idée des grands événements de la vie des habitants : lieu et date de naissance, statut marital, date d'arrivée en Pologne après-guerre et d'arrivée à Gubin, maintien de contacts avec la famille restée au pays, type de travail et salaire, appartenance à des organisations politiques et autres associations, identité linguistique, type d'habitat et grandeur de la famille. Nous avons décidé de traiter ce questionnaire en prenant en compte la période d'arrivée en Pologne (premier flux des années 1945-1949, second des années 1955-1959), et l'origine géographique des arrivants (personnes des confins du Sud-Est, c'est-à-dire de la RSS d'Ukraine, ou des confins du nord-Est, autrement dit les RSS de Biélorussie et de Lituanie). Cette double distinction au sein des habitants sera croisée avec deux autres informations, le degré d'intégration culturelle (notamment en comparant les langues parlées avant et après l'arrivée en Pologne) et le degré d'intégration socio-économique (possession d'un emploi, et surtout contentement d'être arrivé à Gubin ou non), indicateurs qui nous

---

<sup>113</sup> *Idem.* « Słaby kontakt między inteligencją, jej niski i poziom i uprzedzenie do inteligencji zaważyły na jej życiu. To doprowadziło do stanu, że ludzie zamykają się w grupy. ».

<sup>114</sup> *Idem.* « Ja przeniesienie przyjąłem spokojnie, ale żona nie chciała przeprowadzać się nad granicę, blisko Niemiec. ».

permettront d'avoir une idée sur le degré d'adaptation des populations données et donc leur degré de perméabilité à ce syndrome du temporaire.

Population de Gubin	Polonité exclusive <sup>115</sup>	Polonité non exclusive	Polonisation/repolonisation en cours	Absence de polonisation
Arrivée en période 1 (1945-1949)	7 (47 %)	4 (27 %)	4 (27 %)	0
Arrivée en période 2 (1955-1959)	4 (25 %)	1 (6 %)	7 (44 %)	4 (25 %)

**Tableau montrant le degré d'intégration culturelle de la population de Gubin selon la période d'arrivée**

Population de Gubin	Polonité exclusive	Polonité non exclusive	Polonisation/repolonisation en cours	Absence de polonisation
Originaires des confins du Sud-Est	5 (63 %)	2 (25 %)	1 (12 %)	0
Originaires des confins du nord-Est	6 (27 %)	3 (14 %)	9 (41 %)	4 (18 %)

**Tableau montrant le degré d'intégration culturelle de la population de Gubin selon la région d'origine**

---

<sup>115</sup> On précise la signification des degrés d'intégration culturelle : des plus intégrés (Polonité exclusive, le polonais étant la langue parlée avant et après l'arrivée en Pologne) aux moins intégrés (absence de polonisation, la langue parlée avant et après l'arrivée n'étant pas le polonais), en passant par la polonité non exclusive (polonais + une autre langue parlés avant l'arrivée en Pologne) et la polonisation/repolonisation en cours (polonais non parlé avant l'arrivée, mais parlé depuis l'arrivée).

Population de Gubin	Adaptation totale <sup>116</sup>	Adaptation partielle	Absence d'adaptation
Arrivée en période 1	9 (60 %)	3 (20 %)	3 (20 %)
Arrivée en période 2	5 (33 %)	6 (40 %)	4 (27 %)

**Tableau montrant le degré d'intégration socio-économique de la population de Gubin selon la période d'arrivée**

Population de Gubin	Adaptation totale	Adaptation partielle	Absence d'adaptation
Originaires des confins du Sud-Est	4 (50 %)	2 (25 %)	2 (25 %)
Originaires des confins du nord-Est	10 (45 %)	7 (32 %)	5 (23 %)

**Tableau montrant le degré d'intégration socio-économique de la population de Gubin selon la région d'origine**

D'après ces statistiques, l'adaptation des populations aux territoires recouverts, et particulièrement à la ville de Gubin, est en cours en 1958. Elle est cependant loin d'être achevée. Il apparaît, sans surprise, que le facteur majeur jouant en faveur de l'adaptation, et donc de la disparition du « syndrome de l'éphémère », est la date d'arrivée dans la région. Que cela soit d'un point de vue culturel (74 %), ou d'un point de vue socio-économique (80 %), les personnes arrivées juste après la Seconde Guerre mondiale sont intégrées ou en cours d'intégration, alors que chez les personnes arrivées à la faveur de la déstalinisation, ces proportions ne sont respectivement que de 31 et 73 %. Ces dernières données peuvent être majorées : l'acclimatation rapide à la ville peut résulter pour ceux arrivés en 1955-1958 davantage d'un effet de soulagement d'être partis d'URSS que d'un réel enthousiasme à l'idée de commencer une vie nouvelle à Gubin. De nombreuses réactions vont dans ce sens : « Ici c'est mieux, moi seule je peux gagner pour nourrir mes vieux parents et là-bas je n'y arrivais

---

<sup>116</sup> Les deux tableaux suivants montrent ce que l'on a appelé une intégration socio-économique (contentement d'habiter à Gubin ou désir d'en partir, possession d'un travail sur place, sensation globale). Par adaptation totale, on entendra une personne contente d'être arrivée sur place et d'y habiter. L'adaptation partielle se caractérise par un contentement global, mais par la mise en avant d'un ou plusieurs bémols. L'absence d'adaptation se définit par un mécontentement clairement exprimé et/ou un désir de partir de Gubin. Dans certains cas, notamment pour ce qui est de l'intégration, on a quelques doutes sur la réalité de cette intégration totale, car pour certains le contentement de vivre à Gubin semble être relatif, et provenir davantage d'un soulagement d'être parti des confins que d'une joie réelle d'habiter à Gubin. Néanmoins, les réponses étant souvent courtes, et n'exprimant pas de griefs à l'égard du nouveau lieu de vie, il est difficile d'avoir une idée plus précise de la pensée réelle de ces personnes, ce qui explique le choix de les mettre dans la case intégration malgré tout.

pas. » ou encore : « Je me plais bien ici, qu'il donne seulement un appartement je ne veux rien de plus, je me suis tirée de l'enfer. C'est dur sans appartement. »<sup>117</sup>. L'adaptation est fonction de la période d'arrivée, elle est bien plus poussée pour les primo arrivants que pour les personnes d'installation récente. L'origine géographique joue aussi un rôle, mais de moindre importance : on constate une bien meilleure intégration culturelle des habitants originaires des confins du Sud-Est (88 %) que de ceux du Nord-Est (41 %). Cet écart peut s'expliquer à la fois par la composition des flux migratoires : en 1945-1949, ce sont avant tout les Polonais les plus conscients nationalement qui partent de ces régions. Si la grande majorité des réserves migratoires sont tariées après cette date dans le Sud-Est, il n'en va pas de même dans le Nord-Est où subsiste encore une population polonaise de plusieurs centaines de milliers de personnes, mais à la conscience nationale plus malléable, ce qui se voit notamment par une utilisation accrue de langues autres que le polonais. C'est elle qui fournit l'essentiel des contingents des personnes arrivant à partir de 1955, et qui creuse la différence entre les deux communautés. Il y a aussi une explication plus historique : l'antagonisme polono-ukrainien dans le Sud-Est, qui a cristallisé de manière plus précoce et plus forte les identités nationales, alors que dans le Nord-Est, l'absence d'antagonisme équivalent explique que l'on peut très bien parler biélorusse chez soi en ayant seulement des rudiments de polonais, tout en se considérant polonais. Quoiqu'il en soit, la différence d'intégration entre les deux origines géographiques ne se retrouve qu'au niveau culturel, car au niveau socio-économique les taux sont équivalents (75 et 77 %). Pour conclure, ce sont avant tous les critères culturels qui décident du degré d'adaptation et qui ralentissent, avec le contexte géopolitique, la disparition du « syndrome du temporaire ». Après 1956, le critère socio-économique a tendance à favoriser l'intégration, contrairement à ce qui s'est passé pendant le stalinisme, période de marginalisation des territoires recouverts.

#### **IV Des territoires délaissés**

La marginalisation des territoires recouverts se voit à travers l'amnésie mémorielle voulue par l'État pour faire disparaître de ces terres tous leurs liens avec l'histoire allemande, ce qui revient dans certains cas à effacer quelques siècles d'histoire, et la marginalisation économique qui découle du relatif abandon de ces régions par le plan sexennal.

---

<sup>117</sup> Comme les statistiques des tableaux précédents, tout cela provient du dossier consulté à l'Institut occidental de Poznań AIZ/ 121-7.

### *A. Tabula rasa : la chasse aux vestiges allemands*

La marginalisation des territoires recouverts se remarque tout d'abord dans l'élimination systématique de tous les hauts lieux de la mémoire allemande. Dans le cadre de la polonisation des territoires, l'administration locale, suivant parfois les directives du gouvernement central, réalise une destruction assez systématique de tous les lieux symboles de la germanité de cette terre. Ces actions précèdent souvent le sacage par certains civils polonais d'un patrimoine considéré comme ennemi. Les exemples étant nombreux, trois cas de figures seront abordés : le patrimoine matériel détruit/ non-reconstruit, le patrimoine matériel polonisé, enfin, plus spécifiquement, l'effacement de la germanité de ces régions par les changements toponymiques des noms de lieux et de rues.

Pour ce qui est du patrimoine détruit ou non-reconstruit, les exemples sont abondants. Un type d'édifice a particulièrement été pris pour cible : les palais élevés à l'époque moderne et contemporaine par les grandes familles aristocratiques prussiennes. Ce patrimoine avait le désavantage de représenter à la fois l'Allemagne honnie, et la domination des grands propriétaires terriens sur la classe paysanne. Ainsi, avec cette grille de lecture en tête, de nombreux palais ont soit été détruits, soit non-reconstruits après-guerre, pour leur charge symbolique. Dans la première catégorie, on trouve notamment le Palais de Szczodre (en allemand *Schloss Sibyllenort*), situé dans les environs de Wrocław, et qui a appartenu à plusieurs grandes familles allemandes (entre autres les Wettin)<sup>118</sup>. Brûlé en 1945, il a, au lieu d'être au moins conservé, été presque entièrement démantelé. Dans la seconde catégorie, on trouve le palais des Promnitzow à Żary, changé par la suite en prison prussienne, et qui lui aussi brûlé en 1945, a été conservé à l'état de ruine. Ces destructions ne concernent pas seulement des bâtiments isolés, mais se retrouvent également à l'échelle des villes. Si les villes des territoires recouverts ont eu beaucoup à souffrir de la guerre, un certain nombre de leurs quartiers n'avaient subi en 1945 que de dommages superficiels. Là encore, les autorités locales ont décidé de démanteler des rues ou des quartiers entiers, en se fondant sur le seul critère de l'origine nationale de leurs bâtisseurs. Pour justifier le procédé, on mettait en avant que les briques récupérées sur les demeures détruites devaient servir à la reconstruction de la vieille ville de Varsovie, vengeance a posteriori pour la destruction de la capitale polonaise. Elles ont participé à cette reconstruction dans la mesure où elles étaient réutilisables, ce qui

---

<sup>118</sup> KOŁACZEK Jarosław, « Śląski Windsor », in *Szczodre*, 07/1999, <http://www.szczodre.pl/windsor.php> , consulté le 18/07/2018.

s'est avéré ne pas toujours être le cas. De nombreuses villes des territoires recouverts ont été concernés par ces démolitions volontaires : l'un des cas les plus emblématiques est la ville de Nysa (Neisse) en Silésie d'Opole, certes assez touchée par la guerre, mais dont la reconstruction semblait possible<sup>119</sup>. Pour des motifs idéologiques, celle que l'on appelait parfois la « Rome silésienne » pour son architecture Renaissance a été en grande partie déconstruite après-guerre. Enfin, dernière catégorie de patrimoine concernée par ces destructions préméditées, les nombreux monuments allemands. Ce sont ceux qui ont été les premiers touchés, leur élimination étant la plus simple. Particulièrement symboliques, ils représentaient comme nuls autres la présence allemande multiséculaire sur ces territoires. Ainsi, la statuaire et les monuments aux morts allemands, de même que les cimetières, ont eu particulièrement à souffrir. On pourrait multiplier les exemples un seul cas sera évoqué : celui du monument équestre élevé à Wrocław en 1896 en l'honneur de Guillaume I<sup>er</sup><sup>120</sup>. Sa destruction a été réalisée en grande pompe lors d'une cérémonie officielle le 21 octobre 1945. La place est restée longtemps vide à son emplacement, et ce n'est que le 15 septembre 2007 qu'une polonisation symbolique de cet ancien lieu de mémoire allemand a eu lieu avec l'érection d'une statue équestre de Boleslas I<sup>er</sup> le Vaillant, symbole polonais antithétique à ce que représente Guillaume I<sup>er</sup> dans un certain roman national allemand (expansionnisme polonais vers l'ouest contre expansionnisme allemand vers l'est).

Dans un certain nombre de cas, le patrimoine n'a pas été détruit, mais il a été polonisé, pour en faire le témoin de la polonité originelle de ces terres. Cette politique historique concerne surtout les édifices de la période polonaise ou immédiatement postérieure. Un exemple d'une semblable politique concerne le réseau de châteaux médiévaux des territoires recouverts et qui, par le simple fait qu'ils aient été construits à l'époque polonaise ou à l'époque où les Slaves occidentaux dominaient la région, ont été élevés au rang de témoins de polonité, même si dans bien des cas ils ne gardent pas grand-chose de leur période polonaise. Il en va ainsi de nombre de châteaux silésiens, auxquels on a accolé l'épithète de « piastiens », pour rappeler qu'ils ont été élevés par les ducs et comtes de la dynastie des Piast qui a longtemps régné sur les petites principautés silésiennes, pour certains jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle. L'Association polonaise de tourisme (PTTK) a même établi un chemin de randonnées des « châteaux piastiens »

---

<sup>119</sup> FOLTYN T., « Zniszczenia zabytkowego śródmieścia Nysy », (les Destructions de la vieille ville de Nysa) in *Śląsk Opolski (la Silésie d'Opole)*, n° 2, Opole 2000, p. 13-18.

<sup>120</sup> THUM Gregor, *Obce miasto Wrocław. 1945 i potem (Wrocław, ville étrangère. 1945 et après)*, Via Nova, Wrocław, 2004, p. 343.



traversant la Basse-Silésie. De même, à Szczecin, le château des Griffons, la dynastie d'origine slave qui a régné sur la région jusqu'en 1648, a été reconstruit avec piété après-guerre dans le style renaissance, époque où la principauté était encore indépendante du Brandebourg, pour montrer la permanence de l'influence slave (assimilée à l'influence polonaise) et mettre en avant le caractère supposé relativement bref de la présence allemande, alors même qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, la Poméranie centrale autour de Szczecin est déjà entièrement germanisée.

Dernier exemple de la destruction de la mémoire allemande sur ces terres et de leur polonisation, les changements dans les noms des rues des villes de la région, qui montrent une guerre des mémoires. Wrocław a fait l'objet d'un certain nombre d'études sur ces processus d'appropriation de la ville par des mémoires concurrentes<sup>121</sup>. Les choix des nouveaux noms polonais des rues n'ont bien entendu pas fait au hasard, mais selon une logique nationaliste antiallemande conduisant à effacer le moindre nom à consonnance germanique<sup>122</sup>. Une typologie des changements peut être faite selon le type de noms, montrant l'ampleur de l'anti germanisme des nouveaux édiles de la cité. Tout d'abord, certains changements apparaissent comme assez évidents : ceux portant sur des rues portant les noms de symbole du nationalisme allemand. Elles ont souvent été rebaptisées d'après l'équivalent symbolique dans le panthéon national polonais. Ainsi, la rue Bismarck a été rebaptisée en rue Boleslas le Vaillant. À travers les toponymes viaires, une lutte symbolique et à l'œuvre : la rue Gerhart Hauptmann, écrivain allemand rallié au nazisme devient la rue Maria Konopnicka, poétesse polonaise combattant pour l'indépendance de la Pologne. La place Hindenburg devient de même la place des insurgés de Silésie, et celle des Hohenzollern celle de Jakub Szela, du nom de la figure principale de la jacquerie paysanne que sont les massacres de Galicie (1846). Les pouvoirs politiques de l'époque désirent trouver des figures contredisant les figures allemandes non seulement du point de vue national, mais aussi idéologique et social. L'opposition n'est pas systématique, la rue recevant parfois un nom neutre. La rue Frédéric-Guillaume III reçoit un toponyme purement géographique, devenant rue de Legnica, la rue du Kronprinz est transformée en rue « étoilée ». Il est cependant saisissant que ce processus

---

<sup>121</sup> On pense notamment à : THUM Gregor, *Obce miasto Wrocław. 1945 i potem (Wrocław, ville étrangère. 1945 et après)*, Via Nova, Wrocław, 2004 et MOORHOUSE Roger, DAVIES Roman, *Microcosm : portrait of a Central European City*, Jonathan Cape, Londres, 2002.

<sup>122</sup> Pour réaliser cette étude, on s'est appuyé sur ce site : [http://www.wratislavia.net/breslau\\_names.pdf](http://www.wratislavia.net/breslau_names.pdf) donnant les correspondances entre anciens et nouveaux noms de rues de la ville de Wrocław. (consulté le 25/04/2018).

s'étende à des noms qui a priori n'ont pas de connotation nationaliste allemande. En fait, ce sont tous les noms allemands qui sont visés : aucune exception ne semble tolérée, même les personnes allemandes appartenant au patrimoine universel. Ainsi, la rue Beethoven n'échappe pas à la polonisation, étant renommée du nom d'un compositeur polonais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Mieczysław Karłowicz ; de même la rue Schubert, que l'on pourrait penser pouvoir être épargnée, son patron étant autrichien, est renommée en rue Józef Elsner, compositeur ayant appris la musique à Chopin. La germanité est ici assimilée à la nationalité allemande : tout ce qui est allemand culturellement est frappé d'opprobre dans les années suivant la fin de la guerre. Ce processus trouve son paroxysme dans le changement du nom des rues des hommes politiques de gauche ou d'extrême-gauche, alors que le critère politique aurait pu l'emporter ici sur celui de la nationalité. Non seulement la Place Lassalle, pourtant père de la social-démocratie allemande, est transformée en Place des héros du ghetto, mais la rue Karl Marx, pourtant mis à l'honneur dans un pays devenu après 1945 communiste, est appelée rue d'Opole. Cette transformation est d'autant plus significative que le nouveau nom reprend ici le nom donné à la rue par les nazis en 1933. On peut toutefois se demander dans ce cas si c'est l'origine allemande qui est le vrai problème, ou la faible adhésion des Polonais au marxisme, ou encore la neutralité du nouveau nom de 1933, repris en 1945 car pouvant convenir à tout le monde. Ces changements ne concernent que les noms de rue de personne. Dans les autres cas, les Polonais se contentent souvent de traduire les noms en polonais ; de même que pour les noms de rue renvoyant à des villes, les toponymes germaniques sont polonisés. Quelques exceptions sont toutefois à noter, qui montrent encore une fois le tropisme antiallemand des nouvelles autorités municipales. Dans les cas où les villes en question ne sont pas devenues polonaises en 1945, le nom est changé, même si ces villes ne font plus partie de l'Allemagne. Ainsi, la rue de Königsberg ne devient pas rue de Kaliningrad, mais rue de Kwidzyń, ville anciennement allemande mais devenue polonaise se situant dans la même direction que Kaliningrad, alors que la rue Königshütte devient bien la rue de Chorzów, la ville étant en Pologne. De même pour la Rue de Memel ; elle ne devient pas rue de Klaipėda, ville nouvellement soviéto-lituanienne, mais rue de Giżycko. Ce principe est étendu aux régions : la rue du Brandebourg, région encore allemande après 1945 devient la rue de Lubusz, région correspondant à l'ancien Brandebourg oriental mais qui est située en Pologne. L'effacement de la mémoire allemande prend donc des proportions gigantesques, de sorte que les territoires recouverts, mutilés historiquement, se retrouvent dans une certaine marge. Cette dernière se remarque aussi d'un point de vue économique, puisque

la politique économique de la Pologne communiste délaisse assez longtemps les territoires recouverts.

### ***B. Une planification aggravant la désorganisation économique***

La politique économique de la Pologne d'après 1945 part du présupposé suivant : les territoires recouverts étant anciennement allemands, ils possèdent un plus haut niveau de développement économique que les territoires centraux polonais avant 1945. Ce constat exige, selon les autorités, un rattrapage économique des « terres anciennes » par rapport aux territoires recouverts, et donc induit plus ou moins explicitement une marginalisation économique, du moins temporaire, des territoires recouverts par rapport au reste de la Pologne. Ce constat et cette politique néglige un fait : l'état désastreux dans lequel se trouvent les territoires recouverts après 1945, victimes de grandes destructions liées aux combats intenses de 1944-1945, qui en font les régions allemandes les plus sinistrées de la guerre, même si elles ont été longtemps épargnées par la guerre, notamment des bombardements intenses qu'ont subi les villes d'Allemagne occidentale. 73 % du potentiel industriel des territoires recouverts est détruit en 1945, soit plus que celui de la Pologne centrale, détruit à 65 %<sup>123</sup>. Après 1945, les territoires recouverts subissent des vagues successives de destruction et de dévastation : les incendies de ville des troupes soviétiques, leur démantèlement de matériel industriel et son envoi en URSS, les pillages des maraudeurs polonais et les démantèlements de matériel industriel à destination de la Pologne centrale. Si le plan triennal (1947-1949) entame la reconstruction des territoires recouverts sans faire de différenciation avec les autres régions polonaises, il n'en va pas de même à l'époque stalinienne.

Avec le Plan sexennal (1950-1955), toute spécificité régionale est niée, la planification soviétique se caractérisant par une centralisation extrême. Ce plan est caractérisé par un sous-investissement à destination des territoires recouverts : si 34 % des investissements étaient dirigés vers ces régions lors du plan triennal, ce qui correspondait grosso modo à la proportion du territoire qu'elles représentent, ce pourcentage tombe à 18 % seulement pendant le plan sexennal. La reconstruction, considérée comme terminée pour ces territoires en 1949 ne l'est

---

<sup>123</sup> Pour les statistiques et les thèses principales de cette sous-partie, on s'inspire des travaux de Robert Skobelski, spécialiste de la politique économique stalinienne sur les territoires recouverts, notamment à travers cet ouvrage : SKOBELSKI Robert, *Ziemia zachodnie i północne Polski w okresie realizacji planu sześcioletniego : 1950-1955 (les Terres occidentales et septentrionales de la Pologne pendant la période de la réalisation du plan sexennal: 1950-1955)*, Redakcja Wydawnictw Humanistyczno-Społecznych UZ (la Rédaction des Éditions des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Zielona Góra), Zielona Góra, 2002.

en fait pas, et est arrêtée pendant toute l'étendue du plan sexennal. Celui-ci se manifeste par un très grand déséquilibre des investissements étatiques, 60 % de ces derniers allant à seulement trois voïévodies, toutes situées dans les territoires anciens (Varsovie, Cracovie, Katowice), alors que deux des voïévodies des territoires recouverts, Koszalin et Olsztyn, ne recueillent à elles deux qu'à peine 1 % du total. À l'intérieur même des territoires recouverts, un net déséquilibre des investissements industriels est perceptible en faveur de la Basse-Silésie, principale région industrielle de l'ensemble. La plupart des régions des territoires recouverts sont marginalisées. Les voïévodies de Zielona Góra, Szczecin, Koszalin, Olsztyn, régressent d'un point de vue de l'industrialisation, le plan entérinant la disparition de la majeure partie du tissu industriel de ces régions, mis à part le pôle industriel de Szczecin qui est reconstruit et même développé. Un exemple de l'absurdité d'une centralisation industrielle poussée à l'extrême et le démantèlement des conserveries de poisson se trouvant dans les petites villes du littoral de la Baltique, qui sont transférées et regroupées à Katowice, à des centaines de kilomètres à l'intérieur des terres. Parallèlement, le plan sexennal encourage la transformation de la plupart de ces voïévodies en grenier à blé de la Pologne, en y effectuant des investissements agricoles supérieurs à la moyenne nationale. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de la tentative de collectivisation, qui on l'a vu touche particulièrement ces territoires<sup>124</sup>, mais là encore en ne prenant pas assez en compte les réalités locales. La faible qualité des terres arables poméraniennes rend la tâche ardue, et l'impopularité de la collectivisation remet en question les quelques progrès réalisés.

La situation est donc critique dans bon nombre de campagnes des territoires recouverts à la fin du stalinisme polonais : atonie économique généralisée, surreprésentation d'emplois ruraux peu dynamiques du fait des problèmes d'efficacité des collectivités de production agricoles. En 1956-1957, dans le contexte général de mise en cause du stalinisme, notamment pour ses échecs économiques, la situation des territoires recouverts est au cœur des projets de réformes. Le *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* n° 1<sup>125</sup> de 1957 met bien en avant les négligences économiques de la période stalinienne, tout considérant que la politique économique de la Pologne sur la période 1945-1956 reste globalement un succès. Ce constat nuancé et en partie contradictoire porte d'ailleurs avant tout sur l'agriculture : « On obligeait les paysans venus des régions surpeuplées avec l'espoir de diriger leur propre ferme sur les

---

<sup>124</sup> Cf. le présent chapitre, IIB.

<sup>125</sup> Cette agence fait paraître des articles relayant le point de vue gouvernemental, à destination des élites occidentales.

Territoires occidentaux à adhérer aux coopératives de production. »<sup>126</sup> ; ce sont plus les conséquences négatives de la collectivisation, donc de la mise en valeur agricole des terres, qui sont évoqués, que les erreurs industrielles, mentionnées de manière vague et générale. Le plan quinquennal (1957-1961) cherche à corriger les errements de la période stalinienne, en investissant davantage, notamment d'un point de vue industriel, dans les territoires recouverts. Les investissements passent de 18 à 24 % entre 1955 et 1960, de nouvelles branches de l'industrie sont développées, notamment en Silésie, mais les déséquilibres perdurent<sup>127</sup>. Surtout, la volonté politique, dans le cadre de la normalisation de Gomułka, fait vite défaut. À l'occasion de quinzième anniversaire de la Pologne populaire (1959) puis du rattachement des territoires recouverts à la Pologne (1960), la légère autocritique de l'Octobre polonais cède de nouveau la place à une auto-glorification des réalisations du peuple polonais et de l'État communiste, menant à considérer que la reconstruction de ces territoires est finie. À grand renfort de statistiques, le *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* n° 7 de 1960<sup>128</sup> tend à prouver que depuis que les Polonais ont repris les territoires recouverts, un grand développement économique a eu lieu dans ces régions, ce qui est vrai. Là où un écart se creuse avec la réalité, c'est dans la réalité du rattrapage économique : en 1960, tous les niveaux de production d'avant-guerre auraient été dépassés, signant par là-même la fin de la reconstruction et la fin de la nécessité d'une politique économique spécifique pour les territoires recouverts. Or quand on regarde de plus près les chiffres fournis, ils ne reflètent pas la réalité. On fait ainsi état d'une production électrique multipliée par 2,5 entre la période allemande et la situation de 1960, mais en se référant aux nombres de 1936, soit avant le plan de 4 ans qui a amené une croissance industrielle nette. Une comparaison honnête aurait été de prendre les nombres de 1944, alors même que la croissance économique de ces territoires, hors de portée des raids alliés, a été encore plus soutenue pendant la guerre. Les résultats économiques de la Pologne populaire auraient été moins flatteurs. Néanmoins, ces statistiques faussées et des développements économiques impressionnants, mais ponctuels, permettent de formuler la thèse selon laquelle ces régions, marginalisées économiquement au sein de l'Allemagne, sont devenues motrices au sein de la Pologne :

L'industrie des voïévodies de l'Ouest et du Nord n'a pas seulement été reconstruite et développée. Elle a subi, au cours de quinze dernières années, des transformations structurelles qu'on pourrait définir

---

<sup>126</sup> *Bulletin de la ZAP (Zachodnia Agencja Prasowa)* n° 1, 1957, p. 20, Bibliothèque des Slaves, Paris 1.

<sup>127</sup> Cf. chapitre 2, IIIC, 1.

<sup>128</sup> *Bulletin du ZAP* n° 7, 1960, p. 12-19, Bibliothèque des Slaves de Paris 1.

comme le passage du stade de réserve insignifiante de matières premières pour le potentiel industriel de l'Allemagne- à celui d'industrie hautement développée qui constitue un élément important de l'économie polonaise.<sup>129</sup>

Ces affirmations seront de nouveau examinées lors de l'étude de l'argument économique<sup>130</sup>. La planification économique a donc été synonyme de reconstruction partielle de ces régions, d'accroissement des écarts entre les différentes parties des territoires recouverts, de raréfaction du tissu industriel que ne peut masquer le développement intensif de quelques pôles industriels. À l'orée des années 1960, la marginalisation relative de ces régions tend donc à devenir structurelle, avec des nuances selon les voïévodies, celles de Silésie étant bien plus développées que les autres, plus agricoles. Cette marginalisation tranche avec l'intérêt de nombreux chercheurs polonais pour les territoires recouverts, ces derniers étant au cœur des préoccupations du vaste mouvement intellectuel qu'est la Pensée occidentale polonaise.

La place des territoires recouverts au sein de la nouvelle Pologne en construction est donc difficile à évaluer. S'ils semblent avoir été au centre des attentions du gouvernement provisoire polonais, lors de la course contre la montre des années 1944-1948 puisqu'il fallait poloniser le plus rapidement possible ces régions afin de ne pas donner d'arguments supplémentaires aux Allemands pour revendiquer ces terres, la stalinisation pénalise fortement ces terres. Alors que l'intensité des flux de population qui s'y installent et la portée symbolique des enjeux agraires qu'elles représentent en avaient fait des pièces maîtresses de la construction d'un capital de légitimité par les communistes, la suppression du ministère des Territoires recouverts en 1949 et le stalinisme polonais les ignorent largement. Les processus d'intégration au reste de la nation polonaise stagnent, voire refluent dans certains domaines. L'assimilation des autochtones marque vite le pas, le passé allemand de ces régions et leur identification au nationalisme polonais en font des mal-aimées du pouvoir stalinien. L'échec du Plan sexennal, encore plus grand ici que dans les terres anciennes, va faire le reste : alors que les territoires recouverts sont centraux en 1945, elles sont marginalisées entre 1950 et 1955. Les commémorations du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire sur l'Allemagne vont les tirer quelques peu de l'oubli relatif<sup>131</sup>, tandis que le dégel de Gomułka leur redonne une place

---

<sup>129</sup> *Bulletin du ZAP* n° 5, 1961, p. 27, Bibliothèque des Slaves de Paris 1.

<sup>130</sup> Cf. chapitre 6, III.

<sup>131</sup> Cf. chapitre 8, IB.

privilégiée dans les politiques du pouvoir communiste. Pourtant, elles ont été un objet d'étude récurrent pour les différents foyers de la pensée occidentale polonaise

## **Chapitre 4 : les foyers de la pensée occidentale polonaise**

Après avoir rappelé le contexte international, national et régional de la question des territoires recouverts, le présent chapitre a pour but de présenter les hommes, les institutions, les associations chargés de forger, exposer, transmettre cette pensée. Trois générations de spécialistes des territoires recouverts seront d'abord étudiées d'un point de vue scientifique et politique, ce qui nous permettra de dresser une géographie polonaise des recherches universitaires sur ces régions. Dans un deuxième temps nous recenserons les instituts de recherches fondés plus spécifiquement pour mener des travaux sur ces terres, avant de voir dans un dernier temps les associations socio-politiques, à la confluence entre le politique et le scientifique, chargées de diffuser dans la société polonaise les thèses de la pensée occidentale polonaise.

### **I Les spécialistes en sciences humaines et sociales**

De quel milieu venaient les spécialistes qui travaillaient sur la question des territoires recouverts dans la Pologne du XX<sup>e</sup> siècle, leur particularité éventuelle, leur importance et leur diversité. Le terme de « spécialiste polonais » correspond à un groupe de personnes qui ont réalisé des études universitaires et dont les territoires recouverts ont constitué le thème de travail exclusif, majoritaire ou suffisamment important pour constituer une période bien distincte dans leur carrière professionnelle. Leurs travaux sont utilisés ou mentionnés dans la présente thèse. S'ils ont en commun le fait d'être tous diplômés de l'enseignement supérieur, il ne s'agit pas tous d'universitaires, que nous définirons ici comme des personnes qui ont connu une véritable carrière à l'université, ou dans toute autre institution d'enseignement supérieur. Les chercheurs universitaires constituent toutefois la très grande majorité de l'échantillon proposé à l'étude (95 % pour la première génération, 83 % pour la deuxième, 85 % pour la troisième). Pour les présenter, le critère chronologique a été retenu, de sorte que ces spécialistes seront distingués selon leur moment de formation universitaire, sachant l'importance que la période des études peut avoir sur les méthodes, les présupposés idéologiques, les cadres institutionnels des travaux. Ainsi, trois générations seront



successivement examinées, en essayant de montrer à la fois leurs spécificités, ce qu'elles peuvent avoir de commun entre elles, et les évolutions sur le long terme<sup>1</sup> : une première génération (20 personnes), formée au temps des partages de la Pologne, une deuxième, la plus nombreuse (35 personnes), qui a étudié dans l'entre-deux-guerres, la troisième, la moins nombreuse car tronquée<sup>2</sup> (13 personnes), qui est passée par l'université après la Seconde Guerre mondiale. Les tableaux suivants indiquent les noms des spécialistes étudiés et les sources ayant permis de reconstituer les éléments essentiels de leurs trajectoires personnelles.

1 <sup>ère</sup> génération (née entre 1871 et 1893) <sup>3</sup>
---

Franciszek Bujak, Jan Stanisław Bystrzeński, Jan Czekanowski, Kazimierz Kaczmarczyk, Józef Kostrzewski, Władysław Kowalenko, Stanisław Kozierowski, Eugeniusz Kwiatkowski, Tadeusz Lehr-Splawiński, Stanisław Pawłowski, Eugeniusz Romer, Mikołaj Rudnicki, Jan Rutkowski, Bożena Stelmachowska, Emilia Sukertowa-Biedrawina, Kazimierz Tymieniecki, Józef Widajewicz, Andrzej Wojtkowski, August Zierhoffer, Florian Znaniecki
---

<sup>1</sup> L'échantillon étant par nature incomplet et non exhaustif, les tendances nous semblent plus significatives que les nombres absolus. Les pourcentages seront à relativiser là où les informations manquent. N'ont été mentionnées que les personnes dont les travaux ont été intégrés dans le corpus et sur lesquelles des informations fiables ont pu être collectées.

<sup>2</sup> Ne sont ici considérées que les personnes actives entre 1945 et 1961 (à l'exclusion des spécialistes de la question qui commencent leurs recherches ou leurs actions en lien avec les territoires recouverts après 1961). Stanisław Pawłowski est le seul qui déroge à la règle, puisqu'il a été tué par les Allemands en 1940. Il a été rajouté pour son important apport à la pensée occidentale polonaise.

<sup>3</sup> Les informations concernant ces spécialistes sont tirées de (dans l'ordre alphabétique pour chaque historien) : *Biogramy Uczonych polskich (Vies des savants polonais, par la suite BUP,)* Volume 1, Tome 1, Ossolineum, Wrocław, 1983, p. 166-171, BUP V1/T1, p. 176-179, *Księga jubileuszowa 50-lecia Katolickiego Uniwersytetu Lubelskiego (Livre du cinquantième anniversaire de l'Université catholique de Lublin)*, Lublin, 1969, p. 228, BUP V1/T2, p. 14-17, BUP V1/T2, p. 138-143, KOWALENKO Władysław in KORCZ Władysław, *Ziemie Zachodnie w badaniach historyków polskich (les Territoires Occidentaux dans les recherches des historiens polonais)*, Wyższa Szkoła Pedagogiczna (École Supérieure de Pédagogie), Zielona Góra, 1989, BUP V1/T2, p. 168-170, BUP V1/T2, p. 286-289, BUP V1/T2, p. 303-308, Pawłowski Stanisław in *Polski słownik biograficzny (Dictionnaire biographique polonais)*, PAN, T 25/ V106, Varsovie, 1980, p. 513-516, KOSSOWSKA-CEZAK Urszula, *Eugeniusz Romer – w 140. rocznicę urodzin (Eugeniusz Romer, pour le 140<sup>ème</sup> anniversaire de sa naissance)* in *Przegląd Geofizyczny (Revue de géophysique)*, 2011, p. 111-121, BUP V1/T3, p. 188-192, BUP V1/T3, p. 200-205, Bibliothèque de voïévodie d'Olsztyn, <http://www.wbp.olsztyn.pl/onas/patron.htm>, TYMIENIECKI Kazimierz in KORCZ Władysław, *op. cit.*, BUP V1/T3, p. 493-495, STRZELCZYK Jerzy (éd.), *Wybitni Historycy Wielkopolscy (les grands Historiens de Grande-Pologne, par la suite WHW)*, WP, Poznań, 2010, p. 374-389, ZIERHOFFER August in *Wielkopolski Słownik Biograficzny (Dictionnaire biographique de Grande-Pologne)*, Varsovie/Poznań, PWN, 1981, BUP V1/T3, p. 605-609.

2<sup>ème</sup> génération (née entre 1895 et 1915)<sup>4</sup>

Henryk Batowski, Stanisław Bodniak, Andrzej Bolewski, Władysław Czapliński, Kazimierz Dziewoński, Władysław Dziwulski, Józef Feldman, Leopold Gluck, Karol Górski, Zdzisław Kaczmarczyk, Alfons Klafkowski, Witold Kochański, Leon Koczy, Kazimierz Kolańczyk, Stanisław Leszczycki, Ewa Maleczyńska, Karol Maleczyński, Edmund Męclewski, Marian Pelczar, Kazimierz Piwarski, Karol Marian Pospieszalski, Kazimierz Popiołek, Aleksander Rogalski, Aleksander Rombowski, Stanisław Rospond, Michał Szaniecki, Kazimierz Smulikowski, Kirył Sosnowski, Karol Stojanowski, Kazimierz Śląski, Witold Taszycki, Teodor Tyc, Stanisław Urbańczyk, Zygmunt Wojciechowski, Antoni Wrzosek

---

<sup>4</sup> *Kto jest kim w Polsce (Qui est qui en Pologne ?*, par la suite *KJKP*), Éditions interpress, Varsovie, 1984, p. 45, *BUP* V1/T1, p. 146-148, *KJKP*, p. 78, CZAPLIŃSKI Władysław in KORCZ Władysław, *op.cit.*, *KJKP*, p. 192, NICIEJA Stanisław Sławomir, « Władysław Dziwulski (1904–1981) » in *Miejski Biuletyn Informacyjny (Bulletin d'information urbaine)*, n° 10-11, 1994, p. 26-27, *BUP* V1/T1, p. 351-354, *KJKP*, p. 254-255, KACZMARCZYK Zdzisław in KORCZ Władysław, *op.cit.*, *KJKP*, p. 396-397, *WHW*, p. 429-444, KOLAŃCZYK Kazimierz in KORCZ Władysław, *op.cit.*, *KJKP*, p. 524-525, MALECZYŃSKA Ewa, in KORCZ Władysław, *op.cit.*, MALECZYŃSKI Karol in KORCZ Władysław, *op.cit.*, *KJKP*, p. 610-611, PELCZAR Marian in *Gedanopedia*, « Karol Marian Pospieszalski – prawnik, który nie dał zrobić z siebie agenta » in *Gazeta.pl*, 2009, *KJKP*, p. 767, *KJKP*, p. 810, MAZIA A., PATELSKI M., *Słownik historyków polskich (Dictionnaire des historiens polonais)*, Varsovie, 1994, p. 449, ROSPOND Stanisław in *Uczni wrocławscy (les savants de Wrocław)*, <http://www.ifp.uni.wroc.pl/zasoby/kp/Rospond/wypow.htm>, (consulté le 20/07/2018), SZANIECKI Michał in KORCZ Władysław, *op.cit.*, *KJKP*, p. 890, *Wielkopolski Słownik Biograficzny (Dictionnaire biographique de Grande-Pologne)*, PWN, Varsovie-Poznań, 1981, p. 688, STOJANOWSKI Karol in *Polski Słownik Biograficzny (Dictionnaire biographique polonais)*, T44/V180, *KJKP*, p. 900, *BUP* V1/T3, p. 399-403, *WHW*, p. 159-170, *KTKP*, p. 1029, WOJCIECHOWSKI Zygmunt in KORCZ Władysław, *op.cit.*, « WRZOSEK Antoni », [http://khit.pttk.pl/index.php?co=tx\\_bio\\_aw](http://khit.pttk.pl/index.php?co=tx_bio_aw), (consulté le 22/07/2018).

3<sup>ème</sup> génération (née entre 1915<sup>5</sup> et 1928)<sup>6</sup>

Marian Biskup, Władysław Chojnacki, Tadeusz Cieślak, Witold Hensel, Antoni Czubiński, Stanisław Kubiak, Andrzej Kwilecki, Gerard Labuda, Czesław Piskorski, Krzysztof Skubiszewski, Bolesław Wiewióra, Marian Wojciechowski, Henryk Zieliński

Pour cerner les particularités de chaque groupe, mettre en évidence les ruptures ou au contraire souligner les continuités, diverses données ont été prises en compte dans l'étude : origines géographiques, origines sociales, lieu de formation principal, lieu de travail principal, situation pendant la Seconde Guerre mondiale, affiliations ou sympathies politiques, poste à connotation politique occupé (en dehors des postes d'enseignement et de recherches). Ces critères permettront de donner une idée des hommes et des lieux de recherche à l'origine de la pensée occidentale polonaise, et d'étudier les liens entre ce milieu de spécialistes et la sphère politique. Après avoir présenté la synthèse de ces différentes données sous forme de tableaux comparatifs, nous donnerons les lignes de force de chaque génération. Le but n'est pas ici de faire une compilation exhaustive des membres de chacune d'elles : leurs principales caractéristiques seront exposées, avec les éléments biographiques principaux de certains de leurs représentants les plus significatifs.

---

<sup>5</sup> Pour classer les spécialistes en fonction des générations, nous nous sommes fondés sur la proportion d'études réalisée avant ou après les deux guerres.

<sup>6</sup> KALEMBKA Sławomir (réd.), *Pracownicy nauki i dydaktyki Uniwersytetu Mikołaja Kopernika 1945-1994. Materiały do biografii*, Wydawnictwo UMK, Toruń, 1995, p. 93-94, JASIŃSKI Grzegorz, „Władysław Chojnacki (1920-1991)” in *Zapiski Historyczne*, n° 1992, p. 181-182, *KJKP*, p. 134, *KJKP*, p. 294, *WHW*, p. 745-766, KWILECKI Andrzej, [http://socjologia.amu.edu.pl/isoc/aboutme.php?user\\_id=59](http://socjologia.amu.edu.pl/isoc/aboutme.php?user_id=59), (consulté le 23/07/2018), *WHW*, p. 855-874, PISKORSKI Czesław, [http://www.ksiaznica.szczecin.pl/innepliki/pliki/Kalendarium\\_2012\\_Pomorze\\_Zachodnie.pdf](http://www.ksiaznica.szczecin.pl/innepliki/pliki/Kalendarium_2012_Pomorze_Zachodnie.pdf), (consulté le 20/07/2018), *KSKP*, p. 880, *Wielkopolski Słownik Biograficzny (Dictionnaire biographique de Grance-Pologne)*, PWN, Varsovie-Poznań, 1981, p. 818, WOJCIECHOWSKI Marian, „Fragment wspomnień” in *Przegląd Zachodni*, n° 3, p. 95-106, *Encyclopédie générale*, PWN, T5, Varsovie, 1988, p. 564.

Origines géographiques <sup>7</sup>	Première génération (par la suite 1G)	Deuxième génération (par la suite 2G)	Troisième génération (par la suite 3G)
Pologne autrichienne	45 %	57 % (66 %) <sup>8</sup>	0 %
Pologne prussienne	25 %	17 % (20 %)	84 % (91 %)
Pologne russe	30 %	12 % (14 %)	8 % (9 %)
Autre/non renseigné	0 %	14 %	8 %

**Tableau représentant les générations de spécialistes en fonction de leur lieu de naissance<sup>9</sup> (tableau 1/T1)**

Origines sociales	1G	2G	3G
Paysannerie	15 %	3 %	0 %
Artisan/ouvrier	5 %	0 %	8 %
Classe moyenne <sup>10</sup>	0 %	9 %	8 %
Bourgeoisie/professions intellectuelles	45 %	14 %	15 %
Propriétaires terriens	25 %	3 %	8 %
Non-renseigné	15 %	71 %	61 %

**Tableau représentant les origines sociales des générations de spécialistes<sup>11</sup> (T2)**

<sup>7</sup> Le terme de Pologne correspond ici à l'étendue territoriale occupée par la II<sup>ème</sup> République. La Pologne autrichienne renvoie donc à la Galicie, la Pologne prussienne à la Grande-Pologne, la Cujavie-Poméranie, la Haute-Silésie, la Pologne russe au Royaume du Congrès et aux confins orientaux anciennement russes. Pour la dernière rubrique « autre/non-renseigné, il s'agit soit de personnes nées à l'étranger, soit de personnes dont nous n'avons pu trouver le lieu de naissance.

<sup>8</sup> Les nombres entre parenthèses renvoient aux pourcentages recalculés en excluant la dernière rubrique.

<sup>9</sup> Pour mémoire, voici la moyenne des proportions de répartition de la population polonaise entre les différents territoires polonais entre 1900 et 1940 : Pologne prussienne : 14 %, Pologne autrichienne : 27 %, Pologne russe : 59 %. Les pourcentages sont tirés de : GAWRYSZEWSKI Andrzej, *Ludność Polski w XX wieku (la Population de la Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, PAN, Varsovie, 2005, p. 82.

<sup>10</sup> Cette catégorie est une hypothèse formulée à partir des métiers donnés des parents (par exemple petit fonctionnaire ou enseignant dans une école primaire ou secondaire).

<sup>11</sup> Nous ne ferons pas d'utilisation approfondie de ce tableau, vu le caractère très partiel des informations collectées, notamment les taux élevés de la ligne « non-renseigné » ne permettant pas aux résultats d'être représentatifs.

Lieux d'études	1G	2G	3G
<b>Pologne russe</b>	<b>10 %</b>	<b>3 %</b>	<b>15 %</b>
*Varsovie	10 %	3 %	15 %
<b>Pologne autrichienne</b>	<b>60 %</b>	<b>60 %</b>	<b>8 %</b>
*Lwów	30 %	23 %	0 %
*Cracovie	30 %	37 %	8 %
<b>Pologne prussienne</b>	<b>15 %</b>	<b>37 %</b>	<b>77 %</b>
*Poznań	15 %	34 %	69 %
*Wrocław	0 %	3 %	0 %
*Toruń	0 %	0 %	8 %
Non-renseigné	15 %	0 %	0 %
Études complémentaires à l'étranger	65 %	20 %	23 %

**Tableau représentant les générations de spécialistes en fonction de leurs lieux d'étude (T3)**

Lieu de travail principal <sup>12</sup>	1G	2G	3G
<b>Pologne russe</b>	<b>10 %</b>	<b>11 %</b>	<b>38 %</b>
*Varsovie	5 %	11 %	38 %
*Lublin	5 %	0 %	0 %
<b>Pologne autrichienne</b>	<b>20 %</b>	<b>20 %</b>	<b>0 %</b>
*Lwów	15 %	0 %	0 %
*Cracovie	5 %	20 %	0 %
<b>Pologne prussienne</b>	<b>65 %</b>	<b>63 %</b>	<b>62 %</b>
*Katowice	0 %	3 %	0 %
*Opole	0 %	3 %	0 %
*Wrocław	0 %	14 %	8 %
*Poznań	55 %	37 %	38 %
*Toruń	5 %	3 %	8 %
*Gdańsk	0 %	3 %	0 %
*Szczecin	0 %	0 %	8 %
*Olsztyn	5 %	0 %	0 %
Indéfini/ étranger	5 %	6 %	0 %

**Tableau représentant les lieux principaux de travail des générations de spécialistes (T4)**

<sup>12</sup> Le lieu de travail principal est compris comme étant le lieu où la personne a passé la majeure partie de sa carrière. Si elle a passé une période similaire dans deux ou trois villes, on choisit alors le dernier lieu de travail comme étant l'aboutissement de sa carrière.

Situation pendant la 2 <sup>ème</sup> Guerre mondiale <sup>13</sup>	1G	2G	3G
Résistance active	10 %	29 %	23 %
Résistance active+ Résistance scientifique	25 %	29 %	23 % <sup>14</sup>
Emprisonnement/déportation	40 %	17 %	15 %
Rien à signaler/ clandestinité sans engagement	35 %	54 %	62 %

**Tableau représentant les situations des générations de spécialistes pendant la guerre (T5)**

Affiliation/ sympathies politiques	1G	2G	3G
Aucune/ non-renseigné	75 %	64 %	46 %
Communiste	0 % (0 %) <sup>15</sup>	11 % (31 %)	38 % (70 %)
Démocrate-nationale	20 % (80 %)	11 % (31 %)	8 % (15 %)
autre <sup>16</sup>	5 % (20 %)	14 % (38 %)	8 % (15 %)

**Tableau représentant les liens entre générations de spécialistes et partis politiques polonais (T6)**

Liens avec le pouvoir <sup>17</sup>	1G	2G	3G
Oui	45%	24%	23%
Non/Non-renseigné	55 %	76 %	77 %

**Tableau représentant le degré d'insertion des générations de spécialistes dans les structures de pouvoir (T7)**

<sup>13</sup> La résistance active est le fait de faire partie d'une organisation de résistance, notamment en participant aux combats ou en occupant un poste à haut degré de responsabilité. La résistance scientifique correspond au fait d'enseigner ou d'étudier dans une institution d'enseignement supérieur polonais. Suivre des études ne peut se faire pendant la guerre pour des Polonais que de manière clandestine. Pour l'emprisonnement et la déportation, nous n'avons retenu que les personnes dont cette situation a constitué la majorité de l'expérience de guerre. D'autres personnes, notamment des catégories précédentes ou de la suivante, ont été ponctuellement arrêtées ou déportées.

<sup>14</sup> 15 % seulement pour la résistance scientifique.

<sup>15</sup> Les pourcentages entre parenthèses représentent la proportion représentée par l'option politique donnée relativement à la catégorie de spécialistes ayant un engagement politique.

<sup>16</sup> Cette catégorie comporte entre autres le parti agrarien (PSL), le parti chrétien-démocrate (SD), les divers groupements politiques catholiques de la Pologne communiste comme PAX.

<sup>17</sup> Par lien avec le pouvoir, on entend la présence de tel ou tel spécialiste dans une institution étatique d'importance nationale dans des domaines autres que scientifique ou pédagogique (ministère, parlement, administration d'importance nationale, etc...). Ont été prises en compte la II<sup>ème</sup> République (1918-1939), le gouvernement en exil à Londres (1939-1944) et la période de la République populaire de Pologne (1944/1952-1989).

Domaines de spécialités <sup>18</sup>	1G	2G <sup>19</sup>	3G
<b>I Histoire ancienne des territoires recouverts</b>	<b>35 %</b>	<b>11 %</b>	<b>8 %</b>
*histoire/anthropologie/ archéologie, genèse de l'État polonais, antiquité slave	15 %	0 %	8 %
*histoire médiévale des territoires recouverts	20 %	11 %	0 %
<b>II Traces linguistiques slaves des territoires recouverts</b>	<b>20 %</b>	<b>12 %</b>	<b>0 %</b>
*littérature linguistique slave occidentale	15 %	6 %	0 %
*toponymie/onomastique slave occidentale	5 %	6 %	0 %
<b>III Mise en valeur des territoires recouverts</b>	<b>20 %</b>	<b>15 %</b>	<b>8 %</b>
*aménagement, planification, développement économique	5 %	6 %	0 %
*géographie et géologie des territoires recouverts	15 %	9 %	8 %
<b>IV Étude des populations des territoires recouverts</b>	<b>15 %</b>	<b>0 %</b>	<b>8 %</b>
*ethnologie des populations slaves occidentales	10 %	0 %	0 %
*sociologie des territoires recouverts	5 %	0 %	8 %
<b>V Histoire des relations germano-polonaises</b>	<b>5 %</b>	<b>20 %</b>	<b>23 %</b>
*histoire générale des relations germano-polonaises	5 %	11 %	0 %
*histoire de la 2 <sup>ème</sup> Guerre mondiale, des politiques nazies et de la question de l'Oder/Neisse	0 %	9 %	23 %
<b>VI Histoire plus récente des territoires recouverts</b>	<b>5 %</b>	<b>34 %</b>	<b>53 %</b>
*histoire régionale des territoires recouverts	0 %	20 %	38 %
*histoire moderne et contemporaine des territoires recouverts et des États slaves occidentaux	5 %	14 %	15 %

Tableau représentant l'évolution des domaines de spécialités des générations de spécialistes (T8)

<sup>18</sup> Les domaines de spécialité ont été établis en fonction de l'étude de la bibliographie de chaque spécialiste, en dégagant pour chacun le domaine qui a constitué la ligne directrice de ses travaux.

<sup>19</sup> Pour la deuxième génération, 8 % des domaines de spécialité n'ont pas été définis, soit qu'ils soient trop vagues, soit qu'ils n'aient pas été clairement identifiés.

Grands domaines d'études <sup>20</sup>	1G	2G	3G
A. Histoire de la slavité/polonité de ces terres	55 %	23 %	8 %
B. Histoire des conflits polono-allemands pour ces terres	10 %	56 %	76 %
C. Savoirs pratiques pour mettre en œuvre des politiques sur ces terres	35 %	15 %	16 %

**Tableau représentant l'évolution des grands domaines d'études selon les générations de spécialistes (T9)**

Ces tableaux servent de bases de données pour pouvoir présenter désormais chacune des trois générations, en insistant sur leurs caractéristiques spécifiques.

### *A. La génération formée au temps des partages*

La première génération du temps des partages, formée à l'époque où la Pologne n'existait pas sur les cartes d'Europe, a commencé sa carrière universitaire dans les dernières années de la Belle-Époque ou dans l'immédiat après-guerre. Elle se confond avec le recouvrement par la Pologne de l'indépendance et s'identifie plus particulièrement à la II<sup>ème</sup> République polonaise. Elle se distingue par l'origine géographique de ses membres : contrairement à ce qui pourrait être pensé, la majeure partie de ses membres, 45 %, proviennent de Galicie, partie autrichienne de la Pologne qui a priori pourrait être moins intéressée par la question des confins occidentaux que la Pologne prussienne<sup>21</sup>. La raison de cette surreprésentation galicienne tiendrait à deux faits : la géographie universitaire polonaise de l'époque et la situation politique particulière de la Galicie. D'une part, la Galicie concentre les deux seules universités de langue polonaise existantes à l'époque, l'Université Jagellonne de Cracovie et l'Université Jean Casimir de Lwów. Dans les autres parties de ce qui va devenir la Pologne en 1919, seule existe l'Université de Varsovie, dont la langue d'enseignement est le russe. La partie prussienne ne possède aucune université, et les futurs territoires recouverts n'en comptent qu'une, celle de Wrocław, de langue allemande. En outre, la politique d'autonomie prônée à partir de 1867 en Autriche-Hongrie renforce le mouvement national polonais en Galicie, entraînant un degré de conscience national élevé, même dans les catégories

<sup>20</sup> Le A correspond à la fusion des I et II du tableau précédent, le B à la fusion du V et VI, le C à celle du III et IV. Ce dernier tableau a été réalisé pour renforcer la lisibilité des grandes évolutions selon les générations.

<sup>21</sup> Cf. T1.



populaires de la population. D'un point de vue social, la première génération est la seule pour laquelle peut être réalisée une typologie des origines sociales des parents des spécialistes<sup>22</sup>. Le tableau 2 révèle une assez grande diversité des origines sociales, avec une surreprésentation de familles originaires de la bourgeoisie et de la classe des propriétaires terriens, ce qui n'a rien d'original pour l'époque. Le fait que 15 % de ces spécialistes viennent de la paysannerie est significatif : certes cette proportion est largement en deçà du pourcentage de paysans dans la population polonaise de l'époque<sup>23</sup>, mais elle montre néanmoins que des promotions sociales individuelles existaient alors. La majeure partie de cette génération provenant de Galicie, il est logique de trouver une surreprésentation des universités galiciennes dans les lieux de formation supérieure de ces spécialistes : environ 60 % pour Cracovie et Lwów<sup>24</sup>. La particularité de cette première génération réside dans l'important pourcentage de spécialistes qui ont, à un moment ou à un autre de leur formation, poursuivi des études dans une université étrangère<sup>25</sup>. Cela s'explique par un choix par défaut : le manque d'universités sur les terres polonaises, sans parler du manque d'universités polonaises. D'autre part, la réalité territoriale de l'époque est également un élément à prendre en compte : dans un contexte d'incorporation des terres polonaises à d'autres pays, les circulations universitaires et estudiantines sont plus aisées. La science est plus décloisonnée qu'elle ne va l'être dans l'après-guerre, époque où une rivalité existe notamment entre les Universités polonaises et allemandes, ces dernières étant moins enclines à accueillir en leur sein des étudiants appelés à se spécialiser dans la pensée occidentale polonaise. Concernant les lieux de travail principaux de cette génération, nulle originalité à signaler : la Pologne prussienne tient une place prééminente. La seule particularité réside dans le fait que Poznań occupe une place encore plus importante dans les carrières professionnelles que les autres centres urbains de la Pologne occidentale : 55 %<sup>26</sup>. Cette place hégémonique de la capitale de la pensée occidentale dans les lieux de travail des savants polonais se comprend si l'on observe la carte des institutions d'enseignement supérieur de l'époque : sur les terres polonaises prussienne ne se trouve encore aucune autre université. Les instituts de recherche dédiés à la pensée occidentale polonaise<sup>27</sup> ont été créés

---

<sup>22</sup> Cf. T2.

<sup>23</sup> Presque 60 % au début du XX<sup>e</sup> siècle selon GAWRYSZEWSKI Andrzej, *op. cit.*, p. 339.

<sup>24</sup> Cf. T3.

<sup>25</sup> Près de 65 % de l'échantillon, ce qui en fait la génération la plus concernée, et de loin. Par université étrangère on entend un établissement d'enseignement supérieur ne se trouvant pas sur le territoire de la future Pologne.

<sup>26</sup> Cf. T4.

<sup>27</sup> Cf. chapitre, IIA.

plutôt par les membres de la deuxième génération, la première se réservant les postes les plus prestigieux, à l'université. De fait, un certain nombre de spécialistes de ce premier groupe occupe des places centrales dans la recherche polonaise de l'entre-deux-guerres. Cela explique leur traitement pendant la Seconde Guerre mondiale, qui les distingue aussi du reste des spécialistes. Ainsi, d'après le Tableau 5, cette génération est la plus touchée par les emprisonnements et les déportations (près de 40 %). En 1939, la plupart de ses représentants sont au sommet de leur carrière universitaire, ce qui les met en première ligne de la politique nazie d'extermination et de mise au pas des élites intellectuelles polonaises<sup>28</sup>. Pourtant, paradoxalement, cette génération apparaît comme la moins politisée de toutes : près de 75 % de ses membres n'ont aucune affiliation ou sympathie politique marquée, le reste se déclarant très majoritairement pour la démocratie-nationale, parti soutenant ouvertement les fondements géopolitiques sur lesquels est bâtie la pensée occidentale polonaise<sup>29</sup>. Cette sous-politisation relative par rapport aux générations ultérieures peut s'expliquer par le fait que ces spécialistes n'avaient pas à s'inscrire dans un parti particulier pour favoriser leur carrière. En outre, ils sont nés à une époque où les partis ne sont pas encore (du moins en Russie et en Autriche) au cœur du jeu politique. En revanche, c'est la génération qui a le plus servi l'État polonais : 45 % d'entre eux ont eu des responsabilités politiques ou ont effectué des missions au service de tel ou tel gouvernement, que ce soit à l'époque de la II<sup>ème</sup> République ou aux débuts de la Pologne communiste (jusqu'en 1950-1952)<sup>30</sup>. Génération qui a vu le rétablissement d'une Pologne indépendante, elle est sans doute dotée d'un plus grand sens civique que les autres ou du moins a eu plus la possibilité de le manifester. La renommée d'un grand nombre de ces spécialistes explique également la plus grande volonté de l'État d'utiliser leurs compétences.

S'agissant des domaines d'études de prédilection de cette première génération, les grands domaines A et C définis dans le tableau 9 sont nettement surreprésentés pour ce premier groupe. Pour ce qui est du domaine A, l'intérêt poussé de ces spécialistes pour l'archéologie, l'histoire médiévale, les traces linguistiques slaves des territoires recouverts peut se comprendre par la situation intellectuelle de ces régions en tant qu'objet d'étude scientifique à l'époque. À l'époque des partages, la science allemande a un quasi-monopole sur l'élaboration de savoirs sur ces territoires<sup>31</sup>, il apparaît donc comme primordial pour les

---

<sup>28</sup> Cf. chapitre 2, IA.

<sup>29</sup> Cf. T6.

<sup>30</sup> Cf. T7.

<sup>31</sup> Cf. chapitre introductif, II.

savants polonais de prouver la polonité, sinon la slavité originelles de ces terres pour les intégrer dans le domaine de la science polonaise et les réintégrer dans le roman national polonais. La surreprésentation des études de linguistique slave occidentale se comprend aussi d'un point de vue institutionnel. Les Universités de Galicie, formant la majorité des futurs spécialistes, sont spécialisées dans ces questions. La surreprésentation de ces savoirs pratiques peut en revanche surprendre, la majeure partie des confins occidentaux géopolitiques restant en dehors de la Pologne à l'époque où la première génération entame sa carrière professionnelle<sup>32</sup>. Elle peut se comprendre en raison du haut degré d'insertion de ce groupe dans la vie politique et civique polonaise : spécialistes reconnus de la question des territoires recouverts, ces personnes ont été pour nombre d'entre elles des experts au service de différents gouvernements, les poussant à rendre pratiques leurs savoirs théoriques. La première génération des spécialistes polonais des territoires recouverts se caractérise ainsi par un intérêt marqué pour l'histoire ancienne de ces territoires, les questions linguistiques et toponymiques, les problématiques de planification et d'aménagement des territoires, et une renommée qui l'a desservi pendant la guerre. Certaines personnalités incarnent ces différents éléments. Józef Kostrzewski (1885-1969) est représentatif de l'apport de cette génération à l'archéologie polonaise, et notamment à celle des territoires recouverts. Formé à Wrocław, Cracovie et Berlin, il règne sur l'archéologie polonaise jusque dans les années 1950, détenant la chaire d'archéologie de l'Université de Poznań, contribuant à organiser en son sein l'Institut de philologie. Il est resté célèbre pour sa thèse sur l'autochtonie des Slaves dans les bassins de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe, qu'il expose notamment dans le livre dont il est l'un des rédacteurs *la Préhistoire des terres polonaises*<sup>33</sup>. Ses recherches archéologiques, controversées aujourd'hui, menées dans l'entre-deux-guerres en Grande-Pologne particulièrement, lui valent l'inimitié de nombre de scientifiques allemands et soviétiques, qui essaient de le faire limoger de l'Université de Poznań<sup>34</sup>. Dans la clandestinité pendant la Seconde Guerre mondiale, il travaille comme ouvrier pour survivre. Écarté de l'Université à l'époque stalinienne, il termine sa longue carrière à l'Université de Poznań. S'y déroule la carrière d'un autre grand universitaire de la pensée occidentale polonaise, Mikołaj Rudnicki (1881-1978), spécialiste de linguistique et représentatif de son deuxième grand courant d'études : la linguistique slave occidentale. Formé à Cracovie et dans diverses universités

---

<sup>32</sup> Cf. chapitre introductif, IC.

<sup>33</sup> KRUKOWSKI Stefan, KOSTRZEWSKI Józef, JAKIMOWICZ Roman, PAU, Cracovie, 1939.

<sup>34</sup> BUP V1/T2, p. 142.

scandinaves, il fait partie des pères fondateurs de l'Université de Poznań, où il organise l'Institut slave occidental et le dote d'une revue dont il reste longtemps le rédacteur, *Slavia Occidentalis*. Lié à la démocratie-nationale dans sa jeunesse<sup>35</sup>, ses orientations politiques n'ont toutefois pas été un obstacle pour que son savoir linguistique immense soit utilisé par des gouvernements aux sensibilités différentes des siennes : dans les années 1920 lorsqu'il est sollicité pour poloniser les noms de villages trop allemands de Cachoubie, en Pologne communiste en tant que directeur, de 1946 à 1971, de la Commission pour l'établissement des noms de lieu<sup>36</sup>. De même, l'intérêt prononcé de cette génération pour la recherche des traces slaves des territoires recouverts se voit dans le développement des recherches onomastiques, dont le Père Stanisław Kozierowski (1874-1949) est un des spécialistes éminents. Son célèbre *Atlas des noms géographiques du domaine slave occidental*<sup>37</sup> ouvre la voie aux travaux de la Commission pour l'établissement des noms de lieu dont il fait également partie. Troisième thème de recherches de prédilection de cette première génération, la planification et l'aménagement du territoire, représentés particulièrement par Eugeniusz Kwiatkowski (1888-1974), qui symbolise sans doute mieux que tout autre le lien particulier entre sphère politique et scientifique de cette première génération. Après des études à la Polytechnique de Lwów et à Munich, ingénieur chimiste de formation, il devient le maître d'œuvre de la planification économique polonaise, et ce dès les années 1920. Il supervise les travaux de construction du port de Gdynia, alors unique fenêtre de la Pologne sur le monde. Lié lui aussi à la Démocratie-nationale, ses compétences le rendent indispensables autant au régime piłsudskiste, dont il est entre autres le ministre de l'industrie et du commerce (1926-1930), qu'au régime communiste, qui le nomme directeur de la Délégation du gouvernement polonais pour la reconstruction du littoral<sup>38</sup> (1945-1948) avant qu'il ne soit marginalisé par la stalinisation. Symbole du prix payé par cette génération pour ses travaux scientifiques et les engagements politiques qu'ils sous-tendaient, Stanisław Pawłowski (1882-1940) est un de ces nombreux Galiciens qui sont allés jeter les fondements de l'Université de Poznań, avant d'en devenir le recteur en 1932/1933. Il y organise l'Institut de géographie. Ses travaux portent sur la géographie de la Pologne occidentale et il parvient à l'apogée de sa carrière en devenant en

---

<sup>35</sup> BUP VI/T3, p. 191.

<sup>36</sup> Commission refondée en 1945, rattachée au Conseil des ministres, dont le but a été, durant la sortie de guerre, de poloniser les milliers de toponymes des territoires recouverts.

<sup>37</sup> *Atlas nazw geograficznych słowiańszczyzny zachodniej*, T1/2/3, 1934-1937, Poznań.

<sup>38</sup> *Delegatura Rządu dla spraw wybrzeża w Gdańsku*. Organisme rattaché au conseil des ministres, formé le 12 septembre 1945.

1938 le vice-président de l'Union géographique internationale, carrière abrégée par l'Allemagne nazie : arrêté dès octobre 1939, il est fusillé le 6 janvier 1940. Enfin, dernière trajectoire de vie, plus originale, celle d'Emilia Sukertowa-Biedrawina (1887-1970) ; rare femme de ce milieu, elle est représentative de la volonté d'un certain nombre de spécialistes de populariser la problématique des territoires recouverts auprès de la société. Écrivaine et ethnographe, elle fait partie dès 1921 de l'Union de défense des confins occidentaux et s'installe dans le district de Działdowo, seul district de l'ancienne Prusse orientale à avoir été rattaché à la Pologne après Versailles. Elle y entame des études auprès des populations mazures, dont elle devient une éminente spécialiste et dont elle cherche à favoriser l'intégration au sein de la société polonaise. Après-guerre, elle jette les fondements de la vie scientifique polonaise dans la voïévodie d'Olsztyn, en travaillant au sein de l'Institut mazure (1945-1948). Ces survols biographiques montrent le caractère précurseur de cette première génération de spécialistes qui ont contribué à réintégrer les territoires recouverts dans les centres d'intérêts scientifiques et politiques polonais ; elle a aussi permis l'éclosion d'une deuxième génération de chercheurs.

### *B. La génération de l'entre-deux-guerres*

La génération formée dans l'entre-deux-guerres entame sa carrière professionnelle, souvent universitaire, à partir de la fin des années 1920, un certain nombre de parcours ayant été perturbés voire retardés par la parenthèse de la Seconde Guerre mondiale. Elle a un rôle fondamental dans la création des instituts scientifiques spécifiquement dédiés à tel ou tel domaine de la pensée occidentale polonaise, pendant l'entre-deux-guerres déjà mais surtout après-guerre, période très féconde pour les institutions scientifiques spécialisées dans les territoires recouverts.

L'origine géographique de cette génération est encore plus circonscrite à la Galicie, ce qui paraît étrange à une époque où la Pologne prussienne a désormais sa propre université, celle de Poznań, fondée en 1919. 57 % des spécialistes viennent de Galicie, et jusqu'à 60 % y effectuent leurs études<sup>39</sup>. Si le choix de Cracovie et de Lwów peut encore se comprendre par la célébrité et l'ancienneté de leurs institutions d'enseignement supérieur par rapport à une Université de Poznań en cours de constitution, l'origine géographique galicienne de la majeure partie des spécialistes interroge. Une piste d'explication serait à chercher du côté de

---

<sup>39</sup> Cf. les tableaux 1 et 3.

la géographie politique polonaise. La Galicie a été le lieu de développement de la Démocratie-nationale, et lors de l'entre-deux-guerres, sa partie orientale est un des bastions du Mouvement chrétien d'unité nationale<sup>40</sup>, un des premiers avatars politiques de la démocratie-nationale dans la Pologne de l'entre-deux-guerres. De même, la Galicie en général est le bastion du PSL-Piast, parti agrarien de droite, proche du précédent parti. Or ces deux partis ont une vision géopolitique privilégiant davantage le tropisme piastien que le tropisme jagellonien<sup>41</sup>, ce qui pourrait expliquer l'origine géographique majoritaire des spécialistes de la pensée occidentale polonaise, alors même que d'un point de vue géographique ils devraient être moins concernés par ces questions. En outre, le recensement de 1921 montre que ce sont certains districts de Galicie qui comptent les proportions nationales les plus élevées de diplômés du secondaire, ce qui ouvre sans doute plus facilement aux Galiciens la voie du supérieur<sup>42</sup>. Le développement des universités polonaises, notamment celle de Poznań et la rupture d'une partie de l'ancien réseau d'échanges scientifiques consécutive aux recompositions territoriales de l'après-guerre expliquent sans doute le moindre taux d'études à l'étranger, avec une réorientation partielle des flux d'étudiants vers les universités non-germaniques<sup>43</sup>. S'agissant des lieux d'exercice de leur profession, Cracovie, contrairement à Lwów, reste un pôle attractif pour ces spécialistes, à hauteur de 20 %, la Pologne prussienne restant le principal lieu de travail (plus de 60 %). La nouveauté consiste en un début de diversification des lieux de travail dans cette région de la Pologne<sup>44</sup>. Poznań et son université restent de loin le principal endroit de profession des spécialistes de la question occidentale, mais de nouvelles perspectives s'ouvrent après 1945, avec la fondation de l'Université Nicolas Copernic à Toruń (1945), la réouverture de celle de Wrocław la même année, l'établissement d'Écoles supérieures de pédagogie dans les autres chefs-lieux de voïévodies, embryons de futures universités. Certains des spécialistes de cette deuxième vague y accèdent à leurs premiers postes, d'autres s'y installent, après la période agitée de la Seconde Guerre mondiale. Si elle a été moins touchée que la précédente par les emprisonnements et les

---

<sup>40</sup> *Chrześcijański Związek Jedności Narodowej (CZJN)*. Les résultats des élections de 1922 sont tirés de : BRZOZA Czesław, SOWA Andrzej Leon, *Historia Polski 1918-1945, (Histoire de la Pologne de 1918 à 1945)*, Wydawnictwo literackie (Éditions littéraires), Cracovie, 2009, p. 265. La majeure partie des districts de Galicie orientale ont voté à plus d'un tiers de voix pour le CZJN ; les Ukrainiens ne votant pas ou peu pour ce parti pour le rapport de ce mouvement aux minorités, on en déduit que la majorité des Polonais de la région en sont donc des électeurs.

<sup>41</sup> Pour rappel, le fait que la Pologne soit plutôt appelée à se développer vers l'ouest que vers l'est.

<sup>42</sup> Gawryszewski Andrzej, *op. cit.*, p. 320.

<sup>43</sup> Cf. T3.

<sup>44</sup> Cf. T4.

déportations, elle se signale par son plus grand degré d'engagement dans la résistance active et scientifique : près de 29 % de l'échantillon<sup>45</sup>. Tout un groupe de personnes en provenance de Grande-Pologne s'est engagée autour de l'organisation Patrie groupée autour de Zygmunt Wojciechowski et liée à la Démocratie-nationale. De nombreux spécialistes ont, malgré l'interdiction, donné des cours ou étudié dans les structures universitaires clandestines, principalement à l'Université secrète des terres occidentales<sup>46</sup>, mais aussi dans les Universités de Cracovie et de Lwów clandestines. La politisation de cette génération est plus marquée que pour la première, bien qu'elle reste minoritaire : le tableau 6 nous montre seulement 36 % d'engagement politique ou de sympathies politiques marquées. Trois courants majoritaires permettent d'ébaucher une classification des rapports de ces spécialistes au pouvoir communiste d'après-guerre. Le premier est celui de la démocratie-nationale, dans la tradition de la pensée occidentale polonaise, idéologiquement proche des conceptions géopolitiques de Dmowski<sup>47</sup>. Le deuxième courant est le communisme, notamment chez certains représentants plus jeunes. Il peut s'agir d'un engagement de conviction ou d'une stratégie de carrière : la plupart des spécialistes de cette génération arrivent dans la vie active au moment de l'installation des communistes au pouvoir. Se dessine alors la distinction opérée précédemment entre adhésion calculée ou de principe au régime<sup>48</sup>. Le dernier courant enfin est plus hétérogène : agrariens, catholiques divers, que ce soit des démocrates-chrétiens ou des membres de PAX<sup>49</sup>. Ces options politiques sont souvent le moyen de trahir le moins possible leurs idées politiques tout en essayant de tirer le meilleur parti du régime en place en lui donnant des gages pour se faciliter l'exercice de leur métier. Dans le contexte de l'après-guerre, où la liberté intellectuelle se fait rare et l'engagement politique libre est de moins en moins possible, il n'est pas surprenant de constater une bien moindre insertion de cette génération dans les structures de pouvoir du régime : seul 24 % de la génération a eu un poste de responsabilité politique. Ce repli sur le scientifique, cette moindre participation la vie publique correspond à l'attitude polonaise majeure de la société polonaise par rapport au régime : une tolérance qui peut signifier aussi bien une opposition implicite qu'une indifférence résignée.

---

<sup>45</sup> Cf. T5.

<sup>46</sup> *Tajny Uniwersytet Ziemi Zachodnich*, université de Poznań transférée à Varsovie et active entre 1940 et 1944.

<sup>47</sup> Cf. chapitre introductif, IIA.

<sup>48</sup> Cf. chapitre 2, IIC, 1.

<sup>49</sup> Cf. chapitre 2, 3b.

La deuxième génération de spécialistes de la pensée occidentale polonaise entame des transformations que la génération suivante va porter à son terme s'agissant des domaines de spécialité. Le tableau 9 montre une spécialisation dans le grand domaine B (56 %), alors que les deux autres grands domaines, s'ils sont significatifs, régressent fortement. S'il y a permanence d'un intérêt pour l'histoire de la slavité et de la polonité des territoires recouverts au Moyen-Âge, l'histoire des conflits polono-allemands, plus largement des relations germano-polonaises, notamment aux périodes modernes et contemporaines, se développe. Cette évolution peut se comprendre par l'empreinte plus forte que la Seconde Guerre mondiale a pu laisser sur cette génération : elle en est l'un des thèmes d'étude favoris. L'essor de l'histoire moderne et contemporaine des territoires occidentaux correspond à une volonté de montrer la permanence de la polonité dans l'histoire de ces régions. Il fallait combler la lacune historique laissée par l'ancienne génération, qui en ne s'intéressant prioritairement qu'à l'histoire plus ancienne, avait conduit à une rupture chronologique entre les territoires recouverts médiévaux et ceux de 1945. Écrire le maillon manquant, et significatif, de l'histoire polonaise des territoires recouverts a donc été un des grands chantiers de recherche de ce groupe. Enfin, ces spécialistes ont également lancé les études d'histoire locale, dans un contexte d'après-guerre où une meilleure connaissance des histoires régionales permettait d'hâter le processus d'appropriation de leurs nouveaux lieux de vie par les Polonais allochtones.

Ce développement de l'histoire locale se voit chez Ewa Maleczyńska (1900-1972) et Władysław Czapliński (1905-1981). Ils ont choisi après-guerre le même domaine de spécialité : l'histoire régionale de la Silésie, mais leurs opinions politiques sont opposées, montrant ainsi la diversité des rapports au régime communiste au sein de cette génération. Les deux proviennent de Galicie, l'une de Galicie orientale, l'autre de Galicie occidentale, l'une réalisant ses études à l'Université de Lwów, l'autre à l'Université de Cracovie. Czapliński a réalisé une partie de son cursus universitaire à l'étranger. Alors qu'il est déjà inséré dans le milieu universitaire avant-guerre, travaillant à l'Université Jagellonne, Maleczyńska est professeur d'histoire en collège. Après-guerre, ils s'établissent tous les deux à Wrocław, où avec Karol Maleczyński (1897-1968), mari de Maleczyńska et lui aussi professeur d'histoire, ils jettent les bases de l'historiographie polonaise en Basse-Silésie. Se spécialisant dans l'histoire de la Silésie et entreprenant d'en démontrer les liens avec l'histoire polonaise, l'un comme l'autre étudie l'histoire médiévale et moderne de la Silésie. Les opinions politiques les



séparent : élève de Władysław Konopczyński, professeur d'histoire démocrate-national, Czaplinski, fortement lié à l'Église catholique, est le seul qui, en plein stalinisme, ose écrire un article élogieux à l'occasion de la mort de son ancien maître en 1952, alors que ce dernier est mis à l'index par le régime<sup>50</sup>. Dans une posture d'opposition implicite, il est freiné dans sa carrière : ce n'est qu'en 1956, à la faveur de l'Octobre polonais, qu'il est nommé professeur titulaire de l'Université de Wrocław. De son côté, Maleczyńska s'engage résolument en faveur du régime communiste. D'abord membre du PPS à partir de 1947, elle passe au PZPR en 1948 à la faveur de la fusion du PPS et du PPR. Elle y accède à de hauts postes de responsabilité, puisque mise à part la période stalinienne, elle est membre du comité du PZPR de la voïévodie de Wrocław, puis après l'Octobre polonais, suppléante d'un membre du Comité central sans que cela accélère sa carrière. Il est frappant d'observer l'hétérogénéité politique de cette génération : deux personnes ayant suivi jusqu'en 1945 un cursus relativement similaire, aux origines géographiques communes, et aux spécialisations semblables, ont des options politiques radicalement divergentes : opposition implicite pour Czaplinski, adhésion par principe pour Maleczyńska. Néanmoins, leurs travaux ont permis de grandes avancées dans la connaissance de l'histoire silésienne, notamment par l'intermédiaire de la revue scientifique historique de l'Association scientifique de Wrocław, *Sobótka*, créée en 1946 et dont Maleczyńska est rédactrice entre 1950 et 1971. Malgré leurs opinions politiques, leurs travaux restent encore relativement peu marqués idéologiquement dans une période où ce genre d'ouvrages tend à faire exception. Ce n'est pas le cas des travaux de Karol Stojanowski (1895-1947), véritable idéologue, mêlant allégrement science et politique. Fortement lié à la démocratie-nationale avant-guerre, résistant actif pendant la guerre, il se spécialise dans les relations polono-germaniques. S'il démontre les présupposés racistes de la politique allemande de l'entre-deux-guerres, il développe lui-même des théories racistes sur les peuples slaves qu'il appelle à l'unité. Nommé à l'Université de Wrocław en 1946, sa mort prématurée lui a sans doute épargné quelques problèmes avec le régime stalinien par la suite, vu son engagement idéologique et notamment sa participation à la guerre polono-bolchévique. Avoir combattu contre la Russie bolchévique ne constitue pas cependant un critère rédhibitoire propre à entraver ou bloquer une carrière. Ce moment de la vie de Zygmunt Wojciechowski (1900-1955) ne l'a pas empêché, malgré les chicanes de l'époque stalinienne, de développer la pensée occidentale polonaise depuis l'Institut occidental qu'il a créé en 1945

---

<sup>50</sup> Cf. CZAPLIŃSKI Władysław in KORCZ Władysław, *op.cit.*

à Poznań. Chef de file de cette école de pensée à partir des années 1930, ses conceptions géopolitiques, similaires à celle des communistes, lui ont sans doute valu d'échapper aux purges politiques staliniennes. Originaire de Galicie orientale, il effectue ses études à Lwów. Sans faire partie du Mouvement national, il en est proche. Dès la fin de ses études en 1925, il rejoint l'Université de Poznań. C'est là qu'il y développe sa théorie des « terres maternelles »<sup>51</sup> de la Pologne, qui correspond territorialement à la Pologne de l'an 1000 ; cette théorie développée entre autres dans *La Pologne sur la Vistule et l'Oder au X<sup>e</sup> siècle*<sup>52</sup> anticipe la forme territoriale de la Pologne d'après 1945, convenant parfaitement aux communistes polonais. Pendant la guerre, ses livres étant particulièrement visés par les Allemands, il se réfugie à Varsovie, où il rejoint le mouvement de résistance Patrie, dont le but est à la fois de lutter scientifiquement pour la polonité des confins occidentaux et préparer l'extension de la Pologne à l'ouest à la fin de la guerre. Il occupe un poste de direction au sein de la Délégation du gouvernement de la République pour le pays. À la fin de la guerre, malgré ses sympathies prononcées pour le mouvement national, il choisit une option néopositiviste<sup>53</sup> et considère que le régime qui se met en place est celui qui peut offrir le plus de garanties pour la réalisation des projets de la pensée occidentale polonaise. Il entreprend donc d'adhérer par calcul au nouveau système politique pour réaliser un réseau important d'institutions spécialisées permettant le développement des études sur les territoires recouverts. L'Institut mazure, qui devient en 1948 une section de l'Institut occidental, la section de Wrocław de l'Institut silésien sont, directement ou indirectement, ses initiatives. Théoricien et organisateur des foyers scientifiques de la pensée occidentale polonaise après 1945, Wojciechowski est sans doute le chercheur de proue de ce courant idéologique et scientifique. Celui qui aurait pu le concurrencer est mort trop tôt : Teodor Tyc (1896-1927). Son exemple est intéressant, car il concentre un certain nombre d'originalités et de caractéristiques des spécialistes de la deuxième génération. D'originalité d'abord, car son ascendance allemande (il est issu d'une famille allemande polonisée de fraîche date) ne l'a pas empêché d'être un ardent patriote polonais. Né et ayant passé la majeure partie de son enfance en Allemagne, sa vie est un exemple d'engagement politique précoce et de carrière scientifique courte mais dense. Enrôlé dans l'armée allemande, il la quitte en 1919 pour rejoindre presque aussitôt les organisations patriotiques polonaises silésiennes qui luttent lors des trois insurrections de Silésie (1919-

---

<sup>51</sup> Cf. chapitre introductif, IIC.

<sup>52</sup> *Polska nad Wisłą i Odrą w X wieku*, Varsovie, 1939.

<sup>53</sup> Cf. chapitre 2, IIIC.

1921) pour le rattachement de la Haute-Silésie à la Pologne. Il fonde en 1921 l'Union de défense des confins occidentaux polonais, dont on reparlera dans ce chapitre (IIIA). Rédacteur du journal de l'organisation, *la Tour de guet occidentale*, il mêle activités politiques et scientifiques et cofonde en 1925 l'Institut baltique dont il devient le premier directeur en 1926, avant d'obtenir un poste de maître de conférences à l'Université de Poznań en 1927, quelques jours avant sa mort. Il existe cependant des exemples de spécialistes prenant des distances avec la sphère politique, comme Michał Sczaniecki (1910-1977). Originaire d'une famille noble de Grande-Pologne, formé à Poznań et à Paris, fait prisonnier en 1940 en France, sa carrière commence à Poznań pour se terminer à Varsovie. Il fait partie, en 1945-1946, des expéditions scientifiques lancées par l'Institut occidental vers la Terre de Lubusz, dont il va devenir un grand spécialiste de l'histoire. D'origine noble, peu enclin à des sympathies envers le communisme, il utilise toutefois régulièrement une méthodologie marxiste dans ses travaux, signe d'une tolérance du régime ou d'une adhésion plus calculée, qui le mène à occuper à partir de 1965 la prestigieuse chaire d'histoire générale de l'État et de l'histoire du droit à l'Université de Varsovie<sup>54</sup>. Enfin, la deuxième génération de spécialistes recèle aussi des non-universitaires qui participent pleinement au développement des savoirs polonais sur les territoires recouverts. C'est le cas de Leopold Gluck (1913-1989), passé par l'École de sciences politiques de Varsovie, spécialiste de l'économie et des finances. Son intérêt pour les territoires recouverts a été important ponctuellement, puisqu'il a contribué fortement à l'intégration de ces régions au reste du territoire polonais en ayant un poste de haut-fonctionnaire au ministère des Territoires recouverts entre 1946 et 1949. La deuxième génération des spécialistes apparaît comme la plus diversifiée du point de vue des profils de savoirs et de l'éventail des sensibilités politiques. Plus intéressée par l'histoire moderne et contemporaine de ces territoires comme enjeux de luttes entre Pologne et Allemagne, elle est marquée par la Seconde Guerre mondiale, a un engagement politique important, un rapport au régime communiste ambiguë, un certain nombre de ses membres ne sachant pas s'adapter à tous les impératifs du système. C'est moins le cas de la dernière génération, formée par les deux premières, mais dans un contexte idéologique radicalement nouveau qu'est la Pologne communiste, et avec des spécificités la distinguant.

---

<sup>54</sup> « 3. Un savant autodidacte », Michał Sczaniecki in KORCZ Władysław, *op.cit.*

### C. La génération de l'après-guerre

La troisième génération de spécialistes des territoires recouverts poursuit en un sens certaines tendances antérieures à la Seconde Guerre mondiale ; dans d'autres domaines elle innove. Elle est significative en premier lieu du développement des structures universitaires polonaises dans les territoires recouverts, avec une spécialisation de plus en plus poussée des pôles scientifiques de la Pologne occidentale dans la pensée occidentale polonaise, alors que les autres régions de la Pologne s'en détournent presque totalement. Cette spécialisation se voit à un certain nombre de niveaux : recrutement des spécialistes centré sur la Pologne prussienne (84 %), lieu de formation (77 %), avec une prépondérance nette de Poznań (69 %), lieu de travail principal (62 %)<sup>55</sup>. Les proportions sont à nuancer du fait de la modestie de l'échantillon mais suffisamment nettes pour les estimer comme représentatives : elles confirment les tendances déjà dessinées par la deuxième génération. S'agissant des lieux d'étude, le même degré d'ouverture à l'étranger que pour le groupe précédent se retrouve : le passage au régime communiste n'a semble-t-il pas porté atteinte aux réseaux de circulation des futurs spécialistes, et nous ne notons même pas de réorientation significative des séjours d'études vers l'est. Concernant les lieux de travail, une nouveauté majeure : la proportion élevée de spécialistes (38 %) travaillant majoritairement à Varsovie, ville qui jusque-là n'était pas un pôle de recherches sur ces questions. Elle peut s'expliquer par la centralisation des institutions scientifiques entreprise par le pouvoir communiste polonais, sur le modèle soviétique, notamment à travers la création d'une seconde Académie des sciences polonaise en 1951<sup>56</sup>. L'Université de Varsovie manifeste alors un rayonnement qu'elle n'avait pas à ce point avant-guerre. La dernière génération imite la précédente dans l'attitude qu'elle a pendant la guerre, à ceci près que sa participation à l'enseignement clandestin est moindre (15 % au lieu de 29 %), ce qui s'explique par la jeunesse de ses membres, qui n'ont pour la plupart pas l'âge d'enseigner. D'un point de vue politique, cette troisième vague de spécialistes des territoires recouverts se distingue nettement des deux précédentes. Elle est la plus politisée, membre à près de 54 % d'un parti, avec en outre une domination nette du PZPR<sup>57</sup>. Il semble donc que pour une proportion non négligeable de cette génération, l'engagement politique, malgré les conditions de la Pologne de l'époque, fasse partie intégrante du parcours du chercheur. Dans la plupart des cas, il semblerait que cela soit une

---

<sup>55</sup> Cf. les Tableaux 1, 3 et 4.

<sup>56</sup> La *Państwowa Akademia Nauk*, rivale de la traditionnelle *Państwowa Akademia Umiejętności* de Cracovie.

<sup>57</sup> Cf. le T6.

adhésion plus par principe que par calcul, car les personnes restent majoritairement encartées jusqu'à la mort ou jusqu'à l'effondrement du système. Cette fidélité au PZPR s'expliquerait par le fait que la génération étudiée entre dans la vie active au moment où naît la Pologne communiste, ce qui tisse entre le régime et elle un lien particulier dont ne peut se prévaloir aucune des générations antérieures. Pour certaines personnes, l'engagement politique apparaît comme plus calculé et plus superficiel, car il ne s'accompagne pas d'une participation à la vie publique. Au contraire, le tableau 7 montre un degré similaire d'intégration aux structures de pouvoir que pour la génération précédente, correspondant à une position de repli. Cette dernière peut s'interpréter doublement : une tolérance méfiante ou une opposition implicite au régime, mais aussi une progression de la conscience de l'indépendance du scientifique par rapport au politique malgré le contexte idéologique.

Les domaines d'études choisis par les spécialistes amplifient les tendances observées à la deuxième génération. Le domaine A régresse nettement, le domaine B progresse encore, rassemblant désormais la grande majorité des études de la pensée occidentale polonaise. Près des trois-quarts des domaines de recherches concernent l'histoire des relations germano-polonaises et l'histoire récente des territoires recouverts<sup>58</sup>. Il ne s'agit plus, à travers des travaux scientifiques ou des expertises, de prouver la polonité ou la slavité de ces terres, ces faits vont de plus en plus de soi dans la société polonaise de l'époque, mais de faire face au révisionnisme, supposé ou réel, de l'Allemagne de l'Ouest, ce qui se voit par une floraison d'études sur la question de l'Oder-Neisse<sup>59</sup>. Les spécialistes s'érigent alors en gardiens de la raison d'État polonaise. Ce tropisme est à relier avec le contexte international de l'époque, la frontière occidentale polonaise n'étant acceptée officiellement qu'à partir de 1970. Parallèlement, l'accent est mis sur l'étude de l'histoire régionale plus récente de ses régions, montrant notamment les liens des territoires recouverts avec le mouvement national et ouvrier polonais. Cet intérêt pour l'histoire régionale se voit notamment dans le parcours de Marian Biskup (1922-2012). Originaire de Cujavie, il est l'un des premiers étudiants de l'Université Nicolas Copernic de Toruń, où il effectue par la suite sa carrière professionnelle. Collaborateur ponctuel à l'Institut occidental, il se spécialise dans l'histoire de la Poméranie de Gdańsk, et au-delà dans l'histoire des relations polono-teutoniques, ce qui lui permet

---

<sup>58</sup> Cf. T9.

<sup>59</sup> 23 % des spécialistes traitent de la politique nazie envers la Pologne, de l'histoire des relations germano-polonaises depuis la Seconde Guerre mondiale, de la justification, notamment juridique, de la frontière occidentale de la Pologne.

d'étudier cette région relevant à la fois des terres anciennes et des territoires recouverts à diverses périodes. Un autre représentant de ces études régionales, quoique à une autre échelle, est Gerard Labuda (1916-2010), la principale figure de la pensée occidentale polonaise telle qu'elle s'est pratiquée pendant la période communiste postérieure à 1956, qui a été la figure tutélaire pour un bon nombre de personnes des générations de chercheurs ultérieurs. Né en Cachoubie, il réalise ses études avant tout à Poznań avant, pendant, et après la Seconde Guerre mondiale. Il reste toute sa vie rattaché à ce centre universitaire, et se spécialise dans l'histoire de la « Grande Poméranie », terme qu'il développe dans un livre programme publié en 1947 : *la grande Poméranie dans l'histoire de la Pologne*<sup>60</sup>. Pour lui, les terres allant de la Poméranie antérieure à la Prusse orientale présentent une unité géographique, et seule leur incorporation à la Pologne peut leur donner une unité politique. Ce concept est donc polémique, mais a lancé plus d'un demi-siècle de recherches intenses sur l'histoire de la Poméranie avant tout, mais aussi sur les relations entre Polonais, Germains et Scandinaves. Il organise les recherches sur la Poméranie en créant en 1953 au sein de l'Institut d'histoire du PAN un institut d'histoire de la Poméranie, avant de devenir directeur de l'Institut occidental entre 1958 et 1960. Il termine sa carrière en étudiant sa petite patrie, la Cachoubie, pièce centrale de la Grande Poméranie. Ces deux personnes sont des exemples de spécialistes évoluant de manière indépendante ou du moins autonome par rapport au régime communiste. La dernière personne symbolique de cette génération est un exemple de spécialiste fortement lié à la Pologne populaire : Antoni Czubiński (1928-2003). Originaire de Grande-Pologne, il étudie l'histoire à l'Université de Poznań et se spécialise à la fois dans l'histoire régionale, celle de Grande-Pologne, et dans l'histoire contemporaine des relations germano-polonaises, thèmes de prédilection des membres de la troisième génération. Membre du PZPR, c'est un historien marxiste dont l'affiliation au parti va au-delà de la simple commodité ou de la stratégie de carrière. Il est ainsi rédacteur, entre 1971 et 1974, du très officiel *du Champ de bataille*<sup>61</sup>. S'il en est évincé assez rapidement, les censeurs lui reprochant le ton nationaliste et révisionniste de certains articles, il reste fidèle jusqu'au bout au système communiste<sup>62</sup>. Dans les années 80, il est nommé directeur de l'Institut occidental. Son exemple et celui de Labuda montrent en tous cas que la pensée occidentale polonaise pouvait se développer en Pologne communiste, quelque soit le type de rapport choisi par le spécialiste envers le pouvoir : sur la

---

<sup>60</sup> *Wielkie Pomorze w dziejach Polski*, Editionn occidentale, Poznań, 1947.

<sup>61</sup> Il s'agit du trimestriel édité par le PZPR, spécialisé dans l'histoire du mouvement ouvrier.

<sup>62</sup> *WHW*, p. 751-752.

réserve (tolérance plus ou moins limitée) ou adhésion (intéressée ou sincère). Cette génération reflète ainsi un système scientifique original au sein du bloc de l'Est. Après les années d'asservissement intellectuel du stalinisme, une tolérance relative dans la méthodologie de conduite des recherches est laissée, notamment à l'égard de la pensée occidentale polonaise, alliée potentielle du parti communiste ne serait-ce que pour la vision géopolitique qu'elle véhicule de la Pologne. La diversité de ces personnes, leur important niveau d'engagement scientifique et politique entraînent la formation de toute une série de centres scientifiques dédiés spécifiquement à l'étude des territoires recouverts.

## II Une floraison de centres scientifiques

La pensée occidentale polonaise a certes été développée et répandue dans des structures universitaires, mais elle a été particulièrement forgée et précisée dans un certain nombre d'instituts de recherches formant un réseau scientifique qui évolue au gré des évolutions politiques de la Pologne, entre le recouvrement par la Pologne de son indépendance en 1918 et l'éphémère dégel de Gomułka (1957-1961). Les Instituts baltique et silésien sont les premières structures scientifiques à être spécifiquement dédiées aux recherches sur les problématiques de la pensée occidentale de la Pologne. En 1944-1945 est fondé l'Institut occidental qui devient rapidement le cœur du réseau de recherches sur les territoires recouverts dans la Pologne communiste. Parallèlement à cet institut émergent, disparaissent, réapparaissent un ensemble d'instituts de moindre ampleur, plus spécialisés, qui contribuent à étoffer cette pensée occidentale polonaise.

### A. Les instituts de l'entre-deux-guerres

Deux instituts dédiés à des thèmes précis de la pensée occidentale polonaise ont été fondés dans l'entre-deux-guerres : l'Institut baltique (*Instytut Bałtycki*) en 1925-1927 et l'Institut silésien (*Instytut Śląski*) en 1934. Ils jettent les fondements d'une institutionnalisation des recherches sur les confins occidentaux polonais<sup>63</sup>, après qu'elles sont restées longtemps du ressort de recherches personnelles d'universitaires.

L'Institut baltique a eu une assez longue genèse. Presque deux ans se sont écoulés entre la première réunion de fondation, le 25 août 1925, et le début effectif des recherches, en janvier 1927. Entre temps, le statut de l'association a été enregistré en février 1926. Son domaine de

---

<sup>63</sup> Pour mémoire, cf. chapitre introductif II, introduction.

recherche est ainsi défini dans son statut : « l'étude des relations économiques, politiques, nationales de la côte baltique du point de vue des intérêts polonais qui lui sont liés »<sup>64</sup>. D'emblée son activité scientifique est subordonnée à la raison d'État, notamment à sa politique maritime, cruciale dans l'entre-deux-guerres vu l'étroitesse du corridor poméranien. Parmi les personnes mentionnées dans la sous-partie précédente, Teodor Tyc, qui devient le premier directeur de l'Institut, et le Père Stanisław Kozirowski font partie des fondateurs. Le centre de recherche élargit peu à peu son domaine de recherches à l'ensemble de la problématique maritime polonaise, selon trois axes : le transport et le commerce maritime, les études sur la région poméranienne, les recherches sur les relations polono-scandinaves. L'Institut a notamment été le précurseur du concept de « Grande Poméranie », qui va être forgé plus tard par Gerard Labuda dans un de ses travaux les plus célèbres<sup>65</sup> : « L'Institut a élargi le domaine de la thématique territoriale poméranienne afin de prendre en compte toutes les terres limitrophes de la Baltique, faisant partie de l'affrontement et des rivalités pluriséculaires germano-polonaises »<sup>66</sup>. Il fait la promotion de la Poméranie polonaise, et la défend contre les remises en cause allemandes de la frontière issue du Traité de Versailles. Situé à Toruń et à Gdynia, il se développe de manière dynamique pendant dix ans.

L'Institut silésien a quant à lui été fondé en mai 1934. Il a une fonction similaire à celle de l'Institut baltique, assurer la « défense scientifique »<sup>67</sup> de la Silésie polonaise face au révisionnisme de la science et de l'idéologie allemande. Toutefois, il est d'une envergure bien moindre que son homologue chargé des affaires maritimes et poméranienes polonaises, apparaissant avant tout comme une annexe scientifique de l'Académie polonaise des sciences de Cracovie<sup>68</sup>. Spécialisé dans l'ethnographie des populations silésiennes, il a pour but premier de collecter les traces de folklore silésien, les danses et les chants populaires notamment, et de donner des nouvelles de la Silésie polonaise, en faisant paraître des communiqués réguliers à destination du gouvernement et de la presse. Sa spécialisation

---

<sup>64</sup> AAN/MZO/80/p. 9.

<sup>65</sup> LABUDA Gerard, *Wielkie Pomorze w dziejach Polski (la Grande Poméranie dans l'histoire de la Pologne)*, Wydawnictwo zachodnie (Éditions occidentales), Poznań, 1947. Dans ce livre, Labuda formule la thèse selon laquelle la Poméranie rassemble tout le littoral méridional de la Baltique. Les régions allant de la Poméranie antérieure à la Prusse orientale auraient une unité géographique qui devrait déboucher sur une unité politique, réalisable seulement au sein de l'État polonais.

<sup>66</sup> AAN/MZO/80/p. 9.

<sup>67</sup> *naukowa obrona*. AAN/DRSW/119/p. 89.

<sup>68</sup> *Polska Akademia Umiejętności, (PAU)*.



scientifique, ethnographique et linguistique, est le reflet de celle du pôle universitaire et scientifique cracovien.

Ces deux instituts, qui ont contribué à développer la connaissance polonaise sur les confins occidentaux, ont été en première ligne des joutes scientifiques et idéologiques avec les savants allemands. L'institut baltique a publié près de 500 travaux divers entre 1927 et 1939, l'Institut silésien un peu moins d'une centaine entre 1934 et 1939<sup>69</sup>. Perçus comme particulièrement nocifs par les autorités allemandes, notamment pendant la période nazie, ils figurent parmi les cibles privilégiées du nationalisme allemand anti-polonais. De fait, dès l'occupation des sièges de ces instituts en 1939, les Allemands non seulement les ferment et les suppriment, mais confisquent et détruisent en grande partie leurs productions scientifiques, leurs bibliothèques voire leurs archives. L'Institut baltique, situé en Poméranie, région ayant subi la répression allemande la plus féroce, cesse d'exister, alors que l'Institut silésien réapparaît dans la clandestinité à partir de novembre 1942, à Varsovie, Cracovie et Lwów. Il faut attendre la fin de la guerre pour que ces deux Instituts soient réellement reconstitués, selon des modalités que nous examinerons par la suite<sup>70</sup>. Le réseau scientifique de la pensée occidentale polonaise commence à se reconstituer à partir de 1944, avec la fondation informelle de l'Institut occidental.

### ***B. L'Institut occidental***

Les racines de l'Institut occidental remontent à la Seconde Guerre mondiale, voire à l'entre-deux-guerres, selon une généalogie retracée avec précision dans un livre d'un des chercheurs de l'Institut, Zbigniew Mazur<sup>71</sup>. Le second conflit mondial a été fondamental pour la cristallisation du milieu duquel émerge l'Institut occidental. Dès la fin du mois de septembre 1939 est fondée à Poznań l'organisation de résistance Patrie<sup>72</sup>; Wojciechowski, futur directeur de l'Institut, la rejoint quelques semaines plus tard. Elle rassemble majoritairement des activistes ou de sympathisants du Mouvement national. Son guide spirituel, le Père Prądzyński, la définit comme « une organisation clandestine à caractère social, unissant tous

---

<sup>69</sup> Pour l'Institut baltique, cf. AAN/MZO/80/p. 10, pour l'Institut silésien, cf. AAN/DRSW/119/p. 90.

<sup>70</sup> Cf. cette sous-partie, paragraphe C.

<sup>71</sup> MAZUR Zbigniew, *Antenaci : o politycznym rodowodzie Instytutu Zachodniego (les Ancêtres: la généalogie politique de l'Institut Occidental)*, IZ, Poznań, 2002.

<sup>72</sup> *Ojczyzna* Cf. pour plus de précisions : MAZUR Zbigniew, *Antenaci : o politycznym rodowodzie Instytutu Zachodniego*, III, 1, p. 233-256.

les Polonais »<sup>73</sup>. De fait, si elle est officiellement sans parti, elle a une couleur idéologique marquée, le national-catholicisme, branche du nationalisme polonais. Dans les conditions d'occupation extrêmes de la Pologne occidentale annexée au Reich<sup>74</sup>, les activités de résistance sont limitées : propagande de la pensée occidentale polonaise, notamment par l'enseignement clandestin, activités caritatives. Malgré les précautions, le fait que nombre de membres fassent partie d'un cercle restreint d'amis et de proches, une série d'arrestations affaiblit grandement l'organisation en 1941-1942, obligeant les rescapés à se replier à Varsovie. Commence alors la mise en place, au sein de la Délégation gouvernementale pour le pays, d'institutions spécifiques dédiées aux terres occidentales polonaises, tenues principalement par les membres de Patrie<sup>75</sup>. Ces derniers préparent l'après-guerre, à la fois dans les confins occidentaux et dans ce qui va devenir les territoires recouverts. Au sein de la Délégation est mis en place le Bureau occidental, préparant la prise en charge administrative des territoires recouverts ; il s'agit de l'embryon du Bureau des terres occidentales du ministère de l'Administration publique qui devient, à la fin 1945, le ministère des Territoires recouverts<sup>76</sup>. De même est fondée la Section occidentale du Département de l'information<sup>77</sup>, appelée à être le Département occidental du ministère de l'Information d'après-guerre. Cette section centralise les expertises concernant les futurs territoires recouverts et publie des informations, des brochures exposant les projets polonais à l'égard de ces régions, notamment à partir de 1942 et la création du périodique *les Territoires occidentaux de la République*<sup>78</sup>. C'est au sein de ces institutions et parmi les membres de Patrie que naît progressivement, de plus en plus nettement à partir de 1943, l'idée de fonder un « Institut occidental de sociologie et de propagande »<sup>79</sup>. Derrière ce nom se cache l'ébauche de l'Institut occidental.

Cet institut naît de manière informelle à la fin de 1944. Après l'échec de l'Insurrection de Varsovie, les membres du groupe Patrie, rassemblés autour de Wojciechowski se retrouvent dans une localité proche de la capitale et forment l'Institut occidental. Encore faut-il que les autorités reconnaissent sa création. Dès le début, malgré l'orientation politique presque exclusivement anti-communiste des fondateurs, le personnel scientifique de l'Institut

---

<sup>73</sup> *Idem*, p. 234.

<sup>74</sup> Cf. chapitre 2a.

<sup>75</sup> Les informations sont tirées de MAZUR Zbigniew, *op. cit.*, IV, 5, p. 426-448.

<sup>76</sup> Successivement, *Biuro Zachodnie, Biuro Ziem Zachodnich, Ministerstwo Ziem Odzyskanych*.

<sup>77</sup> *Sekcja Zachodnia*.

<sup>78</sup> *Ziemia Zachodnie Rzeczypospolitej*.

<sup>79</sup> *Zachodni Instytut Socjologiczno-propagandowy*. MAZUR Zbigniew, *op. cit.*, IV, 5, p. 430.

occidental entend collaborer avec les nouvelles autorités polonaises au nom de la raison d'État polonaise. Pour Wojciechowski, cette dernière signifie avant tout le retour de la Pologne dans ses frontières piastiennes, ce qui convient tout à fait aux communistes. Ainsi, du fait de l'adoption par le gouvernement pro-communiste du programme territorial de la pensée occidentale polonaise, les milieux scientifiques la promouvant se rallient, avec plus ou moins d'enthousiasme, à la nouvelle Pologne en cours de formation. Dans le mémorandum qu'il présente le 12 février 1945 à Edward Osóbka-Morawski, Premier ministre du gouvernement provisoire polonais, Wojciechowski propose explicitement ses services et celui de ses experts au nouveau gouvernement, mettant la science au service du politique :

L'Institut occidental est un centre scientifique de recherche, fondé sur la coopération des savants de toutes les universités polonaises, spécialisés dans les problèmes polono-allemands et pouvant servir, par les résultats de ces recherches, aux autorités gouvernementales, aux associations sociales, dans le domaine des besoins politiques internes et externes de l'État<sup>80</sup>.

Le mémorandum fait ainsi de l'Institut naissant un défenseur de la raison d'État polonaise, mettant en avant la pensée occidentale polonaise comme véritable cause nationale, à laquelle doivent coopérer tous les universitaires polonais. Le programme de recherches, notamment en histoire, dressé par ce mémorandum est très vaste, tandis que Wojciechowski n'entend pas cantonner son projet à de simples recherches coupées de la réalité<sup>81</sup>. Le savoir constitué par son institut doit être utile à la société, transposable dans des cas concrets pour servir à des politiques bien précises. Il prévoit ainsi de faire des savants des experts au service du gouvernement, comme le montrent certains des objectifs qu'il leur fixe :

- Des expertises concernant les problèmes nationaux des territoires occidentaux
- Des expertises concernant les problèmes économiques des territoires occidentaux
- Des expertises pour les problèmes démographiques et de peuplement des territoires occidentaux<sup>82</sup>

---

<sup>80</sup> CZUBIŃSKI Antoni, *Instytut Zachodni : 1944-1986 (l'Institut Occidental : 1944-1986)*, IZ, Poznań, 1987, p. 47.

<sup>81</sup> CZUBIŃSKI Antoni, *op. cit.*, p. 47-48. Wojciechowki mentionne ainsi l'histoire des relations germano-polonaises, l'histoire médiévale et moderne de la Silésie, l'histoire de la Poméranie occidentale, l'histoire de Gdańsk, l'histoire médiévale et moderne de la Prusse orientale, l'histoire de la colonisation allemande à l'est de l'Oder.

<sup>82</sup> *Idem*, p. 48.

Cette offre de service est acceptée rapidement par le gouvernement polonais, qui reconnaît le 27 février 1945 l'existence légale de l'Institut occidental. La force du nouvel Institut réside dans le fait qu'outre les savants lui étant directement rattachés, il coopère avec des chercheurs d'autres universités polonaises, notamment l'Université de Poznań et de Cracovie, et les nouvelles universités fondées à Wrocław et Toruń dans l'immédiat après-guerre. Le développement exceptionnel des institutions spécialisées dans la pensée occidentale polonaise explique la grande fécondité de l'Institut, qui publie de nombreux livres jusqu'en 1949. Un document émanant du Conseil scientifique de l'Institut occidental<sup>83</sup>, non daté mais postérieur au 14 octobre 1955, date du décès de Wojciechowski car faisant le bilan des activités de l'Institut sous sa direction, distingue trois grandes orientations de recherche de l'Institut entre 1945 et 1955, en esquissant un tournant vers 1949<sup>84</sup>. Ses trois thèmes de recherche sont menés de front, mais en insistant davantage sur un des thèmes au gré des évolutions politiques. Ainsi, jusqu'en 1949 dominent les travaux sur les territoires recouverts<sup>85</sup>. En parallèle sont publiés des ouvrages sur les relations polono-allemandes et sur l'histoire des Slaves occidentaux et de la genèse de l'État polonais. Avec le tournant stalinien de 1948-1949, les autorités communistes désapprouvent la ligne éditoriale de l'Institut occidental concernant les territoires recouverts, la trouvant trop nationaliste, ce qui oblige Wojciechowski à adapter son programme de recherches. Dépendant largement des subventions étatiques pour le fonctionnement de son institut<sup>86</sup>, il oriente les études vers des thèmes davantage susceptibles de plaire au pouvoir : les relations germano-polonaises, érigeant son institut comme bastion de résistance au révisionnisme ouest-allemand, les relations entre Slaves occidentaux, qui ont

---

<sup>83</sup> AIZ/3-2, documenté non numéroté.

<sup>84</sup> Pour comprendre le tournant, les documents officiels de 1955 étant encore remplis de silences staliniens, on s'est fondé aussi sur le recueil de sources : MAZUR Zbigniew, CHONIAWKO Andrzej, *Institut Zachodni w dokumentach (l'Institut Occidental au fil des documents)*, IZ, Poznań, 2006.

<sup>85</sup> Pour la liste entière, Cf. le chapitre sur les sources, ne seront ici rapportés que les ouvrages majeurs : KIEŁCZEWSKA Maria, GRODEK Andrzej, *Odra-Nisa : Najlepsza granica Polski, (Oder-Neisse : la meilleure frontière de la Pologne)*, IZ, Poznań, 1945, KIEŁCZEWSKA Maria, *o Podstawy geograficzne Polski (sur les Fondements géographiques de la Pologne)*, IZ, Poznań, 1946, LABUDA Gerard, *Wielkie Pomorze w dziejach Polski (la Grande Poméranie dans l'histoire de la Pologne)*, Wydawnictwo zachodnie (Éditions occidentales), Poznań, 1947, SOSNOWSKI Kiriyl, SUCHOCKI Mieczysław (réd.), *Dolny Śląsk (la Basse-Silésie)*, Tome I de la série de monographie « Ziemia Staropolski » (les Terres de l'ancienne Pologne), IZ, Poznań, 1948, DERESIEWICZ Janusz (réd.), *Pomorze Zachodnie (la Poméranie Occidentale)*, Tome II de la série de monographie « Ziemia Staropolski » (les Terres de l'ancienne Pologne), IZ, Poznań, 1949.

<sup>86</sup> Un rapport d'audit des 27-31 octobre 1947 réalisé par le ministère des Territoires recouverts (AAN/MZO/1474/p. 128-129) indique les subventions suivantes pour l'Institut occidental (ce qui représente une part importante mais non déterminée de son budget) : 2 millions de zlotys du Conseil des ministres, 5,775 du ministère des Territoires recouverts, 0,68 million du ministère de l'Éducation, 0,436 million d'autres organismes. Au moins 95 % des subventions sont d'origine étatiques, ce qui place l'Institut dans une situation de dépendance vis-à-vis du pouvoir.

l'avantage de répondre au panslavisme implicite allant de pair avec la fraternité supposée régner avec les autres démocraties populaires, majoritairement slaves. À partir de 1949, les relations germano-polonaises<sup>87</sup> et l'histoire des Slaves occidentaux<sup>88</sup> sont privilégiées, ce qui transparaît dans les publications de l'Institut occidental. La période stalinienne n'est pas favorable à l'Institut occidental, en raison de la trop grande indépendance de l'Institut par rapport aux nouvelles structures scientifiques mises en place et de l'origine politique de nombre de collaborateurs de l'Institut, dont certains sont mêmes arrêtés et emprisonnés pour leur passé national-démocrate. D'un point de vue scientifique, la fondation de l'Académie des sciences polonaise en 1951, entraînant la centralisation de nombre d'activités scientifiques à Varsovie et l'introduction de la méthodologie marxiste dans les sciences sociales et humaines, la création en 1952 de l'Institut d'histoire du PAN, sont des coups sévères pour l'Institut occidental. Il apparaît comme un doublon inutile, nombre de ses champs de recherches étant pris en charge par diverses unités du PAU. Les subventions étatiques fondent, si bien que Wojciechowski doit s'échiner à trouver des subsides pour faire survivre son institut, tout en fermant l'une après l'autre ses antennes régionales<sup>89</sup>. La santé déclinante de l'Institut et la subordination du champ de recherche des études occidentales au bon vouloir de la sphère politique se voit nettement par l'évolution du nombre d'employés de l'Institut<sup>90</sup>, qui atteint son minimum sous la période stalinienne.

Années	1947	1949	1951	1955	1957	1961
Nombre d'employés	54	60	50	19	38	64

**Tableau représentant l'évolution du nombre d'employés de l'Institut occidental entre 1947 et 1961<sup>91</sup>**

<sup>87</sup> Entre autres : KACZMARCZYK Zdzisław, *Kolonizacja niemiecka na wschód od Odry (la Colonisation allemande à l'est de l'Oder)*, IZ, Poznań, 1945, WOJCIECHOWSKI Zygmunt, *Polska-Niemcy. Dziesięć wieków zmagania (Pologne-Allemagne. Dix siècles de luttes)*, IZ, Poznań, 1945, SUŁOWSKI Zygmunt, *Najstarsza Granica Zachodnia Polski (la plus vieille Frontière occidentale de la Pologne)*, IZ, Poznań, 1952.

<sup>88</sup> Entre autres : WIDAJEWICZ Józef, *Niemcy wobec Słowian połabskich (les Allemands envers les Slaves de l'Elbe)*, IZ, Poznań, 1946, BUKOWSKI Andrzej, *Regionalism kaszunski. Ruch naukowy, literacki i kulturalny (le Régionalisme cachoube. Le Mouvement scientifique, littéraire et culturel)*, IZ, Poznań, 1950, WACHOWSKI Kazimierz, *Słowiańszczyzna Zachodnia (les Slaves Occidentaux)*, IZ, Poznań, 1950.

<sup>89</sup> Cf. le paragraphe suivant, IIC, sur les autres instituts de recherche dédiés à la pensée occidentale polonaise.

<sup>90</sup> Parmi les employés de l'Institut sont distingués, reprenant la terminologie de l'époque, les travaux scientifiques (chercheurs à proprement parler), administratifs (secrétaires et autres), manuels (techniciens, femmes de ménage).

<sup>91</sup> Les nombres sont tirés de AAN/MZO/1474/p. 128-129, AIZ/5-2, non-numéroté, et CZUBIŃSKI Antoni, *op. cit.*, p. 17, p. 19.

Malgré les difficultés de l'époque stalinienne, la première décennie de travail de l'Institut occidental est particulièrement féconde, avec 93 livres publiés, sans compter les brochures, même si du fait des difficultés financières et du manque de papier le rythme d'édition n'a été soutenu que jusqu'en 1949<sup>92</sup>. La mort de Wojciechowski, qui correspond à peu près à la fin du stalinisme, débute une nouvelle période pour l'Institut occidental. Alors que s'ouvre la question de la succession, la femme de Wojciechowski transmet aux membres de l'Institut le testament scientifique de son mari, document intéressant car permettant de voir le point de vue du fondateur sur cette structure scientifique. Il résume la ligne directrice du centre de recherches pendant la première décennie de son existence :

I La recherche scientifique sur les problèmes liés à la frontière occidentale de la Pologne [...] II La création pour l'étranger d'un stock d'informations durable, sérieux, digne de confiance sur ces questions [...] III La prise de conscience de la société polonaise de la grande importance pour la Pologne de fixer la frontière sur l'Oder et la Neisse et les problématiques liées à cela<sup>93</sup>

La justification de la nouvelle frontière occidentale est ainsi le dénominateur commun de toute l'activité scientifique de l'Institut jusqu'en 1955-1956. Ce document permet de se rendre compte des deux dimensions, extérieure et intérieure, de la pensée occidentale polonaise : sensibiliser l'opinion polonaise pour hâter l'appropriation des terres, convaincre l'opinion publique internationale, à défaut de la polonité de ces terres, du moins du bien-fondé qu'elles appartiennent à la Pologne. Wojciechowski est cependant conscient des limites de ce programme de recherches et du fait qu'il ne répond pas, ou plus entièrement, aux *desiderata* du pouvoir. Il ébauche dans ce document des pistes de recherches nouvelles, susceptibles de davantage plaire aux autorités communistes, ce qui assurerait la survie de son œuvre. Ainsi est proposée, dans un jargon marxisant, l'étude de l'Allemagne contemporaine, notamment « les réalisations de la République démocratique allemande : idéologiques, économiques et culturelles, en les opposant à la politique des cercles aristocratico-militariste de l'Allemagne de l'Ouest »<sup>94</sup>. Ces projets sont validés par le conseil scientifique, qui vote un nouveau programme de recherches lors de l'Assemblée générale des membres de l'Institut le 22 février 1956. Les destinées de l'Institut sont confiées à Kazimierz Piwarski<sup>95</sup>, membre du PZPR

---

<sup>92</sup> *Idem*, p. 17.

<sup>93</sup> CZUBIŃSKI Antoni, *op. cit.*, p. 57.

<sup>94</sup> *Idem*. Par « cercles aristocratico-militaristes » on a traduit l'expression polonaise *polityki kół junkiersko-militarystycznych*.

<sup>95</sup> 1903-1968. Historien spécialiste de la Prusse orientale, de la Silésie et des relations polono-tchèques.

depuis 1948, qui est successivement président (1956-1958) puis directeur de conseil scientifique de l'Institut (1958-1965) et sous l'égide duquel la marxisation de l'Institut s'accélère. Si le programme est un amalgame entre les différents domaines de recherches déjà étudiés dans cette structure scientifique, ces derniers sont hautement imprégnés d'idéologie ; le nationalisme, bien que pourchassé officiellement, reste implicite, alors que se développe grandement le marxisme, ce dont témoigne le vocabulaire employé :

Les travaux [...] doivent être adressés aux milieux suivants :

1. À la société polonaise au pays et à l'étranger ;
2. Aux camarades et aux amis de l'étranger, particulièrement les forces progressistes allemandes
3. À l'intelligentsia bourgeoise

[...] l'institut devra donner une évaluation scientifique des causes et des conséquences de l'appui durable de la Pologne sur l'Oder et la Neisse, liant en même temps cette problématique à la lutte des forces de progrès en Allemagne et au rôle de la RDA comme avenir de l'Allemagne. [...] l'Institut devra fournir des informations honnêtes et actuelles sur la Pologne sur l'Oder et la Neisse, le développement de la RDA et des forces de progrès en Allemagne, sur les activités de la Réaction allemande par le passé et aujourd'hui, et particulièrement celles de l'hitlérisme, du fascisme, du militarisme et du révisionnisme. Enfin l'Institut doit de manière permanente rappeler au monde les crimes hitlériens.<sup>96</sup>

Se retrouvent encore les dimensions extérieure et intérieure de la pensée occidentale polonaise ; de même, cette citation indique le caractère ambigu des activités de l'institut : à la fois centre de recherches et de propagande, forgeant à la fois histoire et politique mémorielle. Les successeurs de Wojciechowski reprennent ses dernières indications de travail, tout en accentuant le caractère marxiste de l'Institut. L'intégration de ce dernier aux structures officielles et marxisantes du PAN, que l'ancien démocrate-national avait tout fait pour retarder, est finalement chose faite par la résolution 121/62 du 31 mars 1962 du Conseil des ministres<sup>97</sup>. Il s'agit d'un compromis, ménageant au moins les apparences d'indépendance de l'Institut occidental ; en tant qu'association, il est toujours sous la direction d'un Conseil scientifique élu par l'Assemblée générale des membres de l'association, en tant qu'institut, il passe sous le contrôle du PAN qui finance son budget. De nombreux ouvrages paraissent, de plus en plus axés sur les thématiques polono-allemandes ou les problèmes socio-économiques

---

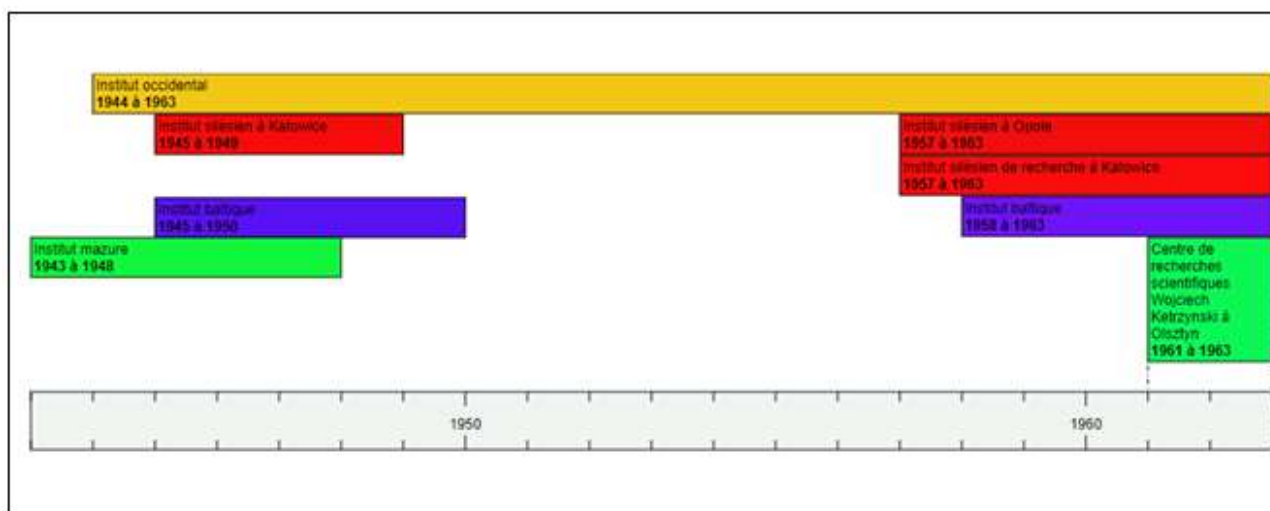
<sup>96</sup> CZUBIŃSKI Antoni, *op. cit.*, p. 82.

<sup>97</sup> *Idem*, p. 84.

des territoires recouverts après 1956<sup>98</sup>. Conséquence du programme de recherches de 1956, l'Institut bénéficie d'une plus grande lisibilité internationale par la publication en langues étrangères de sa revue scientifique, *la Revue occidentale*, à partir de 1960 en anglais, à partir de 1965 en français<sup>99</sup>. L'Institut occidental, à la pointe des recherches de la pensée occidentale polonaise, se distingue des autres lieux de recherche sur la même thématique par le fait qu'il a été le seul à perdurer pendant toute la période d'étude (1945-1961) et qu'il a été le seul à traiter de l'ensemble des thèmes du champ de recherche qui nous intéresse.

### C. Une floraison d'instituts de recherche après-guerre

De 1945 à 1961 va naître, disparaître, réapparaître un ensemble d'instituts spécialisés dans certains segments de la problématique des territoires recouverts. Ils sont fondés selon des logiques régionales : dès 1943, apparaît un Institut mazure, chargé de l'étude de la Varmie-Mazurie, en 1945 réapparaît l'Institut baltique, chargé de la Poméranie et des affaires maritimes de la Pologne, en 1945, l'Institut silésien, chargé plus particulièrement de la Silésie. L'Institut occidental reprenant certains thèmes de recherches des autres centres scientifiques, ce réseau de savoir dédié aux territoires recouverts va se retrouver vite mis en rivalité par le pouvoir communiste selon des modalités que nous présenterons par la suite.



Chronologie représentant les instituts spécialisés dans la pensée occidentale polonaise entre 1943 et 1963

<sup>98</sup> Par exemple NOWAKOWSKI Stefan, *Adaptacja ludności na Śląsku Opolskim (l'Adaptation de la population en Silésie d'Opole)*, IZ, Poznań, 1957.

<sup>99</sup> *Przegląd Zachodni*, paraissant depuis 1945. La version anglaise est dénommée *Polish Western Affairs*, la version française *la Pologne et les affaires occidentales*.



## 1. L'Institut mazure (1943-1948)

Cet institut est fortement lié à la personnalité d'Emilia Sukertowa-Biedrawina<sup>100</sup>. Héritier des études régionales et des expériences de repolonisation menées, notamment par elle, dans le district de Działdowo pendant l'entre-deux-guerres, il a été fondé dans la clandestinité dès 1943 dans les environs de Varsovie. Il est fondé de manière officielle, à Olsztyn, le 17 juillet 1945. La double nature de ses missions, à la fois scientifique et socioculturelle, apparaît dans son statut :

Le but des activités de l'Institut mazure sont :

D'entreprendre et de soutenir les recherches scientifiques dans le domaine des relations culturelles, sociales, historico-politiques, économiques, naturelles et géographiques de la région littorale de Mazurie

De populariser la connaissance sur la région lacustre mazure<sup>101</sup>.

Cette institution est ainsi appelée à mieux connaître la région de Varmie-Mazurie, son histoire notamment, et à réaliser un travail « dans le domaine des relations culturelles, sociales », ce qui signifie réaliser un travail d'aide sociale et de prise de conscience de leur polonité auprès des Varmiens et des Mazures. De fait, la modestie de l'équipe scientifique, réduite à certaines périodes à Sukertowa-Biedrawina, et l'absence quasi-totale de sources d'archives polonaises ou traduites en polonais concentre l'essentiel des forces de l'institut sur le travail de repolonisation à destination des autochtones. Ainsi, de 1945 à 1948, l'Institut donne des cours de polonais aux Mazures<sup>102</sup>, leur apporte une aide matérielle. Les autochtones de Mazurie font l'objet d'une propagande importante pour les convaincre de leur polonité, et l'Institut en est au premier rang ; il fait paraître deux brochures explicites, l'une intitulée *la Polonité des Mazures et des Varmiens*, l'autre *les Combattants mazures* (1945-1946), organise des expositions en lien avec l'histoire de la Mazurie. En 1947, Sukertowa-Biedrawina prononce une conférence sur « la slavité des terres de la voïévodie d'Olsztyn »<sup>103</sup>. Les conditions de travail sont cependant difficiles, tant par le manque de subventions que par les conditions dans lesquelles il se déroule. Ainsi, pour l'année 1947, l'Institut mazure ne reçoit que 1,5 millions

---

<sup>100</sup> Cf. le présent chapitre, IA.

<sup>101</sup> Statut de l'Institut mazure d'Olsztyn (9 juillet 1945) in AIZ/62. Le terme « région lacustre » traduit le polonais *pojezierze*.

<sup>102</sup> Près de 400 selon Emilia Sukertowa-Biedrawina, dans son *Rapport d'activités de l'Institut mazure* in AIZ/62.

<sup>103</sup> AAN/MZO/1482/p. 26.

de zlotys de subventions, à comparer aux 17,1 millions de l'Institut silésien à Wrocław pour 1949, qui n'est qu'une branche de l'Institut silésien, puis de l'Institut occidental<sup>104</sup>, à une époque où commencent les réductions budgétaires à l'encontre du réseau scientifique occidental<sup>105</sup>. En outre, le travail de repolonisation et d'aide aux autochtones est singulièrement compliqué par les tensions entre populations autochtones et allochtones, ce qui fait écrire à Sukertowa-Biedrawina dans son rapport de 1948 :

Ces trois années de travail ont été accompagnées de grandes difficultés. Non seulement du fait du manque de fonds, de travailleurs qualifiés, mais aussi du manque de compréhension des autorités dans la première période de l'après-guerre, du rapport haineux de nombreux arrivants de la Pologne centrale et des confins, de la misère de la population autochtone, tout rendait difficile le travail culturel et scientifique.<sup>106</sup>

Les difficultés s'accumulant, les autorités envisagent de supprimer l'Institut, ce que Wojciechowski va empêcher pendant un temps<sup>107</sup>.

## 2. L'Institut silésien (1942/1945-1949)

L'Institut silésien est une institution scientifique d'une tout autre envergure, ne serait-ce que parce qu'elle existait déjà avant-guerre. Officiellement, il est refondé le 25 janvier 1945 à Cracovie, en lien avec l'Académie des sciences polonaise (PAU), avant de réintégrer son siège traditionnel de Katowice le 12 février. L'ouverture officielle se fait le 10 juin, sous l'égide de son directeur, Roman Lutman<sup>108</sup>, qui réintègre son poste. L'Institut se développe de manière intense : le 1<sup>er</sup> septembre, une antenne conséquente de l'Institut silésien est ouverte à Wrocław et confiée à Karol Maleczyński<sup>109</sup> ; le 1<sup>er</sup> décembre, une section bien plus modeste à Varsovie. Ce centre de recherche est similaire par la taille à l'Institut occidental, employant, au 31 décembre 1946, 32 personnes<sup>110</sup>. Les domaines d'étude qu'il recouvre sont variés, avec

---

<sup>104</sup> Pour les subventions de l'IS, cf. AIZ/64-1. Pour celles de l'IM : AAN/MZO/1482/p. 45. 2/3 des fonds viennent du ministère des Territoires recouverts, 1/3 de celui de l'Éducation.

<sup>105</sup> Par cette expression, on comprendra par la suite l'ensemble des Instituts spécialisés dans l'étude des territoires recouverts : Institut occidental, baltique, silésien, mazure et les structures héritières, ainsi que les chercheurs y travaillant ou coopérant avec eux.

<sup>106</sup> AIZ/62, Rapport d'activités de l'Institut mazure.

<sup>107</sup> Cf. plus loin, le paragraphe « La quasi-disparition du réseau scientifique occidental à l'époque stalinienne »

<sup>108</sup> 1897-1973. Historien et juriste polonais. Directeur de l'Institut silésien (1934-1939, 1945-1949, 1957-1963).

<sup>109</sup> 1897-1968. Mari d'Ewa Maleczyńska évoquée en IB, il est l'une des figures de l'Université polonaise de Wrocław. Fondateur de la revue de l'Association des amateurs d'histoire de Wrocław, *Sobótka*, en 1946, il se spécialise dans l'histoire médiévale et moderne de la Silésie, notamment celle de sa polonité et de ses relations avec la Pologne.

<sup>110</sup> AAN/DRSW/119/p. 95.

la commission « sociographique », reprenant notamment les travaux ethnographiques menés avant-guerre mais qui évolue de plus en plus vers la sociologie moderne, ou la commission historique, littéraire, économique, « physiographique » donc géographique et sociale. Ces domaines se retrouvent dans les sections de l'Institut silésien de Wrocław. De nombreux communiqués scientifiques paraissent, ainsi que des ouvrages<sup>111</sup>. Le rapport d'activité de l'Institut silésien pour le 1<sup>er</sup> trimestre de 1948 donne une idée de l'étendue et de la teneur des réalisations scientifiques de ce centre de recherches<sup>112</sup>. En un trimestre, 11 livres et 21 communiqués paraissent, notamment le *Dictionnaire des Silésiens méritants* et le *Dictionnaire de la polonité de la Silésie*, tous les deux sous la direction de Karol Maleczyński. Des fouilles préhistoriques sont menées, notamment à Opole, profitant de la reconstruction ; l'archéologie est en ces années particulièrement mise à contribution pour révéler les vestiges médiévaux, censés être plus polonais que les constructions de la période moderne. Entre 1945 et 1948, le domaine d'activité de l'Institut silésien ne cesse de s'étendre, englobant successivement la Basse-Silésie et les relations polono-tchécoslovaques. Contrairement à son homologue d'Olsztyn, il apparaît florissant quand parviennent les premières rumeurs de fermeture, mais il a l'inconvénient, comme les autres instituts, d'être majoritairement dépendant pour son équilibre budgétaire des subventions étatiques. Ainsi la seule section de Wrocław a un budget constitué à près de 70 % de subventions, très majoritairement d'origine ministérielle ou de l'administration régionale<sup>113</sup>. Dans un contexte de communisation de la Pologne, cette dépendance est utilisée par les autorités communistes comme d'un levier pour forcer les instituts scientifiques à se mettre au diapason des canons marxistes-léninistes s'agissant des recherches scientifiques ; le cas échéant, une forte réduction des subventions permet d'étouffer les institutions récalcitrantes.

### 3. L'Institut baltique (1945-1950)

Le statut de l'Institut baltique de 1946 change peu de choses aux objectifs scientifiques, par rapport à ceux fixés par le premier statut rédigé 20 ans auparavant<sup>114</sup>. Il s'agit d'entreprendre « l'étude des problématiques maritimes, de la Poméranie et des pays de la Baltique, en

---

<sup>111</sup> Entre autres : JAMKA Rudolf, POPIOLEK Kazimierz, *Przeszłość Śląska w zwięzłym zarysie (Brève esquisse du Passé de la Silésie)*, IS, Wrocław, 1948.

<sup>112</sup> AAN/MAP/40/p. 72-81.

<sup>113</sup> AIZ/64-1. 17,1 millions de zlotys sur 24,4 millions. Sur les 17,1 millions, 4,8 proviennent du ministère de l'Éducation, 4,8 du ministère des Territoires recouverts, 3 millions du présidium du Conseil des ministres, 2 millions de la voïévodie de Haute-Silésie, 1,5 million de celle de Wrocław.

<sup>114</sup> Cf. IIA.

insistant sur les besoins de la raison d'État polonaise. »<sup>115</sup>. L'Institut baltique marche donc sur les traces de son prédécesseur d'avant-guerre. En février 1945, son directeur, Józef Borowik<sup>116</sup> obtient l'autorisation de reformer l'Institut, réorganisé progressivement à partir de mars. Ses collections et ses fonds d'archives ont encore plus souffert de la politique antipolonaise du Reich que celles de l'Institut silésien du fait de sa situation, la Poméranie, région polonaise où la répression a été la plus forte. Il est organisé en quatre départements, géographiquement dispersés et qui reflètent le caractère quelque peu éclectique de ses spécialisations : les bureaux de direction et l'administration sont à Sopot, le département maritime est dispersé entre divers bureaux à Sopot, Gdynia et Gdańsk, le département des études poméraniennes s'installe d'abord à Toruń, puis à Bydgoszcz, où se situe également le département d'édition. Par la suite, après la création en septembre 1945 du Musée maritime à Szczecin, l'Institut baltique ouvre également une section dans cette ville et finit par gérer le Musée. L'Institut est à ses débuts d'une taille équivalente à celui de Poznań. Il emploie déjà 61 personnes au 1<sup>er</sup> septembre 1945<sup>117</sup>. Son rapport d'activités pour le 1<sup>er</sup> semestre de 1948 permet de se faire une idée du travail qui y est réalisé<sup>118</sup>. Un travail d'expertise « les résultats économiques des territoires recouverts » a été adressé au ministère des Territoires recouverts. Un cycle de six conférences réalisées pendant ce semestre donne l'étendue des spécialités de ce centre de recherches, notamment l'histoire des pays de la Baltique, les relations polono-scandinaves, la politique maritime de la Pologne, l'économie maritime polonaise, l'histoire de la flotte polonaise. L'Institut baltique semble avoir une renommée nationale et internationale assez grande, puisque la sous-section concernant les bibliothèques nous indique qu'en février 1948, celles-ci sont en contact avec 293 institutions et rédactions de périodiques scientifiques, dont 107 à l'étranger<sup>119</sup>. Malgré ces réalisations et cette activité florissante, l'Institut baltique va lui aussi être la proie de la politique scientifique et culturelle de l'État-parti, d'autant que dans ses attributions, comme l'Institut silésien, il est en rivalité avec l'Institut occidental dont il partage une partie du programme de recherche.

---

<sup>115</sup> AAN/MZO/80/p. 1.

<sup>116</sup> 1891-1968. Spécialiste en ichtyologie, il étudie l'histoire et l'économie de la Poméranie de Gdańsk et occidentale. Directeur de l'Institut baltique de 1927 à 1950.

<sup>117</sup> AAN/MZO/80/p. 13.

<sup>118</sup> ANN/MZO/80/p. 141-154.

<sup>119</sup> *Idem*, p. 143.

#### 4. La quasi-disparition du réseau scientifique occidental à l'époque stalinienne

Les instituts spécialisés dans la pensée occidentale polonaise ont de nombreuses raisons de déplaire au pouvoir communiste. Créés avant-guerre, ils représentent le monde scientifique de la II<sup>ème</sup> République, un milieu à la fois très majoritairement hostile à la pensée communiste (la majeure partie des membres de ces instituts ont été proches du Mouvement-national ou de la démocrate-chrétienne) et une méthodologie scientifique non marxiste. En outre, dans le contexte d'après-guerre, ils représentent des îlots de liberté intellectuelle relative remettant en cause à long terme le monopole politique que le parti communiste est en train alors de bâtir. Entre 1948 et 1953, dans le cadre de la stalinisation de l'État polonais, le savoir et la culture en général et les sciences humaines en particulier deviennent un enjeu de pouvoir pour le PZPR. Le réseau scientifique occidental, trop indépendant et trop peu marxiste au goût du parti, est progressivement démantelé, en profitant des concurrences implicites entre instituts. Le parti joue sur l'efficacité du travail accompli dans les instituts (éviter que les domaines des uns n'empiètent sur celui des autres) et sur la rentabilité (modulation des subventions accordées en fonction des buts politiques).

Dans un premier temps, le parti communiste veut réorganiser le champ de recherches sur la pensée occidentale polonaise en supprimant les instituts qui font doublon. C'est dans ce contexte que, dès le premier semestre de 1948, des projets de regroupements voire de fusions d'instituts sont mis en place. Ainsi, une réunion a lieu le 2 mars 1948 entre les représentants de l'Institut occidental, l'Institut baltique et l'Institut silésien, à l'École supérieure de commerce de Varsovie. Les représentants des trois écoles discutent d'un projet de « Conseil des instituts », organe administratif qui présenterait l'avantage pour le pouvoir de mieux contrôler les activités des instituts. En outre, contrairement aux sièges des instituts, dispersés en province, celui de conseil serait à Varsovie, proche des lieux de pouvoir. Ce conseil est censé officiellement mieux coordonner les travaux entre instituts, dans les faits, c'est bien la première étape dans la subordination de ces instituts au pouvoir, derrière des apparences de simple contrôle de gestion du fait d'une « obligation d'envoyer au Conseil toutes les informations et les clarifications demandées, particulièrement tous les trimestres des rapports d'activité et des rapports financiers, les transcriptions des protocoles de séances des autorités des instituts »<sup>120</sup>. Ce projet va même jusqu'à demander de soumettre au conseil et donc indirectement aux autorités centrales de Varsovie tout projet de changement de statut. En

---

<sup>120</sup> AAN/MAP/40/p. 5.

effet, ce conseil serait dirigé par un présidium dont le président doit être nommé par le Premier ministre<sup>121</sup>. Des réunions sont organisées dans les mois suivants, mais au projet étatique de regroupement va se substituer celui de Wojciechowski : une absorption des instituts par l'Institut occidental, l'institut absorbé étant transformé, sous forme réduite, en antenne régionale de l'Institut occidental. C'est un stratagème du directeur de ce centre de recherche à la fois pour sauver son propre institut et pour permettre aux autres de perdurer, quoique sous une forme embryonnaire. Le premier à être concerné est l'Institut mazure, qui devient la section régionale d'Olsztyn de l'Institut occidental à partir du second semestre de 1948. Après avoir un temps envisagé sa suppression pure et simple, les autorités se rallient à la proposition de Wojciechowski de reprendre l'Institut mazure. Le même scénario est utilisé pour les autres instituts ; l'Institut silésien est incorporé en 1949 à l'occidental. Le siège de Katowice est supprimé purement et simplement, la section de Wrocław devient l'antenne de l'Institut occidental pour la Silésie. Enfin, l'Institut baltique est supprimé en deux temps. Profitant de son ambivalence, à la fois tourné vers le domaine maritime et le domaine terrestre, la section d'études de la Poméranie est transférée en 1949 à Toruń pour devenir l'antenne régionale de l'Institut pour la Poméranie, avant que la partie de l'institution dédiée aux études maritimes ne soit intégrée à l'Institut maritime en 1950, nouvellement créé et répondant aux critères de scientificité du marxisme-léninisme. À l'orée du stalinisme, l'Institut occidental pourrait apparaître comme gagnant, puisqu'il a réussi à imposer, par l'habileté de son directeur, un monopole sur les questions occidentales. Nombre de chercheurs de l'Institut pratiquent à l'époque une sorte de schizophrénie scientifique, en essayant de continuer les études sur les territoires recouverts alors qu'elles ne sont plus populaires dans les cercles du pouvoir tout en adoptant des tournures de langage marxiste pour donner à leur objet de recherche suspicieux une patine communiste. Ce processus de marxisation de la méthodologie, du vocabulaire et des thèmes de recherche se voit particulièrement dans les antennes régionales de l'Institut occidental. Le plan de travail de la section de l'Institut à Wrocław en 1952 est significatif à cet égard<sup>122</sup>. Les thèmes de recherche reflètent les intérêts de l'histoire marxiste : histoire de la classe ouvrière en Silésie, de l'expropriation des paysans en Haute-Silésie, du peuplement et de l'économie de la région à l'époque moderne et contemporaine. L'histoire socio-économique des « classes laborieuses », chère aux historiens marxistes, est à l'honneur, alors que nombre d'entre eux ne sont pas communistes.

---

<sup>121</sup> AAN/MAP/40/p. 18.

<sup>122</sup> AIZ/64-3. Plan de travail pour 1952.

Cette adaptation, au moins formelle, de nombre de travaux de la pensée occidentale polonaise à la conception marxiste de l'histoire, ne suffit pas au parti communiste. À l'apogée du stalinisme, tout centre de recherches qui agit en dehors des structures officielles soviétisées est considéré avec suspicion. Après avoir survécu au tournant des années 1948-1950 en incorporant les autres instituts occidentaux, l'Institut occidental commence lui-même à être remis en question, surtout après la création du PAN en 1951 et de son Institut d'histoire l'année suivante. Entre 1950 et 1953, l'Institut occidental voit ses subventions fondre, selon une stratégie de l'étouffement économique. Wojciechowski écrit de nombreuses lettres aux autorités locales du PZPR et aux structures du PAN, faisant valoir l'importance de son institut dans la lutte contre le révisionnisme ouest-allemand et se mettant lui aussi au vocabulaire marxiste. Malgré les difficultés, il parvient à sauver son institut, mais au prix d'une grande mutilation : les antennes régionales de Wrocław, Cracovie, Toruń et Olsztyn sont fermées ou transférées à d'autres instituts en 1953. À l'intérieur même de l'Institut à Poznań, les sections des études sur la genèse des villes de Pologne occidentale et du domaine slave occidental, et de l'histoire de l'Allemagne, sont supprimées<sup>123</sup>. La structure reste quelque temps dans un état d'hibernation, ne publiant presque aucun livre. 1955 est une année tournant, anticipant l'Octobre polonais. Si après la mort de Wojciechowski le 14 octobre, une fermeture est envisagée, un des collaborateurs de l'Institut, Gerard Labuda<sup>124</sup>, parvient à convaincre les autorités de le laisser ouvert, contre une réorientation des recherches dans un sens plus fidèle au matérialisme historique, ce dont témoigne le projet de février 1956 évoqué plus haut<sup>125</sup>. Avec l'arrivée de Gomułka au pouvoir, les initiatives se multiplient pour rouvrir les instituts supprimés à la fin des années 1940.

##### 5. La renaissance du réseau scientifique occidental

Le dégel de Gomułka est une période favorable pour la renaissance, voire l'étoffement des instituts chargés des affaires des études occidentales. À la différence de la période d'immédiat après-guerre, le parti communiste préside bien plus à la recréation de ces structures de recherches, qui sont d'emblée plus idéologisées que celles de la sortie de guerre. Le premier à reparaître est l'Institut silésien. L'Institut scientifique silésien est fondé par une Directive du comité régional du PZPR de Katowice, le 13 mars 1957. Centre de recherche plus

---

<sup>123</sup> Czubiński Antoni, *op. cit.*, p. 16-17.

<sup>124</sup> Cf. IC.

<sup>125</sup> Cf IIB.

spécifiquement relié à la Haute-Silésie et à son bassin industriel, il ne fait pas l'unanimité parmi les chercheurs dont nombre désirent une structure plus fidèle au programme de recherches de l'ancien institut. Le 9 mai 1957 est donc refondé l'Institut silésien, à Opole, avec comme directeur Roman Lutman. Un de ses plans de travail, pour l'année 1961, nous donne une idée de l'étendue de ses recherches, qui lient anciennes et nouvelles préoccupations<sup>126</sup>. Ainsi, l'Institut est divisé en plusieurs sections : historique, économique, sociologique, géographico-démographique, ethnographique, linguistique, littéraire, archéologique, reprenant pour la plupart la structure de l'Institut d'avant 1949. Les travaux de la section historique montrent l'amalgame des thèmes anciens et nouveaux. À côté des traditionnelles études ethnographiques, menées avant-guerre, figurent l'étude de l'histoire de la Silésie d'Opole dans l'entre-deux-guerres, notamment du mouvement communiste régional, ou les traditionnelles études germaniques, qui se retrouvent dans nombre d'autres instituts de la pensée occidentale polonaise de la fin des années 1950, études germaniques étant comprises majoritairement comme lutte contre le révisionnisme de la RFA. À partir de 1957 s'engagent aussi des discussions pour refonder l'Institut baltique, qui débouchent sur sa réouverture le 20 décembre 1958, même si c'est sous une forme réduite, puisque les problématiques strictement maritimes, restent du ressort de l'Institut maritime : « entreprendre et soutenir les études scientifiques dans le domaine des problèmes résultant de la situation baltique de la Pologne- en veillant particulièrement aux problématiques sociales, démographiques, culturelles, économiques et historiques de la Poméranie et des pays de la Baltique.<sup>127</sup> ». Dernier des instituts d'après-guerre l'Institut mazure est refondé sous une autre appellation, le 28 décembre 1961, sachant que le « Centre de recherches historiques Wojciech Kętrzyński » d'Olsztyn n'est opérationnel que début 1963. Une nouveauté à signaler : en mai 1961 est fondé un nouvel institut, l'Institut de Poméranie occidentale, de moindre ampleur, à Szczecin. Ainsi s'achève le processus de reconstitution et de développement du réseau scientifique occidental accompli pendant les années du dégel de Gomułka. La normalisation et la première moitié des années 1960 sont l'apogée de ce réseau. Les foyers de conception de la pensée occidentale polonaise ont donc perduré, avec des aléas certes, sous des régimes politiques différents : république parlementaire polonaise, autoritarisme de la Pologne des années 30, Occupation, sortie de guerre, stalinisme, dégel de Gomułka, montrant ainsi

---

<sup>126</sup> APANpo/Z.Kaczmarczyk/95/p. 72-81.

<sup>127</sup> STRAUCHOLD Grzegorz, *Myśl zachodnia i jej realizacja w Polsce ludowej w latach 1945-1957 (la Pensée occidentale et sa réalisation dans la Pologne populaire dans les années 1945-1957)*, Toruń, 2003, p. 435.



l'importance de ce courant d'idée. La résonance de ces dernières se voit aussi par leur influence sur la société, qui se mesure notamment par les organisations qui relaient cette pensée auprès de la société, et qui contribuent également à la forger.

### **III Entre science et politique : les associations sociopolitiques**

Des associations, souvent de masse, ont joué un grand rôle dans la définition des thèmes de la pensée occidentale et dans leur popularisation auprès de la société polonaise, ce pourquoi elles sont traitées dans le chapitre sur les foyers de la pensée occidentale polonaise. Là encore, les continuités entre associations, notamment en ce qui concerne les buts et le personnel, sont évidentes, malgré les bouleversements politiques de la Pologne entre les années 1920 et l'orée des années 1960. La principale d'entre elles concernant les territoires recouverts, l'Union occidentale polonaise, et son ancêtre l'Union de défense des confins occidentaux, feront l'objet de la première sous-partie<sup>128</sup>. L'après-guerre est favorable à la formation d'associations de moindre ampleur, rattachées de près ou de loin à la pensée occidentale, et qui complètent les activités de l'UOP. Enfin, après la parenthèse stalinienne, l'UOP connaît une résurgence sous la forme de l'Association pour le développement de territoires occidentaux<sup>129</sup>.

#### ***A. L'Union de défense des confins occidentaux et l'Union occidentale polonaise***

##### **1. L'Union de défense des confins occidentaux (1921-1934)**

L'UDCO est née de manière progressive comme confédération de structures régionales dont le but était la défense des terres polonaises anciennement allemandes face au nationalisme allemand, particulièrement prussien, remettant en cause l'ordre territorial issu du Traité de Versailles. Les fondements de cette organisation sont les comités de plébiscite fondés par les Polonais et les Silésiens pro-polonais en Haute-Silésie dans l'attente du plébiscite du 20 mars 1921. Parallèlement, un Comité de défense de la Haute-Silésie<sup>130</sup> est mis en place en novembre 1919. Il sera l'embryon structurel de la future UDCO. Durant l'été 1921, les comités locaux du CDHS décident de former l'UDCO. Il est intéressant de voir que

---

<sup>128</sup> *Polski Związek Zachodni et Związek Obrony Kresów Zachodnich*. On utilisera les abréviations calquées sur les initiales françaises, UOP et UDCO.

<sup>129</sup> *Towarzystwo Rozwoju Ziemi Zachodnich*. L'abréviation française correspondante sera : ADTO.

<sup>130</sup> *Komitet Obrony Górnego-Śląska*. Le raccourci est CDHS.

l'initiative de la formation de cette organisation vient de la société, ce qui est de moins en moins le cas par la suite pour les avatars successifs de l'organisation. En mars 1922, l'UDCO devient une organisation quasiment nationale par la fusion de toutes les sections régionales, en attendant le ralliement en 1929 de l'Association de défense des confins occidentaux qui était active en Galicie occidentale. Son statut, dans sa version de 1929, dessine les contours des objectifs de l'organisation avec une neutralité qui étonne d'une part quand on sait l'anti-germanisme, le patriotisme polonais, pour ne pas dire le nationalisme qui animaient nombre de ses membres, et qui détonne par rapport aux statuts ultérieurs, qui vont nommer bien plus explicitement l'ennemi. Le statut explique ainsi que « L'Union de défense des confins occidentaux est une organisation sans-étiquette politique, rassemblant toutes les forces de la société polonaise dans le but de défendre les intérêts nationaux des terres occidentales de la République. »<sup>131</sup>. L'unanimité nationale dont se prévaut l'UDCO n'est dans les faits qu'un vœux pieux : un examen de la géographie de recrutement des membres permet de voir que si elle s'est développée sur tout le territoire de la Pologne, elle n'a été importante localement que dans les voïévodies des confins occidentaux comme le montre le tableau ci-dessous

	District de Poznań	District de Silésie	District de Poméranie	Sous-total confins occidentaux	District central+ District de Cracovie (1930)	Total
% de la population polonaise <sup>132</sup> (1931)	6.6	4.0	3.4	14	86	100
1925	5048	8877	2028	15953 (90.4 %)	1691 (9.6 %)	17644
1934	8275	21620	4992	34887 (79.9 %)	8762 (20.1 %)	43649
1935	1035	16037	4937	22009 (77.1 %)	6545 (22.5 %)	28554
1937	6018	19548	10913	36479 (81.1 %)	8503 (18.9 %)	44982

**Tableau représentant la répartition géographique des membres de l'UDCO puis de l'UOP entre 1925 et 1937<sup>133</sup>**

<sup>131</sup> APP/PZZ/3/p. 57-76, Art. 2.

<sup>132</sup> Les proportions sont tirées de calculs fondés sur GAWRYSZEWSKI Andrzej, *Ludność Polski w XX wieku (la Population de la Pologne au XX<sup>ème</sup> siècle*, Instytut Geografii i Przestrzennego Zagospodarowania im. Stanisława Leszczyckiego PAN (Institut de géographie et d'Aménagement du territoire (S. Leszczycki) de l'Académie polonaise des Sciences), Varsovie, 2005, p. 84.

<sup>133</sup> Les chiffres sont tirés de MUSIELAK Michał, *Polski Związek Zachodni 1944-1950 (l'Union polonaise occidentale 1944-1950)*, PWN, Varsovie, 1986, p. 24-25.

La pensée occidentale polonaise n'est réellement populaire à grande échelle que dans les confins occidentaux, comme le montre la disproportion entre la population des confins occidentaux et la proportion de membres parmi leurs habitants (14 % de la population pour environ 80 % des membres). De même, l'apolitisme proclamé est en fait à relativiser. Comme l'indique Musielak « le caractère sans-étiquette ne signifiait pas pour l'UDCO l'apolitisme. »<sup>134</sup>. Dans les faits, l'UDCO est de la couleur politique des régions dont proviennent la majorité de ses membres : le Mouvement national en Pologne et en Poméranie, la Démocratie-chrétienne en Haute-Silésie. Cette idéologie politique marquée n'empêche pas l'organisation de manifester une véritable souplesse tactique, confinant parfois à l'opportunisme, ou du moins à un pragmatisme poussé. En effet, la réalisation des objectifs de la pensée occidentale étant à ses yeux tellement importante qu'elle est prête dans les faits à travailler avec n'importe quel gouvernement dont l'engagement serait prononcé dans ce domaine. Son activité de lobbying auprès des gouvernements successifs de la II<sup>ème</sup> République ne constitue pas cependant l'essentiel de ces actions. Celles-ci sont diverses : aide culturelle aux Polonais d'Allemagne, actions de repolonisation par l'organisation de colonies de vacances pour les enfants polonais d'Allemagne, organisations de manifestation face aux expressions du révisionnisme allemand, sensibilisation de l'opinion publique polonaise à la question des confins occidentaux. Nombre de ces thèmes se retrouvent dans les actions menées par l'UOP après-guerre. Le pragmatisme politique de l'organisation, sa dépendance financière partielle face au gouvernement la rendent vulnérable aux évolutions de la politique polonaise de l'entre-deux-guerres. Le 26 janvier 1934 est signé un Pacte de non-agression entre la Pologne et l'Allemagne. Dans ce contexte, l'anti-germanisme de l'UDCO commence à être gênant aux yeux du pouvoir. Influencée par les directives gouvernementales, l'Assemblée générale de l'UDCO change son statut en novembre 1934 et se transforme en UOP.

## 2. l'Union occidentale polonaise (1934-1939 et 1939-1944)

La nouvelle organisation est plus étroitement liée au pouvoir, ce qui se traduit symboliquement par le transfert de son siège à Varsovie. Cette transformation est mal perçue

---

<sup>134</sup> MUSIELAK Michał, *op. cit.*, p. 25. En polonais „bezpartyjność w ujęciu ZOKZ nie oznaczała apolityczności.”.

et comprise par un certain nombre de militants, près d'un tiers des militants de l'UDCO ne se réinscrivant pas à l'UOP. Cette baisse du nombre d'inscrits est notable notamment dans le district de Poznań, bastion de la Démocratie-nationale et qui considère que la réorganisation de l'association est une subordination totale au gouvernement piłsudskiste et à la *Sanacja*, ennemie politique du Mouvement national. Les directives du gouvernement et la baisse des membres désorganisent un temps l'UOP, dans un contexte international où la Pologne essaie de se rapprocher de l'Allemagne, entre autres pour garantir davantage de droits à la minorité polonaise d'Allemagne. Toutefois, l'échec de cette politique est bientôt flagrant : à partir de 1937, la répression s'abat sur les activistes du mouvement national polonais en Haute-Silésie, tandis que s'accélère la germanisation de la Prusse orientale méridionale. L'UOP peut alors renouer avec son activité d'avant 1934, en organisant des manifestations massives contre la politique anti-polonaise de l'Allemagne. Par ses racines idéologiques, durant toute la période d'avant-guerre l'UCDO-UOP est ouvertement hostile à l'URSS et au communisme.

Après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'UOP devient une des cibles privilégiées des nazis, pour lesquels l'appartenance à cette organisation est jugée sévèrement. La répression contre les cadres de l'association explique que l'UOP ne puisse se reconstituer progressivement et partiellement qu'à partir de 1942. Au sein de la Délégation du gouvernement pour le pays, un groupe est formé, « Occident »<sup>135</sup>, sorte d'UOP clandestine, dont la mission est de soutenir les travailleurs forcés polonais en Allemagne. En lien avec les divers projets de revendications territoriales en cours de préparation<sup>136</sup>, l'UOP clandestine réalise des études sur le nombre de Polonais d'Allemagne dans les territoires à annexer, et ébauche la politique de repolonisation à mener. Les activistes de l'UOP sont majoritairement les mêmes que ceux d'avant-guerre, et contrairement à ce que va proclamer l'organisation officielle, l'UOP clandestine, si elle réclame des ajustements territoriaux à l'ouest en faveur de la Pologne, ne remet pas en cause sa frontière orientale. Au cours de la guerre, l'activité d'Occident s'étend également aux prisonniers de guerre polonais en Allemagne. Des expertises sont réalisées pour favoriser l'intégration des nouveaux territoires après-guerre, par exemple en distribuant des brochures de propagande aux autochtones, notamment en Varmie-Mazurie. À côté du pôle scientifique, représenté par les résistants de Patrie, les membres de

---

<sup>135</sup> *Zachód*.

<sup>136</sup> Cf. chapitre 1, IIB, 2.

l'UOP clandestin sont sans doute les personnes les plus à même de prendre en charge l'intégration des territoires recouverts à la Pologne en 1945.

### 3.L' Union occidentale polonaise (1944-1949)

L'UOP réapparaît progressivement, à partir de militants de l'UOP d'avant-guerre et de l'Union des Polonais en Allemagne. Le 9 octobre 1944 est formée en Mazovie l'Union des expulsés et réfugiés des terres occidentales de la République polonaise<sup>137</sup>. Le même mois, une association aux buts similaires est formée en Lublin, l'Union des terres occidentales<sup>138</sup>. Pour essayer de coordonner les actions de ces deux organisations est créée à son tour la Commission d'organisation de l'Union des Polonais des terres occidentales<sup>139</sup>. C'est à partir de cette superstructure qu'est reformée l'UOP. Le 13 novembre 1944 la Commission refonde officiellement l'UOP, en accord avec le président du PKWN Edward Osóbka-Morawski, qui reconnaît l'organisation le 21 novembre. L'association reformée n'est cependant pas exactement la même idéologiquement que celle d'avant-guerre. Elle doit s'insérer dans la coalition politique de façade bâtie par le PPR pour parvenir à moyen terme au pouvoir. Cet objectif se reflète encore assez implicitement dans les buts de l'UOP tels que définis par son statut de 1945 :

Le PZZ [UOP] est une organisation sociale fondée sur des règles démocratiques qui mobilise les efforts de la société polonaise pour un développement dans tous les domaines des terres occidentales polonaises, et pour maintenir la vigilance de la nation polonaise face au danger de résurgence de l'impérialisme allemand.<sup>140</sup>

L'utilisation des termes « règles démocratiques » et « impérialisme » est une nouveauté car, encore vagues, ils laissent la porte ouverte à une socialisation ultérieure de l'association ; en outre, ils tranchent avec la neutralité absolue des objectifs inscrits dans le statut de l'UDCO de 1929. Le « recouvrement » des confins occidentaux géopolitiques<sup>141</sup> change la donne et élargit grandement le spectre des activités de l'UOP, qui sont longuement établies dans l'Article 5 du statut :

---

<sup>137</sup> *Związek Wysiedleńców i Uchodźców z Ziemi Zachodnich Rzeczypospolitej Polskiej.*

<sup>138</sup> *Związek Ziemi Zachodnich.*

<sup>139</sup> *Komisja Organizacyjna Związku Polaków Ziemi Zachodnich*, pour toutes ces informations, cf. MUSIELAK Michał, *op. cit.*, p. 66-67.

<sup>140</sup> APP/PZZ/3/p. 23.

<sup>141</sup> Cf. chapitre introductif, II, introduction.

1. La reconstruction de la polonité et le développement de la vie sociale sur les terres occidentales, la formation de liens sociaux durables entre les populations polonaises autochtone, rapatriée, réémigrée, transférée
2. L'effacement de la vie polonaise de l'élément allemand et des restes de germanité
3. L'approfondissement de la vigilance de la société envers le danger de la résurgence de l'impérialisme allemand
4. Le maintien des liens avec les émigrés polonais à l'étranger, l'attirance de leurs forces créatrices pour reconstruire le pays, notamment les territoires occidentaux [...]
5. L'expansion et le renforcement, dans la société, de la conscience des terres occidentales, de leur signification pour l'État et la nation polonais [...]<sup>142</sup>

Ces objectifs montrent la prise en compte par l'UOP du travail social à accomplir pour intégrer pleinement les territoires recouverts à la Pologne : repolonisation des autochtones et des territoires en eux-mêmes, lutte contre les influences allemandes intérieures et extérieures, sensibilisation des Polonais de Pologne et de l'étranger à la cause des territoires recouverts. L'action la plus importante de l'UOP durant la période de l'après-guerre a été orientée vers les autochtones, afin de faciliter leurs conditions de vie et leur intégration au sein de la nouvelle société polonaise en formation. Bien souvent, les activistes de l'UOP se sont mués en avocats des autochtones dans les multiples conflits, souvent fonciers, qui ont opposé ces derniers aux allochtones. Les domaines d'action de cette association ne se réduisent cependant pas à cette aide. Le programme de travail de l'UOP pour 1946 donne ainsi une idée de l'étendue de ses réalisations :

---

<sup>142</sup> APP/PZZ/3/p. 23-24.

Période de l'action (pour 1946)	Type d'actions (entre autres)
Janvier-avril	Cours d'information sur le peuplement et les problèmes des territoires recouvrés
Mai	Semaine des terres occidentales (2 au 9), 2 mai, commémoration du 25 <sup>ème</sup> anniversaire de la 3 <sup>ème</sup> Insurrection de Silésie, 25 <sup>ème</sup> anniversaire de l'UOP
Juin	Mois du livre pour les territoires recouvrés
Juillet	Commémoration de la bataille de Grunwald le 14 juillet, popularisation des connaissances sur la Varmie-Mazurie
Mois d'été	Voyages touristiques organisés vers certains lieux des territoires recouvrés
Septembre	Commémorations du début de la Seconde Guerre mondiale, 8 septembre manifestation à Westerplatte (Gdańsk)
Octobre	Manifestation le 4 octobre de la polonité de Szczecin et de la Poméranie occidentale
Décembre	Action de publicité et de propagande en faveur de la Terre de Lubusz. Commémoration le 27 décembre de l'Insurrection de Grande-Pologne

**Tableau représentant les principales activités de l'UOP pour l'année 1946<sup>143</sup>**

L'UOP développe ainsi une activité de popularisation des territoires recouvrés et une politique historique de grande ampleur. Ces accents patriotiques, souvent nationalistes, sont dans un premier temps tolérés par les autorités communistes qui essaient de les récupérer à leur profit. Souvent, devant les difficultés matérielles importantes des années 1945-1947, l'UOP supplée l'État impuissant à assurer certaines de ses fonctions (campagnes de soins à destination des populations autochtones, cours de repolonisation organisés en dehors des cadres des structures scolaires officielles). Elle organise la manifestation d'unité nationale qu'est le Congrès des autochtones des 9-10 novembre 1946, pendant lequel, malgré les précautions prises, les premiers signes de mécontentements et d'échec de la politique gouvernementale envers les autochtones commencent à se faire sentir. Elle joue un rôle important dans les opérations de peuplement des territoires recouvrés, contribuant pour la seule année 1945 à l'installation de plus de 200 000 Polonais sur ces terres, soit environ 15 % du total<sup>144</sup>. Dans de nombreuses voïévodies des territoires recouvrés, elle se charge des

<sup>143</sup> Tableau réalisé à partir de APP/PZZ/593/p. 3-4.

<sup>144</sup> MUSIELAK Michał, *op. cit.*, p. 196.

opérations de vérification nationale des autochtones et essaie de convaincre les récalcitrants à se faire reconnaître comme polonais. Pour hâter la repolonisation et développer la vie culturelle locale, elle fonde un certain nombre de « Maisons sociales », sorte de maisons de la culture servant autant à tisser des liens sociaux entre groupes humains divers, que de lieu de repos, de loisir et d’instruction, pour les autochtones et les analphabètes. Jusqu’en 1947, l’UOP se développe de manière dynamique :

Ensemble de voïévodies	Nombre de membres de l’UOP	% de membres par rapport total	% de la population des groupes de voïévodie par rapport à la population totale (1946)
Terres anciennes <sup>145</sup>	<b>55 124</b>	<b>37.7</b>	<b>55.3</b>
Confins occidentaux + Silésie d’Opole et Terre de Lubusz <sup>146</sup>	64 188	43.9	31.3
Voïévodies constituées uniquement de régions des territoires recouverts <sup>147</sup>	27 013	18.4	13.4
Total Pologne occidentale et septentrionale	<b>91 201</b>	<b>62.3</b>	<b>44.7</b>
Total Pologne	146 325	100	100

**Tableau représentant la répartition géographique des membres de l’UOP au 2<sup>ème</sup> semestre de 1947<sup>148</sup>**

Comme pour l’UDCO, une disproportion peut être constatée entre les « terres anciennes » (la Pologne centrale et orientale d’avant-guerre) et la Pologne occidentale (confins occidentaux et territoires recouverts), puisque les terres anciennes rassemblent 55 % de la population polonaise mais moins de 40 % des membres de l’UOP, alors que la Pologne occidentale regroupe plus de 60 % des membres de l’UOP contre 45 % de la population polonaise. La cause des territoires recouverts ait progressé dans la société polonaise, la question n’intéressant plus avant tout les habitants des marges occidentales du pays. Ce développement de la pensée occidentale polonaise par l’intermédiaire de l’UOP s’arrête toutefois alors que les menaces commencent à se préciser pour cette association.

<sup>145</sup> Il s’agit des voïévodies de : Białystok, Kielce, Cracovie, Lublin, Łódź, Rzeszów, Varsovie.

<sup>146</sup> L’ensemble regroupe les voïévodies de Bydgoszcz, Gdańsk, Katowice et Poznań.

<sup>147</sup> Les voïévodies de Wrocław, Szczecin et Olsztyn font partie de cet ensemble.

<sup>148</sup> APP/PZZ/584/p. 90.



L'UOP n'est en effet plus une organisation pleinement indépendante : des hommes fidèles au régime ont été placés dans les structures dans nombre de postes de responsabilité, si bien que l'association est un auxiliaire efficace du parti pour sa prise de pouvoir. Elle fait en effet campagne pour les « trois oui » au référendum de juin 1946 et pour le « Bloc démocratique » à l'occasion de l'élection de l'Assemblée constituante de janvier 1947. Malgré tout, le PPR ne cesse de se méfier de l'organisation, trop indépendante encore à ses yeux, rappelant l'ancienne Pologne et trop nationaliste à ses yeux, comme en témoigne le soutien de nombre de ses membres à la cause d'une Lusace indépendante en 1945-1946. Dès avant la prise finale du pouvoir par le PPR au Congrès de fondation du PZPR de décembre 1948, une offensive est lancée à son encontre. Les membres trop nationalistes ou perçus comme tels sont purgés, tandis que les comités régionaux du PPR puis du PZPR poussent leurs membres à s'inscrire en masse dans les districts de l'UOP pour peser sur les instances décisionnelles. Malgré tout, l'UOP ne présente pas le profil idéologique voulu par le gouvernement communiste, d'où le projet mis en place à partir de la fin de 1948 de fusionner l'UOP avec la Ligue maritime<sup>149</sup>, organisation bien plus sensible aux injonctions du pouvoir. Après de multiples résistances locales durant l'année 1949, l'UOP et la LM fusionnent en une seule organisation début avril 1950 : la nouvelle organisation reprend le nom de Ligue maritime, et la majeure partie des membres du Bureau central (38 sur 18) provient de la Ligue maritime<sup>150</sup>. Cette fusion est en fait une absorption. Un ordre du jour d'une réunion de la Direction de l'UOP de Wrocław en 1949, en vue de préparer la réunion nationale devant acter la « fusion » avec la Ligue maritime, est très significatif de ce que reprochaient les autorités communistes à l'UOP :

I Analyse critique de l'activité de l'UOP entre 1944 et 1949 :

- a. Les tendances nationalistes au sein de l'UOP
- b. L'influence de la petite bourgeoisie au sein de l'UOP [...]
- c. Un manque de clarté concernant la coopération avec les partis politiques dans les échelons inférieurs
- d. L'encombrement par l'idéologie d'avant-guerre, pesant pour l'émergence d'une nouvelle idéologie de l'UOP

---

<sup>149</sup> La Ligue maritime, association sociopolitique polonaise, a été fondée en 1924 pour sensibiliser l'opinion publique aux problématiques maritimes. À partir de 1930, elle devient Ligue maritime et coloniale, réclamant pour la Pologne un espace colonial. Reprise en main bien plus directement par les communistes en 1945, elle est bien plus malléable aux directives de l'État-parti que l'UOP.

<sup>150</sup> STRAUCHOLD Grzegorz, *op. cit.*, p. 370.

e. Des liens faibles avec les classes ouvrière et paysanne.<sup>151</sup>

En d'autres termes, le pouvoir communiste perçoit l'UOP comme une association nationaliste, représentant les intérêts des classes dominantes, distantes par rapport aux « masses laborieuses » et aux alliances politiques douteuses (avec des partis opposés à la mainmise des communistes sur le pouvoir), autant d'accusations qui sont fatales pour l'UOP, qui comme nombre d'instituts du réseau scientifique occidental, fait les frais de la stalinisation de la Pologne, et ce pour le plus grand malheur des autochtones, privés de l'aide de l'association et définitivement marginalisés.

Malgré son importance, l'UOP n'a pas été la seule association à promouvoir la pensée occidentale polonaise : d'autres, moins importantes, ont également existé après-guerre.

### ***B. Les associations de moindre envergure liées à la pensée occidentale polonaise***

D'autres associations s'occupent également de la problématique liée aux territoires recouverts ; ne seront abordées ici que certaines de celles qui traitent d'un segment particulier de la pensée occidentale polonaise<sup>152</sup> : la relation aux autres nations slaves occidentales, et notamment à la petite nation lusacienne. La question sorabe est intéressante à traiter du point de vue des associations liées à la pensée occidentale polonaise, car elle montre les limites de la tolérance du parti communiste envers cette dernière. Dans l'Europe médiane d'après-guerre, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer l'indépendance de la Lusace par rapport à l'Allemagne. Elles se regroupent dans des associations en faveur de la Lusace, que ce soit en Pologne ou en Tchécoslovaquie, et tentent de créer des mouvements d'opinion en faveur de l'indépendance de cette région ou du moins de son rattachement à l'un des deux États slaves voisins. En Pologne, l'association la plus connue en faveur de la Lusace est l'Union académique des amis de la Lusace, dite *Prołuż*, originale à plus d'un titre<sup>153</sup>. Elle est l'une des rares, sinon la seule, des organisations fondées encore en temps de guerre (1943) à rester pleinement indépendante vis-à-vis du nouveau pouvoir en place à partir de 1944-1945. C'est une organisation de jeunesse, fondée par un étudiant de Poznań Alojzy Matyniak, regroupant

---

<sup>151</sup> STRAUCHOLD Grzegorz, *op. cit.*, p. 369.

<sup>152</sup> D'autres associations sont liées, plus ou moins lâchement, à la large problématique des territoires recouverts, entre autres l'Association d'amitié polono-tchécoslovaque (*Towarzystwo przyjaźni polsko-czechosłowackiej*) ou l'Union des colons militaires (*Związek Osadników Wojskowych*).

<sup>153</sup> *Związek akademicki przyjaciół Łużyc*.

avant tout des étudiants, mais aussi des lycéens, et dont les cercles sont présents à ce titre dans les universités polonaises voire dans certains lycées. L'association entre pleinement dans les critères sociopolitiques des milieux de la pensée occidentale polonaise : fortement liée avec l'Armée de l'intérieur pendant la guerre, elle est également proche du Mouvement national et a son bastion en Grande-Pologne. Elle a été légalisée le 12 septembre 1945 à Krotoszyn, au sud-est de Poznań, sur l'instance de l'Université de Poznań et reconnue d'emblée par le ministère de l'Éducation<sup>154</sup>. Lors de son premier congrès national, le 18 novembre 1845, elle étend son activité à toute la Pologne. Le 6 décembre, son statut est confirmé ; l'association a pour but :

- a) La défense du droit à la liberté de la nation sorabe, la sensibilisation du pays et de l'étranger à l'importance de la question sorabe, l'échange mutuel des conquêtes culturelles entre les nations polonaise et sorabe
- b) L'étude et la propagande des problématiques du domaine slave occidental ainsi que la réalisation de sa re斯拉visation
- c) L'éveil de la vigilance du monde face au danger allemand<sup>155</sup>

Comme souvent, les dimensions intérieure et extérieure de la pensée occidentale polonaise sont mêlées ; de même, la volonté de re斯拉visation se retrouve ainsi que la mise en garde contre l'ennemi allemand. En 1946-1947, l'association reste très active, et coopère activement avec l'UOP, puisque les deux organisations ont des domaines d'activité semblables. Ainsi, *Prołuż* cherche à faire sortir des camps de prisonniers allemands les Sorabes. Plus généralement, l'association essaie de sensibiliser l'opinion polonaise à la question sorabe pour donner du poids à ses revendications indépendantistes. Elle agit par plusieurs biais : cours sur l'histoire et le culture sorabe, articles dans les journaux, représentations artistiques, manifestations, comme lors des anniversaires de la Paix de Budziszyn (Bautzen) de 1018 par laquelle le territoire sorabe avait été rattaché à la Pologne. Des demandes de bourses d'études en Pologne pour des étudiants sorabes sont régulièrement demandées au ministère de l'Éducation. En lien avec l'UOP et les autres associations pro-sorabes, *Prołuż* organise les 5 et 6 octobre 1946 le premier Congrès des études sorabes à Poznań, d'où émerge un Conseil scientifique pour les affaires sorabes. Dans le domaine international, l'association appuie

---

<sup>154</sup> La chronologie des principaux événements de l'histoire de *Prołuż* a été trouvée dans les Archives numériques de *Prołuż*, 12/1, p. 7-11. <https://proluz.wordpress.com/>.

<sup>155</sup> Archives numériques de *Prołuż*, 5/5, p. 4.

autant qu'elle peut les mémorandums envoyés aux alliés par les dirigeants de la *Domowina*, l'association nationale indépendantiste sorabe. Néanmoins, les échecs répétés, notamment à la conférence des quatre ministres des Affaires étrangères à Moscou en mars 1947, rendent une indépendance de la Lusace de plus en plus improbable. Le gouvernement communiste polonais saisit alors l'occasion pour commencer à restreindre les activités de l'association, en l'accusant de nationalisme et de mener une politique contraire aux intérêts de l'État polonais. Les activités de *Prołuž* commencent ainsi à se réduire courant 1947. L'été de cette année, elle peut encore organiser une colonie de vacances pour 32 enfants sorabes en Pologne. À partir du début de 1948, l'UOP prend ses distances avec elle, et l'association, qui a gardé malgré tout son indépendance, périclité avant d'être finalement supprimée en 1949. De toutes les associations polonaises en faveur de la Lusace, *Prołuž* est la plus originale et active, mais ce n'est pas la seule. Des traces d'autres organisations se retrouvent dans les archives, mais ces associations n'agissent qu'au niveau local ou régional. Il s'agit d'un réseau d'Associations des amis de la Lusace qui se forme en 1945-1946 dans les grandes villes polonaises, notamment à Cracovie, Szczecin, Częstochowa et Wrocław. Le statut de la petite association de Szczecin présente des buts similaires à ceux de *Prołuž*. Après une attaque violente en préambule contre l'Allemagne, « une nation monstrueuse, prétendant qu'elle est la nation des Seigneurs »<sup>156</sup>, ses buts, foncièrement panslavistes, sont exposés :

1. Entreprendre des actions en faveur de la Lusace en Pologne, si possible à l'étranger
2. Rapprocher la nation polonaise avec la nation-sœur sorabe
3. Aider les Sorabes à parvenir à l'indépendance
4. Leur apporter une aide plurielle pour qu'ils puissent réaliser leurs buts, pour développer leur vie culturelle et économique
5. Répandre parmi les Sorabes une connaissance générale de la Pologne
6. Entreprendre des travaux complets sur l'histoire et l'ethnographie de la Lusace<sup>157</sup>

L'association mène aussi des cours de popularisation de l'histoire de la Lusace et organise des manifestations. Celle de Cracovie est plus scientifique<sup>158</sup>, regroupant un certain nombre

---

<sup>156</sup> APS/UWS/1452/p. 59.

<sup>157</sup> *Idem.*

<sup>158</sup> AAN/MZO/56/p. 53-54.

d'universitaires, dont Witold Taszycki<sup>159</sup> et Józef Widajewicz<sup>160</sup>, directeurs et vice-directeurs de l'organisme, spécialisés dans la linguistique slave. Elle est régulièrement sollicitée pour des conférences ou des expertises sur les Sorabes, du moins avant l'avènement explicite du régime communiste en 1948-1949, à l'occasion duquel elle disparaît, comme la majeure partie du reste du réseaux scientifique et associatif occidental. Ce dernier ne se reconstitue, pour les associations également, qu'à la faveur du dégel de Gomułka.

### *C. L'Association pour le développement des territoires occidentaux*

Les années 1956-1957 présentent un certain parallélisme avec la période de 1944-1945. Une série d'institutions du réseau scientifique, associatif et médiatique occidental sont reformées, à ceci près que le cadre politique est radicalement différent. Alors que le contexte politique de l'après-guerre est encore celui d'un pluralisme politique, certes relatif et partiellement factice, mais réel, celui du dégel de Gomułka est marqué par le monopole politique du parti communiste. Cela a son importance sur la nature des institutions occidentales refondées à cette époque. Outre les instituts de recherche, un besoin de reformer une grande association d'action sociale et de popularisation des territoires recouverts se fait sentir. L'Octobre polonais et les mois qui suivent sont une parenthèse pendant laquelle le parti ne contrôle plus entièrement les impulsions venant du cœur de la société. L'initiative de recréer une association aux objectifs similaires à l'UOP vient de deux groupes d'activistes distincts : un groupe d'employés de l'ancien ministère des Territoires recouverts regroupés autour de Leopold Gluck<sup>161</sup> et un autre composé de journalistes et de députés des territoires occidentaux dont certains faisaient partie de l'ancienne UOP. Après une rencontre préliminaire avec Gomułka, un Comité d'organisation se met en place en avril 1957, avec un certain nombre de communistes en son sein faisant office de « contrôleurs » du respect de la ligne idéologique officielle du parti, qui débouche le 26 mai 1957 sur le Congrès fondateur de l'Association pour le développement des territoires occidentaux<sup>162</sup>. Son nom est évocateur : le nom de « territoires recouverts », employé de manière courante et officielle jusqu'en 1948-1949, n'est pas repris, jugé trop nationaliste, et est remplacé par l'expression plus neutre de

---

<sup>159</sup> (1898-1979). Professeur à l'Université de Lwów puis Cracovie, il est spécialiste de la langue polonaise et de linguistique slave occidentale, participant notamment aux travaux de repolonisation des toponymes des territoires recouverts.

<sup>160</sup> (1889-1954). Professeur à l'Université de Poznań puis de Cracovie, il est spécialiste de l'histoire médiévale du domaine slave occidental, de la Pologne, des relations polono-scandinaves.

<sup>161</sup> Cf. le présent chapitre, IIB.

<sup>162</sup> *Towarzystwo Rozwoju Ziem Zachodnich*.

« territoires occidentaux ». En, outre l'accent est mis sur le « développement », cantonnant le plus possible l'organisation au domaine socio-économique et l'écartant de la sphère politique, si ce n'est pour se faire le porte-voix de l'idéologie du parti. À l'occasion du Congrès fondateur, des « thèses de programme » sont mises en avant :

1. Les terres occidentales, intégrées pour toujours en un seul organisme étatique et national de la Pologne, demandent un effort redoublé de toute la société pour profiter pleinement de leur grand potentiel de développement.
2. Le grand devoir de notre génération [...] est de faire des territoires occidentaux le fondement de la force économique et de la prospérité nationale.
3. Tous les Polonais, du pays ou de l'étranger [...] se sentent liés par un sentiment profond et un soin économique avec les territoires occidentaux.
4. L'Association voue particulièrement une vivante et profonde amitié envers la population originelle, qui a donné tant de combattants pour la polonité des terres des bords de la Neisse de Lusace, de l'Oder et de la Baltique [...]
5. Les buts élémentaires de l'Association sont :
  - a) la coopération avec les institutions étatique et le soutien dans le développement des terres occidentales
  - b) l'éveil de l'initiative créatrice de la société et la mobilisation persévérante et quotidienne de ses forces pour la réalisation de cette grande cause nationale ;
  - c) l'aide envers les autorités administratives pour continuer l'action de peuplement [...]
  - d) l'éveil et le renforcement d'un sentiment profond d'appartenance éternelle à la nation polonaise parmi la population d'origine locale, qui a perduré et a rejeté les tentatives séculaires de germanisation [...]
  - e) Répandre au pays et à l'étranger des éditions et des publications répondant aux tentatives de révisionnisme à l'égard de nos frontières occidentales
  - f) [...] contribuer à renforcer l'opinion dans les sociétés des autres pays que nos frontières occidentales sont les frontières inviolables de la paix en Europe <sup>163</sup>

Trois lignes directrices peuvent se dégager de ce programme : l'aide au développement économique et démographique des territoires recouverts, la popularisation des territoires recouverts, en Pologne et à l'étranger, notamment du point de vue des réalisations de la Pologne populaire sur ces terres, afin notamment de contrer le « révisionnisme ouest-allemand » ; enfin, tâche qui tient particulièrement à cœur à l'ADTO, l'aide à la population autochtone est mise en exergue. Là encore, le vocabulaire employé a changé, les « autochtones » étant après 1956 la plupart du temps désignés comme « population originelle »<sup>164</sup>, ce qui peut être interprété comme une volonté de rompre avec la période antérieure, que le terme d'« autochtones » devait trop personnifier. Implicitement, l'ADTO

---

<sup>163</sup> AAN/TRZZ/1/p. 135-136.

<sup>164</sup> *ludność rodzima*.

reconnaît les erreurs de gestion, tant économiques que sociales, de ces régions pendant la période stalinienne, et entend venir en soutien de la politique étatique pour essayer de les réparer. Le programme ainsi dessiné est large, et reprend les thèmes principaux de celui de l'UOP. La différence fondamentale entre les deux associations est à chercher dans le statut, et montre le degré d'ingérence de l'idéologie communiste dans la vie publique, notamment associative. Ainsi, le Statut de 1960 de l'association s'ouvre par une citation du discours de nouvel an de Gomułka du 31 décembre 1957 : « La Pologne est seulement une. La Pologne est ici- entre le Bug et l'Oder et la Neisse de Lusace »<sup>165</sup>. Ce statut, à la différence de tous les autres, s'ouvre par un préambule grandiloquent, louant notamment le rôle du parti dans la réintégration des terres occidentales à la Pologne et utilisant une rhétorique résolument marxiste. Reprenant la thèse de l'indivisibilité et surtout de l'unicité des terres anciennes et nouvelles de la Pologne, il proclame :

Les terres occidentales et septentrionales de la Pologne sur l'Oder, la Neisse de Lusace et la Baltique, antiques héritages piastiens, sont revenues à la Mère-patrie après des siècles de domination allemande. Par un effort plein de sacrifices de toute la nation, sous la direction du Parti et du gouvernement de la Pologne populaire, elles ont été peuplées et aménagées. Comme voici quelques siècles, elles sont de nouveau aujourd'hui une partie intégrante de l'État polonais et de l'espace national polonais.<sup>166</sup>

Cette citation mobilise à la fois des références à la pensée occidentale classique, proche du nationalisme, avec le mention de « piastiens » et d'« espace national polonais », mais en même temps loue la politique communiste. L'histoire de la Pologne et des relations polono-allemandes y est passée en revue, dans une interprétation marxiste de cette histoire : « L'aveuglement de classe des aristocrates n'a pas permis de faire toute la récolte de la victoire de Grunwald. Au lieu de défendre ses biens à l'ouest et au nord, on a commencé à étendre le bras sur les terres des nations slaves sœurs à l'est. »<sup>167</sup>. Sont ici condamnées à la fois la classe aristocratique et la géopolitique jagellonne de la Pologne, remettant en cause les siècles d'expansion polonaise à l'est. Après l'éloge de la Révolution russe comme cause originelle du recouvrement de l'indépendance de la Pologne en 1918 et cause profonde du retour des territoires occidentaux à la Pologne en 1945, le préambule poursuit dans une manifestation d'unanimisme national et de soutien inconditionnel supposé au parti :

---

<sup>165</sup> AAN/TRZZ/175/p. 202. En polonais : « *Polska jest tylko jedna. Polska jest tu- między Bugiem a Odrą i Nysą Łużycką* ».

<sup>166</sup> *Idem*.

<sup>167</sup> *Id.*, p. 203.

« L'œuvre d'aménagement des terres occidentales et septentrionales a unifié toutes les forces patriotiques de la nation polonaise autour de la Plate-forme du Front d'unité nationale ainsi que de la direction du Parti ouvrier unifié polonais. »<sup>168</sup>. Enfin, se démarquant notamment de ce qui avait été reproché à l'UOP à partir de 1949, un nationalisme antigermanique global ne distinguant pas les « bons » et les « mauvais » allemands, le Statut fait l'éloge de la RDA et cible clairement ses ennemis : « Nous n'identifions par la nation allemande avec les militaristes et les revanchards d'Allemagne de l'Ouest. L'amitié et la collaboration ont unies plus d'une fois les forces progressistes des nations polonaise et allemande. »<sup>169</sup>. L'ADTO est donc entièrement inféodée au pouvoir communiste, et son but même, indiqué dans l'introduction du rapport d'activités pour 1957-1962 est de concourir à l'édification du socialisme par son action sur les territoires recouverts : « En agissant pour le développement des terres occidentales et septentrionales, l'ADTO sert la nation, sert la Pologne et participe à la construction du socialisme »<sup>170</sup>. Elle devient donc une association de masse orientée tant vers le développement effectif des territoires occidentaux que vers le soutien au parti et la canalisation des initiatives venant de la société vers lui. Entre 1957 et 1961, elle connaît un fort développement, comme l'indique le tableau suivant :

---

<sup>168</sup> *Ibidem*, p. 204.

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>170</sup> AAN/TRZZ/252/p. 2.



Voïévodies et ensembles territoriaux <sup>171</sup>	% de la population polonaise <sup>172</sup>	1957	1958	1959	1960	10/1961
Bydgoszcz/Toruń	5.8	3 1.4 %	105 0.5 %	923 2.0 %	2 027 2.4 %	2 700 2.2 %
Gdańsk	4.3	25 <i>11.2 %</i> <sup>173</sup>	1 520 7.5 %	3 049 6.4 %	4 195 5.0 %	4 711 3.8 %
Katowice	11.2	32 <i>14.4 %</i>	4 000 19.7 %	9 650 20.4 %	16 343 19.4 %	29 870 23.8 %
Poznań	8.1	28 <i>12.6 %</i>	860 4.2 %	7 032 14.9 %	10 397 12.4 %	11 850 9.4 %
<b>Sous-total confins occidentaux</b>	<b>29.4</b>	<b>88 <i>39.6 %</i></b>	<b>6 485 <i>31.9 %</i></b>	<b>20 654 <i>43.7 %</i></b>	<b>32 962 <i>39.2 %</i></b>	<b>49 131 <i>39.2 %</i></b>
Koszalin	2.4	12 5.4 %	2 100 10.3 %	2 200 4.7 %	4 589 5.5 %	7 541 6.0 %
Olsztyn	3.0	19 8.5 %	600 3.0 %	1 268 2.7 %	2 055 2.4 %	3 312 2.6 %
Opole	3.2	19 8.5 %	3 500 17.2 %	4 935 10.4 %	8 519 10.1 %	11 028 8.8 %
Szczecin	2.7	4 1.8 %	297 1.5 %	1 038 2.2 %	2 530 3.0 %	6 530 5.2 %
Wrocław	7.7	12 5.4 %	1 500 7.4 %	4 107 8.7 %	4 795 5.7 %	11 279 9.0 %
Zielona Góra	2.7	5 2.2 %	2 500 12.3 %	3 300 7.0 %	4 281 5.1 %	6 140 4.9 %
<b>Sous-total territoires recouverts</b>	<b>21.7</b>	<b>71 <i>31.8 %</i></b>	<b>10 497 <i>51.7 %</i></b>	<b>17 848 <i>35.7 %</i></b>	<b>26 769 <i>31.8 %</i></b>	<b>45 830 <i>36.5 %</i></b>
<b>Sous-total Pologne occidentale</b>	<b>51.1</b>	<b>159 <i>71.4 %</i></b>	<b>16 982 <i>83.6 %</i></b>	<b>38 502 <i>79.4 %</i></b>	<b>59 731 <i>71.0 %</i></b>	<b>94 961 <i>75.7 %</i></b>
<b>Sous-total terres anciennes</b>	<b>48.9</b>	<b>64 <i>28.6 %</i></b>	<b>3 358 <i>16.4 %</i></b>	<b>8 827 <i>20.6 %</i></b>	<b>24 338 <i>29.0 %</i></b>	<b>30 776 <i>24.3 %</i></b>
<b>TOTAL Pologne</b>	<b>100</b>	<b>223</b>	<b>20 340</b>	<b>47 329</b>	<b>84 069</b>	<b>125 737</b>

Tableau représentant l'évolution du nombre et du pourcentage de membres de l'ADTO selon les voïévodies entre 1957 et 1961<sup>174</sup>

Ce tableau indique que la cause des territoires occidentaux reste encore majoritairement une affaire régionale, les terres anciennes de la Pologne y étant moins sensibles, et ce dans une

<sup>171</sup> Pour des raisons pratiques, on a choisi de ne représenter les chiffres précis que pour les voïévodies des territoires recouverts et des anciens confins occidentaux.

<sup>172</sup> D'après les chiffres donnés (datant de 1965) par la *Wielka Encyklopedia Powszechna (Grande Encyclopédie générale)*, PWN, T9, Varsovie, p. 5, 1967.

<sup>173</sup> Les pourcentages en italique indiquent les taux de membres supérieurs à la proportion que représente la population de la voïévodie au niveau national.

<sup>174</sup> AAN/TRZZ/263/p. 46.

proportion plus prononcée qu'en 1947<sup>175</sup>. En outre, l'ADTO ne semble pas avoir remporté un succès aussi franc, tout du moins aussi rapide, que l'UOP. En effet, en deux ans, cette dernière est parvenue à environ 135 000 membres, alors que l'ADTO n'atteint pas ce nombre en quatre ans d'existence alors que la population polonaise a augmenté entre temps, il faut peut-être y voir l'effet combiné d'une certaine désillusion quant aux capacités d'actions réelles de semblables associations, voire sans doute une méfiance à l'égard d'une organisation proche du pouvoir, nombre de membres de 1947 ayant pu refuser de prendre part à une sorte de relai des autorités pour les territoires recouverts. Le tableau dessine en outre une différence entre les territoires recouverts et les confins occidentaux. Il est logique que ces premiers soient encore davantage surreprésentés que les seconds (en 1961 ils représentent presque le même pourcentage de membres alors que les confins occidentaux sont plus peuplés d'un tiers que les territoires recouverts). Toutefois, une plus grande lenteur dans la constitution de l'organisation dans les voïévodies des territoires recouverts peut se remarquer, avec en 1957-1958 souvent des pourcentages de membres inférieurs au poids réel de ces voïévodies polonaises dans la population alors que l'organisation se développe d'emblée de manière très dynamique dans les confins occidentaux. Cette distorsion peut s'expliquer par les différences sociales entre les deux territoires ; la diversité des groupes humains dans les territoires recouverts, les problèmes de liens sociaux peuvent expliquer les difficultés à faire surgir d'emblée des initiatives collectives là où les anciens réseaux et cercles de sociabilité de la pensée occidentale polonaise n'ont plus qu'à être réactivés dans les anciens confins occidentaux. Il n'en reste pas moins que le développement numérique de l'organisation est le signe d'un certain succès reflétant l'ampleur des activités de l'organisation.

Cette dernière se voit dans le panorama des réalisations de l'organisation dressé dans un rapport de 1962<sup>176</sup>, qu'il faut certes manier avec précaution puisque c'est une source interne, mais qui permet néanmoins de donner une idée de l'étendue et de la diversité des activités qu'elle mène. Seules certaines actions emblématiques seront évoquées. L'organisation est structurée en divers comités, chargés de missions bien précises : le Conseil scientifique, la Commission économique et la Commission de développement de l'Oder, la Commission socioculturelle, la Commission de la propagande et la Commission de la Polonia. D'un point de vue scientifique l'ADTO organise des sessions de réflexion sur des thèmes particuliers,

---

<sup>175</sup> Cf. « Tableau représentant la répartition géographique des membres de l'UOP au 2<sup>ème</sup> semestre de 1947 ». En 1947, 38 % des membres viennent des terres anciennes, en 1961 à peine le quart.

<sup>176</sup> AAN/TRZZ/252/p. 1-25.

comme par exemple en 1960 « la problématique du développement des petites villes des territoires occidentaux », un certain nombre d'entre elles ne s'étant pas relevées de la Seconde Guerre mondiale voire n'ayant pas encore été entièrement reconstruites. Dans le domaine économique, l'ADTO collabore avec la Commission extraordinaire pour les terres occidentales et réalise des expertises locales pour aider les politiques gouvernementales. Ainsi, grâce à des expertises de membres de l'association à Frombork, la reconstruction de cette ville peut être menée à bien. Des actions de peuplement des territoires recouverts sont encore menées à bien ; en 1961, ce sont près de 400 familles de la voïévodie de Kielce qui sont installées par l'ADTO dans la voïévodie de Koszalin<sup>177</sup>. L'association aide aussi au développement culturel des territoires recouverts en soutenant des associations locales, comme l'Association des amis de la Terre de Kłodzko. Des formations sont organisées dans le cadre du « Studium des connaissances de la Poméranie » à Koszalin ; en cinq ans, ce sont près de 500 instituteurs<sup>178</sup> qui sont formés à l'enseignement de l'histoire de la Poméranie notamment. La Commission de la propagande est particulièrement active ; en cinq ans, 200 expositions ont été organisées, dont certaines au titre évocateur « les Terres occidentales attendent des diplômés de l'enseignement supérieur »<sup>179</sup>. Enfin, le lien avec l'étranger n'est pas oublié, avec la réactivation des « Semaines des territoires occidentaux », qui se déroulent tant en Pologne qu'à l'étranger. L'ADTO est ainsi le dernier avatar des organisations sociopolitique agissant pour la polonité et le développement au sens large des confins occidentaux, puis de la Pologne occidentale toute entière. Organisation de masse, officiellement non-politique mais dans les faits très politisée, elle n'a eu de cesse de se rapprocher de plus en plus du pouvoir durant son demi-siècle d'existence, à travers ses nombreux avatars, de l'UDCO de 1921 jusqu'à sa dissolution finale en 1971. Outil de légitimation du pouvoir communiste, elle a contribué à relayer, développer et mettre en pratique la pensée occidentale polonaise forgée avant tout dans les sphères universitaires, et donc nous allons voir la diversité dans les trois chapitres suivants.

Le discours polonais sur les territoires recouverts est donc fruit de multiples contextes. Héritier d'une tradition historiographique remontant aux partages, la pensée occidentale polonaise, s'inscrivant dans une géopolitique piastienne, il a été formalisé durant l'entre-deux-

---

<sup>177</sup> *Idem*, p. 12.

<sup>178</sup> *Idem*, p. 18.

<sup>179</sup> *Ibidem*, p. 21.

guerres et catalysé par la Seconde Guerre mondiale. Ses auteurs sont des universitaires qui ont forgé à partir des années 1920 un réseau scientifique occidental qui entend faire concurrence au réseau allemand de l'*Ostforschung*. Rescapés de la Seconde Guerre mondiale, Wojciechowski et son équipe franchissent le pas d'une collaboration active et stratégique avec les autorités communistes. Un pacte tacite est passé entre les spécialistes de la pensée occidentale polonaise et le pouvoir communiste : en échange d'un soutien de fait au régime, ils conservent une liberté d'action assez grande dans le cadre d'un régime qui évolue rapidement vers une dictature communiste. La période stalinienne n'est qu'une parenthèse, le dégel de Gomułka apparaissant bien vite comme un nouveau printemps pour le réseau scientifique occidental. Les chercheurs de Poznań et des autres centres scientifiques des territoires recouverts apportent en effet une caution importante à la légitimation d'un régime sans légitimité réelle. La variété du discours occidental est en effet à la fois le témoin des efforts réalisés par les Polonais pour prouver leur bon droit à la face du monde que de l'importance de l'appropriation de ces régions par la Pologne pour les communistes.



**Troisième partie :**  
**Le discours légitimant le rattachement à la Pologne**



## Chapitre 5 : des terres revendiquées comme polonaises

Le cœur de l'argumentaire polonais qui vise à justifier le rattachement des territoires recouverts à la Pologne est constitué par l'argument selon lequel ces régions seraient intrinsèquement polonaises. Cette rhétorique est employée dans la sphère intérieure comme dans la sphère extérieure de la question occidentale ; elle est utilisée tant pour légitimer ce rattachement aux yeux des gouvernements et des opinions publiques étrangers que pour convaincre le peuple polonais, même si elle est plus recevable aux yeux du second. Elle est donc davantage développée sur le front intérieur. Les auteurs de la pensée occidentale polonaise, notamment les savants, entendent prouver cette polonité par la géographie, l'histoire, la démographie, ainsi que par le fait accompli : plus les Polonais aménagent ces régions, plus ils se les approprient.

### I L'argument géographique

L'argument géographique cherche à justifier la nouvelle frontière occidentale polonaise et le nouvel espace national polonais, en mettant en avant la naturalité de la frontière occidentale polonaise, et en donnant une définition géographique du territoire polonais. La pointe de l'argumentaire consiste à montrer que les frontières polonaises de 1945 sont très largement des frontières naturelles ; par là-même, elles seraient légitimes et donc indiscutables. La notion de « frontière naturelle » n'a pas encore été critiquée ; mieux, elle est monnaie courante. De même que la France de l'époque continue de voir dans le Rhin sa frontière naturelle avec l'Allemagne, de même la Pologne considère l'Oder et la Neisse comme sa frontière naturelle occidentale.

#### A. *L'Oder-Neisse, frontière naturelle de la Pologne et de l'Allemagne ?*

L'argument géographique repose d'abord sur le caractère prétendument « naturel » de la frontière avec l'Allemagne. Les spécialistes polonais, notamment les géographes ont un rapport ambigu envers l'Oder-Neisse. D'un côté, ils mettent officiellement en avant la double naturalité de la frontière sur l'Oder-Neisse : elle est naturelle puisqu'elle s'appuie sur des cours d'eau sur presque tout son parcours et sur l'histoire, car cette frontière naturelle ressemble à la frontière de la fin du X<sup>e</sup> siècle, qui déjà se serait largement appuyée sur des



obstacles naturels. D'un autre côté, peut-être avec plus de force que d'autres spécialistes, ils en pointent son insuffisance, en plaidant pour une frontière encore plus occidentale, qui correspond à la ligne du partage des eaux entre les bassins de l'Oder et de l'Elbe. Ce faisant, ils ne remettent pas tant en question le concept de « frontière naturelle » que la capacité des fleuves à assumer ce rôle. Cette interrogation se retrouve dans un article<sup>1</sup> d'August Zierhoffer<sup>2</sup>. Il remet en cause les capacités des cours d'eau à séparer les espaces, sous prétexte que « les rivières sont un facteur de liaison, pas de division. »<sup>3</sup>. Appliquant ce principe à l'Oder, il fait remarquer qu'en faire une frontière sur la partie inférieure de son cours revient à éliminer son potentiel économique et à en faire une marge : « L'inclusion d'une artère si vivante au sein d'une bande frontière morte enlèverait à l'Oder ses valeurs économiques »<sup>4</sup>. En effet, dans la perspective de relations avec l'Allemagne qui ne sauraient être que mauvaises, l'Oder transformée en frontière ne pourrait être autre chose qu'un front, et s'avérer par conséquent inexploitable d'un point de vue économique. Les géographes polonais sont ainsi partisans, au moment de la sortie de guerre, d'un révisionnisme vis-à-vis du *statu quo* territorial de Potsdam, et demandent un report de la frontière occidentale de la Pologne vers l'ouest pour inclure tout le bassin versant du fleuve à l'intérieur des frontières polonaises, et ne pas faire ainsi de l'Oder une frontière. Le caractère provisoire des décisions de Potsdam n'est donc pas uniquement perçu comme un handicap par les Polonais, mais comme une opportunité pour étendre encore plus à l'ouest le territoire national. Ainsi, en conclusion de son article, Zierhoffer précise : « le postulat du rattachement à la Pologne d'une bande étroite de quelques kilomètres de large du bassin occidental de l'Oder et de la Neisse, comprenant environ 4 500 km<sup>2</sup>, en d'autres termes le postulat de la fixation de la frontière occidentale de la Pologne le long de la ligne du partage des eaux entre l'Oder et l'Elbe. »<sup>5</sup>. Cette demande d'amélioration de la frontière occidentale au profit de la Pologne se retrouve dans un certain nombre de travaux, de géographie physique, politique ou historique. Elle a été le mieux

---

<sup>1</sup> ZIERHOFFER August, « Problem zachodniej granicy Polski w świetle geografii politycznej » (le Problème de la frontière occidentale de la Pologne à la lumière de la géographie politique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 203-217, Vol. I, 1947.

<sup>2</sup> (1893-1969). Professeur de géographie et de géologie, spécialisé dans la géographie du peuplement et la géographie économique. Il enseigne d'abord à l'Université Jean Casimir de Lwów, puis à partir de 1945 à l'Université Adam Mickiewicz de Poznań.

<sup>3</sup> ZIERHOFFER August, *op. cit.*, p. 205.

<sup>4</sup> *Idem*, p. 210.

<sup>5</sup> *Idem*, p. 212.



Le tracé de la frontière occidentale historique polonaise est donc sujet à débat. Les sources ne sont pas très nombreuses, contradictoires, et les articles de l'époque sont parfois divergents<sup>8</sup>. La reconstitution proposée dans le livre de Kiełczewska<sup>9</sup> exagérerait l'étendue de la domination polonaise sur la rive gauche de l'Oder au niveau de la Terre de Lubusz, la faisant aller jusqu'à la Spree. La frontière dessinée est assez théorique, dans une région qui connaît encore un mode d'organisation largement tribal et où l'appartenance étatique, en l'occurrence ici au Duché puis au Royaume de Pologne, reste floue. De même, la carte ne montre que la partie septentrionale de la frontière, pas sa partie méridionale, sans doute parce qu'historiquement la frontière entre la Silésie médiévale polonaise et la Lusace intégrée à l'Empire était fixée sur le Bóbr ou la Kwisa selon les auteurs, deux affluents gauches de l'Oder, mais situés un peu plus à l'est que la Neisse de Lusace. La frontière historique est ici en défaveur de la Pologne par rapport à la frontière géographique idéale postulée, qui intègre quelques kilomètres de la rive gauche de la Neisse. L'exemple montre néanmoins l'importance de la géographie historique et de la géographie physique dans la recherche par les Polonais de la « bonne frontière » avec l'Allemagne. Les revendications formulées par les chercheurs polonaises se retrouvent ainsi dans les documents de travail du Bureau des Travaux pour le Congrès. Ainsi, une note non datée de cette institution intitulée « la ligne du bassin versant, ligne directrice pour fixer la frontière »<sup>10</sup> propose sensiblement la même frontière que celle des spécialistes de la géographie politique polonaise : « La fixation de la ligne frontière le long de la ligne du partage des eaux entre l'Oder et l'Elbe satisfait entièrement la majorité des revendications en lien avec l'économie fluviale. »<sup>11</sup>. La raison d'État polonaise s'appuierait donc sur une réalité ancrée dans le sol, et étayée par des arguments historiques et économiques, comme le montre l'assimilation de la Pologne au territoire des bassins versants de la Vistule et de l'Oder.

### *B. Les bassins de l'Oder et de la Vistule, berceau naturel de la Pologne*

La géographie polonaise de l'entre-deux-guerres et celle d'après-guerre se placent toutes deux dans le paradigme du déterminisme géographique promu par certains courants de la géographie issus du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment l'école allemande de géographie. Pour elle, il y a

---

<sup>8</sup> Cf. le présent chapitre, IIA.

<sup>9</sup> (1906-1980). Professeur de géographie, a participé à la fondation de l'Institut occidental. Il est titulaire d'un poste de professeur à la nouvelle Université Nicolas Copernic de Toruń à partir de 1946.

<sup>10</sup> AMSZ/18-331, pas de numérotation officielle.

<sup>11</sup> *Idem*, p. 11.

ou il doit y avoir adéquation entre le territoire d'un peuple et un milieu géographique particulier. Ce milieu naturel spécifique a l'avantage de donner une base territoriale à un État-nation, et de faire de la géographie un argument d'autorité dans des débats idéologiques pour fixer les frontières dans une Europe médiane où les contours des peuples ne peuvent se dessiner nettement sur des cartes. Dans le livre *des Fondements géographiques de la Pologne*<sup>12</sup>, Maria Kielczewska formule une nouvelle vision géographique de la Pologne, énième tentative de fixer géographiquement une réalité politique mouvante<sup>13</sup>. Elle commence par mettre en valeur le rôle fondamental à ses yeux de la géographie dans la fixation d'une définition territoriale de la Pologne et s'oppose à tout autre principe qui serait érigé pour dessiner les frontières nationales : « À côté de l'image ethnique de la Pologne apparaît avec l'évolution de la géographie la tendance à définir la Pologne comme une région naturelle, l'apparition de la conception géographique de la Pologne. »<sup>14</sup>. Avec d'autres géographes de l'époque, elle critique les conceptions historiques ou ethniques de la Pologne, ainsi que certaines conceptions géographiques passées du pays, notamment celle de Nałkowski. Ce dernier s'attache à montrer que ce qui constitue l'identité géographique de la Pologne, c'est le caractère transitoire du pays, sa capacité à assurer la transition entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale, justifiant ainsi des prétentions territoriales potentielles qui vont de l'Oder au Dniepr. Contre cette idée d'identité mêlée, Kielczewska et la majorité du milieu géographique polonais en 1945 proposent une définition géographique du pays fondée sur la cohérence d'un territoire qui se confond avec les bassins des deux principaux fleuves : l'Oder et la Vistule : « La Vistule n'a pas de contact aussi long avec un autre fleuve qu'avec l'Oder, et le bassin de la Vistule n'est aussi lié au bassin de l'Oder qu'avec aucun autre. »<sup>15</sup>. Les liens entre le bassin de l'Oder et celui de la Vistule sont au fondement de l'argument géographique polonais qui justifie la translation de la Pologne vers l'ouest en 1945.

Cette définition de la Pologne a un avantage, esquissé dans la précédente sous-partie : ancrer les frontières polonaises de 1945 non seulement dans la géographie, mais encore dans l'histoire originelle de la Pologne. Kielczewska opère ainsi un rapprochement entre sa définition et celle, historique, proposée entre autres par Zygmunt Wojciechowski avant-

---

<sup>12</sup> KIEŁCZEWSKA Maria, *o Podstawy geograficzne Polski (des Fondements géographiques de la Pologne)*, IZ, Poznań, 1946.

<sup>13</sup> Pour voir les diverses définitions géographiques de la Pologne, Cf. le chapitre introductif, IIA.

<sup>14</sup> KIEŁCZEWSKA Maria, *op. cit.*, p. 16.

<sup>15</sup> *Idem*, p. 31.

guerre, la « Pologne maternelle »<sup>16</sup>. En ce sens, l'identification de la Pologne aux bassins de l'Oder et de la Vistule est un complément de la théorie historique de la Pologne originelle, formulée par Wojciechowski avant-guerre<sup>17</sup>, qui sera précisée dans la sous-partie suivante de ce chapitre. Le parallèle de Kielczewska fait correspondre à peu près les deux territoires :

La conception de la Pologne maternelle [...] C'est un espace, peuplé par des tribus liées par l'origine, la langue et la culture spirituelle, qui se sont unies pour former la nation polonaise. Les frontières de l'extension de ces tribus recourent les frontières du bassin de l'Oder et de la Vistule. Dans le bassin de l'Oder les tribus silésiennes, les Polanes et les Poméraniens occupent les trois régions occidentales : la Silésie sur l'Oder supérieur, la Grande-Pologne sur les bords de la Warta et l'Oder moyen ainsi que le territoire de l'embouchure de l'Oder avec toute la bande littorale de la Poméranie. Les Vislanes et les Mazoviens résident sur la Vistule<sup>18</sup>.

La Pologne maternelle de Wojciechowski, qui rassemble les cinq tribus polonaises originelles, se retrouve ainsi dans le milieu naturel. Ce parallélisme frappant est également souligné par des historiens comme Zdzisław Kaczmarczyk<sup>19</sup> dans son article « les Facteurs géographiques dans le développement historique de la Pologne »<sup>20</sup>. Il se réfère d'abord aux travaux de Wojciechowski et de Kielczewska : « La conception de la Pologne sur l'Oder et la Vistule en tant qu'entité séparée [Kielczewska] se recoupe totalement avec la conception des terres maternelles forgée par Z. Wojciechowski. »<sup>21</sup>. Il exprime ensuite à sa manière le déterminisme géographique des géographes polonais : « même encore aujourd'hui, les conditions géographiques sont capables d'agir avec une précision quasi mathématique dans le domaine des phénomènes politiques »<sup>22</sup>, trahissant par là une tentation de faire de l'histoire une science exacte, avec la recherche de lois intangibles d'explication de l'histoire ; le milieu géographique en serait une. Il retranscrit enfin l'idée des deux bassins fluviaux comme bases territoriales de la Pologne en une analyse historique : il assimile le réseau hydrographique de

---

<sup>16</sup> *Polska macierzysta*. Une autre traduction pourrait être la « Pologne originelle », mais la nuance de sens affective qui renvoie à la maternité était perdue. Il s'agit à la fois de souligner que le territoire polonais de 1945 est le territoire originel de la Pologne et que c'est de ce territoire-là qu'a accouché l'État polonais.

<sup>17</sup> Cf. chapitre 4, IB.

<sup>18</sup> KIELCZEWSKA Maria, *op. cit.*, p. 20.

<sup>19</sup> (1911-1980). Professeur d'histoire médiévale spécialisé dans les relations germano-polonaises. Formé à l'Université de Poznań, c'est un des membres principaux de l'Institut occidental.

<sup>20</sup> KACZMARCZYK Zdzisław, « Czynniki geograficzne w rozwoju dziejowym Polski » (les Facteurs géographiques dans le développement historique de la Pologne) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 1-33, Volume XVI, 1947.

<sup>21</sup> KACZMARCZYK Zdzisław, *op. cit.*, p. 32.

<sup>22</sup> *Idem*, p. 19.

l'Oder et celui de la Vistule aux régions qui ont été historiquement les centres politiques de la Pologne, la Grande-Pologne et la Petite-Pologne :

L'espace de la Pologne maternelle, malgré une grande cohésion, cache en lui une dualité intérieure incarnée par l'opposition entre la Pologne de l'Oder et la Pologne de la Vistule. [...] La concurrence entre la Petite-Pologne et la Grande-Pologne est connue. [...] La Pologne maternelle possède deux axes : l'Oder et la Vistule, et deux ouvertures sur la Baltique, amenant les forces vitales de la Pologne à Gdańsk et à Szczecin.<sup>23</sup>

La géographie historique semblerait donc, aux dires de Kaczmarczyk, confirmer cette assimilation de la Pologne aux bassins des deux fleuves. La géopolitique développerait cette idée : tant que la Pologne de l'Oder (Grande-Pologne, plus rarement la Silésie) présidait aux destinées de la Pologne, c'est-à-dire jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle, la Pologne était tournée vers l'ouest. Lorsqu'après 1320, c'est la Petite-Pologne et donc la Pologne de la Vistule qui a pris l'ascendant définitif sur la Pologne de l'Oder, non seulement l'État polonais s'est tourné vers l'est mais il a encore perdu l'essentiel de la Pologne de l'Oder. Selon la science polonaise de l'époque, l'anthropologie confirme la conception géographique de la Pologne défendue par Kiełczewska, idée présente dans un article de Jan Czekanowski<sup>24</sup>, qui reprend la thèse de l'autochtonie des Slaves dans le bassin de l'Oder et de la Vistule formée par Józef Kostrzewski<sup>25</sup>. Dans « le Peuplement archaïque des bassins de l'Oder et de la Vistule »<sup>26</sup>, Czekanowski établit un lien entre les ancêtres des Polonais et l'espace hydrographique des deux fleuves mentionnés : « Les liens stricts entre les bassins de l'Oder et de la Vistule sont rendus apparents par la structure anthropologique de la population avec une évidence pas moins grande que dans la configuration physique générale [des territoires] »<sup>27</sup>. Ce dialogue entre plusieurs disciplines, la géographie, l'histoire, l'anthropologie, prouve bien qu'il existe un réseau scientifique occidental<sup>28</sup> dans lequel circulent les savoirs concernant les territoires recouverts, et au sein duquel chaque discipline agit en corrélation avec les autres. Les avancées

---

<sup>23</sup> *Idem*, p. 4-5.

<sup>24</sup> (1882-1965). Anthropologue, ethnographe et linguistique de l'Université de Lwów jusqu'en 1945, date à laquelle il devient professeur à l'Université de Poznań.

<sup>25</sup> Cf. chapitre introductif, IIC, et chapitre 4, IA.

<sup>26</sup> CZEKANOWSKI Jan, « Prazasiedlenie dorzeczy Odry i Wisły w świetle badań antropologicznych » (le Peuplement archaïque des bassins de l'Oder et de la Vistule à la lumière des fouilles archéologiques) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 969-978, Vol. II, 1946

<sup>27</sup> CZEKANOWSKI Jan, *op. cit.*, p. 977.

<sup>28</sup> Cf. chapitre 4, IIC.

faites en géographie sont utilisées pour l'histoire et vice versa, les études d'anthropologie confirment *a posteriori* les théories émises en géographie.

Revenant à la stricte géographie, il peut être mis en avant que la conception de la Pologne comme somme des bassins versants de l'Oder et de la Vistule implique une autre vision géographique du pays : celle d'une Pologne baltique, pays largement ouvert sur la mer<sup>29</sup>. Cette idée se retrouve dans les travaux de Kiełczewska : « La Pologne maternelle est un pays baltique non seulement par son appui large sur la côte baltique, mais aussi du fait de l'hydrographie de son territoire. Toute la Pologne appartient au bassin versant de la Baltique. Son caractère baltique n'est donc pas moindre que celui de la Suède, de la Finlande de l'Estonie ou de la Lettonie. »<sup>30</sup>. Le but est de montrer le changement d'identité fondamental de la Pologne, qui d'un pays de transition entre l'Est et l'Ouest du continent devient résolument occidental, et de pays quasiment continental devient une région à la fois continentale et maritime. L'ensemble des travaux des géographes et autres chercheurs de la pensée occidentale polonaise tend à démontrer, en prouvant la naturalité de l'Oder comme frontière et en assimilant la Pologne aux bassins de l'Oder et de la Vistule, que non seulement les territoires recouverts font pleinement partie de la Pologne, mais que le nouveau territoire national est tout à fait cohérent. À lire les chercheurs de la pensée occidentale polonaise, il s'agirait même d'une sorte de panacée.

### *C. Un territoire aux limites naturelles : de la Baltique aux Carpates, entre Bug et Oder*

L'idée selon laquelle les territoires recouverts s'insèrent dans un territoire polonais géographiquement délimité par des frontières naturelles et cohérentes est l'argument géographique ultime pour justifier leur rattachement à la Pologne. Cette dernière serait ainsi clairement délimitée par quatre limites naturelles : au nord la Mer baltique, au sud les chaînes montagneuses des Sudètes et des Carpates, à l'ouest l'Oder-Neisse, à l'est enfin le Bug. Une telle définition de la Pologne apparaît nettement dans l'ouvrage de Kiełczewska : « Le lien entre les bassins de l'Oder et de la Vistule en un ensemble spatial trouve son expression plus profonde dans la morphologie du terrain. [...] Au sud ces deux bassins sont bordés par le rempart montagneux des Sudètes et des Carpates [...] Au nord la Pologne atteint la Baltique,

---

<sup>29</sup> L'idée sera développée de manière plus précise dans le chapitre 6, IVA.

<sup>30</sup> KIEŁCZEWSKA Maria, *op. cit.*, p. 34.

qui représente sa frontière naturelle »<sup>31</sup>. L'idée de frontière naturelle est ici reprise et étendue à tous les segments de frontières possibles. Une note du Bureau des Travaux pour le Congrès, du ministère des Affaires étrangères, met en avant que la majeure partie des frontières de 1945 s'appuient sur des obstacles naturels, ce qui est bien entendu un argument en faveur de leur maintien<sup>32</sup>. D'après le tableau suivant, tiré de cette note, près des trois-quarts des nouvelles frontières polonaises sont naturelles :

Type de frontières	Longueur (kilomètres)	% du total
Maritime	523	14.7
Fluviale	980	27.6
Montagneuse	1203	34.5
Artificielle	860	24.2

**Tableau représentant les types de frontières de la Pologne de 1945<sup>33</sup>**

L'auteur, inconnu de ce document non daté<sup>34</sup>, explicite les caractéristiques qui font de ces frontières une sorte de délimitations optimales pour la Pologne, notamment par rapport à celles de l'entre-deux-guerres : « 1. Elles sont nettement plus courtes, 2. La frontière avec l'Allemagne est particulièrement courte, 3. La frontière maritime est bien plus longue que précédemment, 4. Les frontières montagneuses représentent un fragment relativement long (34,5 %) ».<sup>35</sup> . L'analyse insiste à la fois sur la rationalité des nouvelles frontières, leur caractère naturel et sécuritaire ; ce dernier argument est repris par la suite dans l'argumentaire de la pensée occidentale polonaise<sup>36</sup>.

L'idée que les frontières polonaises sont très majoritairement naturelles va de pair avec celle que le nouveau territoire polonais est un ensemble cohérent, contrairement à certains précédents avatars territoriaux de la Pologne au cours de l'histoire. Cette vision du nouveau

---

<sup>31</sup> *Idem*, p. 31.

<sup>32</sup> Elle s'intitule, en reprenant le titre de l'ouvrage de Kielczewska, « les Fondements géographiques de la Pologne actuelle ».

<sup>33</sup> D'après AMSZ/18-41/p. 4.

<sup>34</sup> Il s'agit probablement d'un document de 1947 (la majorité des documents consultés du MSZ datait de cette année), écrit par un des spécialistes du ministère des Affaires étrangères en vue de la Conférence de paix.

<sup>35</sup> *Idem*, p. 5.

<sup>36</sup> Cf. chapitre 6, IIB.



territoire est visible dans un article spécialisé de Julian Czyżewski<sup>37</sup>, qui étudie mathématiquement les frontières du nouvel État polonais<sup>38</sup>. Cette « Contribution à l'analyse cartométrique des frontières de la Pologne » met en avant la nouvelle Pologne comme un pays aux frontières idéales : « Les frontières de la Pologne actuelle ont été tracées de telle sorte qu'elles ne forment ni des presqu'îles, enfoncées trop loin dans la profondeur des États voisins, ni des baies incurvées vers l'intérieur du pays. »<sup>39</sup>. À travers cette phrase, il cible nettement la Pologne de l'entre-deux-guerres, avec des presqu'îles comme la Grande-Pologne entourée de trois côtés par l'Allemagne ou la région de Wilno, coincée entre la Lituanie et la République soviétique socialiste de Biélorussie. Czyżewski utilise des formules mathématiques pour prouver le degré de cohérence des nouvelles frontières du pays. Ainsi, il prend un indicateur de compacité afin de mesurer « le rapport de la longueur de ses frontières [étatiques] à la longueur du périmètre du cercle dont la surface est égale à la superficie d'un État donné. »<sup>40</sup>. Afin de réduire l'arbitraire de la formule, il prend le même indicateur, emprunté à un collègue géographe, mais calculé d'une manière différente. Le résultat figure dans le tableau présenté ci-dessous :

Frontières selon la date	Indicateur de compacité (Czyżewski) <sup>41</sup>	Indicateur de compacité (Steinhaus) <sup>42</sup>
1945 (accords de Potsdam)	<b>127 %</b>	<b>909</b>
1938 (II <sup>ème</sup> République)	172 %	786
1772 (avant le 1 <sup>er</sup> partage)	210 %	829
1494 (Casimir Jagellon)	164 %	<b>875</b>
1370 (Casimir le Grand)	228 %	663
1138 (Boleslas III Bouche-Torse)	<b>135 %</b>	<b>886</b>
992 (Mieszko I <sup>er</sup> )	<b>137 %</b>	867

**Tableau présentant deux indicateurs de compacité utilisés dans l'article de Czyżewski<sup>43</sup>**

<sup>37</sup> (1890-1968). Non intégré dans la liste des chercheurs présentée dans le chapitre 4. Nous n'avons pas eu accès à des sources nombreuses et sûres qui auraient permis de l'insérer dans la prosopographie. Géographe de l'Université de Lwów, il fonde après 1945 l'Institut de géographie de l'Université de Wrocław et s'intéresse à la géographie de la Basse-Silésie.

<sup>38</sup> CZYŻEWSKI Julian, « Przyczynek do analizy kartometrycznej granic politycznych Polski » (Contribution à l'analyse cartométrique des frontières politiques de la Pologne" in *Przegląd geograficzny (la Revue géographique)*, p. 59-79, 1949.

<sup>39</sup> CZYŻEWSKI Julian, *op. cit.*, p. 64.

<sup>40</sup> *Idem*, p. 68.

<sup>41</sup> Pour le premier indice, plus le rapport est bas, plus le territoire est compact.

<sup>42</sup> Pour le second indice, plus le pourcentage est élevé, plus le territoire est compact.

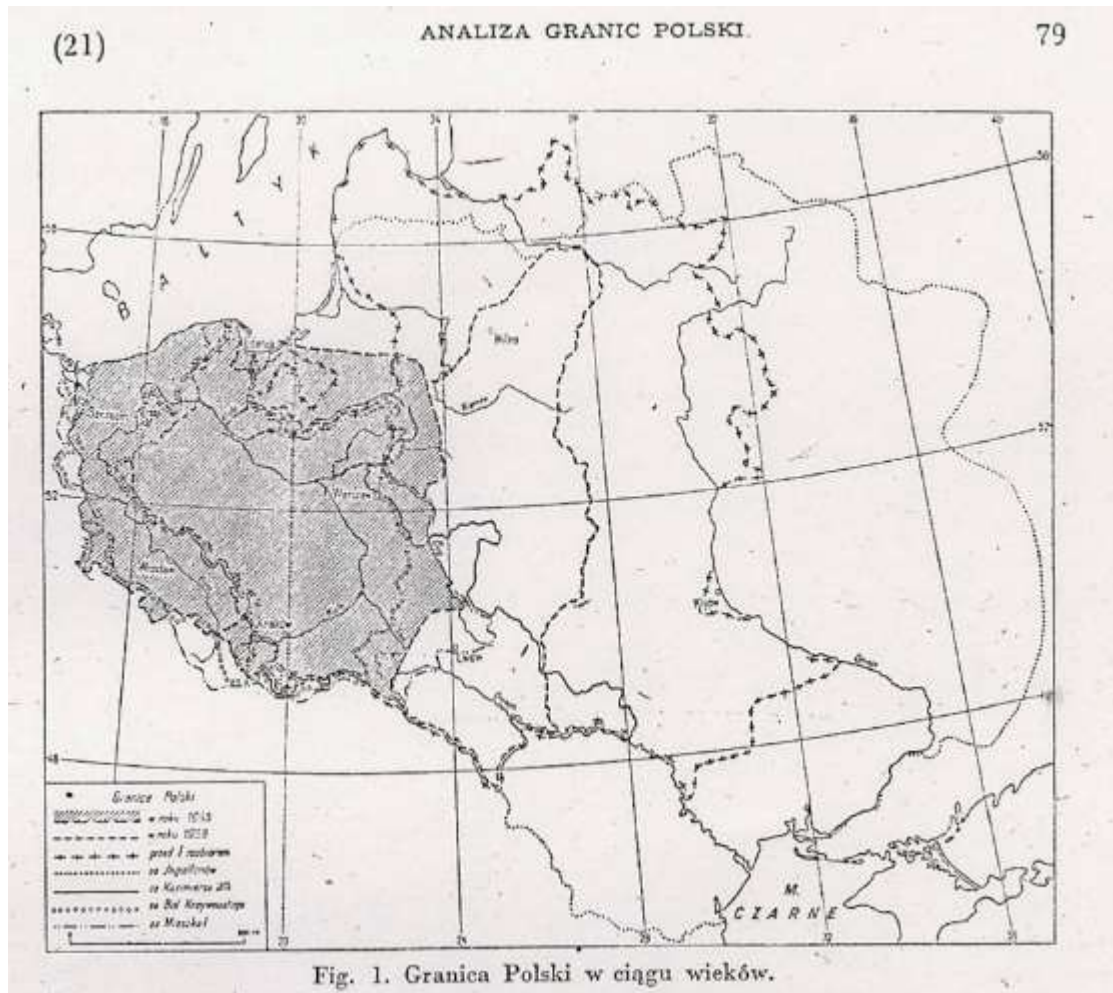
Le double indicateur pris pour donner une idée de l'époque où le territoire polonais était le plus compact, donc le plus cohérent, ce qui réduit ainsi les risques de conflits et permet une meilleure défense du territoire, aboutit à un résultat peu équivoque. Dans les deux cas, le territoire qui apparaît comme le plus compact est celui de la Pologne de 1945. La Pologne de 1945 renvoie en termes de compacité à la Pologne de Boleslas III Bouche-Torse et de Mieszko I<sup>er</sup>, c'est-à-dire à la Pologne des Piast, même si le second indice fait passer la seconde après celle de Casimir Jagellon.

Czyżewski met implicitement en avant le fait que la possession par la Pologne des territoires recouverts est nécessaire pour avoir un territoire cohérent : ces derniers font en effet partie des deux premiers territoires comparés dans ce tableau. L'analyse morphologique de la Pologne semble ainsi donner raison à l'argumentaire polonais, même si rien ne nous dit que Czyżewski n'a pas sélectionné les deux indicateurs qui lui permettaient d'obtenir cette réponse, en négligeant d'autres qui auraient donné des résultats un peu différents. Quoiqu'il en soit, un simple regard sur une carte permet de voir que le tracé frontalier de la Pologne des origines et l'actuel sont proches et sont sans doute les moins complexes de toute l'histoire polonaise.

Les versions du territoire national qui comprennent les territoires recouverts (en gris et les deux délimitations en partant du bas) dessinent ainsi le contour d'un espace polonais idéal, montrant bien la centralité de ces régions pour fonder un État polonais viable. Cette appartenance naturelle des territoires recouverts à la Pologne a également été étudiée d'un point de vue historique, en montrant que ces régions ont fait partie des fondements de la Pologne des Piast.

---

<sup>43</sup> CZYŻEWSKI Julian, *op. cit.*, p. 69 et 71.



Carte tirée de l'article de Czyżewski montrant les différents territoires polonais au fil des siècles<sup>44</sup>

## II L'argument historique

Histoire et géographie se complètent pour prouver que le territoire polonais de 1945 est justifié non seulement d'un point de vue de la logique géographique (naturalité et cohérence des frontières) mais aussi du point de vue de la justice historique<sup>45</sup>. Après les géographes, ce sont les historiens qui entrent en scène pour mettre en avant les droits historiques des Polonais sur les territoires recouverts, et ce par trois biais. Dans un premier temps, ils soulignent que les frontières de 1945 sont similaires à celles de la Pologne des premiers Piast, qui est interprétée de manière anachronique comme un État-nation. Par la suite, les médiévistes et modernistes polonais mettent en avant la germanisation progressive des territoires recouverts

<sup>44</sup> *Idem*, p. 79.

<sup>45</sup> Ce terme sera explicité par la suite

originellement polonais par divers États germaniques compris, là aussi de manière anachronique, comme des préfigurations de la Prusse voire de l'Allemagne unie de 1870. Enfin, l'histoire polonaise, liée à la linguistique et à l'onomastique, tend à montrer la permanence et l'historicité de la polonité des territoires recouverts en montrant la slavité des toponymes, même germanisés, des villes et villages des territoires recouverts. Là encore, ce dernier point donne un prétexte à certains savants pour revendiquer des territoires allemands au-delà de l'Oder-Neisse, puisque les toponymes slaves sont légion dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, notamment le Mecklembourg et le Brandebourg.

### *A. La Pologne des premiers Piast retrouvée*

L'argument historique principal pour justifier le rattachement des territoires recouverts à la Pologne est de montrer qu'ils ont une place de choix dans l'État polonais originel, la Pologne des premiers souverains Piast, le duc Mieszko I<sup>er</sup> (960-992) puis le roi Boleslas I<sup>er</sup> le Vaillant (992-1025). Cet argument s'insère dans deux mouvements historiographiques polonais majeurs : le premier, qui émerge dans l'entre-deux-guerres, est symbolisé par le concept de « terres maternelles »<sup>46</sup> théorisé par Zygmunt Wojciechowski<sup>47</sup>. Le second, plus général, est un programme d'études autour des origines de l'État polonais, qui lie histoire et archéologie, et est lancé après la Seconde Guerre mondiale. Les deux tendent à prouver que la véritable Pologne est celle qui correspond territorialement à l'État des premiers Piast. Ils rejoignent ici la définition géographique de la Pologne présentée dans la sous-partie précédente.

Le concept de « terres maternelles » est forgé par Wojciechowski dans l'entre-deux-guerres<sup>48</sup>. Il s'agit de l'outil historiographique principal pour montrer la polonité originelle des territoires recouverts, et leur importance fondamentale pour la Pologne. Il montre le degré d'idéologie présent à l'époque dans la science historique, notamment la pensée occidentale polonaise. Wojciechowski, dans une interview donnée peu de temps avant sa mort en 1955, lie la genèse de ce concept à une de ses lectures d'adolescence, *l'Allemagne, la Russie et la*

---

<sup>46</sup> *ziemie macierzyste*. L'adjectif *macierzysty* renvoie au caractère maternel en ce qu'il est la matrice de quelque chose. Pour faciliter la traduction, nous avons retenu le terme de « maternel » en français en prenant le parti d'explicitier le terme par la suite.

<sup>47</sup> Cf. chapitre 4, IIA, pour sa biographie.

<sup>48</sup> Pour ce qui est de l'histoire du concept, nous nous sommes appuyés particulièrement sur l'ouvrage MAZUR Zbigniew, *Antenaci : o politycznym rodowodzie Instytutu Zachodniego (les Ancêtres: la généalogie politique de l'Institut Occidental)*, IZ, Poznań, 2002 et plus particulièrement le chapitre « les terres maternelles », p. 167-186.

*question polonaise*<sup>49</sup> de Dmowski. Ce livre lui donne l'idée de rapprocher le territoire d'origine de la Pologne du développement territorial de la Prusse. Il expose pour la première fois le concept de terres maternelles lors d'une conférence donnée en 1932 à l'Institut baltique, intitulée « le Développement territorial de la Prusse en lien avec les terres maternelles de la Pologne », alors qu'il n'est encore que jeune professeur associé de l'Université de Poznań. Dans ce discours, publié sous forme de brochure en 1933, il fait de la possession des territoires recouverts un des moteurs principaux de l'histoire de la Pologne, et l'enjeu majeur des relations germano-polonaises :

Les espaces au bord de l'Oder et de la Baltique ont pris ainsi une importance notoire, ils ont commencé de fonctionner comme des territoires à la signification géopolitique exceptionnelle, car leur possession ou leur perte pouvait décider de l'existence de l'État polonais ou prussien, du moins de leur statut en Europe centrale ou de leur possibilité de conduire une politique étrangère active que cela soit à l'est ou à l'ouest.<sup>50</sup>

La genèse des « terres maternelles », l'appellation de « Pologne maternelle » existant aussi parfois, peut également être comprise comme une transcription polonaise de concepts qui se trouvent originellement dans la géographie et la géopolitique allemandes, et qui ont été connus en Pologne par l'entremise du milieu scientifique poznanien, dont Wojciechowski est un des membres éminents. Les *ziemie macierzyste* polonaises sont une adaptation de *Mutterland* (le « pays maternel ») et de *Kerland* (le « pays originel »), trouvés dans les travaux de Friedrich Ratzel et d'Otto Maull<sup>51</sup>. Les terres maternelles polonaises reprennent les deux nuances de sens qui se retrouvent dans ces termes. Le *Mutterland* est compris comme le territoire métropolitain national à partir duquel un État s'est étendu vers des territoires coloniaux qui lui sont contigus et qu'il assimile progressivement. Dans l'esprit de la géopolitique allemande, le *Mutterland* est l'Allemagne occidentale et centrale, les colonies étant les territoires allemands de l'Est et potentiellement d'autres régions slaves, notamment polonaises, à germaniser. Wojciechowski reprend cette idée, en faisant de la Pologne maternelle le *Mutterland* de la Pologne, alors que les confins orientaux, compris comme les territoires rattachés à la Pologne à l'est depuis le XIV<sup>e</sup> siècle mais non originellement polonais sont les colonies polonaises. De même, la notion de *Kernland* signifie l'espace autour duquel

---

<sup>49</sup> *Niemcy, Rosja i Kwestia Polska*, Altenberg, Lwów, 1908. Il s'agit d'un des ouvrages majeurs de l'idéologue de la démocratie-nationale.

<sup>50</sup> MAZUR Zbigniew, *Op. cit.*, p. 170.

<sup>51</sup> Plus particulièrement RATZEL Friedrich, *Politische Geographie*, R. Oldenbourg, Munich/Leipzig, 1897 et MAULL Otto, *Politische geographie*, Gebrüder Borntraeger, Berlin, 1925.

s'est formé un État ; Wojciechowski réutilise cette notion pour ses *ziemie macierzyste*, et en fait l'origine de l'État polonais. Il développe même cette notion en distinguant au sein des terres maternelles le « berceau »<sup>52</sup> de l'État polonais, qui est la Grande-Pologne. Il étend ce berceau à une bonne partie des territoires recouverts, en revalorisant la Pologne occidentale, centrée sur l'Oder, par rapport à une Pologne orientale, centrée sur la Vistule, plus pauvre, et dont l'expansion vers l'est a coûté à la Pologne non seulement les territoires recouverts mais son existence même en tant qu'État. Wojciechowski, dès la fin des années 1930, retranscrit ce concept de « terres maternelles » de manière cartographique. Il prend en compte plusieurs facteurs : l'extension du peuplement slave<sup>53</sup> polonais vers l'an 1000, le territoire originel de l'État polonais à la fin de la vie de Mieszko I<sup>er</sup> (992), les directions de l'extension de la dynastie piastienne, notamment le nord et l'ouest<sup>54</sup>, des critères géographiques et stratégiques, semblables à ceux développés par les géographes polonais de l'époque et qui ont été étudiés dans la sous-partie précédente. Cette carte a connu deux versions, selon qu'elle intègre ou non les territoires perdus en 981 par Mieszko I<sup>er</sup> aux détriments de la Rus' de Kiev<sup>55</sup>. Celle qui est présentée ci-dessous date de 1945 et intègre les *grody czerwiewskie*, ce qui n'est sans doute pas neutre politiquement à une époque où une partie de ces territoires frontaliers viennent d'être cédés à l'URSS.

---

<sup>52</sup> « *kolebka* », il n'y a pas de référence précise pour ce terme, qui est utilisé régulièrement dans ses écrits sans être explicité.

<sup>53</sup> Concernant le peuplement slave, il faut entendre par là le peuplement des cinq tribus constitutives selon lui de la nation polonaise vers l'an 1000 : les Poméraniens, les Polanes, les Silésiens, les Vislanes et les Mazoviens. Cela correspond à l'ensemble des populations qui deviennent polonaises par la suite, ou qui font partie du groupe linguistique léchitique (divers dialectes du polonais, Poméranien [dont le dernier dialecte parlé encore de nos jours est le cachoube], Polabe [disparu au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle]).

<sup>54</sup> Concernant la géopolitique piastienne, opposée à la géopolitique jagellonne, Cf. chapitre introductif, IC.

<sup>55</sup> Il s'agit du territoire des *Grody czerwiewskie*, littéralement les « cités de Czerwień », situées de part et d'autres de la frontière polono-ukrainienne actuelle, qui comprend notamment les villes actuelles de Lwów et Przemyśl.



Carte représentant les « terres maternelles »<sup>56</sup> de la Pologne<sup>57</sup>

Le territoire dessiné par cette carte correspond à peu près à la Pologne de 1945, sans la Prusse orientale peuplée alors par les Prussiens baltes, et avec une frontière occidentale qui ne recoupe pas exactement la Ligne Oder-Neisse. La Pologne de l'époque va plus loin au nord-ouest que celle de 1945, et intègre des portions de la Terre de Lubusz allemande et de la Poméranie antérieure. En revanche, elle ne s'étend au sud-ouest que jusqu'à la Kwisa, affluent du Bóbr, lui-même affluent de l'Oder un peu plus oriental que la Neisse de Lusace. La Pologne de 1945 apparaît ainsi comme un retour à la « norme historique » qui se confond, aux yeux de la pensée occidentale polonaise, avec la Pologne des premiers Piast, pendant historique de la Pologne géographique de Kiełczewska. Cette Pologne maternelle participe de

<sup>56</sup> WOJCIECHOWSKI Zygmunt, *Polska-Niemcy. Dziesięć wieków zmagania (Pologne-Allemagne. Dix siècles de luttes)*, IZ, Poznań, 1945, p. 21.

<sup>57</sup> En rouge, le tracé de la ligne Oder-Neisse, au Sud-Est de la Pologne, les *grody czerwieńskie* identifiées comme « territoires perdus en 981

l'idéalisation du temps des premiers Piast en Pologne. Cette idéalisation n'est pas spécifique à la période d'après-guerre : elle plonge ses racines dans l'époque des Lumières et du début des partages. Les célèbres *Chants historiques* de Niemcewicz<sup>58</sup> célèbrent déjà Piast, un des souverains polanes légendaires supposément ancêtre de Mieszko I<sup>er</sup>. L'historiographie polonaise depuis Niemcewicz, puis la politique polonaise depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, louent pour des raisons diverses la Pologne des premiers Piast<sup>59</sup>. Les historiens de l'École historique de Cracovie font des premiers souverains Piast des modèles d'absolutisme monarchique qui est pour eux le remède aux maux qui ont rongé la Pologne et ont expliqué sa chute. De même, la Démocratie-nationale loue la géopolitique piastienne, réaliste et qui permet à la Pologne d'être un État réellement fort et occidental en faisant du Saint-Empire son principal ennemi. Les agrariens du PSL, notamment les branches les plus conservatrices du mouvement, donnent pour leur part des premiers souverains Piast des images d'Épinal en en faisant des monarques proches du peuple et des intérêts paysans.

Cette Pologne des premiers Piast est redécouverte par un autre mouvement historiographique, qui prolonge et développe le concept de « terres maternelles » proposé dès l'entre-deux-guerres par Wojciechowski, et repris après-guerre. Il s'agit plus précisément d'un programme de recherche sur les origines de l'État polonais, qui lie histoire médiévale et archéologie, mais aussi histoire et idéologie. En effet, l'État communiste catalyse ce mouvement qui est une des premières actions entreprises pour fêter le millénaire de l'État polonais. Ainsi, le 3 mai 1949 est formée, à l'initiative du ministère de la Culture et de l'Art, une Direction des études sur les origines de l'État polonais<sup>60</sup>, confiée à Aleksander Gieysztor<sup>61</sup>. Elle est chargée de mener des fouilles archéologiques dans un certain nombre d'endroits considérés comme fondamentaux pour comprendre la genèse de l'État polonais, au cours du X<sup>e</sup> siècle et si possible avant. Le but officiel est de mieux connaître une période qui a laissé peu de sources écrites, et donc de compenser par l'archéologie ce que l'historien ne pouvait savoir par manque de sources. Le but officieux, idéologique, est de démontrer le développement important de l'État polonais,

---

<sup>58</sup> NIEMCEWICZ Julian Ursyn, *Śpiewy historyczne*, Varsovie, 1816.

<sup>59</sup> Cf. les chapitres d'Adam Galos (les Piast dans l'historiographie) et de Marian Orzechowski (les Piast dans la pensée politique polonaise) in HECK Roman (réd.), *Piastowie w dziejach Polski (les Piast dans l'histoire de la Pologne)*, ZNimO, Wrocław, 1975.

<sup>60</sup> *Kierownictwo badań nad początkami Państwa Polskiego*. Il est dirigé directement jusqu'en 1954 par Gieysztor, avant d'être intégré à l'un des nouveaux départements du PAN, l'Institut d'histoire de la culture matérielle polonaise, créé en 1949 (en polonais *Instytut historii kultury materialnej polskiej*).

<sup>61</sup> (1916-1999). Important spécialiste d'histoire médiévale polonaise, lié au nouveau système scientifique mis en place par le régime communiste avec l'Académie des Sciences polonaise (PAN).



voire de prouver que des structures étatiques protopolonaises existaient déjà avant les années 960 afin de faire face aux scientifiques allemands minimisant la portée du premier État polonais unifié (années 960-1034), et de déconnecter la date d'apparition dans l'histoire de l'État polonais de celle du Baptême de la Pologne (966). Plus spécifiquement, il s'agit de donner de la matière aux historiens polonais et notamment aux médiévistes pour démontrer la polonité originelle de nombre de villes des territoires recouverts. La période d'après-guerre est particulièrement propice à cela ; car elle profite des destructions de guerre importantes, notamment dans les villes des territoires recouverts. Un certain nombre de fouilles archéologiques sont lancées à la faveur de la reconstruction. Deux campagnes de fouilles sont entreprises, qui concernent nombre de villes occidentales, mais aussi des lieux liés à la Pologne originelle et où avaient déjà eu lieu parfois des fouilles dans l'entre-deux-guerres<sup>62</sup>. Un premier bilan de ces diverses recherches, historiques et archéologiques, est dressé par Gieysztor dans un article du *Trimestriel historique*<sup>63</sup> de 1954. Ce dernier permet de recenser un certain nombre de transformations et la diversité d'approches à l'œuvre dans l'historiographie polonaise de la période stalinienne. En effet, le style et la méthodologie historique utilisés dans cet article montrent que nous sommes en présence d'une interprétation marxiste-nationale des premiers temps de la Pologne. Dans un premier temps, Gieysztor critique un certain nombre d'hypothèses formulées par certains de ses prédécesseurs, entre autres les historiens conservateurs galiciens de l'École de Cracovie, selon lesquels ce sont les individualités et l'initiative politique d'hommes exceptionnels comme les premiers souverains Piast qui ont construit l'État polonais. Il dresse ensuite les objectifs de la science historique polonaise et notamment de la Direction des études sur les origines de l'État polonais qui montrent que cette dernière sert à la fois la raison d'État polonaise et l'idéologie communiste :

La ruine de l'État bourgeois a rendu évidente l'ascientificité de la conception de l'État au-delà des classes ; cela a ouvert la voie à des recherches sur la genèse de l'État vieux-polonais dans le but de saisir les phases du processus historique qui ont conduit à la formation des classes sociales. Le retour à

---

<sup>62</sup> La première vague de fouilles concerne les sites suivants : *Szczecin*, Gdańsk, **Poznań**, **Ostrów Lednicki**, **Gniezno**, **Biskupin**, **Kruszwica**, *Łęczyca*, *Opole*, *Sobótka*, Cracovie (le Wawel). La seconde comprend *Wrocław*, *Sobótka*, **Trzemeszno**, Błonia, Varsovie (faubourg de Bródno Stare et ruines du château royal), **Giecz**, Cieszyn, Wiślica et les *Murs de Silésie*. En italique sont indiqués les sites des territoires recouverts, en gras les lieux de pouvoir de l'État polonais des origines. La liste est tirée de KIERSNOWSKI Ryszard, « Badania nad początkami Państwa polskiego » (Études sur les origines de l'État polonais) in *Kwartalnik Historyczny*, p. 346-353, Cracovie, 1949.

<sup>63</sup> GIEYSZTOR Aleksander, « Geneza Państwa Polskiego w świetle nowszych badań » (la Genèse de l'État polonais à la lumière des recherches récentes), *Kwartalnik historyczny*, Varsovie, p. 103-136, 1954.

la structure territoriale des premiers Piast a ravivé l'intérêt de la science pour les terres occidentales et leur rôle dans l'histoire la plus ancienne de la Pologne.<sup>64</sup>

L'adoption du matérialisme historique marxiste comme présupposé idéologique et méthodologie historique est ici évidente : ce ne sont pas des individualités ou des structures politiques qui ont entraîné la sociogenèse de la Pologne féodale, mais bien plutôt l'évolution des techniques et des structures socio-économiques, notamment la formation d'une société de classe préféodale, qui ont conduit à la formation d'un État, société de classe et État exploitant étant intimement liés dans le marxisme. L'adoption de telles méthodes, et les résultats des fouilles archéologiques menées entre la fin des années 1940 et le début des années 1950, montrent selon Gieysztor, que les origines de l'État polonais sont à rechercher bien au-delà de la date symbolique de 966, ainsi que l'ancienneté du développement de structures préétatiques et du peuplement protopolonais de ce qui devient par la suite la Pologne des premiers Piast. Cela permet à la fois de remettre en cause le roman national catholique polonais et renforce la position de la pensée occidentale polonaise face à la science allemande : « Nous savons peu de choses sur les étapes du développement de l'État des Polanes. Les territoires très étendus occupés par eux au X<sup>e</sup> siècle indiqueraient que leur territoire s'est formé dans la seconde moitié du IX<sup>e</sup> siècle du fait de l'union de plusieurs microétats. »<sup>65</sup>. L'histoire marxisée des années 1950 réduit ainsi l'importance de la dynastie des Piast dans le processus de formation de l'État polonais, met l'accent sur des évolutions socio-économiques, mais conserve l'analyse géopolitique de la pensée occidentale polonaise, qui voit dans les premiers Piast des hommes d'État qui avaient compris l'intérêt national polonais et avaient indiqué le véritable ennemi de la Pologne : un Saint-Empire romain germanique trop rapidement confondu avec l'Allemagne.

Ces deux courants de pensée et ces deux manières d'écrire l'histoire des premiers temps de la Pologne se retrouvent dans les écrits des historiens de la période. Ils permettent de justifier la polonité des territoires recouverts par l'histoire. Les exemples de ce type d'argumentaire seraient trop nombreux à donner ; nous nous contenterons d'en analyser rapidement un, représentatif de la masse des autres. Il s'agit d'une expertise écrite pour le Bureau des Travaux pour le Congrès du ministère des Affaires étrangères par un savant polonais,

---

<sup>64</sup> GIEYSZTOR Aleksander, *op. cit.*, p. 109.

<sup>65</sup> *Idem*, p. 133.

Kazimierz Piwarski<sup>66</sup> intitulée « la Justification historique de la frontière sur l'Oder et la Neisse »<sup>67</sup>. Elle reprend le concept de Pologne piastienne, en faisant de manière classique un État-nation avant l'heure pour les Polonais et, plus largement, pour tous les Slaves occidentaux plus ou moins apparentés aux Polonais au sein du groupe linguistique léchitique :

L'État des Piast était alors homogène ethniquement, en tant qu'État léchite et slave, montrant une tendance compréhensible à l'unification de tous les Slaves occidentaux, ce que désirait Boleslas le Vaillant [...] L'État des Piast comprenait le bassin de la Vistule et de l'Oder, formant un complexe de terres homogène géopolitiquement, liées entre elles presque idéalement en un système économique, logistique, stratégique, donnant à l'État d'excellents fondements pour le développement et la puissance<sup>68</sup>

Le caractère ambivalent de nombre de travaux historiques de l'époque, à la fois œuvres scientifiques et travaux de propagande politique, émerge notamment de la conclusion donnée au document : « Si l'État polonais doit être capable de vivre, il doit revenir à ses fondements sains, c'est-à-dire posséder tout le bassin de l'Oder et de la Vistule, avec un large accès à la mer. Des réflexions historiques et géopolitiques émerge clairement la conception de la Pologne occidentale, retour à la seule conception justifiée de la Pologne piastienne. »<sup>69</sup>. Cette expertise, écrite en vue du Congrès de paix avec l'Allemagne, rapproche ainsi clairement la Pologne de 1945 des terres maternelles, de la Pologne piastienne. Comme la Pologne piastienne représenterait une approche géopolitique validée par l'expérience historique en raison de son caractère d'État-nation, Piwarski prouve ainsi le bien-fondé des frontières polonaises de 1945 et justifie le rattachement des territoires recouverts à la Pologne. L'archéologie est également mobilisée pour renforcer cette utilisation de l'histoire à des fins idéologiques. Les fouilles initiées sous l'égide de Gieysztor au sein de la Direction des études sur les origines de l'État polonais ont été poursuivies de nombreuses années durant par un archéologue de renom, Witold Hensel<sup>70</sup>, qui est, toutes proportions gardées, l'équivalent de Józef Kostrzewski pour la Pologne de l'après-guerre. Dans un article de 1966, il insiste sur l'ampleur des recherches archéologiques menées en Pologne populaire dans les territoires

---

<sup>66</sup> (1903-1968). Professeur d'histoire lié à l'Université Jagellonne, spécialiste d'histoire moderne.

<sup>67</sup> AMSZ/18-333. En polonais « Uzasadnienie historyczne granicy na Odrze i Nysie. ». Le document n'est pas daté, nous pouvons toutefois supposer qu'il date de 1947, comme la majeure partie des documents de ce fonds documentaire.

<sup>68</sup> AMSZ/18-333, p. 1.

<sup>69</sup> *Idem*, p. 7.

<sup>70</sup> (1917-2008). Archéologue polonais, directeur de l'Institut de l'histoire de la culture matérielle du PAN à partir de 1954.

recouverts en une vingtaine d'années : près de 140 chantiers de fouille<sup>71</sup>. Il reste dans une analyse archéologique polonaise classique, ce qui montre là encore une certaine continuité entre les sciences historiques polonaises de l'entre-deux-guerres et d'après-guerre. Pour lui, le résultat de ces recherches est sans équivoque ; elles prouvent bien la polonité originelle des « terres maternelles » et donc des territoires recouverts. Il valide par conséquent la théorie de l'autochtonie des Slaves, interprétant les résultats des fouilles comme démonstratifs du caractère protoslave des populations de la culture lusacienne, vivant entre 1300 et 500 avant Jésus-Christ dans les bassins de l'Oder et de la Vistule. Les territoires recouverts sont donc perçus par la majorité des spécialistes polonais comme intégralement polonais, du moins slaves à l'époque de l'origine de l'État polonais, et ce depuis longtemps. La pensée occidentale polonaise cherche alors à retracer les étapes de germanisation de ces territoires.

### ***B. L'annexion progressive par les Allemands***

Après avoir insisté sur la polonité originelle des territoires recouverts, les auteurs polonais mettent en avant la progressivité de leur germanisation en même temps qu'ils tendent à la minimiser et à la diaboliser<sup>72</sup>. En outre, ils adoptent, à l'instar des géographes, un déterminisme, historique cette fois. Ce dernier réinterprète *a posteriori* le processus de germanisation des territoires recouverts comme une entreprise préméditée de la part d'Allemands auxquels les historiens polonais confèrent un peu rapidement une conscience nationale et une volonté de nuire aux autochtones slaves dès le Moyen-Âge et la création de l'État polonais<sup>73</sup>.

La pensée occidentale polonaise s'intéresse particulièrement au processus de germanisation des territoires recouverts et en fait l'enjeu d'un débat face à l'historiographie allemande traditionnelle de l'entre-deux-guerres. Deux thèses s'opposent. La première, soutenue par l'historiographie allemande et plus particulièrement l'*Ostforschung*, met en avant l'intensité de la colonisation allemande des territoires recouverts et donc de leur germanisation dès le Moyen-Âge<sup>74</sup>. Celle de l'historiographie polonaise et plus

---

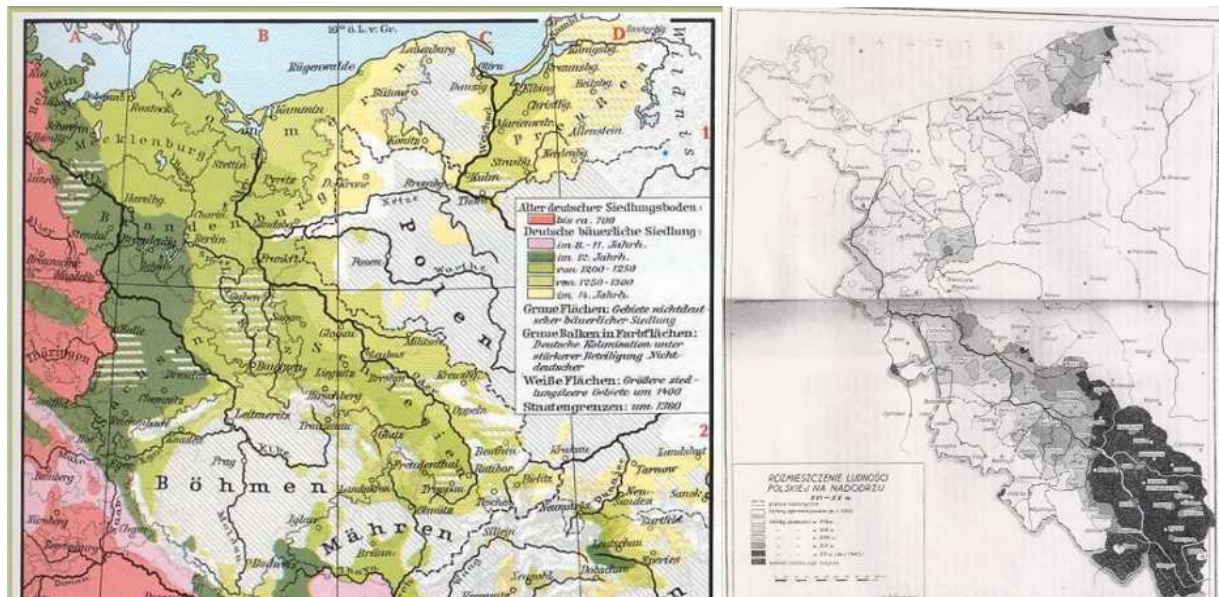
<sup>71</sup> HENSEL Witold, « Vingt années de recherches archéologiques sur les territoires de l'Ouest et du Nord de la République populaire de Pologne 1945-1965 », *la Pologne et les affaires occidentales*, Poznań, 1966, p. 366-402.

<sup>72</sup> Cf. plus particulièrement sur ce point le chapitre 6, IB.

<sup>73</sup> L'évolution progressive de la germanité est le prélude à l'étude de la permanence de la polonité, étudiée plus en détail dans le IIIA.

<sup>74</sup> Les exemples sont nombreux, du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'essor de la science statistique jusqu'aux années 1950 et 1960 avec les derniers représentants de l'*Ostforschung* idéologique. Nous nous contenterons de citer

particulièrement de la pensée occidentale polonaise minimise la portée de *l'Ostsiedlung* et considère que la germanisation de portions notables des territoires recouverts n'a été acquise qu'à la période moderne, et est donc bien plus récente que ne l'écrivent les historiens allemands. La différence d'interprétation de ce phénomène majeur des relations germano-polonaises se voit notamment dans les diverses cartes publiées à ce sujet, qui montrent une périodisation complètement différente du peuplement allemand à l'est et donc de la germanisation des territoires recouverts.



Cartes représentant l'évolution de la germanité à l'est et le maintien de la polonité dans les territoires recouverts<sup>75</sup>

La divergence dans la lecture de ce phénomène historique apparaît rapidement évidente entre la carte proposée par Kuhn et celle de Kaczmarczyk<sup>76</sup>. Pour le premier, représentatif du courant de *l'Ostforschung* mais même d'une part notable de l'historiographie allemande de l'époque, la colonisation rurale allemande a atteint dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle la majeure partie

---

deux chercheurs situés aux bornes chronologiques extrêmes : August Meitzen (1822-1910), statisticien allemand qui s'est notamment intéressé à l'évolution de la population et aux effets démographiques de la colonisation allemande en Silésie, Walter Kuhn (1903-1983), professeur d'histoire à l'Université de Hambourg notamment, qui se spécialisait dans l'histoire de *l'Ostsiedlung*.

<sup>75</sup> Cartes tirées de KUHN Walter, *Geschichte der Deutschen Ostsiedlung in der Neuzeit, Histoire de la colonisation allemande à l'est à l'époque moderne*, Cologne, Böhlau Verlag, 1955 et KACZMARCZYK Zdzisław, « Rozprzestrzenienie narodowości polskiej nad Odrą i Bałtykiem w późnym feudalizmie » (la Répartition de la nationalité polonaise sur l'Oder et la Baltique dans le féodalisme tardif) in *Przegląd Zachodni*, Volume I, IZ, p. 25, 1953.

<sup>76</sup> Pour les éléments biographiques, Cf. ce chapitre, IB.

de la Silésie et une moitié de la Poméranie occidentale (zones vert foncé et vert clair sur la première carte). Pour Kaczmarczyk, représentatif de la pensée occidentale polonaise et de l'essentiel de l'historiographie polonaise de la période, ne sont devenues allemandes à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, soit deux siècles plus tard, que les zones en blanc sur la carte, c'est-à-dire une partie de la Basse-Silésie (le piémont des Sudètes) et une moitié de la Poméranie occidentale. Les divergences peuvent se comprendre par les choix idéologiques des critères sélectionnés pour réaliser ces cartes et surtout les figurés employés. Pour Kuhn, il s'agit de représenter les zones dans lesquelles se sont installés des colons allemands, ce qui ne veut pas dire qu'ils représentent la majorité de la population dans ces zones, mais le choix du figuré de surface induit que les Allemands sont devenus la majorité voire la totalité de la population dans ces espaces. Le but pour Kaczmarczyk est de montrer les zones où est encore parlée la langue polonaise ou le dialecte silésien apparenté, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait que des Polonais dans ces régions, ni même qu'ils représentent la majorité absolue de la population. Néanmoins, par un procédé similaire d'utilisation de figurés de surface, il est suggéré que les espaces encore colorés à un siècle donné correspondent à un peuplement polonais majoritaire voire exclusif. Les choix des figurés conduisent ainsi à des interprétations, fausses et exagérées : une Basse-Silésie qui serait déjà peuplée très majoritairement d'Allemands en 1300 selon Kuhn et une Haute-Silésie encore presque intégralement polonaise en 1800.

La lecture du processus de germanisation intervient de part et d'autre dans une vision diamétralement opposée de l'histoire démographique de ces territoires : pour les chercheurs allemands de l'époque, la germanisation des territoires recouverts est en fait une nouvelle germanisation après une brève période de peuplement slave du VIII<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle, alors que pour leurs homologues polonais la germanisation de ces mêmes régions est la remise en cause d'un peuplement slave autochtone bien plus ancien. En outre, le processus même de germanisation est compris différemment. Ainsi, pour les représentants de la pensée occidentale polonaise, il s'agit d'une germanisation linguistique et non ethnique, contrairement à ce que prétend l'*Ostforschung* :

la germanisation des terres slaves, voire même strictement polonaises, ne s'est jamais réalisée par la voie du refoulement des populations autochtones par les Allemands. Ces populations restaient partout chez elles mais cédaient seulement après un long processus de pression et d'isolation à une germanisation progressive. La population de ces espaces est majoritairement polonaise ou slave, bien

qu'elle parle aujourd'hui en allemand. Le rapport racial de la population allemande sur ces espaces oscille selon le lieu entre 10 et 30 %, mais n'est jamais plus grand.<sup>77</sup>

La nuance apparaît ténue de prime abord : en réalité, pour les Polonais, elle change beaucoup de choses, car elle fait des populations allemandes habitant les territoires recouverts jusqu'en 1945 non pas des Allemands véritables, au sens ethnique voire pour certains racial du terme, mais majoritairement des Slaves germanisés. Prouver que leur germanisation est récente ouvre la perspective à une possible reslavisation de ces populations ; le livre cité de Kaczmarczyk date de 1945 et a été rédigé pendant la guerre, à une époque où les spéculations allaient bon train et où la repolonisation de ces « Slaves germanisés » semblait encore possible<sup>78</sup>. La tendance à minimiser la portée de la germanisation des territoires recouverts, à mettre en avant la progressivité du phénomène et à insister davantage sur son caractère linguistique plutôt qu'humain se retrouve dans de multiples travaux de l'époque, notamment à l'échelon régional. Les citer tous serait impossible, deux études peuvent être analysées en détail, car elles portent sur les principales régions des territoires recouverts : la Silésie et la Poméranie occidentale.

La Silésie a été étudiée en détail pour son importance majeure au sein des territoires recouverts mais aussi pour ses liens historiques nombreux avec la Pologne, bien plus aisément identifiables que pour la Poméranie. Ainsi, un article de Zdzisław Kaczmarczyk<sup>79</sup> retrace-t-il en 1947 les étapes de la germanisation de la Silésie. Après avoir critiqué les thèses de l'historiographie allemande concernant la Silésie « Selon la science allemande, le processus de germanisation de la Silésie s'est réalisé déjà au Moyen-Âge, et donc au XIII<sup>e</sup> siècle et au XIV<sup>e</sup> siècle, résultat de la colonisation médiévale allemande »<sup>80</sup>, il entend prouver le maintien, bien au-delà de ce qui était pensé jusqu'alors, de la polonité en Silésie. Il se concentre sur la Basse-Silésie, puisque pour lui la Haute-Silésie n'est même pas sujet à débat ; elle demeurerait largement polonaise jusqu'en 1945. Sa méthode est révélatrice de celle de la plupart des historiens polonais à l'époque : il essaie de se fonder dans un premier temps le plus possible sur des sources allemandes qu'il présente comme des arguments d'autorité en

---

<sup>77</sup> KACZMARCZYK Zdzisław, *Kolonizacja niemiecka na wschód od Odry (la Colonisation allemande à l'est de l'Oder)*, IZ, Poznań, 1945, p. 257.

<sup>78</sup> Nous étudierons cette question plus précisément dans la sous-sous partie suivante.

<sup>79</sup> KACZMARCZYK Zdzisław, « Problem germanizacji Śląska w świetle nowych badań » in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 931-943, Vol. II, 1947.

<sup>80</sup> KACZMARCZYK Zdzisław, *op. cit.*, p. 932.

faveur de la thèse qu'il prétend démontrer. Il cite un géographe et humaniste allemand silésien, Bartholomäus Stein (1477-1520), à qui il prête un antipolonisme prononcé, pour dessiner une géographie nationale de la Silésie à l'orée de l'époque moderne : « Malgré tout il a dû reconnaître qu'au début du XVI<sup>e</sup> siècle, seule la rive gauche [de l'Oder] de la Basse-Silésie présentait une majorité allemande, en revanche tout l'immense reste de la Silésie avait une majorité polonaise. »<sup>81</sup>. Il se fonde également sur les archives silésiennes rescapées de la guerre pour prouver la persistance de la polonité, en utilisant deux données : les listes de citoyens de villes silésiennes en étudiant les patronymes, et les langues de culte utilisées dans les paroisses catholiques ou luthériennes silésiennes. Avec ces deux indicateurs, qu'il interprète de manière univoque comme des preuves de polonité ou de germanité, ce qui est à nuancer surtout pour les patronymes, il arrive à dresser une géographie de la langue polonaise en Silésie au fil des siècles<sup>82</sup>. En s'appuyant sur ces indicateurs, Kaczmarczyk démontre selon lui que des îlots de polonité conséquents se maintiennent sur la rive gauche de l'Oder jusqu'à la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qui va à l'encontre des thèses établies jusqu'alors par les historiens allemands, voire même par certains historiens polonais. La colonisation frédéricienne est interprétée comme un catalyseur certain de la germanisation de la Basse-Silésie, ce qui permet à la fois de noircir l'État prussien et de montrer le caractère récent de la germanisation de la région. Dans la conclusion de l'article, il écrit ainsi que « Tout le poids du processus de germanisation doit être décalé dans les temps modernes jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle. Il apparaît que la domination de la germanité en Basse-Silésie n'a eu lieu qu'aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et que sa victoire totale [n'a été acquise] qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. »<sup>83</sup>. L'ensemble apparaît dans un premier temps comme convaincant, mais il pêche par une carence structurelle des sources modernes : l'absence de recensement systématique des populations des régions de Silésie et l'inexistence des catégories nationales dans une région où à l'époque c'est le critère religieux qui sert de distinction. Ainsi, du point de vue allemand comme polonais, il est difficile de pouvoir dire jusqu'à l'époque contemporaine le rapport de force national réel dans ces régions ; le reste est spéculations, plus ou moins bien argumentées mais qui restent biaisées par le haut degré d'idéologie des chercheurs de l'époque.

---

<sup>81</sup> *Idem*, p. 935.

<sup>82</sup> Une autre limite à cette approche est que Kaczmarczyk pose d'emblée le postulat que la Silésie, depuis le Moyen-âge, parle la langue polonaise. Or avec le temps, même en admettant que le polonais est parlé en Silésie depuis cette période, le dialecte polonais de Silésie, le silésien, a évolué de manière distincte du polonais littéraire, notamment depuis que la Silésie a été séparée politiquement du reste de la Pologne en 1335.

<sup>83</sup> *Idem*, p. 941.



Une même approche est utilisée dans un livre concernant la Poméranie occidentale<sup>84</sup>, écrit par Kazimierz Ślaski<sup>85</sup> en 1954 ; la date d'écriture, en plein stalinisme polonais, implique un ton différent et une insistance sur d'autres éléments du même problème scientifique. Le livre est préfacé par Wojciechowski, qui en profite pour faire de cette étude une démonstration du bien-fondé de la pensée occidentale polonaise en tant que pensée politique, en critiquant l'orientation orientale de la géopolitique jagellonne : « La place de la Pologne était à l'embouchure de l'Oder et sur la Baltique, et non dans les steppes ukrainiennes, dans lesquelles l'élément féodal exploitait le paysan ruthène. »<sup>86</sup> ; il en profite au passage pour donner une teinte marxiste à ses propos, afin de démontrer sa bonne volonté à l'égard du pouvoir communiste à l'époque où ce dernier, très méfiant à son égard, multiplie les contraintes de travail pour l'Institut occidental. Ślaski, à l'instar de Kaczmarczyk pour la Silésie, va à l'encontre des thèses de l'historiographie allemande qui met en avant la précocité de la germanisation de la Poméranie occidentale : « De manière générale dans la science allemande s'est ancrée l'opinion selon laquelle la germanisation définitive de la Poméranie centrale et d'au-delà de l'Oder a eu lieu dès le XIV<sup>e</sup> siècle »<sup>87</sup>. Ślaski, en s'appuyant sur des méthodes similaires à celle de son collègue pour la Silésie, revisite la chronologie de la germanisation de la Poméranie, en identifiant dans l'introduction six périodes pour cette dernière :

1. De 1124 à 1220, le début des influences allemandes en Poméranie en lien avec les transformations de l'économie féodale et la réception du christianisme.
2. De 1220 au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle- une période d'afflux intensifié d'éléments étrangers en lien avec la fondation de villes et de villages sur le droit allemand.
3. Du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle à la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, la dénationalisation des parties occidentales de la Poméranie par l'utilisation de la domination économique des villes.
4. Du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la disparition lente des traits originels en Basse-Poméranie sous l'influence de la précarisation de l'existence du paysan poméranien dans le cadre du régime féodal.
5. Du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1945, une germanisation planifiée des Poméranien par les autorités prussiennes par l'afflux de colons allemands.
6. À partir de 1945- une repolonisation du pays.

---

<sup>84</sup> ŚLASKI Kazimierz, *Przemiany etniczne na Pomorzu Zachodnim w rozwoju dziejowym (les Transformations ethniques en Poméranie Occidentale au cours de l'histoire)*, IZ, Poznań, 1954.

<sup>85</sup> (1912-1990). Docteur habilité, spécialisé dans l'histoire de la Poméranie, rattaché à la nouvelle Université de Toruń après-guerre.

<sup>86</sup> ŚLASKI Kazimierz, p. IX.

<sup>87</sup> *Idem*, p. 4.

Le gradient temporel n'est pas le même que pour la Silésie : Śląski reconnaît que la germanisation est quasiment achevée pour la Poméranie de Szczecin et la moitié ouest de la Poméranie occidentale à l'orée de la période moderne. Contrairement à ce qu'écrit l'historiographie allemande, pour lui, la moitié orientale de la Poméranie occidentale est encore bien polonaise<sup>88</sup> au début du XVI<sup>e</sup> siècle, alors même que pour l'*Ostforschung* le XIV<sup>e</sup> siècle signe déjà la germanisation de l'essentiel de la Poméranie occidentale. Une autre différence existe entre le cas silésien et le cas poméranien, tels qu'ils sont étudiés respectivement par Kaczmarczyk et Śląski. Dans le cas de Śląski, le contexte politique de l'époque est celui d'une marxisation de l'histoire, là où Kaczmarczyk avait encore une liberté d'écriture importante en 1947. Cela implique dans le cas de Śląski un intérêt bien plus prononcé pour l'étude de l'influence des facteurs socio-économiques dans les processus de germanisation : « La cause majeure de la germanisation de la Poméranie a été la structure des relations sociales, qui s'est établie dans la période de dégénérescence du féodalisme. À partir du XIII<sup>e</sup> siècle la direction de toute la vie étatique et économique a été prise en main par l'élément allemand. »<sup>89</sup>. Śląski reconnaît ainsi que toute une série de facteurs socio-économiques ont favorisé une germanisation plus rapide de la Poméranie par rapport à la Silésie, même s'il ne la décrit pas comme aussi rapide que les auteurs allemands. Il lie ainsi habilement approche nationale (prouver l'importance de la polonité en Poméranie) et l'approche marxiste (montrer l'importance des structures socio-économiques et faire des paysans Poméranien slaves les exploités des *Junkers*, des bourgeois et des ecclésiastiques allemands ou germanisés de Poméranie). Il donne ainsi un gage de respectabilité à la pensée occidentale polonaise à une époque où les autorités staliniennes l'accusent de nationalisme et répriment certains de ses membres. Le caractère récent de la germanité des territoires recouverts est encore plus mis en avant par la multiplication des études linguistiques qui se développent à l'époque en Pologne communiste.

---

<sup>88</sup> Nous pouvons remarquer au passage la même assimilation des Poméranien aux Polonais que dans le cas évoqué précédemment de la Basse-Silésie. Cela est pour le cas présent d'autant plus problématique que les différences linguistiques entre Poméranien et Polonais sont bien établies, à la différence du polonais et du silésien, dont les statuts respectifs sont encore débattus de nos jours.

<sup>89</sup> ŚLAŃSKI Kazimierz, *op. cit.*, p. 252.

### C. La polonité des toponymes régionaux

Nommer un lieu, c'est en prendre symboliquement possession. L'onomastique polonaise a fort à faire en 1945 : repoloniser voire poloniser des milliers de noms de lieux à travers les territoires recouverts. La manière dont ces travaux de polonisation vont être réalisés est un autre argument en faveur de la polonité des territoires recouverts pour les savants de la pensée occidentale polonaise. La démonstration de la polonité de ces régions par l'étude de la toponymie régionale est un des courants principaux de la pensée occidentale polonaise, et ce dès l'entre-deux-guerres. Des chercheurs polonais liés aux milieux occidentaux essaient alors de reconstituer le paysage toponymique polonais des territoires recouverts à une époque où l'immense majorité des toponymes sont germanisés. Cette germanisation s'accroît encore dans les années 1920 malgré le régime républicain allemand, puis lors des années 1930 avec l'arrivée du nazisme au pouvoir en Allemagne : des politiques de germanisation des noms de villes et de villages sont menées dans les cas où les racines slaves et polonaises sont trop évidentes. Un des exemples emblématiques de ces germanisations tardives est l'actuelle ville d'Olecko, à l'extrémité orientale de la Varmie-Mazurie. Jusqu'en 1928, la ville s'appelle Marggrabowa ou Oletzko, noms aux consonances slaves explicites. Pour mettre en valeur la fidélité de la ville à l'Allemagne lors du plébiscite du 11 juillet 1920<sup>90</sup>, à l'occasion duquel dans la ville et son district proche seules deux voix ont été données à la Pologne, la cité reçoit le nom, typiquement allemand, de *Treuburg*, la ville fidèle. Pour faire face à ce mouvement de dépolonisation et retrouver d'anciens noms slaves ou polonais tombés dans l'oubli, certains savants polonais se lancent dans la rédaction de dictionnaires ou d'atlas de noms de lieux polonais, qui vont grandement servir la politique de polonisation entreprise par l'État polonais après 1945. Les plus connus d'entre eux s'intègrent dans l'œuvre du Père Stanisław Kozierowski<sup>91</sup>. Ce dernier a rédigé entre autres un monumental *Atlas des noms du domaine slave occidental*<sup>92</sup> en trois tomes entre 1934 et 1937, montrant ainsi la polonité originelle des territoires recouverts, et la slavité toponymique de portions notables du Brandebourg et du Mecklembourg. Tout ce travail préalable a été remobilisé après 1945 à des fins à la fois pratiques : poloniser des régions au paysage toponymique très largement allemand pour le

---

<sup>90</sup> Plébiscite organisé pour décider du rattachement de la Varmie-Mazurie à la Pologne ou de son maintien dans la Prusse orientale allemande.

<sup>91</sup> Cf. chapitre 4, IA.

<sup>92</sup> *Atlas nazw geograficznych Słowiańszczyzny Zachodniej*, Nauka i praca, Poznań, 1934/1935/1937.

rendre plus familier aux Polonais s’y installant, et à des fins idéologiques : prouver la polonité originelle des régions allemandes de l’Est.

Des structures chargées de poloniser les noms de lieux sont mises en place rapidement, au sein desquelles certains représentants de la pensée occidentale polonaise occupent des places de choix<sup>93</sup>. La rapidité de la mise en place de ces institutions s’explique par le chaos toponymique en de nombreux endroits des territoires recouverts ; elle n’empêche cependant pas ce désordre, qui ne disparaît que progressivement au cours des années suivantes. Ainsi, la ville de Reichenbach im Eulengebirge dans le piémont des Sudètes, possède jusqu’à trois noms polonais utilisés simultanément : Rychbach puis Ryczonek pour les autorités municipales, Reichenbach pour l’administration du district, Drobniszew pour les autorités ferroviaires. La situation peut vite s’avérer fantaisiste pour un Polonais arrivant dans la ville pour s’y installer : parti pour Reichenbach, descendu à la station de Drobniszew, il arpente par la suite la ville de Rychbach... Ce n’est qu’en 1946 que la ville adopte un nom officiel plus typiquement polonais, qui rompt avec le passé allemand : Dzierżoniów, du nom du Père Jan Dzierżoń, prêtre silésien polonais spécialiste d’apiculture. Pour éviter des appellations aléatoires qui seraient des polonisations maladroites des noms, une première institution est mise en place dans la première moitié de 1945 par le Bureau administratif régional des chemins de fer nationaux de Poznań, à laquelle de nombreux spécialistes participent, notamment le Père Kozierowski. L’Institut occidental, nouvellement fondé en février, participe pleinement à ce mouvement. Du 11 au 13 septembre 1945 une première conférence onomastique a lieu à Szczecin, avec des représentants de l’Institut occidental et de l’Institut baltique, qui fixe les règles générales de polonisation des toponymes des territoires recouverts : faire revivre les noms polono-poméranien, faire disparaître les marques de germanisation, surtout tardives, poloniser les noms germaniques<sup>94</sup>, effacer les traces de

---

<sup>93</sup> Pour le paragraphe qui suit, nous nous sommes inspirés notamment de : YOSHIOKA, Jun., “Imagining Their Lands as Ours: Place Name Changes on Ex-German Territories in Poland after World War II», In Tadayuki, Hayashi; Fukuda, Hiroshi, *Regions in Central and Eastern Europe: Past and Present (les Régions en Europe Centrale et orientale : le passé et le présent)*, Slavic Research Center, Hokkaido University, 2007 [http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/coe21/publish/no15\\_ses/14\\_yoshioka.pdf](http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/coe21/publish/no15_ses/14_yoshioka.pdf) ainsi que GOŁASKI Janusz, « Ustalenie i wdrażanie nazw obiektów fizjograficznych na Ziemiach Zachodnich i Północnych Rzeczypospolitej Polkiej » ( la Fixation et l’instauration des noms de lieux géographiques sur les territoires occidentaux et septentrionaux de la République polonaise) in *Polski Przegląd Kartograficzny (la Revue polonaise de cartographie)*, T. 40, p. 46-53, 2008.

<sup>94</sup> Il s’agit ici de poloniser les noms de villes ou de villages fondés par les Allemands et donc inexistant à l’époque polonaise, pour lesquels il n’existe aucun équivalent historique en polonais.

certains dialectes<sup>95</sup>. Dans certains cas, il s'agit seulement de retrouver la forme ancienne, slave, du toponyme ; dans d'autres de traduire un nom de localité signifiant quelque chose en allemand, dans d'autres enfin, de construire un nom polonais à partir de rien. Pour donner des noms officiels aux localités des territoires recouverts, la Commission d'établissement des noms de lieux<sup>96</sup> a été réactivée en 1945, et rattachée en janvier 1946 au ministère de l'Administration publique. Constituée d'un comité directeur de six membres, trois scientifiques et trois fonctionnaires, elle est placée sous la direction de Stanisław Srokowski<sup>97</sup> et se subdivise en trois commissions, chacune chargée d'une région spécifique des territoires recouverts et auxquelles participent des chercheurs des institutions du réseau scientifique occidental<sup>98</sup>. La première siège à Cracovie et est constituée de membres de l'Institut silésien ; elle est chargée de poloniser les toponymes silésiens. Une deuxième commission a également son siège à Cracovie, et est composée de membres de l'Institut baltique et de l'Institut mazure, dans le but de trouver de nouveaux noms aux lieux de Varmie-Mazurie. Enfin, la troisième commission se trouve à Poznań ; les membres de l'Institut occidental y participent, et polonisent les toponymes de Poméranie occidentale et de la Terre de Lubusz. Plusieurs étapes jalonnent ce processus de dénomination : au sein des trois commissions, les historiens compilent les sources afin de retrouver les anciens noms polonais ou slaves. Les linguistes reconstruisent ensuite ces noms selon les règles phonétiques propres de la langue polonaise moderne, processus qui révèle ainsi la nature des noms de lieux polonais des territoires recouverts : dans nombre de cas, ce sont des néologismes plus que des noms authentiques ; ils témoignent en tous cas d'une hybridation entre noms anciens et adaptations à la langue polonaise moderne, afin que leur tonalité soit la même que celle des noms de lieux de la Pologne centrale. Par la suite, ces noms sont doublement vérifiés : par le Comité géographique de l'Académie des sciences polonaise de Cracovie, puis par la commission centrale de Varsovie. Ces institutions travaillent à plein régime : le nombre de localités qui

---

<sup>95</sup> Il s'agit ici dans un cas de poloniser les noms de villes ou de villages fondés par les Allemands et donc inexistant à l'époque polonaise, pour lesquels il n'existe aucun équivalent historique en polonais. Dans l'autre, le but est de faire disparaître des noms poméranien ; ils seront rétablis par la suite assez rapidement, tout en ne se distinguant pas fondamentalement des noms polonais.

<sup>96</sup> *Komisja Ustalania Nazw Miejscowości*.

<sup>97</sup> (1872-1950). Géographe polonais, cofondateur et premier directeur de l'Institut baltique. Il n'a pas été intégré à la liste de personnalités de la pensée occidentale polonaise car nous n'avons retenu aucune de ses œuvres dans le corpus de sources, mais il mérite d'être mentionné dans ce courant historiographique.

<sup>98</sup> Cf. chapitre 5, IIC.

voient leur nom allemand changé en nom polonais passe grâce à elles de 4 400 à la fin de 1946 à près de 32 100 à la fin de 1950<sup>99</sup>.

La ligne directrice du travail de cette Commission est qu'elle ne fait que rétablir, dans un certain nombre de cas, les toponymes polonais, et que ce faisant, elle permet de faire ressurgir la polonité des territoires recouverts. Elle se retrouve dans nombre de travaux scientifiques qui portent sur l'onomastique des territoires nouvellement rattachés à la Pologne. Dans un article de la *Revue occidentale*<sup>100</sup>, Stanisław Urbańczyk<sup>101</sup> s'interroge sur le déroulement du processus de transformation toponymique et défend ses principes face à une population déroutée voire dans l'incompréhension face aux noms donnés par les commissions alors qu'elles-mêmes ont déjà rebaptisé elles-mêmes leur nouveau lieu de vie. Il reprend la thèse de la slavité originelle de la plupart des noms de lieu des territoires recouverts : la forme germanique n'est qu'une couche linguistique superficielle qu'il faudrait ôter ou élaguer pour retrouver l'origine slave : « Majoritairement on sentait sous elles un fond élémentaire polonais, bien que très souvent caché par les baptêmes allemands, que le régime hitlérien a réalisé de manière massive. »<sup>102</sup>. Si Urbańczyk a raison de mettre en avant les racines slaves de bien des noms de lieux des territoires recouverts, il prend des libertés par rapport à la réalité historique en oubliant que nombre de noms ont été allemands dès leur origine pour le cas de villes ou villages fondés par des Allemands, et en faisant croire que le processus de germanisation serait relativement récent, alors qu'il a été réalisé dans certains cas plusieurs siècles auparavant. Cette déviation par rapport à la stricte vérité sert la thèse de la polonité originelle et très majoritaire des territoires recouverts. Malgré le processus très codifié de la polonisation de ces toponymes, des difficultés émergent, notamment dans le rapport à la tradition : faut-il reprendre les noms traditionnels ou non ? Dans ce domaine, les commissions ne se prononcent pas de manière catégorique, et adoptent des attitudes différenciées par rapport aux termes usuels, le critère essentiel étant la proximité du toponyme traditionnel avec le polonais et son éloignement de toute forme germanique. Ainsi, elles adoptent deux attitudes opposées concernant un certain nombre de noms de villes en Prusse orientale et en Poméranie

---

<sup>99</sup> Cf. notamment WAGIŃSKA-MARZEC Maria, « Sekcja onomastyczna Instytutu Zachodniego » (la Section onomastique de l'Institut occidental), *Przegląd Zachodni (la Revue occidentale)*, p. 161-187, 2/2004.

<sup>100</sup> URBAŃCZYK Stanisław, « Porządkowanie nazw miejscowych » (la Clarification des noms de lieux) in *Przegląd Zachodni*, IZ, Volume II, p. 836-841.

<sup>101</sup> (1909-2001). Professeur de linguistique à l'Université de Toruń jusqu'en 1948, puis dans celle de Poznań jusqu'en 1956, avant de finir sa carrière à l'Université Jagellonne.

<sup>102</sup> URBAŃCZYK Stanisław, *op. cit.*, p. 836.

occidentale. En Prusse orientale, les noms polonais utilisés traditionnellement et par la population locale sont trop proches des toponymes allemands : « La tradition nous a transmis [...] nombre de noms en -bork, qui sont des polonisations des -burg allemands, comme Wartembork, Ządzbork et autres. Une partie de la commission était d'avis qu'on ne devait pas maintenir ces traces de la violence teutonique [...] D'où le fait que Ządzbork est devenu Mrągowo (en souvenir du lexicographe Mrongowiusz<sup>103</sup>) »<sup>104</sup>. Un certain nombre de noms de petites villes régionales ont été polonisés de la sorte en Prusse orientale, pour faire oublier le passé teutonique de la région, là où les commissions considéraient que les toponymes polonais ne l'étaient pas assez, alors même que les noms allemands étaient assez dissemblables, comme dans l'exemple étudié. En Poméranie occidentale, le choix de la commission a été inverse : malgré des noms traditionnels poméranien et non polonais, les formes retenues ont été finalement les poméranien, par ailleurs peu différentes, car elles montrent la préexistence, avant la germanisation, d'une société slavophone. Ainsi, « les anciens Poméranien, bien qu'ils parlent une langue incroyablement proche du polonais, possédaient cependant certains particularismes. La différence qui apparaît le mieux est la prononciation -gard à la place du vieux-polonais -gród. En conséquence sont apparues en Poméranie des noms comme Stargard et Białogard au lieu des nouveaux noms polonais Starogród, Białogród. »<sup>105</sup>. Le choix peut apparaître comme d'autant plus incohérent que ces noms rappellent étrangement les noms allemands de ces villes<sup>106</sup>. Cette proximité a été remarquée par les nouveaux habitants polonais. Pour la commission cependant, il paraissait plus important de faire apparaître la slavité antérieure des noms de villes là où elle existait, quitte à faire émerger des particularismes régionaux. Les nouveaux noms polonais étaient réservés aux villes fondées par les Allemands et dont le toponyme usuel polonais n'était que la polonisation du nom germanique. Malgré cette exception, la règle est bien de faire disparaître toute trace de germanité et faire ressurgir la polonité, comme en témoigne cette injonction méthodologique au travail de repolonisation qui est en fait le critère ultime du processus, trouvée dans un article de Marian Tyrowicz<sup>107</sup>, « la suppression immédiate des

---

<sup>103</sup> Le nom allemand de la ville est Sensburg. Krzysztof Celestyn Mrongowiusz (1764-1855) Pasteur évangélique polonais de Prusse orientale, représentant du mouvement régionaliste mazurien ou national polonais (selon les interprétations) en Varmie-Mazurie au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>104</sup> *Idem*, p. 839.

<sup>105</sup> *Idem*, p. 840.

<sup>106</sup> Stargard et Belgard.

<sup>107</sup> (1901-1989). Professeur d'histoire contemporaine de l'École supérieure de pédagogie de Cracovie.

noms, trop fortement voire uniquement reliés à la germanité »<sup>108</sup>. Cette mise en évidence de la polonité des noms de lieu et cette recherche de l'ancienne carte des noms de lieux polonais des territoires recouverts font écho à un autre argument employé par les Polonais pour justifier le retour de ces régions à la Pologne : l'argument de la polonité et de la slavité originelle de leurs populations.

### III L'argument humain

L'argument humain se fonde avant tout sur l'antériorité et la permanence du peuplement slave des territoires recouverts, malgré leur germanisation très avancée voire quasi totale en 1945. Dans un premier temps, les savants polonais mettent en avant la durée du peuplement polonais ou slave jusqu'à l'époque moderne, avant de montrer que des populations slavophones se sont maintenues jusque dans la période contemporaine, ceux que le récit officiel polonais appelle les autochtones<sup>109</sup>. Enfin, comme si certains d'entre eux sentaient que ces arguments historiques étaient de peu de poids face à la réalité contemporaine (près de 90 % de germanophones sur les territoires recouverts à la veille de la Seconde Guerre mondiale), des représentants de la pensée occidentale polonaise insistent sur les tendances démographiques des territoires recouverts avant 1939 qui auraient marqué un retournement de la conjoncture plus favorable aux Polonais. Ils soutiennent d'ailleurs leur argument par toute une littérature allemande, nationaliste, catastrophiste quant au devenir national des provinces orientales allemandes.

#### A. *Une présence polonaise multiséculaire*

La démonstration de la présence polonaise multiséculaire dans les territoires recouverts est le complément de la mise en avant de la germanisation, progressive et longue de ces territoires, et sert à démontrer les droits polonais aux territoires recouverts. Il est révélateur que pour presque tous les travaux étudiés, aucune distinction n'est clairement faite entre slave occidental (que ce soit poméranien, silésien ou autre) et polonais. Ainsi, Śląski, dans un

---

<sup>108</sup> TYROWICZ Marian, « Jak przemianować ulice miast odzyskanych » (Comment changer les noms des rues des villes recouvrées ?) in *Przegląd Zachodni*, p. 178-182, p. 181 pour la citation.

<sup>109</sup> Cf. chapitre 3, IIIB.



article sur la « polonité »<sup>110</sup> de la Poméranie, utilise tour à tour les qualificatifs de polonais ou de slaves comme s'ils étaient interchangeables et signifiaient la même réalité :

Ainsi au début du XIV<sup>e</sup> siècle la Poméranie occidentale est restée un pays majoritairement slave. [...] <sup>111</sup> Durant tout le XVI<sup>e</sup> siècle la Basse-Poméranie [région de Słupsk] a maintenu son caractère polonais.<sup>112</sup>

Les populations slaves occidentales sont soit d'emblée considérées comme polonaises, soit l'auteur utilise de manière alternée les termes « slaves », « polonais », « poméraniens », « silésiens ». Se réalise ainsi une captation nationale polonaise des Poméraniens qui, s'il est indéniable qu'ils sont plus proches linguistiquement et culturellement des Polonais que des Allemands avant leur germanisation, n'en laisse pas moins dubitatif, surtout à une époque où la conscience nationale et même régionale est encore peu développée.

On traitera ici du maintien de la polonité dans les territoires recouverts jusqu'à la fin de la période moderne, alors que la sous-partie suivante sera dévolue à celle de l'étude du même phénomène à l'époque contemporaine avec la problématique socio-culturelle des autochtones. Il est intéressant de signaler les modalités selon lesquelles les spécialistes polonais des territoires recouverts s'attachent à suivre la permanence du peuplement polonais et de l'usage de la langue polonaise ou apparentée dans ces régions. Les études sur ce thème ont d'ores et déjà commencé avant-guerre, mais la nouveauté de la situation d'après-guerre réside dans le fait que les Polonais ont désormais un large accès aux archives des régions concernées. Le fait qu'elles soient en grande majorité en allemand n'est pas un problème pour les chercheurs qui pour la plupart connaissent bien la langue, puisqu'ils proviennent très majoritairement soit de l'ancienne Pologne prussienne soit de l'ancienne Pologne autrichienne<sup>113</sup>. Du point de vue de l'idéologie de la pensée occidentale polonaise, par nature antiallemande, c'est même une chance : leurs travaux sont d'autant plus inattaquables qu'ils se fondent sur des sources allemandes. Le postulat de nombreux chercheurs polonais est que les sources allemandes impartiales et de bonne foi, cachées ou inexploitées par les chercheurs de l'*Ostforschung*, justifient le point de vue polonais sur ces territoires. Ainsi Zdzisław Kaczmarczyk cite les

---

<sup>110</sup> ŚLAŃSKI Kazimierz, « Dzieje polskości na Pomorzu Zachodnim » (Histoire de la polonité en Poméranie occidentale) in *Przegląd Zachodni*, II, Poznań, p. 89-99, 1948.

<sup>111</sup> ŚLAŃSKI Kazimierz, *op. cit.*, p. 95.

<sup>112</sup> *Idem*, p. 97.

<sup>113</sup> Cf. Tableau 1, chapitre 4.

travaux d'un des principaux représentants de *l'Ostforschung*, Hermann Aubin, pour montrer que les campagnes de Wrocław sont encore largement polonaises au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, ce qui vient contredire l'idée popularisée par les historiens allemands selon laquelle, à la fin du Moyen-Âge, la Basse-Silésie est déjà très majoritairement germanisée : « Les exceptionnelles petites cartes réalisées par les chercheurs allemands dans les années 1935/1940 à l'*Institut für geschichtliche Landeskunde* de l'Université de Wrocław sous la direction du professeur H. Aubin montrent la polonité des villages des environs de Wrocław »<sup>114</sup>. La principale difficulté à laquelle se heurtent les savants polonais après-guerre est l'état de ces archives régionales : les documents ont souvent été déplacés à la va-vite devant l'avancée des troupes soviétiques, ce qui a conduit à la dégradation voire à la disparition d'un certain nombre d'entre eux. Pire, nombre d'entre eux n'ont pas été réellement mis à l'abri et sont restées dans les bâtiments d'archives, qui n'ont pas été épargnés par les combats de 1945, ce qui a conduit à des pertes irrémédiables. Malgré cela, Kazimierz Śląski se montre optimiste quant à la possibilité de décrire avec précision la permanence et les contours du peuplement polonais au fil des âges : « Malgré tout et même dans les conditions actuelles ces études ont permis de mettre à jour des matériaux, inaccessibles jusqu'alors au scientifique polonais, et laissés de côté par la science allemande »<sup>115</sup> alors que Zdzisław Kaczmarczyk se montre plus lucide quant aux limites de ce programme de recherche et met notamment en avant l'impossibilité d'aboutir à autre chose qu'à une cartographie de l'étendue du peuplement polonais à divers moments de l'histoire, sans rien dire de précis sur l'intensité de ce peuplement (le pourcentage de personnes parlant encore polonais notamment) : « Nous n'utilisons ici en rien une échelle de pourcentage des rapports des nationalités polonaises et allemandes, du fait du manque de données concrètes particulièrement pour les XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, nous ne sommes pas toujours sûrs que cette extension [du peuplement] corresponde à l'étendue du territoire compact habité par une majorité polonaise »<sup>116</sup>. Malgré les difficultés et les incertitudes, les savants de la pensée occidentale polonaise recherchent dans les sources paroissiales et civiles les traces de la polonité ou du moins de la slavité des populations des territoires recouverts.

---

<sup>114</sup> KACZMARCZYK Zdzisław, « Rozprzestrzenienie narodowości polskiej nad Odrą i Bałtykiem » in *Przegląd Zachodni*, I, p. 14, 1953.

<sup>115</sup> ŚLĄSKI Kazimierz, *op. cit.*, p. 89, 1948.

<sup>116</sup> KACZMARCZYK Zdzisław, « Rozprzestrzenienie narodowości polskiej nad Odrą i Bałtykiem » in *Przegląd Zachodni*, I, p. 9-27, 1953.

Comme évoqué précédemment<sup>117</sup>, les ouvrages et articles de la pensée occidentale polonaise d'après-guerre montrent la permanence d'une polonité importante voire majoritaire des territoires recouverts jusqu'au seuil de l'époque moderne, avec un tournant dans les rapports nationaux et une marginalisation de plus en plus marquée de la polonité après 1500. Il est intéressant de noter que l'étude du maintien de la polonité de certaines régions des territoires recouverts conduit les chercheurs polonais à reconsidérer, ou du moins à nuancer, l'assimilation constante de la polonité à la catholicité alors que la protestantisation entraînerait automatiquement la germanisation. Un article<sup>118</sup> de Michał Sczaniecki<sup>119</sup> remet clairement en cause le stéréotype, polonais-catholique, allemand-protestant dans son introduction : « Est-ce le protestantisme en lui-même, et le cas échéant dans quelle mesure et à quelle époque, qui représentait un facteur de germanisation de la population polonaise, et dans quelle mesure le catholicisme a joué en faveur du maintien de la polonité dans la Terre de Lubusz. »<sup>120</sup>. Le cas de cette région est intéressant car politiquement, à l'époque moderne, elle est divisée entre la Pologne, l'État brandebourgeois et les États Habsbourg, ce qui induit trois politiques religieuses différentes et offre un cas d'étude particulièrement révélateur. Dans un premier temps, Sczaniecki met bien en évidence que la Réforme n'a pas touché les seuls germanophones, mais que les polonophones ont été également concernés : « dans sa première phase tout particulièrement (XVI<sup>e</sup> siècle) le processus de Réforme concernait à la fois la population polonaise et allemande. »<sup>121</sup>. Dans un deuxième temps, il met en avant, ce qui est peut-être un peu plus surprenant, le fait que la Contre-Réforme ne constitue pas un outil de repolonisation, ce qui est logique dans les États Habsbourg, mais qui ne se retrouve pas également dans la Contre-Réforme polonaise : « Même les Jésuites installés au XVII<sup>e</sup> siècle à Międzyrzecz et à Wschowa<sup>122</sup> semblent plus préoccupés par la recatholicisation du pays que par sa polonisation, puisque par exemple en 1760 la langue allemande devient la langue des cours au collège de Międzyrzecz. »<sup>123</sup>. L'assimilation du protestantisme à la germanité et de la polonité à la catholicité n'arrive que tardivement dans l'ère moderne, à partir du règne de

---

<sup>117</sup> Cf. le présent chapitre, IIB.

<sup>118</sup> SZCANIECKI Michał, « Kwestia narodowościowa i wyznaniowa w przeszłości Ziemi Lubuskiej » (la Question nationale et confessionnelle dans le passé de la Terre de Lubusz » in *Przegląd Zachodni*, I, p. 586-600, 1948.

<sup>119</sup> Pour sa biographie, Cf. chapitre 4, IB.

<sup>120</sup> SZCANIECKI Michał, *op. cit.*, p. 587.

<sup>121</sup> *Idem.*

<sup>122</sup> Villes polonaises des confins occidentaux et méridionaux de la Grande-Pologne.

<sup>123</sup> *Idem*, p. 590.

Frédéric II et de la colonisation qu'il lance pour mettre en valeur les terres peu ou pas occupées des marges orientales de son royaume : « Ces éléments ont de manière évidente marqué de leur influence la vie économique du pays, donnant à la « deuxième colonisation » le caractère d'un processus germano-protestant. »<sup>124</sup>. Le bilan de cet article montre une appréciation nuancée du rôle du protestantisme dans la germanisation des territoires recouverts, et du rôle du catholicisme dans la préservation de la polonité :

Nous sommes contraints de souscrire à la thèse selon laquelle sur nos espaces [comme en Poméranie occidentale, où se sont germanisés avant tout les Cachoubes protestants, les Slovincs], le protestantisme, particulièrement à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, a joué un rôle de germanisation actif. Le rôle du latin détrôné n'a pas été repris par les langues nationales, comme c'était le but des pères de la Réforme, mais seulement par la langue allemande. Contrairement au protestantisme, le catholicisme n'a jamais joué un rôle agressif similaire de polonisation dans la politique des nationalités.<sup>125</sup>

Les conclusions précédentes seraient à nuancer selon les régions, mais sont globalement justes quant à l'absence de volonté de germanisation des pasteurs protestants jusque vers 1650 au moins ; s'agissant du catholicisme, son assimilation à la polonité et à sa défense ne se voient réellement qu'après les partages de la Pologne et donc à l'époque contemporaine. Les auteurs polonais tendent donc à distinguer deux « Réformes », une première plus tolérante du point de vue linguistique, encore que les écrits de Luther sur les populations slaves pourraient donner à réfléchir, une seconde intolérante nationalement car devenue outil étatique de germanisation. De manière générale, les chercheurs mettent davantage en avant le rôle de l'État prussien dans sa politique de germanisation, qui réduit l'Église luthérienne à un simple outil de germanisation entre ses mains, outil qui s'acquiesce d'ailleurs souvent docilement de cette mission : « Dans l'État prussien, l'école, les administrations, l'Église évangélique se prêtaient main forte pour condamner la langue polonaise. »<sup>126</sup>. Le maintien de la polonité échoit alors aux élites encore polonisées et, le cas échéant, au peuple slave/polonais lui-même, ce qui permet de lier dans certains articles aux présupposés méthodologiques marxistes l'étude de la domination d'une classe sociale à celle du maintien de la polonité. Ainsi, concernant la Silésie, Kaczmarczyk esquisse un national-communisme idéologique quand il met en avant que c'est le paysan silésien qui a été le principal héros de la lutte pour la polonité, résistant à

---

<sup>124</sup> *Ibidem*, p. 588.

<sup>125</sup> *Ibidem*, p. 599.

<sup>126</sup> KACZMARCZYK Zdzisław, *op. cit.*, p. 22.

la fois à l'exploitation capitaliste personnifiée par la Prusse et incarnation de la double résistance, prolétaire et polonaise, contre la domination de classe et nationale :

C'est particulièrement le paysan polonais de Silésie qui a sauvé plus longtemps sa polonité, c'est lui qui dirigeait le mouvement paysan polonais et allemand, car il subissait à la fois une plus grande pression et exploitation, ainsi que des chicanes nationales. [...] La lutte pour la langue polonaise est conduite de plus en plus par la population paysanne, menacée par sa perte.<sup>127</sup>

Ces analyses et ce ton sont souvent repris dans les articles étudiant le rôle de la population autochtone dans le maintien de la polonité des territoires recouverts.

### *B. Les autochtones, preuves du substrat polonais des populations des territoires recouverts*

Nous nous contenterons ici de montrer comment le thème des autochtones est utilisé par les spécialistes de la pensée occidentale polonaise pour renforcer l'argumentaire polonais en faveur de la défense du rattachement des territoires recouverts à la Pologne, alors même que dans la plupart des régions de cet espace, ils sont minoritaires voire très minoritaires, à l'exception notable de la Haute-Silésie.

L'idée principale est de démontrer que de nombreux autochtones dans les territoires recouverts et qu'ils se sont investis dans la défense de la polonité. Leur présence est importante car elle peut donner de la substance à l'argumentaire polonais, notamment vers l'extérieur. En effet, jusqu'ici, la rhétorique polonaise se fonde sur des traces historiques, voire préhistoriques, qui n'ont pas perduré. Les autochtones ont donc une place centrale parmi les arguments polonais, puisqu'ils sont les seules preuves vivantes de la polonité originelle des territoires recouverts en 1945. Le premier problème est celui de la quantification de cette population, et notamment de son dénombrement avant-guerre. Le nombre de référence des autochtones n'est pas celui d'après-guerre, mais celui de 1939, qu'il est difficile d'établir<sup>128</sup>. Le premier souci des chercheurs polonais est ainsi d'essayer de le reconstituer. Ils partent du principe que les statistiques allemandes officielles ne sont plus fiables depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et explorent les documents secrets des administrations locales et des services de

---

<sup>127</sup> *Idem*, p. 18.

<sup>128</sup> Les spécialistes polonais de la question partent du principe que la politique de germanisation extrême pendant la guerre, notamment envers les petits enfants polonais, les pertes de guerre et la fuite de nombreux autochtones devant les Soviétiques en 1945 font que le nombre de 1946-1947 est forcément inférieur à celui de 1939, ce qui est recevable jusqu'à une certaine mesure.

sécurité du III<sup>e</sup> Reich. Cette approche se remarque notamment dans l'article d'Alojzy Targ<sup>129</sup> et dans celui de Władysław Rusiński<sup>130</sup> à travers la mise en exergue de la manipulation des statistiques nationales prussiennes pour restreindre l'importance de la minorité polonaise. Cette minoration passe par deux stratagèmes : l'invention de la catégorie statistique « bilingue » qui permet de faire baisser le nombre de polonophones au sens strict dans les régions orientales de l'Allemagne, et la distinction, au sein des non-germanophones slaves, entre Polonais, Cachoubes et Mazures. Ainsi, Targ explique :

L'un des moyens pour falsifier les statistiques démographiques était l'instauration des rubriques bilingues, qui devait faciliter la tendance à la liquidation administrative de la population polonaise [...] les rubriques bilingues, instaurées pour la première fois en 1890, avait pour but d'assombrir le vrai visage des structures nationales des provinces orientales.<sup>131</sup>

Par ce biais, la science statistique allemande parvient à donner l'impression d'une chute drastique des membres de la minorité nationale polonaise notamment dans l'entre-deux-guerres, ce qui rend difficile toute appréhension simple de la grandeur numérique de ce groupe national avant-guerre. Ainsi en témoignent les données pour la Silésie d'Opole compilées par Targ<sup>132</sup> :

Années de recensement	Locuteurs polonais	Locuteurs polono-allemands	Locuteurs polonais (totalité)
1910	589 500	54 100	643 600
1925	155 100	387 400	542 500
1933	99 200	266 300	365 500

**Tableau représentant l'évolution des locuteurs slavophones en Haute-Silésie entre 1910 et 1933**

<sup>129</sup> TARG Alojzy, « Polska ludność rodzima na Ziemiach Odzyskanych » (la population originelle polonaise des Territoires recouverts) in *Przegląd Zachodni*, I, p. 481-495, 1947. Targ (1905-1973) est un historien spécialiste de la Haute-Silésie, membre de la Délégation du gouvernement pour le pays pendant la Seconde Guerre mondiale et de l'Institut scientifique silésien après 1957. Il n'a pas été inclus dans la prosopographie esquissée au chapitre précédent du fait de la modestie de sa place dans notre corpus, et du peu d'informations que nous avons pu collecter sur lui.

<sup>130</sup> RUSIŃSKI Władysław, « Autochtoni Ziemi Odzyskanych, stan dzisiejszy i perspektywy jutra » (les Autochtones des Territoires recouverts, état actuel et perspectives pour l'avenir) in *Przegląd Zachodni*, II, p. 815-824, 1946. Rusiński (1911-1986) est professeur à l'Université de Poznań, il se spécialise dans l'histoire socio-économique générale de la Pologne. Il n'a pas été non plus inclus dans la liste des membres de la pensée occidentale polonaise du chapitre 4 car ses problématiques de recherches sont trop peu liées à la pensée occidentale polonaise.

<sup>131</sup> TARG Alojzy, *op. cit.*, p. 482.

<sup>132</sup> *Idem*, p. 483.

S'il est indéniable que cette méthode statistique ne pouvait que conduire à réduire artificiellement le nombre de personnes strictement catégorisées comme étant polonophones, et diminue la minorité nationale polonaise, Targ néglige un peu trop vite, dans sa hargne de retrouver un nombre conséquent d'autochtones, le fait que les cas de bilinguisme pouvaient aussi signifier une réelle indétermination nationale, ce qui va apparaître au fur et à mesure que les processus de repolonisation vont se heurter à des difficultés dans les années qui suivent la parution de son article.

L'autre stratégie allemande pour modifier les résultats des recensements consiste à mettre à part les Slaves non strictement polonophones, ce qui conduit à une minoration du nombre de Polonais. Cette dernière peut se comprendre si la catégorie de Mazures ou de Silésiens renvoyait à une auto-identification, moins dans le cadre de recensements prussiens qui ne demandent pas de déclarer une identité nationale ou régionale, mais la langue utilisée dans la vie courante.<sup>133</sup> L'article de Rusiński met en avant l'incohérence et les présupposés idéologiques qui conduisent à la naissance de ces nouvelles catégories statistiques annexent qui viennent complexifier l'appréhension des rapports nationaux en Allemagne orientale :

Alors que dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle encore les statistiques allemandes, en conformité à la vérité, comptaient les Mazures et les Cachoubes au sein des Polonais, et que les « Silésiens » en tant que concept n'existaient pas du tout, alors que les cartes prussiennes des nationalités représentaient les Polonais, les Cachoubes et les Mazures de la même couleur [...] plus tard a été faite la « découverte » des Mazures et des Cachoubes, et dernièrement même les Silésiens n'auraient rien à voir avec les Polonais, mais formeraient des nations à part, quand ils ne seraient pas tout simplement rapprochés des Allemands.<sup>134</sup>

Et Rusiński d'appuyer ses propos en citant les sources officielles allemandes<sup>135</sup> pour le recensement de 1925<sup>136</sup> :

---

<sup>133</sup> Sur ce sujet, nous renvoyons aux travaux de Morgane Labbé, notamment, LABBÉ Morgane, « Dénombrer les nationalités en Prusse au XIX<sup>e</sup> siècle : entre pratique d'administration locale et connaissance statistique de la population » in *Annales de la démographie historique*, no 105, p. 39-61, 2003, notamment les premières pages.

<sup>134</sup> RUSIŃSKI Władysław, *op. cit.*, p. 820.

<sup>135</sup> Ces exemples montrent bien l'usage régulier et intensif que les chercheurs polonais font des documents allemands, qu'ils critiquent ou qu'ils retournent, le cas échéant, contre les assertions des idéologues de l'*Ostforschung*.

<sup>136</sup> *Idem*, p. 821.

Espace	Locuteurs polonais	Locuteurs mazures	Locuteurs allemands/polonais	Locuteurs allemands/mazures
Allemagne en entier	214 115	49 926	507 721	31 172
Régence d'Olsztyn	12 271	40 023	17 385	22 573

**Tableau représentant le nombre de Slavophones en Allemagne en 1935 en distinguant les polonophones et les autres locuteurs slavophones**

Les chercheurs polonais mettent en avant le fait que ces falsifications ont commencé à se produire alors que l'échec de la politique de germanisation menée dans les territoires de la Pologne prussienne a commencé à apparaître comme évident. Ils interprètent de manière un peu trop unanime ces modifications statistiques comme de simples écarts par rapport à la réalité, alors qu'ils pourraient soit signifier une baisse réelle du nombre de Polonais en Allemagne ou du moins le résultat d'une politique de camouflage des Polonais pour éviter les chicaneries de l'administration ou des populations allemandes. Néanmoins, leur assurance à voir dans ces modifications des falsifications semble se justifier dans la mesure où non seulement des travaux postérieurs et impartiaux<sup>137</sup> confirment cette assertion mais aussi par les découvertes que commencent à faire les chercheurs polonais dans les archives allemandes restées sur les territoires recouverts d'après-guerre.

Ainsi, contrairement à ce qu'affirment les recensements allemands des années 1930 (1933 et 1939), la minorité polonaise silésienne demeure bien vivante, comme en témoigne une expertise confidentielle réalisée en 1934-1935<sup>138</sup> à la demande du mouvement *Bund Deutscher Osten*<sup>139</sup>, peu suspect de sympathie pour la cause polonaise. Cette dernière se fonde sur une enquête concernant le pourcentage de Messes dont les sermons sont dits en polonais dans les districts de Haute-Silésie. Les résultats varient fortement parmi les treize districts considérés, allant de 34,2 % pour le district urbain de Zabrze à 74,6 % pour celui de Strzelce, avec une moyenne générale pour la partie de Haute-Silésie étudiée s'établissant à 57,1 %<sup>140</sup>, ce qui semble bien infirmer la thèse des autorités selon laquelle la polonité disparaîtrait

<sup>137</sup> Les travaux de Morgane Labbé cités dans la bibliographie et l'article cité précédemment.

<sup>138</sup> ROGMANN H., *Der Sprachgebrauch bei den Gottesdiensten in O/S*, 1935.

<sup>139</sup> Association sociopolitique nationaliste allemande mise en place par les Nazis en 1933 à la place de l'ancienne *Deutscher Ostmarkenverein*, fondée en 1899 pour soutenir la politique de germanisation et de colonisation des provinces prussiennes polonaises, et supprimée en 1934. Pour des informations complémentaires, voire le chapitre « La polonophobie au programme : l'Association des marches orientales (1886-1914) » in SERRIER Thomas, *entre Allemagne et Pologne, Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Belin, Paris, 2002.

<sup>140</sup> TARG Alojzy, *op. cit.*, p. 485.



rapidement des territoires orientaux de l'Allemagne. Il reste toutefois à préciser que ces statistiques sont également à prendre avec précaution : à la tendance des statistiques officielles qui minorent explicitement le nombre de Polonais ou de Slaves répond la tendance des statistiques officieuses des organisations nationalistes allemandes à exagérer le nombre de Polonais afin de renforcer la crainte allemande face au « péril slave »<sup>141</sup>. Pour toutes ces raisons, difficultés de définir exactement ce qu'est un Polonais et manipulation des statistiques officielles et officieuses, il apparaît compliqué de préciser le nombre de Polonais dans les territoires recouverts avant 1939. Les sources polonaises ont naturellement tendance à grossir ce nombre, et à faire de l'estimation haute, 1,5 million, l'estimation basse : « Les sources polonaises d'avant-guerre donnaient comme nombre minimal des Polonais en Allemagne 1,5 million. [...] le nombre de Polonais anciens citoyens allemands après la fin totale de l'action de vérification et de rapatriement devrait atteindre les 2, voire même les 2,5 millions. »<sup>142</sup>. Comme indiqué dans un chapitre précédent<sup>143</sup>, il est évident que cette estimation s'est révélée par trop optimiste, et que le nombre d'autochtones restés sur les territoires recouverts avoisinait le million, ce qui reste tout de même un argument non négligeable pour mettre en avant le substrat polonais des populations qui y habitaient, même s'ils constituent une minorité notable de la population face à une grande majorité germanique.

Ces autochtones sont héroïsés comme défenseurs de la polonité des terres qui « reviennent » à la Pologne en 1945 ; bien souvent, dans les textes des auteurs de la pensée occidentale polonaise, ils apparaissent tour à tour parés des ornements de la résistance contre la germanisation et le nazisme. L'histoire de la minorité polonaise en Allemagne est alors interprétée comme une épreuve fondatrice qui devait nécessairement déboucher, pour les plus endurants des autochtones, sur la victoire finale de 1945 avec le retour à la mère-patrie polonaise. Targ décrit ainsi l'attitude des autochtones dans l'histoire : « De cette épreuve, la plus rude à l'échelle de l'histoire, elle [la minorité polonaise d'Allemagne] est sortie victorieuse [...] Cette population, perdurant pendant des siècles sur les terres de l'Oder, n'a pas restreint son rôle à la seule défense et au maintien de son existence nationale. »<sup>144</sup>. Cette

---

<sup>141</sup> Thème récurrent d'un certain nombre de travaux scientifiques ou de parutions journalistiques dans l'Allemagne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Un exemple en est le livre suivant : BERNHARD Ludwig, *Das polnische Gemeinwesen im preußischen Staate (la Communauté polonaise dans l'État prussien)*, 1907.

<sup>142</sup> RUSIŃSKI Władysław, *op. cit.*, p. 822.

<sup>143</sup> Cf. chapitre 3, IIIB.

<sup>144</sup> TARG Alojzy, *op. cit.*, p. 493/495.

vision stéréotypée d'autochtones dans la lutte pour le maintien d'une identité nationale idéalisée confine à une image d'Épinal que la réalité de la sortie de guerre écorne. Certains chercheurs polonais en sont déjà conscients. L'assimilation des autochtones à une polonité inconditionnelle est prise en défaut par les questions patronymiques soulevées par les processus de repolonisation. Ces démarches ne se réduisent pas seulement à la vérification nationale des membres de la communauté autochtone et à la délivrance de la citoyenneté polonaise, elles se poursuivaient souvent par une polonisation de prénoms ou de noms jugés trop voire typiquement allemands. Un article de Witold Taszycki<sup>145</sup> traite précisément de ce problème de polonisation des noms, et montre par là même les difficultés auxquelles se heurtent les actions de repolonisation ; il remet également en cause la vision idéalisée d'autochtones modèles de polonité. Taszycki demande dans cet article de créer un pendant de la Commission pour l'établissement des noms de lieux pour les noms de personnes, face à la multiplication des problèmes patronymiques. Ces problèmes sont de deux types : l'opposition de certains autochtones à la polonisation de leurs noms, la complexité de poloniser un patronyme intégralement germanique : « Premièrement on doit vaincre chez la jeunesse autochtone des oppositions psychiques assez fortes, secondement la procédure même de changement des prénoms et des noms est assez compliquée [...] Plus souvent on trouve des prénoms ou des noms purement allemands (Gerda, Ilga, Waltrand, Horst, Günter, Werner et autres) »<sup>146</sup>. Quoi qu'il en soit, il est certain que des héros de la polonité avec des noms typiquement germaniques ne peuvent que mettre à mal le mythe de l'autochtone résistant à la germanisation. C'est pourquoi certains spécialistes de la question occidentale s'interrogent dès les premières années après la fin de la guerre sur le bien-fondé de distinguer clairement les autochtones du reste de la population polonaise. Cette isolation de ce groupe humain au sein du peuple polonais risque de renforcer son particularisme culturel et d'enrayer le travail de polonisation. Anticipant l'éradication de la catégorie « autochtone » opérée progressivement à partir de 1949 par les autorités stalinienne, certains savants polonais cherchent dès 1946-1947 un nom de substitution pour les autochtones, puisque ce dernier tend à conférer à ces derniers un statut trop à part au sein de l'identité nationale polonaise. Il aurait l'avantage de fondre davantage les autochtones dans la masse des Polonais. Ainsi, Mikołaj

---

<sup>145</sup> TASZYCKI Witold, « Polszczenie imion i nazwisk » (la Polonisation des prénoms et des noms) in *Przegląd Zachodni*, II, p. 148-149, 1948. Taszycki (1898-1979) est professeur de linguistique, spécialiste d'onomastique, travaillant jusqu'en 1945 à l'Université Jean Casimir de Lwów puis à la Jagellonne de Cracovie après-guerre. Il est membre en tant qu'expert linguiste de la Commission pour l'établissement des noms de lieux.

<sup>146</sup> TASZYCKI Witold, *op. cit.*, p. 148.

Rudnicki dans un petit texte<sup>147</sup> publié dès 1947 dans *la Revue occidentale*, se fait le promoteur d'un renouvellement de la terminologie qui catégorise les citoyens slaves allemands nouvellement polonais. Il s'y livre à une analyse de l'étymologie du mot polonais pour autochtone, *autochton*, auquel il reproche le fait qu'il s'agisse d'un néologisme et d'un emprunt à la langue allemande : « Le terme *autochton* est nouveau, il a été récemment introduit dans la langue polonaise et non pas de sa source primaire le grec ancien mais très certainement de la littérature scientifique, principalement allemande. »<sup>148</sup>. Rudnicki pointe donc l'incohérence ou l'ironie qu'il y a à donner à une réalité qu'on tente de poloniser ou en tous cas de distinguer clairement de la germanité un nom qui provient justement de la langue allemande, comme s'il y avait implicitement avoué d'une germanité implicite ou partielle de ce groupe humain. Il propose de prendre un terme typiquement polonais pour qualifier les autochtones, celui de *tubylec*, qui signifie « indigène » et désigne peu ou prou la même réalité que *autochton* : « le terme *tubylec* est connu de la langue polonaise depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle »<sup>149</sup>. Cette chasse à la germanité des termes même qui désignent les autochtones est révélatrice du climat d'une époque caractérisée par un antigermanisme militant du fait de la proximité du traumatisme de la guerre. Si la proposition de Rudnicki ne va être guère retenue par la suite, les documents officiels et scientifiques polonais des années 1950 ont de plus en plus tendance à utiliser pour les autochtones, en lieu et place de *autochton*, la périphrase de *ludność rodzima*, qui peut se traduire par « population originelle ». Preuves de la préservation au moins partielle des territoires recouverts à travers les siècles, les autochtones ne sont pas perçus uniquement comme seulement sur la défensive. Pour les spécialistes polonais, l'étude de la démographie contemporaine des territoires recouverts tendrait même à indiquer un renversement de conjoncture après un long rempli des langues polonaise et apparentée.

### *C. Une démographie en faveur des populations slaves ?*

L'argument ultime des Polonais en matière démographique en ce qui concerne la polonité des territoires recouverts est de prouver que contrairement à ce que la science allemande tendrait à montrer, il n'y aurait pas de réduction du nombre de polonophones des territoires recouverts à la période contemporaine, mais une tendance de plus en plus marquée non

---

<sup>147</sup> RUDNICKI Mikołaj, « Czym zastąpić wyraz « autochton » ? » (Comment remplacer le terme d'« autochtone » ?) in *Przegląd Zachodni*, I, p. 61-62, 1947. Pour la biographie de Rudnicki, cf. le chapitre 4, IA.

<sup>148</sup> RUDNICKI Mikołaj, *op. cit.*, p. 61.

<sup>149</sup> *Idem*, p. 62.

seulement à un maintien des positions, mais même à une reconquête de certaines portions de ces régions aux dépens de germanophones en perte de vitalité démographique. Ainsi, les auteurs polonais accordent une grande importance au phénomène que les Allemands ont baptisé le *Landflucht*<sup>150</sup>.

Les Polonais s'intéressent plus particulièrement au *Landflucht* en ce qu'il est un *Ostflucht*, un reflux des populations des provinces orientales de l'Allemagne vers les régions occidentales. Ils mettent ainsi en avant le fait que les territoires recouverts à l'époque allemande présentent un solde migratoire négatif et sont donc des régions en dépression démographique. Les chercheurs polonais compilent les statistiques allemandes, notamment prussiennes, pour évaluer l'ampleur du phénomène. Ainsi, un rapport<sup>151</sup> non daté réalisé par un certain Józef Szaniawski pour le compte du ministère des Territoires recouverts récapitule les soldes migratoires des districts des provinces orientales allemandes entre 1840 et 1939.

---

<sup>150</sup> Ce terme recoupe à la fois l'exode rural et les migrations intérieures de l'Allemagne, des provinces orientales, au solde migratoire négatif, vers les régions occidentales, notamment les grands bassins industriels et urbains.

<sup>151</sup> AAN/MZO/1684/p. 114-124. « Zagadnienie odpływu ludnościowego w ciągu ostatniego wieku z Ziem Odzyskanych a nasza akcja osadnicza na tym terenie » (la Problématique du reflux démographique des territoires recouverts durant le dernier siècle et notre action de peuplement de cet espace). Il est intéressant de voir que l'étude de l'histoire démographique de ces territoires est mobilisée pour envisager leur repeuplement. Ce rapport réalisé par un expert de Cracovie (seule information que nous avons pu trouver sur l'auteur du document) a été fait pour la deuxième session du Conseil scientifique pour les problèmes des territoires recouverts, qui a lieu entre les 16 et 18 décembre 1945 à Cracovie. Le document date donc de 1945.

Districts/régences	Solde migratoire (en milliers) 1840-1870	Solde migratoire (en milliers) 1870-1910	Solde migratoire (en milliers) 1910-1939
Królewiec/Königsberg	+6.2	<b>-367.1</b>	+6.3
Gąbin/Gumbinnen	-26.9	<b>-287.8</b>	-81.8
Olsztyn/Allenstein		-59.3	<b>-121.3</b>
Gdańsk/Dantzig	+15.7	-159.6	
Kwidzyna/Marienwerder	-38.6	<b>-429.4</b>	-28.1
Szczecin/Stettin	<b>-76.0</b>	-196.2	+23.4
Koszalin/Köslin	<b>-74.2</b>	<b>-298.7</b>	-70.0
Frankfurt/Frankfurt	<b>-101.1</b>	<b>-314.1</b>	+4.1
Piła/Schneidemühl			-48.6
Wrocław/Breslau	+1.8	-209.6	<b>-121.0</b>
Legnica/Leignitz	<b>-74.4</b>	-146.2	-33.8
Opole/Oppeln	-25.5	-235.7	<b>-158.8</b>
Total	-393	-2703.7	-629.6
Rythme moyen par an	-3.9/an	-67.6/an	-21.7/an

**Tableau représentant les soldes migratoires des provinces orientales de l'Allemagne entre 1840 et 1939<sup>152</sup>**

Le document précédent met ainsi bien en évidence le caractère structurel du solde migratoire négatif des régions orientales de l'Allemagne, notamment pour la fin du XIX<sup>e</sup> siècle où se cumulent différents phénomènes : exode rural des campagnes orientales vers les villes, orientales mais surtout occidentales, industrialisation plus poussée de l'Ouest de l'Allemagne alors que l'Allemagne orientale garde une spécialisation primaire plus marquée, émigration allemande nombreuse vers l'Amérique dans les années 1880-1890. Si l'intensité des flux de population de l'Est vers l'Ouest de l'Allemagne est bien réelle, les chercheurs polonais font preuve d'idéologie en ce qu'ils exagèrent les conséquences démographiques de ce solde migratoire négatif. En effet, ils ne mettent guère en avant que ce solde migratoire négatif est compensé, plus ou moins largement, par un solde naturel très positif, qui permet aux provinces orientales allemandes malgré l'ampleur du *Landflucht* d'avoir une réelle croissance

<sup>152</sup> AAN/MZO/1684/p. 117.

démographique durant la période étudiée, ainsi que nous l'indique le tableau suivant réalisé par nos soins :

Provinces	Population en 1871 (milliers)	Population en 1895	Population en 1900	Population en 1905	Population en 1910	Évolution démographique 1871-1910	Population en 1933	Population en 1939	Évolution démographique		
									1910-1939	1933-1939	1871-1939
Prusse orientale	1 826	2 006	1 994	2 030	2 064	+13% +0,33/a	2 056	2 186	6% +0,21	6% +1	+20 % +0,34
Poméranie	1 431	1 574	1 634	1 684	1 716	+20% +0,51/a	1 797	1 894 <sup>153</sup>	10% 0,34	5% 0,83	+32 % +0,55
Silésie	3 707	4 415	4 663	4 942	5 226	+41% +1,05%	4 765	4 869 <sup>154</sup>	<sup>155</sup>	2% +0,33	
Schleswig-Holstein	993	1 286	1 387	1 504	1 619	+63% +1,62%	1 420	1 590		12% +2	
Prusse rhénane	3 580	5 106	5 758	6 436	7 120	+99% +2,54%	7 690	7 915	11% +0,38	3% +0,50	+121 % +2,09
Saxe	2 556	3 787	4 199	4 508	4 802	+88% +2,26%	5 197	5 232	9% +0,31	1% +0,17	+105 % +1,81
Bavière	4 852	5 818	6 175	6 524	6 876	+42% +1,08%	7 775	8 223	20% +0,69	6% +1	+70 % +1,21

**Tableau indiquant l'évolution de la population de certaines régions de l'Empire allemand, de la République de Weimar puis du III<sup>ème</sup> Reich, entre 1871 et 1939<sup>156</sup>**

Les régions choisies pour figurer dans ce tableau permettent de comparer les dynamiques démographiques entre les différentes régions allemandes et voir si les conclusions polonaises concernant la démographie des provinces orientales allemandes sont pertinentes. Ainsi, à côté de trois régions prussiennes de l'Est (Prusse orientale, Poméranie et Silésie), ont été sélectionnées deux provinces prussiennes de l'ouest (Prusse rhénane et Schleswig-Holstein), ainsi que deux espaces qui n'appartiennent pas à l'État prussien (Saxe et Bavière). Pour une plus grande représentativité, dans chaque cas, des régions à dominante rurale et industrielle ont été choisies. Force est de constater que malgré la mise en exergue d'un gigantesque déficit

<sup>153</sup> Pour les années 1933 et 1939, la marche frontière de Poznań et de Prusse occidentale, restants de la Prusse occidentale non rattachés à la Pologne, ne sont pas inclus dans la province de Poméranie.

<sup>154</sup> Pour les années 1933 et 1939, il s'agit de la Silésie sans la Haute-Silésie polonaise ce qui explique le recul démographique par rapport à 1910.

<sup>155</sup> Pour les quatre cases vides, le calcul des évolutions n'a pas été réalisé car il n'aurait pas été représentatif du fait des changements d'étendue territoriale concernant à la fois la Silésie et le Schleswig-Holstein.

<sup>156</sup> Les données ont été tirées de : MEURIOT Paul, « La Population de l'Empire allemand en 1900 », *Journal de la société statistique de Paris*, T 42, 1901, p. 212, MEURIOT Paul, « La Population de l'Empire allemand en 1910 », *Journal de la société statistique de Paris*, T52, 1911, p. 533 et du recensement de la population allemande de 1939 extrait de « Gebietseinteilung und Bevölkerung » in *Statistik des Deutschen Reichs/ Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, Berlin, 1939.

migratoire des provinces orientales de la Prusse qui correspondent aux territoires recouverts polonais, les trois régions orientales voient leur population augmenter entre 1871 et 1939. Certes, quelle que soit la période considérée, ces trois régions ont une croissance démographique moindre que le reste des régions allemandes (20 et 30 % environ seulement pour la Prusse orientale et la Poméranie contre un doublement pour la Prusse rhénane et la Saxe), mais un accroissement démographique n'en a pas moins lieu. Cette réalité vient contrebalancer ou du moins nuancer l'analyse polonaise de la population des territoires recouverts dans le cadre de l'administration allemande.

Toutefois, comme s'ils avaient anticipé ce contre-argument, les spécialistes polonais vont plus loin dans l'analyse démographique : lorsqu'ils reconnaissent implicitement un développement démographique de ces territoires, ils le mettent sur le compte des Polonais et des autres populations slaves, ce qui est là aussi à nuancer, puisque le premier tableau montre que les districts à forte concentration de population non-germanophones (Olsztyn, Opole) connaissent eux aussi un solde migratoire négatif, quoique décalé dans le temps (l'entre-deux-guerres plutôt que l'avant Première Guerre mondiale). Ainsi, ils mettent en avant le fait que plus une province allemande compte une minorité polonaise importante, plus cette dernière a un taux de natalité notable :

Régions	Haute-Silésie	Prusse orientale	Marche frontière	Poméranie	Basse-Silésie	Moyenne État prussien
Taux de natalité (/1000)	26.5	23.2	22.1	20.5	19.9	18.6

**Tableau représentant le taux de natalité dans les provinces orientales de l'Allemagne en 1928<sup>157</sup>**

Les données rapportées ci-dessus semblent bien indiquer une corrélation entre pourcentage de Polonais et niveau de la natalité : « Les provinces au nombre de population polonaise le plus haut ont le solde naturel positif le plus élevé [...] En revanche les provinces les plus germanisées (Poméranie, Basse-Silésie) ont le solde naturel le plus réduit. »<sup>158</sup>. Cette différence peut certes s'expliquer jusqu'à un certain point par un taux d'urbanisation plus élevé dans les provinces les moins fécondes, mais d'une part la Poméranie reste une région très rurale, alors que la Haute-Silésie compte un certain nombre de villes industrielles, ce qui

<sup>157</sup> TARG Alojzy, *op. cit.*, p. 490.

<sup>158</sup> *Idem.*

tend donc à indiquer que la composition nationale est une clé importante pour comprendre ce différentiel. Là encore, les militants de la cause des territoires recouverts polonais s'appuient abondamment sur des sources prussiennes qu'ils jugent inattaquables, aux yeux des Allemands comme des Occidentaux, comme cet extrait d'une brochure statistique prussienne de 1900 le montre:

Le plus haut accroissement naturel qui correspond en moyenne à un excédent de 21,6/1000 se retrouve dans les districts de l'État prussien avec une population polonaise, mazure ou cachoube fortement majoritaire. Plus le pourcentage de la population polonaise se réduit, plus cet excédent se réduit, pour en fin de compte tomber à 9,1/1000 dans les districts à la population presque intégralement allemande.<sup>159</sup>

Ce faisant, les auteurs polonais donnent l'impression d'abandonner les territoires recouverts par les Allemands qui s'insèrent pleinement dans leur argumentaire. Nous reviendrons sur les reproches faits aux Allemands de mauvaise gestion économique de ces territoires<sup>160</sup> pour nous concentrer sur le dernier développement du présent argumentaire. Non seulement les Polonais se seraient maintenus démographiquement, mais l'exode des Allemands vers l'ouest et leur natalité moindre feraient que les populations polonaises et slaves auraient eu une dynamique de développement positive lors des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, un retournement de conjoncture démographique se serait produit dans la première partie du siècle, qui aurait conduit à une reconquête linguistique, partielle mais réelle, de certains territoires. Les autochtones et les immigrants polonais en Allemagne sont ainsi perçus comme les agents premiers de la reconquête de ces espaces pour la Pologne :

Ils n'ont pas seulement repoussé l'attaque sur leurs terres, mais se sont aussi d'eux-mêmes lancé à l'attaque contre la terre intégralement allemande [...] grâce à l'excédent naturel supérieur des Polonais et à la migration des Allemands vers l'ouest<sup>161</sup> une disproportion évidente s'est créée, entre le « vide biologique » connu dans les districts allemands et des districts habités par une population polonaise consciente nationalement à la densité en augmentation. [...] Cet élément [les migrants polonais] était formé par les masses nombreuses des travailleurs saisonniers, qui cultivaient depuis des dizaines d'années les terres allemandes de l'Oder, et s'y installant souvent de manière permanente.<sup>162</sup>

---

<sup>159</sup> RUSIŃSKI Władysław, *op. cit.*, p. 818.

<sup>160</sup> Cf. chapitre 7, IA.

<sup>161</sup> La « migration des Allemands vers l'ouest » est décrite avec le terme utilisé en polonais pour désigner les grandes invasions de la fin du Moyen-âge, « *wędrówce na zachód* », donnant ainsi un caractère éminemment péjoratif à la population allemande, perçue comme barbare au sens propre du terme, étrangère.

<sup>162</sup> Rusiński Władysław, *op. cit.*, p. 819.



Tout est ainsi fait pour montrer une polonité en plein de développement, alors que la germanité serait en plein marasme sur les territoires recouverts. Les savants polonais mettent en avant le caractère polonisateur de l'immigration de travail polonaise dans les régions orientales de l'Allemagne. Cette immigration temporaire est un flux estimé à 600-700 000 personnes par an dans l'entre-deux-guerres<sup>163</sup>. Ce flux est certes notable, mais les auteurs polonais exagèrent sa fonction polonisatrice. Outre le fait que la grande majorité des ouvriers agricoles ne s'installait pas en Allemagne, ils négligent le fait que ceux qui y élisent domicile, souvent des hommes dans le cadre d'une migration très largement masculine, se germanisent assez rapidement dans le cadre de mariages mixtes avec des Allemandes. Ainsi, un rapport intéressant<sup>164</sup> d'un haut-fonctionnaire de la voïévodie de Wrocław de 1946 sur l'avancement de l'action de repolonisation dresse un bilan sans appel de l'évolution nationale de cette migration : « Ce groupe de personnes d'origine polonaise, les ouvriers agricoles, la moins consciente d'un point de vue national et non endurente dans la lutte contre la germanisation comme ont pu l'être les Haut-Silésiens ou les Poznaniens, dispersés à travers le territoire, s'est très vite germanisé. »<sup>165</sup>. La réalité du travail de terrain de la nouvelle administration régionale polonaise nuance voire dans certains cas contredit les affirmations des experts de la pensée occidentale polonaise.

Enfin, les chercheurs polonais s'appuient sur un dernier argument pour prouver la vitalité démographique des populations slaves. Ils caricaturent les différences de densité de population entre les régions orientales de l'Allemagne et les régions occidentales de Pologne qui leur sont limitrophes dans l'entre-deux-guerres, en donnant presque l'illusion que l'Est allemand serait un monde vide et l'Ouest polonais un monde plein. Sans aller jusque-là, il semble bien que le premier serait sous-peuplé quand le second serait surpeuplé. Ce différentiel de densité entre deux régions adjacentes serait l'argument le plus convaincant pour affirmer le bien-fondé du rattachement des territoires recouverts à la Pologne : comme les voïévodies occidentales de la Pologne d'avant-guerre étaient trop peuplées et que les régions orientales allemandes commençaient à manquer cruellement de main-d'œuvre, comme l'indiquent les flux de travailleurs saisonniers, il est logique d'achever politiquement ce qui

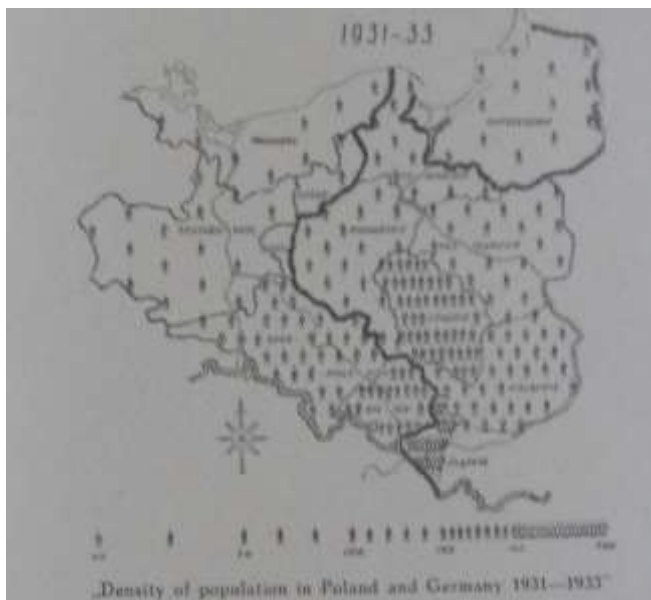
---

<sup>163</sup> KRASEZWSKI Piotr, « Problem sezonowego wychództwa polskich robotników rolnych do Niemiec w latach 1919-1932 » (le problème des migrations saisonnières des ouvriers agricoles polonais en Allemagne dans les années 1919-1939) in *Przegląd Zachodni*, 4, p. 25 (p. 25-45), 1985.

<sup>164</sup> APW/UWW/VI-309/p. 20-21.

<sup>165</sup> *Idem*, p. 20.

était commencé économiquement : la fusion de ces deux zones liées par des liens économiques forts sous une seule autorité administrative. Targ met en avant la modestie des densités des provinces allemandes de l'Est : « la densité moyenne de population était de 43,21 habitants par km<sup>2</sup> dans les régions frontalières (Grenzmark Posen Westpreussen), de 60,91 habitants par km<sup>2</sup> en Prusse orientale (Ostpreussen), de 62,19 en Poméranie (Pommern), entre 43 et 64 habitants par km<sup>2</sup> en Basse-Silésie (dans les districts ruraux) »<sup>166</sup>. À cette densité de population relativement basse, les Polonais aiment à opposer des densités plus élevées du côté polonais, notamment grâce à l'outil cartographique<sup>167</sup> :



**Carte représentant les différences de densité entre les régions allemandes orientales et les régions polonaises occidentales en 1931-1933**

L'argument humain repose donc sur une palette de critères pour montrer le maintien d'une polonité vivante dans les territoires recouverts jusqu'à 1945. Montrant une continuité dans l'occupation de ces espaces par les Polonais, il est complété et actualisé régulièrement par un dernier argument qui tend à démontrer la polonité intrinsèque des territoires recouverts : celui du fait accompli.

---

<sup>166</sup> TARG Alojzy, *op. cit.*, p. 489.

<sup>167</sup> APP/PZZ/737/p. 272. Il s'agit d'une carte extraite d'un article d'une brochure de l'Agence de presse occidentale publiée en anglais en 1947.

## IV L'argument du fait accompli

Cette justification, malgré sa faiblesse puisqu'elle tient de l'argument d'autorité, est en fait l'un des meilleurs atouts des Polonais dans leur lutte pour la reconnaissance internationale de l'annexion des territoires recouverts à la Pologne. En effet, elle met en avant les réalisations des Polonais en termes d'aménagement et de peuplement de ces régions, qui rendent chaque jour un peu plus inéluctable la reconnaissance de l'état de fait par les Allemands ou au moins la communauté internationale. C'est la raison pour laquelle elle est particulièrement utilisée à l'égard des Occidentaux. L'argument se développe en trois points : l'interprétation polonaise des accords de Potsdam qui sanctionneraient la cessation de ces territoires à la Pologne, le repeuplement de l'espace considéré par des Polonais et la mise en valeur de ce dernier par la Pologne populaire. Des quatre types d'arguments présentés ici, c'est le moins scientifique puisqu'il tend parfois à la pure propagande.

### *A. Une annexion légitimée par Potsdam*

La légitimation du rattachement des territoires recouverts à la Pologne passe par l'interprétation polonaise des Accords de Potsdam. Selon les représentants de la pensée occidentale polonaise, ces derniers auraient acté définitivement le transfert de souveraineté des territoires recouverts de l'Allemagne à la Pologne. Cet argument juridique met en avant une continuité entre Yalta et Potsdam concernant la question de la frontière occidentale polonaise avec consensus entre les Grands pour donner à la Pologne de grandes compensations au nord et à l'ouest de ses frontières d'avant-guerre suite à la cession des confins orientaux à l'URSS, le caractère novateur de Potsdam en termes de droit international, accord qui se substitue aux précédents traités internationaux. Enfin, les Polonais interprètent Potsdam comme la reconnaissance du caractère particulier des territoires recouverts et de leur annexion à la Pologne par les opérations de transferts des populations allemandes qu'ils prévoient.

Ainsi, ils partent du principe que les accords de Potsdam sont contenus dans ceux de Yalta, qui prévoient des dédommagements territoriaux conséquents à la Pologne au détriment de l'Allemagne : « La Pologne devra obtenir des accroissements sensibles de territoires au nord et à l'ouest »<sup>168</sup> ; Yalta annonce Potsdam qui est un développement de décisions prises à

---

<sup>168</sup> Communiqué final de la conférence de Yalta, titre VI. Consulté le 25/01/2019 sur le site : <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1945yalta.htm>.

l'unanimité entre les trois grands à Yalta : « Les décisions qui ont été prises à Yalta ont vu leur pleine réalisation lors de la conférence de Potsdam. »<sup>169</sup>. Les auteurs polonais insistent sur l'unanimité des trois puissances en Crimée et sur le fait que les décisions de Potsdam sont les conséquences logiques de celles prises sur les côtes de la mer Noire pour pointer du doigt l'incohérence des puissances anglo-saxonnes dont certains représentants remettent en cause, moins d'un an après, l'extension polonaise vers l'ouest. L'insistance sur l'irrévocabilité des décisions prises lors de ces deux accords, interprétés dans un sens favorable à la raison d'État polonaise, se manifeste en effet particulièrement à chaque fois que des voix se font entendre à l'Ouest pour remettre en cause la ligne Oder-Neisse. Chaque remise en cause entraîne une réaction des chercheurs polonais sous forme d'articles ou de publications : ainsi, au discours de Stuttgart du 6 septembre 1946<sup>170</sup> répond entre autres l'article d'Alfons Klafkowski<sup>171</sup>, le spécialiste en droit de l'Institut occidental, aux notes diplomatiques américaine, britannique, française du 25 mars 1952 qui rappellent le fait que les frontières définitives de l'Allemagne doivent être fixées par un traité de paix, la communauté scientifique polonaise réagit également. Ainsi paraît entre autres un article de Krzysztof Skubiszewski<sup>172</sup> qui rappelle l'interprétation polonaise de Potsdam en la présentant comme la seule véritable et celle qui de fait a été reconnue par les Occidentaux dans les premiers mois de l'après-guerre. Ainsi, Skubiszewski, dans son article, s'attache à démontrer le caractère fondamental de Potsdam dans le sort des territoires recouverts, en prouvant la valeur juridique de ses décisions et la supériorité sur tous les autres traités qui pourraient servir à définir le statut légal des territoires recouverts après-guerre. Il s'en prend notamment à l'argument des scientifiques révisionnistes ouest-allemands selon lesquels la Charte de l'Atlantique remet en cause les décisions de Potsdam<sup>173</sup>. Selon les trois premiers points interprétés par les juristes allemands « les États qui

---

<sup>169</sup> KLAFKOWSKI Alfons, « Pozycja prawa Ziem Odzyslanych » (le Statut juridique des territoires recouverts) in *Przegląd Zachodni*, II, p. 992, 1946.

<sup>170</sup> Cf. chapitre 1, IB.

<sup>171</sup> KLAFKOWSKI Alfons, « Pozycja prawa Ziem Odzyslanych » (le Statut juridique des territoires recouverts) in *Przegląd Zachodni*, II, p. 991-1000, 1946. Klafkowski (1912-1992) est un cofondateur de l'Institut occidental, professeur de droit à l'Université de Poznań, il a été président du Tribunal constitutionnel à la fin de la Pologne populaire.

<sup>172</sup> SKUBISZEWSKI Krzysztof, « Umowa poczdamska jako jedyna podstawa prawna układu terytorialnego Niemiec » (le Traité de Potsdam, seul fondement juridique à l'organisation territoriale de l'Allemagne) in *Przegląd Zachodni*, IB, p. 514-530. Skubiszewski (1926-2010) est professeur de droit à l'Université de Poznań, premier ministre des Affaires étrangères de la III<sup>e</sup> République polonaise.

<sup>173</sup> Ces derniers se réfèrent surtout aux trois premiers points de la Charte :

1. Leurs pays ne cherchent aucun agrandissement territorial ou autre.

au nombre de 47 ont accepté la Charte de l'Atlantique ont renoncé à de quelconques agrandissements territoriaux et se sont engagé à respecter la règle de l'autodétermination des peuples. »<sup>174</sup>. Skubiszewski fait valoir en réponse que la Pologne, si elle a adhéré à la Charte, l'a fait sous certaines conditions, notamment de recevoir des réparations et des compensations territoriales de la part de l'Allemagne. S'ensuit une longue démonstration, qui s'appuie sur les déclarations des principaux hommes politiques anglo-saxons de l'époque, qui nie à la Charte de l'Atlantique toute valeur juridique et qui donc ne saurait s'imposer face aux accords de Potsdam, dont la validité au regard du droit international est incontestable ou en tous cas bien plus grande que celle du document signé en 1941. En tout état de cause, les principes de la Charte de l'Atlantique ne sont, de la part de ses signataires, pas extensibles à l'Allemagne : « les règles de la Charte de l'Atlantique ne s'appliquaient pas au règlement de la problématique allemande. »<sup>175</sup>. Skubiszewski démontre ensuite que les puissances anglo-saxonnes avaient envisagé des modifications territoriales au détriment de l'Allemagne, notamment au moment de la seconde conférence de Québec<sup>176</sup>, ce qui montre que l'Allemagne n'était pas concernée par les principes, non-normatifs, de la Charte de l'Atlantique. En faisant valoir les liens entre Yalta et Potsdam et leur valeur de principales sources de droit international pour le règlement des problèmes de l'après-guerre, les Polonais adoptent un argumentaire apte à convaincre tous les vainqueurs, Occidentaux y compris. En revanche, leur interprétation de Potsdam est moins consensuelle, même si elle possède une cohérence.

Les savants de la pensée occidentale polonaise mettent en premier lieu en avant que les territoires recouverts obtiennent un statut particulier à Potsdam, et que la seule interprétation tenable et logique de ces accords est un transfert de souveraineté de ces régions à la Pologne. En effet, ils sont clairement distingués de la zone d'occupation soviétique : « Les territoires

---

2. Ils ne désirent voir aucune modification territoriale qui ne soit en accord avec les vœux librement exprimés des peuples intéressés.

3. Ils respectent le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ; ils désirent que soient rendus les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privés par la force.

Consulté le 25/01/2019 sur <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1941Atlantique.htm>.

<sup>174</sup> SKUBISZEWSKI Krzysztof, *op. cit.*, p. 515.

<sup>175</sup> *Idem*, p. 516.

<sup>176</sup> Cette conférence qui a lieu du 12 au 16 septembre 1944 entre Américains et Britanniques est l'occasion d'une présentation plus précise et d'une acceptation du Plan Morgenthau, qui prévoit des agrandissements de la France, de la Pologne et de l'URSS au détriment de l'Allemagne, et une division du reste du pays en plusieurs États.

recouverts ne peuvent pas être considérés comme une partie de la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne »<sup>177</sup>. Cette distinction nette entre les territoires recouverts et la zone d'occupation soviétique est mise en évidence aux yeux des Polonais par le double accord polono-soviétique du 16 août 1945, qui fixe à la fois les frontières polono-soviétiques et le montant des réparations auxquelles la Pologne peut prétendre de la part de l'Allemagne. Selon les termes de cet accord, les Polonais ont droit à 15 % des réparations prélevées par les Soviétiques dans leur zone d'occupation, ce qui permet aux spécialistes juridiques polonais de faire valoir que ce faisant, les territoires recouverts ne sont pas considérés comme une zone d'occupation polonaise sur laquelle les Polonais pourraient prélever temporairement des réparations, mais bien un territoire définitivement rattaché à la Pologne : « L'URSS dans son accord d'août 1945 a distingué clairement les territoires recouverts de la zone d'occupation soviétique de réparations en Allemagne, traitant les territoires recouverts comme un territoire polonais souverain. »<sup>178</sup>. De même, les territoires recouverts sont clairement distingués de l'Allemagne occupée, puisque la juridiction du Conseil de contrôle allié ne s'y étend pas :

Les territoires recouverts ne sont pas compris dans les compétences du Conseil de contrôle allié sur l'Allemagne. [...] le Conseil de contrôle allié détient le pouvoir souverain sur le territoire de l'Allemagne occupée. À partir du moment où les compétences du Conseil de contrôle ne s'étendent pas aux territoires recouverts, on peut conclure de manière non équivoque que les Accords de Potsdam ne considèrent plus les territoires recouverts comme un territoire occupé.<sup>179</sup>

Si les accords de Potsdam n'ont pas défini clairement le statut des territoires recouverts, et renvoient au Traité de paix pour le fixer définitivement, les Polonais mettent en avant la double distinction juridique qui est faite, qui donne à ces régions un caractère propre, les déconnectant de fait de l'Allemagne. Comme ils parlent en outre des « anciens territoires allemands » et qu'il faut que « l'État polonais [les] administre »<sup>180</sup> les juristes polonais donnent une définition très extensible du terme « administrer », interprétation soutenue selon

---

<sup>177</sup> « Les chefs des trois gouvernements sont d'accord pour que l'État polonais administre, en attendant le tracé définitif de cette frontière, les anciens territoires allemands qui sont situés à l'est d'une ligne partant de la mer Baltique, immédiatement à l'ouest de Swinemünde, pour descendre le long de l'Oder jusqu'au confluent de la Neisse occidentale, puis longer celle-ci jusqu'à la frontière tchécoslovaque, y compris la partie de la Prusse orientale qui n'est pas placée sous l'administration soviétique en vertu de l'accord intervenu à la présente conférence de la région de l'ex-ville libre de Dantzig, lesdits territoires ne devant pas être, à cette fin, considérés comme faisant partie de la zone soviétique d'occupation de l'Allemagne. », Accords de Potsdam, Titre IX, consulté le 26/01/2019 sur le site <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1945potsdam.htm>.

<sup>178</sup> KLAFFKOWSKI Alfons, *op. cit.*, p. 997.

<sup>179</sup> *Idem.*

<sup>180</sup> Cf. note sur le titre IX des Accords de Potsdam pour le texte complet.

eux par les transferts de population prévus par les accords de Potsdam. Ce droit à procéder au transfert de la population allemande et à la remplacer par une population polonaise<sup>181</sup> est interprété par les Polonais de manière unanime comme une autorisation informelle à annexer ces terres, puisqu'il détruit notamment l'argument ouest-allemand qui est de dire que les populations de ces territoires étant allemandes, il faut respecter le droit d'autodétermination des peuples. En raisonnant par l'absurde, Klafkowski estime ainsi que : « l'accord de Potsdam prévoit également dans son titre XIII l'évacuation entière de la population allemande des territoires recouverts [...] Qui pourrait avoir l'idée que l'évacuation des Allemands pourrait avoir seulement le caractère d'une expérimentation temporaire ? »<sup>182</sup>. Le texte du Traité prévoit donc que les Allemands soient transférés de « Pologne ». Même si l'on considère qu'il s'agit de la Pologne dans ses frontières de 1939, l'essentiel de la minorité allemande d'avant-guerre ayant disparu dans la seconde moitié de 1945, il ne peut s'agir que des Allemands des territoires recouverts, qui sont ainsi implicitement reconnus comme polonais.

Enfin, Klafkowski renforce la valeur juridique des décisions prises par les Alliés en ce qui concerne l'Allemagne, en montrant notamment que, souverains sur ce pays à partir de 1945, ils avaient tout à fait le droit de procéder de fait à un changement du territoire allemand sans aval de l'État allemand, puisque ce sont eux qui, par le Conseil de contrôle allié, reprennent les attributions dudit État. Dans son livre<sup>183</sup> sur la justification juridique de la frontière Oder-Neisse, Klafkowski développe le concept d'« occupation absolue » selon laquelle les alliés « exercent une autorité pleine en Allemagne »<sup>184</sup>, et peuvent ainsi remodeler son territoire comme bon leur semble, notamment par les transferts appropriés de populations allemandes. Ainsi, le fond de l'argumentaire polonais sur la question est que même si Potsdam n'a pas acté explicitement un transfert de souveraineté des territoires recouverts au bénéfice de la Pologne, il a créé des conditions pour que ce transfert apparaisse comme la destinée la plus logique pour ces régions. L'annexion apparaît alors comme la déduction la plus en accord avec l'esprit de ces accords, même si les Polonais ont tendance à interpréter l'administration comme annexion. De fait, en ouvrant à ces derniers la possibilité de peupler et d'administrer

---

<sup>181</sup> « Les trois gouvernements, après avoir examiné la question sous tous ses aspects, reconnaissent qu'il y aura lieu de procéder au transfert en Allemagne des populations allemandes restant en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie », Accords de Potsdam, Titre XIII, consulté le 26/01/2019 sur le site <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1945potsdam.htm>.

<sup>182</sup> KLAFKOWSKI Alfons, *op. cit.*, p. 998.

<sup>183</sup> KLAFKOWSKI Alfons, *Podstawy prawne granicy Odra-Nisa (les Fondements juridiques de la frontière Oder-Neisse)*, IZ, Poznań, 1947.

<sup>184</sup> KLAFKOWSKI Alfons, *Podstawy prawne granicy Odra-Nisa*, p. 57.

ces terres, le Traité de Potsdam permet à la Pologne de jouer de l'argument du fait accompli en peuplant et en mettant en valeur ces espaces.

### ***B. La rapidité du repeuplement polonais***

L'argument du fait accompli s'exprime dans un premier temps par le fait que le peuplement des territoires recouverts est rapidement devenu en majorité polonais et que ces régions ont été repeuplées à la hauteur de leurs capacités d'accueil, fortement réduites par la guerre. Il est particulièrement utilisé à l'encontre des dirigeants ouest-allemands, de l'*Ostforschung*, et des cercles politiques occidentaux qui mettent en doute les capacités polonaises à repeupler les territoires recouverts. Cet argument consiste ainsi à mettre en avant les réalisations des Polonais dans ces espaces ; le discours scientifique cède souvent le pas à de la simple propagande, les statistiques et les faits avancés, qui sont certes exacts, sont souvent interprétés dans le sens le plus favorable possible pour la Pologne. Cela explique pourquoi la nature des sources utilisées change par rapport au reste du chapitre, ainsi que l'identité des auteurs. Il s'agit pour partie d'articles de revues ou de rapport des ministères polonais impliqués dans l'aménagement des territoires recouverts, mais aussi d'articles de presse chargés de mettre en avant les réalisations polonaises ; les savants spécialistes de la question occidentale sont moins présents ; nous retrouvons davantage des experts anonymes des ministères ou des journalistes représentant la pensée occidentale polonaise.

Dans le contexte d'incertitude face au devenir des territoires recouverts, les Polonais cherchent à rassembler le plus vite les preuves probantes de l'irrévocabilité de la polonité des territoires recouverts est devenue un fait irrévocable. L'article de Mściśław Olechnowicz<sup>185</sup> sur l'état du peuplement des territoires recouverts au 1<sup>er</sup> janvier 1947 permet de faire un point valorisant pour la Pologne afin de convaincre de la capacité des Polonais à mettre en valeur les régions dont l'administration leur a été confiée à Potsdam. Si les anciennes provinces orientales du Reich sont peuplées de 9,1 millions d'habitants en 1939 en comptant Gdańsk, contre seulement 5,1 millions<sup>186</sup> en 1947<sup>187</sup>, Olechnowicz n'en affirme pas moins le succès

---

<sup>185</sup> OLECHNOWICZ Mściśław, « Akcja zaludnienia Ziemi Zachodnich » (l'Action de peuplement des terres occidentales) in *Przegląd Zachodni*, I, p. 218-223, 1947. Olechnowicz (1905-1982) est professeur de philologie russe à l'Université de Łódź. Vice-directeur puis directeur du PUR (*Państwowy Urząd Repatriacyjny*), le Bureau étatique de rapatriement chargé entre autres du repeuplement des territoires recouverts. Il n'a pas été inclus dans la prosopographie du chapitre 4 car ses recherches ne portent pas sur ces régions. Il a certes eu un rôle important dans l'aménagement de ces terres, mais nous n'avons guère utilisé ses travaux.

<sup>186</sup> OLECHNOWICZ Mściśław, *op. cit.*, p. 218.

<sup>187</sup> Dont un demi-million d'Allemands.



des opérations de repeuplement polonaises, en montrant que les territoires recouverts ont été repeuplés dans les limites de leurs capacités : « La capacité d'absorption de cet espace a été atteinte. De cette manière la Pologne a exploité toutes les possibilités réelles accessibles en ce moment [...] durant la période triennale (1947-1949), dans la mesure de l'accomplissement de la reconstruction on prévoit la poursuite du repeuplement de ces terres. »<sup>188</sup>. À l'argument révisionniste selon lequel les territoires recouverts sont moitié moins peuplés qu'avant-guerre, les Polonais répondent ainsi par le contre-argument de la saturation démographique de ces régions, ce qui en 1947 peut se comprendre du fait de l'ampleur des destructions, notamment dans les villes. Cependant, d'autres documents polonais de l'époque tendent à nuancer voire à contredire cette thèse, en mettant en avant le sous-peuplement de ces régions dont les potentialités démographiques ne seraient pas encore toutes exploitées. Un rapport<sup>189</sup> du Comité pour les affaires étrangères des territoires recouverts rédigé par un expert anonyme dresse un bilan démographique pour le premier semestre de 1947 en faisant bien ressortir que certaines régions ont encore des capacités de peuplement, sans doute dues aux départs d'Allemands et au lancement de la reconstruction, non prise en compte par Olechnowicz. Ces statistiques permettent d'avoir un aperçu des proportions des nationalités allemandes et polonaises sur ces terres, et mettent en valeur le caractère désormais nettement minoritaire des Allemands dans ces régions<sup>190</sup>.

---

<sup>188</sup> *Idem*, p. 223.

<sup>189</sup> AAN/KSZZO/26/p. 24-70 « Ziemie Zachodnie zaludnione i zagospodarowane przez Polaków » (les Territoires occidentaux peuplés et aménagés par les Polonais). Il date du premier semestre de 1947, et est contemporain, sans doute légèrement postérieur, à l'article d'Olechnowicz, ce qui pourrait expliquer l'écart dans l'appréciation des capacités démographiques des régions, des centaines de milliers d'Allemands ayant encore été évacués pendant les premiers mois de 1947. Nous pouvons noter, comme dans le cas précédent, l'utilisation de « territoires occidentaux » à la place du traditionnel et officiel « territoires recouverts ». Les auteurs du rapport, destiné à l'étranger, ont sans doute voulu donner à un aspect plus impartial à leur œuvre, de sorte qu'elle apparaisse comme un travail d'experts, s'appuyant sur les statistiques et non sur une idéologie.

<sup>190</sup> AAN/KSZZO/26/p. 25.

Voïévodies	Polonais (milliers d'habitants)	% de Polonais par région	Allemands (milliers d'habitants)	% d'Allemands par région	Autres (Milliers d'habitants)	Populations régionales totales	Capacités de peuplement (milliers d'habitants)
Wrocław	1 394	89 %	171	11 %	5	1 570	0
Szczecin	741	82 %	166	18 %	2	909	358
Poznań	342	99 %	3	1 %	1	346	24
Olsztyn	387	87 %	56	13 %	0	443	253
Silésie-Dąbr	1 318	99 %	10	1 %	2	1 330	0
Gdańsk	352	93 %	25	7 %	1	378	67
Białystok	50	96 %	2	4 %	0	52	29
Total	4 584	91 %	433	9 %	11	5 028	731

**Tableau représentant la population et la composition nationale des voïévodies des territoires recouverts au 1<sup>er</sup> janvier 1947**

Toutefois, ce document, s'il ne fait pas valoir l'argument de la saturation des capacités d'accueil de ces régions, en présente un autre pour renforcer l'idée de leur bonne gestion par les Polonais, celui de la présence de réserves démographiques suffisantes pour les repeupler entièrement. Ainsi, il proclame : « 4,5 millions de Polonais sur les terres occidentales, c'est une réalisation importante de la Pologne ; ce nombre n'est toutefois par la limite des possibilités polonaises. Nous prévoyons encore le retour en Pologne de 1 600 000 Polonais, desquels une partie pourra s'installer dans les terres occidentales. »<sup>191</sup>. Ces réserves sont constituées avant tout par des habitants de la Pologne centrale, mais les autorités attendent beaucoup de la *Polonia*. Il apparaît qu'à la moitié de l'année 1947, l'évaluation de ces réserves à un nombre aussi élevé est singulièrement optimiste, notamment pour ceux que la science démographique polonaise appelle les réémigrés<sup>192</sup>, qui ne vont pas revenir aussi nombreux que le gouvernement l'escomptait. L'enjeu est la reconstruction la plus rapide possible des villes des territoires recouverts, véritables vitrines de ces régions et baromètres du succès de l'aménagement polonais. Ainsi, le rapport s'intéresse au repeuplement de la ville de Szczecin, particulièrement détruite par la guerre, dont il donne les premiers recensements<sup>193</sup> :

<sup>191</sup> *Idem*, p. 29.

<sup>192</sup> Cf. chapitre 3, IB..

<sup>193</sup> *Idem*, p. 30-31.

Date	Population totale	Polonais	% de Polonais	Allemands	% d'Allemands
1939	268 000	200-2 000 ? <sup>194</sup>	0.1-1 %	Environ 265 000	Environ 99 % <sup>195</sup>
04.08.1945	84 600	600	7 %	84 000	93 %
01.12.1945	89 900	29 900	33 %	60 000	67 %
01.07.1946	101 668	84 926	84 %	16 742	16 %
01.01.1947	125 997	112 221	89 %	13 776	11 %

**Tableau représentant l'évolution de la population de Szczecin du point de vue numérique et national entre 1939 et 1947**

Si le niveau de population d'avant-guerre n'est pas encore atteint en 1947, les Polonais sont devenus très majoritaires. L'argumentaire de la pensée occidentale polonaise répond aux reproches faits aux Polonais de ne pouvoir repeupler entièrement les villes des régions par la mise en exergue des destructions intenses qu'elles ont subies, prenant comme base de calcul pour évaluer le succès des opérations de repeuplement non la population de 1939, mais les capacités démographiques des villes après soustraction des pertes immobilières. Cette approche se retrouve dans un document<sup>196</sup> du ministère des Affaires étrangères qui fait le point sur l'évolution démographique de certaines villes des territoires recouverts en comparant leurs populations à dix ans d'intervalle (1939-1949) tout en prenant en compte les destructions de guerre. Cela donne des résultats flatteurs pour les Polonais, qui pointent la rapidité du peuplement urbain par les Polonais, surtout au regard de l'état dans lequel ces villes se trouvent en attente de leur reconstruction totale :

<sup>194</sup> <http://sedina.pl/wordpress/index.php/2006/08/14/prba-krytycznego-spojrzzenia-na-dzieje-polonii-szczeciskiej-do-1939-r/> Consulté le 31/01/2019. Site internet des Passionnés de la ville de Szczecin se référant à un ouvrage scientifique : E. Włodarczyk, « Próba krytycznego spojrzenia na dzieje Polonii Szczecińskiej do 1939 roku », (Essai d'un regard critique sur l'histoire de la Polonia de Szczecin) in GIEDROJ M., MIECKOWSKI J., (réd.), *Pomerania Ethnica*, Éditions AMP/Pawel Majewski, Szczecin, 1998.

<sup>195</sup> Cette première ligne ne figure pas dans le document originel et a été ajoutée par nos soins pour avoir une idée de la situation démographique de départ.

<sup>196</sup> ASMZ/10-644/p. 36-37.

Villes	Population 1939	% de bâti détruit	Capacités de peuplement en tenant compte des destructions	Population 1946	Population 1948
Bytom	100.6	15	85.5	93.3	<b>106.9</b>
Gliwice	117.2	20	93.8	95.8	<b>121.6</b>
Gorzów	48.1	50	24.0	19.6	35.0
Kamienna Góra	13.7	5	12.8	12.8	15.0
Kluczbork	11.7	25	8.8	8.2	11.0
Kętrzyn	19.6	50	9.8	5.5	10.2
Koszalin	33.5	40	20.0	17.1	21.1
Legnica	83.7	60	33.5	24.4	46.9
Nowa Sól	17.3	30	12.1	6.0	14.5
Olsztyn	50.4	45	27.7	29.1	44.0
Opole	53.0	25	40.0	27.6	43.1
Piła	45.8	75	11.5	10.7	18.7
Strzelce Opo.	11.6	30	8.1	8.4	10.2
Słupsk	50.4	35	32.8	33.9	36.0
Stargard	39.8	70	11.9	9.7	19.2
Świdnica	39.1	30	27.4	21.4	31.5
Wrocław	629.6	65	220.4	168.5	270.0
Zabrze	126.2	5	119.9	104.2	123.0
Zielona Góra	26.1	10	23.5	15.9	31.0

**Tableau représentant l'évolution de la population de certaines villes des territoires recouverts entre 1939 et 1948<sup>197</sup>**

Ce type d'approche vise à démontrer la bonne gestion polonaise de ces régions et de leur repeuplement rapide. Toutefois, elle ne donne pas véritablement l'idée de la reconstruction réelle des territoires recouverts, et rien n'indique que les villes choisies ne l'ont pas été sur des critères idéologiques : à la même époque, certaines villes, et non des moindres, ont encore une population modeste, en deçà de leurs capacités. L'argument du repeuplement rapide des territoires recouverts est une constante de la rhétorique polonaise, puisqu'il se retrouve également pendant la période de Gomułka, dans les *Bulletins de l'Agence de presse occidentale*. La même technique de calcul y est utilisée pour faire ressortir davantage

<sup>197</sup> En italique nous avons figuré les villes qui ont dépassé leurs capacités démographiques de 1945 à la suite des destructions, en gras, les villes qui ont dépassé leurs populations de 1939.

l'ampleur du repeuplement polonais même si certaines populations urbaines n'ont pas retrouvé encore leur niveau de 1939, comme en témoigne ce tableau :

Villes	Population en 1939 (milliers)	% immeubles utilisables en 1945	Capacité d'accueil des villes (milliers)	Population en 1957 (milliers)	Évolution de la population par rapport à 1939 (base 100)	Évolution démographique par rapport aux capacités d'accueil de 1945 (base 100)
Wałbrzych	64.1	100	64.1	110.6	174 %	174 %
Kłodzko	21.8	100	21.8	21.3	98 %	98 %
Zabrze	126.2	95	120	185.2	147 %	154 %
Zielona Góra	26.1	90	23.5	45.2	173 %	192 %
Bytom	101.1	85	86	178.8	176 %	208 %
Gliwice	117.3	80	94	129.2	110 %	137 %
Opole	53	75	39.8	56.5	106 %	142 %
Świdnica	39.1	70	27.5	34	87 %	124 %
Nowa Sól	17.2	70	12	24.3	141 %	203 %
Słupsk	50.4	65	32.7	50.6	100 %	155 %
Koszalin	35.3	60	20	39.2	110 %	196 %
Olsztyn	50.4	55	27.7	62	123 %	224 %
Malbork	27.3	55	15	23.9	87 %	159 %
Gorzów	48.1	50	24	48	100 %	200 %
Szczecin	383	50	191.5	244.2	64 %	128 %
Nysa	37.9	45	17	20.8	55 %	122 %
Świnoujście	30.2	45	13.6	8.7	28 %	64 %
Elbląg	86	40	34.5	71.7	81 %	208 %
Żary	25.9	40	10.4	21.6	83 %	208 %
Legnica	83.7	40	33.5	57.6	69 %	172 %
Wrocław	630	35	220	396.1	63 %	180 %
Brzeg	31.4	30	9.4	21.3	68 %	227 %
Piła	45.8	25	11.5	30.7	67 %	267 %
Kołobrzeg	36.6	20	7.3	11.7	32 %	160 %
Głogów	33.5	5	1.7	6.9	21 %	406 %

**Tableau représentant l'évolution des populations de certaines villes des territoires recouverts entre 1939 et 1957<sup>198</sup>**

<sup>198</sup> *Bulletin de la ZAP n° 2, 1959.*

La double méthode comparative donne une image complètement différente de la situation : si le point de repère est 1939, choix opéré par l'analyse allemande, force est de constater que nombre de villes n'ont pas retrouvé leur niveau de 1939, notamment les petites villes de province ou les grands centres urbains particulièrement touchés par les combats de 1945. Si le point de repère est 1945, ce que privilégie l'analyse polonaise, alors les résultats sont radicalement autres, et même des villes encore sous-peuplées comme Kołobrzeg ou Głogów apparaissent comme bien repeuplées au regard de leurs destructions. La question est en réalité celle de la rapidité de la reconstruction : est-il normal qu'elle ne soit pas achevée près de quinze ans après la fin des hostilités ? Dernier argument démographique polonais, celui de la vitalité de la population des territoires recouverts, bien supérieure à celle des terres anciennes, et qui couronne ce qui est perçu comme un succès polonais. Dans un *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* de 1961<sup>199</sup>, l'argument révisionniste ouest-allemand de la difficulté des Polonais à repeupler ces régions est contré : « Alors que dans les territoires centraux la population a augmenté en tout de 16 %, dans les territoires de l'Ouest et du Nord l'augmentation était de 30,2 % »<sup>200</sup>. Au début de la période de Gomułka, la population des territoires recouverts n'a cependant pas encore dépassé celle d'avant-guerre, puisqu'elle est estimée à 7,5 millions d'habitants en 1959<sup>201</sup>, ce qui montre soit l'ampleur de la tâche à accomplir soit les difficultés polonaises de repeuplement de ces vastes espaces. Le gouvernement communiste incite encore des Polonais de Pologne centrale à venir s'installer sur ces terres, alors que les derniers rapatriés de la seconde vague de rapatriement en provenance de l'URSS achèvent de s'y fixer<sup>202</sup>. Une brochure du Comité de voïévodie du PZPR<sup>203</sup> d'Olsztyn cherche par exemple à recruter des paysans pour pourvoir les cinq cents exploitations agricoles encore inoccupées de Varmie-Mazurie, montrant par là-même que le processus d'occupation des sols n'est pas encore tout à fait terminé. Malgré tout, le repeuplement est indéniable, alors que le gouvernement tente d'achever la reconstruction de certaines villes. La pensée occidentale polonaise ne manque alors pas d'insister sur les succès des aménagements de ces régions.

---

<sup>199</sup> *Bulletin de la ZAP*, n° 3, 1961.

<sup>200</sup> *Idem*, p. 46. Les proportions sont calculées à partir des chiffres donnés par les deux recensements de 1950 et 1960.

<sup>201</sup> *Bulletin de la ZAP*, n° 13, 1959, p. 6.

<sup>202</sup> Cf. chapitre 3, IB.

<sup>203</sup> AAN/TRZZ/798/p. 1-17.

### *C. Une reconstruction largement entamée par la Pologne*

L'autre composante de l'argument du fait accompli est la mise en exergue des aménagements polonais sur ces territoires, en matière de reconstruction ou de développement. Nous nous bornerons ici à analyser l'idée générale de cet argument, puisque certains aspects de la reconstruction et du développement de ces terres ont été soit abordés au chapitre 3, soit vont l'être au chapitre suivant. Il s'agit pour les propagandistes de la pensée occidentale polonaise de prouver que non seulement la reconstruction des territoires recouverts a été menée à bien, mais encore que la Pologne a bien développé ces régions, à un niveau souvent supérieur à celui de 1939. Régulièrement, des bilans et des diagnostics sont réalisés par les observateurs polonais, avec trois moments privilégiés : 1947-1949, dans un contexte d'attente du traité de paix avec l'Allemagne et de bilan du Plan triennal (1947-1949), le milieu des années 1950 qui coïncident avec les dixièmes anniversaires de la Pologne populaire et du « retour » des territoires recouverts à la mère-patrie, ainsi qu'avec le bilan du Plan sexennal (1950-1955), et le tournant des années 1950 et 1960, qui correspond au 15<sup>ème</sup> anniversaire de la Pologne populaire et à la fin du premier Plan quinquennal (1957-1961). L'argumentaire polonais varie selon les contextes, mais l'appréciation finale reste la même : un succès du développement des territoires recouverts polonais, argument supplémentaire pour justifier la présence polonaise sur ces terres.

Durant la première période, encore davantage que par la suite, le discours polonais met l'accent sur l'importance des destructions de guerre, qui justifient qu'à la fin des années 1940, les niveaux de production d'avant-guerre n'ont pas encore été retrouvés. Ainsi, dans un document<sup>204</sup> du ministère des Affaires étrangères de 1949, toute une série de chiffres sont mis en évidence pour donner une idée de l'ampleur des destructions dans les territoires recouverts : en 1945, la production de charbon et d'acier ne représente qu'environ 60 % de celle d'avant-guerre, 35 % pour l'énergie électrique, 0 % pour la cellulose<sup>205</sup>. Les territoires recouverts bénéficient d'une place de choix dans le Plan triennal, contrairement à ce qui va se passer pendant le Plan sexennal. Ainsi, si seuls 26 % des investissements publics leur sont destinés en 1946, cette proportion passe à 32 % en 1947 puis 38 % en 1948<sup>206</sup>. L'importance de ces investissements explique l'état avancé de la reconstruction à la fin des années 1940. Malgré la

---

<sup>204</sup> AMSZ/10-644/p. 21-27.

<sup>205</sup> *Idem*, p. 21.

<sup>206</sup> *Idem*, p. 23.

grandeur de l'effort consenti et une situation socio-économique indéniablement meilleure en 1949 qu'en 1945, les niveaux d'avant-guerre n'ont pour la plupart pas encore été retrouvés : en 1945 42 % des chemins de fer sont en état de fonctionner, 75 % en 1949<sup>207</sup>. À cette époque se met en place un canevas méthodologique pour évaluer les progrès de la mise en valeur de ces terres par les Polonais : de grandes catégories statistiques sont mises en place : population, industrie, agriculture, communications, ports maritimes, vie culturelle. L'évolution du développement des anciennes régions allemandes se fait à travers ce prisme qui empêche d'avoir une vision globale de la situation socio-économique de ces terres, en compartimentant les données statistiques. La tonalité générale des documents et de la rhétorique polonaise de cette période, si elle est optimiste, n'est pas triomphaliste. S'il faut bien entendre se méfier de la fiabilité des statistiques dès la fin des années 1940, il semble qu'à cette époque un recul soit encore possible. Les difficultés de développement sont évoquées assez directement, notamment dans le domaine agricole. Ce n'est plus du tout le cas pour la période stalinienne.

Pour cette époque, nous disposons d'une série d'articles<sup>208</sup> de *la Revue occidentale* de l'Institut occidental qui font le bilan, voïévodie par voïévodie, de l'action entreprise par le gouvernement polonais sur les territoires recouverts depuis 1945 et permettent ainsi de mesurer le chemin parcouru. Ils mettent en avant de manière moindre l'état des territoires en 1945. En revanche, ils se signalent par un haut degré d'idéologie, qui montre le niveau de soviétisation de la Pologne en général et du monde scientifique polonais de l'époque<sup>209</sup>. La rhétorique triomphaliste met en avant les succès polonais sur les territoires recouverts, en les liant fortement à l'existence du régime socialiste sur les terres polonaises. Chaque article est une sorte de copié-collé où seules changent les données, mais où sont invariablement rappelés

---

<sup>207</sup> *Ibidem*, p. 24.

<sup>208</sup> Il s'agit des articles suivants : MYŚLENICKI Wojciech, « Przeobrażenia i osiągnięcia gospodarczo-społeczne w województwie szczecińskim i koszalińskim » (les Transformations et les réalisations socio-économiques dans la voïévodie de Szczecin et de Koszalin), in *Przegląd Zachodni*, I, p. 15-37, 1954, KRYŃSKI Henryk Edel, « Osiągnięcia gospodarcze i kulturalne Województwa Gdańskiego » (les Réalisations économiques et culturelles de la voïévodie de Gdańsk) in *Przegląd Zachodni*, I, p. 78-108, 1954, JANUSZKO Zbigniew, « Przeobrażenia i osiągnięcia gospodarczo-społeczne województwa olsztyńskiego » (les Transformations et les objectifs socio-économiques de la voïévodie d'Olsztyn) in *Przegląd Zachodni*, I, p. 109-133, 1954, KACZOROWSKI Waclaw et ZAJCHOWSKI Jan, « Osiągnięcia gospodarcze i kulturalne terenów odzyskanych Górnego-Śląska » (les Réalisations économiques et culturelles des terres recouverts de la Haute-Silésie) in *Przegląd Zachodni*, I, p. 354-401, KRZYŻANIAK Zbigniew, « Osiągnięcia gospodarcze i kulturalne województwa zielonogórskiego » (les Réalisations économiques et culturelles de la voïévodie de Zielona Góra) in *Przegląd Zachodni*, I, p. 402-424, 1954.

<sup>209</sup> Cette marxisation du discours, des analyses et de leurs conclusions est présente certes, elle peut être le fait de convictions des auteurs ; le plus souvent cependant, il s'agit d'une stratégie pour pouvoir encore exercer leur métier.



les mérites de la Pologne populaire dans l'intégration et le développement des territoires recouverts au sein de l'État polonais. En voici quelques exemples :

Cet immense effort, dont le but est l'aménagement de la voïévodie de Szczecin et de Koszalin sur le fondement de la planification socialiste, a été multiplié pendant la période de réalisation du plan sexennal, a assuré l'obtention de résultats extraordinaires [...] La vie économique de la voïévodie de Szczecin et de Koszalin bat aujourd'hui au même rythme que celui de l'économie nationale.<sup>210</sup>

Les réalisations sont importantes et nous pouvons affirmer franchement qu'il est le résultat de deux faits : 1) la libération de la Varmie et de la Mazurie du joug prusso-hitlérien et du rattachement de ces terres à la Pologne, avec laquelle elles forment à tous points de vue une entité organique et 2) de la prise en charge de ces terres par un pays qui construit le socialisme, unique raison qui a rendu possible la mise en œuvre de transformations socio-culturelles radicales et a imprimé un rythme de construction unique en son genre dans tous les domaines de la vie.<sup>211</sup>

De telles citations pourraient être multipliées, expliquant le développement « extraordinaire » des territoires recouverts par leur rattachement à la Pologne<sup>212</sup> et l'introduction du socialisme dans ce pays. Alors même que les premiers signes d'essoufflement du Plan sexennal se multiplient, ces articles de 1954 montrent la force de la propagande communiste et l'intégration de la pensée occidentale, qui en est une des caisses de résonance, à elle. Les citations choisies concernent deux voïévodies, celles de Poméranie occidentale et de Varmie-Mazurie, qui ont particulièrement été délaissées par le Plan sexennal<sup>213</sup>. L'écart entre les arguments de bonne gestion économique et la réalité de la situation est donc maximal pour ces régions. Après le dégel de Gomulka, qui est une période de plus grande lucidité sur la situation économique de ces territoires, où l'on insiste sur les réalisations positives sans occulter les carences et les échecs, le début de la période de la normalisation est l'occasion d'une nouvelle poussée de fièvre propagandiste afin de louer l'action des communistes polonais sur ces terres. Elle est néanmoins moins marquée que pendant la période stalinienne et la situation des régions en question s'est assez nettement améliorée entre 1957 et 1961.

Le discours polonais sur l'état économique de ces territoires pendant cette dernière période est de nouveau plus proche de l'argument rationnel que de la propagande, même si cet aspect ne disparaît pas entièrement. Comme la série d'articles de 1954, l'Agence de presse

---

<sup>210</sup> MYŚLENICKI Wojciech, *op. cit.*, p. 15.

<sup>211</sup> JANUSZKO Zbigniew, *op. cit.*, p. 132.

<sup>212</sup> Nous analyserons plus en détail, au chapitre 7, IA et IB, l'argument polonais selon lequel le statut économique des territoires recouverts est bien meilleur au sein de la Pologne qu'au sein de l'Allemagne.

<sup>213</sup> Cf. chapitre 3, IIIB.

occidentale fait paraître dans ses bulletins de 1959 un certain nombre d'états des lieux économiques par voïévodie des territoires recouverts<sup>214</sup>. Le but est toujours le même : en exposant les bons résultats économiques de ces régions, prouver au monde occidental que la Pologne est une bonne gestionnaire des terres qui lui ont été confiées à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour la voïévodie de Wrocław, le *Bulletin* n° 19 insiste sur la haute productivité de l'agriculture régionale : « L'agriculture de la voïévodie de Wrocław compte parmi les mieux développées du pays. La récolte moyenne des produits du sol est plus élevée que celle du pays. »<sup>215</sup>, ce qui est un fait indéniable. L'auteur ne mentionne pas cependant que ce résultat a sans doute pu être atteint par la décollectivisation des terres consécutive aux réformes de Gomułka, alors que les fermes collectives avaient bien souvent un rendement inférieur à l'agriculture privée. Le *Bulletin* n° 28, qui étudie la voïévodie de Koszalin, prend acte de la marginalisation économique de grandes portions des territoires recouverts, notamment dans cette région très agricole, et précise la réorientation économique du 1<sup>er</sup> Plan quinquennal en faveur des territoires recouverts : « Étant donné les nouveaux projets de localisation des établissements de production dans les régions faiblement industrialisées et à grand accroissement naturel à la suite de la nouvelle politique d'investissement de l'État, au cours de ce plan quinquennal on augmentera les investissements dans les territoires de l'Ouest et du Nord de la Pologne »<sup>216</sup>. De manière générale, tous ces articles destinés à l'opinion publique étrangère<sup>217</sup> insistent sur les bouleversements positifs qu'ont subi ces régions et sur leur passage de terres marginalisées par les Allemands et à l'époque stalinienne à celles de provinces choyées par le gouvernement polonais. Un autre bulletin<sup>218</sup> caricature le contraste entre les anciennes provinces orientales du Reich et les territoires septentrionaux et occidentaux polonais : « Ces territoires qui furent autrefois une base d'agression contre « l'Est », couverts à profusion de casernes plutôt que d'écoles et souffrant d'un déficit de population, sont aujourd'hui les régions de la Pologne les plus riches en enfants et écoles. »<sup>219</sup>. Pour peu, les journalistes de la ZAP en feraient les territoires de prédilection du régime communiste : « Une nouvelle société, moderne, homogène, libre des rivalités de

---

<sup>214</sup> Notamment les *Bulletins* n° 19, 20, 24, 28, 30.

<sup>215</sup> *Bulletin de la ZAP* n° 19, p. 10, 1959.

<sup>216</sup> *Bulletin de la ZAP* n° 28, p. 6.

<sup>217</sup> Les exemplaires sont d'abord rédigés en polonais, puis traduits en anglais et en français. Les citations sont ici tirées de la version française.

<sup>218</sup> *Bulletin de la ZAP*, n° 9, 1961.

<sup>219</sup> *Bulletin de la ZAP*, n° 9, p. 48, 1961.

clocher grandit. »<sup>220</sup>, laboratoires de la société qu'ils veulent construire. Si les réalisations sont indéniables, que ce soit en termes de reconstruction ou de développement, il convient de les nuancer. Il est difficile de comparer des territoires à une vingtaine d'années d'intervalle, sous un régime politique et socio-économique totalement différent, et en l'absence d'indicateurs fiables prenant en compte la totalité de l'économie. Ainsi, dans la lignée des statisticiens soviétiques, les représentants de la pensée occidentale polonaise n'opèrent pas ici avec l'outil du PNB, mais donnent des indicateurs qui se rapprochent du produit matériel net, en ne donnant que les chiffres de la production industrielle, dans une moindre mesure agricole, mais en excluant les services. Ils peuvent ainsi mettre en avant une vision très positive mais tronquée de la santé économique de ces régions, comme dans cet exposé<sup>221</sup> de l'Association pour le développement des territoires recouverts paru à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de leur « retour » à la Pologne : « Le résultat de la reconstruction et de la construction de nouvelles entreprises industrielles dans les terres occidentales et septentrionales est qu'elles disposent aujourd'hui d'un potentiel industriel bien plus grand qu'avant-guerre. On estime que la production industrielle de ces terres est trois fois plus élevée que ce qu'elle n'était avant-guerre. »<sup>222</sup>. Seule la production industrielle est ici prise en compte.

Après avoir entendu prouver, de diverses manières et en mobilisant des disciplines comme l'histoire, la géographie, l'anthropologie, la linguistique, la démographie, l'économie, que les territoires recouverts sont fondamentalement polonais, les représentants de la pensée occidentale polonaise insistent sur le caractère crucial de ces régions pour la Pologne. L'essentialisme polonais de ces territoires a une portée persuasive limitée pour un public non-polonais ou non-averti. L'argumentaire polonais est donc constitué aussi d'un volet plus pragmatique, qui ne se focalise pas sur les droits historiques au sens large mais mène un plaidoyer qui consiste à convaincre de la nécessité pour la Pologne et pour les territoires recouverts eux-mêmes, du changement territorial opéré à Potsdam.

---

<sup>220</sup> *Idem.*

<sup>221</sup> AAN/TRZZ/507/p. 6-16.

<sup>222</sup> AAN/TRZZ/507/p. 11.

## Chapitre 6 : une Pologne dépendante de ses nouveaux territoires

L'argumentaire polonais est cette fois-ci envisagé d'un point de vue plus pragmatique, par rapport aux intérêts que la Pologne peut en tirer. Ces derniers sont de plusieurs ordres : contrairement à ce qu'affirme la composante juridique de l'argument du fait accompli<sup>1</sup>, les scientifiques et propagandistes polonais considèrent parfois les territoires recouverts comme une réparation pour les destructions causées à la Pologne par l'Allemagne pendant la guerre. Ils insistent également sur la valeur géostratégique de ces territoires, qui permettent d'accroître le potentiel de défense de la Pologne face à l'Allemagne. Ils mettent en avant le bénéfice économique que représentent ces régions pour leur pays. Enfin, ils font des territoires recouverts la clé pour donner une dimension géopolitique nouvelle à leur pays en l'aidant à accéder au statut de puissance régionale, à même de garantir la paix dans cette partie de l'Europe.

### I Justice et réparation historiques

#### A. Un droit à réparation ?

La question des réparations après la Seconde Guerre mondiale a fait l'objet du même débat que celui postérieur à la Première Guerre mondiale<sup>2</sup>. Nous nous fonderons ici sur l'une des publications les plus récentes sur le sujet des réparations allemandes à la Pologne<sup>3</sup>. Le terme réparation comporte plusieurs sens, et en polonais deux termes sont utilisés pour le retranscrire : *reparacje* ainsi que *odszkodowania*<sup>4</sup>. Le premier mot désigne plutôt les réparations générales, versements en nature ou en espèces d'État à État suite à un accord

---

<sup>1</sup> Cf. chapitre précédent, IVA.

<sup>2</sup> Périodiquement, le problème des réparations dues à la Pologne par l'Allemagne ressurgi dans le débat public polonais. L'actuel gouvernement polonais s'est à nouveau saisi de la question au tournant de 2017-2018.

<sup>3</sup> ŻERKO Stanisław, *Reparacje i odszkodowania w stosunkach między Polską a RFA (les Réparations et les compensations dans les relations entre la Pologne et la RFA)*, IZ Policy Papers, n° 22, 2017.

<sup>4</sup> D'un point de vue strictement linguistique, les deux termes ont la même valeur sémantique ; le premier n'est que la transposition polonaise d'un mot d'origine latine.

international. Le second inclue le sens précédent mais l'élargit également à des réparations individuelles, faites au cas par cas, d'un État à des particuliers dans le cadre de ce qui pourrait s'apparenter à des dédommagements.

À cette question des réparations est liée celle de l'inclusion des territoires recouverts dans le total des réparations allemandes. D'un point de vue juridique comme de celui de l'opinion publique polonaise, il semblerait que les territoires recouverts soient à distinguer des réparations dues, après la Seconde Guerre mondiale, à la Pologne par l'Allemagne. En effet, les accords de Potsdam prévoient des réparations bien précises pour l'État polonais : « L'Union des républiques socialistes soviétiques s'engage à régler sur sa propre part de réparations les demandes de la Pologne au titre des réparations. »<sup>5</sup>. Les réparations polonaises ont été clairement définies par l'accord polono-soviétique du 16 août 1945 qui prévoit que 15 % des réparations prélevées par les Soviétiques dans leur zone d'occupation soient livrées à la Pologne<sup>6</sup>. Des accords complémentaires signés ultérieurement entre les deux parties précisent l'étendue et la teneur de ces dernières<sup>7</sup>. Cependant, ces réparations sont rapidement réduites de moitié en 1947. Enfin, à la suite du gouvernement soviétique, la République populaire de Pologne y renonce par un décret du 19 août et une déclaration gouvernementale du 23 août 1953 ; la décision prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1954. Cette renonciation, qui fait encore aujourd'hui débat, a été formulée dans des termes défavorables à la Pologne : non seulement la Pologne renonce aux réparations dans leur entier, mais encore étend-elle, à la différence de l'URSS, cette renonciation à toute la nation allemande et pas seulement à la RDA<sup>8</sup>. Par la suite, les gouvernements polonais, notamment sous Gomułka, vont essayer néanmoins d'obtenir des réparations au moins sous la forme de compensations et de dédommagements individuels.

Au-delà de l'inféodation manifeste de la République populaire de Pologne à l'URSS pendant la période stalinienne, nous pouvons nous demander dans quelle mesure l'incorporation à la Pologne des territoires recouverts a pu jouer dans cette renonciation aussi radicale et étendue des droits polonais aux réparations allemandes. Cela revient à s'interroger sur le statut de ces

---

<sup>5</sup> Accords de Potsdam, Titre IV, alinéa 2, consulté le 11 février 2019 sur le site <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1945potsdam.htm>.

<sup>6</sup> ŻERKO Stanisław, *op. cit.*, p. 13.

<sup>7</sup> Entre autres l'accord du 7 septembre 1945 qui transfère à la Pologne la propriété de tout le parc ferroviaire roulant présent sur le territoire de la République, mais contre versement d'une indemnité à l'URSS.

<sup>8</sup> C'est le terme « *odszkodowania* » qui est utilisé, pas « *reparacje* ».

territoires : ont-ils, malgré les considérations juridiques et l'opinion d'une majorité écrasante des Polonais, été considérés comme une partie des réparations allemandes ? Du point de vue polonais, ces régions sont en fait bien plutôt des compensations pour les confins orientaux cédés à l'URSS : cette question n'est cependant pas soulevée dans la Pologne d'après-guerre pour ne pas remettre en cause l'image positive que le nouveau gouvernement entend bâtir du « grand frère » soviétique<sup>9</sup>. Cette interprétation est présente à l'esprit des Trois Grands lorsqu'ils rédigent les textes finaux des Accords de Yalta et de Potsdam : « On doit souligner toutefois que les acquisitions territoriales faites à l'ouest étaient considérées par les Trois Grands comme une compensation de la Pologne pour les confins, c'est-à-dire les voïévodies de la II<sup>ème</sup> République perdues en faveur de l'URSS. »<sup>10</sup>. Malgré tout réapparaît régulièrement l'argument selon lequel les territoires recouverts sont une partie des réparations auxquelles la Pologne peut prétendre. Cependant, cette interprétation n'est pas très populaire, d'une part elle peut entraîner une restriction logique des réparations prévues par les accords internationaux, d'autre part, elle est constamment utilisée par les Allemands de l'Ouest pour se libérer de tout paiement de réparations à l'égard de la Pologne. Elle apparaît ainsi assez peu dans les sources, dans les premières années après-guerre ; elle est ensuite tue pendant la période stalinienne, en lien avec la volonté du gouvernement de l'époque de renoncer à ces réparations, et également passée sous silence à l'époque de Gomułka. Les efforts de ce dernier pour obtenir des dédommagements individuels ne pourraient porter leurs fruits que si les territoires recouverts étaient exclus du domaine des réparations. Cependant, un rapport du ministère des Affaires étrangères précédemment cité établit une liste générale des pertes de guerre subies par la Pologne à cause de l'Allemagne et met en regard l'annexion de ces terres et les destructions occasionnées par l'État allemand<sup>11</sup> pour formuler par la suite la thèse suivante : « Les terres occidentales de la Pologne représentent une compensation juste et partielle pour les dommages perpétrés par les Allemands envers la population polonaise, pour le vol des biens polonais et les pertes subies par la culture polonaise »<sup>12</sup>. Cette formulation du

---

<sup>9</sup> Il est significatif, en ce sens, que cette thèse apparaisse plus souvent et de manière plus explicite dans les ouvrages des auteurs polonais restés à l'étranger. Nous pouvons citer entre autres l'ouvrage suivant : IPOHORSKI-LENKIEWICZ Witold, *Granice Polski (les Frontières de la Pologne)*, Biblioteka Wolna Trybuna (Bibliothèque de la Libre Tribune), Rome, 1947, sur lequel nous reviendrons plus loin [notamment au point n° 2].

<sup>10</sup> ŻERKO Stanisław, *op. cit.*, p. 3.

<sup>11</sup> AAN/KSZZO/26/ p. 1-110. Ce rapport regroupe l'argumentaire préparé en vue de la Conférence de paix pour justifier le rattachement des territoires recouverts à la Pologne. Pour ne donner qu'un exemple : le rapport cité évalué à 170 milliards de zlotys le coût de la reconstruction. AAN/KSZZO/26/p. 79.

<sup>12</sup> *Idem.*

statut des territoires recouverts comme dédommagement est assez rare pour être relevée ; elle est un des moyens rhétoriques utilisés par les Polonais pour convaincre l'opinion internationale de reconnaître définitivement l'annexion des terres en question. Ses faiblesses intrinsèques, notamment en ce qu'elle affaiblit une position polonaise déjà précaire concernant les réparations, font qu'elle n'est pas utilisée souvent. En revanche, les territoires recouverts sont bien considérés comme une réparation morale due aux Polonais par les Allemands du fait de la réalité de relations germano-polonaises qui auraient été unanimement négatives au fil des siècles.

### *B. Une interprétation biaisée de l'histoire germano-polonaise*

La présentation du « retour » des territoires recouverts à la Pologne comme un acte de justice historique se fonde avant tout sur une présentation négative des relations germano-polonaises dans l'histoire, dans laquelle la Pologne fait figure d'éternelle victime. Le procédé, présent à la fois dans la presse et dans des travaux scientifiques, présente plusieurs caractéristiques. L'Allemagne et la Pologne sont ainsi essentialisées à travers les siècles : la Pologne de 1945 est la lointaine héritière de la Pologne des premiers Piast, qui est déjà en substance la Pologne contemporaine<sup>13</sup>, tandis que l'Allemagne de 1945 est la continuatrice de tous les avatars d'États allemands qui se sont succédé à travers les siècles. Les auteurs polonais voient sans siller dans l'Empire romain germanique du X<sup>e</sup> siècle le prototype de l'État allemand moderne : ils utilisent sans distinction le terme de « Germains » et « Allemands », et pour qualifier le Saint-Empire emploient régulièrement le terme d'« Allemagne », quand ce n'est pas la « nation allemande » qui est elle-même incriminée : « L'un des traits les plus caractéristiques de la nation allemande est sa tendance répétée à l'hégémonie en Europe. »<sup>14</sup>. La citation est extraite d'un ouvrage écrit par Wojciechowski pendant la guerre<sup>15</sup>. Ce dernier ayant le plus développé l'idée d'une lutte continue de l'Allemagne avec la Pologne, nous le citerons ici abondamment. Dans cette vision de l'histoire, il y a une continuité évidente entre les différentes formes d'États allemands qui se seraient succédés dans l'histoire, et dont le plus accompli, notamment dans son rapport à la Pologne en particulier et au monde slave en général, est la Prusse. Chaque avatar d'État

---

<sup>13</sup> Ce qui est relativement juste mais caricatural puisqu'il est quasiment impossible de parler de conscience nationale polonaise dès les X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles.

<sup>14</sup> A-PANpo/Wojciechowski/118/ p. 3.

<sup>15</sup> WOJCIECHOWSKI Zygmunt, *Stosunki polsko-niemieckie i problem Europy Środkowej (les Relations polono-allemandes et le problème de l'Europe centrale)*, Biblioteka Wielkopolska, Varsovie, 1942.

allemand ou considéré comme tel se passerait ainsi le flambeau du *Drang nach Osten*, le Saint-Empire unifié jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, l'État brandebourgeois au XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle et l'Ordre teutonique du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, la Prusse des Hohenzollern du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> puis l'Empire allemand, la République de Weimar et le III<sup>e</sup> Reich. Tous auraient eu la volonté d'étendre le domaine allemand vers l'est et de détruire plus ou moins totalement le peuple polonais ou à défaut son État. Ainsi :

Le *Drang nach Osten* et la tendance à réaliser la « Mitteleuropa » caractérisent la politique allemande déjà pendant le premier Moyen-Âge. Les réalisateurs particuliers de cette tendance deviennent les dynasties des Luxembourg, des Habsbourg, enfin des Hohenzollern. Après la chute de ces derniers du fait de la Première Guerre mondiale, la politique de *Drang nach Osten* et la tendance à réaliser la *Mitteleuropa* est reprise par la République de Weimar, et enfin avec son étendue et son rythme caractéristiques, Adolf Hitler.<sup>16</sup>

Toute l'histoire allemande est ainsi perçue comme une téléologie dont le sens final est l'éclosion de l'Allemagne hitlérienne. Cette histoire est ramenée avant tout à une histoire des relations internationales, et cette dernière réduite essentiellement à la politique étrangère de l'État allemand ou de ce qui en tient lieu envers les pays slaves et notamment la Pologne. Ainsi, les chercheurs polonais étendent le concept de *Drang nach Osten* non seulement chronologiquement mais dans son acception même : tout ce qui est du ressort des relations conflictuelles entre les Allemands et leurs voisins orientaux tombe nécessairement dans le cadre interprétatif du *Drang nach Osten*. La citation précédente date ce phénomène du X<sup>e</sup> siècle, alors que s'il est compris dans son sens commun, il ne remonte qu'au XII<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. L'anachronisme est un trait caractéristique de la pensée occidentale polonaise en ce qui concerne sa vision des relations germano-polonaises : elle prête des concepts, le *Drang nach Osten* ou le *Lebensraum*, et des pensées, l'idéologie nationaliste, à des hommes ou à des entités bien avant que ces derniers n'apparaissent dans l'histoire. Wojciechowski n'hésite pas à parler de *Lebensraum* en plein Moyen-Âge, alors même que ce concept n'a été forgé que récemment<sup>18</sup> : « Le monde allemand, qui à la fin du X<sup>e</sup> siècle traitait tout l'espace à l'ouest de l'Oder comme son *Lebensraum* »<sup>19</sup>. Tout est fait pour jeter une lumière sombre sur l'histoire

---

<sup>16</sup> A-PANpo/Wojciechowski/118/p. 3-4.

<sup>17</sup> Le *Drang nach Osten* est l'idée d'un développement privilégié de l'Allemagne vers l'est mais implique également sa réalisation concrète à travers l'*Ostiedlung*, qui ne commence pas avant le XII<sup>e</sup> siècle.

<sup>18</sup> Par Friedrich Ratzel dans l'ouvrage déjà cité : RATZEL Friedrich, *Politische Geographie*, R. Oldenbourg, München und Leipzig, 1897.

<sup>19</sup> WOJCIECHOWSKI Zygmunt, *Polska-Niemcy. Dziesięć wieków zmagania (Pologne-Allemagne. Dix siècles de luttes)*, IZ, Poznań, p. 13, 1945.



des relations polono-allemandes en diabolisant et essentialisant les Allemands. La Prusse est l'incarnation de la posture allemande anti-polonaise, et sa présentation en démon slavophobe est reprise à de maintes reprises. Le procédé se retrouve chez Wojciechowski, qui mêle à la fois téléologie et essentialisme, puisque la raison de vivre de la Prusse n'aurait été que la destruction de la Pologne : « Les terres polonaises étaient le marteau de la puissance de la Prusse. Elles étaient le marteau en tant que bloc territorial, donnant sens à l'existence géographique de la Prusse, en tant que réservoir de recrutement, en tant que grenier à blé. Elles étaient aussi le marteau du point de vue de leur rôle démographique. »<sup>20</sup>. La Prusse est ainsi caricaturée en État pirate qui vit du pillage et de l'annexion des autres États. La politique de l'État prussien, notamment de Frédéric II, est ainsi comprise comme l'inspiration de la politique hitlérienne envers les Slaves<sup>21</sup> :

La défaite militaire subie par la Pologne en 1939 a permis aux Allemands la mise en place d'un tel programme anti-polonais qui de manière radicale montre l'étendue de la haine allemande envers les Polonais, haine entretenue pendant mille ans, sans même évoquer les luttes entre les Slaves polonais et les Germains qui n'ont pas été retranscrites dans les sources. D'un point de vue territorial l'Allemagne a décidé de réaliser en 1939 le programme forgé depuis 1795, programme d'annexion de la Poméranie polonaise et de la Poznanie ainsi que la Pologne centrale jusqu'aux frontières du troisième partage<sup>22</sup>

Cette citation montre en outre la tendance à émettre des jugements fondés sur des parallèles historiques dans lesquels, là encore, abondent les anachronismes. Ainsi dans la citation précédente la politique nationale de Hitler serait le développement logique de la politique nationale prussienne « depuis 1795 » et la polonophobie un trait constant des populations germaniques. L'expansionnisme antislave est ainsi perçu comme congénital aux Prussiens voire aux Allemands :

le « Preussentum » est une attitude consistant à traiter sa nation comme « nation élue de maître », exclusive vis-à-vis du monde extérieur et caractérisée par un puissant sentiment de hiérarchie de caste dans les relations intérieures. » [...] « C'est ainsi que l'éternel prussien s'est éveillé à un grand moment de l'histoire dans un Allemand d'une petite ville paisible sur l'Inn- en un certain Adolf Hitler.<sup>23</sup>

---

<sup>20</sup> WOJCIECHOWSKI Zygmunt, *op. cit.*, p. 225.

<sup>21</sup> Au-delà du fait que Frédéric II ait été un modèle pour Hitler, il est réducteur de présenter le règne de ce roi sous cet unique angle, même si les parallélismes sont bien entendu possibles.

<sup>22</sup> *Idem*, p. 255.

<sup>23</sup> Cette définition caricaturale de la « prussité » est donné dans le *Bulletin de la ZAP* n° 16, 1958, p. 11.

La politique étrangère allemande, tout comme les attitudes des habitants allemands du Royaume de Prusse, et Wojciechowski le reconnaît lui-même, ont été souvent sujettes à variation à l'époque contemporaine, et ne sont donc pas aussi monolithiques et anti-polonaises sur toute la période. Cependant, dans une interprétation de l'histoire qui fait de l'Allemagne une réalité anhistorique depuis la fin du premier millénaire, réalité qui éprouve constamment des sentiments anti-polonais et dont la raison d'être est la destruction de la Pologne, la tentation de recourir aux parallèles historiques pour expliquer l'actualité des années de sortie de guerre est régulière chez les représentants de la pensée occidentale polonaise. Des épreuves d'articles destinés à paraître dans les numéros de 1946 et 1947 du journal de l'UOP, *la Pologne occidentale*<sup>24</sup>, en sont des exemples. Une proposition d'article<sup>25</sup> dont l'auteur est inconnu établit ainsi un parallèle entre la sortie de guerre de la Seconde Guerre mondiale et la période qui suit la grande victoire polono-lituanienne de Grunwald en 1410. Après un *incipit* typique de la pensée occidentale polonaise dans sa manière de présenter les relations polono-allemandes : « L'histoire du domaine slave est l'histoire d'une lutte continue avec l'agresseur germanique, lutte pour la destruction totale du monde slave, que les Allemands se sont donnés pour but final il y a près de mille ans, qu'ils réalisent invariablement et qu'ils n'abandonnent jamais, même au jour de leur pire défaite, comme nous l'enseigne l'histoire. »<sup>26</sup>, l'auteur émet la thèse selon laquelle les Allemands, malgré la lourde défaite subie en 1945, n'ont pas renoncé à leur volonté de contrôler les espaces slaves et polonais :

Nous avons aujourd'hui une deuxième période post-Grunwald. Tous les éléments d'espérance en une victoire dans un conflit ne serait-ce que dans un lointain avenir avec l'avant-garde naturelle du domaine slave qu'est la Pologne semblent aujourd'hui perdus du côté allemand. Et cependant les Allemands, dès le premier jour de leur défaite écrasante comme jamais dans l'histoire, ne perdent pas espoir et comme l'a dit un jour Staline « il serait naïf de supposer que les Allemands ne renoncent jamais à la vengeance et aux nouvelles conquêtes »<sup>27</sup>

S'ensuit un développement qui établit un parallèle entre ce que serait l'attitude des Allemands en 1945-1946, celle de fomenter une revanche contre les Polonais pour récupérer les territoires recouverts, et celle de l'Ordre teutonique envers l'Union de la Pologne et de la Lituanie après 1410. De même que lors du Concile de Constance (1414-1418), les

---

<sup>24</sup> *Polska Zachodnia*. Cf chapitre 4, IIIA.

<sup>25</sup> APP/PZZ/753/p. 33-36. Le brouillon d'article s'intitule « Refleksje pogrunwaldzkie », (Réflexions post-Grunwald) et a sans doute été écrit dans la seconde moitié de 1946.

<sup>26</sup> APP/PZZ/753/p. 33.

<sup>27</sup> *Idem*, p. 34.

représentants de l'Ordre teutonique ont développé une intense propagande anti-polonaise pour convaincre la Papauté et les États occidentaux de leur bon droit et du caractère hérétique et antichrétien de la Pologne pour effacer les conséquences de Grunwald, de même les milieux intellectuels allemands chercheraient par leur propagande révisionniste à discréditer la Pologne aux yeux des Occidentaux pour faire revenir ses derniers sur les décisions de Potsdam en ce qui concerne les territoires recouverts. S'il est évident que les courants révisionnistes sont très forts en Allemagne dans les années qui suivent la guerre, l'assimilation de la situation géopolitique allemande d'après-guerre à celle de l'Ordre Teutonique après sa défaite est bien plus hasardeuse. Il s'agit néanmoins de la tendance de la pensée occidentale à faire de l'Allemagne une réalité quasi immuable et constamment anti-polonaise pendant une part notable de l'histoire. En faisant de ce pays un trouble-paix et de la Pologne une victime éternelle, les propagandistes polonais font du rattachement des territoires recouverts à la Pologne l'issue logique d'une philosophie de l'histoire pénitentielle.

### *C. Une philosophie de l'histoire<sup>28</sup> pénitentielle ou rédemptrice ?*

Le « retour » des territoires recouverts à la Pologne en 1945 est interprété du point de vue polonais comme le sens de l'histoire de la Pologne, et dans une moindre mesure celui de l'Allemagne : « La lutte avec le torrent allemand représente l'axe autour duquel tourne l'histoire de la Pologne. On peut cependant dire quelque chose de plus sur cette lutte. Son déroulement et ses résultats sont l'un des facteurs les plus essentiels de l'histoire générale de l'Europe. »<sup>29</sup>. Il s'agirait à la fois d'une juste punition pour des siècles de persécutions envers les Polonais et les autres Slaves, tout autre type de relation entre Slaves et Allemands étant bien entendu tue, et d'une juste récompense pour des années de lutttes et de résistances. En ce sens, 1945 est le point d'orgue d'une philosophie de l'histoire qui pourrait être qualifiée de « pénitentielle ». Les bouleversements territoriaux, démographiques et géopolitiques de 1945 sont perçus comme un châtement pour l'Allemagne, notamment dans la presse polonaise, plus vindicative à l'égard des Allemands<sup>30</sup>. Plus largement, les malheurs qui s'abattent sur les Allemands à la fin de la guerre sont considérés comme une expiation pour les crimes et les

---

<sup>28</sup> Par philosophie de l'histoire, nous entendons à la fois l'idée générale selon laquelle l'histoire a un sens et de manière plus particulière les diverses possibilités de caractériser ce sens à travers plusieurs philosophies politiques.

<sup>29</sup> A-PANpo/Wojciechowski/118/p. 3.

<sup>30</sup> Cf. chapitre 7, IIIA, qui traite plus particulièrement de ce point.

persécutions commises envers les Polonais<sup>31</sup>. Dans cette vision des choses, le « retour » des territoires recouverts apparaît comme logique. Concernant les événements de 1945, les auteurs polonais adoptent plusieurs grilles de lecture de l'événement, qui s'inscrivent plutôt dans une philosophie de l'histoire rédemptrice<sup>32</sup> de la Pologne : 1945 est-elle une fin de l'histoire, le début d'une nouvelle histoire, le retour à l'histoire commencée au X<sup>e</sup> siècle puis interrompue par le *Drang nach Osten* et l'orientation de l'expansion polonaise vers l'est ? Cette dernière conception ferait de l'histoire polonaise une vaste parenthèse que 1945 viendrait refermer. Toutes ces interprétations se rejoignent toutefois en ce qu'elles considèrent 1945 comme le point d'aboutissement logique du sort des territoires recouverts, dont la place est en Pologne et non en Allemagne.

Wojciechowski privilégie l'idée d'un retour à une Pologne piastienne, immémoriale et mythifiée : « À la place du « *Drang nach Osten* » allemand arrive une époque d'une nouvelle marche slave vers l'ouest. Celui qui ne comprend pas ce phénomène, ne concevra pas la nouvelle époque, ne reconnaîtra pas la place de la Pologne dans la réalité qui nous entoure. Au seuil de son deuxième millénaire la Pologne monte de nouveau la garde sur l'Oder. »<sup>33</sup>. Pour d'autres, 1945 est l'aboutissement logique d'un processus de lutte pluriséculaire :

Pendant 700 ans le peuple poméranien a résisté à la dénationalisation. Sous le poids de l'exploitation sociale, lié à la persécution nationale, l'extension de la langue polonaise ne cessait de se rétracter, car la disproportion des forces était trop grande. Une partie des Poméraniens a cependant perduré jusqu'au moment où les changements historiques ont rendu de nouveau à la Pologne les terres jadis perdues. Aujourd'hui ils participent à la reconstruction de la Poméranie en tant que propriétaires, représentant le lien vivant entre notre époque et le passé historique du pays.<sup>34</sup>

Śląski, s'il ne néglige pas le tournant de 1945, insiste cependant sur la continuité avec les siècles précédents et met en avant l'advenue d'une ère nouvelle, celle d'une nouvelle Pologne, nationale et plus juste socialement, caractéristique de nombre d'écrits polonais à partir de

---

<sup>31</sup> Il s'agit là du point de vue de l'immense majorité de la population polonaise et de ses élites politiques et culturelles, notamment les cercles de la pensée occidentale polonaise.

<sup>32</sup> Par ce terme, nous comprendrons que le retour de la Pologne sur ses anciennes terres est interprété comme moyen de salut, lui seul permettant d'assurer une viabilité politique et économique à la Pologne, voire dans certains cas, notamment pour les auteurs influencés par le communisme, comme un véritable salut d'ordre moral. Après des années d'errances à l'Est et de domination de populations étrangères, la Pologne arrête ce que certains considèrent comme l'oppression de certains peuples pour mener une politique irréprochable dans le cadre du nouvel État-nation polonais.

<sup>33</sup> WOJCIECHOWSKI Zygmunt, *Polska-Niemcy. Dziesięć wieków zmagania (Pologne-Allemagne. Dix siècles de luttes)*, IZ, Poznań, p. 13, 1945, p. 262.

<sup>34</sup> ŚLĄSKI Kazimierz, *Przemiany etniczne na Pomorzu Zachodnim w rozwoju dziejowym (les Transformations ethniques en Poméranie Occidentale au cours de l'histoire)*, IZ, Poznań, 1954, p. 255.

l'époque stalinienne, avec la marxisation du ton voire des présupposés idéologiques de la science historique polonaise.

De manière générale, trois philosophies de l'histoire sont régulièrement utilisées par les acteurs de la pensée occidentale polonaise pour présenter le rattachement des territoires recouverts à la Pologne comme un acte de justice. Ils les utilisent séparément ou simultanément : de manière diffuse et la plupart du temps implicite, une philosophie de l'histoire chrétienne, au sens où l'injustice commise appelle forcément un châtement, autrement dit, l'espérance que le mal reçoit toujours sa punition en fin de compte, avant même l'au-delà. C'est le cas d'une expertise de Stanisław Leszczycki<sup>35</sup> intitulée « les fondements géopolitiques de nos revendications concernant les terres occidentales » et rédigée en mars 1945 pour le ministère des Affaires étrangères polonais. Dans ce document de nature pourtant scientifique se glissent des expressions partisans qui renvoient à une conception de la justice de l'histoire : « Au nom de la justice la Pologne est en droit d'exiger des expiations et des réparations, pour Varsovie et Poznań elle devrait recevoir Wrocław et Szczecin. »<sup>36</sup>. De manière plus ouverte, les représentants de la pensée occidentale polonaise utilisent une philosophie de l'histoire ratzélienne, qui s'inspire du darwinisme social. Prenant le contre-pied de la théorie allemande du *Lebensraum*, ils mettent en avant le fait que les territoires recouverts sont l'espace naturel de la Pologne<sup>37</sup>. De la sorte, la possession par l'Allemagne de ces régions qui ne font pas partie du milieu naturel de vie de la population allemande est contre-nature et ne peut que se terminer à plus ou moins brève échéance. L'insistance sur le retour de la Pologne à ses « terres antiques », souvent faite de manière pathétique et en mythifiant des terres septentrionales et occidentales comme un sorte de terre promise, est caractéristique de cela. Le rapport précédemment cité du Comité des Affaires étrangères des territoires recouverts<sup>38</sup> proclame ainsi : « Actuellement les Polonais sont revenus sur leurs antiques terres « piastiennes », qui appartenaient à l'État polonais pendant quelques siècles. [...] 1945. En vertu de la conférence de Berlin la Pologne est revenue à ses frontières de l'an

---

<sup>35</sup> AMSZ/18-355/p. 1-2. Leszczycki (1907-1996) est professeur de géographie à l'Université Jagellonne, spécialisé dans l'aménagement du territoire et notamment les économies régionales, particulièrement dans les territoires recouverts. Membre du PZPR, il est sous-secrétaire d'État au sein du ministère des Affaires étrangères de 1946 à 1950.

<sup>36</sup> AMSZ/18-355/p. 1.

<sup>37</sup> Cf. chapitre 5, I notamment.

<sup>38</sup> AAN/KSZZO/26.

1100<sup>39</sup>. Les terres, qui étaient le berceau de l'État polonais ont été rendues à la Pologne. »<sup>40</sup>. À cette philosophie darwinienne du combat à mort pour son lieu de vie se surajoute une philosophie de l'histoire plus marxiste, liée au nouveau régime politique qui se met en place en Pologne à partir de 1944. Les territoires recouverts, en tant que régions de l'État de Prusse, incarnation du régime féodal, capitaliste et impérialiste allemand, ne pouvaient que revenir à une Pologne socialiste. De même que le régime capitaliste est condamné à s'effondrer et à être dépassé par une dictature du prolétariat, de même des territoires recouverts prussiens, gérés de manière coloniale et féodale par le centre germanique<sup>41</sup> capitaliste, ne peuvent que revenir, à la faveur du triomphe de la révolution communiste, à une Pologne socialiste et qui les développera en conséquence. Cette vision est particulièrement présente dans un discours prononcé par Edmund Męclewski en 1963 lors d'un congrès de l'Association pour le développement des territoires occidentaux<sup>42</sup>. Il y insiste d'abord sur le fait que si le retour des territoires recouverts à la Pologne apparaît aux spécialistes comme logique, il y a eu un écart sur ce point entre les propagandistes de la pensée occidentale polonaise et une partie notable de la population polonaise, ce qui montre implicitement les limites de la portée de l'argument présentement étudié: « pour une partie importante de notre société le retour de la Pologne en 1945 sur ses terres maternelles a été certes un fait joyeux, mais en même temps surprenant et assez inattendu »<sup>43</sup>. Il développe alors un argumentaire pour en démontrer la double logique du point de vue historique, dans le cadre de la philosophie de l'histoire nationale ratzélieenne qui a déjà été évoquée et dans celui d'une philosophie de l'histoire marxiste. Seule une Pologne populaire pouvait avoir l'espoir de retrouver un jour les territoires recouverts :

La Pologne est née de nouveau en 1945 dans les frontières dans lesquelles l'État polonais s'est formé il y a près de mille ans et desquelles elle a été repoussée au fil des siècles. C'est un fait indiscutable,

---

<sup>39</sup> Il est intéressant de noter ici que contrairement à ce qui est souvent mis en exergue par la pensée occidentale polonaise, la Pologne de 1945 est la copie de celle de 1100, et non pas de 1000. Cette différence temporelle peut, dans la logique du KSZZO, s'expliquer par une volonté de rapprocher au maximum de 1945 la période d'appartenance de tous les territoires recouverts à la Pologne pour renforcer au maximum l'argument historique et historico-philosophique.

<sup>40</sup> *Idem*, p. 73-74.

<sup>41</sup> Nous développerons davantage cet argument au chapitre 7, IA.

<sup>42</sup> Męclewski (1913-1992) est journaliste polonais, membre de l'organisation patriotique qui rassemble nombre de représentants de la pensée occidentale polonaise *Ojczyzna* [Cf. chapitre 4, IIB]. Figure majeure de ce courant de pensée, il est le directeur de l'Agence de presse occidentale pendant de nombreuses années et membre fondateur de l'Association pour le développement des territoires occidentaux [Cf. chapitre 4, IIIC]. AAN/TRZZ/1014/p. 23-32.

<sup>43</sup> AAN/TRZZ/1014/p. 23.

que notre retour sur l'Oder et la Neisse était conditionné et est lié on ne peut plus directement avec le passage de la Pologne au socialisme, il était donc à la fois une libération nationale et une libération sociale.<sup>44</sup>

Justice nationale et logique marxiste se combinent ainsi pour Męclewski, qui est représentatif de la marxisation, pragmatique ou idéologique, d'une part notable de la pensée occidentale polonaise, pour faire de l'annexion des territoires recouverts un acte de justice historique quelle que soit la philosophie de l'histoire choisie. À lire les Polonais, les trois grands courants idéologiques dominant le XX<sup>e</sup> siècle, le christianisme<sup>45</sup>, le nationalisme, le marxisme, se donneraient la main pour justifier ce retour. Quant à savoir si 1945 s'inscrit simplement dans une philosophie de l'histoire ou si c'est un événement eschatologique entrouvrant la possibilité d'une fin de l'histoire, la suite de l'argumentaire polonais en ce qui concerne les anciennes provinces orientales du Reich semble y répondre. La perspective du révisionnisme et donc du danger allemand semble faire de 1945 un jalon essentiel, mais non ultime, de l'histoire des relations germano-polonaises et donc de celle des territoires recouverts. L'annexion de ces terres est alors justifiée du point de vue de la stratégie militaire pour les bienfaits qu'elle apporte à la Pologne en termes de sécurité.

## II Un enjeu géostratégique

Aux yeux des spécialistes de la question occidentale, la frontière sur l'Oder-Neisse a une grande valeur du point de vue de la géostratégie, et ce pour quatre raisons, rappelées dans un document du ministère des Affaires étrangères polonais de 1945<sup>46</sup>. Elle réalise en effet entièrement « les postulats de la sécurité de la Pologne »<sup>47</sup> car elle permet :

- 1) La défense contre l'agression envers les Allemands en lien avec les États slaves
- 2) La problématique de la frontière la plus courte et la plus sûre
- 3) La liquidation de la Prusse orientale, de Gdańsk
- 4) La liquidation du coin silésien enfoncé entre la Pologne et la Tchécoslovaquie<sup>48</sup>

---

<sup>44</sup> *Idem.*

<sup>45</sup> Le christianisme n'est pas entendu ici comme religion mais comme pensée politique et sociale, dans la veine de la démocrate-chrétienne.

<sup>46</sup> AMSZ/18-355/p. 3-6.

<sup>47</sup> *Idem*, p. 5.

<sup>48</sup> *Idem.*

La ligne Oder-Neisse est donc une frontière optimale pour la Pologne en ce qu'elle est comprise comme un front face à l'Allemagne. Le tracé de ce dernier est le meilleur possible car l'Oder-Neisse permet un raccourcissement notable de la frontière germano-polonaise. Enfin, elle supprime l'exclave allemande que représente la Prusse orientale. Comme ce type d'argument a déjà été évoqué à l'occasion de l'étude de la pensée occidentale polonaise avant et pendant la guerre<sup>49</sup>, cette sous-partie se contentera de préciser et développer le propos.

### *A. Une frontière occidentale faisant office de nouveau front*

La nouvelle frontière occidentale polonaise est considérée dans un premier temps comme un front entre la Pologne et l'Allemagne, qui garantit la sécurité de la première, ce qui est un moyen supplémentaire de justifier les changements territoriaux. Ce front est compris au sens propre comme au sens figuré. En effet, la pensée occidentale polonaise s'intéresse à l'Oder-Neisse du point de vue de sa valeur stratégique et comme front idéologique, assurant l'unité de la nation polonaise dans la lutte contre le révisionnisme allemand.

La frontière germano-polonaise est longtemps étudiée du seul point de vue de ses avantages militaires. Les documents officiels répètent à l'envie l'argument selon lequel l'unique moyen d'assurer une réelle sécurité à la Pologne face à l'Allemagne est de fixer sa frontière sur l'Oder-Neisse. L'expertise déjà citée du Comité pour les Affaires étrangères des terres occidentales résume ainsi le point de vue polonais en une phrase : « La nouvelle frontière occidentale est la garantie de la sécurité de la Pologne »<sup>50</sup>, assertion qui est répétée plusieurs fois dans ce même document. Affirmer n'est pas prouver : après-guerre fleurit toute une littérature historique et géostratégique qui met en exergue les valeurs militaires de la frontière occidentale polonaise. Une expertise anonyme du ministère des Affaires étrangères « les conséquences de la perte de la Terre de Lubusz »<sup>51</sup> illustre cette rhétorique : elle examine les implications géostratégiques de la perte de cette région polonaise en 1250. Elle est typique d'un mode de pensée sur le long terme, soutenu par une philosophie de l'histoire agonistique entre Allemands et Polonais, selon laquelle l'acquisition de cette région par le Brandebourg est l'origine lointaine d'un événement historique décrit comme inéluctable, la disparition de l'État polonais à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans un premier temps, le propos se veut

---

<sup>49</sup> Cf. chapitre introductif IIC et chapitre 1, IIB.

<sup>50</sup> AAN/KSZZO/26/p. 75.

<sup>51</sup> AMSZ/18-403/p. 1-8.



scientifique, et démontre le caractère stratégique de cette marge occidentale de la Pologne médiévale :

La section la plus importante de cette frontière a été la Terre de Lubusz, sise sur les deux côtés de l'Oder aux confluents de l'Oder avec la Warta et la Noteć. Ce nœud hydrographique d'une importance capitale fait de la Terre de Lubusz le pilier soutenant toute la frontière occidentale de la Pologne. La perte de la Terre de Lubusz doit conduire également en conséquence, en tant que perte du cours moyen de l'Oder, à la perte de son cours supérieur et inférieur, c'est-à-dire de la Silésie et de la Poméranie.<sup>52</sup>

L'auteur du document ne s'arrête pas là : il voit dans la chute de la Terre de Lubusz aux mains des Allemands la préfiguration de la chute finale de la Pologne face à la Prusse : « La Terre de Lubusz est donc la porte ouverte à l'invasion des terres polonaises, une sorte de serrure pour toute la frontière occidentale, dont l'ouverture doit conduire de manière conséquente et logique à la domination sur tout le système hydrographique de l'Oder et de la Vistule. »<sup>53</sup>. Ce faisant, il met en avant la valeur géostratégique de la région et entend démontrer que si elle ne fait pas partie de la Pologne, et implicitement que si la frontière occidentale de cette dernière n'est pas fixée sur l'Oder en n'englobant pas l'essentiel de cette région, la Pologne n'aura aucune garantie pour sa sécurité. La conclusion est sans appel, et insiste sur les intérêts de cette frontière pour la Pologne et l'Europe : « La Pologne doit retrouver son ancienne frontière à l'ouest, courant le long de la rive gauche de l'Oder, sécurisant de la sorte la porte de la Pologne, la Terre de Lubusz, qu'une nouvelle occupation des terres polonaises par l'Allemagne ne soit pas à l'avenir un danger pour l'Europe. »<sup>54</sup>. Comme les géographes, les géopoliticiens semblent considérer que la frontière occidentale doive être repoussée le plus loin possible à l'ouest, si possible au-delà même de la ligne tracée à Potsdam. Il est en effet question de la « rive gauche de l'Oder », ce qui rejoint les propositions de Kiełczewska et d'autres géographes étudiées précédemment<sup>55</sup>. Là encore, des projets territoriaux maximalistes sont dessinés pour assurer au mieux la sécurité de la Pologne, qui devient le critère principal pour l'établir. Un rapport militaire sur les capacités de défense de la Pologne est révélateur de cette manière de pensée<sup>56</sup>. Il réfléchit sur les manières de protéger encore davantage la Pologne en avançant des revendications territoriales supplémentaires. Ainsi, de

---

<sup>52</sup> AMSZ/18-403/p. 1.

<sup>53</sup> *Idem*.

<sup>54</sup> *Idem*, p. 7.

<sup>55</sup> Cf. chapitre 5, IA.

<sup>56</sup> AMSZ/18-413/p. 19-32.

manière à protéger le long littoral baltique induit par les nouvelles frontières, il réclame l'annexion à la Pologne de tout ou partie de l'île de Rügen : « Rugia est du point de vue des opérations militaires, un des points stratégiques les plus importants de la Baltique. » [...] « En résumé, il apparaît clairement que c'est seulement la possession de Rugia ou au moins de ses presqu'îles s'étendant vers l'est et le nord [...] qui donne à la Pologne les possibilités de défendre sa côte. »<sup>57</sup>. Cette surenchère dans les revendications territoriales alors même que l'Oder-Neisse n'a été acceptée que du bout des lèvres par les puissances anglo-saxonnes à Potsdam, pour irréaliste qu'elle est, n'en montre pas moins le fait que la nouvelle frontière avec l'Allemagne est analysée par les Polonais avant tout d'un point de vue militaire. Avec le temps, notamment après la fondation de la RDA, la frontière perdra en partie ce caractère militaire. De front devant défendre la Pologne, elle sera de plus en plus interprétée comme front idéologique à défendre.

Symboliquement en effet, la frontière Oder-Neisse apparaît comme le lieu d'une lutte idéologique contre tout révisionnisme à l'encontre du *statu quo* postérieur à la Seconde Guerre mondiale. Des déclarations volontiers unanimistes se sont manifestées dès la fin de la guerre dans des milieux très divers pas forcément reliés à la pensée occidentale, pour défendre cette frontière. Les *Polonia* sont ainsi des caisses de résonance à l'étranger du discours forgé en Pologne même sur cette limite politique, qu'elles soient anciennes ou récentes. Au sein de la vieille *Polonia* nord-américaine paraît en 1947 un vibrant appel pour la défense des acquisitions territoriales polonaises : *La Question de la frontière est une question de vie ou de mort pour les Polonais*<sup>58</sup>. Dans le milieu de la *Polonia* italienne, plus récente et marquée idéologiquement puisqu'elle est constituée majoritairement par les anciens soldats de l'armée d'Anders, un livre qui traite du même sujet est publié la même année<sup>59</sup>. Dans ce dernier, l'auteur nuance un point de vue radical parfois rencontré chez d'anciens soldats selon lequel l'acceptation de la nouvelle frontière occidentale ne devrait aller de pair qu'avec le maintien de l'ancienne frontière orientale. Ipohorski-Lenkiewicz reprend en partie l'argumentaire de la pensée occidentale polonaise et conclue : « La frontière Oder-Neisse doit donc être considérée

---

<sup>57</sup> AMSZ/18-413/p. 27/29.

<sup>58</sup> WALKOWICZ Leon, *Sprawa granicy zachodniej to dla Polaków to być albo nie być, (la Question de la frontière occidentale est une question de vie ou de mort pour les Polonais)*, Chicago, 1947.

<sup>59</sup> IPOHORSKI-LENKIEWICZ Witold, *Granice Polski (les Frontières de la Pologne)*, Biblioteka Wolna Trybuna (Bibliothèque de la Libre Tribune), Rome, 1947.

comme intentionnelle et rationnelle. »<sup>60</sup>. Le fait que cette dernière soit défendue quasiment unanimement par tous les courants d'idée polonais, en Pologne ou à l'étranger, fait bien de la nouvelle frontière un enjeu fort à défendre. Des années plus tard, le discours n'a pas changé : il s'agit toujours de faire de l'Oder-Neisse le front de lutte contre le révisionnisme allemand, ce qui se retrouve particulièrement dans les *Bulletins de l'Agence de presse occidentale*. Ce combat par lequel se réalise l'unité de la nation est mis en exergue dans le *Bulletin* n° 16 de 1958 qui titre notamment : « La Frontière qui unit tous les Polonais ». L'article recense précisément toutes les condamnations du révisionnisme ouest-allemand réalisées par les journaux des *Polonia* et conclut de manière quelque peu catégorique : « Tous les Polonais soutiendront l'administration du pays sans tenir compte de sa tendance politique contre les attaques allemandes visant les territoires polonais. L'administration actuelle, bien que communiste, peut même compter sur les Polonais les plus anticommunistes, pour défendre la frontière sur l'Odra et la Nysa lusacienne. »<sup>61</sup>. Il semble oublier que nombre de Polonais rapatriés des confins orientaux abandonneraient sans grand regret leurs lieux de vie dans les territoires recouverts s'ils pouvaient se réinstaller sur leurs terres originelles. La frontière occidentale n'en est pas moins élevée au rang de mythe qui concrétise les promesses de développement et de prospérité que formule le gouvernement communiste polonais. L'Agence de presse occidentale lie ainsi la défense de la Ligne Oder-Neisse à la défense des acquis socio-économiques du régime, dans un autre article unanimiste, « À ce sujet, unanimité complète parmi tous les Polonais » : « Toutes ces organisations, sans tenir compte de leur idéologie et de leur point de vue politique, ont énergiquement pris fait et cause pour la frontière qui a non seulement restitué à la Pologne ses territoires- ravis par les Allemands au cours des siècles, mais qui garantit aussi le développement futur de la Pologne. »<sup>62</sup>. L'Oder-Neisse est présentée comme condition géopolitique de survie de la Pologne, elle est aussi un front idéologique pour le régime au pouvoir afin de faire oublier les dissensions internes à la société polonaise. La récupération de la frontière par la propagande donne une idée de sa valeur stratégique et symbolique dans un contexte où les dirigeants polonais prennent en compte toutes les options, notamment celui d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne. La manière dont est utilisée la frontière occidentale pour légitimer le rattachement des territoires recouverts à la Pologne peut se comprendre si elle est analysée du point de vue de ses

---

<sup>60</sup> IPOHORSKI-LENKIEWICZ Witold, *op. cit.*, p. 12.

<sup>61</sup> *Bulletin de la ZAP* n° 18, 1958, p. 33-34.

<sup>62</sup> *Bulletin de la ZAP* n° 1, 1959, p. 3.

avantages concrets : le raccourcissement de la frontière avec l'Allemagne et la fin du risque d'encerclement couru par la Pologne d'avant 1939.

### ***B. Un raccourcissement conséquent de la frontière germano-polonaise***

Si la Ligne Oder-Neisse renforce la sécurité de la Pologne, c'est parce qu'elle raccourcit la frontière commune à la Pologne et à l'Allemagne. La situation géopolitique du pays s'en trouve considérablement améliorée ; elle lui permet, en cas de conflit germano-polonais, de concentrer ses forces le long d'une ligne droite *grosso modo* et non en arc de cercle comme c'était le cas en 1939. Un tableau publié dans le rapport du Comité pour les affaires étrangères des territoires recouverts résume à lui seul l'évolution de la situation de la Pologne vis-à-vis de ses voisins.

Longueur générale des frontières	1938	Pourcentage	1945	Pourcentage	% par rapport à 1939
Maritimes	140	2.5	492	15.5	351
Terrestres	5 389	97.5	2 690	84.5	50
<b>Dont avec l'Allemagne</b>	<b>1 912</b>	<b>34.6</b>	<b>402</b>	<b>12.6</b>	<b>22</b>
Avec l'URSS	1 412	25.5	1 293	40.6	92
Avec la Tchécoslovaquie	984	17.8	995	31.3	101
Total	5 529	100	3 182	100	58

Tableau comparant la longueur des différents segments de la frontière polonaise en 1938 et 1945<sup>63</sup>

Le changement radical de forme de la Pologne en 1945 a également bouleversé les rapports du pays par rapport à ses voisins. Si en 1938, la Pologne partage le plus de frontières avec l'Allemagne, en 1945 c'est l'URSS qui est devenue le principal voisin de la Pologne. Cette évolution apporte des avantages stratégiques non négligeables. Avec cinq fois moins de frontières communes avec l'État allemand, il est désormais possible de mieux résister à une éventuelle invasion de sa part. En outre, ce n'est pas seulement la longueur qui est avantageuse, mais également le tracé : « Le raccourcissement de la frontière polono-allemande n'est pas seulement la principale qualité de la nouvelle frontière. Elle a supprimé en même temps « l'encerclement » de la Pologne par le nord, du côté de la Prusse orientale,

<sup>63</sup> AAN/KSZZO/26/p. 75.

ce qui était la caractéristique de la frontière polono-allemande d'avant 1939. »<sup>64</sup>, ce sur quoi les auteurs de la pensée occidentale mettent particulièrement en avant.

### *C. Le règlement du problème de la Prusse orientale*

La revendication polonaise de la Prusse orientale ou au moins sa neutralisation est l'une des plus anciennes, et a longtemps fait figure d'exigence principale des Polonais en temps de guerre<sup>65</sup>, ce que les textes d'après-guerre ne manquent pas de rappeler pour montrer la cohérence de la demande : « L'acquisition par la Pologne d'un large accès à la Baltique ainsi que la liquidation du non-sens historique de la Prusse orientale représentait encore avant-guerre l'un des postulats de la pensée politique polonaise. »<sup>66</sup> Cette région allemande est perçue comme une menace voire comme une hypothèque pour la Pologne, du fait de son caractère excentré qui nécessite la mobilisation d'une partie des forces polonaises face à elle en cas de guerre. La stratégie et l'histoire sont mobilisées pour montrer le caractère nocif de son appartenance à l'Allemagne. D'un point de vue stratégique, le rôle de la Prusse orientale dans la défaite polonaise lors de la campagne de septembre 1939 est souvent mis en avant, notamment par le fait que des armées allemandes basées en Prusse menacent directement, dès l'entame des hostilités, la capitale polonaise, distante de seulement 150 kilomètres de la frontière prussienne<sup>67</sup>. La science historique est quant à elle mise à profit pour rappeler les inconvénients pour la Pologne de l'appartenance de la Prusse orientale à différentes entités allemandes au cours de l'histoire. Dans un premier temps, cette région est assimilée à l'Ordre teutonique et à son action hostile à la Pologne, puisqu'elle est la colonne vertébrale de l'État des moines-soldats : « Les Teutoniques se sont maintenus définitivement en Prusse orientale, formant un réservoir de germanité supplémentaire dangereux sur les arrières de la Pologne. »<sup>68</sup>. Si la Prusse allemande apparaît comme si dangereuse pour les Polonais, c'est parce qu'elle risque de les couper de la mer et donc de les inféoder à un pouvoir étranger : « L'idée des Hohenzollern est devenue l'utilisation du bastion de la Prusse orientale, pour couper, par une action concertée double, la Pologne de la mer. »<sup>69</sup>. Sont ainsi mis en exergue

---

<sup>64</sup> *Idem.*

<sup>65</sup> Soit par une démilitarisation soit par l'octroi d'un statut d'État libre, distinct de l'Allemagne. Cf. chapitre introductif IIC et chapitre 1, IIB.

<sup>66</sup> IPOHORSKI-LENKIEWICZ Witold, *op. cit.*, p. 12.

<sup>67</sup> Nous traiterons davantage de l'utilisation des territoires recouverts à des fins militaires par l'Allemagne dans le chapitre 7, IIIB et IIIC.

<sup>68</sup> AMSZ/18-403/p. 4.

<sup>69</sup> *Idem.*

les nombreux conflits menés entre les Teutoniques puis les Prussiens contre les Polonais, notamment au sujet de la Prusse. Cette région est donc perçue comme le berceau de l'État qui a fini par détruire deux fois l'édifice étatique polonais, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et en 1939. L'expansionnisme de cette région spécifique de l'Allemagne est mis en avant à travers les âges :

Quand l'Ordre teutonique a conquis l'État des Pruthènes- la Prusse orientale », il a entrepris de cette position stratégique des efforts dans le but de prendre aux Polonais des territoires rattachant la Prusse à la Marche orientale allemande, c'est-à-dire le Brandebourg [...] Le recouvrement de l'indépendance par la Pologne après la Première Guerre mondiale n'a pas conduit à la liquidation de la Prusse orientale. De nouveau est apparu le « corridor », de nouveau les bases stratégiques sur la rive droite de l'Oder menaçaient la sécurité de la Pologne. Par des routes antiques, vieilles de 900 ans, cinq armées hitlériennes se sont jetées sur la Pologne le 1<sup>er</sup> septembre 1939<sup>70</sup>

La continuité de l'expansionnisme allemand est ici incarnée par la Prusse. Alors que les États allemands ou perçus comme tels passent ; Brandebourg, Ordre Teutonique, Prusse, Allemagne impériale puis nazie, un dénominateur commun demeure : la Prusse orientale. Cette dernière est perçue comme le cerveau de la politique antipolonaise, ce qui explique les revendications polonaises pour détruire cette enclave. Il s'agit, ce faisant, d'anéantir les tentations d'établir un *continuum* territorial entre la Prusse et le reste des régions allemandes en l'annexant à la Pologne. Aux yeux des auteurs de la pensée occidentale polonaise, la Ligne Oder-Neisse permet de garantir une sécurité maximale pour les Polonais ; elle permet encore, en incorporant les territoires recouverts, de renforcer l'économie polonaise dans toutes ses dimensions.

### III Une nécessité vitale pour l'économie polonaise

#### A. Un pôle de développement potentiel de la nouvelle Pologne

Les experts polonais insistent dans un premier temps sur la richesse des ressources naturelles présentes dans les territoires recouverts pour indiquer leur importance pour le développement futur de la Pologne. De nombreux textes vantent ainsi le potentiel économique de ces régions. Écrits dans les années 1940 et 1950, dans un contexte spécifique, celui de la mise en place d'un modèle économique fondé sur la planification, la primauté absolue donnée à l'industrie et la modernisation de l'agriculture, ils ont une vision du développement fondé

---

<sup>70</sup> AAN/KSZZO/26/p. 76-77.

sur l'extraction sans limite des ressources naturelles de ces territoires. L'économie se réduit pour eux aux secteurs secondaire et primaire, et le paradigme productif pour mettre en valeur ces terres date de la deuxième Révolution industrielle, voire remonte à la première Révolution industrielle. L'accent est ainsi mis sur le charbon et le fer, l'électricité, et le développement d'une agriculture productiviste. Comme dans les autres économies socialistes de l'époque, le secteur tertiaire est négligé, même si des réflexions sont bien lancées pour développer le commerce, notamment en perfectionnant les réseaux de transport des territoires recouverts.

Dans ces circonstances, les territoires recouverts sont présentés comme une sorte de « terre promise », aux nombreuses richesses naturelles, qui viennent largement étoffer celles de la Pologne centrale, qui en compte moins. Dans un premier temps, ils permettent de réunifier le bassin houiller de Haute-Silésie, aux deux-tiers polonais avant-guerre. Ce dernier est valorisé comme étant la principale région industrielle du pays dont la possession permettra à la Pologne de passer à un stade de développement supérieur. Les documents du ministère des Travaux pour le Congrès de Londres mettent déjà en avant le caractère fondamental de la Haute-Silésie pour l'économie polonaise<sup>71</sup>. Ils mettent aussi en avant l'interaction entre ce pôle industriel et extractif et le reste de la Pologne, qui en est le débouché naturel : « La Pologne et l'Europe du Sud-Est, comme nous venons de le dire, sont le seul Hinterland naturel de la Haute-Silésie, tant d'un point de vue géopolitique que du point de vue des communications et des transports. »<sup>72</sup>.

Les ressources naturelles les plus mises en valeur sont les minerais, importants mais inégalement répartis dans les territoires recouverts. Une brochure d'Antoni Wrzosek<sup>73</sup> fait ainsi le relevé de tous les gisements qui se situent sur ces territoires. Nous n'en ferons pas une liste exhaustive, mais nous concentrerons sur les points essentiels qui montrent l'intérêt économique qu'il y a pour la Pologne à posséder les territoires recouverts. Ainsi, cet espace fait du pays une puissance houillère de premier plan, atout non négligeable dans une économie mondiale où le charbon demeure encore la source d'énergie principale. Trois bassins d'extraction du charbon au sens large se trouvent sur les territoires recouverts : le bassin houiller de Haute-Silésie, le petit bassin de Wałbrzych, et les gisements de lignite,

---

<sup>71</sup> Notamment un rapport rédigé en anglais : AAN/MPKwL/72/p. 137-153.

<sup>72</sup> AAN/MPKwL/72/p. 149.

<sup>73</sup> WRZOSEK Antoni, *Bogactwa naturalne na Ziemiach Zachodnich (les Richesses naturelles sur les terres occidentales)*, IS, 1947. Wrzosek (1908-1983) est un docteur en géographie, membre de l'Institut baltique durant l'entre-deux-guerres, puis de l'Institut silésien après-guerre, il est spécialiste de la Silésie.

dispersés sur la bordure occidentale de la Pologne, notamment en Basse-Silésie et en région de Lubusz. Ces derniers sont la continuation des gisements de lignite de Saxe et du Brandebourg. Wrzosek insiste sur les estimations des réserves en charbon : « Les gisements de charbon occupent ici un espace de 570 km<sup>2</sup> et les ressources en charbon sont estimées ici à 4,8 milliards de tonnes jusqu'à une profondeur de mille mètres. »<sup>74</sup>, pour ce qui est de la Haute-Silésie, région qui se caractérise par des filons de très bonne qualité et aisément accessibles. Les gisements sont bien plus modestes, de moindre qualité et à l'extraction plus difficile dans le Bassin des Sudètes autour de Wałbrzych, qui n'est traité que comme un gisement d'appoint (1,2 milliard de tonnes estimées<sup>75</sup>). Enfin, les spécialistes des territoires recouverts fondent des espoirs importants dans l'extraction du lignite, qui y serait abondant : « Avant-guerre on estimait les ressources de lignite en Silésie à 7,4 milliards de tonnes »<sup>76</sup>. Cette source d'énergie est perçue comme un élément de modernisation de la société et de l'économie polonaises, ainsi qu'un moyen de parvenir à une plus grande autonomie dans les sources d'énergie : « Le lignite est le fondement de l'électrification de la partie occidentale de la Silésie et de la Terre de Lubusz, et peut en outre jouer un rôle important dans la fabrication de carburant liquide synthétique. »<sup>77</sup>. La liquéfaction du lignite pour fabriquer de l'essence synthétique, dans la lignée des ersatz allemands de la Seconde Guerre mondiale, fait ainsi partie des plans de développement économiques polonais de la fin des années 1940, alors même que les découvertes des gisements du pétrole du Golfe persique vont marginaliser cette technologie. En revanche, le lignite, comme la houille, contribuent fortement à l'électrification du pays, élément symbolique fort de modernisation de tout pays pour un régime communiste.

La deuxième richesse présente sur les territoires recouverts est constituée par un ensemble de ressources minières en métaux ferreux et non-ferreux. Toutefois, ils apparaissent pour la plupart à l'état de traces, puisqu'un certain nombre ont déjà été exploités et épuisés. Les gisements en fer le sont presque ; les ressources minérales principales sont en 1945 le zinc et le plomb. Par rapport à la période allemande, une seule nouveauté minéralogique est à signaler, mais elle est de taille. Il s'agit de la découverte, en 1957, d'importants gisements de cuivre de bonne qualité en Basse-Silésie. Au tournant des années 1950 et 1960 se constitue

---

<sup>74</sup> WRZOSEK Antoni, *op. cit.*, p. 8.

<sup>75</sup> *Idem.* De fait, les mines de charbon y ferment dès les années 1970.

<sup>76</sup> *Idem.*, p. 10.

<sup>77</sup> *Ibidem.*, p. 11.



ainsi peu à peu un bassin d'extraction du cuivre de première qualité, situé entre les villes de Legnica et Głogów, autour des villes de Lubin et de Polkowice<sup>78</sup>. Cette découverte est doublement récupérée par la propagande de la pensée occidentale polonaise et celle de l'État : elle permet de justifier un peu plus le rattachement des territoires recouverts, et montre les qualités d'aménageurs des Polonais. Un *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* de juillet 1959<sup>79</sup> se montre particulièrement laudatif sur le potentiel économique de la Basse-Silésie en lien avec les nouveaux gisements de cuivre : « Le retour de la Pologne dans ses anciennes frontières piastiques, le recouvrement des terres de l'Oder, a rajouté une nouvelle ligne dans les bilans économiques de notre pays. La Basse-Silésie rendue à la patrie a apporté en dot des gisements importants de cuivre. »<sup>80</sup>. De même, le potentiel prometteur de ces gisements, toujours en activité aujourd'hui, met en valeur l'aménagement polonais des territoires recouverts pour contrer les allégations des révisionnistes allemands : « Ce qui a été ici accompli dans les années d'après-guerre représente l'un des meilleurs exemples de notre capacité à aménager les terres de l'Oder qui nous sont revenues. »<sup>81</sup>. Les sources utilisées se contentent simplement de projections, la production n'ayant débuté dans la région qu'en 1965 ; néanmoins, les résultats ont été à la hauteur des espérances.

Les territoires recouverts sont aussi bien pourvus en matières premières agricoles et, par leur façade maritime, marines, ce sur quoi nous reviendrons dans le cadre de l'évaluation globale du poids économique des territoires recouverts : des documents très intéressants sur ce point évoquent le corollaire de l'expansion de la Pologne vers l'ouest, la perte des confins orientaux. Il s'agit de montrer d'une part l'intérêt économique des modifications territoriales et en même temps d'atténuer le traumatisme national que représente la perte de régions orientales auxquelles les Polonais sont étroitement liés de manière sentimentale. Une expertise d'Andrzej Bolewski<sup>82</sup> est un des rares documents qui vont dans ce sens : il compare le poids économique de la Pologne de 1945 avec celle de 1938, en esquissant plus ou moins nettement les différences de richesses entre territoires recouverts et confins orientaux. L'idée à démontrer est la suivante : « La Pologne dans les frontières actuelles a des potentialités

---

<sup>78</sup> En Basse-Silésie, en bordure avec la Grande-Pologne.

<sup>79</sup> AAN/TRZZ/482/p. 3-6.

<sup>80</sup> *Idem*, p. 3.

<sup>81</sup> *Idem*, p. 6.

<sup>82</sup> AMSZ/18-30/p. 1-21. Bolewski (1906-2002) est un spécialiste en minéralogie, professeur à l'Académie des usines et des mines (*Akademia Górniczo-Hutnicza*) de Cracovie.

économiques bien plus grandes que dans son état de 1938. »<sup>83</sup>. Si Bolewski indique certes la perte du bassin pétrolier de Galicie orientale, autour de Drohobycz-Borysław-Truskawiec<sup>84</sup>, au demeurant modeste : « Par conséquent la Pologne a perdu environ 75 % de sa capacité de production pétrolière par rapport à la période d'avant-guerre. »<sup>85</sup>, il met en avant l'augmentation nette des capacités charbonnières de la Pologne : « l'élévation des capacités de production de houille de 66 % de 60 à 100 millions de tonnes par an »<sup>86</sup>. Il fait des territoires recouverts en général, et plus particulièrement de la Basse-Silésie, une terre riche en minerais différents qui permet :

Le doublement des gisements et de la production des minerais de zinc et de plomb, contenant de l'argent, du cadmium et du thallium.

Une production significative de minerai de cuivre

Une production de 50-60 kilogrammes d'or, de 8 000 tonnes d'arsenic...<sup>87</sup>

Bolewski ne se contente pas de faire une comparaison implicite entre les territoires recouverts et les confins orientaux, il met directement en regard leur valeur économique, et ce dans plusieurs domaines. Il le fait notamment pour le domaine agricole, qui pourrait être à première vue défavorable aux territoires recouverts.

Surfaces (milliers d'hectares)	Pologne de 1938	Confins orientaux	Territoires recouverts	Pologne de 1945	Changements (hectares)	Changements (%)
Terres agricoles	25 600	10 300	6 700	22 000	-3 600	-14
Terres arables	18 600	6 600	5 000	17 000	-1 600	-9
Céréales	1 750	750	300	1 300	-450	-26
Seigle	5 800	1 650	1 250	5 400	-400	-7
Pommes de terre	2 900	920	770	2 750	-150	-5
Betteraves à sucre	130	17	120	235	+ 130	+ 78

**Tableau représentant le différentiel agricole entre la Pologne de 1938 et celle de 1945, en mettant bien en avant le poids respectif des confins orientaux et des territoires recouverts<sup>88</sup>**

<sup>83</sup> *Idem*, p. 18.

<sup>84</sup> Au sud de la ville de Lwów.

<sup>85</sup> *Idem*, p. 5.

<sup>86</sup> *Idem*, p. 4.

<sup>87</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>88</sup> *Ibidem*, p. 10.

S'il ressort de ce tableau que le potentiel agricole s'est amoindri dans l'absolu avec la perte des confins orientaux et l'acquisition des territoires recouverts, une analyse plus précise permet de voir que ce potentiel n'est pas réduit en proportion : « La Pologne dans ses nouvelles frontières peut utiliser de manière agricole 70,3 % de sa surface contrairement aux 65,7 % de sa superficie d'alors. »<sup>89</sup>. En outre, Bolewski fait ressortir d'autres éléments qui permettent non seulement de nuancer cette réduction du potentiel agricole mais aussi de montrer qu'il s'agit d'une illusion statistique. Les terres agricoles des territoires recouverts sont en effet cultivées de manière plus performante que les nombreuses terres de l'Est, et la population de la Pologne s'est réduite dans une proportion plus importante que la surface arable. En outre, la translation du pays vers l'ouest a renforcé d'autres ressources naturelles de la Pologne, notamment les ressources halieutiques : « La multiplication par trois de la longueur du littoral maritime ouvre de plus grandes possibilités pour les prises baltiques et de haute-mer. »<sup>90</sup>, ce qui est bien signifié par le tableau suivant :

Espace	Pologne de 1937	Poméranie et Mazurie	Pologne de 1945	Augmentation des possibilités
Prises maritimes (milliers de quintaux)	140	170	310	120 %

**Tableau représentant l'évolution des prises dans la Pologne de 1937 et celle de 1945<sup>91</sup>**

Un nombre important d'indicateurs est ainsi mobilisé dans une entreprise qui s'apparente véritablement à une opération de consolation de la nation polonaise de la perte des anciens territoires polonais de l'Est. Ceux qui sont les plus parlants en termes de démonstration du différentiel de développement entre les confins orientaux et les territoires recouverts sont ceux relatifs à la densité des réseaux de transport. Bolewski étudie le réseau routier et le réseau ferroviaire<sup>92</sup>. Les résultats sont sans appel :

<sup>89</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>90</sup> *Ibidem*, p. 13.

<sup>91</sup> *Idem*.

<sup>92</sup> Il ne prend en compte que les routes en dur, c'est-à-dire celles qui ont un revêtement régulier comme l'asphalte, le béton, à l'exclusion des chemins et routes en terre.

Densité en km/100km <sup>2</sup>	Confins orientaux	Territoires recouverts
Routes en dur	9.1	35.4
Chemins de fer	3.6	18.6

**Tableau représentant la densité comparée des réseaux de transport entre les territoires recouverts et les confins orientaux<sup>93</sup>**

Ces indicateurs permettent de figurer la différence entre des régions en sous-développement économique, mal reliées au reste du territoire national, et des régions bien reliées, connectables à la fois au réseau de transport polonais et allemand, et qui ont un niveau de développement économique certains. Ils mettent en avant le potentiel économique des territoires recouverts, et le fait que ces derniers apparaissent complémentaires à la Pologne.

### *B. Des territoires complémentaires avec les anciens*

Un autre aspect de l'argument économique insiste sur la cohérence retrouvée du territoire polonais avec le « retour » des territoires recouverts à la patrie. Il reprend une partie de l'argument géographique de l'identification de la Pologne au bassin de la Vistule et de l'Oder en insistant sur les liens économiques entre les deux et surtout sur l'importance économique de l'Oder.

La complémentarité économique entre Pologne centrale et territoires recouverts est avant tout étudiée du point de vue de la Haute-Silésie. Sans revenir sur les conséquences néfastes de la division de cette région à l'issue de l'arbitrage de la Commission interalliée pour la Haute-Silésie, les spécialistes polonais insistent sur les liens entre le bassin houiller et les terres anciennes, ces dernières étant considérées comme le débouché naturel de ses produits. Ainsi, dans l'expertise du ministère des Travaux pour le Congrès déjà évoquée<sup>94</sup>, ils sont bien mis en exergue : « La Pologne et l'Europe du Sud-Est, comme nous venons de le dire, sont le seul Hinterland naturel de la Haute-Silésie, tant d'un point de vue géopolitique que du point de vue des communications et des transports. »<sup>95</sup> en s'appuyant paradoxalement sur l'expérience du Gouvernement général pendant la Seconde Guerre mondiale. La disparition d'une frontière politique réelle et d'une frontière douanière entraîne un développement important de la Haute-

<sup>93</sup> *Ibidem*, p. 15.

<sup>94</sup> AAN/MPKwL/72/p. 137-153.

<sup>95</sup> *Idem*, p. 149.

Silésie dans son entier pendant ce conflit, ce qui démontre ainsi le non-sens de sa division et la nécessité de la rattacher dans son entier à la Pologne : « La Haute-Silésie n'est pas seulement un tout pour la première fois de son histoire. C'est aussi la première fois dans l'histoire qu'elle a un hinterland naturel [...] Le Gouvernement général est un marché naturel pour l'industrie lourde de la Haute-Silésie. »<sup>96</sup>. S'il faut nuancer cette dernière affirmation, puisque la région a déjà été unifiée *grosso modo* pendant la période prussienne, à l'exception de la Silésie de Cieszyn, il n'est pas moins exact que son bon fonctionnement nécessite des liens économiques forts avec la Pologne, voire son intégration à l'organisme économique polonais. L'entre-deux-guerres a en effet conduit à une marginalisation de la partie du bassin houiller restée en Allemagne, comme l'affirme un article de la *Revue occidentale*, « l'Oder, ses problèmes et ses perspectives »<sup>97</sup> : « L'industrie charbonnière de la partie allemande du Bassin de Haute-Silésie [...] a perdu tant son arrière-pays direct que le marchés étrangers voisins (Pologne, Hongrie, Autriche) et était condamnée à écouler ses produits sur le marché berlinois distant de 300 kilomètres. Il s'y est bientôt heurté à la concurrence du charbon du Bassin de la Ruhr, transporté par voie fluviale et a succombé dans un combat inégal dans les années 1930/1935. »<sup>98</sup>. Comme il n'est pas dans son intérêt que la Haute-Silésie soit divisée, et que cette dernière est plus liée aux terres polonaises, notamment au bassin sidérurgique de Dąbrowa-Górnica qui fonctionne en osmose avec elle, il apparaît donc logique que ce bassin revienne dans son entier à la Pologne.

Les territoires recouverts sont présentés comme les parfaits compléments des terres de la Pologne centrale centrées sur la Vistule. En effet, une modification sensible affecte l'argumentaire polonais concernant les possibilités d'ouverture au monde de la Pologne. Dans l'entre-deux-guerres, les représentants de la pensée occidentale polonais mettaient en avant l'importance de la Vistule et la nécessité d'en contrôler l'embouchure comme unique fenêtre de la Pologne sur le monde<sup>99</sup>. Dans la nouvelle configuration territoriale et géopolitique issue de Potsdam, ils remettent partiellement en cause l'argumentaire d'avant 1939, en insistant sur les possibilités de navigation limitées sur la Vistule et en mettant en avant les meilleures qualités fluviales de l'Oder, avec son débouché naturel, le port de Szczecin. Ainsi, le bassin de l'Oder servirait à écouler les produits de la Pologne centrale d'une meilleure manière que

---

<sup>96</sup> *Idem*, p. 147.

<sup>97</sup> DZIEWOŃSKI Zbigniew, « Odra, jej problemy i perspektywy » in *Przegląd Zachodni*, II, p. 918-930, 1947.

<sup>98</sup> DZIEWOŃSKI Zbigniew, *op. cit.*, p. 925.

<sup>99</sup> Cf. chapitre introductif, IIC.

celui de la Vistule. Cette meilleure utilisation de l'Oder pour des raisons commerciales se retrouve dans des textes de l'Union occidentale polonaise ou du ministère des Affaires étrangères, comme par exemple un article en anglais de l'Agence de presse occidentale, « the economic importance of Odra »<sup>100</sup> du 18 juin 1947 :

L'union organique entre la Pologne et le système fluvial de l'Oder explique le fait que la possession de cette rivière corresponde à l'intérêt vital de la Pologne. Des obstacles dans la navigation sur l'Oder ou pour le port de Szczecin sont simplement impensables pour l'économie et la vie politique polonaises. [...] Il est impossible de transférer certaines fonctions économiques de l'Oder à la Vistule. La Vistule, pour des raisons géographiques et hydrographiques n'est capable de fournir en charbon que les voïévodies centrales. [...] L'Oder au contraire a pour la Pologne une valeur inestimable, puisque c'est une route de transport pour ses produits vers le grand monde.<sup>101</sup>

Le texte se fonde sur la différence entre la Vistule et l'Oder de l'époque ; le premier fleuve, peu régularisé, ne permet une navigation fluviale significative que jusqu'à Toruń, c'est-à-dire sur une petite partie seulement de son cours, alors même que grâce à des aménagements divers, l'Oder peut être emprunté par des barques d'un tonnage moyen jusqu'à Koźle, port fluvial de la Haute-Silésie, relié depuis la fin des années 1930 à Gliwice, ville de l'Ouest du bassin houiller, par le canal éponyme. Cet intérêt renouvelé pour l'Oder donne lieu, dans la seconde partie des années 1940, à des projets d'aménagement du fleuve, pour le rendre navigable sur tout son parcours à des navires d'un tonnage plus important. Parallèlement à ces aménagements fluviaux, qui n'ont pas été réalisés par la suite<sup>102</sup>, est pris aussi en compte le réseau ferroviaire des territoires recouverts qui permet un raccourcissement, parfois sensible, de la distance des principaux centres industriels et urbains de la mer. Ainsi la possession de la Pologne de l'Oder renforce les liens entre nombre de régions polonaises et la mer, facilitant l'exportation des produits polonais par voie de mer. Le tableau suivant permet de voir le déplacement de l'argumentaire de la pensée occidentale polonaise de Gdańsk vers Szczecin. Ce changement peut s'expliquer d'un point de vue idéologique par une conscience d'une position plus fragile de Szczecin d'un point de vue international : autant la possession de Gdańsk à la Pologne est à peu près assurée pour la Pologne, autant celle de Szczecin, deux fois réoccupée par les autorités allemandes entre mai et juillet 1945 et située sur la rive gauche de l'Oder, ne va pas de soi pour les puissances occidentales. La rhétorique polonaise

---

<sup>100</sup> APP/PZZ/737/p. 181-193.

<sup>101</sup> *Idem*, p. 188.

<sup>102</sup> Le but était de permettre la navigation de navires de classe III (plus de 650 tonnes) sur tout le cours de l'Oder, en modernisant notamment la section centrale entre Wrocław et le confluent avec la Neisse de Lusace.

va alors chercher à présenter la possession de cette ville comme vitale pour l'économie polonaise, comme elle l'avait fait pour Gdańsk avant-guerre.

Villes	Distances par voie ferrée de Szczecin	Distances par voie ferrée de Gdynia
Poznań	218	294
Łódź	464	407
Kalisz	356	455
Katowice	521	558
Częstochowa	512	583
Kraków	603	650
Chorzów	525	537

**Tableau représentant la distance entre certaines villes polonaises et les ports de Szczecin et de Gdynia<sup>103</sup>**

Si ce tableau montre bien la plus grande proximité de la majeure partie des villes industrielles polonaises avec Gdynia, il est en partie biaisé ; il s'agit de Gdynia et non pas de Gdańsk, qui dispose aussi d'un port et est un peu plus proche que Gdynia. En outre, ce tableau ne prend en compte que certaines villes, notamment celles de la principale région industrielle du pays, la Haute-Silésie. Elle montre que Łódź et son industrie textile sont plus proches de Gdynia et n'évoque pas le cas de Varsovie, elle aussi plus proche de ce dernier port. Néanmoins, l'obtention des territoires recouverts raccourcit au moins en partie les trajets des produits d'exportation, réduisant partiellement les coûts de transport et œuvrant à une complémentarité entre la nouvelle Pologne occidentale et la Pologne centrale.

La possession de ces territoires rend également plus cohérente la Pologne au sein de laquelle, à côté de la colonne vertébrale ancestrale de la Vistule désormais moins mise en valeur, figure désormais un autre axe majeur, celui qui par l'Oder relie la région industrielle de la Haute-Silésie au port de Szczecin en passant par certaines villes de Basse-Silésie. « La signification économique de l'Oder dans l'organisme économique polonais se manifeste explicitement dans les liens mutuels qu'ont par cette voie fluviale la région silésienne, avec son industrie

---

<sup>103</sup> *Idem*, p. 187.

développée, les districts ruraux et enfin la mer avec le port de Szczecin. »<sup>104</sup> écrit Leopold Gluck dans une brochure publiée en 1948 par l'Institut occidental<sup>105</sup>. Enfin, la possession des territoires recouverts permet de rééquilibrer la répartition des secteurs économiques. À une Pologne encore largement rurale d'avant 1939, peu industrielle et dans laquelle l'industrie est concentrée dans quelques centres urbains essentiellement succède une Pologne à la répartition industrielle plus équitablement répartie entre les régions :

la concentration industrielle principale, la Haute-Silésie, n'est plus située à la marge du reste du pays, mais au centre des régions méridionales, liant les régions de Częstochowa, Kalisz, Łódź, de Poméranie-Cujavie et de Poméranie de Gdańsk, elle forme le véritable axe territorial de l'État. [...] En outre les espaces industriels de Wałbrzych et de Wrocław à l'ouest et celui des Basses-Carpates et de Sainte-Croix à l'est élargissent fortement le fondement et l'étendue des services industriels du pays au sud.<sup>106</sup>

La translation de la Pologne vers l'ouest permet donc un rééquilibrage des régions industrielles polonaises qui, de périphériques et isolées dans quelques villes, deviennent à la fois plus centrales et mieux réparties sur une bonne moitié sud du territoire selon Kazimierz Dziewoński dans son expertise sur « la Localisation de l'industrie en Pologne et les territoires recouverts »<sup>107</sup>. Plus généralement, l'argument économique révèle une mutation dans la rhétorique des revendications territoriales polonaises ; à un Traité de Versailles qui aurait trop pris en compte l'argument ethnolinguistique, les représentants de la pensée occidentale polonaise d'après 1945 font un plaidoyer pour une prise en compte en premier lieu des implications économiques des changements de frontières, comme souligné dans une autre expertise anonyme réalisée pour le ministère des Affaires étrangères :

Aujourd'hui, après la Seconde Guerre mondiale, la règle de l'autodétermination des nations, bien qu'elle n'ait rien perdu de son actualité, a cependant été mise à l'écart et a perdu sa signification première. Sa place a été prise par une argumentation économicopolitique fondée sur l'économie, la géographie économique et la théorie de la « sphère d'influence ».<sup>108</sup>

---

<sup>104</sup> APP/PZZ/730/p. 97.

<sup>105</sup> GLUCK Leopold, *Ku Jedności gospodarczej (Vers l'Unification économique)*, IZ, Poznań, 1948. Cf. Chapitre 4, IB pour la biographie de Gluck.

<sup>106</sup> AMSZ/18-250/p. 6-7.

<sup>107</sup> AMSZ/18-250/p. 1-15. Dziewoński (1910-1994) est un ingénieur, professeur de géographie et d'urbanisme, directeur du Bureau principal de l'aménagement du territoire (*Główny Urząd Planowania Przestrzennego*) entre 1945 et 1949.

<sup>108</sup> AMSZ/18-113/p. 94.



La prédominance de documents issus de ce ministère montre que cet aspect de la pensée occidentale polonaise, fondé sur une approche plus empirique et supposée neutre, était perçu comme pouvant davantage convaincre les interlocuteurs occidentaux de la Pologne dans la quête de cette dernière pour la reconnaissance du rattachement des territoires recouverts. Tout est mis en place pour élargir les bienfaits économiques de cette annexion non seulement à la Pologne, mais aux autres pays de la zone voire de l'Europe. Cependant, les avantages économiques, notamment dans le secteur secondaire, de ce changement des frontières, impliquent selon les Polonais d'autres points positifs : le règlement de la question agraire.

### *C. Une solution à la question agraire*

Dans la lignée de l'argument démographique exposé au chapitre précédent<sup>109</sup>, les auteurs polonais mettent en avant le fait que le rattachement des territoires recouverts à la Pologne permet de régler le cœur de la question sociale polonaise d'avant-guerre, la question agraire. L'argumentaire polonais met ainsi en parallèle progrès social et libération nationale, la libération des territoires recouverts de la « domination allemande » allant de pair avec la libération des paysans autochtones de ces régions et du soulagement des conditions de vie des paysans de Pologne centrale. Cette propagande témoigne d'un unanimisme national qui fait des territoires recouverts une réserve foncière réglant le problème de la propriété de la terre en Pologne que n'avaient pas réglé les réformes agraires, très partielles, de 1920 et de 1925. Ainsi, toutes les options politiques polonaises trouvent leur compte dans les conséquences agraires de ces changements territoriaux. Des phrases du type « Du fait de la victoire, la Pologne est revenue sur les routes des Piast, et avec elle le paysan polonais libre a pris la place du *junker* prussien. »<sup>110</sup> expriment un certain national-communisme qui, dans le cadre politique de plus en plus contraint de la Pologne d'après-guerre, convient à la fois aux communistes, aux agrariens et aux démocrates-nationaux.

Les auteurs de la pensée occidentale procèdent à une double caricature de la situation en Pologne et en Prusse avant-guerre pour justifier socialement les changements de frontières de la fin de la Seconde Guerre mondiale. D'un côté, sacrifiant à un trait récurrent du débat politique de la sortie de guerre polonaise, ils présentent la situation socio-économique de la Pologne de l'entre-deux-guerres sous un jour exagérément négatif, puisqu'il est de bon ton,

---

<sup>109</sup> Cf. chapitre 5, IIIC.

<sup>110</sup> APP/PZZ/954/p. 18.

que ce soit chez les partisans ou les opposants au régime communiste, de critiquer la II<sup>ème</sup> République. Ainsi, la brochure de propagande déjà étudiée<sup>111</sup> insiste sur les faiblesses de la Pologne d'avant 1939, la présentant comme un pays pauvre et enfoncé dans une crise économique structurelle : « Le chômage dans les villes atteignait dans les faits près d'un million de personnes. Le surplus de forces de travail à la campagne se montait à 4 millions de personnes. »<sup>112</sup>. Aucune date ni aucune source ne sont indiquées dans la brochure. Pour ce qui est du chômage, il peut s'agir de celui provoqué par la crise de 1929, ce qui serait la généralisation d'une situation particulière, exceptionnelle. Pour le surplus de population de 4 millions de personnes dans les campagnes, qu'il faut comprendre comme le nombre de paysans qui ne possèdent pas de terres ou trop peu pour faire vivre dignement leurs familles, aucune précision n'est donnée, et nous ne savons pas s'il s'agit du surplus par rapport à la population totale, auquel cas il faudrait en retrancher les nombreux paysans ukrainiens ou biélorusses qui étaient dans ce cas, où les seuls paysans polonais susceptibles de pouvoir venir repeupler les territoires recouverts. En outre, ce nombre porte sur l'avant-guerre, il ne prend pas en compte les pertes de guerre. Si la surpopulation agraire polonaise est un fait, elle est souvent présentée de manière caricaturale, en opposant des territoires recouverts allemands sous-peuplés, quasiment déserts avant 1945, et des régions limitrophes polonaises qui seraient bondées :

[...] du temps de la domination allemande, [il y avait ] d'immenses étendues de céréales et de grands espaces forestiers et de pâtures, dans lesquelles il manquait des hommes pour les vivifier. Il manquait d'un réel propriétaire, qui vivant sur son coin de terre, aurait trouvé son objectif et son bonheur dans la culture de son petit lopin de terre maternelle. Tout à côté de ce désert, de l'autre côté de la frontière, l'agriculteur étouffait dans la campagne polonaise.<sup>113</sup>

Les territoires recouverts vidés de leurs populations allemandes apparaissent ainsi comme une panacée, d'autant que la structure agraire de ces derniers à l'époque prussienne est favorable à une large redistribution des terres. Autant l'opposition entre un monde plein polonais et un monde vide prussien est largement exagérée, autant les statistiques d'occupation des sols dans les anciennes provinces orientales du Reich sont parlantes et ouvrent en effet de larges perspectives pour une politique agraire sociale. Dans la brochure de Gluck déjà évoquée<sup>114</sup> se

---

<sup>111</sup> *Les Territoires recouverts, avenir de la Pologne*, publié par le PZZ en 1946. APP/PZZ/725/p. 82-97.

<sup>112</sup> *Idem*, p. 84.

<sup>113</sup> APP/PZZ/954/p. 18.

<sup>114</sup> APP/PZZ/730/p. 72-101, *Vers l'unité économique*, IZ, Poznań, 1948.

trouvent des données très précises sur la répartition des exploitations agricoles selon la taille et le nombre, datant d'avant le second conflit mondial. Elles montrent nettement les grandes possibilités d'accueil de ces régions qui apparaissent comme une alternative plausible à l'exode rural ou à l'émigration des paysans polonais à l'étranger :

Taille exploitations (ha)	Superficie totale	% superficie	Nombre d'exploitations	% du total
0.5-5	414 000	4.3	200 000	41.2
5-20	2 230 000	23.5	209 000	43.0
20-100	2 437 000	25.7	68 000	14.0
+ de 100	4 420 000	46.5	9 000	1.8

**Tableau représentant les différentes catégories d'exploitations agricoles des provinces orientales du III<sup>ème</sup> Reich en fonction de la superficie occupée et de leur nombre<sup>115</sup>**

La forte inégalité dans la répartition des terres arables apparaît nettement : les microfundias représentent près de 40 % du total des exploitations alors même qu'elles n'occupent que 4 % de la superficie totale des terres cultivables. À l'autre extrémité se trouvent les latifundia des Junkers, qui ne totalisent qu'à peine 2 % du nombre des exploitations mais qui à elles seules regroupent presque la moitié des terres arables. L'argumentaire polonais met en avant que ces grands domaines aristocratiques constituent une grande réserve foncière aisément divisible sur laquelle des dizaines de milliers de nouvelles exploitations agricoles peuvent être formées. Gluck prône ainsi « la transformation des fermes et latifundia des anciens junkers en exploitations individuelles. »<sup>116</sup> qui ouvre la voie à la « possibilité d'assainir la structure professionnelle en Pologne en dirigeant les surplus des campagnes surpeuplées dans les espaces des territoires recouverts qui peuvent les absorber »<sup>117</sup>. De fait, tout un arsenal législatif est mis en place à l'issue de la guerre pour réaliser ces projets et donner corps à l'argumentaire polonais. Outre la loi du 3 janvier 1946<sup>118</sup> qui entame la nationalisation de larges portions de l'économie polonaise, un décret<sup>119</sup> est pris le 8 mars 1946 qui concerne plus

<sup>115</sup> APP/PZZ/730/p. 80.

<sup>116</sup> *Idem.*

<sup>117</sup> *Idem*, p. 99.

<sup>118</sup> Cf. chapitre 2, IC, 3.

<sup>119</sup> Journal officiel de la République de Pologne, 1946, n° 13, Rubrique 87.

particulièrement les territoires recouverts puisqu'il traite des propriétés abandonnées et anciennement allemandes. Il stipule notamment que « Toute propriété (mobilière et immobilière) de personnes, qui du fait de la guerre entamée le 1<sup>er</sup> septembre 1939 ont perdu leur possession, et par la suite ne l'ont pas récupérée, est une propriété abandonnée aux yeux du présent décret. »<sup>120</sup>. Les termes sont délibérément vagues pour être extensibles à souhait et la suite du décret précise en outre que toutes les propriétés de citoyens allemands de nationalité allemande sont confisquées<sup>121</sup>. Une fois confisqués, les biens, notamment fonciers, sont redistribués ; c'est le sens du décret du 6 septembre 1946<sup>122</sup> qui précise les orientations générales données par la réforme agraire de septembre 1944 en indiquant les modalités de répartition des terres précédemment allemandes<sup>123</sup>. Si les forêts sont majoritairement déclarées bien public, le bois étant une matière première précieuse pour la reconstruction, le texte prévoit une assez large redistribution des terres arables anciennement allemandes<sup>124</sup>. Le décret précise qu'une partie de celles-ci est nationalisée, mais dans des proportions « qui ne peuvent dépasser 10 % des surfaces agricoles »<sup>125</sup>. L'idée est bien de résoudre les problèmes socio-économiques structurels de la Pologne de la *Sanacja* ; l'ironie du sort voudra qu'ultérieurement, ce sont justement les territoires recouverts qui seront les principales régions concernées par la collectivisation des terres, ce qui remet partiellement en cause la validité de l'argument étudié<sup>126</sup>. En outre, à l'époque de parution du décret, de nombreuses grandes propriétés prussiennes, sont encore, notamment en Poméranie, exploitées par des prisonniers de guerre allemands pour le compte des Soviétiques, et la rétrocession de ces terres à la Pologne ne se fait que progressivement, dans la seconde moitié des années 1940. Les paysans non propriétaires incités à s'installer sur les territoires recouverts pour devenir propriétaires vont se voir par la suite dépossédés de leurs terres nouvellement acquises par le gouvernement au début des années 1950, ce qui explique aussi l'opposition du monde paysan à la collectivisation. Quoiqu'il en soit, l'émigration de près de 3 millions de personnes de la Pologne centrale vers les territoires recouverts a indéniablement contribué à résoudre les

---

<sup>120</sup> *Idem*, Partie I, article 1, alinéa 1.

<sup>121</sup> *Idem*, article 2, alinéa 1.

<sup>122</sup> Journal officiel de la République de Pologne, 1946, n° 49, rubrique 279.

<sup>123</sup> Pour ces questions, cf. chapitre 2, IC, 3.

<sup>124</sup> Journal officiel de la République de Pologne, 1946, n° 49, rubrique 279, Partie 1, article 3, alinéa 1. « ne sont pas concernées [par la redistribution au profit de personnes privées] les forêts ou les espaces forestiers d'une superficie supérieure à 25 hectares. ».

<sup>125</sup> *Idem*, Partie II, article 7, alinéa 5.

<sup>126</sup> Cf. chapitre 3, IIB.

problèmes de surpopulation rurales, ce qui va dans le sens de l'argumentaire de la pensée occidentale polonaise. Les modifications territoriales subies par la Pologne à la sortie de la guerre permettraient enfin au pays de changer de dimension, grâce notamment aux caractéristiques socio-économiques des territoires recouverts.

## IV Un gage d'indépendance nationale

L'acquisition des territoires recouverts à la fin de la Seconde Guerre mondiale est enfin présentée comme un gage d'indépendance nationale. Cette dernière est étroitement liée au fait que la Pologne bénéficie désormais d'un large accès à la mer, caractéristique qui lui permet, selon les auteurs de la pensée occidentale polonaise, de changer de dimension. De la sorte, la translation de la Pologne vers l'ouest est interprétée comme un moyen d'assouvir ses rêves de grandeur nationale qui permet de faire oublier la blessure taboue de la perte des confins orientaux, longtemps incarnation de cette grandeur nationale.

### A. *Un large accès à la mer, clé de voûte de l'indépendance nationale*

Les spécialistes de la pensée occidentale polonaise insistent sur l'importance d'avoir « récupéré » un large accès à la mer et en font une condition *sine qua non* de l'indépendance et de la puissance polonaises. Ils rappellent tout d'abord les traditions maritimes de la Pologne, avant de montrer la réalité des potentialités maritimes de la Pologne par la grandeur de sa nouvelle ouverture sur la mer, qu'il lie étroitement à ses potentialités de développement.

Les représentants de la pensée occidentale polonaise aiment à rappeler l'histoire maritime de la Pologne ; cependant, bien souvent, leurs écrits sont bien plutôt une redécouverte des liens entre la Pologne et la mer qu'une tentative de montrer que la Pologne a été un pays maritime dans l'histoire. En effet, dans la plupart des pensées politiques et l'opinion publique polonaises, les questions maritimes n'ont commencé à être popularisées qu'à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'émergence d'un nationalisme polonais moderne<sup>127</sup>. L'inconscient national polonais a été longtemps plus retenu par les questions continentales, les immenses confins orientaux en premier lieu. Ce n'est qu'à la faveur de la redécouverte des confins occidentaux que la question de la mer a commencé à être évoquée et à prendre de l'importance.

---

<sup>127</sup> Cf. chapitre introductif, IIB et IIC.

Malgré cela, la sensibilisation de la population polonaise se fait par une mise en avant des liens anciens de la Pologne et, plus généralement, des Slaves occidentaux, avec la mer. L'ancienneté de ces liens est mise en avant par des historiens spécialistes de l'histoire maritime de la Pologne, dont le plus célèbre est sans doute Władysław Kowalenko<sup>128</sup>. Engagé dans l'entre-deux-guerres dans l'activité de la Ligue maritime et coloniale<sup>129</sup>, il popularise les questions maritimes auprès de la population polonaise. Après-guerre, il s'occupe plus particulièrement du volet maritime de la pensée occidentale polonaise en utilisant un argumentaire similaire à celui qui est forgé pour les territoires recouverts. De même que le rattachement des anciennes provinces orientales du Reich à la Pologne ne serait qu'un juste retour à la mère-patrie de régions arrachées par l'expansionnisme germanique, de même l'acquisition par la Pologne d'un large littoral du fait de sa translation vers l'ouest n'est qu'un retour à la situation originelle d'une Pologne naturellement ouverte sur la mer. Dans les premières années suivant la guerre il développe cette pensée dans divers articles dans lesquels il met en évidence les liens entre les Slaves occidentaux et la Baltique à la fin du premier millénaire<sup>130</sup>. Ainsi, dans une conférence<sup>131</sup> qu'il donne à l'occasion de la semaine des territoires recouverts de 1948, manifestation politique de l'UOP, il fait valoir qu'au IX<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècles tout le littoral baltique situé à l'est du Danemark, jusqu'à l'embouchure de la Vistule est parsemé de ports slaves actifs dans le commerce maritime notamment avec la Scandinavie. Il lie dans un premier temps étroitement la puissance des populations slaves et leur ouverture sur la mer : « L'histoire des tribus slaves, dont la force et la signification ont émergé de la mer. »<sup>132</sup> avant de mettre en évidence l'existence, à l'orée de la période chrétienne, d'une structure étatique slave occidentale vivant en interaction avec la Baltique : « En s'appuyant sur une série de ports baltiques de Lübeck jusqu'à Kołobrzeg, les

---

<sup>128</sup> (1884-1966). Historien et archéologue, après-guerre professeur à l'Université de Poznań, membre actif de l'Institut occidental et enseignant à la Haute École de commerce maritime de Gdynia (*Wyższa Szkoła Handlu Morskiego w Gdynii*).

<sup>129</sup> *Liga Morska i Kolonialna*. Association sociopolitique polonaise (1924-1939) qui militait pendant l'entre-deux-guerres pour sensibiliser l'opinion publique polonaise à l'importance des questions maritimes et, à partir de la radicalisation nationale du gouvernement polonais, pour l'obtention d'une colonie pour la Pologne.

<sup>130</sup> KOWALENKO Władysław, „Starosłowiańskie grody portowe na Bałtyku” (les villes portuaires des anciens Slaves sur les bords de la Baltique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 378-419, Vol. I, 1950 et KOWALENKO Władysław, „najdawniejsze Związki prasłowian i słowian z Bałtykiem” (les Liens les plus anciens des pré-Slaves et des Slaves avec la Baltique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 5-38, Vol. I, 1951.

<sup>131</sup> APP/PZZ/731/p. 26-27. Elle s'intitule « la politique maritime polonaise à l'époque des Piast et des Jagellon ».

<sup>132</sup> *Idem*, p. 26.

Poméranien formaient un État typiquement maritime. »<sup>133</sup>. Kowalenko fait de l'État des premiers Piast l'héritier des traditions maritimes des Poméranien, puisque pour quelques dizaines d'années la Poméranie, même au-delà de l'Oder, a été intégrée au premier État polonais. Il déplore par la suite que la Pologne se soit détournée de la mer, puisque c'est de sa position privilégiée en bord de mer qu'elle aurait tiré sa puissance : « Les siècles se sont écoulés, avant que l'idée qu'une Pologne forte, c'est une Pologne maritime, se soit généralisée. »<sup>134</sup>. Ce constat est partagé et encore plus développé par un autre spécialiste de l'histoire maritime polonaise, Henryk Bagiński qui, au moment de son passage à Londres pendant la guerre, écrit un livre destiné à montrer l'importance de la mer pour les Polonais à la fois aux puissances alliées et à la fois à l'opinion publique polonaise<sup>135</sup>. Pour lui, le désintérêt manifesté par la population polonaise et, pendant longtemps, par les élites politiques polonaises, à l'égard de la Baltique, serait responsable de rien moins que des partages puis de la disparition de la Pologne de la carte d'Europe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : « La négligence des affaires maritimes a conduit en conséquence aux partages de la Pologne. »<sup>136</sup>. Publié en 1942 et en 1946, également en anglais, son ouvrage est réédité une troisième fois en 1959. C'est une sorte de somme sur l'importance de la mer pour la Pologne, à la fois du point de vue historique que géographique ou économique. Publié à l'occasion du 500<sup>ème</sup> anniversaire du retour de la Poméranie de Gdańsk à la Pologne<sup>137</sup>, il fait remonter les liens entre la Pologne et la Baltique à l'époque antique, où les terres polonaises étaient le centre du commerce de l'ambre notamment à l'époque romaine où une « route de l'ambre » unissait Aquilée aux bassins de production des bords de la Baltique : « La Pologne, depuis les périodes les plus reculées, est sous l'influence commerciale du monde antique, structurée du sud vers la Baltique. »<sup>138</sup>. Factuellement vrai, l'argument n'en est pas moins biaisé puisqu'à

---

<sup>133</sup> *Idem.*

<sup>134</sup> *Idem*, p. 27.

<sup>135</sup> Bagiński (1888-1973) est un colonel de l'armée polonaise, historien militaire. Il n'a pas été intégré dans le corpus d'auteurs du chapitre 4 car il ne fait pas partie en tant que tel de la pensée occidentale polonaise. Néanmoins, son livre *Zagadnienie dostępu Polski do morza (le Problème de l'accès de la Pologne à la mer)*, Książka i Wiedza (le Livre et la connaissance), Varsovie, 1959 participe pleinement de l'argumentaire de la pensée occidentale polonaise dans le domaine maritime.

<sup>136</sup> BAGIŃSKI Henryk, *Zagadnienie dostępu Polski do morza (le Problème de l'accès de la Pologne à la mer)*, Książka i Wiedza (le Livre et la connaissance), Varsovie, 1959, p. 60.

<sup>137</sup> En 1454, un certain nombre de villes de Poméranie et de Prusse se révoltent contre l'oppression fiscale de l'Ordre Teutonique et en appellent au roi de Pologne pour garantir leurs privilèges. Ainsi commence la Guerre de treize ans (1454-1466), à la suite de laquelle par la paix de Toruń (1466) la Pologne récupère la Poméranie de Gdańsk et ainsi un accès à la Baltique.

<sup>138</sup> BAGIŃSKI Henryk, *op. cit.*, p. 51.

cette époque la Pologne n'existait pas et que l'essentiel de ce commerce se faisait par voie terrestre. Bagiński insiste en outre sur le lien essentiel entre la Pologne et la mer à l'époque moderne, en montrant l'importance du port de Gdańsk comme interface entre la Pologne et le monde. Le lien à la mer permet à la Pologne de commercer avec le monde et surtout de garantir son indépendance :

Par conséquent la Pologne a récupéré au XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècle par la Baltique sa position dans le commerce mondial, position qu'elle avait perdue au sud du fait de l'extinction du commerce de la Mer noire du fait des conquêtes turcs » [...] « Depuis 1466, après la paix de Toruń, jusqu'aux partages de la Pologne au XVIII<sup>e</sup> siècle, toutes les importations et les exportations de la Pologne devaient, du fait du système de voies de communication de la Vistule, passer entre les mains de Gdańsk<sup>139</sup>

Si l'importance de Gdańsk et de l'embouchure de la Vistule est bien mise en avant pour l'ouverture à la mer de la Pologne, il est aussi courant en Pologne, depuis l'entre-deux-guerres, de réclamer un littoral large, et non pas juste une petite fenêtre sur le monde. Nous pouvons rappeler le révisionnisme polonais de l'entre-deux-guerres et les critiques de l'après-guerre vis-à-vis des frontières polonaises d'avant 1939 en Poméranie<sup>140</sup>. Ainsi, Eugeniusz Kwiatkowski<sup>141</sup> met en avant que l'ouverture de la Pologne sur le monde ne pouvait se faire de bonnes conditions à l'époque du « corridor poméranien », puisque d'une part, le littoral polonais était pris en tenaille par la Poméranie et la Prusse orientale allemande : « Le petit littoral polonais était serré entre deux puissantes redoutes allemandes, et en outre Gdańsk réagissait comme un élément ennemi. »<sup>142</sup> et que, d'autre part, il était très restreint, ne dépassant pas les 150 kilomètres<sup>143</sup>. Il vante ainsi dans une expertise adressée au Comité pour les Affaires étrangères des territoires recouverts<sup>144</sup> la cohérence du nouveau littoral polonais, par rapport à celui d'avant-guerre : « Nous avons à notre disposition un nouveau littoral maritime, qui n'est plus excentrique, marginal, mais situé de manière organique et à l'avant-garde de presque tout l'arrière-pays polonais. »<sup>145</sup>. Kwiatkowski vante la longueur du nouveau

---

<sup>139</sup> BAGIŃSKI Henryk, *op. cit.* p. 59.

<sup>140</sup> Cf. chapitre introductif, IIC.

<sup>141</sup> (1888-1974). Ingénieur de formation, homme politique polonais de la II<sup>e</sup> République et de la Pologne populaire dans ses premières années. En tant que ministre de l'industrie et du commerce (1926-1930) et ministre des finances (1935-1939) il a fortement contribué à développé l'économie maritime de la Pologne à travers notamment la construction du port de Gdynia.

<sup>142</sup> AAN/MZO/1697/p. 8.

<sup>143</sup> Dont presque la moitié rien que pour la presqu'île sableuse et de peu d'intérêt économique de Hel.

<sup>144</sup> AAN/KSZZO/119/p. 1-7. L'expertise est intitulée de manière significative « la mer recouvrée ».

<sup>145</sup> AAN/KSZZO/p. 4.



littoral postérieur à 1945, et montre son importance pour le développement économique et donc l'indépendance nationale polonaise : « Dans nos mains se sont retrouvés trois grands ports baltiques d'importance clairement internationale. Ils transportaient avant-guerre environ 25 millions de tonnes de marchandises. »<sup>146</sup>. Le rattachement des territoires recouverts permet donc à la Pologne de récupérer l'ancien port de Gdańsk, si important à l'époque moderne pour le commerce de céréales, sécurise la position de celui de Gdynia, qui n'est plus une avancée polonaise quasiment isolée du reste du pays, et donne à la Pologne pour la première fois depuis longtemps le port de Szczecin. Le lien entre possession d'un long littoral, cohérence de ce littoral, existence de ports importants le long des côtes et garantie d'indépendance de la Pologne est un *leitmotiv* de la pensée occidentale polonaise : « En prenant le contrôle d'une large partie de la côte baltique, la Pologne a renforcé sa position. [...] les ports recouverts ont augmenté l'importance potentielle de la Pologne dans le commerce international, puisqu'elle a désormais une base économique bien développée de 500 kilomètres de littoraux. »<sup>147</sup>. Cette importance du nouveau littoral polonais pour l'avenir économique de la Pologne se voit particulièrement par le souci de son aménagement dont il fait l'objet.

Dans la Pologne de la sortie de guerre, le dirigisme étatique se développe dans des conditions un temps similaire à celles de la majeure partie des pays européens à l'époque. Le plan triennal n'est ainsi pas si différent dans sa conception du Plan Monnet (1946-1952) en France<sup>148</sup>. Pour hâter la reconstruction, l'État prend en charge de grandes opérations d'aménagement. Il en va de même en Pologne où, sous l'influence de Kwiatkowski et du fait de l'importance accordée aux questions maritimes, le développement du littoral est supervisé par une structure administrative adéquate créée pour l'occasion : la Délégation du gouvernement pour les affaires du littoral<sup>149</sup>. Créée par ordonnance le 12 septembre 1945, elle est confiée à Kwiatkowski et existe jusqu'en 1948. Son but est de coordonner les travaux des organismes liés aux affaires maritimes polonaises afin de reconstruire et de développer au plus vite ce secteur perçu comme vital pour l'économie polonaise. Plus particulièrement, le statut de cette Délégation prévoit de<sup>150</sup> :

---

<sup>146</sup> *Idem*, p. 6.

<sup>147</sup> APP/PZZ/737/p. 225. Il s'agit d'un *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* rédigé en anglais et publié en septembre 1947.

<sup>148</sup> Cf. chapitre 2, IC, 3, pour le plan triennal.

<sup>149</sup> *Delegatura Rządu dla Spraw Wybrzeża*.

<sup>150</sup> AAN/DRSW/1/p. 56-62.

1. Reconstruire et utiliser les ports de commerce sur le littoral
2. Reconstruire les villes portuaires
3. Reconstruire et remettre en marche l'industrie maritime
4. Coopérer à l'action de peuplement des villes maritimes
5. Centraliser le budget d'investissement et de reconstruction ainsi que contrôler strictement les travaux et les dépenses qui leur sont liées.<sup>151</sup>

L'interventionnisme étatique et les moyens donnés à Kwiatkowski montrent l'importance des affaires maritimes aux yeux du gouvernement polonais et permet une remise en marche rapide des ports de la Baltique, notamment ceux de Gdańsk et de Gdynia. Si Kwiatkowski vante la rapidité du relèvement de ces deux ports : « La Pologne a ainsi atteint en avril pour les ports du delta de la Vistule presque 50 % du tonnage de marchandises obtenu en 1938, la meilleure année d'avant-guerre »<sup>152</sup>, il ne dit mot de la situation à Szczecin pour des raisons politiques. La reconstruction et surtout l'utilisation du port de cette ville est rendue compliquée par le fait que les Soviétiques aient pris en main sa gestion. Le port est en effet stratégique pour pouvoir transférer en Union soviétique les produits issus des démontages industriels réalisés par l'Armée rouge dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne. Ainsi, ce n'est qu'en septembre 1947 qu'un accord d'utilisation conjointe du port est signé par les autorités polonaises et soviétiques, et le processus de rétrocession de toutes les installations portuaires à la Pologne dure jusqu'en 1955. Malgré cela, l'économie maritime polonaise se développe, se sorte qu'à la fin de notre période d'étude, un article d'un *Bulletin*<sup>153</sup> de l'Agende de presse occidentale peut triomphalement titrer : « La Pologne, pays maritime ». Au-delà du renforcement des gages d'indépendance nationale, c'est bien d'un changement de statut du pays que le retour à la mer signifie pour la pensée occidentale polonaise. Ce changement de statut ouvrirait selon ses propagandistes à la Pologne des possibilités de développement sans précédent, tranchant avec le goût d'inachevé de la quête de puissance entreprise jusqu'alors par le pays.

### ***B. Un changement de statut du pays***

Le discours de la pensée occidentale polonaise dans le domaine maritime tire une double conséquence de la large façade littorale octroyée à la Pologne en 1945 : premièrement la

---

<sup>151</sup> *Idem*, p. 56.

<sup>152</sup> KWIATKOWSKI Eugeniusz, « Polska i morze » (la Pologne et la mer) in *la Revue occidentale*, IZ, I, p. 422, 1946.

<sup>153</sup> *Bulletin* n° 5 de 1961.

Pologne change de statut, passant d'un pays continental à un pays maritime. Secondement, ce passage la fait entrer dans une nouvelle dimension, lui permettant de réellement devenir une grande puissance, au moins régionale.

Le caractère maritime de la Pologne est mis en valeur de manière « scientifique » par Kwiatkowski en comparant la Pologne de l'entre-deux-guerres et le pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour cela, il forge un indice de « maritimité » qui correspond au rapport entre la longueur du littoral en kilomètres et le nombre d'habitants du pays en question. Il met ainsi en avant le haut degré de maritimité de la Pologne grâce à sa translation vers l'ouest :

Actuellement la situation a subi un changement radical. La disposition géographique de la nouvelle Pologne fait face à la Baltique. Avant-guerre pour un kilomètre de littoral on comptait presque 460 000 habitants, alors qu'aujourd'hui il y en a un pour presque 50 000 personnes. C'est un indicateur de « maritimité » plus favorable que ne l'avaient la Belgique ou l'Allemagne d'avant-guerre.<sup>154</sup>

La mer est pour Kwiatkowski cet « instrument de la politique économique de la nouvelle Pologne »<sup>155</sup> qui permet de changer profondément sa nature, son ADN en quelque sorte. Grâce à l'ouverture sur la mer, la Pologne subit une mue radicale, lui permettant de passer d'un pays arriéré, majoritairement agricole, à un pays développé à l'économie diversifiée :

Le but élémentaire de la nouvelle Pologne d'un point de vue économique doit être une transformation rapide de l'ancienne structure agraire intensive à une structure dynamique industrialo-commerciale. Seulement une telle entité peut avoir une raison d'exister de manière autonome dans cet endroit de l'Europe. [...] « La Silésie et la mer représentent une globalité organique et indivisible. La valeur de chacun d'entre eux se réduira ou augmentera selon l'étroitesse de leur attachement mutuel. Mais la mer est aussi un puissant facteur de transformation de la psychique national.<sup>156</sup>

Non content de faire de la Pologne un État maritime, alors même que contrairement à l'entre-deux-guerres, l'essentiel du commerce polonais se fait désormais par voie de terre et non plus par voie de mer<sup>157</sup>, certains auteurs vont jusqu'à faire de son caractère maritime une donnée fondamentale de son identité, comme Bagiński dans son ouvrage précédemment cité : « La

---

<sup>154</sup> AAN/KSZZO/119/p. 6.

<sup>155</sup> Titre d'une conférence donnée par Kwiatkowski à la IV<sup>e</sup> session du Conseil scientifique pour les problèmes des territoires recouverts qui se tient du 18 au 21 décembre 1946.

<sup>156</sup> *Idem*, p. 19/20.

<sup>157</sup> 31 % du commerce polonais est maritime en 1959, contre 78 % en 1939, selon le *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* n° 5 de l'année 1961. Cependant, en valeur absolue, le trafic des ports de Gdynia/Gdańsk passe de 15 millions de tonnes en 1939 à 20 millions en 1959.

Pologne maternelle, unie par les bassins de l'Oder et de la Vistule, possédant une ouverture sur la Baltique, a été depuis les débuts de l'existence de l'État polonais liée à la mer et c'est pourquoi le trait principal de la Pologne est sa « baltitude »<sup>158</sup>. Cette fondation de l'identité polonaise sur la mer est évidemment une exagération, en raison d'abord de la fraction limitée que représente le littoral dans la vie démographique et économique du pays<sup>159</sup>, puis du fait de l'intérêt encore restreint que les Polonais portent, à la fin des années 1940 et au début des années 1950, à la mer. Pour que la Pologne devienne vraiment pays maritime, une conversion de l'identité nationale polonaise serait à accomplir.

C'est ce que pense Kwiatkowski, pour lequel la possession d'une large ouverture sur la mer est également interprétée comme un facteur modifiant l'âme, le caractère national polonais. De peuple paysan, attaché à sa terre, le peuple polonais est appelé à devenir un peuple plus entreprenant et commerçant. Cette conversion est la condition nécessaire de la réussite du pays et du but ultime recherché : l'accession à la cour des grands représentés par les États industriels développés et les puissances maritimes. L'analyse cède alors rapidement le pas à la propagande ; l'exaltation des potentialités données par la mer à la Pologne se confond souvent en un éloge de la puissance du pays sans rapport véritable à la réalité du temps. Le *Bulletin* de l'Agence de presse occidentale de septembre 1947 proclame ainsi que : « Maintenant que la Pologne possède Szczecin et la rivière navigable de l'Oder, ainsi que le vaste complexe de Gdańsk et de Gdynia, elle devient presque le seul partenaire possible pour le commerce européen dans la Mer baltique. »<sup>160</sup>. C'est oublier les ports suédois, mais surtout la large façade baltique de l'URSS, cette dernière devenant de fait la principale puissance de la Baltique par l'annexion de multiples territoires en bordures de cette mer depuis 1940 : Carélie finnoise, républiques baltes, plus récemment partie septentrionale de la Prusse orientale qui devient par la suite l'enclave de Kaliningrad.

Kwiatkowski, comme Bagiński, lie la carence de développement économique de la Pologne au cours des siècles à son caractère de pays plus ou moins enclavé : entièrement coupé de la mer au Moyen-Âge, la Pologne n'a disposé que d'une fenêtre restreinte sur le monde à l'époque moderne, devenant dépendante de Gdańsk pour écouler ses produits, ce qui l'a rendu

---

<sup>158</sup> BAGIŃSKI Henryk, *op. cit.*, p. 261.

<sup>159</sup> Mis à part les deux régions métropolitaines de Gdańsk/Gdynia et de Szczecin/Świnoujście, le littoral polonais est peu peuplé et dénué de grande ville, que ce soit en Poméranie centrale (Kołobrzeg-Koszalin-Słupsk) ou en Varmie-Mazurie (Elbląg).

<sup>160</sup> APP/PZZ/737/p. 226.

incapable, non seulement de devenir une grande puissance, mais de se maintenir en tant qu'État. La situation est encore pire au XIX<sup>e</sup> siècle : « Les terres polonaises, coupées de la mer, et la mer, coupée de son arrière-pays naturel, abandonnent pour tout un siècle le trajet de la course économique des nations. »<sup>161</sup>. La nouvelle situation géographique de la Pologne, en bord de mer, donne au pays une nouvelle arme dans la concurrence économique que se livrent les pays entre eux. Kwiatkowski en fait un argument de poids dans la lutte économique avec l'Allemagne et une source de puissance : « Le nouveau littoral maritime peut devenir une vraie source non seulement de régénérescence et de développement de la richesse nationale, mais aussi d'une grande régénérescence de l'humeur nationale »<sup>162</sup>. Il est intéressant de voir là le poids de la guerre et de l'expérience de l'entre-deux-guerres dans la conception des relations internationales. La mer devient elle aussi un lieu de lutte, un front invisible entre la Pologne et l'Allemagne. Kwiatkowski a sans doute à l'esprit les tensions commerciales avec l'Allemagne ou encore la guerre douanière entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig en 1925. La mer est perçue avant tout comme terrain de concurrence commerciale pour tenir tête à la puissance allemande plutôt que comme lieu de coopération. Elle permet de cependant aussi de trouver de nouveaux partenaires commerciaux : les pays scandinaves et ceux d'Amérique latine sont particulièrement visés.

Ici point le dernier axe de l'argumentaire de la pensée occidentale polonaise : après avoir cherché à démontrer le caractère polonais des territoires recouverts, puis la nécessité de leur possession par la Pologne, les savants et autres spécialistes polonais entendent démontrer les bienfaits que l'Europe voire le monde peuvent retirer de la présence polonaise sur ces terres. Il s'agit désormais d'extrapoler un certain nombre d'arguments déjà présentés dans ce chapitre : économie, sécurité, et de les appliquer à l'échelle européenne.

---

<sup>161</sup> KWIATKOWSKI Eugeniusz, « Polka i morze » (la Pologne et la mer) in *la Revue occidentale*, I, p. 418, 1946.

<sup>162</sup> *Idem*, p. 423.

## **Chapitre 7 : une polonité des territoires recouverts stabilisant les relations internationales européennes**

Le dernier pan de l'argumentaire polonais visant à légitimer le rattachement des territoires recouverts à la Pologne élargit la focale. Il cherche à montrer que le transfert de souveraineté en question n'est pas seulement bénéfique à la Pologne, mais qu'il garantit un meilleur équilibre des forces dans la région orientale de l'Europe et qu'il est ainsi le seul à pouvoir assurer la paix et empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre. La pensée occidentale polonaise cherche à sortir d'un plaidoyer *pro domo* qui ne peut convaincre pleinement – ses représentants en sont conscients – les pays qui hésiteraient encore à reconnaître l'Oder-Neisse. Comment les spécialistes de la question occidentale peuvent-ils parvenir à internationaliser un problème géopolitique qui concerne en fait avant tout les relations germano-polonaises ? Dans un premier temps, l'accent est mis sur le lien entre stabilisation économique et retour de la paix qui serait impliqué par le transfert de souveraineté des territoires recouverts. Ensuite, ces bouleversements territoriaux restreignent les possibilités d'un retour de l'expansionnisme allemand. Mieux, ils entraîneraient un rééquilibrage régional : des territoires recouverts au sein de la Pologne favoriseraient les pays slaves. Enfin, la nouvelle frontière occidentale polonaise permettrait, dans une optique de propagande socialiste, un renforcement du « camp de la paix ».

### **I Un rééquilibrage économique apaisant les relations germano-polonaises**

L'argumentaire polonais entend donc montrer que les anciennes provinces orientales avaient une importance mineure dans l'économie allemande, voire qu'elles ont longtemps été marginalisées par les dirigeants allemands, alors que les autorités polonaises en auraient mieux perçu l'importance pour l'économie polonaise. Par conséquent, ces terres sont marginalisées au sein de l'Allemagne, ce qui serait un facteur supplémentaire qui pousserait ce pays à s'étendre à l'est. À l'inverse, si elles deviennent des motrices économiques au sein

de la Pologne, ce serait un bénéfice pour toute la région car cela rééquilibrerait le rapport de force entre Pologne et Allemagne et modérerait les velléités impérialistes allemandes.

Pour rendre leur rhétorique irréfutable, les chercheurs et les experts polonais se fondent sur les données statistiques allemandes d'avant-guerre pour montrer le rôle mineur joué par les territoires recouverts au sein de l'Allemagne. Si cette approche garantit une certaine honnêteté intellectuelle, puisqu'ils ne peuvent être accusés de fournir de chiffres *a priori* complaisants, elle est cependant incomplète, car elle ne prend en compte les statistiques économiques que jusqu'à la veille de la guerre ; or, pendant cette dernière, l'importance économique des anciennes provinces orientales du Reich a crû. Il est difficile de dire dans quelles proportions, néanmoins ces régions ont été intensément développées d'un point de vue industriel à partir du tournant de la guerre, en 1942. Pour faire face au pilonnage des industries dans l'Ouest et le centre de l'Allemagne par les forteresses volantes alliées, les autorités nazies en ont entrepris un transfert partiel dans les régions orientales de l'Allemagne, pour la plupart situées hors de portée des bombardiers alliés, qu'ils partent du Sud-Est de l'Angleterre ou, plus tard, du Sud de l'Italie ou des terrains d'aviation français. Ainsi, le bassin industriel minier de Haute-Silésie est la dernière grande région houillère à être intacte à la fin de la guerre, tandis que les plans de développement de l'industrie de guerre dans les Sudètes vont bon train. Ce regain d'intérêt tardif et partiel pour les provinces orientales du Reich n'a pu certes renverser le centre de gravité de l'appareil économique allemand, surtout sur une période si courte. Toutefois, il s'agit de bien avoir à l'esprit que les nombres et surtout les proportions données par les Polonais ont pu changer durant la guerre. Malgré cela, l'écart de développement économique, notamment industriel, est si grand entre l'Allemagne occidentale (future RFA), l'Allemagne centrale (future RDA) d'une part, et l'Allemagne orientale (*grosso modo* les futurs territoires recouverts) d'autre part que même l'industrialisation intense de ces dernières régions à des fins militaires n'a pu inverser les tendances ; cela permet donc aux représentants de la pensée occidentale polonaise d'opposer des régions orientales du Reich marginalisées à des territoires recouverts florissants au sein de la Pologne.

#### *A. Des territoires déficitaires qui pousseraient à l'expansion de l'Allemagne*

La démonstration de la marginalisation des anciens territoires allemands perdus à l'est au sein de l'Allemagne est un argument très développé par les Polonais. Il répond à une intense propagande des cercles révisionnistes ouest-allemands et, ce, dès les premiers mois de la

sortie de guerre<sup>1</sup>. Dans un contexte d'« année zéro » pour l'Allemagne, avec de graves difficultés économiques, une désorganisation de la production agricole, les propagandistes de l'*Ostforschung* essaient d'alarmer les alliés sur les conséquences supposément désastreuses pour la population allemande de la perte des territoires recouverts. Ces derniers sont élevés au rang de grenier à blé de l'Allemagne, dont la perte compromettrait gravement les fournitures alimentaires de première nécessité pour les Allemands. L'argument de l'approvisionnement est le plus mis en avant, mais il s'insère globalement dans une rhétorique cherchant à prouver aux alliés occidentaux l'importance économique des territoires recouverts pour l'Allemagne, et du fait que cette cession du territoire va nécessiter un plus grand engagement de leur part dans l'aide sociale et le développement économique des zones de l'Allemagne dont ils assurent l'administration. Pour faire face à cela, les savants polonais mettent au point une argumentation qui vise d'abord à minorer l'importance de la perte représentée par les territoires recouverts pour l'Allemagne, en montrant dans un deuxième temps la modestie du rôle économique joué par ces terres en Allemagne, dans le but, en définitive, d'accuser les Allemands d'avoir délaissés le développement de ces régions.

Les auteurs polonais s'attachent ainsi à démontrer l'importance économique limitée de ces terres pour l'Allemagne. Ils entreprennent de mettre à mal dans un premier temps ce qu'ils présentent comme le « mythe » du grenier à blé qu'auraient constitué les territoires recouverts pour l'Allemagne. Ainsi le rapport déjà cité<sup>2</sup> du Comité pour les Affaires étrangères des territoires recouverts met-il en avant que si les anciennes provinces orientales étaient auto-suffisantes s'agissant des principales productions agricoles, les surplus de production des territoires allemands de l'Est ne couvraient qu'une infime partie des besoins alimentaires de l'Allemagne occidentale et centrale, qui devait avoir recours à des importations. L'argumentaire de la pensée occidentale entend ainsi à prouver que la survie alimentaire de l'Allemagne ne dépend pas de la possession des territoires recouverts, contrairement à ce que les révisionnistes allemands prétendent. Et de citer, chiffres à l'appui, des pourcentages qui semblent bien confirmer l'incapacité de ces régions à nourrir le cœur industriel allemand :

---

<sup>1</sup> Notamment le *Göttinger Arbeitskreis*, cercle de recherche de spécialistes allemands de l'*Ostforschung* repliés à Göttingen après la perte des territoires orientaux de l'Allemagne d'avant-guerre.

<sup>2</sup> AAN/KSZZO/26/p. 83-103.



Productions	Surplus de production (tonnes ou unités)	% des besoins des autres régions allemandes
Céréales	325 000	3.2
Pommes de terre	670 000	2.5
Porcins	900 000	4.5
Bovins	200 000	1.5

**Tableau représentant les surplus de production du secteur primaire des territoires recouverts et la proportion de couverture des besoins des autres régions allemandes qu'ils représentent<sup>3</sup>**

Non contents de fournir ces statistiques, les spécialistes polonais renforcent leur argumentaire en minorant les qualités agraires des territoires recouverts. Hormis la Silésie, piémont des Sudètes plus fertile, l'essentiel de ces terres, notamment la Poméranie, la Terre de Lubusz et la Prusse orientale font partie de la plaine germano-polonaise, post-glaciaire et donc composées de sols sablonneux formés par les moraines des anciens glaciers, peu fertiles. Le document développe cette idée : « Ce rôle si modeste des territoires recouverts dans l'approvisionnement des autres régions de l'Allemagne peut s'expliquer par une qualité faible de la terre, des conditions climatiques plus rudes, une plus grande superficie en forêts et de terres en friches. »<sup>4</sup>. La moindre qualité des terres agricoles des territoires recouverts est mise en avant dans un autre document qui émane de l'UOP, la version anglophone du *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* du 14 février 1947.<sup>5</sup> Elle apparaît au grand jour dans le tableau suivant, même si l'écart de qualité n'est pas non plus considérable :

Territoires	Terre de qualité pauvre et moyenne	Terre de qualité bonne et meilleure
Reich de 1937	63	37
Territoires orientaux perdus	70	30

**Tableau classant les terres agricoles en fonction de leur qualité dans l'Allemagne de 1937 et dans les territoires recouverts<sup>6</sup>**

<sup>3</sup> AAN/KSZZO/26/p. 88.

<sup>4</sup> *Idem.*

<sup>5</sup> APP/PZZ/737/p. 44-50.

<sup>6</sup> APP/PZZ/737/p. 44.

Il ressort de ce tableau incomplet, puisqu'il ne donne pas les proportions pour l'Allemagne de 1945, que les territoires recouverts amoindrissaient la qualité des terres arables dans l'Allemagne d'avant-guerre.

Le sous-développement des anciennes provinces orientales allemandes devient plus évident si son revenu régional est comparé à celui de l'Allemagne d'avant-guerre, en ayant toujours à l'esprit que, pour les scientifiques polonais, il doit équivaloir approximativement au poids territorial des territoires recouverts, c'est-à-dire environ 20 %. Or, et de nombreuses statistiques le mettent en avant, le poids économique des régions allemandes de l'Est est bien inférieur, comme l'indiquent les statistiques de ce tableau extrait du *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* du 24 juillet 1947<sup>7</sup> :

Année	Revenu national allemand (milliards \$)	Anciennes provinces orientales <sup>8</sup>	Proportion des anciennes provinces
1928	75.3	8.6	11.4
1932	56.8	6.8	12.0
1936	79.0	8.5	10.8

**Tableau représentant le revenu comparé des anciennes provinces orientales et de l'Allemagne<sup>9</sup>**

Ce tableau est parlant : il donne une image synthétique et globale de la vie économique de l'Allemagne et de ses provinces orientales et révèle encore plus le retard économique des territoires recouverts par rapport au reste de l'Allemagne. Le fait que les anciennes provinces orientales ont été dans un temps moins touchées par la crise économique de 1929, puisque leur revenu n'a baissé que de 20 % alors que le revenu national s'est contracté de 25 % entre 1928 et 1932 est une réaction typique d'une région moins développée économiquement. La crise de 1929 étant une crise financière, l'impact moindre de cette dernière sur ces provinces montre que l'économie y était moins financiarisée, les capitaux plus rares, le développement par conséquent moins grand. La reprise économique témoigne aussi de ce manque de développement, puisqu'elle ne s'y fait pas aussi rapidement que dans le reste de l'Allemagne :

<sup>7</sup> APP/PZZ/737/p. 219-224.

<sup>8</sup> La partie nord de la Prusse orientale comprise, ce qui implique que la part des territoires recouverts polonais est un peu plus modeste que ce qui est indiqué là.

<sup>9</sup> APP/PZZ/737, p. 220.

le revenu régional n'a pas retrouvé en 1936 son niveau de 1928, contrairement à ce qui se passe dans le reste de l'Allemagne.

Ce sont cependant les ressources naturelles et l'industrie qui attirent le plus l'attention des spécialistes polonais. Pour des personnes majoritairement acquises à une vision de l'industrie comme locomotive de la machine économique, la sous-industrialisation de ces régions est à leur yeux la preuve de l'arriération économique des territoires recouverts au sein de l'Allemagne. Les tableaux statistiques pouvant être ici multipliés, nous nous contenterons d'en reproduire les plus parlants. La sous-industrialisation de ces territoires s'y voit particulièrement par la modestie du nombre d'ouvriers, qui ne représentent même pas 10 % des effectifs allemands :

Certaines branches de l'industrie	Nombre d'ouvriers	% du total allemand
Industrie de la construction	93 000	15.5
Industrie minérale	50 000	14.1
Industrie minière	62 000	13.9
Industrie du bois	36 000	13.3
Industrie énergétique	15 000	11.3
Industrie du papier	16 000	9.4
Industrie textile	26 000	7.5
Industrie métallurgique	51 000	4.5
Industrie électrotechnique	8 000	3.6
Industrie chimique	8 000	3.5
Total (plus branches non mentionnées)	522 000	9.0

**Tableau représentant les effectifs ouvriers des territoires recouverts par secteurs industriels ainsi que la part de ces derniers dans la population ouvrière allemande en 1933<sup>10</sup>**

Il est à noter que les branches dont le pourcentage dans le total allemand se rapproche le plus du poids territorial des territoires recouverts et dépasse leur poids démographique sont avant tout des industries extractives (minérale, minière, bois ainsi que la construction), plutôt à faible valeur ajoutée, alors que les industries à forte ou plus forte valeur ajoutée (textile,

<sup>10</sup> AMSZ/18-98/p. 6.

métallurgie, électrotechnique, chimie) sont bien inférieures au poids démographique et territorial de ces régions en Allemagne<sup>11</sup>, ce qui tend à confirmer la vision d'une région moins développée, réservoir de ressources primaires pour une Allemagne dont les poumons économiques sont situés au-delà de l'Oder-Neisse.

Les Polonais nuancent en outre fortement le poids de ces régions dans l'industrie extractive allemande, et notamment dans un premier temps pour la source d'énergie principale de l'époque de la deuxième révolution industrielle qu'est encore le charbon. Une expertise du Bureau des réparations de guerre<sup>12</sup> insiste sur la faible part que représente le charbon des territoires recouverts dans la production totale allemande : « Sur les territoires recouverts se trouvent seulement 6,5 % des ressources de houille de [l'Allemagne]- le seul bassin de la Ruhr renferme des réserves 10 fois plus grandes qu'en Silésie. »<sup>13</sup>. L'auteur anonyme de ce document, cite des proportions encore plus faibles s'agissant du lignite (2,3 %) et du fer (0,3 %)<sup>14</sup>. S'agissant de ce dernier minerai, une autre expertise du ministère des Affaires étrangères démontre la part sans cesse plus réduite de la part du Bassin de Haute-Silésie dans la fabrication allemande de fer<sup>15</sup>. Le but est de donner l'impression que ces territoires ont au fil du temps une valeur décroissant pour l'Allemagne :

Années	1871	1881	1891	1901	1911	1913	1924 <sup>16</sup>	1932	1934
% de la Haute-Silésie dans la production allemande	15	11	10	8	6	5	3	1	1

**Tableau représentant la part de la Haute-Silésie dans la production nationale de fer<sup>17</sup>**

La tendance à la baisse est très nette ; il convient cependant de ne pas généraliser et de ne pas étendre la situation de cet indicateur précis à l'ensemble de l'économie. La réduction de la

<sup>11</sup> Pour rappel, les territoires recouverts représentent 21 % du territoire allemand d'avant-guerre, et 12 % de leur population, selon la même expertise (AMSZ/18-98/p. 4).

<sup>12</sup> AAN/BOW/222/p. 1-12.

<sup>13</sup> *Idem*, p. 3.

<sup>14</sup> *Idem*.

<sup>15</sup> AMSZ/10-644/p. 32.

<sup>16</sup> Les chiffres d'après-guerre ne prennent plus en compte que la partie allemande de la Haute-Silésie, un tiers du bassin houiller d'avant-guerre.

<sup>17</sup> AMSZ/10-644/p. 32.

part des territoires recouverts est pour cet indicateur exceptionnelle et ne s'observe pas à ce point dans les autres domaines. Peu à peu émerge dans la pensée occidentale polonaise la conviction de l'intentionnalité du sous-développement relatif de ces terres : non seulement ces terres ont été géographiquement et naturellement défavorisées par rapport au reste de l'Allemagne, mais elles sont marginalisées parce que délaissées. Les Polonais font ainsi des Allemands de mauvais gestionnaires de régions qui, sans être exceptionnelles, ont tout de même de nombreux atouts à faire valoir. Ils critiquent notamment la structure agraire de ces terres, particulièrement le système latifundiaire prussien qui fait de l'agriculture de l'Allemagne orientale une entreprise structurellement déficitaire, subventionnée à grands frais par le gouvernement pour qu'elle ne fasse pas faillite<sup>18</sup>. Dans cette optique, les territoires recouverts, poids pour l'Allemagne et maintenus artificiellement en vie à coups de subventions publiques, seraient des éléments déstabilisateurs dont le coût économique devrait être compensé par une politique expansionniste. En exagérant les faits, les spécialistes polonais décrivent en effet une agriculture à bout de souffle, pénalisée par la situation périphérique de ces terres, l'éloignement des marchés et en manque de main-d'œuvre chronique. Le *Bulletin de l'Agence de presse occidentale* précédemment cité met en avant ce manque de main-d'œuvre, lié à l'*Ostflucht*<sup>19</sup> :

Régions	Bade	Palatinat	Hesse	Rhénanie	Poméranie	Prusse orientale
Nombre d'agriculteurs pour 100 hectares de terres arables	62.2	57.0	56.9	56.1	<b>23.3</b>	<b>32.4</b>

Tableau représentant la densité en agriculteurs selon les régions d'Allemagne<sup>20</sup>

L'exode rural et le repli démographique allemand vers l'ouest ont fait perdre beaucoup de main-d'œuvre à l'agriculture locale. Ces réalités nécessitent le recours à de nombreux saisonniers originaires de Pologne. En 1932, pour réduire un chômage important (près de 6 millions de chômeurs), l'Allemagne limite la venue des ouvriers agricoles polonais. Mais,

<sup>18</sup> Une expertise du ministère des Affaires étrangères (AMSZ/18-75/p. 44-46) va particulièrement dans ce sens, dressant l'histoire du surendettement de l'agriculture de l'Allemagne orientale, et notamment de celle de la Prusse orientale.

<sup>19</sup> Cf. chapitre 5, IIIC.

<sup>20</sup> APP/PZZ/737/p. 49. Nous avons mis en gras les nombres pour les régions orientales.

preuve du désintérêt de ces territoires de la part de la société allemande, trop peu de chômeurs se présentent, ce qui aurait conduit à la mise en sous-culture ou à la mise en friche de près de 150 000 hectares au plus fort de la crise<sup>21</sup>. Les faibles résultats économiques des territoires recouverts au sein du Reich, le désintérêt relatif d'une partie importante de la société allemande à leur égard, le fait que le développement économique de ces territoires ait dû être en partie soutenu par des subventions publiques pour combler le déficit d'investissements privés, tout cela est interprété par les spécialistes polonais comme une preuve que les territoires recouverts n'ont pas leur place au sein de l'Allemagne : « C'est un fait largement connu que les territoires recouverts, en tant que partie intégrante de l'Allemagne, régressent et chutent économiquement. »<sup>22</sup>. Stanisław Kubiak<sup>23</sup> de conclure de manière péremptoire dans ce même document pour l'UOP : « La production industrielle sur les territoires recouverts n'était pas rentable pour les Allemands, en d'autres termes les espaces aujourd'hui recouverts par la Pologne étaient inutiles à l'Allemagne. »<sup>24</sup>. Si les territoires recouverts sont considérés comme inutiles à l'Allemagne par les Polonais, puisqu'ils seraient structurellement déficitaires, leurs perspectives de développement seraient au contraire bien mieux assurées en Pologne.

### ***B. Une économie polonaise renforcée permettant une meilleure défense***

Les spécialistes polonais des territoires recouverts entendent par ailleurs démontrer le caractère primordial des territoires recouverts pour la Pologne : autant la production régionale des territoires recouverts était minimale par rapport à celle de l'Allemagne, autant elle serait conséquente par rapport à celle de la Pologne et lui permettrait de réaliser un bond en matière de développement<sup>25</sup>. Ce progrès économique est à interprété de manière géopolitique car il permettrait d'améliorer le rapport de forces non seulement entre la Pologne et l'Allemagne, mais entre l'ensemble des pays d'Europe médiane et l'Allemagne. Les territoires recouverts seraient ainsi gages d'une libération définitive de la tutelle économique instaurée par l'Allemagne hitlérienne sur nombre de ces pays durant les années 1930.

---

<sup>21</sup> *Idem.*

<sup>22</sup> APP/PZZ/725/p. 28.

<sup>23</sup> (1915-1978). Professeur d'histoire à l'Université de Poznań, spécialiste de la Grande-Pologne et de Poznań.

<sup>24</sup> *Idem.*, p. 29.

<sup>25</sup> Nous n'insisterons guère sur ce dernier aspect, que nous avons déjà développé chapitre 6, IIIA et IVB.

Le Bureau des réparations de guerre met en regard les évolutions des revenus nationaux par habitant de la Pologne et de l'Allemagne avant et après le changement territorial ; les mêmes proportions s'y retrouvent :

Revenu national par habitant en zlotys	Territoires recouverts en Allemagne	Territoires recouverts en Pologne
Allemagne	2 394	2 136
Pologne	764	1 484

**Tableau représentant les différences dans les revenus nationaux polonais et allemands selon l'appartenance politique des territoires recouverts<sup>26</sup>**

L'enrichissement de la Pologne est manifeste alors que l'appauvrissement de l'Allemagne est très relatif. Il convient cependant de nuancer cette approche : les spécialistes polonais raisonnent ici en théorie, à partir des statistiques d'avant-guerre, qui ne prennent pas en compte les destructions de guerre, bien plus importantes sur les territoires recouverts que dans l'Allemagne occidentale et centrale<sup>27</sup>. Ils ne prennent en compte ni l'appauvrissement polonais ni l'appauvrissement allemand générés par le conflit. Néanmoins, si les valeurs sont théoriques, l'ordre de grandeur des changements n'a pas varié sensiblement, et la guerre n'a pas dû creuser encore l'écart économique entre l'Allemagne et la Pologne<sup>28</sup>. De même qu'un certain nombre d'indicateurs économiques ont été mobilisés côté polonais pour prouver la modestie de la part des territoires recouverts au sein de la machine économique allemande, d'autres sont mis en avant pour montrer au contraire leur importance au sein de l'organisme économique polonais. Nous nous focaliserons sur certains exemples particulièrement parlants.

Le fait que ces territoires soient plus importants pour l'agriculture polonaise que pour l'agriculture allemande<sup>29</sup> ne constitue pas en soi un argument pour dire que la Pologne gagne à acquérir ces territoires d'un point de vue agricole, surtout quand on sait qu'elle a perdu

<sup>26</sup> AAN/BOW/222/p. 12.

<sup>27</sup> Mis à part les bombardements des grandes villes, l'Allemagne occidentale a été largement épargnée par les combats : après avoir percé le front allemand sur le Rhin en mars 1945, les Alliés occidentaux s'emparent en un mois, sans grand combat, de l'essentiel des régions occidentales de l'Allemagne, alors qu'au même moment, les combats font rage dans les provinces orientales où la Wehrmacht et l'Armée rouge se livrent un combat sans merci.

<sup>28</sup> Si approfondissement de l'écart il y a eu, ce qui est difficile à dire, c'est en faveur de l'Allemagne, ce qui renforcerait encore plus, malgré tout, l'importance économique qu'ont les territoires recouverts aux yeux des Polonais pour la reconstruction et le développement de leur pays.

<sup>29</sup> Cf. le présent chapitre, sous-partie précédente.

simultanément des confins orientaux, ce qui a réduit ses capacités de production dans l'absolu<sup>30</sup>. Toutefois, et c'est l'une des rares fois où la perte des confins orientaux est évoquée, la Pologne apparaît comme gagnante car même si elle a perdu des terres agricoles conséquentes à l'est, la valeur des territoires gagnés à l'ouest est de loin supérieure à celle des terroirs orientaux. Ces terres de moindre valeur<sup>31</sup> pour les Allemands, qui en possèdent de meilleures à l'ouest, deviennent des terres de bonne qualité par rapport à celles des confins orientaux. Cette différence tient avant tout à une exploitation bien plus moderne des territoires recouverts manifeste quand les rendements à l'hectare sont comparés :

Céréales	Quintaux par hectare dans les confins orientaux	Quintaux par hectare dans les territoires recouverts
Blé	11.2	20.9
Seigle	10.0	15.9
Orge	10.2	21.0
Avoine	9.8	18.8
Pommes de terre	112	168
Betteraves à sucre	178	311

**Tableau représentant les rendements à l'hectare dans les confins orientaux et les territoires recouverts avant-guerre<sup>32</sup>**

La disproportion est flagrante : pour certaines cultures, les terres agricoles des territoires recouverts sont deux fois plus productives que celles des confins orientaux. Vu de cette perspective, le transfert territorial apparaît réellement comme un grand gain pour la Pologne et une perte limitée pour l'Allemagne. Il n'aggrave pas fondamentalement l'autosuffisance alimentaire allemande qui de toute manière n'était pas atteinte avant-guerre, et permet à la Pologne d'améliorer grandement son agriculture, ce qui est également un facteur stabilisateur du point de vue social et diplomatique, empêchant le cloisonnement des marchés intérieurs, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur avec la possible réactivation de guerres douanières germano-polonaises.

<sup>30</sup> Cf. chapitre 6, IIIA notamment.

<sup>31</sup> Au sens de terres dont les rendements étaient moindres.

<sup>32</sup> AAN/KSZZO/26/p. 95.



Le même phénomène se retrouve dans le secteur secondaire, où la comparaison des pourcentages de production de produits industriels donnent des résultats similaires : peu importants pour l'Allemagne, les territoires recouverts deviennent stratégiques pour la Pologne : « L'extraction du charbon représentait 16 % du total allemand contre 34 % pour la Pologne, la production du fer 0,3 % du total allemand contre 25 % pour celui de la Pologne. Ce même phénomène est visible dans toutes les autres branches de production des territoires recouverts. »<sup>33</sup>. Non contents d'évaluer la différence entre l'importance des territoires recouverts pour l'Allemagne et la Pologne dans un certain nombre de domaines, ils s'attachent aussi à montrer le poids absolu que prennent ces régions, notamment à l'époque du Plan triennal, période pendant laquelle les espoirs de paix générale avec l'Allemagne demeurent, et où il faut donc fournir le plus d'arguments possible. Il est possible d'avoir alors une vue globale sur le poids économique de ces régions, car les frontières administratives intérieures polonaises reprennent très largement les frontières administratives allemandes, et le ministère de l'Administration publique en 1945, puis le ministère des Territoires recouverts de fin 1945 à début 1949, publient des statistiques précises. Les territoires recouverts sont encore traités comme une entité à part par rapport aux autres régions polonaises. Ces statistiques peuvent donner une idée du poids économique de ces territoires pour la période stalinienne, estimations qui peuvent se vérifier avec les enquêtes sur l'intégration économique qui reparaisent en effet lors du retour de Gomulka au pouvoir en 1956. Ainsi, un employé du Bureau des Travaux pour le Congrès, Artur Mondschein, rédige en 1949 une note qui permet de dresser un bilan des « territoires recouverts par la Pologne dans la vie économique de l'Allemagne et de la Pologne »<sup>34</sup>, en insistant sur le fait que la Pologne est capable de développer ses territoires sans les transformer en base d'armement, contrairement à l'Allemagne :

En temps de paix, les territoires recouverts par la Pologne occupent une place secondaire dans le système économique allemand. D'autre part, en 1949, ils constituent déjà 35 % de la puissance industrielle polonaise, malgré les dommages causés par la guerre. Même cette augmentation de la puissance industrielle polonaise, même si elle est petite comparativement, permettra de réduire la disproportion économique existant entre l'Allemagne et la Pologne.<sup>35</sup>

---

<sup>33</sup> APP/PZZ/725/p. 30.

<sup>34</sup> AMSZ/18-130/p. 9-11.

<sup>35</sup> *Idem*, p. 10.

Malgré les destructions causées par la guerre, les territoires recouverts ont acquis une autre dimension au sein de l'économie polonaise, comme en témoigne les statistiques qui montrent leur part importante dans des secteurs clés :

Produits (millions de tonnes)	Total Pologne	Territoires recouverts	% des TR
Charbon	80	27	34
Fer	1.5	0.51	34
Papier	0.13	0.053	41
Énergie électrique (millions de kWh)	8	3.5	44
Industrie du bois (millions de zl)	0.09	0.04	44

**Tableau représentant la production et la part des territoires recouverts dans certaines branches de l'économie polonaise vers le milieu de 1949<sup>36</sup>**

L'intégration supposée réussie dès la fin des années 1940 des territoires recouverts à la Pologne, notamment d'un point de vue économique, pour exagérée qu'elle est<sup>37</sup>, a un fondement de vérité au sens où le gouvernement polonais a dans un premier temps grandement investi dans ces territoires, notamment pour prouver au monde que la Pologne était capable de relever le défi que représentait cette annexion, d'où les statistiques précédemment étudiées. De même, il est évident que la place des territoires recouverts dans l'économie polonaise, vu ses handicaps structurels et sa profonde désorganisation du fait de la guerre, ne pouvait être que bien plus grande que celle qu'ils avaient en Allemagne. En insistant sur le rôle moteur des territoires recouverts au sein de la Pologne, les spécialistes polonais cherchent à montrer que les territoires recouverts disparaissent en tant que zone économiquement et politiquement instable. Un autre argument polonais en faveur du *statu quo* de Potsdam est en effet de dire que c'est parce que ces territoires étaient sous-développés au sein de l'Allemagne que leurs élites et une part notable de leurs populations soutenaient des politiques bellicistes visant à pratiquer une économie de prédation à l'encontre des territoires slaves pour permettre la viabilité économique des ancienne provinces orientales du

<sup>36</sup> *Idem.*

<sup>37</sup> Cf. chapitre 3, IIIB.

Reich<sup>38</sup>. Le succès économique polonais vis-à-vis des territoires recouverts serait donc un gage de paix pour l'Europe entière, faisant perdre à l'Allemagne ses bases d'expansion vers l'est.

## II Un rattachement qui met fin à l'impérialisme allemand

Précisant ce qui a déjà été développé dans le chapitre précédent<sup>39</sup>, il s'agit de montrer ici que le rattachement des territoires recouverts met fin à la tendance à l'impérialisme de ces régions. Alors que selon le précédent argument ces régions pouvaient être utilisées stratégiquement pour attaquer la Pologne, il s'agit désormais de démontrer que les potentialités idéologiques et économiques de ces territoires sont un danger non seulement pour la Pologne, mais pour l'Europe. Autrement dit, il y aurait un militarisme congénital à la société allemande des provinces de l'Est, et le seul moyen pour s'en prémunir serait l'éradication de la germanité de ces terres, donc leur rattachement à la Pologne. Nous étudierons dans un premier temps la perception polonaise de la germanité telle qu'elle a été majoritairement vécue dans ces territoires avant de voir que ces derniers sont le fer de lance du potentiel militaire allemand qui menace la paix de l'Europe.

### A. *L'établissement d'une continuité entre germanité et nazisme*

Les propagandistes polonais insistent souvent sur la continuité entre la manière dont les Allemands, et notamment les Allemands des provinces orientales, ont vécu leur germanité, et le développement de leur adhésion à des régimes autoritaires et, en définitive, au nazisme. Les territoires recouverts, considérés d'un point de vue sociopolitique, deviennent alors le cœur de l'esprit de conquête allemand qui a ensuite été repris et développé par le nazisme. Cet argument repose assez largement sur une vision particulière et biaisée de la mentalité allemande. Les membres de la pensée occidentale polonaise dessinent souvent un portrait-robot de l'âme allemande qui se fonde sur un certain déterminisme psychologique, comme si les actions allemandes ne pouvaient en définitive s'expliquer que par une fatalité psychique qui n'est en réalité que l'expression de la présence de stéréotypes très négatifs ancrés chez des Polonais d'autant plus partiaux qu'ils viennent de subir un traumatisme de l'occupation allemande.

---

<sup>38</sup> Cf. le présent chapitre, IIB.

<sup>39</sup> Cf. chapitre 6, IIB et IIC.

Les accusations envers les Allemands, et notamment les Prussiens, d'être naturellement portés au nazisme se retrouvent le plus fréquemment pendant la sortie de guerre, mais se poursuivent bien au-delà, quoique de manière moins nette, jusqu'au dégel de Gomułka. La thèse de la prétendue « congénitalité » entre esprit allemand et tendances autoritaires, voire tyranniques, apparaît clairement dans un article de la *Revue occidentale*<sup>40</sup> écrit par Aleksander Rogalski<sup>41</sup> intitulé de manière significative : « Aux sources psychologiques de l'hitlérisme ». Trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale s'y trouve encore un profond ressentiment envers les Allemands, et particulièrement les Prussiens, avec des stéréotypes germanophobes nombreux. L'article entend répondre à la question : « Quels sont ses éléments particuliers [de la psychologie allemande], quelles relations entre eux, prédisposent les Allemands à préparer un immense attentat contre la civilisation et l'humanité ? »<sup>42</sup>. La Seconde Guerre mondiale et le ralliement d'une majorité (mais non d'une exclusivité) de la population allemande à Hitler y sont décrits comme naturels. À côté de stéréotypes classiques faisant des Allemands d'austères bureaucrates et militaires prussiens en puissance : « Le caractère national a pris de cela un trait particulier de plus : le culte du titre et de l'autorité bureaucratique, une adoration sans limite pour le bureau administratif, pour la caste des greffiers, la tendance aux intrigues »<sup>43</sup> s'y retrouvent des analyses un peu plus profondes selon lesquelles l'impérialisme et l'expansionnisme qui seraient un trait naturel aux Prussiens s'expliqueraient par un complexe d'infériorité : « L'orgueil et le chauvinisme allemands sont seulement un masque pour une faiblesse intérieure [...] un sentiment si faible de leur propre valeur et l'incertitude psychologique provoque chez les masses allemandes la tendance à se soumettre à des individualités directrices particulières »<sup>44</sup>. Ce complexe d'infériorité civilisationnelle face aux pays d'antiques civilisations des bords de la Méditerranée les aurait conduits à compenser ce sentiment d'infériorité en exaltant leur supériorité envers les populations slaves perçues comme inférieures. Au-delà de ce psychologisme à outrance, tout est fait pour montrer la continuité naturelle entre le caractère allemand, le recours à des solutions autoritaires pour résoudre des crises politiques et donc en dernier lieu le ralliement des masses populaires allemandes à Hitler : « Les petites gens se sont jetées en masse dans l'esclavage hitlérien, qui

---

<sup>40</sup> AAN/MZO/1445/p. 40-48, *Przegląd Zachodni*, n° 6, 1948.

<sup>41</sup> (1912-1996). Historien et critique littéraire, il a collaboré au Bureau des études occidentales de la Délégation du gouvernement pour le pays.

<sup>42</sup> AAN/MZO/1445/p. 40.

<sup>43</sup> *Idem*, p. 42.

<sup>44</sup> *Idem*.

leur promettait des compensations pour la liberté perdue. »<sup>45</sup>. Au-delà des exagérations et du schématisme de la pensée, les caractéristiques données aux Allemands relèvent plus de certains habitus sociopolitiques de certains membres des classes populaires, plus enclins au pouvoir fort, que d'un « caractère national ». Cette tendance au populisme selon la terminologie actuelle serait particulièrement exacerbée chez les Allemands ; en plus d'avoir un caractère soumis, ces derniers présenteraient également une autre caractéristique : « Dans le caractère allemand existent deux traits élémentaires : l'obéissance aveugle et la cruauté »<sup>46</sup>, ce qui conduit Rogalski à émettre une équivalence radicale entre le peuple allemand et le régime hitlérien, à une époque où l'on parle beaucoup de dénazification et de responsabilité collective du peuple allemand face au nazisme : « La nation allemande avait besoin d'Hitler. Hitler avait besoin de la nation allemande. »<sup>47</sup>. Se dévoile ici ce qui a été longtemps une partie de l'inconscient national polonais : considérer une partie notable voire la majorité des Allemands comme des nazis en puissance. Ces caractéristiques comportementales, si elles ont bien entendu existé, sont cependant ici généralisées. Le but est de montrer, notamment en ce qui concerne la société des provinces orientales du III<sup>e</sup> Reich, que si la paix doit un jour régner en Europe, ce ne sera que si le berceau du militarisme est détruit : la nation prussienne au sein de la nation allemande. C'est en ce sens qu'il faut lire la loi n° 46 du Conseil de contrôle allié qui abolit définitivement l'État prussien<sup>48</sup>. Suite à cela, les Polonais sont encouragés dans leur tendance à considérer tout révisionnisme à l'égard de l'Oder-Neisse comme une résurgence, au mieux, du vieil esprit expansionniste prussien, au pire, comme un retour du nazisme au sein de la population allemande. Cette tendance se voit nettement à la fin des années 1940 et dans la seconde moitié des années 1950, notamment dans les milieux sociopolitiques de la pensée occidentale polonaise : l'Union occidentale polonaise puis l'Association pour le développement des territoires occidentaux. Un brouillon d'article pour l'organe de presse de l'UOP, *la Pologne occidentale*, n'hésite pas ainsi à titrer, dans la seconde moitié des années 1940 : « L'esprit d'Hitler vit »<sup>49</sup>. Cette affirmation catégorique

---

<sup>45</sup> *Idem*, p. 43.

<sup>46</sup> *Idem*.

<sup>47</sup> *Ibidem*.

<sup>48</sup> Outre le fait que la Prusse avait perdu une part importante de son assise territoriale avec le rattachement des territoires recouverts à la Pologne, les Alliés considéraient également la Prusse comme démon militariste de l'Allemagne. L'article 1 de la loi stipule d'ailleurs : « L'État de Prusse qui a été depuis les temps anciens le berceau du militarisme et de la réaction en Allemagne », ce qui montre que le stéréotype négatif envers les Prussiens n'était pas particulier à la Pologne.

<sup>49</sup> APP/PZZ/751/p. 13-15.

provient du fait que l'auteur de l'article considère toute manifestation de révisionnisme comme une manifestation d'une tendance au nazisme largement commune aux Allemands: « Les dirigeants des partis démocratiques ( ?) ont pris le rôle du « Führer » et de ses collaborateurs, de nombreux organes de la presse allemande utilisent les méthodes, qui nous sont bien connues, de la propagande de Goebbels »<sup>50</sup>. Cet établissement d'un lien entre identité allemande, pensée allemande et autoritarisme qui peut évoluer en nazisme se retrouve régulièrement dans les articles de la pensée occidentale polonaise. Ce sont avant tout les Allemands des anciennes provinces orientales rattachées à la Pologne qui sont visés, comme l'indique un *Bulletin de l'Agence de presse occidentale*<sup>51</sup>. Ce dernier est exemplaire de la ténacité des stéréotypes antiallemands bien après la Seconde Guerre mondiale. Intitulé « l'histoire des relations germano-polonaises écrites de travers »<sup>52</sup>, il critique avec virulence un journaliste polonais de l'émigration de Londres, Stanisław Sopicki, pour avoir écrit un article dans la presse allemande qui montre également les bonnes relations qui ont pu exister entre Pologne et Allemagne dans l'histoire. L'auteur de l'article de la ZAP reprend quant à lui le point de vue canonique en Pologne de l'époque : un bon Allemand ne peut être selon lui qu'un Allemand armé de mauvaises intentions à l'égard de la Pologne. La conclusion de l'article est édifiante à cet égard : « Les Polonais ne savent que trop bien quel rôle ont joué les Teutoniques et les électeurs brandebourgeois dans l'histoire de la Pologne. »<sup>53</sup>, visant ainsi explicitement les Allemands de ce qui est devenu par la suite les Territoires recouverts. Cette attitude fermée et hostile envers les Allemands n'est pas sans annoncer le tollé que va provoquer en Pologne, en 1966 la lettre de réconciliation écrite par les évêques polonais à leurs homologues allemands, notamment dans les milieux gouvernementaux et proches de la pensée occidentale polonaise. L'assimilation des Allemands, et notamment des Allemands orientaux, à des tendances autoritaires, qui justifient en dernier lieu une adhésion plus marquée au nazisme, est d'autant plus dangereuse pour la Pologne et pour la paix en Europe que les territoires recouverts sont justement présentés comme la forge donnant à l'Allemagne les moyens militaires de son expansion.

---

<sup>50</sup> *Idem*, p. 13.

<sup>51</sup> *Bulletin* n° 194 du 18 juillet 1958.

<sup>52</sup> AAN/TRZZ/485/p. 9-11.

<sup>53</sup> *Idem*, p. 11.

## *B. Priver l'Allemagne de ses bases de conquête*

De même que les provinces orientales du Reich seraient habitées par des populations à la porosité idéologique importante avec des idéologies autoritaires et militaristes, de même ces mêmes régions n'auraient une structure économique saine que grâce à la guerre. Pour les Polonais, maintenir ces régions dans l'Allemagne au sein de laquelle elles sont marginalisées économiquement<sup>54</sup> revient à en faire un territoire dont les potentialités au sein de l'État allemand ne peuvent être réellement exploitées qu'à l'occasion d'une guerre. Les spécialistes polonais font ainsi valoir que si ces terres sont effectivement peu importantes en temps de paix, elles sont d'une importance capitale pour l'Allemagne en temps de guerre. Dès lors, l'intérêt économique de ces régions est de pousser à la guerre pour pouvoir se développer convenablement. Des fragments de cet argumentaire se retrouvent dans certains documents déjà étudiés. Ainsi, l'expertise de 1949 d'Artur Monschein, employé du ministère des Affaires étrangères polonais<sup>55</sup> met en avant la dualité de la santé économique de la Haute-Silésie :

Dans le cadre de l'économie allemande, cette industrie était destinée à devenir un bastion qui, grâce à sa position à l'est, pourrait convenablement servir l'expansion militaire allemande dans cette direction. Dans la vie économique allemande, quand l'armement n'était pas le but principal, l'industrie de Silésie était plutôt peu rentable, du fait de sa position géographique peu favorable par rapport à l'Allemagne centrale.<sup>56</sup>

Les commentaires polonais se concentrent sur le rôle militaire de la Haute-Silésie, et parlent relativement peu des autres régions des territoires recouverts, même si de semblables analyses pourraient être faites à propos des centres industriels de Basse-Silésie et des bassins de production navals de Szczecin et de Gdańsk. La mise en avant de la Haute-Silésie permet cependant de se rendre bien compte du caractère cyclique de la production industrielle dans ces régions, dopée par la guerre et en déclin pendant la paix. Dès 1943, ce qui montre la permanence de ce type d'argument dans la pensée occidentale polonaise, une expertise<sup>57</sup> pour le ministère londonien des Travaux pour le Congrès met particulièrement en avant ce rôle majeur et de longue date de la Silésie, et notamment d'une Haute-Silésie réunifiée au sein de l'Allemagne, dans la militarisation de l'économie de l'Allemagne. Cette fonction d'arsenal pour la Prusse notamment remonterait à Frédéric II : « Une des raisons qui ont incité Frédéric

---

<sup>54</sup> Cf. le présent chapitre, IA.

<sup>55</sup> AMSZ/18-130/p. 9-11.

<sup>56</sup> *Idem*, p. 9.

<sup>57</sup> AAN/MPKwL/72/p. 154-165.

le Grand à occuper la province silésienne a été la volonté d'utiliser son industrie métallurgique pour équiper l'armée prussienne. »<sup>58</sup>. Ce lien entre santé économique des territoires recouverts et politique extérieure de la Prusse, puis de l'Allemagne, est particulièrement mis en avant dans cette expertise : « Le développement pacifique, normal de l'industrie de Haute-Silésie dans les frontières du Reich posait [...] de grandes difficultés. [...] La production était donc limitée et n'était renforcée que durant les temps de guerre ou dans les périodes, pendant lesquelles l'Allemagne se préparait intensément à la guerre. »<sup>59</sup>. L'éveil économique de ces régions ne se fait que durant les périodes qui précèdent les guerres ; la Haute-Silésie est donc considérée comme foyer de production militaire de première importance qui rend matériellement possible la guerre. Et de citer, preuve à l'appui, la production de charbon et d'acier pour la partie allemande de la Haute-Silésie, cette source d'énergie et ce produit étant majeurs pour développer la métallurgie, fondement de l'industrie d'armement :

Année	Production de houille (millions de tonnes)	Production d'acier (milliers de tonnes)
1913	11.1	355
1924	10.9	261
1932	15.3	176
1935	19.0	380
1937	24.5	476
1938	26.0	Inconnu

**Tableau représentant la production de houille et d'acier de la Haute-Silésie<sup>60</sup>**

L'envolée des productions est notable à partir du lancement du Plan quadriennal (1936), conçu pour remilitariser l'Allemagne. Le lien entre guerre et développement économique de ces régions en fait, dans le cadre allemand, un danger pour la stabilité géopolitique de toute l'Europe, ce que l'expert polonais anonyme auteur de ce rapport ne cesse de mettre en avant dans son argumentaire :

---

<sup>58</sup> *Idem*, p. 159.

<sup>59</sup> *Idem*, p. 160.

<sup>60</sup> *Idem*.



Durant la guerre actuelle la production de la Silésie d'Opole a encore augmenté. Les Allemands ne publient certes pas durant la guerre de chiffres concrets de production, mais sous-entendent que dès l'année 1941 la production de charbon dans tout le grand bassin silésien s'est approchée de l'extraction record de 100 millions de tonnes. [...] Le maintien de cette base entre les mains allemandes continuera de présenter un danger d'agression non seulement pour la Pologne et ses voisins, mais va menacer plus généralement la paix de l'Europe d'autant plus si nous prendrons conscience qu'en temps de paix l'industrie de la Silésie d'Opole rencontre au sein du Reich des difficultés insurmontables pour exister et se développer par rapport à l'industrie de l'Allemagne occidentale qui est mieux située et plus rentable.<sup>61</sup>

Ainsi présenté, le rattachement de la Haute-Silésie à la Pologne permettrait d'éviter à la région d'avoir à choisir entre marasme économique en temps de paix et développement intense en temps de guerre. La transformation plus générale des territoires recouverts en arsenal de l'Allemagne hitlérienne est un argument supplémentaire pour leur annexion à la Pologne. Cela ferait en effet perdre à l'Allemagne ses bases de conquête, la fameuse « tenaille » territoriale qui menace non seulement la Pologne, mais le reste de l'Europe centrale :

Après le Congrès de Versailles, le territoire de l'État allemand s'enfonçait vers l'est par deux protubérances : au nord la Prusse orientale coupait la Pologne de la Baltique et, formant une base d'assaut allemande dans la lutte pour la Baltique, menaçait constamment la Pologne ; au sud la protubérance allemande des Sudètes, s'enfonçant profondément entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, menaçait constamment les deux États et était une base d'assaut de l'Allemagne, dirigée vers l'Est et le Sud-Est de l'Europe.<sup>62</sup>

La disparition de ces bases de conquête allemandes, que ce soit d'un point de vue territorial, économique ou culturel, est la condition nécessaire pour un rééquilibrage régional en faveur des pays de l'Europe centrale face à la puissance allemande qui serait permis également par un rapprochement entre les divers États de la région.

### III Un rééquilibrage régional

Le rattachement des territoires recouverts à la Pologne et l'expansion, puis la translation de la Pologne vers l'ouest, sont souvent intégrés dans la pensée occidentale polonaise et plus généralement dans les conceptions géopolitiques polonaises. En ce sens, la réorientation de la Pologne vers l'ouest grâce aux territoires recouverts permettrait un rééquilibrage régional dont

---

<sup>61</sup> *Ibidem*, p. 162/165.

<sup>62</sup> AMSZ/10-644/p. 8-9.

l'expression serait la mise en place de relations privilégiées entre les différents États de l'isthme centre-européen. Le rattachement à la Pologne des anciennes marges orientales du III<sup>e</sup> Reich est ainsi considéré dans un premier temps comme un moyen de renforcer un bloc de pays slaves face au danger allemand, même si cette vision n'est pas sans possibilité de récupération panslaviste, que ce soit par la Russie ou la Pologne. En outre, dans un second temps, la question des territoires recouverts sera examinée dans sa relation à un projet politique spécifique régulièrement mis sur le devant de la scène géopolitique des années 1940 : l'union polono-tchécoslovaque, en s'interrogeant notamment pour savoir si ces régions ont catalysé ou inhibé la concrétisation de ce projet.

### *A. D'un front slave uni à la tentation panslaviste*

Le transfert de souveraineté étatique des régions de l'Est de l'Allemagne de 1937 vers la Pologne est interprété par les spécialistes de la pensée occidentale polonaise comme la voie royale pour faire émerger un hypothétique bloc de pays slaves, voire un des préalables pour la construction d'une organisation de coopération régionale entre Allemagne et Russie, qui serait la seule capable de garantir une réelle sécurité des pays de la région. *A minima*, ce rattachement permettrait la constitution d'une organisation panslaviste à l'échelle des Slaves occidentaux, dont la Pologne serait le centre. Cette sous-partie traitera des coopérations inter-étatiques à l'échelle régionale, alors que la sous-partie suivante étudiera plus particulièrement le projet, le plus abouti mais aussi le plus polémique, d'union polono-tchécoslovaque.

L'expansion de la Pologne vers l'ouest rendrait possible la construction d'unions qui garantiraient la sécurité des pays de la région. L'annexion des territoires recouverts voire, dans un second temps, la perte des confins orientaux, seraient propices à l'apaisement des relations entre la Pologne et certains de ses voisins slaves, ce qui favoriserait la constitution d'un bloc de pays slaves ; en ancrant davantage la Pologne à l'ouest, cette annexion donnerait à ce pays plus de poids géopolitique, ce qui lui permettrait d'être un acteur majeur dans la construction de projets de coopération régionale rassemblant tous les pays situés entre URSS et Allemagne.

#### 1. Un contexte de renaissance des panslavismes

Les territoires recouverts permettraient de redonner une centralité à la Pologne au sein des pays slaves et en retour de lui faire jouer un rôle majeur dans les projets politique d'unité

des slaves. Le panslavisme<sup>63</sup>, en tant qu'idée politique, a longtemps été accueilli avec méfiance en Pologne, l'opinion publique et une partie notable des élites le considérant comme un paravent à l'impérialisme tsariste. Si le danger d'une récupération du mouvement panslaviste par la Russie s'éloigne à l'issue de la Première Guerre mondiale du fait de la chute du régime tsariste et de l'internationalisme marxiste du régime bolchévique, longtemps hostile à ce panslavisme, la multiplication des États-nations en Europe médiane renforce la logique nationale et réduit à néant les chances de réalisation d'un projet politique panslaviste. Les conceptions panslavistes polonaises réapparaissent dans l'entre-deux-guerres et s'amplifient même paradoxalement pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment par des nationalistes polonais<sup>64</sup>.

Parallèlement à ce panslavisme polonais, l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'URSS entraîne la résurgence, en Russie soviétique, d'un panslavisme longtemps condamné par les autorités communistes du Kremlin. Il n'est évoqué ici que pour expliquer la genèse du CSP et l'apport de cette institution à la pensée occidentale polonaise. Le 5 octobre 1941 est ainsi mis en place par le pouvoir stalinien le Comité panslave, qui est défini officiellement comme un « organe agissant de manière permanente pour unir les Slaves dans leur lutte contre l'hitlérisme »<sup>65</sup>. Ses objectifs sont pluriels :

- a) La mobilisation des nations slaves pour liquider les restes du fascisme dans ces pays et le renforcement des conquêtes démocratiques
- b) Le renforcement de l'amitié et de l'union étroite des nations slaves avec l'URSS, qui est le seul appui pour les pays slaves démocratiques dans le maintien de leur indépendance, de leur existence future et de leur développement
- c) La familiarisation des sociétés slaves avec les fondements socialistes de l'État soviétique, dans le but de protéger l'indépendance des États slaves démocratiques, de maintenir la paix dans le monde entier et de liquider toutes les tentatives de renaissance de l'idée de grande puissance panslave
- d) La mise en place de liens culturel et économique étroits entre les nations slaves et les nations de l'URSS
- e) L'utilisation du potentiel scientifique et culturel de l'Union soviétique pour aider aux travaux du Comité Panslave<sup>66</sup>

---

<sup>63</sup> Sur le panslavisme en tant qu'idée dans la géopolitique polonaise, cf. notamment EBERHARDT Piotr, « Polski Panslawizm jako idea geopolityczna » (Le Panslavisme polonais en tant qu'idée géopolitique) in *Przegląd geopolityczny (la Revue géopolitique)*, Instytut geopolityczny, Częstochowa, tome 7, 2014.

<sup>64</sup> Cf. le présent chapitre, IIIB.

<sup>65</sup> GRUSZCZYK Marcela, « Działalność Komitetu Słowiańskiego w Polsce na tle ruchu nowosłowiańskiego po II Wojnie Światowej » (l'Activité du Comité slave en Pologne dans le contexte du mouvement néoslave après la Seconde Guerre mondiale) in <http://www.polska1918-89.pl>, catégorie « Historiographie », conférence donnée lors de l'«École estivale d'histoire contemporaine », p. 103, 2011.

<sup>66</sup> *Idem*.

Ses buts montrent bien sa dualité originelle : d'un côté, son objectif est bien d'œuvrer à l'unité des Slaves pour faciliter leur lutte contre l'Allemagne nazie. D'un autre, il s'agit d'un cheval de Troie pour favoriser la position géopolitique de l'URSS en Europe centrale, la propagation de l'idéologie communiste et la mise en place d'une organisation de coopération, le tout sous couvert de panslavisme. Dans tous les pays slaves occupés après-guerre par l'Armée rouge, des Comités slaves, filiales du Comité panslave de Moscou, sont mis en place pour resserrer les liens entre les différentes nations slaves. Le premier est formé à Sofia le 9 septembre 1944, le dernier au début de l'année 1946 à Budziszyn (Bautzen), la capitale officieuse des Serbes de Lusace. En Pologne, il est formé relativement tard les 22-23 août 1945.

## 2. Un exemple de panslavisme lié aux territoires recouverts : le Comité slave en Pologne

L'étude rapide du Comité slave<sup>67</sup> en Pologne est intéressante car elle met au jour les divergences de buts entre ses commanditaires politiques et les artisans de sa mise en œuvre, ainsi que le lien entre pensée occidentale polonaise et panslavisme. En effet, le CSP peut être considéré comme un élément du réseau scientifique occidental<sup>68</sup>, du moins entre 1945 et 1947, en raison de la présence de certains spécialistes de la question occidentale dans son organigramme. Ainsi, si le président, membre du Mouvement démocratique, Mieczysław Michałowicz,<sup>69</sup> ne s'intéresse à première vue ni aux questions slaves, ni aux questions des territoires recouverts, il n'en va pas de même des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> adjoints du président du comité, Henryk Batowski<sup>70</sup> et Józef Kostrzewski<sup>71</sup>, figures importantes de la pensée occidentale polonaise, le premier pour sa spécialisation dans l'histoire et la philologie des Slaves occidentaux, le second en tant que théoricien de l'autochtonie des Slaves occidentaux dans les bassins de l'Oder et de la Vistule. D'autres spécialistes de la pensée occidentale polonaise, comme Jan Czekanowski et Tadeusz Lehr-Splawiński en font aussi partie. Cependant, alors que les nouvelles autorités polonaises entendent faire du comité une caisse de résonance d'une propagande panslaviste mobilisée pour populariser l'internationalisme soviétique en Pologne,

---

<sup>67</sup> *Komitet słowiański w Polsce*. Par la suite, nous utiliserons le sigle CSP.

<sup>68</sup> Cf. chapitre 4, II.

<sup>69</sup> (1876-1905). Médecin et homme politique non lié à la pensée occidentale polonaise.

<sup>70</sup> (1907-1999). Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Jagellonne, spécialiste des Slaves occidentaux et de l'Autriche.

<sup>71</sup> Cf. chapitre 4, IA.

de 1945 à 1947, le CSP apparaît bien davantage comme un centre scientifique d'études des cultures et langues slaves, voire de dialogue culturel entre les différents pays slaves. Il se veut plate-forme pour forger un panslavisme polonais, notamment au sein de la communauté slave-occidentale, ce que le « retour » des territoires recouverts à la Pologne facilite, puisqu'il renforce les possibilités de liens avec les peuples et communautés slaves voisinant avec la Pologne. Dans un exposé détaillé, Lehr-Spławiński<sup>72</sup> dresse les contours d'un programme de recherche pour développer la slavistique polonaise, ce qui montre comment la translation de la Pologne vers l'ouest, en mettant à l'honneur la pensée occidentale polonaise, entraîne aussi des conséquences positives pour le développement de cette discipline et, ce faisant, d'un projet panslaviste minimaliste<sup>73</sup>. Lehr-Spławiński met ainsi en avant le développement intense de Cracovie en tant que centre majeur de la slavistique polonaise, et l'un des centres principaux des études slaves dans l'Europe de l'époque, avec près de quinze chaires de slavistique<sup>74</sup> à l'Université Jagellonne, sans compter celles en projet. Il fixe à la slavistique polonaise des objectifs qui vont clairement au-delà d'un simple programme de recherches, et sont aussi éminemment politiques. Cette discipline se devrait ainsi d'étudier « le problème de l'origine et de la terre ancestrale des Slaves, qui avant-guerre même était l'objet d'un intérêt croissant de la science polonaise. »<sup>75</sup>, ce qui est l'une des dimensions de la pensée occidentale polonaise, puisque cette préoccupation rejoint l'argument historique<sup>76</sup>. En même temps, elle est le témoin d'une « transformation politico-sociale, que nous avons vécue après-guerre, et la nouvelle orientation de l'État et de la société polonaise, dirigée vers une coopération durable avec les nations et les États slaves, »<sup>77</sup> ; autrement dit, la slavistique telle qu'elle est étudiée au sein du Comité slave de Pologne, est bien le fondement d'une entreprise panslaviste dont le but est de resserrer les liens entre les pays slaves. L'intérêt pour les territoires recouverts tel qu'il se manifeste au sein de l'opinion publique et des élites scientifiques et politiques polonaises après-guerre s'insère donc et favorise un panslavisme aux multiples facettes.

---

<sup>72</sup> AAN/KSwP/XXIII. Lehr-Spławiński (1891-1965) est professeur de linguistique et de slavistique à l'Université Jean-Casimir avant-guerre, puis au sein de l'Université Jagellonne après-guerre.

<sup>73</sup> Nous le verrons, dans l'idée de Lehr-Spławiński, le panslavisme est avant tout un mouvement culturel et pas politique, en tous cas pas en premier lieu.

<sup>74</sup> La slavistique est ici entendue au sens large du terme, non seulement comme étude comparée des langues slaves mais comme l'ensemble des disciplines et des connaissances portant sur le monde slave (linguistique, histoire, ethnographie, philologie, art, etc...).

<sup>75</sup> AAN/KSwP/XXIII, p. 16.

<sup>76</sup> Cf. chapitre 5, II.

<sup>77</sup> AAN/KSwP/XXIII, p. 21.

### 3. Les projets polonais de réorganisation de l'Europe médiane sur une base non ethnique

Le retour de la Pologne sur les bords de l'Oder et de la Neisse renforcerait donc le bloc des États slaves. Il permettrait également, pour une Pologne rééquilibrée géopolitiquement face à l'Allemagne comme face à l'URSS, de jeter les bases d'une organisation de coopération régionale dans l'espace qui correspond à l'Europe médiane. Contrairement aux projets panslavistes majoritairement nationalistes, ces organisations projetées ne sont pas fondées sur une base ethnolinguistique mais sur la volonté de coopération des nations centre-européennes. Ils offrent une réflexion intéressante sur les prémices de la construction européenne, l'apport centre-européen, bien que souvent très théorique, étant largement méconnu. Face aux géants allemands et soviétiques, et du fait du traumatisme de la Seconde Guerre mondiale qui aboutit à la destruction ou à la soumission d'un certain nombre d'États de la zone, les pays d'Europe médiane, et notamment la Pologne, formulent des projets de réorganisation de cette Europe sous forme d'union, de fédération ou de confédération. Ces derniers sont essentiellement formulés pendant la Seconde Guerre mondiale, mais participent bien de la pensée occidentale polonaise en général et se retrouvent encore évoqués après-guerre, notamment jusqu'en 1947. S'ils sont évoqués dans ce travail, c'est bien parce que le « retour » aux territoires recouverts est perçu comme un élément clé pour leur réalisation. L'espace considéré est variable selon les projets, nombreux ; nous ne chercherons pas à les présenter exhaustivement, mais à montrer les différentes combinaisons, logiques et catégoriques d'unions.

L'idée est de fédérer les États de l'*Intermarium*, l'isthme européen situé entre les mers Baltique, Noire, et Méditerranée<sup>78</sup>. Le panslavisme n'est pas le critère préféré des Polonais pour fonder ces organisations, car cela reviendrait à inclure la Russie dont ils se méfient et leur ferait perdre une position potentiellement dominante, ce qui aboutit en général chez eux à des projets plus régionaux qu'ethnocentrés, avec l'inclusion de peuples non-slaves. Eberhardt, dans un de ses articles, cite ainsi le projet du fils d'Eugeniusz Romer, Edmund Romer<sup>79</sup>, qui

---

<sup>78</sup> *Międzymorze* en polonais, concept qui émerge dans les années 1920 à la faveur des plans fédéralistes de Piłsudski, repris dans les théories géopolitiques de la Pologne des colonels présentée précédemment. Deux livres très intéressants reprennent en détail la question : LEVY Jonathan, *the Intermarium : Wilson, Madison and East Central Europe federalism*, Dissertation.com, 2007 et CHODAKIEWICZ Marek Jan, *Intermarium : the land between the Black and Baltic Seas*, Transaction Publishers, 2016.

<sup>79</sup> Le projet est indiqué dans une œuvre *Impérialisme et fédéralisme. Considérations géopolitiques et frontières de la Fédération des Slaves occidentaux*, qui date de la Seconde Guerre mondiale. L'article qui la mentionne ne

propose la création d'un bloc politico-économique qui outre la Pologne et la Tchécoslovaquie, rassemblées encore une fois sous forme de fédération, intégrerait également la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Autriche, la Hongrie et les autres États balkaniques. La frontière occidentale polonaise pourrait ainsi être établie sur l'Oder et la Neisse, englobant tout le delta de l'Oder et l'île stratégique de Rügen, sur laquelle nous reviendrons par la suite. La Lituanie ferait aussi partie de l'union puisqu'elle serait incorporée à la Pologne. Autre projet de guerre, celui de Zygmunt Wojciechowski, trouvé dans les papiers personnels du représentant le plus en vue de la pensée occidentale polonaise à Poznań. Il s'agit d'un travail inédit de Wojciechowski<sup>80</sup>, daté de 1942, et qu'il est intéressant de garder en mémoire car il montre la nature des liens ultérieurs du directeur du futur Institut occidental avec le pouvoir communiste. Le chapitre 5 de cette ébauche d'ouvrage s'intitule « Comment protéger l'Europe contre une nouvelle guerre avec l'Allemagne ? » et montre le but de toute organisation politique en Europe médiane : prémunir les pays de la zone d'une attaque ou de l'influence allemandes, mais également soviétique. Cette fédération est nécessaire pour la survie même des États de la région, dans leur grande majorité trop peu puissants pour pouvoir survivre dans un environnement géopolitique hostile : « Du fait de la dispersion politique de cette partie de notre continent et donc de l'incapacité de concentrer des forces, que représentaient les différents États centre-européens, le renforcement de l'influence allemande a tout d'abord été rendue possible, puis une nouvelle conquête des États de l'Europe centrale par le Reich »<sup>81</sup> ; l'idée de fédération semble donc s'imposer dans ce contexte, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes pour le partisan de l'État-nation qu'est Wojciechowski du fait de ses affinités démocrates-nationales, même s'il se résout, comme dans les autres projets, par un rôle prééminent donné à la Pologne. Le « recouvrement » des anciennes terres piastiennes va de pair avec la fondation d'une fédération, qui selon Wojciechowski doit être à l'échelle régionale et non européenne pour éviter que l'Allemagne n'utilise cette fédération pour imposer son influence :

Ici il ne faut pas se faire d'illusion qu'une organisation pan-européenne suffirait, par exemple la formation d'une sorte d'États-Unis d'Europe. [...] La conception des États-Unis d'Europe pourrait en

---

précise pas davantage EBERHARDT Piotr, « Polski Panslawizm jako idea geopolityczna » (le Panslawisme polonais en tant qu'idée géopolitique) in *Przegląd geopolityczny (la Revue géopolitique)*, Instytut geopolityczny, Częstochowa, Tome 7, p. 73, 2014.

<sup>80</sup> A-PANpo/Woj/118, *Stosunki polsko-niemieckie i problem Europy środkowej (les Relations polono-allemandes et le problème de l'Europe centrale)*, 1942. Les papiers personnels de Wojciechowski sont entre autres conservés aux Archives de l'Académie des Sciences polonaise à Poznań.

<sup>81</sup> A-PANpo/Woj/118/ p. 85.

effet dans certaines conditions convenir aux Allemands qui, en tant que nation la plus forte du continent, pourraient être tentés de jouer un rôle directeur dans cette Union<sup>82</sup>

Il est frappant de voir, déjà, la présence de certains ressorts de l'euroscpticisme polonais contemporain dans ce texte des années 1940. La fédération régionale prônée par Wojciechowski servirait ainsi de rempart à toute extension de l'influence allemande, mais aussi soviétique, puisqu'il exclut d'y inclure l'URSS : « En effet le slogan de la révolution pan-européenne n'est rien d'autre que la tendance à la soumission par un coup d'État communiste de toute l'Europe aux dirigeants du Kremlin moscovite. »<sup>83</sup>. À la lecture de cette phrase, la non-publication de ce travail après-guerre devient évidente car elle révèle le rapport profond, hostile, de Wojciechowski au communisme, et met en lumière son caractère hautement pragmatique après 1945, lorsqu'il s'est agi de coopérer avec le pouvoir en place pour concrétiser la polonisation des territoires recouverts. Comme souvent, le projet de fédération de l'Europe médiane commence par un resserrement des liens avec le voisin tchécoslovaque, mais cette construction politique n'est que la première pierre d'un ensemble géopolitique plus vaste :

L'union polono-tchèque doit être étroite. Elle ne peut être une simple alliance. [...] L'Union polono-tchèque sera en mesure de former une force et formera l'embryon d'un bloc centre-européen d'extension plus large [...] L'union polono-tchèque devrait être le commencement d'un bloc centre-européen d'extension plus large. Les parties intégrantes de ce bloc devraient être, outre les deux États déjà mentionnés, la Lituanie, la Hongrie et la Roumanie.<sup>84</sup>

La Pologne est au centre de plusieurs cercles concentriques qui forment un ensemble étroitement lié qui serait capable de résister au Nord de l'Europe médiane aux avancées allemandes ou soviétiques ; au sud de la région, Wojciechowski prévoit une fédération balkanique fondée sur le rapprochement de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Grèce. Contrairement aux autres figures évoquées précédemment, il est conscient des antagonismes nationaux, ce pourquoi il lance un appel aux hommes politiques pour que, sitôt la guerre finie, ils entament l'élaboration de cette fédération. Milieux de la résistance, proches des anciens piłsudskistes ou des démocrates-nationaux, les projets de fédération centre-européenne ne manquent pas, et le gouvernement polonais en exil n'est pas en reste non plus.

---

<sup>82</sup> *Idem*, p. 85-86.

<sup>83</sup> *Idem*, p. 87.

<sup>84</sup> *Idem*, p. 89/90.



La revendication des territoires recouverts puis leur acquisition permettent aux Polonais au sortir de la guerre de formuler des projets de fédération ou de zone d'influence plus modestes mais plus réalistes. Le rattachement de ces terres dans un nouvel ordre géopolitique dominé régionalement par l'URSS entraîne l'apparition en Pologne de tendances panslavistes à l'échelle des Slaves occidentaux, ce qui se voit à la fois par le rapport des Polonais à la question lusacienne et plus largement à l'Allemagne centrale<sup>85</sup> mais aussi par le rapport à la Tchécoslovaquie<sup>86</sup>.

#### 4. Une frontière germano-polonaise projetée toujours plus à l'ouest

Le retour sur les terres piastiennes de l'Oder comprend également deux dimensions internationales: le resserrement des liens avec la Tchécoslovaquie et l'extension de l'influence slave en Allemagne centrale, notamment en renforçant les relations avec les Serbes de Lusace. La question de l'union avec la Tchécoslovaquie méritant une sous-partie à elle seule, nous nous bornerons à évoquer ici la question lusacienne au sens large, en tant qu'elle est révélatrice d'un véritable panslavisme occidental polonais. Ce dernier est à intégrer dans le discours polonais occidental qui vise à prouver que l'annexion des territoires recouverts élargis à des territoires à l'ouest de l'Oder renforcerait d'autant plus les chances de paix en Europe médiane et augmentant la force du bloc slave occidental.

Le problème des Serbes de Lusace bénéficie, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'une visibilité assez remarquable sur la scène internationale, aidé en cela par les menées panslavistes conjointes des Polonais et des Tchécoslovaques. Il s'agit du seul peuple slave occidental de l'Allemagne orientale actuelle à avoir perduré. Habitant la Lusace, région située aux confins de la Saxe et du Brandebourg, le peuple sorabe est le dernier vestige des peuples slaves occidentaux appelés « Polabes » en Pologne et en Tchécoslovaquie. Il vit dans ce que certains historiens allemands appellent la première zone de la *Germania slavica*<sup>87</sup>, espace d'interactions socio-culturelles germano-slaves correspondant *grosso modo* à la moitié

---

<sup>85</sup> Pour rappel : l'Allemagne centrale correspond ici *grosso modo* à ce qui devient par la suite la RDA.

<sup>86</sup> Nous traiterons du lien entre territoires recouverts polonais et projets d'union polono-tchécoslovaque dans la sous-partie suivante.

<sup>87</sup> Il s'agit notamment de W. H. FRITZE (1916-1991), à l'origine du groupe de recherches interdisciplinaire *Germania Slavica*, fondé en 1976 à l'Université libre de Berlin, et dont l'objet, par opposition à *Ostforschung*, est de mieux prendre en compte la composante slave dans l'histoire allemande. Pour une typologie des zones de peuplement allemand dans les terres originellement et/ou actuellement slaves, cf. la contribution de Christian Lübke « Before colonization : Christendom at the slav frontier and pagan resistance » in C. INGRAO, F. A. SZABO (dir.), *the Germans and the East (les Allemands et l'Est)*, Purdue University Press, West Lafayette, 2008.

orientale de l'ancienne RDA. Après des siècles de germanisation, un renouveau national le touche à partir du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment dans les populations catholiques, alors qu'en Basse-Lusace, plus germanisée et soumise à la politique bien plus hostile des Hohenzollern, ce renouveau ne débute que dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Pendant la Seconde Guerre mondiale, quelques indépendantistes sorabes agissent encore, réfugiés soit à Prague soit dans certaines villes polonaises. En 1945, profitant de l'arrivée des troupes soviétiques en Lusace, ces activistes constituent à Prague un Comité national sorabe, qui se dote le 17 septembre d'un comité exécutif. Il ne cesse alors de demander le détachement de la Lusace de l'Allemagne, profitant notamment de la nouvelle situation géopolitique créée par le rattachement de nombreux territoires allemands à la Pologne, et notamment de la Silésie, voisine de la Lusace. On estime alors le nombre des Sorabes entre 100 et 150 000 personnes, réparties sur quelques milliers de kilomètres carrés<sup>88</sup>. Durant les années 1945-1948, le Conseil national sorabe et l'Union des Serbes de Lusace, la *Domowina*, envoient régulièrement des mémorandums aux puissances alliées pour trouver une solution politique au problème lusacien. Ces mémorandums sont déposés notamment à la faveur des grandes réunions internationales de la sortie de guerre, particulièrement lors des conférences des ministres des Affaires étrangères des quatre principaux pays victorieux. Dénonçant la poursuite de la marginalisation politique et de discrimination de la part de la majorité allemande dans le cadre de la zone d'occupation soviétique, ils se tournent vers les instances internationales, puisqu'ils ont échoué à obtenir un statut juridique protecteur dans les nouvelles constitutions des régions allemandes dont ils dépendent<sup>89</sup>. Dans un mémorandum de mars 1947, la *Domowina* présente des revendications précises pour son avenir politique, ouvrant la voie non seulement à une nouvelle réduction territoriale de l'Allemagne mais esquissant des liens forts avec les États slaves voisins, selon des modalités non spécifiées :

- 1) Que, dans tous les cas, une clause obligatoire au sujet des Serbes de Lusace soit incorporée au prochain Traité de paix, car c'est seulement ainsi que l'existence nationale des Serbes de Lusace peut être placée sous une protection de droit international ;
- 2) Que la Lusace soit politiquement détachée de l'Allemagne ;
- 3) Que la région détachée soit neutralisée ;

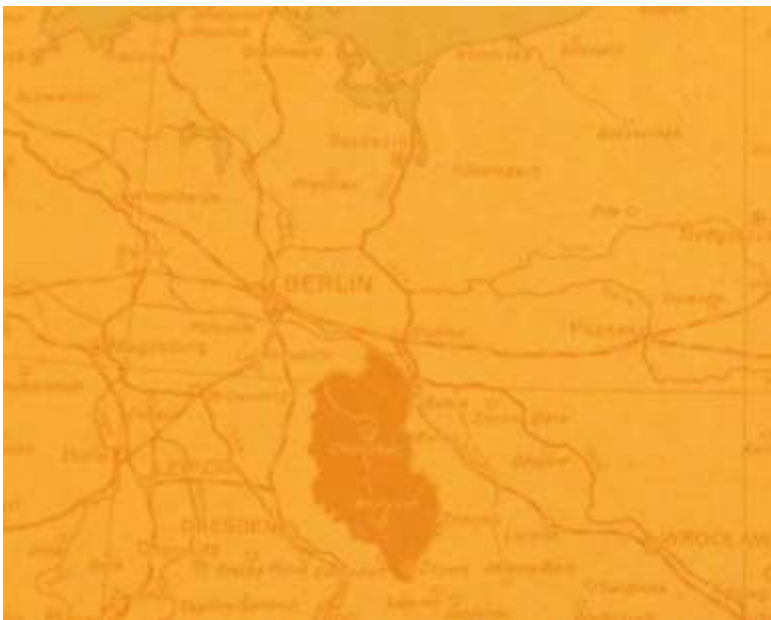
---

<sup>88</sup> Les nombres donnés sont une moyenne, les recensements officiels allemands donnant des nombres moindres, tandis que les évaluations faites par les Serbes de Lusace donnent des nombres bien plus élevés, allant de 200 à 500 000 personnes si on inclut les personnes « d'origine sorabe », origine qu'il est dans les faits bien difficile à établir puisque ces personnes ne parlent plus le sorabe.

<sup>89</sup> Les Serbes de Lusace ont ainsi demandé à deux reprises de constitutionnaliser les droits fondamentaux du peuple sorabe auprès de l'État libre de Saxe, en septembre 1945 et janvier 1947, demandes laissées lettre morte. Ils n'ont pas rencontré plus de succès auprès de la Commission constitutionnelle du Brandebourg.

- 4) Qu'elle soit placée sous le contrôle d'un ou de plusieurs États slaves. La puissance sous le contrôle de laquelle la Lusace sera placée, doit avoir le droit d'y entretenir les forces nécessaires pour y maintenir l'ordre et le calme ;
- 5) Que la région soit dotée par les Puissances signataires du Traité de paix d'un statut garanti ;<sup>90</sup>

La gradation des demandes montre une revendication politique minimale, celle d'un statut juridique garantissant les droits culturels et en un certain sens politiques du peuple serbe, mais également une séparation pure et simple de l'Allemagne, et la protection de la Lusace par la Pologne et/ou la Tchécoslovaquie.



**Carte annexée au Mémorandum présentant les revendications territoriales des Serbes de Lusace<sup>91</sup>**

L'ensemble des revendications porte ainsi sur près de 8 800 kilomètres carrés, rassemblant plus d'un million de personnes, 1,2 en comptant les Allemands déplacés de Pologne et de Tchécoslovaquie. Selon les autorités de la *Domowina*, plus de 50 % de cette population est d'origine sorabe, en comptant ceux qui pourraient être appelé de « Serbes inconscients nationalement » : « Bien plus de la moitié de la population originaire appartient au peuple serbe. Une partie de cette population n'est plus en état, pas suite de la germanisation qu'elle a

---

<sup>90</sup> AMSZ/10-468/p. 10-11.

<sup>91</sup> AMSZ/10-468.

subie, de se servir de la langue serbe. »<sup>92</sup>. Ce genre d'approximation grandissant le nombre potentiel de populations slaves est un fait courant non seulement chez les Sorabes, mais aussi chez les Polonais, renforçant une base argumentative qui n'est pas sans faiblesse.

L'expansion de l'indépendantisme sorabe entraîne l'éclosion d'un courant d'opinion publique favorable aux Sorabes en Pologne et y renforce les tendances panslavistes occidentales. Ces dernières sont récupérées et encouragées par les travaux de certains représentants de la pensée occidentale polonaise, pour lesquels plus la frontière allemande sera rejetée loin à l'ouest, plus la paix sera garantie en Europe médiane. Le soutien aux Serbes de Lusace est ainsi perçu comme un moyen supplémentaire de garantir la sécurité de la Pologne, en même temps qu'il renforce son importance et son influence dans le monde slave. Trois groupements agissent comme des relais de la question sorabe en Pologne : l'UOP qui voit dans les Sorabes le pendant en Allemagne centrale des autochtones des territoires recouverts, traces vivantes de la slavité originelle de la Saxe et du Brandebourg, l'Union académique Prołuż<sup>93</sup> et les milieux intellectuels de la pensée occidentale polonaise. L'UOP est sensible à cette problématique dès le second semestre de 1945, et met ainsi en place un service sorabe au sein de ses institutions en août 1945<sup>94</sup>. Rapidement, elle milite de manière ouvertement panslaviste pour la solution d'un État sorabe avec de forts liens politiques avec la Pologne : « on s'est rendu compte en Lusace que le fait de mener une politique de libération de la Lusace seulement en s'appuyant sur la Tchéquie ne donnera aucun résultat concret. C'est pourquoi la Pologne est de plus en plus prise en compte en Lusace comme facteur politique important pour le recouvrement de la liberté. »<sup>95</sup>. Forte de près de 3 000 membres, populaire auprès des étudiants, Prołuż est la plus grande des associations sociopolitiques polonaises entièrement indépendante du pouvoir central. Elle mène un ensemble d'actions de popularisation de la question lusacienne auprès de la population polonaise, notamment durant les années 1945-1947, et se fait le relai des revendications sorabes auprès de l'État polonais, dans l'expectative sur la question puisqu'il ignore la position officielle de l'URSS<sup>96</sup>. Ainsi, le 15 mai 1946, Prołuż remet un mémoire

---

<sup>92</sup> *Idem*, p. 10.

<sup>93</sup> Cf. chapitre 4, IIIB.

<sup>94</sup> AAN/KSwP/103/p. 37.

<sup>95</sup> *Idem*, p. 44.

<sup>96</sup> L'URSS craint qu'accéder aux demandes les plus poussées des Serbes de Lusace ne déconsidèrent encore davantage le SED, qui serait contraint alors par fidélité à l'URSS de soutenir le détachement de la Lusace de la zone d'occupation soviétique. En outre le pouvoir soviétique ne veut pas voir réduites, même minimalement, les capacités de production de sa zone.

concernant la Lusace au Conseil national d'État<sup>97</sup>. Le 6 octobre de la même année, en collaboration avec l'UOP, elle participe à Poznań au I<sup>er</sup> Congrès des spécialistes de la Lusace.

Les bénéficiaires du « recouvrement » des terres piastiennes ne seront pleinement retirés pour Prołuż que lorsque la Pologne sera définitivement mise à l'abri d'une nouvelle attaque allemande par la constitution d'un glacis défensif à l'ouest de ses frontières, dont la Lusace est un des éléments. Malgré une conjoncture internationale de plus en plus défavorable à la résolution de la question sorabe dans le sens d'une autodétermination, Prołuż continue son travail de lobbying. Ainsi, le 25 février 1947, une délégation de l'association remet-elle au chef de la mission militaire polonaise à Berlin un autre mémoire concernant la situation en Lusace. Les 11 et 12 octobre 1947 se tient à Gubin, ville frontière polonaise, le 2<sup>ème</sup> Congrès des délégués de Prołuż, durant lequel un ensemble de conférences sur la Lusace sont données, toujours dans l'optique de familiariser au mieux l'opinion publique polonaise avec la question et de manifester le soutien polonais aux Serbes de Lusace favorables à l'indépendance. À partir de 1948, l'activité de l'association perd son caractère politique, les autorités polonaises étant ouvertement hostiles à la constitution d'un État sorabe, pour se recentrer sur l'action culturelle, notamment à destination des jeunes Sorabes, mais aussi sur l'aide économique.

Les milieux de la pensée occidentale polonaise ne sont pas en reste pour populariser la question sorabe et se faire des militants de la cause des Serbes de Lusace, voire partisans d'un panslavisme polonais occidental en suggérant plusieurs projets concernant les liens à établir entre la Pologne et un hypothétique État sorabe. Ainsi, un certain nombre de rapports sur la Lusace peuvent être retrouvés au sein des archives du ministère des Affaires étrangères. La plupart d'entre eux émanent de Henryk Batowski, membre du CSP, spécialiste des Slaves occidentaux et qui se fait le relais efficace de la cause sorabe et des intérêts que la Pologne peut en retirer auprès des cercles gouvernementaux. Ses différents rapports montrent l'évolution de ses idées sur la question, et l'étendue des possibilités pour la Lusace. Dans un premier rapport<sup>98</sup>, « La Question lusacienne », en date du 14 avril 1946, il dénonce le désintérêt du Comité panslave de Moscou concernant cette problématique, ce qui montre sa marge de manœuvre puisqu'il remet en question une institution soviétique dont il fait partie indirectement par ses responsabilités au sein de son antenne polonaise. S'il est conscient de ce que la Pologne ne peut s'étendre encore plus loin à l'ouest, la possession polonaise des

---

<sup>97</sup> Pour rappel : organe législatif du pouvoir provisoire polonais qui correspond à une assemblée constituante.

<sup>98</sup> ASMZ/18-427/p. 28-32.

territoires recouverts étant déjà sujette à débat, il propose la formation d'un front panslave avec les Tchécoslovaques pour faire *a minima* de la Lusace un territoire sous mandat de l'ONU : « On peut avancer en tant que concession ultime concernant la question lusacienne, la création d'un territoire autonome lusacien, totalement indépendant de l'Allemagne, et mis sous la protection de l'ONU. »<sup>99</sup>. Dans un autre rapport du 6 juillet 1946<sup>100</sup>, il reprend les statistiques officielles et très approximatives du mouvement national sorabe en prétextant que plus de la moitié de la population de l'État sorabe projeté est sorabe ou est d'origine sorabe<sup>101</sup>. Il y lie étroitement la question des territoires recouverts à celle d'un pays sorabe indépendant de l'Allemagne, montrant que le parachèvement du « retour » de la Pologne sur les territoires recouverts et la garantie ultime pour sa sécurité résident dans une nouvelle réduction territoriale de l'Allemagne. Cette fois cependant, il envisage bel et bien une annexion de l'État sorabe à la Pologne, et non à la Tchécoslovaquie. Son raisonnement est le suivant : s'il ne peut y avoir de garantie internationale pour une Lusace indépendante, autant l'annexer à la Pologne : « Potentialités défensives. C'est justement pour cela que nous pouvons réellement penser à rattacher la Lusace à la Pologne après la défaite totale de l'Allemagne. Du point de vue de la justice historique, on ne peut pas du tout permettre que reste sous le joug allemand la nation la plus petite et la plus proche de nous, portant ce joug depuis mille ans. »<sup>102</sup>. Sécurité nationale et solidarité panslave sont deux arguments pour un rattachement de la Lusace à la Pologne, solution qui aurait aussi l'avantage de renforcer la défense des territoires recouverts. En retour, la possession de ces derniers permet de renforcer des liens culturels distendus par l'expansion allemande à l'est. Enfin, le troisième rapport de Batowski<sup>103</sup>, daté du 3 septembre 1946, « À propos de la question de la Lusace », manifeste un retour à une posture davantage réaliste, puisqu'il ne s'agit plus d'envisager une annexion comme plausible mais au moins de garantir la permanence de la culture sorabe, voire au maximum d'œuvrer toujours pour l'indépendance de cette petite nation. Les divisions croissantes entre les puissances victorieuses et les premières tensions sérieuses de la Guerre froide au cours de 1947 relèguent la question lusacienne bien loin des préoccupations principales des alliés. Le gouvernement polonais, qui n'a jamais été enthousiaste face à ce projet de panslavisme politique avec les

---

<sup>99</sup> *Idem*, p. 32.

<sup>100</sup> ASMZ/18-425/p. 9-12.

<sup>101</sup> Nous retrouvons toujours cette idée du fait que nombre d'Allemands d'Allemagne centrale sont des Slaves qui s'ignorent.

<sup>102</sup> *Idem*, p. 12.

<sup>103</sup> AMSZ/6-665/p. 49-51.

Serbes de Lusace, restreint fortement la propagande pro-sorabe au sein de l'UOP qu'il contrôle de plus en plus. Prołuż continue de militer pour la cause lusacienne, mais de manière moins politique après 1948. Le projet apparaît de plus en plus irréaliste et de moins en moins en phase avec l'internationalisme des démocraties populaires naissantes, notamment si la réalisation du projet doit se faire par un nouveau nettoyage ethnique.

L'irréalisme est pourtant tenace dans les cercles de la pensée occidentale polonaise. La frontière sur l'Oder-Neisse laisse libre cours à l'imagination politique de certains de ses représentants, qui non contents de justifier grâce à elle la formation d'un État lusacien qui pourrait s'adosser à la Pologne, proposent des entreprises de reslavisation de l'Allemagne centrale, poussant le panslavisme jusqu'à vouloir reconstituer l'ancien domaine slave occidental du début du Moyen Âge. L'Oder-Neisse est donc la porte d'entrée à des entreprises de réduction à néant du danger allemand. Un semblable projet se retrouve par exemple dans une expertise anonyme<sup>104</sup> du ministère des Affaires étrangères polonais intitulée de manière significative : « Gagnons la paix. L'affaire de la Polabie<sup>105</sup> ». La « récupération » des territoires recouverts est un appel à une éradication totale et définitive des possibilités de *Drang nach Osten* qui justifie la constitution d'un glacis défensif dont la Polabie est la pièce maîtresse est l'union des Slaves occidentaux le cadre général. Ainsi :

Cela se passera quand non seulement la Pologne obtiendra ses terres des bords de l'Oder et de la Neisse de Lusace<sup>106</sup>, mais avant tout quand les terres situées entre l'Oder et l'Elbe, volées aux groupes slaves, seront détachées du Reich, et les populations qui y habitent, d'origine slave à près de 60-70 % bien qu'utilisant la langue allemande, pourront librement penser à leur avenir. Cela peut se réaliser par la formation d'une Polabie indépendante sous la protection des pays slaves voisins ainsi que de toutes les nations unies.<sup>107</sup>

Là encore, nous retrouvons la conviction, partagée par la majorité des milieux scientifiques et politiques polonais à la fin de la guerre et au début de la sortie de guerre que, de même que les autochtones sont pleinement polonais, la majorité des populations de l'Allemagne centrale est anthropologiquement slave, et que leur germanité, essentiellement linguistique, n'est qu'un

---

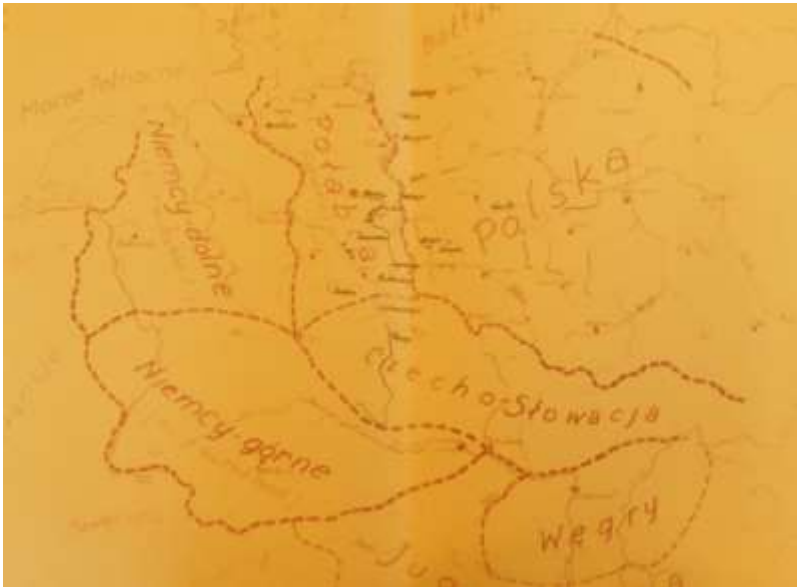
<sup>104</sup> AMSZ/18-425/p. 1-5.

<sup>105</sup> Par Polabie, des représentants de la pensée occidentale polonaise entendent les territoires allemands anciennement peuplés des Slaves polabes, ensemble de tribus de Slaves occidentaux habitant à l'ouest de la Pologne et au nord-ouest de la Bohême, et dont les Serbes de Lusace sont les derniers représentants non germanisés entièrement. Cet espace correspond à une bonne moitié de l'ancienne RDA, et *grosso modo* au territoire de la *Germania Slavica I*.

<sup>106</sup> Cette phrase est à comprendre au sens d'une obtention définitive des territoires recouverts, de manière officielle, par un traité de paix avec l'Allemagne.

<sup>107</sup> AMSZ/18-425/p. 1.

verniss que le détachement de ces territoires de l'Allemagne va faire rapidement tomber. Outre le fait que ces proportions peuvent difficilement se fonder sur des critères scientifiques valables, les premières difficultés liées à intégrer les populations autochtones auraient dû alerter l'auteur de ce projet sur les difficultés à mener une reslavisation à grande échelle de populations germanisées bien plus que superficiellement. Nonobstant ces difficultés, l'expertise propose un véritable plan de partage de l'Allemagne :



**Carte représentant un plan de partage de l'Allemagne avec la mise en place d'un État polabe<sup>108</sup>**

Ce dernier serait seul à même de garantir la paix en Europe. Le retour des territoires recouverts à la Pologne apparaît donc comme la première étape d'un ensemble plus vaste qui est le démantèlement complet de l'Allemagne et la formation d'un glacis polabe qui renforce à la fois les capacités défensives de la Pologne, mais aussi la force géopolitique du bloc slave occidental. La carte montre clairement la présence de la Polabie, zone de l'Allemagne où la Pologne et la Tchécoslovaquie auraient une influence importante, en lieu et place de l'Allemagne centrale, séparée du reste des terres allemandes par le cours inférieur de l'Elbe et la Saale. L'Oder-Neisse est ainsi un catalyseur de projets panslavistes occidentaux, qui semblent alors plus faciles à réaliser que tous les plans d'union régionale évoqués auparavant. Parmi ceux-ci, il en est un qui est très régulièrement revenu sur le devant de la scène géopolitique régionale, la fédération polono-tchécoslovaque.

---

<sup>108</sup> *Idem*, annexe (p. 6).



## *B. Permanence et échec du projet de fédération polono-tchécoslovaque*

L'extension de la Pologne vers l'ouest rend possible un projet de fédération polono-tchécoslovaque, qui serait la meilleure garantie pour se prémunir contre une nouvelle agression allemande. Si le projet devait échouer, l'acquisition des territoires recouverts rend possible une coopération étroite avec la Tchécoslovaquie. La sous-partie présente étudie donc ces projets, l'échec de la solution de fédération mais aussi les difficultés pour mettre en place ne serait-ce qu'une collaboration économique et culturelle avec la Tchécoslovaquie à cause de différends frontaliers entre la Pologne et cet État. Les régions qui devaient rapprocher ces deux pays vont au contraire contribuer à maintenir le fossé entre les deux États qui ont des relations traditionnellement compliquées.

Concernant les projets de rapprochement entre les deux États voire de fédération polono-tchécoslovaque, plusieurs périodes sont à distinguer : des projets émergent déjà à l'époque de l'entre-deux-guerres, atteignent leur apogée durant la période de domination de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale, se raréfient fortement entre 1943 et 1945, pour perdurer de manière ponctuelle et sous une forme bien plus atténuée lors de la sortie de guerre. Durant l'entre-deux-guerres, les projets restent très limités et théoriques du fait de relations polono-tchécoslovaques tendues<sup>109</sup>. La question de la Silésie de Cieszyn envenime les relations polono-tchécoslovaques<sup>110</sup>. Après une période de fortes tensions entre les deux pays au moment de la guerre polono-bolchévique, une détente relative s'amorce. Au sein de la scène politique tchécoslovaque, il faudrait aussi distinguer entre plusieurs personnalités ou groupements aux avis divergents sur la question d'un rapprochement politique avec la Pologne. Les hommes politiques slovaques, notamment Milan Hodža<sup>111</sup>, chef de file des agrariens, sont en général plus favorables au projet de fédération avec la Pologne, alors que les Tchèques sont moins enthousiastes, à quelques exceptions près, comme Jan Masaryk. Les

---

<sup>109</sup> Nous nous appuyons ici notamment sur l'article suivant : SZYMANKIEWICZ Błażej, « Koncepcje sojuszy polsko-czechosłowackich w latach 1919-1943 » (les Conceptions des alliances polono-tchécoslovaques dans les années 1919-1943) in *Historia Slavorum Occidentalis*, 1, (4), p. 165-178, 2013.

<sup>110</sup> Territoire faisant partie de l'Empire habsbourgeois, la principauté de Cieszyn (Teschen en allemand) est peuplée selon le recensement de 1910 de 55 % de Polonais, 27 % de Tchèques, 18 % d'Allemands. Si la tenue d'un plébiscite est un temps décidée pour régler la question de l'appartenance territoriale de cette petite région, c'est finalement le Conseil des ambassadeurs qui tranche la question, imposant un partage entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. La Pologne obtient une majorité de la région, mais demeure en territoire tchécoslovaque une minorité polonophone importante, qui va devenir une source de tensions récurrentes entre les deux États pendant les décennies suivantes.

<sup>111</sup> (1878-1944), Premier ministre tchécoslovaque de 1935 à 1938, chef du parti républicain des ouvriers et des paysans.

relations polono-tchécoslovaques se tendent cependant fortement à partir de 1935 jusqu'à devenir franchement hostiles au moment où la Pologne profite des Accords de Munich pour annexer la partie de la Silésie de Cieszyn tchécoslovaque dans laquelle se trouve la minorité polonaise. C'est paradoxalement avec l'apparition d'une Slovaquie indépendante des Pays tchèques mais satellite de l'Allemagne que réapparaissent des projets d'union polono-tchécoslovaque. Hodža, en exil, propose dans un mémoire de septembre 1939 une semblable union, au sein de laquelle la Slovaquie bénéficierait d'une large autonomie.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'invasion de la Pologne et la défaite polonaise en 1939 rapprochent cependant Polonais et Tchécoslovaques<sup>112</sup>. Le 11 novembre 1940, un premier accord de coopération est signé entre les deux gouvernements en exil qui ouvre la voie à un rapprochement politique et économique. En juin 1941, le Comité polono-tchécoslovaque de coordination propose un *Ensemble d'actes constitutifs de la Pologne et de la Tchécoslovaquie*, jetant les bases d'une construction politique commune. L'entrée en guerre de l'URSS<sup>113</sup> bouleverse cependant les rapports de force au sein des Alliés. Désormais, Beneš, qui fait davantage confiance à une relation privilégiée avec l'URSS qu'à une éventuelle union avec la Pologne pour assurer la sécurité tchécoslovaque, pose des conditions quant à la réalisation de l'union. Il fait dépendre la réalisation du projet d'union de l'amélioration des relations polono-soviétiques, ce qui braque les Polonais. En dépit de certaines concessions faites par les Polonais, Beneš se montre toujours inflexible, et demeure méfiant envers un gouvernement polonais en exil qu'il assimile trop vite à une continuation de celui d'avant 1939. Sikorski essaie encore de négocier début 1943 directement avec Moscou pour faire reconnaître le principe d'une fédération centre-européenne, quitte à signer une alliance entre cette fédération et l'URSS. La rupture polono-soviétique consécutive à la découverte des charniers de Katyń en avril 1943 enterre définitivement le projet d'union polono-tchécoslovaque. La perspective du « recouvrement » des territoires recouverts est cependant un grand argument en faveur d'un resserrement des liens entre Polonais et Tchécoslovaques pour garantir la sécurité de l'ensemble face à une Allemagne potentiellement revancharde.

---

<sup>112</sup> Pour plus de précisions sur les relations entre ce projet et l'influence de l'URSS en Europe médiane, cf. chapitre 1, IA.

<sup>113</sup> La majorité des informations concernant les relations polono-tchécoslovaques et les plans d'union pendant la guerre proviennent de l'article suivant : KISIELEWSKI Tadeusz, « Polski punkt widzenia w stosunkach polsko-czechosłowackich w okresie II Wojny Światowej » in *Dzieje najnowsze*, 32/3, p. 135-157, 2000.

La fin de la guerre, la translation de la Pologne vers l'ouest, le déplacement des Allemands des Sudètes et des territoires recouverts créent une communauté d'intérêts entre la Tchécoslovaquie et la Pologne pour concrétiser les tentatives de rapprochement initiées pendant la guerre. Si la question du rapprochement polono-tchécoslovaque ne se pose plus en termes de fédération après 1945, les initiatives ne manquent pas, d'autant que la nouvelle configuration territoriale semble propice au renforcement des liens entre les deux pays. La disparition de la Silésie allemande met fin à la protubérance territoriale qui séparait la Pologne et la Tchécoslovaquie, et qui faisait que les Pays tchèques n'avaient de contact avec la Pologne que par la région, à l'appartenance nationale controversée, de la Silésie de Cieszyn. Pour ceux qui continuent, malgré la tendance géopolitique de la sortie de guerre, à espérer la mise en place d'une fédération polono-tchécoslovaque, les changements territoriaux de Potsdam sont le préalable à l'établissement d'une pareille union. Ainsi, dans l'ouvrage déjà cité<sup>114</sup>, Ipohorski-Lenkiewicz fait de la disparition du « coin silésien » une nécessité pour établir une organisation politique entre la Pologne et la Tchécoslovaquie :

Avec l'existence de ce coin on ne peut en aucun cas se représenter la mise en place durable et solide d'un bloc d'États, dont feraient partie la Pologne et la Tchécoslovaquie. La nécessité de couper ce coin à sa racine, que représente justement la Basse-Neisse, s'impose d'elle-même. De ce point de vue géopolitique la frontière Oder-Neisse doit donc être considérée comme intentionnelle et rationnelle.<sup>115</sup>

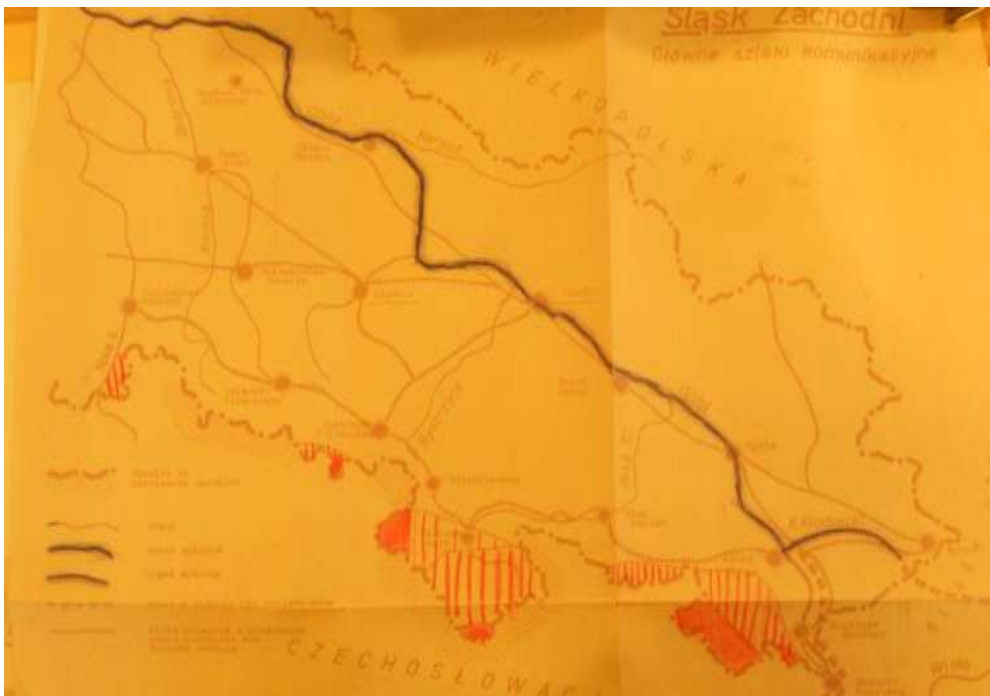
Les territoires recouverts justifient la formation d'une union politique, et la nécessité de cette dernière pour mieux faire face à l'Allemagne sont un argument de plus pour justifier le *statu quo* territorial de Potsdam. Les représentants de la pensée occidentale polonaise n'avaient cependant pas anticipé que le rattachement des anciennes provinces allemandes à la Pologne, loin d'améliorer les relations polono-tchécoslovaques, allait au contraire les tendre, car de fait ces régions vont multiplier les contentieux frontaliers entre les deux États, en plus du conflit de la Silésie de Cieszyn, toujours non réglé entre 1945 et 1947. Les tensions se focalisent en fait sur trois districts ou fragments de districts sur lesquels la Tchécoslovaquie émet, plus ou moins directement, des prétentions, afin de répondre aux revendications polonaises sur la Silésie de Cieszyn. Il s'agit de certaines communes des districts de Racibórz, Głubczyce, Kłodzko et Zgorzelec. De manière imprévue, les spécialistes de la pensée occidentale polonaise ont dû défendre non seulement la présence polonaise sur ces terres face aux

---

<sup>114</sup> IPOHORSKI-LENKIEWICZ Witold, *Granice Polski (les Frontières de la Pologne)*, Biblioteka Wolna Trybuna (Bibliothèque de la Libre Tribune), Rome, 1947.

<sup>115</sup> IPOHORSKI-LENKIEWICZ Witold, *op. cit.*, p. 14.

Allemands, mais aussi face aux Tchèques alors même que de forts courants politiques et d'opinion publique, notamment dans les milieux occidentaux, militaient en Pologne pour le renforcement des liens avec la Tchécoslovaquie. Cette défense se retrouve par exemple dans un rapport de Batowski pour le ministère des Affaires étrangères intitulé « Les revendications tchèques en Silésie polonaise sous le manteau lusacien »<sup>116</sup>, en date du 27 décembre 1945 : « Il se trouve que les Tchèques présentent des revendications non seulement concernant Kłodzko et le district de Głubczyce-Racibórz, mais aussi pour une bande significative de terre le long de la frontière occidentale de l'État polonais, l'espace entre la Neisse à l'ouest et les rivières Kwisa et Bóbr à l'est. »<sup>117</sup>. L'essentiel des régions évoquées ci-dessus est repérable sur la carte suivante tirée des fonds du Bureau des Travaux pour le Congrès :



**Carte représentant les différentes revendications tchèques en Silésie<sup>118</sup>**

D'ouest en est, nous pouvons repérer la partie polonaise de la botte de Zittau, sur laquelle nous reviendrons, la vallée supérieure de la Neisse de Kłodzko (le saillant principal au centre de la frontière méridionale), avec la ville éponyme, tout ou partie du district de Głubczyce (saillant oriental non loin de la Silésie de Cieszyn) avec une petite partie de celle de Racibórz.

<sup>116</sup> AMSZ/6-665/p. 3-4.

<sup>117</sup> *Idem*, p. 3.

<sup>118</sup> AMSZ/18-54.

Du fait de ces prétentions territoriales, des tensions diplomatiques se font jour régulièrement entre les deux États, l'irrédentisme polonais envers Cieszyn existant toujours. Les experts polonais de l'histoire silésienne entendent remettre en cause les arguments tchèques de la présence de populations de langue tchèque dans certaines parties de la Silésie annexées par la Pologne en 1945, notamment les districts de Głubczyce et de Racibórz, comme dans une expertise anonyme sur « La question des districts de Racibórz et de Głubczyce. Esquisse des rapports nationaux et géographico-économiques »<sup>119</sup>. Cette dernière opère une distinction entre populations tchèques et moraves : « Cette population appelle également sa langue le morave, bien qu'elle appartienne aux dialectes de transition léchite, l'accent est polonais (sur l'avant-dernière syllabe), sans consonnes longues. »<sup>120</sup>, et assimile de fait les Moraves ou du moins une partie d'entre eux aux Polonais. Conscient des limites de ce raisonnement ou n'attachant pas grande importance à ces territoires, l'auteur de ce rapport traduit l'état d'esprit d'une partie importante de la classe politique polonaise de l'époque : l'objectif est toujours de récupérer au moins une partie de la Silésie de Cieszyn polonophone, d'où la possibilité de se servir de certains des territoires revendiqués par les Tchèques comme monnaie d'échange : « C'est pourquoi des cessions territoriales éventuelles en faveur de la Tchécoslovaquie dans cette région ne peuvent être tolérées qu'en échange de quelques concessions tchèques en faveur de la Pologne sur un autre territoire »<sup>121</sup> ; l'auteur pense explicitement à la Silésie de Cieszyn. Ces relations polono-tchécoslovaques difficiles concernent également un autre dossier qui aurait pu rapprocher les deux pays mais qui contribue à tendre encore davantage leurs rapports : il s'agit de la question lusacienne, que certains Polonais, et notamment les représentants de la pensée occidentale polonaise, accusent les Tchèques d'instrumentaliser en leur faveur pour avancer des revendications territoriales masquées en Silésie. Ainsi, ils réclament pour l'État sorabe ou soutiennent les revendications de certains Sorabes sur certains territoires de l'extrémité occidentale de la Silésie polonaise, ce qui reviendrait indirectement à les réclamer pour la Tchécoslovaquie, ce pays ayant des visées sur la Lusace, comme indiqué sur la carte ci-dessous :

---

<sup>119</sup> AMSZ/6-136/p. 42-48.

<sup>120</sup> *Idem*, p. 42.

<sup>121</sup> *Idem*, p. 45.



Carte représentant les revendications minimales (blanc) et maximales (grisé) sorabes<sup>122</sup>

Ces revendications par l'entremise de la cause sorabe sont doublées d'autres plus directes qui portent sur la botte de Zittau<sup>123</sup>, petite ville allemande située dans une protubérance territoriale au carrefour de la Saxe, de la Silésie, et de la Bohême. La partie orientale de la botte ayant été rattachée à la Pologne, les Tchèques présentent des revendications sur les deux parties du territoire de part et d'autre de la Neisse de Lusace<sup>124</sup>. À Zittau, un Conseil national tchécoslovaque est proclamé par la minorité tchèque le 29 mai 1945, ce qui donne matière au gouvernement tchèque de la revendiquer, à la fois pour des raisons historiques, démographiques, mais surtout stratégiques, puisque cette petite région s'enfonce dans le territoire tchécoslovaque et permet d'établir une continuité territoriale avec la Haute-Lusace des Sorabes. Ces revendications territoriales sont faites de manière très officielle : un mémorandum est ainsi transmis le 24 avril 1946 aux ministres des Affaires étrangères des quatre grands, qui demande la totalité de la botte de Zittau, y compris le territoire reconnu sous administration polonaise à Potsdam. Au fur et à mesure de la constitution d'un bloc de pays autour de l'URSS, les revendications tchécoslovaques se réduisent de plus en plus. L'État soviétique désire quant à lui mettre fin aux querelles entre les pays de sa zone

<sup>122</sup> AMSZ/6-665/p. 103.

<sup>123</sup> *Żytawa* en polonais, *Žitava* en tchèque.

<sup>124</sup> Cf. particulièrement : PAŁYS Piotr, « Czechosłowackie próby uzyskania po drugiej wojnie światowej ziemi żytawskiej » (Les tentatives tchécoslovaques d'acquérir la terre de Żytawa après la Seconde Guerre mondiale) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 36/1, p. 101-116, 2004.

d'influence, et impose des solutions diplomatiques aux différents pays. Ainsi, dans le contexte de communisation des pays de l'Est de l'Europe, un traité d'amitié polono-tchécoslovaque est signé le 10 mars 1947, qui met fin, au moins officiellement, aux conflits territoriaux. Si les frontières se figent, la construction d'un nouvel ensemble géopolitique à partir de 1947 porte définitivement un coup mortel à la fédération polono-tchécoslovaque, et réoriente les liens entre les deux pays vers une coopération purement économique.

Dans ce domaine, et c'est un argument employé par la pensée occidentale polonaise, les territoires recouverts jouent un rôle important dans la mise en relation économique de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. En effet, la possession de la grande majorité du bassin fluvial de l'Oder par la Pologne pourrait se révéler d'un grand intérêt pour la Tchécoslovaquie : en empruntant l'Oder, le commerce fluvial tchécoslovaque aurait un accès plus rapide à la mer par le port de Szczecin plutôt que par l'Elbe et le port de Hambourg, ce qui permettrait en outre de réduire la dépendance à l'Allemagne et lui ôterait un moyen de pression économique. Les territoires recouverts polonais rendent ainsi possible une coopération économique plus fructueuse entre les Pologne et Tchécoslovaquie, ce qui se voit notamment par la mise en place de projets pour faciliter l'utilisation par la Tchécoslovaquie des voies d'eau polonaises. Ainsi, une expertise<sup>125</sup> de l'Institut baltique pour le Comité des affaires étrangères des territoires recouverts étudie les possibilités pour les Tchécoslovaques d'utiliser le port de Szczecin selon différentes modalités :

1. L'octroi de facilité douanières les plus larges [...]
2. Un consortium polono-tchèque
3. La location d'une partie du port
4. Une enclave<sup>126</sup>

Cette coopération économique ne serait pas limitée à une utilisation conjointe des infrastructures portuaires de Szczecin qui deviendrait ainsi la principale interface du monde slave occidental avec le monde, mais porterait aussi sur la navigation sur l'Oder. Un projet d'accord polono-tchécoslovaque<sup>127</sup> trouvé au ministère des Affaires étrangères polonais porte sur l'établissement d'une société mixte d'exploitation de l'Oder entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. L'accord de principe est signé le 4 juillet 1947 pour une application courant

---

<sup>125</sup> AAN/KSZZO/121/p. 1-12.

<sup>126</sup> *Idem*, p. 2.

<sup>127</sup> AMSZ/18-381/p. 1-8

1948. Les territoires recouverts, fondements de l'union des pays slaves autour d'objectifs économiques communs, voilà qui est un argument supplémentaire pour la pensée occidentale polonaise ; en même temps, cette vision convient pleinement à l'URSS, à l'heure où elle commence à élaborer une réponse au Plan Marshall. Les projets de coopération lancés dans la foulée du Traité d'amitié polono-tchécoslovaque annoncent en effet l'intégration économique des pays du Bloc de l'Est en formation dans le cadre du COMECON alors que ces derniers se présentent de plus en plus comme le « camp de la paix ».

#### **IV Un renforcement du « camp de la paix »**

Les territoires recouverts, parce qu'ils renforcent les potentialités économiques des démocraties populaires et en font un objectif de leur défense collective, permettraient enfin un renforcement du « camp de la paix ». L'argumentaire de la pensée occidentale polonaise prend ici des tournures plus socialistes. Le tournant idéologique des années 1948-1949 avec la mise en place de l'hégémonie du PZPR sur la scène politique intérieure polonaise force les représentants de la pensée occidentale polonaise à moduler leur discours. Les territoires recouverts ne peuvent plus être le fondement d'un panslavisme qui a le double inconvénient pour l'internationalisme marxiste soviétique d'être trop nationaliste et de tendre à un expansionnisme dangereux pour la cohérence du Bloc de l'Est. En revanche, dans un premier temps, leur possession par la Pologne peut être instrumentalisée comme le préalable pour développer les relations économiques entre pays socialistes et, dans un second temps, pour œuvrer à la paix dans le monde, à travers notamment la propagande autour de « la frontière de la paix ».

##### ***A. Une coopération accrue entre les pays du Bloc de l'Est***

La possession des territoires recouverts par la Pologne est souvent montrée comme le ciment d'une coopération interrégionale accrue entre les pays centre-européens, qui préfigurent les relations au sein du Bloc socialiste. Une thématique émerge nettement pour servir cet argument en faveur des territoires recouverts polonais : leur possession par l'État polonais renforce l'ouverture des pays centre-européens, voire danubiens, sur le monde, par voie de fait leur commerce et semble donc promettre un développement économique conséquent. Les spécialistes gouvernementaux polonais et les représentants de la pensée occidentale polonaise mettent en effet aussi en avant l'intérêt économique de l'axe de transport Oder-Szczecin non seulement pour la Pologne, mais également pour tous les pays du



bassin danubien. Cet argument se fonde sur des considérations de nature géoéconomique selon lesquelles l'*hinterland* du port de Szczecin comprendrait une partie notable du bassin fluvial danubien. Ainsi, un rapport du Comité pour les Affaires étrangères des territoires recouverts<sup>128</sup> intitulé « L'Oder comme voie de transit pour les pays du bassin du Danube et les possibilités de Szczecin sous cet angle » prétend que « l'*hinterland* de Szczecin se compose du territoire de la Tchécoslovaquie, d'une partie de la Roumanie, de la Saxe, de l'Autriche, de la Yougoslavie et de la Bulgarie »<sup>129</sup>. Il se fonde sur l'assimilation de la mer Noire à une impasse et sur la carence en ports internationaux pour la plupart des pays danubiens puisque ceux qui existent éventuellement (comme Trieste ou Athènes) sont séparés de la région centre-européenne par les différentes chaînes de montagnes des Balkans. Ainsi, Szczecin semble être le port géographiquement le mieux situé pour capter la majorité du trafic commercial, par voie fluviale ou ferrée, des pays du bloc socialiste en cours de constitution, ce que montre le tableau suivant :

Ports Villes	Hambourg	Szczecin	Gdynia/Gdańsk	Trieste
Prague	655 914 <sup>130</sup>	494	1 000	930
Bogumin <sup>131</sup>	800	364		
Brno	910	700	765	741
Budapest	1 277	974	1 036	615
Leipzig	451 460	296		
Chemnitz	532	346		

**Tableau représentant les distances entre les différents ports à l'hinterland centre-européen avec un certain nombre de villes centre-européennes<sup>132</sup>**

Ce tableau indique la logique géographique, qui devrait faire selon les experts polonais de Szczecin l'interface privilégiée entre l'Europe centrale et le monde, puisque dans tous les cas, Szczecin est plus proche des principales villes centre-européennes, notamment

<sup>128</sup> AAN/KSZZO/59/p. 1-23.

<sup>129</sup> *Idem*, p. 1.

<sup>130</sup> Les chiffres en italique sont les distances par voie fluviale, les autres par voie ferrée.

<sup>131</sup> Première ville tchèque sur l'Oder. (Bohumin).

<sup>132</sup> *Idem*.

tchécoslovaques et même dans certains cas allemandes, qu'Hambourg, sa grande rivale. Néanmoins, le port de Szczecin ne soutient pas la comparaison avec le principal port allemand :

Hambourg restait un nœud de communication et un relai commercial également pour la Pologne jusqu'à la guerre douanière polono-allemande de 1925. [...] Hambourg était et est encore le principal port pour le commerce maritime de la Tchécoslovaquie. Grâce à cette importance d'Hambourg, dans une moindre mesure de Brême, l'Allemagne contrôlait le commerce extérieur de l'Europe du Sud-Est des années avant que, par la voie d'une pénétration économique toujours plus grande et d'une pression politique, elle ait inféodé entièrement ces pays.<sup>133</sup>

Cette situation privilégiée de Hambourg comme principal réceptacle du commerce international centre-européen a été une constante des échanges commerciaux du premier XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, et a contribué à l'asservissement économique des pays de l'Europe danubienne par les accords de clearing inégaux des années 1930, imposés par l'Allemagne nazie aux pays de la région puisque l'État allemand contrôlait le débouché principal de leur commerce. Cette situation de dépendance se voit clairement dans ce tableau :

Ports	Total des échanges (milliers de tonnes)	Tchécoslovaquie	Hongrie	Roumanie
Total des échanges (milliers de tonnes)	5 533	4 782	751	
Allemands	3 408 62 %	2 794 58 %	314 42 %	300
Dont Szczecin	1 069 19 %	842 18 %	127 17 %	100
Polonais	1 435 26 %	1 186 25 %	28 4 %	227
Adriatiques	983 18 %	714 15 %	269 36 %	
Autres	20	87	13	

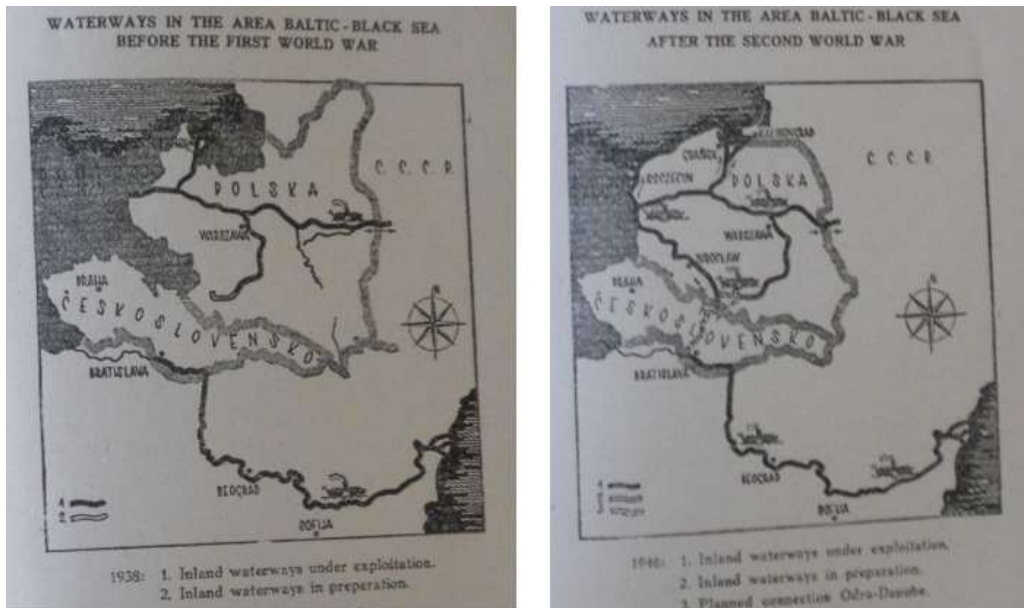
**Tableau représentant les voies d'exportation privilégiées de certains pays danubiens<sup>134</sup>**

Si le port de Szczecin capte une part importante du commerce international de la Tchécoslovaquie ou de la Hongrie, il demeure bien moins utilisé que le reste des ports allemands, et notamment Hambourg. Ce handicap de la ville poméranienne a longtemps été dû principalement à la géoéconomie régionale, avec un bassin de l'Oder moins développé que

<sup>133</sup> *Idem*, p. 2.

<sup>134</sup> *Idem*, p. 4.

celui de l'Elbe puis divisé politiquement dans l'entre-deux-guerres comme le montrent ces cartes :



Cartes représentant le système de navigation international centre-européen dans l'entre-deux-guerres et lors de la période de sortie de la Seconde Guerre mondiale<sup>135</sup>

La translation de la Pologne vers l'ouest unifie le bassin fluvial de l'Oder et favorise les contacts polono-tchèques par l'existence, désormais, d'une longue frontière entre la Silésie polonaise et les Pays tchèques. Ce faisant, l'Oder devient une artère de commerce possible pour la Tchécoslovaquie dans un premier temps, pour la Hongrie, l'Autriche, voire la Yougoslavie et la Roumanie dans un second temps. Cet argument en faveur de la polonité des territoires recouverts pourrait rester un vœu pieux s'il ne comprenait pas un projet d'infrastructure importante visant à mettre en relation le cours supérieur de l'Oder avec le cours moyen du Danube par l'entremise d'un canal. Ce projet d'un canal Oder-Danube est donc évoqué à maintes reprises à partir de la sortie de guerre : « L'Oder relié au Danube formera une voie d'eau pour l'échange des marchandises entre le nord et le sud, rendant ainsi les pays danubiens indépendants de la voie fluviale par l'Allemagne. »<sup>136</sup>. Il s'agit d'un des premiers projets de coopération économique régionale, qui s'inscrit pleinement dans l'intégration économique du Bloc socialiste naissant. Cet argumentaire polonais vise en fait à

<sup>135</sup> APP/PZZ/737/p. 183/184.

<sup>136</sup> AMSZ/18-113/p. 57.

sensibiliser les pays de la région à l'intérêt de la possession de l'Oder par la Pologne sur l'essentiel de son cours, et est décrit comme un moyen de stabiliser la région en lui offrant une garantie d'indépendance économique face à l'Allemagne :

L'Oder et son système de cours d'eau tributaires et de canaux peuvent rendre des services inestimables à la Tchécoslovaquie par laquelle courent les 96 premiers kilomètres de cette rivière. De nombreux États de l'Europe du Sud-Est, la Yougoslavie, la Hongrie, l'Autriche, la Roumanie ou la Bulgarie tireront aussi bénéfice de l'unification, longtemps attendue et bientôt réalisée des systèmes fluviaux de l'Oder et du Danube. Pour tous ces pays, il est très positif que presque tout le cours de l'Oder soit situé à l'intérieur du territoire d'une Pologne propice à la paix, qui est bien loin de conduire une politique d'expansion économique.<sup>137</sup>

La participation des pays danubiens à l'utilisation voire à l'exploitation de l'Oder est une des pierres de l'édification d'une construction plus vaste, un véritable système économique régional qui se développe progressivement avec la mise en place du COMECON à partir de 1949. Si les spécialistes polonais exagèrent l'importance de ce cours d'eau et de son débouché portuaire qu'est Szczecin pour l'Europe centrale, notamment les pays balkaniques, il n'en est pas moins vrai que les avantages réels que les pays centre-européens peuvent en retirer sont un des liants pour les souder davantage entre eux. En ce sens, l'Oder-Neisse est un catalyseur de la pacification des rapports nationaux dans la région, dernier argument en faveur de sa reconnaissance internationale unanime.

### *B. La Ligne Oder-Neisse, garante de la paix entre les nations*

Si l'argument de la coopération économique entre démocraties populaires naissantes, grâce notamment à l'administration polonaise de l'Oder, a déjà une teinte socialiste, la pensée occidentale polonaise se socialiste encore davantage lorsqu'elle présente la frontière occidentale polonaise comme la « frontière de la paix ». Propagande nationale, voire nationaliste et propagande communiste se rejoignent alors ; à la faveur de la stalinisation, la première est même intégrée à la seconde précisément par ce biais. L'extension de la Pologne vers l'ouest est perçue comme facteur de paix à l'échelle européenne voire mondiale car elle éloigne la perspective de la guerre et participe activement à la construction de la paix entre les nations.

Le slogan qui émerge de plus en plus dans la propagande polonaise, qu'elle soit issue du gouvernement ou des milieux occidentaux, à partir de 1948, est celui de la ligne Oder-Neisse

---

<sup>137</sup> APP/PZZ/737/p. 185.

comme « frontière de la paix ». Cet argument de la pensée occidentale polonaise qui est à la fois un élément de propagande pour la démocratie populaire polonaise et le Bloc de l'Est s'insère dans un contexte plus large, celui de la présentation du Bloc soviétique émergent comme élément pacificateur dans les relations internationales, par opposition à des pays occidentaux, notamment anglo-saxons, qui mèneraient une politique d'expansion agressive qui rallumerait les braises du militarisme dans les zones occidentales de l'Allemagne. Cette particularité de la propagande communiste et soviétique se fait jour progressivement à partir de 1948, et dès le départ, les territoires recouverts y sont étroitement associés, puisque c'est à Wrocław que se tient du 25 au 28 août 1948 le Congrès des intellectuels pour la paix, grand-messe de l'internationale communiste qui dénonce la politique prétendument belliciste des pays occidentaux et font des pays regroupés autour de l'URSS le « camp de la paix ». Ce congrès lance les fondations du Congrès mondial des partisans de la paix en 1949, caisse de résonance officieuse de la propagande soviétique à destination des milieux intellectuels et politiques occidentaux. L'argumentaire de la pensée occidentale polonaise, socialisée et débarrassée de ses oripeaux nationalistes, s'insère parfaitement dans le pacifisme militant de l'internationalisme. La double vocation de défense et de construction de la paix de la frontière Oder-Neisse se retrouve dans une brochure d'un membre de l'UOP, Jan Kubacki, *La Pologne en tant qu'élément de reconstruction et de prospérité de l'Europe*<sup>138</sup>, à l'époque où triomphe en son sein les éléments inféodés au PPR ou en tous cas qui appuient de fait son action :

La frontière sur l'Oder et la Neisse de Lusace signifie l'affaiblissement de la puissance allemande, qui a toujours été par ses tendances impérialistes un danger pour la paix en Europe et dans le monde. [...] Les nouvelles frontières ne réduisent pas seulement les menaces sur la paix, mais présentent également un élément positif dans le système de sécurité général.<sup>139</sup>

Dans un premier temps, la rhétorique polonaise s'appuie sur le fait que remettre en cause l'Oder-Neisse, favoriser le révisionnisme, c'est courir à la guerre, et que seul le maintien de la nouvelle frontière germano-polonaise peut garantir la paix. Un discours prononcé à l'occasion du premier jour de la Semaine des terres occidentales<sup>140</sup> en avril 1948 présente le lien intrinsèque entre des terres occidentales polonaises et le recul des forces militaristes en

---

<sup>138</sup> KUBACKI Jan, *La Pologne en tant qu'élément de reconstruction et de prospérité de l'Europe*, Éditions de l'UOP, Poznań, 1948, trouvé dans APP/PZZ/730/p. 102-129.

<sup>139</sup> APP/PZZ/730/p. 124.

<sup>140</sup> Nous les présenterons plus longuement dans le chapitre suivant, il s'agit des manifestations de propagande majeure de l'UOP organisées chaque année pour populariser la thématique des territoires recouverts.

Europe : « Le rattachement des terres occidentales à la Pologne est un élément cimentant la paix du monde, car il a provoqué l'affaiblissement du potentiel militaire de l'Allemagne. Ces terres étaient la forteresse des Teutoniques contemporains, poussant vers l'est, les casernes de l'Europe occidentale, les bases d'assaut dans la lutte contre les Slaves »<sup>141</sup>. Ce mélange de panslavisme et d'internationalisme pacifiste est caractéristique de la transition de la pensée occidentale polonaise de l'époque de la sortie de guerre vers celle du stalinisme puis de la voie polonaise vers le communisme. Avec le renforcement des liens entre pays socialistes par l'établissement du COMECON en 1949 puis du Pacte de Varsovie en 1955, la frontière Oder-Neisse devient un enjeu de défense pour la sécurité collective de tout le bloc de l'Est, idée qui peut se retrouver dans un article de Bolesław Wiewióra paru dans *la Revue occidentale*<sup>142</sup> en 1955 : « Sous le slogan de la révision de l'Oder-Neisse se concentrent ces forces qui tendent à renforcer la tension dans les relations internationales pour préparer le terrain pour la guerre contre le camp des pays socialistes. »<sup>143</sup>. L'intégration de la Pologne au camp socialiste fait de la défense de l'Oder-Neisse une affaire non seulement polonaise, mais aussi une affaire de sécurité élargie à tous les pays du Bloc de l'Est, ce qui donne à cette frontière de meilleures garanties de perdurer. Le représentant de la pensée occidentale qu'est Wiewióra prend bien soin d'internationaliser au maximum la question : il ne s'agit pas de montrer simplement que la question de l'Oder-Neisse est une question de sécurité locale, voire collective à la seule échelle du Bloc de l'Est, mais également de prouver qu'il en va de la paix européenne voire mondiale, à l'époque de la dissuasion nucléaire. Ainsi : « Le révisionnisme n'est pas seulement particulièrement dangereux pour la Pologne, car il menace directement nos frontières, mais il représente un danger très important pour la paix du monde entier. »<sup>144</sup>. La remise en cause de la nouvelle frontière polono-germanique ne peut que déclencher une guerre ; en raisonnant par l'absurde, Wiewióra démontre que l'on ne peut se proclamer à la fois pacifiste et révisionniste à l'égard de l'Oder-Neisse. Seule une reconnaissance du *statu quo* territorial issu de Potsdam permettrait de liquider un des problèmes géopolitiques

---

<sup>141</sup> APP/PZZ/731/p. 19-25.

<sup>142</sup> Wiewióra (1926-1963) est docteur habilité en droit, membre de l'Institut occidental et travaillant à l'Université de Poznań. Il était spécialiste du droit international, notamment en ce qui concerne les relations germano-polonaises et la frontière Oder-Neisse. WIEWIÓRA Bolesław, „Granica na Odrze i Nysie Łużyckiej jako element stabilizacji pokoju i bezpieczeństwa w Europie” (la Frontière sur l'Oder et la Neisse de Lusace, élément de stabilisation de la paix et de la sécurité en Europe) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-40, Vol. I, 1955.

<sup>143</sup> WIEWIÓRA Bolesław, *op. cit.*, p. 14.

<sup>144</sup> WIEWIÓRA Bolesław, *op. cit.*, p. 24.

principaux risquant de déstabiliser l'Europe. Et Wiewióra de montrer en exemple la République démocratique allemande qui a reconnu la frontière peu de temps après sa création, même s'il se garde bien de dire que cette reconnaissance lui a été de fait imposée par l'URSS : « Les accords frontaliers entre la Pologne et la République démocratique allemande sont devenus un élément important pour renforcer la paix, puisqu'ils liquident en effet un des problèmes les plus épineux dans l'ordre territorial européen d'après-guerre. »<sup>145</sup>. La frontière occidentale de la Pologne de 1945 ne fait pas qu'éloigner la perspective d'une nouvelle guerre puisque sa remise en cause entraînerait de nouveau une déflagration au niveau européen aux conséquences incalculables à l'ère atomique, elle est montrée par la pensée occidentale comme un élément positif de construction de la paix. Cet argument est relié à celui présenté dans la sous-partie précédente : les territoires recouverts polonais favorisent la coopération régionale et donc contribuent à pacifier les relations entre les pays de la région. Le comité slave polonais, dans un document préparatoire<sup>146</sup> à l'Exposition des territoires recouverts de Wrocław en 1948, met en évidence les bienfaits de la nouvelle frontière pour le Bloc de l'Est : « Ces frontières sécurisent pour les États de la démocratie populaire la reconstruction et la collaboration économiques, ainsi que la construction pacifique du socialisme, ce qui leur donne la garantie d'un développement futur et de la puissance. »<sup>147</sup>. L'acquisition de ces terres par la Pologne renforce le potentiel économique de cette dernière, et donc celui du Bloc de l'Est ; or comme ce dernier est le camp de la paix, la frontière sur l'Oder-Neisse contribue bien à faire progresser la paix dans le monde :

Le rattachement des terres occidentales à la Pologne est un élément cimentant la paix mondiale car il a provoqué un renforcement significatif du potentiel économique de la Pologne [...] chaque renforcement des forces d'un État populaire est un renforcement du camp se battant pour une paix mondiale durable, est un renforcement des chances de ce camp.<sup>148</sup>

En outre, la polonisation des territoires recouverts permettrait d'œuvrer à la paix, car la mise en valeur de ces terres par la Pologne serait bien plus pacifiste que l'aménagement de ces régions réalisé par l'Allemagne. Une autre brochure de propagande de l'UOP<sup>149</sup>, *la Terre de la paix*, parue en 1948, se fait l'écho de cette rhétorique biaisée en montrant la reconversion

---

<sup>145</sup> WIEWIÓRA Bolesław, *op. cit.*, p. 26.

<sup>146</sup> AAN/KSwP/101/p. 2-13.

<sup>147</sup> *Idem*, p. 1.

<sup>148</sup> APP/PZZ/731/p. 22.

<sup>149</sup> APP/PZZ/730/p. 8-71.

des industries de guerre allemandes en industrie civile, ce qui est somme toute normal en période de paix :

L'industrie des terres occidentales recouvertes travaillait jusqu'à il y a peu pour la guerre, elle travaille aujourd'hui pour la paix, les usines, desquelles sortaient il y a peu des chars produisent aujourd'hui des machines agricoles et au lieu de périscopes pour les sous-marins, nous produisons des microscopes. [...] Les Allemands exportaient à peine 1,9 million de tonnes de charbon des territoires retournés à la Pologne, alors que nous aujourd'hui nous exportons plus de 12 millions de tonnes, il s'agit d'un charbon qui reconstruit l'Europe, alors qu'auparavant il fournissait les usines qui fabriquaient du matériel militaire.<sup>150</sup>

Les territoires recouverts sont ainsi présentés comme un atelier de reconstruction non seulement de la Pologne, mais de l'Europe entière, puisqu'une partie de ses ressources minérales est exportée, d'ailleurs davantage vers l'URSS qu'au bénéfice des pays occidentaux. Enfin, l'internationalisation de la question de l'Oder-Neisse fait de la polonité de ces territoires un moteur de la sécurité collective européenne, notamment pour les démocraties populaires, ce que ne manque pas de rappeler Wiewióra, qui cible les maillons faibles parmi les pays occidentaux : « La frontière occidentale de la Pologne sur l'Oder et la Neisse de Lusace est une contributrice importante pour créer des conditions assurant la sécurité en Europe. Elle représente un facteur important de paix non seulement pour l'Est de l'Europe, mais également pour la France et les autres pays de l'Europe occidentale »<sup>151</sup>. En visant expressément la France, qui quelques mois avant l'écriture de l'article a empêché la mise en place de la Communauté européenne de défense par crainte du réarmement allemand, Wiewióra essaie de renforcer les lignes de faille au sein du camp occidental, puisque derrière la posture sceptique des Anglo-saxons face à l'Oder-Neisse l'attitude de la France est bien plus favorable à la Pologne. L'établissement d'un parallèle entre la frontière sur le Rhin et celle sur l'Oder-Neisse est une constante dans l'argumentaire polonais<sup>152</sup> : si la France n'a pas obtenu la frontière sur le Rhin qui, selon certains, pourrait seule la garantir d'une nouvelle agression de l'Allemagne, la frontière sur l'Oder-Neisse est le pendant oriental de cette ligne de démarcation rêvée et, de fait, contribue fortement à assurer la sécurité de la France face à l'Allemagne. Enfin, la raison d'État polonaise est largement assimilée à la raison d'État

---

<sup>150</sup> APP/PZZ/730/p. 40/45.

<sup>151</sup> WIEWIÓRA Bolesław, „Granica na Odrze i Nysie Łużyckiej jako element stabilizacji pokoju i bezpieczeństwa w Europie” (la Frontière sur l'Oder et la Neisse de Lusace, élément de stabilisation de la paix et de la sécurité en Europe) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 34.

<sup>152</sup> Par exemple dans un projet de scénario pour un film intitulé « la Frontière de la paix » présenté par un certain Julian Popławski au ministère des Affaires étrangères polonais. AAN/KSZZO/11/p. 27-41.



soviétique et de tout le bloc de l'Est, de sorte que l'équilibre de la terreur est la meilleure défense de l'Oder-Neisse : « Toute attaque contre la frontière sur l'Oder et la Neisse de Lusace représentera un *casus foederis* pour l'URSS et les pays de la démocratie populaire alliés à la Pologne »<sup>153</sup>. Cette remarque montre le ressort rhétorique sur lequel se fonde tout le présent chapitre : montrer l'intérêt et le bénéfice que les pays d'Europe médiane soviétisés peuvent retirer de l'appartenance des territoires recouverts à la Pologne. Argument plus pragmatique, il paraît mieux à même de convaincre les partenaires occidentaux de la Pologne du bien-fondé des changements territoriaux d'après-guerre que des arguments plus controversés, qui renvoient davantage à la sphère affective, tels que les arguments historiques ou humains évoqués au chapitre 5.

L'étude de l'argumentaire polonais concernant les territoires recouverts nous a permis de voir la richesse et la pluralité du discours de la pensée occidentale. L'accent est mis successivement sur une vision essentialiste polonaise de ces régions (chapitre 5), sur les bénéfices que la Pologne peut en retirer dans une approche plus pragmatique (chapitre 6) et sur les incidences internationales positives induites par les changements territoriaux. L'analyse des relais du discours occidental à partir des milieux qui forment ce discours vers ses destinataires, nous donnera une idée plus juste de ses objectifs et de son imbrication au sein du contexte idéologique dominant de la Pologne de l'époque, différent de lui de prime abord, ce qui est la tâche assignée au dernier chapitre.

---

<sup>153</sup> WIEWIÓRA Bolesław, *op. cit.*, p. 37.

**Quatrième partie :**  
**Un discours national communisé**



## **Chapitre 8 : la principale arme idéologique de la République populaire de Pologne**

Après avoir étudié le contexte de production du discours, avec ses racines sur le plus ou moins long terme (chapitre introductif), le contexte immédiat de la Seconde Guerre mondiale et de la sortie de guerre (chapitres 1 à 3), après s'être penché sur les émetteurs de ce discours que nous avons appelés le « réseau scientifique occidental »<sup>1</sup> (chapitre 4) et sur le contenu pluriel de ce discours (chapitre 5 à 7), il convient désormais d'aborder ses relais et sur la manière dont il fonctionne au sein d'un système politique particulier, celui de la Pologne communiste. Nous nous sommes concentrés jusque-là essentiellement sur la fabrique du discours, notamment au sein du conglomérat scientifico-idéologique de la pensée occidentale. Pour étudier l'utilisation faite de ce discours sur la scène politique polonaise communiste, il faut à présent se pencher sur ses canaux de transmission vers la société civile. Dans un premier temps seront donc étudiées les modulations du discours en fonction de ses différents relais : le parti communiste, la presse, l'école. Dans un second temps, les fonctions de ce discours, notamment en le mettant en rapport avec le double déficit de légitimité structurel dont souffre la République populaire de Pologne, seront examinées. Enfin, sera esquissée une modulation chronologique de ce discours, afin de voir comment il s'adapte ou est adapté aux soubresauts de la vie politique polonaise entre 1945 et 1961. Cette triple étude devrait ainsi nous donner des éléments de réponses pour jauger la nature exacte des relations entre le pouvoir communiste et le discours national dont est prisonnière l'historiographie polonaise à cette époque.

### **I Un discours protéiforme touchant un vaste public**

Le premier moment de ce chapitre consiste donc à étudier les canaux de transmission du discours entre les émetteurs que sont le complexe scientifico-politique de la pensée

---

<sup>1</sup> Cf. chapitre 4, IC, paragraphe sur l'Institut mazure, note 107.

occidentale<sup>2</sup> et les destinataires que sont la société civile polonaise et l'opinion publique internationale, en particulier celle des pays occidentaux. Trois vecteurs de ce discours seront analysés : le parti communiste au sens large<sup>3</sup>, la presse et l'enseignement<sup>4</sup>.

### *A. Le parti communiste : commanditaire ou utilisateur ?*

Étudier le rôle du parti communiste comme relais du discours sur les territoires recouverts, son rapport à la pensée occidentale polonaise, n'est pas chose facile, à cause de la nature des sources et de la position politique hégémonique du parti. D'un côté, le moyen le plus simple aurait été, au moyen d'une recension très précise des nombreuses archives du parti, notamment celles du Comité central<sup>5</sup>, de trouver des documents personnels ou officiels qui émanent de ses dirigeants et de ses idéologues, ainsi que des comptes-rendus de séances du Bureau politique, dans lesquels aurait été clairement indiquée la perception du parti communiste sur la pensée occidentale polonaise et plus largement, sur la question nationale polonaise. Outre le fait que les archives du PZPR sont immenses et que leur réorganisation a posé quelques problèmes de mise en ordre<sup>6</sup>, il semble, d'après des entretiens que nous avons pu avoir<sup>7</sup>, que de semblables documents soit n'existent pas, soit n'ont pas été trouvés jusqu'alors par les spécialistes de la pensée occidentale polonaise. L'absence de documents formels qui montreraient le rapport du parti à la question des territoires recouverts, qui codifieraient sa relation à la question nationale polonaise implique par conséquent d'avoir recours à d'autres types de sources. Nous avons donc choisi de consulter des archives qui permettent de se faire une idée de l'influence qu'a le parti sur les organisations sociopolitiques qui traitent du problème des territoires recouverts, afin d'en déduire indirectement son rôle dans la propagation du discours sur les terres occidentales polonaises et son rapport au fait national. Des archives diverses ont ainsi été mobilisées, issues des fonds que nous avons identifiés comme potentiels fournisseurs d'éléments de réponses : Comité slave de Pologne, Comité des affaires étrangères pour les territoires occidentaux, UOP,

---

<sup>2</sup> Nous entendons ici à la fois les chercheurs universitaires que les spécialistes de ces terres qui rédigent des travaux à caractère universitaire ou tout du moins scientifique sans toutefois faire partie de la catégorie socioprofessionnelle des scientifiques.

<sup>3</sup> Le parti communiste sera ici entendu ici à la fois comme parti, État-parti, voire comme force sociopolitique motrice d'un certain nombre d'organisations sociopolitiques qui dépendent de lui et gravitent autour de lui.

<sup>4</sup> Par enseignement nous entendons ici les programmes comme les manuels scolaires.

<sup>5</sup> Entreposées aux Archives des Actes nouveaux de Varsovie.

<sup>6</sup> La présence notamment de doubles cotes.

<sup>7</sup> Notamment un échange de mails avec le professeur Strauchold de l'Université de Wrocław.

ministère de l'Information et de la propagande, ministère des Territoires recouverts principalement. L'étude de ces fonds ne nous a pas donné non plus d'éléments de réponses directs, mais elle permet néanmoins d'esquisser le degré d'influence du parti sur un certain nombre de ses institutions satellites auxquelles il a délégué le soin de transmettre des informations soigneusement choisies sur les territoires recouverts, que ce soit sur la scène polonaise intérieure ou à l'étranger. Un autre moyen pour se rendre compte de l'implication du parti dans ce travail de relai du discours occidental est l'étude des discours des personnalités communistes polonaises ou apparentées, avec tout ce que ce type de source a de biaisé. Le destinataire influence bien entendu d'une manière notoire le contenu de ces textes prononcés à l'oral. Ces derniers sont véhiculés avant tout par la presse<sup>8</sup>, et seront évoqués davantage dans les sous-parties suivantes<sup>9</sup>. Enfin, et les sources mentionnées plus haut le permettent, l'étude des commémorations et autres manifestations peut nous donner une idée de l'implication du parti dans la propagation des thèses de la pensée occidentale polonaise ainsi que sur la manière dont il se les est appropriées. D'un autre côté, il faut se garder de présenter le parti comme une structure hégémonique par laquelle devrait passer nécessairement tout le discours sur les terres occidentales polonaises. Si son influence a été bien entendu forte, elle varie fortement en fonction des époques et des destinataires. Il peut ainsi s'agir de déléguer le relai des informations sur les anciennes régions allemandes à telle ou telle structure, certes liée à lui mais formellement dotée d'une autonomie relative, de manière à ne pas trop donner l'impression d'intervenir dans tous les domaines de la vie sociale et politique. Il s'agit d'entretenir, toujours dans une quête de légitimité politique, une certaine illusion de la pluralité qui participe pleinement à l'acceptation du pouvoir dictatorial par une partie de la population polonaise. Il convient dans les faits de distinguer deux cas de figure. Dans la transmission du discours à destination de l'opinion publique polonaise, le parti n'intervient pas outre mesure et se repose sur les organisations sociopolitiques liées à la pensée occidentale polonaise, après les avoir marxisées, comme c'est le cas de l'UOP puis de

---

<sup>8</sup> Plus généralement les médias. La télévision est très peu présente dans notre période d'étude ; elle ne commence à se développer en Pologne qu'à la fin des années 1950. La radio joue donc un rôle très important, aux côtés de la presse écrite, dans la transmission d'information. Les discours retransmis à la radio sont sensiblement les mêmes que ceux qui paraissent dans les journaux, ce qui explique pourquoi notre étude portera avant tout, en 1B, sur la presse écrite.

<sup>9</sup> Cf. le présent chapitre, II.

l'ADTO<sup>10</sup>. En revanche, le parti contrôle très étroitement le discours sur les territoires recouverts destiné à l'étranger, pour des raisons de prestige national<sup>11</sup>. L'implication du PZPR pour transmettre le discours occidental peut se voir donc particulièrement dans l'exposition de son point de vue sur ces territoires à l'étranger. Quelques exemples permettent d'illustrer cette distorsion. Le travail du CSP est ainsi étroitement surveillé par la censure officielle du parti, d'autant plus que jusqu'en 1947, les courants non marxistes sont très forts en son sein<sup>12</sup>. Ainsi, une censure *a posteriori* s'exerce sur les interventions des membres du CSP ; à chaque fois que ces derniers se rendent à l'étranger pour prendre part à un Congrès panslaviste ou à une réunion avec d'autres slavistes, leur exposé est soigneusement relu par la censure polonaise. Quelques comptes-rendus de censeur ont ainsi été trouvés qui montrent à la fois une influence importante du parti sur les travaux du CSP et en même temps les limites de cette influence, du fait d'un manque de spécialistes qui connaîtraient suffisamment l'approche méthodologique du marxisme. Il ne s'agit pas de la censure institutionnelle du Bureau central du contrôle de la presse, des publications et des spectacles<sup>13</sup> mais d'une censure individuelle, une sorte d'expertise idéologique. Elle prend la forme de deux lettres de mai 1948 d'un membre du Département de l'instruction et de la culture du Comité central du PPR, Stefan Żółkiewski<sup>14</sup> à un autre membre du PPR qui lui a envoyé quelques interventions de slavistes destinées à être lues dans une réunion à l'étranger. Elles étudient deux conférences de Batowski<sup>15</sup>, deux de Frankowski et Moszyński, deux ethnographes polonais, une d'Urbańczyk<sup>16</sup> et une de Lehr-Spławiński<sup>17</sup>, deux spécialistes de linguistique slave. Un seul est ouvertement critiqué, Frankowski, dont la présentation est à « rejeter »<sup>18</sup>. La plupart des autres spécialistes s'en tirent sans trop de mal, Żółkiewski faisant cependant remarquer leurs carences en méthodologie marxiste. Comme la marxisation des sciences humaines n'en est

---

<sup>10</sup> Pour rappel, l'Union occidentale polonaise, supprimée en 1950 par absorption dans la Ligue maritime (Cf. chapitre 4, IIIA), réapparaît sous l'appellation d'Association pour le développement des territoires occidentaux en 1957.

<sup>11</sup> Cf. chapitre 2.

<sup>12</sup> Cf. chapitre 7, IVA.

<sup>13</sup> *Główny Urząd kontroli prasy, publikacji i widowisk*. Il a été mis en place début 1946.

<sup>14</sup> (1911-1991). Intellectuel et critique littéraire polonais communiste, élu de nombreuses fois à la Diète de la RPP.

<sup>15</sup> Cf. chapitre 7, IIIA.

<sup>16</sup> (1909-2001). Professeur de linguistique, spécialisé dans les langues slaves ; il enseigne d'abord à Toruń durant la sortie de guerre, puis à Poznań pendant la période stalinienne, enfin à Cracovie après 1956.

<sup>17</sup> Cf. chapitre 7, IIIA.

<sup>18</sup> AAN/KSwP/58/p. 2.

encore qu'à son début en 1948, ce dernier se montre relativement diplomate envers Frankowski et propose une solution pour sauver les apparences. Frankowski est autorisé à partir, mais c'est le texte de son collègue Moszyński qui sera lu à la conférence, tandis que le sien, en compensation, sera publié en annexe de Moszyński dans la publication. Il s'agit de ne pas montrer encore trop ouvertement la censure politique ; cette dernière est en outre assez impuissante face aux grandes références, pour l'instant inattaquables. Ainsi, Żółkiewski n'est pas satisfait du contenu de la proposition de Lehr-Spławiński, scientifique aux convictions catholiques et conservatrices, mais est résigné face à elle :

C'est un travail très individuel, l'auteur, et non la délégation, en tirera l'entière responsabilité [...] Mais il n'y a pas de scandales politiques dans cette intervention. Donc bon, donnez le texte comme il est. De fait quand nous amenons un homme aux convictions de Lehr avec nous, nous devons en supporter les conséquences. Il n'y a pas de miracle ! Dans la nouvelle version de sa « Slavistique » Lehr a ajouté une série de remarques de bon ton politique, particulièrement à la fin.<sup>19</sup>

Cette citation est intéressante, elle montre la volonté des instances dirigeantes du PPR de paraître fidèles aux exigences idéologiques du marxisme dans les travaux scientifiques, surtout lors de réunions avec d'autres slavistes des pays-frères, et en même temps un certain pragmatisme. Les communistes sont bien conscients qu'il sont minoritaires dans les milieux scientifiques. L'influence du PPR est néanmoins prégnante, puisque la fin de la citation indique la pratique d'une sorte d'auto-censure par Lehr-Spławiński pour rendre son texte plus acceptable. Il était déjà conscient de l'existence d'impératifs idéologiques, qu'il a essayés de transcrire dans son travail, sans changer véritablement le fond ; ces gages donnés à la pensée dominante sont cependant suffisamment visibles pour qu'ils puissent au moins partiellement contenter le censeur. Le contrôle idéologique du parti communiste est donc assez fort dès la sortie de guerre sur les institutions chargées de relayer le discours officiel sur les territoires recouverts ou sur les problématiques attenantes ; il ne fait que se renforcer par la suite. Dès 1946, Gomułka, 1<sup>er</sup> secrétaire du PPR et ministre des Territoires recouverts, agit en chef d'orchestre du discours de la pensée occidentale polonaise à destination de l'étranger. Cela se voit notamment dans son rapport au Comité des affaires étrangères pour les territoires recouverts. Ce dernier dépend officiellement du Premier ministre, Edward Osóbka-Morawski, ce qui n'empêche pas Gomułka d'intervenir et de donner des directives quant au travail de cette institution créée pour être une courroie de transmission du discours sur les territoires

---

<sup>19</sup> *Idem*, p. 4.



recouverts auprès des gouvernements et de la diplomatie étrangers. Dans une note du 8 octobre 1946<sup>20</sup>, il donne sa vision du travail du KSZZO<sup>21</sup> et participe de fait activement à la modulation de la pensée occidentale polonaise. Il préconise ainsi de mettre en avant un certain type d'arguments par rapport à d'autres : « L'argument du fait accompli est notre position la plus forte. Il faut fortement le documenter et le montrer à la fois à notre société comme à l'étranger. Cet argument a un poids politique important. »<sup>22</sup>. L'argumentaire polonais en faveur du rattachement des territoires recouverts à la Pologne est donc assez étroitement sous contrôle dès la sortie de guerre : d'une part parce que les communistes s'attribuent un nombre croissant de postes dans les institutions, gouvernementales ou scientifiques, dont dépend ce discours, d'autre part parce qu'ils n'hésitent pas à intervenir, de plus en plus ouvertement, sur la manière de le formuler, en lui donnant une tournure de plus en plus marxiste pour être pleinement soluble dans l'idéologie de la Pologne socialiste en construction. Le ministère des Territoires recouverts, pièce centrale de l'intégration de ces régions à la Pologne, est dirigé par Gomułka, chef du PPR, ce qui est en soi lourd de sens et montre l'intérêt, pour ne pas dire le contrôle, du parti communiste sur le discours qui légitime la présence polonaise sur ces terres.

Le parti communiste polonais intervient toutefois différemment selon que le discours est dirigé vers le destinataire polonais ou vers le destinataire étranger. Pour la scène intérieure polonaise, il s'appuie sur l'UOP qu'il communise de plus en plus à partir de 1947. Cette dernière organise en effet chaque année, le plus souvent au printemps, des « Semaines des terres occidentales »<sup>23</sup> qui sont le point d'orgue de la propagande de la pensée occidentale polonaise. L'UOP, organisation bien implantée régionalement, s'organise en section régionale. Chacune d'entre elle prépare son propre programme pour cette semaine ; ce dernier comprend souvent des conférences, des lectures, des manifestations en lien avec la polonité et la polonisation des territoires recouverts. Le discours forgé par les spécialistes de la question y est repris, souvent simplifié, de manière à constituer une vulgate. La place du PPR, puis du PZPR, est quelque peu en retrait, mais c'est une place d'honneur : ainsi, les principales personnalités du parti étendent leur patronage sur chacune de ces manifestations qui mobilise les masses. Pour la TZZ de 1947 comme pour celle de 1948, tous les patrons sont issus du PPR (le président de la République Bolesław Bierut, le maréchal de Pologne Michał Rola-

---

<sup>20</sup> AAN/KSZZO/1/23/p. 134-136.

<sup>21</sup> Cf. chapitre 4, IIB.

<sup>22</sup> *Idem*, p. 135.

<sup>23</sup> *Tygodnie Ziem Zachodnich*. Nous utiliserons le sigle de TZZ par souci de concision.

Żymierski<sup>24</sup>, le vice-premier ministre, ministre des Territoires recouverts, Władysław Gomułka), à l'exception du premier ministre, Józef Cyrankiewicz, du PPS (qui a été peu de temps après intégré au PPR au sein du nouveau PZPR)<sup>25</sup>. Cela montre à la fois l'importance accordée par le pouvoir à cette TZZ, qui montre la centralité de la question des territoires recouverts dans la Pologne d'après-guerre, et en même temps illustre la quête de légitimité des dirigeants communistes, puisqu'étendre leur patronage sur un événement aussi populaire que cette TZZ, qui mobilise des dizaines de milliers de personnes au moins à l'échelle nationale ne peut qu'influer favorablement sur leur image et celle du parti<sup>26</sup>. Le parti se cantonne souvent à ce rôle honorifique mais ô combien symbolique ; il n'a pas besoin d'agir directement puisque le discours de ces TZZ est déjà communisé à souhait. Ainsi, le *Bulletin d'information interne* de l'UOP de 1948 présente les slogans de la TZZ du 11 au 18 avril 1948, qu'une manifestation du PPR ne renierait pas :

Les terres occidentales, c'est la force et la prospérité de la Pologne, le renforcement de la paix mondiale

Les forces démocratiques toutes-puissantes nivelleront les plans anglo-saxons de la renaissance de l'impérialisme allemand

L'Oder et la Neisse, c'est une frontière commune de la sécurité des nations slaves

L'amitié inflexible et l'alliance avec l'URSS sont les fondements de la sécurité et de l'inviolabilité de nos frontières

Le soldat polonais, fils du peuple, monte la garde à la frontière et pour l'œuvre de la paix.

La Démocratie populaire a recouvert pour la Pologne et a aménagé les terres occidentales ; elle les conduit au développement.

Malgré l'impérialisme anglosaxon les ouvriers polonais de Westphalie et les enfants volés par l'hitlérisme reviendront au pays.<sup>27</sup>

Ces slogans reprennent toute une série de thèmes typiques de la pensée occidentale polonaise, mais dans sa version marxiste : importance de ces régions pour la Pologne, prétendu unanimisme national sur ces questions, soutien panslaviste aux modifications territoriales et alliance indéfectible avec l'URSS, garant ultime de la nouvelle frontière, accusations portées envers les Anglo-saxons de promouvoir le révisionnisme et l'impérialisme allemand. Pour le

---

<sup>24</sup> (1890-1989). Ministre de la défense de 1945 à 1949 avant d'être remplacé par Rokossovski. Il est également membre du présidium du KRN, la diète polonaise provisoire.

<sup>25</sup> AAN/MIP/58, Directive n° 26 concernant la TZZ et AAN/MZO/82/p. 344-352.

<sup>26</sup> Rien que pour les organisateurs, l'UOP chargée de l'organisation rassemble déjà plus de 100 000 membres à elle toute seule.

<sup>27</sup> AAN/MZO/82/p. 344/345.

discours intérieur, le parti ne s'engage pas plus que nécessaire, et s'appuie sur ses organisations satellites.

Sa position dans la transmission de cet argumentaire vers l'étranger est tout autre : le parti est bien plus impliqué. Il considère cette question comme relevant de la raison d'État polonaise et contrôle étroitement ce discours de manière à ce qu'il soit le plus persuasif possible. Là encore, il faut distinguer deux destinataires étrangers : l'opinion publique internationale et particulièrement les gouvernements et les élites des différents pays, notamment occidentaux, que le parti espère le plus convaincre du bien-fondé du rattachement à la Pologne des anciennes terres allemandes, et les *Polonia*, que le PPR essaie de séduire pour qu'au moins une partie de leurs membres reviennent en Pologne pour participer à l'œuvre nationale d'aménagement et de peuplement des territoires recouverts. Le parti est plus présent dans le contrôle de l'information destinée aux étrangers que dans celle destinée aux Polonais de l'étranger, déléguant une fois de plus davantage à l'UOP.

Dans son rapport à l'étranger, deux moyens principaux sont utilisés par le parti pour populariser le point de vue polonais sur les territoires recouverts : des publications envoyées à l'étranger, notamment par le biais du réseau consulaire polonais, ou des visites touristiques organisées pour des délégations étrangères à travers les territoires occidentaux polonais. Dans les deux cas, le rôle directeur du ministère des Affaires étrangères est fortement souligné. Certes, c'est le ministère qui apparaît comme interface principale entre le discours sur les territoires recouverts et l'opinion publique étrangère et non directement le parti, mais cette institution est, dès les premiers mois de 1947, engagée dans une communisation intensive de ces structures. Suite aux élections falsifiées de janvier, le ministre des Affaires étrangères change : le 6 février 1947, le chef du Mouvement démocrate, Wincenty Rzymowski, cède sa place au communiste Zygmunt Modzelewski qui soviétise le ministère avec une répartition géographique de ses différents départements inspirée de celui de Moscou. Le rôle du ministère dans la communication d'informations sur les territoires recouverts à l'étranger devient prépondérant ; il s'impose même au Comité pour les Affaires étrangères des territoires recouverts, qui apparaît rapidement comme une structure d'appui logistique, notamment pour collecter les expertises des spécialistes polonais sur la question, mais qui laisse le rôle dirigeant au ministère. Ainsi, s'agissant des documents forgés expressément pour diffuser la pensée occidentale polonaise à l'étranger : « chaque publication concernant la problématique des territoires recouverts et paraissant à l'étranger doit être concertée avec le Comité et le

ministère des Affaires étrangères »<sup>28</sup>. De même, il apparaît rapidement que les visites sur les territoires recouverts s'apparentent déjà à des visites officielles, puisque « Les tours sont organisés fondamentalement par le ministère des Affaires étrangères. L'aide du comité doit se limiter à la fourniture des matériaux »<sup>29</sup> ; non seulement le ministère désigne dans chaque ville d'importance des territoires recouverts des guides officiels, souvent des journalistes, mais encore charge le Comité de publier des matériaux informatifs en langues étrangères. La propagande polonaise au sujet de ces régions est donc étroitement liée au pouvoir communiste, et les hiérarchies entre les institutions bien spécifiées :

L'initiative des actions de propagande appartient au Comité et au ministère des Affaires étrangères. Ces deux institutions devraient mutuellement se tenir au courant de toutes les actions initiées. L'évaluation politique appartient avant tout au ministère des Affaires étrangères. L'évaluation substantielle appartient au Comité en accord avec le ministère des Affaires étrangères.<sup>30</sup>

Pour les publications à l'étranger, le parti s'appuie notamment sur l'Agence de presse occidentale<sup>31</sup>, sur les travaux de laquelle nous reviendrons dans la sous-partie suivante, mais que nous évoquerons ici pour montrer la logique de diffusion, notamment les pays qu'elle entend toucher. Ainsi, une lettre de la ZAP au ministère des Territoires recouverts en date du 17 janvier 1947<sup>32</sup> permet de voir le tirage des *Bulletins de la ZAP* en fonction de la langue :

Langue russe 1 000 exemplaires 1 bulletin d'information par semaine et des matériaux 2 ou 3 fois par semaine [documents d'archives ?] 8-12 pages et 12-16 pages

Langue française 2 000 exemplaires 1 bulletin d'information par semaine et des matériaux 2 ou 3 fois par semaine [documents d'archives ?] 8-12 pages et 8-12 pages

Langue anglaise 1 200 exemplaires 1 bulletin d'information par semaine et des matériaux 2 ou 3 fois par semaine [documents d'archives ?] 8-12 pages et 8-12 pages

Langue tchèque 500 exemplaires 1 bulletin d'information par semaine et des matériaux 2 ou 3 fois par semaine [documents d'archives ?] 8-12 pages et 8-12 pages

Langue polonaise 1 000 exemplaires 1 bulletin d'information par semaine 8-12 pages, 1 bulletin publiciste par semaine 12-16 pages et des matériaux 2 ou 3 fois par semaine [documents d'archives ?] 12 pages et 12-16 pages<sup>33</sup>

---

<sup>28</sup> AAN/KSZZO/7/p. 23.

<sup>29</sup> *Idem*, p. 24.

<sup>30</sup> *Idem*, p. 25.

<sup>31</sup> Cf. chapitre 1, IIC (*Zachodnia Agencja Prasowa*). Nous utiliserons le sigle ZAP.

<sup>32</sup> AAN/MZO/56/p. 252-253.

<sup>33</sup> *Idem*.

Le discours polonais sur les territoires recouverts est ainsi dirigé majoritairement vers la France, ce qui apparaît à la fois comme logique et contradictoire : logique car la France, en tant que puissance qui se relève peu à peu, est la plus intéressée des trois puissances occidentales par la question des territoires recouverts et en même temps, si elle est la plus favorable des trois pour le changement territorial sanctionné à Potsdam, quel intérêt y aurait-il à vouloir encore plus convaincre un pays déjà assez convaincu ? En même temps, c'est le pays occidental qui avec l'Allemagne rassemble la *Polonia* la plus nombreuse et qui possède un parti communiste puissant qui peut relayer ce discours auprès de ses membres voire de l'opinion publique du fait de son prestige construit à la sortie de la guerre. L'URSS n'est pas oubliée, puisqu'elle est le pays dominant de la zone et la puissance qui a le plus appuyé la translation de la Pologne vers l'ouest. Il est symptomatique cependant que le tirage en anglais soit un peu plus conséquent : les Anglo-saxons sont bien plus méfiants vis-à-vis de la frontière Oder-Neisse que les autres destinataires, il s'agit donc de les convaincre particulièrement du bien-fondé de la vision polonaise. Le plus petit tirage destiné aux Tchèques est à mettre en rapport avec le rapprochement à dimension panslaviste opéré dans le cadre du Bloc de l'Est en cours de constitution. Les *Bulletins* en polonais sont destinés aux différentes *Polonia*. Enfin, l'absence de parution en allemand montre la faiblesse de la position internationale de la nation allemande à l'époque, privée de fait d'État, dont la voix n'est guère prise en compte et qu'il ne vaut par conséquent pas la peine d'essayer de convaincre, du moins pour le moment<sup>34</sup>.

En ce qui concerne l'image de la Pologne donnée à des visiteurs officiels, celle-ci est soigneusement construite par les propagandistes du ministère des Affaires étrangères aidé du ministère de l'Information et de la propagande pour donner aux hôtes étrangers la meilleure impression possible des territoires recouverts sous administration polonaise. Pour répondre aux arguments sceptiques des révisionnistes allemands et de certains cercles gouvernementaux occidentaux quant aux capacités polonaises à aménager et à peupler les territoires recouverts, les circuits sont élaborés de sorte de montrer une grande activité économique et une forte présence humaine. Ainsi, le programme d'un tour en Basse-Silésie en 1947, destiné à une clientèle aussi variée que des Anglais, des docteurs suédois ou des journalistes hollandais, est révélateur de cette volonté de ne montrer que les aspects les plus positifs :

30.01 visite de la cimenterie de Groszowice, départ vers Rychbach

---

<sup>34</sup> Lors de la reformation de la ZAP en 1957, l'allemand sera une des langues étrangères de parution du *Bulletin*.

31.01 Visite de Rychbach exploitations vivrières d'ouvriers juifs, coopératives de travail juives, départ vers Wałbrzych

01.02 Visite de Wałbrzych usine d'électricité, mine Wiktoria, grand ensemble des mineurs de France

02.02 départ vers Wrocław conférence chez le voïévode, repas avec les journalistes de Basse-Silésie, visite de l'université, théâtre le soir

03.02 visite de PaFaWag<sup>35</sup>, coopérative de production Książenice près de Kały Wrocławskie. Le soir retour à Varsovie<sup>36</sup>

Les lieux de visite choisis majoritairement sont les villes petites et moyennes du piémont des Sudètes, laissées presque intactes par la guerre, ce qui a permis de les repeupler et de faire repartir l'économie plus rapidement dans cette partie de la Basse-Silésie. L'approche est donc biaisée : elle insiste sur différents domaines de la vie, à la fois l'aspect économique, mais aussi culturel et intellectuel, pour montrer que les Polonais traitent bien les territoires recouverts comme une part intégrante de leur pays et non comme une réserve temporaire de ressources. En outre, les minorités de la région sont mises en valeur, Juifs rescapés des camps ou réémigrés polonais du Nord de la France, pour montrer la tolérance de la nouvelle Pologne et le fait que les territoires recouverts sont dans le cadre de la Pologne populaire, une région suffisamment attractive pour que l'on puisse vouloir venir s'y installer.

Le parti communiste essaie, à travers une action de lobbying de la part du ministère des Affaires étrangères et l'appui de l'UOP, de faire revenir le plus d'émigrés polonais possibles. Le discours de la pensée occidentale polonaise est donc également à destination des différentes *Polonia* de l'étranger. De même qu'en Pologne, les « Semaines des territoires occidentaux » s'y tiennent. L'UOP reste une organisation avant tout nationale et n'est donc pas le principal organisateur de ces manifestations, au demeurant d'une importance bien plus limitée et ponctuelle qu'en Pologne populaire. Pour que les TZZ puissent se tenir à l'étranger, le pouvoir communiste passe soit directement par les institutions de représentation de l'État polonais à l'étranger, comme l'ambassade polonaise à Rome qui parvient à faire publier à l'occasion de cette semaine dans la presse italienne trente-trois articles<sup>37</sup> qui mettent en avant le point de vue polonais sur la question ou la Mission militaire polonaise à Berlin qui organise un rassemblement de près de 3 000 membres de la *Polonia* locale pour militer en faveur de la

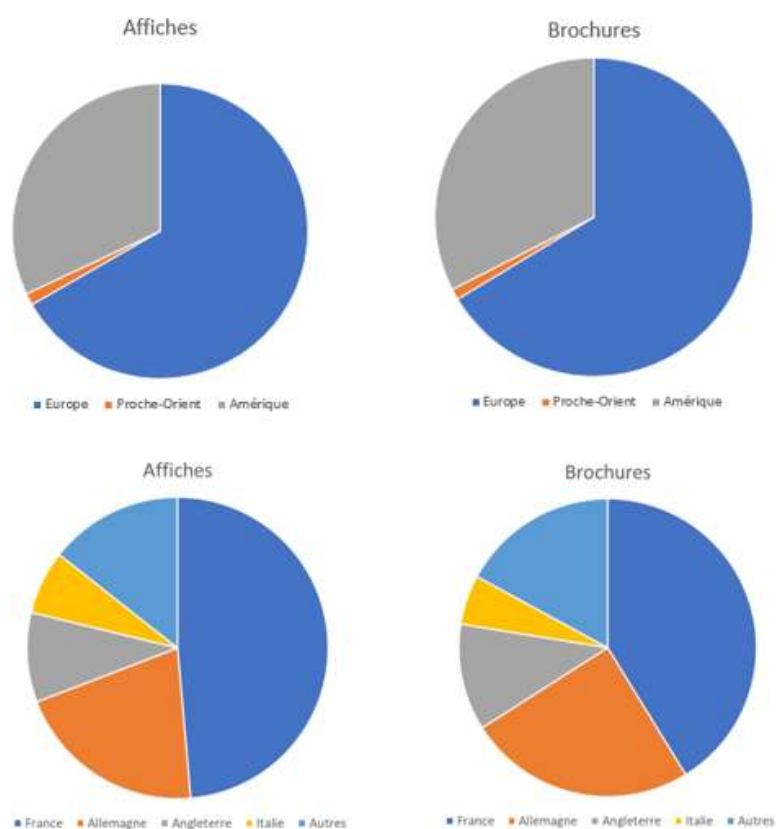
---

<sup>35</sup> Grande usine de matériel ferroviaire à Wrocław.

<sup>36</sup> AAN/KSZZO/14/p. 61-62.

<sup>37</sup> AAN/KSZZO/9/p. 36-47.

reconnaissance de l'appartenance des territoires recouverts à la Pologne<sup>38</sup>. En d'autres endroits, le pouvoir communiste polonais s'appuie sur des structures politiques des *Polonia* locales qui reconnaissent l'autorité de la Pologne populaire, notamment les Conseils nationaux polonais comme il s'en trouve en France ou en Belgique. De nombreuses manifestations et conférences concernant les territoires recouverts<sup>39</sup> s'y tiennent. À l'occasion de ces manifestations de propagande, le ministère des Affaires étrangères et le Comité pour les affaires étrangères des territoires recouverts envoient un certain nombre de documents de propagande, dont la répartition selon les pays d'envoi est indicative des principales cibles du discours. Nous pouvons étudier la logique d'émission à travers les différences de proportions d'envoi d'une affiche qui annonce la tenue de la TZZ et d'une brochure *La Pologne sur la voie piastienne* selon les grandes régions du monde puis les pays européens.



**Diagrammes représentant la répartition par aire géographique et par pays d'affiches et de brochures de propagande polonaises concernant les territoires recouverts<sup>40</sup>**

<sup>38</sup> *Idem.*

<sup>39</sup> Trente-cinq pour la seule Belgique. *Idem*, p. 37.

<sup>40</sup> Réalisés d'après AAN/KSZZO/9/p. 53.

Les deux aires principales de diffusion se distinguent correspondent aux deux grandes zones de migration des Polonais : l'Amérique pour un tiers, l'Europe pour les deux tiers environ, la proportion de documents de propagande envoyés au Proche-Orient étant négligeable. En ce qui concerne l'Amérique, près de 80 % des documents sont envoyés aux États-Unis, principale diaspora polonaise<sup>41</sup>. Pour l'Europe, la répartition est intéressante, car elle ne suit pas strictement la logique de la répartition numérique des communautés polonaises. Certes, du fait de l'émigration économique et des aléas de la guerre, c'est bien la France et l'Allemagne qui sont les principales concentrations de la diaspora polonaise, ce qui se retrouve dans les proportions de matériaux de propagandes envoyés<sup>42</sup>. Néanmoins, de nombreux Polonais se retrouvent à la fin de la guerre également au Royaume-Uni et en Italie, avec la démobilisation de l'Armée d'Anders. Nous pourrions penser retrouver en conséquence une proportion similaire d'envois pour ces pays, or ces deux pays viennent loin derrière ceux. Deux facteurs peuvent expliquer cette distorsion : d'une part la nature de ces immigrations : dans le cas français et allemand, il s'agit d'une immigration de travail majoritairement, alors que pour l'Italie et l'Angleterre les *Polonia* sont en passe lors de la sortie de guerre de devenir des exilés politiques ; d'autre part, des motifs politiques, puisque dans les deux pays cités, les *Polonia* sont sous l'influence d'éléments politiques très hostiles aux communistes de Pologne, ce qui les rend peu perméables à toute propagande venant des autorités communistes, même lorsqu'il s'agit des territoires recouverts. En Italie comme au Royaume-Uni, les manifestations en lien avec les TZZ ont d'assez grandes difficultés à se tenir et se tiennent presque entièrement en marge des structures représentatives des *Polonia*, contrairement à ce qui se passe dans le cas français et allemand.

Le ministère des Affaires étrangères, avec ses structures auxiliaires comme le KSZZO et en s'appuyant ponctuellement sur l'UOP, est donc la principale courroie de transmission du discours polonais sur les territoires recouverts pour les destinataires de l'étranger, en même

---

<sup>41</sup> Par exemple, pour les affiches, 594 affiches sur un total de 2 265 sont envoyées aux États-Unis. Le gouvernement polonais tente, mais avec moins de conviction qu'en 1919 du fait de différents idéologique notoires (conservatisme moral et libéralisme économique pour la diaspora polonaise américaine, progressisme et socialisme pour le gouvernement polonais), de faire revenir une part de la diaspora américaine en Pologne. Il s'agit en fait surtout de diffuser le point de vue polonais sur l'Oder-Neisse dans un pays dont les dirigeants se montrent méfiants envers la politique des autorités polonaises et ce qu'ils perçoivent comme l'accaparement des territoires recouverts.

<sup>42</sup> Respectivement près de 47 et 41 % pour la France et 20 et 25 % pour l'Allemagne.



temps qu'il est le centre de contrôle majeur pour le parti communiste de ce discours. Le parti et ses instances jouent en outre le rôle de filtre qui distingue soigneusement les arguments les plus audibles en fonction du type de destinataire. Les *Polonia* sont destinataires du même type d'argument que les Polonais restés au pays, alors que pour les étrangers l'argumentaire est réorienté vers une rhétorique perçue par le parti comme plus efficace pour convaincre. Des documents du Comité pour les affaires étrangères des territoires recouverts font ainsi bien la différence entre deux grands types d'arguments à l'occasion de l'organisation d'une exposition sur les territoires recouverts qui doit avoir lieu entre autres à Londres le 14 janvier 1947 : « On a décidé du caractère économique des deux expositions : les éléments culturels, historiques et politiques doivent être utilisés de manière auxiliaire »<sup>43</sup>. Une différence nette est faite entre des arguments qui montrent la nécessité pour la Pologne de posséder ces terres, davantage tournés vers l'économie et la géopolitique, ainsi que sur l'argument du fait accompli. D'autre part, le reste de l'argumentaire se concentre sur la polonité même de ces terres, et fait appel davantage aux arguments historique, humain, géographique. Le parti met davantage un des deux arguments selon les destinataires :

Dans le rapport à l'étranger l'accent doit être mis principalement sur le moment de l'aménagement et du peuplement des territoires recouverts ; dans le rapport à la *Polonia* on peut présenter des arguments émotionnels, comme le passé historique, la participation de la Pologne à la guerre, les pertes de la Pologne, le besoin de personnes pour un aménagement total.<sup>44</sup>

Le Comité fait ici la différence entre des arguments objectifs, fondés sur les réalisations polonaises en cours sur les territoires recouverts, et des arguments plus subjectifs, qui font appel à la vision que les Polonais ont de ces régions et notamment de leur historique, rhétorique perçue comme moins efficace pour convaincre l'étranger. Cette distinction permet enfin de situer le parti par rapport au discours de la pensée occidentale polonaise : est-il commanditaire ou utilisateur ? Dans l'immédiate après-guerre, il adopte résolument une posture de retrait, appuyant davantage des arguments subjectifs fournis par le réseau scientifique occidental, et est donc davantage un utilisateur de ce discours pour son bénéfice politique. Au fur et à mesure que son pouvoir se renforce et qu'il intègre dans sa sphère d'influence politique des parties toujours plus grandes du réseau occidental, il a plus d'influence sur ce discours et a tendance à mettre davantage en avant des arguments

---

<sup>43</sup> AAN/KSZZO/8.

<sup>44</sup> AAN/KSZZO/9/p. 6.

considérés comme plus objectifs, fondés sur les aménagements et le peuplement. En ce sens, il devient peu à peu commanditaire du discours puisqu'il montre une manière officielle de le forger, qui tend à s'imposer aux autres acteurs de la pensée occidentale polonaise. Le PPR, puis le PZPR, a en fait toujours joué sur les deux postures, en étant alternativement commanditaire ou utilisateur. Si son rôle de diffuseur est important, la presse catalyse cette diffusion en la massifiant, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la Pologne.

### ***B. La presse, relai de la propagande***

La presse polonaise agit comme une caisse de résonance du discours officiel sur les territoires recouverts. Celle-ci est très diverse : à côté des grands quotidiens nationaux et notamment des organes officiels du parti communiste, se trouvent la presse régionale, chaque voïévodie polonaise possédant un certain nombre de titres, ainsi que des journaux plus spécialisés, par exemple dans la thématique des territoires recouverts. Pour des raisons de temps et d'accessibilité des ressources dans les bibliothèques fréquentées, nous n'avons pu consulter les journaux régionaux des territoires recouverts<sup>45</sup>. En revanche, pour la presse nationale de référence, nous avons consulté trois années entières du quotidien officiel du PZPR, *Trybuna Ludu*<sup>46</sup> : 1955, 1959 et 1960. 1955 est encore une année de la période stalinienne mais des informations plus nombreuses commencent à paraître concernant les territoires recouverts, alors que les années précédentes n'auraient pas été forcément très fructueuses. Elle a en outre l'avantage de marquer le 10<sup>ème</sup> anniversaire du « retour » des territoires recouverts à la Pologne. 1959 est une année de fin du dégel de Gomułka, du retour progressif de la normalisation, de la grande agitation internationale autour du Plan Rapacki et des projets de paix avec l'Allemagne, ce qui donne un nombre important d'articles. Enfin 1960 est la date anniversaire du 15<sup>ème</sup> anniversaire du rattachement des anciennes provinces orientales allemandes à la Pologne, ce qui renforce le nombre d'articles qui paraît sur la question. La recherche réalisée ne prétend pas être exhaustive, puisque notre attention s'est portée avant tout sur les articles qui traitent différents aspects de la pensée occidentale polonaise et qui sont d'une certaine taille afin d'être plus aisément repérables. Cette recension nous a permis d'établir le tableau suivant :

---

<sup>45</sup> Notamment la Bibliothèque Jagellonne.

<sup>46</sup> La *Tribune du peuple*, journal qui paraît entre 1948 et 1990.

Années / Thématiques	1955	% selon les thématiques	1959	% selon les thématiques	1960	% selon les thématiques
Libération des territoires recouverts (articles commémoratifs)	4	<b>25</b>	0	0	3	13
Révisionnisme et remilitarisation ouest-allemands	3	19	8	16	2	8
Relations générales polono-allemandes	4	<b>25</b>	2	4	0	0
Actualités des territoires recouverts	3	19	12	<b>24</b>	7	<b>29</b>
Liens Pologne-territoires recouverts, argumentaire en faveur de leur polonité	2	12	15	<b>29</b>	11	<b>46</b>
Questions de la paix avec l'Allemagne, Bloc de l'Est, camp de la paix	0	0	14	<b>27</b>	1	4
Total	16	100	51	100	24	100

**Tableau représentant l'évolution du nombre et de la proportion d'articles parus dans *Trybuna Ludu* concernant les différentes thématiques de la pensée occidentale polonaise<sup>47</sup>**

Ce tableau montre un intérêt renouvelé de la presse officielle pour les territoires recouverts lors du dégel de Gomułka par rapport à la période stalinienne. Les articles commémoratifs de la « libération » des territoires recouverts par les forces polono-soviétiques se retrouvent logiquement les années d'anniversaire. Avant 1956, ce sont les relations générales polono-allemandes qui sont les thèmes qui reviennent le plus souvent, ce qui peut s'expliquer par le fait que l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, débatte beaucoup en 1955 de la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest suite à l'échec de la Communauté européenne de défense et de la formation, en réaction, du Pacte de Varsovie. Le dégel de Gomułka a des conséquences sur les thématiques des articles parus dans *Trybuna Ludu*. Les territoires recouverts, mis entre parenthèses en tant que tels à l'époque stalinienne, réapparaissent comme sujets d'actualité<sup>48</sup> ; en outre, le vieil argumentaire, plus « subjectif » comme les communistes l'appellent, de la pensée occidentale polonaise, est remis à l'honneur, sans doute pour apporter une touche nationale susceptible de flatter davantage le cœur de nombreux Polonais que les envolées

<sup>47</sup> Les exemplaires dudit journal ont été consultés à la Bibliothèque Jagellonne.

<sup>48</sup> Cf. notamment les proportions d'articles qui traitent des actualités (nouvelles, insertions dans les plans quinquennaux, réalisations de la Pologne populaire) qui sont respectivement de 24 et 29 %.

lyriques sur la construction du socialisme. Il est intéressant de comparer ces résultats avec un autre pôle de la presse polonaise qu'est la presse spécialisée dans la thématique spécifique des territoires recouverts. Ce n'est pas la presse scientifique, avec les périodiques comme la *Revue occidentale* de l'Institut occidental de Poznań qui seront ici examinés mais un échantillon de *Bulletin de l'Agence de presse occidentale*<sup>49</sup> spécialisée dans la divulgation d'articles qui ont trait aux terres occidentales polonaises. Cette dernière est l'organe de publication de l'Association pour le développement des terres occidentales (ADTO) qui prend la suite de l'UOP après la parenthèse stalinienne. Elle bénéficie d'un statut très officiel comme le montre une Note d'information<sup>50</sup> sur la ZAP pour le Bureau de presse du Comité central du PZPR de en date du 4 janvier 1958, rédigée par Edmund Męclewski<sup>51</sup> : elle est pleinement intégrée à la presse autorisée et contrôlée par le régime : « L'Agence de presse occidentale est une coopérative de travail journalistique et en tant que telle elle appartient à l'Union centrale des coopératives de travail et à l'Union régionale des coopératives de travail de Poznań. »<sup>52</sup>. Elle se présente en outre comme l'auxiliaire journalistique de l'ADTO : « Que ce soit à Varsovie ou à Poznań, ou sur les terres occidentales, la ZAP coopère d'assez près avec le TRZZ »<sup>53</sup>. Elle vend sous forme d'abonnements aux journaux ou à des institutions spécifiques des informations précises sur les territoires recouverts. Pour l'année 1957, 34 abonnements de presse et 40 abonnements hors-presse ont été contractés pour la Pologne, et une cinquantaine pour l'étranger, certains parmi ces derniers étant gratuits<sup>54</sup>. Les destinataires de ces bulletins sont très divers, de sorte à toucher la plus grande variété de publics possibles et de renforcer la visibilité des territoires recouverts à l'international mais aussi dans les régions de la Pologne centrale, souvent moins intéressées par cette thématique. Il peut s'agir de grands quotidiens, de journaux politiques, de bulletins d'institutions, de départements ou de bibliothèques universitaires, d'institutions sociopolitiques qui s'intéressent à la question des territoires recouverts, plus rarement des personnes physiques. La ZAP se place explicitement dans la ligne officielle du parti en communisant encore plus l'argumentaire de la pensée occidentale

---

<sup>49</sup> Ils ont été trouvés à la bibliothèque des Slaves du CRHS/CRHECC de l'Université Paris I.

<sup>50</sup> AAN/TRZZ/481/ pas de numérotation de fonds d'archive, mais une numérotation propre.

<sup>51</sup> (1913-1992). Journaliste polonais, membre de l'organisation *Patrie* et donc lié au réseau occidental, il ne choisit pas une carrière universitaire, mais est deux fois rédacteur en chef de la ZAP (1945-1949 et 1956-1964). Il a été longtemps député sans étiquette à la Diète communiste, même s'il faisait partie du Mouvement démocrate.

<sup>52</sup> *Idem*, p. 1.

<sup>53</sup> *Idem*, p. 2.

<sup>54</sup> *Idem*, p. 2/9.

polonaise que ne le fait le PZPR lui-même, c'est-à-dire en donnant la priorité à une rhétorique davantage socio-économique, qui présente l'annexion de 1945 comme un fait accompli et comme un rattachement mérité du fait de l'engagement des Polonais en faveur du développement de ces terres, par rapport à un argumentaire plus traditionnel qui serait plus ouvertement nationaliste, en se fondant sur l'histoire. Ainsi, Męclewski de déclarer :

Le présupposé principal de la rédaction nationale du ZAP était d'informer sur les problèmes des terres occidentales, sur leurs situations actuelles, données du point de vue des réalisations déjà réalisées, ainsi que des objectifs à atteindre de la part de l'État et de la société (et non du seul point de vue des manques)<sup>55</sup>

L'inféodation de la ZAP à la ligne idéologique du parti va assez loin : le texte date de 1958, la reprise en main du pays par Gomułka ne fait que s'esquisser, et déjà le discours sur les territoires recouverts est réorienté dans une direction plus élogieuse de l'action de la Pologne populaire. Après les critiques en 1956-1957 quant à la politique économique du parti dans les territoires recouverts<sup>56</sup>, la ZAP anticipe la reprise en main partielle de la presse par Gomułka en choisissant de mettre délibérément en valeur les réussites de la Pologne populaire et en insistant moins sur ses échecs. Les *Bulletins de la ZAP* rédigés en français que nous avons consultés confirment au moins partiellement cette orientation :

---

<sup>55</sup> *Ibidem*, p. 3.

<sup>56</sup> Cf. chapitre 3, 4IV.

Années / Thèmes	1957	1958	1959	1960	1961
Articles sur le TRZZ	2 29 %	0 0 %	0 0 %	0 0 %	0 0 %
Révisionnisme et remilitarisation ouest-allemands	1 14 %	0 0 %	7 26 %	6 50 %	8 44 %
Histoire des relations germano-polonaises	1 14 %	0 0 %	2 7 %	2 17 %	2 11 %
Liens Pologne-territoires recouvrés	1 14 %	1 33 %	2 7 %	0 0 %	0 0 %
Actualités des territoires recouvrés	2 29 %	1 33 %	15 56 %	3 25 %	7 39 %
Questions de la paix avec l'Allemagne, Bloc de l'Est, camp de la paix	0 0 %	1 33 %	1 4 %	1 8 %	1 6 %
Total	7	3	27	12	18

Tableau représentant l'évolution du nombre et de la proportion d'articles du ZAP dont les thématiques relèvent spécifiquement de différents aspects de la pensée occidentale polonaise<sup>57</sup>

Quelques remarques sur les limites du corpus constitué : le nombre restreint de bulletins pour les années 1957 (peu de bulletins parus cette année-là) et 1958 (pas de politique d'acquisition active de la part de l'Université) réduit fortement la portée des résultats : ce sont donc surtout les années 1959-1961 qui doivent être considérées, et qui nous permettent d'effectuer une comparaison avec les résultats observés pour la *Trybuna Ludu*, puisque nous avons analysé les numéros parus en 1959-1960. En outre, les articles mentionnés sont le résultat d'une sélection de notre part, en fonction de la taille et surtout de la thématique<sup>58</sup> ; ils ne reflètent pas entièrement, mais seulement majoritairement, les centres d'intérêt et l'idéologie de la ZAP. Cette dernière semble spécialiser ses *Bulletins* dans deux domaines : la lutte contre le révisionnisme ouest-allemand et les dangers de la remilitarisation de la RFA<sup>59</sup>, dans le but de favoriser une posture de vigilance constante au sein comme à l'extérieur de la société polonaise, et la transmission des informations sur les actualités des territoires recouvrés,

<sup>57</sup> Tirés de la Bibliothèque des études slaves de l'Université Paris I.

<sup>58</sup> Le critère a été les liens avec l'argumentaire présentés dans les chapitres 5 à 7, puisque certains *Bulletins* ont déjà été mobilisés à ce moment précis pour illustrer tel ou tel point de la rhétorique polonaise.

<sup>59</sup> De 26 à 50 % des articles entre 1959 et 1961.

notamment la politique de développement socio-économique de la Pologne<sup>60</sup>. Ces particularités la distinguent quelque peu de *Trybuna Ludu*, qui joue plus de la fibre patriotique polonaise en mettant mieux en avant les liens historiques entre la Pologne et les territoires recouverts. Cet écart pourrait s'expliquer, dans le cas présent, par les présupposés idéologiques mentionnés par Męclewski dans sa note de janvier 1958 précédemment citée, et par le fait que les *Bulletins de la ZAP*, notamment ceux qui ont été consultés, sont destinés davantage à un public extérieur, moins sensible à ce type d'arguments.

L'impossibilité de consulter les titres de la presse régionale des territoires recouverts aurait pu être un handicap notoire pour le présent travail. Cependant, la ZAP a certainement dû représenter une partie notable des sources de cette presse régionale, même si cette dernière pouvait avoir des articles de correspondants locaux dont la vision était sans doute différente de celle forgée par les rédacteurs de la ZAP, souvent des journalistes nationaux ou des experts universitaires. En outre, le discours de la presse régionale, qu'elle soit directement rattachée au parti, chaque voïévodie possédant son propre journal communiste régional, ou qu'elle soit obligée de suivre au moins partiellement la ligne définie par la *Trybuna Ludu*, peut être reconstitué à partir des deux sources de presse que nous possédons. Nous nous bornerons donc, la concernant, à faire un panorama rapide des principaux titres de la presse régionale des territoires recouverts afin de montrer les ramifications régionales des canaux de diffusion de la pensée occidentale polonaise auprès des principaux intéressés : les populations des territoires recouverts<sup>61</sup>.

---

<sup>60</sup> De 25 à 56 % des articles sur la même période. La moyenne pour les deux thématiques évoquées oscille autour de 75-80 %.

<sup>61</sup> Nous avons tiré les informations pour le réaliser de : BEDNARZ Krystyna, *25 lat prasy na Ziemiach Zachodnich i Północnych (25 ans de presse sur les Terres Occidentales et Septentrionales)*, Ośrodek Badań Prasoznawczych RSW "Ruch" (Centre d'études sur la presse « Ruch »), Cracovie, 1972. Par principaux titres nous entendons avant tout les journaux qui ont une grande fréquence de parution : quotidiens, hebdomadaires, voire bihebdomadaires. Ils nous paraissent avoir une portée significative.

Régions	Voïévodie d'Olsztyn	Voïévodie de Szczecin-Koszalin	Voïévodie d'Opole	Voïévodie de Wrocław
Journaux principaux en 1946	<i>Wiadomości Mazurskie</i> (1945-1947 lié au PPS), <i>Głos Ziemi</i> (PSL 1946-1948)	<b><i>Kurier Szczeciński</i></b> (depuis 1946), <i>Szczecin</i> , <i>Wiadomości Koszalińskie</i>	<i>Nowiny Opolskie</i> (1947-1950 PZZ)	<b><i>Słowo Polskie</i></b> (depuis 1945 lié au PPR), <i>Naprzód Dolnośląski</i> PPS (1945-1947), <i>Trybuna Dolnośląska</i> (PPR 1945-1948), <i>Zołnierz-Osadnik</i> , <i>Tygodnik Wrocławski</i> , <i>Wrocław</i> , <i>Pafawag</i>
Nouveaux journaux entre 1947 et 1955	<i>Życie Warszawy</i> (1947 lié au PZPR) <b><i>Słowo na Warmii i Mazurach</i></b> , <i>Głos Olsztyński</i> (depuis 1952, lié à PAX)	<b><i>Głos Szczeciński</i></b> (depuis 1947 PPR)	<b><i>Dziennik Zachodni</i></b> (depuis 1949 lié au PZPR)	<b><i>Gazeta robotnicza</i></b> (PZPR depuis 1948) <b><i>Wrocławski Tygodnik Katolicki</i></b> (depuis 1953)
Nouveaux journaux lors de la déstalinisation et le dégel de Gomułka	<i>Mazury i Warmia</i> (soc-cult 1955-1957) <b><i>Panorama północy</i></b> (depuis 1957)	<i>Ziemia i Morze</i> (Soc-cult) (1956)	<b><i>Katolik</i></b> (dès 1954) <b><i>Odra</i></b> (1957)	<b><i>Nowe Sygnały</i></b> 1956 (devient <b><i>Odra</i></b> en 1961 (Soc-cult))

Tableau représentant l'évolution des principaux journaux des territoires recouverts avec leur appartenance politique entre 1945 et 1961<sup>62</sup>

Ce tableau nous livre quelques enseignements sur les relais régionaux de diffusion du discours sur les territoires recouverts. Il nous donne à voir les inégalités régionales au sein de la Pologne occidentale<sup>63</sup>. Les régions les plus richement dotées sont les voïévodies silésiennes, ce qui peut s'expliquer à la fois par l'ancienneté des traditions de la presse polonaise dans ces régions et par leur développement socioéconomique plus important. À l'inverse, la Poméranie occidentale (la voïévodie de Szczecin, à partir de 1950 les deux voïévodies de Szczecin et Koszalin) n'a non seulement pas eu de titres de presse polonais pendant la période allemande, mais est aussi une région marginalisée économiquement pendant le stalinisme polonais et assez largement dépourvue d'une élite intellectuelle locale pour permettre la parution régulière de journaux importants. Deux titres paraissent de manière constante durant la

<sup>62</sup> Nous n'avons pas inclus la voïévodie de Gdańsk, puisque la majorité de son territoire ne fait pas partie des territoires recouverts ; de même, nous n'avons pas inclus la voïévodie de Lubusz, qui n'apparaît qu'à partir de 1950 et qui pendant la majeure partie de la période a une presse liée à celle de Grande-Pologne.

<sup>63</sup> En gras sont figurés les journaux qui paraissent en 1961.



période, alors que pour la région d'Opole, trois titres existent à l'époque du dégel de Gomułka, plus les journaux communs à la voïévodie de Katowice que nous n'avons pas mentionnés. Enfin, le cas de la voïévodie d'Olsztyn est plus complexe : contrairement à la Poméranie occidentale, cette région a une presse polonaise relativement développée dans l'entre-deux-guerres, mais sa marginalisation dans la première partie de la période polonaise ainsi qu'un manque de cadres intellectuels expliquent les difficultés plus grandes de la presse locale à se maintenir. En conséquence, ce sont surtout des filiales locales de journaux de Varsovie, comme le *Życie Warszawy*, qui parviennent à perdurer. La presse régionale communiste est celle qui est la plus développée et qui paraît de manière régulière sur ces terres, reflétant le monopole du pouvoir du parti communiste. Cela n'empêche pas un pluralisme de façade, surtout pendant la sortie de guerre avec les journaux des autres partis (PPS et PSL), des journaux confessionnels, même s'ils sont plus ou moins contrôlés par le parti par l'intermédiaire de PAX, ou enfin, héritage de la période de Gomułka, des journaux plus neutres, moins politiques, des périodiques socioculturels<sup>64</sup>. Si ces journaux n'ont pas été étudiés, nous pouvons avoir une idée assez précise de leur contenu en recoupant ce qui s'écrit dans la presse communiste nationale officielle (*Trybuna Ludu*) et dans la presse spécialisée dans la question occidentale (les *Bulletins de la ZAP*). L'hégémonie politique du PZPR s'exprime, s'agissant de la pensée occidentale polonaise, dans un langage stéréotypé qui sera étudié de plus près dans le 2. S'il est un domaine dans lequel un pouvoir dictatorial comme celui du PZPR intervient également, c'est celui de la jeunesse ; le discours officiel sur les terres occidentales polonaises se retrouve aussi également dans l'enseignement, ce qui peut se voir à la fois par l'activisme de l'ADTO et par quelques exemples de manuels scolaires.

### C. L'enseignement ou l'endoctrinement précoce

La pensée occidentale est présente dans l'enseignement polonais de deux manières différentes. Si le discours officiel sur ces régions comme partie intégrante de la Pologne des origines est présent dès la sortie de la guerre dans les manuels scolaires et donc dans les programmes, les territoires recouverts ne sont pas un objet d'étude en tant que tels jusqu'au dégel de Gomułka. Avant 1956, les territoires recouverts ne sont étudiés que sous l'angle de leur polonité, mais leur histoire est en grande majorité laissée de côté puisque ces régions ont

---

<sup>64</sup> Certains, de manière saisissante, ne survivent d'ailleurs pas à la reprise en main de la presse par le pouvoir communiste dans le courant de 1957.

fait partie pendant longtemps d'autres États que la Pologne. Nous verrons dans un premier temps comment la pensée occidentale est retranscrite dans les programmes à destination des élèves polonais à travers la comparaison de trois manuels scolaires, avant de voir le tournant important de l'Octobre polonais dans la manière de transmettre les connaissances sur les territoires recouverts aux élèves polonais.

La diffusion des présupposés historiques et idéologiques de la pensée occidentale polonaise se fait notamment à travers les manuels scolaires. Trois manuels<sup>65</sup> ont été analysés, publiés en 1948, 1953, 1954. Ils nous permettent d'avoir une idée des programmes d'histoire dans la Pologne en phase de communisation intensive (1948) et durant le stalinisme (1953 et 1954). Le premier est un manuel du cycle terminal de l'école primaire<sup>66</sup>, les autres ne mentionnent pas de classe particulière mais le niveau dont ils font preuve permettent de penser qu'ils sont plutôt destinés à des lycéens<sup>67</sup>. Plusieurs points de comparaison seraient possibles pour évaluer le degré d'ouverture de ces manuels aux présupposés politiques de la pensée occidentale polonaise. Nous nous contenterons de comparer la manière dont la question de l'Antiquité slave et de la genèse de l'État polonais sont traités dans ces documents pédagogiques ; cette période de l'histoire est en effet l'une de celle où ce discours polonais est le plus polémique et peut être le plus nationaliste, avec la théorie de l'autochtonie<sup>68</sup> des Slaves et l'évaluation des relations avec le voisin allemand qu'est le Saint-Empire. Le manuel de 1948 est un hybride idéologique : il est à la fois tributaire d'une vision relativement traditionnelle de l'histoire de la Pologne, qui tend au roman national, et annonce déjà la marxisation de la discipline historique dans la Pologne populaire. Ainsi, la théorie de l'autochtonie des Slaves est reprise telle quelle dans le chapitre « le domaine slave premier » : « Le berceau de ce premier peuple slave uni était situé dans le bassin des rivières Oder et Vistule, par conséquent sur les terres actuelles polonaises ainsi que sur les espaces s'étendant

---

<sup>65</sup> SEREJSKI M. H. (réd.), *Podręcznik historii dla VI klasy szkoły podstawowej Cz. 1 (Manuel d'histoire pour la 6ème classe de l'école élémentaire T I)*, PZWS, Varsovie, 1948

MISSALOWA Gryzelda, SCHOENBRENNER Janina, *Historia Polski (Histoire de la Pologne)*, Państwowe Zakłady Wydawnictw Szkolnych (Éditions scolaires étatiques), Varsovie, 1953

BARDACH J., *Historia Polski de roku 1466 (Histoire de la Pologne jusqu'en 1466)*, PZWS, Varsovie, 1954.

<sup>66</sup> La 6<sup>ème</sup> classe, qui correspond dans un système où le collège n'existe pas, à l'avant-dernière classe du primaire, les élèves ont donc 12-13 ans.

<sup>67</sup> Âgés de 15 à 19 ans.

<sup>68</sup> Cf. chapitre introductif, IIC.

plus à l'ouest entre le cours moyen de l'Elbe et l'Oder »<sup>69</sup>. L'auteur du manuel reprend fidèlement la thèse de l'école archéologique de Grande-Pologne de Kostrzewski en voyant dans la culture lusacienne des Protoslaves, ce qui lui permet de faire remonter le peuplement slave de ce qui est devenu par la suite les terres polonaises à 1300 avant Jésus-Christ. Il poursuit en offrant une vision très négative des relations germano-polonaises, en donnant aux tribus germaniques un rôle de trouble-fête de la paix romano-slave qui s'établit lors des derniers siècles de l'Antiquité, et en liant déjà intimement les Germains à la guerre : « Ce commerce a été interrompu par les invasions des peuples germaniques [...] C'est seulement après le départ des peuples germaniques au sud et à l'ouest que la paix s'est installée. »<sup>70</sup>. Il s'agit de noircir au possible les relations germano-slaves, et ce dès les origines, ce qui rappelle l'argument de la justice historique qui se fonde sur une vision unanimement négative de ces rapports<sup>71</sup>. La leçon « les slaves occidentaux et les débuts de l'État polonais » est d'ailleurs explicitement placée dans ce contexte de tensions entre les tribus slaves occidentales et le Saint-Empire. La formation de l'État polonais est interprétée comme une réaction aux menées antislaves des Allemands du Saint-Empire :

Après la chute de l'État de Grande-Moravie (environ 906) les tribus slaves se sont retrouvées dans un grand danger. À cette époque en effet, l'État allemand s'est sorti de la chute et du chaos et les chefs de la nouvelle dynastie saxonne ont entamé la conquête systématique des terres slaves occidentales.<sup>72</sup>

Cette présentation donne l'impression que l'auteur s'est inspiré des travaux de Wojciechowski<sup>73</sup> avec comme conséquence que la lutte entre Polonais et Allemands est le pivot de l'histoire polonaise : « Le premier contact de la Pologne avec les Allemands a été pour elle très dangereux. »<sup>74</sup>. Seule concession, mais d'importance, au régime : la reprise du vocabulaire marxiste, notamment pour ce qui est de la périodisation. L'avènement de l'État polonais est en effet aussi resitué dans le contexte de l'avènement du « féodalisme », une des grandes catégories de l'histoire interprétée selon le matérialisme historique.

---

<sup>69</sup> SEREJSKI M. H. (réd.), *Podręcznik historii dla VI klasy szkoły podstawowej Cz. 1 (Manuel d'histoire pour la 6<sup>ème</sup> classe de l'école élémentaire T I)*, PZWS, Varsovie, 1948, p. 38.

<sup>70</sup> SEREJSKI M. H. (réd.), *op. cit.*, p. 41.

<sup>71</sup> Cf. chapitre 6, IB.

<sup>72</sup> SEREJSKI M. H. (réd.), *op. cit.*, p. 51.

<sup>73</sup> WOJCIECHOWSKI Zygmunt, *Polska-Niemcy. Dziesięć wieków zmagania (Pologne-Allemagne. Dix siècles de luttes)*, IZ, Poznań, 1945.

<sup>74</sup> SEREJSKI M. H. (réd.), *op. cit.*, p. 52.

Le manuel de 1953 reprend également la théorie de l'autochtonie des Slaves, mais de manière déjà moins marquée : « Dans le bassin de l'Oder et de la Vistule se situe la Pologne, notre patrie. Dans les premiers siècles de la nouvelle ère vivaient sur les bords de l'Oder et de la Vistule les tribus slaves, qui avec le temps ont formé l'État polonais. »<sup>75</sup>. Cette théorie est atténuée puisque la chronologie du *continuum* slave n'est plus fixée à 1300 avant Jésus-Christ, mais aux derniers siècles de l'Antiquité. Le ton du manuel renvoie davantage au matérialisme marxiste : le premier ennemi des tribus slaves desquelles va émerger la nation polonaise ne sont pas les tribus germaniques, mais la nature qu'il faut, dans une optique communiste, dompter : « Dans la lutte sans merci, durant des siècles, entre l'homme et la forêt et la steppe, ce dernier arrachait à la nature réfractaire des terres à cultiver »<sup>76</sup>. L'accent est mis avant tout sur les processus socio-économiques, dans une approche très marxiste selon laquelle la superstructure dépend de l'évolution de l'infrastructure. Pour les auteurs de ce manuel, ce sont donc avant tout des progrès techniques qui ont permis l'avènement de l'État polonais : « Parmi les microétats tribaux des bords de l'Oder et de la Vistule, le plus puissant était celui des Polanes. Les Polanes avait le plus de terres arables, un artisanat développé et de nombreuses villes »<sup>77</sup>. Concession à la pensée occidentale polonaise, les contacts avec les populations germaniques sont bien mentionnés, avec comme d'habitude l'assimilation de l'élément germanique à la guerre et à la violence : « Les terres polonaises étaient exposées aux raids expansionnistes et pillards allemands. »<sup>78</sup>. Néanmoins, un déplacement du cursus d'une vision strictement nationale de l'histoire vers une vision nationale-marxiste peut s'observer, tendance qui est encore accentuée dans le manuel de 1954.

C'est dans ce dernier ouvrage, qui paraît dans le contexte de la stalinisation la plus extrême de la Pologne, que s'observe paradoxalement la vision la moins idéologique de toutes de l'Antiquité slave. La théorie de l'autochtonie des Slaves n'y apparaît plus en tant que telle et la formation de l'élément polonais, voire slave, y est décrite de manière bien plus nuancée et plus proche de la manière dont elle l'est aujourd'hui : « La population slave s'est formée dans un processus ethnolinguistique pluriséculaire. »<sup>79</sup>. À la place d'une vision essentialisée d'une

---

<sup>75</sup> MISSALOWA Gryzelda, SCHOENBRENNER Janina, *Historia Polski (Histoire de la Pologne)*, PZWS, Varsovie, 1953, p. 7.

<sup>76</sup> *Idem.*

<sup>77</sup> MISSALOWA Gryzelda, SCHOENBRENNER Janina, *op. cit.*, p. 10.

<sup>78</sup> *Idem.*

<sup>79</sup> BARDACH J., *Historia Polski de roku 1466 (Histoire de la Pologne jusqu'en 1466)*, PZWS, Varsovie, 1954, p. 11.

population slave présente depuis presque la nuit des temps dans les bassins de l'Oder et de la Vistule, ce manuel rend mieux compte des différentes strates ethniques qui se sont succédé sur ces régions avant que n'émerge un État slave. Le manuel suggère cependant, dans une manifestation discrète d'antigermanisme, que le terme polonais de prince, *książe*, viendrait d'un terme goth, de manière à montrer que l'organisation inégalitaire et hiérarchisée de la société combattue par les communistes est d'origine germanique. De même, il est implicitement mis en avant que l'organisation originelle des tribus slaves reposait sur la propriété collective, ce qui est sans doute une manière détournée de convaincre les jeunes élèves polonais que le système communiste n'est qu'un retour aux antiques traditions slaves, dénaturées par des siècles de domination socioéconomique étrangère. La naissance de l'État polonais n'est pas située dans un contexte de tension avec l'Empire romain germanique. En revanche, le manuel insiste sur la naissance du féodalisme et sur les liens entre ce régime et l'Église, manière de critiquer le rôle historique de cette dernière alors que la lutte entre cette institution et le parti communiste est à son apogée en Pologne. La pensée occidentale polonaise est donc présente dans les manuels scolaires polonais, même si elle est assez fortement atténuée au moment du stalinisme.

L'arrivée au pouvoir de Gomułka remet pleinement à l'honneur les présupposés idéologiques de la pensée occidentale dans l'enseignement polonais, et les fait en même temps changer de dimension. En effet, après 1956, le discours officiel sur les territoires recouverts est amplifié à l'école polonaise : il ne s'agit plus simplement de reprendre telles quelles certaines thèses de ce courant de pensée, mais d'intégrer pleinement l'histoire locale des différentes régions des territoires nouvellement polonais à la grande histoire polonaise afin de favoriser l'émergence d'un sentiment d'appartenance à ces terres et de lutter ainsi plus efficacement contre le syndrome du temporaire<sup>80</sup>. Dans ce processus, le parti communiste polonais s'appuie efficacement sur l'ADTO, qui a la particularité par rapport à l'UOP d'avoir une activité bien plus dirigée vers l'éducation que l'UOP<sup>81</sup>. Elle a un grand engagement pédagogique pour relayer la vision officielle polonaise des territoires recouverts auprès de la jeunesse. Elle agit dès sa création comme un lobby efficace auprès du ministère de l'Instruction pour régionaliser les programmes. Ainsi, un Inspecteur du district scolaire de Katowice fait le bilan des

---

<sup>80</sup> Cf. chapitre 3, IIIC.

<sup>81</sup> Cette dernière organisation se concentrait avant tout sur la repolonisation des autochtones, en leur proposant des cours de langue polonaise notamment.

changements de programme réalisés en 1957-1958 dans un rapport à l'ADTO du 9 septembre 1960<sup>82</sup>:

Dans les livres de lecture pour les classes VI et VII on prend connaissance des activistes et écrivains silésiens les plus méritants, qui par leur esprit de sacrifice et leur travail infatigable ont participé à maintenir la polonité de ces terres, se sont battus pour les droits de la population silésienne, pour son droit à l'instruction, lui ont appris à aimer son pays et sa langue maternelle.<sup>83</sup>

Cette citation ne laisse pas de doute : une version plus traditionnelle de la pensée occidentale polonaise a bien été réintroduite dans les programmes à la faveur du retour de Gomułka aux affaires. L'école agit ainsi comme un canal actif dans la diffusion du discours officiel sur les territoires recouverts. Ce document est précieux car il montre la variété des actions et des outils pédagogiques dont disposent les propagandistes de la pensée occidentale, à destination à la fois des enseignants et des élèves, pour diffuser leurs idées. Non seulement de nouveaux manuels scolaires sont publiés, mais des « Matériaux auxiliaires à l'enseignement de l'histoire de la Silésie »<sup>84</sup> ont été tirés pour l'année 1959-1960 à hauteur de 5 000 exemplaires, et ont été très vite vendus. Il s'agit d'une aide méthodologique afin de renforcer les connaissances professorales en histoire régionale de la Silésie. Le lien entre cette histoire locale et la grande histoire nationale est en outre développé dans des formations, organisées régulièrement et souvent avec l'ADTO, à destination des enseignants. Ainsi, un cours de dix heures sur l'« histoire de la Silésie des temps les plus anciens jusqu'à l'Occupation de 1939-1945 »<sup>85</sup> a été organisé de manière commune avec le comité de voïévodie du PPR et le rectorat de Katowice pour renforcer les connaissances des instituteurs et des professeurs du secondaire. Les spécialistes de la pensée occidentale polonaise apparaissent ici comme des maillons essentiels, puisque non contents de forger ce discours, ce sont eux-mêmes qui le vulgarisent et l'explicitent lors de semblables sessions. Dans le cas évoqué ici, il s'agit des professeurs de l'Université de Wrocław. L'ADTO joue ainsi le rôle d'interface de transmission du discours entre ses émetteurs et les relais importants que sont les enseignants, comme cela peut se voir à travers l'exemple de deux formations pour enseignants qu'il a organisées ou coorganisées :

---

<sup>82</sup> AAN/TRZZ/1015. Absence de numérotation interne au fonds d'archive.

<sup>83</sup> *Idem*, p. 2.

<sup>84</sup> *Idem*, p. 4.

<sup>85</sup> *Idem*, p. 19.



La sensibilisation des enseignants à la thématique des territoires recouverts a bien entendu comme but ultime une meilleure connaissance de ces derniers par les élèves, de manière à ce qu'ils soient capables de retranscrire l'argumentaire officiel polonais les concernant, ce qui peut les aider, notamment pour ceux qui ont été rapatriés des confins orientaux, à s'approprier davantage ces régions. Des « lectures silésiennes »<sup>89</sup>, compilation de poèmes et de chants populaires polonais de Silésie, sont ainsi publiées. En outre, les structures éducatives favorisent les voyages scolaires comme moyen par excellence de faire découvrir les territoires recouverts et leur polonité aux élèves : « La meilleure manière de connaître une région est d'avoir un contact direct avec lui, ses habitants, visiter par soi-même ses monuments, ses personnalités »<sup>90</sup>. Ainsi, pour l'année scolaire 1959/1960, près de 190 voyages scolaires ont été organisés par le rectorat de Haute-Silésie, qui ont concerné 5 900 élèves du primaire et 7 200 du secondaire<sup>91</sup>. Cette variété des outils pédagogiques pour ancrer le discours officiel dans les esprits des jeunes polonais peut s'apparenter à un certain endoctrinement. Tout est donc fait pour le rendre attractif : en plus des visites organisées, des concours en lien avec les territoires recouverts sont mis en place, pour populariser de manière ludique la vision nationale polonaise de l'histoire de ces régions. La synthèse de ces actions destinées aux élèves, qu'il est important de toucher pour qu'ils puissent ensuite répandre la « bonne parole » de la pensée occidentale auprès de leurs proches souvent moins enthousiastes quant à la réalité de la vie et de la polonité sur ces terres, peut se voir dans une liste d'actions à adopter pour populariser les connaissances sur les terres occidentales et septentrionales auprès des élèves des écoles d'art :

- organiser des rencontres avec des acteurs sociaux, culturels et économiques qui s'occupent de la problématique des terres occidentales et septentrionales [...]
- Organiser des conférences pour les étudiants sur des thèmes historiques et actuels des terres occidentales et septentrionales, les problèmes allemands actuels, ainsi que les traditions maritimes et les réalisations de la Pologne populaire sur la mer
- Réaliser des expositions et des projections sur les thématiques précédemment citées et fournir des matériaux de propagande<sup>92</sup>

---

<sup>88</sup> AAN/TRZZ/1022/p. 24.

<sup>89</sup> AAN/TRZZ/1015 p. 2.

<sup>90</sup> *Idem*, p. 13.

<sup>91</sup> *Ibidem*.

<sup>92</sup> AAN/TRZZ/1017/ pas de numérotation interne au fonds d'archive. p. 2.



Les professeurs et surtout les élèves sont donc au cœur d'un faisceau d'actions dont le but est de connaître le mieux possible les territoires recouverts pour se les approprier et les percevoir comme partie intégrante de la Pologne. Ce discours, omniprésent à l'école, porte-t-il ses fruits ? Une idée de sa réception et de la perception que les élèves ont de ces régions peut nous être donnée par une enquête scolaire réalisée à Toruń en 1960<sup>93</sup> par les soins de l'ADTO<sup>94</sup> auprès d'un échantillon de lycéens<sup>95</sup>, dans un endroit intéressant : la voïévodie de Poméranie, disjointe rapidement de celle de Gdańsk. Cette région est dans sa très grande majorité composée de terres qui font partie des confins occidentaux, donc sensibles à la question occidentale, mais qui ne font pas partie des territoires recouverts<sup>96</sup>. Cette société régionale permet ainsi d'établir une sorte de moyenne entre la perception des Polonais des territoires recouverts et celle des terres anciennes qui ne font pas partie des confins orientaux<sup>97</sup>. Le point faible de cette enquête est qu'elle est éminemment sociologique, et que par conséquent les réponses aux questionnaires ont été classées en fonction des classes sociales (ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, cette dernière catégorie recoupant les fonctionnaires, les ingénieurs et les techniciens) alors que l'origine des lycéens, si elle a été mentionnée<sup>98</sup> n'a pas fait l'objet d'une analyse complète. Néanmoins, sa première partie nous donne des éléments intéressants sur le rapport de cette jeunesse aux territoires recouverts, et donc indirectement sur la portée du discours officiel glorifiant la polonité de ces régions et leur intégration au reste du pays grâce à la politique communiste. Les réponses sont classées en quatre groupes :

« Les patriotes, ce sont ceux qui veulent que leur travail sur les terres occidentales aident à leur développement rapide, les positifs ce sont ceux qui sont indifférents à un éventuel travail sur ces terres à l'avenir [...] le groupe de jeunes au rapport négatif aux territoires recouverts ce sont ceux qui, pour différentes raisons, ne veulent pas habiter et travailler sur ces terres. [...] (trois raisons à cela : manque de lien affectif avec les terres occidentales, menaces de la part de la RFA, faiblesse de l'aménagement et du peuplement) [...] les patriotes locaux, ce sont tous ceux qui, jusqu'à la fin de leur vie, veulent habiter seulement dans leur ville. »<sup>99</sup>

---

<sup>93</sup> AAN/TRZZ/543/p. 1-38.

<sup>94</sup> Notamment par un groupe de spécialistes de la pensée occidentale polonaise autour de Marian Wojciechowski, le fils de Zygmunt Wojciechowski.

<sup>95</sup> 630 élèves des classes de 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup>, les dernières classes du lycée, âgés de 15 à 17 ans, 44 % de garçons pour 56 % de filles. Il s'agit d'un lycée général à vocation pédagogique.

<sup>96</sup> Pour rappel de la distinction, cf. chapitre introductif, II, partie introductive.

<sup>97</sup> Les anciennes Pologne russes et autrichiennes.

<sup>98</sup> 61,4 % de Poméranie, 38,6 % hors de Poméranie.

<sup>99</sup> AAN/TRZZ/543/p. 9.

Les réponses sont assez parlantes, et montrent clairement certaines limites du discours officiel :

Total	ouvriers	paysans	artisans	intellectuels	Groupes de réponse
191 30.3 %	<b>34.3</b>	32.7	26.1	29.7	Patriotes
165 26.2 %	29.9	26.7	24.4	25.3	Positifs
240 38.1 %	29.9	<b>38.6</b>	<b>38.6</b>	<b>41.6</b>	Négatifs
34 5.4 %	5.9	2.0	10.9	4.0	Patriotes locaux
630 100 %	18.6	16.0	18.8	46.5	

**Tableau représentant les proportions des différents rapports des sondés aux territoires recouverts<sup>100</sup>**

La majorité relative des sondés a un rapport négatif aux territoires recouverts, et cela sans rajouter les patriotes locaux, qui refusent de s'installer dans ces régions non par désamour envers elles, mais par attachement à leur petite patrie. Si de telles proportions se retrouvent chez la jeunesse, souvent plus optimiste que ses aînés, en tous cas plus exposée, du fait de l'école, à la propagande étatique concernant les territoires recouverts, il est plausible d'imaginer que le rapport aux territoires recouverts est encore plus négatif au sein de la société prise dans son entier. Sociologiquement, les réponses sont également parlantes : la seule catégorie dans laquelle les réponses négatives sont nettement en dessous de la moyenne est la classe ouvrière, sans doute plus sensible à la propagande étatique et voyant davantage ces terres comme des lieux de promotion sociale, alors que la grande agriculture étatique a de quoi rebuter les paysans attachés à leurs exploitations traditionnelles, les artisans craignent l'atonie économique de nombre de villes petites et moyennes des territoires recouverts, et les intellectuels sont sans doute refroidis par le manque de perspectives professionnelles sur des terres où l'enseignement supérieur est assez peu développé. Les raisons de ce rapport négatif relativement dominant sont diverses, et ont aussi été comptabilisées :

---

<sup>100</sup> *Idem*, p. 10.

Raisons	Ouvriers	Paysans	Artisans	Intellectuels	Moyenne
Absence de lien affectif	40.0	37.8	46.1	<b>54.0</b>	47.1
Menaces de la part de la RFA	<b>30.3</b>	<b>40.5</b>	27.0	20.8	28.3
Faiblesse de l'aménagement	<b>9.7</b>	5.4	<b>9.8</b>	7.8	7.5
Manque de motivation (refus de donner une raison)	<b>20.0</b>	16.3	17.1	17.4	17.1

**Tableau représentant les proportions de raisons du rapport négatif des territoires recouverts par les sondés<sup>101</sup>**

Ce tableau permet de se rendre compte de la partie du discours étatique sur les territoires recouverts qui dysfonctionne : le manque de lien affectif peut renvoyer au fait que les Polonais considèrent encore, en majorité, les territoires occidentaux comme des corps étrangers au territoire national traditionnel polonais, notamment par rapport aux confins orientaux. C'est donc l'argumentaire émotionnel selon le PZPR, fondé sur la polonité prétendue de ces territoires, qui serait mis à mal. Les capacités polonaises d'aménagement ne semblent pas fondamentalement remises en cause, puisque la proportion de cette raison est relativement faible<sup>102</sup>. En revanche, le discours national officiel semble se retourner contre lui, s'agissant de la deuxième raison la plus invoquée pour ne pas s'établir dans ces régions : la peur d'un retour de l'Allemagne sur ces terres. À force de brandir la menace allemande pour resserrer les rangs autour du PZPR, les officiels polonais ont pu décourager un certain nombre de personnes de s'y établir par crainte d'un retour des Allemands. Le syndrome du temporaire joue ici à plein, et ce d'autant plus que les sondés n'habitent pas sur les territoires recouverts et donc devraient y être moins sensibles. Enfin, nous pouvons noter un pourcentage assez élevé de rapports négatifs non motivés : faut-il y voir une autocensure dans le fait de ne pas vouloir révéler les vraies raisons de son refus de s'y établir (par exemple la considération que ces terres ne sont pas polonaises, contrairement aux confins orientaux) ? L'enquête ne permet pas d'y répondre. Loin des manifestations d'unanimisme national, elle permet toutefois de suggérer les limites de la portée d'un discours dont les canaux de transmission ne manquent pas, et qui est mobilisé à divers fins.

<sup>101</sup> *Idem*, p. 14.

<sup>102</sup> 7,5 % en moyenne, contre 47 % pour la précédente.

## II Les fonctions du discours

Les fonctions du discours officiel polonais sur les territoires recouverts, forgé par les spécialistes de la pensée occidentale polonaise, se voient le mieux dans les discours, œuvres de propagande souvent grandiloquents et épiques, des dirigeants de la Pologne populaire. Cette partie analysera donc plus particulièrement les allocutions de la classe dirigeante polonaise retranscrites dans la plupart des cas dans la *Trybuna Ludu*. Le discours qui proclame l'attachement indéfectible des territoires recouverts à la Pologne a principalement trois fonctions : la mise en scène de la défense de l'intérêt national, qui sert dans un deuxième temps à légitimer le pouvoir communiste pour en dernier recours forger une unité de façade autour de la grande cause nationale de l'intégration de ces régions à la patrie.

### A. Défendre l'intérêt national face à l'étranger

Le discours sur les territoires recouverts sert dans un premier temps à défendre l'intérêt national face au danger, souvent cité, que représentent le nationalisme et le révisionnisme ouest-allemands. Les communistes polonais jouent à fond la carte de la partie émotionnelle de l'argumentaire polonais, en reprenant la rhétorique historique des territoires recouverts, vieilles terres « piastiennes ». Il y a là une certaine ironie à voir des communistes s'appuyer sur ce concept de Pologne piastienne<sup>103</sup>, qui renvoie au mieux au temps de la monarchie des Piast, au pire aux projets les plus extrêmes des nationalistes polonais de l'entre-deux-guerres et de la guerre. Dans un contexte où chaque trouvaille archéologique reliée à cette dynastie est soigneusement mise en avant et instrumentalisée comme un témoignage de polonité, la patrie polonaise originelle des premiers Piast est ainsi exaltée, le rattachement des territoires recouverts étant perçu comme un retour à cette mère-patrie des premiers âges. Cet argument se retrouve de manière récurrente :

« La libération de Wrocław a refermé la période de la libération totale par l'Armée soviétique victorieuse et du retour définitif à la Pologne des terres piastiennes antiques sur les bords de l'Oder, de la Neisse de Lusace et de la Baltique. »<sup>104</sup>

« Grâce à la victoire sur l'hitlérisme de l'Armée soviétique et de l'Armée polonaise se battant à ses côtés nous sommes revenus sur les anciennes terres piastiennes sur la Baltique, l'Oder et la Neisse.<sup>105</sup>

---

<sup>103</sup> Cf. chapitre introductif, IIc.

<sup>104</sup> *Trybuna Ludu* n° 126, 1955, p. 1. Discours du camarade Bolesław Bierut à Wrocław à l'occasion du 9 mai 1955.

<sup>105</sup> *Trybuna Ludu*, n° 178, 1959, p. 2. Discours du ministre de la Défense nationale Marian Spychalski à Szczecin en juin 1959 à l'occasion des « Journées de la mer ».

« La Pologne est revenue dans sa patrie piastienne, à ses vieilles villes, Wrocław, Opole, Szczecin, Olsztyn, elle a pris en possession pour toujours ses antiques possessions sur l'Oder, la Neisse de Lusace et la Baltique. »<sup>106</sup>

Il est à noter que ce type de rhétorique est commune aux éléments les plus conservateurs du parti communiste polonais (le stalinien Bierut) ainsi qu'aux éléments plus réformistes (comme Gomułka), ce qui peut contribuer à rétablir une certaine unité idéologique à un moment de l'histoire du parti où sa cohérence interne est remise en cause par l'affrontement entre ces deux lignes. Sur le point de la polonité originelle des territoires recouverts en effet, le discours occidental polonais<sup>107</sup> communiste ne diffère guère du discours occidental classique tel qu'il se pratiquait en Pologne avant la mise en place de l'hégémonie politique du PZPR. Il s'agit de rappeler à chaque occasion la polonité intrinsèque des territoires recouverts. Ces territoires sont d'autant plus polonais que la parole officielle insiste sur le grand degré d'intégration de ces terres, en s'appuyant davantage sur l'argument du fait accompli. Là encore, cette idée est propice aux grandes envolées lyriques : ce n'est plus seulement les territoires recouverts qui sont glorifiés comme partie intégrante de la Pologne, mais le rôle du peuple polonais dans l'aménagement et le peuplement de ces régions qui est mis en avant. Les dirigeants communistes, de bons politiques, deviennent alors de purs démagogues qui cherchent à flatter les sentiments patriotiques polonais, voire les aspirations à une certaine grandeur nationale. Après la parenthèse stalinienne, les Semaines des territoires occidentaux sont réinstaurées et leurs organisations confiées à l'ADTO. Leur but n'a guère changé par rapport à celles organisées, pendant la sortie de guerre, par l'UOP : « Le but de la semaine est de populariser auprès de la société la problématique des terres occidentales, montrer nos grandes réalisations dans l'intégration pleine et entière des terres des bords de l'Oder et de la Baltique avec la mère-patrie »<sup>108</sup>. La *Trybuna Ludu* exalte alors le « riche programme » de cette TZZ qui a lieu des 9 au 17 mai 1959, en incitant les lecteurs à s'y rendre, alors même que cette manifestation avait été supprimée lors de la stalinisation de la Pologne pour ses accents jugés trop nationalistes. Cette intégration économique, proclamée par la presse communiste, n'est que le

---

<sup>106</sup> *Trybuna Ludu*, n° 127, 1960, p. 3 Discours du 1<sup>er</sup> secrétaire du PZPR Władysław Gomułka à Wrocław, le 9 mai 1960.

<sup>107</sup> Par souci de faciliter la compréhension et de varier les formulations, nous entendons par « discours occidental polonais » l'adaptation à des fins de propagande de la pensée occidentale polonaise, courant historiographique plus scientifique même s'il dispose d'une dimension politique puisqu'il repose sur une vision partiellement idéologisée de l'histoire.

<sup>108</sup> *Trybuna Ludu*, n° 124, p. 1.

reflet de la ligne officielle du parti. Après avoir reconnu en 1956-1957 les retards de développement conséquents des territoires recouverts par rapport aux terres de la Pologne centrale à cause de leur marginalisation durant le Plan sexennal, Gomułka semble considérer que le rééquilibrage des investissements à l'occasion du Premier Plan Quinquennal a suffi à faire disparaître les inégalités interrégionales. Ainsi, il proclame lors du discours déjà cité du 9 mai 1960 : « Les terres occidentales et septentrionales forment aujourd'hui un organisme économique, culturel, social, étatique unique, cohérent et intégré à la Pologne. »<sup>109</sup>. Si cette intégration est en fait loin d'être réalisée malgré les indéniables progrès réalisés entre 1957 et 1966, elle est pourtant proclamée au nom de la raison d'État polonaise, mais aussi au nom d'une certaine justice historique. Une vision agonistique de l'histoire et l'interprétation des décisions 1945 comme un jugement rendu par le tribunal de l'histoire se retrouvent dans la bouche des officiels de la Pologne populaire, tel le 1<sup>er</sup> ministre Józef Cyrankiewicz, qui proclament lors des mêmes célébrations :

Ici en effet il y a quinze ans est parvenue à sa fin non seulement l'occupation hitlérienne, mais s'est terminée aussi la domination de l'occupant séculaire. Ici il y a quinze ans le cours de l'histoire a changé. La vague de l'expansionnisme germanique, qui s'abattait sur les terres polonaises des bords de la Baltique, de l'Oder et de la Neisse depuis de nombreux siècles, a été rejetée en arrière en cette mémorable année 1945, jusqu'au lieu d'où elle est partie il y a des siècles pour conquérir les terres polonaises, au lieu où elle a enclenché jadis son destructeur *Drang nach Osten*.<sup>110</sup>

La syntaxe lourde et pompeuse du Premier ministre « de fer », qui a survécu politiquement à la plupart des soubresauts internes à la vie politique du parti, brosse ici un tableau de l'histoire des relations germano-polonaises que ne renierait pas Wojciechowski, pourtant mort d'épuisement en 1955 après avoir bataillé pour faire subsister son Institut occidental menacé par le pouvoir stalinien. Cette rhétorique nationale sert en fait à démontrer que le parti communiste est la meilleure incarnation possible de la raison d'État polonaise, manière pour le pouvoir de légitimer son autorité acquise de manière non démocratique.

### ***B. Légitimer le pouvoir communiste face aux oppositions***

D'une part il s'agit de montrer que le modèle économique du parti communiste est le plus fiable pour relever puis développer économiquement les nouvelles terres occidentales de la Pologne, d'autre part de montrer que l'intégration de ces terres à la Pologne n'est acquise

---

<sup>109</sup> *Trybuna Ludu*, n° 127, 1960, p. 4.

<sup>110</sup> *Trybuna Ludu*, n° 128, 1960, p. 3.

qu'en suivant les choix géopolitiques du PZPR, c'est-à-dire l'alliance inconditionnelle avec l'URSS et l'ancrage de la Pologne populaire dans le Bloc de l'Est. C'est l'idée même du discours de Gomułka à Wrocław : le rédacteur de la *Trybuna Ludu* a donné un titre parlant à la retranscription du discours du 1<sup>er</sup> secrétaire du PZPR : « seule une Pologne socialiste peut se trouver sur les bords de l'Oder et de la Neisse »<sup>111</sup>. Le discours du parti insiste autant sur l'aménagement des territoires recouverts comme source de légitimité car il ne manque jamais de rappeler l'état de destruction avancé de ces régions et le scepticisme des puissances occidentales, notamment anglo-saxonnes, quant aux capacités de la Pologne, surtout d'une Pologne socialiste, à intégrer économiquement ces terres. La réalité, en tous cas celle perçue par les dirigeants communistes polonais, a ainsi un goût de revanche : elle devient un argument pour valider le bien-fondé du socialisme en matières économique et sociale. Là encore, cette rhétorique est souvent employée :

Nous n'économiserons par nos forces pour le développement des territoires recouverts, pour le développement de toute notre belle et toujours plus puissante Pologne populaire, qui est un foyer inflexible du grand camp de la paix<sup>112</sup>

L'œuvre de la Pologne populaire est le peuplement et l'aménagement des terres occidentales, fait éveillant le respect de tous ceux qui regardent sans préjugé le travail pacifique de notre nation<sup>113</sup>

La Pologne populaire est née de nouveau dans des frontières allant du Bug à l'Oder et à la Neisse, avec un appui large sur la Baltique, dans le cadre des terres polonaises historiques, en tant qu'État mono national, comprenant des territoires qui se complètent mutuellement. Le recouvrement des terres occidentales et septentrionales est devenu pour la Pologne un moteur de développement.<sup>114</sup>

Le lien entre le développement économique des territoires recouverts et celui de toute la nation polonaise est souligné, de même qu'il est bien mis en avant qu'il se réalise dans un cadre socialiste. L'argument du rôle moteur de ces régions dans l'appareil économique polonais et de la meilleure valorisation de leur potentiel apparaît bien. Dans le discours occidental communiste, au moins dans les allocutions prononcées en public, les arguments historiques et affectifs sont certes utilisés mais sont mis au service d'une rhétorique plus socioéconomique qui convient mieux au marxisme. Le titre donné au discours de Cyrankiewicz à Koszalin est révélateur du rapport que les officiels du parti ont aux territoires recouverts : « nous avons

---

<sup>111</sup> *Trybuna Ludu*, n° 127, 1960, p. 4.

<sup>112</sup> *Trybuna Ludu* n° 126, 1955, p. 1. Discours du camarade Bolesław Bierut à Wrocław à l'occasion du 9 mai 1955.

<sup>113</sup> *Trybuna Ludu* n° 48, 1959, p. 3. Discours de Józef Cyrankiewicz à Koszalin.

<sup>114</sup> *Trybuna Ludu*, n° 127, 1960, p. 4.

passé le dur examen de l'aménagement des terres occidentales »<sup>115</sup> ; cette opération gigantesque est perçue comme une sorte d'épreuve initiatique qui est jugée tellement difficile par le parti que sa réussite suffirait à elle seul à légitimer son pouvoir incontestable sur la société polonaise. C'est sans compter le fait que la possession des territoires recouverts par la Pologne n'a été acquise que du fait de l'engagement soviétique. C'est alors le bon choix géopolitique du PZPR que les territoires recouverts semblent incarner, et qui est répété à l'envi au long des discours communistes. Ainsi :

Elle est revenue du fait de la lutte de la nation polonaise, du soldat polonais, elle est revenue du fait de l'alliance fraternelle entre la Pologne et l'Union soviétique.<sup>116</sup>

Où plus visiblement qu'ici sur les terres occidentales, plus qu'ici à Szczecin, pouvons-nous voir et ressentir ce que signifie pour notre nation, pour l'affaire de la paix, l'amitié polono-soviétique.<sup>117</sup>

La Pologne doit sa libération et son indépendance à l'Union soviétique et à l'Armée rouge [...] C'est aussi grâce à l'Union soviétique [...] que la Pologne a pu renaître comme État indépendant dans de nouvelles frontières favorables et justes, englobant tous les territoires historiquement polonais depuis le Bug jusqu'à l'Oder et la Neisse et obtenant un accès large de 500 km à la mer Baltique.<sup>118</sup>

Les territoires recouverts ont aussi une importance symbolique de premier plan dans le discours communiste. Ils sont un pan du mythe des origines et de la construction du pouvoir du PZPR, qui serait celui d'une longue lutte aux avant-gardes de la nation polonaise, d'abord au sein de la résistance intérieure contre le régime nazi, puis au sein des deux Armées polonaises qui combattent aux côtés des Soviétiques. Ils deviennent ainsi le symbole de la fraternité d'armes entre la Pologne et l'URSS, censée contribuer à effacer l'antagonisme entre les deux pays et les deux nations. C'est un trait récurrent du discours communiste d'insister sur une certaine précarité du retour de ces régions à la Pologne : ce ne serait que parce que le parti communiste d'alors, le PPR, a fait le bon choix, en soutenant inconditionnellement l'URSS à rebours de la majorité de la population polonaise que la Pologne a pu « récupérer » les territoires recouverts. Le PZPR grandit ici bien évidemment son rôle de manière exagérée, puisqu'il n'a été qu'un acteur très secondaire dans le processus de prise de décision qui a conduit au transfert territorial. De même, la mise en avant des bienfaits de la politique

---

<sup>115</sup> *Idem.*

<sup>116</sup> *Trybuna Ludu* n° 48, 1959, p. 3.

<sup>117</sup> *Trybuna Ludu*, juin 1959, p. 3. Discours de Józef Cyrankiewicz à Szczecin à l'occasion des « Journées de la mer » que Khrouchtchev visite. Le titre donné par *Trybuna Ludu* se veut grandiloquent « On ne parviendra pas à arracher la racine de la polonité à cette terre. ».

<sup>118</sup> Extrait d'une interview de Gomułka dans le journal *Foreign Affairs*, « la Politique de la République populaire de Pologne », cité dans le *Bulletin du Comité central du Parti ouvrier polonais unifié*, 3-4, 1960, trouvé dans les fonds de la Bibliothèque des Slaves de l'Université Paris I.



économique socialiste de la Pologne pour les territoires recouverts peut faire sourire, notamment le discours de Cyrankiewicz à Koszalin, quand on sait que cette voïévodie a particulièrement souffert des décisions du Plan sexennal qui l'a fortement désindustrialisée et cantonnée principalement au secteur primaire. Cette propagande se retrouve également en dehors des allocutions des dirigeants du parti : l'esprit des programmes scolaires le retranscrit tout aussi bien, en témoigne un livre de l'ADTO *la Problématique des terres occidentales et septentrionales dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse*<sup>119</sup> consacré à l'utilisation pédagogique du discours officiel sur les territoires recouverts : « Il s'agit que la jeunesse prenne conscience du lien profond entre ces deux faits historiques : que la Pologne est socialiste et que la Pologne est revenue sur les terres occidentales et septentrionales. »<sup>120</sup>. Le discours occidental communiste lie ainsi de manière indissoluble l'instauration du régime communiste en Pologne et le retour sur les terres des premiers Piast comme s'il s'agissait des deux volets d'un même et unique événement historique. Le directeur de l'ADTO, Stanisław Kulczyński<sup>121</sup>, ne manque pas de porter ce point de vue idéologique à son paroxysme, en bon directeur de la succursale du parti pour la pensée occidentale polonaise qu'est l'organisation qu'il dirige :

C'est un fait indiscutable que l'unification politique des terres occidentales avec le pays est le succès le plus suggestif, qui parle à l'imagination, aux sentiments et à la raison de toute la nation de la Pologne populaire socialiste. Ce succès a été souligné ces dernières années par le développement économique extraordinaire des terres occidentales, qui accompagne le choc de développement de tout le pays.<sup>122</sup>

Si le PZPR et ses organisations satellite insistent autant sur son implication dans la mise en valeur des territoires recouverts et ce de manière socialiste, et manie tout autant une rhétorique nationale apte à flatter le cœur des Polonais, c'est pour forger une unité de façade. La prééminence d'un discours protéiforme, l'utilisation des territoires recouverts à des fins de propagande servent ainsi à donner une illusion d'unanimisme national qui n'a quasiment jamais existé, sauf peut-être à l'occasion de l'Octobre polonais, et encore, la normalisation a

---

<sup>119</sup> Publié en 1963 par la Commission socio-culturelle de l'ADTO à Varsovie.

<sup>120</sup> (Collectif) *la Problématique des terres occidentales et septentrionales dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse*, ADTO, Varsovie, 1963, p. V.

<sup>121</sup> (1895-1975). Zoologiste, 1<sup>er</sup> recteur de l'Université polonaise de Wrocław (1945-1951). Il a été plusieurs fois élu à la Diète de la RPP.

<sup>122</sup> (Collectif) *la Problématique des terres occidentales et septentrionales dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse*, ADTO, Varsovie, 1963, p. 34.

mis rapidement un terme à cette éphémère unité nationale. Il faut alors la construire de toute pièce car elle vient confirmer en quelque sorte la légitimité du parti à présider au destin de la Pologne. La cause des territoires recouverts en est l'élément clé.

### *C. Forger une unité de façade masquant les divisions*

Le discours officiel du parti n'utilise pas seulement les territoires recouverts pour se mettre en avant : il inclut aussi la société dans la grande entreprise de relèvement national qu'est pour lui la construction du socialisme en Pologne et la polonisation des territoires recouverts. Cette association du peuple au travail du parti est un moyen de susciter un unanimisme national qui fait défaut. Cet unanimisme est double : il est à la fois interne ; toute la société polonaise se tiendrait sans faille derrière le PZPR en ce qui concerne les territoires recouverts. Il est également externe : l'appartenance de ces régions à la Pologne serait un des facteurs qui cimenterait l'unité d'un Bloc de l'Est où tous les pays se tiendraient fidèlement autour de l'Union soviétique.

Le développement des territoires recouverts au sein de la Pologne populaire est d'abord montré comme une œuvre commune, liant profondément le peuple polonais à « son » parti et permettant de faire émerger de l'agrégat de groupes humaines qui forment la population des anciennes régions orientales allemandes une société polonaise socialiste modèle, régénérée de ses anciens travers idéologiques par un travail acharné pour la patrie socialiste. C'est par exemple la vision d'Edmund Osmańczyk<sup>123</sup> telle qu'elle est exposée dans un de ses discours retranscrits dans le *Trybuna Ludu* :

En à peine 10 ans nous avons accompli ces deux objectifs ensemble [l'intégration des territoires recouverts au reste du pays et l'établissement de relations pacifiées avec les voisins], grâce à l'effort de toute la nation, concentrée autour de son Parti en un grand Front national. La Pologne est aujourd'hui un pays dans lequel les terres orientales et occidentales, septentrionales et méridionales, forment des parties vivantes d'un seul organisme<sup>124</sup>

Cette unité de façade est un élément important, car elle n'a rien d'évident, à l'échelle nationale comme à celle des territoires recouverts, aux populations très diverses<sup>125</sup>. Construire le socialisme et renforcer la polonité sur ces terres est donc un moyen de susciter une unité, à défaut de fusionner les différents groupes humains entre eux, processus qui n'en est à

---

<sup>123</sup> (1913-1989). Journaliste polonais, député sans-étiquette à la Diète communiste pendant plusieurs législatures.

<sup>124</sup> *Trybuna Ludu*, n° 77, 1955, p. 3.

<sup>125</sup> Cf. chapitre 3, IB.

l'époque de Gomułka qu'à ses balbutiements. Ainsi : « Les Polonais des territoires recouverts, tant la population autochtone, qui a monté la garde pour la polonité de ces terres avec tant de persévérance au milieu de conditions parmi les plus difficiles, que la population rapatriée ou venue d'autres régions de la Pologne, ont bien mérité de la patrie. »<sup>126</sup>. Cette citation reprend certains motifs traditionnels de la pensée occidentale polonaise : l'assimilation des populations autochtones à des héros de la lutte pour le maintien de la polonité des territoires recouverts face à l'agresseur germanique, la fraternité et le rapprochement des groupes socioculturels par le travail. Cet extrait permet de mesurer toute la portée de propagande que contient ce texte, car l'écart est grand entre la réalité, faite de méfiance et de tensions réciproques entre les communautés, marquées par une endogamie assez forte, et un discours qui laisserait croire à une disparition des barrières entre représentants des différents groupes qui composent la population des terres occidentales de la Pologne. De même, le titre donné par le rédacteur du *Trybuna Ludu* au discours de Bierut qu'il retranscrit veut faire croire aussi à un unanimisme national concernant les territoires recouverts : « Les sentiments de toute la nation se portent sur les territoires recouverts »<sup>127</sup>. L'enquête scolaire mentionnée dans la partie précédente<sup>128</sup> nous a montré ce qu'il en est : près de 40 % des élèves de la voïévodie de Poméranie ont une vision négative de ces régions, qui se révèlent dans les faits plutôt clivantes puisqu'elles forcent à cohabiter des groupes humains qui de prime abord n'ont guère de points communs et qui rappellent à certains la douloureuse perte des confins orientaux. Cela n'empêche pas le 1<sup>er</sup> ministre Cyrankiewicz de proclamer devant les militants du parti de la voïévodie de Koszalin que : « l'organisation régionale du parti à Koszalin ira au Congrès [...] avec l'étendard déployé du développement de la prospérité de ces terres, de l'ancrage profond de la polonité sur la terre de Koszalin et de la construction du socialisme. »<sup>129</sup> dans une version du discours occidental communiste qui a encore moins de prise avec la réalité. Le triple objectif économique, national et sociopolitique lié aux territoires recouverts est censé donner une unité non seulement aux Polonais de Pologne, mais aussi et surtout aux Polonais des territoires recouverts. Ce discours est mobilisé également pour donner une unité à la nation polonaise au-delà des frontières politiques. La question des territoires recouverts, et notamment le discours sur l'Oder-Neisse, est un moyen pour faire croire à une identité de vue,

---

<sup>126</sup> *Trybuna Ludu* n° 126, 1955, p. 1. Discours du président Bolesław Bierut à Wrocław à l'occasion du 9 mai 1955.

<sup>127</sup> *Idem.*

<sup>128</sup> Cf. ce chapitre, IC.

<sup>129</sup> *Trybuna Ludu* n° 48, 1959, p. 3.

au moins sur les grandes questions de politique étrangère, entre les Polonais de Pologne et les *Polonia*. Ce thème est assez souvent évoqué dans les articles de la ZAP qui reprend l'un des centres d'intérêt de l'UOP et de l'ADTO, la liaison entre les Polonais de l'étranger et le pays. Ainsi, des articles sur la question paraissent souvent dans les *Bulletins de la ZAP* : le *Bulletin* n° 16 de 1958 intitule un de ces articles « la frontière qui unit tous les Polonais ». Le *Bulletin* n° 1 de 1959 titre de manière évocatrice : « À ce sujet-unanimité complète parmi tous les Polonais ». Les exemples ne manquent pas de l'utilisation de ce discours sur les territoires recouverts pour renforcer la cohésion de la nation polonaise autour du PZPR.

Ce discours sert aussi à mettre en valeur l'unanimité extérieure à la Pologne qui régnerait au sein du Bloc de l'Est au sujet de l'appartenance nationale des territoires recouverts et du tracé de la nouvelle frontière germano-polonaise. Le discours occidental communiste met régulièrement en valeur la Ligne Oder-Neisse comme un des piliers qui assurent la cohésion des démocraties populaires.

Cela a une signification importante d'un point de vue économique, mais aussi politique, car pour nous, pour la RDA, la frontière sur l'Oder et la Neisse est la frontière de la paix, qu'ensemble, avec l'URSS et les autres pays du socialisme, nous allons défendre contre toute tentation de la part des impérialistes. »<sup>130</sup>

Notre frontière occidentale lie deux pays amis construisant le socialisme, la Pologne populaire et la République démocratique allemande »<sup>131</sup>

« L'intérêt vital des nations sœurs slaves exige le soutien de la position de la Pologne concernant la frontière sur l'Oder et la Neisse, et il n'y a pas de force qui pourrait changer le cours de l'histoire. Ce qui était nôtre il y a des siècles est et restera nôtre. »<sup>132</sup>

Plusieurs arguments étudiés au chapitre 6 se retrouvent dans le discours officiel communiste dont les citations précédentes donnent quelques aperçus. La présentation de l'Oder-Neisse comme « frontière de la paix », une des lignes de force pour convaincre l'opinion mondiale que le Bloc socialiste est bien le « camp de la paix », figure bien entendu en bonne place. Toute remise en cause de cette frontière est perçue comme un élément du grand combat téléologique auquel se livrent les forces impérialistes du Bloc de l'Ouest, Allemands de la RFA en première ligne, et les progressistes et pacifistes du Bloc de l'Est, derrière l'URSS et la Pologne. Le discours occidental communiste met aussi en exergue la dimension

---

<sup>130</sup> *Trybuna Ludu*, n° 83, 1959, p. 1. L'article s'intitule « l'Oder-Neisse, pas seulement une frontière ».

<sup>131</sup> *Trybuna Ludu*, n° 178, 1959, p. 2. Discours du ministre de la Défense nationale Marian Spychalski à Szczecin en juin 1959 à l'occasion des « Journées de la mer ».

<sup>132</sup> *Trybuna Ludu*, n° 24, 1960, p. 1-2. Rapport sur le Congrès de l'ADTO de la région d'Olsztyn. L'article s'intitule « les territoires recouverts sont les plus proches de notre cœur. ».

réconciliatrice de la frontière occidentale de la Pologne comme étant ce qui a permis à la Pologne et à la « vraie » Allemagne qu'est la RDA de mettre fin à un antagonisme pluriséculaire. Lorsque l'on se remémore la réalité des rapports entre la RPP et la RDA<sup>133</sup>, notamment les chantages récurrents de la diplomatie est-allemande qui menace de remettre en cause le Traité de Görlitz si la Pologne n'adopte pas une politique de transfert de sa minorité allemande plus favorable à la RDA, le caractère de pure propagande de cette assertion apparaît alors avec toute sa force. Enfin, la solidarité panslaviste est de nouveau évoquée, ce qui met là encore en avant les ambiguïtés du discours officiel quant à son idéologie : le Bloc de l'Est ne se réduit pas seulement à des pays slaves et les nationalités ne comptent plus tellement dans une approche strictement marxiste, internationaliste par essence. L'Oder-Neisse, et les arguments économiques qui lui sont reliés<sup>134</sup> permettent de faire de la défense de la polonité des territoires recouverts un espace d'entente et de développement de la fraternité entre les démocraties populaires. Cet unanimisme international au sein du Bloc de l'Est est là aussi factice, mais le marteler peut au moins renvoyer une image de force du camp soviétique pour impressionner l'adversaire. En dernier recours, les territoires recouverts servent à justifier l'unité autour de l'URSS, pour mettre de côté les réserves historiques que les Polonais témoignent à son encontre. Gomułka ne se prive pas de le rappeler dans son discours du Jour de la victoire à Wrocław : « Ce n'est pas seulement la nation polonaise qui monte la garde aux frontières occidentales polonaises, mais toute la puissance toujours grandissante du grand camp socialiste et sa principale force l'Union soviétique, notre allié et ami fidèles. »<sup>135</sup>. L'argument géopolitique de la protection de la frontière occidentale par le grand frère soviétique est de loin le plus efficace : dans un contexte où nombre de Polonais sont persuadés de la réalité du danger révisionniste ouest-allemand, et à une époque où la grande majorité de la population polonaise avait vécu la Seconde Guerre mondiale, le besoin impérieux de sécurité est un argument de poids pour l'adhésion d'un grand nombre de Polonais au discours occidental, au moins à sa dimension géopolitique. Ceux qui n'auraient pas été convaincus par l'idée que les territoires recouverts pacifieraient les relations de la Pologne avec ses voisins, lui permettraient de passer dans une autre dimension de puissance, où serait un grand ferment d'unité nationale, auraient bien plus de chances de se rallier à

---

<sup>133</sup> Cf. chapitre 1, IIIC.

<sup>134</sup> Cf. chapitre 7, IVA.

<sup>135</sup> *Trybuna Ludu*, n° 127, 1960, p. 3 Discours du 1<sup>er</sup> secrétaire du PZPR Władysław Gomułka à Wrocław, le 9 mai 1960.

l'idée qu'ils sont la pièce-maîtresse d'un système de sécurité collective comme la Pologne en a malgré tout rarement connu dans son histoire mouvementée.

Ainsi présentée, les trois dimensions principales de la propagande officielle communiste concernant les territoires recouverts s'enchaînent logiquement : si le parti défend l'intérêt national polonais en la reconstituant à l'intérieur de ses frontières historiques originelles, son pouvoir ne peut être que légitime, et si son pouvoir en devient légitime, alors il n'y a plus qu'à se rallier à un pouvoir dont les retombées seraient si bénéfiques pour la Pologne. La récupération politique des connaissances des experts de la pensée occidentale polonaise par le pouvoir communiste se comprend contextuellement par la présence d'un double déficit de légitimité : déficit de légitimité nationale de la Pologne par rapport à la possession nationale de ces terres qui ne sont plus guère polonaises en 1945, déficit de légitimité politique du PZPR à diriger la Pologne à partir de la sortie de guerre. Le discours occidental, qu'il soit national, communiste, ou communiste-national, sert donc avant tout à combler ce double déficit. Le sort de chaque déficit serait lié à l'autre : c'est en prouvant au monde que les territoires recouverts sont bien polonais ou en tous cas méritent de l'être que le PZPR cherche à être accepté auprès de la population polonaise. Le fait que ce discours trouve un certain écho au sein de la population polonaise en montre sa force relative, qui tient aussi, en dehors de ses capacités argumentatives intrinsèques, à ses grandes capacités d'adaptation selon les circonstances historiques. Ce sont ces modulations en fonction de la chronologie qu'il nous reste désormais à étudier pour évaluer au mieux la place de ce discours dans le système de pouvoir du PZPR.

### **III Chronologie du discours en Pologne communiste**

Le discours sur les territoires recouverts passe par trois phases distinctes, qui suivent les grandes évolutions de l'histoire politique polonaise de 1944 à 1961 ; pour chacune d'entre elles, les liens entre ce discours et l'idéologie communiste dominante sont déterminants. Dans un premier temps, l'approche est très nationaliste, célébrant le « retour » de terres longtemps séparées de la Pologne. Dans un deuxième temps, la question des territoires recouverts n'est plus officiellement évoquée à l'époque du stalinisme polonais. Enfin, ces régions signent leur grand retour comme instrument symbolique de pouvoir du PZPR à l'époque des débuts de Gomułka. Pour chaque période, nous tenterons de qualifier le rapport entre communisme et nationalisme qui se joue autour du discours sur ces terres. De fait, et c'est là la complexité de

l'étude, il n'y aurait pas un mais plusieurs rapports des communistes à la pensée occidentale polonaise. Nous nous contenterons en préliminaire de postuler l'existence, dans l'esprit des communistes, d'une distinction s'agissant du nationalisme. Il y aurait un « nationalisme objectif », perçu comme un impérialisme et dénoncé comme tel par des communistes qui œuvrent, au moins officiellement, au dépassement des nations, et un « nationalisme inconscient », qui pour les communistes ne relèverait pas de la catégorie « nationalisme » mais plutôt d'une sorte de patriotisme populaire qui serait donc assumé et pourrait être ainsi pratiqué.

#### A. *Découverte des territoires et exaltation du retour à la patrie (1944-1948)*

La première période correspond *grosso modo* à la sortie de guerre et au début de la communisation de la période. Pendant ces quatre années, les territoires recouverts seront intégrés symboliquement dans le champ idéal de la nation polonaise par un discours nationaliste qui exalte ce « retour » à la mère-patrie. Pendant ce laps de temps c'est bien la dénomination de « territoires recouverts » qui prévaut largement sur les autres appellations possibles de ces régions, renvoyant explicitement à un imaginaire national voire nationaliste dominant dans une période de sortie de guerre. Quel rapport le communisme polonais a-t-il donc à cette époque avec ce nationalisme tonitruant ? Dans un premier temps, ce dernier récupère en quelque sorte le logiciel nationaliste en l'émondant de temps à autre et de plus en plus de ses côtés les plus excessifs. Ce nationalisme récupéré se voit notamment à travers la réalisation des opérations de transfert de population et la polonisation des territoires recouverts. Dans une certaine littérature historique<sup>136</sup>, l'expulsion des Allemands et la « repolonisation » des territoires recouverts sont assimilés respectivement à un « nettoyage ethnique » au sens culturel du terme, et à un « dépistage ethnique », concepts très nationalistes et pourtant repris et concrétisés dans un État en phase de communisation rapide. Par « nettoyage ethnique » au sens culturel du terme, que nous appellerons par commodité un « nettoyage culturel », nous entendrons l'ensemble des actes visant à faire disparaître de la surface des territoires recouverts les traces de la présence allemande pluriséculaire<sup>137</sup>. Quant au « dépistage ethnique », il s'agit avant tout du processus de différenciation des nationalités au

---

<sup>136</sup> FLEMING Michael, *Communism, nationalism and ethnicity in Poland, 1944-1950*, Roytledge, New-York/Londres, 2012 ainsi SERVICE Hugo, *Germans to Poles. Communism, nationalism and ethnic cleansing after the Second World War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014. Les deux concepts évoqués sont régulièrement utilisés dans l'introduction des deux ouvrages, notamment le second.

<sup>137</sup> Déjà en partie évoqué au chapitre 3, IVA.

sein des populations autochtones, aux identités souvent plurielles et parfois indécises, séparer le « bon grain » polonais de « l'ivraie » allemande<sup>138</sup>. Pour illustrer cette politique de « nettoyage culturel » qui montre à quel point le PPR dans un certain nombre de domaines ne pense pas en termes sociaux mais nationaux, nous pouvons citer une directive<sup>139</sup> du ministère des Territoires recouverts du 26 avril 1948. Rappelons qu'à cette époque ce ministère a pour ministre Władysław Gomułka, encore 1<sup>er</sup> secrétaire du PPR, autrement dit toutes les actions entreprises par le parti communiste ont la caution du PPR, voire sont faites sur son initiative. De même, le contexte est parlant : avril 1948 est une période de communisation intensive de la Pologne : le PPR a de fait le quasi-monopole du pouvoir, les politiques des différents ministères sont en train d'être réorientées dans le sens de l'instauration d'un régime clairement soviétique. La propagande même concernant les territoires recouverts commence à être expurgée de ses éléments les plus ouvertement nationalistes. Et pourtant, le décret mentionné lance une « reprise de l'action de repolonisation sur les territoires recouverts »<sup>140</sup>, dont les objectifs sont parlants en eux-mêmes :

En lien avec le but évoqué de liquidation radicale de cet état de fait, je recommande dans l'immédiat d'accentuer ou de renforcer le contrôle sur le domaine évoqué [...] et plus particulièrement de :

Signaler la langue allemande

Supprimer les restes des inscriptions allemandes

Poloniser les prénoms et les noms

Condamner toutes les manifestations et les restes de l'idéologie hitlérienne et germanisante<sup>141</sup>

C'est donc à une polonisation tous azimuts que nous assistons dans cet extrait : la guerre est déclarée contre la langue allemande, qu'elle soit parlée ou écrite. L'ironie de l'histoire veut que les autorités communistes polonaises retournent contre les Allemands les mêmes techniques de luttes nationales dont les autorités prussiennes avaient fait preuve à l'égard des populations polonaises ou apparentées. Parler allemand en public devient un délit, et même en privé si le fait est avéré chez des familles autochtones. La germanophonie est considérée au mieux comme une infâmie, sinon une trahison si elle est le fait de populations censées être polonaises. Les autorités communistes polonaises n'hésitent pas à pratiquer un chantage aux origines pour éradiquer totalement de l'espace public voire privé les traces de germanité.

---

<sup>138</sup> Nous ne reviendrons pas en détail sur ce « dépistage ethnique », largement évoqué au chapitre 3, IIIB.

<sup>139</sup> AAN/MZO/B-106/p. 33-35.

<sup>140</sup> *Idem*, p. 33.

<sup>141</sup> *Idem*.



Ainsi, la marche à suivre est claire et radicale en cas de constatation de l'utilisation de l'allemand chez les jeunes autochtones : « Dans les cas de la détection de l'utilisation par la jeunesse de la langue allemande il convient de convoquer les parents et leur indiquer l'inconvenance de l'état de fait, qui peut conduire à soulever un doute sur et remettre en cause l'origine des parents. »<sup>142</sup>. En clair, pour des parents qui seraient passés avec succès les différentes étapes de la polonisation administrative<sup>143</sup>, cela signifie une déchéance de nationalité avec la « rétrogradation » au statut de citoyen allemand ce qui veut dire une nette dégradation de la condition sociale au sein d'une population polonaise majoritaire qui a eu beaucoup à souffrir de la part des Allemands pendant la guerre et qui chercherait à se venger. Cette pression nationale est un élément central de la politique des nationalités mise en place dans la seconde moitié des années 1940 par les autorités communistes qui, déjà, cherchent à réorienter la colère sociale de la majorité nationale polonaise vers les minorités nationales, et notamment les autochtones qui seraient encore plus à blâmer qu'en assumant leur identité hybride, ils trahiraient leurs véritables racines polonaises. Le PPR s'inscrit ainsi entièrement dans le cadre de pensée manichéen de l'après-guerre, dominé par la pensée occidentale polonaise en ce qui concerne les territoires recouverts, selon lequel il ne saurait y avoir de transition identitaire entre le groupe national allemand et le groupe national polonais. Dernier point concernant les objectifs généraux de cette directive : les liens entre germanité et nazisme sont là aussi bien mis en exergue<sup>144</sup>, ce qui justifie une lutte sans merci contre la majorité de l'expression de la germanité artistique ou culturelle, ce qui se voit dans l'interdiction de produire la majeure partie des œuvres allemandes en Pologne dans l'après-guerre. Ainsi :

Il s'agit aussi d'attirer l'attention sur le fait d'éviter dans les répertoires de concert des œuvres musicales de ces compositeurs allemands qui étaient particulièrement considérés par le régime hitlérien comme des porte-paroles de l'idée chauviniste, germanique, par exemple Wagner, comme également ignorer les auteurs ; les écrivains, les poètes et les historiens strictement liés à l'idéologie hitlérienne. [...]

Dans les lieux de loisir publics il faut faire attention et interdire le fait de jouer n'importe quel succès allemand comme d'écouter n'importe quel de leurs chants.<sup>145</sup>

Cette citation est intéressante à relever car dans un premier temps elle bannit des œuvres dont l'interdiction, à première vue, pourrait se comprendre vu le contexte de sortie de guerre,

---

<sup>142</sup> *Idem.*

<sup>143</sup> Cf. chapitre 3 , IIIB.

<sup>144</sup> Cf. chapitre 7, IIA.

<sup>145</sup> AAN/MZO/B-106/p. 34.

encore que les auteurs de cette directive ne prennent pas la peine de distinguer entre l'esprit de ces compositions musicales et littéraires et l'interprétation qui en a été faite par les idéologues nationalistes ou nazis. Cependant, elle va bien plus loin, et est doublée d'une interdiction pure et simple de jouer dans les lieux publics des chansons ce qui peut difficilement s'expliquer sans supposer l'appropriation d'un certain nationalisme par les auteurs communistes de cette directive. En fait, deux niveaux de lecture sont possibles en ce qui concerne ce document administratif à destination des voïévodes. Il peut être considéré comme une simple manifestation de nationalisme exacerbé de la part d'au moins un pan de l'*establishment* communiste polonais. Il peut aussi et plus profondément s'avérer que cette régulation de la vie sociale au nom de critères nationaux et soi-disant au nom des intérêts nationaux polonais soit une rampe d'essai pour l'instauration d'un contrôle de plus en plus étroit de la vie des Polonais. La polonisation de force de la vie quotidienne dans les zones des territoires recouverts habités par des populations à l'identification nationale floue serait alors une répétition pour la mise en place de mesures de régulation de la vie sociale des Polonais dans un nombre croissant de domaines. Autrement, la politique nationaliste d'un parti communiste renforçant de plus en plus la soviétisation de la Pologne pourrait alors être comprise comme une répétition de l'élaboration de structures totalitaristes staliniennes pour encadrer et contrôler la population polonaise dans son ensemble. En attendant, courant 1948, le PPR abandonne de plus en plus la récupération du nationalisme notamment en ce qui concerne le discours national sur les territoires recouverts pour œuvrer plus ouvertement à la construction d'une société intégralement socialiste en Pologne. Après la rupture entre Tito et Staline au printemps 1948, le titisme et son pendant dans les autres démocraties populaires, la « déviation droitiste-nationaliste » est ardemment combattu jusqu'au sein du PPR. Gomułka en fait les frais par son éviction du poste de 1<sup>er</sup> secrétaire du parti en août 1948. Sa marginalisation croissante dans les mois qui suivent, la suppression du ministère des territoires recouverts en janvier 1949 marquent une marxisation du discours étatique sur les territoires recouverts. Parallèlement à ce changement de ton, les territoires recouverts deviennent progressivement un tabou qu'il ne faut plus évoquer ouvertement, en tous cas pas dans des termes nationalistes. Se constitue alors la doctrine officielle qui va prévaloir sous le stalinisme polonais, selon lequel le fait de mettre à part le moins possible ces territoires, en parler peu, serait une garantie d'intégration réussie au sein de la Pologne.

## ***B. Un consensus silencieux ou un tabou ? (1949-1955)***

Les territoires recouverts disparaissent largement du champ public idéologique de la Pologne stalinienne. Force est de constater que le terme de « territoire recouvert », à la connotation trop nationaliste, disparaît presque entièrement, et qu'il est remplacé par le terme de « terres occidentales » les rares fois où l'on parle d'elles. L'exemple des archives de la voïévodie de Szczecin est parlant. Il est très facile de trouver des archives sur la problématique des territoires recouverts jusqu'en 1950, date de la transformation des Offices de voïévodie hérités de l'ancienne Pologne en « présidium du conseil national de voïévodie ». Après 1950, les documents en lien avec cette thématique se font bien plus rares, où plutôt ceux qui existent ne sont pas directement accessibles, comme si les régions nouvellement polonaises étaient devenues une sorte de tabou. Assimilées à la rhétorique nationaliste des années 1940, elles représentent une phase de l'exercice du pouvoir des communistes qu'il s'agit d'oublier dans une logique marxisante. Le tabou des « territoires recouverts » correspondrait alors à une sorte de mécanisme de refoulement du syndrome nationaliste chez des communistes polonais engagés dans la soviétisation de leur parti. Cependant, plutôt que de parler de tabou, il conviendrait de parler de consensus silencieux de l'appartenance de ces terres à la Pologne, qui s'exprime avec une intensité moindre que dans les années 1940 et surtout d'une manière différente, en mettant en avant d'autres parties de l'argumentaire de la pensée occidentale polonaise. Ainsi sont abandonnés les arguments évoqués au chapitre 5 tendant à prouver la polonité intrinsèque de ces régions. En revanche, si les « terres occidentales » selon l'appellation officielle ne sont plus évoquées en tant que telles, le parti communiste met bien en avant ses franges : la frontière Oder-Neisse. Depuis la signature du Traité de Görlitz, le Bloc de l'Est cherche à apparaître comme le « camp de la paix »<sup>146</sup>. Alors qu'il a été longtemps récupérateur d'un discours national dans le but de légitimer son pouvoir acquis illégalement, le PZPR donne désormais le ton de la propagande polonaise sur les territoires recouverts. Le slogan soviétique et communiste de la « frontière de la paix » entre les nations centre-européennes devient une thématique à aborder dans les travaux universitaires et les publications. Ce thème est récurrent dans les parutions de l'époque, et n'apparaît avant tout que pendant la période stalinienne<sup>147</sup>. Le discours national sur les

---

<sup>146</sup> Cf. chapitre 7, IVB.

<sup>147</sup> Cf. les sources utilisées, entre autres : MAŁCUŻYŃSKI Karol, *nad Granicą pokoju (sur la Frontière de la paix)*, Książka i Wiedza (le Livre et la Connaissance), Varsovie, 1951, KLAFKOWSKI Alfons, „podstawowe Tezy traktatu pokoju z Niemcami” (les Thèses principales du Traité de paix avec l'Allemagne) in *Przegląd*

territoires recouverts perd son autonomie et devient parti prenante de la propagande généralisée visant à glorifier la Pologne populaire. Le logiciel nationaliste est intégré dans la logique communiste. Le nationalisme disparaît officiellement en tant que courant de pensée autonome, il est communisé pour faire croire que la lutte nationale et la lutte sociale sont un seul et même combat, au moins en Pologne, et particulièrement dans les territoires recouverts. La société polonaise symboliserait ainsi le mieux cette unité des luttes.

Si l'anti-nationalisme est officiel, un crypto-nationalisme officieux peut cependant être remarqué par l'insertion du « recouvrement » des territoires recouverts dans la logique marxiste de l'histoire, qui fait de cet événement historique un épisode fondateur de l'histoire populaire de la Pologne. L'imposition de l'interprétation marxiste de l'histoire se voit jusque dans la pensée occidentale polonaise, dont certains membres s'essaient à composer une histoire populaire des territoires recouverts, comme dans un article de Mieczysław Suchocki<sup>148</sup> de 1953, paru dans la *Revue occidentale* dans le numéro qui suit la mort de Staline. Dans cet article, Suchocki transpose à la problématique des territoires recouverts le mode de pensée socialiste en s'inspirant largement d'une œuvre de Staline<sup>149</sup>. Le ton du travail du savant polonais reflète l'ambiance de l'époque ; il commence par l'éloge de rigueur de la pensée stalinienne, capable selon lui de bien éclairer les problèmes des territoires recouverts : « le retour des territoires recouverts à la mère-patrie ne concerne pas seulement la Pologne et l'Allemagne, mais est lié aux affaires générales de l'Europe, et même du monde, la clé pour comprendre ces affaires tant du point de vue historique que de l'actualité est justement la dernière œuvre de Staline. »<sup>150</sup>. À la lecture de ces lignes nous pouvons nous rendre compte que l'élargissement de l'argumentaire occidental à l'échelle européenne et mondiale ne s'opère pas par hasard notamment à partir de la fin des années 1940. Il rejoint en effet le mode de pensée socialiste, par essence internationaliste. L'histoire des territoires recouverts, et notamment des rapports nationaux au sein de ces régions, est resituée dans les grandes étapes

---

*Zachodni*, (la *Revue occidentale*), p. 496-513, Vol. IB, 1952, WIEWIÓRA Bolesław, „Granica na Odrze i Nysie Łużyckiej jako element stabilizacji pokoju i bezpieczeństwa w Europie” (la Frontière sur l'Oder et la Neisse de Lusace, élément de stabilisation de la paix et de la sécurité en Europe) in *Przegląd Zachodni*, (la *Revue occidentale*), p. 1-40, Vol. I, 1955.

<sup>148</sup> SUCHOCKI Mieczysław, „Problematyka Ziem Odzyskanych w świetle pracy Józefa Stalina” (la Problématique des Territoires Récupérés à la lumière de l'œuvre de Joseph Staline) in *Przegląd Zachodni*, (la *Revue occidentale*), p. 375-396, Vol. I, 1953 Suchocki est un membre de l'Institut occidental sur lequel nous n'avons pas trouvé d'informations.

<sup>149</sup> STALINE Joseph, *les Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Éditions sociales, Paris, 1952.

<sup>150</sup> SUCHOCKI Mieczysław, *op. cit.*, p. 376.

de la philosophie de l'histoire marxiste, fondée sur les rapports de forces entre classes dominantes et classes dominées et sur la lutte des classes comme moteur de l'histoire. Tout l'argumentaire de Suchocki est de démontrer dans son travail que sur les territoires recouverts, les classes correspondent à des nationalités, fusionnant ainsi en une seule les questions sociales et nationales :

En ce qui concerne les territoires recouverts, on peut dire sans être trop inexact que le front de cette lutte de classe coïncidait dans une très large mesure avec le front de la lutte nationale, c'est-à-dire que l'élément polonais, composé sur ces terres avant tout dans ses rangs de groupes opprimés, devenait le grand héraut des tendances qui récupéraient les droits économiques au bénéfice de la société, alors que les éléments réactionnaires allemands s'opposaient à ces tendances et les étouffaient. Dans cette situation la lutte libératrice de la nation polonaise sur ces terres se liait de manière organique, dans son histoire jusqu'à sa victoire finale, aux grands mouvements progressistes qui lui tenaient compagnie dans les différentes périodes historiques.<sup>151</sup>

L'histoire marxisée des territoires recouverts fait ainsi des Allemands, en tant que représentants de la majorité des bourgeois des villes au Moyen-Âge, des éléments progressistes face aux nobles de ces régions majoritairement slaves, puisqu'ils correspondent à la classe qui permet de sortir des contradictions des oppositions de classe à l'époque féodale. Mais à partir du moment où la transition est effectuée entre féodalisme et capitalisme, les Allemands deviennent majoritairement la classe réactionnaire et exploitantes, constituant la très grande majorité de la grande bourgeoisie liée à l'aristocratie des *junkers*. Les territoires recouverts sont donc le symbole même de l'assimilation de l'élément polonais aux classes exploitées alors que les Allemands seraient les classes dominantes. Au-delà du côté caricatural de cette schématisation, il convient de concéder que cette analyse est globalement juste à l'époque contemporaine: le renouveau national de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans les confins occidentaux a buté avec plus ou moins de force sur le manque flagrant d'élites économiques et culturelles polonaises. C'est particulièrement vrai en Haute-Silésie et encore plus en Varmie-Mazurie. Cependant, si la grande majorité des Polonais de la Haute-Silésie étaient paysans ou ouvriers, il serait faux de dire qu'il n'y avait pas de prolétariat allemand, ou qu'il n'existait pas une classe moyenne voire aisée polonaise. Néanmoins, la situation sociale indéniablement moins favorisée des Polonais par rapport aux Allemands dans les territoires recouverts est récupérée politiquement par Suchocki pour bâtir un discours national occidental d'autant plus soluble pour l'orthodoxie marxiste qu'il le communise largement. Le

---

<sup>151</sup> SUCHOCKI Mieczysław, *op. cit.*, p. 387-388.

corolaire de ce discours, à rebours de la réalité de l'époque, est la présentation des autochtones des territoires recouverts comme des doubles héros, à la fois sociaux et nationaux. Ils sont magnifiés comme un prolétariat national, à la pointe du combat pour la libération de l'oppression nationale et sociale. Ainsi, Suchocki d'opposer Allemands et Polonais, sans toutefois pouvoir être suspecté de nationalisme, puisqu'il critique les Allemands non en tant que nation mais en tant que classe :

Depuis que l'élément allemand a lié sur les territoires recouverts son sort aux intérêts des classes privilégiées qui sont sur le déclin, menant ici une politique nationaliste et impérialiste, et par là-même coloniale, il est devenu sur ces terres un frein aux forces de développement, contrairement à l'élément polonais qui, lié dans une large mesure aux éléments plébéiens et prolétariens, représentait dans leur cadre le levier des forces de développement de ces terres.<sup>152</sup>

Cette définition sociale des nationalités, qu'elle soit faite sincère ou pragmatique, a l'avantage de pouvoir faire du nationalisme communisé et donc recevable ou de cacher son propre nationalisme sous un vernis marxiste irréprochable, puisque tout est justifié en citant abondamment les écrits de Staline. C'est ainsi que nous pouvons parler de crypto-nationalisme du stalinisme polonais avec l'association entre un nationalisme impérialiste des grandes nations réactionnaires comme l'Allemagne et un nationalisme défensif, bien entendu non présenté comme tel, des petites et moyennes nations progressistes auxquelles la Pologne est assimilée. Les limites d'un tel raisonnement peuvent se voir concernant les territoires recouverts en faisant un peu de géographie électorale de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres. Les deux régions dans lesquelles la minorité polonaise est la plus présente, la Silésie d'Opole et la Varmie-Mazurie, ne sont pas deux bastions des partis politiques « progressistes ». La première est un des bastions du *Zentrum* catholique, la seconde une des régions où les scores en faveur du NSDAP ont été les plus élevés, y compris dans les districts mazures. Quoiqu'il en soit, le nationalisme est d'inspiration marxiste dans la Pologne stalinienne, et il n'est toléré que s'il est transcrit dans les rapports sociaux. Cette ambiguïté fondamentale, à l'heure où se déchaînent pêle-mêle le culte de la personnalité stalinien, l'exaltation de la lutte des classes, du Plan sexennal, la propagande autour de la « frontière de la paix » et de la fraternité socialiste appelle à un moment où à un autre à être clarifiée. Après des années pendant lesquelles les territoires recouverts ont vu leurs spécificités niées et pendant lesquelles ils ont été « banalisés » et normalisés, le discours national-communiste concernant les territoires

---

<sup>152</sup> SUCHOCKI Mieczysław, *op. cit.*, p. 390.

recouvrés reparaît avec force à l'époque de Gomułka, ce qui justifie pleinement son intégration dans la réalisation de la présente thèse.

### *C. Un retour au premier plan (1956-1961)*

À la faveur du retour de Gomułka aux affaires, les territoires recouvrés gagnent grandement en visibilité sur la scène politique intérieure polonaise. Avec la réapparition de l'UOP sous la forme de l'ADTO, la mise en scène nationale-communiste des réalisations de la Pologne populaire sur les territoires recouvrés et de la pensée occidentale polonaise est de nouveau au goût du jour. Le terme de « territoires recouvrés » est certes en un sens encore moins présent qu'à l'époque du stalinisme ; en revanche fleurissent les appellations alternatives et compatibles par leur neutralité et leur « anationalisme » à la doctrine marxiste du parti : « les terres occidentales » ou les « terres occidentales et septentrionales ». Le symbole le plus éclatant de cette réapparition est l'organisation, de nouveau, de « Semaines des terres occidentales » comme avant 1949. Ainsi, la *Trybuna Ludu* écrit un certain nombre d'articles<sup>153</sup> pour annoncer la tenue de ces Semaines des terres occidentales du 9 au 17 mai 1959, parfois des semaines à l'avance, et en les mettant en valeur, comme le montre le titre de cet article : « la richesse du programme de la TZZ »<sup>154</sup>. La TZZ est intégrée dans le cœur du système commémoratif de la Pologne populaire, à côté des anniversaires de la Révolution d'Octobre ou du manifeste du PKWN de 1944, puisqu'ils débute souvent, après 1957, par la célébration du jour de la victoire contre l'Allemagne nazie, contrairement aux TZZ des années 1940 qui se déroulaient davantage en avril.

La période du dégel de Gomułka est intéressante car si le discours communiste sur les anciens territoires allemands, qui insiste davantage sur l'argument du fait accompli et le développement socio-économique de ces terres, est toujours de mise et amplifié, le discours plus national voire nationaliste qui consiste en l'exaltation de la polonité originelle de ces terres est remis au goût du jour. Nous aboutissons alors à une sorte de synthèse national-communiste, à un patriotisme populaire qui est un nationalisme défensif contre le nationalisme impérialiste allemand. Tout se passe comme si le PZPR, sans renier bien entendu son ancrage idéologique marxiste-léniniste, assumait entièrement également son caractère national. Il ne se considère pas seulement comme le représentant des intérêts de la classe

---

<sup>153</sup> Pas moins de quatre articles qui traitent directement de ces semaines, sans compter des articles plus brefs ou qui y sont rattachés.

<sup>154</sup> *Trybuna Ludu*, n° 124, 1959, p. 1.

ouvrière, mais aussi comme le garant des intérêts nationaux polonais. Connaissant la popularité de la conviction répandue chez nombre de Polonais selon laquelle il serait un parti de l'étranger, il joue à fond la carte du national-communisme. La justification théorique de cette appropriation d'un discours national a en effet été forgée pendant la période stalinienne, notamment grâce à des articles comme celui écrit par Suchocki. La prolétariarisation de la nation polonaise permet ainsi au parti d'être à la fois le représentant du prolétariat et celui de la nation, puisque la Pologne pourrait être élevée au rang de nation prolétarienne. Le PZPR apparaît ainsi comme un parti intégralement polonais sans renier pour autant l'orthodoxie communiste. La profonde unité entre Pologne socialiste et Pologne sur les bords de l'Oder et de la Neisse est soulignée, fusionnant officiellement en un seul et même combat la construction du socialisme en Pologne et la polonisation des territoires recouverts. Ainsi :

Il s'agit, d'ancrer, dans les esprits et les cœurs, dans la conscience et les sentiments de la jeunesse, une image de la Pologne populaire, non seulement avec sa nouvelle essence sociopolitique socialiste, mais aussi dans son nouveau cadre géographico-politique, l'image d'une Pologne entre l'Oder et la Neisse de Lusace et le Bug, entre la Baltique et les Carpates ainsi que les Sudètes.<sup>155</sup>

Les territoires recouverts, marginalisés dans le discours officiel à l'époque stalinienne pour éviter tout dérapage nationaliste et parce que l'échec partiel des opérations de repolonisation en faisait un quasi tabou, sont pleinement réintégrés dans le champ des discussions publiques. Non seulement ils sont de nouveau évoqués, mais mis en avant comme des terres socialistes par excellence du fait de leur histoire, contrairement à des terres de Pologne centrale plus rétives au progrès communiste. Le matérialisme historique permet en effet de combler les vides pluriséculaires dans l'histoire de ces territoires en se concentrant surtout sur l'histoire des classes populaires dans ces régions. En partant du postulat selon lequel ces classes seraient majoritairement polonaises jusqu'à une période avancée de l'époque contemporaine, il est possible de faire une histoire polonaise de ces terres malgré le fait qu'elles aient été coupées politiquement de la Pologne pendant des siècles :

L'histoire de la Pologne doit être traitée dans les manuels avant tout comme l'histoire de la nation, comme l'histoire des masses populaires aussi sur les terres occidentales et septentrionales. [...] par [...] l'histoire des paysans et des strates plébéiennes, ultérieurement ouvrières, polonaises, sera enrichi non seulement le cours de l'histoire des terres occidentales et septentrionales, mais se rempliront ces longues périodes historiques, pendant lesquelles ces terres se sont retrouvées sous occupation

---

<sup>155</sup> (Collectif), *la Problématique des terres occidentales et septentrionales dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse*, Commission socio-culturelle de l'ADTO, Varsovie, 1963, p. V.



étrangère, car les masses populaires sont restées sur ces régions dans une grande mesure polonaise. [...]

En lien avec cela l'histoire de la Silésie et des terres septentrionales devraient être naturellement intégrées à l'histoire générale de la Pologne, et non représenter des digressions individuelles<sup>156</sup>

Du fait des réalités sociologiques de ces terres, assumer un certain patriotisme populaire va alors pleinement de pair avec des opinions socialistes. Toutefois, dans ce même ouvrage, le vice-ministre de l'Éducation Ferdynand Herok dans un chapitre consacré aux « processus d'intégration dans les terres occidentales et septentrionales »<sup>157</sup> dans lequel il souligne l'importance de donner une éducation patriotique à la jeunesse des territoires recouverts, prend bien soin de distinguer ce nationalisme communiste du nationalisme condamnable, en opérant une distinction conceptuelle : « Nous ne parlons pas des traditions de manière générale, mais des traditions de lutte pour la polonité, les traditions progressistes. Ces traditions doivent être cultivées, elles doivent devenir partie prenante du système de l'éducation nationale. »<sup>158</sup>. Il s'agit ici de condamner un patriotisme traditionnel fondé sans doute pour lui sur la foi catholique, la représentation d'une Pologne dans ses frontières historiques qui serait plus encline à développer un nationalisme offensif, pour valoriser un nationalisme défensif. Ce dernier, soluble dans la matrice marxiste, serait l'exaltation de la défense de la polonité en lien avec le combat pour la réalisation de la pensée socialiste. La presse communiste n'est pas en reste, et adopte des titres qui lient intimement thématiques nationale et sociale, comme pour l'article<sup>159</sup> qui retranscrit le discours d'Aleksander Zawadzki à l'occasion du dixième anniversaire du retour des terres silésiennes à la Pologne, au début de la déstalinisation : « le seul propriétaire de la terre silésienne est le peuple polonais ». La formulation en polonais est plus explicite, car le mot traduit par peuple est *lud*, le peuple au sens social et marxiste du terme, les classes laborieuses. Tout se passe comme si le seul moyen pour les communistes de pouvoir faire concurrence au national-catholicisme de l'Église si populaire dans les masses populaires serait de mettre en avant un national-communisme qui s'appuierait notamment sur les réalisations du pouvoir dans les territoires recouverts. Les rapports entre le PZPR et l'Église catholique sont cependant ambivalents : après une accalmie entre 1956 et 1959, les tensions augmentent de nouveau après 1959, alors que dans un premier temps l'action

---

<sup>156</sup> *Idem*, p. VII.

<sup>157</sup> *Idem*, p. 36.

<sup>158</sup> *Idem*, p. 41.

<sup>159</sup> *Trybuna Ludu*, n° 169, 1955, p. 1.

polonisatrice de l'Église sur les territoires recouverts est salué, en témoignent la citation, dans des *Bulletins de la ZAP*, d'homélies de Mgr Wyszyński, sorti de son lieu de rétention peu de temps auparavant, qui célèbre ouvertement la polonité des territoires recouverts. Ainsi, le *Bulletin* n° 15 de 1959 rapporte un certain nombre de ses discours nationaux-catholiques qui font écho à ceux des communistes sur les territoires recouverts et qui ont été prononcés à l'occasion du sacre d'évêques ou d'administrateurs apostoliques sur les territoires recouverts pour contre la propagande communiste qui ferait du Saint-Siège un allié de la RFA en refusant de nommer des évêques dans ces régions. Ainsi, les accents de ces discours sont similaires concernant les territoires recouverts à ceux des communistes ou des spécialistes de la pensée occidentale communiste ralliés au pouvoir, le vernis catholique en plus :

La population polonaise locale de Silésie d'Opole a obtenu son premier évêque- fils de cette terre. Pour comprendre la portée de ce fait, il faut évoquer la lutte héroïque de son peuple qui a su résister à plusieurs siècles de germanisation. L'attitude de la population locale, pour qui l'esprit polonais et le catholicisme s'identifiaient au cours de l'histoire dans sa lutte pour l'emploi de la langue polonaise durant les offices religieux dans les églises catholiques en Silésie<sup>160</sup>

Ce temple a été édifié par les mains de nos aïeux à la gloire de la Sainte Vierge, il a été souillé par l'erreur et l'hérésie de longs siècles, il a été rendu par la justice Divine aux fervents de Marie sur cette terre.<sup>161</sup>

Dans le premier extrait, nous retrouvons la perception traditionnelle de la pensée occidentale polonaise qui fait des autochtones, notamment en Silésie d'Opole, les témoins vivants de la polonité et de la lutte pour son maintien pendant les siècles de régime allemand sur ces terres. Contrairement au discours occidental communiste, le discours occidental catholique ne se sert pas seulement de la langue et des coutumes, mais aussi de la foi catholique des autochtones, pour montrer leur inclusion dans la communauté nationale polonaise et prouver ainsi le droit historique à la Pologne de posséder ces terres. Dans le second extrait, typique d'un discours catholique d'avant Vatican II par une opposition ouverte à un protestantisme considéré comme hérétique, la Basilique Notre-Dame de Gdańsk est élevée comme trace de polonité de la Poméranie de Gdańsk. En effet, elle a été élevée à une époque, le XIV<sup>e</sup> siècle, où la population polonaise était nombreuse dans la ville et comme édifice de culte catholique. Comme le catholicisme est perçu comme consubstantiel à l'identité polonaise, la présence de ce monument catholique témoigne de la polonité originelle de Gdańsk, avant que le passage

---

<sup>160</sup> Homélie durant la Messe de sacre de Mgr. Waław Wycisk, évêque coadjuteur d'Opole, le 25 janvier 1959.

<sup>161</sup> Homélie durant la Messe de sacre du 1<sup>er</sup> évêque coadjuteur de Gdańsk, Mgr. Lech Kaczmarek, le 18 janvier 1959 ;

de ce lieu de culte à la Réforme n'accompagne la germanisation de la ville, processus qui sont montrés comme antinaturels. Le discours occidental communiste a donc fort à faire face au discours occidental catholique populaire chez les Polonais. Face à cet argumentaire national-catholique du reste partagé par un nombre important des forgerons de la pensée occidentale polonaise, le PZPR est presque condamné à une surenchère nationaliste pour tenter de faire concurrence à l'influence de l'Église et du nationalisme traditionnel polonais, tout en prenant bien soin de camoufler ce nationalisme en le marxisant d'une part et en l'intégrant dans la lutte des classes d'autre part. La période de Gomułka est donc celle d'un retour au premier plan des territoires recouverts, lieu de lutte majeur du parti et de l'Église pour le cœur des Polonais. Le parallèle entre les deux discours occidentaux concurrents, national-communiste et national-catholique, est frappant. Si les milieux occidentaux en sont réduits à développer une pensée occidentale polonaise en accord avec l'orthodoxie marxiste et à être des simples auxiliaires du pouvoir pour œuvrer à l'intégration de ces terres au reste du pays, c'est au prix pour les communistes de la reprise partielle d'un logiciel idéologique qui leur est étranger.

## Conclusion

L'objectif principal de cette thèse a été d'étudier le contenu, les fonctions et la diffusion du discours polonais sur les territoires recouverts dans la Pologne de 1945 à 1961, ainsi que son rapport au pouvoir communiste à l'époque de l'instauration du monopole politique du PPR, de l'apogée du communisme stalinien et du nouveau départ du dégel de Gomułka. À ce sujet, nous devrions parler de trois modes de relation différents selon l'évolution politique de la Pologne populaire. Dans l'introduction<sup>1</sup>, nous avons posé trois grands ensembles de questions auxquelles la présente thèse devait répondre. Nous nous interrogeons sur :

1. La teneur des arguments utilisés par les représentants de la pensée occidentale polonaise, auteurs ou émetteurs du discours pour justifier le rattachement des territoires recouverts à la Pologne
2. Les liens entre science et politique dans le domaine précis de la question occidentale, autrement dit les rapports entre le réseau scientifique occidental et le pouvoir communiste, utilisateur, commanditaire ou relayeur du discours
3. Le rapport entre l'idéologie marxiste-léniniste du pouvoir polonais et la composante nationale voire nationaliste du discours sur les territoires recouverts, dans un contexte de quête de légitimité du parti auprès des destinataires de l'argumentaire occidental que sont les habitants des territoires recouverts et l'opinion publique polonaise et mondiale en général

S'agissant du premier axe, le plan de la thèse distinguait les arguments cherchant à montrer la polonité intrinsèque des nouvelles terres occidentales polonaises et ceux qui mettent davantage en lumière l'intérêt qu'il y a à ce rattachement, soit pour la Pologne, soit pour l'Europe voire le monde. La rhétorique employée peut se subdiviser en trois grandes catégories d'arguments, classés selon leur degré de partialité et leurs affinités idéologiques.

---

<sup>1</sup> Cf. introduction, 1. Explication du sujet.

Nous pouvons tout d'abord distinguer un discours occidental national, fondé sur des arguments plus subjectifs, plus idéologiques, davantage tournés vers le destinataire polonais car il éveille en lui la fierté d'être polonais et insiste sur l'intérêt national polonais à posséder les territoires recouverts. Dans cette catégorie entrent notamment les arguments géographique, historique, humain ainsi que les arguments de la justice historique et de l'indépendance nationale<sup>2</sup>.

Puis, il existe un discours occidental plus neutre, fondé sur des arguments plus impartiaux, plus pragmatiques, qui insiste sur les intérêts objectifs qu'il y a à rattacher les territoires recouverts à l'État polonais. Il s'agit notamment des arguments géostratégiques et de rééquilibrage géopolitique, ou de renforcement de l'économie polonaise et du développement des territoires recouverts<sup>3</sup>.

Enfin est également forgé un discours occidental communiste, présenté comme objectif par rapport au discours occidental national, mais qui dans les faits est tout aussi subjectif et idéologisé que ce dernier, et qui insiste davantage sur la portée symbolique et l'intérêt du rattachement de ces terres à la Pologne pour la construction du socialisme et le renforcement du Bloc de l'Est. L'argument du fait accompli, de la fin de l'impérialisme allemand, du renforcement du Bloc de l'Est entrent dans cette catégorie<sup>4</sup>.

Le premier ensemble rhétorique insiste sur le retour à la Pologne piastienne, le deuxième est l'examen pragmatique des conséquences du transfert de souveraineté, le dernier relève de la propagande en faveur de la République populaire polonaise.

En ce qui concerne les deux autres axes, deux visions extrêmes doivent être écartées : d'une part, une séparation nette entre nationalisme et communisme, qui conduirait à essentialiser ces deux courants idéologiques et à considérer comme pure contradiction tout lien entre eux. D'autre part, et pour nuancer les dernières orientations historiographiques<sup>5</sup>, l'interprétation inverse ne doit pas tomber à notre sens dans la thèse de la formation d'un hybride idéologique total, une sorte de national-communisme. Ma thèse tend à montrer que ces deux courants

---

<sup>2</sup> Cf. respectivement les chapitres : 5, I ; 5, II ; 5, III ; 6, I et 6, IV.

<sup>3</sup> Cf. respectivement les chapitres : 6, II ; 6, III ; 7, I ; 7, III.

<sup>4</sup> Cf. respectivement les chapitres : 5, IV ; 7, II ; 7, IV.

<sup>5</sup> Notamment : ZAREMBA Marcin, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm (Communisme, légitimation, nationalisme)*, Wydawnictwo Trio, 2010, FLEMING Michael, *Communism, Nationalism and ethnicity in Poland, 1944-1950*, Routledge, New-York/Londres, 2012, SERVICE Hugo, *Germans to Poles. Communism, nationalism and ethnic cleansing after the Second World War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

idéologiques ne doivent pas être fondus en un seul : dans une « dictature du prolétariat » comme l'est la République populaire de Pologne, il y a toujours subordination du national au social, même si l'utilisation du nationalisme par le communisme entraîne une nationalisation partielle du communisme. Les ouvrages mentionnés dans la note 5, fondateurs pour bien comprendre les liens entre nationalisme et communisme dans le système de pouvoir du PPR puis du PZPR, semblent trop axés sur la période de la sortie de guerre, pendant laquelle existait une pluralité relative des opinions officielles et des contre-pouvoirs variés au pouvoir dominant du parti communiste. Tirer des conclusions sur les liens entre communisme et nationalisme en se fondant sur la seule période de sortie de guerre, c'est se condamner à ne considérer ce rapport que sous l'angle d'une utilisation pragmatique du nationalisme par le communisme, dans un contexte où le parti, qui ne dispose pas encore de l'ensemble des leviers du pouvoir même si dans les faits il préside aux destinées du pays, est obligé de composer avec des rivaux idéologiques. En outre, la sortie de guerre est une période où l'État communiste polonais mène objectivement une politique nationaliste d'expulsion des Allemands pour pouvoir constituer un État-nation polonais viable. C'est pourquoi il nous a paru plus logique d'examiner, grâce à la question des territoires recouverts, la question des rapports nationalisme-communisme pendant trois périodes distinctes et jusqu'en 1961. L'évolution du discours occidental met en lumière celle des relations entre les deux courants idéologiques<sup>6</sup>.

Le système complexe des relations entre science et politique d'une part, nationalisme et communisme d'autre part, évolue entre 1944 et 1961. Pendant la sortie de guerre élargie (1944-1948), le PPR se concentre sur l'extension de son influence sur les structures de pouvoir, le gouvernement bien entendu, la presse, mais aussi des relais de son influence auprès de la population que sont les associations socio-politiques, ici l'UOP pour les milieux proches de la pensée occidentale communiste. La sphère scientifique est encore très largement indépendante du PPR, et donne le ton du discours polonais sur les territoires recouverts. Passé par les filtres mentionnés, le discours s'adapte à ses destinataires. Dans une quête de légitimité intense, le PPR joue à fond la carte du discours occidental national pour se faire accepter de la part de la société polonaise et pour toucher les *Polonia*, afin de faire revenir un grand nombre de leurs membres en Pologne. Le discours sur les territoires recouverts destiné à l'étranger est davantage pluriel, mêlant à la fois arguments nationaux, sociaux, et plus

---

<sup>6</sup> Cf. les schémas de l'évolution du discours occidental polonais en annexes.

objectifs, sachant que ces derniers sont plus à même de convaincre les gouvernements et les opinions publiques étrangères que la rhétorique nationale-communiste. Le PPR est donc pendant ce premier temps très largement utilisateur du discours occidental forgé par un réseau scientifique occidental indépendant de lui.

La fusion du PPR et du PPS en PZPR fin 1948 sanctionne l'hégémonie sociopolitique du parti communiste en Pologne, y compris sans la sphère scientifique. Avec la création du PAN en 1951, les communistes disposent d'une institution d'inspiration soviétique taillée sur mesure pour coiffer, contrôler et soviétiser la science polonaise. Si les universités sont entièrement intégrées à ce réseau de connaissances officielle, les spécialistes et les institutions scientifiques spécialisées de la pensée occidentale polonaise gardent une petite part d'autonomie interne, au prix d'une lutte acharnée pour la survie et d'une communisation, au moins extérieure, de leur méthodologie de recherche et de leur vocabulaire. Le réseau institutionnel occidental se réduit comme peau de chagrin au seul Institut occidental, à l'activité réduite du fait des coupes budgétaires. Dans ces conditions, le discours occidental se tarit quantitativement et qualitativement en perdant à la fois son caractère scientifique et ses excroissances nationales. Dans un contexte stalinien, le PZPR est omniprésent à la fois au sein de la société polonaise et dans son rapport avec l'étranger, de sorte que les liens avec ce dernier sont également fortement restreints. Le seul discours occidental toléré est communiste, à destination de la société polonaise prioritairement. Un argumentaire plus pragmatique est également employé à l'égard des étrangers, alors que les liens avec les *Polonia* sont très majoritairement rompus. Alors qu'est officiellement proclamée l'intégration réussie des territoires « recouverts », devenus « occidentaux », à la Pologne, les relais du discours deviennent inutiles : l'UOP est supprimée, ainsi que la ZAP. Parallèlement à cela, le PZPR renforce son emprise dans la divulgation des informations au sein des territoires recouverts, la moitié des grands titres, quotidiens ou hebdomadaires, relève directement du parti communiste pendant cette période.

Les débuts de la déstalinisation en 1955 et le tournant de l'Octobre polonais en 1956 modifient à nouveau la place du discours occidental polonais au sein de la Pologne communiste. Si le PZPR conserve son monopole politique, son emprise se desserre quelque peu sur la société polonaise, tandis que le discours occidental, revivifié, se diversifie à nouveau. La science polonaise gagne un peu d'autonomie, au-delà de la patine marxiste officielle. Les institutions du réseau scientifique occidental sont rouvertes et même étoffées,

même si la plupart sont contrôlées par le PZPR et utilisent une grille d'analyse marxiste. Malgré tout, le discours qu'elles produisent est plus divers que durant la période stalinienne, et apparaissent de nouveau ses composantes : nationale, communiste, pragmatique, tandis que le degré de scientificité augmente. Si le gouvernement s'efface quelque peu dans son rôle de relai de ce discours, gardant un rôle symbolique de transmission notamment durant les discours très officiels, les autres relais revivent, mais sous étroit contrôle du parti cette fois. Si l'ADTO est bien la continuatrice de l'UOP à partir de 1957, son discours est fidèle à la ligne du parti. Cette association renoue quelques liens avec les *Polonia*, tandis que son organe de presse, la ZAP, transmet un discours occidental encore plus fidèle à la doctrine du PZPR que ce parti lui-même, en insistant sur l'argumentaire communiste et pragmatique et en délaissant quasiment la composante nationale. Si la presse régionale est toujours fortement influencée par les journaux du parti, elle ne s'en diversifie pas moins, avec la création de titres plus neutres et plus tournés vers une société régionale en formation dans ces années-là. L'enseignement enfin, est pleinement intégré comme relai du discours, et utilise toutes les palettes argumentatives de la pensée occidentale polonaise pour renforcer l'intégration des territoires recouverts au reste du pays et favoriser l'éclosion de liens entre les différents groupes de populations habitant sur ces terres.

La question de l'inclusion des territoires recouverts tant dans la sphère symbolique que dans la réalité polonaise permet donc de jauger les rapports entre nationalisme et communisme en Pologne populaire. Plutôt que de parler de national-communisme, il serait à notre sens plus juste de parler de communisation d'un certain nationalisme pratiqué comme instrument de pouvoir par le PZPR. Ce dernier est bien un parti communiste, mais un parti communiste qui se perçoit à la fois comme garant des intérêts du prolétariat et de la nation polonaise qui dans l'esprit de ses idéologues se confondent. En faisant, notamment sur les territoires recouverts, de la nation polonaise une nation très majoritairement prolétarienne, le PZPR utilise parfois une rhétorique très nationaliste et germanophobe tout en ne reniant pas le marxisme-léninisme mais en pratiquant une sorte de patriotisme populaire défensif face à l'impérialisme supposé de la République fédérale d'Allemagne. En ce sens, la situation polonaise ne diffère pas tant que cela de ce qui a pu être observé dans d'autres systèmes communistes : une communauté d'intérêt entre le nationalisme et le communisme, pourvu que ce premier soit subordonné aux intérêts du second et adopte la phraséologie marxiste. Ainsi, durant la « Grande Guerre patriotique », Staline n'hésite pas à recourir au discours de la défense de la terre de la Russie



éternelle pour mobiliser son peuple face à l'envahisseur allemand ; l'argument de la lutte du communisme contre le fascisme n'intervient que dans un second temps. Face aux difficultés ou pour renforcer l'assise populaire du parti, il semble que le recours au nationalisme comme outil de légitimation ait été une constante dans le monde communiste : ainsi la République socialiste de Bulgarie n'a pas hésité à faire figurer sur son emblème la date historique, prisee des nationalistes de 681, date de la fondation du premier État bulgare, à côté de 1944, date de la formation de l'État communiste bulgare. Il s'agit à la fois de réinscrire l'avènement du communisme en Bulgarie dans l'histoire longue de cette dernière, pour montrer que la seconde date découle de la première. Même la RDA n'est pas en reste, puisqu'elle se bâtit une sorte de nationalisme antifasciste compatible avec le marxisme par opposition au nationalisme supposé explicite de la RFA. Quelle est alors l'originalité de la Pologne dans ce contexte ? Elle réside non pas tant dans l'usage d'un discours nationaliste comme source de légitimation que dans l'étroitesse des liens qui unissent le discours occidental au maintien du régime. Dans un contexte où le communisme polonais est un système qui ne dispose que d'un soutien populaire limité, plus réduit que dans la très grande majorité des pays communistes, et où un véritable contre-pouvoir existe, l'Église catholique, exception dans le Bloc de l'Est, la RPP en est réduite à faire du discours occidental, notamment entre 1956 et 1970, la raison d'être principale et quasiment unique du régime<sup>7</sup>. Après l'échec du stalinisme, la désillusion de la normalisation de Gomułka, la quasi-stagnation du niveau de vie durant les années 1960, la légitimité du régime tient avant tout à sa capacité à protéger les Polonais contre l'ennemi, exagéré et diabolisé, qu'est le camp occidental en général et l'Allemagne de l'Ouest en particulier. Dans les autres régimes communistes, il existe souvent plusieurs sources de légitimité employées à tour de rôle et simultanément ; dans aucun autre pays le pouvoir communiste ne s'est appuyé avec autant d'insistance sur la source majeure de légitimation qu'est l'action du PZPR pour intégrer les territoires recouverts au pays et les y maintenir. Il est révélateur que le triomphe diplomatique de Gomułka, la signature du traité de Varsovie normalisant les relations avec la RFA, le 7 décembre 1970, précède de si peu sa chute, le 20 décembre 1970, après les émeutes de la Baltique qui sanctionnent l'échec de la politique économique du parti communiste.

---

<sup>7</sup> Unique au sens d'audible : le parti avait bien entendu d'autres arguments, notamment idéologiques, pour légitimer son pouvoir, mais ils ne passaient guère dans l'opinion polonaise.

Le présent travail se situe donc dans la droite ligne du mouvement historiographiques de la dernière décennie, marqué par un certain retour à une histoire plus politique, des idéologies, des discours, et de leur influence sur la réalité. Il s'inspire largement du travail de Strauchold concernant la pensée occidentale polonaise<sup>8</sup>, auquel peut s'ajouter, même s'il est construit différemment, l'ouvrage de l'IPN de Szczecin<sup>9</sup>. S'il n'est pas aussi exhaustif en ce qui concerne la diversité du réseau scientifique occidental, il va plus loin que lui en examinant véritablement l'insertion de ce discours dans le système de recherche de légitimité par les communistes. Si la politique des nationalités du parti communiste polonais a bien été étudiée comme moyen de donner une assise à un pouvoir non démocratique<sup>10</sup>, les travaux sur la place, pourtant fondamentale, du discours occidental dans cette quête de soutien populaire, étaient peu nombreux ou partiels<sup>11</sup>. Cette thèse poursuit et complète les travaux d'un certain nombre de chercheurs français contemporains, en essayant d'embrasser différents points de vue pour les appliquer à son objet d'étude. Ainsi, l'étude des politiques des nationalités et des évolutions démographiques présentes dans les travaux de Morgane Labbé<sup>12</sup>, des transferts de population<sup>13</sup> rejoint la thèse de Valentin Behr<sup>14</sup> sur l'utilisation de l'histoire en Pologne contemporaine. Ma thèse souhaite également contribuer à l'histoire des relations internationales du monde communiste qu'ont abordée mes directeurs de thèse, Antoine Marès

---

<sup>8</sup> STRAUCHOLD Grzegorz, *Myśl zachodnia i jej realizacja w Polsce ludowej w latach 1945-1957 (la Pensée occidentale et sa réalisation dans la Pologne populaire dans les années 1945-1957)*, Toruń, 2003.

<sup>9</sup> SEMCZYSZYN Magdalena, SIKORSKI Tomasz, WĄTOR Adam, *Nad Odrą i Bałtykiem. Myśl zachodnia: ludzie- koncepcje- realizacja do 1989 (sur l'Oder et la Baltique. La Pensée occidentale : les personnes, les conceptions, les réalisations jusqu'en 1989)*, IPN, Szczecin, 2013

<sup>10</sup> ZAREMBA Marcin, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm (Communisme, légitimation, nationalisme)*, Wydawnictwo Trio, 2010, FLEMING Michael, *Communism, Nationalism and ethnicity in Poland, 1944-1950*, Routledge, New-York/Londres, 2012, SERVICE Hugo, *Germans to Poles. Communism, nationalism and ethnic cleansing after the Second World War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014

<sup>11</sup> NIEC Grzegorz, *Ziemie Odzyskane jako przedmiot propagandy, informacji i promocji (les Territoires récupérés en tant qu'outil de propagande, d'information et de promotion)*, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Zarządzania "Edukacja" (Édition de l'École Supérieure de Management, „Éducation”), Wrocław, 2007, KOBYLŃSKI Zbigniew, RUTKIWSKA Grażyna, « Propagandist use of history and archaeology in justification of Polish rights to the "Recovered Territories" after World War II » in *Archaeologia Polona*, Académie des Sciences Polonaise, Institut d'Archéologie et d'Ethnologie, Varsovie, vol. 43, p. 51-124, 2005, ŘEZNÍK, Miloš, « Transformations of Regional History in the Polish “Western Territories” since 1945: Legitimization, Nationalization, Regionalization » in *Frontiers, regions and identities in Europe*, Pisa University Press, 2009, SERRIER Thomas, « les Territoires recouverts et la construction identitaire en Pologne 1900-200... » in *Etudes germaniques*, 2007/1, n° 245, p. 211-221, 2007.

<sup>12</sup> LABBÉ Morgane, *De l'imaginaire national à l'ingénierie statistique. Population et État en Europe Centrale (Allemagne, Autriche, Pologne), 1848-1919*, Mémoire de HDR, 2015.

<sup>13</sup> GOUSSEF Catherine, *Échanger les peuples. Le déplacement des minorités aux confins polono-soviétiques (1944-1947)*, Fayard Histoire, Paris, 2015.

<sup>14</sup> BEHR Valentin, *Science du passé et politique du présent en Pologne. L'histoire du temps présent (1939-1989), de la genèse à l'Institut de la mémoire nationale*, Thèse soutenue le 18 octobre 2017, mise en ligne sur HAL-archives ouvertes, consultée le 07/09/2018.

et Marie-Pierre Rey<sup>15</sup>. Les filiations sont nombreuses et leur liste complète figure dans la bibliographie et la présentation de l'historiographie sur la question<sup>16</sup>. Le but ultime de cette thèse est enfin d'étudier un objet d'étude peu saisi par l'historiographie française afin d'éclairer un problème historique en revanche bien connu, les relations nationalisme-communisme.

Le problème au centre de cette thèse n'est bien entendu pas résolu en 1961. La question du « retour » aux territoires recouverts continue de bâtir le socialisme polonais en faisant table rase du passé allemand, prétendument réactionnaire et capitaliste et est un instrument de légitimité majeur du PZPR polonais. En effet, après 1961, ce dernier va l'utiliser encore à de nombreuses reprises, malgré la normalisation de Gomułka et le rapprochement de ce dernier de la ligne soviétique orthodoxe. En 1965, à la toute fin des délibérations du concile Vatican II, la célèbre lettre des évêques polonais à leurs homologues allemands dans laquelle ils pardonnent et demandent pardon à la nation allemande pour les crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale est l'occasion d'une passe d'armes entre le PZPR et l'Église catholique car elle remet en cause le discours occidental officiel, fondé sur une perception unanimement négative des relations entre la Pologne et l'Allemagne, sur le statut de victime éternelle d'une Pologne glorifiée par sa lutte contre l'envahisseur germanique. Le discours occidental du parti, le retour aux « antiques terres des Piast selon le jargon officiel est un moyen pour le parti de concurrencer l'Église et d'apparaître comme l'émanation politique légitime de la nation polonaise. Alors que l'Église polonaise prépare les fêtes du millénaire de la nation polonaise pour 1966 par de multiples pérégrinations de l'icône de la Vierge noire de Częstochowa, les autorités communistes réagissent en célébrant régulièrement, durant toute la première moitié des années 1960, des commémorations du millénaire de la Pologne plus ou moins déconnectées de cette date chrétienne<sup>17</sup> selon lesquelles la Pologne communiste est un retour à la Pologne des origines. En 1958, Gomułka lance ainsi un programme de construction d'établissements scolaires « 1000 écoles pour le millénaire » où la pensée occidentale polonaise est à l'honneur dans les programmes d'histoire<sup>18</sup>.

---

<sup>15</sup> Notamment dans les introductions de deux numéros de *Relations internationales* consacrés à cette thématique : MARÈS Antoine, REY Marie-Pierre, « Introduction » in *Relations internationales*, n° 147, 3/2011, p. 3-5, MARÈS Antoine, « Introduction » in *Relations internationales*, n° 148, 4/2011, p. 3-6.

<sup>16</sup> Cf. partie Bibliographie et État des lieux historiographiques des « Annexes ».

<sup>17</sup> Il s'agit des 1000 ans du baptême de la Pologne en 966.






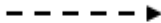


<sup>18</sup> Cf. chapitre 8, IC.

L'instrumentalisation de la pensée occidentale polonaise par le parti va toutefois baisser en intensité, à la faveur de la normalisation des relations entre Pologne et RFA opérée à la faveur du Traité de Varsovie de décembre 1970 par lequel l'Allemagne de l'Ouest reconnaît l'Oder-Neisse. Ce traité peut être considéré comme une victoire à la Pyrrhus pour le parti communiste polonais : si c'est un succès diplomatique indéniable, à même de renforcer son prestige auprès de la population polonaise, il ne le prive pas moins d'un de ses principaux leviers de pouvoir. Désormais, il va être pour lui bien plus difficile d'agiter le chiffon du révisionnisme ouest-allemand pour détourner l'attention de la société polonaise des problèmes socio-économiques dont souffre la Pologne populaire. Néanmoins, du point de vue des relations germano-polonaises, ce traité ouvre une réelle phase de détente, dont témoigne la formation, en 1972, d'une commission polono-allemande commune sous le patronage de l'UNESCO, afin de réviser partiellement les contenus des manuels scolaires polonais et allemands. Une chance de voir émerger, sinon une vision commune de l'histoire germano-polonaise, du moins une science historique débarrassée des scories idéologiques de *l'Ostforschung* et de la pensée occidentale polonaise, apparaît, même si le chemin a encore été long en la matière. Au-delà de ces querelles idéologiques et des soubresauts de l'histoire, la greffe de 1945 des territoires recouverts à la Pologne a finalement pris. Plus que le discours occidental, c'est finalement le temps qui a permis à ces régions de s'intégrer pleinement au reste du corps national polonais. Demeurent encore, aujourd'hui, les cicatrices de cette opération dont les chirurgiens furent les trois Grands, à Yalta puis à Potsdam : la permanence de frontières politico-culturelles fantômes que révèle la géographie électorale polonaise. Les territoires recouverts, nouvelle Pologne laboratoire du socialisme au temps de la dictature communiste, issue d'un brassage intense de populations, sont plus réceptifs au discours libéral et européiste de la Plateforme-civique que les « terres anciennes », davantage fidèles au discours conservateur et eurosceptique de Droit et Justice.



## Annexes

### Schémas de l'évolution du discours occidental entre 1945 et 1961

- Légende**
- Discours occidental scientifique ou comportant les différentes composantes | 
  - Discours occidental communiste 
  - Discours occidental national 
  - Discours occidental pragmatique 
  - Modulation du discours
    - Forte intensité 
    - Faible intensité 
  - Intensité de l'influence du PPR/PZPR
    - Forte 
    - Faible 

## Discours occidental et pouvoir communiste de 1944 à 1948

### EMETTEURS

Réseau scientifique occidental

❖ SPECIALISTES

❖ INSTITUTIONS

- Universitaires  
Poznań  
Toruń  
Wrocław
- Scientifiques spécialisées  
Institut occidental (1944- )  
Institut baltique (1925/1945- )  
Institut silésien (1934/1945- )  
Institut mazure (1943-1948)

### RELAIS

❖ PÔLE POLITIQUE

PPR

- Gouvernement  
MSZ<sup>1</sup>  
BPK<sup>2</sup> (1945-1948)  
KSZZO<sup>3</sup> (1945-1948)  
MAP<sup>4</sup> → MZO<sup>5</sup> (1945- )

❖ ASSOCIATIONS SOCIO-POLITIQUES

- UOP (1921-1939-1944- )
- Prołuż (1945- )

❖ PRESSE

- Nationale  
*Głos Ludu* (PPR, 1944-1948)  
*Robotnik* (PPS, 1944-1948)  
Autres titres politiques divers
- Régionale (territoires recouverts)
- 13 titres, 2 PPR (15 %)
- Spécialisée (ZAP, 1945- )

❖ ENSEIGNEMENT

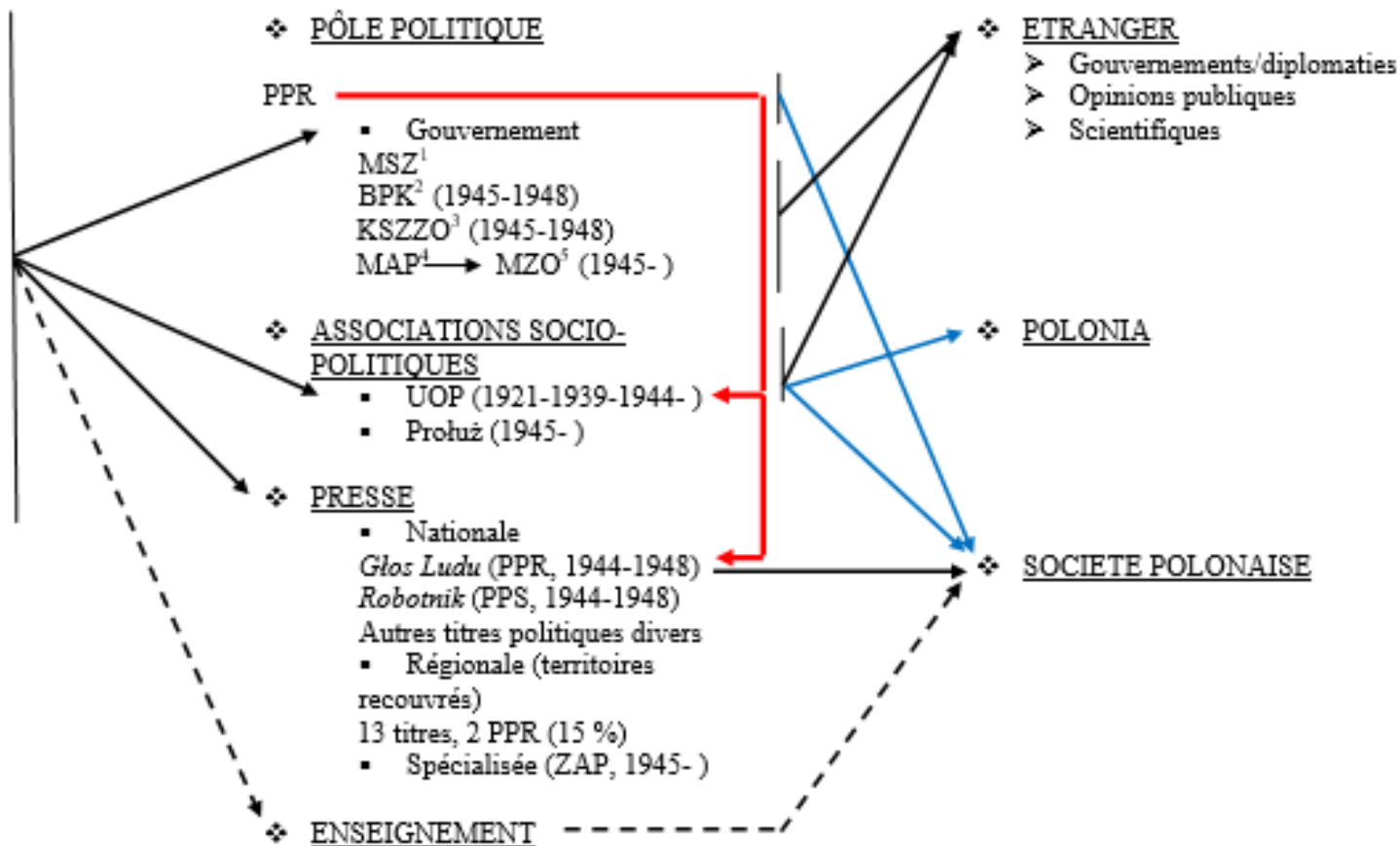
### DESTINATAIRES

❖ ETRANGER

- Gouvernements/diplomaties
- Opinions publiques
- Scientifiques

❖ POLONIA

❖ SOCIETE POLONAISE



<sup>1</sup> Ministère des Affaires étrangères

<sup>2</sup> Bureau des Travaux pour le Congrès

<sup>3</sup> Comité pour les affaires étrangères des territoires recouverts

<sup>4</sup> Ministère des Affaires publiques

<sup>5</sup> Ministère des Territoires recouverts

## Discours occidental et pouvoir communiste de 1949 à 1955

### EMETTEURS

Réseau scientifique occidental

- ❖ SPECIALISTES
- ❖ INSTITUTIONS
  - PAN (1951)<sup>1</sup>
  - Universitaires  
Poznań  
Toruń  
Wrocław
  - Scientifiques spécialisées  
Institut occidental (1944- )  
[Institut baltique fermé en 1950]  
[Institut silésien fermé en 1949]

### RELAIS

❖ PÔLE POLITIQUE

- ❖ PZPR
  - Gouvernement
  - MSZ<sup>2</sup>
  - MOS<sup>3</sup>
- ❖ ASSOCIATIONS SOCIO-POLITIQUES
  - [UOP supprimée en 1949]
  - [LM (supprimée en 1953)]
  - [Prohuz supprimée en 1949]
- ❖ PRESSE
  - Nationale  
*Tribuna Ludu* PZPR 1948  
moindre nombre de titres tolérés
  - Régionale (territoires recouverts)  
10 titres, 5 PZPR (50 %)
  - [ZAP fermée en 1950]

### DESTINATAIRES

- ❖ ETRANGER
  - Gouvernements/diplomaties
  - Opinions publiques
  - Scientifiques
- ❖ POLONIA
- ❖ SOCIETE POLONAISE

<sup>1</sup> Académie des Sciences polonaise sur le modèle soviétique

<sup>2</sup> Ministère des Affaires étrangères

<sup>3</sup> Ministère de l'Instruction



## Discours occidental et pouvoir communiste de 1956 à 1961

### EMETTEURS

Réseau scientifique occidental

❖ SPECIALISTES

❖ INSTITUTIONS

- PAN
- Universitaires  
Poznań  
Toruń  
Wrocław
- Scientifiques spécialisées  
Institut occidental (1944-)  
Institut baltique (1958-)  
Institut silésien d'Opole (1957-)  
Institut scientifique  
silésien de Katowice (1957-)  
Centre d'étude  
Scientifique d'Olsztyn (1961-)

### RELAIS

❖ PÔLE POLITIQUE

PZPR

- Gouvernement  
MSZ

❖ ASSOCIATIONS SOCIO-POLITQUES

- ADTO (1957-)

❖ ENSEIGNEMENT

❖ PRESSE

- Nationale  
*Tribuna Ludu* PZPR 1948  
Plus de presse alternative tolérée
- Régionale (territoires recouverts)  
14 titres, 5 PZPR (36 %)
- Spécialisée  
ZAP (1957-)

### DESTINATAIRES

❖ ETRANGER

- Gouvernements/diplomaties
- Opinions publiques
- Scientifiques

❖ POLONIA

❖ SOCIÉTÉ POLONAISE

# Sources

## I Liste des sources

### A. Archives

APW (Archiwum państwowe we Wrocławiu)

- UWW (*Urząd wojewódzki wrocławski*- Office de voïévodie de Wrocław)

APS (Archiwum państwowe w Szczecinie)

- UWS (*Urząd wojewódzki szczeciński*- Office de voïévodie de Szczecin)
- PWRNS (*Prezydium wojewódzkiej rady narodowej szczecińskiej*- Présidium du Conseil national de la voïévodie de Szczecin)

APP (Archiwum państwowe w Poznaniu)

- UWP (*Urząd wojewódzki poznański*- Office de voïévodie de Poznań)
- PZZ (*Polski Związek Zachodni*- Union occidentale polonaise)

AIZ (Archiwum Instytutu Zachodniego)

AAN (Archiwum Akt Nowych)

- BOW (*Biuro odszkodowań wojennych*- Bureau des reconstructions de guerre)
- DRSW w Gdańsku (*Delegacja rządu w sprawach wybrzeża w Gdańsku*- Délégation du gouvernement pour les affaires littorales à Gdańsk)
- KS w Polsce (*Komitet słowiański w Polsce*- Comité slave en Pologne)
- KSZZO (*Komisja dla spraw zagranicznych Ziem Odzyskanych*- Commission pour les affaires extérieures des Territoires recouvrés)
- MAP (*Ministerstwo Administracji Publicznej*- ministère de l'Administration publique)

- MIP (*Ministerstwo Informacji i Propagandy*- ministère de l'Information et de la propagande)
- MPK RP Londyn (*Ministerstwo Prac Kongresowych Rzeczypospolitej Polskiej w Londynie*- ministère des Travaux pour le Congrès de la République polonaise à Londres)
- MZO (*Ministerstwo Ziem Odzyskanych*- ministère des Territoires recouvrés)
- PPR (*Polska Partia Robotnicza*- Parti ouvrier polonais)
- PZPR (*Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*- Parti ouvrier unifié polonais)
- TPPC (*Towarzystwo Przyjaźni Polsko-Czechosłowackie*- Association pour l'amitié polono-tchécoslovaque)
- WZO (*Wystawa Ziem Odzyskanych*- Exposition sur les Territoires recouvrés)
- ZOW (*Związek Osadników Wojskowych*- Union des colons militaires)

AMSZ (Archiwum Ministerstwa Spraw Zagranicznych)

- 6- *Departament polityczny* (Département politique)
- 10- *Departament IV* (Département IV)
- 18- *Biuro Prac Kongresowych* (Bureau des Travaux pour le Congrès)

APAN-Poz (Archiwum Polskiej Akademii Nauk w Poznaniu)

- Zdzisław Kaczmarczyk
- Zygmunt Wojciechowski
- August Zierhoffer

MAE (Archives du Ministère des Affaires étrangères de La Courneuve)

#### ***B. Livres, brochures et recueils de sources***

- Bibliothèque Jagellonne de Cracovie (BJK)
- Bibliothèque de la Diète polonaise (BSej)
- Bibliothèque de l'Institut occidental de Poznań (BIZP)

- Bibliothèque des Slaves de Paris I (BSP1)
- Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC)

### 1. Livres en lien avec les territoires recouverts

P. DOMAŃSKI Franciszek, *Łużyce (la Lusace)*, 1944

JAMKA Rudolf, *Pradzieje Śląska (l'Histoire ancienne de la Silésie)*, Polski Związek Zachodni (Union occidentale polonaise), Cracovie, 1945

KIEŁCZEWSKA Maria, GRODEK Andrzej, *Odra-Nisa : Najlepsza granica Polski, (Oder-Neisse : la meilleure frontière de la Pologne)*, IZ, Poznań, 1945

ŁUSZCZKIEWICZ M., *Prawda o Dolnym-Śląsku (la Vérité sur la Basse-Silésie)*, Kielce, 1945

ROMER Eugeniusz, *Duch Polski zachodniej (l'Esprit de la Pologne occidentale)*, Polski Związek Zachodni (Union occidentale polonaise), Cracovie, 1945

BATOWSKI Henryk, *Łużyce: zwięzła informacja (la Lusace: informations brèves)*, Polski Związek Zachodni (Union occidentale polonaise), Cracovie, 1946

BEDNORZ Zbyszko, *Śląsk wierny ojczyźnie, (la Silésie fidèle à la patrie)*, Wydawnictwo Zachodnie (Edition Occidental), Poznań, (1<sup>ère</sup> édition 1943), 1946

KIEŁCZEWSKA Maria, *o Podstawy geograficzne Polski (sur les Fondements géographiques de la Pologne)*, IZ, Poznań, 1946

KIEŁCZEWSKA Maria, GLUCK Leopold, KACZMARCZYK Zdzisław, *O Lewy Breg Odry (A propos de la rive gauche de l'Oder)*, IZ, Poznań, 1946

KOCHAŃSKI Witold, *bratni Szczep łuzyczan (la Souche fraternelle des Serbes de Lusace)*, Państwowe Zakłady Wydawnictw Szkolnych (Maison d'Édition Scolaire Etatique), Varsovie, 1946

KOLAŃCZYK K., RUSIŃSKI Władysław (trad et éd.), *Polacy na Ziemi Lubuskiej i na Łużycach przed rokiem 1939 (les Polonais dans la Terre de Lubusz et en Lusace avant 1939)*, IZ, Poznań, 1946

KRYGOWSKI Bogumił, ZAJCHOWSKA, *Ziemia Lubuska: opis geograficzny i gospodarczy (la Terre de Lubusz: description géographique et économique)*, IZ, Poznań, 1946

MITKOWSKI Józef, *Pomorze Zachodnie w stosunku do Polski (la Poméranie occidentale par rapport à la Pologne)*, IZ, Poznań, 1946

GÓRSKI Karol, *Polska w zlewisku Bałtyku (la Pologne dans le bassin de la Baltique)*, Instytut Bałtycki (Institut baltique), Gdańsk, 1947

JAKUBOWICZ Tadeusz, *Polska odrozona na Pomorzu Zachodnim (la Pologne renaissante en Poméranie occidentale)*, Polskie Pismo i Książka (l'Écriture et le Livre polonais), Szczecin, 1947

KLAFKOWSKI Alfons, *Podstawy prawne granicy Odra-Nisa (les Fondements juridiques de la frontière Oder-Neisse)*, IZ, Poznań, 1947

LABUDA Gerard, *Wielkie Pomorze w dziejach Polski (la Grande Poméranie dans l'histoire de la Pologne)*, Wydawnictwo zachodnie (Éditions occidentales), Poznań, 1947

PIWARSKI Kazimierz, *Prusy Wschodnie w dziejach Polski (la Prusse orientale dans l'histoire de la Pologne)*, Księgarnia Stefana Kamińskiego (Librairie Stefan Kamiński), Cracovie, 1947

RYBICKI Marian, *Polityka germanizacyjna Fryderyka II na zachodnich ziemiach Polski (la Politique de germanisation de Frédéric II sur les terres occidentales de la Pologne)*, Wydawnictwo zachodnie (Éditions occidentales), Poznań, 1947

ZAREMBA Józef, *Atlas ziem odzyskanych (Atlas des territoires récupérés)*, Główny Urząd Planowania Przestrzennego, (Bureau Principal de la planification du territoire), Varsovie, 1947

*Skorowidz nazw miejscowości Ziem odzyskanych- Index des noms des localités des Territoires récupérés*, Wydawnictwo Zachodnie (Édition occidentale), 1948

JAMKA Rudolf, POPIOŁEK Kazimierz, *Przeszłość Śląska w zwięzłym zarysie (Brève esquisse du Passé de la Silésie)*, IS, Wrocław, 1948

ROSPOND Stanisław, *Dzieje języka polskiego na Śląsku: wystawa urządzona staraniem Zakładu Narodowego im. Ossolińskich (Histoire de la langue polonaise en Silésie : exposition organisée par les soins de l'Institut national des Ossoliński)*, Éditions de l'Institut national des Ossoliński, Varsovie, 1948

ROSPOND Stanisław, *Polskość Śląska w świetle języka (la Polonité de la Silésie au regard de la langue)*, Książnica Atlas (Librairie Atlas), Varsovie, 1948

SOSNOWSKI Kirył, SUCHOCKI Mieczysław (réd.), *Dolny Śląsk (la Basse-Silésie)*, Tome I de la série de monographie « Ziemie Staropolski » (les Terres de l'ancienne Pologne), IZ, Poznań, 1948

DERESIEWICZ Janusz (réd.), *Pomorze Zachodnie (la Poméranie Occidentale)*, Tome II de la série de monographie « Ziemie Staropolski » (les Terres de l'ancienne Pologne), IZ, Poznań, 1949

GRABSKI Władysław Jan, *200 Miast wróciło do Polski : informator historyczny (200 Villes sont revenues à la Pologne: précis d'histoire)*, Wydawnictwo Zachodnie (Editions occidentales), Poznań, 1949

BUKOWSKI Andrzej, *Regionalism kaszunski. Ruch naukowy, literacki i kulturalny (le Régionalisme cachoube. Le Mouvement scientifique, littéraire et culturel)*, IZ, Poznań, 1950

SCZANIECKI Michał, ZAJCHOWSKA Stanisława, *Ziemia Lubuska (la Terre de Lubusz)*, Tome III de la série de monographie « Ziemie Staropolski » (les Terres de l'ancienne Pologne), IZ, Poznań, 1950

MAŁCUŻYŃSKI Karol, *nad Granicą pokoju (sur la Frontière de la paix)*, Książka i Wiedza (le Livre et la Connaissance), Varsovie, 1951

GRAŻYŃSKI M. *the Odra-Nysa Line. A frontier of Central Eastern-European Federation and a Guarantee of Lasting Peace*, réédition d'un article paru dans *the Eastern Quarterly*, Vol. V., n° ½, Londres, 1952

SUŁOWSKI Zygmunt, *Najstarsza Granica Zachodnia Polski (la plus vieille Frontière occidentale de la Pologne)*, IZ, Poznań, 1952

OSMAŃCZYK Jan Edmund, *Śląsk w Polsce Ludowej, (la Silésie dans la Pologne populaire)*, Państwowy Instytut Wydawniczy (Edition de l'Institut Etatique), Varsovie, 1953

ZAJCHOWSKA Stanisława, KIEŁCZEWSKA-ZALESKA Maria, *Warmia i Mazury (la Warmie et la Mazurie)*, Tome IV de la série de monographie « Ziemie Staropolski » (les Terres de l'ancienne Pologne), IZ, Poznań, 1953

ŚLĄSKI Kazimierz, *Przemiany etniczne na Pomorzu Zachodnim w rozwoju dziejowym (les Transformations ethniques en Poméranie Occidentale au cours de l'histoire)*, IZ, Poznań, 1954

MALECZYŃSKA Ewa, *Szkice z dziejów Śląska (Esquisses de l'histoire de la Silésie)*, Tomes I et II, Książka i Wiedza (le Livre et la Connaissance), Varsovie, 1955

NOWAKOWSKI Stefan, *Adaptacja ludności na Śląsku Opolskim (l'Adaptation de la population en Silésie d'Opole)*, IZ, Poznań, 1957

BAGIŃSKI Henryk, *Zagadnienie dostępu Polski do morza (le Problème de l'accès de la Pologne à la mer)*, Książka i Wiedza (le Livre et la connaissance), Varsovie, 1959

ROSPOND Stanisław, *Dzieje polszczyzny śląskiej (Histoire de la langue polonaise silésienne)*, Instytut Śląski w Opolu (Institut silésien à Opole), Opole, 1959

Collectif, *Poland at the XI<sup>th</sup> international Congress of historical sciences in Stockholm*, PWN, Varsovie, 1960

WRZESIŃSKI Wojciech (red), KULAK Teresa (aut), *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom I, O ziemię Piastów i polski lud 1795-1918 (de la Terre des Piast et du peuple polonais 1795-1918)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990

WRZESIŃSKI Wojciech (red), SMOŁKA Leonard, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom II, Między listopadem a wrześniem w Polsce Niepodległej (1918-1939) (Entre novembre et septembre dans la Pologne indépendante, 1918-1939)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990

WRZESIŃSKI Wojciech (red), DYMARSKI Mirosław/ DERWIŃSKI Zdzisław, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom III, O Odrę, Nysę Łużycką i Bałtyk (1939-1944), (Pour l'Oder, la Neisse de*

*Lusace et la Baltique 1939-1944*), Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990

WRZESIŃSKI Wojciech (red), MARCZAK Tadeusz, *W Stronę Odry i Bałtyku, Wybór źródeł (Dans la Direction de l'Oder et de la Baltique, choix de sources), Tom IV, Od Poczdamu do Zgorzelca (de Potsdam à Zgorzelec (Görlitz)) (1945-1950)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, Varsovie, 1990

## 2. Manuels scolaires

KONDRACKI Jerzy, RICHLING-KONDRACKA Wiesława, *Geografia historii dla szkoły powszechnej (Géographie de l'histoire pour l'école élémentaire)*, PZWS, Varsovie, 1947

SIERADKI Józef, *Polska i świat współczesny: podręcznik dla nauczyciela Z. 2, (la Pologne et le monde actuel: manuel pour l'enseignant, cahier 2)*, PZWS, 1947

SEREJSKI M. H. (réd.), *Podręcznik historii dla VI klasy szkoły podstawowej Cz. 1 (Manuel d'histoire pour la 6ème classe de l'école élémentaire T I)*, PZWS, Varsovie, 1948

ZAJĄCZKOWSKI Stanisław (réd.), *Podręcznik historii dla VII klasy podstawowej Cz. 2 (Manuel d'histoire pour la 7ème classe de l'école élémentaire T II)*, PZWS, Varsovie, 1948

KULA Witold (et alii), *Historia Polski, 1864-1945 : materiały do nauczania w klasie XI (Histoire de la Pologne, 1864-1915 : matériaux pour enseigner en 11<sup>e</sup> classe)*, PZWS, Varsovie, 1953

MISSALOWA Gryzelda, SCHOENBRENNER Janina, *Historia Polski (Histoire de la Pologne)*, PZWS, Varsovie, 1953

ZALEWSKA Zofia, WUTTKE Gustaw, *Poznaj swój kraj: podręcznik geografii dla klasy III (Connais ton pays: manuel de géographie pour la 3ème classe)*, PZWS, Varsovie, 1953

BARDACH J., *Historia Polski de roku 1466 (Histoire de la Pologne jusqu'en 1466)*, PZWS, Varsovie, 1954

ARNOLD S., MICHALSKI J., PIWARSKI Kazimierz, *Historia Polski od połowy XV wieku do roku 1795 (Histoire de la Pologne du milieu du XV<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1795)*, PZWS, Varsovie, 1955



KIENIEWICZ Stefan (réd.), *Historia Polski, 1795-1864 (Histoire de la Pologne)*, PZWS, Varsovie, 1956

RAJEWSKI Z. (réd.), *Archeologia i pradzieje Polski, (l'Archéologie et la préhistoire de la Pologne)*, PZWS, Varsovie, 1957

SZYBKI Czesław (réd.), *Metody utrwalania wiadomości w nauczaniu historii (Méthodes d'assimilation des connaissances dans l'enseignement de l'histoire)*, PZWS, 1957

KORCZ Władysław, *Ziemia Lubuska :materiały do nauczania historii regionu (la Terre de Lubusz, matériaux pour enseigner l'histoire de la région)*, Kuratorium Okręgu szkolnego (Inspection académique), Zielona Góra, 1959

WRÓBEL Tadeusz (réd.), *Nauczanie geografii, przyrody, historii w klasach 1-4 (l'Enseignement de la géographie, des sciences naturelles et de l'histoire dans les classes 1-4)*, PZWS, 1959

### 3. Livres publiés à l'étranger

BŁOŃSKI Antoni, *Wracamy nad Odrę: historyczne, geograficzne i etnograficzne podstawy zachodnich granic Polski (Nous revenons sur l'Oder: les fondements historiques, géographique et ethnographiques des frontières occidentales de la Pologne)*, Londres, 1942

MACHRAY, Robert, *The Problem of Upper Silesia (le Problème de la Haute-Silésie)*, G. Allen & Unwin Limited, 1945

*Ziemie polskie na Zachodzie (les Terres polonaises en Occident)*, Wydawnictwo Stowarzyszenia Polonia Międzynarodowego Związku Robotniczego (Éditions de l'Association de la Polonia- l'Union Internationale Ouvrière), New York, 1946

GLUCK, Leopold. « The Economic Reconstruction of the Recovered Territories» (la Reconstruction économique des territoires récupérés) in *Western Review (July-August 1947)*, p. 117, 1947

IPOHORSKI-LENKIEWICZ Witold, *Granice Polski (les Frontières de la Pologne)*, Biblioteka Wolna Trybuna (Bibliothèque de la Libre Tribune), Rome, 1947

LERDERMANN Sully, « la Pologne nouvelle. Territoire et population au recensement du 14 février 1946 » in *Population*, 2<sup>ème</sup> année, n° 1, p. 153-158, 1947

STEFICKI J. et alii, *Ziemie odzyskane (les Territoires récupérés)*, Związek Polaków we Włoszech (l'Union des Polonais en Italie), Rome, 1947

WALKOWICZ Leon, *Sprawa granicy zachodniej to dla Polaków to być albo nie być, (la Question de la frontière occidentale c'est pour la Pologne être ou ne pas être)*, Chicago, 1947

DARIC Jean, « le Peuplement des nouveaux territoires polonais » in *Population*, 3<sup>ème</sup> année, n° 4, (p. 691-712), 1948

FRUMKIN Grzegorz, « Pologne : dix années d'histoire démographique » in *Population*, 4<sup>ème</sup> année, n° 4, p. 695-712, 1949

SZKOCKI L., *Zachodnia granica na Odrze i Nysie (la Frontière occidentale sur l'Oder et la Neisse)*, Londres, 1956

#### 4. Livres concernant les relations germano-slaves et les débuts de l'État polonais

BUJAK Franciszek, *ogólny Zarys historii osadnictwa niemieckiego na zachodnich ziemiach Polski (Esquisse générale de l'histoire de la colonisation allemande sur les terres occidentales de la Pologne)*, PZZ, Cracovie, 1945

KACZMARCZYK Zdzisław, *Kolonizacja niemiecka na wschód od Odry (la Colonisation allemande à l'est de l'Oder)*, IZ, Poznań, 1945

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, *Polska-Niemcy. Dziesięć wieków zmagania (Pologne-Allemagne. Dix siècles de lutttes)*, IZ, Poznań, 1945

LABUDA Gerard, *Studia nad początkami państwa polskiego (Etudes sur les débuts de l'Etat polonais)*, Księgarnia Akademicka (Librairie académique), Poznań, 1946

WIDAJEWICZ Józef, *Niemcy wobec Słowian połabskich (les Allemands envers les Slaves de l'Elbe)*, IZ, Poznań, 1946

WIDAJEWICZ Józef, *Początki Polski (les Débuts de la Pologne)*, Książnica Atlas, Varsovie, 1948

WACHOWSKI Kazimierz, *Słowiańszczyzna Zachodnia (les Slaves Occidentaux)*, IZ, Poznań, 1950

BORTNOWSKI Władysław, *Walki w obronie niepodległości Polski w okresie wczesnofeudalnym (les Luites pour la défense de l'indépendance de la Pologne à l'époque de la féodalité primitive)*, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony narodowej (Éditions du ministère de la Défense nationale), Varsovie, 1952

DĄBROWSKI Jan, *Studia nad początkami państwa polskiego (Etudes sur les débuts de l'Etat polonais)*, ZNimO, Wrocław, 1958

RUDNICKI Mikołaj, *Wyłonienie się Słowian spośród ludów indoeuropejskich i ich pierwotne siedziby (la Différenciation des Slaves du sein des peuples indoeuropéens et leurs foyers originels)*, PWN, Poznań, 1959

ZDZIECHOWSKI Georges (dir.), *Cahiers Pologne-Allemagne*, Éditions Sarmatia, Paris, n° 3/1959, n° 3/1961

HENSEL Witold, *les Origines de l'État polonais*, Éditions Polonia, Varsovie, 1960

JAKOBSEN Hans-Adolf, TOMALA Mieczysław (réd.), *Stosunki polsko-niemieckie. Analiza i dokumenty (les Relations polono-allemandes. Analyse et documents)*, PISM, Varsovie, 1992

TOMALA Mieczysław, *Polityka i dyplomacja polska wobec Niemiec (la Politique et la diplomatie polonaises envers l'Allemagne)*, Tome 1, 1945-1970, Dom wydawniczy Elipsa (Maison d'édition Elipsa), Varsovie, 2005

JANKOWIAK Stanisław, *Wyjazdy Niemców z Polski w latach 1950-1959 (les Départs d'Allemands de Pologne de 1950 à 1959)*, *Choix de documents*, Wydawnictwo Poznańskie, Poznań, 2010

##### 5. Livres d'épistémologie historique

CZAPLIŃSKI Władysław, *Zadania historii wobec odzyskania ziem śląskich (les Devoirs de l'histoire envers la récupération des terres silésiennes)*, ZNimO, Wrocław, 1947/1971

KULA Witold, *Rozważanie o historii (Considérations sur l'histoire)*, PWN, Varsovie, 1958

## 6. Presse

*Bulletin d'information de l'Agence de presse occidentale (ZAP), Poznań/ Varsovie, n<sup>os</sup> 1-2-3-7-9-10/1957, 1-16-36/1958, 1-2-3-4-5-7-8-10-11-13-14-15-19-20-22-24-28-29-30-34-36-47/1959, 7-8-9-10-11-12-13/1960, 1-3-5-6-7-8-9-10-12/1961*

## 7. Sources étatiques

*Materiały do nauki historii Polski. Cz. 2, Polska w okresie monarchii stanowej i formowania się feudalno-pańszczyźnianej wielonarodowościowej Rzeczypospolitej szlacheckiej (1320-1569), (Matériaux pour l'enseignement de l'histoire de Pologne. T. II, la Pologne à l'époque de la monarchie d'ordres et de la formation de la République nobiliaire, féodalo-terrienne et multinationale 1320-1569), Wydawnictwo Ministerstwa Obrony narodowej (Éditions du Ministère de la défense nationale), Varsovie, 1953*

*Materiały do nauki historii Polski. Cz. 3, Polska w okresie wytworzenia się oligarchii magnackiej i dalszej ekspansji na wschód oraz rozkład feudalnej Rzeczypospolitej 1569-1764 (Matériaux pour l'enseignement de l'histoire de Pologne. T. III, la Pologne à l'époque de la formation de l'oligarchie des magnats et de la continuation de l'expansion à l'est ainsi que du déclin de la République nobiliaire 1569-1764), Wydawnictwo Ministerstwa Obrony narodowej (Éditions du Ministère de la défense nationale), Varsovie, 1954*

*Bulletin d'information du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais, n<sup>os</sup> 2, 3-4,5/1960, 10/1961*

TOMALA Mieczysław, *Zachodnia granica Polski po II Wojnie Światowej : dokumenty i materiały (la Frontière occidentale de la Pologne après la Seconde Guerre Mondiale : documents et matériaux)*, Polska Fundacja Spraw Międzynarodowych, (la Fondation polonaise des Affaires Internationales), Varsovie, 2002

JAROSZ Dariusz, PASZTOR Maria (éd.), *Polskie dokumenty dyplomatyczne 1957, (Documents diplomatiques polonais)*, PISM, Varsovie, 2006

JAROSZ Dariusz, PASZTOR Maria (éd.), *Polskie dokumenty dyplomatyczne 1958, (Documents diplomatiques polonais)*, PISM, Varsovie, 2011

## 8. Sources sur la pensée occidentale polonaise

MAZUR Zbigniew, PIETROWICZ Aleksandra (red), « *Ojczyzna* » 1939-1945, (« *la Patrie* », 1939-1945), IZ, Poznań, 2004

MAZUR Zbigniew, CHONIAWKO Andrzej, *Instytut Zachodni w dokumentach (l'Institut Occidental au fil des documents)*, IZ, Poznań, 2006

### C. *Articles de revues*

#### 1. Roczniki historyczne (les Annales historiques)(13)

KACZMARCZYK Zdzisław, « Czynniki geograficzne w rozwoju dziejowym Polski » (les Facteurs géographiques dans le développement historique de la Pologne) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 1-33, Volume XVI, 1947

TYMIENIECKI Kazimierz, « O Państwie Polskim w wiekach średnich » (A propos de l'Etat polonais médiéval) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 37-97, Volume XVI, 1947

WIDAJEWICZ Józef, « Czy Bolesław Chrobry był w młodości zakładnikiem u Niemców? » (Est-ce que Boleslas le Vaillant a été otage des Allemands durant sa jeunesse?) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 245-250, Volume XVI, 1947

MYŚLIŃSKI Kazimierz, « Polska a Pomorze Zachodnie po śmierci Krzywoustego » (la Pologne et la Poméranie Occidentale après la mort de Boleslas Bouche-Torse) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 1-67, Vol. XVII, Tome I, 1948

MATUSZEWSKA Hanna, « Początki Gdańska » (les Débuts de Gdańsk) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 71-124, Vol. XVII, Tome I, 1948

LABUDA Gerard, « W sprawie lenna Słupskiego » (A propos de la vassalité de Słupsk) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 179-195, Vol. XVII, Tome I, 1948

VETULANI Adam, « Polska i Prusy książęce w związku ustrojowym » (la Pologne et la Prusse ducale en union systémique) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 105-117, Vol. XVIII, 1949

OWSIŃSKA Anna, « Plany aneksyjne niemieckiego sztabu głównego wobec Polski » (les Plans d'annexion du grand état-major allemand envers la Pologne) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 278-314, Vol. XVIII, 1949

ŁOWMNIAŃSKI H., « Kilka Uwag krytycznych o początkach Polski » (Quelques Remarques critiques sur les débuts de la Pologne) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 352-373, Vol. XVIII, 1949

JAKÓBCZYK Witold, « z Dziejów odrodzenia narodowego Śląska XIX wieku » (de l'Histoire de la renaissance nationale dans la Silésie du XIX<sup>ème</sup> siècle) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 375-382, Vol. XVIII, 1949

TYMIENIECKI Kazimierz, « Zagadnienia śląskie doby dawniejszej w historii i historiografii » (les Problèmes silésiens de l'époque ancienne dans l'histoire de l'historiographie) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 9-105, Vol. XXI, 1953-1954

LIETZ Zygmunt, « Plebiscyt na Powiślu w r. 1920 » (le Plébiscite en Powiśle en 1920) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 195-282, Vol. XXI, 1953-1954

CZACHAROWSKI Antoni, « Spór o ziemię lęborską i bytowską w latach 1455-1526 » (la concurrence pour la terre de Lębork et de Bytów de 1455 à 1526) in *Roczniki Historyczne (Annales historiques)*, p. 304-313, Vol. XXI, 1953-1954

## 2. Przegląd historyczne (la Revue historique)(9)

MAŁOWIST Marian, « Podstawy gospodarcze przywrócenia jedności państwowej Pomorza Gdańskiego z Polską w XV w. » (les Fondements économiques de la réunification étatique de la Poméranie de Gdańsk avec la Pologne au XV<sup>e</sup> siècle) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 141-187, Vol. XLV, 1954

DOWIAT Jerzy, « Pochodzenie dynastii zachodnio-pomorskiej i ukształtowanie się terytorium księstwa zachodnio-pomorskiego » (l'Origine de la dynastie de Poméranie occidentale et la formation du territoire du duché de Poméranie occidentale) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 237-279, Vol. XLV, 1954

LAPTER Karol, « Sprawa Gdańska i dostępu Polski do morza na Konferencji Paryskiej 1919 r. » (l’Affaire de Gdańsk et de l’accès de la Pologne à la mer lors de la Conférence de Paris en 1919) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 460-478, Vol. XLV, 1954

RAWSKI Tadeusz, « Wyzwolenie polskich ziem nadbałtyckich przez Armię Radziecką i Ludowe Wojsko Polskie » (la Libération des terres polonaises des bords de la Baltique par l’Armée Soviétique et par l’Armée Polonaise Populaire) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 479-502, Vol. XLV, 1954

TYMIENIECKI Kazimierz, « ze Studiów nad starożytnościami słowiańskimi » (de l’Etude de le l’Antiquité des Slaves) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 102-132

CZAPLIŃSKI Władysław, « Wpływ reformacji i kontrreformacji na stosunki narodowościowe na Śląsku (XVI-XVII w.) » (l’Influence de la Réforme et de la Contre-Réforme sur les rapports nationaux en Silésie (XVI-XVIIème siècle) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 144-155, Vol. XL, 1949

TYMIENIECKI Kazimierz, « z Metodyki badań nad starożytnościami słowiańskimi » (de la Méthodologie des recherches sur l’Antiquité des Slaves) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 7-21, Vol. XXXVII, 1948

KĘTRZYŃSKI Stanisław, « Karol Wielki i Bolesław Chrobry » (Charlemagne et Boleslas le Vaillant) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 19-25

STEBELSKI Adam, « Czego archiwa polskie żądają od Niemiec i Austrii? » (que demandent les Archives polonaises de la part de l’Allemagne et de l’Autriche?) in *Przegląd Historyczny (la Revue historique)*, p. 26-41, Vol. XXXVI, 1946

### 3. *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique) (18)*

SEREJSKI Marian, « z Zagadnień genezy państwa polskiego w historiografii » (de la Problématique de la genèse de l’Etat polonais dans l’historiographie) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 147-163, Vol. LV, Tome 3, 1953

LABUDA Gerard, « Zakład historii Pomorza Instytutu Historii PAN » (le Département d’histoire de la Poméranie de l’Institut de l’Académie des Sciences Polonaise) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 326-329, Vol. LV, Tome 3, 1953

DŁUGOBORSKI Waclaw, « Konferencja Śląska we Wrocławiu » (la Conférence silésienne à Wrocław) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 271-286, Vol. LV, Tome 4, 1953

ŻYTKOWICZ Leonid, « z Dyskusji nad I tomem podręcznika historii Polski odcinek do r. 1138 » (de la Discussion sur le 1er tome du manuel de l'histoire de Pologne jusqu'en 1138) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 339-358, Vol. LV, Tome 3, 1953

GALOS Adam, « Konferencja w sprawie historii Śląska okresu kapitalizmu » (la Conférence concernant l'histoire de la Silésie de l'époque capitaliste) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 358-360, Vol. LV, Tome 3, 1953

JABŁOŃSKI Henryk, « o nowe Spojrzenie na dzieje Pomorza » (à propos un nouveau regard sur l'histoire de la Poméranie) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 3-16, Vol. LVI, Tome 4, 1954

WIŚNIEWSKI Jerzy, « Przesłanki tworzenia się układu kapitalistycznego w rolnictwie zachodnio-pomorskim w XVIII wieku » (les Conditions de la formation du régime capitaliste dans l'agriculture de la Poméranie occidentale au XVIIIème siècle) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 116-136, Vol. LVI, Tome 4, 1954

WIELOPOLSKI Alfred, « Zagadnienie sił wytwórczych i rozwoju stosunków społecznych w rolnictwie Pomorza Zachodniego w pierwszej połowie XIX wieku » (la Problématique des forces laborieuses et du développement des rapports sociaux dans l'agriculture de la Poméranie Occidentale dans la première moitié du XIXème siècle) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 137-159, Vol. LVI, Tome 4, 1954

KIERSNOWSKI Ryszard, « w Sprawie początków organizacji państwowej na Pomorzu Zachodnim » ( A propos des débuts de l'organisation étatique en Poméranie Occidentale) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 160-168, Vol. LVI, Tome 4, 1954

ŻURAWICKA Janina, « Sesja pomorska w Gdańsku » (la Session poméranienne à Gdańsk) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 332-345 , Vol. LVI, Tome 4, 1954

MYŚLIŃSKI Kazimierz, « Dyskusja nad rolą i zadaniami Instytutu Zachodniego i „Przeglądu Zachodniego » (la Discussion sur le rôle et les tâches de l'Institut Occidental et de la *Revue Occidentale*) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 345-351, Vol. LVI, Tome 4, 1954



LAPTER Karol, « Powstanie śląskie » (l'Insurrection silésienne), in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 60-101, Vol. LVI, Tome 1, 1954

GIEYSZTOR Aleksander, « Geneza państwa polskiego w świetle nowszych badań » (la Genèse de l'État polonais à la lumière des nouvelles recherches), in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 103-136, Vol. LVI, Tome 1, 1954

« Zadania bliskie polskim historykom » (les Objectifs proches des historiens polonais), in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 3-12

POPIOŁEK Kazimierz, « Potrzeby historiografii polskiej w dziedzinie dziejów najnowszych Górnego Śląska » (les Besoins de l'historiographie polonaise dans le domaine de l'histoire contemporaine de la Haute Silésie) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 73-89, Vol. LVII, 1949

KIERSNOWSKI Ryszard, « Badania nad początkami państwa polskiego » (Études sur les débuts de l'Etat polonais) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 346-353, Vol. LVII, 1949

SUCHODOLSKI Witold, « Stań archiwów polskich wobec potrzeb nauki historycznej » (l'État des archives polonaises par rapport aux besoins de la science historique) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 23-34, Vol. LV, 1948

RYBARSKI Antoni, « Rewindykacja i zabezpieczenia archiwaliów w latach 1945-1947 » (la Revendication et la sécurisation des archives dans les années 1945-1947) in *Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)*, p. 34-39, Vol. LV, 1948

#### 4. Przegląd geograficzny (la Revue géographique) (4)

CZYŻEWSKI Julian, « Przyczynek do analizy kartometrycznej granic politycznych Polski » (Contribution à l'analyse cartométrique des frontières politiques de la Pologne) in *Przegląd geograficzny (la Revue géographique)*, p. 59-79, 1949

PIETKIEWICZ Stanisław, « O granicy państwowej i jej przeprowadzeniu » (A propos de la frontière étatique et de leur délimitation) in *Przegląd geograficzny (la Revue géographique)*, p. 9-47

PIETKIEWICZ Stanisław, « Zjazd geografów polskich we Wrocławiu » (la Réunion des géographes polonais à Wrocław) in *Przegląd geograficzny (la Revue géographique)*, p. 169-175

LESZCZYCKI Stanisław, « Ustalenie granic współczesnej Polski » (la Délimitation des frontières actuelles de la Pologne) in *Przegląd geograficzny (la Revue géographique)*, p. 154-157

5. *Przegląd Zachodni (la Revue occidentale) (224)*

KIEŁCZEWSKA Maria, GLUCK Leopold, « Zagadnienie akcji migracyjnej na Ziemiach Zachodnich » (la Problématique de l'action migratoire vers les Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 9-26, 1945

ZDZITOWSKI Jan, « Bałtyk, szkic gospodarczy » (la Baltique, esquisse économique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 194-243, 1945

GLUCK Leopold, « Gdańsk, Gdynia, Szczecin » in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 39-53, 1945

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Grunwald » in *Przegląd Zachodni,(la Revue occidentale)* p. 1-8, 1945

GRODEK Andrzej, « Zagadnienie kolonizacji miejskiej Ziem Odzyskanych » (la Problématique du peuplement urbain sur les Territoires occidentaux) in *Przegląd Zachodni,(la Revue occidentale)* p. 27-38, 1945

WILDER Jan Antoni, « o racjonalną politykę gospodarczą na Ziemiach Odzyskanych » (à propos d'une Politique économique rationnelle sur les Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni,(la Revue occidentale)* p. 186-192, 1945

GUSTOWSKI Leszek, « Pomorze Zachodnie między pierwszą a drugą Wojną Światową 1918-1945 » (la Poméranie occidentale entre la première et la deuxième Guerre Mondiale 1918-1945) in *Przegląd Zachodni,(la Revue occidentale)* p. 244-259, 1945

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Przeszedł przez morze » (il est passé par la mer) in *Przegląd Zachodni,(la Revue occidentale)* p. 153-170, 1945

WINIEWICZ Józef, « Dokoła nowej granicy polsko-niemieckiej » (autour de la nouvelle Frontière polono-allemande) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 171-180, 1945

POLLAK Roman, « w Świetle nowych wydawnictw » (dans la Lumière des nouvelles maisons d'édition) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 135-137, 1945

KUCNER Alfred, « Ślady polskiej kultury nad Odrą » (les Traces de la culture polonaise sur l'Oder) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 34-35, 1945

LESZCZYCKI Stanisław, « Ustalenie granic współczesnej Polski » (la Délimitation des frontières contemporaines de la Pologne), in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 181-185, 1945

KOLAŃCZYK Kazimierz, « Badania naukowe wobec konieczności chwili » (les Etudes scientifiques face aux besoins du moment) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 71-75, Vol. I, 1946

ZIERHOFFER August, « Zagadnienie zachodniej granicy Polski » (la Problématique de la frontière occidentale de la Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 107-111, Vol. I, 1946

BUŁAWSKI Rajmund, « Rada naukowa dla zagadnień ziem odzyskanych » (le Conseil Scientifique pour les problèmes des territoires récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 111-117, Vol. I, 1946

KIEŁCZEWSKA Maria, « Pomorze czy Prusy » in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 118-121, Vol. I, 1946

KRYGOWSKI B., « W sprawie nazw poszczególnych części Pomorza » (A propos des toponymes des différentes parties de la Poméranie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 122-124, Vol. I, 1946

SMULIKOWSKI Kazimierz, « naturalne Zasoby przemysłu kamieniarskiego na Ziemiach Zachodnich » (les Ressources naturelles de l'industrie de la pierre sur les Terres Occidentales) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 130-138, Vol. I, 1946

GÓRSKI Karol, « Zadania historiografii polskiej na Pomorzu » (les Tâches de l'historiographie polonaise en Poméranie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 139-146, Vol. I, 1946

RAJEWSKI Zdzisław Adam, « o Opolu wczesnodziejowym » (à propos d'Opole des premiers siècles) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 174-178, Vol. I, 1946

TYROWICZ Marian, « jak przemianować ulice miast odzyskanych » (comment changer les noms des rues des villes récupérées) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 178-182, Vol. I, 1946

ROMER Eugeniusz, « o Nazwę Prusy » (à propos du nom de Prusse) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 264-265, Vol. I, 1946

BODNIAK Stanisław, « Kartka z przeszłości związków Łużyc z Wielkopolską » (Fragments des liens passés de la Lusace et de la Grande-Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 269-271, Vol. I, 1946

« Bilans I roku pracy Instytutu Zachodniego » (Bilan de la première année de travail de l'Institut Occidental) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 291-298, Vol. I, 1946

LUTOSŁAWSKI Jan, « o Program zagospodarowania Ziemi Odzyskanych » (à propos du Programme d'aménagement des Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 371-375, Vol. I, 1946

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « I Toruń i Gdańsk i Szczecin » (Et Toruń et Gdańsk et Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 378-379, Vol. I, 1946

POPIOŁEK Kazimierz, « Rola nauczyciela na Ziemiach Odzyskanych » (le Rôle de l'enseignant sur les Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 380-384, Vol. I, 1946

KWIATKOWSKI Eugeniusz, « Polska i morze » (la Pologne et la mer) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 417-423, Vol. I, 1946

KOLIPIŃSKI Juliusz, « Gospodarka niemiecka bez ziem nad Odrą i Nisą » (l'Economie allemande sans les terres près de l'Oder et de la Neisse) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 435-445, Vol. I, 1946

KOLIPIŃSKI Juliusz, « Rola Ziemi Odzyskanych w organizmie gospodarczym Polski » (le Rôle des Terres récupérées dans l'organisme économique de la Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 511-521, Vol. I, 1946

KOLAŃCZYK Kazimierz, « o Nazwy polskie na Ziemiach Odzyskanych » (à propos de l'Onomastique polonaise sur les Terres récupérées) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 540-547, Vol. I, 1946

RUSIŃSKI Władysław, « w Sprawie nazewnictwa na Ziemiach Odzyskanych » (à propos de la toponymie sur les Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 686-687, Vol. II, 1946

KOLIPIŃSKI Juliusz, « Granica na Odrze i Nisie z perspektywy ekonomiki światowej » (la Frontière sur l'Oder et la Neisse du point de vue de l'économie mondiale) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 721-731, Vol. II, 1946

ANTONIEWICZ Włodzimierz, « o Muzeum morza i Pomorza polskiego » (à propos du Musée de la mer et de la Poméranie polonaise) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 776-779, Vol. II, 1946

ŁYCZYWEK Roman, « Rok w Szczecinie » (une Année à Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 788-791, Vol. II, 1946

NAMYSŁOWSKI Władysław, « Granice zachodnie Polski w ramach prawa międzynarodowego » (les Frontières occidentales de la Pologne à la lumière du droit international) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 809-814, Vol. II, 1946

RUSIŃSKI Władysław, « Autochtoni Ziem Odzyskanych stan dzisiejszy i perspektywy jutra » (les Autochtones des Territoires Occidentaux, état d'aujourd'hui et perspectives pour demain) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 815-824, Vol. II, 1946

PIETRZAK-PAWŁOWSKI Kazimierz, « Repolonizacja kulturalna ziemi warmińsko-mazurskiej » (la Repolonisation de la terre de Warmie-Mazurie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 694-696, Vol. II, 1946

SAWICKA Stanisława, « o Program muzealny dla Ziem Odzyskanych » (à propos d'un Programme muséal pour les Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 849-857, Vol. II, 1946

KOCHAŃSKI Witold, « o Nazwy polskie na Ziemiach Odzyskanych » (à propos de la Toponymie des Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 857-858, Vol. II, 1946

PELCZAR Maria, « czy odbudujemy stary Gdańsk » (Reconstruirons-nous le vieu Gdańsk?) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 861-864, Vol. II, 1946

ŁYCZYWEK Roman, « w Szczecinie 100 tysięcy Polaków » (100 mille Polonais à Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 868-869, Vol. II, 1946

LABUDA Gerard, « Dwie publikacje o Prusach Wschodnich » (deux Publications à propos de la Prusse Orientale) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 873-879, Vol. II, 1946

KOCHAŃSKI Witold, « Rozwój historyczny problemu łużyckiego » (le Développement historique du problème lusacien) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 924-927, Vol. II, 1946

CZEKANOWSKI Jan, « Prazasiedlenie dorzeczy Odry i Wisły w świetle badań antropologicznych » (le Peuplement archaïque des bassins de l'Oder et de la Vistule à la lumière des fouilles archéologiques) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 969-978, Vol. II, 1946

STELMACHOWSKA Bożena, « polska Kultura ludowa czynnikiem zespalającym Ziemie Odzyskane » (la Culture polonaise populaire, facteur unificateur des Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 979-990, Vol. II, 1946

KLAFKOWSKI Alfons, « Pozycja prawna Ziem Odzyskanych » (la Position juridique des Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 991-999, Vol. II, 1946

STOJANOWSKI Karol, « jeszcze w sprawie reslawizacji Niemiec Wschodnich » (encore un mot concernant la reslavisation de l'Allemagne de l'Est) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 1056-1059, Vol. II, 1946

PIETRZAK-PAWŁOWSKI Kazimierz, « Mazurzy i Warmiacy aktywizują się » (les Mazures et les Warmiens s'activent) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 1060-1062, Vol. II, 1946

SPANDOWSKI Antoni, « Kongres autochtonów w Warszawie » (le Congrès des autochtones à Varsovie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 1065-1071, Vol. II, 1946

PEŁCZYNA Jadwiga, « Śląsk- dynamiczny » (la Silésie, dynamique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 1071-1072, Vol. II, 1946

KULCZYŃSKI Stanisław, « Naukowa i społeczna rola szkolnictwa wyższego na Ziemiach Odzyskanych » (le Rôle scientifique et social et l'enseigne-metn supérieur dans les Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 1-11, Vol. I, 1947

BARCIŃSKI Florian, « Bogactwa naturalne Ziem Odzyskanych i ich znaczenie gospodarcze dla Polski » (les Richesses naturelles des Territoires Récupérés et leur signification économique pour la Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 12-30, Vol. I, 1947

ŁYCZYWEK Roman, « Ziemie Odzyskane w wytycznych narodowego planu gospodarczego » (les Territoires Récupérés dans les lignes directrices du plan économique national) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 45-48, Vol. I, 1947

P. DETTLOFF Szczęsny, « z Wrocławskich poloników architektonicznych » (à propos des monuments architecturaux polonais de Wrocław) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 52-60, Vol. I, 1947

RUDNICKI Mikołaj, « Czym zastąpić wyraz « autochton » ? » (par quoi remplacer le terme d'autochtone?) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 61-62, Vol. I, 1947

ŁYCZYWEK Roman, « Pomorze Zachodnie na przełomie roku » (la Poméranie occidentale au tournant de l'année) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 70-73, Vol. I, 1947

KLAFKOWSKI Alfons, « Traktat pokojowy dla Niemiec » (le Traité de paix pour l'Allemagne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 93-103, Vol. I, 1947

PIETRZAK-PAWŁOWSKI Kazimierz, « od Prus Wschodnich do województwa olsztyńskiego » (de la Prusse orientale à la voïévodie d'Olsztyn) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 133-141, Vol. I, 1947

KOCHAŃSKI Witold, « Język polski sukcesorem połabskiego » (la Langue polonaise, successeur de la langue des Slaves de l'Elbe) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 154-157, Vol. I, 1947

ZIERHOFFER August, « Problem zachodniej granicy Polski w świetle geografii politycznej » (le Problème de la frontière occidentale de la Pologne à la lumière de la géographie politique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 203-217, Vol. I, 1947

OLECHNOWICZ Mściław, « Akcja zaludnienia Ziem Zachodnich » (l'Action de peuplement des Terres occidentales) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 218-223, Vol. I, 1947

POLLAK Michał, « Osiągnięcia na polu oświaty i szkolnictwa na Ziemiach Odzyskanych » (les Réalisations dans le domaine de l'éducation et de l'école sur les Terres Occidentales) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 224-230, Vol. I, 1947

POLLAK Roman, « Dzieje polskiego życia literackiego na Śląsku » (l'Histoire de la vie littéraire polonaise en Silésie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 254-257, Vol. I, 1947

RUSIŃSKI Władysław, « Uciezka Niemców ze Wschodnich prowincji Rzeszy przed 1939r. » (la Fuite des Allemands des provinces orientales du Reich avant 1939) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 265-277, Vol. I, 1947

SOSNOWSKI Kirył, « Polska wraca na Dolny Śląsk » (la Pologne revient en Basse-Silésie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 278-292, Vol. I, 1947

SILNICKI Tadeusz, « Rola dziejowa Świętego Wojciecha » (le Rôle historique de Saint-Adalbert) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 293-307, Vol. I, 1947

TUCHOŁKA Zbyszko, « Odbudowa rolnictwa na Ziemi Lubuskiej » (la Reconstitution de l'agriculture dans la Terre de Lubusz) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 319-323, Vol. I, 1947

MŁODZIEJOWSKI Jerzy, « Zachodnie Ziemie polski na mapach z XVI wieku » (les Terres occidentales de la Pologne sur les cartes du XVIème siècle) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 323-332, Vol. I, 1947

GÓRSKI Karol, « Zjazd historyków Pomorza » (la Réunion des historiens de la Poméranie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 335-337, Vol. I, 1947

KACZMARCZYK Zdzisław, « Najstarsza granica Polski nad Szczecinem » (la plus ancienne frontière de la Pologne près de Szczecin), in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 353-356, Vol. I, 1947

AUGUSIAK Czesław, « Możliwości produkcyjne Ziem Odzyskanych w zakresie czterech głównych zbóż » (les Possibilités de production des Territoires Récupérés dans le domaine



des quatre céréales principales) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 418-419, Vol. I, 1947

TARG Alojzy, « Polska ludność rodzima na Ziemiach Odzyskanych » (la Population polonaise autochtone sur les Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 481-495, Vol. I, 1947

KACZMARCZYK Zdzisław, « Polskie Ziemie macierzyste » (les Terres polonaises originelles) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 529-531, Vol. I, 1947

URBAŃCZYK Stanisław, « Ziemie ośrodkowe, nie macierzyste » (les Terres centrales, non originelles) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 531-533, Vol. I, 1947

ZAJCHOWSKA Stanisława, « z Geografami poprzez Pomorze » (en Compagnie de géographes à travers la Poméranie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 556-559, Vol. I, 1947

JAKIMOWICZ Roman, « w Sprawie atlasu wczesnohistorycznego Pomorza » (à propos de l'atlas des premiers temps de la Poméranie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 616-623, Vol. II, 1947

PELCZAR Maria, « Odbudowa archiwum Gdańskiego » (la Reconstruction des archives de Gdańsk) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 642-645, Vol. II, 1947

ZAJCHOWSKA Stanisława, « V Sesja Rady Naukowej dla Ziem odzyskanych » (la Vème Session du Conseil Scientifique pour les Territoires Récupérées) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 646-650, Vol. II, 1947

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Polityczne znaczenie Odry w czasach historycznych » (la Signification politique de l'Oder durant la période moderne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 719-731, Vol. II, 1947

PELCZAR Maria, « 950-lecie Gdańska » (le 950<sup>ème</sup> anniversaire de Gdańsk) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 758-760, Vol. II, 1947

ROGALSKI Aleksander, « Źródła socjologiczne niemieckiego zła » (les Sources sociologiques du mal allemand) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 824-835, Vol. II, 1947

URBAŃCZYK Stanisław, « Porządkowanie nazw miejscowych » (la Clarification des noms de lieux) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 836-841, Vol. II, 1947

HENSEL Witold, « Jeszcze o atlasie wczesnohistorycznego Pomorza » (Encore un mot sur l'atlas de la Poméranie des premiers temps) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 863-865, Vol. II, 1947

BUKOWSKI Andrzej, « Możliwości gospodarcze Pomorza Zachodniego i perspektywy naukowe Szczecina » (les Possibilités économiques de la Poméranie Occidentale et les perspectives scientifiques de Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 868-871, Vol. II, 1947

ŁYCZYWEK Roman, « Trzy wielkie zjazdy w Szczecinie » (Trois grandes conférences à Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 871-876, Vol. II, 1947

DZIEWOŃSKI Zbigniew, « Odra, jej problemy i perspektywy » (l'Oder, ses problèmes et ses perspectives) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 918-930, Vol. II, 1947

KACZMARCZYK Zdzisław, « Problem germanizacji Śląska w świetle nowych badań » in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 931-943, Vol. II, 1947

GÓRSKI Karol, « Lenno Słupskie », (la Suzeraineté sur Słupsk) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 944-953, Vol. II, 1947

KLAFKOWSKI Alfons, « Trudności prawne traktatu pokojowego dla Niemiec » (les Difficultés juridiques du traité de paix avec l'Allemagne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 1, Vol. I, 1948

PELCZAR Marian, « Gdańskie Muzeum, jego zbiory, cele i zadania » (le Musée de Gdańsk, ses collections, ses buts et ses tâches) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 69-71, Vol. I, 1948

JANIKOWSKI Tadeusz, « Przewidywane zaludnienie rolnicze Ziem Odzyskanych » (le Peuplement agricole prévu dans les Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 176-180, Vol. I, 1948

FRIEDBERG Marian, « Obrady trzech komisji rady naukowej dla zagadnień Ziem Odzyskanych » (les Séances des trois commissions du Conseil Scientifique pour les

problèmes des Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 181-184, Vol. I, 1948

ŁYCZYWEK Roman, « Zagadnienie strefy wolnocłowej w Szczecinie » (les Problèmes de la zone de libre-échange de Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 184-187, Vol. I, 1948

KOKOT Józef, « Wrocław jako centrum polszczyzny » (Wrocław en tant que centre de la polonité) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 187-191, Vol. I, 1948

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Bolesław Chrobry i rok 1000 » (Boleslas le Vaillant et l'an 1000), in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 237-252, Vol. I, 1948

ŚLĄSKI Kazimierz, « Pomorskie ślaki handlowe w XII i XIII wieku » (les Routes commerciales poméraniennes aux XIIème et XIIIème siècles) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 285-290, Vol. I, 1948

PELCZAR Marian, « Gdańsk powstaje z gruzów » (Gdańsk renaît de ses ruines) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 291-295, Vol. I, 1948

BARCIŃSKI Florian, « Czy Ziemia Lubuska może stanowić odrębne województwo? » (Est-ce que la Terre de Lubusz peut former une voïévodie à part ?), in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 407-413, Vol. I, 1948

SCZANIECKI Michał, « Dzieje ludności polskiej na Ziemi Lubuskiej » (l'Histoire de la population polonaise dans la Terre de Lubusz) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 479-494, Vol. I, 1948

KACZMARCZYK Zdzisław, TUCHOŁKA Zbyszko, ZAJCHOWSKA Stanisława, « Ziemia Lubuska organiczna częścią Wielkopolski » (la Terre de Lubusz, partie intégrante de la Grande-Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 513-518, Vol. I, 1948

KOCHAŃSKI Witold, « o Naprawę imiennictwa osobowego Staropolski » (A propos de la rectification de l'onomastique personnelle de la Vieille Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 518-521, Vol. I, 1948

SKURPSKI Hieronim, « Muzeum mazurskie w Olsztynie » (le Musée mazure à Olsztyn) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 526-529, Vol. I, 1948

KACZMARCZYK Zdzisław, « Historycy polscy w Szczecinie » (les Historiens polonais à Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 532-535, Vol. I, 1948

POLLAK Roman, « Na marginesie szczecińskiego zjazdu historyków » (à la Marge de la réunion des historiens à Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 535-536, Vol. I, 1948

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Działalność Instytutu Zachodniego » (l'Activité de l'Institut Occidental) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 577-585, Vol. I, 1948

SCZANIECKI Michał, « Kwestia narodowościowa i wyznaniowa w przeszłości Ziemi Lubuskiej » (la Question nationale et confessionnelle dans le passé de la Terre de Lubusz) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 586-600, Vol. I, 1948

KOCHAŃSKI Witold, « Sprawy łużyckie- autonomia kulturalna » (les Affaires lusaciennes- l'autonomie culturelle) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 616-618, Vol. I, 1948

BARCIŃSKI Florian, « Ziemie Odzyskane nie były spichlerzem żywnościowym Niemiec » (les Territoires Récupérés n'étaient pas un grenier à blé pour l'Allemagne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 619-622, Vol. I, 1948

SCZANIECKI Michał, « o Ustalenia nazw dla dwóch regionów Ziemi Lubuskiej » (à propos de la fixation du nom de deux régions de la Terre de Lubusz) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 623-625, Vol. I, 1948

« Z Życia Instytutu Zachodniego » (de la Vie de l'Institut Occidental) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 675-692, Vol. I, 1948

PIERADZKA Krystyna, « Historyczny rozwój zachodniej granicy Donego-Śląska do początku czasów nowożytnych » (le Développement historique de la frontière occidentale de la Basse-Silésie jusqu'au début de l'époque moderne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 40-71, Vol. II, 1948

SCZANIECKI Michał, « Stosunki sąsiedzkie na pograniczu Wielkopolsko-Lubuskim w przeszłości » (les Rapports de voisinage aux frontières de la Grande-Pologne et de la Terre de Lubusz par le passé) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 72-88, Vol. II, 1948

ŚLĄSKI Kazimierz, « Dzieje polskości na Pomorzu Zachodnim » (l'Histoire de la polonité en Poméranie Occidentale) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 89-101, Vol. II, 1948

TASZYCKI Witold, « Polszczenie imion i nazwisk » (la Polonisation des prénoms et des noms) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 148-149, Vol. II, 1948

KOLAŃCZYK Kazimierz, « pierwsze Wrażenia z wystawy Ziem Odzyskanych » (Premières impressions de l'exposition des Territoires Récupérés) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 161-164, Vol. II, 1948

RAJEWSKI Zdzisław Adam, « Problem Radgoszczy i Swaróżyca » (le Problème de Radgoszcz et de Swarózyć) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 321-325, Vol. II, 1948

KOKOT Józef, « Trzonowe Zagadnienia gospodarki polskiej na Wystawie Ziem Odzyskanych we Wrocławiu » (les Problèmes centraux de l'économie polonaise dans l'Exposition des Territoires Récupérés à Wrocław) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 332-340, Vol. II, 1948

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Bolesław Chrobry i kryzys stosunków polsko-niemieckich » (Boleslas le Vaillant et la crise des relations polono-allemandes) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 369-383, Vol. II, 1948

PIETRZAK-PAWŁOWSKA Irena, « Otwarcie Muzeum Mikołaja Kopernika we Fromborku » (l'Ouverture du Musée de Nicolas Copernic à Frombork) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 553-555, Vol. II, 1948

BAZYŁOW Ludwik, « VII Powszechny Zjazd Historyków polskich we Wrocławiu » (la VIIème Réunion Générale des Historiens polonais à Wrocław) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 555-557, Vol. II, 1948

GRYGIER Tadeusz, « Powstanie Wielkopolskie a plany wyzwolenia reszty Ziem Zachodniej Polski » (l'Insurrection de Grande-Pologne et les plans de libération du reste des Terres occidentales de la Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 655-670, Vol. II, 1948

TYMIENIECKI Kazimierz, « Pokój w Budziszynie » (la Paix de Budziszyn), in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)* p. 46-50, Vol. I, 1949

TYMIENIECKI Kazimierz, « Polskość Wrocławia », in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 134-137, Vol. I, 1949

NAHORAYSKA Julia, « Tymczasowe Wyniki prac wykopaliskowych na Ostrowie Tumskim w Poznaniu w 1948 r. » (les Résultats provisoires des travaux archéologiques à Ostrów Tumski à Poznań en 1948) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 257-263, Vol. I, 1949

SUKERTOWA-BIEDRAWINA Emilia, « Muzeum mazurskie w Szczytnie » (le Musée mazure à Szczytno) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 263-265, Vol. I, 1949

WYSŁOUCH Seweryn, « najpilniejsze Zadania historiografii śląskiej » (les Devoirs les plus urgents de l'historiographie silésienne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 350-361, Vol. I, 1949

LADENBERGER Tadeusz, « Kolonizacja fryderycjańska na Śląsku » (la Colonisation frédéricienne en Silésie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 362-380, Vol. I, 1949

GOLACHOWSKI Stefan, « Jawne i tajne Statystyki językowo-narodowościowe na Śląsku Opolskim » (les Statistiques officielles et secrètes concernant la langue et la nationalité en Silésie d'Opole) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 381-389, Vol. I, 1949

MAŁACHOWSKI Aleksander, « Kontrasty narodowościowe-agrarne na Śląsku Opolskim » (les Contrastes nationaux et agraires en Silésie d'Opole) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 390-402, Vol. I, 1949

ORZECZOWSKI Kazimierz, « Zagadnienie asymilacji mniejszości na tle polskiego szkolnictwa powszechnego na Górnym Śląsku » (la Problématique de l'assimilation des minorités dans le contexte de l'enseignement général polonais en Haute-Silésie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 403-426, Vol. I, 1949

POŁCZYŃSKI L., « Muzeum Piastowskie w Brzegu » (le Musée des Piast à Brzeg) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 507-509, Vol. I, 1949

ROSZKOWSKA Wanda, « z Wrocławskiej kroniki naukowej » (la Chronique scientifique de Wrocław) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 517-524, Vol. I, 1949

GÓRSKI Karol, « Polityczna Rola Warmii w Rzeczypospolitej » (le Rôle politique de la Warmie dans la République) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-23, Vol. II, 1949

ŁYCZYWEK Roman, « Szczecin 1948 », in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 121-125, Vol. II, 1949

BUDKOWSKA Janina, « Pomorze na warsztacie badań naukowych » (la Poméranie dans les laboratoires de recherches scientifiques) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 125-127, Vol. II, 1949

KOCHAŃSKI Witold, « Ziemia Warmijsko-mazurska w pierwszych latach powojennych » (la Terre warmienne et mazure dans les premières années postérieures à la guerre) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 150-155, Vol. II, 1949

ZIELIŃSKI Henryk, « z Problematyki narodowościowej na pograniczu polsko-niemieckim w dobie międzywojennej » (à propos de la Problématique nationale dans les marges polono-allemandes pendant la période de l'entre-deux-guerres) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 263-272, Vol. II, 1949

KALISKI Emil, « Znaczenie wrocławskiego ośrodka historycznego w planie zagospodarowania » (la Signification du milieu historique de Wrocław dans le plan d'aménagement) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 516-518, Vol. II, 1949

WILLAUME Juliusz, « Stanowisko Prus wobec sprawy polskiej na Kongresie Wiedeńskim » (la Position de la Prusse envers la question polonaise lors du Congrès de Vienne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 3-15, Vol. I, 1950

DZIEWULSKI Władysław, « Przemiany etniczne ziemi kłodzkiej » (les Transformations ethniques de la Terre de Kłodzko) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 16-53, Vol. I, 1950

KIERSNOWSKI Ryszard, « Problematyka badawcza wałów śląskich » (la Problématique de recherche des digues silésiennes) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 72-76, Vol. I, 1950

SUKERTOWA-BIEDRAWINA Emilia, « Muzeum w Olsztynie » (le Musée d'Olsztyn) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 86-89, Vol. I, 1950

GIEYSZTOR Aleksander, « Badania nad genezą państwa polskiego » (les Etudes sur la genèse de l'Etat polonais) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 169-195, Vol. I, 1950

BAK Stanisław, « Polskość w obrębie Dolnego-Śląska w ostatnim stuleciu w ujęciach kartograficznych » (la Polonité en Basse-Silésie au siècle dernier perçue du point de vue cartographique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 254-264, Vol. I, 1950

KOWALENKO Władysław, « Starostwiańskie grody portowe na Bałtyku » (les villes portuaires des anciens Slaves sur les bords de la Baltique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 378-419, Vol. I, 1950

ŚLĄSKI Kazimierz, « Związki kulturalne i społeczne dawnego Pomorza Zachodniego z Rzeczpospolitą » (les Liens socioculturels de l'ancienne Poméranie occidentale avec la Respublica) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 420-426, Vol. I, 1950

BUKOWSKI Andrzej, « Oblicze społeczne twórcy ruchu młodokaszubskiego » (les Traits sociaux des fondateurs du mouvement des Jeunes-Cachoubes) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 435-451, Vol. I, 1950

BARTKOWSKI Tadeusz, « Mapa gęstości zaludnienia wiejskiego Ziem Zachodnich w r. 1939 » (la Carte de la densité de peuplement rural des Terres Occidentales en 1939) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 472-477, Vol. I, 1950

ŁYCZYWEK Roman, « Zjazd połączeniowy Ligi Morskiej i Polskiego Związku Zachodniego- pięciolecie odzyskania Szczecina » (la Réunion unificatrice de la Ligue Maritime et de l'Union Polonaise Occidentale- le cinquième anniversaire de la récupération de Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 507-509, Vol. I, 1950

DZIEWULSKI Władysław, « Pochodzenie ludności i stosunki etniczne w Kłodzku w końcu XVII i pierwszej połowie XVIII wieku » (l'Origine de la population et les relations ethniques à Kłodzko à la fin du XVIIème siècle et pendant la première moitié du XVIIIème siècle) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 10-30, Vol. II, 1950

SAMITOWSKA Bronisława, « Jerzy Treska, chłop spod Wrocławia, obrońca języka polskiego » (Jerzy Treska, paysan des environs de Wrocław, défenseur de la langue polonaise) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 89-94, Vol. II, 1950

ROGOW Włodzimierz, « Przyczyny wpływające na zaludnienie byłych Prus Wschodnich » (les Facteurs influant le peuplement de l'ancienne Prusse Orientale) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 217-258, Vol. II, 1950



MIKULSKI Tadeusz, « na Jeziorach mazurskich » (dans la Région des Lacs de Mazurie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 372-374, Vol. II, 1950

KOWALENKO Władysław, « najdawniejsze Związki prasłowian i słowian z Bałtykiem » (les Liens les plus anciens des pré-Slaves et des Slaves avec la Baltique) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 5-38, Vol. I, 1951

KIERSNOWSKI Ryszard, « Wały śląskie » (les Dignes silésiennes) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 152-192, Vol. I, 1951

GIEYSZTOR Aleksander, « polskie Badania wczesnodziejowe w r. 1950 » (les Recherches polonaises sur les premiers temps en 1950) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 193-263, Vol. I, 1951

GRYGIER Tadeusz, « Sprawa polska w Prusach Wschodnich w latach 1870-1900 w oświetleniu władz pruskich » (la Question polonaise en Prusse Orientale dans les années 1870-1900 du point de vue des autorités prussiennes) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 493-544, Vol. I, 1951

CZEKANOWSKI Jan, « Przyczynki antropologiczne do zagadnienia stosunków słowiańsko-germańskich » (l'Influence du facteur anthropologique pour comprendre les relations entre Slaves et Germains) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-23, Vol. II, 1951

KOWALENKO Władysław, « Najdawniejszy Kołobrzeg (VIII-XIII w.) » (les premiers Temps de Kołobrzeg (VIIIème-XIIIème siècles)) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 538-576, Vol. II, 1951

BOBIŃSKI Stanisław, « Szkicowa analiza planu starego Szczecina » (Esquisse d'analyse du plan du vieux Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 577-585, Vol. II, 1951

KIERSNOWSKI Ryszard, « Kamień i Wolin » (Kamień et Wolin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 178-225, Vol. III, 1951

BIEDRAWINA-SUKERTOWA Emilia, « Geneza miasta Świebodzina » (la Genèse de la ville de Świebodzin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 233-263, Vol. III, 1951

ZAJCHOWSKA Stanisława, « Rozwój osadnictwa na Ziemi Lubuskiej » (le Développement de la colonisation sur la Terre de Lubusz) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 450-469, Vol. III, 1951

KIEŁCZEWSKA-ZALESKA Maria, « z Badań nad osadnictwem pogranicza mazursko-kurpiowskiego » (à propos des Recherches sur le peuplement des marges de la Mazovie et de la Mazurie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 468-478, Vol. III, 1951

WOJTKOWIAK Walenty, « Geneza miasta Sulęcina » (la Genèse de la ville de Sulęcina) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 524-541, Vol. III, 1951

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Jedność ziem nad Wisłą i Odrą » (l'Unité des terres entre la Vistule et l'Oder) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-10, Vol. IA, 1952

GOLACHOWSKI Stefan, « Opole w roku 1787 » (Opole en 1787) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 106-138, Vol. IA, 1952

DZIEWULSKI Władysław, « Rozwój zaludnienia Ziemi Kłodzkiej w XVIII w. Na tle przemian gospodarczych i społecznych » (l'Evolution du peuplement de la Terre de Kłodzko au XVIIIème siècle dans le contexte des transformations économiques et sociales" in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 137-177, Vol. IA, 1952

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Badania zachodnio-słowiańskie » (les Recherches sur les Slaves Occidentaux) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 337-342, Vol. IA, 1952

SUŁOWSKI Zygmunt, « najstarsza Granica zachodnia Polski » (la plus ancienne Frontière occidentale de la Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 343-473, Vol. IA, 1952

LABUDA Gerard, « Problematyka badań wczesno-dziejowych Szczecina » (la Problématique des recherches des premiers temps de Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 536-578, Vol. IA, 1952

CHOJNACKA Kazimierz, « Walka o wolny handel i żeglugę na Warcie i Odrze w pierwszej połowie XVI wieku » (la Lutte pour le commerce libre et la circulation fluviale sur la Warta et l'Oder durant la première moitié du XVIème siècle) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 627-674, Vol. IA, 1952

ROZENKRANZ Edwin, « Geneza miasta Lubiąża » (la Genèse de la ville de Lubiąż) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 675-689, Vol. IA, 1952

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « na nowym Etapie » (une Nouvelle Etape) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 491-495, Vol. IB, 1952

KLAFKOWSKI Alfons, « podstawowe Tezy traktatu pokoju z Niemcami » (les Thèses principales du Traité de paix avec l'Allemagne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 496-513, Vol. IB, 1952

SKUBISZEWSKI Krzysztof, « Umowa poczdamska jako jedyna podstawa prawna układu terytorialnego Niemiec » (le Traité de Potsdam, unique fondement juridique de l'organisation territoriale de l'Allemagne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 514-530, Vol. IB, 1952

WIEWIÓRA Bolesław, « Zagadnienie przesiedleńców niemieckich w świetle prawa międzynarodowego » (la Problématique de Allemands expulsés à la lumière du droit international) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 531-553, Vol. IB, 1952

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « północna Granica plemienna Wielkopolski i dalsze uwagi nad kształtowaniem się państwa Polan » (la Frontière septentrionale tribale de la Grande-Pologne et les nouvelles remarques sur la formation de l'État des Polanes) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 770-787, Vol. IB, 1952

KLAFKONSKI Alfons, « Traktat pokoju z Niemcami » (le Traité de paix avec l'Allemagne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-29, Vol. IB, 1952

BISKUP Marian, « Elbląg w czasach Rzeczypospolitej » (Elbląg à l'époque de la Respublica) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 190-203, Vol. IB, 1952

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Pogranicze plemienne śląsko-wielkopolskie i problem kształtowania się państwa Polan » (la Frontière tribale entre la Silésie et la Grande-Pologne et le problème de la formation de l'État polonais) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 279-298, Vol. IB, 1952

WOJCIECHOWSKA Maria, « Poznańskie towarzystwo przyjaciół nauk » (l'Association des amis des sciences de Poznań) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 218-235, Vol. II, 1952

WIDAJEWICZ Józef, « Historyczna rola Wioletów » (le Rôle historique des Vélètes) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 370-401, Vol. II, 1952

KACZMARCZYK Zdzisław, « Rozprzestrzenienie narodowości polskiej nad Odrą i Bałtykiem w późnym feudalizmie » (la Répartition de la nationalité polonaise sur l'Oder et la Baltique à la période du féodalisme tardif) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 9-30, Vol. I, 1953

ROMBOWSKI Aleksander, « Polacy-ewangelicy we Wrocławiu i w okolicy » (les Polonais évangéliques à Wrocław et dans les environs) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 31-63, Vol. I, 1953

KULEJEWSKA Zofia, « Zagadnienie miejskiej demografii historycznej na Śląsku » (le Problème de la démographie urbaine historique en Silésie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 352-358, Vol. I, 1953

POSADZY Wiesław, « Szczecin i Wolin » (Szczecin et Wolin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 358-361, Vol. I, 1953

ZAJCHOWSKA Stanisława, « Atlas historyczny Pomorza » (l'Atlas historique de la Poméranie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 361-369, Vol. I, 1953

WĘDZKI Andrzej, « Drezdenko nad Notecią » (Drezdenko sur la Noteć) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 369-372, Vol. I, 1953

SUCHOCKI Mieczysław, « Problematyka Ziem Odzyskanych w świetle pracy Józefa Stalina » (la Problématique des Territoires Récupérés à la lumière de l'oeuvre de Joseph Staline) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 375-396, Vol. I, 1953

WIEWIÓRA Bolesław, « Umowy graniczne między Polską a Niemiecką Republiką Demokratyczną » (les Accords frontaliers entre la Pologne et la République Démocratique d'Allemagne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 453-472, Vol. I, 1953

WOJCIECHOWSKI Zygmunt, « Wielkopolska i Kujawy kolebką państwa » (la Grande-Pologne et la Coujavie berceaux de l'Etat) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-30, Vol. III, 1953

NALEPA Jerzy, « Pierwotne brzmienie nazw Meklemburga i Ratzeburga (Mechlin i Raciąż?) » (la Forme première des noms Meklembourg et Ratzebourg (Mechlin et Raciąż ?)) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 261-277, Vol. III, 1953

ROZENKRANZ Edwin, « Geneza miasta Lubusza (Lebus) » (la Genèse de la ville de Lubusz-Lebus) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 278-309, Vol. III, 1953

BATOWSKI Henryk, « Terytorium Śląska w wiekach XVIII-XX » (le Territoire de la Silésie du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 351-365, Vol. III, 1953

KACZMARCZYK Zdzisław, « Związki kulturalne Śląska z Polską w epoce odrodzenia » (les Liens culturels de la Silésie avec la Pologne à l'époque de la Renaissance) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 756-759, Vol. III, 1953

KIEŁCZEWSKA-ZALESKA Maria, « Powstanie problemu » (la Formation du problème) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-7, Vol. III, 1954

CIEŚLAK Tadeusz, « Dorobek nauk społecznych w dziedzinie pomoroznawstwa » (les Réalisations des sciences sociales dans le domaine de la Poméranologie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 8-14, Vol. III, 1954

MYŚLENICKI Wojciech « Przeobrażenia i osiągnięcia gospodarczo-społeczne w województwie szczecińskim i koszalińskim » (les Transformations et les réalisations socioéconomiques dans la voïévodie de Szczecin et de Koszalin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 15-37, Vol. III, 1954

SMOLAREK Przemysław, « Szczecińskie środowisko badań historycznych » (le Milieu de recherches historiques de Szczecin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 55-67, Vol. III, 1954

KRZYMUSA-FAFIUS Zofia, « Ochrona zabytków i muzealnictwo w województwie szczecińskim i koszalińskim » (la Protection des monuments et les Musées dans la voïévodie de Szczecin et de Koszalin) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 68-77, Vol. III, 1954

KRYŃSKI Henryk Edel, « Osiągnięcia gospodarcze i kulturalne województwa gdańskiego » (les Réalisations économiques et culturelles de la voïévodie de Gdańsk) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 78-108, Vol. III, 1954

JANUSZKO Zbigniew, « Przeobrażenia i osiągnięcia gospodarczo-społeczne województwa olsztyńskiego » (les Transformations et les réalisations socioéconomiques de la voïévodie d'Olsztyn) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 109-133, Vol. III, 1954

KEPLICZ Klemens, « Imperializm zachodni i emigracja burżuazyjna polska wobec sprawy granic zachodnich polski » (l'Impérialisme occidental et l'émigration bourgeoise polonaise par rapport à la question des frontières occidentales de la Pologne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 182-203, Vol. III, 1954

SERWAŃSKI Edward, « z Wydawnictw Ministerstwa obrony narodowej w dziesięciolecie Polski ludowej » (des Éditions du Ministère de la Défense Nationale à l'occasion du dixième anniversaire de la Pologne populaire) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 232-239, Vol. III, 1954

PIERADZKA Krystyna, « Dorobek naszej historiografii w zakresie badań nad dziejami Śląska » (les Réalisations de notre historiographie dans le domaine des recherches sur l'histoire de la Silésie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 287-338, Vol. III, 1954

ZAJCHOWSKA Stanisława, « Osiągnięcia nauki polskiej w zakresie badań nad Ziemią Lubuską » (les Réalisations de la science polonaise dans le domaine des recherches sur la Terre de Lubusz) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 339-353, Vol. III, 1954

KACZOROWSKI Wacław, ZAJCHOWKI Jan, « Osiągnięcia gospodarcze i kulturalne terenów odzyskanych Górnego-Śląska » (les Réalisations économiques et culturelles des terrains récupérés de la Haute-Silésie) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 354-380, Vol. III, 1954

WRZOSEK Antoni, « Osiągnięcia gospodarcze i kulturalne województwa wrocławskiego » (les Réalisations économiques et culturelles de la voïévodie de Wrocław) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 381-401, Vol. III, 1954

KRZYŻANIAK Zbigniew, « Osiągnięcia gospodarcze i kulturalne województwa zielonogórskiego » (les Réalisations économiques et culturelles de la voïévodie de Zielona Góra) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 402-424, Vol. III, 1954

DZIEWULSKI Władysław, « Rozwój Dzierżoniowa do początków XIX wieku » (le Développement de Dzierżonów jusqu'au début du XIXème siècle) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 463-500, Vol. III, 1954

WILDER Jan Antoni, « Stosunek Gdańszczan do Prus w przeddzień kongresu wiedeńskiego » (le Rapport des habitants de Gdańsk à la Prusse à la veille du Congrès de Vienne) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 501-518, Vol. III, 1954

BIEDRAWINA-SUKERTOWA Emilia, « dwa Dokumenty polskości mieszczan na Mazurach w pierwszej połowie XIX wieku » (deux Documents de la polonité des bourgeois de Maurie durant a première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 575-577, Vol. III, 1954

PERTEK Jerzy, « Sesja pomorska polskiej akademii nauk w Gdańsku » (la Session poméranienne de l'Académie des Sciences polonaise à Gdańsk) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 641-649, Vol. III, 1954

RYSZKA Franciszek, « Wystawa « X wieków Śląska » w Muzeum Śląskim we Wrocławiu » (l'Exposition des « Dix siècles de la Silésie » au Musée Silésien de Wrocław) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 649-652, Vol. III, 1954

WIEWIÓRA Bolesław, « Granica na Odrze i Nysie Łużyckiej jako element stabilizacji pokoju i bezpieczeństwa w Europie » (la Frontière sur l'Oder et la Neisse de Lusace, élément de stabilisation de la paix et de la sécurité en Europe) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-40, Vol. I, 1955

LABUDA Gerard, « nowe Formy życia Serbów Łużyckich » (les nouvelles Formes de vie des Serbes de Lusace) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 281-283, Vol. I, 1955

BORAS Zygmunt, « Polskość dwu ostatnich Piastów opolskich » (la Polonité des deux derniers Piast de Silésie d'Opole) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 142-146, Vol. II, 1955

WIEWIÓRA Bolesław, « Sprawa granicy polsko-niemieckiej w rokowaniach wielkich mocarstw podczas II wojny światowej » (la Question de la frontière polono-allemande dans les discussions entre grandes puissances pendant la Seconde Guerre Mondiale) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 301-310, Vol. II, 1955

KASPROWICZ Bolesław, « Straty gospodarcze Gdańska jako wynik jego izolowania od Polski w latach międzywojennych » (les Pertes économiques de Gdańsk, résultats de son isolation de la Pologne pendant la période de l'entre-deux-guerres) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 311-323, Vol. II, 1955

WIEWIÓRA Bolesław, « Podłoże powojennego układu terytorialnego Niemiec i Polski » (le Soubassement de l'organisation territoriale de l'Allemagne et de la Pologne de l'après-guerre) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 1-16, 1956

BORATYŃSKI Stefan, « Karta Atlantycka a uchwały poczdamskie o granicy polsko-niemieckiej » (la Charte de l'Atlantique et les accords de Potsdam à propos de la frontière polono-allemande) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 17-27, 1956

KLAFKOWSKI Alfons, « Ustawa Nr 46 o likwidacji Prus z dnia 25 II 1947 » (la Loi sur la suppression de la Prusse du 25 février 1947) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 209-224, 1956

CIEŚLAK Tadeusz, « Próby rehabilitacji państwa pruskiego » (les Tentatives de réhabilitation de l'Etat prussien) in *Przegląd Zachodni, (la Revue occidentale)*, p. 321-323, 1956

## **II Analyse du corpus documentaire**

### *A. Archives et fonds d'archives mobilisés*

Les archives mobilisées pour réaliser ce travail sont avant tout des archives polonaises : de nombreux fonds d'archives contenant des documents susceptibles de pouvoir répondre aux questionnements de cette thèse existent en Pologne, faciles d'accès. Le fonds principal auquel on s'est intéressé est celui de l'*Archiwum Akt Nowych* (AAN), en français les « Archives des actes nouveaux », autrement dit les principales archives nationales polonaises situées à Varsovie. Dans ces archives, ont été consultés avant tous les documents des ministères



concernés au premier chef par les territoires recouverts : le ministère des Territoires recouverts, le ministère de l'Administration publique et, dans une moindre mesure, le ministère de l'Information et de la Propagande<sup>1</sup>. Des documents de partis politiques comme le PZPR et le PPR ont également été consultés. Enfin, nous avons réalisé des recherches dans divers fonds d'archives secondaires pour notre problématique au sein de l'AAN. Il s'agit soit d'administrations, comme le ministère des Travaux pour le Congrès du gouvernement polonais en exil à Londres, le Bureau des réparations de guerre, la Délégation du gouvernement pour les Affaires côtières à Gdańsk, le Comité pour les affaires extérieures des territoires recouverts<sup>2</sup>, soit de structures associatives, à colorations sociales, politiques, culturelles ou mixtes, comme l'Association de l'amitié polono-tchécoslovaque, la section polonaise du Comité des Slaves, le comité organisateur de l'Exposition sur les territoires recouverts à Wrocław en 1948, l'Union des colons militaires<sup>3</sup>. À Varsovie également, les Archives du ministère des Affaires étrangères polonais, distinctes de l'AAN, ont été consultées. Trois fonds ont été étudiés, celui du Département politique, qui regroupe les documents sur les relations internationales de la Pologne entre 1945 et 1948, entre autres avec les diverses zones d'occupation de l'Allemagne, celui du Département IV, aux documents allant de 1949 à 1960 traitant des relations bilatérales entre la Pologne, la RDA, la RFA, l'Autriche, avec notamment nombre de documents concernant les territoires recouverts ; enfin, nous nous sommes penchés plus particulièrement sur le fonds du Bureau des travaux pour le Congrès<sup>4</sup>, la structure administrative et politique qui a pris la suite du ministère des Travaux pour les Congrès.

En dehors de Varsovie, des recherches ont été menées dans certaines antennes régionales des Archives nationales : les Archives étatiques de Poznań, les Archives étatiques de Szczecin, les

---

<sup>1</sup> Respectivement en polonais : *Ministerstwo Ziem Odzyskanych*, *Ministerstwo Administracji Publicznej et Ministerstwo Informacji i Propagandy*. On utilisera, pour citer des citations de documents issus de ces fonds, les initiales polonaises, respectivement : MZO, MAP, MIP.

<sup>2</sup> Respectivement en polonais : *Ministerstwo Prac Kongresowych RP w Londynie (MPK)*, *Biuro Odszkodowań Wojennych (BOW)*, *Delegacja Rządu dla spraw wybrzeża w Gdańsku (DRSW)*, *Komitet dla sprawy zagranicznych Ziem Odzyskanych (KSZZO)*.

<sup>3</sup> *Towarzystwo Przyjaźni Polsko-Czechosłowackiej (TPPC)*, *Komitet Słowiański w Polsce (KS)*, *Wystawa Ziem Odzyskanych we Wrocławiu (WZO)*, *Związek Osadników Wojskowych (ZOW)*.

<sup>4</sup> Ces trois fonds de l'*Archiwum Ministerstwa Spraw Zagranicznych* (que l'on désignera sous le sigle de AMSZ) ont successivement les numéros suivants, que l'on utilisera pour faire référence à eux lors des citations : le 6 pour le Département politique, le 10 pour le Département IV, le 18 pour le Bureau des Travaux pour les Congrès. Ce dernier, en polonais *Biuro Prac Kongresowych*, sera désigné par ses initiales BPK.

Archives étatiques de Wrocław.<sup>5</sup> De semblables prospections auraient pu être menées dans toutes les sections régionales des archives nationales des territoires recouverts, notamment à Gdańsk, Katowice ou Olsztyn. Si ces trois archives ont été particulièrement choisies, c'est non seulement pour un souci de faisabilité de la thèse : la masse de documents qui auraient été collectés dans toutes les archives précédemment citées auraient été inutilisables vu leurs quantités, mais également pour le caractère particulier de ces fonds. Les archives de Poznań étaient particulièrement intéressantes ; comme la ville est la capitale intellectuelle de la Pologne occidentale, concurrencée depuis relativement peu de temps par Wrocław, elle est le foyer de la pensée occidentale polonaise. Ainsi, y ont été explorés les fonds de l'Union occidentale polonaise<sup>6</sup>, principale association sociopolitique chargée de populariser la thématique des territoires recouverts. S'agissant de Wrocław et de Szczecin, outre le fait que ce sont les capitales régionales des deux parties les plus conséquentes des territoires recouverts, la Basse-Silésie et la Poméranie occidentale, il nous a paru intéressant d'essayer d'interroger les archives des régions qui ont eu le moins de liens avec la Pologne au cours des siècles au prisme d'une de nos interrogations, la mise en place d'un argumentaire pour justifier justement le rattachement peu évident de ces territoires à la Pologne. Dans les Archives nationales de Szczecin, deux fonds ont retenu notre attention en particulier, celui de l'Office de Voïévodie de Szczecin ainsi que celui du Présidium du Conseil national de Voïévodie de Szczecin<sup>7</sup>, les deux structures administratives régionales de la Poméranie occidentale, la première de 1945 à 1950, la seconde à partir de la réforme administrative de 1950. Dans les archives de Wrocław, nous nous sommes intéressés de même au fonds de l'Office de Voïévodie de Wrocław<sup>8</sup>.

Outre les archives administratives, les archives des instituts impliqués dans la formulation de l'argumentaire polonais concernant les territoires recouverts ont également été consultées. Là aussi, par impossibilité d'être exhaustif, des choix ont dû être faits pour mener les recherches. De nombreux Instituts ont été créés pour étudier les territoires recouverts : l'Institut baltique, l'Institut mazure, l'Institut silésien et, le plus important de tous, l'Institut occidental de

---

<sup>5</sup> Respectivement en polonais : *Archiwum Państwowe w Poznaniu*, *Archiwum Państwowe w Szczecinie*, *Archiwum Państwowe we Wrocławiu*. Les sigles utilisés pour les références seront respectivement APP, APS, APW.

<sup>6</sup> *Polski Związek Zachodni*, pour faire références à des documents de ce fonds, on utilisera le sigle PZZ.

<sup>7</sup> *Urząd Wojewódzki Szczeciński* et *Prezydium Wojewódzkiej Rady Narodowej w Szczecinie*, d'où les sigles employés pour ces fonds: UWS et PWRNS.

<sup>8</sup> *Urząd Wojewódzki Wrocławski*, d'où le sigle pour le désigner UWW.

Poznań. Notre choix s'est porté sur le dernier d'entre eux. Il a été motivé par l'importance de la structure, et sa connaissance au-delà des frontières de la Pologne par rapport aux autres. En outre, tant dans les problématiques de l'Institut occidental que d'un point de vue historique, ce dernier englobe dans ses thèmes de recherches la plupart des thématiques des autres Instituts : s'intéresser aux productions de cet Institut, c'est s'intéresser également aux autres. En outre, à l'AAN de Varsovie, des documents d'autres instituts ont également été trouvés.

On s'également rendu à la Bibliothèque Jagellonne de Cracovie, la deuxième plus grande de Pologne s'agissant du nombre d'ouvrages. Nous y avons consulté non seulement un certain nombre d'ouvrages de la bibliographie, mais aussi un certain nombre de sources, que cela soit des livres ou des articles de périodiques. Enfin, seules archives non polonaises, un détour a été fait aux Archives du Ministère des Affaires étrangères français à La Courneuve, dans lesquelles ont été consultées quelques unités d'archives concernant les territoires recouverts. Ainsi, de cette diversité des structures archivistiques consultées découle une grande diversité des types de sources.

### *B. Typologie générale des documents*

Les documents mobilisés se caractérisent par une grande diversité. Il s'agit premièrement de documents de l'administration centrale, notamment des arrêtés et des circulaires émanant d'un certain nombre de ministères, des rapports des différentes structures administratives des territoires recouverts, de l'échelon communal à l'échelon régional, en passant par l'échelon cantonal.<sup>9</sup> S'y trouve une correspondance fournie entre les divers échelons des administrations, entre les ministères, entre des particuliers et ces précédentes entités, mais aussi des documents scientifiques, notamment des expertises au sens large du terme, donc des textes rédigés par des chercheurs en sciences sociales qui peuvent nous servir dans notre travail. Deuxièmement, nous avons pris connaissance d'un certain nombre de documents scientifiques, qu'il s'agisse d'articles publiés dans diverses revues traitant de la problématique des territoires recouverts, de bulletins internes aux divers Instituts, de brochures s'intéressant à tels ou tels points particuliers, de rapports rédigés par des chercheurs à la demande d'une administration, d'une association, ou directement du gouvernement. S'agissant de ce type de sources, citons la revue la plus utilisée, *la Revue occidentale*<sup>10</sup>, le périodique scientifique de

---

<sup>9</sup> Les *powiat*, que l'on choisira de traduire par districts.

<sup>10</sup> *Przegląd Zachodni*.

l'Institut occidental, choisie pour les mêmes raisons que l'Institut occidental. Elle présente en effet la plus grande représentativité du lien entre les instituts scientifiques mentionnés et la question des territoires recouverts. Nous nous sommes également appuyé, mais de manière bien moindre, sur d'autres revues historiques voire géographiques généralistes, entre autres *les Annales historiques*, *la Revue historique*, *le Trimestriel historique*, *la Revue géographique*<sup>11</sup> ainsi que sur les communiqués d'instituts scientifiques. Troisièmement, en prolongement du type de document précédant, existent des sources scientifiques historiques que constituent un ensemble d'ouvrages qui peuvent être des monographies régionales ou thématiques concernant les territoires recouverts. Quatrièmement, nous avons aussi disposé de documents journalistiques, avec un certain nombre d'articles qui relatent les actualités des territoires recouverts, ou des coupures de presse étrangères prenant position sur cette problématique. Il peut s'agir des grands quotidiens de la presse régionale ou nationale, mais également de brochures ou de journaux plus modestes et plus spécialisés, notamment ceux des associations sociopolitiques que nous présenterons par la suite. Cinquièmement, nous avons trouvé également des documents de propagande, des affiches d'administrations locales ou des brochures d'association sociopolitiques. Cela nous amène au dernier type et sixième type de documents mobilisé, les documents politiques, notamment les rapports de certains partis politiques, des discours de personnalités politiques nationales ou de responsables locaux, des rapports sur la situation dans les territoires recouverts. De ce corpus documentaire, les documents les plus utilisés seront ceux de type scientifique et politique, l'objet du travail étant justement de voir comment ces deux champs s'articulent. Avant de synthétiser les problématiques et les approches abordées dans ce travail, présentons encore les structures de production des sources employées.

### *C. Les structures de production des sources*

Les structures de production des sources citées précédemment permettent d'avoir une idée plus précise du type de sources employées, de la teneur et de la valeur des documents qui s'y trouvent, et des périodes chronologiques qu'elles couvrent. Un premier ensemble est constitué par les structures administratives et gouvernementales nationales : le ministère des Territoires recouverts, le ministère de l'Administration publique, le ministère de l'Information et de la Propagande, la commission pour les Affaires extérieures des territoires recouverts, le ministère

---

<sup>11</sup> Respectivement, en polonais : *Roczniki historyczne*, *Przegląd historyczne*, *Kwartalnik historyczny*, *Przegląd geograficzny*.

des Travaux pour le Congrès, le Bureau pour les travaux du Congrès. La plus importante de ces structures est le ministère des Territoires recouverts, institué par décret le 13 novembre 1945 ; dès son origine, il a été conçu comme un ministère temporaire, qui devait exister tant que le gouvernement polonais considérerait que les territoires recouverts, encore insuffisamment intégrés au reste de la Pologne, nécessitaient d'un traitement spécifique : « *Le ministère des Territoires recouverts a été mis en place pour une période de transition, tant que des besoins extraordinaires l'exigeront.* »<sup>12</sup>. Il est intéressant de s'attarder un instant sur cette citation, qui d'emblée place, institutionnellement, les territoires recouverts dans une position exceptionnelle. En leur octroyant un ministère particulier, le gouvernement polonais reconnaît d'une part l'importance de ces territoires recouverts à ses yeux, d'autre part, leur situation extraordinaire, nécessitant la formation d'un ministère. Il s'agit en effet pour ce ministère d'intégrer le plus rapidement possible ces territoires étrangers jusqu'alors au reste de la Pologne, dans un contexte de sortie de guerre où leur devenir n'est pas définitivement fixé. Le ministère est ainsi chargé de mettre en œuvre la politique du fait accompli vis-à-vis de ces anciennes régions allemandes. Structure temporaire, il est dissout le 21 janvier 1949, dans un contexte de stalinisation accélérée de la Pologne où la question des territoires recouverts est considérée comme réglée pour l'équipe dirigeante de Bierut, et où elle est considérée comme un des sujets favoris de la « tendance droite-nationaliste » que les stalinistes croient déceler dans le parti communiste. S'agissant de ce ministère, rajoutons encore que son ministre a été Władysław Gomułka, ancien président du PPR, ce qui montre l'importance accordée aux territoires recouverts par le régime communiste polonais. La deuxième structure gouvernementale importante qui concerne les territoires recouverts est le Ministère de l'Administration publique : c'est dans les faits ce ministère qui commence l'intégration des territoires recouverts à la Pologne, alors que les territoires recouverts ne sont pas encore entièrement conquis par les troupes soviétiques et qu'ils ne sont même pas érigés en voïévodies polonaises. À partir de la résolution du 14 mars 1945 du Conseil des Ministres du Gouvernement provisoire de la République polonaise<sup>13</sup>, qui fait passer ces territoires sous administration polonaise, et jusqu'en novembre 1945, c'est le ministère de l'Administration publique qui gère ces territoires, donc pendant la période la plus confuse et la plus cruciale pour le devenir de ces territoires, d'où l'important rôle joué par ce ministère. Après la dissolution du ministère des Territoires recouverts, la gestion de ces derniers repasse dans les

---

<sup>12</sup> AAN/MZO/50/p. 2.

<sup>13</sup> *Rząd Tymczasowy Rzeczypospolitej Polskiej*. Nous utiliserons le sigle RTRP.

compétences du ministère de l'Administration publique. Ce dernier a été institué le 31 décembre 1944, en même temps que le RTRP, et a perduré jusqu'au 19 avril 1950, date à laquelle dans le contexte de la refonte stalinienne des administrations polonaises, il a été supprimé. Le ministère de l'Information et de la Propagande a également retenu notre attention, pensant qu'il pouvait être concluant de se pencher sur ce fonds pour les recherches sur l'argumentaire polonais concernant les territoires recouverts. Quelques documents intéressants ont été trouvés, mais en nombre relativement peu nombreux, qui émanent des Offices de voïévodies pour la propagande et l'information<sup>14</sup>. Ce ministère a été créé le 31 décembre 1944, qui fonctionne jusqu'au 16 avril 1947, et ses fonctions transférées au ministère de la Culture et des Arts. Autre structure liée aux territoires recouverts, la Commission pour les affaires extérieures des territoires recouverts, aussi appelée le Comité pour les affaires de propagande des territoires recouverts, qui a existé du 28 septembre 1946 au 31 mai 1948. Son but était de populariser le point de vue polonais sur les territoires recouverts auprès des gouvernements étrangers, particulièrement les grands États occidentaux, dans un contexte d'attente de la conférence de paix avec l'Allemagne au cours de laquelle devait se régler définitivement la question de l'appartenance étatique de ces régions. Mis en place par une résolution du Conseil des ministres de la République polonaise, il est d'abord subordonné au ministère des Territoires recouverts, puis au ministère des Affaires étrangères, plus particulièrement au Bureau des Travaux pour les Congrès. Ces deux dernières structures sont elles aussi engagées dans la promotion à l'étranger de la résolution polonaise de la question des territoires recouverts. Le ministère des Travaux pour le Congrès, structure du gouvernement polonais en exil de Londres est intéressant pour avoir une approche comparative du point de vue des Polonais de Londres et de celui des communistes polonais, a existé quasiment depuis la défaite polonaise de septembre 1939. Entre octobre et décembre 1940 est organisé au sein du ministère des Affaires étrangères du gouvernement polonais en exil à Angers un Bureau des buts de guerre qui peut être considéré comme l'embryon du futur ministère des Travaux pour le Congrès. Avec le transfert des structures gouvernementales polonaises en exil à Londres, ce Bureau devient informellement, en août 1940, le Bureau politique, économique et juridique, changement qui n'est officialisé que par décret du Président de la République du 9 août 1941. Le rattachement de ce bureau n'est pas très clair, il semble qu'il ait été, conjointement et/ou alternativement, sous l'autorité du ministère des

---

<sup>14</sup> *Wojewodzki Urząd Informacji i Propagandy*. Nous utiliserons, le cas échéant, le sigle WUIP.

Affaires étrangères et du ministère de la Justice. Le 6 juillet 1942, le Bureau est érigé par décret du Président de la République en ministère des Travaux pour le Congrès, ce qui témoigne ainsi de l'importance croissante des questions concernant la résolution de la guerre aux yeux des dirigeants polonais et d'une conscience du rapprochement de la fin de la guerre et de la victoire finale. Ce ministère continue à fonctionner jusqu'à l'automne 1945, date à laquelle il devient la V<sup>e</sup> Section de l'*Interim Treasury Committee for Polish Questions*. Il est définitivement supprimé le 10 août 1948, et ses compétences transférées au ministère des Affaires étrangères du gouvernement en exil. Les documents que recèlent ses fonds sont intéressants, datent pour la plupart de la période de la guerre, et permettent ainsi de redonner une perspective historique à la problématique étudiée. La structure qui prend le relai en Pologne même dans le gouvernement dominé par les communistes est le Bureau des Travaux pour le Congrès. Il est institué le 2 mai 1945, subordonné au ministère des Affaires étrangères, et existe jusqu'au 15 mars 1948, date à laquelle il est supprimé et ses compétences transférées au ministère des Affaires étrangères. Ses compétences sont similaires à celles du ministère des Travaux pour le Congrès.

Le deuxième type de structures de production des sources qui nous intéressent sont les administrations régionales : non plus les ministères et autres organes gouvernementaux de Varsovie, mais les Offices de Voïévodie de Szczecin et de Wrocław. Ces administrations régionales ont été créées par la Résolution du Conseil des ministres du RTRP du 14 mars 1945, qui divise les territoires, officiellement encore allemands, mais situés à l'est de l'Oder et de la Neisse de Lusace, en districts régionaux provisoires. C'est alors que la Poméranie occidentale (la future Voïévodie de Szczecin) devient le district III, alors que la Basse-Silésie (la future Voïévodie de Wrocław) devient le district II. Cette extension de la juridiction polonaise sur des terres encore officiellement allemandes n'a pas de portée internationale, de sorte que, jusqu'à la fin des hostilités, cet acte de droit reste encore très théorique, et ne peut être réalisé. Ces districts sont dirigés par des plénipotentiaires du gouvernement de Varsovie, qui, pendant longtemps, ne peuvent s'installer dans leurs nouvelles capitales régionales. Pour la Basse-Silésie, après s'être installé à Trzebnica, puis Legnica, le Plénipotentiaire pour le district II ne peut s'installer à Wrocław que dans la seconde moitié de mai. Pour Szczecin, la situation est encore plus compliquée, puisque le Plénipotentiaire pour le district III, après avoir eu son siège à Piła puis Koszalin, ne peut durablement prendre son poste à Szczecin qu'au début de 1946, alors qu'entre temps cette dernière ville est repassée deux fois sous le

contrôle allemand. Par l'ordonnance du Conseil des ministres du 29 mai 1946, les territoires recouverts non encore organisés en voïévodie, dont les terres qui nous intéressent, sont érigés en voïévodie. C'est ainsi que le 29 juin sont instituées entre autres les Voïévodies de Szczecin et de Wrocław. Elles existent jusqu'à la loi du 20 mars 1950, qui réforme totalement l'administration polonaise, ôtant de nombreux pouvoirs aux voïévodies et transformant ces dernières en présidiums des Conseils nationaux de Voïévodie, administrations régionales centralisées et communisées. Ainsi, les documents issus des Offices de Voïévodie s'étendent de 1945 à 1950 ; pour Szczecin, nous disposons encore de certains documents du PWRNS allant de 1950 à 1956. Ces sources sont intéressantes pour voir la manière dont étaient appliquées ou non les directives émanant des administrations centrales de Varsovie.

Le plus célèbre et le plus notable des instituts scientifiques occidentaux est l'Institut occidental, formellement constitué à Poznań dès 1944, dans les faits constitué officiellement le 19 avril 1945. Son statut définit ses buts ainsi : « *Le but de l'Institut est d'étudier la totalité des relations que les pays slaves, et plus particulièrement la Pologne, entretiennent avec l'Allemagne, leurs développements, ainsi que les terres appartenant à ces pays et les populations habitant ces terres.* »<sup>15</sup>. Si ce programme de recherche est défini en termes scientifiques, et englobe potentiellement un grand nombre de problématiques, il n'en demeure pas moins que, particulièrement durant les premières années de son existence, l'Institut a été le faire-valoir scientifique d'une vision idéologique des territoires recouverts et de l'histoire des relations germano-polonaises, ce qui ne signifie pas pour autant et dans tous les cas que les documents qui émanent de lui ne puissent pas être considérés comme des textes à valeur scientifique. L'Institut occidental est précieux en cela qu'il est l'une des rares structures de production des sources consultées qui a perduré pendant toute la période d'étude, et la seule qui soit directement concernée par la question occidentale et qui a réussi à traverser la période stalinienne. S'agissant des autres instituts, dans l'ordre chronologique de formation, nous pouvons évoquer tout d'abord l'Institut baltique. C'est le plus ancien des Instituts dédiés à l'étude des problématiques des territoires recouverts, plus globalement de la question occidentale. Créé en 1925 à Toruń, son siège a été transféré à Gdynia en 1937. Supprimé en 1939, il est refondé en 1945, cette fois-ci à Bydgoszcz. Du fait de la stalinisation de la Pologne et de la méfiance du pouvoir stalinien polonais, il est officiellement rattaché en 1950 à l'Institut occidental ; dans les faits, comme souvent à cette période, ce rattachement est en

---

<sup>15</sup> AAN/MZO/1474/p. 127.



fait une suppression masquée de l'institution. Il est réactivé en 1958 à Gdańsk. Dans ses statuts de novembre 1946, la dimension politique de ses activités se dégage nettement, même si officiellement c'est une structure scientifique. Ses buts sont ainsi définis : « *L'Institut baltique a pour but l'étude des problématiques maritimes, la Poméranie ainsi que les pays de la Baltique, en prenant en compte plus particulièrement les besoins de la raison d'État polonaise.* »<sup>16</sup> ; les documents qu'il génère peuvent être donc intéressants en ce qu'il entend prouver l'appartenance de la Poméranie à la Pologne. Mieux, à travers la formulation de ses buts, l'activité de l'Institut baltique a comme dessein implicite une révolution intellectuelle concernant la vision même de la Pologne : faire d'un pays aux traditions maritimes très restreintes un pays résolument tourné vers la mer. Le troisième des instituts indépendants des structures universitaires et qui sont rattachés par leur domaine d'étude à la question occidentale est l'Institut silésien. Constitué formellement en 1934, officiellement institué en 1935 à Katowice, il subit le même sort que les structures précédentes pendant la guerre. Refondé en 1945, il est rattaché à l'Institut occidental en 1948 et donc de fait supprimé cette année. Il réapparaît en 1957, mais cette fois a pour siège Opole. Dans ses statuts se retrouve l'ambiguïté entre ses activités, de nature scientifique, et l'utilisation ou l'interprétation politique qui peut en être faite. Un rapport sur l'activité de l'Institut pour les années 1945 et 1946 ne cache d'ailleurs pas cette double nature, même s'il l'exprime plus implicitement que dans le cas de l'Institut baltique : « *L'Institut silésien a pour but : a) une activité scientifique concernant les problématiques des terres et des affaires silésiennes, en prenant en compte plus particulièrement les problématiques dictées par les nécessités de l'instant présent,* »<sup>17</sup>. La dernière partie de la phrase, si elle peut se comprendre comme une volonté de poursuivre des recherches en lien avec l'évolution de l'actualité, peut aussi se comprendre, surtout dans le contexte de l'après-guerre polonais, comme une subordination de la science aux intérêts d'autorités politiques. Enfin, le dernier Institut qui s'intéresse aux questions des territoires recouverts est l'Institut mazure, fondé dans la clandestinité pendant la Seconde Guerre Mondiale, il est institué officiellement en 1945 et supprimé en 1948 par son rattachement à

---

<sup>16</sup> AAN/MZO/80/p. 2.

<sup>17</sup> AAN/MZO/1477/p. 10.

l'Institut occidental. Diverses structures ont par la suite repris tout ou partie de ses attributions, mais celles-ci sont postérieures à la période d'étude.<sup>18</sup>

Les associations sociopolitiques sont une autre catégorie de structures de production que nous avons explorées dans la recherche de documents pour réaliser la thèse. Le terme d'« association sociopolitique » peut se comprendre comme une structure qui s'appuie sur un nombre important, voire massif, d'adhérents, et qui a pour fonction de relayer, populariser auprès des populations un message plus ou moins politique, par le biais d'un ensemble d'activités sociales, culturelles, voire scientifiques. Ce type de structures se retrouve souvent dans la Pologne d'après-guerre. Concernant la question des territoires recouverts, la Pologne est dans une situation intéressante, car elle a possédé trois associations sociopolitiques dont le but est justement de populariser la question occidentale auprès des populations polonaises non familières de ces problématiques. La première est l'Union de défense des Confins occidentaux<sup>19</sup>, fondée en 1921, elle est remplacée en 1934 par l'Union polonaise occidentale<sup>20</sup>, qui existe jusqu'en 1939, puis est refondée en novembre 1944. Son statut d'après-guerre est assez explicite quant à ses buts, et reflète l'esprit de l'époque : « *Le PZZ est une organisation sociale, s'appuyant sur des règles démocratiques, qui mobilise les efforts de la société polonaise pour le développement généralisé des Terres occidentales polonaises et maintient la vigilance de la nation polonaise à l'encontre du danger de la renaissance de l'impérialisme allemand.* »<sup>21</sup>. Cette union a donc un double but : défensif, protéger la polonité des territoires recouverts contre l'impérialisme allemand, réel ou imaginé, favoriser l'appropriation matérielle et intellectuelle de ces terres par la nation polonaise, et particulièrement par les nouveaux habitants polonais de ces terres. Dans la période de suppression des institutions qui s'occupent des territoires recouverts et qui sont suspectées de nationalisme, l'UOP n'échappe pas à ce mouvement. Il est donc supprimé implicitement en 1950 par intégration forcée à la Ligue Maritime. Cette organisation s'intéresse partiellement à certaines problématiques liées aux territoires recouverts, même si très peu de documents qui en sont issus peuvent être utilisés pour le présent travail. Comme l'UOP, la Ligue maritime<sup>22</sup> est

---

<sup>18</sup> Il s'agit notamment du Centre d'étude scientifique Wojciech Kętrzyński à Olsztyn (Ośrodek Badań Naukowych im. Wojciecha Kętrzyńskiego w Olsztynie). Il publie les *Komunikaty Mazursko-Warmińskie (les Communiqués de Mazurie et de Varmie)*, souvent mobilisés dans la bibliographie.

<sup>19</sup> *Związek Obrony Kresów Zachodnich.*

<sup>20</sup> *Polski Związek Zachodni.* On utilisera le sigle UOP pour désigner les références aux sources.

<sup>21</sup> APP/PZZ/578/p. 22.

<sup>22</sup> *Liga Morska.* On utilisera le sigle LM.

une association née avant-guerre, d'orientation nettement nationale, voire nationaliste, ce qui est particulièrement visible dans le cas de la LM : avant 1939, elle s'appelait Ligue maritime et coloniale, et militait pour que la Pologne reçoive des colonies. Tout comme l'UOP, la LM est refondée en octobre 1944, mais sans la mention de « colonie » et est socialisée, ce que l'on peut voir dans ses buts affichés dans son statut : « *La Ligue maritime est une organisation sociale et démocratique de grande utilité publique, ayant pour but de diriger les masses les plus élargies possibles de la société polonaise au travail à la mer et pour la mer.* »<sup>23</sup>. La LM est le pendant sociopolitique de l'Institut baltique. Elle intègre l'UOP, supprimé en 1950, et est elle-même dissoute de fait par son intégration en 1953 à la Ligue des amis du soldat. Néanmoins, une nouvelle association qui continue les activités de l'UOP est refondée en 1957 : l'Association pour le développement des territoires occidentaux. Si le but est toujours d'agir pour favoriser l'intégration des territoires recouverts, nous pouvons toutefois remarquer que ce sont des principes sociaux et économiques que nationaux qui semblent la guider, contrairement au PZZ. En outre, c'est la période pendant laquelle l'emploi de « territoires recouverts » disparaît presque entièrement pour être remplacé par le terme, plus neutre, de « territoires occidentaux », et qui a l'avantage en outre d'indiquer que les territoires en question ne sont plus recouverts, mais pleinement intégrés à la nouvelle Pologne. L'Association pour le développement des territoires occidentaux (ADTO) s'inscrit pleinement dans ce mouvement idéologique. Ainsi, dans son projet de statut, son but est défini ainsi : « *Le but de l'ADTO est d'agir pour continuer le développement généralisé des terres occidentales et septentrionales, appelés plus brièvement les terres occidentales.* »<sup>24</sup>. Ces trois associations, l'UDCO, l'UOP et l'ADTO sont donc intéressantes à étudier pour préciser les connaissances sur la pensée occidentale polonaise et l'appropriation des territoires recouverts par la société polonaise. Les deux dernières ont été étudiées d'un point de vue idéologique, mais aussi du point de vue de leur ancrage dans et de leur influence sur la société. S'agissant des associations sociopolitiques, citons certaines associations dont les fonds ont été parcourus, et qui pourront être mobilisées ponctuellement. Engagées aussi à des niveaux moindres dans l'appropriation des territoires recouverts, elles peuvent permettre de compléter le panorama sociopolitique sur la question. Il s'agit notamment de l'Union des colons militaires (le ZOW), association dont les origines remontent à l'entre-deux-guerres et qui, comme les autres structures précédemment citées, a été refondée en 1945, cette fois-ci pour favoriser le

---

<sup>23</sup> APS/UWS/1464/p. 5.

<sup>24</sup> AAN/MZO/175/p. 2.

peuplement des territoires recouverts, notamment les cantons frontaliers, par des soldats démobilisés. Les fonds de l'Association pour l'amitié polono-tchécoslovaque (le TPPC) ont également été consultés, pour pouvoir avoir une idée plus complète des relations polono-thèques, notamment dans les premières années de l'après-guerre où des tensions frontalières existent entre les deux pays, non seulement pour la Silésie de Cieszyn. Cette association a été fondée en 1946 dans la perspective d'un resserrement des liens entre les pays slaves, rapprochement subordonné aux intérêts soviétiques voulant avoir la plus grande cohérence possible au sein du Bloc de l'Est en formation. Dans cette même veine, on s'est également intéressé à un autre fonds, celui de la section polonaise du Comité des Slaves, instituée en 1945, qui œuvre officiellement pour le rapprochement de toutes les nations slaves ; officieusement, il s'agit surtout de resserrer les liens entre chaque nation slave et l'URSS.

De fait, au vu du type de sources et de structures de production de ces dernières évoqué auparavant, les plus utilisés sont plutôt des revues ou des périodiques scientifiques ou politiques. Il en existe deux principalement, *la Revue occidentale*<sup>25</sup>, le périodique scientifique de l'Institut occidental, et *le Colon des territoires recouverts*<sup>26</sup>, journal de l'Union des colons militaires.

---

<sup>25</sup> *Przegląd Zachodni*.

<sup>26</sup> *Osadnik na Ziemiach Odzyskanych*.



## État des lieux historiographique

Les historiographies des pays présentant un point de vue externe sur la question, au sens où ils n'ont jamais été en possession de ces territoires, seront d'abord traitées : l'historiographie anglophone, puis l'historiographie française. Par la suite, l'historiographie des deux pays intéressés en premier lieu par cette question sera évoquée : l'importante historiographie allemande, avant de terminer par l'abondante historiographie polonaise.

### I Historiographie anglophone

Au sein de l'historiographie anglophone, deux types d'ouvrages peuvent se distinguer : les ouvrages et articles publiés en anglais par des chercheurs allemands et polonais, et les publications des chercheurs anglo-saxons ou travaillant durablement dans les Universités anglo-saxonnes. Concernant la première catégorie, les Allemands ont, plus tôt que les Polonais, commencé à faire paraître des œuvres en anglais qui ne sont pas des traductions d'œuvres écrites en allemand mais qui ont été directement écrites en anglais. Si leurs travaux dans cette langue ne diffèrent guère d'un point de vue thématique de l'historiographie paraissant en allemand, ils ont été longtemps plus accessibles que les travaux polonais anglophones. Ils mettent l'accent sur le point de vue allemand de la question des territoires recouverts, c'est-à-dire principalement la question des réfugiés allemands, l'histoire régionale des « anciennes provinces allemandes de l'Est » (en allemand *ehemalige deutsche ostgebiete*).

Les Polonais, s'ils ont commencé à faire paraître des œuvres en anglais à la même période, se sont contentés dans un premier temps d'articles, souvent traduits d'articles en polonais, la plupart provenant de la version anglaise du *Przegląd Zachodni*<sup>1</sup> publié par l'Institut occidental. Exposant le point de vue polonais sur les territoires recouverts, ils ont été plus longtemps influencés par l'idéologie que leurs équivalents allemands, la pensée occidentale polonaise perdurant durant toute la période communiste alors que l'*Ostforschung* allemand traditionnel a tendance à faiblir à partir des années 1960. Leurs œuvres anglophones suivent,

---

<sup>1</sup> *Polish Western Affairs* pour la version anglaise du périodique.

comme c'est le cas pour les Allemands, la même tendance : une présence de moins en moins importante de l'idéologie et l'apparition de nouvelles problématiques après 1989, quasiment absentes dans les travaux anglophones pendant la période communiste. Un exemple pour illustrer cette tendance : on passe d'un article de 1960 écrit assez explicitement pour défendre le rattachement des territoires recouverts à la Pologne contre le révisionnisme ouest-allemand, « Polish Centres abroad in defense of the Western Territories in Poland »<sup>2</sup> à des articles évoquant des questions passées sous silence sous le régime communiste polonais : « the Exodus of the Germans from the Odra and Lusatian Nysa territories »<sup>3</sup>. L'historiographie anglo-saxonne s'intéresse spécifiquement à ce dernier type de problème.

Les études anglo-saxonnes sur les territoires recouverts adoptent un point de vue élargi, qui est celui de l'histoire des migrations forcées du XX<sup>e</sup> siècle européen. Il s'agit d'une histoire socioculturelle qui traite du sujet de manière globale, s'intéressant aux transferts et aux déportations de population affectant aussi bien les Allemands que les Polonais. Si des travaux plus spécifiques apparaissent sur les migrations affectant la Pologne d'après-guerre, ils s'intéressent plus souvent aux migrations allemandes que polonaises, et transposent un modèle général, celui des purifications ethniques, au cas germano-polonais. Ainsi, parmi les publications majeures, citons les travaux de Norman Naimark<sup>4</sup>, de David T. Curp<sup>5</sup>, ou d'Andrew Demshuk<sup>6</sup>. Ces publications étudient non seulement les processus d'expulsion des Allemands des territoires recouverts, faisant une histoire politique des territoires recouverts en examinant le rapport de l'État polonais aux Allemands des territoires recouverts, mais traitent aussi des questions plus proches de l'histoire sociale ou de l'histoire des mentalités, comme

---

<sup>2</sup> DERLATKA Tadeusz, LUDWIKIEWICZ O., « Polish Centres abroad in defense of the Western Territories in Poland » (les Centres polonaise à l'étranger défendant les Territoires Occidentaux en Pologne) in *Polish Western Affairs*, Volume I, 2, IZ, Poznań, 1960.

<sup>3</sup> WOJCIECHOWSKI Marian, « the Exodus of the Germans from the Odra and Lusatian Nysa territories » (l'Exode des Allemands des territoires de l'Oder et de la Neisse de Lusace) in *Polish Western Affairs*, Volume XXXI, 1-2, IZ, Poznań, 1990.

<sup>4</sup> NAIMARK Norman, *Fires of hatred. Ethnic cleansing in Twentieth Century Europe (Feux de haine. Le nettoyage ethnique dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle)*, Harvard University Press, Cambridge, 2001.

<sup>5</sup> CURP T. David, *A clean Sweep ? : the politics of ethnic cleansing in western Poland, 1945-1960, (Un Coup de balai propre? : les politiques de nettoyage ethnique en Pologne occidentale, 1945-1960)*, Boydell & Brewer, 2006.

<sup>6</sup> DEMSHUK Andrew T., *The Lost East : Silesian Expellees in West Germany and the Fantasy of Return, 1945-1970, (L'Est perdu : les expulse silésiens en Allemagne de l'Ouest et la fantasmie du retour)*, Thèse de doctorat. University of Illinois, 2010.

DEMSHUK Andrew T., *The Lost German East: Forced Migration and the Politics of Memory, 1945-1970 (les Terres allemandes orientales perdues: les migrations forcées et les politiques de mémoire 1945-1970)*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014.

l'adaptation des réfugiés allemands à leurs nouveaux lieux de vie, l'action sociopolitique de ceux-ci au sein des associations de réfugiés, la politique mémorielle qui émanent de ces dernières, voire de l'État allemand. Ils prennent de temps à autre position sur les méthodes de réalisation des transferts de population, dans des tournures qui peuvent être parfois s'avérer polémiques, du moins pour des chercheurs polonais. Le deuxième axe de recherches est celui d'une histoire plus régionale des territoires recouverts, qui étudie plus souvent l'histoire allemande de certaines régions des territoires recouverts que l'histoire régionale de ces provinces au sein de la Pologne. Il s'agit d'études sur l'histoire contemporaine des régions orientales de la Prusse pour mieux mettre en perspective la rupture de l'année 1945, véritable année zéro pour ces territoires. Parmi les dernières tendances, on peut noter un intérêt pour l'histoire de ces territoires immédiatement avant leur changement d'allégeance : un exemple de ce type d'ouvrages est celui de Peter B. Clark<sup>7</sup>, ou encore l'étude de ce qu'il est advenu du patrimoine allemand sur les territoires recouverts. L'intéressant ouvrage de Michael Fleming<sup>8</sup>, est important pour notre réflexion puisqu'il explore les liens entre communisme et nationalisme dans l'immédiat après-guerre en Pologne communiste.

## II Historiographies des pays au point de vue externe

### A. Historiographie française

L'historiographie française sur les territoires recouverts est, dans sa grande majorité, une historiographie francophone. La plupart des articles, plus rarement des livres, sont en fait des publications écrites en français par des auteurs étrangers, presque tous polonais, ou des articles polonais traduits en français, provenant dans leur immense majorité de l'Institut occidental de Poznań. D'où le paradoxe que l'historiographie française sur la question, au lieu de se développer de plus en plus rapidement, tend à faire paraître de moins en moins souvent de nouveaux travaux sur la question. En effet, avec le déclin de la connaissance du français chez les chercheurs polonais, le nombre de parutions décroît au fil du temps, le relai n'étant pas assuré par des chercheurs français qui s'intéresseraient spécifiquement à la question. L'historiographie francophone est donc paradoxale sur la question : d'une part elle consiste en un ensemble d'articles très nombreux, portant sur des points très précis de la problématique,

---

<sup>7</sup> CLARCK Peter B., *The Death of East Prussia, (La Mort de la Prusse Orientale)*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2013.

<sup>8</sup> FLEMING Michael, *Communism, Nationalism and ethnicity in Poland, 1944-1950 (Communisme, Nationalisme et ethnicité en Pologne, 1944-1950)*, Routledge, New-York/Londres, 2012.



mais qui datent pour l'essentiel des années 1960 à 1980 et qui, s'ils échappent aux analyses idéologiques courantes pendant cette période de l'histoire polonaise, sont aujourd'hui assez majoritairement dépassés. D'autre part, le reste est constitué de publications françaises sur la question, récentes ou assez récentes, mais trop peu nombreuses et qui, très souvent, ne traitent pas spécifiquement du sujet, mais d'une problématique englobant la thématique de ces territoires, d'une manière encore plus large que l'historiographie anglo-saxonne. Quelques ouvrages attirent toutefois l'attention : l'ouvrage général de Pierre Buhler<sup>9</sup> sur l'histoire de la Pologne communiste qui, s'il n'est pas écrit par un historien, émane d'un diplomate connaisseur de la réalité polonaise, et qui semble être à ce jour l'ouvrage français le plus complet sur l'histoire de la Pologne populaire. Il ne fait cependant qu'évoquer le problème des territoires recouverts. Un aperçu sur le long terme de l'histoire des populations frontalières entre la Pologne et l'Allemagne existe, avec le travail de Thomas Serrier.<sup>10</sup> Enfin, l'histoire sociopolitique des transferts de population postérieurs à la Seconde Guerre Mondiale, mais pour la façade orientale de la Pologne, a été réalisée par Catherine Gousseff.<sup>11</sup> Il peut servir de point de comparaison avec la manière dont les transferts ont eu lieu sur la façade occidentale de la Pologne.

Cet exposé n'est qu'un aperçu de la littérature historique sur la question : on pourrait sans doute trouver un certain nombre d'articles portant sur tel ou tel point précis de la question dans un certain nombre de revues scientifiques. À défaut de pouvoir le faire, nous nous sommes concentrés sur les publications majeures : par une sélection variée d'articles, la réalité de l'historiographie « externe » sur ces questions se dessine : une préférence nette pour l'histoire socioculturelle, qui ne traite pas le sujet en lui-même l'inclut dans des problématiques plus vastes, notamment celles des transferts de population ou de la mémoire des populations, dans une optique plus portée sur l'histoire des mentalités. Les historiographies allemandes et surtout polonaises, intègrent bien entendu ce point de vue mais en le complétant et le dépassant.

---

<sup>9</sup> BUHLER Pierre, *Histoire de la Pologne communiste*, Éditions Karthala, Paris, 1997.

<sup>10</sup> SERRIER Thomas, *Entre Allemagne et Pologne, Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Belin, Paris, 2002.

<sup>11</sup> GOUSSEFF Catherine, *Dépayser les peuples. L'histoire d'un échange de populations aux nouvelles frontières polono-soviétiques (1944-1947)*, 2012.

### III Historiographies des pays au point de vue interne

#### A. Historiographie allemande

Des deux historiographies ayant un point de vue interne de la question, l'historiographie allemande est la plus ancienne, remontant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à l'époque du *Kulturkampf*. Vu son importance, elle doit être évoquée, même s'il ne nous a été possible de lire directement aucun travail en allemand, mais seulement les publications en anglais écrites par des Allemands ou traitant de l'historiographie allemande. Un simple rappel historique de l'historiographie allemande sera réalisé ici, en essayant de mettre en valeur ses dernières orientations, d'autant qu'est ici étudié non pas le point de vue allemand sur la question, mais le point de vue polonais. Il est toutefois naturellement intéressant de pouvoir esquisser dans cette introduction une approche comparative de l'objet historique que constituent les territoires recouverts.

L'historiographie allemande sur la question des territoires recouverts a été particulièrement prolifique, et est communément connue sous le nom d'*Ostforschung* (littéralement les « recherches orientales »). La pensée occidentale polonaise est le pendant polonais de cet *Ostforschung* : il s'agit à la fois d'un programme de recherches en histoire et plus largement en sciences sociales, donc un courant scientifique, et à la fois, jusqu'aux années 1960, d'un courant politique porteur d'une certaine vision idéologique de l'histoire des *ehemalige deutsche Ostgebiete* (les « anciens territoires allemands de l'Est ») et des relations germano-polonaises. D'un point de vue institutionnel, ce courant de recherches possède un large réseau d'institutions qui ont contribué à forger le savoir allemand sur l'Europe du Centre-Est, qu'elle soit définie comme *Osteuropa* ou *Mitteleuropa*.

Traditionnellement, ce sont les Universités de l'Allemagne orientale<sup>12</sup> qui ont été les pionnières dans les recherches sur les anciens territoires allemands de l'Est : l'Université Léopoldine de Breslau et l'Université Albertine de Königsberg. Deux des personnalités les plus éminentes de l'*Ostforschung* sont liées à ces Universités, Hermann Aubin<sup>13</sup> pour

---

<sup>12</sup> Par commodité de langage, on utilisera le terme « Allemagne orientale » pour désigner les anciens territoires allemands de l'Est, perdus en 1919 ou en 1945, par rapport à « Allemagne de l'Est », diminutif que l'on réservera pour la République démocratique allemande.

<sup>13</sup> (1885-1969). Né en Bohême, il devient l'un des principaux spécialistes de l'histoire de l'Allemagne orientale et de ses populations allemandes. Lié à certaines organisations sociales nazies, il refonde l'*Ostforschung* après-guerre en Allemagne de l'Ouest.

l'Université Léopoldine et Theodor Schieder<sup>14</sup> pour l'Université Albertine. Ils représentent les ambiguïtés de bon nombre d'historiens allemands concernant leurs rapports au régime national-socialiste et l'idéologisation maximale de l'*Ostforschung*, notamment dans la période de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale, sans atteindre toutefois le niveau de collusion d'Albert Brackmann<sup>15</sup>. Suite au choc provoqué par le Traité de Versailles, le milieu de l'*Ostforschung* se mobilise, poursuivant une double activité : l'une, plus scientifique, qui génère de nombreuses œuvres et des débats animés avec les historiens polonais concernant l'identité des régions frontalières de l'Allemagne et de la Pologne, l'autre, plus spécifiquement politique, qui est un militantisme en faveur de la révision du Traité de Versailles. Ces activités favorisent la multiplication des instituts dédiés à l'étude de l'Allemagne orientale et plus largement de toute l'Europe du Centre-Est d'un point de vue allemand. On peut ainsi citer la Commission historique pour la Silésie, fondée en 1921, l'*Osteuropa Institut* de Breslau, la Commission historique pour la recherche régionale sur la Prusse occidentale et orientale, mise en place en 1923. Toutes ces institutions sont très actives, scientifiquement et politiquement, jusqu'aux derniers mois de la Seconde Guerre Mondiale<sup>16</sup>, avant que l'arrivée des troupes de l'Armée rouge ne viennent démanteler complètement mais temporairement le réseau institutionnel de l'*Ostforschung*.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'*Ostforschung* poursuit à la fois les programmes de recherches initiés avant-guerre, tandis que les nouvelles réalités d'après 1945 le forcent à se réorienter partiellement, ce qui l'amène à évoquer de nouveaux phénomènes comme celui des réfugiés. Ainsi, une sous-discipline de l'ethnologie se met en place : en 1951 est fondée une Agence centrale pour l'ethnologie des expulsés. Son but est de collecter tous les témoignages matériels ou spirituels de l'héritage des Allemands de l'Est : objets, littérature, folklore. Une revue est notamment fondée, *les Annales d'ethnologie des réfugiés*, lancées à partir de 1955. L'histoire régionale des territoires perdus se reconstitue plus longtemps, avec cette difficulté

---

<sup>14</sup> (1908-1984). Un temps membre du parti nazi, il s'intéresse ponctuellement à l'histoire des territoires perdus par l'Allemagne en 1945, notamment à l'histoire des réfugiés dans l'Allemagne d'après-guerre.

<sup>15</sup> (1871-1952). Directeur des Archives prussiennes à Berlin, il collabore activement avec le régime nazi et met l'*Ostforschung* au service de la politique expansionniste du Nazisme.

<sup>16</sup> Il convient de noter cependant que le processus de démantèlement des institutions liées à l'*Ostforschung* est commencé par le régime hitlérien lui-même. À la suite des pourparlers germano-soviétiques et du transfert des Allemands des pays et régions annexés par l'URSS en 1939-1940, des instituts scientifiques comme le Herder-Institut de Riga ou l'Institut de recherche en histoire locale de Tartu sont démantelés et leurs collections dispersées.

méthodologique, et non des moindres : étudier des régions sans y avoir accès et sans avoir accès aux archives locales, en grande partie perdues ou restées sur place après 1945.

Malgré tout, le processus de reconstitution des institutions de l'*Ostforschung* débute. L'Association allemande du savoir est-européen est refondée en 1949. Elle lance en 1951 la revue *Osteuropa*. La Commission historique pour la recherche régionale sur la Prusse occidentale et orientale reprend ses anciennes activités en 1950. En 1951 est refondée la Commission historique pour la Silésie, ainsi que l'*Institut Osteuropa*, au sein de l'Université libre de Berlin. À partir de 1954, y sont publiées les *Recherches en histoire de l'Europe de l'Est*. En 1956 est refondée l'Association historique d'Ermland (la Varmie).

1945 n'a pas été entièrement une rupture s'agissant de certaines initiatives concernant ces recherches, comme le montre le Groupe de travail de Göttingen (*Göttinger Arbeitskreis*), lancé en 1946. Il regroupe quelques historiens, géographes, anthropologues de l'ancienne Université de Königsberg. Il profite du transfert à Göttingen des archives municipales sauvées de Königsberg. Ce groupe continue les traditions de l'*Ostforschung* en publiant des articles scientifiques sur l'histoire des territoires perdus. Sur demande des alliés et en vue d'une réunion internationale (de la dernière chance avant la guerre froide) se tenant à Moscou en avril 1947, le Groupe de travail prépare un rapport, le premier d'une longue série de publications, *la Signification et la nécessité de la Prusse orientale pour l'Allemagne*<sup>17</sup>. Ce rapport présente une argumentation semblable à celle qui était produite après le Traité de Versailles de 1919. Le groupe de travail est subventionné par le gouvernement fédéral par la suite. Le ministère des Affaires étrangères de Bonn lui faisait souvent des demandes d'études et d'argumentaires pour étayer ses prétentions révisionnistes, notamment dans les années 1950.

À partir du début des années 1950, une floraison d'instituts consacrés aux thématiques plus ou moins attenantes aux territoires perdus s'observe, comme l'Institut Johann Gottfried Herder, à Marburg en 1950, l'Académie d'Allemagne du Nord à Lüneburg en 1951, l'*Osteuropa Institut* de Munich en 1952, d'une manière moindre le *Südost Institut* situé dans la même ville. Six chaires d'histoire de l'Europe de l'Est existent alors en Allemagne, ainsi que six instituts spécialisés rattachés à certaines universités. En 1953, le parlement ouest-allemand donne un caractère officiel à ce courant de recherches en décidant d'intégrer la question de l'Europe de

---

<sup>17</sup> (ouvrage collectif) *Ostpreussen*, Als Mskr. Gedr/ Göttinger Arbeitskreis, Göttingen, 1947.

l'Est et du Sud-Est dans les programmes scolaires. Le symbole de la reconstitution des études orientales est la reconstitution, en 1950, du Herder Institut, grâce notamment à l'historien Hermann Aubin. Le *Journal pour les recherches orientales* est lancé en 1952 (*Zeitschrift für Ostforschung*). Malgré les positions très slavophiles de son fondateur, et notamment sa critique de la colonisation médiévale allemande, l'Institut fonctionne comme un institut révisionniste<sup>18</sup> informel. En son sein se reforme une multitude de Commissions historiques pour chaque région des territoires perdus.

L'orientation des recherches allemandes concernant les territoires recouverts, durant les années 1950 et une partie notable des années 1960, est dans une certaine mesure dans la lignée de l'avant-guerre : des études scientifiques plus ou moins idéologisées, qui favorisent à la fois une histoire régionale, la *Volkskunde*, un courant au confluent de l'histoire et de l'ethnologie s'intéressant entre autres aux traditions populaires des réfugiés, d'autant plus important qu'au fur et à mesure de l'intégration des réfugiés au sein de la société allemande, ces particularismes locaux disparaissent. Le fil conducteur des recherches allemandes concernant les territoires recouverts est, depuis 1945, la question des réfugiés, traitée de manière de moins en moins idéologique. Dans les années 1960, avec l'avènement d'une nouvelle génération de chercheurs en Allemagne, la remise en cause des autorités morales de l'ancienne génération, critiquée pour ses liaisons avec le nazisme, parallèlement au développement, à la fin de la décennie, de l'*Ostpolitik* du Chancelier Brandt, l'*Ostforschung* se transforme profondément, délaissant l'idéologie pour se consacrer uniquement au travail scientifique. On passe alors de travaux qui sont presque des rapports officiels à destination du gouvernement de la RFA écrits dans une optique révisionniste<sup>19</sup> à des travaux traitant de la question non seulement d'un point de vue non polémique et revendicatif, mais aussi avec un décentrement et une comparaison avec les réfugiés polonais<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> Par commodité de langage, on utilisera le terme « révisionniste » pour signifier la contestation, allemande ou autre, de l'appartenance des territoires recouverts à la Pologne après la Seconde Guerre mondiale.

<sup>19</sup> SCHIEDER Theodor (éd.), *The Expulsion of the German Population from the Territories East of the Oder-Neisse-line: A Selection and Translation from Dokumentation Der Vertreibung Der Deutschen Aus Ost-Mittleuropa, Band I* (L'Expulsion de la population allemande des territoires à l'est de la ligne Oder-Neisse: une sélection et une traduction de la Dokumentation Der Vertreibung Der Deutschen Aus Ost-Mittleuropa, Band I) [Editorial Committee: A. Diestelkamp [and Others], Bonn, Federal Ministry for Expellees, Refugees and War Victims, 1956.

<sup>20</sup> THER Philipp, *Deutsche und Polnische Vertriebene: Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in SBZ/ddr und in Polen 1945-1956 (les Réfugiés allemands et polonais: société et politique de réfugiés dans la Zone d'occupation soviétique et en Pologne de 1945 à 1956)*, Vandenhoeck and Ruprecht, 1998.

Depuis les années 1970, l'*Ostforschung* poursuit ses recherches dans diverses directions. Citons quelques travaux les plus représentatifs des recherches allemandes actuelles sur les territoires recouverts. Il convient tout d'abord de citer une initiative particulièrement originale et qui montre le renouvellement profond des recherches allemandes sur les territoires recouverts : celui du groupe de recherche interdisciplinaire *Germania slavica*, fondé en 1976, et qui étudie l'histoire des zones situées à l'est de l'Elbe et de la Saale<sup>21</sup> en décentrant le regard des chercheurs allemands, du seul point de vue allemand au point de vue slave. Il étudie ainsi les transformations démographiques, sociales, culturelles et religieuses de ces territoires non plus du point de vue du seul État germanique, mais aussi du point de vue des populations qui ont vécu ces changements, et qui ont longtemps été majoritairement slaves. Ce groupe s'est constitué autour de Wolfgang H. Fritze à l'Université libre de Berlin, qui publie régulièrement des volumes de cette entité transnationale,<sup>22</sup> dressant une histoire régionale médiévale. Pour ce qui est des thématiques plus traditionnelles de l'historiographie allemande, l'histoire socioculturelle des réfugiés tient toujours une place importante dans les recherches allemandes, comme en témoignent les travaux d'Andreas Kossert<sup>23</sup> ou de Manfred Kittel<sup>24</sup>. Les études régionales ou locales sont monnaie courante, et sont un type de travail particulièrement accessibles aux lecteurs non germanophones, puisqu'elles sont souvent traduites ou écrites en anglais ou dans d'autres langues. Ces travaux sont souvent à la confluence de la mémoire, de l'histoire locale, avec notamment une échelle d'observation intéressante et originale, mise en place par les chercheurs allemands, celle des *heimat*, les « petites patries ». Les travaux théoriques comme celui de Szejnmann et d'Umbach publié en anglais,<sup>25</sup> étudient le phénomène de l'identification territoriale des populations à travers une approche multiscalaire. Les travaux sur l'histoire des anciennes régions allemandes sont nombreux, comme en témoignent des monographies régionales<sup>26</sup> ou encore des publications

---

<sup>21</sup> Il s'agit de la frontière occidentale de la zone de peuple slave au Haut moyen-âge, appelée aussi parfois *Limes Sorabicus*.

<sup>22</sup> Citons la série des *Germania slavica*, publiée par Wolfgang Fritze à Berlin en six volumes entre 1980 et 1990.

<sup>23</sup> KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat : Die geschichte der Deutschen Vertriebenen nach 1945 (La Patrie froide: histoire des réfugiés allemands depuis 1945)*, Pantheon Verlag, 2009.

<sup>24</sup> KITTEL Manfred, *Deutschsprachige Minderheiten 1945: ein europäischer Vergleich (Les Minorités de langue allemande en 1945: une comparaison européenne)*, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2007.

<sup>25</sup> SZEJNMANN Claus-Christian, UMBACH Maiken (éd.), *Heimat, région and empire. Spatial identities under National Socialism (Le Heimat, la région et l'Empire. Identités spatiales sous le National-Socialisme)*, Palgrave MacMillan, Londres, 2012.

<sup>26</sup> On peut citer celle de KOSSERT Andreas, *Masuren, Ostpreussens vergessener Süden (La Mazurie, le Sud oublié de la Prusse orientale)*, Siedler Verlag, 2001.

sur certaines villes ayant appartenu à l'Allemagne. Wrocław en est un exemple probant, étudiée à de nombreuses reprises, que ce soit pendant la période spécifiquement allemande ou pendant les autres périodes de son histoire<sup>27</sup> ; le livre de Thum, en particulier, est intéressant pour notre approche, puisqu'il traite des différents aspects de l'appropriation de la ville par ses nouveaux habitants et autorités postérieures en 1945. Le champ d'étude se diversifie donc, que ce soit par la réapparition d'anciennes thématiques étudiées sous des angles nouveaux, notamment en ce qui concerne le champ de la stratégie, débarrassé des sous-entendus idéologiques de la Guerre Froide<sup>28</sup>, celui des relations germano-polonaises, pacifiées<sup>29</sup>, ou par l'apparition de nouveaux axes de recherches. Parmi ces derniers émerge l'histoire politique, plus précisément l'histoire des idées, qui est longtemps restée dans l'ombre de l'histoire socioculturelle ou qui a été traitée de manière idéologique. Non seulement l'*Ostforschung* elle-même devient un champ de recherches<sup>30</sup> depuis environ une trentaine d'années, mais l'historiographie allemande se penche également sur l'histoire de la pensée occidentale polonaise<sup>31</sup>. C'est donc dans cette tendance du retour du politique, qui profite du dégel consécutif à la fin de la Guerre froide et notamment de l'ouverture de l'Europe aux anciens pays communistes dans les années 2000 que se situe cette thèse. Il reste à retracer les grandes étapes de l'historiographie polonaise, en profonde mutation depuis 1989.

## B. Historiographie polonaise

L'historiographie polonaise concernant les territoires recouverts est assez ancienne mais ne remonte pas aussi loin que l'historiographie allemande, pour une raison pratique : l'absence d'institutions scientifiques susceptibles de traiter ces questions jusqu'en 1919, du fait de la

---

<sup>27</sup> DAVIES Norman, MOORHOUSE Roge, *Die Blume Europas. Breslau, Wrocław, Vratislavia. Die Geschichte einer mitteleuropäischen Stadt (La Fleur de l'Europe. Breslau, Wrocław, Vratislavia. Histoire d'une ville centre-européenne)*, GmbH & Co, Munich 2002.

THUM Gregor, *Obce miasto Wrocław. 1945 i potem (Wrocław, ville étrangère. 1945 et après)*, Via Nova, Wrocław, 2004.

<sup>28</sup> REHBEIN Klaus, *Die westdeutsche Oder/Neisse-Debatte: Hintergründe, Prozess und Ende des Bonner Tabus (Le débat ouest-allemand sur l'Oder-Neisse: Coulisses, déroulement et fin d'un tabou de Bonn)*, LIT Verlag, Berlin-Hamburg-Münster, 2005.

<sup>29</sup> GUTH Stefan, *Geschichte als politik, der Deutsche-polnisch historikerdialog im 20. Jahrhundert (Histoire et politique, le dialogue historique germano-polonais au XX<sup>e</sup> siècle)*, De Gruyter/Oldenburg, 2015.

<sup>30</sup> En témoigne: UNGER Corinna R., *Ostforschung in WestDeutschland. Die Erforschung des europäischen Ostens und die Deutsche Forschungsgemeinschaft, 1945-1975 (L'Ostforschung en Allemagne de l'Ouest. L'exploration de l'Est européen et les milieux de recherche allemands, 1945-1975)*, Franz Steiner Verlag Wiesbaden GmbH, 2007.

<sup>31</sup> BRIER Robert, *Der polnische „Westgedanke“ nach dem Zweiten Weltkrieg 1944–1950 (La pensée occidentale polonaise après la Seconde Guerre Mondiale 1944-1950)*, Digitale Osteuropa-Bibliothek: Geschichte 3, 2003.

non-existence de l'État et du désintérêt relatif manifesté pendant longtemps par les Polonais. Elle est principalement née pendant l'entre-deux-guerres. L'historiographie de cette période, a été l'objet du chapitre introductif<sup>32</sup>, tandis que ses développements pendant la Seconde Guerre mondiale ont été vus dans le chapitre 1<sup>33</sup>. De même, on laissera de côté l'historiographie polonaise sur les territoires recouverts de 1945 à 1956, cette historiographie étant précisément notre objet d'étude. Sera rappelée ici l'évolution de la science historique polonaise sur cette question depuis 1961. Le travail portant sur le point de vue polonais sur ces terres et la grande majorité des ressources bibliographiques comme des sources étant en polonais, on développera bien plus précisément l'historiographie polonaise sur la question.

### 1. 1961-1970 : le changement dans la continuité : une désidéologisation limitée

À la faveur de l'octobre 1956, les territoires recouverts, qui étaient restés dans l'ombre au moment de la stalinisation, réapparaissent sur le devant de la scène historiographique. Les travaux publiés durant cette première période sont marqués par une nette idéologisation de tout ce qui concerne les territoires recouverts, établissant une sorte de pacte tacite passé entre d'une part le pouvoir communiste et de l'autre les historiens et les autres chercheurs en sciences sociales s'y intéressant. À travers leurs ouvrages, ils établissent le dogme fondamental de la politique étrangère de la Pologne populaire : la polonité intrinsèque des territoires recouverts et l'inviolabilité des frontières issues de la Seconde Guerre Mondiale. Dans ce contexte, bon nombre de chercheurs, souvent d'ailleurs convaincus par ce dogme historiographique, essaient de concilier exactitude scientifique et présupposé politique. Cette idéologisation de l'histoire en Pologne populaire s'exprime selon une double temporalité : une tendance marquée à idéologiser l'histoire, à peu près constante jusqu'en 1970, puis décroissant de manière progressive, et une tendance cyclique à la réapparition de l'objet historique que constituent les territoires recouverts, au moment des grands anniversaires du rattachement de ces régions à la Pologne (1960, 1975 par exemple, etc..) ou à chaque fois que la situation intérieure l'exige. Ainsi, lors de crises politiques intérieures, le pouvoir communiste essaye de détourner l'attention de la population de ces problèmes en jouant la carte fédératrice de la menace ouest-allemande et de la défense des territoires recouverts contre le révisionnisme de la RFA.

---

<sup>32</sup> Cf chapitre introductif, II.

<sup>33</sup> Cf. chapitre 1, IIB.



Cette situation de forte idéologisation caractérise la seconde partie des années 1950 et, surtout, après la fin du dégel de Gomułka, les années 1960. Les titres de certains ouvrages sont alors significatifs pour l'époque, comme certaines études sur l'histoire militaire médiévale de la frontière occidentale<sup>34</sup>. Le tournant de la fin des années 1960 est favorable aux commémorations de la mise en valeur des territoires recouverts par la République de Pologne, ce qui donne l'occasion à chaque fois de faire paraître les premiers ouvrages faisant le bilan de l'action polonaise sur ces terres. Le bilan dressé accentue les points positifs et en laisse dans l'ombre les faiblesses ou les échecs de l'aménagement du territoire communiste, même si les premières années du pouvoir de Gomułka sont favorables à une plus grande liberté d'expression et donc à une tolérance plus importante s'agissant des critiques de la politique gouvernementale envers les territoires recouverts. Une fois que la critique ne peut plus porter sur l'époque stalinienne mais sur l'action de Gomułka, le degré d'objectivité des travaux décroît. Ces travaux dressant le bilan sont légions, les plus intéressants s'inscrivant dans la tendance de l'historiographie de l'époque, celle de l'histoire socio-économique<sup>35</sup>. Néanmoins, le degré le plus important d'idéologie touche aux relations germano-polonaises, unanimement présentées selon la *doxa* de l'époque comme celles d'une Pologne victime de l'expansionnisme agressif essentialisé de l'Allemagne. Deux travaux de Gerard Labuda<sup>36</sup> illustrent cette tendance, ce qui montre bien l'influence de l'idéologie sur les productions de la

---

<sup>34</sup> MIŚKIEWICZ Benon, *Studia nad obroną polskiej granicy zachodniej w okresie wczesnofeudalnym (Études sur la défense de la frontière occidentale polonaise à l'époque des débuts du féodalisme)*, IZ, Poznań, 1961, OLEJNIK Karol, *Obrona polskiej granicy zachodniej. Okres rozbitcia dzielnicowego i monarchii stanowej (1138-1385)*, (*la Défense de la frontière polonaise occidentale. La période de la partition en provinces et de la monarchie d'états 1138-1385*), IZ, Poznań, 1970.

<sup>35</sup> Parmi ces « ouvrages bilan », on peut citer : GRUCHMAN Bohdan, ZIÓŁKOWSKI J. (réd), *Problemy rozwoju gospodarczego i demograficznego Ziemi Zachodnich w latach 1945-1958*, (*Les Problèmes du développement économique et démographique des Terres Occidentales dans les années 1945-1958*), IZ, Poznań, 1960, KOSIŃSKI Leszek, *Procesy ludnościowy na Ziemiach odzyskanych w latach 1945-1960* (*Les Processus démographiques sur les territoires recouverts dans les années 1945-1960*), Varsovie, 1963, KAWALEC Wincenty, *Rozwój gospodarczy Ziemi Zachodnich w dwudziestolecu Polski Ludowej i jego perspektywy (le Développement économique des Terres Occidentales au moment du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Pologne Populaire et ses perspectives)*, IZ, Poznań, 1964, MĘCLEWSKI Edmund, *Ziemia Zachodnie i północne: historia, osiągnięcia, perspektywy (Les Terres occidentales et septentrionales: histoire, réalisations, perspectives)*, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej (Editions du Ministère de la Défense Nationale), Varsovie, 1970. On peut relever la différence de tournures entre le premier et le dernier livre cité, le premier favorisant une approche critique tandis que le second, tant par son titre que par son éditeur, a tout d'un panégyrique à la gloire des territoires recouverts polonais. Cette différence retrace assez bien le mouvement de la décennie 1960.

<sup>36</sup> LABUDA Gerard, *Wschodnia ekspansja Niemiec w Europie środkowej : zbiór studiów nad tzw. niemieckim "Drang nach Osten"* (*L'Expansion orientale allemande en Europe Centrale: recueil d'études sur le „Drang nach Osten”*), IZ, Poznań, 1963 et LABUDA Gerard, *Geneza przysłowia : « Jak Świat światem, nie będzie Niemiec Polakowi bratem »* (*Genèse du proverbe: „Tant que le monde durera l'Allemand et le Polonais ne seront pas frères*), Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Adama Mickiewicza (Édition scientifique de l'Université Adam Mickiewicz), Poznań, 1968. Cf. chapitre 4, IC pour sa biographie.

période. Ces derniers sont plus politisés par les thèmes choisis que par la manière dont ils sont traités, ce qui est aussi un moyen pour les historiens de contourner les attendus des autorités sur certains thèmes. Néanmoins, cette décennie 1960 élargie à la seconde moitié des années 1950 est également une période d'innovation dans l'historiographie polonaise des territoires recouverts. Un champ de recherches émerge, à peu près indemne toute influence idéologique : dans la continuité du développement important de la sociologie polonaise à la même époque se développe une sociohistoire très contemporaine retraçant l'historique des phénomènes sociaux des territoires recouverts. Un des travaux précurseurs dans le domaine est l'étude réalisée<sup>37</sup> sur la population de Wrocław par Irena Turnau ; par la suite, toute une série de travaux<sup>38</sup> paraissent, disséquant les processus de formation d'une société à partir du conglomérat de groupes sociaux et culturels divers. Cette première période de l'historiographie polonaise prend fin avec la signature des accords entre la Pologne populaire et la RFA en décembre 1970. Par la reconnaissance de fait de la frontière occidentale par l'Allemagne de l'Ouest, le Chancelier Brandt désamorce une partie des tensions entre la Pologne et l'Allemagne et, en Pologne même, réduit les possibilités du gouvernement de brandir la menace allemande pour détourner l'attention de ses populations des problèmes socio-économiques. Ce changement de climat favorise un changement net dans l'historiographie polonaise qui, sans cela, aurait sans doute évolué plus lentement.

## 2. 1970-1989 : Maintien des dogmes préétablis et apparition de nouvelles approches

La deuxième période, qui s'ouvre par la normalisation des relations germano-polonaises, est caractérisée par le maintien des problématiques principales de l'historiographie polonaise de l'époque communiste, avec une nette décroissante du degré d'idéologie et par l'apparition, d'abord timide, puis de plus en plus marquée, de nouvelles problématiques. Dans la première catégorie, signalons le maintien d'une tendance thématique chère à l'historiographie de la Pologne populaire, l'histoire socio-économique, et notamment des études sur la démographie et l'aménagement du territoire ainsi que sur la sociologie des territoires recouverts. Les

---

<sup>37</sup> TURNAU Irena, *Studia nad strukturą ludnościową Wrocławia (Études sur les structures de la population du Wrocław polonais)*, IZ, Poznań, 1960.

<sup>38</sup> DULCZEWSKI Zygmunt, *Tworzenie się nowego społeczeństwa na Ziemiach Zachodnich : szkice i materiały z badań socjologicznych w województwie zielonogórskim (La Formation d'une nouvelle société sur les Territoires Occidentaux: esquisse et matériaux d'études sociologiques dans la voïévodie de Zielona Góra)*, IZ, Poznań, 1961, MARKIEWICZ Władysław (réd.), *Przemiany społeczne na Ziemiach Zachodnich : praca zbiorowa (Les Transformations sociales sur les Terres occidentales: oeuvre collective)*, IZ, Poznań, 1967.

premières connaissent un regain d'activités à la fin des années 1970 et au début des années 1980, avec une série de travaux qui concernent le peuplement et la mise en valeur des territoires recouverts observés du point de vue de microrégions<sup>39</sup>. De même, les études de la société particulière des territoires recouverts sont toujours à l'ordre du jour, même si elles se développent peut-être un peu moins intensément<sup>40</sup>. Les relations germano-polonaises et la place centrale des territoires recouverts sont toujours étudiées : si persistent sur cette problématique des livres idéologiquement marqués<sup>41</sup>, paraissant notamment au moment des commémorations du rattachement des territoires recouverts à la Pologne, on remarque l'accroissement significatif d'œuvres neutres et se concentrant seulement sur des objectifs scientifiques<sup>42</sup>.

En parallèle se développent des thématiques peu ou pas évoquées s'agissant des territoires recouverts. En premier lieu, on peut citer des ouvrages traitant de la pensée polonaise occidentale, donc de l'appropriation politique et intellectuelle des territoires recouverts<sup>43</sup>. Ce thème n'était pas officiellement tabou, mais du fait de l'importance des démocrates-nationaux et plus largement du mouvement national et des nationalistes polonais, dans la constitution de ce courant de pensée, il pouvait être délicat de soulever le sujet. Plus globalement, l'histoire politique des territoires recouverts commence à être étudiée, même si elle n'est pas tout le

---

<sup>39</sup> Parmi elles, on peut citer : SERAFIN, *Osadnictwo miejskie i wiejskie w województwie śląsko-dąbrowskim w latach 1945-1948 (le Peuplement urbain et rural dans la voïévodie de Silésie/Dąbrowa dans les années 1945-1948)*, Katowice, 1973, KOŚCIK Elżbieta, *Osadnictwo wiejskie w południowych powiatach Dolnego Śląska w latach 1945-1948 (Le Peuplement rural dans les cantons méridionaux de la Basse-Silésie dans les années 1945-1948)*, Ossolineum/ PAN, Wrocław, Varsovie, 1982, CHUTKOWSKI Janusz (réd.), *Osadnictwo na ziemiach obecnego województwa legnickiego w latach 1945-1950: materiały przygotowane na sesję organizowaną 21.04.1989r. (Le Peuplement des terres de l'actuelle voïévodie de Legnica dans les années 1945-1950 : matériaux préparés pour la session organisée le 21/04/1989)*, Wydawnictwo Towarzystwa Przyjaciół Nauk w Legnicy (Éditions de l'Association des Amis des Sciences de Legnica), 1989.

<sup>40</sup> DULCZEWSKI Zygmunt, *Spoleczeństwo Ziem Zachodnich : studium porównwczé wyników badań socjologicznych w województwie zielonogórskim w latach 1958-1960 i 1968-1970 (La Société des Terres Occidentales: étude comparative des résultats des enquêtes sociologiques dans la voïévodie de Zielona Góra pendant les années 1958-1960 et 1968-1970)*, IZ, Poznań, 1971.

<sup>41</sup> SNOCH Bogdan, *Powrót do piastowskich granic (le Retour aux frontières des Piast)*, Varsovie, 1982, OLEJNIK Karol, *Obrona polskiej granicy zachodniej od końca XIV do schyłku XVIII wieku (La Défense de la frontière occidentale polonaise de la fin du XIV<sup>e</sup> au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Adama Mickiewicza (Édition scientifique de l'Université Adam Mickiewicz), Poznań, 1985.

<sup>42</sup> KRASUSKI Jerzy, LABUDA Gerard, WALCZAK Antoni, *Stosunki polsko-niemieckie w historiografii (Les Relations polono-allemandes dans l'historiographie)*, IZ, Poznań, Tomes I, II, III, 1974/1984/1991.

<sup>43</sup> KWILECKI Andrzej, *Polska Myśl zachodnia w Poznaniu i Wielkopolsce (la Pensée occidentale polonaise à Poznań et en Grande-Pologne)*, PWN (Éditions scientifiques d'Etat), Poznań/ Varsovie, 1980, MROCZKO Marian, *Polska myśl zachodnia 1918-1939 : kształtowania i upowszechnianie (La Pensée polonaise occidentale de 1918 à 1939: formation et propagation)*, IZ, Poznań, 1986.

temps faite de manière impartiale<sup>44</sup>. Enfin, des sujets qui pouvaient se révéler gênants pour le gouvernement communiste, l'image de la Pologne, ou qui étaient niés ou marginalisés par les autorités refont surface. Il s'agit par exemple la question de l'expulsion des populations allemandes de Pologne, notamment des territoires recouverts<sup>45</sup>, puisque ce fait venait contredire l'image de bourreaux que la propagande étatique voulait donner aux Allemands, ou la politique du gouvernement communiste<sup>46</sup> envers les autochtones slaves des territoires recouverts, particulièrement dans les années d'après-guerre. Si ces questions avaient été parfois évoquées, ce n'est pas avec l'impartialité scientifique de rigueur, mais plutôt dans une démarche de justification. À partir de la seconde moitié des années 1980, en lien avec la politique de *glasnost* menée par Gorbatchev en URSS, ces questions peuvent être étudiées plus librement. À la toute fin de la période communiste, on remarque les prémices de nouvelles approches concernant les populations dites des frontières, qui sont étudiées pour elles-mêmes, et non plus comme preuves de la polonité des territoires recouverts. Après avoir été intensément étudiées de ce point de vue au début de l'ère communiste, puis après le long silence les entourant au moment où elles choisissent en nombre de partir pour la RFA dans les années 1960 et 1970, elles sont étudiées en tant que microsociétés dans des ouvrages annonçant la période postérieure<sup>47</sup>. La transition démocratique, à partir de 1989, bouleverse bien entendu l'histoire et les sciences sociales polonaises, et renouvelle en profondeur les approches sur les territoires recouverts.

### 3. 1989 à nos jours : un renouvellement total des approches

L'historiographie polonaise d'après 1989 se caractérise à la fois par un éclatement et un foisonnement des thématiques de recherches. De nombreuses problématiques nouvelles

---

<sup>44</sup> GAĆ Stanisław, JADZIAK Emil (dir), *Ludowe Wojsko Polskie w walce, służbie i pracy na ziemiach zachodnich i północnych, 1945-1950, (l'Armée populaire polonaise au combat, au service et au travail sur les terres occidentales et septentrionales, 1945-1950)*, Wydawnictwo Poznańskie, (Édition de Poznań), Poznań, 1983.

<sup>45</sup> LIPPÓCZY Piotr, WALICHNOWSKI Tadeusz, *Przesiedlenie ludności niemieckiej z Polski po II wojnie światowej (Le Transfert de la population allemande hors de la Pologne après la Seconde Guerre mondiale à la lumière des documents)*, PWN, Varsovie, 1982.

<sup>46</sup> C'est le cas en particulier de la politique de vérification nationale, qui a froissé plus d'un autochtone, et qui est étudiée dans l'ouvrage suivant :

MISZTAL Jan, *Weryfikacja narodowościowa na Ziemiach Odzyskanych (La Vérification nationale sur les Terres récupérées)*, Varsovie, 1990.

<sup>47</sup> SAKSON Andrzej, *Mazury, społeczność pogranicza, (les Mazures, une communauté des zones frontières)*, IZ, Poznań, 1990, LATOSZEK Marek (réd.), *Kaszubi: monografia socjologiczna (Les Cachoubes: monographie sociologique)*, Wydawnictwo Towarzystwo Naukowe Organizacji i Kierownictwa (Éditions de l'Association scientifique de l'organisation et de la direction), Rzeszów, 1990.

émergent, dont certaines trouvent leur origine dans la période communiste. Ainsi, l'une des caractéristiques de l'historiographie polonaise récente sur les territoires recouverts est sa tentative de réaliser un bilan de l'intégration des territoires recouverts à la Pologne avec un regard plus neutre sur la question, puisque pour la première fois depuis 1945, cette question peut être explorée dans toutes ses dimensions, abordant tant les échecs que les succès de la politique d'intégration polonaise. Deux sortes de publications paraissent à ce propos : des livres à l'échelle nationale<sup>48</sup>, et d'autres à l'échelle régionale<sup>49</sup>. Un autre courant de recherches, ayant émergé de nouveau durant les années 1980, le problème des populations autochtones, de plus en plus souvent appelées désormais les populations des régions frontalières (en polonais *ludność pogranicza*), est très présent dans l'historiographie polonaise. Dans le contexte d'une histoire socioculturelle, les historiens se penchent sur ces populations en tant que groupes sociaux aux traits culturels spécifiques<sup>50</sup>, à leur degré d'intégration au sein du reste des populations polonaises, ou en tant que destinataires de la politique d'intégration/ d'assimilation des autorités communistes à leur égard<sup>51</sup>. Si le premier type d'ouvrages pouvait à la rigueur paraître en Pologne, même s'il était de bon ton d'insister

---

<sup>48</sup> RYBIŃSKI Raymund, *Ziemie Zachodnie i Północne Polski w półwieczu 1945-1995 (les Terres Occidentales et Septentrionales de la Pologne après un demi-siècle 1945-1995)*, Wydawnictwo Adam Marszałek, cop. (Éditions Adam marszałek cop.), Toruń, 1997, SAKSON Andrzej (éd), *Ziemie Odzyskane/ Ziemie Zachodnie i Północne 1945-2005. 60 lat w granicach państwa polskiego (Les Territoires récupérés/ Les terres occidentales et septentrionales, 1945-2005. 60 ans à l'intérieur des frontières de l'État polonais)*, Poznań, 2006.

<sup>49</sup> Peuvent être cités, pour leur exemplarité et leur systématisme, les ouvrages de Kazimierz Kozłowski sur la Poméranie occidentale : KOZŁOWSKI Kazimierz (réd.), *50 lat Polski na Pomorzu Zachodnim : polityka-społeczeństwo-kultura (Les Cinquante ans de la Pologne en Poméranie Occidentale : politique-société-culture)*, Wydawnictwo Archiwum Państwowego „Dokument” (Éditions des Archives d'État „Document”), Szczecin, 1996, KOZŁOWSKI Kazimierz (réd), *Pomorze Zachodnie w latach 1945-2005 : wybrane problemy polityczne, administracyjne, demograficzne i ekonomiczne (la Poméranie Occidentale de 1945 à 2005 : problèmes politiques, administratifs, démographiques et économiques choisis)*, Książnica Pomorska (la Librairie Poméranienne), Szczecin, 2005, KOZŁOWSKI Kazimierz, *Pomorze Zachodnie w latach 1945-2010 : społeczeństwo-władza-gospodarka-kultura (La Poméranie Occidentale dans les années 1945-2010 : société-autorité-économie-culture)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Szczecińskiego (Éditions scientifiques de l'Université de Szczecin), Szczecin, 2012.

<sup>50</sup> STRAUCHOLD Grzegorz, *Polska ludność rodzima ziem zachodnich i północnych: opinie nie tylko publiczne lat 1944-1948 (la Population autochtone polonaise des terres occidentales et septentrionales: les opinions pas seulement publiques des années 1944-1948)*, Ośrodek Badań Naukowych (Centre des Études Scientifiques), Olsztyn, 1995.

<sup>51</sup> ROMANOW Zenon., *Polityka władz Polskich wobec ludności rodzimej Ziem Zachodnich i Północnych 1945-1960: próba bilansu (La Politique des autorités polonaises envers la population autochtone des Terres occidentales et septentrionales dans les années 1945-1960)*, Słupsk, 1995, HEJGER Maciej, *Polityka narodowościowa władz polskich w województwie gdańskim w latach 1945-1947 (la Politique des nationalités des autorités polonaises dans la voïévodie de Gdańsk dans les années 1945-1947)*, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Pedagogicznej w Słupsku (Éditions de l'École Supérieure de Pédagogie de Słupsk), Słupsk, 1998, BYKOWSKA Sylwia, *Rehabilitacja i weryfikacja narodowościowa ludności polskiej w województwie gdańskim po II wojnie światowej. (la Réhabilitation et la vérification de la population polonaise dans la voïévodie de Gdańsk après la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale)*, Instytut Kaszubski (Institut Cachoube), 2012.

plutôt sur ce qui unissait ces populations aux autres Polonais que sur ce qui les en différençait, le second type d'ouvrage, qui aurait clairement critiqué la politique d'intégration communiste, n'aurait jamais pu paraître du temps du communisme en Pologne. Surtout, des études sont menées concernant leur identité<sup>52</sup>, mettant à jour les complexités de l'identification de ces populations au niveau national, alors qu'à l'époque communiste ces populations étaient considérées comme faire-valoir de la polonité des territoires recouverts sans pour autant, souvent, être traitées comme des citoyens polonais normaux par les autorités.

Le regard sur les relations germano-polonaises, et notamment en ce qui concerne la problématique des territoires recouverts, a été complètement bouleversé depuis la chute du communisme. Tout un ensemble de questionnements, jamais ou partialement posés sous la période communiste, a pu être envisagé. Les recherches sur les expulsions des populations allemandes<sup>53</sup> se poursuivent et s'intensifient, souvent par une approche comparative entre les expulsions des Polonais des confins orientaux et celles concernant les Allemands des territoires recouverts, ce qui aurait été inimaginable à l'époque du régime communiste polonais. Des travaux, notamment ceux de Bernadetta Nitschke, s'interrogent sur la nature de ces transferts de population. À ces problématiques plus anciennes s'ajoutent celles, plus

---

<sup>52</sup> De nombreux ouvrages pourraient être cités, mais à titre d'exemples sont particulièrement significatifs la série d'ouvrages d'Andrzej Sakson concernant l'identité des Warmiens et des Mazures : SAKSON Andrzej, *Pomiędzy polskością i niemieckością - czy istnieją jeszcze Mazurzy i Warmiacy ? (Entre polonité et germanité- les Mazures et les Warmiens existent-ils encore?)*, PAN, 1997, SAKSON Andrzej, *Ślęzacy, Kaszubi, Mazurzy i Warmiacy : między polskością a niemieckością : praca zbiorowa (Les Silésiens, les Cachoubes, les Mazures et les Warmiens, oeuvre collective)*, IZ, Poznań, 2008. D'autres populations sont aussi étudiées. Il en est ainsi des Slovincs : FILIP Mariusz, *od Kaszubów do Niemców. Tożsamość Słowińców z perspektywy antropologii historii (De Cachoubes à Allemands. L'Identité des Slovincs de la perspective de l'anthropologie historique)*, Wydawnictwo Nauka i Innowacje (Édition Science et innovation), Poznań, 2012.

<sup>53</sup> ORŁOWSKI Hubert, SAKSON Andrzej (réd), *Utracona ojczyzna : przymusowe wysiedlenia, deportacje i przesiedlenia jako wspólne doświadczenie : praca zbiorowa (La Patrie perdue: expulsions forcées, déportations et transferts comme une expérience commune, (œuvre collective))*, IZ, Poznań, 1996, NITSCHKE Bernadetta, *Wysiedlenie ludności niemieckiej z Polski w latach 1945-1949, (L'Expulsion de la population allemande de Pologne dans les années 1945-1949)*, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Pedagogicznej (Éditions de l'École Supérieure de la Pédagogie), Zielona Góra, 1999, OCIEPKA Beata, *Niemieccy wypędzeni - wróg czy sprzymierzeniec?( les Allemands déplacés- ennemis ou alliés ?)*, Fundacja Centrum Stosunków Międzynarodowych (la Fondation du Centre des Relations Internationales), 1999, NITSCHKE Bernadetta, *Wysiedlenie czy wypędzenie? : ludność niemiecka w Polsce w latach 1945-1949 (Transfert ou expulsion ? : la population allemande en Pologne dans les années 1945-1949)*, A. Marszałek Cop, 2001.

JANKOWIAK Stanisław, *Wysiedlenie i emigracja ludności niemieckiej w polityce władz polskich w latach 1945-1970 (L'Expulsion et l'émigration de la population allemande dans la politique des autorités polonaises dans les années 1945-1970)*, Instytut Pamięci Narodowej (Institut du Souvenir National), Varsovie, 2005.

inédites, comme celles du devenir des Allemands restés en Pologne<sup>54</sup> après les transferts et, plus généralement, la politique de l'État communiste polonais<sup>55</sup> envers les populations allemandes, qu'elles soient destinées au transfert ou à rester en Pologne. Officiellement, aux yeux des élites politiques de la Pologne communiste, le problème allemand avait été réglé entre 1945 et 1949, et le nombre d'Allemands restés en Pologne, tenu pour négligeable alors qu'il a été, souvent, sous-estimé. Dernier courant au sein de ces recherches sur l'histoire des relations germano-polonaises en général et de la minorité allemande en particulier, le passé allemand des territoires recouverts est réhabilité<sup>56</sup>. Alors que pendant la période communiste le patrimoine allemand était nié, voire détruit, surtout au début du régime, il est de nouveau évoqué, étudié, de sorte à ce que les habitants des territoires recouverts puissent se l'approprier, et ainsi combler le vide dans leur identité régionale. Ce courant historiographique en amène un autre : la floraison de livres, d'études, d'articles, voire de monographies régionales, consacrées à l'histoire d'une région particulière. Cette problématique est contemporaine d'une réappropriation de leurs lieux de vie par les habitants des territoires recouverts, qu'ils redécouvrent littéralement. Comme l'histoire régionale de ces territoires était avant tout allemande, elle n'était auparavant guère enseignée et étudiée, mais était noyée dans un contexte national plus large, qui insistait sur les liens entre chaque région des territoires recouverts et la Pologne plus que sur l'histoire particulière de ces territoires.

Ces questionnements en amènent d'autres : à partir des années 1990, et notamment durant les années 2000, un renouveau des études sociologiques et de la socio-histoire des territoires recouverts se fait jour, autour des problèmes de l'identité de leurs habitants, de l'appropriation de ces terres par les Polonais qui n'en étaient pas originaires. Ces travaux sont menés à un niveau à la fois national et local.<sup>57</sup> Ces études concernent notamment les territoires ayant les

---

<sup>54</sup> KOZŁOWSKI Kazimierz, *Niemcy na Pomorzu Zachodnim w latach 1945-1950 (Les Allemands en Poméranie Occidentale de 1945 à 1950)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Szczecińskiego (Éditions scientifiques de l'Université de Szczecin), Szczecin, 2004.

<sup>55</sup> Les ouvrages de Bernard Linek sont ici particulièrement intéressants : LINEK Bernard, *"Odniemczanie" województwa śląskiego w latach 1945-1950 (La « Dégermanisation » de la voïévodie silésienne dans les années 1945-1950)*, IS, 1997, LINEK Bernard, *Polityka antyniemiecka na Górnym Śląsku w latach 1945-1950 (la Politique antiallemande en Haute-Silésie dans les années 1945-1950)*, Opole, 2001.

<sup>56</sup> MAZUR Zbigniew, *Wokół niemieckiego dziedzictwa kulturowego na Ziemiach Zachodnich i Północnych, (Autour de l'héritage culturel allemand sur les Terres Occidentales et Septentrionales)*, IZ, Poznań, 1997, LEWANDOWSKA Izabela, *Dziedzictwo ziem pruskich : dzieje i kultura Warmii i Mazur (l'Héritage des terres prussiennes : histoire et culture de la Warmie et de la Mazurie)*, Pracownia Wydawnicza Elset (Atelier d'Édition Elset), 2012.

<sup>57</sup> OSEKOWSKI Czesław, *Spoleczność Polski Zachodniej i Północnej w latach 1945-1956. Procesy integracji i dezintegracji (La Société de la Pologne occidentale et septentrionale dans les années 1945-1956. Processus*

populations polonaises les plus réduites, comme la Poméranie occidentale et la Basse-Silésie<sup>58</sup>. À noter, dans le cas de cette dernière, toute une série de publications aux questionnements très pertinents dirigées par Grzegorz Strauchold et Joanna Nowosielska-Sobel.

Enfin, et on situera notre étude dans ce cadre plus particulier, toute une série de questionnements sur l'histoire politique et sur l'historiographie polonaise sur les territoires recouverts sont entrepris. Dans un contexte politique apaisé, du moins libre, ce nouveau courant prend son essor, notamment ces dernières années. La pensée occidentale polonaise peut désormais être étudiée sans se soucier de certaines arrière-pensées idéologiques et les travaux la concernant sont abondants<sup>59</sup>. Un travail est ici à mettre en avant, celui de Grzegorz Strauchold<sup>60</sup>, que nous nous proposerons de compléter, tout en abordant des problématiques similaires aux siennes sous un angle quelque peu différent, plus sociopolitique que strictement politique. Enfin, ce courant de l'histoire politique commence à s'intéresser, entre autres par le biais de la pensée occidentale polonaise et de la question des territoires recouverts, à la question des liens entre le nationalisme et le communisme en Pologne<sup>61</sup>, problématique centrale de notre travail : ce dernier s'inscrit donc dans la lignée des dernières recherches sur les territoires recouverts en particulier et sur le communisme polonais en général.

---

*d'intégration et de désintégration*), Zielona Góra, 1994, DULCZEWSKI Zygmunt, *Mój Dom nad Odrą: problem autochtonizacji (Ma maison est sur l'Oder: le problème de l'autochtonisation)*, Agencja Reklamowo-Promocyjna "Promocja 21" (Agence de publicité et de promotion, Promotion 21), 2001, MICHALAK Andrzej, SAKSON Andrzej et alii, *Polskie Ziemie Zachodnie : studia socjologiczne (Les Terres Occidentales Polonaises : études sociologiques)*, IZ, Poznań, 2011.

<sup>58</sup> SAKSON Andrzej (dir), *Pomorze - trudna ojczyzna? : kształtowanie się nowej tożsamości 1945-1995 : praca zbiorowa (La Poméranie- une patrie difficile? la constitution d'une nouvelle identité 1945-1995, oeuvre collective)*, IZ, Poznań, 1996, STRAUCHOLD Grzegorz, NOWOSIELSKA-SOBEL Joanna (réd), *Trudne dziedzictwo : tradycje dawnych i obecnych mieszkańców Dolnego Śląska (Un Difficile héritage : les traditions des habitants anciens et contemporains de la Basse-Silésie)*, Wrocławskie Wydawnictwo Oświatowe (Edition Culturelle de Wrocław), Wrocław, 2006, STRAUCHOLD Grzegorz, NOWOSIELSKA-SOBEL Joanna (réd), *Dolnoślązacy? : kształtowanie tożsamości mieszkańców Dolnego Śląska po II wojnie światowej (Les Bas-Silésiens ? : l'émergence d'une identité chez les habitants de la Basse-Silésie après la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale)*, Wrocławskie Wydawnictwo Oświatowe (Edition Culturelle de Wrocław), Wrocław, 2007.

<sup>59</sup> MROCZKO Marian, *Ziemie dzielnic pruskiej w polskich koncepcjach i działalności politycznej 1864-1939 (Les Terres de la partie prussienne dans les conceptions et les activités politiques polonaises de 1864 à 1939)*, Gdańsk, 1994, MAZUR Zbigniew, CHONIAWKO Andrzej, *Instytut Zachodni w dokumentach (l'Institut Occidental au fil des documents)*, IZ, Poznań, 2006.

<sup>60</sup> STRAUCHOLD Grzegorz, *Mysł zachodnia i jej realizacja w Polsce ludowej w latach 1945-1957 (La Pensée occidentale et sa réalisation dans la Pologne populaire dans les années 1945-1957)*, Toruń, 2003.

<sup>61</sup> Particulièrement à travers ce livre important :

ZAREMBA Marcin, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm (Communisme, légitimation, nationalisme)*, Wydawnictwo Trio, 2010.





# Bibliographie

## I Histoire générale de la période

### A. Histoire de l' Europe centrale et de la Guerre froide

REY Marie-Pierre, *De la Russie à l'Union soviétique, la construction de l'empire, 1462-1953*, Hachette, Carré Histoire, Paris, 1994

MASTNY Vojtech, *The Cold War and soviet insecurity*, Oxford University Press, Oxford, 1996

ZUBOK Vladislav, PLESHAKOV Constantin, *Inside the Kremlin's Cold War*, Harvard University Press, Cambridge, 1996

GADDIS John Lewis, *We now know. Rethinking Cold War history*, Oxford University Press, Oxford, 1997

GŁUCHOWSKI Leszek, « The Soviet-Polish confrontation of October 1956 : the situation in the Polish Internal Security Corps » in Cold War International History Project, *Working Paper* n° 17, Washington, 1997

WERBLAN Andrzej, « The Conversation between Władysław Gomułka and Josef Stalin on 14 novembre 1945 » in *Bulletin du Cold War International History Project*, n° 11, 1998, p. 134-140

WESTAD Odd Arne, *Reviewing the Cold War*, Frank Cass, Londres/Portland, 2000

MARK Eduard, « Revolution by degrees. Stalin's National-Front Strategy for Europe 1941-1947 » in Cold War International History Project, *Working Paper* n° 31, Washington, 2001

CASTIN-CHAPARRO Laure, *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne. Staline et la question allemande 1941-1955*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2002

MAGOCSI Paul Robert, *Historical Atlas of central Europe*, University of Washington Press, 2002

REY Marie-Pierre, « Diplomatie et diplomates soviétiques à l'heure du dégel 1953-1964 » in *Cahiers du monde russe*, Volume 44/2-3, p. 309-322, Paris, 2003

DEFRANCE Corine, PFEIL Ulrich, « L'Allemagne occupée en 1946 » in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 4/2006 (n° 224), p. 47-64

PAINTER David S., LEFFLER Melvyn P. (éd.), *Origins of the Cold War*, Routledge, New York/ Londres, 2<sup>ème</sup> édition, 2005

MARÈS Antoine, « De la relativité des grands événements : l'année 1956 en Europe centrale et la révolution hongroise » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Volume 3, n° 83, p. 4-11, 2006

ROWIŃSKI Jan, JASKUŁOWSKI Tytus, *The Polish October in World Politics*, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, Varsovie, 2007

HARBUTT Fraser J., *Yalta 1945 : Europe and America at the crossroads*, Cambridge University Press, Cambridge, 2010

ROBERTS Geoffrey, *Les Guerres de Staline, de la guerre mondiale à la guerre froide, 1939-1953*, éditions Delga, Paris, 2<sup>ème</sup> édition, 2015

KRAKOVSKY Roman, *L'Europe centrale et orientale. De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Armand Colin, Collection U, Paris, 2017

MARÈS Antoine, SOUBIGOU Alain, *L'Europe centrale dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions Ellipses, Paris, 2017

NÉRARD François-Xavier, REY Marie-Pierre, *Atlas historique de la Russie, d'Ivan III à Vladimir Poutine*, Éditions Autrement, Paris, 2017

## ***B. Histoire des échanges de population***

### **1. Histoire générale des échanges de population**

SCHECHTMAN, Joseph B., *Postwar population transfers in Europe 1945-1955*, University of Pennsylvania Press, 1963

WIEWIÓRA Bolesław, « Territorial changes after the Second World War » in *Polish Western Affairs*, Volume V, 1, IZ, Poznań, 1964

- KERSTEN Krystyna, « Międzypaństwowe przesiedlenia ludności w XXw. » (les transferts de population interétatiques au XX<sup>e</sup> siècle) in *KH*, n° 1, 1966
- FASSMANN, Heinz, MUNZ, Rainer, « European east-west migration, 1945-1992 » in *International Migration Review*, p. 520-538, 1994
- ORŁOWSKI Hubert, SAKSON Andrzej (réd), *Utracona ojczyzna : przymusowe wysiedlenia, deportacje i przesiedlenia jako wspólne doświadczenie : praca zbiorowa (La Patrie perdue: expulsions forcées, déportations et transferts comme une expérience commune, (œuvre collective))*, IZ, Poznań, 1996
- ZIELIŃSKI Zygmunt, « Przemieszczenia ludnościowe w Europie środkowowschodniej po II wojnie światowej: próba bilansu historiograficznego » (les Mouvements de population en Europe du Centre-Est après la Seconde Guerre Mondiale: essai de bilan historiographique) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 29/4, p. 93-118, 1997
- THER Philipp, *Deutsche Und Polnische Vertriebene: Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in SBZ/ddr und in Polen 1945-1956 (les Réfugiés allemands et polonaise: société et politique de réfugiés dans la Zone d'occupation soviétique et en Pologne de 1945 à 1956)*, Vandenhoeck and Ruprecht, 1998
- RIEBER Alfred J., *Forced Migration in Central and Eastern Europe, 1939-1950*, Routledge, 2000
- NAIMARK Norman, *Fires of hatred. Ethnic cleansing in Twentieth Century Europe*, Harvard University Press, Cambridge, 2001
- THER Philipp, SILJAK Ana, *Redrawing nations : ethnic cleansing in East-Central Europe, 1944-1948*, Rowman & Littlefield publishers, Lanham, 2001
- MADAJCZYK Piotr, « Czystki etniczne w XX w. » (les Nettoyages ethniques au XX<sup>e</sup> siècle) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 34/4, p. 157-164, 2002
- EBERHARDT Piotr, OWSIŃSKI Jan (trad.), *Ethnic Groups and population changes in Twentieth century Central-Eastern Europe : History, Data, Analysis*, 2003
- SAKSON Andrzej, *Migracje w XX wieku, (les Migrations au XX<sup>e</sup> siècle)*, Towarzystwo Historyczne Historia Iagellonica (Association Historique Historia Iagellonica), 2004
- CZERNIAKIEWICZ Jan, CZERNIAKIEWICZ Monika, *Przesiedlenia ludności w Europie 1915-1959 (les Déplacements de population en Europe de 1915 à 1959)*, Wydawnictwo Wielkiej Szkoły Pedagogicznej (Éditions de la Grande Ecole de Pédagogie), 2005
- EBERHARDT Piotr, *Political Migrations in Poland 1939-1948*, Didactica, Varsovie, 2006

URBAN Thomas, *Der Verlust: Die Vertreibung der Deutschen und Polen im 20 Jahrhundert (la perte: l'expulsion des Allemands et des Polonais au XX<sup>e</sup> siècle)*, C.H. Beck, München, 2006

HAAR Ingo, « Straty związane z wypędzeniami: stan badań, problemy, perspektywy » (les Pertes dues aux expulsions: état de l'art, problèmes, perspectives) in *Polish Diplomatic Review*, n° 5, 2007

MAZUR Zbigniew, RUTKOWSKA Maria, ORŁOWSKI Hubert, *Historia i pamięć : masowe przesiedlenia 1939--1945--1949 (Histoire et mémoire : les transferts de population massifs 1939-1945-1949)*, IZ, Poznań, 2009

NOWAKOWSKA Agnieszka, KULA Marcin, *Etniczna polityka komunistów : dwa casusy (la Politique ethnique des communistes : deux cas)*, Wydawnictwo Trio, 2010

KOŚCIK Elżbieta, « Badania nad migracjami po II wojnie światowej i osadnictwem na Ziemiach zachodnich i północnych Polski (ze szczególnym uwzględnieniem przesiedleń z Białorusi) » (Etudes des migrations après la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale et sur le peuplement des Terres occidentales et septentrionales de la Pologne (avec un examen particulier des transferts en provenance de Biélorussie), in *Studia Slavica et Balcanica Petropolitana*, n° 2/2011, p. 95-101, 2011

LABBÉ Morgane, *De l'imaginaire national à l'ingénierie statistique. Population et Etat en Europe Centrale (Allemagne, Autriche, Pologne), 1848-1919*, Mémoire de HDR, 2015

WOŁOSZYN Jacek W., *Wysiedlenia jako narzędzie polityki ludnościowej w Europie XX wieku (les Expulsions, outils de la politique démographique dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle)*, IPN, Lublin, 2015

## 2. Histoire de l'expulsion et des migrations des populations polonaises

DULCZEWSKI Z., KWILECKI A. (réd), *Trudne Dni. Dolny Śląsk we wspomnieniach pionierów. T1-3 (des Jours difficiles. La Basse-Silésie dans les souvenirs des pionniers, T1-3)*, Wrocław, 1960-1962

KERSTEN Krystyna, « Migracje powojenne w Polsce » (Próba klasyfikacji i ogólna charakterystyka zewnętrznych ruchów ludności) (les Migrations postérieures à la guerre en Pologne. Essai de classification et de caractéristiques générale des mouvements de population intérieurs) in *Polska Ludowa. Materiały i Studia (la Pologne populaire. Matériaux et études)*, T. 2, Varsovie, 1963

DULCZEWSKI Zygmunt, KWILECKI Andrzej (réd), *Pamiętniki osadników ziem odzyskanych (Mémoires des colons des territoires récupérés)*, Poznań, 1963

DULCZEWSKI Zygmunt, KWILECKI Andrzej, « Memoirs of settlers in the Recovered territories » (Mémoires des colons sur les Territoires récupérés) in *Polish Western Affairs*, Volume V, 1, IZ, Poznań, 1964

KERSTEN Krystyna, *Repatriacja ludności polskiej po II wojnie światowej : studium historyczne (le Rappatriement de la population polonaise après la Seconde Guerre Mondiale : étude historique)*, Académie des Sciences polonaise, Ossolineum, Wrocław, 1974

DZIEWOŃSKI Kazimierz, KORCELLI Piotr (réd), *Studia nad migracjami i przemianami systemu osadniczego w Polsce : opracowanie zbiorowe (Etudes sur les migrations et les transformations du système de peuplement en Pologne : ouvrage collectif)*, ZNimO, 1981

CZERNIAKIEWICZ Jan, *Repatriacja ludności Polskiej z ZSRR : 1944-1948, (le Rapatriement de la population polonaise de l'URSS : 1944-1948)*, PWN, Varsovie, 1987

KORBEL Jan, *Polska ludność rodzima, migracje w przeszłości i w perspektywie- analiza uwarunkowan (la Population polonaise native, migrations par le passé et rétrospectivement-analyse des conditionnements)*, IS, Opole, 1989

ORMOWSKI Hubert, SAKSON Andrzej (réd), *Utracona ojczyzna: przymusowe wysiedlenie, deportacje i przesiedlenia jako wspólne doświadczenia: praca zbiorowa (la Patrie perdue: les expulsions forcées, les déportations et les transferts comme expérience commune, ouvrage collectif)*, IZ, Poznań, 1996

CIESIELSKI Stanisław (éd.), *Przesiedlenie ludności z Kresów Wschodnich do Polski 1944-1947 (le Transfert de la population des Confins orientaux en Pologne, 1944-1947)*, Varsovie, Editions Neriton, 1999

BÖMELBURG Hans-Jürgen, STOINGERßINGER Renate et Traba (éd.), *Wypędzenie ze Wschodu. Wspmnienia Polaków i Niemców (l'Expulsion de l'Est. Souvenirs de Polonais et d'Allemands)*, Borussia, Olsztyn, 2000

WRÓBEL Jerzy, *Uchodźcy polscy ze Związku Radzieckiego 1942-1950 (les Réfugiés polonais de l'Union soviétique 1942-1950)*, IPN, Łódź, 2003

KOZŁOWSKI Kazimierz, *Niemcy na Pomorzu Zachodnim w latach 1945-1950 (les Allemands en Poméranie Occidentale de 1945 à 1950)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Szczecińskiego (Éditions scientifiques de l'Université de Szczecin), Szczecin, 2004

OCIEPKA Beata, *Deportacje, wysiedlenia, przesiedlenia- powojenne migracje z Polski do Polski (les Déportations, les expulsions, les transferts- les migrations d'après-guerre de la Pologne à la Pologne au XX<sup>e</sup> siècle)*, Académie des Sciences polonaises, Varsovie, 2005

LISOCKA-JAEGERMANN Bogumila, « Post-War migrations in Poland » in CZENY Mirosława, *Poland in the geographical centre of Europe*, Hauppauge, New York, Nova Science Publishers, 2006

SAKSON Andrzej, *Ślązacy, Kaszubi, Mazurzy i Warmiacy : między polskością a niemieckością : praca zbiorowa (les Silésiens, les Cachoubes, les Mazures et les Warmiens, oeuvre collective)*, IZ, Poznań, 2008

RUTOWSKA Maria, MAZUR Zbigniew, ORŁOWSKI Hubert, *Historia i pamięć: masowe przesiedlenia 1939-1945-1949 (Histoire et souvenir: les transferts de masse 1939-1945-1949)*, IZ Policy Papers, IZ, Poznań, 2009

EBERHARDT Piotr, *Migracje polityczne na ziemiach polskich (1939-1950), (les Migrations politiques sur les terres polonaises, 1939-1950)*, IZ, , Poznań, 2010

GOUSSEFF Catherine, *Dépayser les peuples. L'histoire d'un échange de populations aux nouvelles frontières polono-soviétiques (1944-1947)*, 2012

GOUSSEFF Catherine, *Échanger les peuples. Le déplacement des minorités aux confins polono-soviétiques (1944-1947)*, Fayard Histoire, Paris, 2015

HALICKA Beata, *Polski Dziki Zachód. Przymusowe migracje i kulturalne oswojanie Nadodrza (1945-1948), (le Farwest polonais. Migration forcée et appropriation culturelle des territoires de l'Oder, 1945-1948)*, Universitas, Cracovie, 2015

### 3. Histoire de l'expulsion des populations allemandes

LABUDA Gerard, « The Territorial, ethnical and demographic aspects of Polish-German relations in the past (10<sup>th</sup>-20<sup>th</sup> Centuries) » in *Polish Western Affairs*, Volume III, 2, IZ, Poznań, 1962

PAIKERT Charles Geza, *The German exodus. A selective Study on the post-World War II expulsion of German populations and its effects*, la Hague, 1962

VON BRAUN Freiherr., *Germany's Eastern Border and Mass Expulsions*, 1964

BROŹEK Andrzej, « Le Phénomène de dépeuplement de la Silésie selon l'opinion des milieux militaires allemands (1938) » in *La Pologne et les affaires occidentales*, Volume II, 1/2, IZ, Poznań, 1966

BROŹEK Andrzej, « L'Influence des migrations sur la structure des nationalités en Silésie (1870-1945) » in *La Pologne et les affaires occidentales*, Volume III, 2, IZ, Poznań, 1967

- SOBCZAK Jarosław, compte-rendu d'un livre de Krzysztof Skubiszewski, « Le déplacement forcé des Allemands après la Seconde Guerre Mondiale » in *La Pologne et les affaires occidentales*, Volume IV, 2, IZ, Poznań, 1968
- PASIERB Bronisław, *Migracja ludności niemieckiej z Dolnego Śląska w latach 1944-1947 (la Migration de la population allemande de Basse-Silésie dans les années 1944-1947)*, ZNimO, Wrocław, 1969
- ŻYROMSKI Stanisław, « Przesiedlenia ludności niemieckiej z województwa olsztyńskiego poza granice Polski w latach 1945-1950 » (les Transferts de la population allemande de la voïévodie d'Olsztyn au-delà des frontières de la Pologne durant les années 1945-1950) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 395-412, n° 3, 1969
- KACZMARCZYK Zdzisław, « la Colonisation allemande dans la Pologne médiévale à la lumière de l'historiographie des deux nations » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume VI, 1, IZ, Poznań, 1970
- LEŚKÓW Jadwiga, « Z Dziejów ewakuacji hitlerowskiej na Dolnym Śląsku w latach 1943-1945, (Histoire de l'évacuation hitlérienne en Basse-Silésie dans les années 1943-1945) in *SKH*, n° 3, p. 413-424, 1970
- SCHOENBERG H. W., *Germans from the East : a study of their migration, resettlement and subsequent group history since 1945*, Springer, 1970
- LIPPÓCZY Piotr, WALICHNOWSKI Tadeusz, *Przesiedlenie ludności niemieckiej z Polski po II wojnie światowej (le Transfert de la population allemande hors de la Pologne après la Seconde Guerre mondiale à la lumière des documents)*, PWN, Varsovie, 1982
- JANICKI Lech, « the Question of German citizenship after 1945 and Its repercussion in relations between Poland and the Federal Republic » in *Polish Western Affairs*, Volume XXV, 2, IZ, Poznań, 1984
- SPIELER Silke, (éd.), *Vertreibung und Vertreibungsverbrechen 1945–1948. Bericht des Bundesarchivs vom 28. Mai 1974. Archivalien und ausgewählte Erlebnisberichte. (les Réfugiés et les crimes commis envers eux de 1945 à 1948. Rapport des Archives nationales du 28 mai 1974. Archives sélections de témoignages)*, Fondation culturelle des réfugiés allemands, Bonn, 1989
- CHOLEWA B. K., « the Migration of Germans from Lower Silesia after WWII » in *Polish Western Affairs*, Volume XXXI, 1-2, IZ, Poznań, 1990



WOJCIECHOWSKI Marian, « the Exodus of the Germans from the Odra and Lusatian Nysa territories » (l'Exode des Allemands des territoires de l'Oder et de la Neisse de Lusace) in *Polish Western Affairs*, Volume XXXI, 1-2, IZ, Poznań, 1990

HAUSER Przemysław, *Kolonista niemiecki na ziemiach Polskich w XIX i XX wieku : mit i rzeczywistość (le Colon allemand sur les terres polonaises au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles: mythe et réalité)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Adama Mickiewicza (Édition scientifique de l'Université Adam Mickiewicz), Poznań, 1994

ZEIDLER Manfred, *Kriegsende im Osten – Die Rote Armee und die Besetzung Deutschlands östlich von Oder und Neiße 1944/45 (la Guerre à l'Est. L'Armée rouge et l'occupation des territoires de l'Allemagne à l'est de l'Oder et de la Neisse)*, De Gruyter Oldenbourg, München, 1996

JANKOWIAK Stanisław, *Wysiedlenie i emigracja ludności niemieckiej w polityce władz polskich w latach 1945-1970 (Expulsion et émigration de la population allemande dans la politique du gouvernement polonais durant les années 1945-1970)*, Instytut Pamięci Narodowej (Institut de la mémoire nationale), Varsovie, 1998

NITSCHKE Bernadetta, « Organizacja wysiedleń ludności niemieckiej i ich przebieg w 1946 r.» (L'Organisation des expulsions de la population allemande et leur développement en 1946) in *SKH*, n° 1-2, p. 109-135, Vol 1998

HIRSCH Helga, *Zemsta ofiar. Niemcy w obozach w Polsce 1944-1950 (la Vengeance es victimes. Les Allemands dans les camps en Pologne 1944-1950)*, Varsovie, 1999

NITSCHKE Bernadetta, *Wysiedlenie ludności niemieckiej z Polski w latach 1945-1949, (l'Expulsion de la population allemande de Pologne dans les années 1945-1949)*, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Pedagogicznej (Éditions de l'École Supérieure de la Pédagogie), Zielona Góra, 1999

OCIEPKA Beata, *Niemieccy wypędzeni - wróg czy sprzymierzeniec?( les Allemands déplacés-ennemis ou alliés)*, Fundacja Centrum Stosunków Międzynarodowych (la Fondation du Centre des Relations Internationales), 1999

SCHÖNWALDER Karen, BARTLETT Rogers (éd.), *the german Lands and Eastern Europe*, Palgrave MacMillan, Londres, 1999

BORODZIEJ Włodzimierz, LEMBERG Hans (réd), *Niemcy w Polsce 1945-1950: wybory dokumentów (3T) (les Allemands en Pologne 1945-1950: choix de documents)*, Neriton, 2001

- KOCHANOWSKI Jerzy, *W polskiej niewoli. Niemieccy jeńcy wojenni w Polsce 1945-1950* (*Dans les prisons polonaises. Les prisonniers de guerre allemands en Pologne 1945-1950*), Varsovie, 2001
- NITSCHKE Bernadetta, *Wysiedlenie czy wypędzenie? : ludność niemiecka w Polsce w latach 1945-1949* (*Transfert ou expulsion ? : la population allemande en Pologne dans les années 1945-1949*), A. Marszałek Cop, 2001
- OHLIGER Rainer et MÜNZ Rainer, "Minorities into Migrants: Making and Un-Making Central and Eastern Europe's Ethnic German Diasporas» in *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, vol. 11, n° 1, p. 45-83 2002
- LIVINGSTON Robert Gerald, *Germany's Sunken Memories*, 2003
- PRAUSER Steffen, REES Arfon, *the Expulsions of « German » communities from Eastern Europe at the end of the Second World War*, Steffen Prauser and Arfon Rees, European University Institute, HEC, Florence, n° 2004/1
- JANKOWIAK Stanisław, *Wysiedlenie i emigracja ludności niemieckiej w polityce władz polskich w latach 1945-1970* (*l'Expulsion et l'émigration de la population allemande dans la politique des autorités polonaises dans les années 1945-1970*), Instytut Pamięci Narodowej (Institut du Souvenir National), Varsovie, 2005
- FRANK Matthew, *Expelling the Germans : British public opinion and Post-1945 population transfer in context*, Oxford University Press, Oxford, 2007
- KITTEL Manfred, *Deutschsprachige Minderheiten 1945: ein europäischer Vergleich* (*les Minorités de langue allemande en 1945: une comparaison européenne*), Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2007
- KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat : Die geschichte der Deutschen Vertriebenen nach 1945* (*la Patrie froide: histoire des réfugiés allemands depuis 1945*), Pantheon Verlag, 2009
- MAZUR Zbigniew, « o Niemieckich upamiętnieniach przesiedleń » (A propos de la commémoration allemande des transferts), *Siedlisko*, n° 6, IZ, Poznań, p. 39-47, 2009
- DEMSHUK Andrew T., *The Lost East : Silesian Expellees in West Germany and the Fantasy of Return, 1945-1970*, Thèse de doctorat. University of Illinois, 2010
- JANKOWIAK Stanisław, *Wyjazdy Niemców z Polski w latach 1950-1959* (*les Départs des Allemands de Pologne durant les années 1950-1959*), WP, Poznań, 2010
- DOUGLAS R. M., *Orderly and humane : the expulsion of Germans after the Second World War*, Yale University Press, 2012

EMERSON MAY T. *the Second Holocaust: the expulsion and forced relocation of Germans after 1945*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2013

MERTEN Ulrich, *Forgotten voices. The Expulsions of the German from Eastern Europe after World War II*, Transaction Publishers, New Brunswick/Londres, 2013

## II Histoire de la Pologne pendant la période

### A. Livres et articles généraux

DOMINICZAK Henryk, *W walce o Polskę ludową (Udział Wojska polskiego przeobrażeniach ustrojowo-społecznych i gospodarczych 1944-1948) (la Lutte pour une Pologne populaire. La participation de l'Armée polonaise dans les transformations systémiques, sociales et économiques de 1944 à 1948)*, Éditions du ministère de la Défense nationale, Varsovie, 1980

ROLLET Henry, *La Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions. A. Pedone, Paris, 1984

PACZKOWSKI Andrzej, *Historia polityczna Polski 1944-1948 (Histoire politique de la Pologne 1944-1948)*, Varsovie, 1985

WYRWA Tadeusz, « L'établissement du régime communiste en Pologne et ses conséquences à la lumière des observations des agents diplomatiques et consulaires en France » in *Revue d'études comparative Est-Ouest*, Volume 16, n° 1, p. 5-19, 1985

KERSTEN Krystyna, *Narodziny systemu władzy, Polska, 1943-1948 (La Naissance d'un système de pouvoir, Pologne, 1943-1948)*, 1986

KERSTEN Krystyna, *Historia polityczna Polski 1944-1956 (Histoire politique de la Pologne 1944-1956)*, Petit, 1989

BORODZIEJ Włodzimierz, *Od Poczdamu do Szklarskiej Poręby (De Potsdam à Szklarska Poręba)*, Aneks, Londres, 1990

KERSTEN Krystyna, *Jalta w polskiej perspektywy (Yalta du point de vue polonais)*, Aneks, Londres, 1990

KERSTEN Krystyna, *The Establishment of communist rule in Poland, 1943-1948*, University of California Press, Berkeley, 1991

- MUSZYŃSKI Jerzy, compte-rendu de *From Potsdam to Szklarska Poręba. Poland in international relations 1945-1947*, de Włodzimierz Borodziej, *Polish Western Affairs*, Volume XXXII, 2, IZ, Poznań, 1991
- KERSTEN Krystyna, *między Wyzwoleniem a zniewoleniem, Polska, 1944-1956 (Entre Libération et asservissement, la Pologne de 1944 à 1956)*, Editions Aneks, 1993
- PACZKOWSKI Andrzej, *Referendum z 1946. Przebieg i wyniki. Dokumenty do dziejów PRL (Le Référendum de 1946. Réalisation et résultats. Documents pour l'histoire de la RPP)*, PAN, Varsovie, 1993
- PACZKOWSKI Andrzej, *Zdobycie władzy 1945-1947 (La Prise du pouvoir, 1945-1947)*, Wydawnictwo szkolne i pedagogiczne (Éditions scolaires et pédagogiques), Varsovie, 1993
- BUHLER Pierre, *Histoire de la Pologne communiste*, Éditions Karthala, Paris, 1997
- AJNENKIEL Andrzej (éd.), *Wojna domowa czy nowa okupacja. Polska po roku 1944 (Guerre civile ou nouvelle occupation. La Pologne après 1944)*, ZNimO, Wrocław, 1998
- SŁABEK Henryk, « W związku z problematyką sesji i publikacji « Wojna domowa czy nowa okupacja » : uwagi » (En lien avec la problématique de la session et de la publication « Guerre civile ou nouvelle occupation » : remarques) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 31/1, p 103-109, 1998
- CZUBIŃSKI Antoni, *Polska i Polacy po II wojnie światowej (La Pologne et les Polonais après la Seconde Guerre mondiale)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Adma Mickiewicza (Édition scientifique de l'Université Adam Mickiewicz), Poznań, 1998
- PACZKOWSKI Andrzej, *Pół wieku dziejów Polski 1939-1989 (Un demi-Siècle d'histoire de la Pologne 1939-1989)*, Varsovie, 1998
- PACZKOWSKI Andrzej, *Od sfałszowanego zwycięstwa do prawdziwej klęski : szkice do portretu PRL, (D'une Victoire falsifiée à une véritable défaite : esquisses d'un portrait de la RPP)*, Cracovie, 1999
- FRISZKE Andrzej, « La République populaire de Pologne (PRL) telle qu'on la voit aujourd'hui (1989-2001) » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 61-62, 2001, la Pologne d'Est en Ouest, 1945-2001 : nouveaux voisinages et état des lieux, p. 69-75
- PRAŻMOWSKA Anita, *Civil War in Poland 1942-1948*, Palgrave MacMillan, New York, 2004
- KORKUĆ Maciej, « Wybory 1947- mit założycielski komunizmu » (Les Élections de 1947, mythe fondateur du communisme) in *Biuletyn Instytutu Pamięci Narodowej (Bulletin de*

*l'Institut de la mémoire nationale*), n° 1-2, 2007 (consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://web.archive.org/web/20150408154348/http://ipn.gov.pl/kalendarium-historyczne/sfalszowane-wybory-19-stycznia-1947-roku/pelna-tresc-artykulu> consulté le 2 novembre 2016)

SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Ilustrowany Atlas Historii Polski T. 6, PRL i Polska współczesna, (Atlas illustré de l'histoire de la Pologne, Tome 6, la République Populaire de Pologne et la Pologne contemporaine)*, Demart, 2007

EISLER Jerzy, *Polskie miesiące czyli krzys(y) w PRL (Les Mois polonais ou les crise(s) en RPP)*, IPN, Varsovie, 2008

SIENKIEWICZ Witold, OLCZAK Elżbieta, (réd.) *Dzieje Polski. Atlas ilustrowany (Histoire de la Pologne. Atlas illustré)*, Demart, 2008

BRZOZA Czesław, SOWA Andrzej Leon, *Historia Polski 1918-1945, (Histoire de la Pologne de 1918 à 1945)*, Wydawnictwo literackie (Éditions littéraires), Cracovie, 2009

DAVIES Norman, *God's playground/Boże Igrzysko*, Znak, Cracovie, 2010

PERSAK Krzysztof, MACHCEWICZ Paweł, *PRL od lipca 44 do grudnia 70 (La RPP de juillet 44 à décembre 70)*, Bellona, Varsovie, 2010

SIENKIEWICZ Witold, *Polska od roku 1944. Najnowsza historia (La Pologne depuis 1944, Histoire contemporaine)*, Demart, Varsovie, 2012

DĄBROWSKI Stanisław, JAWORSKA Kazimiera, SZETELNICKI Wacław, *Wojska radzieckie w Polsce 1939-1993 (Les Troupes soviétiques en Pologne de 1939 à 1993)*, Éditions de l'École supérieure publique professionnelle Witelon à Legnica, Legnica, 2013

APPLEBAUM Anne, *Rideau de fer. L'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Éditions Grasset, Paris, 2014

MYSIAKOWSKA-MUSZYŃSKA Jolanta, MUSZYŃSKI Wojciech J., *Polska pod reżimem komunistycznym. Sprawozdanie z sytuacji w kraju 1944-1949 (La Pologne sous le régime communiste. Rapport sur la situation du pays 1944-1949)*, IPN, 2015

BAECHLER Christian, *Guerre et exterminations à l'est. Hitler et la conquête de l'espace vital 1933-1945*, Éditions Tallandier, 2016

CHODAKIEWICZ Marek Jan, *Intermarium : the land between the Black and Baltic Seas*, Transaction Publishers, 2016

MAZUR Mariusz, LIGARSKI Sebastian, *Cywilizacja komunizmu. Odmiana nadwiślańska 1944-1956 (La Civilisation du communisme. La Variété des bords de la Vistule)*, IPN, Varsovie, 2016

## B. Livres thématiques

### 1. Livres et articles ayant trait à la géopolitique et à la politique étrangères polonaises

GIEYSZTOR Aleksander, « L'Avènement d'un nouvel État européen : l'Europe et la Pologne au X<sup>e</sup> siècle » in *Polish Western Affairs*, Volume I, 1, IZ, Poznań, 1960

KOWALSKI W. T., « La Pologne et les puissances occidentales (1945-1947) » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume III, 1, IZ, Poznań, 1967

HECK Roman (réd.), *Piastowie w dziejach Polski (Les Piast dans l'histoire de la Pologne)*, ZNimO, Wrocław, 1975

POLONSKY Antony, *Great powers and the polish question, 1941-1945 : Documentary studies in Cold War origins*, London School of Economics and Political Science, Londres, 1976

KRASZEWSKI Piotr, compte-rendu de *Polish Political thought concerning Germany during WWII* de Bronisław Pasierb, *Polish Western Affairs*, Volume XXXII, 1, IZ, Poznań, 1991

WRZESIŃSKI Wojciech, *Do Niepodległości, 1918, 1944/1945, 1989 : wizje-drogi-spełnienie (Vers l'Indépendance, 1918, 1944/1945, 1989: visions-chemins-réalisation)*, Wydawnictwo Sejmowe (Édition de l'Assemblée Nationale), 1998

LABUDA Gerard, MICHOWICZ Waldemar, *Historia dyplomatyczna Polski X-XX wiek (Histoire diplomatique de la Pologne X<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, ministère des Affaires étrangères/ Institut d'études politiques du PAN, Wydawnictwo sejmowe, Varsovie, 2002

DYMARSKI Mirosław, JUCHNOWSKI Jerzy, *Europa Środkowo-Wschodnia w polskiej myśli politycznej (l'Europe du Centre-Est dans la pensée politique polonaise)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Éditions de l'Université de Wrocław), Wrocław, 2004

EBERHARDT Piotr (réd.), *Polska i jej granicy : z historii polskiej geografii politycznej, (La Pologne et ses frontières : à propos de l'histoire de la géographie politique polonaise)*, Éditions de l'Université Marie Curie-Skłodowska, Lublin, 2004

SZCZEPANIK Krzysztof, *Dyplomacja Polski 1918-2005 (La Diplomatie polonaise, 1918-2005)*, Éditions Askon, Varsovie, 2005

EBERHARDT Piotr, *Twórcy polskiej geopolityki (Les Fondateurs de la géopolitique polonaise)*, Arcana, Cracovie, 2006

TUJDOWSKI Marcin, « Piastowie kontratakują » (Les Piast contre-attaquent) in *Siedlisko Volume n° 3*, IZ, Poznań, p. 1-8, 2006

EBERHARDT Piotr, *Problematyka geopolityczna ziem polskich (La Problématique géopolitique des terres polonaises)*, Instytut Geografii i Przestrzennego Zagospodarowania PAN (l'Institut de Géographie et de l'Aménagement du territoire de l'Académie des Sciences Polonaise) im. Stanisława Leszczyckiego, 2008

MARÈS Antoine, « Archives et étude de la politique étrangère des démocraties populaires » in *Archives et histoire dans les sociétés post-communistes*, La Découverte, Paris, 2009

LÉVESQUE Jacques, « Essai sur la spécificité des relations entre l'URSS et l'Europe de l'Est de 1945 à 1989 » in *Relations internationales*, n° 148, 4/2011, p. 7-16

MARÈS Antoine, REY Marie-Pierre, « Introduction » in *Relations internationales*, n° 147, 3/2011, p. 3-5

MARÈS Antoine, « Introduction » in *Relations internationales*, n° 148, 4/2011, p. 3-6

STOKŁOSA Katarzyna, *Polen und die deutsche Ostpolitik 1945–1990 (La Pologne et l'Ostpolitik allemande 1945-1990)*, Vandenhoeck & Ruprecht, 2011

BABIRACKI Patryk, *Soviet soft power in Poland Culture and the making of Stalin's new Empire, 1943-1957*, the University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2015

ANDERSON Sheldon R., *A Cold War in Soviet Bloc : Polish-East German relations : 1945-1962*, Routledge, New York, 2018

LABBÉ Morgane, « Eugene Romer's 1916 Atlas of Poland : creating a new Nation State » in *Imago Mundi*, Volume 70, n° 1, p. 94-113, 2018

MASON Andrew, *British Policy towards Poland, 1944-1956*, Palgrave MacMillan, Londres, 2018

## 2. Livres ayant trait aux transformations de la population polonaise

KOSIŃSKI Leszek, *Migracje ludności w Polsce w latach 1950-1960 (les Migrations de population en Pologne durant les années 1950-1960)*, Institut de géographie du PAN, Varsovie, 1968

KOZŁOWSKI Stefan Karol, « Ślady najdawniejszych grup ludzkich w Polsce północno-wschodniej i na terenach sąsiednich » (Les Traces des groupes humains les plus anciens dans la Pologne du Nord-Est et sur les régions avoisinantes) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, n°1, p. 3-10, 1970

KERSTEN Krystyna, « Kształtowanie stosunków ludnościowych » (La Formation des rapports de population) in *Polska Ludowa (la Pologne populaire)*, Wrocław/ Varsovie, 1974

ŻARNOWSKI Janusz, ZAREMBA Marcin, WAPIŃSKI Roman et alii, « Problem tożsamości narodowej w Polsce po 1945: dyskusja redakcyjna » ( Le Problème de l'identité nationale en Pologne après 1945: discussion de rédaction) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 34/1, p. 5-28, 2002

OLEJNIK Leszek, *Polityka narodowościowa Polski w latach 1944-1960 (La Politique nationale de la Pologne durant les années 1944-1960)*, Łódź, 2003

GAWRYSZEWSKI Andrzej, *Ludność Polski w XX wieku (La Population de la Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, Instytut Geografii i Przestrzennego Zagospodarowania im. Stanisława Leszczyckiego PAN (Institut de géographie et d'Aménagement du territoire (S. Leszczycki) de l'Académie polonaise des Sciences), Varsovie, 2005

HIEGER Maciej, *Przekształcenia narodowościowe na Ziemiach Zachodnich i Północnych Polski w latach 1945-1959 (Les Transformations nationales dans les Territoires occidentaux et septentrionaux de la Pologne dans les années 1945-1959)*, Wydawnictwo naukowe Akademii Pomorskiej (Éditions scientifiques de l'Académie de Poméranie), Słupsk, 2008

SIENKIEWICZ Witold, HRYCIUK Grzegorz et alii, *Wysiedlenia, wypędzenia i ucieczki 1939-1959 Atlas ziem Polskich (Déplacements, expulsions et fuites 1939-1959, Atlas des terres polonaises)*, Demart, Varsovie, 2008

ŁODZIŃSKI Sławomir, « Towards the Polish Nation-State. National Minorities in Poland between 1945 and 1989 » in *History of Communism in Europe*, vol. 3, n° 1, p. 59-80, 2012

### 3. Livres ayant trait à l'historiographie polonaise

OLSZEWSKI Henryk, compte-rendu de *Polish-German relations in historiography* sous la rédaction de Jerzy Krasuski, Gerard Labuda, Antoni Walczak, *Polish Western Affairs*, Volume XXXIII, 1, IZ, Poznań, 1992

GRABSKI Andrzej F., *Zarys historii historiografii polskiej (Esquisse de l'histoire de l'historiographie polonaise)*, WP, Poznań, 2003

STOBIECKI Rafał, « Rok 1945 w polskiej debacie historycznej » (l'Année 1945 dans le débat historique polonais) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 37/4, p. 5-17, 2005

PERSAK Krzysztof, « Mutations et usage public de l'historiographie polonaise de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle » in *Archives et histoire dans les sociétés post-communistes*, la Découverte, 2009



BEHR Valentin, *Science du passé et politique du présent en Pologne. L'histoire du temps présent (1939-1989), de la genèse à l'Institut de la mémoire nationale*, Thèse soutenue le 18 octobre 2017, mise en ligne sur HAL-archives ouvertes, consultée le 07/09/2018

#### 4. Livres et articles sur les liens entre communisme et nationalisme

BROMKE Adam, « Nationalism and Communism in Poland » in *Foreign Affairs*, vol. 40, n° 4, p. 635-643, 1962

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, « Communisme et nationalisme » in *Revue française de science politique*, n° 3, p. 466-498, 1965

RODINSON Maxime, « Le Marxisme et la nation » in *l'Homme et la société*, n° 7, p. 131-149, 1968

MARCOU Lilly, *Le Mouvement communiste international depuis 1945*, PUF, Paris, 1990

MATYJA Rafał, « Realizm „Znaku” i „Tygodnika Powszechnego” » (Le Réalisme du *Znak* et de *Tygodnik Powszechny*) in *Ośrodek myśli politycznej*, (Centre de pensée politique), <http://www.omp.org.pl/stareomp/index6c5e.html?module=subjects&func=viewpage&pageid=355>, consulté le 30/04/2018, publié en septembre 2005

MATYJA Rafał, « Myśl polska wobec cywilizacji komunizmu. Antykomunizm lat 1956-1980 » (La Pensée polonaise par rapport à la civilisation du communisme. L'anticommunisme des années 1956-1980) in *Ośrodek myśli politycznej*, <http://www.omp.org.pl/stareomp/index6562.html?module=subjects&func=viewpage&pageid=353>, consulté le 14/07/2018, publié en septembre 2005

ZAREMBA Marcin, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm (Communisme, légitimation, nationalisme)*, Wydawnictwo Trio, 2010

FLEMING Michael, *Communism, Nationalism and ethnicity in Poland, 1944-1950*, Routledge, New-York/Londres, 2012

SERVICE Hugo, *Germans to Poles. Communism, nationalism and ethnic cleansing after the Second World War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2014

### III Histoire des territoires recouvrés

#### A. Livres et articles généraux sur les territoires recouvrés

KAWALEC Wincenty, *Rozwój gospodarczy Ziem Zachodnich w dwudziestoleciu Polski Ludowej i jego perspektywy (Le Développement économique des Terres Occidentales au moment du 20<sup>e</sup> anniversaire de la Pologne Populaire et ses perspectives)*, IZ, Poznań, 1964

DERLATKA Tadeusz, *Ziemie Zachodnie i Północne Polski : fakty i liczby (Les Terres occidentales et septentrionales : faits et chiffres)*, ZAP, 1965

LABUDA Gerard (réd), *Ziemie Zachodnie w granicach macierzy: drogi do integracji (Les Terres occidentales dans les frontières de la mère-patrie: les chemins de l'intégration)*, WP, Poznań, 1966

MEĆCLEWSKI Edmund, *Ziemie Zachodnie i północne : historia, osiągnięcia, perspektywy (Les Terres occidentales et septentrionales : histoire, réalisations, perspectives)*, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej (Éditions du Ministère de la Défense Nationale), Varsovie, 1970

PERTEK J., compte-rendu d'un ouvrage de Donald Steyer, *Un demi-siècle de la Pologne sur la mer, La Pologne et les affaires occidentales*, Volume VII, 2, IZ, Poznań, 1970  
*Od Ziem postulowanych do Ziem Odzyskanych (des Terres convoitées aux Terres Récupérés)*, Varsovie, 1971

BEDNARZ Krystyna, *25 lat prasy na Ziemiach Zachodnich i Północnych (25 ans de presse sur les Terres Occidentales et Septentrionales)*, Ośrodek Badań Prasoznawczych RSW "Ruch" (Centre d'études sur la presse « Ruch »), Cracovie, 1972

*Ziemie Zachodnie i Północne w latach 1945-1949 : informator o materiałach archiwalnych, (Les Terres occidentales et septentrionales dans les années 1945-1949 : informateur sur les matériaux archivistiques)*, PWN, Varsovie, 1976

OGRODOWCZYK Arkadiusz, *nad Odrą i Bałtykiem, (Sur l'Oder et la Baltique)*, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej (Édition du Ministère de la Défense Nationale), Varsovie, 1979

BLANKE Richard, *Prussian Poland in the German Empire*, Columbia University Press, New York, 1982

- KOZŁOWSKI Kazimierz, *Ziemie Zachodnie i Północne Polski 992-1945 (Les Terres Occidentales et Septentrionales de la Pologne de 992 à 1945)*, Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych (Direction Générale des Archives étatiques), Varsovie, 1985
- MROCZKO Marian (réd.), *Ziemie Zachodnie w pierwszych latach Polski Ludowej (Les Terres Occidentales dans les premières années de la Pologne populaire)*, IKN-ODN, Gdańsk, 1986
- SIERPOWSKI Stanisław (réd.), *Polska nad Odrą i Bałtykiem (la Pologne sur l'Oder et la Baltique)*, IZ, Poznań, 1986
- KORCZ Władysław, *Ziemie Zachodnie w badaniach historyków polskich (les Territoires Occidentaux dans les recherches des historiens polonais)*, Wyższa Szkoła Pedagogiczna (École supérieure de pédagogie), Zielona Góra, 1989
- PAUL Barbara Dotts, *the Polish-German Borderlands : an annotated bibliography*, Greenwood Press, Weport/ Londres, 1994
- RYBIŃSKI Raymund, *Ziemie Zachodnie i Północne Polski w półwieczu 1945-1995 (Les Terres Occidentales et Septentrionales de la Pologne après un demi-siècle 1945-1995)*, Wydawnictwo Adam Marszałek, cop. (Éditions Adam marszałek cop.), Toruń, 1997
- OSEKOWSKI Stanisław (réd.), *Ziemie Zachodnie i Północne Polski w okresie stalinowskim (Les Terres Occidentales et Septentrionales de la Pologne pendant la période stalinienne)*, Wyższa Szkoła Pedagogiczna im. Tadeusza Kotarbińskiego (École supérieure pédagogique Tadeusz Kotarbiński), Zielona Góra, 1999
- ŁACH Stanisław (réd.), *Ziemie odzyskane pod wojskową administracją radziecką po II Wojnie Światowej, (Les Territoires récupérés sous l'administration militaire soviétique après la Seconde Guerre mondiale)*, Wydawnictwo Uczelniane Wyższa Szkoła Pedagogiczna (Éditions de l'Ecole Supérieure de Pédagogie), Słupsk, 2000
- SKOBELSKI Robert, *Ziemie zachodnie i północne Polski w okresie realizacji planu sześcioletniego : 1950-1955 (Les Terres occidentales et septentrionales de la Pologne pendant la période de la réalisation du plan sexennal : 1950-1955)*, Redakcja Wydawnictw Humanistyczno-Społecznych UZ (la Rédaction des Éditions des Sciences humaines et sociales de l'Université de Zielona Góra), Zielona Góra, 2002
- SERRIER Thomas, *Entre Allemagne et Pologne, Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Belin, Paris, 2002
- SIEDLECZKA-RYBIŃSKA Małgorzata, *Ziemie Odzyskane (Les Territoires recouvrés)*, Akon, Varsovie, 2005

JANKOWIAK Stanisław, OSEKOWSKI Czesław, SULEKA Włodzimierz, « Polski Dziki Zachód» (le Farwest polonais) in *Biuletyn Instytutu Pamięci Narodowej (Bulletin de l'Institut de la Mémoire Nationale)*, n° 9-10, p. 4-28, Varsovie, 2005

SAKSON Andrzej (éd), *Ziemie Odzyskane/ Ziemie Zachodnie i Północne 1945-2005. 60 lat w granicach państwa polskiego (Les Territoires récupérés/ Les terres occidentales et septentrionales, 1945-2005. 60 ans à l'intérieur des frontières de l'Etat polonais)*, Poznań, 2006

STRAUCHOLD Grzegorz, « Ziemie Zachodnie i Północne- odzyskanie, łup wojenny czy „podarunek” Salina? » (Les Terres occidentales et septentrionales-récupération, butin de guerre ou „cadeau” de Staline?) in *Myśl.pl*, n° 3, automne 2006

NIEĆ Grzegorz, *Ziemie Odzyskane jako przedmiot propagandy, informacji i promocji (Les Territoires récupérés en tant qu'outil de propagande, d'information et de promotion)*, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Zarządzania "Edukacja" (Édition de l'École supérieure de management, „Éducation”), Wrocław, 2007

CZUBIŃSKI Antoni, *Studia ostatnie, (Dernières Études)*, WP, Poznań, 2009

KURCZA Zbigniew, SAKSON Andrzej (réd), *Polskie transgranicza, (Les Régions frontalières polonaises)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Éditions de l'Université de Wrocław), Wrocław, 2009

MICHALAK Andrzej, SAKSON Andrzej et alii, *Polskie Ziemie Zachodnie : studia socjologiczne (Les Terres Occidentales Polonaises : études sociologiques)*, IZ, Poznań, 2011

STRAUCHOLD Grzegorz, KUCHARSKI Wojciech (réd), *Ziemie Zachodnie - historia i perspektywy, (Les Terres Occidentales- histoire et perspective)*, Ośrodek „Pamięć i przyszłość” (Centre Mémoire et Avenir), 2011

DEMSHUK Andrew, *The lost german East*, Cambridge University Press, Cambridge, 2012

STAŃCZYK Tomasz, « Kresy i Ziemie zachodnie » (Les Confins orientaux et les Terres occidentales) in *Uważam rze Historia*, 21/01/2013, consulté le 8 décembre 2013

### ***B. Livres et articles sur la nouvelle frontière polonaise***

STAAR, Richard F., « Polish-German Boundary : A Case Study in International Law », in *The J. Pub. L.*, vol. 11, p. 56, 1962

SIKORSKI Jerzy, compte-rendu de *Studies on the defense of the Polish Western Frontier in the early feudal period in Polish Western Affairs*, Volum IV, 1, IZ, Poznań, 1963

SOBCZAK Janusz, « The Oder and Neisse frontier in the eyes of the Western public » in *Polish Western Affairs*, Volum IV, 2, IZ, Poznań, 1963

SOBCZAK Jarosław, « À l'Occident au sujet de la frontière sur l'Oder et la Neisse » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume IV, 2, IZ, Poznań, 1968

ZIELIŃSKI Henryk, « Conceptions anciennes et nouvelles de la frontière occidentale polonaise » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume IV, 1, IZ, Poznań, 1968

IWANEJKO M., compte-rendu de l'ouvrage de Krzysztof Skubiszewski « La Frontière occidentale de la Pologne » in Volume VI, 2, IZ, Poznań, 1970

OLEJNIK Karol, *Obrona polskiej granicy zachodniej. Okres rozbitcia dzielnicowego i monarchii stanowej (1138-1385)*, (*La Défense de la frontière polonaise occidentale. La période de la partition en provinces et de la monarchie d'états 1138-1385*), IZ, Poznań, 1970

ORZECZOWSKI Marian, « Le Problème de la frontière polono-allemande dans la pensée politique polonaise à l'époque de la Seconde Guerre mondiale » in *la Pologne et les affaires occidentales* Volume VI, 2, IZ, Poznań, 1970

RYSIAK Gwidon (éd.), *Zachodnia Granica Polski na Konferencji Poczdamskiej : zbiór dokumentów* (*La Frontière occidentale de la Pologne pendant la Conférence de Potsdam : recueil de documents*), IS, Opole, 1970

KACZMARCZYK Zdzisław, compte-rendu sur la 1<sup>ère</sup> synthèse de l'histoire de la frontière occidentale polonaise in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume VIII, 1, IZ, 1972

DOBZYCKI Wiesław, *Granica zachodnia w politycy polskiej 1944-1947* (*La Frontière occidentale dans la politique polonaise 1944-1947*), Varsovie, 1974

LABUDA Gerard, *Polska granica zachodnia. Tysiąc lat dziejów politycznych* (*La Frontière polonaise occidentale. 1000 ans d'histoire politique*), Poznań, 1974

SKUBISZEWSKI Krzysztof, *Zachodnia granica Polski w świetle traktatów*, IZ, Poznań, 1975

TYRANOWSKI Jerzy, « Les Traités de frontière entre la Pologne et les deux États allemands et le problème de la succession d'États » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume XV, 2, IZ, Poznań, 1979

FISZER Józef, « Le Trentième anniversaire de la signature de l'accord de Zgorzelec » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume XVI, 2, IZ, Poznań, 1980

MAZUR Zbigniew, « La Frontière occidentale de la Pologne dans les conceptions du Département d'État pendant la Seconde Guerre mondiale » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume XVI, 2, IZ, Poznań, 1980

SNOCH Bogdan, *Powrót do piastowskich granic (Le Retour aux frontières des Piast)*, Varsovie, 1982

BALCERAK Wiesław, « The Concept of Poland's Western Frontier as formulated by the Polish Left » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 1, IZ, Poznań, 1985

KOWALSKI W. T., « the Great Coalition and Poland's Western Frontier (1941-1945) » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 1, IZ, Poznań, 1985

LABUDA Gerard, « The Polish Western Frontier in the Thousand-Year history of the Polish State and Nation » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 1, IZ, Poznań, 1985

OLEJNIK Karol, *Obrona polskiej granicy zachodniej od końca XIV do schyłku XVIII wieku (la Défense de la frontière occidentale polonaise de la fin du XI<sup>e</sup> au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Adama Mickiewicza (Édition scientifique de l'Université Adam Mickiewicz), Poznań, 1985

MARCZAK Tadeusz, *Od Poczdamu do Zgorzelca (1945-1950) (De Potsdam à Zgorzelec 1945-1950)*, Éditions de l'Université de Wrocław, Wrocław, 1991

MARCZAK Tadeusz, *Granica zachodnia w polskiej polityce zagranicznej w latach 1944-1950 (La Frontière occidentale dans la politique étrangère de la Pologne dans les années 1944-1950)*, Éditions de l'Université de Wrocław, Wrocław, 1995

DEBRA J. Allen, *The Oder-Neisse line: the United States, Poland, and Germany in the Cold War*, Praeger, Westport, 2003

REHBEIN Klaus, *Die westdeutsche Oder/Neisse-Debatte : Hintergründe, Prozess und Ende des Bonner Tabus (Le débat ouest-allemand sur l'Oder-Neisse : Couliesses, déroulement et fin d'un tabou de Bonn)*, LIT Verlag, Berlin-Hamburg-Münster, 2005

PROCHOWICZ Jerzy, « Granice Polski po II Wojnie Światowej. Granica Zachodnia Cz. I' » (Les Frontières de la Pologne après la Seconde Guerre mondiale. La frontière occidentale, Partie I) in *Problemy ochrony granic. (Problèmes de la défense des frontières)*, Bulletin n° 35, Kętrzyn, 2006

KOSMAN Marcei, « Granica pokoju. Przyczynek do dziejów polityki zagranicznej i dyplomacji Polski. Fakty i mity » (« La frontière de la paix. Contribution à l'histoire de la politique étrangère et à la diplomatie de la Pologne. Faits et mythes ») in *Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska*, Vol. XIV, Lublin, 2007

LAPTOS Józef, « « Le Rideau de fer », frontière ou gouffre, échafauder un bastion occidental en Pologne communiste après 1945 » in *Frontières du communisme*, la Découverte, 2007

HAUSER Przemysław, *Powrót na mapę : walka o granice państwa polskiego po I Wojnie Światowej (Un Retour sur la carte : la lutte pour les frontières de l'Etat polonais après la Ière Guerre Mondiale)*, Instytut Historii UAM (Institut Histoire de l'Université de Poznań), Poznań, 2010

ŁADYKOWSKI Paweł, « The Emerging polish–German Borderland: the past and the present » in *Baltic Journal of European Studies*, Vol 1, n° 2 (10), septembre 2011

PIET Eloi, « Le Regard de la diplomatie française sur le déplacement de la frontière germano-polonaise de 1940 à 1950 » in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* n° 35, 2012

SOLARZ Marcin Wojciech, « Polska- kilka uwag na temat rozwoju granic, spójności terytorium i zmian położenia geopolitycznego w latach 1667-2014 » (La Pologne- quelques remarques sur le développement des frontières, de la cohérence territoriale et des changements de situation géopolitique de 1667 à 2014) in *Acta Universitatis Lodziensis, Folia geographica socio-oeconomica*, 17, Łódź, 2014

### *C. Livres et articles historiques traitant plus particulièrement de la légitimation du rattachement de ces territoires à la Pologne*

#### 1. Littérature générale sur les histoires nationales

BERGER Stefan, DONOVAN Mark, PASSMORE Kevin (éd.), *Writing national histories. Western Europe since 1800*, Routledge, Londres/ New York, 1998

GERARD Alice et alii, *Nations et nationalismes en Europe (1848-1914)*, Armand Colin, Paris, 1999

BERGER Stefan, LORENZ Chris (éd.), *Nationalizing the Past. Historians as nation builders in Modern Europe*, Palgrave MacMillan, New York, 2010

#### 2. Littérature historiographique générale sur les territoires récupérés

CHOJNACKI Władysław, « Books on the Polish Western Territories published in 1961 » in *Polish Western Affairs*, Volume III, 1, IZ, Poznań, 1962

CHOJNACKI Władysław, « Books on Poland's Western Territories published in 1963 » in *Polish Western Affairs*, Volum V, 1, IZ, Poznań, 1964

HENSEL Witold, « Vingt années de recherches archéologiques sur les territoires de l'Ouest et du Nord de la République Populaire de Pologne » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume II 1/ 2, IZ, Poznań, 1966

KUŁTUNIAK Jerzy, « Les Territoires occidentaux polonais dans la série de publications de l'Institut Occidental » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume IV, 1, IZ, Poznań, 1968

KOBYLIŃSKI Zbigniew, RUTKIWSKA Grażyna, « Propagandist use of history and archaeology in justification of Polish rights to the "Recovered Territories" after World War II » in *Archaeologia Polona*, Académie des Sciences Polonaise, Institut d'Archéologie et d'Ethnologie, Varsovie, vol. 43, p. 51-124, 2005

KRASUSKI Jerzy, *Wyznaczniki biegu historii (les Indicateurs du cours de l'histoire)*, ZNimO, Wrocław, Varsovie, Cracovie, 2008

ŘEZNÍK, Miloš, « Transformations of Regional History in the Polish "Western Territories" since 1945: Legitimization, Nationalization, Regionalization » in *Frontiers, regions and identities in Europe*, Pisa University Press, 2009

### 3. Littérature sur la pensée occidentale polonaise

POWIERSKI Jan, « Wojciech Kętrzyński jako historyk Prus » in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 347-380, n° 3, 1970

JASIŃSKI J. « Z Dziejów polskiej myśli politycznej w Polsce wobec Warmii i Mazur w XIX wieku » (Histoire de la pensée politique polonaise envers la Varmie et la Mazurie au XIX<sup>e</sup> siècle), in *Warmia i Mazury (Varmie-Mazurie)*, n° 8, 1972

BĘBENEK Stanisław, « Wizja polityczna przyszłej Polski w programie grupie „Szaniec” » (La Vision politique de la future Pologne dans le programme du groupe le « Rempart ») in *Przegląd historyczny (Revue historique)*, 64/1, p. 117-131, 1973

MAGIERKA Anna, *Ziemie Zachodnie i Północne w 1945 roku: kształtowanie się podstaw polityki integracyjnej państwa polskiego (Les Terres occidentales et septentrionales en 1945: l'élaboration des fondements de la politique d'intégration de l'État polonais)*, Książka i Wiedza (Livre et Connaissance), Varsovie, 1978

KWILECKI Andrzej, *Polska Myśl zachodnia w Poznaniu i Wielkopolsce (La Pensée occidentale polonaise à Poznań et en Grande-Pologne)*, PWN, Poznań/ Varsovie, 1980

CZUBIŃSKI Antoni, « Polska myśl zachodnia XIX i XX wieku » (La Pensée occidentale polonaise des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) in *Przegląd Zachodni, Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 1, IZ, Poznań, 1985



MROCZKO Marian, « La Pensée politique de l'Union de Défense des Confins Occidentaux-Union Occidentale Polonaise (1921-1939) » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 1, IZ, Poznań, 1985

PIOTROWSKI Bernard, « La Pensée occidentale à l'Université de Poznań (1919-1939) » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 1, IZ, Poznań, 1985

MROCZKO Marian, *Polska myśl zachodnia 1918-1939 : kształtowania i upowszechnianie (La Pensée polonaise occidentale de 1918 à 1939 : formation et propagation)*, IZ, Poznań, 1986

MUSIELAK Michał, *Polski Związek Zachodni 1944-1950 (L'Union polonaise occidentale 1944-1950)*, PWN, Varsovie, 1986

PIOTROWSKI Bernard, *O Polskę nad Odrą i Bałtykiem : myśl zachodnia i badania niemcoznawce Uniwersytetu Poznańskiego (1919-1939) (Pour la Pologne sur l'Oder et la Baltique : la pensée occidentale et les études germaniques de l'Université de Poznań de 1919 à 1939)*, IZ, Poznań, 1987

MROCZKO Marian, compte-rendu de À propos de la Pologne sur l'Odra et la Baltique de Bernard Piotrowski, in *Polish Western Affairs*, Volume XXIX, 1, IZ, Poznań, 1988

PASIERB Bronisław, *Polska myśl polityczna okresu II wojny światowej wobec Niemiec (La Pensée politique polonaise envers l'Allemagne pendant la Deuxième Guerre Mondiale)*, IZ, IZ, Poznań, 1990

SMOŁKA Leonard, « Publicystyka Bolesława Limanowskiego o Prusach Wschodnich ( po 1918 roku)» (Les articles de Bolesław Limanowski à propos de la Prusse orientale après 1918), in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 51-68, n° 1-2, 1991

GRABSKI Andrzej Feliks, « The Concept of the Poland of the Piasts in Polish historiography. Zygmunt Wojciechowski's interpretation of Poland's history» in *Polish Western Affairs*, Volume XXXIII, 2, IZ, Poznań, 1992

WRZESIŃSKI Wojciech, « O Przyszłość państwową Królewca w latach II wojny światowej» (De l'Appartenance étatique future de Królewec dans les années de la Seconde Guerre Mondiale) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 315-339, n° 3-4, 1992

SMOŁKA Leonard, « Prusy Wschodnie w życiu i twórczości Bolesława Limanowskiego (przed rokiem 1918) » (La Prusse orientale dans la vie et l'oeuvre de Bolesław Limanowski (avant 1918)), in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 179-187, N) n° 2, 1993

KULAK Teresa, « Nie dokończona wojna z Niemcami. Zagadnienie polskiej ekspansji nad Odrę i Bałtyk w międzywojennej publicystyce Stanisława Grabskiego» ( La guerre inachevée

avec les Allemands. La Problématique de l'expansion polonaise vers l'Oder et la Baltique dans la publicistique de l'entre-deux-guerres de Stanisław Grabski) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 295-306, n° 2-3, 1994

MROCZKO Marian, *Ziemie dzielnic pruskiej w polskich koncepcjach i działalności politycznej 1864-1939 (Les Terres de la partie prussienne dans les conceptions et les activités politiques polonaises de 1864 à 1939)*, Gdańsk, 1994

DYMARSKI Mirosław, *Ziemie postulowane-ziemie nowe w prognozach działania polskiego ruchu oporu 1939-1945 (Les Terres postulées, les terres nouvelles dans les prévisions du mouvement de résistance polonaise 1939-1945)*, Éditions de l'Université de Wrocław, 1997

BRIER Robert, *Der polnische « Westgedanke » nach dem Zweiten Weltkrieg 1944–1950 (La pensée occidentale polonaise après la Seconde Guerre Mondiale 1944-1950)*, Digitale Osteuropa-Bibliothek: Geschichte 3, 2003

OSEKOWSKI Czesław, compte-rendu de *Myśl zachodnia i jej realizacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1957 (La Pensée occidentale et sa réalisation dans la Pologne populaire de 1945 à 1957)* in *Komunikaty warmińsko-mazurskie (les Communiqués de Varmie et Mazurie)*, n° 4, p. 587-590, 2003

STRAUCHOLD Grzegorz, *Myśl zachodnia i jej realizacja w Polsce ludowej w latach 1945-1957 (La Pensée occidentale et sa réalisation dans la Pologne populaire dans les années 1945-1957)*, Toruń, 2003

SERRIER Thomas, « Les Territoires recouverts et la construction identitaire en Pologne 1900-200... » in *Études germaniques*, 2007/1, n° 245, p. 211-221, 2007

STRZELCZYK Jerzy (réd.), *Wybitni Historycy Wielkopolscy (Les grands Historiens de Grande-Pologne)*, WP, Poznań, 2010

KACZMARKI Krzysztof, *O wielką Polskę na wojennym wychodźstwie. Stronictwo narodowe wobec Rządu gen. Władysława Sikorskiego (1939-1943), (Pour la grande Pologne lors de l'exil militaire. Le Mouvement national sous le gouvernement du général Władysław Sikorski 1939-1943)*, IPN, 2013

SEMCZYSZYN Magdalena, SIKORSKI Tomasz, WĄTOR Adam, *Nad Odrą i Bałtykiem. Myśl zachodnia: ludzie- koncepcje- realizacja do 1989 (Sur l'Oder et la Baltique. La Pensée occidentale : les personnes, les conceptions, les réalisations jusqu'en 1989)*, IPN, Szczecin, 2013

SIERCHUŁA Rafał, *Historia człowieka myślącego. Lech Karol Neyman 1908-1948 (Histoire d'un penseur. Lech Karol Neyman 1908-1948)*, Wydawnictwo LTW (Éditions LTW), 2013

ZUREK Robert, *Kościół rzymskokatolicki w Polsce wobec Ziem Zachodnich i Północnych 1945-1948 (L'Église catholique-romaine en Pologne envers les Terres occidentales et septentrionales 1945-1948)*, IPN, Szczecin, 2015

SZULC Paweł (éd.), *Fikcja czy rzeczywistość? Wybór audycji Polskiego Radia Szczecin w latach 1946-1989 (Fiction ou réalité? Choix d'enregistrement de la Radio polonaise de Szczecin entre 1946 et 1989)*, IPN, Szczecin, 2016

SZULC Paweł, *Zniewolony eter. Polskie Radio Szczecin w latach 1945-1989 (un Ether asservi. La Radio polonaise de Szczecin dans les années 1945-1989)*, IPN, Szczecin, 2016

#### 4. Littérature sur les instituts scientifiques polonais traitant des Territoires Récupérés

MARKIEWICZ Władysław, « Les Étapes de développement et les réalisations de l'Institut Occidental pendant les vingt-cinq premières années de son existence » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume VI, 1, IZ, Poznań, 1970

WOJCIECHOWSKA Maria, « Prehistoria Instytut Zachodniego » (La Préhistoire de l'Institut Occidental) in *Dzieje najnowsze (l'Histoire contemporaine)*, n° 3, 1970

WRÓBLEWSKI Tadeusz Seweryn, *Slawistyka w NRD i w NRF na tle jej historycznego rozwoju (La Slavistique en RDA et en RFA dans le contexte de son développement historique)*, IZ, Poznań, 1973

MARKIEWICZ Władysław, « L'Institut Occidental dans le trentenaire de la Pologne populaire » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume XI, 1, IZ, Poznań, 1975

MROCZKO Marian, *Związek Obrony Kresów Zachodnich (1921-1934): powstanie i działalność (L'Union de défense des confins occidentaux 1921-1934): création et activité*, Wydawnictwo morskie (Éditions maritimes), Gdańsk, 1977

POTOCKI Stanisław Kazimierz, « L'Institut Baltique a cinquante ans » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume XIII, 2, IZ, Poznań, 1977

SIKORSKI Jerzy, « Ośrodek Badań Naukowych im. Wojciecha Kętrzyńskiego w latach 1961-1981 » (Le Centre d'étude scientifique Wojciech Kętrzyński dans les années 1961-1981) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 113-140, n° 1/ 2, 1982

KOPRUCKA J., compte-rendu de *Fortieth Anniversary of the Institute for Western Affairs (Quarantième anniversaire de l'Institut pour les Affaires Occidentales)* de J. Romiszewska in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

- MROCZKO Marian, « Zygmunt Wojciechowski jako historyk polskich ziem zachodnich oraz stosunków polsko-niemieckich» (Zygmunt Wojciechowski comme historien polonais des terres occidentales et des relations germano-allemandes) in *Przegląd Zachodni*, Poznań, 1985
- SIKORSKI J., « The Olsztyn Academic Milieu and Its research in the Past and Present History of Warmia and Mazury» (le Milieu académique d'Olsztyn et ses recherches sur l'histoire passée et présente de la Warmie et de la Mazurie) in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985
- CZUBIŃSKI Antoni, *Instytut Zachodni : 1944-1986 (L'Institut Occidental : 1944-1986)*, IZ, Poznań, 1987
- JAMIOŁKOWSKA Danuta, « Dwadzieścia pięć lat Ośrodka Badań Naukowych im. Wojciecha Kętrzyńskiego » (Les Vingt-cinq ans du Centre d'Etude scientifique Wojciech Kętrzyński) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 179-190, n° 1/ 2, 1988
- OGRODZIŃSKI Władysław, « Uwagi o genezie i organizacji Ośrodka Badań Naukowych im. Wojciecha Kętrzyńskiego (1961-1968) » (Remarques sur la genèse et l'organisation du Centre d'étude scientifique Wojciech Kętrzyński 1961-1968) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 17-69, n° 1/ 2, 1988
- SIKORSKI Jerzy, « Kształtowanie się koncepcji i rozwój organizacyjny Ośrodka Badań Naukowych im. Wojciecha Kętrzyńskiego w latach 1960-1988 » (La Formation de la conception et le développement organisationnel du Centre d'étude scientifique Wojciech Kętrzyński dans les années 1960-1988) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 71-135, n° 1-2, 1988
- ZWIERZYCKA Romualda (red.), *Instytut Zachodni : 50 lat (l'Institut Occidental : le cinquantenaire)*, IZ, Poznań, 1994
- KOZŁOWSKI Kazimierz (réd), *Pół wieku polskiej państwowej służby archiwalnej na ziemiach zachodnich i północnych : materiały z sesji naukowej zorganizowanej 10 października 1995 r. w Szczecinie (Un demi-siècle du service étatique des archives sur les Terres Occidentales et Septentrionales : matériaux de la session scientifique organisée le 10 octobre 1995 à Szczecin)*, Wydawnictwo Archiwum Państwowego "Dokument" w Szczecinie, (Éditions des Archives Etatiques « Dokument » , Szczecin, 1997
- RUSEK Jerzy, *Slawistyka niemiecka a kraje słowiańskie (La Slavistique allemande et les pays slaves)*, Energeia/ Uniwersytet Jagielloński, Cracovie, 1998

SIKORSKI Jerzy, « Współpraca środowisk humanistycznych Poznania i Olsztyna (1945-1955) » (La Coopération des milieux des sciences humaines de Poznań et d'Olsztyn entre 1945 et 1955) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 487-500, n° 3, 2000

MAZUR Zbigniew, *Antenaci : o politycznym rodowodzie Instytutu Zachodniego* (*Les Ancêtres: la généalogie politique de l'Institut Occidental*), IZ, Poznań, 2002

KOZŁOWSKI Kazimierz (réd), *Archiwa Ziem Zachodnich i Północnych Polski (1945-2005)* (*Les Archives des Terres Occidentales et Septentrionales de la Pologne, 1945-2005*), Wydział Wydawnictwa Naczelnej Dyrekcji Archiwów Państwowych (Département d'édition de la Direction Générale des Archives étatiques), Varsovie, 2007

BANAŚ Paweł, « Instytutu Zachodniego « Poczty sztuki » (Les cartes postales artistiques de l'Institut occidental) in *Siedlisko, Volume 5*, p. 7-14, IZ, Poznań, 2008

KĄCKA Katarzyna, « Polska wobec pokoju z Niemcami- rozwiązania instytucjonalne : Ministerstwo Prac Kongresowych oraz Biuro Prac Kongresowych 1939-1948» (La Pologne face à la paix avec l'Allemagne, solutions institutionnelles: le Ministère des Travaux pour le Congrès et le Bureau des Travaux pour le Congrès 1939-1948) in *Toruńskie Studia Międzynarodowe (Études internationales de Toruń)*, n° 1 (5), 2012

##### 5. Littérature sur l'Ostforschung

KOZIEŁŁO-POKLEWSKI Bohdan, compte-rendu de Nauka w służbie ekspansji i rewizjonizmu (La Science au service de l'expansion et du révisionnisme) de Szłapczyński et Walichnowski, *Komunikaty mazursko-warمیńskie* (Communiqués de Mazurie et de Varmie), n° 4, p. 660-662, 1969

SZŁAPCZYŃSKI Józef, WALICHNOWSKI Tadeusz, *Ostforschung : the role of West German political science*, Interpress, 1970

Collectif, *Fünfunddreißig Jahre Forschung über Ostmitteleuropa. Veröffentlichungen der Mitglieder- des J. G. Herder-Forschungsrates 1950-1984, (Trente-cinq ans de recherches sur l'Europe du Centre-Est. Publications des membres du Conseil scientifique du Herder Institut)*, Marburg/Lahn, 1985

BURLEIGH Michael, *Germany turns eastwards: a study of Ostforschung in the Third Reich*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988

FAHLBUSCH Michael, HAAR Ingo (éd.), *German scholars and ethnic cleansing 1919-1945*, Berghahn Books, 2005

UNGER Corinna R., *Ostforschung in WestDeutschland. Die Erforschung des europäischen Ostens und die Deutsche Forschungsgemeinschaft, 1945-1975 (L'Ostforschung en Allemagne de l'Ouest. L'exploration de l'Est européen et les milieux de recherche allemands, 1945-1975)*, Franz Steiner Verlag Wiesbaden GmbH, 2007

INGRAO Christian, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Fayard, Paris, 2010

SZEJNMANN Claus-Christian, UMBACH Maiken (éd.), *Heimat, région and empire. Spatial identities under National Socialism*, Palgrave MacMillan, Londres, 2012

KLEBMANN Christoph (éd.), « *Niemiecki Wschód* ». *Wyobrażenia-misja-dziedzictwo (« l'Est allemand ». Imaginaires-mission-héritage)*, Wydawnictwo Nauka i innowacja (UAM), Poznań, 2014

#### 6. Littérature sur les relations germano-polonaises

LABUDA Gerard, *Wschodnia ekspansja Niemiec w Europie środkowej : zbiór studiów nad tzw. niemieckim "Drang nach Osten"(L'Expansion orientale allemande en Europe Centrale: recueil d'études sur le „Drang nach Osten”)*, IZ, Poznań, 1963

LABUDA Gerard, « A Historiographic analysis of the German Drang Nach Osten » in *Polish Wester Affairs*, Volume V, 2, IZ, Poznań, 1964

LABUDA Gerard, *Geneza przysłowia : « Jak Świat światem, nie będzie Niemiec Polakowi bratem » (Genèse du proverbe : « Tant que le monde durera l'Allemand et le Polonais ne seront pas frères)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Adama Mickiewicza (Édition scientifique de l'Université Adam Mickiewicz), Poznań, 1968

FRITZE Wolfgang H., *Germania Slavica I*, Berlin, 1980

KULCZYCKI John J., *School strikes in Prussian Poland, 1901-1907 : the struggle over bilingual education*, Boulder, New York, 1981

KRASUSKI Jerzy, LABUDA Gerard, WALCZAK Antoni, *Stosunki polsko-niemieckie w historiografii (Les Relations polono-allemandes dans l'historiographie)*, IZ, Poznań, Tomes I, II, III, 1974/1984/1991

BISKUP Marian (réd.), *Śląsk i Pomorze w historii stosunków polsko-niemieckich w średniowieczu (La Silésie et la Poméranie dans l'histoire des relations polono-allemandes au Moyen-Âge)*, XII-tej Konferencji Wspólnej Komisji Podręcznikowej PRL-RFN Historyków

5-10 VI. 1979 r. (XII<sup>e</sup> Conférence Commune de la Commission des historiens de la RPP et de la RFA pour l'élaboration d'un manuel du 5 au 10 juin 1979), IZ, Poznań, 1987

CZUBIŃSKI Marian, KULAK Zbigniew (éd.), *Śląsk i Pomorze w historii stosunków polsko-niemieckich od XVI do XVIII wieku (La Silésie et la Poméranie dans l'histoire des relations polono-allemandes du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle)*, XIV Konferencja Wspólnej Komisji Podręcznikowej PRL-RFN Historyków 9-14 VI 1981 (XIV<sup>e</sup> Conférence Commune de la Commission des historiens de la RPP et de la RFA pour l'élaboration d'un manuel du 9 au 14 juin 1981, IZ, Poznań, 1987

MADAJCZYK Piotr, *Na drodze do pojednania. Wokół orędzia biskupów polskich do biskupów niemieckich z 1965 r. (Sur le chemin de la réconciliation. Autour de la lettre des évêques polonais aux évêques allemands de 1965)*, PWN, Varsovie, 1994

TOMALA Mieczysław, *Polacy-Niemcy: wzajemne postrzeganie (Polonais-Allemands: perceptions mutuelles)*, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych (Institut polonais des affaires internationales), Varsovie, 1994

MAZUR Zbigniew, *Obraz Niemiec w polskich podręcznikach szkolnych do nauczania historii 1945-1989 (L'Image de l'Allemagne dans les manuels d'histoire polonais de 1945 à 1989)*, IZ, Poznań, 1995

TOMALA Mieczysław, *Patrząc na Niemcy. Od wrogości do porozumienia 1945-1991 (Regardant les Allemands. De l'adversité à l'entente 1945-1991)*, Varsovie, 1997

JARZADEK Wanda, « Władze Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej wobec problemu reparacji i odszkodowań od Republiki Federalnej Niemiec 1953-1989 » (Les Autorités de la République populaire de Pologne par rapport au problème des réparations et des dédommagements de la part de la République fédérale d'Allemagne de 1953 à 1989) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine, 37/2, p. 85-103, 2005*

GÓRALSKI Witold M., *Polska-Niemcy 1945-2007. Od konfrontacji do współpracy i partnerstwa w Europie (La Pologne et l'Allemagne 1945-2007. De la confrontation à la coopération et au partenariat en Europe)*, Polski Instytut spraw międzynarodowych, Varsovie, 2007

INGRAO Charles, SZABO Franz A. (dir.), *The Germans and the East*, Purdue University Press, 2008

JACKOWSKA Natalia, « The Border controversy between the Polish People's Republic and the German Democratic Republic in the Pomeranian Bay » in *Przegląd Zachodni (la Revue occidentale)*, n° 3, IZ, Poznań, 2008

SKOBELSKI Robert, *Polityka PRL wobec państw socjalistycznych w latach 1956-1970 (La Politique de la République populaire de Pologne envers les États socialistes dans les années 1956-1970)*, Éditions poznańiennes, Poznań, 2010

CHU Winson, *The German Minority in Interwar Poland*, Cambridge University Press, Cambridge, 2012

ECKERT Astrid M., *The Struggle for the files. The Western allies and the return of german archives after the Second World War*, Cambridge University Press, Cambridge, 2012

KACPRZAK Paweł, « Polityka władz polskich wobec ludności niemieckiej w okresie funkcjonowania Ministerstwa Ziem Odzyskanych » (La Politique des autorités polonaises vis-à-vis de la population allemande pendant la période d'existence du Ministère des Territoires recouvrés) in *Czasopismo prawnohistoryczne (la Revue juridique et historique)*, Vol. LXII, n° 2, p. 215-235, Varsovie, 2012

KAKELL Carroll, *The American West and the Nazi East: a comparative and interpretative perspective*, Palgrave MacMillan, 2013

BLANKE Richard, *Orphans of Versailles: the Germans in Western Poland, 1918-1939*, University Press of Kentucky, Lexington, 2014

NELSON Richard, *Germans, Poland and colonial expansion to the East: 1850 through the Present*, Palgrave MacMillan, Paris, 2014

GUTH Stefan, *Geschichte als politik, der Deutsche-polnisch historikerdialog im 20. Jahrhundert (Histoire et politique, le dialogue historique germane-polonais au XX<sup>e</sup> siècle)*, De Gruyter/Oldenbourg, 2015

KULCZYCKI John J., *Belonging to the nation. Inclusion and exclusion in the Polish-German Borderlands, 1939-1951*, Harvard University Press, Cambridge/Londres, 2016

PISKORSKI Jan M., *Polska-Niemcy. Blaski i cienie tysiącletniego sąsiedztwa (Pologne-Allemagne. Ombres et lumières d'un voisinage millénaire)*, Bellona, Varsovie, 2017

ŻERKO Stanisław, *Reparacje i odszkodowania w stosunkach między Polską a RFA (Les Réparations et les compensations dans les relations entre la Pologne et la RFA)*, IZ Policy Papers, n° 22, 2017

## 7. Littérature sur les relations polono-tchèques

WANDYCZ Piotr, Stefan, *Czechoslovak-Polish Confederation and the Great Powers 1940-1943*, Greenwood Press, Westport, 1979



PACZKOWSKI Andrzej, « The Polish Contribution to the victory of the « Prague Coup » in february 1948 » in *Bulletin du Cold War International History Project*, n° 11, 1998, p. 141-148

DURACZYŃSKI Eugeniusz, « ZSRR wobec projektów konfederacji polsko-czechosłowackiej (1940-1943) », (Le rapport de l'URSS aux projets de confédération polono-tchécoslovaque de 1940 à 1943) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 29/3, p. 129-153, 1997

KISIELEWSKI Tadeusz, « Polski punkt widzenia w stosunkach polsko-czechosłowackich w okresie II wojny światowej » (Le Point de vue polonais dans les relations polono-tchécoslovaques durant la période de la Seconde Guerre Mondiale) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 32/2, p. 135-157, 2000

NĚMEČEK Jan, « Edward Beneš i Władysław Sikorski: spojrzenie ze strony czeskiej » (Edward Beneš et Władysław Sikorski: regard depuis le côté tchèque) in *Dzieje najnowsze*, 32/3, p. 119-134, 2000

JANUSZEWSKA-JURKIEWICZ Joanna, *Zaolzie w polityce rządu i opinii społeczeństwa polskiego (1925-1937)*, (Les Terres d'au-delà de l'Olza dans la politique du gouvernement et l'opinion de la société polonaise (1925-1937)), Katowice, 2001

KAMIŃSKI Marek Kazimierz, « Polityka Edwarda Beneša i jego ekipy wobec rządu polskiego na uchodźstwie gen. Władysława Sikorskiego (10/1939-06/1940) » (La Politique d'Edward Beneš et de son équipe envers le gouvernement polonais en exil du général Władysław Sikorski entre 10/1939 et 06/1940) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 35/3, p. 27-52, 2003

PAŁYS Piotr, « Czechosłowackie próby uzyskania po drugiej wojnie światowej ziemi żytawskiej » (Les Tentatives tchécoslovaques d'acquérir la terre de Žytawa après la Seconde Guerre Mondiale) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 36/1, p. 101-116, 2004

GRUCHAŁA Janusz, « Zaolzie w opinii czeskich środowisk politycznych (1934-1938) » (Les Terres d'au-delà de l'Olza selon les opinions des milieux politiques tchèques 1934-1938) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 38/1, p. 65-87, 2006

SEGEŠ Dušan, « Edward Beneš a sprawa polska w kontekście podpisania układu czechosłowackiego-sowieckiego z 1943r. » (Edward Beneš et la question polonaise dans le contexte de la signature du pacte tchécoslovaquo-soviétique de 1943) in *Dzieje najnowsze*, 38/3, p. 17-53, 2006

BLAZEK Petr, JAWORSKI Paweł, KAMIŃSKI Łukasz, *Między przymusową przyjaźnią a prawdziwą solidarnością. Czesi-Polacy-Słowacy 1938/1939-1945-1989 cz. 1 (Entre amitié forcée et solidarité réelle. Les Tchèques, les Polonais et les Slovaques 1938/1939-1945-1989 T. 1)*, IPN, Varsovie, 2007

KAMIŃSKI Łukasz, *Między przymusową przyjaźnią a prawdziwą solidarnością. Czesi-Polacy-Słowacy 1938/1939-1945-1989 cz. 2 (Entre amitié forcée et solidarité réelle. Les Tchèques, les Polonais et les Slovaques 1938/1939-1945-1989 T. 1)*, IPN, Varsovie, 2009

ESSEN Andrzej, « Stosunki polsko-czeskie (czechosłowackie) w historiografii polskiej po 2000 roku » (Les Relations polono-tchèque (tchécoslovaques) dans l'historiographie polonaise après l'an 2000) in *Historia Slavorum Occidentalis*, 1, (1), p. 187-199, 2011

MARÈS Antoine, « La Politique étrangère tchécoslovaque (1948-1989): un cas généralisable ? » in *Relations internationales*, Volume 4, n° 148, p. 59-74, 2011

PUŁAWSKI Michał, « Problemy XX-wiecznej historiografii stosunków polsko-czeskich » (les Problèmes de l'historiographie des relations polono-tchèques au XX<sup>e</sup> siècle) in *Historia Slavorum Occidentalis*, 1 (1), p. 182-186, 2011

SZYMANKIEWICZ Błażej, « Koncepcje sojuszy polsko-czechosłowackich w latach 1919-1943 » (Les Conceptions des alliances polono-tchécoslovaques dans les années 1919-1943) in *Historia Slavorum Occidentalis*, 1, (4), p. 165-178, 2013

KOLENDO Ireneusz T., *Unia polsko-czechosłowacka (L'Union polono-tchécoslovaque)*, Księży Młyn, Dom Wydawniczy, Łódź, 2015

SZCZEPAŃSKA-DUDZIAK Anna, « Polsko-czechosłowackie kontakty kulturalne i naukowe 1945-1956 » (Les Contacts culturels et scientifiques polono-tchécoslovaques de 1945 à 1956) in *Historia Slavorum Occidentalis*, 1 (8), p. 212-235, 2015

#### *D. Livres et articles de sciences humaines et sociales concernant les Territoires Récupérés*

##### 1. Littérature pédagogique et culturelle sur les territoires récupérés

SCZANIECKI Michał « The Development of cultural life in the Polish Western Territories » in *Polish Western Affairs*, Volume V, 2, IZ, Poznań, 1964

MIŚKIEWICZ Benon, « The Development of Higher Education in the Recovered Territories during the forty years of People's Poland », *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

VENKEN, Machteld, « Nationalization campaigns and teachers' practices in Belgian–German and Polish–German border regions (1945–1956) » in *Nationalities Papers*, no ahead-of-print, p. 1-19, 2013, consulté le 31 décembre 2013

## 2. Littérature démographique et sociologique sur les Territoire Récupérés

ZIÓŁKOWSKI Janusz, « The sociological aspect of Demographic changes in Polish Western Territories » in *Polish Western Affairs*, Volum III, 1, IZ, Poznań, 1962

ŻYGULSKI Kazimierz, *Repatrianci na Ziemiach Zachodnich (Les Rappatriés sur les Terres Occidentales)*, IZ, Poznań, 1962

KOSIŃSKI Leszek, *Procesy ludnościowy na Ziemiach odzyskanych w latach 1945-1960 (Les Processus démographiques sur les territoires récupérés dans les années 1945-1960)*, Varsovie, 1963

DULCZEWSKI Zygmunt, *Spoleczne aspekty migracji na Ziemiach Zachodnich (Aspects sociaux des migrations sur les Terres occidentales)*, IZ, Poznań, 1964

DULCZEWSKI, Zygmunt et KWILECKI, Andrzej, « Memoirs of Settlers in the Recovered Territories » in *Polish Western Affairs*, vol. V, n° 1, p. 182-199, 1964

MARKIEWICZ Władysław, *Przemiany społeczne na Ziemiach Zachodnich : praca zbiorowa (Les Transformations sociales sur les Terres occidentales: œuvre collective)*, IZ, Poznań, 1967

PRENCZ Andrzej, POSERN- ZIELIŃSKI Aleksander, « Les Œuvres sociologiques et les mémoires sur les Territoires Polonais de l'Ouest » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume IV, 2, IZ, Poznań, 1968

DULCZEWSKI Zygmunt, compte-rendu de l'ouvrage d'Edward Rosset, « Le Bilan de la reproduction de la population dans les Territoires Occidentaux et Septentrionaux » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume IV, 2, IZ, Poznań, 1970

KWILECKI Andrzej, *Ziemie Zachodnie w polskiej literaturze socjologicznej (Les Terres occidentales dans la littérature sociologique polonaise)*, IZ, Poznań, 1970

ROSSET Edward, « Les Facteurs démographiques de la repolonisation des territoires de l'Ouest et du Nord » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume VI, 1, IZ, Poznań, 1970

OSEKOWSKI Czesław, *Spoleczność Polski Zachodniej i Północnej w latach 1945-1956. Procesy integracji i dezintegracji (La Société de la Pologne occidentale et septentrionale dans les années 1945-1956. Processus d'intégration et de désintégration)*, Zielona Góra, 1994

FRĄTCZAK Ewa, STRZELECKI Zbigniew (réd.), *Demografia i społeczeństwo Ziemi Zachodnich i Północnych 1945-1955 (La Démographie et la société des Terres occidentales et septentrionales 1945-1955 : essai d'un bilan)*, Polskie Towarzystwo Demograficzne (Association Démographique Polonaise), 1996

KRAFT Claudia, « Pierwsze lata w województwie olsztyńskim po II Wojnie Światowej: trudne początki nowego społeczeństwo » (Les premières Années dans la voïévodie d'Olsztyn après la Seconde Guerre Mondiale: les débuts difficiles d'une nouvelle société) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 533-553, n° 4, 1999

LABBÉ Morgane, « Dénombrer les nationalités en Prusse au XIX<sup>e</sup> siècle : entre pratiques d'administration locale et connaissance statistique de la population » in *Annales de la démographie historique*, Volume 105, n° 1, p. 39-61, 2003

SAKSON Andrzej, « Społeczności postmigracyjne » (Les Sociétés postmigratoires) in *Siedlisko* Volume 1, IZ, Poznań, p. 1-3, 2004

LABBÉ Morgane, « Les Usages diplomatiques des cartes ethnographiques de l'Europe centrale et orientale au XIX<sup>e</sup> siècle » in *Genèses*, Volume 68, n° 3, p. 25-47, 2007

LABBÉ Morgane, « Statistique ethnique, légitimité politique et changement de régime » in *Critique internationale*, Volume 45, n° 4, p. 9-18, 2009

### 3. Littérature économique sur les Territoires Récupérés

ŁACH Stanisław, *Przekształcenia ustrojowo-gospodracze w rolnictwie Ziemi Zachodnich i Północnych w latach 1945-1949 (Les Transformations dans l'agriculture des Terres occidentales et septentrionales 1945-1949)*, Studium Historyczne, Słupsk, 1993

#### ***E. Livres et articles sur la polonisation des Territoires Récupérés***

##### 1. Littérature sur la mise en place et l'action de l'administration polonaise pour les Territoires Récupérés

MEĆCLEWSKI Edward, *Powrót Polski nad Odrę, Nysę Łużycką, Bałtyk. Szkice (Le Retour de la Pologne sur l'Oder, la Neisse de Lusace, la Baltique. Esquisse)*, Varsovie, 1971

JAWORSKI Mieczysław, *Na Piastowskim szlaku: działalność Ministerstwa Ziemi odzyskanych w latach 1945-1948 (Sur les Traces des Piast : l'activité du Ministère des Territoires récupérés dans les années 1945-1948)*, Varsovie, 1973

PIETRAZ Jerzy, « Działalność Kardynała Augusta Hlonda jako wysłannika papieskiego na Ziemiach Odzyskanych w 1945r. » (*L'Activité du Cardinal August Hlond en tant qu'émissaire pontifical sur les Territoires recouvrés en 1945*) in *Nasza Przeszłość (notre Passé)*, p. 195-249, Cracovie, 1974

LABUDA Gerard, « Le Retour de la Pologne sur la Baltique, l'Odra et la Nysa en 1945 » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume XI, 1, IZ, Poznań, 1975

RYBNICKI Hieronim, *Powstanie i działalność władzy ludowej na zachodnich i północnych obszarach Polski : 1945-1949 (Émergence et activité de l'administration communiste sur les territoires occidentaux et septentrionaux de la Pologne)*, Poznań, 1976

GAC Stanislaw, JADZIAK Emil (dir.), *Ludowe Wojsko Polskie w walce, służbie i pracy na ziemiach zachodnich i północnych, 1945-1950, (L'Armée populaire polonaise au combat, au service et au travail sur les terres occidentales et septentrionales, 1945-1950)*, Wydawnictwo Poznańskie, (Édition de Poznań), Poznań, 1983

SNOCH Bogdan, *Władze komunistyczne wobec Ziem Odzyskanych po II Wojnie Światowej: materiały z konferencji (Les Autorités communistes polonaises envers les Terres récupérées après la deuxième guerre mondiale: matière d'une conférence)*, Słupsk, 1997

## 2. Littérature sur le peuplement des Territoires Récupérés

BANASIAK Stefan, *Działalność osadnicza Państwowego Urzędu Repatriacyjnego na Ziemiach Odzyskanych w latach 1945-1947, (L'Activité colonisatrice de l'Office étatique de Rappatriement)*, IZ, Poznań, 1963

BANASIAK Stefan, « Le Peuplement des territoires occidentaux de la Pologne de 1945 à 1947 » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume I, 1/ 2, IZ, Poznań, 1965

DZIEWOŃSKI Kazimierz, *Rozmieszczenie i migracje ludności a system osadniczy Polski ludowej (La Répartition et les migrations de population et le système de peuplement de la Pologne populaire)*, ZNimO, Wrocław, 1977

KIEŁCZEWSKA Maria, *Geografia osadnictwa : zarys problematyki (La Géographie du peuplement : esquisse de problématique)*, PWN, Varsovie, 1977

DZIURZYŃSKI Patrycy, *Osadnictwo rolne na Ziemiach Odzyskanych (Le Peuplement rural dans les Territoires récupérés)*, Ludowa Spółdzielnia Wydawnicza (Coopérative Populaire d'édition), Varsovie, 1983

ŁACH Stanisław, *Osadnictwo wiejskie na Ziemiach zachodnich i Północnych w latach 1945-1949 (Le Peuplement rural dans les terres occidentales et septentrionales dans les années 1945-1949)*, Wyższa Szkoła Pedagogiczna (École supérieure de pédagogie), Słupsk, 1983

KALKA Piotr, « Rural settlement in the Recovered Territories » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

OSEKOWSKI Czesław, « Oficjalne i faktyczne cele osadnictwa wojskowego na pograniczu polsko-niemieckim po drugiej wojnie światowej » (Les Buts officiels et effectifs de la colonisation militaire dans les régions frontières polono-allemandes après la Seconde Guerre Mondiale) in *Słupskie Studia historyczne (les Études historiques de Słupsk)*, n° 3, p. 53-66, 1993

CURP T. David, *A clean Sweep ? : the politics of ethnic cleansing in western Poland, 1945-1960*, Boydell & Brewer, 2006

## ***F. Livres et articles sur les populations des Territoires Récupérés***

### **1. Livres et articles sur les minorités slaves occidentales**

KOKOT J., *Problemy narodowościowe na Śląsku od X do XX wieku, (Les Problèmes nationaux en Silésie du X<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle)*, Opole, 1973

MISZTAL Jan, *Weryfikacja narodowościowa na Ziemiach Odzyskanych (La Vérification nationale sur les Terres récupérées)*, Varsovie, 1990

WRZESIŃSKI Wojciech, « The Problem of the indigenous Polish population in the territories postulated by Poland during WWII » in *Polish Western Affairs*, Volume XXXI, 1-2, IZ, Poznań, 1990

RUGE Elisabeth, RUGE Peter, *Nicht nur die Steine sprechen deutsch. Polens Deutsche Ostgebiete (Les pierres ne sont pas les seules à parler allemand. L'Est allemand perdu de Pologne)*, Langen-Müller, 1993

ROMANOW Zenon, *Polityka władz Polskich wobec ludności rodzimej Ziem Zachodnich i Północnych 1945-1960 : próba bilansu (La Politique des autorités polonaises envers la population autochtone des Terres occidentales et septentrionales dans les années 1945-1960)*, Słupsk, 1995

STRAUCHOLD Grzegorz, *Polska ludność rodzima ziem zachodnich i północnych: opinie nie tylko publiczne lat 1944-1948 (La Population autochtone polonaise des terres occidentales et*

*septentrionales: les opinions pas seulement publiques des années 1944-1948*), Ośrodek Badań Naukowych (Centre des études scientifiques), Olsztyn, 1995

DOMAGAŁA Bożena, *Mniejszość niemiecka na Warmii i Mazurach. Rodowód kulturowy, organizacja, tożsamość (La Minorité allemande en Varmie-Mazurie. Généalogie culturelle, organisation, identité)*, Olsztyn, 1996

ŁUKASZEWICZ Bohdan, « Kwestia ukraińska na Warmii i Mazurach w latach 1955-1958 » (La Question ukrainienne en Varmie et Mazurie dans les années 1955-1958) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 619-682, n° 4, 1998

ŁUKASZEWICZ Bohdan, « Problemy ludności autochtonicznej na Warmii i Mazurach w roku 1960 w ocenie wojewódzkiego apartu partyjnego » (Les Problèmes de la population autochtone en Varmie-Mazurie en 1960 selon l'équipe régionale du parti) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 245-260, n° 2, 1999

MICHALAK Ryszard, « Kościoły protestanckie wobec kwestii repolonizacji ludności rodzimej Warmii i Mazur w latach 1945-1956 » (Le rapport des Eglises protestantes à la question de la repolonisation de la population originelle de la Varmie-Mazurie dans les années 1945-1956) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 361-379, n° 3, 1999

MIRONOWICZ Eugeniusz, *Polityka narodowościowa PRL (La Politique des nationalités de la RPP)*, Białoruskie Towarzystwo historyczne (Association historique biélorusse), Białystok, 2000

STRAUCHOLD Grzegorz, « Komuniści wobec autochtonów ziem zachodnich i północnych » (Les Communistes envers les autochtones des territoires occidentaux et septentrionaux) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 95-101, n° 1, 2000

STRAUCHOLD Grzegorz, *Autochtoni polscy, niemieccy, czy... : od nacjonalizmu do komunizmu (1945-1949) (Les Autochtones polonais, allemands... : du nationalisme au communisme 1945-1949)*, A. Marszałek cop., 2001

HAŁAGIDA Igor, *Ukraińcy na Zachodnich i Północnych Ziemiach Polski 1947-1957 (Les Ukrainiens sur les Territoires occidentales et septentrionales de la Pologne 1947-1957)*, Varsovie, 2002

MADAJCZYK Piotr, « Mniejszości narodowe w Polsce po II wojnie światowej » (Les Minorités nationales en Pologne après la Seconde Guerre mondiale) in *Pamięć i Sprawiedliwość (Mémoire et Justice)*, 3/2 (6), p. 37-55, 2004

JANKOWIAK Stanisław, « Trudny « powrót do macierzy » » (Le difficile Retour à la Mère-Patrie) in *Biuletyn Instytutu Pamięci Narodowej (Bulletin de l'Institut de la Mémoire Nationale)*, n° 9-10, p. 28-35, Varsovie, 2005

TUJDOWSKI Marcin, *Asymilacja a tożsamość mniejszości narodowej : przypadek Serbołużyczan, (L'Assimilation et l'identité d'une minorité nationale: le cas des Serbes de Lusace)*, IZ, Poznań, 2006

HEJGER Maciej, *Przekształcenia narodowościowe na Ziemiach Zachodnich i Północnych Polski w latach 1945-1959 (Les Transformation nationales dans les Terres occidentales et septentrionales dans les années 1945-1959)*, Słupsk, 2008

SAKSON Andrzej, « National minorities in Northern and western Poland » (Les Minorités nationales dans la Pologne septentrionale et occidentale) in Institute for Western Affairs, [www.iz.poznan.pl](http://www.iz.poznan.pl), après 2008

FILIP Mariusz, *od Kaszubów do Niemców. Tożsamość Słowińców z perspektywy antropologii historii (De Cachoubes à Allemands. L'Identité des Slovincs de la perspective de l'anthropologie historique)*, Wydawnictwo Nauka i Innowacje (Édition Science et innovation), Poznań, 2012

JASIŃSKI Grzegorz, « Akcja represyjna wobec ludności niemieckiej w województwie olsztyńskim przed wyborami do Sejmu w 1952 roku » (La Répression de la population allemande dans la voïévodie d'Olsztyn avant les élections à la Diète de 1952) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 33-77, n° 1, 2012

YECHE Hélène, « Image et instrumentalisation de la culture sorabe dans l'ancienne RDA » in *Revue du Centre européen d'études slaves*, n° 1, consulté le 17/10/2016, publié en ligne le 07/06/2013

YECHE Hélène, « Les Sorabes, une minorité invisible ? » in *Belgeo*, n° 3/2013, consulté le 17/10/2016, mis en ligne le 24 mai 2014

## 2. Livres et articles sur les identités, les relations interculturelles et la régionalisation des populations de ces territoires

SAKSON Andrzej, « Socjologiczne problemy tożsamości regionalnej współczesnych mieszkańców byłych Prus Wschodnich : próba porównania » (Les Problèmes sociologiques de l'identité régionale contemporaine des habitants de l'ancienne Prusse orientale: tentative de comparaison) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 233-246, n° 2, 1996



MAZUR Zbigniew, *Wokół niemieckiego dziedzictwa kulturowego na Ziemiach Zachodnich i Północnych*, (*Autour de l'héritage culturel allemand sur les Terres Occidentales et Septentrionales*), IZ, Poznań, 1997

THALER, Peter. « A Bridge Lost-Interethnicities along the German-Polish Border » in *International Migration Review*, vol. 31, n° 3, p. 694-703, 1997

WOJSŁAW Jacek, « Świadomość narodowa Mazurów w XIX i XX wieku w świetle piśmiennictwa polskiego po roku 1945 » (*La Conscience nationale des Mazures au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle dans la littérature polonaise postérieure à 1945*) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 85-98, n° 1, 1997

LINEK Bernard, *Nacjonalizm a tożsamość narodowa w Europie Środkowo-Wschodniej w XIX i XX w* (*Le Nationalisme et l'identité nationale en Europe du Centre-Est au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle*), IS, Opole, 2000

MAZUR Zbigniew, *Wspólne dziedzictwo ? : ze studiów nad stosunkiem do spuścizny kulturowej na Ziemiach Zachodnich i Północnych* (*un Héritage commun ? ; des études sur le rapport au patrimoine culturel sur les Terres Occidentales et Septentrionales*), IZ, Poznań, 2000

SAKSON Andrzej, *Postawy mieszkańców Ziemi Zachodnich i Północnych a pretensje niemieckich środowisk ziomkowskich* (*l'Attitude des habitants des Terres occidentales et septentrionales et les prétentions des milieux des rapatriés allemands*), IZ, Poznań, 2001

DULCZEWSKI Zygmunt, *Mój Dom nad Odra : problem autochtonizacji* (*Ma maison est sur l'Oder : le problème de l'autochtonisation*), Agencja Reklamowo-Promocyjna "Promocja 21" (Agence de publicité et de promotion, Promotion 21), 2001

DRUMMOND Elizabeth, *Germans, Poles and the conflict over national identity, 1886-1914*, Georgetown University Press, Washington, 2004

MACHAŁEK Małgorzata, « Na ponemieckiej ziemi » (*Sur la Terre post-allemande*) in (*Bulletin de l'Institut de la Mémoire Nationale*), n° 9-10, p. 54-61, Varsovie, 2005

TOMKIEWICZ Ryszard, « Pogranicze po 1945- nowa rzeczywistość, stare problemy » (*la Région frontalière après 1945- nouvelle réalité, vieux problèmes*) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 543-553, n° 4, 2006

BJORK James, *Neither German nor Pole: Catholicism and National indifference in a Central European Borderland, 1890-1922*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 2008

TROSIAK Cezary, « O Tożsamości regionalnej na Ziemiach Zachodnich i północnych » (De l'Identité régionale dans les terres occidentales et septentrionales), in *Siedlisko, Volume 5*, p. 1-7, IZ, Poznań, 2008

MOLL Martin, « Regional History without a Region: the Peculiar Case of Post-1945 West German Historical Research into Former German Territories in the East » in *Frontiers, regions and identities in Europe*, Pisa University Press, 2009

ŘEZŇÍK, Miloš, « Transformations of Regional History in the Polish “Western Territories” since 1945 : Legitimization, Nationalization, Regionalization » in *Frontiers, regions and identities in Europe*, Pisa University Press, 2009

MAC NAMARA Paul, « Competing National and Regional Identities in Poland's Baltic “Recovered Territories”, 1945-1956 » in *History of Communism in Europe*, vol. 3, n° 1, p. 21-42, 2012

KOSSERT Andreas, « The Lost German East : Forced Migration and the Politics of Memory, 1945–1970 » in *German History*, 2013

### 3. Livres et articles sur le patrimoine et les géosymboles

KALINOWSKI Konstanty, « La Conservation et la protection des monuments historiques en Pologne populaire » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume X, 1, IZ, Poznań, 1974

WRZESIŃSKI Wojciech, « Dziedzictwo a tożsamość : Prusy Wschodnie- Warmia i Mazury- Olsztyńskie » (L'Héritage et l'identité : la Prusse orientale, la Varmie et la Mazurie et la voïévodie d'Olsztyn) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 37-53, no. 1, 1997

BIERULA Jolanta, « Kwestia dziedzictwa kulturowego ziem pruskich » (La Question de l'héritage culturel des terres prussiennes) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 123-136, n° 1, 2002

YOSHIOKA, Jun., « Imagining Their Lands as Ours : Place Name Changes on Ex-German Territories in Poland after World War II », In Tadayuki, Hayashi ; Fukuda, Hiroshi, *Regions in Central and Eastern Europe: Past and Present (les Régions en Europe Centrale et orientale : le passé et le présent)*, Slavic Research Center, Hokkaido University, 2007

MAZUR Zbigniew, « Pomniki wojowników na Ziemiach Zachodnich i Północnych » (Les Monuments des guerriers sur les Terres occidentales et Septentrionales), in *Siedlisko, Volume 5*, p. 43-43, IZ, Poznań, 2008

STRAUCHOLD Grzegorz, NOWOSIELSKA-SOBEL Joanna, KUCHARSKI Wojciech (réd), *Nazwa dokumentem przeszłości regionu (Le Nom, témoin du passé d'une région)*, Wrocławskie Wydawnictwo Oświatowe (Édition culturelle de Wrocław), Wrocław, 2010

KĘDZIORA Kamila, *Nazewnictwo ulic Wrocławia w latach 1945-1994 (Les Appellation des rues de Wrocław entre 1945 et 1994)*, IPN, Varsovie, 2012

[http://www.wratistlavia.net/breslau\\_names.pdf](http://www.wratistlavia.net/breslau_names.pdf) , site consulté le 25/04/2018.

## IV Histoire régionale des territoires récupérés

### A. La Basse-Silésie et la Haute-Silésie

#### 1. Ouvrages et articles généraux sur l'histoire de la Silésie

SCHOLZ Albert August, *Silesia yesterday and today*, M. Nijhoff, la Haye, 1964

KAMUSELLA Tomasz, *Silesia and Central European nationalism*, Purdue University Press, 2006

WRZESIŃSKI Wojciech (red), *Dolny Śląsk : monografie historyczne (La Basse-Silésie: monographies historiques)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Édition de l'Université de Wrocław), Wrocław, 2006

STRAUCHOLD Grzegorz, NOWOSIELSKA-SOBEL Joanna (réd), *Śląsk w czasie i przestrzeni (La Silésie dans le temps et l'espace)*, Wrocławskie Wydawnictwo Oświatowe (Édition culturelle de Wrocław), Wrocław, 2009

BAHLACKE J., GAWRECKI D., KACZMAREK R., (réd.), *Historia Górnego Śląska (Histoire de la Haute-Silésie)*, Gliwice, 2011

#### 2. Ouvrages et articles sur des régions ou des villes de Silésie

CZYŻOWSKA Z., « Opole past and present » in *Polish Western Affairs*, Volume IV,2, IZ, Poznań, 1963

ORZECZOWSKI Marian, « Wrocław dans l'histoire récente du peuple et de l'État polonais » in *la Pologne et la frontière occidentale*, Volume VIII, 2, *La Pologne et la frontière occidentale*, IZ, Poznań, 1972

PASIERB Bronisław, *Życie polityczne Dolnego Śląska 1945-1950, (La Vie politique de la Basse-Silésie 1945-1950)*, PWN, Varsovie, 1979

SODEL Mieczysław, *W walce o ład i bezpieczeństwo na Dolnym-Śląsku w latach 1945-1948* (*En lutte pour l'ordre et la sécurité en Basse-Silésie dans les années 1945-1948*), ZNimO, 1979

STRAUCHOLD Grzegorz, *Wrocław- okazjonalna stolica Polski : wokół powojennych obchodów rocznic* (*Wrocław- capitale occasionnelle de la Pologne : autour des commémorations d'après-guerre*), Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego (Éditions de l'Université de Wrocław, Wrocław, 2003

KRASUCKI Eryk, « Losy dwóch miast » (Les Sorts de deux villes) in *Biuletyn Instytutu Pamięci narodowej* (*Bulletin de l'Institut de la Mémoire Nationale*), n° 9-10, p. 45-54, Varsovie, Septembre/Octobre 2005

### 3. Ouvrages et articles sur les populations silésiennes

KWAŚNIEWSKI Krzysztof, *Adaptacja i integracja kulturowa ludności Śląska po drugiej wojnie światowej* (*L'Adaptation et l'intégration culturelle de la population de la Silésie après la Seconde Guerre Mondiale*), PWN, 1969

PATER Mieczysław, *Ruch polski na Górnym Śląsku*, (*Le Mouvement polonais en Haute-Silésie*), ZnimO, Wrocław, 1969

MICEWICZ Teresa M., *Bilingualism in Upper Silesia : its psycho- and sociolinguistic problems*, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, (Édition de l'Université de Varsovie), Varsovie, 1975

KWAŚNIEWSKI Krzysztof, *Integracja społeczności regionalnej- Śląsk Opolski* (*L'Intégration de la société régionale- Silésie d'Opole*), Opole, 1987

SZEWczyk W., « The different Versions of patriotism in 19th and 20<sup>th</sup> Century Silesian writings » in *Polish Western Affairs*, Volume XXX, 2, IZ, Poznań, 1989

ORDYŁOWSKI Marek, « Z problemów życia codziennego na Ziemiach Odzyskanych w latach 1945-1950 na przykładzie Dolnego-Śląska » (Certains problèmes de la vie quotidienne sur les Territoires recouverts dans les années 1945-1950 : l'exemple de la Basse-Silésie) in *Dzieje najnowsze* (*Histoire contemporaine*), 34/1, p. 121-134, 2002

ORDYŁOWSKI Marek, « Nastroje mieszkańców Wrocławia w latach 1945-1956 » in *Dzieje najnowsze* (*Histoire contemporaine*), 37/4, p. 139-150, 2005

KACZMAREK Ryszard, *Górny-Śląsk podczas II Wojny Światowej*, (*La Haute-Silésie pendant la Seconde Guerre mondiale*), Wydawnictwo Uniwersytetu Śląskiego, (Éditions de l'Université de Silésie), Katowice, 2006

STRAUCHOLD Grzegorz, NOWOSIELSKA-SOBEL Joanna (réd), *Trudne dziedzictwo : tradycje dawnych i obecnych mieszkańców Dolnego Śląska (Un Difficile héritage : les traditions des habitants anciens et contemporains de la Basse-Silésie)*, Wrocławskie Wydawnictwo Oświatowe (Édition culturelle de Wrocław), Wrocław, 2006

STRAUCHOLD Grzegorz, NOWOSIELSKA-SOBEL Joanna (réd), *Dolnoślązacy? : kształtowanie tożsamości mieszkańców Dolnego Śląska po II wojnie światowej (Les Bas-Silésiens ? : l'émergence d'une identité chez les habitants de la Basse-Silésie après la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale)*, Wrocławskie Wydawnictwo Oświatowe (Édition culturelle de Wrocław), Wrocław, 2007

KACZMAREK Ryszard, *Polacy w Wehrmarchcie (Les Polonais dans la Wermarcht)*, Wydawnictwo literackie, Kraków, 2010

#### 4. Littérature sur la pensée occidentale polonaise concernant la Silésie

GALOS Adam, compte-rendu de *Some recent Polish publications on Silesian history in Polish Western Affairs*, Volume III,1, IZ, Poznań, 1962

KURASZKIEWICZ W., compte-rendu de l'ouvrage de Stanisław Rospond, *the History of the polish language in Silesia in Polish Western Affairs*, Volume III,2, IZ, Poznań, 1962

ORZECZOWSKI Marian (réd), *Nad Odrą i Nysą Łużycką 1945-1970 : materiały z sesji naukowej poświęconej XXV rocznicy powrotu Dolnego Śląska do macierzy, zorganizowanej przez wydział propagandy KW PZPR we Wrocławiu i Instytut Nauk Politycznych Uniwersytetu Wrocławskiego 26-27 maja 1970 r. (Au bord de l'Oder et de la Neisse de Lusace 1945-1970 : matériaux de la session scientifique consacrée qu 25<sup>e</sup> anniversaire du retour de la Basse-Silésie au sein de la Mère-Patrie, organisée par le Département de la propagande du Comité de Voïévodie du POUP à Wrocław et l'Institut des Sciences Politiques de l'Université de Wrocław les 26-27 mai 1970)*, ZNimO, Wrocław, 1971

WAPIŃSKI Roman, compte-rendu de *Silesia between Poland, Czechoslovakia and separatism in Polish Western Affairs*, Volume XXXII, 2, IZ, Poznań, 1991

TROCKA-LESZCZYŃSKA, E., « Tożsamość architektoniczna wiejskiej zabudowy mieszkaniowej w regionie sudeckim » (L'Identité architectonique de l'habitat rural dans la région des Sudètes) in *Kwartalnik Architektury i Urbanistyki*, 2001, n° 3

STRAUCHOLD Grzegorz, *Wrocław głównym ośrodkiem uroczystości historycznych na Ziemiach Zachodnich i Północnych (1945-1970), (Wrocław, principal centre des commémorations historiques des Terres Occidentales et Septentrionales)*, IZ, Poznań, 2002

STRAUCHOLD Grzegorz, NOWOSIELSKA-SOBEL Joanna (réd), *Piastowsko-komunistyczna satysfakcja? Obchody rocznic historycznych i świąt państwowych na Śląsku po II Wojnie Światowej (Une Satisfaction-communisto piastienne? Les Commémorations d'événements historiques et des fêtes étatiques en Silésie après la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale)*, Wrocławskie Wydawnictwo Oświatowe (Édition culturelle de Wrocław), Wrocław, 2008

##### 5. Littérature sur l'appropriation de la Silésie par la Pologne

BANASIAK Stefan, « Osadnictwo rolne w województwie śląsko-dąbrowskim w latach 1945-1947 » (Le peuplement rural dans la voïévodie de Silésie/Dąbrowa dans les années 1945-1947) in *Studia i Materiały z dziejów Śląska (Etudes et matériaux de l'histoire de la Silésie)*, Wrocław, 1964

SZAROTA Tomasz, *Osadnictwo miejskie na Dolnym Śląsku w latach 1945-1948 (Le peuplement urbain en Basse-Silésie dans les années 1945-1948)*, ZNimO- Édition du PAN, Wrocław, 1969

ZIEMBA Anna, *Powstanie i działalność Miejskiej Rady Narodowej we Wrocławiu w latach 1945-1950, (La Fondation et l'activité du Conseil Municipal National à Wrocław dans les années 1945-1950)*, ZNimO, Wrocław, 1972

SERAFIN, *Osadnictwo miejskie i wiejskie w województwie śląsko-dąbrowskim w latach 1945-1948 (Le Peuplement urbain et rural dans la voïévodie de Silésie/Dąbrowa dans les années 1945-1948)*, Katowice, 1973

KOŚCIK Elżbieta, *Osadnictwo wiejskie w południowych powiatach Dolnego Śląska w latach 1945-1948 (Le Peuplement rural dans les cantons méridionaux de la Basse-Silésie dans les années 1945-1948)*, ZNimO/ PAN (Académie des Sciences Polonaise), Wrocław, Varsovie, 1982

KUSIAK Franciszek, *Osadnictwo wiejskie w środkowych i północnych powiatach Dolnego Śląska w latach 1945-1948 (Le Peuplement rural dans les cantons centraux et septentrionaux de la Basse-Silésie dans les années 1945-1948)*, Ossolineum/ PAN (Académie des Sciences Polonaise), Wrocław/ Varsovie, 1983

KOCISZEWSKI Jerzy, *Zasiedlanie i zagospodarowanie Dolnego Śląska ze szczególnym uwzględnieniem rejonu sudeckiego (Le Peuplement et l'aménagement de la Basse-Silésie avec une considération particulière pour la région des Sudètes)*, ZnimO, 1983

CHUTKOWSKI Janusz (réd.), *Osadnictwo na ziemiach obecnego województwa legnickiego w latach 1945-1950: materiały przygotowane na sesję organizowaną 21.04.1989r. (Le*

*Peuplement des terres de l'actuelle voïévodie de Legnica dans les années 1945-1950: matériaux préparés pour la session organisée le 21/04/1989*), Wydawnictwo Towarzystwa Przyjaciół Nauk w Legnicy (Éditions de l'Association des Amis des Sciences de Legnica), 1989

MADAJCZYK Piotr, *Przyłączenie Śląska Opolskiego do Polski (1945-1948)*, (*Le Rattachement de la Silésie d'Opole à la Pologne (1945-1948)*), Instytut Studiów Politycznych PAN (Institut des études politiques de l'Académie des Sciences polonaises), Varsovie, 1996

MOORHOUSE Roger, DAVIES Roman, *Microcosm : portrait of a Central European City*, Jonathan Cape, Londres, 2002

THUM Gregor, *Obce miasto Wrocław. 1945 i potem (Wrocław, ville étrangère. 1945 et après)*, Via Nova, Wrocław, 2004

LINEK Bernard, *Górny-Śląsk wyobrażony : wokół mitów, symboli i bohaterów dyskursów narodowych (La Haute-Silésie imaginée : autour des mythes, des symboles et des héros des discours nationaux)*, Éditions de l'Université de Silésie, Katowice, 2005

BANAŚ Paweł, *Oswajanie Ziemi Odzyskanych : Dolny Śląsk na pocztówkach pierwszej powojennej dekady (L'Appropriation des Terres Occidentales : la Basse-Silésie sur les cartes postales de la première décennie après la guerre)*, Wydawnictwo "Korporacja Polonia", (Édition Corporation Polonia), 2009

THUM Gregor, *Uprooted : How Breslau became Wrocław during the century of expulsions*, Princeton University Press, 2011

JANKOWSKA-NAGÓRKA Anna, « *Deteutonizacja* » *Dolnego-Śląska w latach 1945-1949 jako przykład polityki władz Polski ludowej wymierzonej przeciwko Niemczyźnie (la « Déteutonisation » de la Basse-Silésie dans les années 1945-1949 comme exemple de la politique de la Pologne populaire à l'encontre de la germanité)*, Thèse de doctorat, Université pédagogique de Cracovie, Cracovie, 2017

## 6. Littérature sur la politique polonaise envers les Allemands de Silésie

CORDELL Karl, « *Politics and society in Upper Silesia today : The German minority since 1945* » in *Nationalities Papers*, vol. 24, n° 2, p. 269-285, 1996

LINEK Bernard, *"Odniemczanie" województwa śląskiego w latach 1945-1950 (La « Dégermanisation » de la voïévodie silésienne dans les années 1945-1950)*, IS, 1997

- KAMUSELLA Tomasz, « Ethnic cleansing in Silesia 1950-1989 and the Ennationalizing policies of Poland and Germaning ») in *Patterns of prejudice*, n° 2, 1999
- LINEK Bernard, *Polityka antyniemiecka na Górnym Śląsku w latach 1945-1950 (La Politique antiallemande en Haute-Silésie dans les années 1945-1950)*, Opole, 2001
- ENGERER Volkmar, « The Loss of German in Upper Silesia after 1945 » in *Language*, Volume 80, n° 3, septembre 2004
- LINEK, Bernard. « Recent Debates on the Fate of the German Population in Upper Silesia 1945–1950 » in *German History*, vol. 22, n° 3, p. 372-405, 2004
- MAZUR Zbigniew, « O Degermanizacji Dolnego-Śląska (1948) » (De la Dégermanisation de la Basse-Silésie (1948)), in *Siedlisko Volume 3*, IZ, Poznań, p. 23-29, 2005
- MOKROSZ Janusz (réd), « Zwalczenie wrogiej niemczyzny. Proces tzw. Odniemczania w Raciborzu i gminie Krzyżanowice w latach 1947-1950 » (La Lutte contre la Germanité ennemie. Le processus de dégermanisation à Racibórz et dans la commune de Krzyżanowice dans les années 1947-1950 in *Trudne Bogactwo pograniczna (la difficile Richesse de la région frontalière)*, Katowice-Rybnik, p. 183-207, 2008
- KOCIOK Simona, « Wczoraj Niemcy, dziś Ślązacy, jutro Polacy » (Hier Allemands, aujourd’hui Silésiens, demain Polonais) in *Siedlisko n° 7*, IZ, Poznań, p. 37-44, 2010
- SERVICE Hugo, « Sifting Poles from Germans? Ethnic Cleansing and Ethnic Screening in Upper Silesia, 1945–1949 » in *Slavonic and East European Review*, p. 652-680, 2010

## ***B. La Terre de Lubusz et la Poméranie Occidentale***

### **1. La région de Lubusz**

- DULCZEWSKI Zygmunt, *Spółczesność Ziemi Zachodnich : studium porównawcze wyników badań socjologicznych w województwie zielonogórskim w latach 1958-1960 i 1968-1970 (La Société des Terres Occidentales: étude comparative des résultats des enquêtes sociologiques dans la voïévodie de Zielona Góra pendant les années 1958-1960 et 1968-1970)*, IZ, Poznań, 1971
- DOMINICZAK H., *Proces zasiedlania województwa zielonogórskiego w latach 1945-1950 (Le Processus de peuplement de la voïévodie de Zielona Góra dans les années 1945-1950)*, Zielona Góra, 1975
- CHMARZYŃSKI Gwido, *Przed półwieczem: Ziemia Lubuska w obiektywie (Il y a un demi-siècle: la Terre de Lubusz à travers l’objectif)*, IZ, , Poznań, 1997



CURP, T. David, « The politics of ethnic cleansing: The PPR, The PZZ and Wielkopolska's nationalist revolution, 1944-1946 », in *Nationalities Papers*, vol. 29, n° 4, p. 575-603, 2001

OSĘKOWSKI Czesław, « Osadnictwo polskie na poniemieckich ziemiach po drugiej wojnie światowej. Ziemia Lubuska i powiat Gubin » (Le peuplement polonais sur les anciennes terres allemandes après la Deuxième Guerre Mondiale. La Terre de Lubusz et le powiat de Gubin) in *Transodra online*, 2009, consulté le 8 septembre 2013

PARKIN Robert A., « Regional Identity and Regionalisation in Eastern Europe : The Case of Lubuskie, Poland » in *Anthropological Journal of European Cultures*, vol. 22, n° 1, p. 115-137, 2013

## 2. Ouvrages et articles sur la Poméranie en général

KOZŁOWSKI Kazimierz (réd), *Polska-Pomorze Zachodnie : związki historyczne (La Pologne-la Poméranie Occidentale: liens historiques)*, Glob (Editions Globe), 1990

TUREK-KWIATKOWSKA Lucyna, « The historical Consciousness of Pomerian Society in the 19th century » (in *Polish Western Affairs*, Volume XXXI, 1, IZ, Poznań, 1990

SAKSON Andrzej (dir.), *Pomorze - trudna ojczyzna? : kształtowanie się nowej tożsamości 1945-1995 : praca zbiorowa (La Poméranie- une patrie difficile? la constitution d'une nouvelle identité 1945-1995, oeuvre collective)*, IZ, , Poznań, 1996

KOZŁOWSKI Kazimierz, *Ludność rodzima i polska na Pomorzu Zachodnim VIII-XX wiek (La Population autochtone et polonaise en Poméranie Occidentale du VIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle)*, Wydawnictwo Archiwum Państwowego „Dokument” (Éditions des Archives d'État „Document »), Szczecin, 1999

CHINNOW Heinz, *Pomerania : 1945 Echoes of the Past*, Universe, 2004

HERRICK Linda M., *Pomerania : Atlantic bridge to Germany*, Janesville, 2005

## 3. Ouvrages et articles sur la Poméranie occidentale

BARCIŃSKI Florian, KRYGOWSKI Bogumił, ZAJCHOWSKA Stanisława, *Województwo Koszalińskie. Monografia geograficzno-gospodarcza (La Voïévodie de Koszalin. Monographie géographico-économique)*, IZ, Poznań, 1965

KOZŁOWSKI Kazimierz, *Życie kulturalne w latach 1945-1950: sprawozdania Wydziału Kultury i Sztuki Urzędu Wojewódzkiego Szczecińskiego (La Vie culturelle de 1945 à 1950: discours du Département de la Culture et des Arts de l'Office de Voïévodie de Szczecin)*,

Wydawnictwo Szczecińskie, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Szczecińskiego (Éditions scientifiques de l'Université de Szczecin), Szczecin, 1989

KOZŁOWSKI Kazimierz, *Pierwsze dziesięć lat władzy polskiej na Pomorzu Zachodnim (les dix premières Années de l'autorité polonaise sur la Poméranie Occidentale)*, Wydawnictwo Archiwum Państwowego „Dokument” (Éditions des Archives d'Etat „Document”), Szczecin, 1994

KOZŁOWSKI Kazimierz (réd), *50 lat Polski na Pomorzu Zachodnim : polityka-społeczeństwo-kultura (les Cinquante ans de la Pologne en Poméranie Occidentale : politique-société-culture)*, Wydawnictwo Archiwum Państwowego „Dokument” (Éditions des Archives d'Etat „Document”), Szczecin, 1996

BARTNIK Paweł, KOZŁOWSKI Kazimierz (éd), *Pomorze Zachodnie w tysiącleciu: praca zbiorowa (la Poméranie occidentale lors du Millénaire: travail commun)*, Polskie Towarzystwo Historyczne (l'Association Historique Polonaise), Wydawnictwo Archiwum Państwowego „Dokument” (Éditions des Archives d'Etat „Document”), Szczecin, 2000

KOWALCZYK Krzysztof, « Polityka władz państwowych wobec Kościoła katolickiego na Pomorzu Zachodnim w latach 1945-1956 » (La Politique des autorités politiques envers l'Eglise catholique en Poméranie occidentale durant les années 1945-1956) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 34/4, p. 173-178, 2002

KOZŁOWSKI Kazimierz, *Między racją stanu a stalinizmem: pierwsze dziesięć lat władzy polskiej na Pomorzu Zachodnim (Entre la raison d'État et le stalinisme: les dix premières années de l'autorité polonaise sur la Poméranie Occidentale)*, Wydawnictwo Archiwum Państwowego „Dokument” (Éditions des Archives d'Etat „Document”), Szczecin, 2002

KOZŁOWSKI Kazimierz (réd.), *Osadnictwo polskie na Pomorzu Zachodnim 1945-1950. Mity i rzeczywistość. Materiały z sesji naukowej (Le Peuplement polonais en Poméranie Occidentale 1945-1950. Mythe et réalité. Matériaux d'une session scientifique)*, Partie I, Szczecin, 2002

ROMANOW Zenon, *Kreowanie polityki pamięci na Pomorzu Zachodnim 1945-2000 (La Formation de la politique de la mémoire en Poméranie occidentale de 1945 à 2000)*, IZ, Poznań, 2002

KOZŁOWSKI Kazimierz (réd), *Pomorze Zachodnie w latach 1945-2005 : wybrane problemy polityczne, administracyjne, demograficzne i ekonomiczne (La Poméranie Occidentale de 1945 à 2005 : problèmes politiques, administratifs, démographiques et économiques choisis)*, Książnica Pomorska (la Librairie Poméranienne), Szczecin, 2005

KOZŁOWSKI Kazimierz, « Nastroje społeczne na Pomorzu Zachodnim na tle procesów osiedleńczych (1945-1947) » (Les réactions sociales en Poméranie occidentale par rapport aux processus colonisateurs 1945-1947) in *Dzieje najnowsze (Histoire contemporaine)*, 37/4, p. 151-176, 2005

MAKOWSKI Andrzej, *Pomorze Zachodnie w polityce gospodarczej Polski w latach 1945-1960 (La Poméranie occidentale dans la politique économique de la Pologne des années 1945-1960)*, Éditions de l'Université de Szczecin, Szczecin, 2006

SŁOWIŃSKI Przemysław, *Administracja terytorialna województwa szczecińskiego w latach 1945-1950, (L'Administration territoriale de la voïévodie de Szczecin dans les années 1945-1950)*, Wydawnictwo Państwowej Wyższej Szkoły Zawodowej w Gorzowie Wielkopolskim, (Édition de l'Ecole Supérieure Etatique Professionnelle à Gorzów Wielkopolski), Gorzów Wielkopolski, 2008

KOZŁOWSKI Kazimierz, *Pomorze Zachodnie w latach 1945-2010 : społeczeństwo-władza-gospodarka-kultura (La Poméranie Occidentale dans les années 1945-2010 : société-autorité-économie-culture)*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Szczecińskiego (Éditions scientifiques de l'Université de Szczecin), Szczecin, 2012

MASTALERZ-KRYSTJAŃCZUK Małgorzata, « Pomorze zachodnie w polskiej myśli politycznej w drugiej połowie XIX i na początku XX wieku (do 1918 roku)» (La Poméranie occidentale dans la pensée politique polonaise de la 2<sup>ème</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle (jusqu'à 1918)) in *Ślupskie Studia historyczne (Études historiques de Ślupsk)*, n° 18, 2012

#### 4. Ouvrages et articles sur les villes poméraniennes

ZAREMBA Piotr, « The spatial Development of Szczecin in 1945-1961 » in *Polish Western Affairs*, Volume III, 1, IZ, Poznań, 1962

DOBRYCKI E., « The Role of the port of Szczecin in the economic organism of Germany and Poland » in *Polish Western Affairs*, Volume IV, 1, IZ, Poznań, 1963

KACZKOWSKI Sylwester, *Osadnictwo polskie w Szczecinie, 1945-1950, (Le Peuplement polonais à Szczecin, 1945-1950)*, WP, Poznań, 1963

BIAŁECKI Tadeusz et alii, *Szczecin w dokumentach w 1945 (Szczecin à travers les documents en 1945)*, Krajowa Agencja Wydawnicza (Agence d'édition nationale), Varsovie, 1980

KOZŁOWSKI Kazimierz et alii, *Historyczna droga do Polskiego Szczecina (La Route historique vers la Szczecin polonaise)*, Krajowa Agencja Wydawnicza (Agence d'édition nationale), Varsovie, 1988

MARCZEWSKI Jerzy (réd.), *Kostrzyn nad Odrą. Dzieje dawne i nowe (Kostrzyn sur l'Oder. Histoires anciennes et nouvelles)*, IZ, Poznań, 1991

GONCIARZ Dawid, « Kresowiaci w Słupsku » (Les habitants des Confins à Słupsk) in *Siedlisko* Volume n° 3, IZ, Poznań, p. 26-30, 2006

PTASZYŃSKI Radosław, *Trzymamy straż nad Odrą. Propagandy- Fakty- Dokumenty (Nous montons la garde sur l'Oder. Propagande- Faits- Documents)*, IDG Poland, 2007

MUSEKAMP Jan, *Zwischen Stettin und Szczecin: metamorphosen einer Stadt von 1945 bis 2005 (Entre Stettin et Szczecin: métamorphoses d'une ville entre 1945 et 2005)*, Editions de l'Institut germano-polonais, Darmstadt, 2010

##### 5. Ouvrages et articles traitant des Cachoubes

POPOWSKA-TABORSKA H., *Kaszubszczyzna. Zarys dziejów (La Cachoubie. Esquisse d'histoire)*, Varsovie, 1980

HILFERDING A., *Resztki Słowian na południowym wybrzeżu Morza Bałtyckiego, (Les Restes des Slaves sur les rivages méridionaux de la Mer Baltique)*, trad. de l'all. par N. Perczyńska, Gdańsk, 1989

LABUDA Gerard, « The Keys problems of the history of the Kaszubs against the background of Pomeranian history » (Les Problèmes clés de l'histoire des Cachoubes par rapport au déroulement de l'histoire poméranienne) in *Polish Western Affairs*, Volume XXX, 1, IZ, Poznań, 1989

SZULTKA Zygmunt, *Studia nad rodowodem i językiem Kaszubów (Études sur l'origine et la langue des Cachoubes)*, Gdańsk, 1992

LABUDA Gerard, *Kaszubi i ich dzieje (Les Cachoubes et leur histoire)*, Gdańsk, 1996

JASIŃSKI Janusz, *Pomorze - Kaszuby : rozprawy, artykuły, recenzje, omówienia, polemiki (La Poméranie- les Cachoubes: discours, articles, analyses, discussions, polémiques)*, Instytut Kaszubski (Institut Cachoube), 2006

BYKOWSKA Sylwia, *Rehabilitacja i weryfikacja narodowościowa ludności polskiej w województwie gdańskim po II wojnie światowej, (La Réhabilitation et la vérification de la population polonaise dans la voïévodie de Gdańsk après la Seconde Guerre Mondiale)*, Instytut Kaszubski (Institut Cachoube), 2012

HANYGA Krystyna, « Pomorze słowiańskie, Pomorze germańskie » (Poméranie slave, Poméranie germanique) in *Biuletyn Ministra Nauki i Szkolnictwa Wyższego (Bulletin du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur)*, Varsovie, 2006, consulté le 28 décembre 2013

OBRACHT-PRONDZYŃSKI Cezary, « Gerard Labuda- z Kaszub do historii Kaszubów » (Gerard Labuda- de la Cachoubie à l'histoire des Cachoubes) in *Nauka*, p. 171-189, 3/2016

### *C. La Warmie-Mazurie et la région de Gdańsk*

#### 1. Ouvrages et articles sur la voïévodie de Gdańsk

SOBCZAK Janusz, « Le Développement démographique de la voïévodie de Gdańsk durant les années 1945-1970 » in *la Pologne et les affaires occidentales*, Volume VIII, 1, IZ, Poznań, 1972

SKIERZYŃSKI Janusz, *Tworzenie administracji państwowej w województwie gdańskim (1945-1950)*, (*La Formation de l'administration étatique dans la voïévodie de Gdańsk (1945-1950)*), ZNimO, Wrocław/Gdańsk, 1978

HEJGER Maciej, *Polityka narodowościowa władz polskich w województwie gdańskim w latach 1945-1947 (La Politique des nationalités des autorités polonaises dans la voïévodie de Gdańsk dans les années 1945-1947)*, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Pedagogicznej w Słupsku (Éditions de l'École Supérieure de Pédagogie de Słupsk), Słupsk, 1998

BAZIUR Grzegorz, « Stacjonowanie jednostek Armii Czerwonej na terenie województwa gdańskiego w latach 1945-1947 » (Le Stationnement des unités de l'Armée Rouge sur le territoire de la voïévodie de Gdańsk de 1945 à 1947) in *Dzieje Najnowsze (Histoire contemporaine)*, 32/4, p. 161-167, 2000

FRIEDRICH Karin, *The other Prussia. Royal Prussia, Poland and Liberty, 1569-1772*, Cambridge, 2001

#### 2. Ouvrages sur l'ancienne Ville Libre de Gdańsk

WHOMERSLEY, C. A., « The international legal status of Gdansk, Klaipeda and the former East Prussia » (Le statut legal international de Gdańsk, Klaipeda et de l'ancienne Prusse Orientale) in *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 42, no 04, p. 919-928, 1993

MROCZKO Marian, *Gdańsk 1945: materiały z sesji naukowej odbytej 30 III. 1995 (Gdańsk 1945: matériaux de la session scientifique du 30.03.1995)*, Édition Marpress, 1995

BYKOWSKA Sylwia, « Gdańsk- miasto (szybko) odzyskane » (Gdańsk- une ville „rapidement” récupérée), in *Biuletyn Instytutu Pamięci Narodowej (Bulletin de l'Institut de la Mémoire Nationale)*, n° 9-10, p. 35-45, Varsovie, Septembre/Octobre 2005

### 3. Littérature sur l'histoire de la Prusse orientale

HERBST Stanisław, « Świadomość narodowa na ziemiach pruskich w XV-XVIIw. » (La Conscience nationale sur les terres prussiennes aux XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 3-10, n° 1, 1962

POWIERSKI Jan, « Najdawniejsze nazwy etniczne z terenu Prus i niektórych obszarów sąsiednich » (Les plus anciens Noms ethniques du territoire de la Prusse et de certaines régions alentours) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 161-183, n° 2, 1965

WRZESIŃSKI Wojciech, « Z Zagadnień polityki Rzeczypospolitej wobec Prus Wschodnich w latach 1920-1928 » (Certains Problèmes de la politique de la République envers la Prusse orientale dans les années 1920-1928) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 451-470, n° 3, 1965

WRZESIŃSKI Wojciech, « Między II Rzeczpospolitą a Republiką Weimarską : (z badań nad dziejami Prus Wschodnich w latach 1919-1932) » (Entre la II<sup>ème</sup> République et la République de Weimar: études sur l'histoire de la Prusse orientale entre 1919 et 1932) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 249-298, n° 2, 1966

SUKERTOWA-BIEDRAWINA Emilia, « Metody walki hitlerowców z polsnością na Mazurach i Warmii » (Les Méthodes de lutte des Hitlériens contre la polonité en Mazurie et en Varmie) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 523-546, n° 4, 1967

SUKERTOWA-BIEDRAWINA Emilia, « Materiały do dziejów walki hitlerowców z ruchem polskim na Mazurach i Warmii w latach 1933-1939 » (Matériaux pour l'histoire de la lutte des hitlériens avec le mouvement polonais en Varmie-Mazurie dans les années 1933-1939) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 157-188, n° 1/ 2, 1967

GRYGIER Tadeusz, « Hitlerowska polityka narodowościowa w Prusach Wschodnich » (La Politique hitlérienne des nationalités en Prusse orientale) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 159-186, n° 2, 1969

WRZESIŃSKI Wojciech, « Odrodzenie Państwa polskiego w 1918 roku a problem Prus Wschodnich » (La Renaissance de l'Etat polonais en 1918 et le problème de la Prusse orientale) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 347-384, n° 3, 1969

DREWNIAK Bogusław, «Problematyka wschodniopruska w propagandzie niemieckiej okresu międzywojennego» (La Problématique de la Prusse orientale dans la propagande allemande de la période de l'entre-deux-guerres) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 41-52, n° 1, 1980

CZUBIŃSKI Antoni, *Problematyka Prus wczoraj i dziś : materiały z konferencji popularno-naukowej zorganizowanej przez Instytut Zachodni (1981) (La Problématique de la Prusse hier et aujourd'hui : matériaux de la conférence populaire et scientifique organisée par l'Institut Occidental, 1981)*, Wielkopolskie Wydawnictwo Prasowe (Édition de Presse de Grande-Pologne), 1982

WIECZOREK Mieczysław, « Rola Prus Wschodnich jako bazy wypadowej Niemiec przeciwko Polsce w 1939 roku » (Le Rôle de la Prusse orientale en tant que base d'assaut de l'Allemagne à l'encontre de la Pologne en 1939) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 313-332, n° 3-4, 1985

KOZIEŁŁO-POKLEWSKI Bohdan, « Rola wybrzeża wschodniopruskiego w koncepcjach niemieckich (1933-1945) » (Le Rôle du littoral de la Prusse orientale dans les conceptions allemandes de 1933 à 1945) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 341-345, n° 2-3, 1994

ORŁOWSKI Hubert, « Literatura periferii czy pogranicza ? Prusy Wschodnie w powojennej literaturze niemieckiej » (Une littérature de la périphérie ou de la région frontière ? La Prusse orientale dans la littérature allemande d'après-guerre) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 43-52, n° 1, 1994

WRZESIŃSKI Wojciech, « Prusy Wschodnie a bezpieczeństwo europejskie: stanowisko Francji, USA, Wielkiej Brytanii, ZSRS i Polski wobec przyszłości Prus Wschodnich w latach 1939-1945 » (La Prusse orientale et la sécurité européenne: la position de la France, des USA, de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de la Pologne vis-à-vis de l'avenir de la Prusse orientale dans les années 1939-1945) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 163-179, n° 2, 1996

BOOCKMANN Harmut, « Prusy jako pojęcie geograficzne, historyczne i ideologiczne » (La Prusse en tant que concept géographique, historique et idéologique) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 563-570, n° 4, 1997

BIAŁUŃSKI Grzegorz, « Prusy Wschodnie przyczółkiem Trzeciej Rzeszy ? » (La Prusse orientale, tête de pont du III<sup>e</sup> Reich ?) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 481-491, n° 3, 2001

KOSSERT Andreas, *Masuren, Ostpreussens vergessener Süden (La Mazurie, le Sud oublié de la Prusse orientale)*, Siedler Verlag, 2001

JASIŃSKI Janusz, *Między Prusami a Polską: rozprawy i szkice z dziejów Warmii i Mazur w XVIII-XX wieku (Entre la Prusse et la Pologne: discours et esquisses de l'histoire de la Warmie et de la Mazurie du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle)*, Wydawnictwo Littera (Édition Littera), 2003

BIOLIK Maria, « Nazwy terenowe Warmii i Mazur jako świadectwa historii regionu » (Les Toponymes de Varmie et Mazurie, témoins de l'histoire de la région) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 419-426, n° 4, 2004

JASIŃSKI Janusz, « Polska a Królewiec » (La Pologne et Królewiec) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 123-132, n° 2, 2005

LEWANDOWSKA Izabela, « Prussian lands throughout the ages-territorial and political changes » in *Romanian Review on Political Geography*, Anul X, n° 2, p. 93-99, 2008

EGREMONT Max, *Forgotten land : journeys among the ghosts of East Prussia*, Farrar, Straus and Giroux, 2012

LEWANDOWSKA Izabela, *Dziedzictwo ziem pruskich : dzieje i kultura Warmii i Mazur (L'Héritage des terres prussiennes : histoire et culture de la Warmie et de la Mazurie)*, Pracownia Wydawnicza Elset (Atelier d'Édition Elset), 2012

B. CLARCK Peter, *The Death of East Prussia*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2013

#### 4. Littérature sur la Warmie, la Mazurie

WOJNOWSKI Edmund, « Dzieje Warmii i Mazur w latach 1945-1964 ; stan badań » (L'Histoire de la Varmie et de la Mazurie durant les années 1945-1964; état de l'art) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 531-540, n° 4, 1964

ŻYROMSKI Stanisław, *Rozwój ludności Olsztyna w latach 1945-1961 (La croissance de la population d'Olsztyn dans les années 1945-1961)*, Olsztyn, 1964

CIEŚLAK T., « La Warmie et la Mazurie dans l'histoire des territoires polonais au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle » in *la Pologne et les affaire occidentales*, Volume I, 1/ 2, IZ, Poznań, 1965

FIEDOR Karol, « Formy antypolskiej działalności w Prusach Wschodnich w latach 1918-1939 » (Les Formes de l'activité antipolonaise en Prusse orientale durant les années 1918-1939) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 485-517, n° 4, 1967

OKULICZ Jerzy, « Dzieje regionu mazursko-warمیńskiego w I-VI wieku naszej ery » (Histoire de la région mazure et varمیenne au I<sup>er</sup> –VI<sup>e</sup> siècle de notre ère) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 39-49, n° 1, 1970



ŻYROMSKI Stanisław, « Z Badań nad ruchem naturalnym ludności województwa olsztyńskiego w latach 1945-1969 » (Certaines études sur le mouvement naturel de la population de la voïévodie de d'Olsztyn durant les années 1945-1969) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 327-345, n° 2/ 3, 1971

WAKAR Andrzej, *Kronika Olsztyńska (1945-1950)*, (*la Chronique d'Olsztyn, 1945-1950*), Pojezierze, Olsztyn, 1972

SOKOŁOWSKI Franciszek, « Z Badań nad administracją Okręgu Mazurskiego 1945-1946 » (Études sur l'administration du District de Mazurie 1945-1946) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 291-311, n° 3, 1974

FILIPKOWSKI Tadeusz, « Stan badań nad dziejami społecznymi i gospodarczymi Warmii i Mazur w 30-leciu PRL » (L'État des études sur l'histoire sociale et économique de la Varmie et de la Mazurie au trentième anniversaire de la RPP) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 505-520, n° 4, 1975

ŻYROMSKI Stanisław, « Procesy demograficzne w trzydziestoleciu Warmii i Mazur » (Les Processus démographiques du trentenaire de la Varmie et de la Mazurie) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 21-29, n° 1, 1975

MARTUSZEWSKI Edward, « Pogranicze etniczne zachodnich Mazur » (La région frontalière occidentale de la Mazurie) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 469-522, n° 4, 1976

PAPPENS Raymond, *La Prusse orientale en 1944-1945, et après*, Bruxelles, 1980

BIEŃKOWSKI W., « La Varmie et la Mazurie, précis d'histoire » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

GUSKA Ewa, « Muzeum Warmii i Mazur w Olsztynie w latach 1945-1985 » (Le Musée de la Varmie et de la Mazurie à Olsztyn dans les années 1945-1985) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 197-217, n° 1/ 2, 1985

ŻYROMSKI Stanisław, « Population processes in Warmia and Mazury in 1945-1949 » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

PASIERB Bronisław, « Przyczynek do problemu repolonizacji Warmii i Mazur » (Études sur le problème de la repolonisation de la Varmie et la Mazurie) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 85-103, n° 1/ 4, 1989

WOJNOWSKI Edmund, « Warmia i Mazury w latach 1945-1989: społeczeństwo, gospodarka, kultura » (La Varmie et la Mazurie dans les années 1945-1989: société, économie, culture) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 181-192, n° 2, 1996

WOJTKOWSKI Julian, « Diecezja warmińska w latach 1945-1972 » (Le Diocèse de Varmie de 1945 à 1972) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 81-100, n° 1, 1996

KORC Ewa, « Zmiany administracyjno-terytorialne na obszarze byłych Prus Wschodnich ze szczególnym uwzględnieniem terenu województwa olsztyńskiego » (Les Transformations administratives et territoriales sur le territoire de l'ancienne Prusse orientale, notamment le territoire de la voïévodie d'Olsztyn) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 3-22, n° 1, 1997

SZYDŁOWSKA Joanna, CHŁOSTA Jan, *Spotkania : wybór reportaży o Warmii i Mazurach z lat 1945-1949 (Rencontres : choix de reportages sur la Warmie et la Mazurie durant la période 1945-1949)*, Ośrodek badań naukowych im. Wojciecha Kętrzyńskiego (Centre d'étude scientifique Wojciech Kętrzyński), 1999

MARKIEWICZ Marcin, « Kolektywizacja rolnictwa w powiatach mazurskich województwa białostockiego w latach 1948-1956 » (La Collectivisation de l'agriculture dans les districts mazures de la voïévodie de Białystok en 1948-1956) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 57-69, n° 1, 2005

LEWANDOWSKA, Izabela, « Warmia and Masuria-Kaliningrad Oblast-Klaipeda region. Three regions instead of one (East Prussia) » in *Historical Regions Divided by the Borders : General problems and regional issue*, vol. 1, p. 241, 2009

##### 5. Littérature sur la pensée occidentale polonaise concernant la Warmie et la Mazurie

GRYGIER Tadeusz, « Świadomość narodowa Mazurów i Warmiaków w polskich rachubach politycznych w latach 1879-1920 » (La Conscience nationale des Mazures et des Varmiens dans les calculs politiques polonais des années 1870-1920) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 49-93, n° 1, 1962

WRZESIŃSKI Wojciech, *Ruch polski na Warmii, Mazurach i Powiślu w latach 1920-1939 (Le Mouvement polonais en Warmie, Mazurie et dans les contrées de la Vistule dans les années 1920-1939)*, IZ, Poznań, 1963

CIEŚLAK Tadeusz, « Miejsce Warmii i Mazur w historii ziem polskich XIX i XX wieku » (La Place de la Varmie et de la Mazurie dans l'histoire des territoires polonais au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 81-89, n° 1, 1965

SUKERTOWA-BIEDRAWINA Emilia, « Dorobek polskiej historiografii w latach 1945-1964 w zakresie dziejów Mazur i Warmii » (Les Réalisations de l'historiographie polonaise

concernant l'histoire de la Mazurie et de la Varmie durant les années 1945-1964) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 47-80, n° 1, 1965

WRZESIŃSKI Wojciech, « Przyczynki do problemu wschodniopruskiego w czasie II wojny światowej » ( Études sur le problème de la Prusse orientale durant la Seconde Guerre mondiale) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 91-120, n° 1, 1965

WRZESIŃSKI Wojciech, « Zagadnienie Prus Wschodnich w polskiej myśli politycznej w latach 1920-1939 » (La Problématique de la Prusse orientale dans la pensée politique polonaise des années 1920-1939) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 391-426, n° 3, 1970

WRZESIŃSKI Wojciech, « *Gazeta Olsztyńska* wobec spraw polskich w latach 1886-1913: przyczynki do studiów nad obliczem ideowo-politycznym » (La position de la Gazette d'Olsztyn par rapport aux affaires polonaises dans les années 1886-1913: esquisse d'études sur la physionomie idéelle et politique) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 131-176, n° 2, 1975

MROCZKO Marian, « Z Działalności Związku Obrony Kresów Zachodnich- Polskiego Związku Zachodniego na pograniczu Prus Wschodnich w latach 1921-1939 », (L'Activité de l'Union de défense des confins occidentaux- Union occidentale polonaise aux frontières de la Prusse orientale dans les années 1921-1939) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 197-214, n° 2, 1977

FILIPKOWSKI Tadeusz, « Zagadnienia Prus Wschodnich w memoriału przedłożonych Polskiemu Komitetowi Wyzwolenia Narodowego » (La Problématique de la Prusse orientale dans le mémoire des subordonnés du Comité polonais de libération nationale) in *Komunikaty Warmińsko-Mazurskie*, p. 53-79, n° 1, 1980

MROCZKO Marian, « Problematyka wschodniopruska w myśli zachodniej Drugiej Rzeczypospolitej » (La Problématique de la Prusse orientale dans la pensée occidentale de la Deuxième République) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 377-396, n° 4, 1982

WRZESIŃSKI Wojciech, « Warmia i Mazury w polskiej myśli politycznej w XIX i XX wieku » (La Varmie et la Mazurie dans la pensée politique polonaise au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 3-15, n° 1-2, 1982

MROCZKO Marian, compte-rendu de *Warmia and Mazury in Polish political thought 1864-1915* in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

WOJNOWSKI Edmund, « The Question of East Prussia during World War II. The Return of Warmia and Mazury to Poland » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

WRZESIŃSKI Wojciech, « Disputes over East Prussia's History between 1920 and 1939 » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

LABUDA Gerard, « The History of Prussia in the opinions of german and non-german historiographers » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVII, 1, IZ, Poznań, 1986

GÓRSKI Grzegorz, « Prusy Wschodnie w koncepcjach ZWZ-AK » (La Prusse orientale dans les conceptions du ZWZ-AK) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 115-118, n° 1-4, 1989

KULAK Teresa, « Obecność Warmii i Mazur w endeckiej prasie dla ludu przed I-szą Wojną Światową jako element kształtowania świadomości narodowej » (La Présence de la Varmie et de la Mazurie dans la presse populaire de la Démocratie-Nationale avant la Première Guerre mondiale, élément de formation de la conscience nationale) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 37-49, n° 1-2, 1991

MROCZKO Marian, « Aspiracje i zagrożenia. Kwestia Prus Wschodnich w polskiej myśli politycznej ( od końca XIX wieku do pierwszych lat Polski niepodległej) » (Aspirations et menaces. La Question de la Prusse orientale dans la pensée politique polonaise, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux premières années de la Pologne indépendante) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 261-269, n° 2-3, 1994

TOMKIEWICZ Ryszard, « O Działalności Komisji ustalania nazw miejscowości i obiektów fizjograficznych na terenie Warmii i Mazur » (L'Activité de la Commission d'établissement des noms de lieux et des lieux physiographiques sur le territoire de la Varmie et de la Mazurie) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 539-547, n° 4, 2004

## 6. Littérature sur les Warmiens et les Mazures

WRZESIŃSKI Wojciech, « Problemy świadomości narodowej ludności polskiej na Warmii, Mazurach i Powiślu w latach 1920-1939 » (Les Problèmes de la conscience nationale de la population polonaise en Varmie, Mazurie et région de la Vistule durant les années 1920-1939) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 94-142, n° 1, 1962

SULEJA Włodzimierz, WRZESIŃSKI Wojciech, « Problemy potocznej świadomości historycznej mieszkańców Warmii i Mazur » (Les Problèmes habituels de la conscience historique des habitants de Varmie et Mazurie) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 87-113, n° 1, 1981

BELZYT Leszek, « Badania liczebności polskiej ludności rodzimej dawnych Prus Wschodnich po 1945 roku » (Les Recherches sur le nombre de la population originelle polonaise de l'ancienne Prusse orientale après 1945) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 277-286, n° 3, 1984

JASIŃSKI Janusz, « Poczucie regalistyczne, wyznaniowe i językowo-etniczne Mazurów w XIX wieku (do 1870 roku) » (Les Sentiments régaliens, confessionnels et linguistico-ethniques des Mazures au XIX<sup>e</sup> siècle (jusqu'en 1870)) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 257-284, n° 3-4, 1985

JASIŃSKI Janusz, « Pour qui se considéraient les Mazuriens dans la 1<sup>ère</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ? » in *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

WRZESIŃSKI Wojciech, compte-rendu de *National Consciousness in Warmia in the 19<sup>th</sup> century. Its birth and development* de Janusz Jasiński, *Polish Western Affairs*, Volume XXVI, 2, IZ, Poznań, 1985

WRZESIŃSKI Wojciech, « Tradycja polskości na Warmii i Mazurach » (Les Traditions de la polonité en Varmie et Mazurie) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 247-256, n° 3/ 4, 1985

SAKSON Andrzej, « Liczebność ludności rodzimej na Mazurach » (Le Nombre de la population originelle en Mazurie) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 483-491, n° 3/ 4, 1987

WRZESIŃSKI Wojciech, « Rola *Gazeta Olsztyńskiej* w kształtowaniu i zachowaniu świadomości narodowej Polaków na Warmii (1886-1939) » ( Le Rôle de la *Gazette d'Olsztyn* dans le développement et le maintien de la conscience nationale des Polonais en Varmie de 1886 à 1939) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 223-241, n° 2, 1987

SAKSON Andrzej, *Mazury, społeczność pogranicza*, (*Les Mazures, une communauté des zones frontières*), IZ, Poznań, 1990

SAKSON Andrzej, « The Mazurians : the dilemma of national identity » (Les Mazures : le dilemme d'une identité nationale) in *Polish Western Affairs*, Volume XXXII, 2, IZ, Poznań, 1991

STRAUCHOLD Grzegorz, « Zagadnienie ludności rodzimej Prus Wschodnich na łamach prasy głównych partii politycznych w latach 1944-1948 » (La Problématique de la population autochtone de la Prusse orientale dans les articles de la presse des principaux partis politiques durant les années 1944-1948) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 165-179, n° 2, 1992

SAKSON Andrzej, *Pomiędzy polskością i niemieckością - czy istnieją jeszcze Mazurzy i Warmiacy? (Entre polonité et germanité- les Mazures et les Warmiens existent-ils encore ?)*, Polska Akademia Nauk (Académie des Sciences Polonais), 1997

SAKSON Andrzej, *Stosunki narodowościowe na Warmii i Mazurach 1945-1997, (Les Relations entre nationalités en Warmie-Mazurie, 1945-1997)*, IZ, Poznań, 1998

BLANKE Richard, « " Polish-speaking Germans?" language and national identity among the Masurians. » in *Nationalities papers*, vol. 27, n° 3, p. 429-453, 1999

SAKSON Andrzej, *Stosunki narodowościowe na Warmii i Mazurach w okresie stalinowskim (Les Rapports nationaux en Warmie et Mazurie pendant la période stalinienne)*, Wyższa Szkoła Pedagogiczna im. Tadeusza Kotarbińskiego (Haute École pédagogique Tadeusz Kotarbiński), 1999

BLANKE Richard *Polish-speaking Germans? Language and national identity among the Masurians since 1871* Böhlau, 2001

FILIPKOWSKI Tadeusz, GIESZCZYŃSKI Witold (réd.), *Wysiedlać czy repolonizować ? Dylematy polskiej polityki wobec Warmiaków i Mazurów po 1945 roku, (Expulser ou repoloniser? Les Dilemmes de la politique polonaise envers les Varmiens et les Mazures après 1945)* Ośrodek Badań Naukowych, Olsztyn, 2001

SAKSON Andrzej, « Mazurians-between Polish and German identity » in *Ethnologia Polona*, vol. 26, p. 107, 2005

MIKUNDA Marek, *Historical (Dis) Continuity in the Identity of the Young Generation of Warmia and Mazury*, 2010

NARUSZEWICZ-DUCHLIŃSKA Alina, « Nazewnictwo na Warmii i Mazurach» (L'onomastique en Warmie-Mazurie) in *Academia.edu*

## 7. Littérature sur la sociologie de la Warmie-Mazurie

BARYŁA Tadeusz, « Pierwsze Badania socjologiczne nad problemem polskiej ludności rodzimej na Warmii i Mazurach w świetle memoriału z lipca 1949 roku » (Les Premières études sociologiques sur le problème de la population polonaise originelle en Varmie et Mazurie à la lumière du mémoire de juillet 1949) in *Komunikaty Mazursko-Warmińskie*, p. 465-480, n° 4, 1983

SAKSON Andrzej, « Changes in social ties in Warmia and Mazuria » in *Polish Western Affairs*, Volume XXX, 2, IZ, Poznań, 1989

SAKSON Andrzej, *Problemy adaptacji i stabilizacji społecznej ludności z Kresów Wschodnich II Rzeczypospolitej na Warmii i Mazurach po 1945 roku (Les Problèmes de stabilisation de la population des Confins de la II<sup>ème</sup> République en Warmie-Mazurie en 1945)*, IZ, Poznań, 1997

JASIŃSKI Janusz, KOPICZKO Andrzej, « W obronie wypieranej tradycji rodzimej » (En défense de la culture indigène déplacée) in *Siedlisko, Volume 5*, p. 21-28, IZ, Poznań, 2008

SIKORSKI Jerzy, « Wspólne dziedzictwo » (L'Héritage commun) in *Siedlisko, Volume 5*, p. 14-20, IZ, Poznań, 2008

SAKSON Andrzej, « Upamiętnienia I wojny światowej na Warmii i Mazurach » (La Commémoration de la Première Guerre mondiale en Warmie-Mazurie), *Siedlisko* n° 6, IZ, Poznań, p. 34-39, 2009

FILIPKOWSKI T., « L'Enseignement dans la voïévodie d'Olsztyn après 1945 » in *Polish Western Affairs, Volume XXVI, 2*, IZ, Poznań, 1985

CHŁOSTA Jan, « Prawda o plebiscytach na Warmii, Mazurach i Powiślu » (La Vérité sur les plébiscites de Warmie, Mazurie et de la région jouxtant la Vistule) in *Siedlisko, Volume 5*, p. 28-31, IZ, Poznań, 2008







## Table des illustrations

Tableau de concordance des noms allemands et polonais des régions des territoires recouverts .....	42
Tableau synthétisant les différents projets territoriaux polonais .....	66
Tableau représentant le nombre de Volksdeutsche selon le groupe et la région de vie (en milliers) .....	105
Tableau représentant l'évolution de la fréquence des divers projets territoriaux polonais selon le temps.....	117
Tableau représentant le nombre et la proportion des divers projets territoriaux polonais selon l'origine politique et professionnelle de leurs auteurs.....	118
Tableau des départs d'Allemands et d'autochtones de la voïévodie de Varmie-Mazurie vers la RFA ou la RDA entre 1952 et 1958 .....	140
Tableau représentant l'évolution des émigrés/ transférés allemands et/ou autochtones vers la RDA et la RFA entre 1952 et 1959.....	145
Tableau représentant les départs vers la RFA/RDA, notamment des autochtones, en fonction des voïévodies entre 1956 et 1959.....	147
Tableau représentant des estimations du nombre de morts et du taux de perte polonais selon une définition ethnolinguistique et civique de la population polonaise .....	154
Graphique représentant l'évolution de la proportion des structures de production agricoles en Pologne populaire entre 1950 et 1955 (vert propriété privée, marron fermes d'État, jaune coopératives agricoles) .....	188
Tableau représentant le solde migratoire de la Pologne entre 1944 et 1960. ....	219
Graphique représentant l'évolution du nombre d'Allemands (bleu), de Polonais(orange) et d'habitants (gris) en général sur les territoires recouverts entre février 1946 et mars 1948 .....	227
Tableau présentant le nombre de Polonais et d'Allemands (en milliers) dans les différentes voïévodies des territoires recouverts (découpage administratif de 1946) en 1939, 1946, 1947 .....	232
Tableau représentant les proportions d'autochtones, rapatriés/réémigrés et transférés dans les différentes voïévodies des territoires recouverts en 1950 .....	235

Tableau représentant le repeuplement des territoires recouverts par la Pologne en 1946/1947, par rapport à une base 100 pour 1939 .....	237
Tableau représentant l'évolution numérique des principales minorités nationales de Pologne entre 1950 et 1960.....	239
Tableau représentant les minorités nationales dans la voïévodie de Koszalin.....	242
Tableau représentant les minorités nationales de la voïévodie de Wrocław .....	243
Tableau représentant les minorités nationales de la voïévodie d'Olsztyn <sup>49</sup> .....	244
Typologie des exploitations agricoles en 1956 avant l'arrivée de Gomułka au pouvoir .....	252
Typologie des exploitations agricoles en 1958.....	252
Tableau montrant le pourcentage de personnes assistant à des cours de « repolonisation » en 1946 .....	259
Tableau montrant le pourcentage d'autochtones non-vérifiés par voïévodies en 1946.....	260
Tableau montrant le degré d'intégration culturelle de la population de Gubin selon la période d'arrivée.....	267
Tableau montrant le degré d'intégration culturelle de la population de Gubin selon la région d'origine .....	267
Tableau montrant le degré d'intégration socio-économique de la population de Gubin selon la période d'arrivée .....	268
Tableau montrant le degré d'intégration socio-économique de la population de Gubin selon la région d'origine .....	268
Tableau représentant les générations de spécialistes en fonction de leur lieu de naissance (tableau 1/T1) .....	283
Tableau représentant les origines sociales des générations de spécialistes (T2).....	283
Tableau représentant les générations de spécialistes en fonction de leurs lieux d'étude (T3).....	284
Tableau représentant les lieux principaux de travail des générations de spécialistes (T4) .....	284
Tableau représentant les situations des générations de spécialistes pendant la guerre (T5) .....	285
Tableau représentant les liens entre générations de spécialistes et partis politiques polonais (T6).....	285
Tableau représentant le degré d'insertion des générations de spécialistes dans les structures de pouvoir (T7) .....	285

Tableau représentant l'évolution des domaines de spécialités des générations de spécialistes (T8) .....	286
Tableau représentant l'évolution des grands domaines d'études selon les générations de spécialistes (T9) .....	287
Tableau représentant l'évolution du nombre d'employés de l'Institut occidental entre 1947 et 1961 .....	308
Chronologie représentant les instituts spécialisés dans la pensée occidentale polonaise entre 1943 et 1963 .....	311
Tableau représentant la répartition géographique des membres de l'UDCO puis de l'UOP entre 1925 et 1937.....	321
Tableau représentant les principales activités de l'UOP pour l'année 1946 .....	326
Tableau représentant la répartition géographique des membres de l'UOP au 2 <sup>ème</sup> semestre de 1947 .....	327
Tableau représentant l'évolution du nombre et du pourcentage de membres de l'ADTO selon les voïévodies entre 1957 et 1961.....	336
Tableau représentant les types de frontières de la Pologne de 1945 .....	351
Tableau présentant deux indicateurs de compacité utilisés dans l'article de Czyżewski.....	352
Tableau représentant l'évolution des locuteurs slavophones en Haute-Silésie entre 1910 et 1933 .	381
Tableau représentant le nombre de Slavophones en Allemagne en 1935 en distinguant les polonophones et les autres locuteurs slavophones .....	383
Tableau représentant les soldes migratoires des provinces orientales de l'Allemagne entre 1840 et 1939.....	388
Tableau indiquant l'évolution de la population de certaines régions de l'Empire allemand, de la République de Weimar puis du III <sup>ème</sup> Reich, entre 1871 et 1939 .....	389
Tableau représentant le taux de natalité dans les provinces orientales de l'Allemagne en 1928.....	390
Tableau représentant la population et la composition nationale des voïévodies des territoires recouverts au 1 <sup>er</sup> janvier 1947 .....	401
Tableau représentant l'évolution de la population de Szczecin du point de vue numérique et national entre 1939 et 1947 .....	402

Tableau représentant l'évolution de la population de certaines villes des territoires recouverts entre 1939 et 1948.....	403
Tableau représentant l'évolution des populations de certaines villes des territoires recouverts entre 1939 et 1957.....	404
Tableau comparant la longueur des différents segments de la frontière polonaise en 1938 et 1945.....	427
Tableau représentant le différentiel agricole entre la Pologne de 1938 et celle de 1945, en mettant bien en avant le poids respectif des confins orientaux et des territoires recouverts.....	433
Tableau représentant l'évolution des prises dans la Pologne de 1937 et celle de 1945.....	434
Tableau représentant la densité comparée des réseaux de transport entre les territoires recouverts et les confins orientaux.....	435
Tableau représentant la distance entre certaines villes polonaises et les ports de Szczecin et de Gdynia.....	438
Tableau représentant les différentes catégories d'exploitations agricoles des provinces orientales du III <sup>ème</sup> Reich en fonction de la superficie occupée et de leur nombre.....	442
Tableau représentant les surplus de production du secteur primaire des territoires recouverts et la proportion de couverture des besoins des autres régions allemandes qu'ils représentent .....	456
Tableau classant les terres agricoles en fonction de leur qualité dans l'Allemagne de 1937 et dans les territoires recouverts .....	456
Tableau représentant le revenu comparé des anciennes provinces orientales et de l'Allemagne ...	457
Tableau représentant les effectifs ouvriers des territoires recouverts par secteurs industriels ainsi que la part de ces derniers dans la population ouvrière allemande en 1933.....	458
Tableau représentant la part de la Haute-Silésie dans la production nationale de fer .....	459
Tableau représentant la densité en agriculteurs selon les régions d'Allemagne .....	460
Tableau représentant les différences dans les revenus nationaux polonais et allemands selon l'appartenance politique des territoires recouverts .....	462
Tableau représentant les rendements à l'hectare dans les confins orientaux et les territoires recouverts avant-guerre .....	463
Tableau représentant la production et la part des territoires recouverts dans certaines branches de l'économie polonaise vers le milieu de 1949 .....	465
Tableau représentant la production de houille et d'acier de la Haute-Silésie.....	471

Tableau représentant les distances entre les différents ports à l'hinterland centre-européen avec un certain nombre de villes centre-européennes.....	496
Tableau représentant les voies d'exportation privilégiées de certains pays danubiens .....	497
Diagrammes représentant la répartition par aire géographique et par pays d'affiches et de brochures de propagande polonaises concernant les territoires recouverts.....	518
Tableau représentant l'évolution du nombre et de la proportion d'articles parus dans <i>Trybuna Ludu</i> concernant les différentes thématiques de la pensée occidentale polonaise.....	522
Tableau représentant l'évolution du nombre et de la proportion d'articles du ZAP dont les thématiques relèvent spécifiquement de différents aspects de la pensée occidentale polonaise....	525
Tableau représentant l'évolution des principaux journaux des territoires recouverts avec leur appartenance politique entre 1945 et 1961 .....	527
Tableau représentant les intitulés et certains conférenciers des cours de vulgarisation scientifique sur les territoires recouverts à destination des enseignants .....	534
Tableau représentant les proportions des différents rapports des sondés aux territoires recouverts .....	537
Tableau représentant les proportions de raisons du rapport négatif des territoires recouverts par les sondés .....	538



## Table des cartes

Carte représentant les territoires recouverts (en grisé à l'Ouest et au Nord de la Pologne) dans l'Europe de la sortie de guerre.....	25
Carte représentant les régions des territoires recouverts durant la période allemande (1) et polonaise (2).....	42
Cartes représentant les confins occidentaux ethnolinguistiques (en rouge), géopolitiques (en jaune) et les territoires recouverts (1945).....	49
Carte représentant le concept de « Pologne ethnique » .....	58
Carte représentant l'organisation administrative allemande et soviétique de la Pologne occupée (1939-1941) .....	101
Cartes représentant la frontière occidentale polonaise en 1939 et le projet médian de nouvelles frontières d'après le document de l'AK (août 1943). .....	125
Cartes représentant la frontière occidentale polonaise en 1939 et le projet médian de nouvelles frontières d'après un document du Bureau des terres occidentales (13 octobre 1943).....	125
Cartes représentant les modifications administratives des territoires recouverts et de l'ancienne Ville Libre de Gdańsk entre le 14 mars 1945 et le 28 juin 1946 (en rouge l'ancienne frontière germano-polonaise). .....	158
Carte représentant les principaux combats entre les résistants polonais anti-communistes et les forces de sécurité, l'armée populaire ainsi que les détachements du NKVD (1945-1949).....	169
Carte représentant les territoires recouverts après la réforme administrative de 1950.....	180
Carte représentant la répartition des parcelles individuelles (vert clair), des coopératives de production (rose) et des fermes d'État (vert foncé) selon les voïévodies (celles des territoires recouverts sont soulignées) en 1955 .....	203
Cartes montrant la frontière historique de la Pologne du Nord-Ouest vers 1000 (en noir) et la frontière du Bassin versant de l'Oder (en pointillés, figure 4 de la légende) ainsi que la frontière issue du Traité de Potsdam (rajoutée en rouge).....	345
Carte tirée de l'article de Czyżewski montrant les différents territoires polonais au fil des siècles.....	354
Carte représentant les « terres maternelles » de la Pologne .....	358



Cartes représentant l'évolution de la germanité à l'est et le maintien de la polonité dans les territoires recouverts .....	364
Carte représentant les différences de densité entre les régions allemandes orientales et les régions polonaises occidentales en 1931-1933 .....	393
Carte annexée au Mémorandum présentant les revendications territoriales des Serbes de Lusace	482
Carte représentant un plan de partage de l'Allemagne avec la mise en place d'un État polabe .....	487
Carte représentant les différentes revendications tchèques en Silésie.....	491
Carte représentant les revendications minimales (blanc) et maximales (grisé) sorabes .....	493
Cartes représentant le système de navigation international centre-européen dans l'entre-deux-guerres et lors de la période de sortie de la Seconde Guerre mondiale.....	498

## Index des noms propres

- Adenauer, Konrad 133, 137, 141, *146, 150*  
Albert Hohenzollern, 45  
Anders, Władysław 87, 519  
Anderson, Sheldon R. 149  
Arciszewski, Tomasz 89  
Aubin, Hermann 633, 636  
Bagiński, Henryk 446, 447, 450, 451  
Bartnik, Paweł *193*  
Batowski, Henryk 281, 475, 484, 485, 491, 510  
Bauer, Otto - 21 -  
Beethoven, Ludwig van 273  
Behr, Valentin 569  
Beneš, Edvard 86, 87, 223, 489  
Berman, Jakub *178*  
Bierut, Bolesław *178, 180, 197, 512, 540*  
Biskup, Marian 282, 300  
Bismarck, Otto von 58, 272  
Bodniak, Stanisław 281  
Bogusław X, 43  
Bogusław XIV, 43  
Boleslas I<sup>er</sup>, 271, 355  
Boleslas II le Chauve, 44  
Boleslas III Bouche-Torse, 43, 352, 353  
Bolewski, Andrzej 281, 432, 433, 434  
Borodziej, Włodzimierz 95, 96  
Borowik, Józef 315  
Brackmann, Albert 634  
Brandt, Willy 636, 641  
Buhler, Pierre *196, 632*  
Bujak, Franciszek 280  
Byrnes, James F. 95, 112, 142  
Bystroń, Jan Stanisław 280  
Cambon, Jules 65  
Casimir III, 46  
Casimir Jagellon, 352, 353  
Casimir le Grand, 352  
Cegielski, Hipolit *198*  
Chodakiewicz, Marek Jan *165, 166*  
Chojnacki, Władysław 282  
Chołoniewski, Antoni 69  
Chopin, Fryderyk 273  
Chrzanowski, Bernard 62  
Churchill, Winston 95  
Cieślak, Tadeusz 282  
Clark, Peter B. 631  
Curp, T. David 630  
Curzon, George 88, 89, *156*  
Cyrankiewicz, Józef 98, 513, 541, 542, 544, 546  
Czapliński, Władysław 281, 295, 296  
Czekanowski, Jan 280, 349, 475  
Czubiński, Antoni 47, 282, 301  
Czyżewski, Julian 352, 353, 354  
de Gaulle, Charles 110  
Demshuk, Andrew 630  
Djilas, Milovan - 22 -  
Dmowski, Roman 60, 61, 65, 294, 356

Drzymała, Michał 59  
 Dzierżoń, Jan 371  
 Dzieślewski, W. 126  
 Dziewoński, Kazimierz 281, 439  
 Dziewulski, Władysław 281  
 Eden, Antoni 84  
 Edmund Romer, 477  
 Elsner, Józef 273  
 Feldman, Józef 281  
 Fleming, Michael 631  
 Frankowski, 510, 511  
 Frédéric II, 46, 379, 416, 470  
 Frédéric-Guillaume III, 272  
 Friszke, Andrzej 209  
 Fritze, Wolfgang H. 637  
 Gieysztor, Aleksander 359, 360, 361, 362  
 Gluck, Leopold 281, 298, 332, 441, 442  
 Goebbels, Joseph 469  
 Gomułka, Władysław - 5 -, - 6 -, - 26 -, - 29 -, - 33 -, 95, 98, 110, 129, 130, 139, 145, 146, 148, 149, 178, 183, 192, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 207, 208, 210, 211, 212, 213, 214, 241, 242, 251, 264, 276, 302, 318, 319, 332, 334, 339, 403, 405, 408, 409, 412, 413, 464, 467, 511, 512, 513, 521, 522, 524, 528, 532, 533, 540, 541, 542, 546, 548, 549, 551, 553, 558, 562, 563, 568, 570, 620, 640  
 Góralski, Witold 108  
 Górski, Karol 79, 281  
 Goussef, Catherine 632  
 Grabski, Stanisław 77  
 Griffon, 43  
 Griffons, 272  
 Grotewohl, Otto 142  
 Guillaume I<sup>er</sup>, 271  
 Hauptmann, Gerhart 272  
 Hensel, Witold 282, 362  
 Herder, Johann Gottfried von 635  
 Herok, Ferdinand 560  
 Hindenburg, Paul von 272  
 Hitler, Adolf 92, 415, 416, 467, 468  
 Hlond, August 183  
 Hodža, Milan 488, 489  
 Hohenzollern, 128, 415  
 Holland, Henryk 214  
 Howorka, Michał 78  
 Ingrao, Charles 220  
 Ipohorski-Lenkiewicz, Witold 425, 490  
 Jacher, Władysław 263  
 Jakimiak, Bolesław 64  
 Jankowski, Czesław 63  
 Jasiński, Janusz - 23 -, - 24 -  
 Jean Casimir, 45  
 Kaczmarczyk, Zdzisław 73, 280, 281, 348, 349, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 376, 377, 379, 534  
 Kaczmarek, Kazimierz 105  
 Karłowicz, Mieczysław 273  
 Kautsky, Karl- 21 -  
 Kersten, Krystyna 90, 165, 189, 194  
 Kętrzyński, Wojciech 51, 52, 319  
 Khrouchtchev, Nikita 97, 98, 198, 199, 200  
 Kiełczewska, Maria 73, 346, 347, 348, 349, 350, 358, 424  
 Kisielewski, Tadeusz 86  
 Kittel, Manfred 637  
 Klafkowski, Alfons 281, 395, 398  
 Klarner, Czesław Romuald 76  
 Kliszko, Zenon 178  
 Kochański, Witold 281  
 Koczy, Leon 281  
 Kolańczyk, Kazimierz 281  
 Kolbuszewski, Stanisław 263  
 Konopczyński, Władysław 296  
 Konopnicka, Maria 60, 272  
 Kossert, Andreas 637

Kostrzewski, Józef 72, 280, 290, 349, 362, 475, 530, 534  
 Kowalenko, Władysław 280, 445, 446, 534  
 Kozierowski, Stanisław 280, 291, 303, 370, 371  
 Kozłowski, Kazimierz 193  
 Kubacki, Jan 500  
 Kubiak, Stanisław 232, 282, 461  
 Kuhn, Walter 364, 365  
 Kulczyński, Stanisław 544  
 Kwiatkowski, Eugeniusz 280, 291, 447, 448, 449, 450, 451, 452  
 Kwilecki, Andrzej 282  
 Labbé, Morgane 569  
 Labuda, Gerard 282, 301, 303, 318, 640  
 Łach, Stanisław 165  
 Lange, Oskar 206  
 Lassalle, Ferdinand 273  
 Lehr-Spławiński, Tadeusz 280, 475, 476, 510, 511  
 Lénine, Vladimir - 21 -, 92  
 Leszczycki, Stanisław 281, 420  
 Loth, Wilfried 133  
 Luther, Martin 379  
 Lutman, Roman 313, 319, 534  
 Luxembourg, Rosa - 21 -  
 Maïski, Ivan 85  
 Maleczyńska, Ewa 281, 295, 296  
 Maleczyński, Karol 281, 295, 313, 314  
 Marès, Antoine 97  
 Mark, Eduard 94  
 Markiewicz, Władysław 250  
 Marshall, George 96, 134, 149, 495  
 Marx, Karl - 21 -, 273  
 Masaryk, Jan 488  
 Mastny, Vojtech 90, 92, 94  
 Matyja, Rafał 207, 208  
 Matyniak, Alojzy 329  
 Maull, Otto 356  
 Mazur, Zbigniew 304  
 Mazurek, 534  
 Męclewski, Edmund 281, 421, 422, 523, 524, 526  
 Michałowicz, Mieczysław 475  
 Mieszko I<sup>er</sup>, 352, 353, 355, 357, 359  
 Mikołajczyk, Stanisław 88, 89, 90, 161, 162, 172, 174, 178, 192  
 Minc, Hilary 178, 202  
 Modzelewski, Zygmunt 514  
 Molotov, Viatcheslaw 96  
 Monat, Paweł 212  
 Mondschein, Artur 464, 470  
 Monnet, Jean 448  
 Moszyński, 510, 511  
 Mrongowiusz, Krzysztof 374  
 Musielak, Michał 322  
 Nairmak, Norman 630  
 Nałkowski, Waclaw 54, 347  
 Nelson, Richard 230  
 Neyman, Lech 127, 128  
 Niemcewicz, Jan Ursyn 50, 359  
 Nitschke, Bernadetta 645  
 Nowosielska-Sobel, Joanna 647  
 Ochab, Edward 198, 199, 201  
 Olechnowicz, Mścisław 399, 400  
 Osękowski, Czesław 233  
 Osmańczyk, Jan Edmund 545  
 Osóbka-Morawski, Edward 306, 324, 511  
 Pawłowski, Stanisław 280, 291  
 Pelczar, Marian 281  
 Piast, 50, 64, 75, 128, 271, 293, 353, 355, 358, 359, 361, 362, 414, 440, 539, 570  
 Pie XII, 183  
 Pieck, Wilhelm 142, 143

Piłsudski, Józef - 15 -, - 16 -, 71, 85  
Piskorski, Jan M. 282  
Piwarski, Kazimierz 281, 309, 362  
Plutyński, Antoni 78  
Polonsky, Antony 84  
Popiołek, Kazimierz 281, 534  
Popławski, Stanisław 73  
Pospieszalski, Karol Marian 281  
Prączyński, 304  
Prażmowska, Anita 85, 166  
Prorok, Leszek 127  
Rakowski, Kazimierz 247, 248  
Rapacki, Adam 98, 149, 521  
Ratzel, Friedrich 356  
Rogalski, Aleksander 281, 467, 468  
Rokossovski, Constantin 157, 201, 202  
Rola-Żymierski, Michał 513  
Rombowski, Aleksander 281  
Romer, Eugeniusz 54, 70, 280, 477  
Rospond, Stanisław 281, 534  
Rudnicki, Mikołaj 68, 72, 280, 290, 386  
Rusiński, Władysław 381, 382  
Rutkowski, Jan 280  
Rzymowski, Wincenty 514  
Sakson, Andrzej 218  
Schieder, Theodor 634  
Schmidt, Helmuth 183  
Schubert, Franz 273  
Sczaniecki, Michał 73, 281, 298, 378, 534  
Serrier, Thomas 632  
Seyda, Marian 110  
Sikorski, Władysław 85, 86, 87, 489  
Skubiszewski, Krzysztof 282, 395, 396  
Słabek, Henryk 165  
Śląski, Kazimierz 281, 368, 369, 375, 377, 419, 534  
Smulikowski, Kazimierz 281  
Sopicki, Stanisław 469  
Sosnowski, Kirił 281  
Spychalski, Marian 178  
Srokowski, Stanisław 372  
Staline, Joseph - 21 -, 86, 87, 92, 93, 94, 150, 160, 184, 553, 555  
Stein, Bartolomeus 367  
Stelmachowska, Bożena 280  
Stojanowski, Karol 281, 296  
Stomma, Stanisław 209, 210  
Strauchold, Grzegorz 569, 647  
Strzembosz, Tomasz 165  
Suchocki, Mieczysław 555, 556, 557, 559  
Sukertowa-Biedrawina, Emilia 280, 292, 312, 313  
Światło, Józef 97, 197  
Świerczewski, Karol 240  
Szabo, Franz 220  
Szaniawski, Józef 387  
Szarek, Jarosław 165  
Szejnmann, Claus-Christian 637  
Szela, Jakub 72  
Szelągowski, Adam 63, 64  
Szwagrzyk, Krzysztof 165  
Targ, Alojzy 381, 382, 384, 393  
Taszycki, Witold 281, 332, 385  
Tazbir, Janusz 165  
Thum, Gregor 638  
Tito, Josip 553  
Turnau, Irena 641  
Tyc, Teodor 72, 281, 297, 303  
Tymieniecki, Kazimierz 280  
Tyrowicz, Jan 374  
Ulbricht, Walter 133, 142, 148  
Umbach, Maiken 637  
Urbańczyk, Stanisław 281, 373, 510  
Wagner, Richard 552

Wakar, Andrzej 65  
Wandycz, Piotr 86  
Widajewicz, Józef 280, 332  
Wiewióra, Bolesław 282, 501, 502, 503  
Wilson, Woodrow 65, 67  
Winiewicz, Józef 112  
Wojciechowski, Zygmunt 73, 74, 75, 281, 282,  
294, 296, 297, 304, 305, 306, 307, 308, 309,  
310, 313, 317, 318, 339, 347, 348, 355, 356,  
357, 359, 368, 414, 415, 416, 417, 419, 478,  
479, 530, 541  
Wojtkowski, Julian 280  
Wrzosek, Antoni 281, 430, 431, 534  
Wysłouch, Bolesław 56, 57  
Wyszyński, Stefan 183, 184, 201, 206, 213,  
561  
Zawadzki, Aleksander 560  
Zhou Enlai, 98  
Zieliński, Henryk 282  
Zierhoffer, August 280, 344  
Znaniński, Florian 280  
Żółkiewski, Stefan 510, 511



## Table des matières

Résumé .....	- 5 -
Summary .....	- 5 -
Mots-clés .....	- 6 -
Keywords .....	- 6 -
Remerciements .....	- 7 -
Sommaire .....	- 9 -
Table des abréviations .....	- 11 -
Introduction .....	- 15 -
I Explication du sujet .....	- 18 -
II Problématiques générales de l’historiographie et des sources.....	- 29 -
III Problématiques et annonce du plan.....	- 33 -
Première partie : les Territoires recouverts à travers l’histoire .....	39
Chapitre introductif. La question occidentale, un enjeu multiséculaire.....	41
I Les territoires recouverts au fil des siècles .....	41
A. La Poméranie occidentale et la région de Lubusz .....	42
B. La Varmie-Mazurie et Gdańsk .....	44
C. La Basse et la Haute-Silésie .....	45
II Naissance et développement de la question occidentale (milieu du XIX <sup>e</sup> siècle-1944).....	47
A. Le temps des partages (XIX <sup>e</sup> siècle- 1914) .....	49
1. Des années 1820 aux années 1870 : des confins occidentaux oubliés et progressivement germanisés.....	49



2. Des années 1880 aux années 1910: des confins occidentaux (re)découverts et résistant largement au Kulturkampf.....	53
B. La Première Guerre mondiale et la lutte pour les frontières occidentales (1914-1921)..	63
1. les projets territoriaux de la Première Guerre mondiale (1914-1918).....	63
2. Gagner la paix : la longue lutte pour les confins occidentaux (1918-1921).....	67
C. L'entre-deux-guerres : le révisionnisme polonais à l'égard de Versailles (1921-1939) .	71
1. Les aléas de la politique de la II <sup>ème</sup> République et la question occidentale.....	71
2. La théorisation de la pensée occidentale polonaise.....	74
Deuxième partie : Contextes et auteurs du discours occidental .....	81
Chapitre 1 : le contexte international- la Pologne de la Seconde Guerre mondiale à la Guerre froide .....	83
I Le problème polonais dans la géopolitique de la Guerre froide .....	83
A. Un enjeu de tensions pendant la Seconde Guerre mondiale.....	84
1. Septembre 1939- juin 1941 : un état de guerre de fait entre la Pologne de Londres et l'URSS.....	84
2. Juin 1941- avril 1943 : un rapprochement pragmatique et limité entre Polonais et Soviétiques .....	85
3. Avril 1943- décembre 1943 : une rupture définitive entre la Pologne de Londres et l'URSS .....	87
4. Décembre 1943- novembre 1944 : la forge par les Soviétiques d'un interlocuteur docile : l'entrée en scène du gouvernement de Lublin.....	88
5. Décembre 1944- août 1945 : Marginalisation de Londres et officialisation de Lublin .....	89
B. Un catalyseur de la Guerre froide ?.....	91
C. Un point chaud potentiel des lignes de front Est-Ouest .....	95
II Les territoires recouverts : des régions au statut incertain.....	100

A.	Les territoires recouverts de la guerre aux conférences interalliées .....	100
1.	La lutte nazie contre la polonité dans les confins occidentaux pendant la guerre	100
2.	La <i>Volkslist</i> et la redéfinition des <i>Volksdeutsche</i> .....	103
3.	Les incertitudes juridiques des conférences de la fin de la guerre.....	107
B.	Des régions au cœur des projets de paix polonais .....	110
1.	Les principaux lieux d'élaboration des revendications territoriales polonaises ..	110
2.	Les divers avatars de la pensée occidentale polonaise pendant la guerre .....	113
C.	Une question récurrente de la politique étrangère polonaise.....	128
III	La question allemande, cœur de la politique étrangère polonaise.....	130
A.	Le temps de l'incertitude.....	133
B.	Les relations avec la RFA.....	136
C.	Les relations avec la RDA .....	141
Chapitre 2 : La Pologne de 1944 à 1961 : les contextes politiques et économiques de l'intégration des territoires recouverts..... 151		
I	La sortie de guerre de la Pologne (1944-1948).....	151
A.	Un pays ruiné par la guerre, des territoires recouverts exsangues.....	152
B.	La reconstruction de l'État polonais .....	155
C.	Un pluralisme de façade .....	159
1.	Un gouvernement provisoire dominé par les communistes .....	159
2.	Une guerre civile larvée épargnant les territoires recouverts.....	164
3.	Une économie encore mixte.....	170
II	Le stalinisme polonais (1949-1955) .....	177
A.	La mainmise du PZPR sur le pays.....	177
B.	Le plan sexennal (1950-1955) et la construction du socialisme.....	185
C.	Un régime jamais vraiment accepté.....	189

1.	Opposition, résignation, acceptation .....	189
2.	Genèse de la conflictualité chronique de la RPP .....	195
III	Le dégel de Gomułka (1956-1961) .....	197
A.	La multiplication des tensions .....	197
B.	L'Octobre polonais .....	199
C.	Du réformisme à la normalisation .....	201
1.	La multiplication des projets de réforme .....	201
2.	Les prémices de la normalisation.....	211
Chapitre 3 :	Les enjeux de territoires recouverts dans la nouvelle Pologne.....	217
I	Au cœur des migrations postérieures au Second conflit mondial .....	217
A.	L'expulsion des Allemands .....	219
B.	La diversité des Polonais s'installant sur ces terres.....	228
C.	Un melting-pot relatif .....	238
II	Un laboratoire du socialisme agraire polonais .....	246
A.	Une réforme agraire signant la fin des grands domaines prussiens.....	246
B.	Des territoires visés prioritairement par la collectivisation.....	249
III	Des populations marginalisées .....	253
A.	La traque des Volksdeutsche .....	253
B.	Des « retrouvailles » manquées avec les autochtones polonais.....	257
C.	Le syndrome du temporaire .....	262
IV	Des territoires délaissés.....	269
A.	Tabula rasa : la chasse aux vestiges allemands .....	270
B.	Une planification aggravant la désorganisation économique .....	274
Chapitre 4 :	les foyers de la pensée occidentale polonaise .....	279
I	Les spécialistes en sciences humaines et sociales.....	279

A.	La génération formée au temps des partages.....	287
B.	La génération de l'entre-deux-guerres.....	292
C.	La génération de l'après-guerre.....	299
II	Une floraison de centres scientifiques.....	302
A.	Les instituts de l'entre-deux-guerres.....	302
B.	L'Institut occidental.....	304
C.	Une floraison d'instituts de recherche après-guerre.....	311
1.	L'Institut mazure (1943-1948).....	312
2.	L'Institut silésien (1942/1945-1949).....	313
3.	L'Institut baltique (1945-1950).....	314
4.	La quasi-disparition du réseau scientifique occidental à l'époque stalinienne ....	316
5.	La renaissance du réseau scientifique occidental.....	318
III	Entre science et politique : les associations sociopolitiques.....	320
A.	L'Union de défense des confins occidentaux et l'Union occidentale polonaise.....	320
1.	L'Union de défense des confins occidentaux (1921-1934).....	320
2.	l'Union occidentale polonaise (1934-1939 et 1939-1944).....	322
3.	L' Union occidentale polonaise (1944-1949).....	324
B.	Les associations de moindre envergure liées à la pensée occidentale polonaise.....	329
C.	L'Association pour le développement des territoires occidentaux.....	332
	Troisième partie : Le discours légitimant le rattachement à la Pologne.....	341
	Chapitre 5 : des terres revendiquées comme polonaises.....	343
I	L'argument géographique.....	343
A.	L'Oder-Neisse, frontière naturelle de la Pologne et de l'Allemagne ?.....	343
B.	Les bassins de l'Oder et de la Vistule, berceau naturel de la Pologne.....	346

C.	Un territoire aux limites naturelles : de la Baltique aux Carpates, entre Bug et Oder	350
II	L'argument historique .....	354
A.	La Pologne des premiers Piast retrouvée.....	355
B.	L'annexion progressive par les Allemands.....	363
C.	La polonité des toponymes régionaux .....	370
III	L'argument humain .....	375
A.	Une présence polonaise multiséculaire.....	375
B.	Les autochtones, preuves du substrat polonais des populations des territoires recouverts .....	380
C.	Une démographie en faveur des populations slaves ? .....	386
IV	L'argument du fait accompli.....	394
A.	Une annexion légitimée par Potsdam .....	394
B.	La rapidité du repeuplement polonais.....	399
C.	Une reconstruction largement entamée par la Pologne .....	406
Chapitre 6 : une Pologne dépendante de ses nouveaux territoires .....		411
I	Justice et réparation historiques .....	411
A.	Un droit à réparation ? .....	411
B.	Une interprétation biaisée de l'histoire germano-polonaise .....	414
C.	Une philosophie de l'histoire pénitentielle ou rédemptrice ? .....	418
II	Un enjeu géostratégique .....	422
A.	Une frontière occidentale faisant office de nouveau front.....	423
B.	Un raccourcissement conséquent de la frontière germano-polonaise.....	427
C.	Le règlement du problème de la Prusse orientale .....	428
III	Une nécessité vitale pour l'économie polonaise .....	429
A.	Un pôle de développement potentiel de la nouvelle Pologne.....	429

B.	Des territoires complémentaires avec les anciens .....	435
C.	Une solution à la question agraire .....	440
IV	Un gage d'indépendance nationale .....	444
A.	Un large accès à la mer, clé de voûte de l'indépendance nationale.....	444
B.	Un changement de statut du pays .....	449
Chapitre 7 : une polonité des territoires recouverts stabilisant les relations internationales européennes.....		
		453
I	Un rééquilibrage économique apaisant les relations germano-polonaises.....	453
A.	Des territoires déficitaires qui pousseraient à l'expansion de l'Allemagne .....	454
B.	Une économie polonaise renforcée permettant une meilleure défense .....	461
II	Un rattachement qui met fin à l'impérialisme allemand .....	466
A.	L'établissement d'une continuité entre germanité et nazisme.....	466
B.	Priver l'Allemagne de ses bases de conquête .....	470
III	Un rééquilibrage régional.....	472
A.	D'un front slave uni à la tentation panslaviste.....	473
1.	Un contexte de renaissance des panslavismes.....	473
2.	Un exemple de panslavisme lié aux territoires recouverts : le Comité slave en Pologne .....	475
3.	Les projets polonais de réorganisation de l'Europe médiane sur une base non ethnique .....	477
4.	Une frontière germano-polonaise projetée toujours plus à l'ouest .....	480
B.	Permanence et échec du projet de fédération polono-tchécoslovaque .....	488
IV	Un renforcement du « camp de la paix » .....	495
A.	Une coopération accrue entre les pays du Bloc de l'Est .....	495
B.	La Ligne Oder-Neisse, garante de la paix entre les nations .....	499
Quatrième partie : Un discours national communisé .....		505

Chapitre 8 : la principale arme idéologique de la République populaire de Pologne .....	507
I Un discours protéiforme touchant un vaste public.....	507
A. Le parti communiste : commanditaire ou utilisateur ? .....	508
B. La presse, relai de la propagande.....	521
C. L'enseignement ou l'endoctrinement précoce.....	528
II Les fonctions du discours .....	539
A. Défendre l'intérêt national face à l'étranger.....	539
B. Légitimer le pouvoir communiste face aux oppositions.....	541
C. Forger une unité de façade masquant les divisions .....	545
III Chronologie du discours en Pologne communiste .....	549
A. Découverte des territoires et exaltation du retour à la patrie (1944-1948).....	550
B. Un consensus silencieux ou un tabou ? (1949-1955) .....	554
C. Un retour au premier plan (1956-1961).....	558
Conclusion.....	563
Annexes.....	573
Schémas de l'évolution du discours occidental entre 1945 et 1961.....	573
Sources .....	577
I Liste des sources .....	577
A. Archives.....	577
B. Livres, brochures et recueils de sources .....	578
1. Livres en lien avec les territoires recouverts.....	579
2. Manuels scolaires.....	583
3. Livres publiés à l'étranger.....	584
4. Livres concernant les relations germano-slaves et les débuts de l'État polonais.	585
5. Livres d'épistémologie historique.....	586

6.	Presse .....	587
7.	Sources étatiques.....	587
8.	Sources sur la pensée occidentale polonaise.....	588
C.	Articles de revues .....	588
1.	Roczniki historyczne (les Annales historiques)(13) .....	588
2.	<i>Przegląd historyczne (la Revue historique)</i> (9).....	589
3.	<i>Kwartalnik historyczny (le Trimestriel historique)</i> (18).....	590
4.	<i>Przegląd geograficzny (la Revue géographique)</i> (4).....	592
5.	<i>Przegląd Zachodni (la Revue occidentale)</i> (224) .....	593
II	Analyse du corpus documentaire.....	615
A.	Archives et fonds d'archives mobilisés .....	615
B.	Typologie générale des documents.....	618
C.	Les structures de production des sources.....	619
	État des lieux historiographique .....	629
I	Historiographie anglophone.....	629
II	Historiographies des pays au point de vue externe.....	631
A.	Historiographie française.....	631
III	Historiographies des pays au point de vue interne .....	633
A.	Historiographie allemande.....	633
B.	Historiographie polonaise.....	638
1.	1961-1970 : le changement dans la continuité : une désidéologisation limitée... 639	
2.	1970-1989 : Maintien des dogmes préétablis et apparition de nouvelles approches 641	
3.	1989 à nos jours : un renouvellement total des approches.....	643
	Bibliographie.....	649



I Histoire générale de la période.....	649
A. Histoire de l' Europe centrale et de la Guerre froide.....	649
B. Histoire des échanges de population.....	650
1. Histoire générale des échanges de population .....	650
2. Histoire de l'expulsion et des migrations des populations polonaises.....	652
3. Histoire de l'expulsion des populations allemandes .....	654
II Histoire de la Pologne pendant la période .....	658
A. Livres et articles généraux.....	658
B. Livres thématiques.....	661
1. Livres et articles ayant trait à la géopolitique et à la politique étrangères polonaises	661
2. Livres ayant trait aux transformations de la population polonaise .....	662
3. Livres ayant trait à l'historiographie polonaise.....	663
4. Livres et articles sur les liens entre communisme et nationalisme .....	664
III Histoire des territoires recouverts.....	665
A. Livres et articles généraux sur les territoires recouverts.....	665
B. Livres et articles sur la nouvelle frontière polonaise .....	667
C. Livres et articles historiques traitant plus particulièrement de la légitimation du	
rattachement de ces territoires à la Pologne .....	670
1. Littérature générale sur les histoires nationales .....	670
2. Littérature historiographique générale sur les territoires récupérés.....	670
3. Littérature sur la pensée occidentale polonaise.....	671
4. Littérature sur les instituts scientifiques polonais traitant des Territoires Récupérés	
674	
5. Littérature sur l' <i>Ostforschung</i> .....	676

6.	Littérature sur les relations germano-polonaises .....	677
7.	Littérature sur les relations polono-tchèques .....	679
D.	Livres et articles de sciences humaines et sociales concernant les Territoires Récupérés .....	681
1.	Littérature pédagogique et culturelle sur les territoires récupérés .....	681
2.	Littérature démographique et sociologique sur les Territoire Récupérés .....	682
3.	Littérature économique sur les Territoires Récupérés .....	683
E.	Livres et articles sur la polonisation des Territoires Récupérés .....	683
1.	Littérature sur la mise en place et l'action de l'administration polonaise pour les Territoires Récupérés .....	683
2.	Littérature sur le peuplement des Territoires Récupérés .....	684
F.	Livres et articles sur les populations des Territoires Récupérés .....	685
1.	Livres et articles sur les minorités slaves occidentales .....	685
2.	Livres et articles sur les identités, les relations interculturelles et la régionalisation des populations de ces territoires.....	687
3.	Livres et articles sur le patrimoine et les géosymboles.....	689
IV	Histoire régionale des territoires récupérés.....	690
A.	La Basse-Silésie et la Haute-Silésie .....	690
1.	Ouvrages et articles généraux sur l'histoire de la Silésie .....	690
2.	Ouvrages et articles sur des régions ou des villes de Silésie .....	690
3.	Ouvrages et articles sur les populations silésiennes.....	691
4.	Littérature sur la pensée occidentale polonaise concernant la Silésie .....	692
5.	Littérature sur l'appropriation de la Silésie par la Pologne .....	693
6.	Littérature sur la politique polonaise envers les Allemands de Silésie.....	694
B.	La Terre de Lubusz et la Poméranie Occidentale .....	695

1.	La région de Lubusz.....	695
2.	Ouvrages et articles sur la Poméranie en général .....	696
3.	Ouvrages et articles sur la Poméranie occidentale.....	696
4.	Ouvrages et articles sur les villes poméranienes.....	698
5.	Ouvrages et articles traitant des Cachoubes.....	699
C.	La Warmie-Mazurie et la région de Gdańsk.....	700
1.	Ouvrages et articles sur la voïévodie de Gdańsk .....	700
2.	Ouvrages sur l'ancienne Ville Libre de Gdańsk .....	700
3.	Littérature sur l'histoire de la Prusse orientale .....	701
4.	Littérature sur la Warmie, la Mazurie .....	703
5.	Littérature sur la pensée occidentale polonaise concernant la Warmie et la Mazurie 705	
6.	Littérature sur les Warmiens et les Mazures .....	707
7.	Littérature sur la sociologie de la Warmie-Mazurie .....	709
	Table des illustrations.....	713
	Table des cartes .....	719
	Index des noms propres.....	721
	Table des matières .....	727



